

**MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER
MINISTRE, CHARGÉ DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT**



**RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL**

Loi N° 2019 - 1080 du 18 décembre 2019 portant budget de l'Etat pour l'année 2020

**ANNEXE 4 : DOCUMENT DE PROGRAMMATION
PLURIANNUELLE DES DEPENSES
PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE (DPPD – PAP)
2020 - 2022**

**Loi N° 2019 – 1080 du 18 décembre 2019
portant budget de l'Etat pour l'année 2020**

**ANNEXE 4 : DOCUMENT DE PROGRAMMATION
PLURIANNUELLE DES DEPENSES
PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE (DPPD – PAP)
2020 - 2022**

PREMIERE PARTIE :

PROGRAMME DES MINISTERES

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	7
RECAPITULATIF DES PROGRAMMES	31
TABLEAUX RECAPITULATIF DES PROGRAMMES	33
SECTION 226 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE	41
SECTION 321 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	65
SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	91
SECTION 323: MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	121
SECTION 324 : MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	199
SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	223
SECTION 327 : MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	243
SECTION 328 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	289
SECTION 329 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	309
SECTION 329 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	311
SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER	331
SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	349
SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	405
SECTION 335: MINSTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	427
SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	473
SECTION 337 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	487
SECTION 338 : MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES	499
SECTION 339 : MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR	515
SECTION 339 : MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR	517
SECTION 340: MINSTERE DES TRANSPORTS	529
SECTION 342 : MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INNOVATION DU SERVICE PUBLIC	543
SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	553
SECTION 344 : MINISTERE DES SPORTS	571
SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS	587

SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	613
SECTION 347: MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.....	635
SECTION 348 : MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	659
SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS.....	673
SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES.....	691
SECTION 352 MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT	711
SECTION 354 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA RIZICULTURE	729
SECTION 356: MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	737
SECTION 357: MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES.....	751
SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME	769
SECTION 360 : MINISTRE DE L'ARTISANAT	787
SECTION 361 : MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE	801
SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	811
SECTION 365 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES PME	835
SECTION 366: MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE	847
SECTION 366: MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE	848
SECTION 369 : MINISTRE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	863
I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE	865
SECTION 377: MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE	875
SECTION 378 : MINISTERE DE LA VILLE	887
SECTION 381 : MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA COORDINATION DES GRANDS PROJETS	901
SECTION 540 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES	929
SECTION 542 : SECRETARIAT D'ETAT AU RENFORCEMENT DES CAPACITES	939
SECTION 552 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT, CHARGE DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES.....	949
SECTION 559 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME, CHARGE DU LOGEMENT SOCIAL	963
SECTION 572 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME.....	973
SECTION 579 : SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DU SERVICE CIVIQUE	983

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABR	Appui Budgétaire Régional	AM	Arrondissements Maritimes
ACBF	African Capacity Bulding Fondation	AMN	Atelier de la Marine Nationale
ACCC	Agence Comptable des Créances Contentieuses	ANAC	Autorité Nationale de l'Aviation Civile
ACCD	Agence Comptable Centrale des Dépôts	ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor	ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets
AD	Antennes Départementales	ANARE	Autorité Nationale de Régulation du secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire
ADCI	Agence pour le Développement des Industries de Côte d'Ivoire	ANDE	Agence Nationale de l'Environnement
ADCVI	Association pour le Développement des Cultures Vivrières Intensives	ANSUT	Agence Nationale des Services Universels des Télécommunications
AEJ	Agence Emploi Jeune	APBEF- CI	Association des Professionnels des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire
AEP	Approche écosystémique des Pêches	APD	Aide Publique au Développement
AERIA	Aéroport International d'Abidjan	APE	Accord de Partenariat Economique
AFOR	Agence du Foncier Rural	APEX-CI	Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire
AFREXIMBANK	Banque Africaine d'Export-Import	API	Autorisations Préalables d'Importation
AFRITAC de l'Ouest	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest	APIF	Agence de Promotion de l'Inclusion Financière
AGEDI	Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles	APROMAC	Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire
AGEF	Agence de Gestion Foncière	APS	Accord de Partenariat Stratégique
AGEFOP	Agence de Formation Professionnelle	APV	Accord de Partenariat Volontaire
AGERROUTE	Agence de Gestion des Routes	ARRE	Autorité de Régulation du système d'Entreposage
AGOA	AfricanGrowth and OpportunityAct (loi sur le développement et les opportunités africaines)	ARTCI	Autorité de Régulation des Télécommunication de Côte d'Ivoire
AIGF	Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences	ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar
AIP	Agence Ivoirienne de Presse	ASTER	Progiciel de Comptabilité Publique
AIPH	Association interprofessionnels du Palmier à Huile	BAC	Baccalauréat
Air CI	Air Côte d'Ivoire	BAD	Banque Africaine de Développement
AIRMS	Agence Ivoirienne de Régulation de la Mutualité Sociale	BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
AISA	Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques	BCCA	Bureau de Contrôle et de Coordination Administrative
AJT	Agence Judiciaire du Trésor	BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BCP	Bureau de Coordination des Programmes	CAHG	Cellule d'Action Humanitaire et du Genre
BDAT	Base de Données de l'Aménagement du Territoire	CAIDP	Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public
BDR	Base de Données Routières	CAN	Coupe d'Afrique des Nations
BEA	Bureau d'Enquête et d'Analyse pour la sécurité de l'Aviation Civile	CAPEC	Cellule d'analyse De Politique Economique Cires
BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle	CAPPAJ	Centre d'Apprentissage, de Perfectionnement et de Production Aquacole de Jacqueline
BID	Banque Islamique de Développement	CARF	Centre d'Appareillage et de Rééducation Fonctionnelle
BIPIA	Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine	CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme (appelé aussi CDMT global)
BIT	Bureau International du Travail	CCA	Conseil du Coton et de l'Anacarde
BM	Banque Mondiale	CCC	Conseil Café Cacao
BMI	Bureau Maritime International	CCCCI-UE	Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire de l'Union Européenne
BNCI	Bibliothèque Nationale	CCDS	Cellule de Coordination et de Développement de la Statistique
BNEDT	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement	CCI	Centres Culturels Intégrés
BNPVS	Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique	CCI-CI	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement	CCJA	Cour Commune de Justice et d'Arbitrage
BRAA	Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan	CCJAB	Centre culturel JACQUES AKA Bouaké
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières	CCLVC	Commission de la Concurrence et de la Lutte contre la Vie Chère
BSG	Budgétisation Sensible au Genre	CCM	Communication en Conseil des Ministres
BTE	Bureau du Tourisme à l'Etranger	CCPR	Code de Conduite pour une Pêche Responsable
BTS	Brevet de Technicien Supérieur	CCSC	Comité Consultatif Scientifique de la Culture
BURIDA	Bureau Ivoirien des Droits d'Auteurs	CCS-CMU	Cellule de Coordination et de Suivi de la Couverture Maladie Universelle
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement	CCT	Commission Consultative du Travail
CACAB	Centre d'Action Culturelle d'Abobo	CD	Conseil de Discipline
CACE	Comité d'Analyse de la Conjoncture Economique	CDC-CI	Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire
CACE	Centre d'Action Communautaire pour l'Enfance	CDMA	Code Division Multiple Access
CADP	Cellule de Revue des Dépenses Publiques	CDMH	Compte de Mobilisation pour l'Habitat en Côte d'Ivoire
CAEA	Centre d'Assistance Educative d'Abidjan	CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CAFOP	Centre d'Animation et de Formation Pédagogique	CDP	Contrats de Performance avec l'Etat

CDPH	Centre de Documentation de la Promotion des Personnes Handicapées	CIEA	Secrétariat de la Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique
CDT	Centre de Démonstration et de promotion de Technologie	CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire Energies
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique	CIJP	Commission Paritaire d'Attribution de la Carte d'Identité de Journaliste Professionnel et de Professionnel de la Communication
CED-CI	Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire	CILAD	Comité Interministériel de la Lutte Anti-drogue
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	CIMA	Conférences Interafricaines des Marchés d'Assurances
CEF	Cantonement des Eaux et Forêts	CIN	Comité Ivoirien de Normalisation
CEFPPH	Centre d'Éducation, de Formation, de Promotion des Personnes Handicapées	CIO	Centre d'Information et d'Orientation
CELOPE	Cellule d'Information des Opérateurs Economiques	CIRES	Centre Ivoirien de Recherche Economique et Social
CEMV	Centre d'entomologie Médicale et Vétérinaire	CIT	Côte d'Ivoire Tourisme
CENATELPAC	Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle	CITAD	Cité Administrative
CEN-SAD	Communauté des Etats Sahélo-sahariens	CITRANS	Compagnie Ivoirienne de Transports lagunaires
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières	CLAC	Centres de Lectures Publiques et d'Animations Culturelles
CEPE	Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires	CLc le VIH SIDA	Cellule de lutte contre le VIH-SIDA
CEPEAV	Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables	CM	Cabinet du Ministre
CEPICI	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire	CMAOC	Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
CES	Centres d'Education Spécialisés	CMEF	Comité Monétaire, Economique et Financier
CET	Centre d'Enfouissement Technique	CMU	Couverture Maladie Universelle
CF en région	Contrôle Financier en région	CNAC	Centre National des Arts et de la Culture
CGAF	Compte Général de l'Administration des Finances	CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CGAFD	Contrôle Général de l'Administration des Finances de la Défense	CNAS	Comité National d'Action Sociale
CGNFFD	Comité de Gestion Novatrice, du Fonds Femmes et Développement	CNC-CGPE	Cellule Nationale de Coordination des Comités Villageois de Gestion de Pompes à Motricité Humaine
CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat	CNDD	Commission Nationale du Développement Durable
CHU	Centres Hospitaliers Universitaires	CNDH-CI	Commission Nationale des Droits de l'Homme de Cote d'Ivoire
CIAPOL	Centre Ivoirien de Lutte contre la Pollution (CIAPOL)	CNDJ	Centre National de Documentation Juridique
CIC	Comité de la Côte d'Ivoire en Chiffres	CNDP	Comité National de la Dette Publique
CIDFOR	Centre Ivoirien pour le Développement de la Formation Professionnelle	CNDS	Conseil National du Dialogue Social
CIE	Côte d'Ivoire Engineering		

CNE	Conseil National des Exportations	COMDEF	Comité de suivi et de gestion des Données Economiques, Financières et sociales
CNF	Centre National Floristique	COMOREX	Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures
CNF	Conseil National de la Femme	CONFENEM	Conférence des Ministres des Pays ayant le Français en partage
CNF	Commission Nationale de la Francophonie	COSTEIF	Comité de Suivi des Titres d'Etat et des Instruments Financiers
CNFFE	Commission Nationale de la Famille, de la Femme et de l'Enfant	COTIVO	Société Cotonnière Ivoirienne
CN-ITIE	Conseil National pour la Transparence des Industries Extractives	CPC	Centre Public de Communication
CNJCI	Conseil National de la Jeunesse de Côte d'Ivoire	CPEAO	Conférence des Postes des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNLC	Comité National de Lutte contre la Contrefaçon	CPF	Comité de Placement Familial
CNLCPALPC	Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres	CPI	Cour Pénale Internationale
CNLCVC	Conseil National de Lutte Contre la Vie Chère	CPIA	Comité Country Policy and Institutional Assessment
CNLTEE	Conseil National de la Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants	CPIF	Cellule de Promotion d'Inclusion Financière
CNLVC	Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère	CPLS	Centre de Promotion des Logements Sociaux
CNLVFFE	Comité National de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants	CPM	Cellule de Passation des Marchés Publics
CNLVSC	Comité National de Lutte contre les Violences Sexuelles liées aux Crises	CPM	Cellule de Passation des Marchés
CNM	Commission Nationale pour la Microfinance	CPM	Centre de Pêche de Missirah
CNM-CI	Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire	CPM-MEER	Cellule de Passation des Marchés Publics du Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier
CNMS	Centre National de Matériel Scientifique	CPMP/MEF	Cellule de Passation des Marchés Publics / Ministère de l'Economie et des Finances
CNO	Centre Nord-Ouest	CPNTIC	Centre de Production des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
CNP	Conseil National de la Presse	CPP	Coordination des Programmes et Projets
CNP-PPP	Comité National de Pilotage des Partenariats Publics Privés	CPPE	Centre de Protection de la Petite Enfance
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique	CRAMA	Conservatoire Régional des Arts et des Métiers d'Abengourou
CNSS	Commission Nationale de la Sécurité Sociale	CRD	Centre de Rééducation de Dabou
CNT	Conseil National du Tourisme	CRE	Centre de Recherches Ecologiques
code ISPS	International Ship and Port Facility Security (code)	CRESAC	Centre Régional d'Evaluation en Santé et d'Accréditation
CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation	CRFLD	Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue
COGES	Comité de Gestion des Etablissements Secondaires	CRIEM	Centre Régional d'Infrastructures d'Equipeement et de Maintenance
COM	Centre d'Observation des Mineurs	CRO	Centre de Recherches Océanologique

CROSEV	Cellule de Réflexion sur les Orphelins du SIDA et les Enfants Vulnérables	DAJC	Direction des Affaires Juridiques et de la Communication
CROU	Centre Régional des Œuvres Universitaires	DAJCCI	Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération
CRSGFP	Comité Revue Système de Gestion des Finances Publiques	DAJCI	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale
CS	Centre Social	DAJI	Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
CSE	Complexes Sociaux Educatifs	DAJUCIREP	Direction des Affaires Juridiques, de la Coopération Internationale et des Relations Publiques
CSFRIF	Cellule de Suivi du Financement et des Relations avec les Institutions Financières	DAM	Direction de l'Architecture et des Matériaux
CSP	Conseil Supérieur de la Publicité	DAN	Direction des Archives Nationales
CSPPBM	Cellule de Suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale	DAOA	Denrées Animales et d'Origine Animale
CSRS	Centre Suisse de Recherche Scientifique	DAOSAR	Direction de l'Accueil, de l'Organisation et du Suivi des Actions de Réinsertion
CTAA	Centre Technique des Arts Appliqués	DAP	Direction des Affaires Politiques
CTSPEF	Cellule Technique de Suivi du Programme Economique et Financier	DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DA	Direction Afrique	DAP	Direction de l'Aquaculture et de la Pêche
DA	Direction des Assurances	DAPEPN	Direction de l'Assistance aux Pupilles de l'Etat et de la Nation
DAAF	Direction des Affaires Administratives et Financières	DAPO	Direction Asie, Pacifique et Océanie
DAARA	Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides	DAPS	Direction de l'Animation, de la Promotion et du Suivi
DAC	Direction Amérique et Caraïbes	DAQN	Direction des Accréditations, de la Qualité et des Normes
DACAA	Direction de l'Accueil, du Cérémonial, des accréditations et des Audiences	DARD	Direction des Approvisionnements, du Raffinage et de la Distribution
DACP	Direction des Affaires Civiles et Pénales	DAS	Direction de l'Action Sociale
DAF	Direction des Affaires Financières	DAS	Direction de l'Administration du SIGFiP
DAFER	Direction des Affaires Economiques Régionales	DASI	Direction de l'Action Sociale et de l'Information
DAFM	Direction des Affaires Financières et du Matériel	DAT	Direction des Activités Touristiques
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine	DAUD	Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage
DAG	Direction des Affaires Générales	DAVC	Direction de l'Assistance des Victimes de Crises
DAIP	Direction de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle	DB	Direction des Bourses
DAJ	Direction des Affaires Juridiques	DBE	Direction du Budget de l'Etat
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux	DBVIMS-CI	Système de gestion de l'Information sur les Violences basées sur le Genre en Côte d'Ivoire
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération	DC	Direction des Concours

DC	Direction de la Copropriété	DCS	Direction des Cantines Scolaires
DC	Direction du Cadastre	DCSE	Direction du Contrôle, du Suivi et de l'Evaluation
DC	Direction de la Circulation	DCSI	Direction du Contrôle et du suivi des Investissement
DC	Direction du Cinéma	DCSIG	Direction de la Cartographie et du Système d'Information Géographique
DCA	Direction des Circonscriptions Administratives	DCSP	Direction de la Coordination et du Suivi des Projets
DCB	Direction du Contrôle Budgétaire	DCSSE	Direction de la Coordination et du Suivi des Services Extérieurs
DCCA	Direction de la Coopération et de la Coordination de l'Aide	DCSSPEF	Direction de la Coordination Statistique et du Suivi du Programme Economique et Financier
DCCLVC	Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Lutte contre la Vie Chère	DD	Direction Départementale
DCD	Direction de la Coopération Décentralisée	DDA	Directions Départementales de l'Agriculture
DCDA	Direction de la Communication, de la Documentation et des Archives - Min. Tourisme	DDA	Direction de la Documentation et des Archives
DCECA	Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives	DDAP	Direction de la Documentation, des Archives et de la Publication
DCEP	Direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets	DDCFET	Direction du Domaine, de la Conservation Foncière, de l'Enregistrement et du Timbre
DCF	Direction du Contrôle Financier	DDE	Direction de la Diplomatie Economique
DCISR	Direction de la Coopération Internationale et sous Régionale	DDEF	Direction Départementale des Eaux et Forêts
DCM	Direction de la Construction et de la Maintenance	DDEN	Direction Départementale de l'Education Nationale
DCP	Direction de la Coopération et de la Professionnalisation	DDIE	Direction Départementale des Infrastructures Economiques
DCP	Direction de la Comptabilité Publique	DDISC	Direction des Déchets Industriels et Substances Chimiques
DCPA	Direction de la Communication et de la Promotion Agricole	DDL	Direction du Développement Local
DCPCOC	Direction de la Coopération des Programmes Cellule et Organes Consultatifs	DDLSE	Direction du Développement Local et des Services extérieurs
DCPCOC	Direction de la Coordination des Programmes Cellules et Organismes Consultatifs	DDPD	Direction de la Dette Publique et des Dons
DCPJ	Direction Centrale de la Police Judiciaire	DDPE	Direction du Domaine Public de l'Etat
DCQ	Direction de la Communication et de la Qualité	DDRRI	Direction du Développement et des Relations Internationales
DCR	Direction des Cultures de Rentes	DDT	Direction Départementale du Travail
DCRE	Direction de la Coordination et des Relations Extérieures	DDU	Direction du Domaine Urbain
DCRP	Direction de la Communication et des Relations Publiques	DE	Direction Europe
DCRPD	Direction de Communication, des Relations Publique et de la Documentation	DEAA	Direction de l'Encadrement et de l'Appui à l'artisanat
DCRPDA	Direction de la Communication, des Relations Publiques, Documentation et des Archives	DECA	Direction des Evaluations, Certification et Accréditation

DECAC	Direction de l'Etat Civil et des Affaires Consulaires	DERAR	Direction des Enquêtes, du Renseignement et de l'Analyse Risque
DECFINEX	Direction des Etablissements de Crédit et des Finances Extérieures	DES	Direction de la Stratégie et des Etudes
DECO	Direction des Examens et Concours	DESDP	Direction des Etudes Stratégiques, de Développement et des Projets
DECOB	Direction des Examens, des Concours et des Bourses	DESF	Direction des Etudes Statistiques Fiscales
DED	Direction des Enquêtes Douanières	DESUP	Direction de l'enseignement Supérieur
DEEE	Déchets d'Equipement Electrique et Electronique	DET	Direction de l'Enseignement Technique
DEEP	Direction de l'Encadrement des Etablissements Privés	DEVRS	Direction de l'Economie verte et de la Responsabilité Sociétale
DEG	Direction des Enjeux Globaux	DEXC	Direction des Examens et Concours
DELC	Direction des Ecoles, Lycées et Collèges	DEXCO	Direction de l'orientation, des Examens et des Concours
DEM	Direction de l'Equipement Militaire	DF	Directions des Finances
DEMAC	Direction de l'Exploitation Minière Artisanale et des Carrières	DF	Direction de la Famille
DEMO	Direction des Etudes, des Méthodes et de l'Organisation	DF	Direction de la Formation
DEMOS	Direction de la Mutualité et des Œuvres Sociales	DF2VP	Direction de la Formation, de la Vulgarisation et de la Valorisation des Produits
DENR	Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables	DFAC	Direction de la Formation Artistique et Culturelle
DENR	Direction de l'Environnement des Normes et de la Réglementation	DFCC	Direction de la Francophonie et de la Coopération Culturelle
DENRVT	Direction de l'Environnement, des Normes, de la Réglementation et de la Veille Technologique	DFCI	Direction de la Formation et de la Coopération Internationale
DEP	Direction de l'Evaluation des Projets	DFCRSP	Direction de la Formation Continue et des Relations avec le Secteur Productif
DEP	Département des Etudes Prospectives	DFD	Direction de la Formation et de la Documentation
DEPE	Direction des Etude, de la Planification et de l'Evaluation	DFDA	Direction de la Formation, Documentation et Archives
DEPE	Direction de l'Encadrement de la Petite Enfance	DFDC	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication
DEPH	Direction de l'Exploitation et de la Production des Hydrocarbures	DFENP	Direction de la Formation et de l'Ecole Nationale de Police
DEPH	Direction de l'Evaluation et du Patrimoine Hydraulique	DFIQ	Direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité
DEPR	Direction de l'Environnement et de la Prévention des Risques	DFP	Direction des Finances et du Patrimoine
DEPS	Direction des Etablissements et des Professions Sanitaires	DFPI	Direction de la Formation Professionnelle Initiale
DEPS	Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques	DFPI	Direction de la Fonction Publique Internationale
DEPSE	Direction des Etudes, de la Programmation et du Suivi-Evaluation	DFR	Direction du Foncier Rural
DER	Direction de l'Electrification Rurale	DFR	Direction de la Formation et de la Recherche

DFRC	Direction de la Formation et du Renforcement des capacités	DGEDD	Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable
DFRC	Direction de la Faune et des Ressources Cinétiques	DGESIP	Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle
DFSPS	Direction du Financement et du Suivi des Politiques Sectorielles	DGFF	Direction Générale des Forêts et de la Faune
DG	Direction du Génie	DGFP	Direction Générale de la Fonction Publique
DGAF	Direction Générale de l'Administration et des Finances	DGFPEF	Direction Générale de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Famille
DGAI	Direction Générale de l'Activité Industrielle	DGH	Direction Générale des Hydrocarbures
DGAJCE	Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	DGHP	Direction Générale de l'Hygiène Publique
DGALT	Direction Générale des Affaires Logistiques et Techniques	DGI	Direction Générale des Impôts
DGAMP	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires	DGIA	Direction Générale de l'Intégration Africaine
DGAPCE	Direction de la Gestion Administrative des Personnels Civils de l'Etat	DGIE	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur
DGAS	Direction Générales des Affaires Stratégiques	DGIHH	Direction Générale des Infrastructures de l'Hydraulique Humaine
DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire	DGIR	Direction Générale des Infrastructures Routières
DGATDRL	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local	DGLCV	Direction Général du Logement et du Cadre de Vie
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances	DGMG	Direction Générale des Mines et de la Géologie
DGC	Direction Générale des Cultes	DGPE	Direction Générale du Protocole d'Etat
DGCAM	Direction Générale de la Construction, de l'Architecture et de la Maintenance	DGPE	Direction Générale du Portefeuille de l'Etat
DGCATEF	Direction de la Gestion des Carrières des Agents Techniques des Eaux et Forêts	DGPLP	Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté
DGCE	Direction Générale du Commerce Extérieur	DGPN	Direction Générale de la Police Nationale
DGCI	Direction Générale du Commerce Intérieur	DGPPS	Direction Générale de la Planification, du contrôle Projets et des Statistiques
DGD	Direction Générale des Douanes	DGPS	Direction Générale de la Protection Sociale
DGDDL	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	DGPSA	Direction Générale des Productions & de la Sécurité Alimentaire
DGDI	Don de Gouvernance et de Développement Institutionnel	DGPSP	Direction Générale de la Promotion du Secteur Privé
DGDRME	Direction Générale du Développement Rural et de la Maitrise de l'Eau dans le domaine agricole	DGQE	Direction Générale de la Qualité et des Evaluations
DGE	Direction Générale de l'Energie	DGRB	Direction Générale des Relations Bilatérales
DGE	Direction des Grandes Entreprises	DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
DGE	Direction Générale de l'Emploi	DGRI	Direction Générale de la Recherche et d l'Innovation
DGE	Direction Générale de l'Economie	DGRM	Direction Générale des Relations Multilatérales

DGRS	Direction Générale du Renseignement et de la Sécurité	DIPAC	Direction de l'Insertion et de la Promotion des Activités Commerciales
DGS	Direction Générale de la Santé	DIR	Direction des Infrastructures Routières
DGS	Direction Générale de la Solidarité	DISA	Direction des Infrastructures et des Sites Artisanaux
DGSCA	Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide	DISAD	Direction de l'informatique, des Statistiques, des Archives et de la documentation
DGSHP	Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique	DISVD	Direction des Infrastructures de Salubrité et de Valorisation des Déchets
DGSLN	Direction Générale de la Salubrité et de la Lutte contre les Nuisances	DIT	Direction de l'Inspection du Travail
DGT	Direction Générale du Travail	DITT	Direction de l'Informatique et des Traces Technologiques
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	DL	Direction du Logement
DGTTC	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation	DL	Direction des Loisirs
DGU	Direction du Guichet Unique	DLCC	Direction de la Lutte contre les Changements Climatiques
DGUA	Direction du Guichet Unique Automobile	DLCP	Direction Laboratoire Central Police
DGUF	Direction Générale de l'Urbanisme et du Foncier	DLD	Direction de la Législation et de la Documentation
DHES	Direction de l'Hygiène, de l'Environnement et Santé	DLDC	Direction de la Législation, du Contentieux et de la Documentation
DHNRQ	Direction de l'Hydrologie, des Normes, de la Réglementation et de la Qualité	DLL	Direction du Livre et de la Lecture
DHR	Direction des Ressources Humaines	DLM	Direction de la législation Militaire
DI	Direction de l'Informatique	DLTE	Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants
DIAD	Direction de l'Informatique, des Archives et de la Documentation	DMCD	Direction de la Mobilisation des Compétences de la Diaspora
DICC	Direction des Industries Culturelles et Créatives	DME	Direction des Moyennes Entreprises
DIDA	Direction de l'Informatique, de la Documentation et des Archives	DME	Durée Moyenne de Séjour
DIE	Direction de l'Ingénierie d'Entreprise	DMEME	Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations agricoles
DIEC	Direction des Infrastructures et Equipements Culturels	DMG	Direction des Moyens Généraux
DIEM	Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance	DMGE	Direction des Moyens Généraux et de l'Equipement
DIFEF	Direction de la Formation et de l'Education Féminine	DMOA	Direction de la Modernisation de l'Organisation Administrative
DIIS	Direction de l'Informatique et de l'Information Sanitaire	DMP	Direction des Marchés Publics
DIJ	Direction de l'Identification Judiciaire	DMRFCQ	Direction de la Métrologie, de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité
DIMCM	Direction de l'Information Minière et du Cadastre Minier	DNAGEP	Direction de la Nutrition Animale et de la Gestion de l'Espace Pastorale
DIP	Direction de l'Insertion Professionnelle	DOA	Direction des Opérations d'Assiette

DOB	Direction de l'Orientations et Bourses	DPDP	Direction de la Pédagogie et du Développement du Programme
DOCD	Direction des Opérations des Collectivités Décentralisées	DPDRL	Direction de la Promotion du Développement Régional et Local
DOEM	Direction de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers	DPE	Direction de la Planification et de l'Evaluation
DOI	Direction des Organisations Internationales	DPE	Direction du Patrimoine de l'Etat
DONUISNU	Direction de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions Spécialisées des Nations Unies	DPE	Direction des Productions d'Elevage
DOPA	Direction des Organisations Professionnelles Agricoles	DPE	Direction de la Protection de l'Enfant
DOPAF	Direction des Organisations Professionnelles et de l'Appui au Financement	DPEF	Direction de la Police Economique et Financière
DOSLN	Direction des opérations de salubrité et de Lutte contre les Nuisances	DPEI	Direction de la Planification, des Etudes et de l'Informatique
DP	Direction de la Planification	DPEM	Direction des Projets de l'Equipement et de la Maintenance
DP	Direction du Partenariat	DPEP	Direction de la Programmation et de l'Evaluation
DPAC	Direction de la Promotion des Arts et de la Culture	DPES	Direction de la Planification, de l'Evaluation et des Statistiques
DPAC-PME	Direction de la Promotion, de l'Assistance et de la Compétitivité des PME	DPET	Direction de la Promotion des Entreprises de Transport
DPAE	Direction de la Promotion et de l'Assistance à l'Exportation	DPFC	Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue
DPAF	Direction de la Promotion et de l'Autonomisation de la Femme	DPFE	Direction de la Police Forestière et de l'Eau
DPAFM	Direction du Partenariat et de l'Accès aux Financements et aux Marchés	DPGE	Direction de la Promotion du Genre et de l'Equité
DPAM	Direction de la Promotion de l'Artisanat et de la Mutualité	DPI	Direction des Privilèges et Immunités
DPAP	Direction de la Planification, de l'Aménagement et des Projets-Min. Tourisme	DPIC	Direction de la Promotion Industrielle et de la Compétitivité
DPARE	Direction de la Protection et de l'Aménagement des Ressources en Eau	DPIF	Direction de la production et de l'Industrie Forestière
DPC	Direction de la Police Criminelle	DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DPC	Direction du Patrimoine Culturel	DPIP	Direction de la Promotion des Investissements Privés
DPCCLC	Direction des Politiques Communautaires du Commerce et de la Circulation	DPJ	Direction de la Protection des Jeunes
DPCE	Direction de la Programmation et du Contrôle des Effectifs	DPJEJ	Direction de la Protection Judiciaire, de l'Enfance et de la Jeunesse
DPCEI	Direction de la Promotion et de la Coopération Economique Internationale	DPL	Direction du Patrimoine et de la Logistique
DPCITIC	Direction des Politiques Communautaires des Informations et des TIC	DPLRL	Direction de la Promotion de la Liberté Religieuse et la Laïcité
DPCMF	Direction des Politiques Communautaires Macroéconomiques et Financières	DPNR	Direction de la Programmation des Normes et de la Réglementation
DPCPHDD	Direction des Politiques Communautaires de la Promotion Humaine et du Développement Durable	DPP	Direction des Participations et de la Privatisation
DPCT	Direction du Personnel des Collectivités Territoriales	DPPD	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses

DPPD - PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses- Projets Annuels de Performance	DPTIC	Direction de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication
DPPF	Direction de Planification, de la Programmation et du Financement	DPV	Direction du Protocole et des Visas
DPPH	Direction de la Promotion des Personnes Handicapées	DPVCQ	Direction Protection des Végétaux, Contrôle & Qualité
DPPN	Direction du Personnel de la Police Nationale	DPVSA	Direction des Productions Vivrières & de la Sécurité alimentaire
DPPS	Direction de la Prospective de la Planification et des Stratégies	DQ	Direction de la Qualité
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques	DQN	Direction de la Qualité et de la Normalisation
DPQN	Direction de la Promotion de la Qualité et de la Normalisation	DR	Direction Régionale
DPR	Direction de la Promotion et de la Réglementation	DRA	Directions Régionales de l'Agriculture
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques	DRAP	Délégation Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DPS	Direction de la Police Scientifique	DRB	Directions Régionales du Budget
DPS	Direction de la Stratégie et de la Planification	DRBMGP	Direction de la Réforme Budgétaire et de la Modernisation de la Gestion Publique
DPS	Direction de la Planification et du Suivi	DRC	Direction de la Réglementation et du Contentieux
DPS	Direction de la Professionnalisation du Sport	DRC	Direction Régionale du Commerce
DPS	Direction de la Planification et de la Supervision	DRC	Direction de la Réglementation et du Contentieux
DPS	Direction de la Planification Spatiale	DRCF	Direction de reboisement et de cadastre forestier
DPSB	Direction des Politiques et Synthèse Budgétaire	DRCRM	Direction de la Réglementation, de la Coopération et des Relations avec les Autres Ministères
DPSCI	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Corporation Industrielle	DRE	Direction des Régimes Economiques
DPSD	Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues	DRE	Direction de la Régulation des Echanges
DPSD	Direction de la Planification, de la Statistique et de la Documentation	DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DPSE	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation	DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DPSI	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Informatique	DRG	Direction des Renseignements Généraux
DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Prospective	DRH	Direction des Ressources Humaines
DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et des Programmes	DRHF	Direction des Ressources Humaines et de la Formation
DPSPS	Direction du Portefeuille et du Secteur Primaire et secondaire	DRHMG	Direction des Ressources Humaines des Moyens Généraux
DPSR	Direction de la Planification et de la Supervision Routière	DRI	Direction Régionales des Impôts
DPSS	Direction de la Planification, de la Signalisation et de la Supervision	DRI	Directions Régionales de l'Industrie
DPST	Direction du Portefeuille et du Secteur Tertiaire	DRIE	Direction Régionale des Infrastructures Economiques

DRMP	Directions Régionales des Marchés Publics	DSMA	Déchets Solides Ménagers et Assimilés
DRPOIE	Direction de la Recherche et de la Promotion des Opportunités Economiques auprès des Ivoiriens de l'Extérieur	DSMSF	Direction des Sports de Masse et du Sport Féminin
DRPS	Direction Régionale de la Protection Sociale	DSP	Direction de la Sécurité Publique
DRR	Direction des Routes Rurales	DSP	Direction du Suivi et de la Protection
DRS	Directions Régionales Sanitaires	DSPE	Direction des Stratégies et des Programmes d'Emploi
DRS	Direction du Renseignement et de la Sécurité	DSPS	Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques
DRS	Directions Régionales de la Solde	DSPS	Direction de la Stratégie, de la Planification et des Statistiques
DRSSFD	Direction de la Réglementation et de la Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés	DSR	Directions et services rattachés
DRT	Direction de la Réglementation du Travail	DSRE	Direction du Suivi et de la Réglementation de l'Energie
DS	Direction de la Solde	DSRH	Direction du Suivi et de la Réglementation des Hydrocarbures
DSA	Direction des Services Aéroportuaires	DSSM	Direction de la Sécurité Sociale et de la Mutualité
DSASA	Direction de la Santé et des Actions Sociales des Armées	DSSPN	Direction Services Santé Police Nationale
DSC	Direction de la Santé Communautaire	DSST	Direction de la Santé et Sécurité au Travail
DSCS	Direction de la Solidarité et de la Cohésion Sociale	DST	Direction de la Surveillance du Territoire
DSCV	Direction du Service Civique et du Volontariat	DST	Direction de la Sécurité Touristique
DSD	Direction de la Sécurité Défense	DSV	Direction des Services Vétérinaires
DSDI	Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique	DTA	Direction de la Tutelle Administrative
DSDPSS	Direction des Services Douaniers du Port et des Services Spéciaux	DTA	Direction du Transport Aérien
DSE	Direction de la Stratégie de l'Expertise	DTC	Direction de la Topographie et de la Cartographie
DSEE	Direction des Statistiques et des Etudes Economiques	DTDAI	Direction de la Transformation Digitale de l'Administration et de l'Innovation
DSEPE	Direction du Suivi et de l'Evaluation de la Politique de l'Emploi	DTEF	Direction de la Tutelle Economique et Financière
DSGAE	Direction des Systèmes de Gestion et de l'Appui à l'Ethique	DTH	Direction Territoriale de l'Hydraulique
DSI	Direction des Systèmes d'Information	DTI	Direction des Traitements Informatiques
DSIESRS	Direction des Systèmes d'Informations de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	DTIR	Direction Territoriale des Infrastructures Routières
DSIM	Direction des Soins Infirmiers et Maternels	DTMFLP	Direction des Transports Maritimes, Fluvio-Lagunaire et de la Plaisance
DSIN	Direction des Systèmes d'Information Numérique	DTRF	Direction des Transports Routiers et Ferroviaires
DSJRH	Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines	DTSI	Direction de la Transmission et des Systèmes d'Information

DTSI	Direction des Technologies et du Système d'Information	ENV	Enquêtes sur le Niveau de Vie des ménages
DTSI	Direction des Télécommunications et des Systèmes d'Information	EPN	Etablissements Publics Nationaux
DU	Direction de l'Urbanisme	EPP	Ecole Primaire Publique
DUI	Direction des Unités d'Interventions	ESATIC	Ecole Supérieur Africaine des TIC
DVA AJ	Direction de la Vie Associative et de l'Autonomisation des Jeunes	EVP	Equivalent Vingt Pieds
DVAG	Direction de la Vie Associative et du Genre	FAA	Fédéral Aviation Administration
DVCOMR	Direction de la Vie Culturelle, des Œuvres et des Missions Religieuses	FADCI	Fonds d'appuis au développement en Côte d'Ivoire
DVFSHN	Direction de la Vie Fédérale et du Sport de Haut Niveau	FAO	Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture
DVI	Direction de la Valorisation et de l'Innovation	FASSA	Festival des Arts Sacrés des Savanes
DVM	Direction du Développement Minier	FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
DVN	Direction des Vérifications Nationales	FDNUF	Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme
DVP	Direction de la Valorisation des Produits	FDT	Fonds de Développement Touristique
DVS	Département de la Veille Stratégique	FEMUA	Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo
DVS	Direction de la Vie Scolaire	FER	Fonds d'Entretien Routier
DVSP	Direction de la Veille et du Suivi des Programmes	FER-PALMIER	Fonds d'Extension et de Renouveau pour le développement de la culture Palmier
ECG	Ecole de Commerce et de Gestion	FICAD	Festival International de la Culture et des Arts de Daoukro
EcIS	École Ivoirienne pour les Sourds	FIDA	Fonds International des Nations Unies pour le Développement de l'Agriculture
EDIPRESSE	Edition Distribution de Presse	FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
EHA	Eau-Hygiène-Assainissement	FLEGT	Forest Law Enforcement Governance and Trade
EIBMA	Ecole Ivoirienne de Bijouterie et des Métiers Annexes	FMI	Fonds Monétaire International
EMPT	Ecole Militaire Préparatoire Technique	FMI	Fonds Mondial International
EMSP	Ecole Multinationale Supérieure des Postes	FNAD	Fonds National de Drainage et de l'Assainissement
ENA	Ecole Nationale d'Administration	FNLS	Fonds National de Lutte contre le SIDA
ENERGOS	Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire	FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles
ENP	Ecole Nationale de Police	FONSIC	Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique pour le Cinéma
ENS	Ecole Normale Supérieure	FPRCI	Fondation des Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire
ENSEA	Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée	FREMIN	Fonds de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles

FSCCA	Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique pour les autres arts ;	IGESR	Inspection Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
FSDP	Fonds de Soutien & Développement de la Presse	IGGN	Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale
FSH	Fonds de Soutien de l'Habitat	IGIS	Indice Général Ivoirien de Sécurité
FTG	Filature Tissage Gonfréville	IGP	Inspection Générale du Plan
GAR	Gestion Axée sur les Résultats	IGSAT	Inspection Générale des Services de l'Administration du Territoire
GDS	Groupement de Défense Sanitaire	IGSF	Inspection Générale des Services Fiscaux
GESTOCI	Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire	IGSJP	Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau	IGSP	Inspection Générale des Services de Police
GMMG	Groupement Ministériel des Moyens Généraux	IGT	Inspection Générale des Transports
GRTO	Groupe de Recherche en Tradition Orale	IGT	Inspection Générale du Trésor
GUCE	Guichet Unique du Commerce Extérieur	Impôt BIC	Impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial
GUF	Guichet Unique du Foncier	Indice IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
GUPC	Guichet Unique du Permis de Construire	INFJ	Institut National de Formation Judiciaire
HACA	Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle	INFPA	Institut National de Formation Professionnelle Agricole
HF/VHF	Bande des très hautes fréquences	INFS	Institut national de Formation Sociale
HV	Hydraulique Villageoise	INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise
HVA	Hydraulique Villageoise Améliorée	INIPA	Institut National pour la Promotion des Aveugles
I2T	Ivoirienne de Technologie Tropicale	INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports
ICCO	Organisation Internationale du Café-Cacao	INP-HB	Institut National Polytechnique Houphouët Boigny
IDE	Investissement Directs Etrangers	INS	Institut National de la Statistique
IDH	Initiative pour le commerce durable	INSAAC	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
IEP	Inspection de l'Enseignement Primaire	IP	Indicateur de Performance
IES	Institut de l'Enseignement Supérieur	IPCI	Institut Pasteur de Côte d'Ivoire
IFEF	Institut de Formation et d'Education de la Femme	IPNETP	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel
IG	Inspection Générale	IPS-CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat
IGA	Inspection Générale des Armées	IPS-CNPS	Institution de Prévoyance Sociale - Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
IGEN	Inspection Générale de l'Education Nationale	IRD	Institut de Recherche pour le Développement

IRES	Institut Régional d'Enseignement Supérieur	MCF	Ministère de la Culture et de la Francophonie
IRSF	Inspections Régionales des Services Fiscaux	MCIPPME	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME
ISMI	Institut de Sécurité Maritime Interrégional	MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
ISO	Organisation Internationale de normalisation	MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ISPEC	Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop	MENETFP	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
ISTC	Institut des Sciences et Techniques de la Communication	MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
IT	Inspection du Travail	MFE	Machine à Facturation Electronique
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives	MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
ITS	Impôt sur les Traitements et Salaires	MFP	Ministère de la Fonction Publique
JNP	Journées Nationales de la Population	MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable
JORCI	Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire	MINASS	Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité
LACQUE	Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau	MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
LAMTO- géo	Station géophysique de LAMTO	MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole	MIRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
LANEMA	Laboratoire National d'Essais de Métrologie & d'Analyse	MIVA	Marché Ivoirien de l'Artisanat
LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics	MIVS	Mécanisme Institutionnel de Veille Stratégique
LEA	Lycée d'Enseignement Artistique	MPD	Ministère du Plan et du Développement
LH	Laboratoire des Hydrocarbures	MPEDER	Ministère Du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables
LMD	Licence Master Doctorat	MRSC	Centre Secondaire de Recherche et Sauvetage Maritime
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure	MS	Ministère des Sports
LTPEA	Lycée Technique et Professionnel de l'Enseignement Artistique	MSCSLP	Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction	MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
MACA	Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan	MUPIA	Mutuelle des Agents du MIAIE
MAD	Matrice d'Analyse de la Dette	ND	Non Dsponible
MAE	Minist7re des Affaires Etrangères	NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
MASA	Marché des Arts et du Spectacle Africain	OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
MCC	Millenium Challenge Corporation		

OFT	Observatoire de la Fluidité des Transports	ONU	Organisation des Nations Unies
OG	Objectif Global	ONUCI	Opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OGP	Open Government Partnership	OPJ	Officiers de Police Judiciaire
OIC	Office Ivoirien des Chargeurs	OQSF-CI	Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire
OIE	Organisation Internationale des Epizooties	OSCN	Office du Service Civique et du Volontariat
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie	OSCS	Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale
OIPC	Office Ivoirien du Patrimoine Culturel	OSEP	Observatoire du Service Public
OIPI	Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle	OSER	Office de Sécurité Routière
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves	OTC	normes techniques (OTC)
OISSU	Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires	PAA	Port Autonome d'Abidjan
OIT	Organisation International du Travail	PAD	Partenaires au Développement
OMAO	Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	PADCI	Programme des filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire
OMC	Organisation Mondiale du Commerce	PADE-CI	Projet d'Appui au Développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire
OMI	Organisation Maritime Internationale	PADSAD	Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des Eaux Pluviales de la Ville d'Abidjan
ONAC-CI	Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire	DRH	Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques
ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage	PAO	Plan d'Actions Opérationnelles
ONAT	Observatoire National de l'Aménagement du Territoire	PAP	Projets d'Actions Prioritaires
ONCE	Observatoire National sur la Compétitivité des Entreprises	PARSSI	Projet d'Appui à la Redynamisation du Secteur de la Santé
ONDR/ADERIZ	Office National de Développement de la Riziculture /Agence pour le Développement de la Filière Riz en Côte d'Ivoire	PASET	Partenariat pour les Compétences en Sciences Appliquées, ingénierie et technologie
ONEG	Observatoire National de l'Equité et du Genre	PASP	Port Autonome de San Pedro
ONEP	Office National de l'Eau Potable	PASRES	Programme d'appui Suisse Pour La Recherche Scientifique
ONG	Organisation Non Gouvernementale	PAT	Personnels Administratif et Technique
ONI	Office National de l'Identification	PAVVIOS	Prise en charge et Assistance de Victimes de Violence Sexuelles
ONP	Office National de la Population	PCBD	Palais de la Culture Bernard BINLIN DADIE
ONPC	Office National de la protection civile	PCSE-MIRAH	Projet de Construction des Services Extérieurs du MIRAH
ONS	Office National des Sports	PDMIO	Projet de Développement Minier Intégré de l'Ouest
		PDS	Plan de Développement Stratégique

PEC	Pôles Economiques Compétitifs	PNDC	Programme National de Développement Communautaire
Pêche INN	Pêche illicite Non déclarée ou Non réglementée	PNE	Politique Nationale de l'Emploi
PEF	Poste des Eaux et Forêts	PNES	Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur
PEFDDP	Programme Eau, Femmes, Développement Durable et Paix	PNEVGEA	Programme National d'Eradication du Ver de Guinée, Eau et Assainissement
PER	Programme d'Entretien Routier	PNF	Politique Nationale de la Femme
PERH	Poste d'Elevage et de Ressources Halieutiques	PNL	Politique Nationale des Loisirs
PETROCI	Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire	PNLCa	Programme National de Lutte Contre le Cancer
PEV	Programme Elargi de Vaccination	PNLCé	Programme National de Lutte Contre la Cécité
PFVBG	Plateforme de Lutte contre les Violences basées sur le Genre	PNLHV	Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales
PGA	Plateforme informatisée de Gestion de l'Aide	PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme
PGA	Paierie Générale des Armées	PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PGDP	Paierie Générale de la Dette Publique	PNLTA	Programme National de Lutte contre le Tabagisme
PGE	Paierie Générale pour l'Etranger	PNLTHA	Programme National d'Elimination de la Trypanosomiase Humaine Africaine
PGI	Paierie Générale des Institutions	PNLUB	Programme National de Lutte contre l'Ulçère de BURULI
PGSP	Paierie Générale du Secteur Parapublic	PNMTN	Programme National de Maladies Tropicales non Négligées
PGT	Paierie Générale du Trésor	PNN	Programme National de Nutrition
PIB	Produit Intérieur Brut	PNOEV	Programme National de Prise en Charge des OEV-VIH/SIDA
PIP	Programmes d'Investissements Publics	PNP	Programme Nationale de la Population
PK	Processus de Kimberley	PNPE	Politique Nationale de Protection de l'Enfant
PLBC-FTPADM	Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive	PNPEC	Programme National de Prise en Charge des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
PLP	Planification Locale Participative	PNPMNT	Programme National de Promotion des Maladies Non Transmissibles
PME	Petites et Moyennes Entreprises	PNPMT	Programme National Promotion de la Médecine Traditionnelle
PME/PMI	Petites et Moyennes Entreprises / Petites et Moyennes Industries	PNPS	Plateforme Nationale de Protection Sociale
PMH	Pompe à Motricité Humaine	PNPSBD	Programme National Promotion de la Santé Bucco – Dentaire
PMI	Petite et Moyenne Industrie	PNRO	Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage
PND	Plan National de Développement	PNSI	Programme National de Santé Infantile
		PNSM	Programme National de Santé Mentale

PNSSU	Programme National de Santé Scolaire et Universitaire	RGI	Recette Générale des Impôts
PNV-CI	Programme National de Volontariat de Cote d'Ivoire	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
PPC	Programmes Pluriannuels de Convergence	RICI-EPN	Réseau Informatique de Comptabilité Intégré des Etablissements Publics Nationaux
PPCB	Péripleurmonie Contagieuse Bovine	RID	Recette des Impôts Divers
PPP	Partenariat Public –Privé	RIF	Recette des Impôts Fonciers
PPPBE	Prospective, Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-Evaluation	RNA	Recensement National de l'Agriculture
PPPSE	Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation	RPI	Redevance Pour Importation
PPR	Peste des Petits Ruminants	RRI	Réseau Radioélectrique Indépendant
PRECIS	Programme de Réhabilitation, d'Equipeurment et de Construction d'Infrastructures Sportives	RSTI	Régime Social des Travailleurs Indépendants
PROGIRS	Projet de Gestion Intégrée des Ranchs et Stations	RTI	Radio Télévision Ivoirienne
PRONER	Programme National d'Electrification Rurale	SADI	Services des Archives, de la Documentation et de l'Informatique
PS	Police Sanitaire	SAID	Service d'Assiette Impôts Divers
PSDEPA	Plan Stratégique de Développement de l'élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture	SAIF	Service d'Assiette Impôts Fonciers
PSRA	Plan Stratégique de Relance l'Aviculture moderne	SAJ	Service des Affaires Juridiques
PTA	Plan de Travail Annuel	SAJRE	Service des Affaires Juridiques de la Règlementation Economique
PTF	Partenaires Techniques et Financiers	SBS	Service des Bourses et Stages
PTG	Programme de Travail Gouvernemental	SC	Service Communication
PV	Procès- Verbal	SCA	Service de Communication des Armées
PVS	Procès-Verbal Simplifié	SCD	Service de la Communication et de la Documentation
RAP	Rapport Annuel de Performance	SCDA	Service de la Communication ; de la Documentation et des Archives
RASS	Rapport Annuel de la Situation Sanitaire	SCI	Service de Coopération Internationale
RCTI	Régime Complémentaire des Travailleurs Indépendants	SCIEA	Secrétariat exécutif de la Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique
RDEC	Recherche en Développement Culturel	SCMFE	Service de la Coopération et de la Mobilisation des Financements Extérieurs
RE	Recette d'Enregistrement	SCMI	Service des Conférences et Missions Internationales
REF	Rapport Economique et Financier	SCNIESDF	Service du Comité National d'Information, d'Education et de sensibilisation pour la Défense de la Forêt
RGCP	Règlement Général sur la Comptabilité Publique	SCPCI	Service de la Communication, de la Promotion et de la Coopération Internationale
RGF	Recette Générale des Finances		

SCRIP	Service de la Communication et des Relations Publiques	SIG	Système d'Information et de Gestion
SCRPSA	Service de la Communication, des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives	SIGBUD	Système Intégré de Gestion Budgétaire
SCV	Service des Conférences et Voyages	SIGEP	Système d'Information et de Gestion des Entreprises Publiques
SCVD	Service Courrier et Valise Diplomatique	SIGESCOD	Système Intégré de Gestion des Collectivités Décentralisées
SDA	Service de la Documentation et des Archives	SIGFAE	Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat
SDAD	Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage	SIGFiP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
Secrétariat Permanent CCEN	Secrétariat Permanent Conseil Consultatif de l'Education Nationale	SIGMAP	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
Secrétariat REDD+	Secrétariat chargé du programme de Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation forêts	SIM	Service Informatique et Maintenance
SEPMBPE	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	SINAPSE	Système Intégré d'Analyse des Projets et du Suivi Evaluation
SEPMPIP	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé	SIPE	Système d'Information sur la Protection de l'Enfant
SERCOM	Service de Communication	SIPF	Société Ivoirienne du Patrimoine Ferroviaire
SESES	Service de l'Evaluation, du Suivi Economique et de la Statistique	SIR	Société Ivoirienne de Raffinage
SETAM	Service des Terrains Aménagés	SIT	Service de l'Interprétariat et de la Traduction
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés	SITARAIL	Société Internationale de Transport Africain par Rail
SG	Secrétariat Général	SITRAFISE	Système Informatique de Traçabilité Financière et de Suivi-Evaluation
SGCAS	Système de Gestion et de Contrôle Automatisés du Spectre	SIVAC	Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement	SJ	Service Juridique
SGMT	Société de Gestion du Grand Marché de Treichville	SLE	Schémas de Libéralisation des Echanges
SI	Service Informatique	SMB	Société Multinationale de Bitumes
SIAD	Service de l'Informatique, des Archives et de la Documentation	SMHT	Secrétariat de la Médaille d'Honneur du Travail
SIB	Système d'Information Budgétaire	SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SICDS	Système Intégré de Collecte de Données Statistiques	SMP	Service des Manifestations Promotionnelles
SICODA	Société Ivoirienne de Distribution Automobile et d'Equipements Industriels et Agricoles	SMQ	Système de Management de la Qualité
SICOGI	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière	SNAC	Semaine Nationale des Arts et de la Culture
SICTA	Société Ivoirienne du Contrôle Technique Automobile	SNAPS	Service National d'Animation, de Promotion et de Suivi
SIDA	Service Informatique, de la Documentation et des Archives	SNDER	Stratégie Nationale du Développement de l'Economie Régionale
		SNDI	Société Nationale de Développement Informatique

SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique	SR	Station Régionale
SNE	Stratégie Nationale d'Exportation	SRADT	Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement de Territoire
SNPECI	Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire	SREFGPE	Service de la Recherche du Foncier pour les Grands Projets de l'État
SOAC	Système Ouest Africain d'Accréditation	SRHMG	Service des Ressources Humaines et des Moyens Généraux
Société Math	Société de Mathématiques	SSDPP	Service de Suivi du Développement du Secteur Public et Parapublic
SODEFOR	Société de Développement des Forêts	SSSU	Service de Santé Scolaire et Universitaire
SODEMI	Société de Développement des Mines	STL	Société de Transport Lagunaire
SODERTOUR-LACS	Société de Développement Touristique de la Région des Lacs	SYGAD	Système de Gestion Appliquée de la Dette
SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique	TAC	Traité d'Amitié et de Coopération
SOGEPIE	Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'État	TD	Travaux Dirigés
SOMFP	Secrétariat de l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique	TGE	Trésorerie Générale pour l'Étranger
SONITRA	Société Nationale Ivoirienne de Travaux	THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre
SOQ	Service de l'Organisation et de la Qualité	TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
SOSTECI	Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire	TICE	Technologie de l'Information et de la Communication en Éducation
SOTRA	Société des Transports Abidjanais	TMP	Programme pour la Mobilité des Talents
SPCIACCI	Secrétariat Permanent de la Commission pour l'Interdiction des Armes Chimiques en Côte d'Ivoire	TO	Taux d'Occupation
SPDC	Société des Palaces de Cocody	TP	Travaux Pratiques
SPEE	Service de Promotion Économique Extérieure	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
SPO	Service des Passeports Officiels	UA	Union Africaine
SPS	sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales	UAO	Université Alassane Ouattara
SPS	Service de la Planification et des Statistiques	UA-UE	Union Africaine- Union Européenne
SPSE	Service de la Planification et du Suivi-Evaluation	UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
SPSEC	Service de la Planification, des Statistiques et de l'Économie Culturelle	UFHB	Université Félix Houphouët Boigny
SPSI	Service de la Police Spéciale des Impôts	UIGB	Université Internationale de Grand Bassam
SPSTD	Secrétariat Permanent pour la Simplification et la Transformation Digitale	UJLG	Université Jean Lorougnon Guede
SQ	Service Qualité	ULCT	Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale
SQN	Service de la Qualité et de la Normalisation	UMAN	Université de Man

UMF	Unité Mobile de Formation
UNA	Université Nangui Abrogoua
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UPGC	Université Peleforo Gon Coulibaly
UPPH	Unité de Pilotage du Programme Hospitalier
UVCi	Université Virtuelle de Côte d'Ivoire
VBG	Violence Basée sur le Genre
VGE	Valéry Giscard d'Estaing
VITIB SA	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie
VMS	Vessel Monitoring System (Système d'informations halieutiques)
VRD	Voirie et Réseaux Divers
ZEE	Zone Economique Exclusive
Zones EX CNO	Zones Ex Centre Nord-Ouest
ZOO	Parc Zoologique national d'Abidjan

RECAPITULATIF DES PROGRAMMES

TABLEAUX RECAPITULATIF DES PROGRAMMES

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance	Ministère des Affaires Etrangères	96 857 033 212
	Programme 1 : Administration Générale	46 281 522 336
	Programme 2 : Relation bilatérale	42 785 443 479
	Programme 3 : Relation multilatérale	7 560 551 397
	Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	229 516 000
	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	326 779 131 347
	Programme 1 : Administration Générale	10 065 497 294
	Programme 2 : Décentralisation	90 079 641 858
	Programme 3 : Administration territoriale et identification	66 697 992 195
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	159 936 000 000
	Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	2 636 546 302
	Programme 1 : Administration Générale	1 634 397 588
	Programme 2 : Intégration Africaine	599 071 749
Programme 3 : Ivoiriens de l'extérieur	403 076 965	
Défense, Sécurité et Justice	Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	349 405 821 144
	Programme 1 : Administration Générale	133 392 715 076
	Programme 2 : Défense	141 583 120 391
	Programme 3 : Sécurité	74 429 985 677
	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	165 364 574 101
	Programme 1 : Administration Générale	633 270 162
	Programme 2 : Sécurité Intérieure	157 939 945 344
	Programme 3 : Protection civile	6 791 358 595
	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	67 749 179 991
	Programme 1 : Administration Générale	57 983 011 766
	Programme 2 : Juridictions	3 191 352 118
	Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	6 574 816 107
	Secrétariat d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, chargé des Droits de l'Homme	3 285 907 388
Programme 1 : Administration Générale	1 572 047 687	
Programme 2 : Droits de l'homme	1 713 859 701	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Administration Générale et Développement Economique	Ministère de l'Economie et des Finances	75 329 236 842
	Programme 1 : Administration Générale	62 115 258 239
	Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 486 040 592
	Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	7 667 000 000
	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	298 456 533 676
	Programme 1 : Administration Générale	121 865 156 118
	Programme 2 : Douanes	11 297 044 057
	Programme 3 : Impôts	7 814 646 058
	Programme 4 : Budget	35 058 041 232
	Programme 5 : Portefeuille de l'Etat	2 697 146 211
	Programme 6 : Comptes Spéciaux du Trésor	119 724 500 000
	Ministère du Plan et du Développement	21 582 134 982
	Programme 1 : Administration Générale	5 715 997 418
	Programme 2 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	1 737 395 621
	Programme 3 : Aménagement du territoire, développement régional et local	62 216 842
	Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques	14 066 525 101
	Ministère de la Fonction Publique	22 790 306 938
	Programme 1 : Administration Générale	16 119 458 264
	Programme 2 : Fonction Publique	6 670 848 674
	Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	3 103 959 536
	Programme 1 : Administration Générale	2 312 312 536
	Programme 2 : Modernisation de l'Administration	791 647 000
Ministère de la Ville	1 544 647 621	
Programme 1 : Administration Générale	1 220 647 621	
Programme 2 : Cadre de vie urbain	324 000 000	
Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	6 443 151 439	
Programme 1 : Administration Générale	401 500 000	
Programme 2 : Renforcement des capacités	6 041 651 439	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Enseignement Formation et Recherche	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	955 931 905 483
	Programme 1 : Administration Générale	37 578 938 300
	Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180
	Programme 3 : Enseignement secondaire général	350 269 289 971
	Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle	441 080 032
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	259 844 657 558
	Programme 1 : Administration Générale	16 505 652 811
	Programme 2 : Enseignement supérieur	201 743 378 430
	Programme 3 : Oeuvres universitaires et vie estudiantine	29 074 949 110
	Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	12 520 677 207
	Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	114 247 710 534
	Programme 1 : Administration Générale	1 343 260 567
	Programme 2 : Formation professionnelle	75 052 553 208
Programme 3 : Enseignement secondaire technique	9 851 896 759	
Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	28 000 000 000	
Santé et Action Sociale	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	446 035 223 013
	Programme 1 : Administration Générale	200 371 755 195
	Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267
	Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	129 873 147 551
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	1 350 000 000
	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	18 988 723 606
	Programme 1 : Administration Générale	12 956 535 865
	Programme 2 : Promotion de la Femme et du genre	1 531 880 000
	Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille	432 121 949
	Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	4 068 185 792
	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	33 320 885 113
	Programme 1 : Administration Générale	17 129 471 679
	Programme 2 : Emploi	332 600 000
Programme 3 : Travail	339 300 000	
Programme 4 : Protection sociale	15 519 513 434	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Santé et Action Sociale (Suite)	Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	30 606 281 906
	Programme 1 : Administration Générale	2 471 746 165
	Programme 2 : Solidarité et cohésion sociale	1 775 728 884
	Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	26 358 806 857
	Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargé de l'Autonomisation des Femmes	1 720 334 370
	Programme 1 : Administration générale Programme 2 : Autonomisation des femmes	401 500 000 1 318 834 370
Culture, Jeunesse, Sport et Loisir	Ministère de la Communication et des Médias	30 801 754 054
	Programme 1 : Administration Générale	2 665 948 649
	Programme 2 : Communication et médias	15 985 805 405
	Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	12 150 000 000
	Ministère des Sports	133 984 786 107
	Programme 1 : Administration Générale	10 122 202 605
	Programme 2 : Sport	120 362 583 502
	Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	3 500 000 000
	Ministère de la Culture et de la Francophonie	14 324 805 011
	Programme 1 : Administration Générale	6 343 427 446
	Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives	2 809 375 187
	Programme 3 : Patrimoine culturel	470 707 714
	Programme 4 : Enseignement artistique et culturel	2 401 294 664
	Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor	2 300 000 000
	Ministère du Tourisme et des Loisirs	10 566 267 207
	Programme 1 : Administration Générale	3 432 325 352
	Programme 2 : Offre de services du tourisme	767 307 567
	Programme 3 : Promotion du tourisme	2 528 374 718
	Programme 4 : Loisirs	38 259 570
	Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor	3 800 000 000
	Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	18 172 738 347
Programme 1 : Administration Générale	3 423 373 539	
Programme 2 : Promotion de la jeunesse	361 757 003	
Programme 3 : Emploi des jeunes	14 387 607 805	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Culture, Jeunesse, Sport et Loisir (Suite)	Ministère de l'Artisanat	3 088 028 256
	Programme 1 : Administration Générale	1 026 883 271
	Programme 2 : Artisanat	2 061 144 985
	Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	2 068 043 973
	Programme 1 : Administration Générale	928 439 407
	Programme 2 : Service civique	1 139 604 566
Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	760 378 911 642
	Programme 1 : Administration Générale	4 115 869 857
	Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts	609 177 441 785
	Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	147 085 600 000
	Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	335 752 890 175
	Programme 1 : Administration Générale	4 005 648 208
	Programme 2 : Hydrocarbures	265 000 000
	Programme 3 : Energie	228 065 341 967
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	103 416 900 000
	Ministère des Transports	39 588 469 978
	Programme 1 : Administration Générale	7 665 592 102
	Programme 2 : Transport aérien	22 468 052 737
	Programme 3 : Transport terrestre	9 454 825 139
	Ministère des Mines et de la Géologie	4 035 439 496
	Programme 1 : Administration Générale	3 271 450 473
	Programme 2 : Développement des mines et de la géologie	763 989 023
	Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	49 503 512 042
Programme 1 : Administration Générale	2 199 192 770	
Programme 2 : Economie numérique et poste	19 979 319 272	
Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	27 325 000 000	
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	43 582 684 018	
Programme 1 : Administration Générale	8 833 935 601	
Programme 2 : Foncier et urbanisme	1 648 789 868	
Programme 3 : Construction et maintenance	33 099 958 549	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs (Suite)	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé	11 213 012 055
	Programme 1 : Administration Générale	1 598 249 474
	Programme 2 : Promotion de l'investissement privé	9 614 762 581
	Ministère de l'Hydraulique	113 689 977 723
	Programme 1 : Administration Générale	2 346 861 916
	Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine	111 343 115 807
	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la Coordination des Grands Projets	1 000 000 000
	Programme 1 : Administration Générale	1 000 000 000
	Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes	19 509 880 617
	Programme 1 : Administration Générale	401 500 000
Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire	19 108 380 617	
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	38 518 865 072	
Programme 1 : Administration Générale	401 500 000	
Programme 2 : Logement social	38 117 365 072	
Production, Développement industriel et Commercial	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	141 816 831 345
	Programme 1 : Administration Générale	11 764 465 136
	Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire	20 503 337 337
	Programme 3 : Développement rural	37 937 307 842
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	71 611 721 030
	Ministère du Commerce et de l'Industrie	12 008 891 027
	Programme 1 : Administration Générale	7 098 708 428
	Programme 2 : Commerce intérieur	1 422 831 950
	Programme 3 : Commerce extérieur	471 129 587
	Programme 4 : Développement industriel	3 016 221 062
	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	20 138 201 933
	Programme 1 : Administration Générale	8 556 705 519
	Programme 2 : Développement de l'élevage	1 452 102 886
	Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	9 557 190 458
Programme 4 : Amélioration de la santé animale, du bien être animal et de l'hygiène publique vétérinaire	572 203 070	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Production, Développement industriel et Commercial (Suite)	Ministère de la Promotion de la Riziculture	1 703 826 598
	Programme 1 : Administration Générale	451 500 000
	Programme 2 : Promotion de la riziculture	1 252 326 598
	Ministère de la Promotion des PME	2 272 202 606
	Programme 1 : Administration Générale	1 265 853 048
	Programme 2 : Promotion des PME	1 006 349 558
Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	17 882 646 630
	Programme 1 : Administration Générale	2 555 631 630
	Programme 2 : Environnement et développement durable	15 327 015 000
	Ministère des Eaux et Forêts	35 738 607 847
	Programme 1 : Administration Générale	26 266 585 911
	Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966
	Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	359 555 085
	Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau	4 305 804 885
	Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	138 757 358 802
	Programme 1 : Administration Générale	2 891 937 053
	Programme 2 : Assainissement et drainage	62 401 342 461
	Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances	1 614 079 288
Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	71 850 000 000	
TOTAL GENERAL		5 302 122 518 663

SECTION 226 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- une stagnation des effectifs des militaires par catégorie, malgré l'opération de départ volontaire dont le but était de corriger à très court terme le sureffectif des sous-officiers et de combler le déficit des militaires du rang ;
- un ratio gendarme-population en deçà des standards internationaux ;
- une moyenne d'âge élevée pour les personnels sous-officiers et militaires du rang par rapport aux normes moyennes admises dans les Armées professionnelles (25 ans pour les militaires du rang et de 30 ans pour les sous-officiers);
- une inversion de la pyramide des grades ;
- une démotivation du personnel ;
- une inadéquation qualification-emploi ;
- un entrainement insuffisant des hommes;
- un maintien en condition insuffisant du parc automobile ;
- une quasi inexistance du matériel de transmission, d'optique;
- une insuffisance des effets d'habillement, de couchage, de campement et d'ameublement ;
- un patrimoine foncier en cours d'immatriculation et de délimitation;
- une insuffisance de la couverture médico-sociale;
- un budget déséquilibré et non viable;
- une demande de sécurité partiellement satisfaite ;
- une offre de sécurité non optimale.

I.1.2. Réponses apportées

- l'opération de départs volontaires des militaires ;
- le renforcement des programmes de formation dans les écoles militaires et la formation continue des cadres à l'intérieur comme à l'extérieur ;
- l'organisation de deux sessions de l'Institut des Etudes Stratégiques de la Défense ;
- la mise en œuvre de plusieurs textes législatifs et réglementaires relatifs au cadre institutionnel des Armées ;
- le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur les aires protégées occupées par des clandestins et la lutte contre le grand banditisme ;
- la Sécurisation de la zone exclusive économique par la marine ;
- la Sécurisation des fêtes, des manifestations et des visites d'Etat du Président de la République dans les régions ;
- l'acquisition de véhicules, d'aéronefs, d'engins fluvio-lagunaires et d'équipements spécifiques ;
- la mise en place de diverses opérations de Sécurisation ;
- la réhabilitation des casernes (phase 2) en cours ;
- la construction de nouvelles infrastructures ;
- la revalorisation du taux de bail.

I.1.3. Défis et priorités

- la planification et la programmation des actions majeures des Forces Armées et les budgets appropriés ;
- la consolidation du cadre institutionnel ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des militaires ;
- l'augmentation progressive de la part des budgets consacrés aux investissements et aux équipements pour atteindre à terme 40% ;
- le rajeunissement et la réduction progressive des effectifs : en termes de ressources humaines ;
- la modernisation de la gestion des Ressources Humaines ;
- la professionnalisation des Armées et de la Gendarmerie ;
- l'optimisation de la capacité opérationnelle ;
- la finalisation de la réhabilitation des casernes militaires et de la gendarmerie ;
- la construction de trois hôpitaux militaires (Bouaké, Daloa et Korhogo) et l'extension de l'Hôpital Militaire d'Abidjan ;
- la construction de l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme;
- la poursuite des opérations de Sécurisation en vue d'améliorer l'environnement sécuritaire ;
- l'achèvement de l'opération de recensement biométrique ;
- la mise en cohérence des dotations budgétaires avec les Prévisions de la Loi de Programmation Militaire ;
- l'entraînement permanent des Forces ;
- l'adaptation des Armées et de la Gendarmerie Nationale au contexte sécuritaire, stratégique, national et régional ;
- l'amélioration de la capacité d'appréciation et de décision en matière de renseignement et de réflexions stratégiques ;
- la Sécurisation du patrimoine foncier ;
- l'optimisation de la couverture médico-sociale ;
- la moralisation du militaire et la restauration de la confiance entre l'Armée et la population.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement des capacités des Armées et de la Gendarmerie Nationale en moyens humains, matériels et financiers ;
- la lutte contre la criminalité ;
- la participation aux opérations de soutien à la paix.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la reconstruction cohérente et réfléchie des moyens de travail et d'existence des militaires (soldes, règlement, casernes, habillement);
- la contribution à la paix et à la sécurité sur le continent africain et dans le monde notamment par la participation aux Opérations de Soutien à la Paix (OSP) ;
- l'acquisition d'une capacité autonome et cohérente d'appréciation (renseignement, réflexion stratégique) et de décision (commandement, contrôle politique des forces, capacités opérationnelles maîtrisées) à la hauteur des ambitions politiques ;
- l'organisation/adaptation des structures de conduite, de coordination et de gestion de crises ;
- le suivi de la politique de défense nationale de manière globale, déclinée en politique sectorielle, elle-même en loi de programmation militaire puis en budget annuel par tranches de cinq ans.

I.3. Missions du Ministère

La mission de l'Armée se décline à travers les dispositions de la Loi n°2016-414 du 15 juin 2016 portant organisation de la défense et des Forces Armées de Côte d'Ivoire, le Ministère de la Défense est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de défense.

- défense de l'intégrité nationale ;
- restructuration des forces de défense en vue d'en faire une Armée attachée aux valeurs d'intégrité et de moralités républicaines ;
- exécution de la politique militaire et traduction en ordres et instructions des directives générales en matière de défense ;
- gestion de l'ensemble des forces terrestres, aériennes, de la marine nationale et de la gendarmerie nationale dont il assure le recrutement, la formation, la mobilisation, l'emploi et la protection sociale ;
- exercice des pouvoirs judiciaires prévus par le code de procédure militaire ;
- préparation des directives générales relatives aux négociations concernant la défense ;
- gestion en liaison avec le Ministère des affaires étrangères, des missions militaires à l'étranger et des représentations militaires au sein des organismes internationaux.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Défense ;
- Programme 3 : Sécurité.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISATION SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IGA, IGGN, CGAFD, SCA, CNLVSC, GMMG, SPCACCI, DGAF, DF, DLM, DRH, DSASA, DGALT, DG, DEM, DTSI, DGAS, DDRI, DPS, DGRS, DRS, DSD, AMN	Office National des Anciens Combattants (ONAC)	Elaboration du schéma directeur informatique Opération de Sécurisation des personnes et des biens Financement de la déflation et de la Réinsertion des Militaires Construction des Centres de Ravitaillement Essence (CRE) Création d'une académie de la Défense Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide Equiperment de l'Administration Centrale de la Défense	

<p>Programme 2 : Défense</p>	<p>Cabinet Etat-major des Armées, Division Emploi Opération, , Division Organisation des Ressources Humaines, Division de la Logistique, Direction du commissariat des Armées, Service Informatique de l'Etat-Major, Services Etat-Major, Bureau d'Information et de Presse des Armées, Bureau Equipement Etat-Major, Bureau d'Etude Générale et de Réglementation, Service Transmission Etat-Major, Commandement des Forces Terrestres, Service Informatique des Forces Terrestres, Commissariat des Forces Terrestres, 1ère Région Militaire, 2ème Région Militaire, 3ème Région Militaire, 4ème Région Militaire, Bureau Equipement Soutien Technique des Forces Terrestres, Unité de Commandement et des Services des Forces Terrestres, 1er Bataillon, 2ème Bataillon, 3ème Bataillon, 4ème Bataillon, Bataillon de Sécurisation de Nord, Bataillon de Sécurisation de l'Est, Bataillon de Sécurisation de l'Ouest, Détachement des Forces Terrestres de San-Pedro, Commandement des Forces Aériennes, Commissariat des Forces Aériennes, Commandement des fusiliers commandos de l'air, Base Aérienne de Bouaké, Base Aérienne d'Abidjan, Commissariat Marine, Service Informatique de la Marine, Base Navale de San-Pedro, Base Navale d'Adiaké, Fusiliers Marins Commando, Flottille Lagunaire, Base Navale Locodjro, DLR, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yopougon, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Indénié, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Zone4, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yakro, Ecole Nationale des Sous-officiers d'Active, Ecole Militaire Préparatoire Technique, Centre Interarmées de Formation Initiale Militaire, Ecole des Forces Armées, Centre de secours N'zianouan.</p>		<p>Construction d'un Etat-major intégré et des unités rattachées</p> <p>Construction des unités des Forces spéciales</p> <p>Construction des unités des Forces Terrestres</p> <p>Rénovation de l'EMPT</p> <p>Construction et réhabilitation des unités des Forces aériennes</p> <p>Construction du pôle de formation hélicoptère</p> <p>Construction des unités de la Marine nationale</p> <p>Equipement de la Marine nationale</p> <p>Construction et extension des centres de secours GSPM</p> <p>Réhabilitation des ouvrages maritimes</p> <p>Construction du centre de surveillance maritime de l'Afrique de l'Ouest</p>	
<p>Programme 3 : Sécurité</p>	<p>Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale, Commandement Supérieur de la Gendarmerie, Groupe d'Escadron Blindé, Unité d'Intervention de la Gendarmerie Nationale, Escadron de Protection de Hautes Personnalités, Groupement de Documentation de Recherche de la Gendarmerie, Centre Administratif et Technique de la Gendarmerie, Bureau des Ressources Humaines, Bureau Logistique, Bureau Organisation Emploi, Groupe d'Intervention et de Sécurité, Etat-major 3ème Légion Gendarmerie Territoriale, Etat-major 3ème Légion Gendarmerie Mobile, Etat-major 4ème Légion Gendarmerie Territoriale, Etat-major 4ème Légion Gendarmerie Mobile, Etat-major 2ème Légion Gendarmerie Mobile, Etat-major 5ème Légion Gendarmerie Territoriale, Etat-major 6ème Légion Gendarmerie Mobile, Etat-major 1ère Légion Gendarmerie Territoriale, Etat-major 1ère Légion Gendarmerie Mobile, Compagnies, Escadrons, Brigades, Brigade de Sécurité, Ecole de Gendarmerie d'Abidjan, Ecole de Gendarmerie de Toroguhé, Centre opérationnel, Garage auto, Escadron de Service d'Honneur, Groupe de Sécurité Aéroportuaire, Groupe de sécurité Portuaire</p>		<p>Construction et réhabilitation des unités de la Gendarmerie Nationale</p> <p>Extension Ecole de Gendarmerie Toroguhé</p>	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : mettre en place des stratégies favorisant l'exécution de la politique de défense nationale	RS 1 : les stratégies favorisant l'exécution de la politique de défense nationale sont mises en place	IP 1.1 : indice de performance logistique et infrastructurelle	Nombre d'équipements et d'infrastructures réalisés / nombre d'équipements et d'infrastructures prévus Source : Rapport DGALT
		IP 1.2 : proportion de la population satisfaite de la qualité des services de sécurité et défense	Enquête auprès des villes et communes Source : Rapports d'enquête
OG 2 : mettre en œuvre la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales	RS 2: La politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre	IP 2.1 : indice de performance opérationnelle	Nombre d'opérations exécutées / nombre d'opérations programmées Source : Rapports d'activités COIA
		IP 2.2 : proportion de la population satisfaite de la qualité des services	Enquêtes auprès des populations Source : Rapports d'enquête
OG 3 : mettre en œuvre les missions dévolues à la Gendarmerie nationale	RS 3 : Les missions dévolues à la Gendarmerie nationale sont exécutées	IP 3.1 : indice de performance opérationnelle	Nombre d'opérations exécutées / nombre d'opérations programmées Source : Rapports COGN
		IP 3.2 : proportion de la population satisfaite de la qualité des services	Enquête auprès de la société civile Source : Rapport semestriel et/ou annuel des Légions

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	349 405 821 144	379 823 116 666	398 724 708 771
1.1 Ressources Intérieures	333 125 821 144	363 543 116 666	398 724 708 771
1.1.1 Budget État	333 125 821 144	363 543 116 666	398 724 708 771
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	16 280 000 000	16 280 000 000	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	16 280 000 000	16 280 000 000	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	349 405 821 144	379 823 116 666	398 724 708 771
2.1 Personnel	159 403 285 099	159 188 531 959	159 595 768 972
2.1.1 Solde y compris EPN	159 403 285 099	159 188 531 959	159 595 768 972
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	131 072 921 412	136 261 851 169	140 950 178 304
2.3 Transferts et subventions	1 718 644 633	1 669 578 079	1 693 632 484
2.4 Investissements	57 210 970 000	82 703 155 459	96 485 129 011
Trésor	40 930 970 000	66 423 155 459	96 485 129 011
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	16 280 000 000	16 280 000 000	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles.
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation.
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication.

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Adapter le format des armées aux standards internationaux et assurer une gestion efficiente des ressources humaines, des finances et de la législation	Nombre de Militaires déflatés	1000	1100	LPM 2	LPM 2	Dénombrement Source : rapport Commission d'évaluation des départs volontaires
OS 2 : Renforcer le suivi de la politique de Défense	Proportion des militaires par catégorie Officier 5% Sous-officier 30% Militaire du rang 65%	8%, 70%, 22%	6%, 64%, 30%	5%, 30%, 65%	5%, 30%, 65%	Voir Loi de Programmation militaire

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections Finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	133 392 715 076	145 024 726 067	146 036 579 260
Dépenses de personnel	21 447 428 960	18 771 466 204	18 892 592 475
Dépenses en biens et services	71 654 645 063	74 051 026 533	76 896 028 929
Transferts (1)	1 718 644 633	1 669 578 079	1 693 632 484
Investissements	38 571 996 420	50 532 655 251	48 554 325 372
<i>Trésor</i>	22 291 996 420	34 252 655 251	48 554 325 372
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	16 280 000 000	16 280 000 000	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
21074 Administration Générale	133 392 715 076	145 024 726 067	146 036 579 260
2107401 Coordination et animation du ministère	26 139 992 923	26 375 950 393	27 304 964 355
1 - Personnels	16 775 307 711	17 078 117 514	17 123 077 514
21074010044 Gérer la part patronale CGRAE de l'Armée	15 885 809 724	16 161 934 588	16 179 409 380
21074010045 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation aux Etats Unis/Services des Attachés de Défense	237 148 464	244 262 918	251 590 805
21074010046 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation à Paris /Services des Attachés de Défense	98 554 548	101 511 184	104 556 520
21074010047 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation à l'ONU /Services des Attachés de Défense	64 000 000	65 920 000	67 897 600
21074010048 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Allemagne /Services des Attachés de Défense	27 500 000	28 325 000	29 174 750
21074010049 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Israël /Services des Attachés de Défense	46 000 000	47 380 000	48 801 400
21074010050 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Chine /Services des Attachés de Défense	50 000 000	51 500 000	53 045 000
21074010051 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Russie /Services des Attachés de Défense	50 000 000	51 500 000	53 045 000
21074010053 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Burkina Faso /Services des Attachés de Défense	36 000 000	37 080 000	38 192 400
21074010054 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Maroc /Services des Attachés de Défense	39 816 000	41 010 480	42 240 794
21074010055 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Nigeria /Services des Attachés de Défense	23 000 000	23 690 000	24 400 700
21074010056 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Liberia /Services des Attachés de Défense	44 600 000	45 938 000	47 315 860
21074010057 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Afrique du Sud /Services des Attachés de Défense	41 600 000	42 848 000	44 133 440
21074010058 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Sénégal /Services des Attachés de Défense	35 000 000	36 050 000	37 131 500
21074010059 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Cameroun /Services des Attachés de Défense	45 518 975	46 884 544	48 291 081
21074010060 Prendre en charge les salaires et accessoires du Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO)	6 300 000	6 489 000	6 683 670
21074010061 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Ghana /Services des Attachés de Défense	44 460 000	45 793 800	47 167 614
2 - Biens et services	7 455 024 776	7 928 417 637	8 792 741 776
21074010014 Gérer les activités d'abonnement du ministère	6 593 527 234	7 333 851 320	8 180 338 467
21074010015 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Défense	81 405 354	82 817 515	85 302 040
21074010016 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	6 000 000	6 180 000	6 365 400
21074010017 Gérer le personnel civil du cabinet du Ministre	20 820 480	21 445 094	22 088 447
21074010018 Prendre en charges le honoraires des agents sous contrats BNETD	70 030 761	72 131 684	74 295 634
21074010019 Mettre en œuvre la libération des sites publics et privés occupés illégalement	17 719 263	18 250 841	18 798 367
21074010020 Inspecter la capacité opérationnelle des Forces Armées	6 726 025	6 927 806	7 135 640
21074010021 Inspecter la capacité opérationnelle de la Gendarmerie Nationale	6 700 000	6 901 000	7 108 030
21074010022 Contrôler le bon fonctionnement en matière administrative, financière, technique, domaniale et sociale des services et organismes placés sous l'autorité ou la tutelle du Ministère	12 257 377	12 625 098	13 003 852

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
21074 Administration Générale	133 392 715 076	145 024 726 067	146 036 579 260
21074010023 Mettre en œuvre et suivre la politique de communication des Armées	5 828 689	6 003 549	6 183 657
21074010024 Gérer le personnel militaire et le matériel affecté à l'administration centrale	14 260 902	14 688 730	15 129 392
21074010025 Contrôler l'interdiction des armes chimiques en Côte d'Ivoire	18 700 000	19 261 000	19 838 830
21074010026 Réaliser tous les travaux à caractère industriel et commercial de la Marine Nationale	306 000 000	315 180 000	324 635 400
21074010027 Mettre en œuvre la politique de reconversion des militaires	11 800 000	12 154 000	12 518 620
21074010062 Assurer la représentation diplomatique en Arabie Saoudite	135 848 691	0	0
21074010063 Assurer la représentation diplomatique militaire au Mali	72 500 000	0	0
21074010064 Assurer la représentation diplomatique militaire en Éthiopie et auprès de l'Union Africaine(UA)	74 900 000	0	0
3 - Transferts	1 409 660 436	1 369 415 242	1 389 145 065
21074010028 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire au Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO)	45 000 000	43 715 270	44 345 096
21074010029 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire auprès de l'ONU	230 048 691	223 480 904	226 700 694
21074010030 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire à Washington	144 155 284	140 039 716	142 057 330
21074010031 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en France	236 936 461	230 172 033	233 488 223
21074010032 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Allemagne	94 500 000	91 802 067	93 124 703
21074010033 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Israël	47 000 000	45 658 168	46 315 992
21074010034 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Russie	50 000 000	48 572 521	49 272 328
21074010035 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Chine	78 000 000	75 773 137	76 864 834
21074010036 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Ghana	67 000 000	65 087 178	66 024 923
21074010037 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Burkina Faso	52 700 000	51 195 438	51 933 039
21074010038 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Maroc	89 500 000	86 944 813	88 197 470
21074010039 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Nigéria	67 660 000	65 728 335	66 675 316
21074010040 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Libéria	20 000 000	19 429 005	19 708 932
21074010041 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Afrique du Sud	42 000 000	40 800 916	41 388 758
21074010042 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Sénégal	79 500 000	77 230 307	78 343 006
21074010043 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Cameroun	65 660 000	63 785 434	64 704 421
4 - Investissements	500 000 000	0	0
Trésor	500 000 000	0	0
21074010065 Équipement des Forces Spéciales	500 000 000	0	0
2107402 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles.	88 461 833 598	98 830 273 633	114 017 836 487
1 - Personnels	4 672 121 249	1 693 348 690	1 769 514 961
21074020054 Gérer les Dépenses de personnels du Ministère	4 671 001 249	1 692 215 174	1 768 367 636
21074020090 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONAC	1 120 000	1 133 516	1 147 325

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
21074 Administration Générale	133 392 715 076	145 024 726 067	146 036 579 260
2 - Biens et services	63 021 158 152	64 908 792 893	66 853 056 683
21074020055 Coordonner les activités liées aux finances, à la législation militaire, aux ressources humaines	13 286 800	13 685 404	14 095 965
21074020056 Gérer les frais d'obsèques des militaires	300 000 000	309 000 000	318 270 000
21074020057 Élaborer et exécuter le budget	49 284 305	50 762 834	52 285 720
21074020058 Gérer les ressources Financières du Ministère	16 355 125	16 845 779	17 351 152
21074020059 Gérer le soutien financier des Armées et de la Gendarmerie Nationale)	43 230 110 247	44 527 013 554	45 862 823 961
21074020060 Gérer l'approvisionnement des Armées et de la Gendarmerie en carburant	13 950 000 000	14 368 500 000	14 799 555 000
21074020061 Élaborer et mettre en œuvre le CDMT	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21074020062 Gérer les formations des militaires	1 404 907 575	1 447 054 802	1 490 466 446
21074020063 Gérer l'Habillement du personnel des Armées et de la Gendarmerie	53 500 000	55 105 000	56 758 150
21074020064 Gérer les Conférences et missions hors CI-MDPM	65 270 400	67 228 512	69 245 367
21074020065 Gérer les Séminaires et Conférences en CI	166 800 000	171 804 000	176 958 120
21074020066 Gérer les pécules des élèves et étudiants militaires	1 083 990 116	1 116 509 819	1 150 005 114
21074020067 Gérer les pécules des élèves gendarmes	1 562 528 620	1 609 404 479	1 657 686 613
21074020068 Suivre l'exécution des Marchés publics et des conventions d'études du BNETD	10 131 561	10 435 506	10 748 573
21074020069 Gérer l'approvisionnement en produits pétroliers des Armées et de la Gendarmerie Nationale	69 448 422	71 531 874	73 677 831
21074020070 Gérer le transit et les assurances des Armées et de la Gendarmerie Nationale	266 448 848	271 442 314	276 585 583
21074020071 Rendre la justice au sein des Armées et de la Gendarmerie Nationale	7 954 508	8 193 143	8 438 938
21074020072 Élaborer et mettre en œuvre la politique générale des ressources humaines du Ministère	107 139 345	110 353 525	113 664 131
21074020073 Élaborer les règles d'éthique de la fonction militaire et de la discipline et d'en suivre l'application	8 500 000	8 755 000	9 017 650
21074020074 Élaborer et mettre en œuvre la politique de santé du Ministère de la Défense	111 238 576	114 575 733	118 013 005
21074020075 Gérer les aumôniers militaires	2 700 000	2 781 000	2 864 430
21074020076 Gérer les services centraux de santé du Ministère	370 000 000	381 100 000	392 533 000
21074020077 Élaborer et mettre en œuvre une politique des sports au sein des Forces Armées	13 224 181	13 620 906	14 029 534
21074020078 Élaborer et mettre en œuvre une politique de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits	6 000 000	6 180 000	6 365 400
21074020079 Gérer la formation du personnel médical du Ministère de la Défense	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21074020080 Coordonner les opérations médicales du Ministère	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21074020081 Prendre en charge médicalement les militaires, les gendarmes et leurs familles	87 329 923	89 949 821	92 648 315
21074020082 Élaborer une politique de sécurité sanitaire des aliments et des animaux au sein du Ministère de la Défense	9 300 000	9 579 000	9 866 370
21074020083 Réaliser la confection des tenues et accessoires de tenues militaires	30 709 600	31 630 888	32 579 815
3 - Transferts	308 984 197	300 162 837	304 487 419
21074020084 Gérer l'Association Fraternelle des Anciens Combattants	2 618 251	2 543 501	2 580 146
21074020085 Prendre en charge les anciens combattants/ONAC	306 365 946	297 619 336	301 907 273

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
21074 Administration Générale	133 392 715 076	145 024 726 067	146 036 579 260
4 - Investissements	20 459 570 000	31 927 969 213	45 090 777 424
Trésor	20 459 570 000	31 927 969 213	45 090 777 424
21074020086 Opération de Sécurisation des Personnes et des Biens	10 000 000 000	17 447 012 476	25 994 290 535
21074020087 Financement de la Déflation et de la Réinsertion des Militaires	5 000 000 000	8 723 506 238	12 997 145 267
21074020089 Construction des centres de ravitaillement essence	400 000 000	697 880 499	1 039 771 622
21074020091 Appui à la réinsertion des militaires démobilisés /2ème C2D	5 059 570 000	5 059 570 000	5 059 570 000
2107403 Planification, programmation et suivi évaluation.	136 183 707	140 269 220	144 477 292
2 - Biens et services	136 183 707	140 269 220	144 477 292
21074030024 Coordonner toutes les activités de programmation, de planification, de suivi et de développement et des relations internationales	12 259 157	12 626 932	13 005 738
21074030025 Élaborer les directives concernant l'organisation, la mise en condition et l'emploi des Forces Armée	9 922 600	10 220 279	10 526 886
21074030026 Gérer les pèlerins militaires et gendarmes	100 000 000	103 000 000	106 090 000
21074030027 Gérer la formation des militaires et gendarmes en langues	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21074030028 Organiser la planification générale, le suivi et l'évaluation des activités du Ministère	10 001 950	10 302 009	10 611 068
2107407 Gestion des systèmes d'information et de communication.	18 654 704 848	19 678 232 821	4 569 301 126
2 - Biens et services	1 042 278 428	1 073 546 783	1 105 753 178
21074070012 Gérer les activités de renseignement de défense et de renseignement stratégique	46 833 952	48 238 972	49 686 139
21074070013 Mettre en œuvre la politique de renseignement stratégique	8 468 400	8 722 452	8 984 124
21074070014 Mettre en œuvre les mesures en matière de protection et de sécurité de Défense	8 401 300	8 653 339	8 912 938
21074070015 Élaborer et mettre en œuvre la politique du Ministère dans le domaine des Télécommunications et de	9 057 378	9 329 100	9 608 972
21074070016 Prendre en charge les Dépenses liées aux transmissions et aux services d'information	162 199 603	167 065 591	172 077 559
21074070017 Gérer les transmissions de l'Administration centrale	11 260 247	11 598 054	11 945 996
21074070018 Gérer les programmes informatiques	20 090 165	20 692 870	21 313 656
21074070019 Coordonner toutes les activités relevant du génie, des équipements militaires, des Télécommunications	13 086 800	13 479 404	13 883 785
21074070020 Gérer la maîtrise d'œuvre des activités de projets d'infrastructures	27 100 000	27 913 000	28 750 390
21074070021 Gérer l'approvisionnement, la Réparation et la Construction Automobile	233 110 722	240 104 044	247 307 165
21074070022 Réaliser les équipements au profit des Armées et de la Gendarmerie Nationale	27 077 650	27 889 980	28 726 678
21074070023 Gérer l'équipement	14 500 000	14 935 000	15 383 050
21074070024 Gérer le Service d'Armes, la Manutention et Véhicules - Approvisionnement Technique	7 475 410	7 699 672	7 930 662
21074070025 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins militaires	453 616 801	467 225 305	481 242 064
4 - Investissements	17 612 426 420	18 604 686 038	3 463 547 948
Trésor	1 332 426 420	2 324 686 038	3 463 547 948
21074070027 Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide	632 426 420	1 103 395 164	1 643 947 610
21074070030 Équipement de l'Administration Centrale de la Défense	700 000 000	1 221 290 874	1 819 600 338
Financement Extérieur	16 280 000 000	16 280 000 000	0
21074070027 Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide	16 280 000 000	16 280 000 000	0

II.2.2. Programme 2 : Défense

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Défense	Action 2.1 : Renforcement des capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales.
	Action 2.2 : Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire.
	Action 2.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Défense						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Contribuer à la sécurité régionale et internationale	Nombre d'exercices conjoints	ND	SD	SD	SD	Dénombrement Source : Ordres d'Opérations
	Nombre d'observateurs déployés dans les missions	21	0	0	0	Dénombrement Source : Etat-Major des Armées
	Nombre de bataillons déployés ou déployables en Opérations Extérieures (OPEX)	1	2	0	0	Dénombrement Source : Ordres de déploiement
OS 2 : Préserver les intérêts vitaux et stratégiques de la nation et protéger les populations et les biens	Nombre d'opérations de Sécurisation du territoire	SD	SD	SD	SD	Dénombrement Source : Ordres d'Opérations

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME II: DEFENSE		141 583 120 391	156 770 357 728	171 746 969 086
	Dépenses de personnel	71 745 871 637	73 058 568 223	73 227 054 350
	Dépenses en biens et services	54 305 775 174	56 962 948 424	58 666 836 880
	Transferts	0	0	0
	Investissements	15 531 473 580	26 748 841 081	39 853 077 856
	<i>Trésor</i>	15 531 473 580	26 748 841 081	39 853 077 856
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22075 Défense	141 583 120 391	156 770 357 728	171 746 969 086
2207501 Renforcement des capacités opérationnelles des armées et des forces spéciales.	141 434 579 810	156 617 360 927	171 589 382 384
1 - Personnels	71 745 871 637	73 058 568 223	73 227 054 350
22075010026 Gérer le personnel de l'Armée de Terre	56 714 167 736	57 766 079 177	57 895 437 308
22075010056 Gérer le personnel de la Marine	4 538 050 769	4 617 183 981	4 632 687 006
22075010075 Gérer le personnel de la Garde Républicaine	6 422 765 511	6 533 608 242	6 545 309 762
22075010090 Gérer le personnel de l'Armée de l'Air	4 070 887 621	4 141 696 823	4 153 620 274
2 - Biens et services	54 157 234 593	56 809 951 623	58 509 250 178
22075010116 Coordonner les activités de l'État-Major Général des Armées	27 296 782	28 115 686	28 959 156
22075010117 Participer à l'organisation des fêtes Nationales	3 000 000 000	3 100 000 000	3 200 000 000
22075010118 Planifier, coordonner et suivre les opérations des Armées	9 536 067	9 822 150	10 116 813
22075010119 Gérer les ressources humaines au sein de l'Armée de Terre	6 750 000	6 952 500	7 161 075
22075010120 Mettre en œuvre les activités d'entraînement de l'ensemble des Forces	81 381 737	83 823 189	86 337 885
22075010121 Mettre en œuvre les activités des unités de l'État-Major de l'Armée de Terre	9 047 379	9 318 800	9 598 365
22075010122 Gérer les opérations de l'Armée de Terre	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010123 Mettre en œuvre les opérations de l'Armée de Terre	6 750 000	6 952 500	7 161 075
22075010124 Mettre en œuvre les opérations de toutes les Forces	7 050 000	7 261 500	7 479 345
22075010125 Mettre en œuvre les activités de l'Armée de l'Air	64 106 561	66 029 757	68 010 650

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22075 Défense	141 583 120 391	156 770 357 728	171 746 969 086
22075010126 Gérer le soutien des Unités Opérationnelles de l'Armée de l'Air	7 885 713 810	8 122 285 224	8 365 953 781
22075010127 Gérer les activités extérieures de l'Armée de l'Air	685 076 254	705 628 541	726 797 398
22075010128 Gérer les ressources financières et Matérielles au niveau de l'État-Major Général des Armées et l'ensemble des corps de troupe	71 229 511	73 366 397	75 567 389
22075010129 Coordonner les activités des unités militaires dans la région de Daloa	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010130 Coordonner les activités des unités militaires dans la région d'Abidjan	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010131 Gérer le personnel militaire de l'État-Major Général des Armées	3 404 895	3 507 041	3 612 253
22075010132 Planifier les formations du personnel militaire de l'Etat-Major Général des Armées	5 957 378	6 136 099	6 320 183
22075010133 Gérer la logistique des Armées	380 615 930	392 034 408	403 795 440
22075010134 Gérer les munitions des Armées	9 050 000	9 321 500	9 601 145
22075010135 Gérer le transport des Armées	9 944 714	10 243 055	10 550 347
22075010136 Gérer le matériel Informatique de l'Etat-Major des Armées	4 839 345	4 984 525	5 134 061
22075010137 Exécuter et suivre la communication au sein de l'Etat-major des Armées	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010138 Élaborer et mettre en œuvre le plan de formation des Armées	7 050 000	7 261 500	7 479 345
22075010139 Élaborer et conduire la stratégie d'emploi des Armées	6 950 000	7 158 500	7 373 255
22075010140 Gérer les services de l'Etat-Major	9 387 706	9 669 337	9 959 417
22075010141 Gérer les transmissions de l'Etat-Major des Armées	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010142 Gérer l'équipement de l'Etat-Major des Armées	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22075010143 Élaborer les textes relatif à la Réglementation des activités de l'Etat-Major des Armées	2 617 083	2 695 595	2 776 463
22075010144 Coordonner les activités des unités de la 3ème région militaire de Bouaké	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010145 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation des personnes et des biens dans la zone d'Abidjan	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010146 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation des personnes et des biens dans la zone de San-Pédro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010147 Mettre en œuvre le soutien tactique des unités d'infanterie dans la zone de Bouaké	8 124 181	8 367 906	8 618 944
22075010149 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation et de défense du territoire à la frontière nord-ouest	8 150 000	8 394 500	8 646 335
22075010150 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Korhogo	8 048 361	8 289 812	8 538 506
22075010151 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation et de défense du territoire dans la zone de Bondoukou	8 433 197	8 686 193	8 946 779
22075010152 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Daloa	7 978 688	8 218 049	8 464 590
22075010153 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation et de défense du territoire à la frontière ouest	8 024 181	8 264 906	8 512 854
22075010154 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation des biens et des personnes dans la zone d'Abidjan	8 333 197	8 583 193	8 840 689
22075010155 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Bouaké	7 787 705	8 021 336	8 261 976
22075010156 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation et de défense du territoire à la frontière sud-ouest (Grabo)	9 775 410	10 068 672	10 370 732
22075010157 Mettre en œuvre la politique de soutien tactique des unités d'infanterie et de protection des unités opérationnelles	99 200 000	102 176 000	105 241 280
22075010158 Mettre en œuvre le soutien du génie militaire et civil dans la zone de Bouaké	8 833 197	9 098 193	9 371 139
22075010159 Mettre en œuvre la politique de défense aérienne du territoire et la protection des unités opérationnelles	70 200 000	72 306 000	74 475 180
22075010160 Coordonner la politique de Sécurisation de l'Etat-Major Général des Armées	6 833 197	7 038 193	7 249 339
22075010161 Mettre en œuvre le soutien commando et aéroporté des unités	18 302 870	18 851 956	19 417 515

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22075 Défense	141 583 120 391	156 770 357 728	171 746 969 086
22075010162 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation et de défense de la zone Abidjan-sud	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22075010163 Gérer la logistique de l'Armée de Terre	311 700 000	321 051 000	330 682 530
22075010164 Gérer le matériel informatique de l'Armée de Terre	5 839 345	6 014 525	6 194 961
22075010165 Gérer le matériel informatique de la Marine	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010167 Gérer la formation continue du personnel de la Marine Nationale	7 700 000	7 931 000	8 168 930
22075010168 Gérer la formation initiale et continue des officiers	52 685 000	54 265 550	55 893 517
22075010169 Mettre en œuvre la politique de formation des officiers	19 823 771	20 418 484	21 031 038
22075010170 Coordonner les activités des unités militaires dans la région de Korhogo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010171 Gérer la formation initiale et continue des sous-officiers	39 627 988	40 816 828	42 041 332
22075010172 Gérer la formation initiale des militaires du rang	9 257 380	9 535 100	9 821 154
22075010173 Gérer la formation des enfants de troupe	64 164 784	66 089 727	68 072 419
22075010174 Gérer la formation aux techniques commandos de l'Armée de Terre	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010175 Gérer la surveillance et la défense aérienne du territoire (Bouaké)	10 827 051	11 151 862	11 486 418
22075010176 Gérer le transport aérien et les liaisons de l'Armée de l'Air	10 063 526	10 365 431	10 676 395
22075010177 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone de San Pédro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010178 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone d'Adiaké	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010179 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone d'Abidjan	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22075010180 Mettre en œuvre le contre-terrorisme et la libération d'otages	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22075010181 Mettre en œuvre la politique de sécurité des personnes et des biens dans la zone Centre Nord Ouest	6 750 000	6 952 500	7 161 075
22075010182 Gérer le système d'information et de communication de l'Armée de Terre	7 900 000	8 137 000	8 381 110
22075010183 Mettre en œuvre la politique de sécurité des personnes et des biens de la zone Sud-cocomoé et celle du plan fluvio-lagunaire	11 700 000	12 051 000	12 412 530
22075010184 Commander, coordonner et contrôler les activités des Forces Spéciales	99 802 169	102 796 234	105 880 122
22075010185 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le terrorisme, la criminalité et le grand banditisme	7 500 000	7 725 000	7 956 750
22075010186 Gérer la formation initiale et continue des militaires des Forces Spéciales	5 700 000	5 871 000	6 047 130
22075010187 Gérer la formation et l'instruction des Sapeurs-Pompiers militaires	6 908 875	7 116 141	7 329 625
22075010188 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Yamoussoukro	15 454 099	15 917 722	16 395 253
22075010189 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Bouaké	15 454 099	15 917 722	16 395 253
22075010190 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Korhogo	8 548 361	8 804 812	9 068 956
22075010191 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone d'Abidjan	48 405 445	49 857 607	51 353 337
22075010192 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes, des biens et de la recherche en eaux profondes	488 548 140	503 204 584	518 300 722
22075010193 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Yopougon	12 536 066	12 912 148	13 299 512
22075010194 Gérer les ressources administratives et opérationnelles des Forces Spéciales	7 700 000	7 931 000	8 168 930
22075010195 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de l'Armée de Terre	86 485 989	89 080 569	91 752 986
22075010196 Gérer les Dépenses d'alimentation de l'Armée de Terre	27 250 390 400	29 097 902 112	29 970 839 175
22075010197 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de l'Armée de l'Air	8 690 577	8 951 293	9 219 833

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22075 Défense	141 583 120 391	156 770 357 728	171 746 969 086
22075010198 Gérer les Dépenses d'alimentation de l'Armée de l'Air	2 200 345 000	2 254 355 350	2 309 986 011
22075010199 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de N'Zianouan	8 257 379	8 505 101	8 760 253
22075010200 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation du Palais Présidentiel d'Abidjan	7 100 000	7 313 000	7 532 390
22075010201 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de la Marine Nationale	4 700 000	4 841 000	4 986 230
22075010202 Gérer les Dépenses d'alimentation de la Marine Nationale	5 192 000 000	5 347 760 000	5 508 192 800
22075010203 Gérer la formation continue du personnel de la Garde Républicaine	8 278 688	8 527 049	8 782 860
22075010204 Mettre en œuvre les activités de la Marine Nationale	5 700 000	5 871 000	6 047 130
22075010205 Gérer le soutien des unités de la Marine Nationale	3 882 800 000	3 999 284 000	4 119 262 520
22075010206 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation de l'Etat-Major de l'Armée de Terre	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010207 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation des installations de l'Armée de l'Air	55 671 294	57 341 433	59 061 676
22075010208 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation des installations de la Marine Nationale	57 222 212	58 938 878	60 707 045
22075010209 Mettre en œuvre la politique de Sécurisation du plan d'eau lagunaire et de sauvetage des navires en détresse	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075010210 Coordonner les activités de Sécurisation des Institutions et des hautes personnalités	106 111 060	109 294 392	112 573 224
22075010211 Gérer les Dépenses d'alimentation de la Garde Républicaine	1 202 800 000	1 238 884 000	1 276 050 520
22075010212 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone d'Abidjan	98 900 000	101 867 000	104 923 010
22075010213 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone de Yamoussoukro	30 558 198	31 474 944	32 419 191
22075010214 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone d'Abidjan sud (Treichville)	7 848 361	8 083 812	8 326 326
4 - Investissements	15 531 473 580	26 748 841 081	39 853 077 856
Trésor	15 531 473 580	26 748 841 081	39 853 077 856
22075010216 Rénovation de l'EMPT	800 000 000	1 395 760 998	2 079 543 243
22075010217 Construction et Extension de Centres de Secours GSPM	2 900 000 000	5 059 633 618	7 538 344 255
22075010218 Construction des Unités des Forces Spéciales	1 854 106 580	3 234 862 063	4 819 618 512
22075010219 Construction des Unités des Forces Terrestres	6 249 747 500	10 903 942 260	16 245 775 228
22075010220 Construction et Réhabilitation des Unités des Forces Aériennes	2 571 377 500	4 486 285 532	6 684 113 381
22075010222 Construction des Unités de la Marine Nationale	1 126 268 420	1 616 061 668	2 407 769 042
22075010223 Réhabilitation des Ouvrages Maritimes	29 973 580	52 294 942	77 914 195
2207502 Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire.	104 357 793	107 488 529	110 713 182
2 - Biens et services	104 357 793	107 488 529	110 713 182
22075020037 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Etat-Major des Armées	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22075020038 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de la Marine Nationale	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075020039 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Armée de Terre	7 633 197	7 862 193	8 098 059
22075020040 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Armée de l'Air	6 873 771	7 079 984	7 292 384
22075020041 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein des Forces Spéciales	7 127 050	7 340 862	7 561 087
22075020042 Mettre en œuvre de la politique de lutte contre le SIDA au sein du Ministère de la Défense	5 700 000	5 871 000	6 047 130

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22075 Défense	141 583 120 391	156 770 357 728	171 746 969 086
22075020043 Mettre en œuvre la politique de prélèvement des tissus humains et les greffes	10 257 379	10 565 101	10 882 053
22075020044 Prendre en charge et suivre médicalement les commandos parachutistes	9 200 000	9 476 000	9 760 280
22075020045 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du 2ème Bataillon d'infanterie de Daloa	5 700 000	5 871 000	6 047 130
22075020046 Prendre en charge et suivre médicalement des militaires du 3ème Bataillon d'infanterie de Bouaké	5 709 017	5 880 288	6 056 696
22075020047 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la place d'armes d'Akouedo	6 839 345	7 044 525	7 255 861
22075020048 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la Base Aérienne d'Abidjan	6 709 017	6 910 288	7 117 596
22075020049 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la Base Navale de Locodjro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22075020050 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du GSPM Indénié	6 700 000	6 901 000	7 108 030
22075020051 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du 4ème Bataillon d'infanterie de Korhogo	5 909 017	6 086 288	6 268 876
2207503 Participation à la sécurité régionale et internationale.	44 182 788	45 508 272	46 873 520
2 - Biens et services	44 182 788	45 508 272	46 873 520
22075030003 Participer aux opérations de soutien à la Paix	8 400 000	8 652 000	8 911 560
22075030004 Élaborer la stratégie de déploiement des militaires dans les opérations extérieurs	7 050 000	7 261 500	7 479 345
22075030005 Gérer les charges relatives à la surveillance maritime ouest africaine	28 732 788	29 594 772	30 482 615

II.2.3. Programme 3 : Sécurité

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Sécurité	Action 3.1 : Renforcement des capacités opérationnelles de la Gendarmerie Nationale
	Action 3.2 : Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du Gendarme
	Action 3.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Sécurité						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : assurer les missions ordinaires et spécifiques de la Gendarmerie	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	1,1	0	0	0	
OS 2 : contribuer à la sécurité régionale et internationale	Nombre d'exercices conjoints	4	SD	SD	SD	Dénombrement Source : ordre de mission /Commandement Supérieur de la Gendarmerie
	Nombre d'observateurs déployés dans les missions	0	SD	SD	SD	Dénombrement Source : ordre de mission /Commandement Supérieur de la Gendarmerie
	Nombre de gendarmes déployés ou déployables en missions extérieures	17	SD	SD	SD	Dénombrement Source : ordre de mission /Commandement Supérieur de la Gendarmerie

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME III: SECURITE		74 429 985 677	78 028 032 871	80 941 160 425
	Dépenses de personnel	66 209 984 502	67 358 497 532	67 476 122 147
	Dépenses en biens et services	5 112 501 175	5 247 876 212	5 387 312 495
	Transferts	0	0	0
	Investissements	3 107 500 000	5 421 659 127	8 077 725 783
	<i>Trésor</i>	3 107 500 000	5 421 659 127	8 077 725 783
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22076 Sécurité	74 429 985 677	78 028 032 871	80 941 160 425
2207601 Renforcement des capacités opérationnelles de la gendarmerie nationale.	74 407 601 249	78 004 976 911	80 917 412 785
1 - Personnels	66 209 984 502	67 358 497 532	67 476 122 147
22076010054 Gérer le personnel de la gendarmerie	66 209 984 502	67 358 497 532	67 476 122 147
2 - Biens et services	5 090 116 747	5 224 820 252	5 363 564 855
22076010121 Mettre en œuvre la politique de renseignement au sein de la Gendarmerie Nationale	7 700 000	7 931 000	8 168 930
22076010122 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Territoriale	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22076010123 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Mobile et Unités spécialisées	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22076010124 Gérer les ressources humaines de la Gendarmerie Nationale	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22076010125 Planifier et organiser les concours et les stages de formation de la Gendarmerie Nationale	3 700 000	3 811 000	3 925 330
22076010126 Coordonner les activités des unités de la Gendarmerie mobile de la zone de Korhogo	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22076010127 Exécuter les missions de rétablissement de l'ordre public et de Sécurisation des sites sensibles	206 000 000	212 180 000	218 545 400
22076010128 Mettre en oeuvre les opérations d'intervention et de formation des personnels commandos	6 700 000	6 901 000	7 108 030
22076010129 Mettre en oeuvre la politique de protection des Hautes Personnalités	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010130 Exécuter les missions relatives à la recherche du renseignement et de la police judiciaire	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010131 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins de la Gendarmerie Nationale	276 367 392	284 658 414	293 198 166
22076010132 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le grand banditisme	9 196 721	9 472 623	9 756 801
22076010133 Mettre en œuvre la politique des Télécommunications et des systèmes d'information au sein de la Gendarmerie Nationale	6 909 017	7 116 288	7 329 776
22076010134 Exécuter et suivre la communication au sein de la Gendarmerie	4 700 000	4 841 000	4 986 230
22076010135 Inspecter les ressources techniques mises à la disposition de la Gendarmerie	4 700 000	4 841 000	4 986 230
22076010136 Conduire toutes les enquêtes relevant de la Police Judiciaire	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22076010137 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Odienné	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010138 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Man	6 700 000	6 901 000	7 108 030
22076010139 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Bouaké	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010140 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Korhogo	6 700 000	6 901 000	7 108 030
22076010141 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Daloa	6 700 000	6 901 000	7 108 030
22076010142 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de San Pedro	9 000 000	9 270 000	9 548 100
22076010143 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone d'Abidjan	6 700 000	6 901 000	7 108 030
22076010144 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abidjan	7 700 000	7 931 000	8 168 930
22076010145 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22076010146 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Daloa	6 400 000	6 592 000	6 789 760
22076010147 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Yamoussoukro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010148 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Bouake	6 000 000	6 180 000	6 365 400

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22076 Sécurité	74 429 985 677	78 028 032 871	80 941 160 425
22076010149 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010150 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Dimbokro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010151 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaké	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22076010152 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Séguéla	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010153 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Touba	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010154 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Ferkéssédougou	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010155 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bondoukou	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010156 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Daloa	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010157 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de GAGNOA	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010158 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaflé	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010159 Mettre en oeuvre les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Man	6 424 181	6 616 906	6 815 414
22076010160 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Guiglo	6 509 017	6 704 288	6 905 416
22076010161 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Divo	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010162 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de San Pedro	7 700 000	7 931 000	8 168 930
22076010163 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abengourou	7 409 017	7 631 288	7 860 226
22076010164 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Aboisso	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010165 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Adzopé	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010166 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Katiola	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010167 Mettre en oeuvre les les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo	6 778 690	6 982 050	7 191 512
22076010168 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan-Campagne	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22076010169 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Soubré	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22076010170 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Daoukro	7 500 000	7 725 000	7 956 750
22076010171 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan Sud	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010172 Mettre en oeuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan Nord	5 563 526	5 730 431	5 902 345
22076010173 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Odienné	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010174 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Touba	6 700 000	6 901 000	7 108 030
22076010175 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Korhogo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010176 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Seguela	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010177 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Bouaké	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010178 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Bondoukou	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010179 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Aboisso	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010180 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Yopougon	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010181 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Abobo	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010182 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Soubre	6 000 000	6 180 000	6 365 400

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22076 Sécurité	74 429 985 677	78 028 032 871	80 941 160 425
22076010183 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Koumassi	6 300 000	6 489 000	6 683 670
22076010184 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Dimbokro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010185 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Daoukro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010186 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Danané	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010187 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Yamoussoukro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010188 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Ferkéssédougou	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010189 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abidjan- Agban	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010190 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Man	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010191 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010192 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Dimbokro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010193 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo	7 059 017	7 270 788	7 488 911
22076010194 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bondoukou	6 424 181	6 616 906	6 815 414
22076010195 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Daloa	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010196 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Daloa	6 424 181	6 616 906	6 815 414
22076010197 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaflé	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010198 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Guiglo	5 424 181	5 586 906	5 754 514
22076010199 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Divo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010200 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de San Pedro	6 059 017	6 240 788	6 428 011
22076010201 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abengourou	6 409 017	6 601 288	6 799 326
22076010202 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Aboisso	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010203 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Adzopé	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010204 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaké	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010205 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Séguéla	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010206 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Touba	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010207 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Katiola	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010208 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Odienné	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010209 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Ferkéssédougou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010210 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de soubré	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010212 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Daoukro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010213 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Campagne	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010214 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Sud	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010215 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Nord	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010216 Lutter contre le grand banditisme le trafic des stupéfiants au moyen des chiens	5 800 000	5 974 000	6 153 220
22076010217 Mettre en oeuvre la politique de Sécurisation des plateformes aéroportuaires	6 000 000	6 180 000	6 365 400

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22076 Sécurité	74 429 985 677	78 028 032 871	80 941 160 425
22076010218 Mettre en oeuvre la politique de Sécurisation des plateformes portuaires	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010219 Mettre en oeuvre la politique de Sécurisation des plateformes portuaires de San Pedro	6 200 000	6 386 000	6 577 580
22076010220 Mettre en oeuvre la politique de service d'honneur au sein de la Gendarmerie Nationale	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22076010221 Gérer la formation des officiers et des sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	50 437 297	51 950 416	53 508 928
22076010222 Gérer la formation continue des officiers de la Gendarmerie Nationale	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076010223 Gérer la formation des maîtres-chiens de la Gendarmerie Nationale	5 400 000	5 562 000	5 728 860
22076010224 Gérer la formation initiale, continue et le perfectionnement des cadres officiers et sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	54 280 330	55 908 743	57 586 001
22076010225 Mettre en oeuvre le soutien matériel de la Gendarmerie Nationale	179 007 478	184 377 702	189 909 033
22076010226 Gérer les opérations de la Gendarmerie Nationale	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22076010227 Constituer un fichier d'empreinte digitale et d'information sur l'ensemble de la population ivoirienne	4 700 000	4 841 000	4 986 230
22076010230 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Gagnoa	6 139 345	6 323 525	6 513 231
22076010231 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Nationale	93 255 797	96 053 471	98 935 075
22076010232 Gérer les Dépenses d'alimentation de la Gendarmerie Nationale	3 600 000 000	3 690 000 000	3 782 700 000
22076010233 Mettre en oeuvre les moyens logistiques de la Gendarmerie Nationale	4 700 000	4 841 000	4 986 230
22076010234 Mettre en oeuvre les opérations d'interventions et de Sécurisation des personnes et des biens	5 139 345	5 293 525	5 452 331
4 - Investissements	3 107 500 000	5 421 659 127	8 077 725 783
Trésor	3 107 500 000	5 421 659 127	8 077 725 783
22076010228 Construction et Réhabilitation des Unités de la Gendarmerie Nationale	3 107 500 000	5 421 659 127	8 077 725 783
2207602 Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du gendarme.	17 384 428	17 905 960	18 443 140
2 - Biens et services	17 384 428	17 905 960	18 443 140
22076020008 Mettre en oeuvre la politique médicale au sein de la Gendarmerie Nationale	9 545 083	9 831 435	10 126 379
22076020009 Prendre en charge et suivre médicalement les gendarmes	7 839 345	8 074 525	8 316 761
2207603 Participation à la sécurité régionale et internationale.	5 000 000	5 150 000	5 304 500
2 - Biens et services	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22076030032 Élaborer et exécuter le plan de déploiement des gendarmes dans les Opérations de Soutien à la Paix	5 000 000	5 150 000	5 304 500

SECTION 321 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au niveau de l'administration générale

- la non régularité des missions d'inspection et d'audit des services centraux et extérieurs ;
- le manque de suivi des recommandations des missions d'inspection et d'audit effectuées ;
- l'inexistence de système d'archivage électronique ;
- la non application du Schéma Directeur Informatique par manque de financement ;
- l'insuffisance de coordination intra et intersectorielle ;
- l'absence de politique sociale et de solidarité ;
- l'absence de proactivité liée à la lourdeur et à la complexité des procédures et circuits de décisions ;
- l'insuffisance des ressources budgétaires et Matérielles ;
- la faible capacité des acteurs diplomatiques ;
- l'insuffisance de politique véritable de promotion des cadres ivoiriens dans les organismes internationaux ;
- l'absence d'une culture en matière de planification, de suivi, d'évaluation, de production statistique et de gestion axée sur les résultats des acteurs du Ministère ;
- l'insuffisance de crédits budgétaires dédiés aux actions de promotion économique ;
- la prise en compte insuffisante des questions de sécurité et de renseignement dans les actions diplomatiques ;
- le conflit de compétences en interne ;
- la non application intégrale des dispositions du Statut particulier du Corps Diplomatique.

I.1.1.2. Au niveau des relations bilatérales

- l'irrégularité de la tenue des Grandes Commissions Mixtes de coopération bilatérale ;
- le faible niveau de représentativité de la Côte d'Ivoire ;
- l'absence de cadres stratégiques de coopération bilatérale ainsi que de structures chargées exclusivement de leur suivi-évaluation ;
- l'insuffisance de suivi des Accords bilatéraux existants ;
- la faible coordination en matière de coopération bilatérale entre le Ministère et les autres Départements techniques ;
- l'absence de statistiques fiables en matière des échanges économiques et commerciaux ;
- l'insuffisance de dotations budgétaires consacrées aux visites de travail et d'amitié du Ministre des Affaires Etrangères dans des pays amis ;
- l'insuffisance des crédits alloués à la mise en œuvre des instruments de coopération bilatérale ;
- l'absence de stratégies en matière de coopération Sud-Sud.

I.1.1.3. Au niveau des relations multilatérales

- l'adhésion incontrôlée aux Organisations internationales avec pour conséquences l'accroissement des contributions financières internationales de la Côte d'Ivoire ainsi que l'accumulation des arriérés de celles-ci ;
- l'absence de politique et de stratégie en matière de coopération multilatérale ;

- l'absence de crédits budgétaires alloués au soutien des candidatures de la Côte d'Ivoire dans les instances internationales ;
- la faible valorisation et promotion des compétences ivoiriennes dans les Organisations Internationales.

I.1.1.4. Au niveau du protocole d'Etat, des affaires juridiques, consulaires et de l'Etat-Civil

- la faible formalisation de certaines procédures administratives (Guide pratique du protocole d'Etat, signature des Accords de siège et d'établissement, annuaire diplomatique etc.)
- l'inadaptation des textes réglementaires relatifs à la gestion des privilèges diplomatiques et magasins diplomatiques ;
- l'absence d'autonomie financière des Directions Générales du Protocole d'Etat et des affaires juridiques, consulaires et de l'Etat-Civil ;
- l'absence de statistiques fiables sur l'état civil, les apatrides et les réfugiés ;
- la faiblesse des capacités opérationnelles des agents (emplois techniques) ;
- la difficulté dans la gestion des privilèges et la maîtrise de l'effectif du Corps Diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire ;
- l'insuffisance de moyens logistiques et matériels avec pour corollaire l'absence de données statistiques fiables ;
- l'absence de coordination entre le Ministère et les Départements ministériels techniques en matière d'octroi des facilités aux ONG internationales.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Volet administration générale

- l'adoption d'un nouvel organigramme du Ministère (Décret N°2018-236 du 28 février 2018) avec la création de nouvelles Directions ;
- la mise en œuvre en cours d'une politique sociale hardie (adoption du Décret n°2016-164 du 16 mars 2016 instituant la perception de recettes de services) ;
- la mise en œuvre d'un plan d'acquisition, de construction et de réhabilitation, de Chancelleries, Résidences et logements de diplomates ;
- l'apurement progressif des arriérés de paiement des Postes Diplomatiques et Consulaires ;
- la revalorisation salariale des diplomates avec l'entrée en vigueur du Statut du Corps Diplomatique en 2013;
- le renforcement du contrôle administratif ;
- le renforcement de la politique de communication et d'information (institution des réunions régulières et périodiques du Comité de Direction, création et diffusion d'un bulletin bimensuel « Côte d'Ivoire Diplomatie », édition et publication des guides et répertoires diplomatiques, la modernisation de la gestion du courrier par la généralisation de l'application Emeraude,) ;
- la dématérialisation administrative, à travers la demande en ligne (légalisation, bourses de coopération et passeports officiels) ;
- l'amélioration du cadre de travail du personnel (Réhabilitation du bloc ministériel, acquisition et réhabilitation de plusieurs Chancelleries et Résidences) ;
- le renforcement des capacités des diplomates à travers l'organisation des stages de perfectionnement en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- le renforcement de la diplomatie économique (mobilisation des investisseurs et hommes d'affaires étrangers et organisation des missions de prospection économique et commerciale par les Ambassades de Côte d'Ivoire à l'étranger).

I.1.2.2. Volet relations bilatérales

- l'ouverture de 08 nouvelles Ambassades dont 04 entre 2013 et 2015 (Liban, Turquie, Guinée Equatoriale et Portugal), 03 en 2016 (Australie, Kenya et Congo Brazzaville), 01 en 2018 (Qatar), de 03 Consulats généraux (New York aux USA, Guangzhou en Chine et Lyon en France);
- l'acquisition (Gabon et Portugal) et la réhabilitation de quelques Résidences et Chancelleries (Afrique du Sud, France, Chine, Tunisie etc.) ainsi que du Bloc ministériel et les deux(2) bâtiments annexes à Abidjan ; plusieurs autres postes sont programmés en 2018 ;
- la réactivation de plusieurs Grandes Commissions Mixtes de coopération bilatérale en 2012 (Guinée Conakry), en 2013 (Chine), en 2014 (Cameroun, Bénin, Gabon, Sénégal), en 2016 (Tunisie, Inde) ainsi que la tenue des 3ème, 4ème, 5ème, et 6ème e 7ème Sommets du Traité d'Amitié et de Coopération avec le Burkina Faso (en 2017, les commissions mixtes);
- la signature de l'Accord de Partenariat Stratégique (APS) avec le Ghana en 2017 en remplacement de la Grande Commission Mixte de Coopération Ivoirio-ghanéenne ;
- la création de Commissions Mixtes de Coopération (Nigeria en 2013 et Inde en 2014) ;
- la signature de plusieurs accords de coopération bilatérale (Liban, Corée du Sud, Turquie, Cameroun, Maroc, Inde, Tunisie, Ethiopie, Algérie,) ;

- l'élaboration en 2017 de trois (3) documents, avec l'appui financier du PNUD, à savoir le document d'orientation en matière de diplomatie économique, la Revue d'information sur les retours de bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et le profil thématique de tous les partenariats de coopération avec la Côte d'Ivoire;
- les échanges de visites de hautes personnalités entre la Côte d'Ivoire et plusieurs pays (Maroc, Libéria, Togo, Bénin, Botswana, Sénégal, France, Liban, Gabon, Corée du Sud, Chine, USA, Italie, Portugal, Tunisie, Ethiopie, Inde, Algérie).

I.1.2.3 Volet relations multilatérales

- la participation de la Côte d'Ivoire en qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2018-2019 dans le cadre de la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde;
- la promotion de la candidature des cadres Ivoiriens dans les organismes internationaux à travers les appuis diplomatiques, politiques et administratifs;
- la préparation et l'organisation de la 44^{ème} session du Conseil des Ministres de l'OCI, 10-11 juillet 2017, des 8^{ème} Jeux de la Francophonie, 21-30 juillet 2017 et du 5^{ème} Sommet UA-UE, 29-30 novembre 2017;
- l'ouverture de deux nouvelles Représentations Permanentes (FAO, FIDA, PAM et UE);
- l'implication active de la Côte d'Ivoire en faveur de l'intégration sous-régionale avec la réactivation du Conseil de l'Entente et de l'Union du Fleuve Mano ;
- les médiations ivoiriennes dans les crises au Mali et en Guinée Bissau ;
- l'élection de la Côte d'Ivoire en qualité de membre de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies en 2012 ;
- les actions de lobbying et de restauration de l'image de la Côte d'Ivoire ;
- l'apurement progressif des arriérés de contribution de la Côte d'Ivoire auprès des organismes internationaux ;
- la ratification de 106 accords et conventions internationaux de 2011 à 2015 ; 04 en 2016, 08 en 2017 et 7 en 2018 ;
- la nomination du Représentant Permanent du Chef de l'Etat auprès de l'OIF ;
- le renforcement de l'assistance aux réfugiés ivoiriens avec le rapatriement volontaire de 278 711 personnes.

I.1.2.4 Volet protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et état-civil

- la formalisation progressive des procédures diplomatiques (élaboration du Guide pratique à l'usage du Corps diplomatique, du guide du Protocole d'Etat, le répertoire diplomatique, informatisation de la gestion de l'état civil.) ;
- la réorganisation et le recadrage des attributions des Directions Générales du Protocole d'Etat et des Affaires Juridiques, Consulaires et Etat-Civil structurée désormais autour de trois Directions centrales chacune;
- l'élaboration du répertoire des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires ;
- le renforcement des capacités des agents du protocole.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- donner à la diplomatie ivoirienne ses lettres de noblesse.

I.1.3.2. Priorités

- la consolidation et l'extension du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger à travers la réhabilitation, la construction et l'acquisition des Chancelleries, Résidences et logements des diplomates ;
- la poursuite du renforcement des instruments de coopération bilatérale et multilatérale ;
- l'optimisation de la carte diplomatique ;
- la poursuite du renforcement de la présence et de l'influence de la Côte d'Ivoire dans les Organismes internationaux ;
- l'intensification du renforcement des capacités des acteurs de la diplomatie ;
- la révision en cours du Statut du Corps Diplomatique ;

- la Promotion des partenariats économiques stratégiques (Asie, Moyen Orient, Amérique du Sud) ;
- l'élaboration en cours du document d'orientation en matière de diplomatie économique ;
- l'intensification du lobbying et la promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la mobilisation des ressources financières extérieures ;
- l'amélioration du dialogue avec les acteurs impliqués dans la promotion de l'action économique extérieure (Etat et secteur privé) ;
- le renforcement du cadre institutionnel de la diplomatie ;
- le renforcement de la politique de communication et d'information ;
- l'institution d'un cadre d'échanges avec les structures en charge des questions culturelles et touristiques ;
- le renforcement de l'assistance aux Ivoiriens de l'extérieur.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement de la diplomatie économique ;
- la modernisation de l'outil diplomatique ;
- le renforcement des relations bilatérale et multilatérale.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la diplomatie économique est mise au service du développement ;
- la diplomatie est efficace, modernisée, performante et proactive ;
- la côte d'ivoire est repositionnée sur la scène internationale à travers le renforcement des relations bilatérale et multilatérale.

I.3. Missions du ministère

Conformément au Décret N°2018- 648 du 1^{er} Août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement le Ministère des Affaires Etrangères est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de politique extérieure de la Côte d'Ivoire.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- organisation et gestion de la responsabilité diplomatique et consulaire de la Côte d'Ivoire à l'étranger ;
- défense des intérêts et protection des nationaux ivoiriens à l'étranger par l'intermédiaire des Représentations diplomatiques et consulaires et à travers les organisations ou associations ivoiriennes à l'étranger ;
- relation avec les Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi que les représentations des Organisations Internationales accréditées en Côte d'Ivoire ;
- tutelle des Organisations Gouvernementales et Non Gouvernementales établies en Côte d'Ivoire ;
- mise en œuvre et suivi du protocole d'Etat ;
- négociation et signature des conventions et accords internationaux liant l'Etat, sauf délégation ou autorisation expresse accordée à d'autres Ministres ;
- coordination de la coopération internationale ;
- élaboration de la politique concernant la gestion des réfugiés ;
- développement de la coopération politique avec les autres pays africains ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- appui à la coopération décentralisée ;
- participation à la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur en liaison avec les Ministres chargés de la Communication et du Tourisme ;

- développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde en liaison avec les Ministres chargés du Commerce et de l'Economie et des Finances.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Relation bilatérale ;
- Programme 3 : Relation multilatérale ;
- Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques, Consulaires et Etat-civil.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	-Cabinet, Secrétariat Général, Inspection Générale des Affaires Étrangères, Direction de la Stratégie et de la Planification, Direction des Affaires Financières, Direction de la Communication et des Relations Publiques, Direction du Patrimoine et de la Logistique, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Fonction Publique Internationale, Direction des Systèmes d'information Numérique, Direction des enjeux globaux, Direction de la diplomatie Economique, Service des Bourses et Stages, Service de la Traduction et de l'Interprétariat, Service Courrier et Valise Diplomatique, Service des Conférences et des missions Internationales, Service des Passeports Officiels, Service de la Documentation et des Archives, Cellule de Passation des Marchés Publics, Equipes Spéciales du Conseil de sécurité.		- Projet I : Consolidation et extension du patrimoine immobilier : 1-l'équipement deux(02) bâtiments annexes du bloc ministériel 2-Système intégré d'informatisation et de communication du Ministère (Projet d'interconnexion,) - Projet II : Renforcement des capacités techniques et opérationnelles du MAE	
Programme 2 : Relation Bilatérale	Direction Générale de la Coopération Bilatérale, Direction Afrique, Direction Europe, Direction Asie, Pacifique et Océanie, Direction Amériques et Caraïbes, les ambassades Bilatérales (49) , les Consulats Généraux (4).		Acquérir, construire ou Réhabiliter les chancelleries et résidences	
Programme 3 : Relation Multilatérale	Direction Générale de la Coopération Multilatérale, Direction ONU et Institutions Spécialisées des Nations Unies, Direction des Organisations Internationales, Délégations et Missions Permanentes auprès d'Organismes Internationaux (06).			
Programme4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques, Consulaires, Etat-civil.	Direction Générale du Protocole d'Etat, Direction de l'Accueil, du Cérémonial, des Accréditations et des Audiences, Direction des Privilèges et Immunités, Direction du Protocole et des Visas, Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat-civil, Direction des Affaires Juridiques, Direction de l'Etat-civil et des Affaires consulaires, Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides.			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes adoptés et mis en œuvre pour renforcer le cadre institutionnel et réglementaire de la diplomatie	Dénombrement Source : service juridique
		IP 1.1.2 : Nombre de projets réalisés pour la dématérialisation des actes administratifs	Dénombrement Source : CABINET
OG 2 : Redynamiser les relations bilatérales	RS 2.1 : la Côte d'Ivoire est largement représentée dans le monde	IP 2.1.1: Taux de couverture diplomatique de la Côte d'Ivoire dans le monde	Nombre de pays couverts / Nombre total de pays Sources : DGRB / DSP
	RS 2.2 : le volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux est important	IP 2.2.1 : Volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux	Dénombrement Source : DGRB
OG 3 : Renforcer les relations multilatérales	RS 3.1 : la présence de la Côte d'Ivoire dans les organisations internationales est renforcée	IP 3.1.1 : Nombre de cadres ivoiriens placés dans les Organisations Internationales	Dénombrement Source : DGRM/DFPI
	RS 3.2 : les stratégies sont élaborées et suivies dans la relation multilatérale entre la Côte d'Ivoire et les Organisations Internationales	IP 3.1.2 : Nombre d'Organisations Régionales et Internationales dont le document de stratégies a été élaboré.	Dénombrement Source : DGRM
OG 4 : Améliorer la qualité des services du protocole d'Etat des Affaires Juridiques et Consulaires	RS 4.1 : les services du Protocole sont plus efficaces	IP 4.1.1 : Taux de satisfaction des usagers des services du protocole	Enquête de satisfaction (collecte et traitement des données) Source : DGPE
	RS 4.2 : le délai d'obtention des actes administratifs est amélioré	IP 4.1.2 : Délai d'obtention des actes administratifs	Dénombrement Source : DGPE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global du ministère

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	96 857 033 212	109 021 371 086	114 371 659 023
1.1 Ressources Intérieures	96 857 033 212	109 021 371 086	114 371 659 023
1.1.1 Budget Etat	96 857 033 212	109 021 371 086	114 371 659 023
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	96 857 033 212	109 021 371 086	114 371 659 023
2.1 Personnel	55 746 886 452	56 642 642 896	57 559 016 175
2.1.1 Solde y compris EPN	55 746 886 452	56 642 642 896	57 559 016 175
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	25 468 781 757	34 458 696 776	35 606 421 871
2.3 Transferts	11 891 365 003	11 551 871 860	11 718 304 933
2.4 Investissements	3 750 000 000	6 368 159 554	9 487 916 044
Trésor	3 750 000 000	6 368 159 554	9 487 916 044
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et Matérielles	Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	191	200	210	230	Dénombrement Source : DRH / Rapport de formation
	Taux de réalisation des besoins exprimés avec les ressources financières disponibles	93%	100%	100%	100%	- activités réalisées / le Budget Total x 100, DAF, Rapport d'activité
OS 2 : Moderniser l'outil d'information, de communication et d'archivage	- nombre d'outils d'information et de communication	03	04	05	06	Dénombrement/ DCRP
	- Nombre de projets informatiques réalisés	03	04	05	06	- Dénombrement, Rapports de réalisation des projets informatiques/ DSIN
OS 3 : Améliorer l'efficacité et la qualité des services en matière de gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de délivrance des passeports officiels	Taux d'absorption des bourses, formations et stages professionnels offerts à la Côte d'Ivoire	70%	80%	90%	100%	Nombre de bourses utilisées / nombre total de bourses offertes Source : service bourses et stages
	- Durée de délivrance d'un passeport officiel	14 jours	7 jours	5 jours	3 jours	Dénombrement Source : Service passeport Officiel
OS4 : Renforcer la diplomatie économique	Existence de documents d'orientation en matière de diplomatie économique	NON	OUI	OUI	OUI	Dénombrement/DDE
	Montant des ressources financières extérieures mobilisées (en milliards de FCFA)	897	900	920	1000	Montant mobilisé/ DDE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		46 281 522 336	54 371 024 148	55 762 476 732
	Dépenses de personnel	32 706 984 738	32 911 544 126	33 119 717 857
	Dépenses en biens et services	4 045 537 598	11 793 479 015	12 398 641 727
	Transferts (1)	9 000 000 000	8 743 054 046	8 869 019 180
	Investissements	529 000 000	922 946 961	1 375 097 968
	<i>Trésor</i>	529 000 000	922 946 961	1 375 097 968
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21070 Administration Générale	46 281 522 336	54 371 024 148	55 762 476 732
2107001 Coordination et animation en matière de politique extérieure	454 250 000	1 540 206 883	1 761 525 782
2 - Biens et services	209 250 000	1 112 755 077	1 124 665 664
21070010001 Élaborer et suivre les questions nationales et internationales d'ordre géopolitique et/ou stratégique (sécurité transfrontalière, terrorisme, migration, changements climatique et trafics illicites...)	14 600 000	91 000 000	98 000 000
21070010002 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	19 000 000	684 780 000	684 780 000
21070010003 Coordonner les activités des Services Centraux et Extérieurs	32 200 000	88 049 550	90 690 137
21070010004 Promouvoir les partenariats économiques stratégiques à destination et en provenance de la Côte d'Ivoire	13 600 000	13 600 000	13 600 000
21070010005 Élaborer les documents d'orientations stratégiques en matière de politique extérieure	46 850 000	46 850 000	46 850 000
21070010006 Prendre en charge les frais de domesticité du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21070010008 Centraliser, conserver et diffuser les documents et les archives	24 000 000	184 475 527	186 745 527
21070010010 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	55 000 000	0	0
4 - Investissements	245 000 000	427 451 806	636 860 118
Trésor	245 000 000	427 451 806	636 860 118
21070010009 Mettre en œuvre le système de Gestion Électronique des Documents du Ministère	245 000 000	427 451 806	636 860 118
2107002 Planification, suivi et évaluation	43 200 000	74 576 243	76 813 530
2 - Biens et services	43 200 000	74 576 243	76 813 530
21070020001 Organiser la Planification générale du Ministère	43 200 000	74 576 243	76 813 530

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21070 Administration Générale	46 281 522 336	54 371 024 148	55 762 476 732
2107003 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	45 242 451 700	51 750 443 347	52 725 707 424
1 - Personnels	32 706 984 738	32 911 544 126	33 119 717 857
21070030022 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire des Services Centraux	5 596 933 928	5 629 872 230	5 665 495 649
21070030023 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire des Services Extérieurs	27 110 050 810	27 281 671 896	27 454 222 208
2 - Biens et services	3 456 466 962	9 958 013 776	10 531 615 492
21070030001 Établir et délivrer les Passeports Diplomatiques et de Service	17 200 000	17 200 000	17 200 000
21070030002 Suivre et évaluer les Bourses et les Stages de formation pour les étudiants ivoiriens à l'étranger	11 400 000	13 287 000	13 685 610
21070030004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	258 819 150	288 596 644	322 877 550
21070030005 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	120 000 000	120 000 000	120 000 000
21070030006 Prendre en charge les conférences et missions hors CI - MAE	510 000 000	510 000 000	510 000 000
21070030007 Prendre en charge les Fêtes Nationales à l'étranger	200 000 000	200 000 000	200 000 000
21070030009 Gérer la Provision Ambassades	100 000 000	100 000 000	100 000 000
21070030010 Gérer le salon d'honneur aéroport Abidjan	13 000 000	13 000 000	13 000 000
21070030011 Prendre en charge les activités diplomatiques à Abidjan	35 000 000	35 000 000	35 000 000
21070030012 Mettre en œuvre le CDMT sectoriel	135 453 430	135 453 430	135 453 430
21070030013 Gérer la salle de conférence MAE	12 312 264	12 312 264	12 312 264
21070030014 Gérer l'Assemblée Générale de l'ONU à NEW YORK	38 000 000	38 000 000	38 000 000
21070030015 Gérer les Mouvements des Ambassadeurs	200 000 000	200 000 000	200 000 000
21070030016 Gérer les Mouvements Diplomatiques	480 000 000	480 000 000	480 000 000
21070030017 Prendre en charge les Dépenses liées au fonctionnement des activités du Ministère	1 175 082 118	1 175 082 118	1 175 082 118
21070030018 Gérer les ressources Matérielles du ministère	21 000 000	422 500 000	444 500 000
21070030019 Gérer les ressources financières du Ministère	61 000 000	162 740 000	167 622 200
21070030020 Concevoir et mettre en œuvre la politique nationale d'intégration et de promotion des ivoiriens dans les Organisations Internationales	13 000 000	13 000 000	13 000 000
21070030021 Gérer les Ressources Humaines	36 100 000	5 940 900 000	6 452 940 000
21070030025 Gérer la commande publique du Ministère	19 100 000	80 942 320	80 942 320
3 - Transferts	9 000 000 000	8 743 054 046	8 869 019 180
21070030024 Transférer les contributions de la CI aux organisations mondiales	9 000 000 000	8 743 054 046	8 869 019 180
4 - Investissements	79 000 000	137 831 399	205 354 895
Trésor	79 000 000	137 831 399	205 354 895
21070030003 Réhabiliter et équiper le Ministère (investissement)	79 000 000	137 831 399	205 354 895

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21070 Administration Générale	46 281 522 336	54 371 024 148	55 762 476 732
2107004 Information et communication	541 620 636	1 005 797 675	1 198 429 996
2 - Biens et services	336 620 636	648 133 919	665 547 041
21070040001 Organiser la communication des activités du Ministère	51 495 636	161 031 000	172 611 000
21070040002 Traduire tous les documents officiels et assurer l'interprétation à l'occasion des rencontres	18 500 000	88 665 505	88 665 505
21070040003 Élaborer et suivre la mise en œuvre du schéma directeur informatique	18 000 000	78 428 514	80 781 369
21070040004 Recevoir, enregistrer et expédier le courrier (arrivée/départ)	34 625 000	84 340 000	86 750 200
21070040006 Préparer et coordonner les voyages officiels, en liaison avec les différents services compétents	14 000 000	35 668 900	36 738 967
21070040007 Prendre en charges les séminaires et conférences en CI	200 000 000	200 000 000	200 000 000
4 - Investissements	205 000 000	357 663 756	532 882 955
Trésor	205 000 000	357 663 756	532 882 955
21070040005 Réaliser Système Intégré d'Informatisation et Communication (Investissement)	205 000 000	357 663 756	532 882 955

II.2.2. Programme 2 : Relation Bilatérale

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Relation Bilatérale	Action 2.1: Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale
	Action 2.2: Définition de stratégies et suivi de la relation bilatérale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Relation Bilatérale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Renforcer la relation bilatérale	Taux de couverture diplomatique (pays couverts)	71,13% (2017)	71,2%	71,3%	71,4%	Nombre de pays couverts / Nombre total de pays Source : DGRB
	Nombre de pays dont le document de stratégies a été élaboré	02 (TAC et APS 2017)	03	05	06	Dénombrement Source : DGRB
OS 2 : Promouvoir les relations bilatérales bénéfiques pour la Côte d'Ivoire	Nombre d'accords et traités internationaux ratifiés.	7 (en 2018)	5	5	6	Dénombrement Source : DGAJC
	Nombre d'accords bilatéraux signés	48 (en 2018)	15	30	40	Dénombrement Source : DGRB

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2020	2 021	2 022
PROGRAMME II : RELATION BILATERALE		42 785 443 479	45 698 775 222	49 519 434 512
	Dépenses de personnel	19 038 637 952	19 609 797 096	20 194 357 592
	Dépenses en biens et services	17 642 246 118	17 842 530 467	18 370 665 087
	Transferts	2 883 559 409	2 801 235 066	2 841 593 757
	Investissements	3 221 000 000	5 445 212 593	8 112 818 076
	<i>Trésor</i>	3 221 000 000	5 445 212 593	8 112 818 076
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
2207101 Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale	71 145 000	251 885 450	252 175 200
2 - Biens et services	71 145 000	251 885 450	252 175 200
22071010006 Coordonner la mise œuvre de la stratégie des relations bilatérales entre la CI et les pays étrangers.	16 045 000	37 509 800	32 009 800
22071010007 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Europe	12 500 000	51 393 000	51 393 000
22071010008 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Asie, Pacifique et Océanie,	13 500 000	36 882 650	33 172 400
22071010009 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Afrique	15 600 000	98 500 000	104 500 000
22071010010 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Amériques et Caraïbes	13 500 000	27 600 000	31 100 000
2207102 Définition de stratégies et suivi de la relation bilatérale	19 038 637 952	19 609 797 096	20 194 357 592
1 - Personnels	19 038 637 952	19 609 797 096	20 194 357 592
22071020726 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse/Service économique (GENEVE)	74 629 720	76 868 612	79 174 669
22071020727 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Allemagne/ Déléation du Tourisme	53 855 456	55 471 120	57 135 253
22071020728 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/ Déléation du Tourisme	27 225 000	28 041 750	28 883 003
22071020729 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Espagne/Déléation du Tourisme (MADRID)	67 500 000	69 525 000	71 610 750
22071020730 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie/Déléation du Tourisme (MILAN)	47 150 000	48 564 501	50 021 435
22071020731 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Brésil / Déléation Tourisme (Rio de Janeiro)	61 352 752	63 193 335	65 089 135
22071020732 Prendre en charge les salaires de la Représentation aux Etats-Unis/Déléation du Tourisme(WASHINGTON)	39 160 000	40 334 800	41 544 844
22071020733 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Canada/Déléation du Tourisme	19 350 000	19 930 500	20 528 415

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
22071020734 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Chine/Délégation du Tourisme (Beijing)	95 750 000	98 622 500	101 581 175
22071020735 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Afrique du Sud/Délégation du Tourisme (Pretoria)	47 090 000	48 502 700	49 957 781
22071020736 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Brésil / Min. Ressources Animales et Halieutiques	52 861 180	54 447 016	56 080 427
22071020737 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Belgique/Service économique (BRUXELLES)	16 000 000	16 480 000	16 974 400
22071020738 Prendre en charge les salaires de la Service Economique à New-York	267 000 000	275 010 000	283 260 300
22071020739 Prendre en charge les salaires de la Service Economique Afrique du Sud	78 663 476	81 023 380	83 454 082
22071020740 Prendre en charge les salaires de la Représentation commerciale de Côte d'Ivoire à New-Delhi (Inde)	42 091 566	43 354 313	44 654 943
22071020741 Prendre en charge les salaires de la Représentation commerciale de la Côte d'Ivoire à Pékin (Chine)	43 163 196	44 458 092	45 791 835
22071020742 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Londres / Ministère du commerce	57 010 000	58 720 300	60 481 909
22071020743 Prendre en charge les salaires de la Représentation de Berlin / Ministère du commerce	28 357 333	29 208 053	30 084 295
22071020744 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Genève /Ministère du Commerce	44 638 795	45 977 959	47 357 298
22071020745 Prendre en charge les salaires de la représentation en Corée	372 107 683	383 270 914	394 769 041
22071020746 Prendre en charge les salaires de la représentation aux Etats-Unis/ Consulat Général de New-York	260 500 000	268 315 000	276 364 450
22071020747 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Liban	210 442 349	216 755 619	223 258 288
22071020748 Prendre en charge les salaires de la représentation en France	1 801 940 238	1 855 998 446	1 911 678 398
22071020749 Prendre en charge les salaires de la Représentation en République Démocratique du Congo	98 778 121	101 741 464	104 793 709
22071020750 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Russie	369 121 766	380 195 419	391 601 282
22071020751 Prendre en charge les salaires de la représentation au Japon	590 000 000	607 700 000	625 931 000
22071020752 Prendre en charge les salaires de la représentation au Mexique	330 401 976	340 314 035	350 523 456
22071020753 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Chine/ Consulat Général à Guangzhou	277 022 618	285 333 297	290 159 883
22071020754 Prendre en charge les salaires de la représentation en Tunisie	162 107 783	166 971 017	171 980 147
22071020755 Prendre en charge les salaires de la représentation en Espagne	528 714 080	544 575 502	560 912 767
22071020756 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Gabon	169 872 396	174 968 568	180 217 625
22071020757 Prendre en charge les salaires de la représentation en Chine	282 974 683	291 463 923	300 207 841
22071020758 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Grande-Bretagne	581 793 835	599 247 649	617 225 080
22071020759 Prendre en charge les salaires de la représentation au Brésil	514 943 864	530 392 180	546 303 946
22071020760 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Inde	284 905 114	293 452 268	302 255 835
22071020761 Prendre en charge les salaires de la représentation au Maroc	185 943 612	191 521 920	197 267 578
22071020762 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Sénégal	144 508 068	148 843 310	153 308 609
22071020763 Prendre en charge les salaires de la représentation au Danemark	95 000 000	97 850 000	100 785 500
22071020764 Prendre en charge les salaires de la représentation aux Etats-Unis Washington	921 731 472	949 383 416	977 864 919

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
22071020765 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Arabie Saoudite/ Consulat Général à Djeddah	317 840 500	327 375 715	337 196 986
22071020766 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Bruxelles Ministère du Commerce	4 500 000	4 635 000	4 774 050
22071020767 Prendre en charge les salaires de la représentation en Belgique	603 288 763	621 387 426	640 029 049
22071020768 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Washington Ministère du Commerce	55 565 850	57 232 826	58 949 810
22071020769 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Ghana	228 000 000	234 840 000	241 885 200
22071020770 Prendre en charge les salaires de la Représentation Culturelle en Afrique du Sud	51 692 438	53 243 211	54 840 507
22071020771 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse-Berne	596 918 171	614 825 716	633 270 488
22071020772 Prendre en charge les salaires de la représentation en Israël	193 022 678	198 813 359	204 777 759
22071020773 Prendre en charge les salaires de la Représentation Culturelle au Maroc	54 245 416	55 872 778	57 548 962
22071020774 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Burkina-Faso	146 412 368	150 804 739	155 328 881
22071020775 Prendre en charge les salaires de la représentation en Egypte	125 550 000	129 316 500	133 195 995
22071020776 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie	669 786 863	689 880 470	710 576 883
22071020777 Prendre en charge les salaires de la représentation en Australie	397 363 858	409 284 774	421 563 317
22071020778 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Nigéria	383 542 163	395 048 428	406 899 881
22071020779 Prendre en charge les salaires de la représentation en Algérie	158 349 526	163 100 011	167 993 012
22071020780 Prendre en charge les salaires de la représentation au Canada	391 300 000	403 039 000	415 130 170
22071020781 Prendre en charge les salaires de la représentation en Arabie Saoudite	565 092 436	582 045 210	599 506 565
22071020782 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Guinée Conakry	171 681 572	176 832 020	182 136 980
22071020783 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Iran	231 225 420	238 162 183	245 307 047
22071020784 Prendre en charge les salaires de la représentation en Allemagne	579 265 773	596 643 746	614 543 059
22071020785 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/Service des Etudiants (PARIS)	45 600 000	46 968 000	48 377 040
22071020787 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie / Attaché de Sécurité	35 000 000	36 050 000	37 131 500
22071020788 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Allemagne / Attaché de Sécurité	33 000 000	33 990 000	35 009 700
22071020789 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Belgique / Attaché de Sécurité	33 000 000	33 990 000	35 009 700
22071020790 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Attaché de Sécurité	30 397 528	31 309 454	32 248 737
22071020791 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Guinée Equatoriale	206 348 133	212 538 577	218 914 734
22071020792 Prendre en charge les salaires de la Représentation en République du Congo	73 238 300	75 435 449	77 698 512
22071020793 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Tchad	60 574 200	62 391 426	64 263 169
22071020794 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Cameroun	175 717 435	180 988 959	186 418 627
22071020796 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Portugal	275 189 969	283 445 668	291 949 038
22071020797 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Mali	152 138 668	156 702 828	161 403 914

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
22071020798 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Turquie (Ankara)	225 420 967	232 183 596	239 149 104
22071020799 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Liberia	102 042 240	105 103 507	108 256 612
22071020800 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Qatar	279 445 349	287 828 709	296 463 571
22071020801 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/ Consulat Général	163 200 776	168 096 799	173 139 703
22071020802 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Vatican	458 630 839	472 389 764	486 561 457
22071020803 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Angola	202 658 185	208 737 931	215 000 068
22071020804 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Autriche	436 495 564	449 590 431	463 078 144
22071020805 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Afrique du Sud	249 942 287	257 440 556	265 163 772
22071020806 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Pays-Bas	360 741 709	371 563 960	382 710 880
22071020807 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Ethiopie	169 553 876	174 640 492	179 879 706
2 - Biens et services	17 571 101 118	17 590 645 017	18 118 489 887
22071020436 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Allemagne / Délégation du Tourisme (Berlin)	97 600 000	44 805 000	46 149 150
22071020437 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/Délégation du Tourisme (PARIS)	24 071 286	24 793 425	25 537 227
22071020438 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Espagne/Délégation du Tourisme (MADRID)	46 500 000	47 895 000	49 331 850
22071020439 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Italie/Délégation du Tourisme (MILAN)	56 258 000	57 945 740	59 684 115
22071020440 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Brésil / Délégation Tourisme (Rio de Janeiro)	129 634 683	133 253 723	137 529 435
22071020441 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) aux Etats-Unis/Délégation du Tourisme(WASHINGTON)	32 146 373	33 110 764	34 104 087
22071020442 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Canada/Délégation du Tourisme	20 000 000	20 600 000	21 218 000
22071020443 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Chine/Délégation du Tourisme (Beijing)	48 071 564	49 513 711	50 999 122
22071020444 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Afrique du Sud/Délégation du Tourisme (Pretoria)	15 480 235	15 944 642	16 422 980
22071020445 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/Min. de la Production Animale et Ressources Halieutiques	12 400 000	12 772 000	13 155 161
22071020446 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Brésil / Min. Ressources Animales et Halieutiques	68 750 650	70 813 170	72 937 566
22071020447 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Suisse/Service économique (GENEVE)	72 622 648	52 714 885	54 296 333
22071020448 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Belgique/Service économique (BRUXELLES)	51 179 000	52 714 370	54 295 803

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
22071020449 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à New-York, service économique	266 495 207	274 490 064	282 724 764
22071020450 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Afrique du Sud, service économique	167 143 890	172 158 207	177 322 953
22071020463 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Canada	170 387 500	175 499 125	180 764 099
22071020464 Gérer la paierie au Canada	6 500 000	6 695 000	6 895 850
22071020465 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Allemagne	327 356 810	337 177 514	347 292 841
22071020466 Gérer la paierie en Allemagne	6 500 000	6 695 000	6 895 850
22071020467 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Belgique	276 097 337	284 380 257	292 911 665
22071020468 Gérer la paierie en Belgique	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22071020469 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) aux Etats-Unis - Washington	628 799 931	962 843 929	991 729 247
22071020470 Gérer la paierie aux Etats-Unis - Washington	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22071020471 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Danemark	75 754 000	55 620 000	57 288 600
22071020472 Gérer la paierie au Danemark	4 000 000	3 090 000	3 182 700
22071020473 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Brésil	486 503 000	501 098 090	516 131 033
22071020474 Gérer la paierie au Brésil	5 250 000	5 407 500	5 569 726
22071020475 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Chine	334 533 000	392 105 035	403 868 186
22071020476 Gérer la paierie en Chine	6 750 000	6 952 500	7 161 075
22071020477 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Espagne	479 000 000	596 370 000	614 261 100
22071020478 Gérer la paierie en Espagne	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22071020479 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Mexique	312 291 680	417 707 930	430 239 168
22071020480 Gérer la paierie au Mexique	14 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020481 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Japon	502 762 000	517 844 860	533 380 205
22071020482 Gérer la paierie au Japon	8 204 000	8 450 120	8 703 623
22071020483 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France	638 016 353	733 417 395	755 419 918
22071020484 Gérer la paierie en France	6 500 000	6 695 000	6 895 850
22071020485 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) aux Etats-Unis/Consulat Général à New York	234 382 000	357 664 441	368 394 375
22071020486 Gérer la paierie aux Etats-Unis/Consulat Général à New York	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020487 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en IRAN - Téhéran	424 299 377	437 028 359	450 139 410
22071020488 Gérer la paierie en IRAN - Téhéran	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22071020489 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Italie	344 031 506	354 352 451	364 983 025

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
22071020490 Gérer la paierie en Italie	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22071020491 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Suisse - Berne	299 857 674	293 403 404	302 205 505
22071020492 Gérer la paierie en Suisse - Berne	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020493 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Grande-Bretagne	855 106 683	382 277 013	393 745 323
22071020494 Gérer la paierie en Grande-Bretagne	5 643 172	5 812 467	5 986 841
22071020495 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Chine/Consulat général à Guangzhou	311 342 501	300 000 652	309 000 673
22071020496 Gérer la paierie en Chine/Consulat général à Guangzhou	14 800 000	4 120 000	4 243 600
22071020497 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Vatican	335 074 356	345 126 587	355 480 383
22071020498 Gérer la paierie au Vatican	9 000 000	9 270 000	9 548 100
22071020499 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Autriche	502 949 600	481 988 087	496 447 730
22071020500 Gérer la paierie en Autriche	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020501 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Afrique du Sud	155 776 383	160 449 674	165 263 165
22071020502 Gérer la paierie en Afrique du Sud	5 875 000	6 051 250	6 232 787
22071020504 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/ Consulat Général Lyon	73 706 582	66 493 950	68 488 767
22071020505 Gérer la paierie en France/ Consulat Général Lyon	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22071020506 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Arabie Saoudite	440 802 000	454 026 060	467 646 843
22071020507 Gérer la paierie en Arabie Saoudite	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020508 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Australie	463 658 314	477 568 064	491 894 607
22071020509 Gérer la paierie en Australie	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22071020510 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Egypte	238 150 399	245 294 911	252 653 757
22071020511 Gérer la paierie en Egypte	7 150 000	7 364 500	7 585 435
22071020512 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Israël	421 519 907	434 165 504	447 190 469
22071020513 Gérer la paierie en Israël	5 250 000	5 407 500	5 569 725
22071020514 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Maroc	472 337 341	282 567 461	291 044 485
22071020515 Gérer la paierie au Maroc	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22071020516 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Tunisie	196 174 676	202 059 917	208 121 713
22071020517 Gérer la paierie en Tunisie	8 000 000	6 180 000	6 365 400
22071020518 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Corée	595 769 488	613 642 573	632 051 849
22071020519 Gérer la paierie en Corée	6 300 000	6 489 000	6 683 670
22071020520 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Burkina-Faso	177 500 000	162 225 000	167 091 750

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
22071020521 Gérer la paierie au Burkina-Faso	5 063 000	5 214 890	5 371 337
22071020522 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Ghana	350 775 000	321 851 310	331 506 850
22071020523 Gérer la paierie au Ghana	6 380 000	6 571 400	6 768 544
22071020524 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Tchad	154 287 000	158 915 610	163 683 079
22071020525 Gérer la paierie au Tchad	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22071020526 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Arabie Saoudite /Consulat Général à DJEDDAH	224 961 100	216 259 933	222 747 732
22071020527 Gérer la paierie en Arabie Saoudite /Consulat Général à DJEDDAH	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22071020528 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Sénégal	389 672 606	401 362 784	413 247 367
22071020529 Gérer la paierie au Sénégal	6 500 000	6 695 000	6 895 850
22071020530 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Russie	583 234 723	600 731 765	618 753 718
22071020531 Gérer la paierie en Russie	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22071020532 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Liban	326 250 130	336 037 634	346 118 763
22071020533 Gérer la paierie au Liban	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22071020534 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Pays-Bas	433 028 498	446 019 353	459 399 935
22071020535 Gérer la paierie au Pays-Bas	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020536 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Inde	468 993 400	483 063 202	497 559 098
22071020537 Gérer la paierie en Inde	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22071020538 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Guinée Conakry	224 080 000	230 802 400	237 726 472
22071020539 Gérer la paierie en Guinée Conakry	7 500 000	7 725 000	7 956 750
22071020540 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Libéria	224 017 800	230 738 334	237 660 484
22071020541 Gérer la paierie au Libéria	6 000 000	6 180 000	6 365 400
22071020542 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Turquie (Ankara)	274 701 515	282 942 560	291 430 838
22071020543 Gérer la paierie en Turquie (Ankara)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020544 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Mali	244 253 000	220 680 590	227 301 008
22071020545 Gérer la paierie au Mali	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020546 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Nigéria	463 472 000	456 776 160	470 479 445
22071020547 Gérer la paierie au Nigéria	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22071020548 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Portugal	262 000 000	269 860 000	277 955 800
22071020549 Gérer la paierie au Portugal	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22071020550 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au GHANA/Attaché de Sécurité	7 600 000	7 828 000	8 062 840

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
22071020551 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au NIGERIA/Attaché de Sécurité	7 300 000	7 519 000	7 744 569
22071020552 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France / Attaché de Sécurité	43 321 260	8 240 000	8 487 200
22071020553 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Belgique / Attaché de Sécurité	55 139 340	10 259 449	10 567 232
22071020554 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Allemagne / Attaché de Sécurité	55 139 340	9 270 000	9 548 100
22071020555 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Italie / Attaché de Sécurité	52 321 260	9 270 000	9 548 099
22071020556 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/Service des Etudiants (PARIS)	25 611 000	26 379 330	27 170 710
22071020557 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Afrique du Sud/Mission Culturelle	37 796 410	29 145 303	30 019 663
22071020558 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Maroc/ service culturelle	111 268 885	87 826 952	90 461 760
22071020559 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Centre culturel de Téhéran (Iran)	50 417 000	51 929 510	53 487 395
22071020560 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Washington Ministère du Commerce	61 949 000	63 807 470	65 721 696
22071020561 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Bruxelles /Ministère du Commerce	36 255 000	37 342 650	38 462 933
22071020562 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Berlin / Ministère du commerce	34 214 091	35 240 513	36 297 731
22071020563 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Londres / Ministère du commerce	53 150 000	54 744 500	56 386 836
22071020564 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Genève /Ministère du Commerce	67 312 798	54 088 182	55 710 828
22071020565 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Pékin (Chine), service commercial	42 124 000	43 387 720	44 689 352
22071020566 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au service commercial de Côte d'Ivoire à New-Delhi (Inde)	48 295 856	49 744 732	51 237 074
3 - Transferts	2 883 559 409	2 801 235 066	2 841 593 757
22071020012 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en République Démocratique du Congo	216 880 085	210 688 253	213 723 739
22071020025 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Guinée Equatoriale	343 730 895	333 917 530	338 728 434
22071020051 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en République du Congo	222 472 393	216 120 905	219 234 659
22071020055 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Ethiopie	347 200 800	337 288 371	342 147 839

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22071 Relation bilatérale	19 109 782 952	19 861 682 546	20 446 532 792
22071020072 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) Centre Régional d'Action Culturelle (CRAC) -Lomé	3 613 701	3 510 531	3 561 109
22071020083 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Angola	538 005 000	522 645 196	530 175 187
22071020107 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Algérie	239 045 839	232 221 187	235 566 905
22071020127 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Cameroun	210 915 820	204 894 266	207 846 273
22071020173 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (information, protection et négociation...) au Qatar	495 680 096	481 528 651	488 466 254
22071020451 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Gabon	203 514 780	197 704 523	200 552 942
22071020452 Gérer la paierie en Algérie	5 500 000	5 342 978	5 419 957
22071020453 Gérer la paierie au Gabon	7 500 000	7 285 879	7 390 849
22071020454 Gérer la paierie en République Démocratique du Congo	5 000 000	4 857 252	4 927 234
22071020455 Gérer la paierie en Angola	7 000 000	6 800 153	6 898 126
22071020456 Gérer la paierie en Ethiopie	5 000 000	4 857 252	4 927 234
22071020457 Gérer la paierie au Qatar	17 800 000	17 291 818	17 540 948
22071020459 Gérer la paierie au Cameroun	5 200 000	5 051 543	5 124 323
22071020460 Gérer la paierie en Guinée Equatoriale	5 500 000	5 342 978	5 419 957
22071020462 Gérer la paierie en République du Congo	4 000 000	3 885 800	3 941 788
4 - Investissements	3 221 000 000	5 445 212 593	8 112 818 076
Trésor	3 221 000 000	5 445 212 593	8 112 818 076
22071020646 Réhabilitation Résidence et Chancellerie MADRID	300 000 000	523 410 374	779 828 716
22071020647 Acquisition de Chancellerie à Lisbonne	734 671 840	1 281 782 876	1 909 727 326
22071020652 Réhabilitation de la chancellerie et résidence BRUXELLES	300 000 000	523 410 374	779 828 716
22071020657 Construction Chancellerie Bamako (Mali)	206 328 160	359 980 998	536 335 414
22071020658 Construction de la chancellerie Monrovia (Liberia)	150 000 000	261 705 187	389 914 358
22071020659 Démolition & reconstruction Chancellerie & Résidence Dakar	280 000 000	488 516 349	727 840 135
22071020664 Construction de la Résidence et de la Chancellerie à Riyad	250 000 000	436 175 312	649 857 263
22071020667 Démolition & Reconstruction Résidence Tokyo	200 000 000	348 940 250	519 885 811
22071020670 Réhabilitation Résidence et Chancellerie à Ottawa	300 000 000	523 410 374	779 828 716
22071020671 Réhabilitation résidence Washington	500 000 000	697 880 499	1 039 771 621

II.2.3. Programme 3 : Relation Multilatérale

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Relation Multilatérale	Action 3.1: Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale
	Action 3.2: Suivi de la relation multilatérale

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Relation Multilatérale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Accroître l'influence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux.	Nombre d'organisations internationales pour lesquelles la Côte d'Ivoire est à jour de ses contributions sur les 308.	70	100	110	115	Dénombrement Source : DAF /DGRM
	Nombre de cadres ivoiriens placés dans les Organismes Internationaux à l'initiative du Gouvernement	02	05	08	10	Dénombrement Source : DGRM
OS 2 : Diversifier les leviers de la relation multilatérale	Existence de documents de stratégie	NON	OUI	OUI	OUI	Documents de stratégie disponibles (Oui/Non) Source : DGRM/ DSP/ DAF
	Nombre d'Organisations Régionales et Internationales dont le document de stratégies a été élaboré.	0	02	03	04	Dénombrement Source : DGRM/ DDE/ DSP

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : RELATION MULTINATIONALE		7 560 551 397	8 570 059 116	8 714 027 479
	Dépenses de personnel	4 001 263 762	4 121 301 674	4 244 940 726
	Dépenses en biens et services	3 551 482 041	4 441 174 694	4 461 394 757
	Transferts	7 805 594	7 582 748	7 691 996
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22072 Relation multilatérale	7 560 551 397	8 570 059 116	8 714 027 479
2207201 Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale	238 000 000	456 160 940	356 830 940
2 - Biens et services	238 000 000	456 160 940	356 830 940
22072010001 Coordonner les activités de la CI avec les organisations internationales	16 500 000	178 000 000	82 500 000
22072010002 Renforcer la présence et le leadership de la CI au Conseil de Sécurité de l'ONU	190 000 000	190 000 000	190 000 000
22072010003 Coordonner la mise œuvre de la stratégie des relations multilatérales	16 500 000	41 600 000	37 770 000
22072010004 Coordonner les activités de la CI avec l'ONU et les Institutions Spécialisées des Nations-Unies	15 000 000	46 560 940	46 560 940
2207202 Suivi de la relation multilatérale	7 322 551 397	8 113 898 176	8 357 196 539
1 - Personnels	4 001 263 762	4 121 301 674	4 244 940 726
22072020064 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse-Genève	1 164 976 773	1 199 926 076	1 235 923 859
22072020065 Prendre en charge les salaires de la représentation auprès de la Francophonie - Paris	241 105 813	248 338 988	255 789 157
22072020066 Prendre en charge les salaires de la représentation aux Etats-Unis New-York	1 069 151 280	1 101 225 818	1 134 262 593
22072020067 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Délégation Ivoirienne à Interpol - Lyon	1 180 710	1 216 131	1 252 615
22072020068 Prendre en charge les salaires de la Représentation à l'UNESCO	356 908 861	367 616 127	378 644 610
22072020069 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente auprès de l'Union Européenne	318 530 477	328 086 391	337 928 983
22072020070 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Vienne / Bureau Permanent du MIPSP auprès de l'ONUDI-VIENNE	107 140 000	110 354 200	113 664 826
22072020071 Prendre en charge les salaires de l'Equipe d'Animation Conseil de Sécurité de l'ONU/ New-York	377 920 800	389 258 424	400 936 177
22072020072 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente de Côte d'Ivoire auprès de l'O.M.C.	131 657 925	135 607 663	139 675 893
22072020073 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente C.I auprès de FAO, PAM, FIDA/Rome (Italie)	232 691 123	239 671 856	246 862 013
2 - Biens et services	3 313 482 041	3 985 013 754	4 104 563 817
22072020034 Gérer la Paierie auprès de la Francophonie - Paris	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22072020037 Gérer la paierie auprès de l'Union Européenne	9 000 000	9 270 000	9 548 100
22072020041 Gérer la paierie aux Etats-Unis - New-York	6 778 670	6 982 030	7 191 491
22072020044 Gérer la paierie à l'UNESCO	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22072020046 Gérer la paierie en Suisse - Genève	6 871 500	7 077 645	7 289 624
22072020049 Gérer la paierie C.I auprès de FAO, PAM, FIDA/Rome (Italie)	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22072020051 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI à LONDRES auprès des Organisations Internationales	3 400 000	3 502 000	3 607 060
22072020053 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de la francophonie	360 425 000	475 061 750	489 313 603
22072020054 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès des Nations Unies/Gestion Assemblée Générale des Nations Unies	15 000 000	15 450 000	15 913 500
22072020055 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'Union Européenne	249 589 764	338 860 739	349 026 560
22072020056 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI avec l'ONU et ses Institutions spécialisées au Conseil de Sécurité de l'ONU / New - York	536 780 000	947 128 367	975 542 218
22072020057 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI à Vienne/Bureau Permanent du MIPSP auprès de l'ONUDI-VIENNE	70 275 053	72 383 305	74 554 805
22072020058 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'O.M.C	66 037 925	44 329 063	45 658 935

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22072 Relation multilatérale	7 560 551 397	8 570 059 116	8 714 027 479
22072020059 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI avec les organisations internationales aux Etats-Unis - New-York	530 719 200	546 640 776	563 040 001
22072020060 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de FAO, PAM, FIDA/Rome (Italie)	456 200 000	509 541 000	524 827 230
22072020061 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'UNESCO	272 889 469	281 076 153	289 508 438
22072020062 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI en FRANCE/Délégation Ivoirienne à Interpol (Lyon)	26 765 000	27 567 951	28 394 989
22072020063 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI avec les organisations internationales en Suisse - Genève	685 750 460	682 632 975	703 111 963
3 - Transferts	7 805 594	7 582 748	7 691 996
22072020052 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès du Secrétariat Général du Groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique	7 805 594	7 582 748	7 691 996

II.2.4. Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques et consulaires

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques et consulaires	Action 4.1: Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du Protocole d'Etat, des Affaires Juridiques et Consulaires
	Action 4.2: Protection des réfugiés et apatrides

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et Etat-civil						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Gérer et améliorer la qualité des services des privilèges et immunités diplomatiques et des corps assimilés	Délai moyen de traitement des dossiers (visa, cartes d'identité diplomatiques et consulaires, plaque d'immatriculation, exonération et carburant) (jours)	8	5	3	2	Dénombrement Sources : DGPE
OS 2 : Améliorer la qualité du service de l'état civil et l'assistance des ivoiriens de l'étranger	Durée de traitement des dossiers d'état civil et authentification ((jours)	14	07	07	07	Dénombrement Sources : DGAJCEC

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV : PROTOCOLE D'ETAT, AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSULAIRES		229 516 000	381 512 600	375 720 300
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	229 516 000	381 512 600	375 720 300
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22073 Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	229 516 000	381 512 600	375 720 300
2207301 Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du protocole d'Etat, des affaires juridiques et consulaires	171 896 000	345 892 600	340 100 300
2 - Biens et services	171 896 000	345 892 600	340 100 300
22073010001 Suivre les négociations, la ratification et l'application des Conventions, Traités et Accords internationaux	30 500 000	62 358 300	61 071 000
22073010002 Organiser l'accueil et le cérémonial du Ministère	24 000 000	24 000 000	24 000 000
22073010003 Organiser l'accueil et le cérémonial au niveau national (Président de la République et Présidents des Institutions)	29 200 000	29 200 000	29 200 000
22073010004 Superviser les activités liées au Protocole d'Etat	24 000 000	24 000 000	24 000 000
22073010005 Produire les actes d'état civil des ivoiriens de l'extérieur	24 000 000	92 834 300	94 334 300
22073010006 Traiter les questions de franchises, de privilèges et Immunités	14 000 000	37 500 000	31 495 000
22073010007 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	26 196 000	76 000 000	76 000 000
2207302 Protection des réfugiés et apatrides	57 620 000	35 620 000	35 620 000
2 - Biens et services	57 620 000	35 620 000	35 620 000
22073020001 Aider et secourir les réfugiés et apatrides	57 620 000	35 620 000	35 620 000

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le faible dynamisme de certains secteurs porteurs de croissance ;
- la faiblesse du recouvrement des recettes non fiscales au regard du potentiel existant ;
- l'insuffisance de formation des agents par rapport à la réorganisation de la Direction de la Dette Publique et des Dons en Front -Middle-Back Office ;
- la multiplicité des comptes de l'État dans certaines banques commerciales, entravant ainsi la gestion efficiente de la trésorerie des Administrations Publiques ;
- les tensions de trésorerie ;
- l'absence du cadre réglementaire de tenue de la comptabilité des matières ;
- l'insuffisance du financement du PND ;
- le retard dans la mise en œuvre des réformes de finances publiques ;
- le faible niveau des crédits à long terme ;
- la faible inclusion financière ;
- la fragilité des systèmes financiers décentralisés ;
- l'insuffisance de financement de la commande publique ;
- la faible digitalisation des moyens de paiement.

I.1.2. Réponses apportées

- la conclusion de programmes économiques et financiers avec les institutions financières (FMI, BM, BAD) assortis de documents cadres (mémoire de politiques économiques) indiquant les mesures en faveur de la consolidation de la croissance ;
- la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités de l'ensemble du personnel du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- l'opérationnalisation du Compte Unique du Trésor en vue d'une gestion plus active de la trésorerie ;
- la prise de mesures en vue de l'apurement et de la non constitution de passifs ;
- la mise en œuvre du Schéma Directeur de Réformes des Finances Publiques 2018-2020 ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du système financier ;
- la création et l'opérationnalisation de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ;
- le renforcement du suivi de la convention entre l'État et l'Association des Professionnels des Banques et Établissements Financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI) pour le financement de la commande publique ;
- la prise de mesures pour encadrer les avances de trésorerie.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;
- l'optimisation de la gestion des ressources mobilisées ;
- la mise en œuvre des réformes visant à assainir la gestion des finances publiques et garantir la stabilité du cadre macroéconomique ;
- le maintien du dynamisme tiré par l'investissement public et privé, à moyen terme, pour bâtir une situation durable ;

- la mise en œuvre de la stratégie de Développement du Secteur Financier afin de répondre aux exigences de financement des activités d'un pays émergent ;
- la digitalisation des moyens de paiement et l'inclusion financière des populations ainsi que des PME / PMI.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- La mobilisation des financements nécessaires à l'action gouvernementale :
 - la réalisation des objectifs de mobilisation de ressources sur le marché financier et monétaire afin de procéder au paiement, à bonne date, des décomptes découlant de l'exécution des projets d'investissement ;
 - le renforcement des actions en faveur de l'amélioration de la capacité d'absorption en adossant les décaissements financiers sur les exécutions physiques des différents projets ;
- la formulation et le pilotage efficace des politiques économiques ;
- la conclusion et la mise en œuvre avec succès d'un nouveau programme économique et financier soutenu par les Institutions de Bretton Woods ;
- l'assainissement des finances publiques, la gestion de la trésorerie de façon optimale et fiable ;
- la tenue d'une comptabilité publique conforme aux meilleures pratiques et normes internationales ;
- la poursuite de la réforme du secteur financier ;
- le soutien au secteur privé, l'amélioration continue du climat des affaires et la contribution à l'intégration du marché régional.

I.2.2. Résultats stratégiques

- L'administration est moderne et performante ;
- l'écart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel est réduit ;
- le nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires est réduit ;
- les documents produits sont diffusés ;
- les objectifs de mobilisation des recettes assignés sont atteints ;
- les objectifs d'apurement de la dette fournisseur sont atteints ;
- le nombre de structures ayant des irrégularités majeures est réduit ;
- les objectifs de remboursement de la dette publique sont réalisés.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Économie et des Finances (MEF) assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière économique :

- gestion macroéconomique et libéralisation de l'économie ;
- suivi et gestion des dimensions économiques de l'intégration ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de financement, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et Portefeuille de l'État ;
- participation au développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Étrangères et du Commerce.

I.3.2. En matière financière :

- gestion de la liquidation des banques et des établissements financiers, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, et gestion de la liquidation des biens immobiliers, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- organisation et contrôle de la comptabilité publique et du trésor ;
- contrôle de la comptabilité matières de l'ensemble de l'Administration ;
- représentation de l'État dans les Conseils d'administration des banques et des établissements financiers, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État et les Ministères de tutelle technique ;
- représentation de l'État dans les Assemblées générales constitutives et Assemblées générales des banques et des établissements financiers ;
- participation à la gestion de la liquidation des Établissements Publics Nationaux, des Sociétés d'État et des Sociétés à Participation Financière Publique, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, et participation à la gestion de la liquidation des biens immobiliers, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- gestion de la dette publique intérieure et extérieure ;
- négociation et signature des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêts, les emprunts et les conventions à paiement différé contractés par l'État, les collectivités décentralisées, les Établissements Publics Nationaux et les Sociétés d'État, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'État à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, de la Construction et du Budget.

I.3.3. En matière monétaire :

- élaboration et application de la Réglementation relative aux organismes publics et privés intervenant dans les domaines de la monnaie, du crédit, des opérations boursières, des changes, des assurances et suivi de l'application des règles d'organisation et des orientations édictées en ces domaines ;
- suivi des relations avec les institutions d'émission monétaire ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux à caractère monétaire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière ;
- Programme 3 : Trésor et Comptabilité publique ;
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, CRSGFP, CPIA, CPIF, OQSF-CI, Comité de Suivi de l'Initiative « Compact with Africa » du G20, CMEF, COMOREX, Service Courrier (Cabinet MEF), Service Communication (Cabinet MEF), Service de la planification et du suivi-évaluation (Cabinet MEF), ABR, CSPPBM, Cellule de coordination et de suivi des projets de la zone Asie, Comité de coordination PLBC-FTPADM, Cellule de suivi du fonds d'études, CSFRIF, DAFP, CPMP/MEF, DDAP, DRH, DRH/ Institut des Finances, ONCE, APIF, CDC-CI, Cellule MCC, Cellule Genre.	<ul style="list-style-type: none"> - Commission Nationale Fonds Environnement Mondial - Fonds de Garantie Automobile (FGA) 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet Migration logiciel GESPERS vers ORACLE - Programme de Développement du Secteur Financier (PDSFI) - Appui CCCCI-UE - Don de Gouvernance et Développement Institutionnel (DGDI) - Fonds d'études - Restructuration des banques et établissements financiers - Projet d'appui à la gestion économique et financière (PAGEF) - Projet de construction de l'Institut des Finances 	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution au financement du programme 4 de l'AFRITAC de l'ouest - PGEDS (Programme de Gouvernance Economique et de Délivrance des Services de Base au Citoyens)
Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	DGE, DPPSE, DPCEI, DESDP, DAFER, SRHMG, SIM, SCD, SQN, SAJRE, SSDSPP, COMDEF, CTSPEF, CACE, CIC, Comité PSFP, CONFIP DGE.		<ul style="list-style-type: none"> - Projet de développement du secteur privé - Aménagement et équipement des services de la Promotion Economique Extérieure 	
Programme 3 : Trésor et Comptabilité publique	DGTCP, IGT, ACCC, AJT, ACCT, DECFINEX, DRH, DFSPS, RGF, DA, PGT, DPPD, PGE, DCP, PGSP, ACCD, DCSSPEF, PGI, DRSSFD, DCRP, DEMO, DMG, DF, DDA, DSI, DQN, PGDP, PGA, IRT, Trésoreries Générales, Paieries de District, Paieries de Région, Paieries à l'Etranger, Trésoreries Principales, Trésoreries, Agences Comptables auprès des EPN, Agences Comptables des projets, COSTEIF, CNDP, CNM	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation immeuble ex-BCEAO - Construction de 22 postes comptables - Mise en place du Compte Unique du Trésor 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Optimiser la gouvernance de l'administration économique et financière	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux d'exécution du budget du Ministère	Budget exécuté / crédits autorisés du budget actuel Source : DAF
		IP 1.1.2 : Taux de réalisation des activités planifiées du Ministère	Nombre d'activités planifiées et réalisées / nombre total d'activités planifiées Source : Cabinet
OG 2 : moderniser le pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire.	RS 2.1 : l'écart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel est réduit	IP 2.1.1 : Ecart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel	Ecart entre l'estimation officielle du PIB réel de l'année (n) effectuée en mars (n+1) et la prévision officielle du PIB de l'année n ayant servi à l'élaboration du budget de l'année (n). Source : le cadrage macroéconomique de mars (n+1) et le Rapport Economique et Financier (REF) accompagnant le budget de l'année (n) / DGE
	RS 2.2 : le Nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires est réduit	IP 2.2.1 : Nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires (REF, Mémoire des politiques économiques et financières, Rapport du PPC, Rapport à fin décembre de la surveillance multilatérale, Rapport à fin décembre de suivi de l'exécution des projets communautaires)	Dénombrement Source : DGE
	RS 2.3 : les documents produits sont diffusés	IP 2.3.1 : Taux moyen de diffusion des productions dans les délais	Nombre de documents diffusés / nombre de documents produits Source : DGE
OG 3 : Gérer les ressources publiques et superviser le secteur financier	RS 3.1 : les objectifs de mobilisation des recettes assignés sont atteints	IP 3.1.1 : Taux de mobilisation des ressources publiques	Montant des recettes mobilisées / montant des recettes prévues Source : Balance Générale des Comptes du Trésor Compte de résultat
	RS 3.2 : les objectifs d'apurement de la dette fournisseur sont atteints	IP 3.2 .1: Variation nette des exigibles	Différence entre la dette flottante accumulée à l'année n (en cours) et les paiements effectués / la dette flottante de l'année n-1 (Accumulation – Réduction) Source : Situation consolidée des restes à payer du Trésor
	RS 3.3 : le nombre de structures ayant des irrégularités majeures est réduit	IP 3.3.1 : Proportion de structures respectant la Réglementation du secteur financier	Nombre de structures ayant des irrégularités majeures / Nombre total de structures identifiées Source : Rapport annuel du Trésor Public
	RS 3.4 : les objectifs de remboursement de la dette publique sont réalisés	IP 3.4.1: valeur nominale de la dette	Service payé / service dû Source : Situation détaillée de la dette (MAD : Matrice d'Analyse de la Dette) / DDPD

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	75 329 236 842	70 575 745 160	77 140 737 448
1.1 Ressources Intérieures	62 401 036 842	70 575 745 160	77 140 737 448
1.1.1 Budget État	62 401 036 842	70 575 745 160	77 140 737 448
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	12 928 200 000	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	12 928 200 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	75 329 236 842	70 575 745 160	77 140 737 448
2.1 Personnel	20 211 073 528	20 221 197 762	20 385 383 139
2.1.1 Solde y compris EPN	20 211 073 528	20 221 197 762	20 385 383 139
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	12 964 412 764	16 889 607 420	17 801 188 700
2.3 Transferts et subventions	12 846 042 418	12 771 666 032	13 022 264 939
2.4 Investissement*	29 307 708 132	20 693 273 946	25 931 900 670
Trésor	16 379 508 132	20 693 273 946	25 931 900 670
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	12 928 200 000	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2 : Information et communication
	Action 1.3 : Gestion des contentieux de l'Etat
	Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.5 : Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : améliorer la coordination des activités et l'image du Ministère	Nombre de réunions de suivi du Plan d'Actions Opérationnelles (PAO) du Ministère tenues	2	2	2	2	Dénombrement Source de vérification : Comptes rendu de réunions de coordination / Cabinet
	Taux de réalisation des activités du Plan d'Actions Opérationnelles (PAO) du Ministère	81,70%	90%	95%	97%	Nombre d'activités planifiées et réalisées / Nombre total d'activités planifiées Source de vérification : Rapports d'activités
	Nombre de rapports trimestriels de suivi du PAO produit dans les délais	2	4	4	4	Dénombrement Source de vérification: Rapport trimestriel/ Service Communication
OS.2 : assurer une gestion optimale des ressources humaines, Matérielles et financières du Ministère	Taux de satisfaction des besoins en matériel exprimés	N/D	55%	60%	65%	Nombre de besoins en matériel satisfaits / Nombre de besoins en matériel exprimé Source : Enquête de satisfaction
	Taux de réalisation du plan de formation du MEF	42%	75%	80%	90%	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	100%	100%	100%	100%	Nombre de besoins satisfaits / Nombre de besoins exprimés Moyen de vérification : Rapport d'activités

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS .3 : améliorer la planification, le suivi-évaluation des activités et la production des statistiques	Nombre de documents de planification élaborés et transmis dans les délais	2	2	2	2	Dénombrement Source : Plan de Travail Annuel (PTA), Programme d'Investissements Publics (PIP)
	Nombre de rapports de suivi de la mise en œuvre des documents de planification du MEF	0	8	8	8	Dénombrement Source : Service de la planification et du suivi-évaluation (Cabinet MEF)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		62 115 258 239	55 963 489 491	61 473 083 763
	Dépenses de personnel	18 563 963 649	18 649 044 541	18 776 506 801
	Dépenses en biens et services	9 806 200 993	12 446 647 994	13 023 089 322
	Transferts (1)	5 179 042 418	5 118 666 032	5 148 264 939
	Investissements	28 566 051 179	19 749 130 924	24 525 222 701
	<i>Trésor</i>	15 637 851 179	19 749 130 924	24 525 222 701
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	12 928 200 000	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21032 Administration Générale	62 115 258 239	55 963 489 491	61 473 083 763
2103201 Coordination et animation du ministère	2 922 008 054	4 518 646 664	4 516 074 774
1 - Personnels	410 056 996	384 060 487	394 472 637
21032010029 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat du Comité de Coordination PLBC-FTPADM	80 844 842	75 719 497	77 772 306
21032010030 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI)	105 819 661	99 110 979	101 797 948
21032010031 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat DAF MEF	143 392 493	134 301 795	137 942 811
21032010032 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat du Cabinet MEF	80 000 000	74 928 216	76 959 572

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21032 Administration Générale	62 115 258 239	55 963 489 491	61 473 083 763
2 - Biens et services	2 511 951 058	4 134 586 177	4 121 602 137
21032010002 Promouvoir l'Inclusion Financière en Côte d'Ivoire (APIF)	103 090 923	677 000 000	700 000 000
21032010003 Coordonner les activités du Fonds pour l'environnement mondial (CNFEM)	131 169 400	131 139 400	131 139 400
21032010004 Animer le Comité Monétaire, Economique et Financier (CMEF)	7 457 788	7 681 522	7 911 967
21032010005 Faire le suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale	39 991 194	41 190 930	42 426 658
21032010006 Faire le suivi du Fonds d'Etudes	39 532 727	40 718 709	41 940 270
21032010007 Suivre et évaluer la compétitivité des entreprises (ONCE)	81 357 698	81 000 000	83 000 000
21032010008 Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (OQSF)	96 838 935	327 634 981	348 924 268
21032010009 Contribuer à l'accroissement de la performance dans la Mobilisation et l'utilisation des Ressources Extérieures (COMOREX)	60 000 000	69 000 000	68 000 000
21032010010 Coordonner les Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive (PLBC-FTPADM)	36 396 492	37 488 387	37 488 387
21032010011 Coordonner toutes les activités de mobilisation et de gestion des financements ainsi que les relations avec les Institutions Financières (CSFRIF)	39 991 194	41 190 930	42 426 658
21032010012 Coordonner et suivre les projets de la zone Asie	40 528 184	41 744 030	42 996 351
21032010013 Organiser la concertation autour des préoccupations du secteur privé (SE-CCESP)	480 441 279	735 216 497	735 216 497
21032010014 Suivre la mise en œuvre de l'Initiative "Compact with Africa" du G20 (Cs-Compact G20)	7 457 788	7 681 522	7 911 967
21032010017 Conserver et gérer de façon sécurisée les fonds publics et privés (CDC-CI)	100 000 000	103 000 000	106 090 000
21032010018 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière économique, monétaire et financière	43 000 000	69 500 000	69 500 000
21032010019 Prendre en charge les Dépenses centralisées du CABINET - MEF	906 290 251	1 027 117 747	1 027 117 747
21032010020 Mener les réflexions stratégiques sur l'amélioration de la qualité des politiques et des institutions nationales (CPIA)	7 457 788	7 681 522	7 911 967
21032010021 Faire le suivi de l'Appui Budgétaire régional (ABR)	24 887 173	38 100 000	38 100 000
21032010022 Prendre en charge les Dépenses d'entretien de la Résidence du Ministre chargé de l'Economie et des Finances	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21032010023 Analyser et traiter les Informations Financières faisant l'objet de déclaration de soupçon (CENTIF)	182 062 244	515 000 000	448 000 000
21032010024 Élaborer, suivre et évaluer le plan d'actions stratégique du Ministère	40 000 000	75 000 000	75 000 000
21032010027 Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (PDSFI)	40 000 000	56 500 000	56 500 000
2103202 Information et communication	81 524 398	201 192 960	206 520 749
2 - Biens et services	81 524 398	201 192 960	206 520 749
21032020001 Développer des solutions informatique et faire la maintenance du parc informatique de la DAFP	31 024 398	31 955 130	32 913 784
21032020002 Réaliser les activités de documentation et d'archivage	35 000 000	145 637 830	150 006 965
21032020003 Mettre en œuvre le plan de communication du Ministère	2 500 000	2 500 000	2 500 000
21032020004 Gérer le courrier du Ministère	13 000 000	21 100 000	21 100 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21032 Administration Générale	62 115 258 239	55 963 489 491	61 473 083 763
2103203 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	59 071 728 264	51 094 222 929	56 613 802 892
1 - Personnels	18 153 906 653	18 264 984 054	18 382 034 164
21032030047 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	18 033 446 053	18 147 607 388	18 262 386 838
21032030068 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CNFEM	60 331 641	61 059 721	61 803 588
21032030071 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/ Suivi PADESFI	22 928 959	21 475 325	22 057 536
21032030072 Prendre en charge le salaire du personnel de la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne	30 000 000	28 098 081	28 859 840
21032030073 Prendre en charge le salaire du personnel de l'Institut des Finances	4 200 000	3 933 731	4 040 378
21032030074 Prendre en charge le salaire du personnel du Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures(COMOREX)	3 000 000	2 809 808	2 885 984
2 - Biens et services	7 172 728 014	7 961 441 919	8 558 281 088
21032030001 Gérer la commande publique du ministère (CPMP)	7 569 655	7 796 745	8 030 647
21032030002 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD - PAP	75 192 990	77 448 780	79 772 243
21032030010 Prendre en charge les Dépenses relatives au Séminaires et Conférence en CI (MEF-DAFP)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21032030011 Gérer les Immeubles du Stade I & II	933 919 141	961 936 715	990 794 816
21032030012 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	4 963 373 009	5 490 777 549	6 095 482 488
21032030019 Prendre en charge les Dépenses centralisées DAFP	96 664 113	103 993 036	107 112 826
21032030020 Traiter les dossiers de paiement des conventions d'assistance technique BNETD	26 216 790	27 003 294	27 813 393
21032030021 Suivre l'exécution du budget et tenir la comptabilité budgétaire du Ministère	77 262 683	79 580 563	81 967 980
21032030029 Prendre en charge les Dépenses de la régie (convention BNETD MEF)	198 000 000	198 000 000	198 000 000
21032030034 Favoriser l'amélioration de l'environnement du travail	5 389 912	8 000 000	8 000 000
21032030043 Gérer les ressources humaines du MEF	76 966 550	199 348 429	147 548 429
21032030051 Renforcer les capacités des agents des administrations économiques et financières	98 291 365	155 800 000	160 800 000
21032030052 Renforcer les capacités des agents du ministère	20 881 806	21 508 260	22 153 508
21032030053 Gérer le Fonds de Garantie Automobile	100 000 000	136 708 548	136 708 558
21032030065 Suivre le patrimoine du Ministère	18 000 000	18 540 000	19 096 200
21032030070 Prendre en charge les Dépenses de la solde (Gestion des conférences et missions hors CI - M E F)	425 000 000	425 000 000	425 000 000
3 - Transferts	5 179 042 418	5 118 666 032	5 148 264 939
21032030014 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire au Fonds Mondial pour l'Environnement	2 514 589 484	2 514 589 484	2 514 589 484
21032030016 Réaliser les transferts pour le compte de la Convention d'Assistance Technique MEF/SNDI	571 825 383	555 500 025	563 503 365
21032030031 Réaliser les transferts pour le compte du Syndic Copropriété Immeuble SCIAM	637 063 849	618 875 963	627 792 388
21032030032 Prendre en charge la subvention au profit de la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne	472 860 117	459 360 173	465 978 383

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21032 Administration Générale	62 115 258 239	55 963 489 491	61 473 083 763
21032030035 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire à la Fondation pour Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF/Trust-Fund)	100 000	97 145	98 545
21032030038 Prendre en charge la rémunération des experts de la Convention BNETD MEF	549 660 055	549 660 055	549 660 055
21032030042 Réaliser les transferts pour le compte du Fonds de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente	200 919 902	195 183 729	197 995 829
21032030050 Réaliser les transferts pour le compte de l'Institut africain de Dévpt Economique et de Planification (IDEP)	2 000 000	1 942 901	1 970 893
21032030055 Réaliser les transferts pour le compte de la Bourse de Sous -Traitance	230 023 628	223 456 557	226 675 997
4 - Investissements	28 566 051 179	19 749 130 924	24 525 222 701
Trésor	15 637 851 179	19 749 130 924	24 525 222 701
21032030017 Projet de construction de l'Institut des Finances (IDF)	32 345 240	56 432 781	84 079 157
21032030058 Coordonner le Projet de Restructuration banques et établissements financiers	5 000 000 000	8 723 506 238	12 997 145 267
21032030060 Coordonner le Projet Migration logiciel GESPERS vers ORACLE/SNDI (licence et maintenance)	9 916 392	17 301 141	25 776 957
21032030061 Gérer le Fonds Spécial dédié aux Etudes (Fonds d'Etudes)	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
21032030062 Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF	209 775 000	278 759 642	415 323 777
21032030063 Ouvrir 14 bureau relais du Fonds de Garantie Automobile (FGA)	20 000 000	34 894 025	51 988 581
21032030064 Acquérir un terrain nu et réaliser des études pour la construction de seconde cité Financière du Ministère	122 116 980	213 057 648	317 434 426
21032030066 Coordonner le projet d'amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS)	64 980 147	113 370 943	168 911 282
21032030067 Apporter un Appui à la cellule de Coordination de la coopération Côte d'Ivoire -Union Européenne	178 717 420	311 808 506	464 563 254
Financement extérieur	12 928 200 000	0	0
21032030062 Projet d'Appui à la Gestion Économique et Financière/PAGEF	428 200 000	0	0
21032030066 Coordonner le projet d'amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS)	12 500 000 000	0	0
2103204 Planification, programmation et suivi-évaluation	26 339 058	60 023 250	61 823 948
2 - Biens et services	26 339 058	60 023 250	61 823 948
21032040001 Organiser la planification générale des activités du Ministère	26 339 058	60 023 250	61 823 948
2103205 Gestion des contentieux de l'Etat	13 658 465	89 403 688	74 861 400
2 - Biens et services	13 658 465	89 403 688	74 861 400
21032050001 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat	2 173 824	67 500 000	53 000 000
21032050002 Réparer les préjudices subis du fait des activités de l'Etat	600 000	1 000 000	1 000 000
21032050003 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription de Daloa	6 530 785	15 100 000	14 900 000
21032050004 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription d'Abengourou	2 176 928	4 303 688	4 461 400
21032050005 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription de Bouaké	2 176 928	1 500 000	1 500 000

II.2.2. Programme 2 : Gestion Macroéconomique et Politique Economique et Financière

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	Action 2.1 : Pilotage des politiques économiques et financières
	Action 2.2 : Soutien au développement du secteur privé et contribution à l'orientation des politiques économiques
	Action 2.3 : Contribution au développement de l'entrepreneuriat public
	Action 2.4 : Promotion et coopération économique internationale
	Action 2.5 : Contribution au renforcement de l'intégration économique régionale
	Action 2.6 : Coordination des activités du programme 2
	Action 2.7 : Gestion efficiente des ressources du programme

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion macroéconomique et Pilotage de la politique économique et financière						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : renforcer le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire	Nombre de rapport d'étape de mise en œuvre des politiques économiques et financières élaborés et transmis dans les délais	2	2	2	2	Ces rapports doivent être produits semestriellement et transmis à la hiérarchie au plus tard 45 jours après la fin de chaque semestre. Les moyens de vérification sont les copies des rapports et les dates de transmission.
	Ecart (en point de %) de prévision sur le taux de croissance du PIB réel.	0,9	Inférieur égal à 1	Inférieur égal à 1	Inférieur égal à 1	Ecart entre l'estimation officielle du PIB réel de l'année (n) effectuée en mars (n+1) et la prévision officielle du PIB de l'année (n) ayant servi à l'élaboration du budget de l'année (n). Les moyens de vérification sont le cadrage macroéconomique de mars (n+1) et le rapport économique et financier (REF) accompagnant le budget de l'année (n). Source : DGE/DPPSE
	Proportion de modèles utilisés	1/5	2/5	3/5	4/5	Nombre de modèles utilisés/ nombre de modèles développés (05). Copie des modèles et manuels d'utilisation Source : DGE/DPPSE
	Nombre de rapports d'études d'impact de politiques économiques produits et transmis dans les délais	2	2	2	3	Ces rapports doivent être produits et transmis dans les délais. Les moyens de vérification sont les copies des rapports et les dates de transmission. Sources : DGE/DESDP
OS 2 : promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale	Nombre de SPEE créés	2	2	3	4	Dénombrement Source : Rapport d'implantation des SPEE
	Proportion de SPEE fonctionnels	100%	100%	100%	100%	Nombre de SPEE fonctionnels / Nombre de SPEE créés Source : Rapport d'activités
	Retard moyen de transmission des documents communautaires (Rapport sur la surveillance multilatérale ; Rapport sur l'exécution des projets communautaires, Rapport du programme Pluriannuel de Convergence)	30 jours	24 jours	21 jours	20 jours	Dénombrement Source : DGE / DAFER

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : GESTION MACROECONOMIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE		1 486 040 592	2 722 973 523	3 100 128 808
	Dépenses de personnel	285 980 000	267 849 638	275 111 231
	Dépenses en biens et services	1 159 400 000	2 384 183 300	2 719 323 252
	Transferts	0	0	0
	Investissements	40 660 592	70 940 585	105 694 325
	<i>Trésor</i>	40 660 592	70 940 585	105 694 325
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 486 040 592	2 722 973 523	3 100 128 808
2203301 Pilotage des politiques économiques et financières	89 909 270	441 203 780	567 389 758
2 - Biens et services	89 909 270	441 203 780	567 389 758
22033010002 Développer les solutions et faire la maintenance du parc informatique de la DPPSE	10 000 000	14 004 000	16 220 000
22033010003 Gérer la base de données des statistiques économiques et financières	39 500 000	62 649 780	69 764 758
22033010005 Prendre en charge les Dépenses centralisées (DPPSE)	10 909 270	20 000 000	30 000 000
22033010007 Coordonner les activités d'Elaboration du cadre macroéconomique (Secteur réel, TOFE, balance des paiements prévisionnelle) et de suivi de la conjoncture économique	27 500 000	34 550 000	37 405 000
22033010008 Elaborer le cadre analytique du système de statistiques des finances publiques	2 000 000	310 000 000	414 000 000
2203302 Soutien au développement du secteur privé et contribution à l'orientation des politiques économiques	362 675 542	422 582 284	442 323 977
1 - Personnels	285 980 000	267 849 638	275 111 231
22033020003 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Cellule de Renforcement des Capacités	95 000 000	88 977 256	91 389 492
22033020004 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité de Suivi et de Gestion Données Economiques et financiers/DPPSE	17 460 000	16 353 083	16 796 427
22033020005 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Cellule Technique du Suivi Prog Economique et Financier (DPPSE)	173 520 000	162 519 299	166 925 312

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 486 040 592	2 722 973 523	3 100 128 808
2 - Biens et services	41 034 950	92 515 567	74 515 567
	41 034 950	92 515 567	74 515 567
4 - Investissements	35 660 592	62 217 079	92 697 179
Trésor	35 660 592	62 217 079	92 697 179
22033020002 Système national de production de l'information socio-économique en Côte d'Ivoire, dénommé "la Côte d'Ivoire en chiffre"	35 660 592	62 217 079	92 697 179
2203303 Contribution au développement de l'entrepreneuriat public	8 377 240	15 125 682	16 325 682
2 - Biens et services	8 377 240	15 125 682	16 325 682
22033030001 Coordonner les activités de suivi des sociétés du portefeuille de l'Etat, des EPN, des banques et des entreprises publique	8 377 240	15 125 682	16 325 682
2203304 Promotion et coopération économiques internationales	46 034 950	69 504 126	80 552 506
2 - Biens et services	41 034 950	60 780 620	67 555 360
22033040001 Coordonner les activités de Promotion et coopération économiques internationales	41 034 950	60 780 620	67 555 360
4 - Investissements	5 000 000	8 723 506	12 997 146
Trésor	5 000 000	8 723 506	12 997 146
22033040003 Aménager et équiper les SPEE	5 000 000	8 723 506	12 997 146
2203305 Contribution au renforcement de l'intégration économique régionale	41 167 661	72 538 900	77 838 900
2 - Biens et services	41 167 661	72 538 900	77 838 900
22033050001 Gérer les Projets de renforcement de l'intégration économique régionale	15 000 000	20 000 000	20 000 000
22033050002 Coordonner les activités de renforcement de l'intégration économique régionale	26 167 661	52 538 900	57 838 900
2203306 Coordination des activités du programme 2	119 513 670	586 500 000	704 000 000
2 - Biens et services	119 513 670	586 500 000	704 000 000
22033060001 Coordonner les activités de réforme des Finances Publiques	3 000 000	310 000 000	414 000 000
22033060003 Coordonner les activités du Programme 2	116 513 670	276 500 000	290 000 000
2203307 Gestion efficiente des ressources du programme	818 362 259	1 115 518 751	1 211 697 985
2 - Biens et services	818 362 259	1 115 518 751	1 211 697 985
22033070001 Réaliser la politique de communication et d'archivage de la DGE	35 254 820	53 000 000	75 950 000
22033070002 Gérer le personnel de la DGE	24 567 480	50 800 000	59 100 000
22033070003 Gérer les affaires administratives et financières du Programme	50 000 000	85 000 000	100 000 000
22033070004 Développer des solutions informatiques et faire la maintenance du parc informatique de la DGE	14 567 475	25 500 000	31 400 000
22033070006 Implémenter un système de management de la qualité dans tous les services de la DGE	14 854 319	28 000 000	31 300 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 486 040 592	2 722 973 523	3 100 128 808
22033070007 Apporter un appui à la DGE	14 530 766	14 530 766	99 500 000
22033070008 Renforcer le cadre institutionnel de la DGE	8 377 240	15 000 000	17 350 000
22033070009 Gérer l'immeuble ALLIANCE et BELIER	601 137 985	701 637 985	702 637 985
22033070010 Prendre en charge les Dépenses centralisées - DGE	24 575 000	62 050 000	69 460 000
22033070011 Gérer le renforcement des capacités du Personnel de la DGE	30 497 174	80 000 000	25 000 000

II.2.3. Programme 3: Trésor et Comptabilité Publique

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique	Action 3.1 : Coordination des activités du Programme 3
	Action 3.2 : Mobilisation des recettes publiques
	Action 3.3 : Gestion de l'endettement et des dons
	Action 3.4 : Optimisation de la gestion de la trésorerie et des dépôts
	Action 3.5 : Exécution efficace dépenses publiques
	Action 3.6 Réglementation et suivi de la comptabilité publique
	Action 3.7 Réglementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'Etranger
	Action 3.8 : Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières
	Action 3.9 : Gestion efficiente des ressources du programme 3

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : mobiliser les ressources, régler les Dépenses et tenir la comptabilité publique	Taux de mobilisation des ressources publiques assignées au Trésor (fiscales, non fiscales et mobilisation sur le marché)	100%	100%	100%	100%	Montant des ressources mobilisées / Montant des ressources prévues Source : Balance Générale des Comptes du Trésor/compte de résultat (DGTCP/DCSSPEF)
	Délais de production du Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) en année n+1	10 mois	6 mois	6 mois	6 mois	Le CGAF doit être produit 6 mois après la fin de la gestion de l'année n-1 Source : DGTCP/DCSSPEF
	Variation nette des exigibles	-50	-25	-25	-25	Différence entre la dette flottante accumulée à l'année n (en cours) et les paiements effectués sur la dette flottante de l'année n-1 (Accumulation – Réduction). Document de vérification : situation consolidée des restes à payer du Trésor. Source : Situation consolidée des restes à payer du Trésor
	Taux de remboursement du service de la dette publique	100%	100%	100%	100%	Service payé / Service dû Source : Situation détaillée de la dette (MAD : Matrice d'Analyse de la Dette) / DDPD
OS 2 : réglementer, surveiller le secteur financier et améliorer le système d'information financière	Proportion de banques et établissements financiers n'ayant pas des irrégularités majeures	85%	90%	95%	95%	Nombre de banques et établissements financiers sans irrégularités majeures / nombre total de banques et établissements financiers Source : Rapport d'activités / Note de conjoncture DGTCP/DECFINEX
	Proportion de compagnies d'assurance n'ayant pas d'irrégularités majeures	80%	90%	90%	95%	Nombre de compagnies d'assurance sans irrégularités majeures / Nombre total de compagnies d'assurance Source : Rapport d'activités / DGTCP/DA
	Proportion des systèmes financiers décentralisés n'ayant pas d'irrégularités majeures	60%	80%	80%	85%	Nombre des systèmes financiers décentralisés sans irrégularités majeures / Nombre total systèmes financiers décentralisés Source : DGTCP/DRSSFD
	Taux d'exécution des programmes d'audit, contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, microfinance, SFD etc.)	70%	90%	95%	95%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapports d'activité. / DGTCP/IGT
OS 3 : assurer la gouvernance du programme	Taux de satisfaction en besoin de personnel	75%	90%	90%	90%	Nombre de besoins satisfaits / Nombre de besoins exprimés Source : Rapport d'activités DGTCP/DRH
	Taux de déploiement du SMQ	80%	100%	100%	100%	Nombre d'actions mises en œuvre / Nombre d'actions prévues Source : Rapport d'activités DGTCP/ DQN
	Taux d'exécution du plan de formation	80%	90%	95%	95%	Nombre de formations exécutées/ Nombre de formations planifiées Source : Rapport d'activités DGTCP/ DF

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE		4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
	Dépenses de personnel	1 361 129 879	1 304 303 583	1 333 765 107
	Dépenses en biens et services	1 998 811 771	2 058 776 126	2 058 776 126
	Transferts	0	0	0
	Investissements	700 996 361	873 202 437	1 300 983 644
	<i>Trésor</i>	700 996 361	873 202 437	1 300 983 644
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
2203401 Coordination des activités du programme 3	1 309 684 578	1 496 709 398	1 924 377 322
1 - Personnels	29 200 000	27 348 799	28 090 244
22034010296 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	19 200 000	17 982 772	18 470 297
22034010297 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité de Promotion de la Bancarisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	10 000 000	9 366 027	9 619 947
2 - Biens et services	580 488 217	597 902 863	597 902 863
22034010001 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Satama-Sokoura	748 000	770 440	770 440
22034010002 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Ayamé	748 000	770 440	770 440
22034010003 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Karakoro	148 000	152 440	152 440
22034010005 Coordonner les activités de la Direction Générale	182 640 413	188 119 625	188 119 625
22034010006 Régler les Dépenses de la Région du Gboklé	1 550 000	1 596 500	1 596 500
22034010007 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Gagnoa	700 000	721 000	721 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
22034010008 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Attécoubé	800 000	824 000	824 000
22034010009 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Treichville	800 000	824 000	824 000
22034010011 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kouto	850 000	875 500	875 500
22034010014 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Korhogo	2 400 000	2 472 000	2 472 000
22034010015 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Daoukro	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010016 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Daloa	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010018 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Korhogo	700 000	721 000	721 000
22034010019 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de tiémé	2 300 000	2 369 000	2 369 000
22034010024 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Man	700 000	721 000	721 000
22034010025 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bodokro	748 000	770 440	770 440
22034010026 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Toulepleu	4 200 000	4 326 000	4 326 000
22034010027 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Adiaké	850 000	875 500	875 500
22034010028 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Tengrela	4 200 000	4 326 000	4 326 000
22034010029 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Abengourou	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010030 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Tiassalé	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010031 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de san Pedro	700 000	721 000	721 000
22034010033 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Tafiré	748 000	770 440	770 440
22034010034 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Issia	700 000	721 000	721 000
22034010035 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tanda	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010040 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Dabou	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010042 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Téhini	850 000	875 500	875 500
22034010043 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Songon	648 000	667 440	667 440
22034010045 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Tienko	1 048 000	1 079 440	1 079 440
22034010046 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Toumodi	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010050 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sinematiali	850 000	875 500	875 500
22034010051 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Saïoua	748 000	770 440	770 440

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
22034010052 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Koumassi	800 000	824 000	824 000
22034010055 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Sinfra	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010057 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Soubré	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010058 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Nassian	850 000	875 500	875 500
22034010059 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère des Transports	800 000	824 000	824 000
22034010060 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de l'Education nationale	800 000	824 000	824 000
22034010062 Coordonner les activités du Comité de la Balance des Paiements	1 300 000	1 339 000	1 339 000
22034010063 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Kaniasso	700 000	721 000	721 000
22034010064 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Palais de Justice Abidjan	800 000	824 000	824 000
22034010065 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Adzopé	650 000	669 500	669 500
22034010066 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Assuéfry	748 000	770 440	770 440
22034010067 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Divo	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010069 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Divo	700 000	721 000	721 000
22034010071 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Grand-Bassam	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010072 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouna	700 000	721 000	721 000
22034010075 Coordonner les activités du Cadre Permanent de Concertation Etat/APBEF-CI	700 000	721 000	721 000
22034010077 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Biankouma	4 200 000	4 326 000	4 326 000
22034010078 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Méagui	850 000	875 500	875 500
22034010079 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Daloa	2 300 000	2 369 000	2 369 000
22034010080 Régler les Dépenses de la Région de l'Indénié-Djuablin	1 305 000	1 344 150	1 344 150
22034010083 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Abobo	650 000	669 500	669 500
22034010084 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de San Pedro	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010085 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Odiénné	4 200 000	4 326 000	4 326 000
22034010087 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité du District d'Abidjan	1 700 000	1 751 000	1 751 000
22034010088 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Sassandra	700 000	721 000	721 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
22034010089 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Fresco	800 000	824 000	824 000
22034010092 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Jacqueline	800 000	824 000	824 000
22034010093 Régler les Dépenses de la Région des Grands Ponts	1 300 000	1 339 000	1 339 000
22034010094 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Abobo	800 000	824 000	824 000
22034010095 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bonoua	748 000	770 440	770 440
22034010096 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Centre	2 200 000	2 266 000	2 266 000
22034010097 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Bouna	5 000 000	5 356 000	5 356 000
22034010098 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de San-Pedro	2 300 000	2 369 000	2 369 000
22034010099 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Man	4 100 000	4 223 000	4 223 000
22034010100 Régler les Dépenses de la Région du Worodougou	1 500 000	1 545 000	1 545 000
22034010101 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Danané	4 200 000	4 326 000	4 326 000
22034010103 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sakassou	800 000	824 000	824 000
22034010104 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Yamoussoukro	700 000	721 000	721 000
22034010105 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bondoukou	700 000	721 000	721 000
22034010106 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Dabakala	4 200 000	4 120 000	4 120 000
22034010107 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Plateau	800 000	824 000	824 000
22034010108 Régler les Dépenses de la Région du Moronou	1 300 000	1 339 000	1 339 000
22034010110 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bettié	850 000	875 500	875 500
22034010111 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Gbon	798 000	821 940	821 940
22034010112 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Facobly	850 000	875 500	875 500
22034010113 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Daoukro	700 000	721 000	721 000
22034010115 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Duékoué	700 000	721 000	721 000
22034010116 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dimbokro	700 000	721 000	721 000
22034010118 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Satama-Sokoro	748 000	770 440	770 440
22034010119 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Adzopé	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010120 Régler les Dépenses de la Région du N'zi	1 300 000	1 339 000	1 339 000
22034010121 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'Batto	800 000	824 000	824 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
22034010122 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Dikodougou	850 000	875 500	875 500
22034010123 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Boniérédougou	748 000	770 440	770 440
22034010124 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Djébonoua	748 000	770 440	770 440
22034010125 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Boundiali	4 200 000	4 326 000	4 326 000
22034010126 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Port-Bouet	650 000	669 500	669 500
22034010127 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Doropo	850 000	875 500	875 500
22034010128 Régler les Dépenses de la Région du Tonpki	1 600 000	1 648 000	1 648 000
22034010129 Régler les Dépenses de la Région du Hambol	1 400 000	1 442 000	1 442 000
22034010130 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Azaguié	748 000	770 440	770 440
22034010131 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Blolequin	850 000	875 500	875 500
22034010132 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tiapoum	800 000	824 000	824 000
22034010133 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Didiévi	800 000	824 000	824 000
22034010134 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sikensi	750 000	772 500	772 500
22034010135 Régler les Dépenses de la Région de l'Agneby-Tiassa	1 200 000	1 236 000	1 236 000
22034010136 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Taabo	800 000	824 000	824 000
22034010137 Régler les Dépenses de la Région du Baffing	1 550 000	1 596 500	1 596 500
22034010138 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Grand-Lahou	800 000	824 000	824 000
22034010139 Régler les Dépenses de la Région du Lôh-Djiboua	1 300 000	1 339 000	1 339 000
22034010140 Coordonner les activités de l'Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie du Trésor Public	3 500 000	3 605 000	3 605 000
22034010141 Régler les Dépenses de la Région du Poro	1 600 000	1 648 000	1 648 000
22034010142 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Bouaflé	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010143 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Bongouanou	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010144 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Korhogo	4 100 000	4 223 000	4 223 000
22034010145 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Séguéla	700 000	721 000	721 000
22034010146 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de ABIDJAN-SUD	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010147 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Ourahio	748 000	770 440	770 440
22034010148 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kong	850 000	875 500	875 500
22034010150 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Guibéroua	748 000	770 440	770 440
22034010151 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Gueyo	400 000	412 000	412 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
22034010152 Coordonner les activités de l'Inspection Générale du Trésor	10 000 000	10 300 000	10 300 000
22034010153 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Man	2 400 000	2 472 000	2 472 000
22034010154 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Aboisso	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010155 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tiébissou	800 000	824 000	824 000
22034010156 Régler les Dépenses de la Région de l'Iffou	1 300 000	1 339 000	1 339 000
22034010157 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bondoukou	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010160 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tabou	850 000	875 500	875 500
22034010162 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kouibly	850 000	875 500	875 500
22034010164 Régler les Dépenses de la Région de Kabadougou	1 600 000	1 648 000	1 648 000
22034010167 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Yamoussoukro	2 300 000	2 369 000	2 369 000
22034010170 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Arrah	850 000	875 500	875 500
22034010171 Régler les Dépenses de la Région du Nawa	1 500 000	1 545 000	1 545 000
22034010173 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription Financière de Zouan-Hounien	850 000	875 500	875 500
22034010174 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public (BIT)	3 000 000	3 090 000	3 090 000
22034010177 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription Financière de Gagnoa	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010178 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Sud	2 200 000	2 266 000	2 266 000
22034010179 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Samatiguila	850 000	875 500	875 500
22034010180 Régler les Dépenses de la Région du Guémon	1 500 000	1 545 000	1 545 000
22034010182 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Centre	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010183 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Borotou	798 000	821 940	821 940
22034010185 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Alépé	850 000	875 500	875 500
22034010186 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Rubino	698 000	718 940	718 940
22034010187 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Niablé	648 000	667 440	667 440
22034010189 Coordonner les activités du Groupe de Travail Flux capitaux privés	1 300 000	1 339 000	1 339 000
22034010190 Conduire les missions d'inspection des Postes Comptables	2 495 280	2 570 138	2 570 138
22034010192 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Buyo	800 000	824 000	824 000
22034010193 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Guiglo	700 000	721 000	721 000
22034010194 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Yopougon	800 000	824 000	824 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
22034010195 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Soubré	700 000	721 000	721 000
22034010196 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de TOUBA	4 100 000	4 223 000	4 223 000
22034010197 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouaké	650 000	669 500	669 500
22034010198 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tienko	700 000	721 000	721 000
22034010200 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Nord	2 200 000	2 266 000	2 266 000
22034010202 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bangolo	850 000	875 500	875 500
22034010203 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Port-Bouët	800 000	824 000	824 000
22034010204 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de la Fonction Publique	800 000	824 000	824 000
22034010206 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Adjamé	800 000	824 000	824 000
22034010207 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Napié	748 000	770 440	770 440
22034010208 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Prikro	850 000	875 500	875 500
22034010209 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financières de Duékoué	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010210 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Grand-Zatry	748 000	770 440	770 440
22034010211 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Agnibilékro	650 000	669 500	669 500
22034010212 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Guitry	800 000	824 000	824 000
22034010215 Régler les Dépenses de la Région du Bagoué	1 600 000	1 648 000	1 648 000
22034010216 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Ouangolodougou	850 000	875 500	875 500
22034010217 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Vavoua	800 000	824 000	824 000
22034010219 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Akoupé	850 000	875 500	875 500
22034010220 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de l'Enseignement technique	800 000	824 000	824 000
22034010223 Régler les Dépenses de la Région de la Mé	1 200 000	1 236 000	1 236 000
22034010224 Régler les Dépenses de la Région de San-Pédro	1 600 000	1 648 000	1 648 000
22034010225 Régler les Dépenses de la Région du Tchologo	1 500 000	1 545 000	1 545 000
22034010226 Régler les Dépenses de la Région du haut-Sassandra	1 500 000	1 545 000	1 545 000
22034010227 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bingerville	800 000	824 000	824 000
22034010228 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bocanda	850 000	875 500	875 500
22034010229 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Niakaramadougou	850 000	875 500	875 500
22034010231 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Fronan	748 000	770 440	770 440
22034010232 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des Etablissements Publics Nationaux, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avances de l'Etat et des personnes morales de droit public (ACCD)	3 200 000	3 296 000	3 296 000
22034010235 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tanda	700 000	721 000	721 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
22034010236 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouaflé	650 000	669 500	669 500
22034010237 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Aboisso	700 000	721 000	721 000
22034010238 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Gboguhé	748 000	770 440	770 440
22034010239 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dianra	700 000	721 000	721 000
22034010240 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Bouaké	2 300 000	2 369 000	2 369 000
22034010241 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'bengue	850 000	875 500	875 500
22034010243 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Sangouiné	748 000	770 440	770 440
22034010244 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Daloa	700 000	721 000	721 000
22034010245 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription Financière de ABIDJAN-NORD	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010246 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Zuénoula	800 000	824 000	824 000
22034010247 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bonon	748 000	770 440	770 440
22034010248 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Béoumi	850 000	875 500	875 500
22034010249 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription Financière de Ferkessedougou	4 100 000	4 223 000	4 223 000
22034010251 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tiassalé	700 000	721 000	721 000
22034010253 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription Financière de Guiglo	4 100 000	4 223 000	4 223 000
22034010254 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Lakota	800 000	824 000	824 000
22034010255 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abengourou	3 000 000	3 090 000	3 090 000
22034010256 Régler les Dépenses de la Région de Béré	1 500 000	1 545 000	1 545 000
22034010259 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription Financière d'Agnibilékrou	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010260 Régler les Dépenses de la Région du Gontougo	1 400 000	1 442 000	1 442 000
22034010261 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Marcory	800 000	824 000	824 000
22034010264 Régler les Dépenses de la Région du Sud Comoé	1 300 000	1 339 000	1 339 000
22034010266 Conduire les missions d'inspection des Missions Diplomatiques et Consulaires	38 609 524	39 767 810	39 767 810
22034010267 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'Bahiakro	800 000	824 000	824 000
22034010269 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dabou	650 000	669 500	669 500
22034010270 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Diabo	748 000	770 440	770 440
22034010271 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financières de Agboville	4 000 000	4 120 000	4 120 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
22034010272 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Hiré	748 000	770 440	770 440
22034010273 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'ANYAMA	800 000	824 000	824 000
22034010275 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financières de Bouaké Nord	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010276 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Toumodi	700 000	721 000	721 000
22034010277 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financières de Séguéla	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010278 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financières de Bouaké	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010279 Coordonner les activités de la Commission Nationale de Microfinances	1 400 000	1 442 000	1 442 000
22034010280 Régler les Dépenses de la Région de la Marahoué	1 450 000	1 493 500	1 493 500
22034010281 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Cocody	800 000	824 000	824 000
22034010282 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Agboville	750 000	772 500	772 500
22034010283 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Ettrokro	748 000	770 440	770 440
22034010284 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de Yamoussoukro	2 500 000	2 575 000	2 575 000
22034010285 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financières d'Issia	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034010286 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Koun-Fao	800 000	824 000	824 000
22034010287 Coordonner les activités du Comité de Promotion de la Bancarisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	1 400 000	1 442 000	1 442 000
22034010288 Régler les Dépenses de la Région du Gôh	1 450 000	1 493 500	1 493 500
22034010289 Coordonner les activités du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	1 100 000	1 133 000	1 133 000
22034010290 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bin-Houyé	798 000	821 940	821 940
22034010291 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Botro	748 000	770 440	770 440
22034010293 Coordonner les activités de réforme des Finances Publiques	1 000 000	1 030 000	1 030 000
4 - Investissements	699 996 361	871 457 736	1 298 384 215
Trésor	699 996 361	871 457 736	1 298 384 215
22034010081 Projet de Construction de 22 Postes comptables	599 480 000	871 443 379	1 298 362 824
22034010161 Projet de Réhabilitation Immeuble Ex-BCEAO	100 516 361	14 357	21 391
2203402 Mobilisation des recettes publiques	32 451 691	33 425 242	33 425 242
2 - Biens et services	32 451 691	33 425 242	33 425 242
22034020001 Recouvrer les créances contentieuses	3 851 691	3 967 242	3 967 242
22034020002 Recouvrer les recettes fiscales et non fiscales	3 600 000	3 708 000	3 708 000
22034020003 Gérer les trop perçus	25 000 000	25 750 000	25 750 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
2203403 Gestion de l'endettement et des dons	729 594 699	683 769 989	702 179 023
1 - Personnels	724 994 699	679 031 989	697 441 023
22034030003 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de Direction de la Dette Publique et des Dons	724 994 699	679 031 989	697 441 023
2 - Biens et services	4 600 000	4 738 000	4 738 000
22034030001 Gérer la dette publique et des dons	4 600 000	4 738 000	4 738 000
2203404 Optimisation de la gestion de la trésorerie et des dépôts	16 988 524	18 212 881	19 067 609
2 - Biens et services	15 988 524	16 468 180	16 468 180
22034040001 Gérer les fonds et dépôts publics	15 988 524	16 468 180	16 468 180
4 - Investissements	1 000 000	1 744 701	2 599 429
Trésor	1 000 000	1 744 701	2 599 429
22034040002 Opérationnaliser le Compte Unique du Trésor, gérer la trésorerie de l'Etat et tenir la comptabilité	1 000 000	1 744 701	2 599 429
2203405 Exécution efficace des Dépenses publiques	123 920 493	127 638 108	127 638 108
2 - Biens et services	123 920 493	127 638 108	127 638 108
22034050005 Prendre en charge et régler les Dépenses des forces Armées Nationales, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale et des Eaux et Forêts	3 400 000	3 502 000	3 502 000
22034050006 Apporter un appui aux payeurs à l'étranger (TGE)	35 500 000	36 565 000	36 565 000
22034050007 Prendre en charge et régler les Dépenses des Institutions de la République	3 600 000	3 708 000	3 708 000
22034050008 Tenir les comptes publics et parapublics (ACCT)	3 500 000	3 605 000	3 605 000
22034050009 Contrôler et régler les Dépenses liées au budget de l'Etat	7 560 036	7 786 837	7 786 837
22034050010 Centraliser, contrôler les opérations financières comptables et suivre les subventions des EPN et des collectivités territoriales	3 300 000	3 399 000	3 399 000
22034050012 Assister les pairies à l'Etranger (TGE)	34 801 703	35 845 754	35 845 754
22034050013 Prendre en charge les Missions de Contrôle et de Certification des Paieries à l'Etranger (ACCT)	23 458 754	24 162 517	24 162 517
22034050014 Coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique (CNDP)	3 100 000	3 193 000	3 193 000
22034050015 Recouvrer les recettes, régler les Dépenses liées à la dette, contrôler et centraliser les opérations des agents comptables des projets	5 700 000	5 871 000	5 871 000
2203406 Réglementation et suivi de la comptabilité publique	119 190 000	112 375 250	115 200 105
1 - Personnels	111 250 000	104 197 050	107 021 905
22034060006 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Conseil National de la Comptabilité	111 250 000	104 197 050	107 021 905
2 - Biens et services	7 940 000	8 178 200	8 178 200
22034060003 Réglementer la comptabilité de l'Etat, des Etablissements Publics Nationaux et des Collectivités Territoriales	3 540 000	3 646 200	3 646 200
22034060004 Concourir à l'amélioration continue de l'environnement comptable et financier (CNC)	3 100 000	3 193 000	3 193 000
22034060005 Conduire la réforme de la comptabilité publique	1 300 000	1 339 000	1 339 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	4 236 282 146	4 693 524 877
2203408 Réglementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'étranger	466 977 180	467 837 106	474 322 650
1 - Personnels	456 277 180	456 816 106	463 301 650
22034080008 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CENTIF	390 453 426	395 165 401	399 979 551
22034080010 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Commission Nationale de Microfinances	65 823 754	61 650 705	63 322 099
2 - Biens et services	10 700 000	11 021 000	11 021 000
22034080002 Administrer Provisoirement l'UNACOOPEC-CI	100 000	103 000	103 000
22034080003 Concevoir et veiller à l'application de la Réglementation relative aux Systèmes Financiers Décentralisés	3 500 000	3 605 000	3 605 000
22034080004 Elaborer et veiller à l'application de la Réglementation des banques et établissements financiers et superviser les relations financières extérieures	3 600 000	3 708 000	3 708 000
22034080007 Concevoir et veiller à l'application de la Réglementation applicable en matière d'assurance	3 500 000	3 605 000	3 605 000
2203409 Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières	50 708 000	48 548 639	49 549 285
1 - Personnels	39 408 000	36 909 639	37 910 285
22034090005 Assurer la masse salariale de la Direction des Affaires Financières (DAF)	39 408 000	36 909 639	37 910 285
2 - Biens et services	11 300 000	11 639 000	11 639 000
22034090002 Réguler l'activité financières	3 600 000	3 708 000	3 708 000
22034090003 Coordonner la stratégie institutionnel du trésor public	4 100 000	4 223 000	4 223 000
22034090004 Collecter, traiter les données statistiques du trésor public et suivre le programme économique et financier	3 600 000	3 708 000	3 708 000
2203410 Gestion efficiente des ressources du programme 3	1 211 422 846	1 247 765 533	1 247 765 533
2 - Biens et services	1 211 422 846	1 247 765 533	1 247 765 533
22034100001 Gérer les Moyens Généraux	31 060 234	31 992 041	31 992 041
22034100002 Appuyer les Régies Financières	78 224 536	80 571 273	80 571 273
22034100003 Gérer l'écoute client et la communication	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034100004 Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-SNDI	13 175 075	13 570 327	13 570 327
22034100005 Assurer la gestion des ressources humaines	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034100006 Gérer les Gestion des Dépenses Centralisées -Direction des Systèmes d'Information	30 625 970	31 544 749	31 544 749
22034100007 Gérer la documentation et les archives	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034100008 Gérer les Gestion des Dépenses Centralisées -DGCPT	919 750 802	947 343 327	947 343 327
22034100009 Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-TRESOR	4 900 000	5 047 000	5 047 000
22034100010 Gérer les Carnets d'Amendes Forfaitaires	61 011 431	62 841 774	62 841 774
22034100011 Gérer le système informatique du trésor public	3 900 000	4 017 000	4 017 000
22034100012 Renforcer les capacités des agents	4 000 000	4 120 000	4 120 000
22034100013 Gérer le Centre de Formation du Trésor et de Documentation	48 274 798	49 723 042	49 723 042
22034100014 Planifier, mettre en œuvre et évaluer le système de management de la qualité	4 500 000	4 635 000	4 635 000

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		7 667 000 000	7 653 000 000	7 874 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services			
	Transferts	7 667 000 000	7 653 000 000	7 874 000 000
	Investissements			
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	7 667 000 000	7 653 000 000	7 874 000 000
2319301 Comptes spéciaux du trésor	7 667 000 000	7 653 000 000	7 874 000 000
23193010001 Programme d'investissement FIMR	7 667 000 000	7 653 000 000	7 874 000 000

SECTION 323: MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- un système d'archivage manuel ;
- un système de communication non adapté ;
- une fragilité de la cohésion sociale ;
- la vision variable de l'Etat en matière de politique de décentralisation ;
- la mauvaise application des dispositions relatives à la loi de 2012 sur la coopération décentralisée et intercommunale ;
- l'absence d'un guide de coopération entre les collectivités territoriales ;
- un retard de développement observé au sein des collectivités locales ;
- la disparité de développement observée au sein des collectivités locales ;
- l'insuffisance et ou la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance d'équipements ;
- la multiplicité de systèmes d'identification ;
- la diversité de présentation des actes d'Etat-Civil ;
- la désuétude du cadre légal et réglementaire du Corps Préfectoral ;
- l'insuffisance et/ou la vétusté des infrastructures.

I.1.2. Réponses apportées

- la réhabilitation de bureaux de circonscriptions administratives et de résidences des Autorités Préfectorales ;
- la mise à la disposition des autorités préfectorales du matériel roulant (véhicules de commandement) ;
- l'équipement des Autorités préfectorales en mobilier et matériel de bureau ainsi que de résidence ;
- la réorganisation du territoire national en 14 Districts (dont 2 fonctionnels), 31 Régions, 77 Départements (tous fonctionnels) et 510 Sous-préfectures dont 472 fonctionnelles ;
- la mise en place de Comités de Sensibilisation et de Veille (CSV) dans les Préfectures et Sous-préfectures ainsi que de Comités de Sécurité (CS) ;
- la formation des autorités préfectorales à la gestion et au règlement des conflits ;
- la poursuite de la délivrance de titres d'identité et titres provisoires de séjour ;
- l'implémentation de nouveaux mécanismes de déclaration des faits d'état civil dans les délais.

I.1.3. Défis et priorités

- la lutte contre le racket et la corruption ;
- la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire ;
- la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services du Ministère ;
- le renforcement du processus de décentralisation ;

- la modernisation de l'Etat-civil ;
- l'identification des populations et la délivrance de titres d'identité à travers le Registre National des Personnes Physiques (RNPP) ;
- la maîtrise du flux migratoire dans le respect des règles de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la réforme dans le cadre de l'organisation et le fonctionnement des villages.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- améliorer la gouvernance du Ministère ;
- contribuer à assurer le processus de décentralisation ;
- contribuer à une administration de proximité efficiente et à la modernisation du processus d'identification des populations.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- un climat de confiance et de paix est instauré au sein des populations ;
- le fichier unique de la population est disponible ;
- la laïcité de l'Etat est assurée ;
- la gouvernance territoriale et locale est renforcée ;
- la réconciliation nationale et la cohésion sociale sont assurées.

I.3. Missions du ministère

Le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire, de décentralisation, de dépôt légal, d'identification des populations, d'immigration, d'émigration et de cultes.

A cet effet, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- organisation, administration et gestion des circonscriptions administratives ;
- mise en œuvre et suivi de la politique de décentralisation ;
- contrôle de l'application de la Réglementation en matière de dépôt légal ;
- identification des populations ;
- modernisation du système d'Etat-Civil ;
- promotion et développement de la laïcité de l'Etat ;
- encadrement de la vie culturelle et religieuse ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'immigration et d'émigration.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Décentralisation ;
- Programme 3 : Administration Territoriale et Identification
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

Programmes	Services Centraux et Régionaux	Organisme sous tutelle directe (EPN, SODE, SEM)	Projets PIP	Projets hors PIP
Programme 1 : Administration Générale	Direction des Affaires Financières et du Matériel (D.A.F.M.) ; Direction de la Transmission et des Systèmes d'Information ; Service de la Communication et des Relations Publiques ; Direction des Etudes, de la Programmation et du Suivi-Evaluation (DEPSE) ; Direction des Archives Nationales (DAN) ; Direction des Affaires Politiques (DAP)			
Programme 2 : Décentralisation	Direction de la Coopération Décentralisée ; Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local ; Direction de la Tutelle Administrative ; Direction de la Tutelle Economique et Financière ; Direction du Développement Local ; Direction du Personnel des Collectivités Territoriales ; Deux (02) Districts Autonomes ; 31 Conseils Régionaux; 197 Communes		- Réhabilitation du bâtiment central DGDDL (IMMEUBLE PERIGNON) ; - Réhabiliter 91 bâtiments des Collectivités Territoriales ; - Construire et équiper les bureaux des 31 nouvelles Régions (Construction et Equipement bureaux administratif régionaux).	
Programme 3 : Administration Territoriale et Identification	Direction Générale de l'Administration du Territoire ; 31 Préfectures de Région ; 77 Préfectures de Département ; 472 Sous-préfectures ; Direction des Circonscriptions Administratives ; Direction des Affaires Générales ; Direction des Ressources Humaines.	Office National de l'Etat Civil et de l'Identification.	- Construction d'un bâtiment annexe au cabinet - construire, Réhabiliter et équiper les résidences et Bureaux des Préfectures ; - construire, Réhabiliter et équiper les résidences et bureaux des /Préfectures ;	Construction du siège de l'ONECI

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP1.1 : Taux de réalisation des activités planifiées	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités planifiées Source : SPS
		IP1.2 : Taux de réponses apportés aux sollicitations des usagers	Nombre de demandes traitées / Nombre total de demandes Source : Service de l'information, de la documentation et des archives
OG 2 : Contribuer à assurer le processus de décentralisation	RS 2 : la gouvernance territoriale et locale est renforcée	IP2.1 : Nombre de projet de lois et de décrets pris	Dénombrement Source : DGDDL
		IP2.2 : Nombre de formations dispensées	Dénombrement Source : DGDDL
OG 3 : contribuer à une administration de proximité efficiente et à la modernisation du processus d'identification des populations	RS 3 : le fichier unique de la population est disponible	IP3.1 : Nombre d'enregistrement des naissances	Dénombrement Source : annuaire statistique de l'Etat civil /DEPSE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	326 779 131 347	334 587 662 815	360 942 714 159
1.1 Ressources Intérieures	316 179 131 347	334 587 662 815	360 942 714 159
1.1.1 Budget Etat	316 179 131 347	334 587 662 815	360 942 714 159
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	10 600 000 000	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	10 600 000 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	326 779 131 347	334 587 662 815	360 942 714 159
2.1 Personnel	54 628 390 474	54 920 848 468	55 245 719 579
2.1.1 Solde y compris EPN	54 628 390 474	54 920 848 468	55 245 719 579
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	10 849 450 253	11 635 735 780	12 524 963 418
2.3 Transferts	187 898 130 768	200 795 934 409	221 030 812 527
2.4 Investissements	73 403 159 852	67 235 144 158	72 141 218 635
Trésor	62 803 159 852	67 235 144 158	72 141 218 635
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 600 000 000	0	0

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Existence du document de politique sectorielle du MATD	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source :
	Production des rapports de mise en œuvre de la lettre de mission du MATD	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source :
	Disponibilité de l'annuaire statistique	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source :
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et Matérielles du ministère	Taux d'exécution budgétaire	ND	ND	ND	ND	Budget exécuté / budget global x 100 Source :
	Ratio personnel	ND	ND	ND	ND	Nombre de besoin en personnel satisfait / nombre de besoin exprimé Source :
	Ratio équipement	ND	ND	ND	ND	Nombre d'équipements acquis / nombre total d'équipement souhaité Source :
	Pourcentage d'agents ayant bénéficié par an d'au moins une formation	ND	ND	ND	ND	Nombre d'agents formés/ nombre total d'agents x 100 Source :
OS 3 : Mettre en place un système performant de planification, de suivi-évaluation et de communication sur les activités du Ministère	Nombre de Directions ou Services ayant des plans d'actions	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source :
	Nombre de services ayant des activités médiatisées	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source :

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		10 065 497 294	10 730 464 316	11 494 643 094
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	6 062 947 294	6 727 987 117	7 492 130 205
	Transferts (1)	4 002 550 000	4 002 477 199	4 002 512 889
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21038 Administration Générale	10 065 497 294	10 730 464 316	11 494 643 094
2103801 Coordination et animation du ministère	4 254 481 143	4 257 596 565	4 260 916 124
2 - Biens et services	251 931 143	255 119 366	258 403 235
21038010014 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	8 000 000	8 000 000	8 000 000
21038010016 Prendre en charge les honoraires des agents de l'Administration du Territoire sous contrat BNETD	43 510 790	43 510 790	43 510 790
21038010017 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21038010018 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	65 000 000	65 000 000	65 000 000
21038010019 Promouvoir et renforcer les services des Archives Nationales	17 825 000	18 359 750	18 910 543
21038010020 Veiller à l'application de la Réglementation en matière de cohésion sociale	3 300 000	3 399 000	3 500 970
21038010025 Organiser la fête nationale et les réceptions officielles	9 146 269	9 146 269	9 146 269
21038010027 Organiser des séminaires d'élaboration et de formation sur le nouveau cadre de gestion des finances publiques (CDMT)	41 149 084	42 383 557	43 655 063
21038010028 Orienter et suivre la mise en œuvre des activités du Ministère	44 000 000	45 320 000	46 679 600
3 - Transferts	4 002 550 000	4 002 477 199	4 002 512 889
21038010021 Réaliser les transferts au profit des partis politiques (Transferts)	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
21038010029 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'organisation internationale des Archives	2 550 000	2 477 199	2 512 889
2103802 Planification, suivi et évaluation	175 950 000	176 878 500	177 834 855
2 - Biens et services	175 950 000	176 878 500	177 834 855
21038020002 Réaliser les études et produire les statistiques du Ministère	145 000 000	145 000 000	145 000 000
21038020003 Organiser la planification générale des activités du Ministère	30 950 000	31 878 500	32 834 855

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21038 Administration Générale	10 065 497 294	10 730 464 316	11 494 643 094
2103803 Gestion des ressources Matérielles et financières du ministère	5 616 454 443	6 276 819 192	7 036 146 953
2 - Biens et services	5 616 454 443	6 276 819 192	7 036 146 953
21038030001 Gérer les ressources financières et Matérielles du Ministère	18 000 000	18 540 000	19 096 200
21038030007 Gérer la commande publique du Ministère	10 700 000	11 021 000	11 351 630
21038030011 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	5 587 754 443	6 247 258 192	7 005 699 123
2103804 Information et communication	18 611 708	19 170 059	19 745 162
2 - Biens et services	18 611 708	19 170 059	19 745 162
21038040001 Organiser la communication des activités de l'Administration du Territoire	4 211 708	4 338 059	4 468 202
21038040004 Concevoir et mettre en œuvre les stratégies de communication de l'Administration du Territoire	14 400 000	14 832 000	15 276 960

II.2.2. Programme 2 : Décentralisation

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Décentralisation	Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation
	Action 3.2 : Renforcement des capacités des structures de tutelle et des Collectivités Territoriales

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Décentralisation						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel du processus de décentralisation	Nombre de lois promulguées	17	2	0	1	Rapport d'activités
	Nombre de décrets pris	72	3	5	5	Rapport d'activités
	Nombre de formation dispensée	5	5	5	5	Rapport d'activités
OS 2 : Garantir une politique de décentralisation efficace et efficiente	Nombre d'agents formés	1305	1000	1200	1500	Rapport d'activités

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME II : DECENTRALISATION		90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
	Dépenses de personnel	6 544 739 754	6 523 048 964	6 531 736 583
	Dépenses en biens et services	288 500 000	295 655 000	304 023 750
	Transferts	23 709 722 252	25 110 732 043	26 512 077 420
	Investissements	59 536 679 852	61 710 582 554	63 910 178 526
	Trésor	59 536 679 852	61 710 582 554	63 910 178 526
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
2204001 Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation	221 500 000	227 845 000	235 379 450
2 - Biens et services	221 500 000	227 845 000	235 379 450
22040010001 Suivre la mise en œuvre de la politique de décentralisation	104 500 000	107 335 000	110 255 050
22040010007 Réformer le cadre législatif et réglementaire du transfert des compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales	100 000 000	103 000 000	106 090 000
22040010008 Mettre en place l'atlas national de la coopération décentralisée	8 000 000	8 240 000	8 486 300
22040010009 Faire fonctionner le Comité National de la Coopération Décentralisée	0	0	1 000 000
22040010010 Elaborer les décrets d'application de la loi portant statuts de la fonction publique des Collectivités Territoriales et de la loi relative à la Police Municipale	9 000 000	9 270 000	9 548 100
2204002 Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales	8 650 527 952	8 803 325 187	9 012 553 257
1 - Personnels	342 140 557	320 449 767	329 137 386
22040020324 Assurer les charges salariales liées à la Gestion des Dépenses Centralisées de l'Administration du Territoire	342 140 557	320 449 767	329 137 386
2 - Biens et services	67 000 000	67 810 000	68 644 300
22040020006 Appuyer les Collectivités Territoriales faces aux impondérables	40 000 000	40 000 000	40 000 000
22040020317 Assurer l'assistance-conseil des Collectivités Territoriales en matière de gestion économique et financières	9 000 000	9 270 000	9 548 100
22040020318 Effectuer des missions d'évaluation auprès des services en charge du Développement Local	6 500 000	6 695 000	6 895 850
22040020319 Gérer le personnel affecté dans les Collectivités Territoriales	9 000 000	9 270 000	9 548 100
22040020320 Créer un répertoire des investissements dans les Collectivités Territoriales	2 500 000	2 575 000	2 652 250

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
3 - Transferts	7 867 395	7 642 784	7 752 897
22040020323 Prendre en charge la contribution de l'Etat à l'organisation de la conférence africaine sur la décentralisation et le développement local	7 867 395	7 642 784	7 752 897
4 - Investissements	8 233 520 000	8 407 422 636	8 607 018 674
Trésor	8 233 520 000	8 407 422 636	8 607 018 674
22040020008 Réhabiliter le bâtiment central de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	125 000 000	218 087 657	324 928 632
22040020009 Renforcer les Communes pour la cohésion sociale du Gd Abidjan-COSAY	51 960 000	90 654 676	135 066 334
22040020010 Renforcer les Ressources Humaines de l'administration locale des zones affectées par la crise (PCN-CI)	56 560 000	98 680 303	147 023 708
22040020322 Mettre en œuvre le projet d'Economie et d'Ecologie des Territoires Ruraux	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
2204007 Coordination des services des districts autonomes	5 070 316 543	5 341 378 018	5 612 439 660
1 - Personnels	485 316 543	485 316 543	485 316 543
22040070002 Assurer le traitement salarial du personnel du district de yakro	485 316 543	485 316 543	485 316 543
3 - Transferts	4 585 000 000	4 856 061 475	5 127 123 117
22040070001 Assurer le fonctionnement des services du district de Yakro	1 585 000 000	1 678 703 912	1 772 407 882
22040070003 Assurer le fonctionnement des services du district autonome d'Abidjan	3 000 000 000	3 177 357 563	3 354 715 235
2204008 Coordination des services des régions	13 505 191 982	13 965 606 853	14 426 022 012
1 - Personnels	5 717 282 654	5 717 282 654	5 717 282 654
22040080001 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du bélier	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080003 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du n'Zi	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080005 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de l'iffou	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080007 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du moronou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080009 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du gbèkè	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080011 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du hambol	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080013 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du bafing	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080015 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du kabadougou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080017 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du tchologo	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080019 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du poro	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080021 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de la bagoue	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080023 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du folon	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22040080025 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du bounkani	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080027 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du haut sassandra	306 515 703	306 515 703	306 515 703

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040080029 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du goh	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080031 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de la marahoue	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080033 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du worodougou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080035 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du bere	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080037 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du tonkpi	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080039 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du cavally	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080041 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du guemon	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080043 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du loh-djiboua	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080045 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de san-pedro	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080047 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de la nawa	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080049 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du gbokle	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22040080051 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de l'indenie djuablin	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080053 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de gontougou	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080055 Assurer le traitement salarial du personnel de la région du sud-comoe	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080057 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de l'agneby-tiassa	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080059 Assurer le traitement salarial du personnel de la région de la Mé	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080061 Assurer le traitement salarial du personnel de la région des grands ponts	306 515 703	306 515 703	306 515 703
3 - Transferts	7 787 909 328	8 248 324 199	8 708 739 358
22040080002 Assurer le fonctionnement des services de la région du bélier	236 952 607	250 961 053	264 969 507
22040080004 Assurer le fonctionnement des services de la région du n'Zi	230 421 828	244 044 179	257 666 539
22040080006 Assurer le fonctionnement des services de la région de l'iffou	234 478 202	248 340 363	262 202 532
22040080008 Assurer le fonctionnement des services de la région du moronou	237 142 788	251 162 477	265 182 175
22040080010 Assurer le fonctionnement des services de la région du gbêkê	278 800 471	295 282 928	311 765 396
22040080012 Assurer le fonctionnement des services de la région du hambol	242 470 877	256 805 558	271 140 248
22040080014 Assurer le fonctionnement des services de la région du bafing	226 061 690	239 426 273	252 790 865
22040080016 Assurer le fonctionnement des services de la région du kabadougou	226 623 315	240 021 101	253 418 896
22040080018 Assurer le fonctionnement des services de la région du tchologo	245 371 390	259 877 547	274 383 713
22040080020 Assurer le fonctionnement des services de la région du poro	264 570 139	280 211 311	295 852 492
22040080022 Assurer le fonctionnement des services de la région de la bagoue	238 997 694	253 127 044	267 256 402
22040080024 Assurer le fonctionnement des services de la région du folon	220 586 675	233 627 580	246 668 493
22040080026 Assurer le fonctionnement des services de la région du bounkani	231 696 151	245 393 839	259 091 536

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040080028 Assurer le fonctionnement des services de la région du haut sassandra	306 536 627	324 658 823	342 781 031
22040080030 Assurer le fonctionnement des services de la région du goh	271 730 916	287 795 427	303 859 948
22040080032 Assurer le fonctionnement des services de la région de la marahoua	270 632 272	286 631 832	302 631 402
22040080034 Assurer le fonctionnement des services de la région du worodougou	231 910 022	245 620 354	259 330 695
22040080036 Assurer le fonctionnement des services de la région du bere	240 198 652	254 399 001	268 599 359
22040080038 Assurer le fonctionnement des services de la région du tonkpi	278 669 478	295 144 191	311 618 914
22040080040 Assurer le fonctionnement des services de la région du cavally	244 223 646	258 661 950	273 100 262
22040080042 Assurer le fonctionnement des services de la région du guemon	275 812 405	292 118 210	308 424 026
22040080044 Assurer le fonctionnement des services de la région du loh-djiboua	261 040 424	276 472 922	291 905 429
22040080046 Assurer le fonctionnement des services de la région de san-pedro	268 038 017	283 884 207	299 730 406
22040080048 Assurer le fonctionnement des services de la région de la nawa	283 034 054	299 766 797	316 499 551
22040080050 Assurer le fonctionnement des services de la région du gbokle	240 722 927	254 954 271	269 185 624
22040080052 Assurer le fonctionnement des services de la région de l'indenie djuablin	250 587 177	265 401 687	280 216 207
22040080054 Assurer le fonctionnement des services de la région de gontougo	257 046 102	272 242 459	287 438 825
22040080056 Assurer le fonctionnement des services de la région du sud-comoe	255 837 115	270 961 997	286 086 889
22040080058 Assurer le fonctionnement des services de la région de l'agneby-tiassa	253 076 645	268 038 331	283 000 026
22040080060 Assurer le fonctionnement des services de la région de la Mé	247 491 068	262 122 539	276 754 019
22040080062 Assurer le fonctionnement des services de la région des grands ponts	237 147 954	251 167 948	265 187 951
2204009 Coordination des services des communes	10 609 012 180	11 236 208 361	11 863 404 923
3 - Transferts	10 609 012 180	11 236 208 361	11 863 404 923
22040090001 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Yamoussoukro	1 000 000 000	1 059 119 188	1 118 238 412
22040090002 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'attiegouakro	46 720 261	49 482 325	52 244 390
22040090003 Assurer le fonctionnement des services de la commune de didievi	47 151 380	49 938 931	52 726 484
22040090004 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djekanou	46 989 465	49 767 444	52 545 425
22040090005 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kokumbo	47 068 386	49 851 031	52 633 677
22040090006 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiebissou	49 714 218	52 653 282	55 592 348
22040090007 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tie n'diekro	46 226 230	48 959 087	51 691 946
22040090008 Assurer le fonctionnement des services de la commune de toumodi	52 412 430	55 511 010	58 609 592
22040090009 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bocanda	47 836 535	50 664 592	53 492 651
22040090010 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dimbokro	53 877 812	57 063 024	60 248 239
22040090011 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouassi-kouassikro	47 082 288	49 865 755	52 649 223
22040090012 Assurer le fonctionnement des services de la commune de daoukro	53 230 713	56 377 670	59 524 628

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040090013 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'etrokro	46 172 446	48 902 124	51 631 803
22040090014 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'bahiakro	47 715 204	50 536 088	53 356 974
22040090015 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'ouelle	47 265 689	50 059 998	52 854 309
22040090016 Assurer le fonctionnement des services de la commune de priko	47 274 396	50 069 220	52 864 045
22040090017 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'anoumaba	46 483 497	49 231 564	51 979 632
22040090018 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'arraha	49 686 413	52 623 833	55 561 256
22040090019 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bongouanou	53 845 794	57 029 114	60 212 435
22040090020 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'batto	50 211 198	53 179 643	56 148 090
22040090021 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiemelekro	47 231 705	50 024 005	52 816 307
22040090022 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Bouaké	126 245 058	133 708 563	141 172 073
22040090023 Assurer le fonctionnement des services de la commune de brobo	47 309 644	50 106 552	52 903 461
22040090024 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djebonoua	46 877 261	49 648 607	52 419 954
22040090025 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Botro	47 627 436	50 443 131	53 258 828
22040090026 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diabo	47 259 932	50 053 901	52 847 871
22040090027 Assurer le fonctionnement des services de la commune de beoumi	51 766 033	54 826 399	57 886 767
22040090028 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bodokro	47 112 762	49 898 030	52 683 300
22040090029 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sakassou	50 293 770	53 267 097	56 240 425
22040090030 Assurer le fonctionnement des services de la commune de katiola	52 959 684	56 090 617	59 221 553
22040090031 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bassawa	45 500 912	48 190 889	50 880 868
22040090032 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonieredougou	47 245 889	50 039 028	52 832 168
22040090033 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Dabakala	48 032 013	50 871 627	53 711 242
22040090034 Assurer le fonctionnement des services de la commune de foubolo	46 690 209	49 450 496	52 210 785
22040090035 Assurer le fonctionnement des services de la commune de fronan	49 381 119	52 300 491	55 219 864
22040090036 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niakaramadougou	47 808 309	50 634 697	53 461 088
22040090037 Assurer le fonctionnement des services de la commune de satama-sokoro	45 772 643	48 478 684	51 184 728
22040090038 Assurer le fonctionnement des services de la commune de satama-sokoura	45 866 590	48 578 186	51 289 783
22040090039 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tafire	47 718 574	50 539 657	53 360 742
22040090040 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tortiya	48 520 989	51 389 510	54 258 034
22040090041 Assurer le fonctionnement des services de la commune de touba	48 694 700	51 573 491	54 452 284
22040090042 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Booko	46 146 607	48 874 757	51 602 909
22040090043 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koro	45 900 434	48 614 030	51 327 628
22040090044 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koonan	45 431 821	48 117 713	50 803 607
22040090045 Assurer le fonctionnement des services de la commune de quinteguella	46 034 404	48 755 921	51 477 439
22040090046 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'ouaninou	46 871 925	49 642 955	52 413 987
22040090047 Assurer le fonctionnement des services de la commune de borotou	45 330 711	48 010 626	50 690 542

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040090048 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'Odienné	51 056 864	54 075 304	57 093 746
22040090049 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Bako	45 917 426	48 632 027	51 346 630
22040090050 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dioulatiedougou	45 330 992	48 010 923	50 690 856
22040090051 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tieme	46 289 424	49 026 017	51 762 612
22040090052 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbeleban	45 360 763	48 042 454	50 724 148
22040090053 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seydogou	45 617 468	48 314 336	51 011 205
22040090054 Assurer le fonctionnement des services de la commune de madinani	46 963 064	49 739 482	52 515 902
22040090055 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seguelon	46 707 482	49 468 790	52 230 100
22040090056 Assurer le fonctionnement des services de la commune de samatiguila	45 680 100	48 380 670	51 081 242
22040090057 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Ferkessédougou	53 229 308	56 376 181	59 523 057
22040090058 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koumbala	45 482 516	48 171 405	50 860 296
22040090059 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Kong	47 942 840	50 777 182	53 611 525
22040090060 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'ouangolodougou	52 511 433	55 615 866	58 720 301
22040090061 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diawala	49 341 237	52 258 251	55 175 266
22040090062 Assurer le fonctionnement des services de la commune de nielle	47 946 211	50 780 752	53 615 295
22040090063 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Korhogo	81 328 968	86 137 071	90 945 176
22040090064 Assurer le fonctionnement des services de la commune de napieledougou	47 270 043	50 064 610	52 859 178
22040090065 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niofoin	45 954 640	48 671 441	51 388 244
22040090066 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sirasso	46 371 996	49 113 471	51 854 947
22040090067 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tioniaradougou	46 760 705	49 525 160	52 289 616
22040090068 Assurer le fonctionnement des services de la commune de karakoro	46 307 118	49 044 757	51 782 398
22040090069 Assurer le fonctionnement des services de la commune de komborodougou	46 008 565	48 728 554	51 448 545
22040090070 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'bengue	48 678 691	51 556 536	54 434 382
22040090071 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sinematiali	48 254 875	51 107 664	53 960 455
22040090072 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dikodougou	47 330 989	50 129 159	52 927 330
22040090073 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiembe	46 451 198	49 197 355	51 943 514
22040090074 Assurer le fonctionnement des services de la commune de boundiali	51 052 651	54 070 842	57 089 035
22040090075 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kassere	46 561 014	49 313 663	52 066 314
22040090076 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouto	47 393 340	50 195 196	52 997 053
22040090077 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tengrela	52 034 675	55 110 923	58 187 172
22040090078 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kanakono	46 422 129	49 166 568	51 911 008
22040090079 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbon	46 350 230	49 090 418	51 830 608
22040090080 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kolia	46 702 567	49 463 585	52 224 604
22040090081 Assurer le fonctionnement des services de la commune de minignan	46 100 686	48 826 121	51 551 558
22040090082 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tienko	46 194 914	48 925 920	51 656 927

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040090083 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kaniasso	45 729 250	48 432 726	51 136 204
22040090084 Assurer le fonctionnement des services de la commune de goulia	45 946 495	48 662 814	51 379 136
22040090085 Assurer le fonctionnement des services de la commune de boua	48 256 700	51 109 597	53 962 496
22040090086 Assurer le fonctionnement des services de la commune de doropo	47 794 406	50 619 972	53 445 541
22040090087 Assurer le fonctionnement des services de la commune de téhini	45 959 133	48 676 200	51 393 268
22040090088 Assurer le fonctionnement des services de la commune de daloa	80 859 231	85 639 563	90 419 898
22040090089 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bédiala	49 275 376	52 188 496	55 101 618
22040090090 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gboguhé	47 913 771	50 746 394	53 579 019
22040090091 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'issia	53 984 257	57 175 762	60 367 270
22040090092 Assurer le fonctionnement des services de la commune de saïoua	53 216 529	56 362 647	59 508 767
22040090093 Assurer le fonctionnement des services de la commune de vavoua	58 465 643	61 922 084	65 378 528
22040090094 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zoukougbeu	51 487 140	54 531 018	57 574 898
22040090095 Assurer le fonctionnement des services de la commune de nassian	47 096 893	49 881 223	52 665 555
22040090096 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diegonefla	52 602 993	55 712 839	58 822 687
22040090097 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Gagnoa	68 670 654	72 730 407	76 790 163
22040090098 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiberoua	49 682 059	52 619 222	55 556 387
22040090099 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'oume	53 351 201	56 505 281	59 659 362
22040090100 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'ouragahio	48 699 896	51 578 994	54 458 094
22040090101 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bouaflé	56 991 836	60 361 147	63 730 460
22040090102 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonon	60 816 433	64 411 851	68 007 271
22040090103 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sinfra	57 738 499	61 151 952	64 565 407
22040090104 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gohitafla	48 220 189	51 070 927	53 921 668
22040090105 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zuenoula	52 365 386	55 461 185	58 556 986
22040090106 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seguéla	53 955 750	57 145 570	60 335 392
22040090107 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djibrosso	45 936 946	48 652 701	51 368 458
22040090108 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dualla	45 680 662	48 381 266	51 081 871
22040090109 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kani	46 935 961	49 710 777	52 485 594
22040090110 Assurer le fonctionnement des services de la commune de massala	45 873 893	48 585 920	51 297 949
22040090111 Assurer le fonctionnement des services de la commune de morondo	47 212 186	50 003 332	52 794 480
22040090112 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sifé	47 732 056	50 553 936	53 375 818
22040090113 Assurer le fonctionnement des services de la commune de worofla	45 783 737	48 490 434	51 197 133
22040090114 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mankono	50 912 784	53 922 706	56 932 631
22040090115 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sarhala	48 165 421	51 012 922	53 860 424
22040090116 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiéningboué	48 472 681	51 338 347	54 204 014
22040090117 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dianra	49 739 916	52 680 499	55 621 085

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040090118 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kounahiri	46 535 175	49 286 297	52 037 420
22040090119 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kongasso	47 345 032	50 144 032	52 943 033
22040090120 Assurer le fonctionnement des services de la commune de biankouma	49 768 845	52 711 139	55 653 434
22040090121 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bin-houye	49 002 100	51 899 064	54 796 030
22040090122 Assurer le fonctionnement des services de la commune de danane	56 555 942	59 899 483	63 243 027
22040090123 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbonne	46 355 847	49 096 367	51 836 889
22040090124 Assurer le fonctionnement des services de la commune de logouale	47 990 305	50 827 453	53 664 602
22040090125 Assurer le fonctionnement des services de la commune de man	69 398 078	73 500 836	77 603 597
22040090126 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sangouine	48 575 335	51 447 069	54 318 805
22040090127 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sipilou	46 187 191	48 917 740	51 648 291
22040090128 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zouan-hounien	52 537 693	55 643 679	58 749 666
22040090129 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiglo	57 934 679	61 359 730	64 784 783
22040090130 Assurer le fonctionnement des services de la commune de taï	47 412 438	50 215 423	53 018 409
22040090131 Assurer le fonctionnement des services de la commune de boléquin	55 090 420	58 347 321	61 604 224
22040090132 Assurer le fonctionnement des services de la commune de toulepleu	48 001 961	50 839 798	53 677 637
22040090133 Assurer le fonctionnement des services de la commune de duékoué	68 400 187	72 443 950	76 487 716
22040090134 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bangolo	50 648 074	53 642 347	56 636 622
22040090135 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouibli	49 581 793	52 513 028	55 444 265
22040090136 Assurer le fonctionnement des services de la commune de facobly	49 691 749	52 629 485	55 567 222
22040090137 Assurer le fonctionnement des services de la commune de divo	63 914 026	67 692 571	71 471 119
22040090138 Assurer le fonctionnement des services de la commune de hire	52 071 608	55 150 039	58 228 472
22040090139 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zikisso	46 361 885	49 102 762	51 843 641
22040090140 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guity	50 202 772	53 170 719	56 138 668
22040090141 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-bereby	47 745 677	50 568 363	53 391 050
22040090142 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grabo	48 065 997	50 907 620	53 749 244
22040090143 Assurer le fonctionnement des services de la commune de san-pedro	71 066 942	75 268 362	79 469 784
22040090144 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tabou	49 235 915	52 146 702	55 057 491
22040090145 Assurer le fonctionnement des services de la commune de buyo	51 261 049	54 291 561	57 322 074
22040090146 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-zatry	50 564 940	53 554 298	56 543 658
22040090147 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gueyo	47 525 484	50 335 152	53 144 822
22040090148 Assurer le fonctionnement des services de la commune de lakota	49 965 165	52 919 065	55 872 967
22040090149 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mayo	46 900 151	49 672 850	52 445 550
22040090150 Assurer le fonctionnement des services de la commune de meagui	57 742 431	61 156 117	64 569 804
22040090151 Assurer le fonctionnement des services de la commune de soubre	62 027 918	65 694 958	69 362 000
22040090152 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sassandra	51 332 387	54 367 116	57 401 847

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040090153 Assurer le fonctionnement des services de la commune de fresco	48 324 668	51 181 583	54 038 500
22040090154 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'abengourou	60 875 413	64 474 318	68 073 225
22040090155 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agnibilekrou	53 669 695	56 842 604	60 015 514
22040090156 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bettie	47 595 839	50 409 666	53 223 495
22040090157 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niabile	48 142 952	50 989 124	53 835 298
22040090158 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'assuefry	48 509 192	51 377 016	54 244 842
22040090159 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bondoukou	59 136 896	62 633 021	66 129 149
22040090160 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouassi-datekro	46 614 658	49 370 479	52 126 301
22040090161 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koun-fao	46 925 148	49 699 325	52 473 503
22040090162 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sandegue	45 725 740	48 429 009	51 132 279
22040090163 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tanda	50 334 776	53 310 527	56 286 280
22040090164 Assurer le fonctionnement des services de la commune de transua	48 611 706	51 485 591	54 359 477
22040090165 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'aboisso	53 893 680	57 079 831	60 265 983
22040090166 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'adiake	49 856 473	52 803 947	55 751 423
22040090167 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'ayame	46 909 279	49 682 517	52 455 758
22040090168 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonoua	52 346 147	55 440 809	58 535 472
22040090169 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-bassam	56 800 009	60 157 979	63 515 952
22040090170 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mafere	47 847 910	50 676 640	53 505 371
22040090171 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiapoum	46 068 388	48 791 914	51 515 441
22040090172 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'assinie mafia	47 348 121	50 147 303	52 946 488
22040090173 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agboville	54 503 144	57 725 326	60 947 509
22040090174 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'azaguie	47 811 258	50 637 821	53 464 385
22040090175 Assurer le fonctionnement des services de la commune de rubino	47 550 902	50 362 073	53 173 245
22040090176 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sikensi	52 083 685	55 162 830	58 241 977
22040090177 Assurer le fonctionnement des services de la commune de de taabo	47 885 826	50 716 797	53 547 770
22040090178 Assurer le fonctionnement des services de la commune de de tiassale	51 611 841	54 663 091	57 714 343
22040090179 Assurer le fonctionnement des services de la commune de n'douci	53 003 076	56 136 575	59 270 076
22040090180 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'Adzopé	53 246 300	56 394 178	59 542 058
22040090181 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'affery	48 947 052	51 840 762	54 734 474
22040090182 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agou	48 947 052	51 840 762	54 734 474
22040090183 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'akoupe	53 911 093	57 098 273	60 285 455
22040090184 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'alepe	48 698 632	51 577 656	54 456 681
22040090185 Assurer le fonctionnement des services de la commune de yakasse-attobrou	51 190 413	54 216 749	57 243 086
22040090186 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dabou	54 938 616	58 186 542	61 434 471
22040090187 Assurer le fonctionnement des services de la commune de jacqueville	50 394 599	53 373 887	56 353 176

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040090188 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-lahou	49 446 419	52 369 651	55 292 885
22040090194 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bingerville	57 823 880	61 242 381	64 660 884
22040090199 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Anyama	61 783 290	65 435 868	69 088 448
22040090200 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Songon	51 672 647	54 727 492	57 782 339
2204011 Coordination du développement des services généraux dans les régions	227 633 000	236 507 036	245 381 067
4 - Investissements	227 633 000	236 507 036	245 381 067
Trésor	227 633 000	236 507 036	245 381 067
22040110001 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du bélier	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040110011 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du hambol	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040110021 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région dans la bagoue	35 000 000	36 364 438	37 728 877
22040110023 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du folon	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040110027 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du haut sassandra	28 192 000	29 291 036	30 390 071
22040110029 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du goh	5 941 000	6 172 604	6 404 207
22040110043 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du loh-djiboua	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040110053 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région de gontougo	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040110055 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du sud-comoe	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040110119 Développer les autres services généraux dans la région de l'agneby-tiassa	6 500 000	6 753 396	7 006 791
2204012 Coordination du développement des services généraux dans les communes	163 991 082	170 384 104	176 777 125
4 - Investissements	163 991 082	170 384 104	176 777 125
Trésor	163 991 082	170 384 104	176 777 125
22040120008 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de toumodi	5 578 000	5 795 452	6 012 905
22040120020 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de m'batto	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040120024 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de djebonoua	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040120025 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de botro	4 298 641	4 466 219	4 633 797
22040120054 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de madinani	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040120067 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de tioroniaradouyou	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040120303 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de mayo	11 000 000	11 428 823	11 857 647
22040120313 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune d'abengourou	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040120349 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune d'assinie mafia	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040120363 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de n'douci	1 000 000	1 038 984	1 077 968
22040120405 Développer les autres services généraux dans la commune d'attiegouakro	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040120441 Développer les autres services généraux dans la commune de m'batto	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040120445 Développer les autres services généraux dans la commune de bouake	24 000 000	24 935 615	25 871 230
22040120477 Développer les autres services généraux dans la commune de satama-sokoura	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040120543 Développer les autres services généraux dans la commune de sinematiali	6 024 441	6 259 298	6 494 154

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040120651 Développer les autres services généraux dans la commune de mayo	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040120717 Développer les autres services généraux dans la commune d'agou	2 100 000	2 181 866	2 263 733
22040120726 Promouvoir la recherche et le développement concernant les services généraux des administrations publiques dans la commune de dabou	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040120758 Développer les autres services généraux dans la commune de biankouma	6 990 000	7 262 498	7 534 996
2204013 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les districts autonomes	115 000 000	119 483 155	123 966 309
4 - Investissements	115 000 000	119 483 155	123 966 309
Trésor	115 000 000	119 483 155	123 966 309
22040130003 Développer les services de police dans le district de yakro	115 000 000	119 483 155	123 966 309
2204014 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les régions	421 681 601	438 120 418	454 559 234
4 - Investissements	421 681 601	438 120 418	454 559 234
Trésor	421 681 601	438 120 418	454 559 234
22040140007 Développer les services de police dans la région du moronou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040140029 Développer les services de protection civile dans la région dans la bagoue	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040140032 Développer les services de protection civile dans la région du folon	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040140038 Développer les services de protection civile dans la région du haut sassandra	29 980 000	31 148 739	32 317 478
22040140047 Développer les services de protection civile dans la région du worodougou	50 000 601	51 949 822	53 899 043
22040140059 Développer les services de protection civile dans la région du guemon	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040140061 Développer les services de police dans la région du loh-djiboua	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040140062 Développer les services de protection civile dans la région du loh-djiboua	23 882 000	24 813 015	25 744 030
22040140080 Développer les services de protection civile dans la région du sud-comoe	39 319 000	40 851 810	42 384 620
22040140083 Développer les services de protection civile dans la région de l'agneby-tiassa	26 500 000	27 533 075	28 566 150
22040140091 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'ordre et de la sécurité dans la région du bélier	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040140092 Développer les services de protection civile dans la région du bélier	46 000 000	47 793 262	49 586 524
22040140094 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la région du bélier	39 000 000	40 520 374	42 040 748
22040140097 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la région du moronou	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040140101 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la région du kabadougou	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040140120 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la région de gontougo	60 000 000	62 339 037	64 678 074
2204015 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les communes	437 710 732	454 774 427	471 838 122
4 - Investissements	437 710 732	454 774 427	471 838 122
Trésor	437 710 732	454 774 427	471 838 122
22040150046 Développer les services de police dans la commune de prikro	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040150052 Développer les services de police dans la commune d'arrah	28 400 000	29 507 144	30 614 289

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040150064 Développer les services de police dans la commune de bouake	58 000 000	60 261 069	62 522 139
22040150085 Développer les services de police dans la commune de sakassou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040150127 Développer les services de police dans la commune de koro	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040150160 Développer les services de police dans la commune de madinani	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040150166 Développer les services de police dans la commune de samatiguila	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040150268 Développer les services de police dans la commune de bédiala	6 058 843	6 295 041	6 531 238
22040150286 Développer les services de police dans la commune de diegonefla	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040150298 Développer les services de police dans la commune d'ouragahio	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040150385 Développer les services de police dans la commune de guiglo	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040150397 Développer les services de police dans la commune de duékoué	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040150457 Développer les services de police dans la commune de fresco	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040150466 Développer les services de police dans la commune de bettie	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040150535 Développer les services de police dans la commune de n'douci	15 000 699	15 585 486	16 170 272
22040150608 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de kokumbo	19 769 525	20 540 219	21 310 913
22040150616 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune d'etrokro	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040150621 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune d'anoumaba	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040150646 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de booko	15 736 000	16 349 451	16 962 903
22040150670 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) Dans la commune de sirasso	26 240 152	27 263 097	28 286 042
22040150674 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de m'bengue	6 341 000	6 588 197	6 835 394
22040150679 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de kassere	29 664 513	30 820 953	31 977 393
22040150694 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de bédiala	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040150720 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de zikisso	13 500 000	14 026 283	14 552 567
22040150728 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de gueyo	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040150780 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de sarhala	10 000 000	10 389 840	10 779 679
2204016 Coordination du développement des affaires économiques dans les districts autonomes	239 000 000	248 317 165	257 634 330
4 - Investissements	239 000 000	248 317 165	257 634 330
Trésor	239 000 000	248 317 165	257 634 330
22040160007 Développer les transports routiers dans le district de yakro	219 000 000	227 537 486	236 074 972
22040160010 Développer l'agriculture dans le district de yakro	20 000 000	20 779 679	21 559 358
2204017 Coordination du développement des affaires économiques dans les régions	4 282 273 862	4 449 213 828	4 616 153 792
4 - Investissements	4 282 273 862	4 449 213 828	4 616 153 792
Trésor	4 282 273 862	4 449 213 828	4 616 153 792
22040170147 Développer les transports routiers dans la région du haut sassandra	155 975 000	162 055 522	168 136 044
22040170158 Développer les transports routiers dans la région du goh	60 000 000	62 339 037	64 678 074
22040170160 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du goh	43 005 000	44 681 505	46 358 010

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040170166 Développer l'agriculture dans la région dans la marahoue	100 000 000	103 898 395	107 796 791
22040170180 Développer les transports routiers dans la région du wordougou	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040170191 Développer les transports routiers dans la région du bere	62 000 000	64 417 005	66 834 010
22040170202 Développer les transports routiers dans la région du tonkpi	60 005 000	62 344 232	64 683 464
22040170210 Développer l'agriculture dans la région du cavally	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040170213 Développer les transports routiers dans la région du cavally	80 000 000	83 118 716	86 237 433
22040170215 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du cavally	75 000 000	77 923 797	80 847 593
22040170224 Développer les transports routiers dans la région du guemon	280 000 000	290 915 507	301 831 014
22040170226 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du guemon	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040170232 Développer l'agriculture dans la région du loh-djiboua	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040170235 Développer les transports routiers dans la région du loh-djiboua	103 000 838	107 016 218	111 031 598
22040170240 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la région du loh-djiboua	22 862 000	23 753 251	24 644 502
22040170246 Développer les transports routiers dans la région de san-pedro	270 000 000	280 525 667	291 051 335
22040170248 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région de san-pedro	140 000 000	145 457 753	150 915 507
22040170257 Développer les transports routiers dans la région dans la nawa	100 408 547	104 322 869	108 237 191
22040170259 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région dans la nawa	200 000 000	207 796 791	215 593 581
22040170268 Développer les transports routiers dans la région du gbokle	500 471 029	519 981 368	539 491 708
22040170281 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région de l'indenie djuablin	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040170301 Développer les transports routiers dans la région du sud-comoe	22 656 000	23 539 220	24 422 441
22040170302 Développer les transports par voie d'eau dans la région du sud-comoe	14 414 000	14 975 915	15 537 829
22040170308 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la région du sud-comoe	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040170312 Développer les transports routiers dans la région de l'agneby-tiassa	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040170323 Développer les transports routiers dans la région dans la mé	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040170325 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région dans la mé	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040170335 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région des grands ponts	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040170342 Développer l'agriculture dans la région du bélier	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040170345 Développer les transports routiers dans la région du bélier	85 458 000	88 789 491	92 120 981
22040170358 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du n'Zi	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040170367 Développer les transports routiers dans la région de l'iffou	51 582 232	53 593 111	55 603 991
22040170378 Développer les transports routiers dans la région du moronou	150 297 604	156 156 799	162 015 994
22040170389 Développer les transports routiers dans la région du gbéké	100 000 000	103 898 395	107 796 791
22040170391 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du gbéké	200 000 000	207 796 791	215 593 581
22040170400 Développer les transports routiers dans la région du hambol	27 500 612	28 572 695	29 644 777
22040170411 Développer les transports routiers dans la région du bafing	106 000 000	110 132 299	114 264 598
22040170419 Développer l'agriculture dans la région du kabadougou	5 000 000	5 194 920	5 389 840

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040170422 Développer les transports routiers dans la région du kabadougou	222 205 000	230 867 429	239 529 859
22040170430 Développer l'agriculture dans la région du tchologo	177 333 000	184 246 141	191 159 283
22040170441 Développer l'agriculture dans la région du poro	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040170444 Développer les transports routiers dans la région du poro	77 100 000	80 105 663	83 111 326
22040170451 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la région du poro	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040170452 Développer l'agriculture dans la région dans la bagoue	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040170455 Développer les transports routiers dans la région dans la bagoue	65 000 000	67 533 957	70 067 914
22040170466 Développer les transports routiers dans la région du folon	65 000 000	67 533 957	70 067 914
22040170477 Développer les transports routiers dans la région du bounkani	80 000 000	83 118 716	86 237 433
22040170486 Développer les industries manufacturières dans la région du n'Zi	120 000 000	124 678 074	129 356 149
22040170504 Développer les industries manufacturières dans la région du cavally	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040170514 Développer les industries manufacturières dans la région de la mé	10 000 000	10 389 840	10 779 679
2204018 Coordination du développement des affaires économiques dans les communes	4 735 421 479	4 920 026 949	5 104 632 387
4 - Investissements	4 735 421 479	4 920 026 949	5 104 632 387
Trésor	4 735 421 479	4 920 026 949	5 104 632 387
22040180025 Développer les transports routiers dans la commune de didievi	10 500 000	10 909 332	11 318 663
22040180027 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de didievi	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040180037 Développer les transports routiers dans la commune de djekanou	20 277 000	21 067 478	21 857 955
22040180059 Développer les transports routiers dans la commune de tiebissou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180061 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiebissou	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040180067 Développer l'agriculture dans la commune de tie n'diekro	28 255 000	29 356 492	30 457 983
22040180070 Développer les transports routiers dans la commune de tie n'diekro	29 314 532	30 457 328	31 600 125
22040180072 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tie n'diekro	12 300 000	12 779 503	13 259 005
22040180081 Développer les transports routiers dans la commune de toumodi	46 340 000	48 146 516	49 953 033
22040180092 Développer les transports routiers dans la commune de bocanda	24 524 604	25 480 670	26 436 736
22040180094 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bocanda	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040180105 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dimbokro	30 113 000	31 286 924	32 460 848
22040180117 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouassi-kouassikro	37 000 000	38 442 406	39 884 813
22040180133 Développer l'agriculture dans la commune d'etrokro	4 500 000	4 675 428	4 850 856
22040180136 Développer les transports routiers dans la commune d'etrokro	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040180139 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune d'etrokro	13 709 939	14 244 407	14 778 874
22040180147 Développer les transports routiers dans la commune de m'bahiakro	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040180149 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de m'bahiakro	16 135 000	16 764 006	17 393 012
22040180158 Développer les transports routiers dans la commune d'ouelle	15 792 000	16 407 635	17 023 269
22040180160 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de ouelle	26 000 000	27 013 583	28 027 166

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040180168 Développer les transports routiers dans la commune de priko	5 113 000	5 312 325	5 511 650
22040180171 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de priko	22 494 000	23 370 905	24 247 810
22040180172 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de priko	21 500 194	22 338 357	23 176 519
22040180177 Développer l'agriculture dans la commune d'anoumaba	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040180180 Développer les transports routiers dans la commune d'anoumaba	20 500 000	21 299 171	22 098 342
22040180182 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'anoumaba	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040180191 Développer les transports routiers dans la commune d'arraha	7 242 133	7 524 460	7 806 787
22040180202 Développer les transports routiers dans la commune de bongouanou	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040180204 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bongouanou	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040180215 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de m'batto	41 556 712	43 176 757	44 796 802
22040180246 Développer les transports routiers dans la commune de brobo	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040180248 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de brobo	24 093 779	25 033 050	25 972 321
22040180257 Développer les transports routiers dans la commune de djebonoua	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040180259 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de djebonoua	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040180260 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de djebonoua	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040180264 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la commune de djebonoua	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040180268 Développer les transports routiers dans la commune de botro	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040180271 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de botro	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040180279 Développer les transports routiers dans la commune de diabo	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180290 Développer les transports routiers dans la commune de beoumi	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040180301 Développer les transports routiers dans la commune de bodokro	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040180312 Développer les transports routiers dans la commune de sakassou	17 200 000	17 870 524	18 541 048
22040180314 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sakassou	20 150 000	20 935 527	21 721 053
22040180323 Développer les transports routiers dans la commune de katiola	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180347 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bonieredougou	22 020 000	22 878 427	23 736 853
22040180356 Développer les transports routiers dans la commune de Dabakala	27 233 000	28 294 650	29 356 300
22040180367 Développer les transports routiers dans la commune de fombolo	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040180374 Développer l'agriculture dans la commune de fronan	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040180377 Développer les transports routiers dans la commune de fronan	38 500 000	40 000 882	41 501 764
22040180379 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de fronan	13 600 000	14 130 182	14 660 364
22040180389 Développer les transports routiers dans la commune niakaramadougou	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040180400 Développer les transports routiers dans la commune de satama-sokoro	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180403 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de satama-sokoro	1 463 000	1 520 034	1 577 067
22040180410 Développer les transports routiers dans la commune de satama-sokoura	26 000 000	27 013 583	28 027 166
22040180412 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de satama-sokoura	18 000 000	18 701 711	19 403 422

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040180433 Développer les transports routiers dans la commune tortiya	29 754 438	30 914 384	32 074 329
22040180446 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de touba	10 316 667	10 718 851	11 121 036
22040180457 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de booko	10 786 000	11 206 481	11 626 962
22040180458 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de booko	3 519 000	3 656 185	3 793 369
22040180468 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la commune de koro	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040180470 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de koro	13 040 000	13 548 351	14 056 702
22040180474 Développer l'agriculture dans la commune de koonan	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040180488 Développer les transports routiers dans la commune de quinteguela	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040180490 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de quinteguela	14 450 329	15 013 660	15 576 991
22040180491 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de quinteguela	14 944 000	15 526 576	16 109 152
22040180498 Développer les transports routiers dans la commune d'ouaninou	9 800 000	10 182 043	10 564 085
22040180499 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de ouaninou	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040180505 Développer l'agriculture dans la commune de Borotou	10 252 638	10 652 326	11 052 015
22040180509 Développer les transports routiers dans la commune de Borotou	26 000 000	27 013 583	28 027 166
22040180532 Développer les transports routiers dans la commune de Bako	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040180534 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Bako	22 586 374	23 466 880	24 347 386
22040180551 Développer l'agriculture dans la commune de tieme	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040180553 Développer la pêche dans la commune de tieme	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040180556 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tieme	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040180565 Développer les transports routiers dans la commune de gbeleban	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180567 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gbeleban	38 000 000	39 481 390	40 962 780
22040180568 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de gbeleban	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040180587 Développer les transports routiers dans la commune de madinani	20 093 219	20 876 532	21 659 845
22040180598 Développer les transports routiers dans la commune de seguelon	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040180605 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la commune de seguelon	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040180628 Développer l'agriculture dans la commune de koumbala	33 000 000	34 286 470	35 572 941
22040180634 Développer les transports routiers dans la commune de koumbala	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040180639 Développer l'agriculture dans la commune de Kong	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180644 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Kong	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040180646 Développer le tourisme dans la commune de Kong	27 137 957	28 195 902	29 253 847
22040180664 Développer les transports routiers dans la commune de diawala	20 129 071	20 913 782	21 698 493
22040180675 Développer les transports routiers dans la commune de nielle	17 970 268	18 670 820	19 371 372
22040180677 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de nielle	5 645 758	5 865 852	6 085 946
22040180686 Développer les transports routiers dans la commune de Korhogo	17 354 000	18 030 528	18 707 055
22040180694 Développer l'agriculture dans la commune de napeledougou	12 350 000	12 831 452	13 312 904

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040180697 Développer les transports routiers dans la commune de napieledougou	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040180699 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de napieledougou	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040180705 Développer l'agriculture dans la commune de niofoin	7 500 000	7 792 380	8 084 759
22040180708 Développer les transports routiers dans la commune de niofoin	29 500 000	30 650 027	31 800 053
22040180719 Développer les transports routiers dans la commune de sirasso	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040180730 Développer les transports routiers dans la commune de tioniaradougou	32 985 000	34 270 886	35 556 771
22040180739 Développer l'agriculture dans la commune de karakoro	11 000 000	11 428 823	11 857 647
22040180741 Développer les transports routiers dans la commune de karakoro	27 000 783	28 053 380	29 105 978
22040180749 Développer l'agriculture dans la commune de komborodougou	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040180752 Développer les transports routiers dans la commune de komborodougou	9 575 435	9 948 723	10 322 012
22040180760 Développer l'agriculture dans la commune de m'bengue	19 500 000	20 260 187	21 020 374
22040180764 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de m'bengue	5 884 000	6 113 382	6 342 763
22040180774 Développer les transports routiers dans la commune de sinematiali	24 000 000	24 935 615	25 871 230
22040180776 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sinematiali	9 839 541	10 223 125	10 606 709
22040180784 Développer les transports routiers dans la commune de dikodougou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180787 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dikodougou	19 719 539	20 488 285	21 257 030
22040180809 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de boundiali	34 953 000	36 315 606	37 678 212
22040180829 Développer les transports routiers dans la commune de kouto	23 554 024	24 472 253	25 390 482
22040180832 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouto	33 999 000	35 324 415	36 649 831
22040180864 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gbon	18 454 753	19 174 192	19 893 631
22040180873 Développer les transports routiers dans la commune de kolia	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040180875 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kolia	14 815 451	15 393 016	15 970 581
22040180881 Développer l'agriculture dans la commune de minignan	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180903 Développer l'agriculture dans la commune de kaniasso	35 181 493	36 553 007	37 924 520
22040180928 Développer les transports routiers dans la commune de bouna	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040180939 Développer les transports routiers dans la commune de doropo	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040180941 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de doropo	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040180947 Développer l'agriculture dans la commune de nassian	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040180961 Développer les transports routiers dans la commune de téhini	23 000 000	23 896 631	24 793 262
22040180983 Développer les transports routiers dans la commune de bédiala	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040180985 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bédiala	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040180986 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de bédiala	8 300 000	8 623 567	8 947 134
22040180991 Développer l'agriculture dans la commune de gboguhé	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040180994 Développer les transports routiers dans la commune de gboguhé	4 877 000	5 067 125	5 257 249
22040180996 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gboguhé	7 918 000	8 226 675	8 535 350

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040181016 Développer les transports routiers dans la commune de saïoua	20 230 000	21 018 645	21 807 291
22040181018 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de saïoua	13 943 304	14 486 869	15 030 434
22040181027 Développer les transports routiers dans la commune de vavoua	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040181038 Développer les transports routiers dans la commune de zoukougbeu	34 000 000	35 325 454	36 650 909
22040181040 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de zoukougbeu	31 000 000	32 208 503	33 417 005
22040181049 Développer les transports routiers dans la commune de diegonefla	25 228 317	26 211 817	27 195 316
22040181052 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de diegonefla	18 526 772	19 249 019	19 971 266
22040181060 Développer les transports routiers dans la commune de Gagnoa	16 836 000	17 492 334	18 148 668
22040181071 Développer les transports routiers dans la commune de guiberoua	25 892 491	26 901 883	27 911 274
22040181082 Développer les transports routiers dans la commune d'oume	13 079 000	13 588 871	14 098 742
22040181093 Développer les transports routiers dans la commune d'ouragahio	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040181095 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de ouragahio	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040181104 Développer les transports routiers dans la commune de bouafle	15 321 000	15 918 273	16 515 546
22040181106 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bouafle	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040181115 Développer les transports routiers dans la commune de bonon	18 939 000	19 677 317	20 415 634
22040181126 Développer les transports routiers dans la commune de sinfra	20 580 000	21 382 290	22 184 580
22040181137 Développer les transports routiers dans la commune de gohitafla	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040181139 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gohitafla	10 002 000	10 391 918	10 781 835
22040181150 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de zuenoula	10 353 728	10 757 357	11 160 987
22040181159 Développer les transports routiers dans la commune de seguela	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040181161 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de seguela	6 394 000	6 643 263	6 892 527
22040181170 Développer les transports routiers dans la commune de djibrosso	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040181172 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de djibrosso	17 000 000	17 662 727	18 325 454
22040181183 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dualla	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040181194 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kani	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040181206 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de massala	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040181227 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sifie	11 889 000	12 352 480	12 815 960
22040181236 Développer les transports routiers dans la commune de worofla	24 548 701	25 505 706	26 462 712
22040181239 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de worofla	26 000 000	27 013 583	28 027 166
22040181247 Développer les transports routiers dans la commune de mankono	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181249 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de mankono	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181258 Développer les transports routiers dans la commune de sarhala	17 395 000	18 073 126	18 751 252
22040181260 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sarhala	23 000 000	23 896 631	24 793 262
22040181269 Développer les transports routiers dans la commune de tiéningboué	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040181271 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiéningboué	37 580 000	39 045 017	40 510 034

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040181280 Développer les transports routiers dans la commune de dianra	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040181282 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dianra	30 054 184	31 225 815	32 397 446
22040181291 Développer les transports routiers dans la commune de kounahiri	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040181293 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kounahiri	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040181313 Développer les transports routiers dans la commune de biankouma	32 774 000	34 051 660	35 329 320
22040181315 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de biankouma	16 800 030	17 454 962	18 109 893
22040181324 Développer les transports routiers dans la commune de bin-houye	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040181326 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bin-houye	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040181332 Développer l'agriculture dans la commune de danane	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181337 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de danane	9 500 000	9 870 348	10 240 695
22040181346 Développer les transports routiers dans la commune de gbonne	32 000 000	33 247 487	34 494 973
22040181357 Développer les transports routiers dans la commune de logouale	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040181370 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de man	19 132 000	19 877 841	20 623 682
22040181379 Développer les transports routiers dans la commune de sangouine	3 932 575	4 085 882	4 239 190
22040181381 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sangouine	33 445 993	34 749 850	36 053 707
22040181401 Développer les transports routiers dans la commune de zouan-hounien	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040181412 Développer les transports routiers dans la commune de guiglo	20 812 000	21 623 334	22 434 668
22040181414 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de guiglo	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040181423 Développer les transports routiers dans la commune de taï	27 900 000	28 987 652	30 075 305
22040181425 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de taï	10 882 000	11 306 223	11 730 447
22040181434 Développer les transports routiers dans la commune de bloléquin	66 000 000	68 572 941	71 145 882
22040181436 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bloléquin	7 953 000	8 263 039	8 573 079
22040181445 Développer les transports routiers dans la commune de toulepleu	16 000 000	16 623 743	17 247 487
22040181447 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de toulepleu	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040181456 Développer les transports routiers dans la commune de duékoué	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040181458 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de duékoué	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181467 Développer les transports routiers dans la commune de bangolo	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040181469 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bangolo	16 022 554	16 647 177	17 271 799
22040181478 Développer les transports routiers dans la commune de kouibli	46 885 576	48 713 361	50 541 146
22040181480 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kouibli	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040181489 Développer les transports routiers dans la commune de facobly	17 000 000	17 662 727	18 325 454
22040181491 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de facobly	17 002 823	17 665 660	18 328 498
22040181502 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de divo	27 168 070	28 227 189	29 286 308
22040181511 Développer les transports routiers dans la commune de hire	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181513 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de hire	11 956 000	12 422 092	12 888 184

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040181522 Développer les transports routiers dans la commune dans lakota	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040181524 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune dans lakota	38 527 000	40 028 935	41 530 870
22040181533 Développer les transports routiers dans la commune de zikisso	21 952 181	22 807 964	23 663 747
22040181535 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de zikisso	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040181536 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de zikisso	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040181544 Développer les transports routiers dans la commune de guitry	8 967 000	9 316 569	9 666 138
22040181555 Développer les transports routiers dans la commune de grand-bereby	6 585 000	6 841 709	7 098 419
22040181557 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grand-bereby	16 600 000	17 247 134	17 894 267
22040181568 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grabo	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040181588 Développer les transports routiers dans la commune de tabou	21 770 000	22 618 681	23 467 361
22040181607 Développer l'agriculture dans la commune de grand-zatry	21 919 908	22 774 433	23 628 957
22040181610 Développer les transports routiers dans la commune de grand-zatry	20 432 000	21 228 520	22 025 040
22040181612 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grand-zatry	43 000 000	44 676 310	46 352 620
22040181621 Développer les transports routiers dans la commune de gueyo	10 736 929	11 155 497	11 574 065
22040181632 Développer les transports routiers dans la commune de mayo	13 975 136	14 519 942	15 064 748
22040181634 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de mayo	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040181643 Développer les transports routiers dans la commune de meagui	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040181654 Développer les transports routiers dans la commune de soubre	67 586 000	70 220 769	72 855 539
22040181667 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sassandra	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040181678 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de fresco	33 545 101	34 852 822	36 160 542
22040181687 Développer les transports routiers dans la commune d'abengourou	21 000 000	21 818 663	22 637 326
22040181698 Développer les transports routiers dans la commune d'agnibilekrou	7 500 000	7 792 380	8 084 759
22040181700 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'agnibilekrou	26 500 000	27 533 075	28 566 150
22040181709 Développer les transports routiers dans la commune de bettie	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040181711 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bettie	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040181720 Développer les transports routiers dans la commune de niable	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040181731 Développer les transports routiers dans la commune d'assuefry	22 543 381	23 422 211	24 301 041
22040181756 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouassi-datekro	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040181764 Développer les transports routiers dans la commune de koun-fao	3 709 000	3 853 591	3 998 183
22040181775 Développer les transports routiers dans la commune de sandegou	19 677 858	20 444 979	21 212 099
22040181786 Développer les transports routiers dans la commune de tanda	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040181788 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tanda	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040181797 Développer les transports routiers dans la commune de transua	7 931 170	8 240 358	8 549 547
22040181819 Développer les transports routiers dans la commune d'adiake	46 586 603	48 402 733	50 218 863
22040181830 Développer les transports routiers dans la commune d'ayame	31 277 869	32 497 204	33 716 539

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040181832 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'ayame	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040181843 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bonoua	43 653 214	45 354 989	47 056 764
22040181852 Développer les transports routiers dans la commune de grand-bassam	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181863 Développer les transports routiers dans la commune de mafere	29 500 000	30 650 027	31 800 053
22040181874 Développer les transports routiers dans la commune de tiapoum	16 139 224	16 768 395	17 397 566
22040181876 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiapoum	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181896 Développer les transports routiers dans la commune d'agboville	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181907 Développer les transports routiers dans la commune d'azaguie	20 997 651	21 816 222	22 634 794
22040181909 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'azaguie	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040181918 Développer les transports routiers dans la commune de rubino	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040181920 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de rubino	60 000 000	62 339 037	64 678 074
22040181931 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sikensi	31 553 349	32 783 423	34 013 498
22040181940 Développer les transports routiers dans la commune de de taabo	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040181942 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de de taabo	6 416 163	6 666 290	6 916 418
22040181951 Développer les transports routiers dans la commune de de tiassale	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040181962 Développer les transports routiers dans la commune de n'douci	12 500 000	12 987 299	13 474 599
22040181964 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de n'douci	26 000 000	27 013 583	28 027 166
22040181973 Développer les transports routiers dans la commune d'Adzopé	37 379 049	38 836 232	40 293 415
22040181984 Développer les transports routiers dans la commune d'affery	31 208 750	32 425 390	33 642 031
22040181997 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'agou	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040182006 Développer les transports routiers dans la commune d'akoupe	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040182008 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'akoupe	29 998 000	31 167 441	32 336 881
22040182017 Développer les transports routiers dans la commune d'Alépé	4 623 000	4 803 223	4 983 446
22040182028 Développer les transports routiers dans la commune de yakasse-attobrou	1 900 000	1 974 070	2 048 139
22040182030 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de yakasse-attobrou	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040182039 Développer les transports routiers dans la commune de dabou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040182042 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de dabou	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040182043 Développer le tourisme dans la commune de dabou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040182061 Développer les transports routiers dans la commune de grand-lahou	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040182127 Développer les transports routiers dans la commune de Bingerville	44 041 133	45 758 030	47 474 928
22040182184 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'Anyama	10 203 061	10 600 817	10 998 572
22040182195 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Songon	53 414 000	55 496 289	57 578 578
22040182301 Développer les industries manufacturières dans la commune de bédiala	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040182405 Développer les affaires économiques non classées ailleurs (n.c.a.) dans la commune de bongouanou	5 500 000	5 714 412	5 928 823
22040182492 Développer les affaires économiques non classées ailleurs (n.c.a.) dans la commune de seguela	6 000 000	6 233 904	6 467 807

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
2204019 Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les districts autonomes	25 000 000	25 974 599	26 949 198
4 - Investissements	25 000 000	25 974 599	26 949 198
Trésor	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040190009 Développer la lutte contre la pollution dans le district de yakro	25 000 000	25 974 599	26 949 198
2204020 Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les régions	160 400 000	166 653 028	172 906 051
4 - Investissements	160 400 000	166 653 028	172 906 051
Trésor	160 400 000	166 653 028	172 906 051
22040200096 Développer la gestion des déchets dans la région du cavally	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040200098 Développer la lutte contre la pollution dans la région du cavally	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040200102 Développer la gestion des eaux usées dans la région du guemon	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040200119 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la région dans la nawa	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040200137 Développer la gestion des eaux usées dans la région du sud-comoe	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040200139 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la région du sud-comoe	1 400 000	1 454 578	1 509 155
22040200146 Développer la gestion des déchets dans la région dans la mé	30 000 000	31 169 519	32 339 037
2204021 Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les communes	802 489 602	833 773 821	865 058 038
4 - Investissements	802 489 602	833 773 821	865 058 038
Trésor	802 489 602	833 773 821	865 058 038
22040210031 Développer la gestion des déchets dans la commune de tie n'diekro	10 390 000	10 795 043	11 200 087
22040210036 Développer la gestion des déchets dans la commune de toumodi	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040210046 Développer la gestion des déchets dans la commune de dimbokro	10 521 000	10 931 150	11 341 300
22040210056 Développer la gestion des déchets dans la commune de daoukro	41 776 428	43 405 038	45 033 649
22040210067 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de m'bahiakro	8 760 228	9 101 736	9 443 245
22040210077 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de prikro	15 750 000	16 363 997	16 977 995
22040210087 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'arrah	29 505 000	30 655 222	31 805 443
22040210092 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de bongouanou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040210096 Développer la gestion des déchets dans la commune de m'batto	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040210099 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de m'batto	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040210102 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de tiemelekro	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040210141 Développer la gestion des déchets dans la commune de sakassou	3 491 000	3 627 093	3 763 186
22040210159 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de bonieredougou	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040210171 Développer la gestion des déchets dans la commune de fronan	3 771 598	3 918 630	4 065 662
22040210177 Développer la gestion des eaux usées dans la commune niakaramadougou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040210207 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de booko	18 261 629	18 973 539	19 685 450
22040210232 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de Borotou	15 000 000	15 584 759	16 169 519

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040210261 Développer la gestion des déchets dans la commune de seydogou	5 365 000	5 574 149	5 783 298
22040210276 Développer la gestion des déchets dans la commune de samatiguila	28 583 000	29 697 278	30 811 557
22040210312 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de Korhogo	63 575 000	66 053 405	68 531 810
22040210317 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de napieledougou	18 065 000	18 769 245	19 473 490
22040210323 Développer la lutte contre la pollution dans la commune de niofoin	9 736 934	10 116 518	10 496 102
22040210346 Développer la gestion des déchets dans la commune de m'bengue	11 500 000	11 948 315	12 396 631
22040210349 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de m'bengue	2 500 000	2 597 460	2 694 920
22040210351 Développer la gestion des déchets dans la commune de sinematiali	9 839 541	10 223 125	10 606 709
22040210391 Développer la gestion des déchets dans la commune de gbon	3 200 000	3 324 749	3 449 497
22040210501 Développer la gestion des déchets dans la commune de bouaflé	26 233 000	27 255 666	28 278 332
22040210511 Développer la gestion des déchets dans la commune de sinfra	10 641 000	11 055 828	11 470 656
22040210521 Développer la gestion des déchets dans la commune de zuenoula	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040210524 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de zuenoula	4 500 000	4 675 428	4 850 856
22040210566 Développer la gestion des déchets dans la commune de mankono	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040210576 Développer la gestion des déchets dans la commune de tiéningboué	3 122 928	3 244 672	3 366 416
22040210601 Développer la gestion des déchets dans la commune de bin-houye	2 891 000	3 003 703	3 116 405
22040210607 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de danane	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040210631 Développer la gestion des déchets dans la commune de sipilou	29 500 000	30 650 027	31 800 053
22040210671 Développer la gestion des déchets dans la commune de kouibli	1 000 000	1 038 984	1 077 968
22040210686 Développer la gestion des déchets dans la commune de hire	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040210702 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de guitry	9 610 000	9 984 636	10 359 272
22040210714 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de grabo	9 374 280	9 739 726	10 105 173
22040210726 Développer la gestion des déchets dans la commune de buyo	6 000 171	6 234 081	6 467 992
22040210736 Développer la gestion des déchets dans la commune de gueyo	10 294 000	10 695 301	11 096 602
22040210741 Développer la gestion des déchets dans la commune de mayo	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040210746 Développer la gestion des déchets dans la commune de meagui	45 000 000	46 754 278	48 508 556
22040210772 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'agnibilekrou	18 830 000	19 564 068	20 298 136
22040210794 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de bondoukou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040210796 Développer la gestion des déchets dans la commune de kouassi-datekro	4 500 000	4 675 428	4 850 856
22040210827 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'adiake	9 755 865	10 136 187	10 516 509
22040210833 Développer la lutte contre la pollution dans la commune d'ayame	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040210861 Développer la gestion des déchets dans la commune d'agboville	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040210876 Développer la gestion des déchets dans la commune de sikensi	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040210891 Développer la gestion des déchets dans la commune de n'douci	5 439 000	5 651 034	5 863 067

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040210894 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de n'douci	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040210895 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la commune de n'douci	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040210902 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'affery	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040210906 Développer la gestion des déchets dans la commune d'agou	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040210917 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'Alépé	24 574 000	25 531 992	26 489 983
22040210930 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la commune de dabou	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040210969 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de Bingerville	19 633 000	20 398 372	21 163 744
2204022 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les districts autonomes	273 971 000	284 651 473	295 331 946
4 - Investissements	273 971 000	284 651 473	295 331 946
Trésor	273 971 000	284 651 473	295 331 946
22040220002 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans le district de yakro	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040220003 Développer l'éclairage public dans le district de yakro	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040220004 Développer l'alimentation en eau dans le district de yakro	154 971 000	161 012 382	167 053 765
22040220005 Développer les équipements collectifs dans le district de yakro	79 000 000	82 079 732	85 159 465
2204023 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les régions	5 935 206 338	6 166 584 151	6 397 961 953
4 - Investissements	5 935 206 338	6 166 584 151	6 397 961 953
Trésor	5 935 206 338	6 166 584 151	6 397 961 953
22040230002 Développer les équipements collectifs dans la région du bélier	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040230003 Développer l'alimentation en eau dans la région du bélier	65 000 000	67 533 957	70 067 914
22040230004 Développer l'éclairage public dans la région du bélier	45 000 000	46 754 278	48 508 556
22040230008 Développer l'alimentation en eau dans la région du n'zi	160 000 000	166 237 433	172 474 865
22040230012 Développer les équipements collectifs dans la région de l'iffou	68 500 000	71 170 401	73 840 802
22040230013 Développer l'alimentation en eau dans la région de l'iffou	99 000 000	102 859 411	106 718 823
22040230018 Développer l'alimentation en eau dans la région du moronou	345 000 000	358 449 464	371 898 928
22040230020 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la région du moronou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040230023 Développer l'alimentation en eau dans la région du gbêké	79 200 000	82 287 529	85 375 058
22040230024 Développer l'éclairage public dans la région du gbêké	100 000 000	103 898 395	107 796 791
22040230028 Développer l'alimentation en eau dans la région du hambol	95 000 000	98 703 476	102 406 951
22040230033 Développer l'alimentation en eau dans la région du bafing	181 805 000	188 892 478	195 979 955
22040230034 Développer l'éclairage public dans la région du bafing	94 275 000	97 950 212	101 625 424
22040230036 Développer le logement dans la région du kabadougou	65 000 000	67 533 957	70 067 914

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040230037 Développer les équipements collectifs dans la région du kabadougou	16 000 000	16 623 743	17 247 487
22040230038 Développer l'alimentation en eau dans la région du kabadougou	70 000 000	72 728 877	75 457 753
22040230039 Développer l'éclairage public dans la région du kabadougou	127 000 000	131 950 962	136 901 924
22040230043 Développer l'alimentation en eau dans la région du tchologo	220 000 000	228 576 470	237 152 940
22040230051 Développer le logement dans la région dans la bagoue	48 000 000	49 871 230	51 742 460
22040230052 Développer les équipements collectifs dans la région dans la bagoue	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040230053 Développer l'alimentation en eau dans la région dans la bagoue	26 000 000	27 013 583	28 027 166
22040230057 Développer les équipements collectifs dans la région du folon	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040230058 Développer l'alimentation en eau dans la région du folon	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040230059 Développer l'éclairage public dans la région du folon	317 000 000	329 357 913	341 715 827
22040230063 Développer l'alimentation en eau dans la région du bounkani	101 647 000	105 609 602	109 572 204
22040230066 Développer le logement dans la région du haut sassandra	28 112 000	29 207 917	30 303 834
22040230068 Développer l'alimentation en eau dans la région du haut sassandra	155 564 646	161 629 171	167 693 696
22040230069 Développer l'éclairage public dans la région du haut sassandra	27 287 000	28 350 755	29 414 510
22040230072 Développer les équipements collectifs dans la région du goh	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040230073 Développer l'alimentation en eau dans la région du goh	141 000 000	146 496 737	151 993 475
22040230074 Développer l'éclairage public dans la région du goh	56 480 000	58 681 814	60 883 627
22040230077 Développer les équipements collectifs dans la région dans la marahoue	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040230078 Développer l'alimentation en eau dans la région dans la marahoue	158 986 863	165 184 799	171 382 736
22040230079 Développer l'éclairage public dans la région dans la marahoue	137 000 000	142 340 802	147 681 603
22040230083 Développer l'alimentation en eau dans la région du worodougou	147 000 000	152 730 641	158 461 282
22040230088 Développer l'alimentation en eau dans la région du bere	139 500 000	144 938 262	150 376 523
22040230096 Développer le logement dans la région du cavally	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040230097 Développer les équipements collectifs dans la région du cavally	119 052 410	123 693 544	128 334 677
22040230098 Développer l'alimentation en eau dans la région du cavally	45 140 000	46 899 736	48 659 471
22040230102 Développer les équipements collectifs dans la région du guemon	119 089 000	123 731 560	128 374 120
22040230103 Développer l'alimentation en eau dans la région du guemon	90 000 000	93 508 556	97 017 112
22040230104 Développer l'éclairage public dans la région du guemon	30 459 000	31 646 412	32 833 824
22040230107 Développer les équipements collectifs dans la région du loh-djiboua	49 446 000	51 373 601	53 301 201
22040230108 Développer l'alimentation en eau dans la région du loh-djiboua	101 140 000	105 082 837	109 025 674
22040230109 Développer l'éclairage public dans la région du loh-djiboua	141 063 000	146 562 193	152 061 387
22040230113 Développer l'alimentation en eau dans la région de san-pedro	222 674 418	231 355 147	240 035 876
22040230114 Développer l'éclairage public dans la région de san-pedro	395 000 000	410 398 662	425 797 323
22040230117 Développer les équipements collectifs dans la région dans la nawa	129 000 000	134 028 930	139 057 860
22040230122 Développer les équipements collectifs dans la région du gbokle	25 000 000	25 974 599	26 949 198

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040230123 Développer l'alimentation en eau dans la région du gbokle	23 883 000	24 814 054	25 745 108
22040230124 Développer l'éclairage public dans la région du gbokle	24 200 000	25 143 412	26 086 823
22040230125 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la région du gbokle	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040230128 Développer l'alimentation en eau dans la région de l'indenie djuablin	80 000 000	83 118 716	86 237 433
22040230129 Développer l'éclairage public dans la région de l'indenie djuablin	35 000 000	36 364 438	37 728 877
22040230132 Développer les équipements collectifs dans la région de gontougo	90 420 955	93 945 921	97 470 888
22040230133 Développer l'alimentation en eau dans la région de gontougo	102 000 000	105 976 363	109 952 727
22040230134 Développer l'éclairage public dans la région de gontougo	70 820 046	73 580 891	76 341 737
22040230136 Développer le logement dans la région du sud-comoe	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040230137 Développer les équipements collectifs dans la région du sud-comoe	32 000 000	33 247 487	34 494 973
22040230138 Développer l'alimentation en eau dans la région du sud-comoe	17 225 000	17 896 499	18 567 997
22040230139 Développer l'éclairage public dans la région du sud-comoe	46 000 000	47 793 262	49 586 524
22040230144 Développer l'éclairage public dans la région de l'agneby-tiassa	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040230147 Développer les équipements collectifs dans la région dans la Mé	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040230148 Développer l'alimentation en eau dans la région dans la Mé	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040230152 Développer les équipements collectifs dans la région des grands ponts	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040230153 Développer l'alimentation en eau dans la région des grands ponts	125 000 000	129 872 994	134 745 988
22040230154 Développer l'éclairage public dans la région des grands ponts	139 236 000	144 663 970	150 091 940
2204024 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les communes	4 460 652 934	4 634 546 833	4 808 440 709
4 - Investissements	4 460 652 934	4 634 546 833	4 808 440 709
Trésor	4 460 652 934	4 634 546 833	4 808 440 709
22040240007 Développer les équipements collectifs dans la commune d'attiegouakro	36 720 000	38 151 491	39 582 982
22040240012 Développer les équipements collectifs dans la commune de didievi	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040240017 Développer les équipements collectifs dans la commune de djekanou	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040240018 Développer l'alimentation en eau dans la commune de djekanou	6 638 000	6 896 775	7 155 551
22040240019 Développer l'éclairage public dans la commune de djekanou	54 206 371	56 319 550	58 432 728
22040240028 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiebissou	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040240029 Développer l'éclairage public dans la commune de tiebissou	14 551 781	15 119 067	15 686 353
22040240037 Développer les équipements collectifs dans la commune de toumodi	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040240038 Développer l'alimentation en eau dans la commune de toumodi	3 676 000	3 819 305	3 962 610
22040240039 Développer l'éclairage public dans la commune de toumodi	5 095 000	5 293 623	5 492 246
22040240042 Développer les équipements collectifs dans la commune de bocanda	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040240048 Développer l'alimentation en eau dans la commune de dimbokro	23 889 431	24 820 735	25 752 040
22040240052 Développer les équipements collectifs dans la commune de kouassi-kouassikro	2 220 349	2 306 907	2 393 465

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040240058 Développer l'alimentation en eau dans la commune de daoukro	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040240063 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'etrokro	3 993 243	4 148 915	4 304 588
22040240067 Développer les équipements collectifs dans la commune de m'bahiakro	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040240068 Développer l'alimentation en eau dans la commune de m'bahiakro	16 000 000	16 623 743	17 247 487
22040240069 Développer l'éclairage public dans la commune de m'bahiakro	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040240072 Développer les équipements collectifs dans la commune de ouelle	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040240078 Développer l'alimentation en eau dans la commune de prikro	10 068 000	10 460 490	10 852 981
22040240082 Développer les équipements collectifs dans la commune d'anoumaba	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040240084 Développer l'éclairage public dans la commune d'anoumaba	12 300 000	12 779 503	13 259 005
22040240092 Développer les équipements collectifs dans la commune de bongouanou	25 958 290	26 970 247	27 982 204
22040240099 Développer l'éclairage public dans la commune de m'batto	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040240102 Développer les équipements collectifs dans la commune de tiemelekro	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040240103 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiemelekro	25 644 673	26 644 404	27 644 134
22040240104 Développer l'éclairage public dans la commune de tiemelekro	12 735 000	13 231 461	13 727 921
22040240107 Développer les équipements collectifs dans la commune de bouake	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040240114 Développer l'éclairage public dans la commune de brobo	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040240116 Développer le logement dans la commune de djebonoua	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040240117 Développer les équipements collectifs dans la commune de djebonoua	32 000 000	33 247 487	34 494 973
22040240119 Développer l'éclairage public dans la commune de djebonoua	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040240122 Développer les équipements collectifs dans la commune de botro	33 503 000	34 809 079	36 115 159
22040240128 Développer l'alimentation en eau dans la commune de diabo	13 459 204	13 983 897	14 508 590
22040240134 Développer l'éclairage public dans la commune de beoumi	47 847 000	49 712 265	51 577 530
22040240138 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bodokro	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040240139 Développer l'éclairage public dans la commune de bodokro	22 252 843	23 120 347	23 987 851
22040240148 Développer l'alimentation en eau dans la commune de katiola	24 861 429	25 830 626	26 799 823
22040240154 Développer l'éclairage public dans la commune de bassawa	59 948 000	62 285 010	64 622 020
22040240157 Développer les équipements collectifs dans la commune de bonieredougou	12 500 000	12 987 299	13 474 599
22040240159 Développer l'éclairage public dans la commune de bonieredougou	6 067 000	6 303 516	6 540 031
22040240163 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Dabakala	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040240164 Développer l'éclairage public dans la commune de Dabakala	24 000 000	24 935 615	25 871 230
22040240168 Développer l'alimentation en eau dans la commune de foubolo	15 500 000	16 104 251	16 708 503
22040240173 Développer l'alimentation en eau dans la commune de fronan	25 800 000	26 805 786	27 811 572
22040240179 Développer l'éclairage public dans la commune niakaramadougou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040240182 Développer les équipements collectifs dans la commune de satama-sokoro	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040240183 Développer l'alimentation en eau dans la commune de satama-sokoro	19 360 871	20 115 634	20 870 398

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040240184 Développer l'éclairage public dans la commune de satama-sokoro	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040240187 Développer les équipements collectifs dans la commune de satama-sokoura	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040240198 Développer l'alimentation en eau dans la commune tortiya	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040240202 Développer les équipements collectifs dans la commune de touba	23 623 000	24 543 918	25 464 836
22040240203 Développer l'alimentation en eau dans la commune de touba	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040240207 Développer les équipements collectifs dans la commune de booko	16 520 000	17 164 015	17 808 030
22040240211 Développer le logement dans la commune de koro	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040240216 Développer le logement dans la commune de koonan	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040240217 Développer les équipements collectifs dans la commune de koonan	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040240222 Développer les équipements collectifs dans la commune de guinteguela	12 322 000	12 802 360	13 282 721
22040240223 Développer l'alimentation en eau dans la commune de guinteguela	4 500 423	4 675 867	4 851 312
22040240227 Développer les équipements collectifs dans la commune d'ouaninou	25 750 000	26 753 837	27 757 674
22040240229 Développer l'éclairage public dans la commune d'ouaninou	22 396 038	23 269 124	24 142 210
22040240233 Développer l'alimentation en eau dans la commune de borotou	9 100 000	9 454 754	9 809 508
22040240237 Développer les équipements collectifs dans la commune d'Odienné	56 000 000	58 183 101	60 366 203
22040240247 Développer les équipements collectifs dans la commune de dioulatiedougou	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040240249 Développer l'éclairage public dans la commune de dioulatiedougou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040240252 Développer les équipements collectifs dans la commune de tieme	22 374 915	23 247 178	24 119 440
22040240262 Développer les équipements collectifs dans la commune de seydogou	23 000 000	23 896 631	24 793 262
22040240264 Développer l'éclairage public dans la commune de seydogou	18 150 000	18 857 559	19 565 118
22040240267 Développer les équipements collectifs dans la commune de madinani	27 000 000	28 052 567	29 105 133
22040240272 Développer les équipements collectifs dans la commune de seguelon	7 500 000	7 792 380	8 084 759
22040240283 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Ferkessédougou	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040240287 Développer les équipements collectifs dans la commune de koumbala	7 500 000	7 792 380	8 084 759
22040240288 Développer l'alimentation en eau dans la commune de koumbala	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040240297 Développer les équipements collectifs dans la commune d'ouangolodougou	5 811 000	6 037 536	6 264 072
22040240299 Développer l'éclairage public dans la commune d'ouangolodougou	32 077 458	33 327 964	34 578 470
22040240302 Développer les équipements collectifs dans la commune de diawala	27 000 000	28 052 567	29 105 133
22040240304 Développer l'éclairage public dans la commune de diawala	26 500 000	27 533 075	28 566 150
22040240308 Développer l'alimentation en eau dans la commune de nielle	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040240309 Développer l'éclairage public dans la commune de nielle	31 651 000	32 884 881	34 118 762
22040240318 Développer l'alimentation en eau dans la commune de napieledougou	19 005 552	19 746 464	20 487 375
22040240328 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sirasso	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040240333 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tioniaradougou	10 892 444	11 317 075	11 741 705
22040240337 Développer les équipements collectifs dans la commune de karakoro	10 000 000	10 389 840	10 779 679

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040240338 Développer l'alimentation en eau dans la commune de karakoro	16 740 000	17 392 591	18 045 183
22040240342 Développer les équipements collectifs dans la commune de komborodougou	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040240343 Développer l'alimentation en eau dans la commune de komborodougou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040240347 Développer les équipements collectifs dans la commune de m'bengue	11 072 597	11 504 251	11 935 904
22040240357 Développer les équipements collectifs dans la commune de dikodougou	25 560 000	26 556 430	27 552 860
22040240358 Développer l'alimentation en eau dans la commune de dikodougou	11 618 000	12 070 916	12 523 831
22040240361 Développer le logement dans la commune de guiembe	7 943 000	8 252 650	8 562 299
22040240363 Développer l'éclairage public dans la commune de guiembe	20 802 208	21 613 160	22 424 113
22040240372 Développer les équipements collectifs dans la commune de kassere	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040240377 Développer les équipements collectifs dans la commune de kouto	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040240382 Développer les équipements collectifs dans la commune de tengrela	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040240383 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tengrela	16 000 000	16 623 743	17 247 487
22040240387 Développer les équipements collectifs dans la commune de kanakono	39 500 000	41 039 866	42 579 732
22040240392 Développer les équipements collectifs dans la commune de gbon	12 487 000	12 973 793	13 460 585
22040240397 Développer les équipements collectifs dans la commune de kolia	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040240402 Développer les équipements collectifs dans la commune de minignan	14 173 664	14 726 209	15 278 755
22040240406 Développer le logement dans la commune de tienko	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040240407 Développer les équipements collectifs dans la commune de tienko	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040240409 Développer l'éclairage public dans la commune de tienko	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040240411 Développer le logement dans la commune de kaniasso	31 996 108	33 243 443	34 490 778
22040240412 Développer les équipements collectifs dans la commune de kaniasso	23 600 000	24 520 021	25 440 043
22040240417 Développer les équipements collectifs dans la commune de goulia	47 800 000	49 663 433	51 526 866
22040240423 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bouna	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040240424 Développer l'éclairage public dans la commune de bouna	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040240427 Développer les équipements collectifs dans la commune de doropo	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040240428 Développer l'alimentation en eau dans la commune de doropo	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040240429 Développer l'éclairage public dans la commune de doropo	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040240431 Développer le logement dans la commune de nassian	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040240433 Développer l'alimentation en eau dans la commune de nassian	12 235 922	12 712 927	13 189 931
22040240437 Développer les équipements collectifs dans la commune de téhini	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040240438 Développer l'alimentation en eau dans la commune de téhini	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040240443 Développer l'alimentation en eau dans la commune de dalao	50 394 000	52 358 557	54 323 115
22040240444 Développer l'éclairage public dans la commune de dalao	57 585 000	59 829 891	62 074 782
22040240449 Développer l'éclairage public dans la commune de bédiala	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040240451 Développer le logement dans la commune de gboguhé	13 275 961	13 793 510	14 311 060

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040240452 Développer les équipements collectifs dans la commune de gboguhé	7 500 000	7 792 380	8 084 759
22040240453 Développer l'alimentation en eau dans la commune de gboguhé	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040240457 Développer les équipements collectifs dans la commune d'issia	70 393 934	73 138 168	75 882 402
22040240464 Développer l'éclairage public dans la commune de saïoua	12 385 000	12 867 816	13 350 633
22040240469 Développer l'éclairage public dans la commune de vavoua	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040240473 Développer l'alimentation en eau dans la commune de zoukougbeu	10 657 253	11 072 715	11 488 177
22040240474 Développer l'éclairage public dans la commune de zoukougbeu	21 260 000	22 088 799	22 917 598
22040240485 Développer l'éclairage public dans la commune de Songon	22 722 000	23 607 793	24 493 587
22040240486 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Songon	20 979 060	21 796 907	22 614 753
22040241007 Développer l'éclairage public dans la commune de diegonefla	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040241017 Développer l'éclairage public dans la commune de guiberoua	33 500 000	34 805 962	36 111 925
22040241023 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la commune d'oume	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040241025 Développer les équipements collectifs dans la commune d'ouragahio	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040241027 Développer l'éclairage public dans la commune d'ouragahio	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040241032 Développer l'éclairage public dans la commune de bouafle	23 232 922	24 138 633	25 044 344
22040241035 Développer les équipements collectifs dans la commune de bonon	23 000 000	23 896 631	24 793 262
22040241036 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bonon	20 891 099	21 705 517	22 519 934
22040241037 Développer l'éclairage public dans la commune de bonon	22 614 000	23 495 583	24 377 166
22040241046 Développer l'alimentation en eau dans la commune de gohitafla	16 151 695	16 781 352	17 411 009
22040241047 Développer l'éclairage public dans la commune de gohitafla	22 870 000	23 761 563	24 653 126
22040241050 Développer les équipements collectifs dans la commune de zuenoula	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040241052 Développer l'éclairage public dans la commune de zuenoula	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040241055 Développer les équipements collectifs dans la commune de seguela	14 578 537	15 146 866	15 715 195
22040241061 Développer l'alimentation en eau dans la commune de djibrosso	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040241062 Développer l'éclairage public dans la commune de djibrosso	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040241069 Développer le logement dans la commune de kani	26 409 000	27 438 527	28 468 054
22040241071 Développer l'alimentation en eau dans la commune de kani	33 655 320	34 967 337	36 279 355
22040241075 Développer les équipements collectifs dans la commune de massala	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040241081 Développer l'alimentation en eau dans la commune de morondo	68 000 000	70 650 909	73 301 818
22040241086 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sifie	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040241090 Développer les équipements collectifs dans la commune de worofla	25 100 000	26 078 497	27 056 994
22040241091 Développer l'alimentation en eau dans la commune de worofla	15 187 000	15 779 049	16 371 099
22040241117 Développer l'éclairage public dans la commune de kounahiri	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040241120 Développer les équipements collectifs dans la commune de kongasso	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040241121 Développer l'alimentation en eau dans la commune de kongasso	24 700 513	25 663 437	26 626 360

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040241125 Développer les équipements collectifs dans la commune de biankouma	17 114 000	17 781 171	18 448 343
22040241127 Développer l'éclairage public dans la commune de biankouma	11 024 000	11 453 759	11 883 518
22040241130 Développer les équipements collectifs dans la commune de bin-houye	12 500 000	12 987 299	13 474 599
22040241131 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bin-houye	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040241140 Développer les équipements collectifs dans la commune de gbonne	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040241142 Développer l'éclairage public dans la commune de gbonne	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040241156 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sangouine	31 778 820	33 017 684	34 256 548
22040241157 Développer l'éclairage public dans la commune de sangouine	3 655 000	3 797 486	3 939 973
22040241160 Développer les équipements collectifs dans la commune de sipilou	36 373 904	37 791 903	39 209 901
22040241166 Développer l'alimentation en eau dans la commune de zouan-hounien	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040241167 Développer l'éclairage public dans la commune de zouan-hounien	29 037 460	30 169 455	31 301 450
22040241171 Développer l'alimentation en eau dans la commune de guiglo	9 980 278	10 369 349	10 758 419
22040241175 Développer les équipements collectifs dans la commune de taï	24 700 000	25 662 904	26 625 807
22040241186 Développer l'alimentation en eau dans la commune de toulepleu	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040241187 Développer l'éclairage public dans la commune de toulepleu	20 500 000	21 299 171	22 098 342
22040241191 Développer l'alimentation en eau dans la commune de duékoué	24 951 673	25 924 388	26 897 103
22040241197 Développer l'éclairage public dans la commune de bangolo	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040241212 Développer l'éclairage public dans la commune de divo	17 000 000	17 662 727	18 325 454
22040241215 Développer les équipements collectifs dans la commune de hire	31 423 000	32 647 993	33 872 986
22040241221 Développer l'alimentation en eau dans la commune dans lakota	3 750 000	3 896 190	4 042 380
22040241226 Développer l'alimentation en eau dans la commune de zikisso	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040241227 Développer l'éclairage public dans la commune de zikisso	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040241235 Développer les équipements collectifs dans la commune de grand-bereby	14 941 000	15 523 459	16 105 918
22040241237 Développer l'éclairage public dans la commune de grand-bereby	43 375 000	45 065 929	46 756 858
22040241239 Développer le logement dans la commune de grabo	45 000 000	46 754 278	48 508 556
22040241252 Développer l'éclairage public dans la commune de tabou	41 246 766	42 854 728	44 462 690
22040241256 Développer l'alimentation en eau dans la commune de buyo	31 676 000	32 910 856	34 145 711
22040241257 Développer l'éclairage public dans la commune de buyo	23 000 000	23 896 631	24 793 262
22040241262 Développer l'éclairage public dans la commune de grand-zattry	10 582 000	10 994 528	11 407 056
22040241265 Développer les équipements collectifs dans la commune de gueyo	19 285 000	20 036 806	20 788 611
22040241270 Développer les équipements collectifs dans la commune de mayo	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040241286 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sassandra	28 200 239	29 299 596	30 398 953
22040241290 Développer les équipements collectifs dans la commune de fresco	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040241304 Développer les équipements collectifs dans la commune de bettie	19 767 949	20 538 582	21 309 215
22040241306 Développer l'éclairage public dans la commune de bettie	10 000 000	10 389 840	10 779 679

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040241316 Développer l'éclairage public dans la commune d'assuefry	24 304 860	25 252 360	26 199 859
22040241319 Développer les équipements collectifs dans la commune de bondoukou	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040241321 Développer l'éclairage public dans la commune de bondoukou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040241325 Développer l'alimentation en eau dans la commune de kouassi-datekro	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040241326 Développer l'éclairage public dans la commune de kouassi-datekro	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040241330 Développer l'alimentation en eau dans la commune de koun-fao	51 878 790	53 901 230	55 923 671
22040241331 Développer l'éclairage public dans la commune de koun-fao	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040241336 Développer l'éclairage public dans la commune de sandegue	19 096 000	19 840 438	20 584 875
22040241339 Développer les équipements collectifs dans la commune de tanda	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040241341 Développer l'éclairage public dans la commune de tanda	27 688 484	28 767 891	29 847 297
22040241349 Développer les équipements collectifs dans la commune d'aboisso	13 500 000	14 026 283	14 552 567
22040241355 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'adiake	19 443 000	20 200 965	20 958 930
22040241356 Développer l'éclairage public dans la commune d'adiake	9 393 000	9 759 176	10 125 353
22040241370 Développer l'alimentation en eau dans la commune de grand-bassam	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040241376 Développer l'éclairage public dans la commune de mafere	11 138 000	11 572 203	12 006 407
22040241380 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiapoum	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040241381 Développer l'éclairage public dans la commune de tiapoum	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040241390 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'agboville	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040241391 Développer l'éclairage public dans la commune d'agboville	13 133 225	13 645 210	14 157 195
22040241401 Développer l'éclairage public dans la commune de rubino	12 720 032	13 215 909	13 711 786
22040241410 Développer l'alimentation en eau dans la commune de de taabo	20 960 000	21 777 104	22 594 207
22040241411 Développer l'éclairage public dans la commune de de taabo	39 421 000	40 957 786	42 494 573
22040241414 Développer les équipements collectifs dans la commune de de tiassale	25 050 222	26 026 779	27 003 335
22040241419 Développer les équipements collectifs dans la commune de n'douci	14 500 000	15 065 267	15 630 535
22040241421 Développer l'éclairage public dans la commune de n'douci	6 600 000	6 857 294	7 114 588
22040241430 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'affery	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040241431 Développer l'éclairage public dans la commune d'affery	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040241436 Développer l'éclairage public dans la commune d'agou	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040241439 Développer les équipements collectifs dans la commune d'akoupe	49 475 000	51 403 731	53 332 462
22040241446 Développer l'éclairage public dans la commune d'Alépé	40 139 000	41 703 777	43 268 554
22040241449 Développer les équipements collectifs dans la commune de yakasse-attobrou	24 741 851	25 706 386	26 670 921
22040241456 Développer l'éclairage public dans la commune de dabou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040241459 Développer les équipements collectifs dans la commune de Jacquerville	36 000 000	37 403 422	38 806 845
22040241460 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Jacquerville	10 568 273	10 980 266	11 392 259
22040241461 Développer l'éclairage public dans la commune de Jacquerville	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040241464 Développer les équipements collectifs dans la commune de grand-lahou	19 000 000	19 740 695	20 481 390

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
2204025 Coordination du développement de la santé dans les districts autonomes	78 000 000	81 040 748	84 081 497
4 - Investissements	78 000 000	81 040 748	84 081 497
Trésor	78 000 000	81 040 748	84 081 497
22040250003 Développer des dispensaires et des maternités dans le district de yakro	78 000 000	81 040 748	84 081 497
2204026 Coordination du développement de la santé dans les régions	5 622 844 434	5 842 045 142	6 061 245 845
4 - Investissements	5 622 844 434	5 842 045 142	6 061 245 845
Trésor	5 622 844 434	5 842 045 142	6 061 245 845
22040260001 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bélier	55 000 000	57 144 117	59 288 235
22040260002 Développer des services de médecine générale dans la région du bélier	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040260007 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bélier	205 062 000	213 056 127	221 050 255
22040260009 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du n'zi	82 772 000	85 998 780	89 225 560
22040260013 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du n'zi	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040260015 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du n'zi	90 800 000	94 339 743	97 879 486
22040260017 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de l'iffou	45 500 000	47 273 770	49 047 540
22040260023 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'iffou	223 000 000	231 693 422	240 386 843
22040260025 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du moronou	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040260029 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du moronou	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040260030 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région du moronou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040260031 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du moronou	118 750 000	123 379 344	128 008 689
22040260039 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du gbêkê	130 000 000	135 067 914	140 135 828
22040260045 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du hambol	70 000 000	72 728 877	75 457 753
22040260047 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du hambol	132 000 000	137 145 882	142 291 764
22040260049 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bafing	15 274 000	15 869 441	16 464 882
22040260050 Développer des services de médecine générale dans la région du bafing	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040260055 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bafing	121 876 000	126 627 208	131 378 417
22040260057 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du kabadougou	24 500 000	25 455 107	26 410 214
22040260063 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du kabadougou	55 000 000	57 144 117	59 288 235
22040260071 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du tchologo	330 000 000	342 864 705	355 729 409
22040260078 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région du poro	115 000 000	119 483 155	123 966 309
22040260079 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du poro	160 000 000	166 237 433	172 474 865
22040260081 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région dans la bagoue	30 224 325	31 402 589	32 580 852
22040260087 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la bagoue	267 000 000	277 408 716	287 817 431
22040260089 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du folon	28 608 154	29 723 413	30 838 672
22040260095 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du folon	155 000 000	161 042 513	167 085 026
22040260097 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bounkani	25 000 000	25 974 599	26 949 198

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040260101 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du bounkani	175 721 000	182 571 299	189 421 599
22040260103 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bounkani	294 652 000	306 138 700	317 625 400
22040260109 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du haut sassandra	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040260111 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du haut sassandra	60 000 000	62 339 037	64 678 074
22040260113 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du goh	110 000 000	114 288 235	118 576 470
22040260119 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du goh	125 148 000	130 026 764	134 905 528
22040260121 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région dans la marahoue	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040260127 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la marahoue	70 000 000	72 728 877	75 457 753
22040260135 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du worodougou	95 000 000	98 703 476	102 406 951
22040260137 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bere	65 000 000	67 533 957	70 067 914
22040260141 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du bere	52 000 000	54 027 166	56 054 331
22040260143 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bere	286 000 000	297 149 411	308 298 821
22040260145 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du tonkpi	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040260151 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du tonkpi	166 620 000	173 115 506	179 611 013
22040260153 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du cavally	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040260159 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du cavally	70 000 000	72 728 877	75 457 753
22040260161 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du guemon	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040260167 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du guemon	74 020 000	76 905 592	79 791 184
22040260169 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du loh-djiboua	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040260171 Développer des services de médecine spécialisée dans la région du loh-djiboua	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040260174 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région du loh-djiboua	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040260175 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du loh-djiboua	61 824 000	64 234 144	66 644 288
22040260193 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du gbokle	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040260199 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du gbokle	12 500 000	12 987 299	13 474 599
22040260201 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de l'indenie djuablin	70 000 000	72 728 877	75 457 753
22040260203 Développer des services de médecine spécialisée dans la région de l'indenie djuablin	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040260207 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'indenie djuablin	55 000 000	57 144 117	59 288 235
22040260215 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de gontougo	140 420 955	145 895 119	151 369 283
22040260221 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du sud-comoe	32 150 000	33 403 334	34 656 668
22040260223 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du sud-comoe	153 278 000	159 253 382	165 228 765
22040260225 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de l'agneby-tiassa	45 000 000	46 754 278	48 508 556
22040260230 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région de l'agneby-tiassa	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040260231 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'agneby-tiassa	155 000 000	161 042 513	167 085 026
22040260239 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la Mé	45 000 000	46 754 278	48 508 556
22040260241 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région des grands ponts	37 000 000	38 442 406	39 884 813
22040260245 Développer des services hospitaliers généraux dans la région des grands ponts	131 641 000	136 772 887	141 904 773
22040260247 Développer des dispensaires et des maternités dans la région des grands ponts	120 503 000	125 200 683	129 898 367

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
2204027 Coordination du développement de la santé dans les communes	1 594 922 407	1 657 098 795	1 719 275 167
4 - Investissements	1 594 922 407	1 657 098 795	1 719 275 167
Trésor	1 594 922 407	1 657 098 795	1 719 275 167
22040270011 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Anyama	45 000 000	46 754 278	48 508 556
22040270031 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Bingerville	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270055 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de grand-lahou	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040270059 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Jacquerville	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040270063 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dabou	25 597 569	26 595 463	27 593 358
22040270075 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'akoupe	9 320 000	9 683 330	10 046 661
22040270079 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270103 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sikensi	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040270111 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'azaguie	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040270115 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agboville	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040270119 Développer des dispensaires et des maternités e la commune d'assinie mafia	16 500 000	17 143 235	17 786 470
22040270123 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiapoum	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040270131 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de grand-bassam	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040270133 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de grand-bassam	4 005 377	4 161 522	4 317 668
22040270139 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'ayame	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270147 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'aboisso	15 019 943	15 605 480	16 191 017
22040270151 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de transua	20 920 000	21 735 544	22 551 089
22040270155 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tanda	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270159 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sandegue	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040270163 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de koun-fao	9 465 000	9 833 983	10 202 966
22040270177 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune d'assuefry	28 393 619	29 500 515	30 607 410
22040270183 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bettie	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270187 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agnibilekrou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270195 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de fresco	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040270203 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de soubre	31 950 000	33 195 537	34 441 075
22040270205 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de soubre	8 620 908	8 956 985	9 293 062
22040270209 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de meagui	1 587 284	1 649 163	1 711 041
22040270235 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de grabo	13 895 000	14 436 682	14 978 364
22040270243 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guitry	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270247 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de zikisso	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270251 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune dans lakota	6 800 000	7 065 091	7 330 182
22040270259 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de divo	18 000 000	18 701 711	19 403 422

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040270267 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kouibli	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040270271 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bangolo	23 000 000	23 896 631	24 793 262
22040270275 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de duékoué	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040270279 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de toulepleu	17 500 000	18 182 219	18 864 438
22040270281 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de toulepleu	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040270283 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bloléquin	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040270287 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de taï	4 019 000	4 175 677	4 332 353
22040270291 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guiglo	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040270295 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de zouan-hounien	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040270299 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sipilou	15 864 000	16 482 441	17 100 883
22040270311 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de logouale	15 045 000	15 631 514	16 218 027
22040270315 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de gbonne	15 445 742	16 047 878	16 650 014
22040270319 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de danane	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040270323 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bin-houye	30 895 448	32 099 875	33 304 301
22040270327 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de biankouma	7 383 000	7 670 819	7 958 637
22040270335 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kounahiri	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040270343 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiéningboué	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040270347 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sarhala	20 980 296	21 798 191	22 616 086
22040270351 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de mankono	27 000 000	28 052 567	29 105 133
22040270359 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sifie	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270365 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de morondo	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270367 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de massala	19 991 135	20 770 468	21 549 802
22040270379 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de djibrosso	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040270381 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de djibrosso	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040270395 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sinfra	39 848 000	41 401 433	42 954 865
22040270397 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de sinfra	9 289 091	9 651 216	10 013 342
22040270407 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'ouragahio	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270415 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guiberoua	35 600 000	36 987 829	38 375 657
22040270431 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de vavoua	20 358 446	21 152 099	21 945 751
22040270435 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de saïoua	2 500 000	2 597 460	2 694 920
22040270439 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'issia	22 186 000	23 050 898	23 915 796
22040270445 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de gboguhé	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040270447 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bédiala	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040270457 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de téhini	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040270459 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de nassian	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040270471 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de goulia	22 000 000	22 857 647	23 715 294

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040270483 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de minignan	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040270491 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de gbon	19 098 000	19 842 516	20 587 031
22040270495 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kanakono	11 400 420	11 844 853	12 289 287
22040270499 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tengrela	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040270511 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de boundiali	32 000 000	33 247 487	34 494 973
22040270519 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dikodougou	11 788 000	12 247 543	12 707 086
22040270523 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sinematiali	4 381 718	4 552 535	4 723 351
22040270527 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de m'bengue	2 500 000	2 597 460	2 694 920
22040270535 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de karakoro	8 653 000	8 990 328	9 327 656
22040270567 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'ouangolodougou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270569 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de ouangolodougou	13 330 000	13 849 656	14 369 312
22040270579 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Ferkessédougou	18 774 931	19 506 852	20 238 773
22040270595 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de seydougou	16 658 650	17 308 070	17 957 490
22040270597 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de seydougou	7 413 758	7 702 776	7 991 793
22040270603 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tieme	7 500 000	7 792 380	8 084 759
22040270605 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tieme	4 500 000	4 675 428	4 850 856
22040270607 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dioulatiedougou	17 352 938	18 029 424	18 705 910
22040270609 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de dioulatiedougou	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040270611 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Bako	34 391 879	35 732 610	37 073 342
22040270647 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune tortiya	27 000 000	28 052 567	29 105 133
22040270651 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tafire	1 500 000	1 558 476	1 616 952
22040270653 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tafire	8 500 000	8 831 364	9 162 727
22040270671 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de foubolo	16 500 000	17 143 235	17 786 470
22040270673 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de foubolo	15 731 488	16 344 764	16 958 039
22040270691 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sakassou	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040270703 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de diabo	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270713 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de djebonoua	501 728	521 287	540 847
22040270719 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bouake	14 631 795	15 202 200	15 772 605
22040270725 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tiemelekro	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040270731 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bongouanou	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040270755 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'etrokro	23 334 000	24 243 652	25 153 303
22040270767 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dimbokro	19 500 000	20 260 187	21 020 374
22040270769 Acquéir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de dimbokro	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270771 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bocanda	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040270783 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiebissou	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040270787 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kokumbo	33 000 000	34 286 470	35 572 941
22040270803 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Yamoussoukro	50 000 244	51 949 451	53 898 658

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
2204029 Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les régions	755 723 778	785 184 880	814 645 978
4 - Investissements	755 723 778	785 184 880	814 645 978
Trésor	755 723 778	785 184 880	814 645 978
22040290002 Développer des services culturels dans la région du bélier	52 000 000	54 027 166	56 054 331
22040290005 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du n'zi	50 769 073	52 748 252	54 727 431
22040290010 Développer des services culturels dans la région de l'iffou	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040290011 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région de l'iffou	46 000 000	47 793 262	49 586 524
22040290014 Développer des services culturels dans la région du moronou	60 000 000	62 339 037	64 678 074
22040290022 Développer des services culturels dans la région du hambol	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040290026 Développer des services culturels dans la région du bafing	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040290042 Développer des services culturels dans la région dans la bagoue	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040290046 Développer des services culturels dans la région du folon	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040290049 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du bounkani	27 000 000	28 052 567	29 105 133
22040290054 Développer des services culturels dans la région du haut sassandra	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040290058 Développer des services culturels dans la région du goh	67 178 593	69 797 480	72 416 367
22040290078 Développer des services culturels dans la région du cavally	65 000 000	67 533 957	70 067 914
22040290082 Développer des services culturels dans la région du guemon	40 531 000	42 111 059	43 691 117
22040290094 Développer des services culturels dans la région dans la nawa	35 000 000	36 364 438	37 728 877
22040290096 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte dans la région dans la nawa	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040290097 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du gbokle	29 381 000	30 526 388	31 671 775
22040290104 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région de gontougo	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040290110 Développer des services culturels dans la région du sud-comoe	11 839 112	12 300 647	12 762 183
22040290111 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région du sud-comoe	27 025 000	28 078 541	29 132 083
22040290114 Développer des services culturels dans la région de l'agneby-tiassa	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040290115 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région de l'agneby-tiassa	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040290122 Développer des services culturels dans la région des grands ponts	30 000 000	31 169 519	32 339 037
2204030 Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les communes	1 009 555 762	1 048 912 240	1 088 268 710
4 - Investissements	1 009 555 762	1 048 912 240	1 088 268 710
Trésor	1 009 555 762	1 048 912 240	1 088 268 710
22040300068 Développer des services culturels dans la commune de yakasse-attobrou	15 959 000	16 581 145	17 203 290
22040300096 Développer des services culturels dans la commune de de tiassale	56 000 000	58 183 101	60 366 203
22040300105 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de sikensi	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040300128 Développer des services culturels dans la commune de mafere	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040300141 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune d'ayame	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040300160 Développer des services culturels dans la commune de sandegue	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040300173 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de bondoukou	38 074 205	39 558 488	41 042 771

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040300188 Développer des services culturels dans la commune d'agnibilekrou	15 414 000	16 014 899	16 615 797
22040300200 Développer des services culturels dans la commune de sassandra	38 352 000	39 847 113	41 342 225
22040300211 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de mayo	1 000 000	1 038 984	1 077 968
22040300224 Développer des services culturels dans la commune de buyo	36 000 000	37 403 422	38 806 845
22040300244 Développer des services culturels dans la commune de guitry	15 816 728	16 433 327	17 049 925
22040300264 Développer des services culturels dans la commune de facobly	16 000 000	16 623 743	17 247 487
22040300265 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de facobly	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040300268 Développer des services culturels dans la commune de kouibli	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040300269 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de kouibli	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040300272 Développer des services culturels dans la commune de bangolo	17 000 000	17 662 727	18 325 454
22040300277 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de duékoué	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040300280 Développer des services culturels dans la commune de toulepleu	11 200 998	11 637 657	12 074 316
22040300285 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de bloléquin	5 594 000	5 812 076	6 030 152
22040300293 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de guiglo	4 000 000	4 155 936	4 311 872
22040300304 Développer des services culturels dans la commune de sangouine	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040300312 Développer des services culturels dans la commune de logouale	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040300332 Développer des services culturels dans la commune de kongasso	7 500 000	7 792 380	8 084 759
22040300335 Développer des services culturels dans la commune de kounahiri	6 686 961	6 947 645	7 208 329
22040300338 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de kounahiri	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040300340 Développer des services culturels dans la commune de dianra	19 000 000	19 740 695	20 481 390
22040300344 Développer des services culturels dans la commune de tiéningboué	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040300360 Développer des services culturels dans la commune de sife	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040300380 Développer des services culturels dans la commune de djibrosso	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040300381 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de djibrosso	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040300385 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de seguela	20 586 000	21 388 524	22 191 047
22040300399 Développer des services culturels dans la commune de bonon	11 500 000	11 948 315	12 396 631
22040300424 Développer des services culturels dans la commune de diegonefla	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040300432 Développer des services culturels dans la commune de vavoua	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040300433 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de vavoua	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040300436 Développer des services culturels dans la commune de saïoua	2 500 000	2 597 460	2 694 920
22040300437 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de saïoua	7 663 000	7 961 734	8 260 468
22040300455 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de téhini	25 022 726	25 998 211	26 973 696
22040300469 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de bouna	8 293 627	8 616 945	8 940 264
22040300472 Développer des services culturels dans la commune de goulia	11 200 000	11 636 620	12 073 241
22040300485 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de minignan	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040300496 Développer des services culturels dans la commune de kanakono	29 743 000	30 902 500	32 061 999
22040300504 Développer des services culturels dans la commune de kouto	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040300517 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de guiembe	20 802 208	21 613 160	22 424 113

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040300524 Développer des services culturels dans la commune de sinematiali	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040300525 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de sinematiali	8 326 582	8 651 185	8 975 788
22040300529 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de m'bengue	9 625 000	10 000 221	10 375 441
22040300532 Développer des services culturels dans la commune de komborodougou	17 500 000	18 182 219	18 864 438
22040300540 Développer des services culturels dans la commune de tiononiaradougou	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040300552 Développer des services culturels dans la commune de napieledougou	3 000 000	3 116 952	3 233 904
22040300592 Développer des services culturels dans la commune de madinani	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040300620 Développer des services culturels dans la commune de borotou	4 500 000	4 675 428	4 850 856
22040300621 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de borotou	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040300635 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de koro	5 955 000	6 187 149	6 419 299
22040300679 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de bonieredougou	15 950 796	16 572 621	17 194 446
22040300680 Développer des services culturels dans la commune de bonieredougou	21 500 000	22 338 155	23 176 310
22040300692 Développer des services culturels dans la commune de sakassou	4 500 000	4 675 428	4 850 856
22040300696 Développer des services culturels dans la commune de bodokro	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040300711 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de djebonoua	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040300724 Développer des services culturels dans la commune de tiemelekre	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040300732 Développer des services culturels dans la commune de bongouanou	4 974 000	5 167 906	5 361 812
22040300737 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune d'arrah	29 850 000	31 013 671	32 177 342
22040300745 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de priko	2 500 000	2 597 460	2 694 920
22040300749 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de ouelle	9 623 910	9 999 088	10 374 266
22040300753 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de m'bahiakro	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040300780 Développer des services culturels dans la commune de tie n'diekro	11 048 000	11 478 695	11 909 389
22040300796 Développer des services culturels dans la commune de didievi	61 794 021	64 202 996	66 611 971
2204031 Coordination du développement de l'enseignement dans les districts autonomes	269 029 000	279 516 814	290 004 628
4 - Investissements	269 029 000	279 516 814	290 004 628
Trésor	269 029 000	279 516 814	290 004 628
22040310009 Développer l'enseignement non défini par niveau dans le district de yakro	71 029 000	73 797 991	76 566 982
22040310013 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans le district de yakro	151 000 000	156 886 577	162 773 154
22040310014 Développer l'enseignement primaire dans le district de yakro	47 000 000	48 832 246	50 664 492
2204032 Coordination du développement de l'enseignement dans les régions	13 078 551 726	13 588 405 378	14 098 259 031
4 - Investissements	13 078 551 726	13 588 405 378	14 098 259 031
Trésor	13 078 551 726	13 588 405 378	14 098 259 031
22040320002 Développer l'enseignement primaire dans la région du bélier	69 094 000	71 787 557	74 481 115
22040320003 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bélier	117 600 000	122 184 513	126 769 026
22040320004 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du bélier	62 500 881	64 937 412	67 373 944
22040320010 Développer l'enseignement primaire dans la région du n'zi	194 540 000	202 123 938	209 707 877
22040320011 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du n'zi	144 282 000	149 906 683	155 531 366

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040320018 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'iffoou	98 800 000	102 651 615	106 503 229
22040320019 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'iffoou	298 000 000	309 617 218	321 234 436
22040320026 Développer l'enseignement primaire dans la région du moronou	63 007 000	65 463 262	67 919 524
22040320027 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du moronou	98 993 000	102 852 139	106 711 277
22040320028 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du moronou	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040320034 Développer l'enseignement primaire dans la région du gbêkê	150 000 000	155 847 593	161 695 186
22040320036 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du gbêkê	307 265 465	319 243 888	331 222 310
22040320041 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du hambol	89 000 000	92 469 572	95 939 144
22040320042 Développer l'enseignement primaire dans la région du hambol	312 472 000	324 653 394	336 834 788
22040320043 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du hambol	180 500 000	187 536 604	194 573 207
22040320050 Développer l'enseignement primaire dans la région du bafing	253 524 422	263 407 806	273 291 191
22040320051 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bafing	96 100 000	99 846 358	103 592 716
22040320052 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du bafing	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040320058 Développer l'enseignement primaire dans la région du kabadougou	176 621 896	183 507 316	190 392 736
22040320059 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du kabadougou	140 000 000	145 457 753	150 915 507
22040320066 Développer l'enseignement primaire dans la région du tchologo	237 189 634	246 436 224	255 682 813
22040320074 Développer l'enseignement primaire dans la région du poro	87 760 000	91 181 232	94 602 464
22040320075 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du poro	423 113 261	439 607 889	456 102 516
22040320076 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du poro	110 000 000	114 288 235	118 576 470
22040320081 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région dans la bagoue	60 000 000	62 339 037	64 678 074
22040320082 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la bagoue	150 000 000	155 847 593	161 695 186
22040320083 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la bagoue	138 000 000	143 379 786	148 759 571
22040320090 Développer l'enseignement primaire dans la région du folon	119 000 000	123 639 090	128 278 181
22040320091 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du folon	85 000 000	88 313 636	91 627 272
22040320098 Développer l'enseignement primaire dans la région du bounkani	116 326 569	120 861 439	125 396 308
22040320099 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bounkani	116 000 000	120 522 139	125 044 277
22040320106 Développer l'enseignement primaire dans la région du haut sassandra	197 188 000	204 875 168	212 562 336
22040320107 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du haut sassandra	366 585 000	380 875 933	395 166 865
22040320108 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du haut sassandra	15 892 000	16 511 533	17 131 066
22040320110 Développer l'enseignement supérieur doctoral dans la région du haut sassandra	32 009 000	33 256 837	34 504 675
22040320114 Développer l'enseignement primaire dans la région du goh	253 000 000	262 862 940	272 725 880
22040320115 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du goh	100 000 000	103 898 395	107 796 791
22040320116 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du goh	20 500 000	21 299 171	22 098 342
22040320122 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la marahoue	197 500 000	205 199 331	212 898 662
22040320123 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la marahoue	308 000 000	320 007 058	332 014 115
22040320130 Développer l'enseignement primaire dans la région du worodougou	429 074 000	445 801 001	462 528 002
22040320131 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du worodougou	82 000 000	85 196 684	88 393 368
22040320132 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du worodougou	85 000 000	88 313 636	91 627 272

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040320138 Développer l'enseignement primaire dans la région du bere	233 935 931	243 055 678	252 175 426
22040320139 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bere	85 000 000	88 313 636	91 627 272
22040320140 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du bere	29 000 000	30 130 535	31 261 069
22040320145 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du tonkpi	34 000 000	35 325 454	36 650 909
22040320146 Développer l'enseignement primaire dans la région du tonkpi	342 542 000	355 895 641	369 249 283
22040320147 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du tonkpi	432 635 871	449 501 728	466 367 584
22040320154 Développer l'enseignement primaire dans la région du cavally	133 500 000	138 704 358	143 908 716
22040320155 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du cavally	125 092 000	129 968 581	134 845 161
22040320156 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du cavally	60 000 000	62 339 037	64 678 074
22040320162 Développer l'enseignement primaire dans la région du guemon	102 000 000	105 976 363	109 952 727
22040320163 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du guemon	110 084 000	114 375 510	118 667 019
22040320164 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du guemon	83 901 377	87 172 184	90 442 992
22040320170 Développer l'enseignement primaire dans la région du loh-djiboua	269 754 000	280 270 077	290 786 155
22040320171 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du loh-djiboua	151 918 000	157 840 364	163 762 729
22040320172 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du loh-djiboua	46 700 000	48 520 551	50 341 101
22040320186 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la nawa	152 047 000	157 974 393	163 901 786
22040320187 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la nawa	388 076 000	403 204 737	418 333 474
22040320192 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'enseignement dans la région dans la nawa	17 000 000	17 662 727	18 325 454
22040320194 Développer l'enseignement primaire dans la région du gbokle	83 160 000	86 401 906	89 643 811
22040320195 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du gbokle	195 044 000	202 647 586	210 251 172
22040320196 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du gbokle	27 000 000	28 052 567	29 105 133
22040320202 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'indenie djuablin	149 000 000	154 808 609	160 617 218
22040320203 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'indenie djuablin	511 863 194	531 817 645	551 772 096
22040320204 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de l'indenie djuablin	19 500 000	20 260 187	21 020 374
22040320210 Développer l'enseignement primaire dans la région de gontougo	134 579 045	139 825 468	145 071 891
22040320211 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de gontougo	278 000 000	288 837 539	299 675 078
22040320212 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de gontougo	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040320218 Développer l'enseignement primaire dans la région du sud-comoe	161 173 000	167 456 161	173 739 321
22040320219 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du sud-comoe	179 311 000	186 301 252	193 291 503
22040320220 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du sud-comoe	204 632 000	212 609 364	220 586 729
22040320223 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la région du sud-comoe	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040320226 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'agneby-tiassa	80 000 000	83 118 716	86 237 433
22040320227 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'agneby-tiassa	428 781 190	445 496 776	462 212 362
22040320228 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de l'agneby-tiassa	91 979 000	95 564 705	99 150 410
22040320234 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la mé	154 811 037	160 846 183	166 881 330
22040320235 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la mé	574 000 000	596 376 789	618 753 579
22040320236 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région dans la mé	40 000 000	41 559 358	43 118 716
22040320241 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région des grands ponts	35 000 000	36 364 438	37 728 877

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040320242 Développer l'enseignement primaire dans la région des grands ponts	41 000 000	42 598 342	44 196 684
22040320243 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région des grands ponts	188 227 953	195 565 823	202 903 693
22040320244 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région des grands ponts	35 866 000	37 264 198	38 662 397
2204033 Coordination du développement de l'enseignement dans les communes	4 962 531 482	5 155 990 587	5 349 449 675
4 - Investissements	4 962 531 482	5 155 990 587	5 349 449 675
Trésor	4 962 531 482	5 155 990 587	5 349 449 675
22040330001 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de Yamoussoukro	9 656 607	10 033 060	10 409 512
22040330012 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Anyama	52 693 000	54 747 181	56 801 363
22040330032 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Bingerville	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040330056 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-lahou	27 741 227	28 822 690	29 904 152
22040330060 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Jacquerville	4 184 000	4 347 109	4 510 218
22040330068 Développer l'enseignement primaire dans la commune de yakasse-attobrou	32 000 000	33 247 487	34 494 973
22040330072 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Alépé	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040330073 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'Alépé	18 607 860	19 333 268	20 058 676
22040330080 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'agou	17 150 000	17 818 575	18 487 150
22040330081 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'agou	1 958 750	2 035 110	2 111 470
22040330084 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'affery	41 000 000	42 598 342	44 196 684
22040330088 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Adzopé	61 414 000	63 808 161	66 202 321
22040330092 Développer l'enseignement primaire dans la commune de n'douci	8 494 000	8 825 130	9 156 259
22040330096 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiassale	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040330100 Développer l'enseignement primaire dans la commune de taabo	5 450 000	5 662 463	5 874 925
22040330104 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sikensi	11 000 000	11 428 823	11 857 647
22040330112 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'azaguie	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040330113 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'azaguie	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040330116 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'agboville	21 000 000	21 818 663	22 637 326
22040330120 Développer l'enseignement primaire e la commune d'assinie mafia	42 753 000	44 419 681	46 086 362
22040330121 Développer l'enseignement préélémentaire e la commune d'assinie mafia	23 250 807	24 157 215	25 063 624
22040330124 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiapoum	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040330128 Développer l'enseignement primaire dans la commune de mafere	27 648 733	28 726 590	29 804 447
22040330129 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de mafere	9 750 000	10 130 094	10 510 187
22040330132 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-bassam	59 577 000	61 899 547	64 222 094
22040330133 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de grand-bassam	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040330136 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bonoua	34 000 000	35 325 454	36 650 909
22040330137 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de bonoua	20 180 000	20 966 696	21 753 392
22040330140 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'ayame	20 758 000	21 567 229	22 376 458
22040330144 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'adiake	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040330147 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'aboisso	70 963 409	73 729 843	76 496 277
22040330152 Développer l'enseignement primaire dans la commune de transua	65 000 000	67 533 957	70 067 914

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040330156 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tanda	44 000 000	45 715 294	47 430 588
22040330160 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sandegue	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040330165 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de koun-fao	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040330168 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouassi-datekro	26 221 714	27 243 940	28 266 166
22040330172 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bondoukou	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040330176 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'assuefry	18 500 000	19 221 203	19 942 406
22040330180 Développer l'enseignement primaire dans la commune de niable	80 000 000	83 118 716	86 237 433
22040330181 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de niable	1 351 337	1 404 017	1 456 698
22040330184 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bettie	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040330189 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'agnibilekrou	21 000 516	21 819 199	22 637 882
22040330192 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'abengourou	34 000 000	35 325 454	36 650 909
22040330193 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'abengourou	26 927 990	27 977 750	29 027 509
22040330196 Développer l'enseignement primaire dans la commune de fresco	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040330200 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sassandra	16 200 000	16 831 540	17 463 080
22040330208 Développer l'enseignement primaire dans la commune de meagui	35 000 000	36 364 438	37 728 877
22040330212 Développer l'enseignement primaire dans la commune de mayo	26 051 000	27 066 571	28 082 142
22040330216 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gueyo	47 377 000	49 223 943	51 070 886
22040330228 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tabou	21 500 000	22 338 155	23 176 310
22040330232 Développer l'enseignement primaire commune de san-pedro	117 795 242	122 387 366	126 979 490
22040330240 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-bereby	2 700 000	2 805 257	2 910 513
22040330244 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guitry	51 154 000	53 148 185	55 142 370
22040330252 Développer l'enseignement primaire dans la commune dans lakota	37 217 367	38 668 247	40 119 127
22040330256 Développer l'enseignement primaire dans la commune de hire	28 161 472	29 259 318	30 357 163
22040330260 Développer l'enseignement primaire dans la commune de divo	38 000 000	39 481 390	40 962 780
22040330261 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de divo	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040330264 Développer l'enseignement primaire dans la commune de facobly	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040330272 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bangolo	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040330280 Développer l'enseignement primaire dans la commune de toulepleu	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040330284 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bloléquin	9 212 439	9 571 576	9 930 714
22040330288 Développer l'enseignement primaire dans la commune de taï	19 500 000	20 260 187	21 020 374
22040330289 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de taï	5 571 388	5 788 583	6 005 777
22040330292 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guiglo	32 000 000	33 247 487	34 494 973
22040330296 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zouan-hounien	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040330300 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sipilou	9 528 000	9 899 439	10 270 878
22040330304 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sangouine	9 000 000	9 350 856	9 701 711
22040330308 Développer l'enseignement primaire dans la commune de man	96 883 728	100 660 639	104 437 550
22040330312 Développer l'enseignement primaire dans la commune de logouale	26 000 000	27 013 583	28 027 166
22040330313 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de logouale	8 143 570	8 461 039	8 778 507
22040330316 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gbonne	23 000 000	23 896 631	24 793 262
22040330320 Développer l'enseignement primaire dans la commune de danane	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040330324 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bin-houye	22 981 000	23 876 890	24 772 780
22040330328 Développer l'enseignement primaire dans la commune de biankouma	3 000 000	3 116 952	3 233 904

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040330332 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kongasso	51 300 000	53 299 877	55 299 754
22040330336 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kounahiri	29 950 000	31 117 569	32 285 139
22040330340 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dianra	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040330341 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de dianra	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040330348 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sarhala	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040330352 Développer l'enseignement primaire dans la commune de mankono	14 304 815	14 862 473	15 420 131
22040330360 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sife	41 024 197	42 623 482	44 222 768
22040330364 Développer l'enseignement primaire dans la commune de morondo	14 358 859	14 918 624	15 478 389
22040330368 Développer l'enseignement primaire dans la commune de massala	20 940 699	21 757 050	22 573 401
22040330372 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kani	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040330376 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dualla	70 000 791	72 729 699	75 458 606
22040330377 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de dualla	5 725 000	5 948 183	6 171 366
22040330380 Développer l'enseignement primaire dans la commune de djibrosso	13 999 067	14 544 806	15 090 545
22040330384 Développer l'enseignement primaire dans la commune de seguela	37 991 000	39 472 039	40 953 079
22040330385 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de seguela	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040330388 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zuenoula	36 000 000	37 403 422	38 806 845
22040330392 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gohitafla	19 410 000	20 166 679	20 923 357
22040330396 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sinfra	23 225 000	24 130 402	25 035 805
22040330404 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouafle	30 000 000	31 169 519	32 339 037
22040330408 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'ouragahio	31 945 207	33 190 557	34 435 908
22040330412 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'oume	56 825 905	59 041 203	61 256 502
22040330420 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Gagnoa	98 404 073	102 240 253	106 076 433
22040330424 Développer l'enseignement primaire dans la commune de diegonefla	13 352 000	13 872 514	14 393 027
22040330432 Développer l'enseignement primaire dans la commune de vavoua	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040330436 Développer l'enseignement primaire dans la commune de saïoua	32 500 000	33 766 978	35 033 957
22040330437 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de saïoua	7 040 000	7 314 447	7 588 894
22040330440 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'issia	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040330444 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gboguhé	21 536 000	22 375 558	23 215 117
22040330448 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bédiala	27 200 000	28 260 364	29 320 727
22040330449 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de bédiala	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040330452 Développer l'enseignement primaire dans la commune de daloa	20 257 782	21 047 510	21 837 239
22040330456 Développer l'enseignement primaire dans la commune de téhini	26 000 000	27 013 583	28 027 166
22040330460 Développer l'enseignement primaire dans la commune de nassian	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040330465 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de doropo	9 979 682	10 368 729	10 757 777
22040330468 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouna	47 179 000	49 018 224	50 857 448
22040330473 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de goulia	10 009 250	10 399 450	10 789 650
22040330480 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tienko	21 000 000	21 818 663	22 637 326
22040330481 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de tienko	17 274 140	17 947 554	18 620 969
22040330484 Développer l'enseignement primaire dans la commune de minignan	37 500 000	38 961 898	40 423 797
22040330485 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de minignan	2 500 000	2 597 460	2 694 920
22040330488 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kolia	46 000 000	47 793 262	49 586 524
22040330492 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gbon	38 200 000	39 689 187	41 178 374

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040330496 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kanakono	10 873 000	11 296 873	11 720 745
22040330500 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tengrela	22 501 090	23 378 271	24 255 453
22040330504 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouto	4 999 000	5 193 881	5 388 762
22040330508 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kassere	12 000 000	12 467 807	12 935 615
22040330512 Développer l'enseignement primaire dans la commune de boundiali	29 500 956	30 651 020	31 801 084
22040330516 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guiembe	42 000 000	43 637 326	45 274 652
22040330520 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dikodougou	13 800 000	14 337 979	14 875 957
22040330525 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de sinematiali	21 058 857	21 879 815	22 700 772
22040330528 Développer l'enseignement primaire dans la commune de m'bengue	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040330532 Développer l'enseignement primaire dans la commune de komborodougou	21 000 000	21 818 663	22 637 326
22040330533 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de komborodougou	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040330536 Développer l'enseignement primaire dans la commune de karakoro	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040330540 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tioroniaradougou	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040330541 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de tioroniaradougou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040330544 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sirasso	28 222 811	29 323 048	30 423 285
22040330548 Développer l'enseignement primaire dans la commune de niofoin	44 281 000	46 007 248	47 733 497
22040330552 Développer l'enseignement primaire dans la commune de napieledougou	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040330556 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Korhogo	29 808 663	30 970 723	32 132 782
22040330557 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de Korhogo	18 000 000	18 701 711	19 403 422
22040330560 Développer l'enseignement primaire dans la commune de nielle	22 878 000	23 769 875	24 661 750
22040330561 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de nielle	8 996 525	9 347 245	9 697 965
22040330565 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de diawala	21 000 000	21 818 663	22 637 326
22040330568 Développer l'enseignement primaire dans la commune de ouangolodougou	31 541 000	32 770 593	34 000 186
22040330569 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de ouangolodougou	5 250 000	5 454 666	5 659 332
22040330572 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Kong	53 000 000	55 066 150	57 132 299
22040330576 Développer l'enseignement primaire dans la commune de koumbala	10 014 508	10 404 913	10 795 318
22040330580 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Ferkessédougou	50 000 000	51 949 198	53 898 395
22040330584 Développer l'enseignement primaire dans la commune de samatiguila	42 142 192	43 785 061	45 427 931
22040330588 Développer l'enseignement primaire dans la commune de seguelon	77 320 692	80 334 958	83 349 225
22040330592 Développer l'enseignement primaire dans la commune de madinani	6 000 000	6 233 904	6 467 807
22040330601 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de gbeleban	12 384 683	12 867 487	13 350 291
22040330604 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tieme	21 000 000	21 818 663	22 637 326
22040330608 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dioulatiédougou	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040330612 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Bako	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040330616 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Odienné	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040330620 Développer l'enseignement primaire dans la commune de borotou	9 500 000	9 870 348	10 240 695
22040330621 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de borotou	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040330624 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'ouaninou	28 050 000	29 143 500	30 237 000
22040330628 Développer l'enseignement primaire dans la commune de quinteguella	29 886 235	31 051 319	32 216 402
22040330632 Développer l'enseignement primaire dans la commune de koonan	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040330633 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de koonan	7 320 499	7 605 881	7 891 263
22040330636 Développer l'enseignement primaire dans la commune de koro	8 500 000	8 831 364	9 162 727

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
22040330640 Développer l'enseignement primaire dans la commune de booko	26 400 000	27 429 176	28 458 353
22040330644 Développer l'enseignement primaire dans la commune de touba	27 000 000	28 052 567	29 105 133
22040330645 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de touba	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040330648 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tortiya	25 000 000	25 974 599	26 949 198
22040330652 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tafire	69 898 822	72 623 754	75 348 687
22040330653 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de tafire	13 000 000	13 506 791	14 013 583
22040330656 Développer l'enseignement primaire dans la commune de satama-sokoura	29 924 047	31 090 605	32 257 162
22040330660 Développer l'enseignement primaire dans la commune de satama-sokoro	15 000 000	15 584 759	16 169 519
22040330664 Développer l'enseignement primaire dans la commune niakaramadougou	27 000 000	28 052 567	29 105 133
22040330665 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune niakaramadougou	16 994 506	17 657 019	18 319 532
22040330672 Développer l'enseignement primaire dans la commune de foubolo	19 070 786	19 814 241	20 557 695
22040330676 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Dabakala	29 000 043	30 130 579	31 261 116
22040330680 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bonieredougou	9 357 000	9 721 773	10 086 546
22040330684 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bassawa	30 586 124	31 778 492	32 970 860
22040330688 Développer l'enseignement primaire dans la commune de katiola	63 626 000	66 106 393	68 586 786
22040330692 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sakassou	12 303 760	12 783 409	13 263 058
22040330700 Développer l'enseignement primaire dans la commune de beoumi	40 367 637	41 941 327	43 515 017
22040330704 Développer l'enseignement primaire dans la commune de diabo	31 227 635	32 445 012	33 662 388
22040330708 Développer l'enseignement primaire dans la commune de botro	23 000 000	23 896 631	24 793 262
22040330712 Développer l'enseignement primaire dans la commune de djébonoua	2 500 000	2 597 460	2 694 920
22040330716 Développer l'enseignement primaire dans la commune de brobo	41 369 000	42 981 727	44 594 454
22040330720 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouake	55 000 000	57 144 117	59 288 235
22040330723 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiemelekro	5 000 000	5 194 920	5 389 840
22040330732 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bongouanou	14 000 000	14 545 775	15 091 551
22040330740 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'anoumaba	19 781 856	20 553 031	21 324 206
22040330748 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'ouelle	22 000 000	22 857 647	23 715 294
22040330752 Développer l'enseignement primaire dans la commune de m'bahiakro	16 000 000	16 623 743	17 247 487
22040330756 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'etrokro	20 713 000	21 520 475	22 327 949
22040330760 Développer l'enseignement primaire dans la commune de daoukro	28 000 000	29 091 551	30 183 101
22040330764 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouassi-kouassikro	53 000 000	55 066 150	57 132 299
22040330768 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dimbokro	5 443 000	5 655 190	5 867 379
22040330772 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bocanda	13 500 000	14 026 283	14 552 567
22040330776 Développer l'enseignement primaire dans la commune de toumodi	11 214 891	11 652 092	12 089 293
22040330784 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiebissou	32 475 000	33 741 004	35 007 008
22040330788 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kokumbo	39 436 000	40 973 371	42 510 742
22040330792 Développer l'enseignement primaire dans la commune de djékanou	7 000 000	7 272 888	7 545 775
22040330800 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'attiegouakro	35 114 319	36 483 214	37 852 109
22040330804 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Yamoussoukro	67 531 000	70 163 625	72 796 251
22040330805 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la commune de grand bereby	8 726 722	9 066 924	9 407 126

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22040 Décentralisation	90 079 641 858	93 640 018 561	97 258 016 279
2204035 Coordination du développement de la protection sociale dans les régions	68 000 000	70 650 909	73 301 817
4 - Investissements	68 000 000	70 650 909	73 301 817
Trésor	68 000 000	70 650 909	73 301 817
22040350088 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection sociale dans la région dans la bagoue	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040350164 Protéger les familles et les enfants dans la région du guemon	20 000 000	20 779 679	21 559 358
22040350172 Protéger les familles et les enfants dans la région du loh-djiboua	8 000 000	8 311 872	8 623 743
22040350212 Protéger les familles et les enfants dans la région de gontougo	20 000 000	20 779 679	21 559 358
2204036 Coordination du développement de la protection sociale dans les communes	189 139 514	196 512 920	203 886 326
4 - Investissements	189 139 514	196 512 920	203 886 326
Trésor	189 139 514	196 512 920	203 886 326
22040360196 Protéger les familles et les enfants dans la commune de botro	2 000 000	2 077 968	2 155 936
22040360204 Protéger les familles et les enfants dans la commune de diabo	27 722 931	28 803 680	29 884 430
22040360276 Protéger les familles et les enfants dans la commune de fronan	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040360340 Protéger les familles et les enfants dans la commune de koro	24 465 135	25 418 883	26 372 630
22040360348 Protéger les familles et les enfants dans la commune de koonan	22 139 952	23 003 055	23 866 158
22040360380 Protéger les familles et les enfants dans la commune d'Odienné	20 458 448	21 255 999	22 053 550
22040360420 Protéger les familles et les enfants dans la commune de seydougou	20 071 000	20 853 447	21 635 894
22040360812 Protéger les familles et les enfants dans la commune de bonon	9 921 000	10 307 760	10 694 520
22040360972 Protéger les familles et les enfants dans la commune de danane	12 822 128	13 321 985	13 821 842
22040360988 Protéger les familles et les enfants dans la commune de logouale	11 000 000	11 428 823	11 857 647
22040361156 Protéger les familles et les enfants dans la commune de tabou	10 000 000	10 389 840	10 779 679
22040361414 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la commune de de taabo	12 830 000	13 330 164	13 830 328
22040361460 Protéger les familles et les enfants dans la commune d'akoupe	5 708 920	5 931 476	6 154 033
2204037 Appui pour le fonctionnement des collectivités	719 933 349	762 495 224	805 057 125
3 - Transferts	719 933 349	762 495 224	805 057 125
22040370001 Provision pour fonctionnement des collectivités territoriales	719 933 349	762 495 224	805 057 125
2204038 Appui pour le développement des collectivités	1 394 430 119	1 448 790 518	1 503 150 917
4 - Investissements	1 394 430 119	1 448 790 518	1 503 150 917
Trésor	1 394 430 119	1 448 790 518	1 503 150 917
22040380001 Provision pour investissement des collectivités territoriales	1 394 430 119	1 448 790 518	1 503 150 917

II.2.3. Programme 3 : Administration du territoire et identification

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en action

Programme	Actions
Programme 3 : Administration Territoriale et Identification	Action 2.1 : Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'Administration du Territoire
	Action 2.2 : Modernisation du processus d'identification des populations
	Action 2.3 : Renforcement de l'encadrement de la vie culturelle et promotion de la laïcité de l'Etat

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Administration du Territoire et Identification						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS.1. : Garantir une administration déconcentrée efficace et efficiente.	Disponibilité de manuels de procédures dans les administrations déconcentrées	Non	oui	oui	oui	En 2018 : élaboration des manuels. A partir de 2019 : mise en œuvre et diffusion
OS 2: assurer un fonctionnement optimal des services de l'Etat-Civil	Taux d'enregistrement des naissances	80%	82%	85%	90%	Rapport entre les naissances déclarées à l'Etat-Civil sur les naissances attendues (Annuaire statistique de l'Etat-Civil)
OS.3. : Renforcer l'encadrement de la vie culturelle et promouvoir la laïcité de l'Etat	Nombre de régions intégrées dans la base de données géo-référencées des sites religieux et des associations culturelles	1	10	11	11	En 2018 mises en place de la base de données. A partir 2019, actualisations et mise à jour.
	Nombre de pèlerins chrétiens pris en charge	3 148	3 148	3 148	13 148	Rapport d'activités
	Nombre de pèlerins chrétiens et musulmans pris en charge	5000	7000	7000	7000	Rapport d'activités

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME III : ADMINISTRATION TERRITORIALE ET IDENTIFICATION		66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
	Dépenses de personnel	48 083 650 720	48 397 799 504	48 713 982 996
	Dépenses en biens et services	4 498 002 959	4 612 093 663	4 728 809 463
	Transferts	249 858 516	242 725 167	246 222 218
	Investissements	13 866 480 000	5 524 561 604	8 231 040 109
	Trésor	3 266 480 000	5 524 561 604	8 231 040 109
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 600 000 000	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
2204101 Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'administration du territoire	53 473 333 679	55 661 486 446	58 231 802 740
1 - Personnels	46 383 650 720	46 677 283 977	46 972 507 082
22041010001 Veiller au paiement de la solde des personnels de l'Administration du Territoire	46 383 650 720	46 677 283 977	46 972 507 082
2 - Biens et services	4 463 202 959	4 576 249 663	4 691 890 143
22041010003 Inspecter et contrôler les services de l'Administration du Territoire et des Collectivités Territoriales	15 100 000	15 553 000	16 019 590
22041010007 Gérer et suivre les carrières des fonctionnaires de l'Administration du Territoire	12 000 000	12 360 000	12 730 800
22041010008 Prendre en charge les Dépenses liées à l'Administration du Territoire	109 920 704	113 218 325	116 614 875
22041010009 Acquérir des imprimés et registres d'Etat-Civil	40 000 000	41 200 000	42 436 000
22041010010 Gérer les baux de l'administration du territoire	650 000 000	650 000 000	650 000 000
22041010021 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samago	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010022 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sandegué	4 757 784	4 900 518	4 947 534
22041010023 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Napié	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010024 Coordonner les activités de développement dans le Département de Boundiali	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010025 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lauzoua	5 017 299	5 167 818	5 322 853
22041010026 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Hiré	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010027 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010028 Coordonner les activités de développement dans le Département de Touba	13 235 289	13 632 348	14 041 318
22041010029 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Etueboué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010030 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zagné	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010031 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dignago	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010032 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anyama	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010033 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lakota	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010034 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guéyo	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010035 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Pakouabo (Bouaké)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010037 Coordonner les activités de développement dans le Département de Prikro	11 180 134	11 515 538	11 861 003
22041010038 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Katiola	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010039 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lomokankro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010040 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiobly	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010041 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dualla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010042 Coordonner les activités de développement dans le Département de Nassian	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010043 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouto	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010044 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bangakagni-Tomora	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010045 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oghlwapo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010046 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Guessankro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010047 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Batto	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010048 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assikoi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010049 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gueyo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010050 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Pacobo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010051 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dogbo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010052 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Foungbesso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010053 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Amélékia	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010054 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sominassé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010055 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Siempurgo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010056 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de KAADÉ (Guiglo)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010057 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bahouakaha (Sinématiali)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010058 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kokumbo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010059 Coordonner les activités de développement dans le Département de Séguéla	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010060 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kanzra	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010061 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bondo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010062 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiassalé	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010063 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbéléban	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010064 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbapleu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010065 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sarhala	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010066 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oupoyo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010067 Coordonner les activités de développement dans le Département de Grand-Bassam	13 058 257	13 450 004	13 853 504
22041010068 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zéo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010069 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiapoum	5 017 299	5 167 818	5 322 853
22041010070 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Songon	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010071 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bondoukou	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010072 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Logoualé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010073 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Seitifla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010074 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboudé	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010075 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kamalo	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010076 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kimbirila-Nord	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010077 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djouroutou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010078 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niofoin	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010079 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Baya	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010080 Coordonner les activités de développement dans le Département de Fresco	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010081 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Liliyo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010082 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kossou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010083 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Brofodoumé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010084 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taï	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010085 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bangolo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010086 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Saioua	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010087 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouadioblékro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010088 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouaninou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010089 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zouan-Hounien	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010090 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dianra	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010091 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guéhieibly	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010092 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiglo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010093 Coordonner les activités de développement dans le Département de Abengourou	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010094 Coordonner les activités de développement dans le Département de Aboisso	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010095 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiémé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010096 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bougoussou (Odienné)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010097 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Vavoua	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010098 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Karaoua	5 147 058	5 301 471	5 460 516

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
2204101009 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grabo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
2204101010 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tougbo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010102 Coordonner les activités de développement dans le Département de Alépé	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010103 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Katiali	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010104 Coordonner les activités de développement dans le Département de Abidjan	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010105 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Abigui (Dimbokro)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010106 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Guézon (Facobly)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010107 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sangouiné	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010108 Coordonner les activités de développement dans le Département de Taabo	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010109 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kahin-Zarabaon	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010110 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Ganon	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010111 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010112 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Duékoué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010113 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahandiana-Sokourani	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010114 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kiémou	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010115 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Buyo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010116 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kombolokoura	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010117 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Youndouo	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010118 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sorobango	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010119 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaranou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010120 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboisso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010121 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doké	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010122 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bédiala	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010123 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Maféré	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010124 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séguela	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010125 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Alépé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010126 Coordonner les activités de développement dans le Département de Doropo	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010127 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gregbeu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010128 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tiédjo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010129 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gonaté	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010130 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ebilassokro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010131 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Péhé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010132 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiassalé	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010133 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lovigué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010134 Coordonner les activités de développement dans le Département de Lakota	10 640 133	10 959 336	11 288 115
22041010135 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gogo	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010136 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bécouéfin	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010137 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kani	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010138 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sémian	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010139 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bagohouo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010140 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ayamé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010141 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tankessé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010142 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafana	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010143 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiébissou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010144 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ebounou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010145 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dimandougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010146 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongouanou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010147 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouétinfla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010148 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Bahiakro	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010149 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Korhogo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010150 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agboville	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010151 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Débété	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010152 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Attiéguakro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010153 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouangolodougou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010154 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Biankouma	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010156 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouibli	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010157 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yopohué	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010158 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bengassou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010159 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Odienné	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010160 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boli (Didiévi)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010161 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dimbokro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010162 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Issia	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010163 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tienkouakro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010164 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Douci	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010165 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adjouan	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010166 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Djangokro	5 500 000	5 665 000	5 834 950

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010167 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Borotou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010168 Coordonner les activités de développement dans le Département de Agnibilékrou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010169 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Minignan	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010170 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bayota	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010171 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Toumoukoro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010172 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toulepleu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010173 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sakassou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010174 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gboguhé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010175 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gomon	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010176 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Bahiakro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010177 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kpata	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010178 Coordonner les activités de développement dans le Département de Toulepleu	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010179 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Languibonou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010180 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dahiri	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010181 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sassandra	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010182 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Attobrou	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010183 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doulatiédougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010184 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakasse-Mé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010185 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niéméné (Dabakala)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010186 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lolobo (Béoumi)	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010187 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Anianou	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010188 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guintéguéla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010190 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sapli	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010191 Coordonner les activités de développement dans le Département de Koro	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010192 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kononfla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010193 Coordonner les activités de développement dans le Département de Blolequin	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010194 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Katogo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010195 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bodokro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010196 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Médon	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010197 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bingerville	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010198 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbangbegouiné-Yati	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010199 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sikolo (Kong)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010200 Coordonner les activités de développement dans le Département de San-Pédro	13 035 186	13 426 242	13 829 029

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010201 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sikensi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010202 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Annépé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010203 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bobi (Séguéla)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010204 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zouan-Hounien	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010205 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaïbo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010206 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Angoda	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010207 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-Attobrou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010208 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010209 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Okrouyo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010210 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'doufoukankro	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010211 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Morondo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010212 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Madinani	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010213 Coordonner les activités de développement dans le Département de Soubré	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010214 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zuénoula	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010215 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Seydougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010216 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Saboudougou	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010217 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niédiékaha	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010218 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sinematiali	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010219 Coordonner les activités de développement dans le Département de Buyo	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010220 Coordonner les activités de développement dans le Département de Daloa	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010221 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kounahiri	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010222 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sifié	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010223 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Téapleu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010224 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bouko	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010225 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tieningboué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010226 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Zékrézéssou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010227 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kokomian	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010228 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ferkessédougou	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010229 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yorobodi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010230 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yamoussoukro	4 974 047	5 123 269	5 276 967
22041010231 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Zattry	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010232 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Goloblasso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010233 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Afféry	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010234 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Didievi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010235 Coordonner les activités de développement dans le Département de Arrah	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010236 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adiaké	5 190 310	5 346 020	5 506 401
22041010237 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ahouanou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010238 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouaflé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010239 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koua	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010240 Coordonner les activités de développement dans le Département de Daoukro	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010241 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gagnoa	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010242 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kounahiri	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010243 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Lahou	5 190 310	5 346 020	5 506 401
22041010244 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbagbam	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010245 Coordonner les activités de développement dans le Département de Katiola	13 615 086	14 023 539	14 444 245
22041010246 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bilimono	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010247 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Worofla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010248 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bocanda	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010249 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Foubolo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010250 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Blolequin	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010251 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guitry	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010252 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Assahara	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010253 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nouamou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010254 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Batto	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010255 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kouassia-Naguini	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010256 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ouyably-Gnondrou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010257 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafana (Priro)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010258 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kagbolodougou (Sinématiali)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010259 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Olodio	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010260 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ananguié	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010261 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Morié	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010262 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zagoué	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010263 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yocoboué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010264 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tanda	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010265 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Becedi-Brignan	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010266 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Amanvi	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010267 Coordonner les activités de développement dans le Département de Oumé	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010268 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dikodougou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010269 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Morokro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010270 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bin-Houyé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010271 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tié-N'dékro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010272 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouibly	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010273 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboisso-Comoé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010274 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guessabo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010275 Coordonner les activités de développement dans le Département de Madinani	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010276 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Man	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010277 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Massala	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010278 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Podiagouiné	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010279 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonoua	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010280 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djidji	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010281 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaguiéta	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010283 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Fadiadougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010284 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nahio	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010285 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonikro (Djékanou)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010286 Coordonner les activités de développement dans le Département de Yamoussoukro	18 354 313	18 904 942	19 472 092
22041010287 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Krégbé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010288 Coordonner les activités de développement dans le Département de Gbéléban	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010289 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Divo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010290 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lataha	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010291 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abongoua	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010292 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ganaoni	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010293 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Famienkro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010294 Coordonner les activités de développement dans le Département de Gagnoa	13 235 289	13 632 348	14 041 318
22041010295 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Brobo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010296 Coordonner les activités de développement dans le Département de Djékanou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010297 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dimbokro	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010298 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kanakono	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010299 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boundiali	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010300 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Marabadjassa Béoumi)	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010301 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Karakoro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010302 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Totrodou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010303 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sédiogo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010304 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiembé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010305 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diegonéfla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010306 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sinfra	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010307 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Andé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010308 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bongouanou	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010309 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Appimandoum	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010310 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ogoudou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010311 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sohoun	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010312 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djékanou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010313 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ayaou-Sran	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010314 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diawala	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010315 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taabo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010316 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niambézaria	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010317 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouaflé	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010318 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guézon	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010319 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koffi-Amonkro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010320 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Béréby	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010321 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Manhandougou	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010322 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Papara	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010323 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tafiré	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010325 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dabou	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010326 Coordonner les activités de développement dans le Département de Jacquerville	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010327 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Bengué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010328 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oress-Krobou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010329 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tabagne	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010330 Coordonner les activités de développement dans le Département de Mankono	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010331 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bianoua	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010332 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anoumaba	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010333 Coordonner les activités de développement dans le Département de Transua	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010334 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sianhala	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010335 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sérihio	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010336 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bako	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010337 Coordonner les activités de développement dans le Département de Agboville	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010338 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yapeu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010339 Coordonner les activités de développement dans le Département de Adzopé	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010340 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Mékro (Kouassi-Kouassikro)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010341 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiapoum	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010342 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bieby	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010343 Coordonner les activités de développement dans le Département de Odiénné	13 845 186	14 260 542	14 688 358
22041010344 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ferkessedougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010345 Coordonner les activités de développement dans le Département de Méagui	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010346 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bacanda	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010347 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouna	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010348 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sipilou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010349 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Noé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010350 Coordonner les activités de développement dans le Département de Duékoué	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010351 Coordonner les activités de développement dans le Département de Niakara	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010352 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de BoniéréDougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010353 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Molonou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010354 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassi-kouassikro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010355 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Koni (Korhogo)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010356 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guépahouo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010357 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tanguelan	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010358 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ondéfidouo	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010359 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Cechi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010360 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taoudi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010361 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bangolo	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010362 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de arikokaha	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010363 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Béoumi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010364 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sago	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010365 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouragahio	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010366 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonon	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010367 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Santa	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010368 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Badikaha	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010369 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tengréla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010370 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongéra	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010371 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dairo-Houyé (Guitry)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010372 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Méo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010373 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Didoko	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010374 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zikisso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010375 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010376 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sakassou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010377 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dianra-Village	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010378 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adau	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010379 Coordonner les activités de développement dans le Département de Issia	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010380 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Goulaleu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010381 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Arrah	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010382 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Botro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010383 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafoun	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010384 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toumodi-Sakassou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010385 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakpabo-Sakassou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010386 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Booko	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010387 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Komborodougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010388 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Banneu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010389 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koumbala	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010390 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Béoué-Zibiao	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010391 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Iboguhé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010392 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Satama-Sokoura	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010393 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bocanda	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010394 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djébonoua	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010395 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de tienko	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010396 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kani	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010397 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ettrokro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010398 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Molonou-Blié	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010399 Coordonner les activités de développement dans le Département de Adiaké	11 072 660	11 404 840	11 746 984
22041010400 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yézimala (Bondoukou)	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010401 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séguélon	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010402 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koonan	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010403 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbon	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010404 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de assié-Koumassi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010405 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ziogouiné	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010406 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niakaramadougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010407 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Boahia	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010408 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lobakuya	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010409 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Voueboubla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010410 Coordonner les activités de développement dans le Département de Divo	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010411 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tonla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010412 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bouandougou (Mankono)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010413 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sirasso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010414 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zonneu	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010415 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Touba	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010416 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gadouan	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010417 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tengréla	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010418 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassi-Datékro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010419 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tanda	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010420 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Toukouzou	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010421 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sokala-Sobaka	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010422 Coordonner les activités de développement dans le Département de Téhini	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010423 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Jacquerville	5 017 299	5 167 818	5 322 853
22041010424 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbangbéguiné	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010425 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kong	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010426 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toupah	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010427 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bettié	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010428 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dassougbokho	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010429 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kolia	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010430 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gohitafla	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010431 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guitry	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010432 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouassi-Kouassikro	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010433 Coordonner les activités de développement dans le Département de Facobly	10 640 134	10 959 338	11 288 117

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010434 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bassawa	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010435 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dakpadou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010436 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niellé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010437 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niamoué	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010438 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samatiguila	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010439 Coordonner les activités de développement dans le Département de Taï	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010440 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouaké	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010441 Coordonner les activités de développement dans le Département de Vavoua	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010442 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ananda	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010443 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Guinglo-Tahouaké	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010444 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daloa	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010445 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yaou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010446 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Bassam	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010447 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mankono	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010448 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bondoukou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010449 Coordonner les activités de développement dans le Département de Korhogo	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010450 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiberoua	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010451 Coordonner les activités de développement dans le Département de Yakassé-Attobrou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010452 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Timbé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010453 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kong	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010454 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zéaglo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010455 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doba	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010456 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Maminigui (Zuenoula)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010457 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tagadi	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010458 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lolobo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010459 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guessiguié	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010460 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Téhini	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010461 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gouméré	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010462 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbongaha	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010463 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fronan	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010464 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diabo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010465 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koun-Fao	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010466 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Togoniéré	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010467 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tibéïta	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010468 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Diamba (Tanda)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010469 Coordonner les activités de développement dans le Département de Biankouma	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010470 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Daleu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010471 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assinie-Mafia	5 190 310	5 346 020	5 506 401
22041010472 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Akoboissué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010473 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kotobi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010474 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niablé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010475 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Laoudiba	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010476 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nébo	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010477 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abengourou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010478 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nidrou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010479 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dahiépa-Kehi	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010480 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiébissou	12 260 134	12 627 938	13 006 775
22041010481 Coordonner les activités de développement dans le Département de Botro	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010482 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bazré	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010483 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aniassué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010484 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adzopé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010485 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Méadji	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010486 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assuefry	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010487 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sikensi	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010488 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nassian	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010489 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boguedia	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010490 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbégbéssou	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010491 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kimirila-Sud (Samatiguila)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010492 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djibrosso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010494 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouto	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010495 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Allosso (Alépé)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010496 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabakala	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010497 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ando-Kékrenou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010498 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Séïleu (Danané)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010499 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sinématiali	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010500 Coordonner les activités de développement dans le Département de Grand-Lahou	10 640 134	10 959 338	11 288 117

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010501 Coordonner les activités de développement dans le Département de Koun-Fao	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010502 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kaniasso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010503 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dibri-Asikro	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010504 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Namané (Issia)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010505 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbon-Houyé (Danané)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010506 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahapleu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010507 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tortiya	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010508 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sokoro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010509 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Damé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010510 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bléniméouin	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010511 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahandallah	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010512 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Akoupé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010513 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouaké	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010514 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabouyo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010515 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tioniaradougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010516 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fakobly	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010517 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zoukougbeu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010518 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sinfra	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010519 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sipilou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010520 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouna	5 190 310	5 346 020	5 506 401
22041010521 Coordonner les activités de développement dans le Département de Samatiguila	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010522 Coordonner les activités de développement dans le Département de Béoumi	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010523 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oumé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010524 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Soubré	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010525 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agnibilekro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010526 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kondrobo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010527 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Goulia	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010528 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tabou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010529 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lopou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010530 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiémélékro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010531 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bogouiné	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010532 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dania	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010533 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daoukro	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010534 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kongasso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010535 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guiglo	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010536 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grihiri	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010537 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbonné	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010538 Coordonner les activités de développement dans le Département de Attiégouakro	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010539 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kpouebo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010540 Coordonner les activités de développement dans le Département de Séguélon	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010542 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danguira	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010543 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Founghesso	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010544 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zoukougbeu	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010545 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Azaguié	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010546 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gnagbodougnoa	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010547 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nofou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010548 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Binao-Boussoué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010549 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gohouo-Zagna	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010550 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kaniasso	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010551 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doropo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010552 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouaninou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010553 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010554 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Transua	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010555 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nikosso	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010556 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kasséré	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010557 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tiény-Siably	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010558 Coordonner les activités de développement dans le Département de Man	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010559 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Diarabana (Séguéla)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010560 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tapéguia	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010561 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Iriéfla	5 500 000	5 665 000	5 834 950
22041010562 Coordonner les activités de développement dans le Département de Danané	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010563 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tabou	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010564 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouangolodougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010565 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010566 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sassandra	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010567 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouakro	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010568 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bakoubly	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010569 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dianra	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010570 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-Féyassé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010571 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danané	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010572 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kanoroba	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010573 Coordonner les activités de développement dans le Département de Toumodi	13 040 031	13 431 232	13 834 169
22041010574 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kotouba	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010575 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dieouzon	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010576 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toumodi	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010577 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Pinda-Boroko	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010578 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zouénoula	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010579 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Attoutou-A	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010580 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Boron	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010581 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sandougou-soba (Man)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010582 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yorodougou (Sipilou)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010583 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Priko	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010584 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gabiadji	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010585 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sandégué	10 640 134	10 959 338	10 788 117
22041010586 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Galébré	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010587 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gouiné (Biankouma)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010588 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diamarakro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010589 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouellé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010590 Coordonner les activités de développement dans le Département de Minigan	13 035 186	13 426 242	13 829 029
22041010591 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bettié	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010592 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Rubino	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010593 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Fengolo (Madinani)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010594 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Bengué	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010595 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dufrebo	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010596 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gagoré (Lakota)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010597 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dabakala	10 640 134	10 959 338	11 288 117
22041010598 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fresco	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010599 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Blességué	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010600 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dikodougou	4 757 784	4 900 518	5 047 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
22041010601 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Raviart (Didivié)	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010602 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Satama-Sokoro	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010603 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kouan-Houlé	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010604 Coordonner les activités de développement dans le Département de Akoupé	10 840 134	11 165 338	11 500 297
22041010605 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Guessankro (Béoumi)	5 500 000	5 665 000	5 834 650
22041010606 Coordonner les activités de développement dans le Département de Didiévi	10 640 134	10 959 338	11 285 117
22041010607 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de San-Pédro	4 757 784	4 900 918	4 854 134
22041010608 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Blapleu	4 757 784	4 900 518	5 047 534
22041010610 Coordonner les activités des circonscriptions administratives	35 050 000	36 101 500	37 184 545
22041010611 Appuyer les services de l'Administration du Territoire face aux impondérables	45 000 000	45 000 000	45 000 000
22041010612 Gérer les voyages officiels et appuyer l'organisation des fêtes d'indépendance	1 452 793	1 496 377	1 541 268
22041010613 Gérer les acquisitions de biens et matériels au profit du corps préfectoral	3 491 645	3 596 395	3 704 286
22041010614 Renforcer les capacités du corps préfectoral dans le domaine informatique	10 517 248	10 832 765	11 157 747
22041010615 Encadrer la vie associative et les professions réglementées	8 650 000	8 909 500	9 176 785
22041010616 Encadrer le fonctionnement des circonscriptions administratives	8 594 485	8 852 320	9 117 889
4 - Investissements	2 626 480 000	4 407 952 806	6 567 405 515
Trésor	2 626 480 000	4 407 952 806	6 567 405 515
22041010013 Achever la construction du bâtiment annexe au cabinet du Ministère	150 000 000	261 705 187	389 914 358
22041010014 Construire des bureaux et résidences des Préfectures et Sous-Préfectures	150 000 000	261 705 187	389 914 358
22041010017 Construire, Réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Préfectures	876 480 000	1 529 195 749	2 278 347 578
22041010019 Construire, Réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Sous-Préfectures	1 090 000 000	1 727 254 234	2 573 434 762
22041010617 Acquérir des véhicules de fonction au profit des Autorités Préfectorales	360 000 000	628 092 449	935 794 459
2204103 Modernisation du processus d'identification des populations	13 078 923 305	2 972 081 432	3 542 012 003
1 - Personnels	1 700 000 000	1 720 515 527	1 741 475 914
22041030012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONECI	1 700 000 000	1 720 515 527	1 741 475 914
3 - Transferts	138 923 305	134 957 107	136 901 495
22041030001 Identifier les populations	61 576 615	59 818 630	60 680 464
22041030009 Effectuer des transferts à l'ONECI pour prendre en charge les Dépenses d'investissement	77 346 690	75 138 477	76 221 031
4 - Investissements	11 240 000 000	1 116 608 798	1 663 634 594
Trésor	640 000 000	1 116 608 798	1 663 634 594
22041030010 Mettre en place un Système d'identification de base	640 000 000	1 116 608 798	1 663 634 594
Financement Extérieur	10 600 000 000	0	0
22041030010 Mettre en place un Système d'identification de base	10 600 000 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	58 777 179 938	61 920 054 786
2204104 Renforcement de l'encadrement de la vie culturelle et promotion de la laïcité de l'Etat	145 735 211	143 612 060	146 240 043
2 - Biens et services	34 800 000	35 844 000	36 919 320
22041040001 Elaborer le Plan Stratégique de Promotion de la Laïcité	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22041040002 Elaborer la loi portant création, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur des Religions et des Convictions	9 300 000	9 579 000	9 866 370
22041040006 Elaborer et suivre la politique nationale des cultes	15 000 000	15 450 000	15 913 500
3 - Transferts	110 935 211	107 768 060	109 320 723
22041040005 Appuyer les associations et confessions religieuses	38 409 078	37 312 516	37 850 094
22041040008 Encadrer et suivre l'organisation des pèlerinages chrétiens	32 871 958	31 933 478	32 393 558
22041040009 Encadrer et suivre l'organisation des pèlerinages musulmans	24 653 975	23 950 115	24 295 175
22041040010 Superviser le déroulement du pèlerinage musulman en Arabie Saoudite	15 000 200	14 571 951	14 781 896

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV: COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	159 936 000 000	171 440 000 000	190 270 000 000
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	159 936 000 000	171 440 000 000	190 270 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
23200 Comptes Spéciaux du Trésor	159 936 000 000	171 440 000 000	190 270 000 000
2320001 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	159 936 000 000	171 440 000 000	190 270 000 000
3 - Transferts	159 936 000 000	171 440 000 000	190 270 000 000
23200010002 Gérer les recettes affectées aux Collectivités Territoriales	159 936 000 000	171 440 000 000	190 270 000 000

SECTION 324 : MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- un Système d'archivage manuel ;
- un Système de communication non adapté ;
- une fragilité de la cohésion sociale ;
- une insécurité fragile liée au trafic des drogues et stupéfiants, à la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres et à la porosité des frontières ;
- une insuffisance d'équipements et de matériels de maintien d'ordre ;
- un Système de gestion des procédures de la Police non adapté ;
- l'existence d'infrastructures sécuritaires ne répondant pas aux normes internationales ;
- l'insuffisance et/ou la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements de protection civile.

I.1.2. Réponses apportées

- la réhabilitation des services de Police (Préfectures, Districts, Commissariats, Casernes, Directions et autres services) ;
- la dotation en tenues des fonctionnaires de police ;
- le redéploiement général des fonctionnaires de Police ;
- l'équipement des services de Police en matériel roulant, de communication et informatique ;
- la mise en place de l'Unité de Lutte contre le Racket (ULR) ;
- l'élaboration, avec les Partenaires Financiers et Techniques (PFT), du document relatif à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) ;
- l'adoption du code d'éthique et de déontologie de la Police Nationale ;
- la création de l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale (ULCT) ;
- des campagnes de sensibilisation et d'information auprès des populations habitant les zones à risque ;
- la réalisation de la cartographie des zones à risques dans onze (11) villes du pays ;
- l'activation du Plan Bleu (assistance aux victimes des inondations).

I.1.3. Défis et priorités

- la sécurité sur l'ensemble du territoire national des personnes et des biens ;
- la lutte contre la criminalité transnationale ;
- la lutte contre le racket et la corruption ;
- la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire ;
- la protection des populations contre les catastrophes et sinistres ;
- la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services du Ministère.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du Ministère ;
- le renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées ;
- les dispositifs de sécurité sont renforcés ;
- l'offre de service en matière de protection Civile est améliorée.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Sécurité intérieure et de Protection civile.

A cet effet, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Sécurité intérieure

- gestion de la sécurité publique ;
- gestion de la sécurité des biens et des personnes ;
- gestion de la politique économique et Financière ;
- gestion des renseignements généraux ;
- gestion de la surveillance du territoire ;
- gestion du contrôle de la police de la circulation transfrontalière des personnes ;
- gestion de la police des stupéfiants, des drogues et des mœurs ;
- gestion de la police générale : autorisation d'importation des armes et munitions, de détention et de port d'armes ;
- gestion de la police judiciaire ;
- gestion de la police scientifique ;
- gestion, en liaison avec le Ministre chargé des affaires étrangères, des missions de sécurité à l'étranger et des représentations de la police nationale au sein des organismes sous régionaux, régionaux et internationaux ;
- gestion de l'agrément et contrôle des sociétés privées de sécurité et de transport de fonds, et contrôle de leurs activités.

I.3.2. En matière de Protection civile

- élaboration des lois et règlements en matière de protection civile ;
- application et suivi de la Réglementation en matière de prévention, de sensibilisation des populations et de secourisme ;
- organisation, direction et coordination des secours en cas de sinistres, de catastrophes d'origine naturelle, technologique ou humaine ;
- coordination et suivi des plans techniques d'urgence ;

- planification des secours et des équipements ;
- participation à la protection des biens culturels en temps de paix comme en temps de guerre, en liaison avec le ministre chargé de la culture ;
- suivi de l'application des lois et règlements en matière de protection de la nature, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- coordination de la gestion des risques majeurs en environnement, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- participation au contrôle des installations classées, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- suivi de la mise en œuvre du code de l'eau, en liaison avec les ministres concernés ;
- participation à la lutte contre les épidémies et les épizooties ;
- coordination et mise en œuvre opérationnelle des plans d'organisation des secours médicaux, en liaison avec les ministres intéressés et les organismes privés compétents en matière de secours d'urgence et de transport sanitaire ;
- participation à la gestion des réfugiés et des apatrides ;
- organisation et coordination opérationnelle des secours dans le cadre de l'action humanitaire ;
- participation au contrôle des normes de sécurité en matière de construction, d'urbanisme et d'habitat, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction et de l'Urbanisme, de l'Assainissement et du Logement.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Sécurité Intérieure
- Programme 3 : Protection Civile

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, D.A.F.M, DTSI, SCRIP, DEPSE, ULCT, CPMP			
Programme 2 : Sécurité Intérieure	DPPN, CILAD, Service Armes et Munitions, Brigade des Mineurs (Préfecture de Police), DEXC, DGP, DST, DSP, DPC, DPS, DPEF, DRG, DCPJ, DUI, DPS, DSSPN, DIJ, DLCP; SR, OIPC Interpol, DFENP, ENP, DITT, IGSP	CRFLD; ComNat- ALPC ONPC	- Réhabilitation, extension et équipement Direction Centrales DGP - Réhabiliter et rééquiper de 30 commissariats et 04 préfectures de police en zone CNO - Réfection de Commissariats - Réhabilitation casernes et commissariats /Apurement passifs - Equipement de la Police Scientifique en matériels techniques - Equipements des Commissariats Mobilier et matériel de bureau autre qu'informatique - Programme d'Appui à la Sécurité Urbaine - Programme d'Urgence Sécurité - Construction Antenne ONPC San-Pedro ; - Construire et équiper de nouvelles infrastructures de protection civile ;	-

II.1.2. Performance globale du Ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	RS 1.1 :l'administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Disponibilité des rapports de mise en œuvre de la lettre de mission du MSPC	Document disponible (oui/non) Source : DEPSE
		IP 1.1.2 : Disponibilité de l'annuaire statistique	Document disponible (oui/non) Source : DEPSE
		IP 1.2.1 : Taux d'acteurs formés au Cadre de Dépenses à Moyen Terme	Nombre d'acteurs formés / Nombre total d'acteurs Source : Rapport d'activités / DAFM
		IP 1.2.2 : Existence d'une base de données des inventaires des équipements	Répertoire disponible (oui/non) Source : DAFM
OG 2 : Contribuer à la sécurité des personnes et de leurs biens	RS 2.1 : les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées	IP 2.1.1 : Ratio fonctionnaires de Police/population	Nombre total de policiers / population urbaine Source : DGPN
		IP 2.1.2 : Taux de policiers logés par l'Etat	Nombre de policiers bénéficiant d'un logement / Nombre total de Policiers Source : Rapport d'activités des services des baux
		IP 2.1.3 : Taux de policiers dotés en arme automatique	Nombre de policiers dotés en arme / Nombre total de Policiers Source : Rapport d'activités / DGPN
	RS 2.2 : les dispositifs de sécurité sont renforcés	IP 2.2.1 : Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	Echelle de 10 Données consolidées de la Police et de la Gendarmerie Source : Rapport du Conseil National de la Sécurité
		IP 2.2.2 : Taux de fonctionnalité des commissariats de police	Nombre de Commissariats fonctionnels / Nombre total de commissariats Source : Rapports d'activités DGPN
		IP 2.2.3 : Taux d'usagers de drogue ayant bénéficié d'un accompagnement	Nombre d'usagers de drogue accompagnés / Nombre total d'usagers de drogue internés Source : -Rapport d'activités / Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues

II.1.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	165 364 574 101	193 831 761 544	227 011 110 156
1.1 Ressources Intérieures	165 364 574 101	193 831 761 544	227 011 110 156
1.1.1 Budget Etat	165 364 574 101	193 831 761 544	227 011 110 156
1.1.2 Recettes (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	165 364 574 101	193 831 761 544	227 011 110 156
2.1 Personnel	99 948 997 704	102 461 766 728	105 057 781 765
2.1.1 Solde y compris EPN	99 948 997 704	102 461 766 728	105 057 781 765
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	24 726 449 911	24 835 812 574	25 486 093 218
2.3 Transferts	5 762 926 486	5 598 397 526	5 679 056 169
2.4 Investissements	34 926 200 000	60 935 784 716	90 788 179 004
Trésor	34 926 200 000	60 935 784 716	90 788 179 004
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1. 1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1: Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et Financières
	Action 1.4 : Gestion des Systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Existence d'un document de politique sectorielle du MSPC	Oui	Oui	Oui	Oui	Document disponible (oui/non) Source : DEPSE
	Production des rapports de mise en œuvre de la lettre de mission du MSPC	4	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport trimestriel / DEPSE
	Production de l'annuaire statistique	Oui	Oui	Oui	Oui	Document disponible (oui/non) Source : DEPSE
OS 2 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, Matérielles et Financières	Taux d'acteurs formés au Cadre de Dépenses à Moyen Terme	57%	75%	85%	100%	Nombre d'acteurs formés / nombre total d'acteurs Source : Rapport d'activités / DAFM
	Existence d'une base de données des inventaires des équipements.	Non	Non	Oui	Oui	Document disponible (oui/non) Source : DAFM

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		633 270 162	42 992 862	43 737 243
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	633 270 162	42 992 862	43 737 243
	Transferts (1)	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21207 Administration Générale	633 270 162	42 992 862	43 737 243
2120701 Coordination et animation du Ministère	247 180 162	18 180 162	18 180 162
2 - Biens et services	247 180 162	18 180 162	18 180 162
21207010001 Coordonner les activités du Ministère	75 000 000	0	0
21207010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	0	0
21207010003 Inspecter les services du Ministère	20 000 000	0	0
21207010004 Mettre en oeuvre le CDMT du Ministère	35 000 000	0	0
21207010005 Gérer les Dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	0	0
21207010006 Gérer les Dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	0	0
21207010007 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	0	0
21207010008 Prendre en charge les honoraires des agents de la Police sous contrat BNETD	18 180 162	18 180 162	18 180 162
2120702 Information et communication	56 590 000	24 812 700	25 557 081
2 - Biens et services	56 590 000	24 812 700	25 557 081
21207020001 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	0	0
21207020002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	8 000 000	0	0
21207020003 Elaborer et mettre en oeuvre la stratégie de Communication du Ministère	11 000 000	0	0
21207020004 Organiser la communication des activités de la Police	5 700 000	5 871 000	6 047 130

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21207 Administration Générale	633 270 162	42 992 862	43 737 243
21207020005 Concevoir et mettre en oeuvre les stratégies de communication de la sécurité	18 390 000	18 941 700	19 509 951
2120703 Gestion des ressources humaines Financières et Matérielles	329 500 000	0	0
2 - Biens et services	329 500 000	0	0
21207030001 Gérer les ressources humaines du Ministère	17 500 000	0	0
21207030002 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	280 000 000	0	0
21207030003 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du Ministère et des structures sous tutelle	21 000 000	0	0
21207030004 Coordonner la passation des Marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	11 000 000	0	0

II.2.2. Programme 2 : Sécurité Intérieure

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Sécurité Intérieure et Protection Civile	Action 2.1 : Recrutement, formation et gestion du personnel de Police
	Action 2.2 : Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de Police
	Action 2.3 : Sécurité et protection des personnes et des biens
	Action 2.4 : Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la Police Nationale
	Action 2.5 : Renforcement de la protection civile

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Sécurité Intérieure et Protection Civile						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Ratio fonctionnaires de Police/population	1 policier pour 600 habitants (RGPH-98)	1 policier pour 530 habitants	1 policier pour 480 habitants	1 policier pour 400 habitants	Nombre de policiers / population urbaine Source : Direction Générale de la Police Nationale NB : * cibles projetés sur la base RGPH 2014 * norme : 1 fonctionnaire de police pour 400 habitants
	Taux de policiers logés par l'Etat	88%	95%	96%	100%	Nombre de policiers bénéficiant d'un logement / nombre total de Policiers Source : Rapport d'activités des services des baux
	Taux de policiers dotés en arme automatique	78%	85%	90%	100%	Nombre de policiers dotés en arme / nombre total de Policiers Source : Rapport d'activités de la DGPN
OS 2 : Renforcer les dispositifs de sécurité	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	1,1	1,1	1,1	1,1	Echelle de 10 Données consolidées de la Police et de la Gendarmerie Source : Rapport du Conseil National de Sécurité
	Taux de fonctionnalité des commissariats de police	96%	98%	100%	100%	Nombre de Commissariats fonctionnels / nombre total de commissariats Source : Rapports d'activités DGPN
	Taux de personnes formées à la lutte contre la drogue	44%	44%	50%	65%	Nombre de personnes formées à la lutte contre la drogue / Nombre total à former requis par l'ONUDD Source : Rapport d'activité / CRFLD
	Taux d'usagers de drogue ayant bénéficié d'un accompagnement	100%	100%	100%	100%	Nombre d'usagers de drogue ayant bénéficié d'un accompagnement / nombre total d'usagers internés Source : Rapport d'activités / Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues
	Taux de fonctionnalité des commissariats de police	98%	100%	100%	100%	Nombre de commissariats fonctionnels / Nombre total de commissariats Source : Rapport d'activité / DGPN
OS 3 : Améliorer l'offre de service en matière de protection Civile	Taux de couverture du territoire en infrastructures de Protection civile	20%	60%	80%	100%	Nombre d'infrastructures fonctionnelles / Nombre de régions Source ONPC

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
SECURITE INTERIEURE	157 939 945 344	185 991 990 675	217 990 554 028
Dépenses de personnel	95 170 673 780	97 625 778 195	100 162 878 223
Dépenses en biens et services	24 093 179 749	24 792 819 712	25 442 355 975
Transferts	5 049 891 815	4 905 719 674	4 976 398 595
Investissements	33 626 200 000	58 667 673 094	87 408 921 235
<i>Trésor</i>	33 626 200 000	58 667 673 094	87 408 921 235
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
2203901 Recrutement, formation et gestion du personnel de police	121 410 730 132	124 456 961 097	127 799 542 009
1 - Personnels	94 927 471 158	97 379 923 602	99 913 976 046
22039010012 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de Police	94 927 471 158	97 379 923 602	99 913 976 046
2 - Biens et services	22 098 821 070	22 701 785 702	23 322 839 273
22039010013 Apurer les passifs des baux de la Police	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
22039010015 Gérer les baux de la Police	19 107 120 000	19 680 333 600	20 270 743 608
22039010016 Organiser la formation commune de base des recrues de la Police	725 989 344	747 769 024	770 202 095
22039010017 Apporter un appui aux fonctionnaires de Police	164 724 608	169 666 346	174 756 337
22039010018 Gérer l'Ecole Nationale de la Police	7 500 000	7 725 000	7 956 750
22039010019 Gérer les Ressources Humaines de la Police	44 510 000	45 845 300	47 220 659
22039010020 Encadrer, inspecter et contrôler les services de Police	11 600 000	11 948 000	12 306 440
22039010023 Organiser la formation initiale et continue des élèves et fonctionnaires de Police	29 177 118	30 052 432	30 954 004
22039010024 Coordonner l'organisation des concours de recrutement de la Police Nationale	8 200 000	8 446 000	8 699 380
3 - Transferts	4 234 437 904	4 113 546 606	4 172 812 332
22039010021 Gérer les bourses des élèves-policiers	4 234 437 904	4 113 546 606	4 172 812 332
4 - Investissements	150 000 000	261 705 187	389 914 358
Trésor	150 000 000	261 705 187	389 914 358
22039010014 Appuyer la formation continue des fonctionnaires de Police	150 000 000	261 705 187	389 914 358

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
2203902 Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de police	90 648 518	93 367 976	96 169 012
2 - Biens et services	90 648 518	93 367 976	96 169 012
22039020001 Prendre en charge la santé des fonctionnaires de la Police	6 300 000	6 489 000	6 683 670
22039020002 Elaborer et suivre la mise en oeuvre de la politique sanitaire de la Police	8 850 000	9 115 500	9 388 965
22039020005 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Daloa	5 882 352	6 058 824	6 240 587
22039020006 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la Brigade Anti-Emeutes	5 882 351	6 058 822	6 240 586
22039020007 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la cité policière d'Abobo	5 882 351	6 058 822	6 240 586
22039020008 Prendre en charge la santé des Fonctionnaire de Police à l'Ecole Nationale de Police	40 882 351	42 108 822	43 372 086
22039020009 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de la formation sanitaire d'Abengourou	5 204 411	5 360 542	5 521 360
22039020010 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Divo	5 882 351	6 058 822	6 240 586
22039020011 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la CRS1 de Williamsville	5 882 351	6 058 822	6 240 586
2203903 Sécurité et protection des personnes et des biens	29 503 444 610	49 375 351 059	72 137 211 669
1 - Personnels	243 202 622	245 854 593	248 902 177
22039030282 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CRFLD	12 162 903	12 309 684	12 459 649
22039030283 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CNLCPALP	227 289 819	230 032 743	232 835 144
22039030284 Prendre en charge les Dépenses salariales de la Préfecture de la Région du Denguélé (Odiénné)	810 000	758 648	779 216
22039030285 Prendre en charge les Dépenses salariales de la Préfecture de Département de Tiebissou	1 620 000	1 517 296	1 558 431
22039030286 Prendre en charge les Dépenses salariales de la Préfecture de Département d'Akoupé	200 000	187 321	192 399
22039030287 Prendre en charge les Dépenses salariales de la Préfecture de Département de Katiola	579 900	543 136	557 861
22039030288 Prendre en charge les Dépenses salariales de la Préfecture de Département de Priko	540 000	505 765	519 477
2 - Biens et services	1 903 710 161	1 997 666 034	2 023 347 690
22039030001 Coordonner et suivre les missions de sécurité intérieure	43 700 000	45 011 000	46 361 330
22039030002 Conduire les enquêtes administratives et fournir les renseignements à l'Etat	13 300 000	13 699 000	14 109 970
22039030004 Renforcer le dispositif sécuritaire	41 500 000	42 745 000	44 027 350
22039030005 Lutter contre le Racket	49 900 000	51 397 000	52 938 910
22039030006 Mettre en place et suivre les comités de sécurité des collectivités locales	86 505 153	89 100 308	91 773 317
22039030010 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sûreté de l'Etat	16 700 000	17 201 000	17 717 030
22039030011 Prendre en charge les Dépenses liées au secteur de la sécurité	68 500 000	70 555 000	72 671 650
22039030012 Appuyer les services de Police	60 000 000	61 800 000	63 654 000
22039030013 Lutter contre l'usage des drogues et des stupéfiants	7 700 000	7 931 000	8 168 930
22039030021 Veiller au fonctionnement des véhicules de la Police Nationale	9 550 000	9 626 500	9 705 295
22039030022 Lutter contre la criminalité transnationale organisée UCT	67 900 000	69 937 000	72 035 110
22039030026 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Vavoua	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 9ème Arrondissement de Marcory	5 825 258	6 000 016	6 180 016

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
22039030028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 17ème Arrondissement de Yopougon-Niangon	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030029 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 34ème Arrondissement d'Abobo-Baoulé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030030 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 32ème Arrondissement d'Abobo Avocatier	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030031 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Guiglo	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiapoum	5 757 784	5 930 518	6 108 433
22039030033 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Bassam	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030034 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bonon	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030035 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Divo	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030036 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 36ème Arrondissement de Koumassi Sicogi	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030037 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Touba	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030038 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Korhogo	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030039 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bongouanou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030040 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de San-Pédro	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030041 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de M'Bengué	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030042 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dabou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030043 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Gagnoa	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030044 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Botro	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030045 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ouangolodougou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030046 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Odienné	8 717 991	8 979 532	9 248 917
22039030047 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Afféry	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030048 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bouaflé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030049 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 10ème Arrondissement d'Attécoubé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030050 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 24ème Arrondissement de Port-Bouët Adjourou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030051 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Yamoussoukro	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030052 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiassalé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030053 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 37ème Arrondissement d'Abobo-Doumé	5 825 259	6 000 018	6 180 018
22039030054 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Kouto	5 825 258	6 000 016	6 180 016

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
22039030055 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 21 ^{ème} Arrondissement d'Abobo derrière-rail	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030056 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Adiaké	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030057 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Daoukro	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030058 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ferké	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030059 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de San-Pédro	8 717 991	8 979 532	9 248 917
22039030060 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Akoupé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030061 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police d'Abidjan	28 886 496	29 753 092	30 645 683
22039030062 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2 ^{ème} Arrondissement de Bouaké	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030063 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Duékoué	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030064 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3 ^{ème} Arrondissement de Adjamé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030065 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Anyama	5 825 258	6 000 016	6 179 116
22039030066 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Marcory	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030067 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 12 ^{ème} Arrondissement des Deux-Plateaux	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030068 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Aboisso	8 717 991	8 979 532	9 248 917
22039030069 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 13 ^{ème} Arrondissement d'Abobo	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030070 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3 ^{ème} Arrondissement de Daloa	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030071 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 5 ^{ème} Arrondissement de Port-Bouët	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030072 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Adzopé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030073 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bingerville	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030074 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Bouaké	8 717 991	8 979 532	9 248 917
22039030075 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 33 ^{ème} Arrondissement de Port-Bouët Gonzagueville	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030076 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 28 ^{ème} Arrondissement d'Attécoubé Santé II	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030077 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sikensi	5 825 258	6 000 016	5 767 036
22039030078 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 18 ^{ème} Arrondissement de la Riviera	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030079 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Katiola	5 825 258	6 000 016	6 180 016

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
22039030080 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de San-Pédro	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030081 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 35ème Arrondissement de la Riviera Palméraie	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030082 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dimbokro	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030083 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Noé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030084 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 6ème Arrondissement de Koumassi	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030085 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zoukougbeu	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22039030086 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Daloa	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030087 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Divo	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030088 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Abobo	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030089 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Dabou	8 350 000	8 600 500	8 858 515
22039030090 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police d'Abengourou	8 717 991	8 979 532	9 248 917
22039030091 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 27ème Arrondissement d'Adjamé Bracodi-bar	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030092 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 15ème Arrondissement d'Abobo	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030093 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiébissou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030094 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 26ème Arrondissement de Marcory-Aliodan	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030095 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 8ème Arrondissement de Cocody	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030097 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Yamoussoukro	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030098 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zuénoula	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030099 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 22ème Arrondissement d'Angré	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030100 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Lakota	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030101 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Cocody	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030102 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Gagnoa	8 717 991	8 979 532	9 248 917
22039030103 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de Daloa	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22039030104 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Guibéroua	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030105 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Toulepleu	5 825 258	6 000 016	6 180 016

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
22039030106 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement d'Abengourou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030107 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bouna	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030108 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Boundiali	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030109 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 16ème Arrondissement de Yopougon-Sicogi	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030110 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zouan-Hounien	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22039030111 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 29ème Arrondissement de Treichville Biafra	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030112 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Saïoua	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030113 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police de la Mairie de Treichville	6 122 836	6 306 522	6 495 717
22039030114 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Man	8 717 991	8 534 030	9 248 917
22039030115 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement du Plateau	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030116 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de Bouaké	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030117 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police d'Abidjan Plateau-CARENA	6 122 835	6 306 520	6 495 715
22039030118 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Bouaké	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030119 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Yopougon	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030120 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 5ème Arrondissement de Bouaké	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030121 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bonoua	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030122 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 31ème Arrondissement de Biétry	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030123 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Odienné	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030124 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Adjamé	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030125 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Lahou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030126 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bloléquin	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22039030127 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 23ème Arrondissement de Yopougon-Andokoi	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030128 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 25ème Arrondissement de Vridi	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22039030129 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Toumodi	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030130 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 30ème Arrondissement de Cocody Attoban	5 825 258	6 000 016	6 180 016

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
22039030131 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Yamoussoukro	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030132 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 7ème Arrondissement des 220 logements	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030133 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 38ème Arrondissement de Ypougon-Zone industrielle	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22039030134 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Bouaké	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030135 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Hiré	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030136 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 20ème Arrondissement de Koumassi	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030137 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tanda	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030138 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Séguéla	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030139 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Oumé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030140 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tengréla	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030141 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Port-Bouët	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030142 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Abengourou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030143 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Daloa	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030144 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Alépé	6 200 000	6 386 000	6 577 580
22039030145 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bondoukou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030146 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Divo	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030147 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Daloa	8 717 991	8 979 532	9 248 917
22039030148 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Agnibilékro	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030149 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 6ème Arrondissement de Bouaké	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22039030150 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de la zone 4 (Marcory)	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030152 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Lakota	7 200 000	7 416 000	7 638 480
22039030153 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 14ème Arrondissement d'Abobo	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030154 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Aboisso	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030155 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Agboville	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030156 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Assinié	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030157 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Yamoussoukro	15 113 147	15 566 544	15 207 578

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
22039030158 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4 ^{ème} Arrondissement de Bouaké	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030159 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Soubré	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030160 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Minignan	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030161 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2 ^{ème} Arrondissement de Treichville	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030162 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Biankouma	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030163 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sinfra	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030164 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Danané	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030165 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tabou	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030166 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Béoumi	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030167 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Mankono	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030168 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2 ^{ème} Arrondissement de Man	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030169 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2 ^{ème} Arrondissement de Gagnoa	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030170 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Bondoukou	8 752 593	9 015 172	9 285 626
22039030171 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Niablé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030172 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sassandra	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030174 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Issia	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030175 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Korhogo	8 717 991	8 979 532	9 248 917
22039030176 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 19 ^{ème} Arrondissement de Yopougon-Toits rouges	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030177 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 11 ^{ème} Arrondissement de Williamsville	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030178 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1 ^{er} Arrondissement de Man	5 825 258	6 000 016	6 108 016
22039030179 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Adzopé	8 350 000	8 600 500	8 858 515
22039030181 Intervenir pour le maintien et le retablissement de l'ordre public lors des émeutes	8 285 916	8 534 494	8 790 528
22039030182 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Williamsville (CRS1)	10 568 282	10 885 332	11 211 889
22039030183 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la CRS de Divo dans sa zone de compétence	7 599 262	7 827 239	8 062 057
22039030184 Rechercher et réaliser des assauts	25 500 000	26 265 000	27 052 951
22039030185 Veiller à la sécurité des personnes et des biens par l'utilisation des chevaux	40 000 000	41 200 000	42 436 000
22039030186 Superviser les services de police dans les procédures judiciaires	6 550 000	6 746 500	694 890
22039030187 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la CRS 2 de Marcory	8 670 800	8 930 926	9 198 850
22039030188 Conduire les recherches pour élucider des infractions et identifier leurs auteurs	11 400 000	11 742 000	12 094 260

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
22039030189 Superviser les services de Police en charge de la sécurité publique	8 100 000	8 343 000	8 593 290
22039030190 Superviser les services de police exerçant dans le domaine scientifique	25 747 000	26 519 410	27 314 992
22039030191 Lutter contre le terrorisme	2 774 263	2 857 493	2 943 215
22039030192 Procéder aux interventions rapides de retablisement de l'ordre public	5 350 000	5 510 500	5 675 815
22039030193 Effectuer les constats, examens et analyses de faits et de substances	16 650 000	17 149 500	17 663 985
22039030194 Réguler la circulation	4 760 082	4 902 885	5 049 971
22039030195 Superviser les unités d'intervention dans le maintien et le retablisement de l'ordre public	10 850 000	11 175 500	11 510 765
22039030196 Escorter et protéger les autorités	3 467 829	3 571 866	3 679 019
22039030197 Veiller à la sécurité sur la voie publique	6 500 000	6 695 000	6 895 850
22039030198 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Korhogo	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030199 Mettre en place les stratégies de sensibilisation et de lutte anti-drogue	13 055 100	13 446 753	13 850 156
22039030200 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Gagnoa	6 122 835	6 306 520	6 495 715
22039030201 Gérer les armes et munitions	1 617 170	1 665 685	1 715 656
22039030202 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Divo	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030203 Enquêter sur les infractions impliquant des mineurs	5 100 000	5 253 000	5 410 590
22039030204 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Aboisso	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030205 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Bondoukou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030206 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Abengourou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030207 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de San-Pédro	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030208 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Man	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030209 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Adzopé	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030210 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Guiglo	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030211 Veiller à la protection des moeurs	4 550 000	4 686 500	4 827 095
22039030212 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Yamoussoukro	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030213 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Bouaké	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030214 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Daloa	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22039030215 Maintenir et rétablir l'ordre public dans la zone de compétence de la CRS de Gagnoa	5 997 058	6 176 970	6 362 272
22039030216 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Yamoussoukro	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030217 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Korhogo	10 500 000	10 815 000	9 707 235
22039030218 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Odienné	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030219 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Daloa	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030220 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bondoukou	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030221 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bouaké	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030222 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Gagnoa	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030223 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Abengourou	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030224 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Aboisso	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030225 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de San-Pédro	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22039030226 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Man	11 352 938	11 693 526	12 044 332

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
22039030227 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Niélé	5 825 258	6 000 016	6 180 016
22039030228 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de Man	11 352 938	11 693 526	5 023 673
22039030229 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sureté de l'Etat dans la zone de Man	11 352 938	11 693 526	5 023 673
22039030230 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la zone de Man	11 352 938	11 693 526	12 044 332
22039030231 Encaisser les paiements des amendes des infractions	2 338 073	2 408 217	2 480 461
22039030253 Veiller à la sécurité urbaine	1 746 726	1 799 128	1 853 102
22039030264 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Daloa	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030265 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Gagnoa	7 042 733	7 254 016	7 471 636
22039030270 Lutter contre les crimes économiques et Financières	9 000 000	9 270 000	9 548 100
22039030271 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme en Côte d'Ivoire	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22039030280 Organiser le séminaire bilan des services de police	0	37 500 000	38 625 000
3 - Transferts	772 252 392	750 204 933	761 013 474
22039030015 Accompagner 10% des usagers de drogue internés jusqu'à leur réhabilitation socio-professionnelle	201 312 935	195 565 541	198 383 142
22039030018 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'Organisation Internationale de la Police Criminelle (OIPC-Interpol)	56 532 400	54 918 425	55 709 660
22039030254 Faire fonctionner la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Legères et de Petit Calibre 'ComNat-ALPC)	510 893 131	496 307 362	503 457 886
22039030266 Fournir des informations pour la lutte contre la criminalité et le grand banditisme	3 513 926	3 413 605	3 462 786
4 - Investissements	26 584 279 435	46 381 625 499	69 103 948 328
Trésor	26 584 279 435	46 381 625 499	69 103 948 328
22039030014 Acquérir des équipements pour la sécurité intérieure	5 400 000 000	9 421 386 737	14 036 916 889
22039030017 Lutter contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres	200 000 000	348 940 250	519 885 811
22039030019 Equiper la Police scientifique en matériels spécifiques	412 664 441	719 976 165	1 072 691 937
22039030020 Equiper la Police en moyens de communication modernes	800 000 000	1 395 760 998	2 079 543 242
22039030024 Mettre en place le Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de la Police (SIGAPP)	1 000 000 000	1 744 701 248	2 599 429 053
22039030025 Acquérir des véhicules au profit de la Police	3 400 000 000	5 931 984 242	8 838 058 783
22039030258 Gérer les situations d'urgence	3 820 000 000	6 664 758 766	9 929 818 984
22039030259 Doter les fonctionnaires de Police en effet d'habillement	6 000 000 000	10 468 207 486	15 596 574 321
22039030260 Ravitailler les véhicules d'intervention de la Police Nationale en carburant	2 200 000 000	3 838 342 745	5 718 743 918
22039030261 Effectuer la maintenance et l'entretien du matériel roulant de la Police Nationale	1 856 200 000	3 238 514 456	4 825 060 209
22039030262 Mettre en place la brigade des montées	250 000 000	436 175 312	649 857 263
22039030263 Équiper les Commissariats de Police	1 095 414 994	1 911 171 907	2 847 453 561
22039030281 Équiper l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale organisée (UCT)	150 000 000	261 705 187	389 914 357
2203904 Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la police nationale	6 935 122 084	12 066 310 543	17 957 631 338
3 - Transferts	43 201 519	41 968 135	42 572 789
22039040019 Effectuer les transferts pour les investissements du Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue (CRFLD)	43 201 519	41 968 135	42 572 789

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22039 Sécurité Intérieure	157 939 945 344	185 991 990 675	226 967 372 913
4 - Investissements	6 891 920 565	12 024 342 408	17 915 058 549
Trésor	6 891 920 565	12 024 342 408	17 915 058 549
22039040001 Achever l'extension des bâtiments de la Direction de la Police Economique et Financière	69 974 431	122 084 477	181 893 569
22039040002 Construire et équiper 11 Commissariats à l'intérieur du pays : Bloléquin, Bocanda, Doropo, Gbéléban, Jacquville, Katiola, Kong, Korhogo, Tafiré, Méagui et Niakara	1 500 000 000	2 617 051 871	3 899 143 580
22039040003 Construire et équiper le centre de la formation continue de la police à Yamoussoukro	300 000 000	523 410 374	779 828 716
22039040004 Construire le siège de l'Inspection Générale des Services de Police à Bingerville	300 000 000	523 410 374	779 828 716
22039040005 Construire et équiper le centre de formation de la DTSI	270 000 000	471 069 337	701 845 844
22039040006 Construire et équiper une Ecole de Police de Korhogo	1 000 000 000	1 744 701 248	2 599 429 053
22039040007 Poursuivre les travaux de réhabilitation des 14 Commissariats	1 000 000 000	1 744 701 248	2 599 429 053
22039040009 Construire et équiper le magasin central et l'armurerie à l'Ecole Nationale de Police d'Abidjan	700 000 000	1 221 290 873	1 819 600 337
22039040010 Construire et équiper 9 Commissariats à Abidjan: 3 à Yopougon, 2 à Cocody, 3 à Abobo Gare et 1 à Koumassi	1 401 946 134	2 445 977 169	3 644 259 512
22039040012 Construire et équiper l'Hôpital de la Police à N'djem (Jacquville)	150 000 000	261 705 187	389 914 358
22039040018 Construire le siège de la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Legères et de Petit Calibre	200 000 000	348 940 250	519 885 811

II.2.3. Programme 3 : Protection Civile

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROTECTION CIVILE		6 791 358 595	7 796 778 007	8 976 818 885
	Dépenses de personnel	4 778 323 924	4 835 988 533	4 894 903 542
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	713 034 671	692 677 852	702 657 574
	Investissements	1 300 000 000	2 268 111 622	3 379 257 769
	<i>Trésor</i>	1 300 000 000	2 268 111 622	3 379 257 769
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22216 Protection civile	6 791 358 595	7 796 778 007	8 976 818 885
2221601 Renforcement de la protection civile	6 791 358 595	7 796 778 007	8 976 818 885
1 - Personnels	4 778 323 924	4 835 988 533	4 894 903 542
22216010012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONPC	4 778 323 924	4 835 988 533	4 894 903 542
3 - Transferts	713 034 671	692 677 852	702 657 574
22216010001 Renforcer les capacités opérationnelles des structures en charge de la protection civile	393 354 878	382 124 773	387 630 217
22216010002 Organiser la Journée Mondiale de la protection civile (ONPC/Journée Mondiale)	7 396 191	7 185 033	7 288 551
22216010003 Organiser les secours aux sinistrés (ONPC/ Gestion Plan ORSEC)	312 283 602	303 368 046	307 738 806
4 - Investissements	1 300 000 000	2 268 111 622	3 379 257 769
Trésor	1 300 000 000	2 268 111 622	3 379 257 769
22216010009 Construire et équiper des infrastructures de protection civile	1 300 000 000	2 268 111 622	3 379 257 769

SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

I- PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- la vétusté des infrastructures existantes ;
- l'inadéquation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires aux normes internationales ;
- l'insuffisance du personnel;
- l'insuffisance de matériel et d'équipement ;
- la surpopulation carcérale ;
- la problématique de l'accessibilité à la justice.

I.1.2. Réponses apportées

- l'acquisition d'infrastructures ;
- la réhabilitation de trente-sept (37) juridictions et de vingt-huit (28) établissements pénitentiaires ;
- la construction de prisons de haute sécurité conforme aux normes internationales;
- la construction du tribunal de San-Pedro ;
- la construction de la MAC de Guiglo ;
- la construction des Cours d'Appel de Daloa et Korhogo en cours ;
- la construction de l'Institut Nationale de Formation Judiciaire à Yamoussoukro en cours ;
- la construction du Tribunal de Bingerville en cours ;
- la réalisation de missions d'inspection dans les structures du Ministère ;
- la mise en place d'une stratégie d'assistance judiciaire en adéquation avec les besoins ;
- le renforcement du personnel et des capacités des acteurs;
- le renforcement de l'équipement des structures du Ministère ;
- la tenue des assises judiciaires ;
- la mise en place de six (06) cliniques juridiques.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au Système judiciaire (construction de juridictions et d'établissement pénitentiaire...);
- la transparence, la crédibilité et la régulation des institutions judiciaires (mission d'inspection auprès des juridictions...);
- la modernisation du Système pénitentiaire ;
- la lutte contre la surpopulation carcérale ;
- la promotion, la protection et la défense des droits de l'Homme ;
- la mise en œuvre de la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse ;
- la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'état civil et la lutte contre l'apatridie.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au Système judiciaire ;
- la transparence, la crédibilité et la régulation des institutions judiciaires ;
- la modernisation du Système pénitentiaire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- rapprocher la justice du citoyen : réduction des distances géographique, socio-économique et temporel ;
- mettre en place / renforcement des modes alternatives de résolutions de conflits ;
- renforcer les capacités des structures du MJDH ;
- moraliser le Système judiciaire ;
- renforcer l'indépendance de la justice ;
- renforcer la régulation des professions judiciaires ;
- lutter contre la surpopulation carcérale ;
- améliorer le bien-être des détenus ;
- rationaliser la gestion des établissements pénitentiaires.

I.3. Missions du Ministère

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Justice et des Droits de l'Homme.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de justice

- application de la législation et de la Réglementation relatives aux droits civiques ;
- élaboration de projets de réforme tant en matière civile, commerciale, pénale et de procédure qu'en matière d'organisation judiciaire et d'administration pénitentiaire ;
- élaboration des textes relatifs à l'Etat Civil, en liaison avec les Ministères concernés ;
- contrôle de l'état civil ;
- gestion des affaires civiles, des sceaux et des procédures de naturalisation ;
- gestion des affaires criminelles, de l'administration pénitentiaire et de l'enfance délinquante ;
- application des peines et grâces ;
- suivi de la bonne application de la législation pénale, civile et commerciale ainsi que des règles de procédures suivies devant les juridictions ;
- suivi de l'exécution des décisions pénales ;
- développement de l'assistance judiciaire ;
- recrutement, formation initiale et continue des magistrats des juridictions de première instance et d'appel ainsi que des personnels judiciaires pénitentiaires ;
- gestion des juridictions de première instance et d'appel ;
- promotion de l'accessibilité de la justice ;
- gestion de la carrière des magistrats des juridictions de première instance et d'appel et des personnels judiciaires et pénitentiaires ;
- assistance juridique aux autres départements ministériels pour l'élaboration de projets de codes et de projets de textes prévoyant des dispositions à caractère pénal ;
- suivi de la coopération judiciaire internationale.

I.3.2. En matière de Droits de l'Homme

- promotion, protection et défense des droits de l'Homme ;
- création d'un cadre de lutte contre l'impunité, en liaison avec les Ministres concernés ;
- suivi de l'application de la légalisation et de la Réglementation relatives aux droits humains ;
- étude des projets de textes législatifs et réglementaires, des projets de conventions internationales, relatifs aux droits de l'Homme ainsi que leur mise en œuvre ;
- élaboration des rapports prévus par les conventions internationales relatives aux droits de l'Homme ;
- promotion de l'assistance judiciaire ;
- conception, planification et exécution des programmes d'éducation et de formation en matière de droits de l'Homme ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique d'assistance juridique en vue de la protection et de la défense des droits des malades du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- lutte contre l'apatridie.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale ;
- **Programme 2** : Juridictions ;
- **Programme 3** : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IGSJP, DAF, DSJRH, DPS, DIEM, SI, SC, CPM, DLD, DCECA, IJ	INFJ, CNDJ	Programme justice C2D, Programme Spécial justice, Opérations d'urgence, Activités Institutionnelles, Acquisition de terrain, Acquisition et équipement du siège CNDJ	
Programme 2 : Juridictions	DACP, Toutes les juridictions, Cour Commune de Justice et arbitrage, DPJEJ, Tous les services de la protection Judiciaire de l'enfance et la jeunesse		Construction et équipement des Tribunaux et Résidences, Construction du Tribunal d'Abobo, Appui Réforme et Modernisation du Système judiciaire et pénitentiaire	
Programme 3 : Établissements Pénitentiaires et Centres de Mineurs	DAP, DRAP, Toutes les Maisons d'Arrêt et de Correction, Centre d'Assistance Educative d'Abidjan, Centre d'Observation des Mineurs, Centre de Rééducation de Dabou, Centre Abel de GD Bassam, Intendance du Ministère de la Justice		Construction ,Réhabilitation et équipement des MAC, Construction de prisons de haute Sécurité, Réhabilitation et équipement des femmes pénitentiaires de Saliakro , Réfection et réaménagement de la MACA, Contruccion Centre de Réinsertion des Mineurs de Tiébissou	

II.1.2. Performance globale du Ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration de la justice est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités	Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues Source : Cabinet
OG2 : amélioration de l'accessibilité des citoyens au Système judiciaire et de la qualité des institutions judiciaires	RS 2.1 : les distances géographique et socio-économique entre les citoyens et la justice sont réduites	IP 2.1.1 : Taux de couverture du territoire national en juridictions	Nombre de juridiction / Nombre total de Départements Source : Rapport d'activités de la DSJRH
		IP 2.2.2 : Nombre de personnes ayant bénéficié d'assistance judiciaire	Dénombrement Source : Rapports d'assistance judiciaire produits par les auxiliaires de justice
	RS 2.2 : le dispositif légal et institutionnel de l'indépendance de la justice est renforcé	IP 2.2.1 : Application du dispositif légal sur l'indépendance de la justice	Rapport du CNDHCI Source : CNDHCI
	RS 2.3 : les capacités opérationnelles du Système judiciaire sont renforcées	IP 2.3.1 : Nombre de séances de formation continue dispensée	Dénombrement Source : Rapport d'activités de l'INFJ
OG 3 : modernisation du Système pénitentiaire	RS 3.1 : la surpopulation carcérale est réduite	IP 3.1.1 : Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de mineurs construits et réhabilités	Dénombrement Source : DIEM
	RS 3.2 : le bien-être des détenus est amélioré	IP 3.2.1 : Nombre de ration alimentaire par détenu et par jour	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAP / DAF

II.1.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	67 749 179 991	83 673 311 345	90 116 761 078
1.1 Ressources Intérieures	67 749 179 991	83 673 311 345	90 116 761 078
1.1.1 Budget État	67 749 179 991	83 673 311 345	90 116 761 078
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	67 749 179 991	83 673 311 345	90 116 761 078
2.1 Personnel	39 997 899 037	40 251 857 130	40 507 215 920
2.1.1 Solde y compris EPN	39 997 899 037	40 251 857 130	40 507 215 920
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	18 075 132 330	33 437 913 313	38 752 986 109
2.3 Transferts	1 306 814 624	1 269 505 654	1 287 795 997
2.4 Investissements	8 369 334 000	8 714 035 248	9 568 763 052
Trésor	8 369 334 000	8 714 035 248	9 568 763 052
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation du Ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, Matérielles et Financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Formation, documentation, Gestion des Systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Contribuer à la moralisation du Système judiciaire	Nombre d'inspections réalisées par an	3	3	8	8	Dénombrement Source : Rapport annuel d'inspection
	Proportion d'agents promus par rapport au nombre d'agents évalués	30%	30%	70%	100%	Nombre d'agents promus / Nombre d'agents évalués Source : DSJRH
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, Financières et Matérielles	Nombre de juridictions en sous-effectif	9	9	3	3	Dénombrement Source : Rapport de suivi de la DPS
	Taux d'exécution du budget	100%	100%	100%	100%	Budget exécuté / crédits autorisés du budget actuel source : DAF Source : DAF
OS 3 : Moderniser le Système d'information judiciaire et pénitentiaire	Nombre de publications produites	2	2	2	5	Dénombrement Source : Rapport de publication (Annuaire statistique, publication de jurisprudence...)
	Nombre de juridictions mises en réseau	2	2	13	17	Dénombrement Source : Rapport d'exécution / service info

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finale		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		57 983 011 766	67 396 310 622	73 261 475 294
	Dépenses de personnel	39 997 899 037	40 251 857 130	40 507 215 920
	Dépenses en biens et services	10 492 999 249	19 263 025 482	24 425 997 206
	Transferts (1)	0	0	0
	Investissements	7 492 113 480	7 881 428 010	8 328 262 168
	<i>Trésor</i>	7 492 113 480	7 881 428 010	8 328 262 168
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21044 Administration Générale	57 983 011 766	67 396 310 622	73 261 475 294
2104401 Coordination et animation du Ministère	2 239 209 454	2 724 497 990	2 972 228 824
2 - Biens et services	2 239 209 454	2 724 497 990	2 972 228 824
21044010001 Gérer la commande publique du Ministère	30 000 000	35 000 000	40 000 000
21044010003 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Justice et Droit de l'Homme	99 764 671	99 764 671	99 764 671
21044010004 Contrôler les Services et structures sous tutelle du Ministère	67 698 939	121 160 000	137 000 000
21044010005 Prendre en charge les frais d'organisation des réunions de la commission d'avancement des Magistrats	4 500 000	6 500 000	6 500 000
21044010006 Enquêter sur la crise post-électorale	125 525 764	350 525 764	350 525 764
21044010007 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21044010008 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'Électricité et de téléphone	1 907 720 080	2 107 547 555	2 334 438 389
2104402 Gestion des ressources humaines, Matérielles et Financières	55 465 422 141	63 996 755 297	69 590 364 850
1 - Personnels	39 910 429 552	40 163 332 067	40 417 612 390
21044020024 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	39 867 169 552	40 119 550 007	40 373 296 950
21044020027 Effectuer le transfert des subventions Équilibre personnel à la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire	43 260 000	43 782 060	44 315 440
2 - Biens et services	8 146 879 109	16 098 550 124	21 062 842 332
21044020001 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	75 000 000	75 000 000	75 000 000
21044020002 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21044020003 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	7 260 559 203	15 237 925 770	20 239 925 770
21044020004 Suivre la gestion de carrière du personnel du Ministère	40 159 155	48 207 915	57 853 129
21044020008 Gérer les ressources Financières du Ministère	182 577 835	52 577 835	52 577 835
21044020012 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	228 856 210	178 856 210	178 856 210

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21044 Administration Générale	57 983 011 766	67 396 310 622	73 261 475 294
21044020013 Elaborer, suivre et Évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	30 000 000	50 000 000	50 000 000
21044020015 Appuyer l'imprimerie de la Justice	30 000 000	90 608 350	30 776 850
21044020020 Organiser des ateliers de validation des reformes de textes relatif à l'atteinte des indicateurs du Millennium Challenge Corporation (MCC)	201 000 000	150 000 000	150 000 000
21044020022 Suivre les Études techniques pour la construction, l'Équipement et l'entretien des infrastructures du Ministère	27 408 875	138 498 074	138 007 574
21044020023 Gérer les ressources humaines du Ministère	46 317 831	51 875 970	64 844 964
4 - Investissement	7 408 113 480	7 734 873 106	8 109 910 128
Trésor	7 408 113 480	7 734 873 106	8 109 910 128
21044020005 Gérer le Programme Spécial justice	200 779 480	350 300 209	521 912 013
21044020007 Faire face aux opérations urgentes du Ministère	163 000 000	284 386 303	423 706 936
21044020014 Faire face aux Journées institutionnelles	75 000 000	130 852 594	194 957 179
21044020029 Appuyer le Ministère par le programme justice /2eme C2D	6 969 334 000	6 969 334 000	6 969 334 000
2104403 Planification, programmation et suivi-Évaluation	25 005 875	212 306 463	150 807 050
2 - Biens et services	25 005 875	212 306 463	150 807 050
21044030001 Organiser la planification générale des activités du Ministère, suivre et Évaluation lesdites activités	25 005 875	212 306 463	150 807 050
2104404 Formation, documentation, gestion des Systèmes d'informations et de communication	253 374 296	462 750 872	548 074 570
1 - Personnels	87 469 485	88 525 063	89 603 530
21044040014 effectuer le transfert des subventions Équilibre personnel à l'INFJ	21 200 058	21 455 899	21 717 288
21044040015 effectuer le transfert des subventions Équilibre personnel au CNDJ	66 269 427	67 069 164	67 886 242
2 - Biens et services	81 904 811	227 670 905	240 119 000
21044040001 Coordonner les activités du service régional des Archives de Bouaké	4 961 204	7 000 000	7 000 000
21044040002 Suivre la mise en œuvre du schéma directeur d'informatisation du Système judiciaire et pénitentiaire du MJDH	11 020 414	26 000 000	29 500 000
21044040003 Coordonner les activités de la Direction de l'Etat Civil et des Archives du Ministère	24 491 341	36 400 000	36 400 000
21044040004 Concevoir et piloter la politique de communication du Ministère	16 948 095	65 051 905	74 000 000
21044040010 Coordonner les activités du service régional des Archives de Daloa	5 365 859	9 719 000	9 719 000
21044040012 Elaborer les projets de textes en matière civile, commerciale et pénale	19 117 898	83 500 000	83 500 000
4 - Investissements	84 000 000	146 554 904	218 352 040
Trésor	84 000 000	146 554 904	218 352 040
21044040013 Informatisation du Système judiciaire et pénitentiaire	84 000 000	146 554 904	218 352 040

II.2.2. Programme 2 : Juridictions

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Juridiction	Action 2.1 Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire
	Action 2.2: Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale
	Action 2.3: Renforcement de la coopération intersectorielle dans le domaine de la protection de la jeunesse et de l'enfance

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Juridiction						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs liés aux objectifs	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer l'accès socio-économique à la Justice	Nombre personnes ayant bénéficiées d'assistance judiciaire	184	184	250	300	Dénombrement Source : Rapport de prestation des Avocats
	Taux de couverture du territoire national en juridictions	30% des départements couverts	30%	35%	40%	Nombre de juridiction / Nombre total de Départements Source : Rapport d'activités de la DSJRH
OS 2 : Renforcer la transparence, la crédibilité et la régulation des institutions judiciaires	Application des textes légaux	OUI	OUI	OUI	OUI	Rapport Source : CNDHCI
	Nombre de séances de formation continue dispensée	3	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités de l'INFJ

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finale		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : JURIDICTIONS		3 191 352 118	4 300 370 276	4 579 813 467
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	1 384 744 621	2 481 525 094	2 457 851 763
	Transferts	1 272 814 624	1 236 476 339	1 254 290 813
	Investissements	533 792 873	582 368 843	867 670 891
	Trésor	533 792 873	582 368 843	867 670 891
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22045 Juridictions	3 191 352 118	4 300 370 276	4 579 813 467
2204501 Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire	527 447 093	792 071 897	949 487 054
2 - Biens et services	227 622 674	463 505 037	471 942 995
22045010004 Appuyer le centre d'Écoute du Ministère	5 000 000	15 000 000	15 000 000
22045010005 Coordonner les activités des juridictions	21 896 187	42 589 579	51 027 537
22045010006 Appuyer le service social de la DACP	5 000 000	10 000 000	10 000 000
22045010007 Prendre en charge les frais de prestation des auxiliaires de justice	119 515 458	289 515 458	289 515 458
22045010008 Gérer les Dépenses liées aux activités des juges consulaires	76 211 029	106 400 000	106 400 000
3 - Transferts	25 951 546	25 210 641	25 573 862
22045010002 Arbitrer les litiges entre opérateurs Économiques	25 951 546	25 210 641	25 573 862
4 - Investissements	273 872 873	303 356 219	451 970 197
Trésor	273 872 873	303 356 219	451 970 197
22045010001 Construire le tribunal d'ABOBO	200 000 000	174 470 125	259 942 905
22045010003 Construire, Réhabiliter et Équiper les autres Tribunaux et Résidences	73 872 873	128 886 094	192 027 292
2204502 Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale	1 230 128 397	1 936 880 907	1 982 484 908
2 - Biens et services	1 070 208 397	1 832 338 408	1 826 727 119
22045020001 Rendre les décisions de justice du TPI d'Abengourou	5 311 035	10 580 000	12 410 000
22045020002 Rendre les décisions de justice du TPI de Korhogo	5 757 782	12 752 266	12 752 267
22045020003 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Daloa	7 302 765	17 302 765	9 802 765
22045020004 Rendre les décisions de justice du TPI de Bouaflé	6 257 784	12 515 568	12 515 568
22045020006 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan	100 000 000	146 200 000	147 700 000
22045020007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	5 129 004	6 500 000	7 000 000
22045020008 Rendre les décisions de justice du TPI de Yopougon	6 871 108	39 000 000	39 000 000
22045020010 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan	30 000 000	40 000 000	50 000 000
22045020013 Rendre les décisions de justice du TPI de Daloa	6 671 280	8 500 000	8 500 000
22045020015 Rendre les décisions de justice du TPI d'Abidjan	7 304 496	29 500 000	29 500 000
22045020017 Rendre les décisions de justice du TPI de Bouaké	6 344 287	10 344 287	12 057 782
22045020018 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	7 522 835	13 000 000	13 000 000
22045020019 Rendre les décisions de justice du TPI de Gagnoa	5 715 530	20 000 000	20 000 000
22045020022 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Daloa	7 666 089	10 516 089	10 516 089
22045020023 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	36 037 412	40 000 000	40 000 000
22045020025 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	6 558 300	7 500 000	8 500 000
22045020026 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	8 180 794	9 500 000	10 500 000
22045020256 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Soubré	3 260 000	5 000 000	6 740 000
22045020257 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Dabou	3 170 000	4 550 000	5 050 000
22045020258 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Séguéla	3 160 000	4 000 000	5 500 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22045 Juridictions	3 191 352 118	4 300 370 276	4 579 813 467
22045020259 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Tiassalé	4 000 000	6 350 000	5 550 000
22045020260 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Danané	3 550 000	5 600 000	5 100 000
22045020261 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Touba	3 570 000	4 540 000	4 540 000
22045020262 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Katiola	3 665 000	7 500 000	7 500 000
22045020263 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Boundiali	3 130 000	9 650 000	9 650 000
22045020264 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	4 250 000	5 800 000	5 800 000
22045020265 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'OdiÉnnÉ	3 500 000	4 500 000	4 500 000
22045020266 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	3 230 000	6 730 000	6 730 000
22045020267 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Dimbokro	3 190 000	5 300 000	5 500 000
22045020268 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Adzopé	4 100 000	6 000 000	3 500 000
22045020269 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Guiglo	4 100 000	4 900 000	4 800 000
22045020270 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bouna	5 000 000	7 930 000	7 930 000
22045020271 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Issia	4 000 000	7 000 000	6 000 000
22045020272 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bondoukou	4 100 000	4 950 000	4 950 000
22045020273 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Agboville	3 090 000	4 200 000	5 090 000
22045020274 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Divo	5 000 000	17 050 000	17 050 000
22045020275 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Issia	5 257 782	8 157 782	6 157 782
22045020276 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Toumodi	4 250 000	9 095 000	9 400 000
22045020277 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Soubré	4 700 000	14 800 000	14 800 000
22045020278 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Dimbokro	5 500 000	7 890 000	12 890 000
22045020279 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	4 000 000	6 450 000	7 600 000
22045020280 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Odienné	5 000 000	6 000 000	6 000 000
22045020281 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Sinfra	3 210 000	4 000 000	4 000 000
22045020282 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Tabou	4 000 000	4 000 000	4 000 000
22045020283 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bongouanou	4 050 000	6 450 000	7 350 000
22045020284 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'OumÉ	4 425 000	10 400 000	10 400 000
22045020285 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Dabou	4 500 000	5 800 000	5 800 000
22045020286 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Katiola	4 900 000	8 300 000	10 000 000
22045020287 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Sassandra	4 150 000	13 000 000	13 000 000
22045020288 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Aboisso	3 527 000	5 500 000	6 800 000
22045020289 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Touba	5 000 000	6 500 000	6 500 000
22045020290 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Divo	3 527 000	14 300 000	14 300 000
22045020291 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Lakota	3 144 000	9 000 000	9 000 000
22045020292 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Sassandra	3 529 000	10 650 000	10 650 000
22045020293 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Sinfra	3 800 000	5 000 000	6 000 000
22045020294 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bondoukou	3 505 000	3 869 000	3 869 000
22045020295 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Boundiali	4 500 000	34 900 000	8 400 000
22045020296 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Tabou	3 100 000	3 100 000	3 100 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22045 Juridictions	3 191 352 118	4 300 370 276	4 579 813 467
22045020297 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Séguéla	5 000 000	7 000 000	7 000 000
22045020298 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'OumÉ	3 150 000	10 000 000	10 000 000
22045020299 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bongouanou	3 570 000	7 600 000	8 700 000
22045020300 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'AdzopÉ	3 200 000	5 000 000	6 000 000
22045020301 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Agboville	4 050 000	6 000 000	6 000 000
22045020303 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Guiglo	5 257 783	8 000 000	8 000 000
22045020304 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Lakota	4 900 000	8 300 000	10 000 000
22045020305 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Tiassalé	3 194 000	4 500 000	4 000 000
22045020306 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Danané	4 500 000	6 500 000	7 000 000
22045020307 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Toumodi	3 150 000	8 100 000	8 300 000
22045020308 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bouna	3 070 000	4 760 000	4 760 000
22045020309 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	3 229 000	3 229 000	3 229 000
22045020310 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Korhogo	4 500 000	5 175 000	5 175 000
22045020311 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Guiglo	5 257 785	6 300 000	6 442 215
22045020312 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abengourou	5 015 000	8 810 000	8 810 000
22045020313 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Touba	5 600 000	6 800 000	6 800 000
22045020314 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Yopougon	7 000 000	39 000 000	39 000 000
22045020315 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Issia	5 644 289	9 273 701	6 773 701
22045020316 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Odienné	5 250 000	6 200 000	6 200 000
22045020317 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bouaflé	5 210 000	7 000 000	7 000 000
22045020318 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'OumÉ	5 083 000	11 500 000	11 500 000
22045020319 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Aboisso	4 100 000	7 450 000	7 750 000
22045020320 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	4 700 000	12 700 000	12 700 000
22045020321 Enregistrer et gérer les décisions de justice du Tribunal de Commerce d'Abidjan	42 765 370	42 765 370	42 765 370
22045020322 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Korhogo	5 492 500	13 592 000	10 100 000
22045020323 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abidjan	4 500 000	14 000 000	14 000 000
22045020324 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Daloa	6 127 500	9 500 000	7 500 000
22045020325 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bouaké	4 550 000	7 900 000	8 450 000
22045020326 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Dabou	5 481 500	6 950 000	6 950 000
22045020327 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Yopougon	4 110 000	17 000 000	17 000 000
22045020328 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Séguéla	5 000 000	8 000 000	8 000 000
22045020329 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Sassandra	4 950 000	12 200 000	12 200 000
22045020330 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abidjan	6 600 000	15 000 000	15 000 000
22045020331 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Divo	5 711 070	16 550 000	18 550 000
22045020332 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bouna	5 000 000	7 650 000	7 600 000
22045020333 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bouaflé	4 100 000	5 700 000	5 500 000
22045020334 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Boundiali	5 000 000	11 500 000	7 810 000
22045020335 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bongouanou	5 230 000	8 030 000	9 030 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22045 Juridictions	3 191 352 118	4 300 370 276	4 579 813 467
22045020336 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Tiassalé	5 354 000	7 500 000	7 500 000
22045020337 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Gagnoa	5 031 000	19 000 000	19 000 000
22045020338 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Danané	5 150 000	7 425 000	7 425 000
22045020339 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Aboisso	5 551 500	12 200 000	7 700 000
22045020340 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Daloa	4 685 000	8 185 000	5 185 000
22045020341 Rendre les décisions de justice du TPI de Man	5 344 288	9 278 545	10 578 545
22045020342 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Gagnoa	4 580 000	19 850 000	19 850 000
22045020343 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Agboville	5 300 000	8 000 000	7 000 000
22045020344 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Adzopé	5 000 000	8 000 000	7 000 000
22045020345 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	4 911 764	6 411 764	7 411 764
22045020346 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Man	5 000 000	7 000 000	8 000 000
22045020347 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bouaké	5 620 000	10 000 000	10 000 000
22045020348 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Man	4 430 000	5 320 000	5 320 000
22045020349 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Sinfra	4 500 000	6 500 000	8 000 000
22045020350 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Lakota	5 060 000	14 000 000	14 000 000
22045020351 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bondoukou	4 950 000	5 000 000	5 000 000
22045020352 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Toumodi	5 050 000	9 700 000	10 000 000
22045020353 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Tabou	5 100 000	10 000 000	10 000 000
22045020354 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Soubré	5 000 000	16 500 000	16 500 000
22045020355 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Katiola	5 650 000	13 600 000	10 600 000
22045020356 Rendre les décisions de justice du Tribunal de Commerce d'Abidjan	36 159 154	43 669 318	43 669 318
22045020357 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abengourou	4 520 000	6 530 000	6 530 000
22045020358 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Dimbokro	5 162 196	9 500 000	13 700 000
22045020359 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Daloa	5 500 000	9 400 000	9 400 000
22045020360 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	5 500 000	9 950 000	10 650 000
22045020362 Assurer la prise en charge des bÉNÉvoles dans les tribunaux	40 847 731	102 800 412	107 800 412
22045020363 Gérer toutes Dépenses liées aux rentrÉes judiciaires	32 038 060	32 038 060	32 038 060
22045020364 Gérer toutes Dépenses liées aux assises judiciaires	84 144 325	85 002 792	85 002 792
22045020365 Rendre les décisions de justice du TPI de San PÉdro	7 000 000	10 500 000	10 500 000
22045020366 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de San PÉdro	6 000 000	10 000 000	10 000 000
22045020367 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de San PÉdro	5 000 000	7 100 000	7 100 000
22045020368 Appuyer la commission de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (O.H.A.D.A)	13 830 610	60 700 000	63 700 000
22045020369 Prendre en charges le contrat de bail du prÉsident de la CCJA	5 000 000	15 000 000	15 000 000
22045020370 Prendre en charge les Dépenses liées au Palais de Justice d'Abidjan	78 719 689	78 719 689	78 719 689
4 - Investissements	159 920 000	104 542 499	155 757 789
Trésor	159 920 000	104 542 499	155 757 789
22045020302 Appuyer la RÉforme & la modernisation du SystÈme judiciaire & pénitentiaire	159 920 000	104 542 499	155 757 789

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22045 Juridictions	3 191 352 118	4 300 370 276	4 579 813 467
2204504 Renforcement de la coopération intersectorielle dans le domaine de la protection de la jeunesse et de l'enfance	86 913 550	185 681 649	159 181 649
2 - Biens et services	86 913 550	185 681 649	159 181 649
22045040003 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bouaké	6 000 000	9 600 000	9 600 000
22045040004 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Odienné	5 000 000	6 000 000	6 000 000
22045040005 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Korhogo	5 000 000	42 900 000	11 200 000
22045040006 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Soubré	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22045040007 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Guiglo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22045040008 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bondoukou	5 000 000	6 600 000	7 200 000
22045040009 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Man	6 000 000	8 500 000	10 050 000
22045040010 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Yopougon	6 874 950	27 000 000	30 000 000
22045040011 Mettre en oeuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse du Plateau	10 356 951	12 950 000	14 700 000
22045040012 Coordonner les activités de la Direction de Protection Judiciaires, de l'Enfance et de la Jeunesse	32 681 649	62 131 649	60 431 649
2204505 Gestion de la formation et de la documentation	1 346 863 078	1 385 735 823	1 488 659 856
3 - Transferts	1 246 863 078	1 211 265 698	1 228 716 951
22045050001 Gérer la bourse des auditeurs de justice	592 490 990	575 575 639	583 868 217
22045050002 Renforcer les capacités des ressources humaines du MJDH par l'INFJ	479 266 065	465 583 234	472 291 103
22045050003 Publier les actes de justice	175 106 023	170 106 825	172 557 631
4 - Investissements	100 000 000	174 470 125	259 942 905
Trésor	100 000 000	174 470 125	259 942 905
22045050004 Acquérir et Équiper le siège de la CNDJ	100 000 000	174 470 125	259 942 905

II.2.3. Programme 3 : Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Établissements Pénitentiaires et Centres des Mineurs	Action 3.1 : Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté, amélioration des conditions de détention et du cadre de vie des gardes pénitentiaires
	Action 3.2: Exécution des décisions privatives de liberté et renforcement des structures d'apprentissages et de réinsertions

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Établissement pénitentiaires et centres des mineurs						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs liés aux objectifs	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS1 : Réhabiliter les établissements pénitentiaires existants et en construire de nouveaux	Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de mineurs réhabilités et équipés	12 MAC réhabilités et équipés ;	03 MAC et 01 COM réhabilités et équipés ;	6 MAC et 1 Centres de mineurs réhabilités et équipés ;	6 MAC et 1 Centres de mineurs réhabilités et équipés ;	Rapport d'activités de la DIEM
	Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de mineurs construits	2 MAC construits ;	2 MAC et 2 Centres de mineurs construits et équipés ;	6 MAC et 2 Centres de mineurs construits et équipés	6 MAC et 2 Centres de mineurs construits et équipés	Rapport d'activités de la DIEM
OS2 : Améliorer les conditions de vie des détenus et leur réinsertion	Pourcentage de détenus bénéficiant d'une formation en milieu carcéral	10%	30%	50%	50%	Rapport d'activités de la DAP
	03 Rations alimentaires par détenu et par jour	1116F	1250F	2400F	2400	Rapport d'activités de la DAF

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finale		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : ETABLISSEMENTS PENITENCIAIRES CENTRES D'OBSERVATION ET DE REEDUCATION DES MINEURS		6 574 816 107	11 976 630 447	12 275 472 317
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	6 197 388 460	11 693 362 737	11 869 137 140
	Transferts	34 000 000	33 029 315	33 505 184
	Investissements	343 427 647	250 238 395	372 829 993
	<i>Trésor</i>	343 427 647	250 238 395	372 829 993
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22046 Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	6 574 816 107	11 976 630 447	12 275 472 317
2204601 Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des détenus	6 468 507 471	11 775 448 674	12 093 787 675
2 - Biens et services	6 125 079 824	11 525 210 279	11 720 957 682
22046010001 Fournir aux détenus de la MAC de Soubré les conditions de détentions qui répondent aux standards	54 395 508	100 000 000	100 000 000
22046010002 Fournir aux détenus de la MAC d'Abidjan les conditions de détentions qui répondent aux standards	550 913 791	1 315 752 915	1 541 446 720
22046010003 Fournir aux détenus de la MAC de Dabou les conditions de détentions qui répondent aux standards	51 712 488	109 746 000	110 546 000
22046010004 Fournir aux détenus de la MAC d'Adzopé les conditions de détentions qui répondent aux standards	43 448 772	47 201 772	49 201 772
22046010005 Fournir aux détenus de la MAC de Grand-Bassam les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 702 641	37 800 000	40 742 500
22046010006 Fournir aux détenus de la MAC de Bouaké les conditions de détentions qui répondent aux standards	80 388 402	114 887 990	114 887 990
22046010007 Fournir aux détenus de la MAC de Lakota les conditions de détentions qui répondent aux standards	17 589 314	47 393 750	47 393 750
22046010008 Fournir aux détenus de la MAC de Daloa les conditions de détentions qui répondent aux standards	118 974 671	402 350 000	402 350 000
22046010009 Fournir aux détenus de la MAC de Divo les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 382 436	89 500 000	89 500 000
22046010010 Fournir aux détenus de la MAC d'OdiÉnnÉ les conditions de détentions qui répondent aux standards	18 938 100	22 938 100	22 938 100
22046010011 Fournir aux détenus de la MAC de Bondoukou les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 188 120	62 870 932	66 200 000
22046010012 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires de Bouaké	20 061 130	28 200 000	31 600 000
22046010014 Fournir aux détenus de la MAC de Bouna les conditions de détentions qui répondent aux standards	44 817 206	64 035 984	75 435 984
22046010015 Fournir aux détenus de la MAC de Katiola les conditions de détentions qui répondent aux standards	28 951 198	52 500 000	52 500 000
22046010016 Fournir aux détenus de la MAC de Tabou les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 327 802	33 327 802	33 327 802
22046010017 Prendre en charge les frais d'hospitalisation des détenus	15 000 000	30 000 000	30 000 000
22046010019 Fournir aux détenus de la ferme pénitentiaire de Saliakro les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 505 186	45 482 556	42 782 556
22046010020 Fournir aux détenus de la MAC de M'bahiakro les conditions de détentions qui répondent aux standards	11 800 923	15 418 034	15 418 034
22046010021 Fournir aux détenus de la MAC de Korhogo les conditions de détentions qui répondent aux standards	74 446 748	254 225 000	243 725 000
22046010022 Fournir aux détenus de la MAC de Tiassalé les conditions de détentions qui répondent aux standards	30 872 168	33 872 168	35 000 000
22046010023 Fournir aux détenus de la MAC de Séguéla les conditions de détentions qui répondent aux standards	37 261 375	46 674 913	47 124 913
22046010024 Fournir aux détenus de la MAC de Boundiali les conditions de détentions qui répondent aux standards	17 866 788	63 450 000	57 800 000
22046010025 Gérer les Dépenses liées aux achats de fournitures techniques	13 650 515	14 650 515	14 650 515
22046010026 Fournir aux détenus de la MAC d'OumÉ les conditions de détentions qui répondent aux standards	20 221 008	33 700 000	33 700 000
22046010027 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires d'Abidjan	20 061 130	65 086 113	33 900 000
22046010029 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires de Daloa	20 061 130	28 061 130	28 061 130
22046010030 Fournir aux détenus de la MAC de Dimbokro les conditions de détentions qui répondent aux standards	66 970 308	73 125 999	73 396 760
22046010031 Loger tout le personnel de la garde pénitentiaire (baux)	3 700 000 000	3 700 000 000	3 700 000 000
22046010032 Fournir aux détenus de la MAC d'Abengourou les conditions de détentions qui répondent aux standards	83 896 046	91 635 450	93 005 000
22046010033 Fournir aux détenus de la MAC de BouaflÉ les conditions de détentions qui répondent aux standards	52 720 976	54 144 852	54 144 852
22046010034 Fournir aux détenus de la MAC de Sassandra les conditions de détentions qui répondent aux standards	90 131 345	179 750 000	179 750 000
22046010035 Fournir aux détenus de la MAC d'Aboisso les conditions de détentions qui répondent aux standards	46 833 909	61 833 909	51 833 909
22046010036 Fournir aux détenus de la MAC de Bongouanou les conditions de détentions qui répondent aux standards	25 782 213	33 936 373	33 936 373

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22046 Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	6 574 816 107	11 976 630 447	12 275 472 317
22046010038 Fournir aux détenus de la MAC d'Agboville les conditions de détentions qui répondent aux standards	39 152 205	42 300 000	44 800 000
22046010039 Fournir aux détenus de la MAC de Gagnoa les conditions de détentions qui répondent aux standards	62 310 022	162 615 000	162 615 000
22046010040 Fournir aux détenus du camp pénal de Bouaké les conditions de détentions qui répondent aux standards	169 354 238	213 739 322	214 439 322
22046010041 Fournir aux détenus de la MAC de Touba les conditions de détentions qui répondent aux standards	15 672 218	30 600 000	25 600 000
22046010042 Suivre et contrôler les activités des Établissements pénitentiaires	13 762 109	20 732 526	20 732 526
22046010043 Fournir aux détenus de la MAC de Danané les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 825 595	47 325 595	47 325 595
22046010044 Fournir aux détenus de la MAC de Man les conditions de détentions qui répondent aux standards	150 920 612	166 000 000	170 000 000
22046010045 Fournir aux détenus de la MAC de Toumodi les conditions de détentions qui répondent aux standards	53 407 417	62 119 417	62 119 417
22046010046 Renforcer la gestion des Établissements pénitentiaires	34 602 061	34 602 061	34 602 061
22046010049 Gérer les baux du personnel pénitentiaire	3 200 000	3 391 624 101	3 392 424 101
4 - Investissements	343 427 647	250 238 395	372 829 993
<i>Trésor</i>	343 427 647	250 238 395	372 829 993
22046010037 Construire et Réhabiliter les MAC	343 427 647	250 238 395	372 829 993
2204602 Exécution du volet correctionnel des détenus et renforcement des structures d'apprentissage	106 308 636	201 181 773	181 684 642
2 - Biens et services	72 308 636	168 152 458	148 179 458
22046020007 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs de Man	7 892 732	9 892 732	10 892 732
22046020008 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs de Bouaké	7 892 732	20 500 000	19 500 000
22046020009 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs d'Abidjan	30 410 897	45 000 000	50 500 000
22046020010 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations de Dabou	26 112 275	92 759 726	67 286 726
3 - Transferts	34 000 000	33 029 315	33 505 184
22046020003 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre ABEL de GRAND BASSAM	34 000 000	33 029 315	33 505 184

SECTION 327 : MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1 En matière de gouvernance et de contrôle de l'exécution du budget

- inadéquation entre la fréquence des concours professionnels et les besoins exprimés par les Directions Générales;
- inadéquation entre la compétence et le nouveau profil issu des concours professionnel exceptionnel (absence de formation).
- non-disponibilité du catalogue des mesures nouvelles ;
- instabilité et inadaptation du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) au besoin d'information du CF ;
- inexistence de logiciel permettant le suivi et l'évaluation des performances des programmes ministériels ;
- déficit de moyens de locomotion à la disposition des Contrôleurs Financiers et leurs collaborateurs pour les Déplacements de contrôle sur le terrain ;
- peu d'intérêt accordé par certains ordonnateurs délégués aux conseils avisés des Contrôleurs Financiers ;
- difficultés liées à l'exploitation du glossaire des natures de Dépenses ;
- insuffisance des locaux ;
- insuffisance de ressources humaines et Matérielles.

I.1.1.2 En matière douanière

- la persistance de la fraude et de la contrebande portant sur certains produits entre autres les pagnes, les médicaments, le sucre, les boites de lait concentré et le matériel électronique ;
- la couverture insuffisante des plans d'eau lagunaire et maritime ;
- la couverture insuffisante de l'ensemble du territoire par les services douaniers ;
- la faible mobilisation des ressources à certains postes frontières.

I.1.1.3 En matière d'impôts

- limites du Système d'information ne permettant pas de disposer d'informations en temps réel ;
- inadéquation entre les besoins et le Système d'information ;
- insuffisance d'expertise dans certains secteurs d'activités (mines, énergies, hydrocarbures etc.) ;
- insuffisance d'imposition de certaines activités (secteur primaire) ;
- multitude de mesures dérogatoires affectant le rendement de certains impôts;
- longueur des délais d'exécution des procédures (270 heures par an contre 163 en moyenne dans les pays de l'OCDE).

I.1.1.4 En matière budgétaire

- inadaptation au contexte actuel du décret n° 2000-364 du 10 mai 2000 portant Réglementation de l'attribution et de l'utilisation du téléphone dans les services publics et aux domiciles des personnes occupant certaines fonctions ;
- absence de dispositif réglementaire prévoyant des moyens coercitifs permettant de sanctionner les fraudeurs aux abonnements de l'Etat ;
- non-respect des délais de passation et d'approbation des Marchés par la plupart des acteurs ;

- non-respect du délai de transmission des bordereaux de livraison, des factures définitives et des ordres de paiement prescrits par l'Instruction n° 001 du 1er avril 2014 relative au recensement des nouvelles acquisitions de biens d'équipement ;
- insuffisances dans l'application du cadre réglementaire pour la gestion des véhicules administratifs ;
- perturbation des réseaux SIGMAP et SIGFIP ;
- couverture partielle du territoire national par les réseaux SIGMAP, SIGFIP et SIGESCOD;
- insuffisance de ressources pour l'achèvement du projet de Sécurisation et de sauvegarde du Système d'information budgétaire ainsi que celui relatif à la modernisation et de la mutualisation du réseau informatique et téléphonique ;
- réception tardive du Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique liée au non-respect des délais réglementaires de clôtures des exercices budgétaires entraînant un retard dans l'élaboration du projet de Loi de Réglement ;
- difficultés des agents à localiser certains points de livraison de factures (eau, électricité, téléphone) compte tenu de l'absence de mise à jour des fichiers des abonnés ;
- niveau relativement élevé des avances sans couverture budgétaire rendant difficile la maîtrise du niveau des Dépenses ;
- absence des Forces de l'Ordre aux côtés des agents de la Brigade de Contrôle des Abonnements du Patrimoine de l'Etat (BCAPE);
- difficulté d'entreposage des biens enlevés dans les services de l'Etat.

I.1.1.5 En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- inadaptation des Lois régissant les Sociétés d'Etat et sociétés à participation Financière publique (datant de 1997), au regard des évolutions de l'environnement national, communautaire et international ;
- lenteur dans le traitement des informations sur l'endettement des entreprises publiques, due à l'absence d'interconnexion entre le SIGEP et le SIGAD ;
- lenteur dans le traitement des informations budgétaires des entreprises publiques, due à l'absence d'interconnexion entre le SIGEP et les applicatifs SIGFIP et SIGMAP ;
- absence d'un Système informatique adapté aux missions nouvelles de la DGPE ainsi qu'aux nouveaux processus de pilotage du Portefeuille de l'Etat.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1 En matière de gouvernance et de contrôle de l'exécution du budget

- définition des besoins en personnel par les Directions Générales suivant des critères clairement définis, dans les délais requis ;
- institution d'une conférence interne des effectifs entre la DAAF et les DRH sectoriels ;
- accélération du processus de dématérialisation progressive au niveau de la Direction du Contrôle Financier ;
- actualisation du Référentiel des Prix ;
- élaboration d'un manuel de procédures de la Direction du Contrôle Financier ;
- définition de la cartographie des risques ;
- révision du glossaire des natures de Dépenses ;
- la mise en place d'un Système d'information décisionnelle du Contrôle Financier (SID-CF).

I.1.2.2 En matière douanière

- Sécurisation et simplification des procédures ;
- organisation des contrôles sur la base de l'analyse du risque ;
- amélioration du suivi du transit de marchandises ;
- rationalisation des régimes suspensifs et des exonérations ;
- vulgarisation des procédures de dédouanement ;
- renforcement du contrôle après dédouanement ;

- accessibilité à l'information des usagers à travers la publication du guide officiel des procédures douanières ;
- modernisation des outils de gestion ;
- automatisation du Système de dédouanement ;
- rénovation et l'extension des bureaux, casernes et postes frontières ;
- renforcement et la modernisation des équipements.

I.1.2.3 En matière d'impôts

- mise en place d'un Système intégré de gestion des impôts et taxes (SIGICI) ;
- instauration du paiement des impôts par mobile (DGI-mobile) ;
- renforcement de l'encadrement du secteur informel à travers la redynamisation des Centres de Gestion Agréés (CGA) ;
- rationalisation des mesures dérogatoires ;
- poursuite de la campagne d'information et de sensibilisation sur le civisme fiscal ;
- mutualisation des moyens sur les sites fiscaux ;
- formation d'agents non fiscalistes en vue de les amener à exercer les activités fiscales (assiette, recouvrement et contrôle) ;
- renforcement de l'encadrement de proximité à travers la mobilisation permanente des agents ;
- renouvellement progressif du matériel informatique et de bureau.

I.1.2.4 En matière budgétaire

- poursuite du déploiement du SIGFiP ;
- déploiement du SIGESCOD ;
- prise de textes subséquents en vue de la mise en œuvre effective des réformes des Finances Publiques ;
- poursuite des travaux de refonte du Système d'Information Budgétaire (SIB) ;
- amélioration de la stratégie de maîtrise de la masse salariale.

I.1.2.5 En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- poursuite des travaux relatifs à l'actualisation du cadre législatif et réglementaire des sociétés d'Etat et sociétés à participation Financière publique ;
- mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion du portefeuille de l'Etat ;
- définition et la mise en œuvre d'une politique globale de communication entre la DGPE et les entreprises du portefeuille de l'Etat ;
- poursuite des travaux pour la signature des contrats de performance liant l'Etat de Côte d'Ivoire aux entreprises publiques ;
- mise en place d'un outil de projection des grands agrégats des entreprises publiques et l'institution d'un comité de Réflexion et d'Anticipation des risques budgétaire au sein de la DGPE ;
- développement d'un outil d'évaluation et de priorisation des risques, ainsi qu'un tableau de bord de reporting infra-annuel ;
- limitation de l'impact des Dépenses de restructuration et d'investissement dans le portefeuille sur le budget courant de l'Etat ;
- sensibilisation des dirigeants sociaux à travers la production régulière de Communications en Conseil des ministres ;
- modulation des contrôles thématiques et missions d'audit afin d'améliorer la gestion des entreprises publiques ;
- mise en place et l'utilisation d'une plateforme de dématérialisation des échanges entre la DGPE et les entreprises publiques.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1 En matière de gouvernance et de contrôle l'exécution du budget

- mise en place d'un applicatif de gestion automatisée des ressources humaines ;

- mise en adéquation des profils des personnels proposés avec les besoins en personnel formulés par le Ministère;
- renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des ressources humaines.
- définition d'une stratégie nationale de contrôle axé sur les résultats ;
- renforcement du cadre institutionnel, notamment le contrôle axé sur la performance ;
- renforcement des capacités des acteurs du contrôle sur le dispositif de la réforme budgétaire ;
- effectivité du contrôle des recettes ;
- extension du contrôle financier auprès des représentations diplomatiques et des collectivités territoriales.

I.1.3.2 En matière douanière

- réduire la fraude et la contrebande ;
- accroître substantiellement les recettes pour répondre aux attentes du budget de l'Etat;
- faciliter les échanges ;
- améliorer le service rendu aux usagers - clients à travers la démarche qualité ;
- renforcer l'éthique et la déontologie.

I.1.3.3 En matière d'impôts

- élargir l'assiette fiscale ;
- renforcer le dispositif de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ;
- rationaliser les exonérations ;
- poursuivre la fiscalisation du secteur informel et des secteurs sous-fiscalisés ;
- réviser le dispositif fiscal en vue de son adaptation au nouvel environnement économique ;
- étendre les télé-procédures à l'ensemble des contribuables;
- réussir l'instauration de la machine à facturation électronique (MFE).

I.1.3.4 En matière budgétaire

- moderniser l'Administration du Budget ;
- réécrire le logiciel Solde An 2000 en cours afin d'aboutir à terme, à l'opérationnalisation d'un logiciel plus performant. (mise en place à cet effet d'un comité)
- achever le chantier de la réforme des Finances Publiques.

I.1.3.5 En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- améliorer le Système de pilotage des entreprises ;
- étendre la signature des contrats de performance à l'ensemble des entreprises publiques ;
- optimiser le Système d'information du portefeuille de l'Etat ;
- mettre en œuvre une politique de redynamisation des entreprises publiques.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la maîtrise des Dépenses publiques ;
- l'optimisation des ressources de l'Etat ;
- la gestion efficace du portefeuille de l'Etat.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance des Finances Publiques est renforcée ;
- la mobilisation des ressources fiscales, non fiscales et douanières est accrue;
- la gestion des entreprises publiques et parapubliques est améliorée ;
- la gestion budgétaire est améliorée;
- les finances publiques sont maîtrisées.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, assure la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière budgétaire, douanière, fiscale et de gestion du portefeuille de l'Etat.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière Budgétaire

- la préparation et la présentation des projets de loi de Finances et des projets de loi de Règlement ;
- l'exécution du budget ;
- l'approbation des Marchés publics et des baux devant être passés par l'Etat ;
- la gestion Financière du patrimoine administratif et du domaine de l'Etat ;
- la participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, de la Construction, de l'Economie et des Finances ;
- la participation aux négociations et signatures des accords et conventions à caractère économique et financier.

I.3.2 En matière Douanière

- l'élaboration et la mise en œuvre des projets de textes législatifs et réglementaires en matière douanière ;
- la préparation et le suivi des accords douaniers bilatéraux et multilatéraux ;
- le recouvrement des recettes de porte et la Sécurisation du territoire économique national ;
- la participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, au suivi, à l'harmonisation et à la mise en œuvre des instruments douaniers d'intégration sous régionale et africaine, notamment l'UEMOA, la CEDEAO, l'UA et l'APE ;
- la participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires en matière douanière.

I.3.3 En matière Fiscale

- la mise en œuvre de la politique, de la législation et de la Réglementation fiscales et parafiscales ;
- la préparation, la négociation et la mise en œuvre des conventions fiscales internationales ;
- la conception, la création et la gestion du cadastre en zones urbaines et rurales ;
- la conservation de la propriété foncière et des hypothèques ;
- recouvrement des recettes fiscales ;
- la promotion du civisme fiscal.

I.3.4 En matière de Gestion du Portefeuille de l'Etat

- l'exercice de la tutelle Financière sur les Etablissements Publics Nationaux, les Sociétés d'Etat, les Sociétés à participation Financière publique, les Agences d'Exécution et les personnes morales de type particulier ;
- le contrôle budgétaire permanent des Etablissements Publics Nationaux et l'approbation de leurs comptes ;
- le suivi, le contrôle et la valorisation du portefeuille de l'Etat ;
- la représentation de l'Etat dans les Assemblées constitutives et les Assemblées Générales des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation Financière publique, des Etablissements Publics Nationaux, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier ;
- la représentation de l'Etat dans les Conseils de Gestion et les Conseils d'Administration des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation Financière publique, des Etablissements Publics Nationaux et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances et les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- le suivi et la gestion de l'endettement des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation Financière publique, des Etablissements Publics Nationaux, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- le suivi des opérations de privatisation et de post privatisation des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation Financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances et les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- la gestion de la liquidation des Etablissements Publics Nationaux, Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation Financière, des agences d'Exécution et des personnes, morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, et la gestion de la liquidation des biens immobiliers, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- la participation à toute opération susceptible d'avoir un impact sur le portefeuille de l'Etat, en particulier la création, la transformation, la restructuration et la fusion d'entreprises ou la prise de participation.

I.4. Identification des programmes

PROGRAMMES

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Douanes
- Programme 3 : Impôts
- Programme 4 : Budget
- Programme 5 : Portefeuille de l'Etat
- Programme 6 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, DRH, DAF, DAJI, DPS, DDAP, SCOM, SC, DFC, CF en région			<ul style="list-style-type: none"> - DAF –réhabilitation de la Cité Financière - Réhabilitation de la Rotonde de la Cité Financière - Dotation divers audits et études
Programme 2 : Douanes	DGD, ID, DRC, DRH, DMG, DCQ, DI, DSDPSS, DSA, DRE DR (6) DED, DSEE, DFD			<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses d'investissement LPSI – Douanes - Acquisition de Matériels Spécifiques / LPSI - Réhabilitation Casernes et Bureaux des Douanes / LPSI - Refonte Système d'information des Douanes - Projet d'Informatisation de la Direction Générale des Douanes - DGD - Rénovation et Extension des Casernes des Douanes - Acquisition et Installation Service Radio / Douane - Acquisition de vedettes rapides - Réfection bureaux des douanes - Réhabilitation Imm EX-SGBCI Vridi/Douanes - Acquisition de Scanners/Direction Générale des Douanes - Construction et Extension bâtiments Administratifs / DGD - Equipement des services des douanes / LPSI
Programme 3 : Impôts	DGI, IGSF, DLCD, DESF, DI, DGE, DOA, DCFET, DC, DCQ, SPSI, DRI, SAID (84), SAIF (45), RIF (45), RID (82), REIRSF (11) DMGE, DVCN, DME, DERAR, RGI			<ul style="list-style-type: none"> - Travaux cadastraux

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Budget	DGBF, CADP CELIOPE, DPSB, DBE, DAS, DCB, DOCD, DS, DMP, DRMG, DPE, DTI, DFCD, DRBMGP, DPP, DRB, DRMP, DRS			<ul style="list-style-type: none"> - Construction Cités Financières Déconcentrées - Projet de refonte du Système d'information budgétaire - Réhabilitation DGBF - Réhabilitation et Equipement Clinique Médicale des Finances Générales - Opérations d'Investissement Pcppte Diverses Administrations - Equipements des Services de la DGBF - Modernisation et mutualisation des réseaux info. et tél. /DTI - Sécurisation et sauvegarde du Système d'info. Budgétaire/DTI - Mise en œuvre Comptabilité-Matière - Opération Géolocalisation / DPE - Système Intégré Gestion Collectivités Décentralisées (SIGESCOD)/DOCD - Mise en œuvre CDMT-GAR / DGBF - DMP/Banque de Données des Prix de Référence (BDPR) - Equipement de la Direction des Marchés Publics - Développement et Maintenance du SIGMAP/ SNDI - Catégorisation des Entreprises - Interconnexion RICI-EPN - Déconcentration des Services de la DGBF - Equipement des Services SIGFiP - Projet de Renforcement du Suivi des Opérations et d'Amélioration de la Gestion Budgétaire / DBE - Gestion Electronique des Archives de la Direction de la Solde - Mise en Place du SIGFiP/ SNDI - Système de Gestion des EPN/SNDI - Déconcentration SIGFiP/SNDI - Nœud Internet / SNDI - Mise en place SIGFiP Institutions-Ambassades/SNDI - Extension de la Cité Financière - Appui au Plan de Réforme des Finances Publiques - Renforcement des Outils de Contrôle et Mise en Œuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) Volet Contrôle des Dépenses publiques - Acquisitions de Véhicules / Direction du Patrimoine de l'Etat - Appui au plan de réforme des finances publiques
Programme 5 : Portefeuille de l'Etat	DGPE, DPSPS, DPST, DSE			

II.1.2. Performance globale du Ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Assurer le pilotage des activités du Secrétariat d'Etat	RS 1 : Plan d'Action disponible et mis en œuvre	IP 1.1 : Taux d'exécution du plan d'actions	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues. Source : Rapport Cabinet
OG 2 : Accroître les recettes douanières	RS 2 : la mobilisation des ressources fiscales, non fiscales et douanières est accrue	IP 2.1 : Taux de réalisation des objectifs de recettes	Recettes totales / Objectif de recettes Source : Rapport DGD
OG 3 : Mobiliser les ressources fiscales intérieures de l'Etat		IP 2.2 : Taux de réalisation des objectifs de recette	Recettes totales / objectif de recettes Source : Rapport DGI
OG 4 : Renforcer la transparence et la gouvernance dans la gestion budgétaire.	RS 3 : la gouvernance des Finances Publiques est renforcée	IP 3.1 : Taux d'exécution du budget au 31 décembre de l'exercice budgétaire	Solde budgétaire Source : Rapport DGBF
		IP 3.2 : Taux de mise en œuvre des réformes des finances publiques	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues Source : Rapport DGBF
OG 5 : Assurer la gestion efficace du portefeuille de l'Etat	RS 4 : la gestion des entreprises publiques et parapubliques est améliorée	IP 4.1 : Taux de contrats de performance signés	Nombre d'entreprises ayant signé un contrat de performance / Nombre total d'entreprises publiques Source : Rapport DGPE

II.1.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	298 456 533 676	311 395 952 342	338 873 148 877
1.1 Ressources Intérieures	298 456 533 676	311 395 952 342	338 873 148 877
1.1.1 Budget Etat	298 456 533 676	311 395 952 342	338 873 148 877
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	298 456 533 676	311 395 952 342	338 873 148 877
2.1 Personnel	59 580 991 640	63 454 067 864	63 963 461 292
2.1.1 Solde y compris EPN	59 580 991 640	63 454 067 864	63 963 461 292
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	84 585 652 779	92 634 141 986	102 282 714 802
2.3 Transferts et subventions	120 283 870 329	137 711 981 903	148 615 609 106
2.4 Investissements	34 006 018 928	17 595 760 589	24 011 363 677
Trésor	34 006 018 928	17 595 760 589	24 011 363 677
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Information et communication
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et Financières
	Action 1.4 : Contrôle de l'exécution du budget

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS1 : Assurer le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat	Délai moyen de traitement des dossiers soumis au visa du CF	8 jours ouvrés	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	Dénombrement Source : DCF
OS2 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du Secrétariat d'Etat	Taux de réalisation des diligences issues des réunions de cabinet	ND	100%	100%	100%	Dénombrement Source : Cabinet
OS3 : Assurer une meilleure gestion des ressources humaines, Matérielles et Financières	Taux d'affectation des agents issus des concours directs	ND	85%	90%	95%	Dénombrement Source : DRH
	Taux d'exécution du Ministère hors salaires, abonnement, provisions et dotations	94%	100%	100%	100%	Solde Budgétaire Source : DGBF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		121 865 156 118	132 153 278 169	142 277 783 138
	Dépenses de personnel	57 255 080 917	61 298 654 033	61 749 612 684
	Dépenses en biens et services	61 291 403 320	68 265 416 494	76 887 223 815
	Transferts (1)	450 927 881	446 645 448	448 744 867
	Investissements	2 867 744 000	2 142 562 194	3 192 201 772
	Trésor	2 867 744 000	2 142 562 194	3 192 201 772
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21083 Administration Générale	121 485 156 118	131 717 102 857	141 627 925 875
2108301 Coordination et animation du Ministère	114 608 911 165	125 830 137 971	135 044 285 462
1 - Personnels	56 483 882 918	60 576 347 918	61 007 724 335
21083010018 Gérer la masse salariale du Personnel du Ministère	56 483 882 918	60 576 347 918	61 007 724 335
2 - Biens et services	57 341 776 366	64 227 338 507	72 723 963 600
21083010003 Prendre en charge les missions du Ministère en Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
21083010008 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21083010009 Renforcer les capacités opérationnelles du Cabinet	800 000 000	820 000 000	850 000 000
21083010016 Gérer les Dépenses centralisées d'abonnement	9 333 161 517	10 104 586 599	10 974 231 054
21083010019 Coordonner les activités de passation des Marchés Publics du SEPMBPE	31 250 000	32 187 500	33 153 125
21083010020 Gérer la commande publique du SEPMBPE	11 750 000	12 102 500	12 465 575
21083010023 Gérer les Dépenses Centralisées d'Abonnement de l'Éclairages Public	44 864 177 321	51 384 291 380	58 979 943 318
21083010024 Gérer la Régie Convention BNETD / SEPMBPE	30 170 528	30 170 528	30 170 528
21083010025 Coordonner le Suivi et la Mise en Œuvre du Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP)	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
21083010027 Coordonner les activités des structures du Ministère	427 267 000	0	0
3 - Transferts	450 927 881	446 645 448	448 744 867
21083010021 Prendre en charge la convention d'assistance technique MBPE/SNDI	150 000 000	145 717 567	147 816 986
21083010026 Gérer la Convention BNETD / SEPMBPE	300 927 881	300 927 881	300 927 881

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21083 Administration Générale	121 485 156 118	131 717 102 857	141 627 925 875
4 - Investissements	332 324 000	579 806 098	863 852 660
Trésor	332 324 000	579 806 098	863 852 660
21083010012 Faire les Audits et Etudes du MBPE	332 324 000	579 806 098	863 852 660
2108302 Information et communication	26 500 000	27 295 000	28 113 850
2 - Biens et services	26 500 000	27 295 000	28 113 850
21083020001 Organiser la communication des activités du Ministère	26 500 000	27 295 000	28 113 850
2108303 Gestion des ressources humaines, Matérielles et Financières	3 478 275 684	2 789 774 316	3 396 096 688
1 - Personnels	22 918 000	21 465 061	22 046 993
21083030023 Assurer les charges salariales de la Direction des Affaires Financières - MBPE	22 918 000	21 465 061	22 046 993
2 - Biens et services	1 614 937 684	1 641 728 471	1 695 557 846
21083030004 Gérer la Cité Financière	765 500 000	788 465 000	812 118 950
21083030006 Gérer les ressources humaines du Ministère	65 000 000	66 950 000	68 958 500
21083030007 Elaborer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP du Ministère	50 500 000	52 558 471	54 648 696
21083030009 Coordonner les activités de préparation du budget du Ministère	85 000 000	87 550 000	90 176 500
21083030010 Suivre l'exécution du budget et Centraliser les informations Financières et administratives du Ministère	60 000 000	61 800 000	63 654 000
21083030011 Coordonner l'Élaboration du PIP et le PTA du Ministère	20 000 000	20 600 000	21 218 000
21083030012 Renforcer les capacités des agents	54 937 684	30 900 000	31 827 000
21083030013 Gérer le catalogue des mesures nouvelles	21 000 000	21 630 000	22 278 900
21083030014 Mener des actions sociales en faveur du personnel	20 000 000	20 600 000	21 218 000
21083030015 Equiperle service informatique	15 000 000	15 315 000	15 913 500
21083030016 Gérer l'exploitation, la maintenance des Équipements et l'assistance aux utilisateurs	60 000 000	61 800 000	63 654 000
21083030017 Prendre en charge les Dépenses centralisées à la DAAF	262 000 000	269 860 000	277 955 800
21083030018 Mettre en oeuvre le dialogue de gestion entre les acteurs de la chaîne programmatique	41 000 000	42 500 000	44 036 000
21083030019 Assurer la mise en oeuvre de la Fonction Financière du Ministère	95 000 000	101 200 000	107 900 000
4 - Investissements	1 840 420 000	1 126 580 784	1 678 491 849
Trésor	1 840 420 000	1 126 580 784	1 678 491 849
210830300001 Réhabilitation de la Rotonde et la cité financière	30 000 000	52 341 037	77 982 872
210830300008 Réhabilitation de la cité financière	401 500 000	700 497 552	1 043 670 767
210830300022 Renover les 6 ascenseurs de la tour F de la cité financière	1 408 920 000	373 742 195	556 838 210
2108304 Contrôle de l'exécution du budget	3 371 469 269	3 069 895 570	3 159 429 875
1 - Personnels	748 279 999	700 841 054	719 841 356
21083040268 Assurer les charges salariales du DGBF/Prise en Charge Diverses Dépenses des Administrations	156 556 024	146 630 794	150 606 059
21083040269 Assurer les charges salariales du DGBF/ Opération d'Ajustement Rémunération Personnel Etat en Cours de Gestion	230 590 791	215 971 956	221 827 108
21083040270 Assurer les charges salariales du CONAFIP / DCF	96 000 000	89 913 859	92 351 487
21083040271 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Lacs (YAMOISSOUKRO)	3 064 800	2 870 500	2 948 321
21083040272 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du N'ZI-Comoé (DIMBOKRO)	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040273 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	2 304 000	2 157 933	2 216 436
21083040274 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Worodougou (SEGUELA)	2 300 000	2 154 186	2 212 588

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21083 Administration Générale	121 485 156 118	131 717 102 857	141 627 925 875
21083040275 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Bafing (Touba)	2 300 000	2 154 186	2 212 588
21083040276 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Savanes (KORHOGO)	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040277 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	1 914 000	1 792 658	1 841 258
21083040278 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040279 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Fromager (Gagnoa)	1 324 800	1 240 811	1 274 451
21083040280 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040281 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Montagnes (MAN)	8 900 000	8 335 764	8 561 752
21083040282 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Moyen Cavaly (Guiglo)	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040283 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	1 324 800	1 240 811	1 274 451
21083040284 Assurer la masse salariale Contrôle Financier I des Préfectures de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	3 000 000	2 809 808	2 885 984
21083040285 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040286 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040287 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département de Dabou	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040288 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Toumodi	3 198 400	2 995 630	3 076 844
21083040289 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département de Bongouanou	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040290 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Bouna	2 300 000	2 154 186	2 212 588
21083040291 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Boundiali	500 000	468 301	480 997
21083040292 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Bloléquin	2 000 000	1 873 205	1 923 989
21083040293 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Soubré	2 304 000	2 157 933	2 216 436
21083040294 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département d'Agnibilékrou	3 000 000	2 809 808	2 885 984
21083040295 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département Grand-Bassam	3 000 000	2 809 808	2 885 984
21083040296 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures du Département d'Adzopé	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040297 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Sous-Préfecture d'Anyama	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040298 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Daoukro	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040299 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Katiola	4 700 000	4 402 033	4 521 375
21083040300 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Ferké	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040301 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Duekoué	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040302 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département d'Adiaké	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040303 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Sous-Préfecture de Bingerville	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040304 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Tiassalé-Sikensi	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040305 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Sassandra	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040306 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Grand-Lahou	3 500 000	3 278 109	3 366 981
21083040307 Assurer la masse salariale Direction du Contrôle Financier/Gestion des Dépenses Centralisées	151 198 384	141 612 813	145 452 037
2 - Biens et services	2 308 189 270	2 369 054 516	2 439 588 519
21083040001 Contrôler l'exécution du budget d'Azaguié	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21083040002 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Katiola	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040005 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du N'ZI-Comoé (DIMBOKRO)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040006 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Moyen Cavaly (Guiglo)	12 500 000	12 875 000	13 261 250

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21083 Administration Générale	121 485 156 118	131 717 102 857	141 627 925 875
21083040007 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040014 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Soubré	13 200 000	13 596 000	14 003 880
21083040015 Contrôler l'exécution du budget du Ministère Éducation Nationale et de la Formation de Base	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040016 Contrôler l'exécution du budget Département d'Adiaké	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040017 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Bloléquin	4 500 000	4 635 000	4 774 050
21083040018 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Denguélé (Odienné)	13 700 000	14 111 000	14 534 330
21083040019 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	12 500 000	14 420 000	14 852 600
21083040021 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information	10 000 000	10 285 000	10 578 550
21083040022 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040023 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Sud-Comoé (ABOISSO)	17 300 000	17 819 000	18 353 570
21083040027 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Duekoué	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040028 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040031 Contrôler l'exécution du budget Préfecture d'Abidjan 1	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040032 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Toumodi	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040033 Contrôler l'exécution du budget Préfecture d'Abidjan 2	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040034 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Lakota	7 900 000	8 137 000	7 638 480
21083040041 Contrôler l'exécution du budget Département d'Agnibilékrou	4 700 000	4 841 000	4 986 230
21083040043 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Infrastructures Economiques	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040044 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Lacs (YAMOOUSSOUKRO)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040045 Contrôler l'exécution du budget du Projet de Facilitation du Commerce et du Transport Corridor Abj-Lagos (PFCTCAL)	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040047 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures du Département d'Adzopé	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040048 Contrôler l'exécution du budget Département de Dabou	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040050 Coordonner et animer les structures du Contrôle financier	88 400 000	84 710 000	87 471 300
21083040051 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Enseignement Supérieur & de la Recherche Scientifique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040052 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Affaires Etrangères	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040053 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de Construction et de l'Urbanisme	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040054 Contrôler l'exécution du budget Sous-Préfecture de Bingerville	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040058 Contrôler l'exécution du budget Département de Bongouanou	12 500 000	15 654 352	16 123 982
21083040062 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Bafing (Touba)	14 300 000	14 729 000	15 170 870
21083040063 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040064 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique & Réforme Administrative	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040066 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040067 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Ferké	17 324 000	17 843 720	18 379 031
21083040069 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	12 500 000	12 772 000	13 155 160
21083040070 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Grand-Lahou	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040072 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Santé Publique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040073 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040074 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Boundiali	12 000 000	12 360 000	12 730 800

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21083 Administration Générale	121 485 156 118	131 717 102 857	141 627 925 875
21083040076 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Famille & Affaires Sociales	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040077 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Daoukro	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040078 Contrôler l'exécution du budget Sous-Préfecture d'Anyama	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040079 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040080 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040081 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de ZouÉnoula	6 000 000	6 180 000	6 365 400
21083040082 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Didiévi	6 120 000	6 303 600	6 492 708
21083040089 Contrôler l'exécution du budget Auprès de la Sous-Préfecture de Bonoua	5 800 000	5 974 000	6 153 220
21083040091 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département d'Issia	6 000 000	6 180 000	6 365 400
21083040094 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Bouna	5 500 000	5 665 000	5 834 950
21083040099 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Worodougou (SEGUELA)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040100 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Fromager (Gagnoa)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040101 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Montagnes (MAN)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040104 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Sassandra	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040105 Contrôler l'exécution du budget des Hautes Institutions	10 000 000	10 815 000	11 139 450
21083040106 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040109 Coordonner les activités des structures du Ministère	0	440 085 010	453 287 560
21083040112 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040113 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Sports et Loisirs	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040115 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Agriculture	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040116 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Tiassalé-Sikensi	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040118 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Planification et du Développement	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040119 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Défense	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040121 Contrôler l'exécution du budget Département Grand-Bassam	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040122 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Economie et des Finances	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040125 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Environnement, des Eaux & Forêts	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040126 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040127 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Savanes (KORHOGO)	13 000 000	13 390 000	13 791 700
21083040128 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
21083040131 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Transports	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040133 Prendre en charge les dépense centralisées des services des contrôleurs financiers d'Abidjan 1 et 2	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21083040134 Prendre en charge les dépense centralisées de la Direction du Contrôle financier	216 929 870	153 572 972	158 180 161
21083040136 Prendre en charge les loyers de la Direction du Contrôle Financier	916 415 400	891 377 862	918 119 197
21083040308 Opérationnaliser et prendre en charge 18 nouveaux services de Contrôle financier	315 000 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21083 Administration Générale	121 485 156 118	131 717 102 857	141 627 925 875
4 - Investissements	695 000 000	436 175 312	649 857 263
Trésor	695 000 000	436 175 312	649 857 263
21083040102 Construction du Siège de la Direction du Contrôle Financier	45 000 000	0	0
21083040132 Renforcement des Outils de Contrôle et Mise en Œuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) Volet Contrôle des Dépenses publiques	460 000 000	366 387 262	545 880 101
21083040135 Construire et Réhabiliter les représentations du Contrôle Financier à l'Échelon local	40 000 000	69 788 050	103 977 162
21083040309 Réhabiliter les services de Contrôle financier	150 000 000	0	0
22087020003 Suivre la gestion des sociétés d'État et des sociétés à participation financière publique du Secteur Tertiaire	97 683 071	115 613 563	119 081 970

II. 2.2. Programme 2 : Douanes

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Douanes	Action 2.1 : Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière
	Action 2.2 : Gestion des ressources informatiques
	Action 2.3 : Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux
	Action 2.4 : Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Douanes						
Objectifs spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS1 : Renforcer la lutte contre la fraude douanière et la contrebande	Droit compromis moyen par PVS	7,1 millions	8 millions	9 millions	9;5 millions	Somme des opérations frauduleuses enregistrées au PVS Source : Rapport DGD
	Taux d'efficacité des Contrôles	1,17%	5%	7%	8%	Nombre de PVS/Nombre de déclarations contrôlées Source : Rapport DGD
OS2 : Renforcer le système de recouvrement des droits et taxes douanières	Taux de recouvrement	97,80%	100%	100%	100%	Volume des recettes issues des PVS/volume total de recettes Source : Rapport DGD
	Taux de recouvrement des droits compromis	95%	100%	100%	100%	
OS3 : Améliorer la célérité du dédouanement des marchandises et des biens	Taux de réalisation du PAS de la Douane	95%	100%	100%	100%	Nombre d'actions exécutées /Nombre d'actions du PAS

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME : DOUANES	11 297 044 057	10 569 049 926	12 068 642 698
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	2 869 035 514	3 025 636 580	3 034 263 484
Transferts	0	0	0
Investissements	8 428 008 543	7 543 413 346	9 034 379 214
Trésor	8 428 008 543	7 543 413 346	9 034 379 214
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22084 Douanes	11 297 044 057	10 569 049 926	12 068 642 698
2208401 Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière	11 128 283 752	10 369 263 088	11 833 300 689
2 - Biens et services	2 741 424 205	2 897 642 447	2 905 885 371
22084010001 Cordonner les activités de l'administration douanière à ABENGOUROU	22 801 898	22 870 302	22 938 912
22084010002 Appuyer les Régies Financières	403 127 017	404 336 397	405 549 406
22084010010 Cordonner les activités de l'administration douanière à SAN PEDRO	29 976 506	30 066 432	30 156 630
22084010013 Coordonner les actions des services	178 899 462	179 436 159	179 974 467
22084010014 Cordonner les activités de l'administration douanière à KORHOGO	24 573 073	24 646 790	24 720 730
22084010015 Elaborer les projets de textes législatifs et réglementaires en matière douanière	16 435 980	16 485 286	16 534 742
22084010016 Cordonner les activités de l'administration douanière à Bouaké	20 923 526	20 986 295	21 049 253
22084010021 Cordonner les activités de l'administration douanière à MAN	20 269 699	20 330 507	20 391 498
22084010023 Elaborer et diffuser les statistiques douanières	16 435 980	16 485 286	16 534 742
22084010025 Prendre en charge les Dépenses Centralisées de la Douane	1 529 890 370	1 682 924 038	1 687 972 811
22084010027 Cordonner les activités de l'administration douanière à ABOISSO	22 682 861	22 750 907	22 819 159
22084010028 Renforcer les capacités des agents des douanes	195 937 438	196 525 248	197 114 824
22084010029 Contrôler les services et structures sous tutelle de la Douane	15 830 443	15 877 932	15 925 566
22084010034 Assurer l'encadrement militaire des agents des douanes	42 169 384	42 295 892	42 422 778
22084010040 Gérer les ressources humaines de la Douane	16 176 466	16 224 994	16 273 670
22084010041 Préparer et exécuter le budget de l'administration des douanes	19 031 134	19 088 226	19 145 491

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22084 Douanes	11 297 044 057	10 569 049 926	12 068 642 698
22084010042 Organiser la communication des activités de la Douane	16 262 968	16 311 756	16 360 692
22084010049 DGD / Gérer les Dépenses Ordinaires LPSI	150 000 000	150 000 000	150 000 000
4 - Investissements	8 386 859 547	7 471 620 641	8 927 415 318
Trésor	8 386 859 547	7 471 620 641	8 927 415 318
22084010043 Réhabiliter les bâtiments Administratifs/DGD	399 286 437	696 635 545	1 037 916 765
22084010044 Réhabiliter les Casernes des Douanes	236 841 817	413 218 214	615 653 500
22084010045 Réhabiliter les Bureaux des Douanes	70 759 061	123 453 422	183 933 159
22084010046 Acquérir et installer les Services Radio / Douanes	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22084010047 Acquérir les Scanners/ Direction Générale des douanes	2 712 073 482	921 969 928	1 373 642 289
22084010048 Réhabiliter les Bureaux frontières Douanes	417 898 750	729 108 470	1 086 298 152
22084010050 Gérer les Dépenses d'Investissement LPSI / DGD	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
2208402 Gestion des ressources informatiques	61 852 707	92 558 526	127 792 014
2 - Biens et services	20 703 711	20 765 821	20 828 118
22084020001 Gérer le Système de Dédouanement Automatique (SYDAM)	20 703 711	20 765 821	20 828 118
4 - Investissements	41 148 996	71 792 705	106 963 896
Trésor	41 148 996	71 792 705	106 963 896
22084020006 Acquérir des serveurs (Refonte Système d'information des Douanes)	41 148 996	71 792 705	106 963 896
2208403 Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux	41 309 688	41 433 613	41 557 913
2 - Biens et services	41 309 688	41 433 613	41 557 913
22084030001 Contrôler a posteriori des opérations douanières	16 435 980	16 485 286	16 534 742
22084030003 Concevoir et mettre en œuvre de la politique de gestion du risque lié à la taxation	16 435 979	16 485 286	16 534 741
22084030007 Suivre les marchandises entrée en régimes Économiques	8 437 729	8 463 041	8 488 430
2208404 Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières	65 597 910	65 794 699	65 992 082
2 - Biens et services	65 597 910	65 794 699	65 992 082
22084040001 Recouvrer les droits, taxes et redevances	12 975 773	13 014 699	13 053 743
22084040003 Assurer le dédouanement des marchandises débarquées au port d'Abidjan	19 031 134	19 088 226	19 145 492
22084040005 Assurer le dédouanement des marchandises débarquées à l'aéroport	14 559 868	14 603 547	14 647 356
22084040007 Gérer le contentieux du recouvrement	19 031 135	19 088 227	19 145 491

II. 2.3. Programme 3 : Impôts

II. 2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Impôts	Action 3.1 : Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services
	Action 3.2 : Etablissement de l'assiette de l'impôt
	Action 3.3 : Contrôle de l'impôt
	Action 3.4 : Recouvrement et comptabilisation des recettes
	Action 3.5 : Cadastre et gestion de la propriété foncière

II. 2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Impôts						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer le recouvrement et la traçabilité des recettes fiscales intérieures	Taux d'acceptation de la comptabilité	85%	100%	100%	100%	Nombre de comptabilités acceptées/ Nombre total de comptabilités produites Source : Rapport DGI
	Taux moyen des contributeurs effectifs	37,3%	60%	65%	70	Contributeurs/assujettis réels Source : Rapport DGI
OS 2 : Renforcer les capacités opérationnelles des services de la DGI	Proportion d'agents disposant d'un ordinateur dans les services	50%	75%	100%	100%	Nombre d'agents disposants d'un ordinateur/Nombre total d'agents prévus Source : Rapport DGI
	Proportion de services disposant d'au moins un véhicule	50%	75%	85%	100	Nombre de services disposants d'au moins un véhicule/Nombre total de services opérationnels Source : Rapport DGI
OS 3 : Réduire la fraude fiscale	Part des paiements spontanés dans les recettes totales	88,5%	93,5%	94%	94,5%	Recettes paiements spontanés/recette fiscales totales Source : Rapport DGI
	Taux d'accroissement annuel du nombre de contribuables contrôlés	5%	93,50%	94%	94,50%	Nombre de contribuables contrôlés année (N)/ Nombre de contribuables contrôlés année (N-1) Source : Rapport DGI
OS 4 : Élargir l'assiette fiscale	Taux annuel de progression des parcelles imposées	4,8%	6,5	8%	10%	Nombre de parcelles imposées année (N)/Nombre de parcelles imposées année (N-1) Source : Rapport DGI
	Taux annuel de progression du nombre de contribuables	7,2%	5%	5%	5%	Nombre de contribuables années (N) /Nombre de contribuables années (N-1)

II. 2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME : IMPOTS		7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	6 645 996 058	7 310 783 179	7 527 816 280
	Transferts	0	0	0
	Investissements	1 168 650 000	2 038 945 114	3 037 822 763
	Trésor	1 168 650 000	2 038 945 114	3 037 822 763
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
2208501 Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services	6 622 335 038	7 890 286 101	8 844 164 077
2 - Biens et services	5 725 685 038	6 325 899 727	6 513 386 016
22085010001 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la Région de Gagnoa	1 911 865	1 969 219	2 028 297
22085010002 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Bas Sassandra (SAN PEDRO)	33 084 975	47 467 523	48 891 547
22085010003 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la Région de Bouaké	1 831 865	1 886 819	1 943 425
22085010004 Former les Agents des impôts aux fonctions Fiscales	39 802 483	84 767 859	87 310 895
22085010005 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (ABIDJAN-SUD 1)	4 155 000	4 279 650	4 408 039
22085010006 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la Région de Man	1 911 865	1 969 219	2 028 297
22085010007 Former les Élèves au Civisme Fiscal	271 355 137	278 599 193	286 060 572
22085010008 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région Abidjan Nord IV	4 155 000	4 279 650	4 408 039
22085010009 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Bas-Cavaly (GUIGLO)	28 242 487	29 089 760	29 962 451
22085010011 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la Région de Daloa	1 911 865	1 969 219	2 028 297
22085010012 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	32 269 422	46 627 504	48 026 327
22085010013 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région Abidjan Nord V	4 155 000	4 279 650	4 408 039
22085010014 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Savanes (KORHOGO)	36 757 622	53 310 350	54 909 658
22085010015 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan Nord 2)	4 155 000	4 279 650	4 408 039
22085010017 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques de la DGI	5 880 000	8 116 400	8 359 891
22085010018 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la Région de San-Pédro	1 831 865	1 886 819	1 943 425
22085010019 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan III)	4 155 000	4 279 650	4 408 039
22085010020 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Bondoukou	30 891 030	34 907 760	35 954 991
22085010021 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	35 436 194	52 979 279	54 568 655

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085010022 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la Région de Yamoussokro	1 911 865	1 969 219	2 028 297
22085010023 Organiser la communication des activités de la DGI	5 933 000	8 170 990	8 416 119
22085010024 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la région d'Abengourou	1 747 725	1 800 155	1 854 161
22085010025 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la région de Gagnoa	1 831 865	1 886 819	1 943 425
22085010026 Editer les imprimés de l'Administration Fiscale	103 390 137	96 191 840	99 077 596
22085010027 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la Région de Korhogo	1 911 865	1 969 219	2 028 297
22085010028 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la Région d'Abengourou	1 713 485	1 764 888	1 817 835
22085010029 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Dabou)	31 002 622	40 172 700	41 377 879
22085010030 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Montagnes (MAN)	32 844 765	33 830 107	34 845 008
22085010031 Améliorer le Fonctionnement des régies financières des impôts	2 582 237 318	2 174 007 001	2 239 227 209
22085010032 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (ABIDJAN-NORD 1)	4 155 000	4 279 650	4 408 039
22085010033 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la Région de San-Pedro	1 713 485	1 764 888	1 817 835
22085010034 faire respecter les règles d'Éthique, de déontologie et la discipline dans la région de Bouaké	1 911 865	1 969 219	2 028 297
22085010035 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la d'Odienné	21 214 765	21 851 207	22 506 741
22085010036 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	36 555 765	50 012 437	51 512 808
22085010037 Gérer les ressources humaines de la DGI	39 392 619	22 454 015	23 127 635
22085010038 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du N'Zi- Comoé (Dimbokro)	33 680 337	34 690 746	35 731 466
22085010039 Coordonner la mise en œuvre des règles d'Éthique, de déontologie et la discipline dans les services fiscaux	6 405 820	6 597 994	6 795 933
22085010040 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	30 810 873	44 095 198	45 418 053
22085010041 Améliorer le Fonctionnement des services des impôts	1 166 997 226	2 287 030 770	2 354 247 603
22085010042 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Moyen Comoé (Abengourou)	31 339 171	32 279 345	33 247 723
22085010043 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Fromager (Gagnoa)	36 556 051	51 042 732	52 574 011
22085010044 Coordonner et suivre les activités des services des impôts	493 499 474	108 707 535	111 968 762
22085010045 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la zone d'Abidjan Nord 2	1 747 725	1 800 155	1 854 161
22085010046 Elaborer et apporter un appui juridique aux services de la DGI les textes fiscaux	5 880 000	6 056 400	6 238 091
22085010047 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	31 852 065	42 077 626	43 339 953
22085010048 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan Sud 2)	4 155 000	4 279 650	4 408 039
22085010049 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de Korhogo	1 831 865	1 886 819	1 943 425
22085010050 Elaborer et planifier les Prévisions de recettes fiscales	5 875 000	6 051 250	6 232 787
22085010051 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la zone d'Abidjan Nord VI	4 155 000	4 279 650	4 408 039
22085010052 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la zone d'Abidjan Sud	1 427 725	1 470 555	1 514 673
22085010053 Préparer et exécuter le budget de l'administration fiscale	150 618 430	95 396 982	98 258 892
22085010054 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la zone d'Abidjan Nord 1	1 827 725	1 882 555	1 939 033
22085010055 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de Man	1 831 865	1 886 819	1 943 425
22085010056 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de Yamoussoukro	1 831 865	1 886 819	1 943 425
22085010057 Prendre en charge les loyers des bureaux de la DGI	300 000 000	461 460 600	475 304 418
4 - Investissements	896 650 000	1 564 386 374	2 330 778 061
Trésor	896 650 000	1 564 386 374	2 330 778 061
22085010058 Réhabilitation des locaux de la DGI	896 650 000	1 564 386 374	2 330 778 061

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
2208502 Etablissement de l'assiette de l'impôt	309 070 960	318 342 868	327 893 306
2 - Biens et services	309 070 960	318 342 868	327 893 306
22085020001 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dikodougou	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020002 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Korhogo	2 411 865	2 484 219	2 558 747
22085020003 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Agboville	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020004 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de BlolÉquin	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020005 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de BouaflÉ	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020006 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de TiassalÉ	2 333 485	2 403 488	2 475 593
22085020007 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de MÉagui	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020008 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Ferké	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020009 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Biankouma	2 333 485	2 403 488	2 475 593
22085020010 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Dimbokro	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020011 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Doropo	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020012 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tengrela	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020013 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Batto	2 647 725	2 727 155	2 808 971
22085020013 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Batto	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020014 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Kong	2 847 725	2 933 155	3 021 151
22085020015 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de San Pedro 2	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020016 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tiapoum	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020017 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bonoua	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020018 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bangolo	2 328 865	2 398 729	2 470 692
22085020019 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Touba	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020020 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Anyama	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020021 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Katiola	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020022 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Abengourou	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020023 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tingréla	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020025 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de BÉtiÉ	7 880 000	8 116 400	8 359 891
22085020026 recenser les contribuables pour les grandes entreprises	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020028 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Korhogo	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020029 mettre à jour des bases d'imposition Foncière Divers dans la zone de Bondoukou	7 866 555	8 102 551	8 345 627
22085020030 mener les opérations de recensement des contribuables pour les moyennes entreprises	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020031 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Agboville	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020032 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dimbokro	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020033 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Jacquville	2 347 725	2 418 155	2 490 701
22085020034 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Anyama	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020035 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Yamoussoukro	2 847 725	2 933 155	3 021 151
22085020036 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de San Pedro 2	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020037 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone San Pedro	2 633 485	2 712 488	2 793 863

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085020038 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bouaké 2	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020039 mettre à jour les bases d'imposition Divers dans la zone de Boundiali	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020040 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sassandra	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020041 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Foncières de Divo	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020042 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Gagnoa	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020043 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Sakassou	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020044 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sinfra	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020045 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Agribilérou	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020046 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bassam	2 231 995	2 298 953	2 367 923
22085020047 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Bengué	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020048 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bocanda	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020049 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Akoupé	2 633 485	2 712 488	2 793 863
22085020050 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bouaké 1	2 327 865	2 397 699	2 469 630
22085020051 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Séguéla	2 731 865	2 813 819	2 898 235
22085020052 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaké 2	2 931 865	3 019 819	3 110 415
22085020053 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de San-Pédro	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020054 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Gagnoa	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020055 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Grand-Lahou	2 347 725	2 418 155	2 490 701
22085020056 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Dabou	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020057 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Tanda	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020058 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Adiaké	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020059 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Issia	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020060 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone d'Ayamé	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020061 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Mankono	2 347 725	2 418 155	2 490 701
22085020062 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Taabo	2 731 865	2 813 819	2 898 235
22085020063 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaké 1	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020064 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tabou	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020065 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Yakassé	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020066 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Ouangolo	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020067 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Minignan	2 647 725	2 727 155	2 808 971
22085020068 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Kouassi Datékro	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020069 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de BÉoumi	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020070 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Dabakala	4 195 650	4 321 519	4 451 164
22085020071 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Vavoua	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020072 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Bouna	2 633 485	2 712 488	2 793 863
22085020073 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Daloa 2	2 333 210	2 403 205	2 475 301
22085020074 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Adzopé	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020075 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sikensi	2 331 865	2 401 819	2 473 875

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085020076 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de BouaflÉ	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020077 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Daloa 1	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020078 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Yamoussoukro	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020079 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Songon	2 348 865	2 419 329	2 491 910
22085020080 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Daoukro	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020081 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de DananÉ	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020082 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de TiassalÉ	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020083 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de MafÉrÉ	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020084 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Fresco	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020085 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Arrah	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020086 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de SoubrÉ	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020087 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dabou	2 333 485	2 403 488	2 475 593
22085020088 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bingerville	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020089 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Lakota	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020090 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Grand-Bassam	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020091 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Bongouanou	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020092 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Bahiakro	2 333 485	2 403 488	2 475 593
22085020093 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Vitib	3 309 925	3 409 221	3 511 499
22085020094 mettre à jour des bases d'imposition des Moyennes Entreprises (CME) dans la zone Abidjan-Sud	2 411 865	2 484 219	2 558 747
22085020095 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Man	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020096 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Toumodi	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020097 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'OumÉ	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020098 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Fonciers d'OdiennÉ	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085020099 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bingerville	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020100 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bonon	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020101 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de TiÉbissou	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020102 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Koun-Fao	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020103 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'AlÉpÉ	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020104 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Toulepleu	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020105 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'AdzopÉ	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020106 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Guiglo	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020107 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de NiablÉ	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020108 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Abengourou	3 309 925	3 409 221	3 511 499
22085020109 mettre à jour des bases d'imposition des Moyennes Entreprises (CME) dans la zone Abidjan-Nord	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020110 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Foncier de Bondoukou	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020111 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Man	2 731 865	2 813 819	2 898 235
22085020112 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Daloa 2	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020113 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Guiglo	2 631 865	2 710 819	2 792 145

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085020114 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Aboisso	7 565 115	7 792 068	8 025 830
22085020115 Gérer les exonérations et les régimes spéciaux	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020116 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Daloa 1	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020117 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Zuénoula	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020118 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers d'Odienné	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020119 mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Aboisso	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085020120 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Duékoué	2 631 865	2 710 819	2 792 145
22085020121 mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Divo	2 247 725	2 315 155	2 384 611
22085020122 mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Niakara	2 247 725	2 315 155	2 384 611
2208503 Contrôle de l'impôt	113 231 555	188 098 626	273 980 260
2 - Biens et services	13 231 555	13 628 501	14 037 355
22085030002 mener des enquêtes et des recherches de renseignements	5 365 000	5 525 950	5 691 728
22085030003 Recenser et Contrôler les contribuables	7 866 555	8 102 551	8 345 627
4 - Investissements	100 000 000	174 470 125	259 942 905
Trésor	100 000 000	174 470 125	259 942 905
22085030005 Contrôler les Flux et la Taxation des Services de Télécommunication / MERCURE-DGI	100 000 000	174 470 125	259 942 905
2208504 Recouvrement et comptabilisation des recettes	381 816 300	393 270 549	405 068 814
2 - Biens et services	381 816 300	393 270 549	405 068 814
22085040001 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Korhogo	2 777 725	2 861 055	2 946 888
22085040002 Recouvrer les droits, taxes et redevances Guiglo	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040003 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bingerville	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040004 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impôts de BÉoumi	1 687 725	1 738 355	1 790 507
22085040005 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Daloa 2	2 747 725	2 830 155	2 915 061
22085040006 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de SÉguÉla	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040007 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Sassandra	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040008 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Anyama	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040009 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Grand-Bassam	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040010 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Biankouma	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040011 Recouvrer les droits, taxes et redevances Agboville	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040012 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Sikensi	2 347 725	2 418 155	2 490 701
22085040013 Recouvrer les droits, taxes et redevances de NiablÉ	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040014 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Bongouanou	2 503 485	2 578 588	2 655 946
22085040015 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de BouakÉ 1	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040016 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Aboisso	2 911 865	2 999 219	3 089 197
22085040017 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daloa 1	2 861 865	2 947 719	3 036 152
22085040018 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bingerville	1 747 725	1 800 155	1 854 161
22085040019 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Bengué	1 727 725	1 779 555	1 832 943

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085040020 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Issia	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040021 Recouvrer les droits, taxes et redevances de YakassÉ Attobrou	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040022 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Korhogo	5 916 470	6 093 963	6 276 781
22085040023 Recouvrer les droits, taxes et redevances Yamoussoukro	2 861 865	2 947 719	3 036 152
22085040024 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Toulepleu	1 813 485	1 867 888	1 923 925
22085040025 Recouvrer les droits, taxes et redevances Abengourou	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040026 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Dimbokro	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040027 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impôts de Koun Fao	1 773 485	1 826 688	1 881 489
22085040028 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Songon	1 627 725	1 676 555	1 726 853
22085040029 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Guiglo	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040030 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Abengourou	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040031 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Daloa	2 747 725	2 830 155	2 915 061
22085040033 Recouvrer les droits, taxes et redevances San Pedro	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040034 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine de l'Enregistrement de Grand-Bassam	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040035 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'AgnibilÉkro	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040036 Recouvrer les droits, taxes et redevances de SoubrÉ	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040037 Recouvrer les droits, taxes et redevances Bonoua	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040038 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Fresco	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040039 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Toumodi	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040040 Recouvrer les droits, taxes et redevances de BettiÉ	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040041 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Korhogo	2 777 725	2 861 055	2 946 888
22085040042 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abengourou	5 930 455	6 108 368	6 291 618
22085040043 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dabakala	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040044 Recouvrer les droits, taxes et redevances de MafErÉ	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040045 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Divo	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040046 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Gagnoa	2 863 485	2 949 388	3 037 870
22085040047 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de SÉguÉla	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040048 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts (RI) de TiÉbissou	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040049 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'AyamÉ	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040050 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Vavoua	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040051 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de BouakÉ 2	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040052 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Ouangolo	1 811 235	1 865 570	1 921 538
22085040053 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Anyama	1 747 725	1 800 155	1 854 161
22085040054 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord III	3 615 455	3 723 918	3 835 635
22085040055 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Agboville	2 477 725	2 552 055	2 628 618
22085040056 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bouna	1 811 865	1 866 219	1 922 207
22085040057 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Daloa 1	2 717 725	2 799 255	2 883 234
22085040058 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bonon	1 813 485	1 867 888	1 923 925
22085040059 Recouvrer les droits, taxes et redevances de BouaffÉ	2 561 865	2 638 719	2 717 882

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085040060 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Vitib	1 227 725	1 264 555	1 302 493
22085040061 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Arrah	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040062 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tabou	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040063 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Tiassalé	2 503 485	2 578 588	2 655 946
22085040064 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de FerkÉ	2 477 725	2 552 055	2 628 618
22085040065 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de BouakÉ 1	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040066 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Grand-Lahou	2 377 725	2 449 055	2 522 528
22085040067 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de BouakÉ 2	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040068 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Boundiali	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040069 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de San - Pedro	2 577 725	2 655 055	2 734 708
22085040070 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dabou	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040071 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Katiola	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040072 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'OdiÉnnÉ	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040073 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Nassian	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040074 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'AkoupÉ	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040075 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Daloa	5 930 455	6 108 368	6 291 618
22085040076 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Sud	4 130 455	4 254 368	4 381 998
22085040077 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Bondoukou	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040078 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Jacquerville	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040079 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Taabo	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040080 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'AdzopÉ	2 477 725	2 552 055	2 628 618
22085040081 Recouvrer les droits, taxes et redevances du domaine et de l'enregistrement de San PÉdro	2 717 725	2 799 255	2 883 234
22085040082 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Bondoukou	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040083 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Doropo	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040084 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tengrela	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040085 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Tiassalé	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040086 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord II	3 615 455	3 723 918	3 835 635
22085040087 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de BouakÉ 2	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040088 Recouvrer les droits, taxes et redevances Gagnoa	2 861 865	2 947 719	3 036 152
22085040089 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Batto	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040090 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Dimbokro	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040091 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Gagnoa	2 863 485	2 949 388	3 037 870
22085040092 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bocanda	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040093 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'OumÉ	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040094 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Agboville	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040095 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Man	2 477 725	2 552 055	2 628 618
22085040096 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Mankono	1 811 865	1 866 219	1 922 207
22085040097 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daoukro	2 561 865	2 638 719	2 717 882

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085040098 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Bouaké	5 930 455	6 108 368	6 291 618
22085040099 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Guiglo	2 477 725	2 552 055	2 628 618
22085040100 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Bahiakro	1 811 865	1 866 219	1 922 207
22085040101 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Dabou	2 677 725	2 758 055	2 840 798
22085040102 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Man	2 477 725	2 552 055	2 628 618
22085040103 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts San-Pédro	14 480 455	14 914 868	15 362 313
22085040104 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Sud III	3 615 455	3 723 918	3 835 635
22085040105 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Adiaké	2 477 725	2 552 055	2 628 618
22085040106 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Yamoussoukro	5 930 455	6 108 368	6 291 618
22085040107 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Aboisso	2 503 485	2 578 588	2 655 946
22085040109 Suivre et centraliser les opérations comptables	3 615 455	3 723 918	3 835 635
22085040110 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Yamoussoukro	2 777 725	2 861 055	2 946 888
22085040111 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bondoukou	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040112 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Gagnoa	5 930 455	6 108 368	6 291 618
22085040113 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord 1	3 615 455	3 723 918	3 835 635
22085040114 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Éagui	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040115 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Man	5 930 455	6 108 368	6 291 618
22085040116 Coordonner le recouvrement gÉnÉral des droits et taxes	5 258 000	5 415 740	5 578 211
22085040117 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Korhogo	2 861 865	2 947 719	3 036 152
22085040118 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Man	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040119 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord IV	3 615 455	3 723 918	3 835 635
22085040120 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Dabou	2 747 725	2 830 155	2 915 061
22085040121 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Tanda	2 563 485	2 640 388	2 719 600
22085040122 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Al'ÉpÉ	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040123 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Duékoué	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040124 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bouaké 1	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040125 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Divo	2 861 865	2 947 719	3 036 152
22085040126 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tiapoum	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040127 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Touba	1 811 865	1 866 219	1 922 207
22085040128 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daloa 2	2 861 865	2 947 719	3 036 152
22085040129 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Abengourou	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085040130 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Yamoussoukrou	2 863 485	2 949 388	3 037 870
22085040131 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de BouaffÉ	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040132 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Kouassi Dat'Ékro	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040133 Recouvrer les droits, taxes et redevances Dimbokro	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040134 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Odi'ÉnnÉ	2 411 865	2 484 219	2 558 747
22085040135 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Odienné	2 563 485	2 640 388	2 719 600
22085040136 suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts d'Abidjan Sud II	3 615 455	3 723 918	3 835 635

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085040137 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Zuénoula	1 811 865	1 866 219	1 922 207
22085040138 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impôts de Danané	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040139 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Niakara	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040140 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Adzopé	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040141 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Kong	1 727 725	1 779 555	1 832 943
22085040142 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Grand Bassam	2 477 725	2 552 055	2 628 618
22085040143 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impôts de Sakassou	1 687 725	1 738 355	1 790 507
22085040144 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Sinfra	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040145 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Lakota	2 561 865	2 638 719	2 717 882
22085040146 Recouvrer les droits, taxes et redevances de BlolÉquin	1 813 485	1 867 888	1 923 925
2208505 Cadastre et gestion de la propriété foncière	388 192 205	559 730 149	714 532 586
2 - Biens et services	216 192 205	259 641 534	267 430 789
22085050001 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région d'Adzopé	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050002 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Grand Bassam	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050003 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord III	3 602 000	3 916 060	4 033 541
22085050004 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Man	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050005 Gérer l'ensemble du cadastre et la propriété foncière	5 880 000	6 056 400	6 238 091
22085050007 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Yamoussoukro	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050008 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région d'Anyaman-AIÉpÉ	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050009 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Bouaké	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050010 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Gagnoa	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050011 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) San-PÉdro	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050012 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Sassandra	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050013 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Man	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050014 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Yamoussoukro	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050015 faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Korhogo	2 447 725	2 521 155	2 596 791
22085050016 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Yamoussoukro	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050017 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Duékoué	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050018 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) SÉguÉla	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050019 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de SÉguÉla	2 082 470	2 144 943	2 209 292
22085050020 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Bondoukou	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050021 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Dimbokro	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050022 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région d'Abengourou	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050023 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) OdiÉnnÉ	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050024 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Guiglo	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050025 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Grand Bassam	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050026 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord V (Yopougon 2)	3 602 000	3 916 060	4 033 541
22085050027 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Dabou	1 782 470	1 835 943	1 891 022

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085050028 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques nationales	3 230 000	5 026 400	5 177 191
22085050029 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Katiola	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050030 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Touba	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050031 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Danané	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050033 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord 1	3 602 000	3 916 060	4 033 541
22085050034 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Man	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050035 faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Odiénné	2 331 865	2 401 819	2 473 875
22085050036 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Korhogo	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050037 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord II	3 602 000	3 916 060	4 033 541
22085050038 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Sud	3 602 000	3 916 060	4 033 541
22085050039 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Soubré	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050040 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région d'Odiénné	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050041 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abengourou	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050042 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Agboville	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050043 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Bondoukou	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050044 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Korhogo	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050045 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Dimbokro	2 965 000	5 152 060	5 306 621
22085050046 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Bouaké 2	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050047 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Bouaké 1	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050048 Gérer le cadastre et la propriété foncière d'Odiénné	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050049 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Daoukou	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050050 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Daloa	2 902 000	5 152 060	5 306 621
22085050051 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de San-Pédro	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050052 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Divo	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050053 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Korhogo	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050054 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Sud II (Marcory)	3 602 000	3 916 060	4 033 541
22085050055 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Dimbokro	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050056 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Bouna	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050057 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Daloa	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050058 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Guiglo	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050059 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Ferkessédougou	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050060 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région de Bingerville	1 682 470	1 732 943	1 784 932
22085050061 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région d'Aboisso	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050063 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Dabou	3 602 000	4 946 060	5 094 441
22085050064 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Gagnoa	3 202 000	5 461 060	5 624 891
22085050065 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord IV	3 602 000	3 916 060	4 033 541
22085050066 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Bouaflé	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050067 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Boundiali	1 782 470	1 835 943	1 891 022

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22085 Impôts	7 814 646 058	9 349 728 293	10 565 639 043
22085050068 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord VI (RiviÉra)	3 602 000	3 916 060	4 033 541
22085050069 faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bondoukou	2 257 755	2 325 486	2 395 251
22085050070 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la région d'Agboville	1 782 470	1 835 943	1 891 022
22085050071 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière d'abengourou	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050072 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de grand-bassam pgf 1	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050073 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de grand-bassam pgf 2	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050074 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière d' agboville	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050075 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de bondoukou	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050076 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de bouake	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050077 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de dabou pgf1	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050078 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de dabou pgf 2	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050079 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de daloa	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050080 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de seguella	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050081 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de dimbokro	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050082 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de gagnoa	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050083 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de guiglo	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050084 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de korhogo	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050085 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de man	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050086 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière d' odienne	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050087 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de san-pedro	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050088 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Abengourou	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050089 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Grand-Bassam PGF 1	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050090 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Grand-Bassam PGF 2	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050091 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Agboville	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050092 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Daloa	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050093 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Seguella	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050094 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Dimbokro	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050095 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Gagnoa	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050096 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Guiglo	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050097 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Man	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050098 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de San Pedro	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050099 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Yamoussoukro	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050100 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Dabou	1 800 000	1 854 000	1 909 620
22085050101 Faire appliquer la Réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bouake	1 800 000	1 854 000	1 909 620
4 - Investissements	172 000 000	300 088 615	447 101 797
Trésor	172 000 000	300 088 615	447 101 797
22085050062 Faire les travaux Cadastraux (DGI)	172 000 000	300 088 615	447 101 797

II. 2.4 Programme 4 : Budget

II. 2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Budgets	Action 4.1 : Coordination et animation de l'administration budgétaire
	Action 4.2 : Préparation, élaboration, suivi et Contrôle de l'exécution des lois de finances
	Action 4.3 : Contrôle des opérations budgétaires de l'Etat, des EPN et des collectivités décentralisées
	Action 4.4 : Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et Matérielles
	Action 4.5 : Gestion des systèmes d'information budgétaires

II. 2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Budget						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1: Améliorer la qualité de la gestion administrative, matérielle et financière	Date de mise en ligne de la Loi de Finances	Janvier	ND	ND	ND	Instruction portant calendrier budgétaire Source : DGBF
	Taux de satisfaction des demandes en personnel des services de la DGBF	75%	ND	ND	ND	Nombre d'agents affectés/Nombre d'agents en attente à la DRH Source : DRH
	Taux d'exécution du plan de formation du personnel de la DGBF	80%	ND	ND	ND	Nombre d'agents formés/Nombre d'agents ciblés Source : DFDC
OS 2: Coordonner les activités d'élaboration, d'exécution, de suivi et de Contrôle des lois de finances	Taux d'exécution du budget de l'Etat	96,70%	ND	ND	ND	Montants pris en charge /Montants notifiés Nombre d'agents affectés/Nombre d'agents en attente à la DRH Source : DGBF
OS 3: Renforcer les outils d'élaboration et d'exécution budgétaires	Taux de déploiement SIGFiP Ambassades	22%	ND	ND	ND	Nombre d'Ambassades couvertes /Nombre d'Ambassades prévues Source : DAS
	Proportion de collectivités décentralisées connectées au SIGESCOD	0%	ND	ND	ND	Nombre de collectivités couvertes /Nombre total de collectivités prévues Source : DOCD
	Taux de Marchés renseignés dans le SIGMAP	ND	ND	ND	ND	Nombre de Marchés renseignés dans le SIGMAP /Nombre total de marché prévus Source : DMP

II. 2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME : BUDGET		35 058 041 232	19 895 527 367	23 564 654 045
	Dépenses de personnel	2 301 310 723	2 155 413 831	2 213 848 608
	Dépenses en biens et services	11 106 671 676	11 763 927 136	12 496 981 270
	Transferts	108 442 448	105 346 465	106 864 239
	Investissements	21 541 616 385	5 870 839 935	8 746 959 928
	<i>Trésor</i>	21 541 616 385	5 870 839 935	8 746 959 928
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
2208601 Coordination et animation de l'administration budgétaire	73 953 646 879	84 523 603 240	92 884 565 237
1 - Personnels	322 314 156	301 880 307	310 064 494
22086010103 Assurer les charges salariales de la DGBF-Gestion Assistance Technique	322 314 156	301 880 307	310 064 494
2 - Biens et services	3 819 693 552	4 285 211 748	4 650 446 600
22086010031 Assurer la Gestion autres missions	225 000 000	247 500 000	272 250 000
22086010032 Coordonner les activités des structures de l'administration budgétaire	304 427 234	224 869 959	247 356 953
22086010046 Prendre en Charge Diverses Dépenses des Administrations	1 724 260 816	2 153 464 991	2 368 811 488
22086010049 Elaborer les politiques et synthèses budgétaires	55 290 574	57 697 650	60 582 533
22086010056 Participer aux activités de l'Initiative Africaine concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI)	30 500 000	33 550 000	36 905 000
22086010063 Mettre en œuvre la Réforme Budgétaire	188 654 497	197 918 202	207 814 113
22086010071 Apporter un appui à la gestion des Assurances	700 000 000	770 000 000	847 000 000
22086010073 Suivre et Évaluer la gestion budgétaire des Représentations à l'extérieur	86 505 153	95 155 668	104 671 235
22086010077 Direction Solde / Gérer les Conférences et Missions hors CI-MBPE	301 705 278	301 705 278	301 705 278
22086010086 DGBF / Gérer les Séminaires et Conférences	203 350 000	203 350 000	203 350 000
3 - Transferts	64 412 474	62 573 527	63 475 052
22086010064 Assister le personnel en difficulté	36 809 974	35 759 066	36 274 263
22086010066 Participer aux activités de l'Initiative Africaine concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI)	27 602 500	26 814 461	27 200 789

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
4 - Investissements	3 734 026 697	2 013 947 668	3 000 579 091
Trésor	3 734 026 697	2 013 947 668	3 000 579 091
22086010033 Projet de renforcement du suivi des opérations et d'amélioration de la gestion budgétaire/DBE	85 049 720	17 533 759	26 123 534
22086010034 Banque de données des prix de référence / DMP	136 330 271	11 044 431	16 455 090
22086010039 Réhabilitation DGBF	253 914 891	6 830 315	10 176 481
22086010052 Catégorisation des Entreprises	141 846 231	3 221 121	4 799 147
22086010061 Mise en œuvre CDMT et GAR/DGBF	506 000 000	293 019 554	436 569 607
22086010062 Projet de refonte du Système d'information budgétaire	858 597 978	222 443 196	331 417 950
22086010067 Prendre en charge les Opération d'Investissement PCPTE Diverses Administrations	1 251 893 461	1 459 855 292	2 175 037 282
22086010104 Appui à l'informatisation de la DGBF	500 394 145	0	0
2208602 Préparation, élaboration, suivi et Contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année	7 291 905 515	2 284 458 977	2 359 029 166
1 - Personnels	1 031 796 000	966 382 921	992 582 234
22086020131 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Lacs (Yamoussoukro)	7 632 000	7 148 152	7 341 943
22086020132 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du N'Zi ComoÉ (Dimbokro)	5 532 000	5 181 286	5 321 754
22086020133 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget Vallée du Bandama (BouakÉ)	10 692 000	10 014 156	10 285 647
22086020134 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Worodougou (SÉguÉla)	1 800 000	1 685 885	1 731 590
22086020135 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Baffing (Touba)	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020136 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Savanes (Korhogo)	5 664 000	5 304 918	5 448 738
22086020137 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Zanzan (Bondoukou)	3 312 000	3 102 028	3 186 126
22086020139 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Haut Sassandra (Daloa)	4 968 000	4 653 042	4 779 189
22086020140 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Fromager (Gagnoa)	9 828 000	9 204 931	9 454 483
22086020141 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Tonkpi(Man)	4 584 000	4 293 387	4 409 784
22086020142 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Sud Bandama (Divo)	5 664 000	5 304 918	5 448 738
22086020143 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Bas-Sassandra (San-PÉdro)	5 088 000	4 765 435	4 894 629
22086020144 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Moyen ComoÉ (Abengourou)	6 072 000	5 687 052	5 841 232
22086020145 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Sud ComoÉ (Aboisso)	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020146 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget de l'Agneby (Agboville)	10 056 000	9 418 477	9 673 818
22086020147 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Lagunes (Dabou)	960 000	899 139	923 515
22086020148 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Kabadougou (OdiennÉ)	3 324 000	3 113 267	3 197 670
22086020149 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Toumodi	2 220 000	2 079 258	2 135 628
22086020150 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Bocanda	2 760 000	2 585 024	2 655 105
22086020151 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Katiola	5 424 000	5 080 133	5 217 859
22086020152 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de SÉguÉla	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020153 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Tanda	1 800 000	1 685 885	1 731 590
22086020154 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Issia	2 760 000	2 585 024	2 655 105
22086020155 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Sinfra	2 904 000	2 719 894	2 793 632
22086020156 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de SoubrÉ	2 760 000	2 585 024	2 655 105
22086020157 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'AgnibilÉkro	960 000	899 139	923 515

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
22086020158 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Grand-Bassam	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020159 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'AdzopÉ	2 760 000	2 585 024	2 655 105
22086020160 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Bongouanou	3 324 000	3 113 267	3 197 670
22086020161 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Mankono	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020162 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de TengrÉla	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020163 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Zuénoula	2 220 000	2 079 258	2 135 628
22086020164 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Duékoué	960 000	899 139	923 515
22086020165 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Sassandra	2 760 000	2 585 024	2 655 105
22086020166 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'AdiakÉ	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020167 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'AkoupÉ	2 220 000	2 079 258	2 135 628
22086020168 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de TiassalÉ	4 560 000	4 270 909	4 386 696
22086020169 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de M'bahiakro	4 464 000	4 180 994	4 294 344
22086020170 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Boundiali	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020173 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Tabou	960 000	899 139	923 515
22086020174 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Sous-Préfecture de NiabiÉ	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020175 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Bonoua	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020177 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Daoukro	2 760 000	2 585 024	2 655 105
22086020178 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de BÉoumi	960 000	899 139	923 515
22086020179 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de FerkessÉdoukou	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020180 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Sous-Préfecture de SaÔoua	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020181 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Aboisso	3 864 000	3 619 033	3 717 147
22086020182 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Sous-Préfecture d'AzaguiÉ	5 124 000	4 799 152	4 929 261
22086020184 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de M'batto	3 168 000	2 967 157	3 047 599
22086020186 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de Biankouma	1 800 000	1 685 885	1 731 590
22086020187 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'AlÉpÉ	960 000	899 139	923 515
22086020188 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Prikro	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020189 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de DananÉ	1 260 000	1 180 119	1 212 113
22086020190 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de Guiglo	2 220 000	2 079 258	2 135 628
22086020191 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de MÉagui	2 220 000	2 079 258	2 135 628
22086020192 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Bingerville	960 000	899 139	923 515
22086020193 Assurer les charges salariales du Service SIGFiP du Departement de Niakara	3 324 000	3 113 267	3 197 670
22086020194 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Arrah	1 104 000	1 034 009	1 062 042
22086020195 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de Taabo	960 000	899 139	923 515
22086020196 Assurer les charges salariales de la Direction des Marchés Publics	9 240 000	8 654 209	8 888 831
22086020197 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics de la Région des Lacs (Yamoussoukro)	2 820 000	2 641 219	2 712 825
22086020198 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Savanes (Korhogo)	1 152 000	1 078 966	1 108 218
22086020199 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Haut Sassandra (Daloa)	1 104 000	1 034 009	1 062 042
22086020200 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Montagnes (Man)	1 104 000	1 034 009	1 062 042

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
22086020201 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Moyen ComoÉ (Abengourou)	2 200 000	2 060 526	2 116 388
22086020202 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics Abidjan-Sud	5 364 000	5 023 937	5 160 140
22086020203 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Lagunes Abidjan-Nord	4 380 000	4 102 320	4 213 537
22086020204 Assurer les charges salariales de la Commission Administrative de Conciliation des Marchés Publics	27 900 000	26 131 215	26 839 651
22086020205 Assurer les charges salariales liées à la Gestion des Dépenses Centralisées de la DGBF	570 000 000	533 863 536	548 336 952
22086020206 Assurer les charges salariales de la DPE/ Suivi Recensement Patrimoine	91 800 000	85 980 127	88 311 109
22086020207 Assurer les charges salariales de la DPE / Brigade Contrôle Abonnements & Patrimoine Etat	66 600 000	62 377 739	64 068 844
22086020208 Assurer les charges salariales du Comité de Loi de Règlement	43 400 000	40 648 557	41 750 568
22086020209 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Jacquerville	960 000	899 139	923 515
22086020210 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de M'BenguÉ	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020211 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Ouangolodougou	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020212 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de SinÉmatiali	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020213 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Kong	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020214 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Didiévi	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020215 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Sakassou	960 000	899 139	923 515
22086020216 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Dabakala	960 000	899 139	923 515
22086020218 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Minignan	2 064 000	1 933 148	1 985 557
22086020219 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Vavoua	960 000	899 139	923 515
2 - Biens et services	1 260 109 515	1 318 076 056	1 366 446 932
22086020001 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de M'bahiakro	1 461 869	1 751 869	1 751 869
22086020002 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde des Savanes (Korhogo)	11 180 618	11 180 618	11 180 618
22086020003 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	10 444 850	14 287 696	14 287 696
22086020004 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de SIKENSI	1 346 846	1 700 000	1 700 000
22086020005 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Moyen-ComoÉ (Abengourou)	10 513 491	10 513 491	10 513 491
22086020006 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Montagnes (Man)	18 094 212	13 616 134	13 616 134
22086020007 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de Tanda	1 315 547	1 447 102	1 591 812
22086020008 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de M'batto	1 521 086	1 981 086	1 981 086
22086020009 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de Prikro	1 635 589	2 250 000	2 250 000
22086020010 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du Baffing (Touba)	1 700 000	1 700 000	1 700 000
22086020011 Superviser les activités du SIGFiP dans la Sous-Préfecture de Ouragahio	1 642 411	1 806 652	1 987 317
22086020012 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de Bangolo	1 545 000	1 550 000	1 550 000
22086020014 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de Duékoué	1 730 000	1 750 000	1 750 000
22086020015 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du Tonkpi(Man)	14 425 924	14 600 000	14 800 000
22086020016 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du N'Zi ComoÉ (Dimbokro)	11 805 573	14 905 000	14 905 000
22086020017 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Région des Lacs (Yamoussoukro)	16 100 131	13 338 579	13 338 579
22086020018 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de Divo	2 449 496	2 694 446	2 963 890
22086020019 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région de la Vallée du Bandama (BouakÉ)	15 670 267	16 453 781	17 276 469
22086020020 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de Grand-Lahou	1 287 322	1 416 054	1 557 660

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
22086020021 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Zuénoula	1 315 547	1 315 547	1 315 547
22086020022 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Bouaflé	2 790 895	2 790 895	2 790 895
22086020023 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région des Lagunes (Dabou)	1 600 000	1 760 000	1 936 000
22086020024 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Vallée du Bandama (Bouaké)	17 394 732	13 477 435	13 477 435
22086020025 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de de Issia	1 461 822	1 608 004	1 768 805
22086020026 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Ferkessédougou	1 737 933	1 911 726	2 102 899
22086020027 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Didiévi	1 737 613	1 737 613	1 737 613
22086020028 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de SÉguÉla	2 776 097	3 053 707	3 359 077
22086020029 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Biankouma	2 060 000	2 060 000	2 060 000
22086020030 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département Jacqueville	786 600	865 260	951 786
22086020031 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Koun-Fao	1 737 615	1 866 377	2 008 014
22086020032 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Bongouanou	1 296 321	1 700 000	1 700 000
22086020033 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de SaOoua	1 737 615	1 911 377	2 102 514
22086020034 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Daoukro	1 015 557	1 647 000	1 647 000
22086020035 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de BÉoumi	1 737 614	1 911 375	2 102 513
22086020036 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Arrah	1 736 005	2 050 000	2 050 000
22086020037 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Niakara	1 777 361	1 955 097	2 150 607
22086020039 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'AdiakÉ	2 296 321	2 525 953	2 778 548
22086020040 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Mankono	1 737 614	1 911 375	2 102 513
22086020041 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Tiassalé	1 296 321	1 650 000	1 650 000
22086020042 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du Sud ComoÉ (Aboisso)	16 803 227	17 643 388	18 525 558
22086020043 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Tiebissou	1 296 321	1 296 321	1 296 321
22086020044 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Bocanda	1 442 658	2 025 000	2 025 000
22086020045 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Katiola	3 250 000	3 575 000	3 932 500
22086020046 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Fresco	1 737 933	1 911 727	2 102 899
22086020047 Coordonne les services de l'administration du budget dans la Région du Moyen ComoÉ (Abengourou)	13 955 757	14 653 545	15 386 222
22086020048 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Bas Sassandra (San Pedro)	11 251 561	11 251 561	11 251 561
22086020049 Coordonne les services de l'administration du budget dans la Région des Savanes (Korhogo)	15 091 828	15 846 419	16 638 741
22086020050 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde de la Vallée du Bandama (BouakÉ)	10 916 951	10 916 951	10 916 951
22086020052 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du Kabadougou(OdiennÉ)	16 510 112	16 510 112	16 510 112
22086020053 Superviser les activités du SIGFIP dans la Sous-Préfecture d'AzaguiÉ	1 732 393	2 000 000	2 100 000
22086020055 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'Anyama	1 404 749	1 545 224	1 699 746
22086020056 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Lagunes Abidjan-Nord	24 000 000	19 517 877	19 517 877
22086020058 Superviser les activités du SIGFIP dans la sous-Préfecture de Bonoua	2 577 361	2 835 097	3 118 607
22086020059 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'AdzopÉ	1 351 192	1 650 000	1 650 000
22086020060 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de ToulÉpleu	1 385 000	1 400 000	1 400 000
22086020061 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Haut-Sassandra (Daloa)	10 546 657	10 546 657	10 546 657
22086020062 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'AkoupÉ	1 296 321	1 500 000	1 550 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
22086020063 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Bouna	1 737 614	1 911 375	2 102 513
22086020064 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du Bas-Sassandra (San-PÉdro)	14 607 893	15 338 287	16 105 202
22086020065 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de BlolÉquin	1 730 000	1 750 000	1 750 000
22086020066 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région de l'Agneby (Agboville)	17 297 864	21 850 000	22 850 000
22086020067 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Minignan	1 076 893	1 076 893	1 076 893
22086020068 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Grand-Bassam	2 839 125	3 123 038	3 435 341
22086020069 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de SoubrÉ	4 201 819	4 622 003	5 084 201
22086020070 Superviser les activités du SIGFIP dans la Sous-Préfecture de NiablÉ	1 737 615	1 911 377	2 102 514
22086020071 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'OumÉ	1 296 321	1 425 953	1 568 548
22086020073 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Toumodi	1 315 547	1 395 547	1 395 547
22086020074 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de GuibÉroua	1 737 613	1 911 374	2 102 512
22086020075 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Savanes (Korhogo)	18 327 696	14 195 568	14 195 568
22086020076 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Zanzan (Bondoukou)	10 596 171	10 596 171	10 596 171
22086020077 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Boundiali	1 737 616	1 911 378	2 102 516
22086020078 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde - Lagunes	90 069 596	90 069 596	90 069 596
22086020080 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Vavoua	1 360 635	1 496 699	1 646 368
22086020081 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics Abidjan-Sud	24 061 443	17 296 578	17 296 578
22086020082 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Bingerville	1 187 053	1 305 758	1 436 334
22086020083 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Dabakala	1 737 641	1 911 405	2 102 546
22086020085 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Bas Sassandra (San-Pedro)	18 085 632	16 546 661	16 546 661
22086020086 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Guiglo	2 200 000	2 200 000	2 200 000
22086020087 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de TengrÉla	1 335 298	1 468 828	1 615 711
22086020088 Coordonner les activités de la Direction Régionale de Solde des Lacs (Yamoussoukro)	10 494 036	10 494 036	10 494 036
22086020089 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Tabou	1 788 050	1 966 855	2 163 541
22086020090 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Sinfra	1 358 041	1 493 845	1 643 230
22086020091 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	15 096 914	16 190 293	16 569 809
22086020094 Coordonner les activités de la Direction Régionale de Solde du Fromager (Gagnoa)	11 546 707	11 546 707	11 546 707
22086020095 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'AgnibilÉkro	1 291 940	1 421 134	1 563 247
22086020097 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Haut Sassandra (Daloa)	14 392 243	10 834 924	10 834 924
22086020098 Apporter un appui aux ménages vulnérables	1 195 000	1 195 000	1 195 000
22086020100 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du Fromager (Gagnoa)	14 728 212	15 464 623	16 237 854
22086020101 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde - Abidjan	87 662 861	87 662 861	87 662 861
22086020102 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Sassandra	1 252 818	1 378 101	1 515 910
22086020104 Suivre l'exécution du budget par les DAF	123 052 439	116 518 255	116 518 257
22086020105 Suivre l'exécution du budget de l'Etat	197 298 864	200 460 000	260 598 000
22086020106 Analyser les projets de programmes triennaux et de budgets et donner l'avis de la DGBF au cours des sÉances de validation desdits documents	63 475 828	125 000 000	74 000 000
22086020107 Préparer le projet de Loi de finances portant budget l'Etat	65 425 430	65 000 000	84 500 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
22086020109 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Lakota	1 435 311	1 578 842	1 736 726
22086020110 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Taabo	1 130 891	1 700 000	1 700 000
22086020111 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Sakassou	1 737 614	1 911 375	2 102 513
22086020112 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Moyen ComoÉ (Abengourou)	20 476 541	16 018 397	16 018 397
22086020113 Préparer l'avant-projet de Loi de règlement	35 000 000	36 750 000	38 587 500
22086020117 Mettre en œuvre la politique de vente des vignettes administratives	27 899 387	30 689 326	33 758 259
22086020118 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de SinÉmatiali	1 700 000	1 870 000	2 057 000
22086020119 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de M'BenguÉ	1 700 000	1 870 000	2 057 000
22086020120 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Kong	1 700 000	1 870 000	2 057 000
22086020121 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Ouangolodougou	1 700 000	1 870 000	2 057 000
22086020122 Superviser les activités du SIGFIP dans la Sous-Préfecture de MÉagui	1 700 000	1 870 000	2 057 000
22086020123 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'AlÉpÉ	1 217 226	1 750 000	1 750 000
22086020124 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Zouan-Hounien	1 700 000	1 700 000	1 700 000
22086020125 Coordonner les services de l'administration du budget dans la Région du Zanzan (Bondoukou)	15 830 000	16 775 000	16 822 250
22086020126 Elaborer le projet de loi de finances	2 396 241	2 635 865	2 899 452
4 - Investissements	5 000 000 000	0	0
Trésor	5 000 000 000	0	0
22086020116 Acquérir des Véhicules / Direction du Patrimoine de l'Etat	5 000 000 000	0	0
2208603 Contrôler les opérations budgétaires de l'Etat, des établissements publics nationaux, et des collectivités décentralisées	3 429 846 631	3 503 606 517	3 848 306 113
1 - Personnels	78 000 000	73 055 010	75 035 583
22086030033 Assurer les charges salariales de la Direction du Contrôle Budgétaire (DCB)	78 000 000	73 055 010	75 035 583
2 - Biens et services	3 005 521 356	3 183 765 834	3 425 922 925
22086030003 Mettre en œuvre la politique de Contrôle des Abonnements et du Patrimoine de l'Etat	89 722 245	98 694 470	108 563 916
22086030006 Effectuer le Contrôle à priori les Dépenses des Établissements publics nationaux	103 079 482	69 908 456	73 403 879
22086030007 Assurer la Maintenance et l'Entretien des Véhicules de Pool	149 958 795	157 456 735	165 329 572
22086030008 Tenir la Commission de Gestion des Véhicules Administratifs	14 714 064	16 185 472	17 804 019
22086030009 Assurer la Gestion des Branchements et raccordements	422 050 575	554 993 197	610 492 517
22086030011 Superviser les opérations de passation de marché	100 000 000	44 516 797	44 516 797
22086030012 Assurer la Gestion Patrimoine-Entretien Réseau	280 928 575	309 021 433	339 923 576
22086030013 Effectuer le Contrôle à priori les Dépenses des départements ministériels, projets, services extérieurs de l'Etat, représentations diplomatiques	305 839 971	338 139 971	316 839 971
22086030015 Mettre en œuvre le Suivi du Recensement du Patrimoine	162 766 450	179 043 096	196 947 404
22086030016 Equiper les services de la DGBF	704 723 752	665 196 127	731 715 740
22086030020 Assurer la Gestion Economie de l'Energie	100 231 405	110 254 546	121 280 000
22086030022 Prendre en charge la Convention LBTP Suivi des Abonnements Eaux	194 000 000	213 400 000	234 740 000
22086030028 Prendre en charge la Convention LBTP Suivi des Abonnements Electricité	301 000 000	364 100 000	400 510 000
22086030029 Coordonner les services chargés du Patrimoine de l'Etat	76 506 042	62 855 534	63 855 534

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
3 - Transferts	44 029 974	42 772 938	43 389 187
22086030030 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble BICICI/DPE	40 419 327	39 265 373	39 831 087
22086030031 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble AMCI	1 989 698	1 932 893	1 960 741
22086030032 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble Signal / DPE	1 620 949	1 574 672	1 597 359
4 - Investissements	302 295 301	204 012 735	303 958 418
Trésor	302 295 301	204 012 735	303 958 418
22086030018 Mettre en œuvre en œuvre Comptabilité-Matière	77 295 301	42 627 870	63 511 231
22086030027 Géolocaliser le patrimoine de l'Etat	225 000 000	161 384 865	240 447 187
2208604 Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et Matérielles	10 301 210 437	3 509 875 402	4 510 146 925
1 - Personnels	599 206 567	561 218 485	576 433 513
22086040007 Liquidier les droits des personnels contractuels	500 785 338	469 036 897	481 752 817
22086040025 Assurer les charges salariales de la DFDC / Gestion des Formations	96 521 229	90 402 043	92 852 906
22086040026 Assurer les charges salariales de la Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication (DFDC)	1 900 000	1 779 545	1 827 790
2 - Biens et services	1 025 003 870	982 809 076	1 004 798 221
22086040001 Organiser les actions de communication sur l'Evolution des indicateurs budgétaires	49 704 911	70 340 550	73 857 578
22086040004 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde des Montagnes (Man)	10 715 394	11 786 934	11 786 934
22086040005 Prendre en charge les salaires du personnel des fonctionnaires et agents de l'Etat du programme	120 631 363	88 694 500	88 694 500
22086040006 Définir et mettre en œuvre la politique globale de formation des agents de la DGBF	95 675 442	104 700 000	104 700 000
22086040008 Assister le personnel en difficulté	40 980 507	17 587 500	18 466 875
22086040010 Gérer les Ressources Humaines et Matérielles de la DGBF	105 282 124	112 195 589	117 805 371
22086040018 Produire le Journal des Marchés Publics	120 172 727	129 295 587	129 295 587
22086040019 Organiser les Journées bilan DGBF	150 000 000	156 059 668	163 862 651
22086040020 Organiser les actions de communication budgétaires	152 162 785	157 639 200	157 639 200
22086040022 Prendre en charge les soins médicaux du Personnel des finances générales	176 178 605	130 659 535	134 839 512
22086040024 Prendre les Dépenses relatives au Déplacement des agents de l'Etat	3 500 012	3 850 013	3 850 013
4 - Investissements	8 677 000 000	1 965 847 841	2 928 915 191
Trésor	8 677 000 000	1 965 847 841	2 928 915 191
22086040013 Extension de la Cité Financière	7 000 000 000	0	0
22086040014 Équipement de la Direction des Marchés Publics	110 000 000	104 251 610	155 324 391
22086040015 Réhabilitation et Équipement Clinique Médicale des Finances Générales	567 000 000	989 245 607	1 473 876 273
22086040016 Construction Cités Financières Déconcentrée	1 000 000 000	872 350 624	1 299 714 527
2208605 Gestion des Systèmes d'information budgétaires	6 094 631 770	3 933 973 221	4 822 606 604
1 - Personnels	269 994 000	252 877 108	259 732 784
22086050029 Assurer les charges salariales de la Direction de l'Administration du SIGFIP et Coordination des DAAF (DAS)	267 594 000	250 629 262	257 423 997
22086050030 Assurer les charges salariales de la DTI/Comité d'animation du site web de la DGBF	2 400 000	2 247 846	2 308 787
2 - Biens et services	1 996 343 383	1 994 064 422	2 049 366 592
22086050001 Gere les Systèmes informatiques de l'administration budgétaire	46 921 463	49 267 536	46 995 295
22086050007 Equiper la Direction de la solde	183 223 946	172 131 426	172 131 426

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22086 Budget	101 071 241 232	97 755 517 357	108 424 654 045
22086050015 Mettre en œuvre les reformes en Matière informatique	309 901 058	389 321 058	389 321 058
22086050022 Confectionner les Documents Budgétaires	913 817 949	895 199 743	984 719 719
22086050025 Entretien du Système Informatique de la Direction de la Solde	91 226 065	100 348 672	100 348 672
22086050026 Assurer la Gestion du Système d'Information DMP	28 194 776	28 194 776	28 194 776
22086050027 Animer le site web de la DGBF	23 058 126	24 211 032	22 149 332
22086050028 Prendre en charge les Dépenses liées aux fonctionnements de la DTI / DGBF	400 000 000	335 390 179	305 506 314
4 - Investissements	3 828 294 387	1 687 031 691	2 513 507 228
Trésor	3 828 294 387	1 687 031 691	2 513 507 228
22086050003 Modernisation et mutualisation des réseaux info. et TÉI. /DTI	294 471 570	162 399 207	241 958 454
22086050004 Noeud Internet / SNDI	287 932 165	181 389 755	270 252 457
22086050005 Sécurisation et sauvegarde du Système d'info. budgétaire/DTI	810 559 890	11 903 273	17 734 677
22086050006 Déconcentration des Services de la DGBF	225 618 987	157 837 528	235 162 014
22086050008 Mise en place SIGFiP Institutions-Ambassades/SNDI	131 033 100	114 306 808	170 305 626
22086050009 Interconnexion des EPN au RICl	348 600 000	112 366 275	167 414 426
22086050010 Développement et Maintenance du SIGMAP/SNDI	200 000 000	79 570 503	118 552 031
22086050012 Système de Gestion des EPN/SNDI	50 460 705	44 019 428	65 584 513
22086050013 Equipement des Services de la DGBF	173 497 973	40 996 942	61 081 314
22086050014 Equipement des Services SIGFiP	255 966 737	288 743 454	430 198 652
22086050017 Déconcentration SIGFiP/SNDI	100 000 000	87 235 062	129 971 453
22086050018 Mise en Place du SIGFiP/ SNDI	500 000 000	261 705 187	389 914 358
22086050019 Système Intégré Gestion Collectivités Décentralisées (SIGESCOD)/DOCD	252 040 042	102 586 673	152 843 805
22086050023 Système Intégré de Gestion des Conférences et Missions Hors Côte d'Ivoire/SNDI	48 113 218	41 971 596	62 533 448
22086050031 Numériser les archives de la Solde	150 000 000	0	0

II. 2.5. Programme 5 : Portefeuille de l'Etat

II. 2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : portefeuille de l'Etat	Action 5.1 : Coordination et animation de l'administration du Portefeuille de l'Etat
	Action 5.2 : Gestion active du portefeuille de l'Etat

II. 2.5.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Portefeuille de l'Etat						
Objectif spécifique	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gouvernance des entreprises publiques	Proportion de contrat de performance élaboré et transmis pour signature (tutelle technique et financière)	30%	60%	90%	100%	Dénombrement Source : DGPE
OS 2 : Améliorer le suivi de la performance du portefeuille de l'Etat	Proportion d'entreprises publiques produisant un bilan de gouvernance	100%	100%	100%	100%	Nombre d'entreprises produisant un bilan de gouvernance/Nombre total d'entreprises publiques Source : DGPE
	Taux de Contrôle des entreprises publiques	7%	75%	100%	100%	Nombre d'entreprises contrôlées /Nombre total d'entreprises publiques Source : DGPE
	Taux de réalisation des missions d'audit	50%	75%	100%	100%	Dénombrement Source : DGPE
OS 3 : Redynamiser les entreprises du portefeuille de l'Etat	Nombre de rapport sur la gestion active du portefeuille de l'Etat	1	1	1	1	Dénombrement Source : DGPE
OS 4 : Renforcer le Système d'information du portefeuille de l'Etat	Taux de déploiement du Système informatique	50%	75%	90%	100%	Nombre d'entreprises connectées au SIGEP /Nombre total d'entreprises du portefeuille de l'Etat Source : DGPE

II. 2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME V : PORTEFEUILLE DE L'ETAT		2 697 146 211	2 268 378 597	2 336 429 953
	Dépenses de personnel	24 600 000	0	0
	Dépenses en biens et services	2 672 546 211	2 268 378 597	2 336 429 953
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22087 Portefeuille de l'État	2 697 146 211	2 268 378 597	2 336 429 953
2208701 Coordination et animation de l'administration du portefeuille de l'Etat	2 448 648 967	1 997 426 436	2 057 349 228
1 - Personnels	24 600 000	0	0
22087010006 Prendre en charge les salariales du personnel sous contrat de la DGPE	24 600 000		
2 - Biens et services	2 424 048 967	1 997 426 436	2 057 349 228
22087010001 Coordonner les activités des services de la DGPE	424 870 967	437 617 096	450 745 608
22087010002 Auditer les sociétés d'État et les sociétés à participation financière publique	1 459 800 000	1 030 000 000	1 060 900 000
22087010003 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques	94 000 000	71 070 000	73 202 100
22087010004 Prendre en charge les honoraires des agents emmergeant sur Convention BNETD	22 800 000	23 484 000	24 188 520
22087010005 Prendre en charge les loyers des bureaux de la DGPE	422 578 000	435 255 340	448 313 000
2208702 Gestion active du portefeuille de l'Etat	248 497 244	270 952 161	279 080 725
2 - Biens et services	248 497 244	270 952 161	279 080 725
22087020001 Suivre la mise en œuvre et la stratégie de gestion du portefeuille de l'Etat	73 688 504	75 899 159	78 176 133
22087020002 Suivre la gestion des sociétés d'Etat et des sociétés à participation Financière publique des Secteurs Primaire et Secondaire	77 125 669	79 439 439	81 822 622
22087020003 Suivre la gestion des sociétés d'Etat et des sociétés à participation Financière publique du secteur Tertiaire	97 683 071	115 613 563	119 081 970

SECTION 328 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

I.PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1.Problèmes majeurs

- faiblesse des ressources budgétaires allouées au Ministère pour réaliser les nombreuses missions qui lui sont assignées ;
- opération de numérisation du Ministère non encore effective ;
- difficultés d'actualisation du fichier du personnel des services déconcentrés du Ministère ;
- insuffisance de locaux pour abriter les services centraux et déconcentrés du Ministère ;
- absence d'arrêté portant organisation et fonctionnement des services déconcentrés du Ministère.

I.1.1.2. Sous- secteur Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation (PPPSE)

- absence de Loi cadre sur le Système de planification en Côte d'Ivoire ;
- faible pratique de la prospective sectorielle ;
- rareté des rapports de veille stratégique ;
- faible articulation entre les maillons de la chaîne PPPSE ;
- faible articulation entre la chaîne PPPSE et la Budgétisation ;
- non application par plusieurs Ministères, du décret n°2012-1159 du 19 décembre 2012, portant création des Directions de Planification et des Statistiques ;
- faible coordination des politiques sectorielles ;
- faible alignement des plans sectoriels et locaux sur le PND ;
- absence d'outils de prévision et de modélisation permettant de simuler les impacts des projets d'investissement publics ;
- non déploiement de l'outil intégré de programmation aux niveaux sectoriel et local ;
- absence d'un cadre global cohérent de suivi-évaluation ;
- absence de culture évaluative au niveau de l'administration ;
- faible financement des activités de suivi-évaluation.

I.1.1.3. Sous- secteur Aménagement du territoire et Développement régional

- non adoption du cadre institutionnel pour la conception et la coordination des actions en matière d'aménagement du territoire et de développement régional ;
- absence de schéma national d'aménagement du territoire ;
- absence de schémas régionaux d'aménagement du territoire dans les régions administratives ;
- faible capacité technique et financière des Collectivités territoriales en matière de réalisation des études d'aménagement du territoire et de développement régional ;
- persistance des foyers régionaux économiquement faibles ;
- faible contribution des organisations de la société civile au développement local.

I.1.1.4. Sous- secteur coordination de l'aide

- faible alignement sur les priorités du PND 2016 – 2020 ;
- très faible utilisation du système d'information budgétaire national par les bailleurs pour l'exécution de leurs engagements.

I.1.1.5. Sous- secteur population

- lenteur dans l'accèsion de la Côte d'Ivoire à la transition démographique ;
- faible prise en compte des questions de population dans les politiques sectorielles et les plans locaux de développement ;
- insuffisance d'experts en matière de Population et Développement ;
- insuffisance des recherches en matière de population;
- faible coordination des interventions en matière de population et développement ;
- faible disponibilité des données sociodémographiques actuelles ;
- détérioration du statut des populations vulnérables (femmes, jeunes filles).

I.1.1.6. Sous- secteur production statistique

- faible harmonie de la norme de référence actuelle en matière statistique avec l'évolution politique, économique et sociale du pays ;
- faible allocation des ressources de l'Etat à la production des statistiques nationales ;
- insuffisance de la coordination entre producteurs statistiques;
- insuffisance de personnel statisticien dans les services statistiques aux niveaux central et déconcentré ;
- absence d'interconnexions entre le niveau central et le niveau déconcentré ;
- insuffisance de logiciels adaptés au traitement et à l'analyse des données statistiques dans la quasi-totalité des services statistiques sectoriels ;
- irrégularité de mise à jour des documents statistiques publiés sur site internet ;
- forte dispersion des données issues des études et enquêtes qui ne sont pas compilées dans une base unique au sein de l'INS ;
- inexistence de bibliothèque fournissant aux utilisateurs une documentation répondant à leurs besoins.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. En matière d'Administration et de coordination du Ministère

- discussion avec les bailleurs de fonds pour l'octroi de dons, prêts ou emprunts pour pallier l'insuffisance de ressources budgétaires ;
- actualisation en cours du Schéma Directeur Informatique du Ministère en vue de sa numérisation ;
- organisation imminente de missions de Contrôle et d'actualisation du fichier du personnel des services déconcentrés du Ministère ;
- installation de la quasi-totalité des services centraux et déconcentrés du Ministère dans des locaux décents ;
- projet d'organisation d'un séminaire de réflexion sur l'organisation et le fonctionnement des services déconcentrés du Ministère

I.1.2.2. En matière de coordination des politiques sectorielles

- élaboration d'une vision à long terme comme cadre global des actions de développement ;
- création d'un Département de Veille Stratégique;
- mise en place d'un mécanisme institutionnel de veille stratégique ;
- élaboration des PND 2012-2015 et 2016-2020 qui intègrent les actions sectorielles de développement ;
- organisation de conférences annuelles de planification ;
- institution d'un Département en charge de la Planification et des statistiques au sein des Ministères ;
- appui à l'élaboration des politiques sectorielles ;
- organisation de conférences-programmes des investissements publics ;

- déploiement de l'outil intégré de programmation (SINAPSE) ;
- production des rapports annuels de mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
- organisation de la revue globale du PND 2012-2015 et des revues annuelles de la mise en œuvre du PND 2016-2020.

I.1.2.3. En matière d'articulation des maillons de la chaîne PPPBSE

- alignement du PND 2016-2020 sur l'Etude Nationale Prospective Côte d'Ivoire 2040 et sur l'agenda 2063 de l'Union Africaine ;
- élaboration du « Manuel de planification locale participative » ;
- élaboration du « Manuel des procédures d'élaboration des politiques sectorielles » ;
- élaboration du « Guide d'articulation de la chaîne PPPBSE » ;
- déclinaison des PND 2012-2015 et 2016-2020 en programmes d'investissement public glissants ;
- cadrage budgétaire sur la durée de mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
- mise en place du Comité National de Suivi de la mise en œuvre du PND ;
- renforcement des capacités des acteurs sectoriels et locaux en prospective et planification stratégique ;
- mise en place d'un cadre d'échanges entre la Direction de la Programmation des Investissements Publics et Direction Générale du Budget et des Finances.

I.1.2. 4. En matière d'Aménagement du territoire et de développement régional

- réalisation des études monographiques et économiques des (ex) districts de Côte d'Ivoire ;
- réalisation de l'étude des pôles économiques compétitifs ;
- opérationnalisation de la Base de Données de l'Aménagement du Territoire ;
- élaboration du manuel de procédure d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement de territoire (SRADT) ;
- élaboration de la Stratégie nationale du développement de l'économie régionale ;
- démarrage de l'élaboration de l'atlas national de développement.

I.1.2.5. En matière de coordination de l'aide

- création de la Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide ;
- finalisation d'une Politique Nationale de Partenariat et d'Efficacité de l'Aide Publique au Développement (APD) ;
- finalisation du Rapport sur la Coopération et le financement du Développement de 2016-2018.

I.1.2.6. En matière de population

- organisation des Journées nationales de la population (JNP) ;
- actualisation de la Politique Nationale de la Population (PNP) ;
- constitution de la base de données des experts et autres spécialistes des questions de population ;
- renforcement de capacités au profit de l'équipe managériale et des cadres nationaux en charge de la planification dans les Ministères techniques ;
- gestion du programme de coopération de l'UNFPA ;
- mise en place d'un observatoire national de suivi du dividende démographique ;
- organisation d'un dialogue de haut niveau pour créer un consensus national autour de la thématique du dividende démographique.

I.1.2.7. En matière de production statistique

- réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2014) ;
- production des statistiques macroéconomiques, démographiques, sociales, industrielles et de gouvernance ;
- réalisation de l'enquête sur le Niveau de Vie des ménages (ENV2015) ;
- constitution du Répertoire administratif des entreprises ;
- harmonisation des Indices des prix à la consommation ;
- formation de 350 personnes en production statistique et la mise sur le marché de l'emploi de 85 statisticiens ;
- création de la Cellule de Coordination des Statistiques en 2016.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- respect et application des procédures administratives au sein des structures du Ministère ;
- amélioration des capacités et des Systèmes de gestion du Ministère ;
- financement durable des besoins de fonctionnement et d'investissement du Ministère ;
- cohérence entre les interventions du Gouvernement et la vision de long terme du développement ;
- atteinte des résultats d'émergence du PND 2016-2020 ;
- systématisation de l'articulation entre les différents maillons de la chaîne PPPSE ;
- développement harmonieux et équilibré du territoire ;
- émergence de pôles économiques compétitifs ;
- amélioration de la qualité et la disponibilité des compétences nationales ;
- réalisation de la transition démographique de la Côte d'Ivoire ;
- disponibilité régulière de l'information statistique.

I.1.3.2. Priorités

- En matière d'administration et de coordination du Ministère
 - disponibilité des locaux pour abriter les structures du Ministère ;
 - achèvement de la numérisation de l'administration du Ministère ;
 - Contrôle régulier relativement au bon fonctionnement des structures du Ministère ;
 - disponibilité et la stabilité du personnel du Ministère.
- En matière de Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation (PPPSE)
 - appropriation de la réflexion prospective et de la veille stratégique par les décideurs et la population ;
 - cohérence établie entre les résultats des études nationales prospectives, les plans nationaux de développement et des plans et politiques sectorielles ;
 - opérationnalisation du mécanisme institutionnel de veille stratégique ;
 - mise en place d'une Loi-cadre sur le Système de planification en Côte d'Ivoire ;
 - déclinaison du PND 2016-2020 aux niveaux sectoriel et local ;
 - vulgarisation de nouvelles méthodes et approches en matière de planification dans un contexte de réforme des finances publiques ;
 - programmation glissante des investissements publics du PND 2016-2020 ;

- opérationnalisation du SINAPSE au niveau local.
 - participation à la mobilisation des ressources et des moyens de mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
 - suivi de la mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
 - circulation et partage des informations de mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
 - renforcement des synergies entre les Ministères et les partenaires au développement.
- En matière d'Aménagement du territoire et développement régional
 - adoption des documents de cadrage (cadre institutionnel) permettant de mettre en œuvre la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire ;
 - élaboration et vulgarisation le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
 - élaboration d'un Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du territoire pour chaque région en Côte d'Ivoire ;
 - création et opérationnalisation de l'Observatoire National de l'Aménagement du Territoire (ONAT) ;
 - renforcement des capacités des acteurs du développement et de l'aménagement du territoire ;
 - promotion de la viabilité économique des collectivités territoriales ;
 - coordination des actions de développement régional.
 - En matière de coordination de l'aide
 - mise en place des outils et instruments opérationnels de coordination stratégique des interventions de l'Etat en matière de mobilisation des ressources et de l'aide ;
 - réactivation des mécanismes de gestion de la performance et de coordination interministérielle pour renforcer les synergies entre Ministères et les partenaires au développement ;
 - développement des stratégies innovantes en matière d'aide et de partenariat ;
 - prise en compte de tous les financements extérieurs mobilisés ;
 - opérationnalisation des groupes sectoriels de travail ;
 - suivi de la mobilisation des financements auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour le financement de la mise en œuvre du PND ;
 - coordination de la mise en œuvre de la PSSE.
 - En matière de Population
 - élaboration et diffusion des documents stratégiques et opérationnels en matière de population ;
 - intégration des questions de population et développement dans les programmes et politiques au plan sectoriel et local ;
 - construction d'un siège pour l'ONP ;
 - suivi des progrès vers l'atteinte du dividende démographique ;
 - appui à la mise en œuvre du Plan Quinquennal d'actions 2018-2022 de la Politique Nationale de Population et de la feuille de route de l'Union Africaine.
 - En matière de Production statistique
 - amélioration de la production de données statistiques conformément au standard international ;
 - formation suffisante de statisticiens et démographes de haut niveau pour la couverture des besoins au niveau national ;
 - financement des enquêtes d'envergure nationale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1.Principales orientations

- renforcement de la gouvernance et du leadership du Ministère ;
- consolidation des liens entre les maillons de la chaîne PPPSE ;

- développement des politiques nationales en matière de population;
- développement des outils d'aménagement du territoire;
- mise en place des outils de coordination stratégique et de mobilisation de l'aide.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le PTA du Ministère du Plan et du Développement est élaboré et opérationnel ;
- la qualité de l'offre de service aux usagers/clients est assurée ;
- le PND 2016-2020 est décliné au niveau sectoriel et mis en œuvre ;
- Le Mécanisme Institutionnel de Veille Stratégique (MIVS) est mis en place ;
- les projets issus des PEC sont réalisés ;
- le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) est vulgarisé au niveau régional et local ;
- la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement du PND est assurée ;
- la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2017-2021 est mise en œuvre ;
- les populations sont imprégnées de la question du dividende démographique.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre du Plan et du Développement est chargé de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de planification et de programmation du développement. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration, coordination et suivi de l'exécution des matrices des actions menées par l'Etat et du programme triennal d'investissement public ;
- programmation et suivi de l'application des politiques et stratégies de développement économique, social et culturel à moyen et long termes, et évaluation des résultats ;
- élaboration à moyen terme et long termes du cadre macro-économique et programmation des études macro-économiques, sectorielles et régionales relatives aux impacts économiques et financiers des projets d'investissement ;
- projections économiques et Financières à moyen et long termes, en particulier avec évaluation des charges récurrentes ;
- élaboration et présentation des comptes nationaux ;
- harmonisation des études et des actions de l'Etat de nature économique, Financière, sociale et culturelle à moyen et long termes, au regard des programmes de développement ;
- animation des commissions nationales et régionales de développement ;
- maîtrise de la croissance démographique et de l'immigration ;
- production, centralisation, analyse et diffusion de l'information statistique ;
- organisation des recensements nationaux et des enquêtes statistiques ;
- formulation et suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière de population ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, en relation avec les Ministres chargés de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- planification, programmation, mise en œuvre des actions de l'Aménagement du Territoire, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intérieur ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé de la Lutte contre la pauvreté.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation ;
- programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et local ;
- programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	<ul style="list-style-type: none"> - Cabinet du Ministre - Service de Communication et de Relations Publiques - Inspection Générale du Plan (IGP) - Direction de l'informatique, de la Documentation et des Archives (DIDA) - Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC) - Direction des Affaires Financières (DAF) - Direction des Ressources Humaines (DRH) - Directions Régionales (D.R.) - Antennes Départementales (A.D.) 			
Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation, Suivi et Evaluation	<ul style="list-style-type: none"> -Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique -Département des Etudes Prospectives -Département de la Veille Stratégique -Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté -Direction de la Planification (DP) -Direction de la Programmation des Investissements Publics -Direction du Contrôle, du Suivi et de l'Evaluation (DCSE) 		<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un Mécanisme de Veille Stratégique -Suivi et Evaluation Mise en Œuvre du PND -Planification Sociale Suivi Evaluation -Projet Déconcentration et Décentralisation du Système PIP - Appui à la Mise en Œuvre des Activités de la Chaîne PPPSE -Mise en Place du Système de Traçabilité Financière -Projet d'Appui à la Planification et aux Statistiques 	
Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local	DGATDRL, DPS, DPDL, DCSIG	<ul style="list-style-type: none"> - OBDAT - Production des Atlas des Districts de Côte d'Ivoire - PEC 		<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du schéma régional d'aménagement et du développement du territoire du Cavally assorti d'une stratégie de croissance verte ; - Programme de création de plates-formes multi- services au profit des populations de la zone transfrontalières Côte d'Ivoire-Burkina Faso- Ghana ; - Programme d'appui à l'Aménagement et au Développement Rural (PAADR).
Programme 4 : Coordination de l'aide, Population	DGSCA, DCCA, DP, DES, CCDS	INS, ONP, ENSEA	-Programme d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Inclusives et à la Promotion des initiatives Locales	

et Productions Statistiques			-Projet d'Appui à la Mise en Œuvre de la Politique Nationale de la Population -Construction du siège de l'ONP -Programme National du Développement Communautaire -Projet Régional sur l'Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique du Sahel (projet SWEED)	
--------------------------------	--	--	--	--

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1: le PTA du Ministère du Plan et du Développement est élaboré et opérationnel	IP 1.1 : Niveau de mise en œuvre du Plan de Travail Annuel	Nombre activités réalisées / Nombre total d'activités prévues Source : DCSE
	RS 2 : la qualité de l'offre de service aux usagers/clients est assurée	IP 1.2 : Niveau de satisfaction des clients	Enquête Source : Rapport INS/ DIDA
OG 2 : Contribuer à l'orientation et à l'éclairage de l'action publique	RS 3 : le PND 2016-2020 est décliné au niveau sectoriel et mis en œuvre	IP 2.1 : Taux d'exécution du PND 2016-2020	Nombre d'actions achevées ou en cours d'exécution entre 2016 et 2020 / Nombre total d'actions prévues Source : DCSE
	RS 4: la couverture nationale en cellules de veille opérationnelles est assurée	IP 2.2 : Taux de Couverture nationale en cellules de veille opérationnelles	Nombre de cellules installées et opérationnelles / Nombre total de cellules à installer Source : DVS
OG3 : Contribuer à la mise en œuvre des politiques de développement régional et d'aménagement du territoire	RS 5: l'étude sur les Pôles Economiques Compétitifs (PEC) est vulgarisée	IP 3.1 : Niveau de vulgarisation de l'étude sur les Pôles Economiques Compétitifs	Nombre de pôles économiques compétitifs accompagnés pour la mise en œuvre de l'étude / Nombre total de Pôles Economiques Source : DGATDRL
	RS 6 : le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) est vulgarisé au niveau régional et local	IP 3.2 : Niveau de vulgarisation du Schéma National d'Aménagement du Territoire	Nombre de Structures sensibilisées / Population cible pour la période 2018-2020 Source : DGATDRL
OG 4 : Assurer la coordination de l'aide, la production statistique et le bien-être des populations.	RS 7: la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement du PND est assurée	IP 4.1 : Taux de financement extérieur effectif du PND	Financement effectif/Financement prévu Source : Rapport de suivi PND, DGSCA/DSE/DCCA/DP
	RS 8 : la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2017-2021 est mise en œuvre	IP 4.2 : Taux de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2017-2021	Nombre de structures disposant de cadres statistique / Nombre de structures ciblées Source : Rapport de mise en œuvre de la SNDS INS
	RS 9 : les populations sont imprégnées de la question du dividende démographique	IP 4.3 : Indicateur Synthétique de Suivi du Dividende démographique	Indicateur composite (Revenu, Cadre de vie, Pauvreté, IDH étendu...) Source : Rapport de suivi du dividende démographique ONP

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	21 582 134 982	20 258 493 803	16 684 730 572
1.1 Ressources Intérieures	19 182 134 982	17 858 493 803	14 034 730 572
1.1.1 Budget Etat	19 182 134 982	17 858 493 803	14 034 730 572
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	2 400 000 000	2 400 000 000	2 650 000 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	2 400 000 000	2 400 000 000	2 650 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	21 582 134 982	20 258 493 803	16 684 730 572
2.1 Personnel	2 393 380 098	2 405 383 498	2 424 737 226
2.1.1 Solde y compris EPN	2 393 380 098	2 405 383 498	2 424 737 226
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	4 100 918 492	3 336 437 300	3 334 773 392
2.3 Transferts	4 079 300 835	1 599 309 642	1 620 998 088
2.4 Investissements	11 008 535 557	12 917 363 363	9 304 221 866
Trésor	8 608 535 557	10 517 363 363	6 654 221 866
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	2 400 000 000	2 400 000 000	2 650 000 000

II.2 Projets annuels de performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.3: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1: Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire	Proportion des textes juridiques élaborés et signés	25%	40%	70%	80%	Nombre de textes juridiques signés / Nombre de textes élaborés Source : Rapport DAJC
	Niveau d'application de la charte fonctionnelle	0%	25%	75%	100%	Nombre de structures qui appliquent / Nombre total de structures Source : Rapport IGP Cabinet/DAJC/DRH
OS2: Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et du matériel	Taux de couverture en besoins de personnel	50%	60%	80%	90%	Nombre de besoins en personnel satisfaits / Nombre de besoins en personnel exprimés Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution budgétaire	75%	85%	95%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisées du budget actuel Source : DAF
OS 3: Améliorer le système d'information et de communication	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique	25%	45%	65%	80%	Nombre de structures bénéficiaires / Nombre total de structures Source : DIDA
	Nombre de parution de bulletins trimestriels d'information	0	2	4	4	Dénombrement Source : DIDA

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		5 715 997 418	4 862 784 622	4 902 323 732
	Dépenses de personnel	1 879 514 768	1 891 413 100	1 903 375 854
	Dépenses en biens et services	3 707 368 997	2 816 068 915	2 813 587 004
	Transferts (1)	93 946 591	93 946 591	93 946 591
	Investissements	35 167 062	61 356 016	91 414 283
	Trésor	35 167 062	61 356 016	91 414 283
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2021	2022
21054 Administration Générale	5 715 997 418	4 862 784 622	4 902 323 732
2105401 Coordination et animation du ministère	1 570 290 456	709 579 008	695 712 071
2 - Biens et services	1 570 290 456	709 579 008	695 712 071
21054010010 Prendre en charge les Dépenses de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21054010011 Apporter un appui juridique aux services du ministère	10 400 000	37 930 000	37 930 000
21054010012 Gérer la commande publique du ministère	7 200 000	7 700 000	9 700 000
21054010013 Réaliser les travaux préparatoires de la participation de la Côte d'Ivoire aux CIEA	114 795 000	120 275 000	120 275 000
21054010014 Mettre en oeuvre la politique du Gouvernement en matière de planification et de développement	315 036 908	316 898 447	316 898 447
21054010016 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	21 588 548	29 000 000	28 000 000
21054010017 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'Abengourou	4 900 000	6 177 000	6 177 000
21054010018 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Dimbokro)	2 000 000	2 450 000	2 550 000
21054010019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bondoukou)	1 000 000	1 000 000	1 000 000
21054010020 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne Séguéla)	2 000 000	2 170 000	2 170 000
21054010021 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Yamoussoukro)	1 000 000	1 000 000	1 000 000
21054010022 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bouaké)	1 000 000	1 220 095	1 220 095
21054010023 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Daloa)	2 020 000	2 570 000	2 570 000
21054010024 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'Abidjan	4 900 000	5 000 000	5 000 000
21054010025 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Bouaké	4 900 000	5 550 000	5 550 000
21054010026 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bouaflé)	2 000 000	2 550 000	2 550 000
21054010027 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Man	4 910 000	6 160 000	6 160 000
21054010028 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Odienné)	1 420 000	1 640 000	1 640 000
21054010029 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Abidjan)	970 000	979 600	989 488
21054010030 Coordonner les activités du Ministère au niveau de région de la Bondoukou	4 900 000	5 550 000	5 550 000
21054010031 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de San-Pedro)	1 000 000	1 220 000	1 220 000
21054010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Daloa	4 900 000	5 900 000	5 900 000
21054010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Yamoussoukro	4 900 000	20 552 595	5 552 595
21054010034 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Agboville)	850 000	850 000	850 000
21054010035 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'Odienné	4 900 000	5 970 000	5 970 000
21054010036 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de Korhogo	4 900 000	6 193 771	6 193 771
21054010037 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Abengourou)	1 000 000	1 018 000	1 036 540
21054010038 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de San-Pedro	34 900 000	105 850 000	105 850 000
21054010039 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Korhogo)	1 000 000	1 050 000	1 050 000
21054010040 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Man)	1 000 000	1 154 500	1 159 135
21054010041 Organisation des Assemblées annuelles de la BAD	1 000 000 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2021	2022
21054 Administration Générale	5 715 997 418	4 862 784 622	4 902 323 732
2105402 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	4 091 072 400	4 046 162 098	4 091 592 278
1 - Personnels	1 879 514 768	1 891 413 100	1 903 375 854
21054020007 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 879 514 768	1 891 413 100	1 903 375 854
2 - Biens et services	2 117 611 041	2 060 802 407	2 094 269 833
21054020001 Prendre en charge les Dépenses liées aux frais de gardiennage, à l'entretien des locaux, des installations électriques et des centraux téléphoniques	48 330 109	49 675 013	51 060 262
21054020002 Prendre en charge les primes des agents du Ministère	1 059 728 344	1 059 728 344	1 059 728 344
21054020003 Gérer les ressources financières et Matérielles du ministère	36 500 000	70 950 000	64 950 000
21054020004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	58 782 944	65 843 975	73 989 180
21054020005 Prendre en charge les Dépenses liées aux loyers et charges locatives des services du ministère	309 000 000	326 510 000	336 305 300
21054020006 Gérer les ressources humaines du Ministère	21 862 775	29 506 000	36 070 000
21054020008 Elaborer, suivre et évaluer la mise en oeuvre des DPPD PAP	4 000 000	6 000 000	6 000 000
21054020009 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	140 000 000	0	0
21054020010 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	275 000 000	283 250 000	291 747 500
21054020014 Recruter les experts pour assister le cabinet (régie/convention BNETD)	164 406 869	169 339 075	174 419 247
3 - Transferts	93 946 591	93 946 591	93 946 591
21054020013 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	93 946 591	93 946 591	93 946 591
2105403 Information et communication	54 634 562	107 043 516	115 019 383
2 - Biens et services	19 467 500	45 687 500	23 605 100
21054030001 Réaliser les activités de communication, de documentation et de gestion informatique	19 467 500	45 687 500	23 605 100
4 - Investissements	35 167 062	61 356 016	91 414 283
Trésor	35 167 062	61 356 016	91 414 283
21054030002 Projet d'organisation de la mémoire documentaire du Ministère du Plan et du Développement	35 167 062	61 356 016	91 414 283

II.2.2. Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Évaluation

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Évaluation	Action 2.1: Pérennisation des réflexions prospectives
	Action 2.2: Réalisation de la planification stratégique
	Action 2.3: Programmation des investissements publics
	Action 2.4: Réalisation du suivi, de l'évaluation et du Contrôle des actions de l'Etat

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Évaluation						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS1 : Conduire les réflexions prospectives et stratégiques de l'État	Proportion de structures ayant bénéficié de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) en matière de prospective	5,5%	15%	35%	50%	Nombre de structures bénéficiaires / Nombre de structures ciblées Source : Rapport du BNPVS
	Proportion de structures de l'administration territoriale ayant bénéficié de renforcement de capacités pour l'anticipation de l'action régionale (prospective territoriale)	0%	34%	68%	100%	Nombre de structures renforcées / Nombre de structures ciblée Source : Rapport du BNPVS
	Proportion de ministères dotés d'un document de politique sectorielle en lien avec le PND	80%	85%	95%	100%	Nombre de ministères ayant un document de politique / Nombre total de ministères Source : Rapport de la DP
OS2 : Veiller à la bonne conduite de l'action publique	Nombre de rapports de veille produits et transmis aux décideurs dans le cadre du Mécanisme Institutionnel de Veille Stratégique (MIVS)	0	1	5	9	Dénombrement Source : Rapport du BNPVS
	Nombre de rapports de suivi du PND disponibles (rapports annuels de suivi et revues).	1	3	4	5	Dénombrement Source : Rapport de la DCSE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : PROSPECTIVE, PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI ET EVALUATION		1 737 395 621	2 094 723 976	2 860 269 332
	Dépenses de personnel	47 951 203	44 911 226	46 128 801
	Dépenses en biens et services	288 738 618	301 760 593	302 648 421
	Transferts	0	0	0
	Investissements	1 400 705 800	1 748 052 157	2 511 492 110
	<i>Trésor</i>	700 705 800	1 048 052 157	1 561 492 110
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	700 000 000	700 000 000	950 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2021	2022
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	1 737 395 621	2 094 723 976	2 860 269 332
2205501 Pérennisation des réflexions prospectives	122 618 000	202 315 858	284 682 823
2 - Biens et services	27 118 000	35 696 890	36 437 348
22055010001 Coordonner les réflexions prospectives et la veille stratégique	15 040 000	17 846 550	18 321 947
22055010002 Réaliser les études prospectives	6 414 000	10 986 420	11 045 563
22055010003 Réaliser la veille stratégique	5 664 000	6 863 920	7 069 838
4 - Investissements	95 500 000	166 618 968	248 245 475
Trésor	95 500 000	166 618 968	248 245 475
22055010004 Mise en place du Mécanisme Institutionnel de veille stratégique	95 500 000	166 618 968	248 245 475
2205502 Réalisation de la planification stratégique	1 292 677 621	1 534 866 229	2 067 527 051
1 - Personnels	47 951 203	44 911 226	46 128 801
22055020010 Prendre en charge les Dépenses liées aux salaires des agents contractuels (Etudes et Programmation)	47 951 203	44 911 226	46 128 801
2 - Biens et services	215 620 618	215 763 703	215 911 073
22055020001 Coordonner les activités de planification, de programmation et de suivi-évaluation	12 600 000	12 600 000	12 600 000
22055020002 Prendre en charge les primes et indemnités des agents de la Direction Générale du Plan et de la Pauvreté	184 951 203	184 951 203	184 951 203
22055020003 Elaborer les documents de planification stratégique	4 769 415	4 912 500	5 059 870
22055020004 Prendre en charge les Dépenses liées à l'organisation des conférences de planification	13 300 000	13 300 000	13 300 000
4 - Investissements	1 029 105 800	1 274 191 300	1 805 487 177
Trésor	329 105 800	574 191 300	855 487 177
22055020005 Planification sociale Suivi Evaluation	286 100 000	499 159 027	743 696 652
22055020006 Mise en oeuvre et Suivi de l'UNDAF	30 516 283	53 241 797	79 324 912
22055020007 Appui à la réalisation activités de la chaine PPPSE	12 489 517	21 790 476	32 465 613
Financement extérieur	700 000 000	700 000 000	950 000 000
22055020005 Planification sociale Suivi Evaluation	700 000 000	700 000 000	950 000 000
2205503 Programmation des investissements publics	114 900 000	173 771 764	238 816 552
2 - Biens et services	38 800 000	41 000 000	41 000 000
22055030001 Elaborer et suivre le programme des investissements publics	5 800 000	8 000 000	8 000 000
22055030002 Organiser les conférences programmes	33 000 000	33 000 000	33 000 000
4 - Investissements	76 100 000	132 771 764	197 816 552
Trésor	76 100 000	132 771 764	197 816 552
22055030003 Projet Déconcentration & Décentralisation du Système PIP	76 100 000	132 771 764	197 816 552
2205504 Réalisation du suivi, de l'évaluation et du Contrôle des actions de l'Etat	207 200 000	183 770 125	269 242 906
2 - Biens et services	7 200 000	9 300 000	9 300 000
22055040001 Suivre et évaluer l'exécution des projets et programmes de développement du Gouvernement dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre du PND	7 200 000	9 300 000	9 300 000
4 - Investissements	200 000 000	174 470 125	259 942 906
Trésor	200 000 000	174 470 125	259 942 906
22055040002 Suivi et Evaluation mise en oeuvre du PND	200 000 000	174 470 125	259 942 906

II.2.3. Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local	Action 3.1: Mise en place des outils d'aménagement du territoire
	Action 3.2: Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire
	Action 3.3: Soutien à la mise en œuvre des politiques de développement régional et local

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Opérationnaliser la politique d'aménagement du territoire	Proportion d'outils techniques élaborés et vulgarisés	0%	12,86%	57,14%	100%	Nombre d'outils élaborés / nombre d'outils prévus (SRADT, BDAT, Atlas national de développement, Atlas des équipements et des bassins de vie, SNDER, ONAT, Manuel PLP) 2018 : PLP, SRADT, Atlas national de développement 2019 : BDAT 2020 : SNDER, ONAT, Atlas des équipements et des bassins de vie Source : Rapport DGATDRL
OS 2 : Assurer un développement régional harmonieux	Niveau d'exécution des projets et programmes inscrits dans les PEC	0%	2%	5%	10%	Nombre de projets réalisés / nombre de projets inscrits dans le portefeuille des projets PEC Source : Rapport DGATDRL

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME III : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DEVELOPPEMENT REGIONAL ET LOCAL		62 216 842	166 152 435	169 519 451
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	62 216 842	166 152 435	169 519 451
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2021	2022
22056 Aménagement du territoire, développement régional et local	62 216 842	166 152 435	169 519 451
2205601 Mise en place des outils d'aménagement du territoire	36 316 251	133 285 826	136 583 844
2 - Biens et services	36 316 251	133 285 826	136 583 844
22056010001 Coordonner les actions en matière de développement et d'aménagement du territoire	14 566 251	60 007 301	61 594 463
22056010002 Mettre en place un système d'information relatif à l'aménagement et au développement du territoire	21 750 000	73 278 525	74 989 381
2205602 Appui à la mise en oeuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire	14 400 000	17 400 000	17 400 000
2 - Biens et services	14 400 000	17 400 000	17 400 000
22056020001 Mettre en œuvre la politique d'organisation spatiale du territoire	14 400 000	17 400 000	17 400 000
2205603 Soutien à la mise en oeuvre des politiques de développement régional et local	11 500 591	15 466 609	15 535 607
2 - Biens et services	11 500 591	15 466 609	15 535 607
22056030001 Elaborer les programmes de développement local et suivre les politiques sectorielles de développement régional	11 500 591	15 466 609	15 535 607

II.2.4. Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques	Action 4.1: Gestion de l'aide et du partenariat
	Action 4.2: Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux
	Action 4.3: Développement communautaire et consolidation de la paix
	Action 4.4: Gestion des statistiques.

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1: Mettre en place la stratégie de coordination de l'aide et de partenariat	Proportion d'outils de coordination et d'évaluation de l'efficacité de l'aide mis en place	0%	33%	100%	0%	Dénombrement Source : DGSCA/DCCA/DP/DES 2019 : SITRAFISE, Outils de suivi de la coopération et d'évaluation permanente de l'efficacité de l'aide
	Nombre d'études en matière d'aide et de développement réalisées	0	3	4	5	Dénombrement Source : DES
	Nombre de rapports de revue de portefeuille des projets et programmes de coopération réalisés	3	5	6	6	Dénombrement Source : DP
OS 2: Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations vivant sur le territoire national	Taux de mis en œuvre des PTA du Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix du PACOP	71%	90%	90%	100%	Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités planifiées Source : Comité de Pilotage
	Linéaires cumulés de pistes rurales réhabilitées (en kilomètres)	0	158	420	525	Mesure Source : Rapport PNDC
	Montant cumulé octroyé dans le cadre des opérations de micro finance (en milliards de F CFA)	0	0,5	1	1,5	Agrégation des montants octroyés Source : Rapport PNDC
OS 3: Améliorer la production statistique	Nombre de statisticiens formés par an	163	136	160	159	Dénombrement Source : ENSEA

II.2.4.5. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections		
	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME IV : COORDINATION DE L'AIDE, POPULATION ET PRODUCTIONS STATISTIQUES	14 066 525 101	13 134 832 770	8 752 618 057
Dépenses de personnel	465 914 127	469 059 172	475 232 571
Dépenses en biens et services	42 594 035	52 455 357	49 018 516
Transferts	3 985 354 244	1 505 363 051	1 527 051 497
Investissements	9 572 662 695	11 107 955 190	6 701 315 473
Trésor	7 872 662 695	9 407 955 190	5 001 315 473
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2021	2022
22057 Coordination de l'aide, population et productions statistiques	14 066 525 101	13 134 832 770	8 752 618 057
2205701 Gestion de l'aide et du partenariat	40 550 000	50 350 000	46 850 000
2 - Biens et services	40 550 000	50 350 000	46 850 000
22057010001 Coordonner les interventions de l'Etat en matière de mobilisation des ressources extérieures et de l'aide	17 100 000	18 600 000	18 600 000
22057010002 Réaliser des études en matière d'aide et de développement	7 000 000	11 200 000	8 700 000
22057010003 Réaliser et suivre les actions de partenariat au développement	7 650 000	7 350 000	6 350 000
22057010005 Suivre et évaluer l'aide au développement	8 800 000	13 200 000	13 200 000
2205702 Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux	459 346 099	463 256 062	481 768 372
1 - Personnels	208 366 823	208 403 798	211 401 732
22057020006 Transférer des crédits de personnel à l'ONP	175 536 000	177 654 361	179 818 656
22057020007 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel du projet FRAR	32 830 823	30 749 437	31 583 076
3 - Transferts	236 704 046	229 946 252	233 259 192
22057020001 Transférer des crédits de biens et services à l'ONP	236 704 046	229 946 252	233 259 192
4 - Investissements	14 275 230	24 906 012	37 107 448
Trésor	14 275 230	24 906 012	37 107 448
22057020002 Appui à la mise en oeuvre de la Politique Nationale de la Population	14 275 230	24 906 012	37 107 448
2205703 Développement communautaire et consolidation de la paix	2 158 387 465	2 499 749 178	2 891 545 697
4 - Investissements	2 158 387 465	2 499 749 178	2 891 545 697
Trésor	458 387 465	799 749 178	1 191 545 697
22057030002 Prog. d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Inclusives et à la promotion des initiatives Locales	458 387 465	799 749 178	1 191 545 697
Financement extérieur	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
22057030002 Prog. d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Inclusives et à la promotion des initiatives Locales	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
2205704 Gestion des statistiques	11 408 241 537	10 121 477 530	5 332 453 988
1 - Personnels	257 547 304	260 655 374	263 830 839
22057040011 Transférer des crédits de personnel à l'ENSEA	257 547 304	260 655 374	263 830 839
2 - Biens et services	2 044 035	2 105 357	2 168 516
22057040001 Contrôler et suivre les activités statistiques sectorielles	2 044 035	2 105 357	2 168 516
3 - Transferts	3 748 650 198	1 275 416 799	1 293 792 305
22057040002 Transférer des crédits à l'INS	2 965 999 992	727 300 004	737 778 543
22057040003 Transférer des crédits de biens et services à l'ENSEA	685 650 206	453 886 101	460 425 444
22057040004 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'organisme interafricain de statistique	97 000 000	94 230 694	95 588 318
4 - Investissements	7 400 000 000	8 583 300 000	3 772 662 328
Trésor	7 400 000 000	8 583 300 000	3 772 662 328
22057040008 Recensement Général de la Population et de l'Habitat/ RGPH - 2018	6 400 000 000	8 583 300 000	3 772 662 328
22057040012 Fonds pour l'appui à l'appareil statistique (production de statistiques économique, suivi du marché du travail))	1 000 000 000	0	0

SECTION 329 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la pratique de l'agriculture itinérante ;
- le faible niveau d'utilisation des semences améliorées ;
- les faibles niveaux de productivité endémiques au secteur ;
- la faiblesse des taux de transformation des productions agricoles ;
- l'insuffisance organisationnelle de certaines filières ;
- la récurrence des conflits fonciers liée à la non Sécurisation des territoires des villages ;
- l'exploitation artisanale minière ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur agricole ;
- la faible diversification des productions au niveau des exploitations agricole ;
- l'absence de mécanisme de financement adapté au secteur agricole.

I.1.2. Réponses apportées

- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles ;
- le développement des filières ;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole ;
- le renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture ;
- la gestion durable des ressources halieutiques ;
- la réhabilitation forestière et la relance de la filière bois.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration du niveau de productivité ;
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- l'accroissement des revenus des travailleurs agricoles ;
- la Sécurisation foncière ;
- la mise en place de mécanismes innovants de financement et de commercialisation agricole ;
- la prise en compte de l'environnement dans le développement de l'activité agricole ;
- le renforcement de la planification, de la programmation et du suivi-évaluation aux niveaux national et local ;
- la structuration des acteurs du secteur agricole.

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- productivité et développement durable de production agro-sylvo-pastorale et halieutique ;
- amélioration de la valeur ajoutée et de la performance des Marchés ;
- gestion durable des ressources environnementales et résilience climatique ;
- amélioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ;
- expansion de l'accès au financement et des canaux d'investissements privés ;
- renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l'environnement des affaires.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les filières agricoles sont développées ;
- les services de recherche, d'appui-conseil et de Contrôle qualité sont renforcés ;
- l'agriculture est modernisée ;
- la gestion du foncier rural est améliorée ;
- la promotion du métier d'agriculteur est assurée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'agriculture et du développement rural est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'agriculture et de développement rural.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Agriculture

- promotion et vulgarisation du matériel végétal et des technologies agricoles performantes ;
- organisation et Contrôle de la protection phytosanitaire ;
- établissement et Contrôle des normes de qualités et de conditionnement des produits agricoles ;
- incitation à la promotion d'une agriculture moderne par :
 - l'amélioration qualitative et la promotion des cultures traditionnelles ;
 - la promotion des cultures de diversification ;
- échanges d'expériences et soutien des actions du gouvernement au niveau international, en liaison avec les ministres chargés des affaires étrangères et de l'intégration Africaine ;
- Incitation à la promotion, à la valorisation et à la transformation des produits agricole, en liaison avec le ministre chargé de l'industrie.
- formation professionnelle agricole initiale et continue, en liaison avec les ministres chargés des Eaux et Forêts et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- formation et encadrement des exploitants agricoles ;
- promotion et encadrement de nouveaux types d'exploitants agricoles modernes ;
- modernisation des exploitations et des structures de production agricole ;
- définition et mise en place de conditions et d'instruments nécessaires à l'essor et au bon fonctionnement des exploitations agricoles familiales modernes en ce qui concerne notamment les prix des produits, leur commercialisation et les conseils techniques et de gestion ;

- élaboration, mise en œuvre et suivi des programmes de rénovation et de développement agricole, en liaison avec les Ministres chargés de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de l'Industrie ;
- identification des travaux de recherche en agronomie et en agro-industrie, en liaison avec les Ministères chargés de la Recherche Scientifique et de l'Industrie ;
- négociation et suivi des conventions et accords internationaux sur les produits agricoles de base d'exportation en liaison avec les Ministères techniques concernés ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine des produits agricoles de base ;
- information périodique du gouvernement sur l'évolution des cours des matières premières agricoles, en liaison avec le Ministère chargé du Commerce ;
- définition et Contrôle de la stratégie en matière de formation professionnelle agricole ;
- participation à la définition des politiques et programmes de recherche agronomique en relation avec le Ministère chargé de la Recherche Scientifique.

I.3.2. En matière de développement rural

- gestion du domaine foncier rural ;
- promotion du code foncier rural par des actions de sensibilisation et de formation des populations ;
- mise en œuvre du code foncier rural en liaison avec le Ministère chargé des Eaux et Forêts ;
- promotion et modernisation des communautés rurales ;
- mise en œuvre d'un Système performant dans le domaine rural ;
- participation à la mise en place du cadastre en milieu rural ;
- promotion et développement des mouvements coopératifs et mutualistes, des organisations professionnelles agricoles ;
- promotion et développement des Systèmes de financement décentralisés du crédit agricole et de l'assurance en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- promotion et suivi des actions visant à la réalisation d'infrastructures de base, notamment des pistes agricoles, rurales et la production d'énergie permettant d'améliorer des productions économiques agricoles en liaison avec les Ministres chargés des infrastructures économiques, des mines, du pétrole et de l'énergie ;
- promotion des infrastructures de collecte, de commercialisation des produits agricoles en milieu rural en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- identification et mise en œuvre des aménagements ruraux notamment des aménagements hydro-agricoles et de la mécanisation agricole ;
- animation des actions en milieu rural, en liaison avec les collectivités territoriales ;
- promotion du développement économique des territoires ruraux par :
 - l'incitation à la création, l'amélioration et la modernisation des exploitations agricoles en milieu rural ;
 - la diversification des activités agricoles en milieu rural ;
- amélioration de l'environnement et de l'espace rural par :
 - l'établissement de plan d'aménagement et de restauration des sols en milieu rural ;
 - l'incitation à la création de zones de biodiversité au sein des grandes exploitations agricoles ;
- coordination des programmes et projets de développement rural.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire ;
- Programme 3 : Développement Rural
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, IG, Secrétariat Général, DAJCCI, DAFP, DRHF, DCPA, DDLSE, DRA, DDA, DGPPS, DPPF, DSDI, DEP, CPMP du MINADER, Cellule Genre	INFPA (ERA-SUD, ERA-EST, ESEMVB, ESF du Banco, EFAP de Bouafé, ESPPEC de Tiébissou, CAPP de Bingerville, CAPP de Kossou, CAPP de Jacquville, CAPP de Bocanda, Ecole agricole de Ferentella), Conseil Café Cacao Conseil Coton Anacarde, Conseil Hévéa Palmier	Projet de réhabilitation des Directions Régionales et départementales du MINADER ; Projet d'appui à l'Opérationnalisation du PNIA ; Recensement des exploitants et exploitations agricoles ; Projet d'appui à la formation agricole / INFPA	
Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire	DGPSA, DPVCQ, DCR, DPVSA	ANADER, Conseil Coton Anacarde, FIRCA, FER-PALMIER, INTERCOTON, LANADA, ONDR/ADERIZ	Programme des filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire (FADCI) Mise en œuvre activités du Doing Business / MINADER Projet de Production et de Traitement des Semences - Certifiées de Riz en CI Projet d'Appui au Secteur Agricole (PSAC) / PSAC/C2D Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles –PADFA Construction, réhabilitation et équipement du LANADA Mesures d'Accompagnement au Secteur Banane 2013, Programme sécurité alimentaire, Promotion du riz local (PRORIL); Promotion des Filières Agricoles et Biodiversité (PROFIAB) - Phase 2, Prog. Accélération Relance Filières Agricoles en CI (PARFACI)/C2D, Projet soja, Projet d'Appui au secteur vivrier, Projet de lutte contre les mouches de fruits	
Programme 3 : Développement Rural	DGDRME, DMEME, DOPA, DVP, DFR	Chambre Nationale d'Agriculture, AFOR	Projet d'Appui au Développement des Chaînes de valeur dans l'Indénié-Djuablin Projet d'accélération de la valorisation de la noix de cajou Programme d'Appui au Foncier Rural Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) Extension Ouest, Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles de l'Indénié Duablin (PAIA ID), Projet d'Aménagement Hydro-Agricole Fromager Haut Sassandra II (PAHAHSF II), Projet d'agriculture sous contrat, MCC Volet Sécurisation foncière rurale, Projet d'Amélioration et de mise en œuvre de la Politique Foncière Projet Bourse des matières premières agricoles, Projet aménagement 1000 ha de bas-fonds Projet de Pôle Agro-industriel (2PAI) Bélier, Projet de Pôle Agroindustriel de la Région (2PAI Nord) Programme National des Métiers Ruraux (PNMR), Projet de construction de magasins de stockage, Projet de mécanisation agricole	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL ET SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Objectif global ou stratégique : Promouvoir une administration moderne et performante, axée sur les résultats et la performance	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP 1.1 : Nombre de textes pris	Dénombrement Source : Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale et JORCI
		IP 1.2 : Nombre d'événements promotionnels organisés par le MINADER	Dénombrement Source : Direction de la Communication et de la Promotion Agricole-DCPA
		IP 1.3 : Nombre de participations aux événements promotionnels nationaux et internationaux	
		IP 1.4 : Nombre de rapports de Contrôle disponible	Dénombrement Source : l'Inspection Générale
		IP 1.5 : Nombre de rapports de suivi-évaluation de projets disponible	Dénombrement Source : Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Information (DSDI)
		IP 1.6 : Délai de production des publications en année n+1	Dénombrement Source : Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Information (DSDI)
		IP 1.7 : Taux d'exécution du plan de formation	Nombre de formations réalisées / nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités de la Direction des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF)
		IP 1.8 : Nombre d'élèves formés par les centres de Formation Agricoles	Dénombrement Sources : Institut National de Formation Professionnelle Agricole (INFPA)
		IP 1.9 : Nombre d'écoles et centres de formations agricoles réhabilités	Dénombrement Source : Institut National de Formation Professionnel Agricole (INFPA)
OG 2 : améliorer la compétitivité du secteur agricole et assurer la sécurité alimentaire et de revenus décents aux agriculteurs	RS 2 : les filières agricoles sont développées	IP 2.1 : Taux de couverture des besoins en semences améliorées	Quantité de semences améliorées disponibles / Besoins en semences améliorées (riz irrigué, riz inondé, riz pluvial, maïs, plantain, manioc, maraichers, palmier à huile, coton) Source : toutes les structures et filières spécialisées
		IP 2.2 : Volume de Production totale à l'échelle nationale	Dénombrement Quantité produite à l'échelle nationale (maïs, tomates, aubergine, gombo, banane plantain, manioc, riz, palmier à huile, hévéa, coton, anacarde, canne à sucre, banane dessert, ananas) Source : toutes les structures et filières spécialisées
		IP 2.3 : Taux de couverture des besoins en engrais	Quantité d'engrais disponibles / Besoins en engrais Source : (DPVSA)/ONDR/DSDI/ filières (CCA/CCC/AIPH/APROMAC)
		IP 2.4 : Taux de couverture des besoins en produits phytosanitaires	Quantité de produits phytosanitaires disponibles / Besoins en produits phytosanitaires Source : DPVCQ, DR, DD
		IP 2.5 : Taux de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire	Nombre de produits phytosanitaires homologués / Nombre de demandes d'homologation Source : DPVCQ, DR, DD
	RS 3 : Les services de recherche, d'appui-conseil et de Contrôle qualité sont renforcés	IP 3.1 : Nombre de producteurs ayant bénéficié d'appui à l'utilisation des technologies/techniques vulgarisées	Dénombrement Source : ANADER
		IP 3.2. Proportion d'agriculteurs ayant adopté les technologies et techniques vulgarisées	Nombre d'agriculteurs ayant adopté les technologies et techniques vulgarisées / Nombre d'agriculteurs formés Source : ANADER
		IP 3.3 : Quantité de semences certifiées	Dénombrement Source : LANADA, DPVSA
		IP 3.4 : Taux d'acteurs ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	Nombre d'acteurs ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation / Nombre d'acteurs prévus Source : ANADER

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL ET SOURCE DE COLLECTE
OG 3 : améliorer l'environnement de l'agriculteur (fonction productive et bien-être social) par la promotion de l'innovation (modernisation des exploitations, amélioration des infrastructures, etc.)	RS 4 : l'agriculture est modernisée	IP 4.1. : Superficie irriguée réhabilitée	Dénombrement Source : Rapports régionaux ; Résultats RNA ; EPDI DMEME, ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, Projets
		IP 4.2. : Superficie irriguée créée	Dénombrement (Superficie irriguée créée sur l'ensemble du territoire) Source : Rapports régionaux ; Résultats RNA ; EPDI DMEME, ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, Projets
		IP 4.3. : Nombre d'OPA ayant bénéficié de matériels de mécanisation	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DMEME Rapports régionaux / ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, DR et DD
		IP 4.4. : Linéaire de routes rurales aménagées (km)	Dénombrement (Linéaire de pistes réhabilitées (km) + Linéaire de pistes créées (km)) Source : Rapport d'activité DMEME, AGEROUTE, Projets, les filières, Conseils Régionaux
		IP 4.5. : Taux de transformation des productions agricoles	Quantité transformée / Quantité produite (riz, cacao, anacarde) Source : Rapport d'activités, Résultats RNA, DVP Les filières, les projets, ONDR, FIRCA
		IP 4.6. : Nombre d'unités de conservation installées	Dénombrement Source : Rapport d'activité DPVSA, DGPSA
		IP 4.7. : Taux de perte post-récolte	Quantité perdue / quantité produite Source : Rapport d'activité DPVSA, DGPSA +DVP Filières, ANADER, ONDR, Projets
		IP 4.8. : Nombre de bonnes pratiques agricoles mises à l'échelle (par filière)	Nombre de bonnes pratiques appliquée / Nombre total de bonnes pratiques Source : Rapport d'activité DGPSA, FIRCA, ANADER, filières, DPVSA
	RS 5 : la gestion du foncier rural est améliorée	IP 5.1. : Taux de territoires de villages délimités	Nombre de territoires de villages délimités / Nombre total de villages Source : Rapports d'activités Direction du Foncier Rural/AFOR
		IP 5.2. : Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	Superficies des terres objet de certificats fonciers / Superficies totales / superficie totale des terres Source : Rapport d'activité DFR
	RS 6 : La promotion du métier d'agriculteur est assurée	IP 6.1. : Nombre de société coopérative immatriculée	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DOPA, DRA
		IP 6.2. : Nombre d'interprofessions conformes à l'Ordonnance sur les Interprofessions Agricoles (OIA) et reconnues	Dénombrement Source : Rapport d'activités DOPA
		IP 6.3. : Nombre de métiers ruraux formalisés	Dénombrement Source : Programme National des Métiers Ruraux (PNMR)
		IP 6.4. : Nombre de personnes formées aux métiers ruraux	Dénombrement Source : Programme National des Métiers Ruraux (PNMR)
		IP 6.5. : Nombre de personnes formées insérées	Dénombrement Source : Programme National des Métiers Ruraux (PNMR)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	141 816 831 345	200 869 198 931	222 392 451 832
1.1 Ressources Intérieures	105 952 631 345	110 975 048 931	114 648 308 166
1.1.1 Budget Etat	105 952 631 345	110 975 048 931	114 648 308 166
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	35 864 200 000	89 894 150 000	107 744 143 666
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	35 864 200 000	89 894 150 000	107 744 143 666
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	141 816 831 345	200 869 198 931	222 392 451 832
2.1 Personnel	8 785 184 235	9 134 050 390	6 779 351 014
2.1.1 Solde y compris EPN	8 785 184 235	9 134 050 390	6 779 351 014
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 572 773 009	3 150 403 902	3 383 723 992
2.3 Transferts et subventions	83 484 279 054	87 969 118 317	90 715 020 858
2.4 Investissements	46 974 595 047	100 615 626 322	121 514 355 968
Trésor	11 110 395 047	10 721 476 322	13 770 212 302
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	35 864 200 000	89 894 150 000	107 744 143 666

II.2. Projets annuels de performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du Programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1. : Animation et coordination de la politique gouvernementale en matière agricole
	Action 1.2. : Information et communication
	Action 1.3. : Planification, programmation, suivi évaluation des projets et statistiques
	Action 1.4. : Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole.	Nombre de textes adoptés en Conseil des Ministres par rapport au nombre de textes initiés par an	ND	100%	100%	100%	(Nombre de textes pris adoptés en Conseils des Ministres pour l'année / Nombre de textes initiés pour l'année) X 100 Source : Rapport d'activités / DAJCCI
	Nombre d'organisations et de participations aux événements promotionnels par an	08	07	08	07	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DCPA
OS 2 : Améliorer le Système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets (la chaîne PPBSE).	Nombre de missions de suivi-évaluation effectuées par rapport aux missions annuelles planifiées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de mission de suivi-évaluation effectuées pour l'année / Nombre de mission de suivi-évaluation planifiées pour l'année) X 100 Source : Rapport d'activités / DEP
	Délai de production des publications (Rapport bilan du PNIA, annuaires statistiques, flash)	Fin Juin 2018	Fin Juin 2020	Fin Juin 2021	Fin Juin 2022	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DSDI
OS 3 : Améliorer la formation agricole, la gestion des ressources budgétaires et le cadre de travail	Nombre d'élèves formés par les centres de Formation Agricoles du MINADER.	1 335	1 395	1 283	1 283	Dénombrement Source : Rapport d'activités / INFPA
	Taux de couverture des DD et DR en matériel de mobilité	87%	95%	100%	100%	Nombre de DR et DD équipées en matériel de mobilité pour l'année / Nombre de DR et DD
	Taux d'exécution du Plan de passation des Marchés (PPM)	57,14 %	100%	100%	100%	Nombre de Marchés réalisés pour l'année / Nombre de Marchés prévus pour l'année Source : Rapport d'activités / CPMP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

	Projections Finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	11 764 465 136	5 166 776 306	5 970 379 491
Dépenses de personnel	7 792 225 482	405 428 033	410 367 209
Dépenses en biens et services	2 425 773 009	2 934 019 638	3 161 018 580
Transferts (1)	684 558 024	672 495 837	678 409 202
Investissements	861 908 621	1 154 832 798	1 720 584 500
Trésor	861 908 621	1 154 832 798	1 720 584 500
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21047 Administration Générale	11 764 465 136	12 890 456 926	11 322 178 736
2104701 Animation et coordination de la politique gouvernementale en matière agricole	1 029 593 686	1 217 258 036	1 284 258 060
1 - Personnels	400 593 686	405 428 033	410 367 209
21047010294 Transférer des subventions équilibre personnel à l'INFPA	100 593 686	101 807 646	103 047 930
21047010295 Transférer les subventions équilibre personnel au Fonds Interprofessionnels pour la Recherche & le Conseil Agricole (FIRCA)	300 000 000	303 620 387	307 319 279
2 - Biens et services	629 000 000	811 830 003	873 890 851
21047010144 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'Bahiakro	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010145 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dabakala	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010146 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Folon (Mignignan)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010147 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la MarahouË (BouafiË)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010148 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Priko	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010149 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Koun-Fao	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010152 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Fromager (GAGNOA)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010153 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de l'AgnËby (AGBOVILLE)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010154 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de TiËbissou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010155 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kaniasso	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010156 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de OumË	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010157 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Zanzan (BONDOUKOU)	5 000 000	6 500 002	6 999 999
21047010158 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Agnibilekrou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010162 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Buyo	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010163 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Arrah	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010164 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sakassou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010165 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Bafing (TOUBA)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010166 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouto	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010167 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Lakota	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010168 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de ZuËnoula	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010169 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Tchogolo (FerkË)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010170 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Djekanou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010172 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la MË (AdzopË)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010173 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Botro	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010174 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Abidjan	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010175 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dikodougou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010177 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de YakassË-Attobrou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010178 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Worodougou (SEGUELA)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010179 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moronou (Bongouanou)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010180 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Iffou (Daoukro)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010181 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiapoum	5 000 000	6 500 000	7 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21047 Administration Générale	11 764 465 136	12 890 456 926	11 322 178 736
21047010182 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de SÈguelon	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010183 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Hambol (Katiola)	5 000 000	6 500 001	7 000 000
21047010184 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du GboklÈ (Sassandra)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010185 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kong	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010186 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Biankouma	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010187 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de TiassalÈ	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010188 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bangolo	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010189 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Nawa (SoubrÈ)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010193 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de BlolÈquin	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010194 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de BÈoumi	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010195 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du DenguÈlÈ (OdiÈnnÈ)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010196 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouassi-Kouassikro	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010197 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'AttÈgouakro	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010198 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de TaÔ	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010199 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouaninou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010200 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'AkoupÈ	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010201 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zouan-Hounien	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010202 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Montagnes (MAN)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010203 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Nassian	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010205 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dianra	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010206 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Konahiri	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010208 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'AlÈpÈ	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010209 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Transua	5 000 000	6 600 000	7 000 000
21047010210 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kani	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010211 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la VallÈe du Bandama (BouakÈ)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010212 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Koro	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010213 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des grands Ponts (Dabou)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010214 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sinfra	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010216 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sipilou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010217 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Gbeleban	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010218 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouibly	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010220 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Gd-Bassam	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010221 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moyen Cavally-Guiglo	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010222 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Boukani (Bouna)	5 000 000	6 500 001	6 999 999
21047010224 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de BettiÈ	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010225 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de TengrÈla	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010226 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Doropo	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010227 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Guitry	5 000 000	6 500 000	7 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21047 Administration Générale	11 764 465 136	12 890 456 926	11 322 178 736
21047010229 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tanda	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010230 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tabou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010231 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouangolodougou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010232 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Touleupleu	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010233 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010236 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sandégué	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010237 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Niakaramadougou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010239 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Samatiguila	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010240 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Savanes (KORHOGO)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010241 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Sud Comoé (ABOISSO)	5 000 000	6 499 999	6 999 999
21047010242 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Vavoua	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010243 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Méagui	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010244 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Danané	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010245 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Téhini	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010247 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Guéyo	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010248 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sikensi	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010249 Coordonner les activités de la Direction Régionale de l'Agriculture du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010251 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'batto	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010252 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la BagouÉ (Boundiali)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010254 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Taabo	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010255 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de SinÉmatiali	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010256 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Madinani	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010259 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Didievi	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010260 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Toumodi	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010261 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Haut-Sassandra (DALOA)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010262 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Jacqueville	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010263 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Issia	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010264 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du N'Zi comoÉ (DIMBOKRO)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010265 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du BÈrÈ (Mankono)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010266 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'bungue	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010267 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bocanda	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010268 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Lacs (YAMOUSOUKRO)	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010270 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'AdiakÈ	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010271 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Grand-Lahou	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010272 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zoukougbeu	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010273 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Fresco	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010275 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du GuÈmon (DuekouÈ)	5 000 000	6 230 000	6 660 855
21047010276 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	15 000 000	15 000 000	15 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21047 Administration Générale	11 764 465 136	12 890 456 926	11 322 178 736
21047010278 Suivre et Évaluer les activités des structures déconcentrée (DD, DR et des services extérieurs)	10 000 000	13 000 000	15 230 000
21047010279 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21047010280 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Sud Bandaman (DIVO)	5 000 000	6 500 000	6 999 999
21047010281 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Facobly	5 000 000	6 500 000	7 000 000
21047010282 Apporter un appui juridique aux services du ministère	10 000 000	13 000 000	14 000 000
21047010285 Orienter les activités du ministère	50 000 000	65 000 000	70 000 000
2104702 Information et communication	270 000 000	262 291 621	266 070 575
3 - Transferts	270 000 000	262 291 621	266 070 575
21047020004 Transférer les crédits en vue d'organiser les Journées Administratives et Agricoles Délocalisées	70 000 000	68 001 531	68 981 260
21047020005 Transférer les crédits en vue d'organiser les Salons Internationaux de l'Agriculture	200 000 000	194 290 090	197 089 315
2104703 Renforcement de l'assistance juridique et de la coopération internationale	22 500 000	21 857 634	22 172 548
3 - Transferts	22 500 000	21 857 634	22 172 548
21047030006 Transférer les crédits en vue de contribuer au financement de l'Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques (AISA)	10 000 000	9 714 504	9 854 466
21047030007 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire au financement de l'Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop.	10 000 000	9 714 504	9 854 466
21047030009 Contribuer au financement de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	2 500 000	2 428 626	2 463 616
2104704 Planification, programmation, suivi Évaluation des projets et statistiques	395 000 000	689 156 994	1 026 774 476
4 - Investissements	395 000 000	689 156 994	1 026 774 476
Trésor	395 000 000	689 156 994	1 026 774 476
21047040010 Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA)	245 000 000	427 451 806	636 860 118
21047040013 Projet d'appui à l'opérationnalisation du PNIA	150 000 000	261 705 188	389 914 358
2104705 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	9 787 285 632	10 379 320 118	8 387 630 748
1 - Personnels	7 391 631 796	7 723 680 620	5 351 799 245
21047050028 Prendre en charge les salaires du personnel du MINADER	7 391 631 796	7 723 680 620	5 351 799 245
2 - Biens et services	1 586 687 191	1 850 189 634	2 001 127 729
21047050004 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21047050008 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'Électricité et de téléphone	752 425 191	847 665 713	957 674 626
21047050009 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP	25 000 000	35 000 000	35 000 000
21047050013 Equiper les DD et DR en matériels roulants	133 000 000	200 000 000	200 000 000
21047050014 Sensibiliser les structures du Ministère sur le genre	5 000 000	5 000 000	5 000 000
21047050016 Gérer les ressources humaines du ministère	10 000 000	11 030 000	11 060 900
21047050019 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du ministère	200 359 995	238 057 994	252 358 693
21047050020 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	256 200 000	256 200 000	256 200 000
21047050025 Gérer les ressources financières du ministère	124 702 005	148 717 277	157 759 265
21047050030 Passer les marchés du MINADER	30 000 000	58 518 650	76 074 245
3 - Transferts	342 058 024	339 774 060	340 893 750
21047050006 Transférer les crédits pour la coordination des activités des 10 Écoles de l'INFPA	80 000 000	77 716 036	78 835 726
21047050012 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	262 058 024	262 058 024	262 058 024

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21047 Administration Générale	11 764 465 136	12 890 456 926	11 322 178 736
4 - Investissements	466 908 621	465 675 804	693 810 024
Trésor	466 908 621	465 675 804	693 810 024
21047050023 Projet d'Appui à la formation Agricole / INFGA	200 000 000	87 235 062	129 971 453
21047050024 Réhabilitation des Dir Régionales et Départementales du MINAGRI/DAAF	266 908 621	378 440 742	563 838 571
2104707 Amélioration des conditions de travail	50 085 818	70 000 000	70 000 000
2 - Biens et services	50 085 818	70 000 000	70 000 000
21047070002 Superviser les travaux de réhabilitation et de construction des DD et DR	50 085 818	70 000 000	70 000 000
2104708 Information, communication et promotion	60 000 000	61 572 523	63 272 329
2 - Biens et services	10 000 000	13 000 001	14 000 000
21047080005 Gérer la communication institutionnelle de l'administration agricole	10 000 000	13 000 001	14 000 000
3 - Transferts	50 000 000	48 572 522	49 272 329
21047080006 Transférer les crédits en vue d'organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	50 000 000	48 572 522	49 272 329
2104709 Planification et programmation des activités de développement agricole	110 000 000	143 000 000	154 000 000
2 - Biens et services	110 000 000	143 000 000	154 000 000
21047090004 Coordonner l'Élaboration et la mise en oeuvre de la politique agricole (PNIA II)	100 000 000	130 000 000	140 000 000
21047090005 Formuler des projets, des stratégies et réaliser des Études	10 000 000	13 000 000	14 000 000
2104710 Suivi et Évaluation des projets et statistiques	40 000 000	46 000 000	48 000 000
2 - Biens et services	40 000 000	46 000 000	48 000 000
21047100006 Suivre et évaluer l'exécution des projets agricoles Contrôler la gestion et analyser les rapports d'audit des projets et des structures sous-tutelle	10 000 000	13 000 000	14 000 000
21047100007 Collecter les données et publier l'annuaire des statistiques	10 000 000	10 000 000	10 000 000
21047100008 Suivre, entretenir le matériel informatique et intégrer les réseaux informatiques	10 000 000	10 000 000	10 000 000
21047100009 Évaluer les projets agricoles	10 000 000	13 000 000	14 000 000

II.2.2. Programme 2 : Productions et Sécurité Alimentaire

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme Productions et sécurité alimentaire en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Productions et sécurité alimentaire	Action 2.1. : Coordination de la mise en œuvre des stratégies de production et de sécurité alimentaire
	Action 2.2. : Amélioration de l'accès aux intrants de qualité
	Action 2.3. : Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation
	Action 2.4. : Dynamisation des productions alimentaires végétales
	Action 2.5 : Renforcement des capacités d'analyses qualité, de Contrôle et de recherche agricole
	Action 2.6. Dynamisation du dispositif national du Conseil Agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Développer les filières agricoles	Taux d'accroissement moyen annuel de la production agricole	6%	6%	6%	6%	Production année n-production année 2012 / nombre d'années couvertes par la période n-2012 Source : Rapport / DEP
	Taux d'agrèments d'importation d'engrais délivrés	40 %	60%	75 %	75 %	Nombre d'agrèments d'importation d'engrais délivrés/ Nombre de demandes d'agrèments d'engrais reçues Source : Rapport d'activités / DPVSA
	Taux de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire	85%	88%	90%	95%	Les taux sont calculés en fonction du niveau de la fraude [100% - Taux de fraude] (15% de fraude en 2019, suivant les chiffres communiqués par les professionnels de la filière) Source : Rapport d'activités / DPVCQ
OS 2 : Renforcer les services de recherche, d'appui-conseil et de Contrôle qualité	Taux de producteurs ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	34%	62%	66%	75%	Nombre d'acteurs ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation année n / Nombre d'acteurs prévus Source : Rapport d'activités / ANADER
	Quantité de semences certifiées (tonnes)	133, 217 Tonnes	200 Tonnes	250 Tonnes	300 Tonnes	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPVSA

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME II : PRODUCTION ET SECURITE ALIMENTAIRE		20 503 337 337	23 797 450 171	25 690 728 138
	Dépenses de personnel	705 050 938	713 559 463	722 252 486
	Dépenses en biens et services	87 000 000	140 936 264	143 511 112
	Transferts	9 558 000 000	12 325 270 910	12 878 414 434
	Investissements	10 153 286 399	10 617 683 534	11 946 550 106
	Trésor	6 922 386 399	5 709 283 534	6 302 550 106
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 230 900 000	4 908 400 000	5 644 000 000

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22048 Productions et Sécurité alimentaire	20 503 337 337	23 797 450 171	25 690 728 138
2204801 Coordonner de la mise en œuvre des stratégies de production et de sécurité alimentaire†	3 663 900 000	5 669 246 559	6 758 961 691
2 - Biens et services	20 000 000	40 284 944	41 397 492
22048010010 Coordonner la mise en œuvre des stratégies de productions et de sécurité alimentaire	18 000 000	24 834 944	25 483 992
22048010020 Organiser un atelier d'Échange avec les filières manioc et tomate	2 000 000	15 450 000	15 913 500
4 - Investissements	3 643 900 000	5 628 961 615	6 717 564 199
Trésor	413 000 000	720 561 615	1 073 564 199
22048010014 Projet de lutte contre les mouches de fruits	213 000 000	371 621 366	553 678 388
22048010015 Projet Appui au Secteur Vivrier	200 000 000	348 940 249	519 885 811
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 230 900 000	4 908 400 000	5 644 000 000
22048010015 Projet Appui au Secteur Vivrier	3 230 900 000	4 908 400 000	5 644 000 000
2204802 Amélioration de l'accès aux intrants de qualité	163 000 000	62 200 613	62 592 504
2 - Biens et services	10 000 000	35 000 000	35 000 000
22048020011 Protéger les végétaux et Contrôler la qualité des produits phytosanitaires aux ports maritimes et à l'aéroport d'Abidjan	10 000 000	35 000 000	35 000 000
3 - Transferts	153 000 000	27 200 613	27 592 504
22048020007 Transférer les crédits en vue de contribuer au financement de Africa seed	153 000 000	27 200 613	27 592 504
2204803 Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation	67 000 000	74 487 581	75 836 284
2 - Biens et services	42 000 000	50 201 320	51 200 120
22048030033 Suivre l'Évolution des Marchés locaux et internationaux	10 000 000	17 241 320	17 251 320
22048030036 Mettre en œuvre les mesure d'accompagnement banane	32 000 000	32 960 000	33 948 800
3 - Transferts	25 000 000	24 286 261	24 636 164
22048030034 Transférer les crédits au Fer Palmier	25 000 000	24 286 261	24 636 164
2204804 Dynamisation des productions alimentaires végétales	1 735 000 000	224 814 149	327 844 987
2 - Biens et services	15 000 000	15 450 000	15 913 500
22048040015 Mettre en oeuvre et suivre les activités du Codex alimentarius et la situation alimentaire et nutritionnelle (DISSAN)	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22048040035 Organiser la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
4 - Investissements	1 720 000 000	209 364 149	311 931 487
Trésor	1 720 000 000	209 364 149	311 931 487
22048040013 Programme de sécurité alimentaire	170 000 000	122 129 087	181 960 034
22048040046 Projet Soja	1 500 000 000	0	0
22048040048 Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible, ‡ la Nutrition et au Développement des Capacités des Petits Agriculteurs	50 000 000	87 235 062	129 971 453

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22048 Productions et Sécurité alimentaire	20 503 337 337	23 797 450 171	25 690 728 138
2204805 Renforcement des capacités d'analyse qualité, de Contrôle et de recherche agricole	5 450 944 193	5 445 649 815	5 591 636 552
1 - Personnels	581 557 794	588 576 009	595 746 406
22048050011 Transférer les subventions équilibre personnel au LANADA	581 557 794	588 576 009	595 746 406
3 - Transferts	80 000 000	77 716 036	78 835 726
22048050008 Transférer les crédits en vue de renforcer les capacités opérationnelles des laboratoires d'analyse nationaux	80 000 000	77 716 036	78 835 726
4 - Investissements	4 789 386 399	4 779 357 770	4 917 054 420
Trésor	4 789 386 399	4 779 357 770	4 917 054 420
22048050007 Construction, réhabilitation et Équipement du LANADA	90 000 000	17 447 012	25 994 291
22048050009 Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA)	201 100 000	263 624 359	392 773 730
22048050010 Filières Agricoles Durables en C.I (FADCI)/2Ème C2D	4 498 286 399	4 498 286 399	4 498 286 399
2204806 Dynamisation du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole	9 423 493 144	12 321 051 454	12 873 856 120
1 - Personnels	123 493 144	124 983 454	126 506 080
22048060008 Transférer les subventions équilibre personnel au FER-PALMIER	123 493 144	124 983 454	126 506 080
3 - Transferts	9 300 000 000	12 196 068 000	12 747 350 040
22048060003 Transférer les crédits à l'ANADER dans le cadre du service public	9 300 000 000	12 196 068 000	12 747 350 040

II.2.3. Programme 3 : Développement Rural

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Développement Rural	Action 3.1. Maîtrise de l'eau et équipement rural
	Action 3.2. : Développement et vulgarisation des technologies de conservation et de valorisation
	Action 3.3. : Sécurisation du domaine foncier rural
	Action 3.4. : Sensibilisation des acteurs à la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural
	Action 3.5 : Accompagnement de la professionnalisation des OPA et promotion du secteur agricole
	Action 3.6 : Développement des mécanismes innovants de financement et de commercialisation

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Développement Rural						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Nombre de projets ayant des activités de distribution d'équipements modernes de distribution	16	13	13	12	Dénombrement Source : Rapports
	Proportion de superficies aménagées par les projets bénéficiant d'un système d'irrigation	100%	100%	100%	100%	Superficies ayant un système d'irrigation au niveau des projets pour l'année / Superficie totale aménagée au niveau
	Nombre de projets ayant des activités d'unités de conservation et de transformation des produits agricoles	7	7	5	7	Dénombrement Source : Rapport / DEP
OS 2 : Améliorer la gestion du foncier rural	Taux de territoires de villages délimités	35%	58%	64%	70%	Nombre de territoires de villages délimités / Nombre total de territoires de village Source : Rapports d'activités / DFR / AFOR
	Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	1,5%	2,2%	3,2%	4,1%	Superficies des terres objet de certificats fonciers / superficie totale des terres Source : Rapports d'activités / DFR

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6. Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections Finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME III : DEVELOPPEMENT RURAL	37 937 307 842	90 883 570 804	109 943 823 928
Dépenses de personnel	287 907 815	291 382 274	294 932 074
Dépenses en biens et services	60 000 000	75 448 000	79 194 300
Transferts	1 630 000 000	1 673 630 540	1 722 476 192
Investissements	35 959 400 027	88 843 109 990	107 847 221 362
<i>Trésor</i>	3 326 100 027	3 857 359 990	5 747 077 696
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	32 633 300 000	84 985 750 000	102 100 143 666

Tableau 7. Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22049 Développement rural	37 937 307 842	90 883 570 804	109 943 823 928
2204901 Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural	15 000 000	17 750 000	18 250 000
2 - Biens et services	15 000 000	17 750 000	18 250 000
22049010001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme développement rural	15 000 000	17 750 000	18 250 000
2204902 Promotion de la maîtrise de l'eau et de l'Équipement rural	14 443 700 000	12 048 026 953	9 766 248 346
2 - Biens et services	15 000 000	15 450 000	15 913 500
22049020024 Suivre les exploitations agricoles mécanisées dans les différentes zones de production (Région du poro, de la BagouË, du Kabadougou, du Bafing, du Worodougou, de la MarahouË et du BËrË	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22049020025 Établir un partenariat avec les centres techniques et de formation professionnelles (Bimbresso, Mankono, BouakË et OdiennË)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
4 - Investissements	14 428 700 000	12 032 576 953	9 750 334 846
Trésor	1 165 000 000	2 032 576 953	3 028 334 846
22049020005 Projet d'Appui à la Production et à la Commercialisation Extension	100 000 000	174 470 124	259 942 905
22049020009 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	820 000 000	1 430 655 023	2 131 531 823
22049020010 Projet d'aménagement de 1000 Ha de périmètre Agro sylvo-pastorale et halieutique de CI	245 000 000	427 451 806	636 860 118
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	13 263 700 000	10 000 000 000	6 722 000 000
22049020009 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	13 263 700 000	10 000 000 000	6 722 000 000
2204903 Développement et vulgarisation des technologies de conservation et de valorisation	985 900 000	1 000 192 950	467 848 570
2 - Biens et services	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22049030001 Actualiser la banque des données agro-industrielles et Élaborer des porte-feuilles des technologies	10 000 000	10 300 000	10 609 000
4 - Investissements	975 900 000	989 892 950	457 239 570
Trésor	175 900 000	306 892 950	457 239 570
22049030002 Projet de construction des magasins de stockage	95 900 000	167 316 850	249 285 246
22049030006 Projet de développement des chaines de valeurs dans la Région de l'Indénié Djuablin	80 000 000	139 576 100	207 954 324
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	800 000 000	683 000 000	0
22049030006 Projet de développement des chaines de valeurs dans la région de l'Indénié Djuablin	800 000 000	683 000 000	0
2204904 Sécurisation du domaine foncier rural	9 127 836 373	10 108 341 231	12 749 081 384
2 - Biens et services	10 000 000	21 648 000	23 812 800
22049040001 Mettre en œuvre et suivre la loi sur le foncier rural	10 000 000	21 648 000	23 812 800
3 - Transferts	1 540 000 000	1 586 200 000	1 633 786 000
22049040010 Transférer les crédits † l'AFOR en vue de la gestion du foncier rural	1 540 000 000	1 586 200 000	1 633 786 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22049 Développement rural	37 937 307 842	90 883 570 804	109 943 823 928
4 - Investissements	7 577 836 373	8 500 493 231	11 091 482 584
Trésor	1 777 836 373	1 256 184 898	1 871 588 918
22049040003 Programme d'Appui au foncier rural	1 220 000 000	1 256 184 898	1 871 588 918
22049040009 Projet d'amélioration et de mise en œuvre de la politique foncière	557 836 373	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 800 000 000	7 244 308 333	9 219 893 666
22049040009 Projet d'amélioration et de mise en œuvre de la politique foncière	5 800 000 000	7 244 308 333	9 219 893 666
2204905 Accompagnement de la professionnalisation des opa et promotion du secteur agricole	515 271 469	511 241 903	576 191 304
1 - Personnels	287 907 815	291 382 274	294 932 074
22049050660 Transférer les subventions équilibre personnel au FIRCA	287 907 815	291 382 274	294 932 074
2 - Biens et services	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22049050659 Organiser la structuration des filières agricole	10 000 000	10 300 000	10 609 000
3 - Transferts	90 000 000	87 430 540	88 690 192
22049050648 Transférer les crédits à la Chambre d'Agriculture	80 000 000	77 716 036	78 835 726
22049050653 Transférer les crédits en vue d'apurer les dettes des gestions antérieures	10 000 000	9 714 504	9 854 466
4 - Investissements	127 363 654	122 129 089	181 960 038
Trésor	127 363 654	122 129 089	181 960 038
22049050656 Programme National de Formation aux Metiers Ruraux	127 363 654	122 129 089	181 960 038
2204906 Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation	12 849 600 000	67 198 017 767	86 366 204 324
4 - Investissements	12 849 600 000	67 198 017 767	86 366 204 324
Trésor	80 000 000	139 576 100	207 954 324
22049060001 Fonds de promotion de l'Agriculture sous contrat	80 000 000	139 576 100	207 954 324
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	12 769 600 000	67 058 441 667	86 158 250 000
22049060001 Fonds de promotion de l'Agriculture sous contrat	769 600 000	0	0
22049060003 Projet de la compétitivité de la chaîne de valeurs anacarde	12 000 000 000	67 058 441 667	86 158 250 000

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME IV : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		71 611 721 030	73 297 721 030	75 435 721 030
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	71 611 721 030	73 297 721 030	75 435 721 030
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
23203 Comptes Spéciaux du Trésor	71 611 721 030	73 297 721 030	75 435 721 030
2320301 Gestion des Comptes Spéciaux du Trésor	71 611 721 030	73 297 721 030	75 435 721 030
3 - Transferts	71 611 721 030	73 297 721 030	75 435 721 030
23190010001 Transférer les recettes affectées aux Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	12 500 000 000	14 000 000 000	15 700 000 000
23190010003 Soutenir le secteur anacarde (Parafiscalité anacarde)	26 645 721 030	26 645 721 030	26 645 721 030
23190010004 Transférer les recettes affectées au secteur café cacao	27 799 000 000	27 993 000 000	28 296 000 000
23190010002 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement Agricole (2QC)	4 667 000 000	4 659 000 000	4 794 000 000

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1 Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la vétusté des locaux des directions (territoriales, régionales et départementales) et de certaines directions centrales ;
- l'absence de base de données fiable du patrimoine ;
- l'état de vieillissement des routes revêtues ;
- la surcharge à l'essieu : plus de 80% des camions sont en surcharge par rapport au règlement 14 mis en œuvre depuis 2005 dans les pays de l'UEMOA en plus du Ghana et de la Guinée et 10% sont en extrême surcharge (au-delà des poids normaux + 20% de tolérance) ;
- le déficit d'entretien et d'extension du réseau routier lié à l'insuffisance de financement du secteur routier.

I.1.2. Les réponses apportées

- Au niveau des infrastructures réhabilitées ou aménagées :
 - la réhabilitation et l'aménagement de la DTIR de Jacquelineville ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR de Bondoukou ;
 - la réhabilitation et l'aménagement de la DTIR de Sinfra ;
 - la réhabilitation et l'aménagement de la DTIR de Duekoué ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR de Tengrela ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR de Toulepleu ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR de Dimbokro, d'Elibou et d'Abidjan ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR d'Odienné.
- Au niveau des routes construites :
 - le pont Henri Konan BEDIE,
 - l'échangeur du VGE ;
 - l'échangeur de la riviéra 2 ;
 - le pont de Bouaflé ;
 - le pont Philippe Grégoire YACE de Jacquelineville ;
 - le pont de Salon kourani à Odienné ;
 - le pont métallique de Gbéléban, des ponts de Béoumi sur le Kan et le Bandaman et du pont de Bassawa.
- Au niveau des routes revêtues :
 - le prolongement de l'autoroute Singrobo – Yamoussoukro (86 km) ;
 - le bitumage de la route Boundiali-Bolona (92,5 km) ;
 - le bitumage de la route Abobo-Anyama (4,6 km) ;
 - la construction de l'autoroute Abidjan-Bassam (28 km) ;
 - le bitumage ou le renforcement d'environ 110 km de voiries urbaines ;
 - la réparation d'environ 3000 km de routes revêtues.

- Au niveau des routes en terre :
 - le Programme d'Entretien Routier (PER 2014-2015) qui a permis le reprofilage lourd et le traitement de points critiques d'environ 4700 km et le reprofilage léger et la pose de buses sur 3000 km de routes en terre ;
 - la réparation du réseau revêtu sur environ 760 km ;
 - le débroussaillage des accotements et les curages des ouvrages sur environ 6000 km de routes revêtues ainsi que la construction de 50 dalots ;
 - la construction de 06 bacs automoteurs ;
 - les travaux de réparation superficielle sur 800 km de routes revêtues.

I.1.3 Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- l'instauration d'une source de motivation des agents ;
- la définition de profil de carrière des fonctionnaires ;
- la création ou la mise en place d'une base de données du patrimoine du Ministère ;
- la poursuite de la réhabilitation des directions centrales et territoriales du ministère ;
- les travaux de réhabilitation et d'aménagement de la DRIE de Katiola ;
- les travaux de construction des bureaux de la DRIE d'Abidjan, Elibou et Toumodi ;
- les travaux de réhabilitation des bureaux de la DTIR de Dabou ;
- les travaux de construction et de réhabilitation des bureaux de la DTIR de Béoumi ;
- les travaux de construction et de réhabilitation des bureaux de la DTIR de M'bahiakro ;
- la prise et l'adoption des textes réglementaires relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat. ;
- le développement, l'entretien et la réhabilitation des routes ;
- le financement du sous- secteur routier.

I.1.3.2. Priorités

- l'accroissement de l'accès à l'eau potable de l'ensemble de la population ;
- l'accroissement et maintien des infrastructures routières ;
- l'amélioration de la gouvernance des sous-secteurs ;
- la diversification des sources de production en eau potable en vue de pérenniser les ressources naturelles.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1 Principales orientations

- le renforcement des cadres légaux et réglementaires des services des infrastructures routières ;
- l'entretien régulier des infrastructures routières ;
- la réhabilitation des infrastructures routières ;
- la construction des infrastructures routières de qualité ;
- le renforcement des capacités des acteurs du secteur des infrastructures routières.

I.2.2 Résultats stratégiques

- l'administration du Ministère est moderne et performante ;
- le niveau des Infrastructures routières et Ouvrage d'art est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Équipement et de l'Entretien Routier est chargé de la mise œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays dans les domaines des travaux publics. Il assure la gestion du domaine public de l'État.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité :

- en matière de routes et d'ouvrages d'art : de la maîtrise d'ouvrage, du suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures du réseau routier ainsi que leur entretien et la Réglementation de leur gestion ;
- en matière d'infrastructures de transport aérien, ferroviaire, maritime et fluvio-lagunaire : du suivi de la réalisation par les maîtres d'ouvrages concernés, des infrastructures des aéroports, des aéroports, des ports, des chemins de fer nationaux et urbains et des infrastructures fluviales, en liaison avec le Ministre des Transports.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Infrastructures routières et Ouvrages d'art
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES- PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1 Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, IG, SDA, SAJ, SITIC, SCRP, SCI, CPM-MEER, DDPE, DRH, DAFP, DPE, DRIE		- Réhabilitation des locaux des directions territoriales - Mise en place d'une base de données statistiques du Ministère	
P2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art	DGIR, DPSS, DENRVT, DRR, DTIR	AGEROUTE, LBTP, FER, PRICI	- Aménagement route Boundiali-Odiène frontière Guinée - Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI / Phase 2) - Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké – Section Yamoussoukro - Tiébissou - Aménagement de la route Tiébissou – Didievi – Bocanda - Programme d'Aménagement des routes et de facilitation de transport au sein du fleuve Mano ;	

			<ul style="list-style-type: none"> - Indemnisation travaux routiers /AGEROUTE - Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonaise ; - Aménagement de la route Adzopé – Yakassé-Attobrou ; - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 1 : Abidjan - Dabou - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 2 : Dabou - San - Pedro - Projet de Transport Urbain d'Abidjan - Projet de route corridor Bamako – Zantiebougou - Kani –Boundiali San-Pedro (Côte d'Ivoire) (Section Kani – Boundiali) - Aménagement et bitumage de la route Odienné Samatiguila-frontière-Mali et bretelle de Kaniasso et Kouban (2019) - Projet de voirie Abidjan - Aménagement de la route Bouna-Doropo - frontière Burkina - Aménagement de la route Bouna-Vonkoro (2019) - Aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou - Aménagement de la route Mankono–Tiéningboué - Construction de route de Centre Ouest : Toulepleu – Zouan - Hounien et Seguela - Mankono - Bitumage axe Odienné –Gbelegban - Bitumage axe Agboville – Cechi - Bitumage axe Ferké – Kong y compris axe Aéroport ville de Korhogo - Construction de 3 ouvrages d'art départements de Man – Guiglo – Tai - programme de renforcement et d'aménagement des voiries structurantes des districts et des chefs-lieux de région (route : Aménagement du bord de mer de l'autoroute Abidjan-Gd-Bassam, voirie ville de Kouto, Travaux d'aménagement Voiries Abidjan) - Aménagement de la route Guitry –Divo - Aménagement de la Baie de Cocody - Projet d'Infrastructures pour le Développement Humain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) - Projet de Facilitation, Commerce, Transport Abidjan-Lagos (PFCTCAL) - Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA) - Routes/2^{ème} C2D , Bitumage axe Noé-Tiapoum - Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: Bondoukou-soko-frontière Ghana, - Travaux d'aménagement et de bitumage de route dans les villes de sinématiali, kouto, gbon et kolia - Travaux de bitumage de route dans la ville de Korhogo - Travaux de bitumage de route dans la ville d'Ouangolodougou - Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route Boundiali-dianra et de la voirie à Boundiali - Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route N'golodougou-kong et de la voirie à N'golodougou - Construction de la route frontière Mali et Guinée - Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route Bouaké-satama-sokoro et voirie et bretelle de satama-sokoro 	
--	--	--	--	--

II.1.2 Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	R S1 : L'administration du Ministère est moderne et performante	IP 1.1 : Nombre de textes appliqués	Dénombrement Source : Rapport du SAJ
OG 2 : assurer un meilleur niveau de service des infrastructures routières	R S2 : Le niveau des Infrastructures routières et Ouvrage d'art est amélioré	IP 2.1 : Taux d'accroissement du réseau routier bitumé	Linéaire de routes bitumés/linéaire de routes prévus Source : Rapport de l'AGEROUTE

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	760 378 911 642	721 083 221 440	596 054 313 756
1.1 Ressources Intérieures	328 004 438 555	389 515 121 437	429 903 013 751
1.1.1 Budget Etat	328 004 438 555	389 515 121 437	429 903 013 751
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	432 374 473 087	331 568 100 003	166 151 300 005
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	432 374 473 087	331 568 100 003	166 151 300 005
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	760 378 911 642	721 083 221 440	596 054 313 756
2.1 Personnel	1 807 416 920	1 818 858 834	1 830 362 698
2.1.1 Solde y compris EPN	1 807 416 920	1 818 858 834	1 830 362 698
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 297 926 832	2 418 372 282	2 551 218 234
2.3 Transferts et subventions	159 192 330 783	163 967 192 019	178 542 121 312
2.4 Investissement*	597 081 237 107	552 878 798 305	413 130 611 512
Trésor	164 706 764 020	221 310 698 302	246 979 311 507
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	432 374 473 087	331 568 100 003	166 151 300 005

II.2. Projet Annuel de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2. : Gestion des ressources financières, Matérielles et humaines
	Action 1.3. : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4. : Gestion du Domaine Public de l'Etat
	Action 1.5. : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	2020	2021	2022	Méthode de calcul et moyen de vérification
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières	Nombre de textes légaux et réglementaires adoptés	3	3	2	1	Dénombrement Source : Rapport / SAJ
OS 2 : Améliorer le Système de planification et de suivi évaluation des activités du Ministère	Nombre de rapport d'évaluation des projets produit	2	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport / DPE
OS 3 : Assurer une gestion efficace moderne et efficiente des ressources humaines, Matérielles et financières du ministère	Nombre de formations annuelles	3	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport / DRH
	Cartographie des effectifs du Ministère élaboré	1	1	1	1	Dénombrement
	Taux d'exécution du budget	71,14%	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport / DAFP
OS 4 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de satisfaction de la population par rapport aux actions du Ministère	80%	85%	90%	90%	Nombre de personnes enquêtées / Nombre total de personnes à enquêter Source : Rapport Service Communication
OS 5 : Améliorer la gestion du domaine public de l'Etat	Nombre de Cartographie du domaine public élaboré	0	1	1	1	Dénombrement Source : Rapport / DDPE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : synthèse du budget-programme

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		4 115 869 857	4 480 179 734	4 832 369 488
	Dépenses de personnel	1 807 416 920	1 818 858 834	1 830 362 698
	Dépenses en biens et services	2 032 870 779	2 198 924 470	2 325 286 046
	Transferts (1)	25 761 960	26 534 819	27 330 863
	Investissements	249 820 198	435 861 611	649 389 881
	<i>Trésor</i>	249 820 198	435 861 611	649 389 881
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21058 Administration Générale	4 115 869 857	4 480 179 734	4 832 369 488
2105801 Coordination et animation du ministère	376 038 973	387 320 131	398 941 744
2 - Biens et services	376 038 973	387 320 131	398 941 744
21058010003 Apporter un appui juridique aux services du ministère	6 200 000	6 386 000	6 577 580
21058010004 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	11 197 229	11 533 146	11 879 140
21058010005 Rechercher des opportunités d'investissement pour le financement des infrastructures routières	3 750 000	3 862 500	3 978 375
21058010010 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21058010986 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Lagunes	4 653 459	4 793 063	4 936 855
21058010988 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moyen-Comoé, ABENGOUROU	3 594 929	3 702 776	3 813 859
21058010992 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de La Mé	3 658 444	3 768 196	3 881 243
21058011026 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de Iffou, Daoukro	3 573 873	3 681 087	3 791 521
21058011069 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KORHOGO	4 861 458	5 007 303	5 157 520
21058011073 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Zanzan, BONDOUKOU	3 594 927	3 702 774	3 813 858
21058011076 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de la Vallée du Bandama, Bouaké	3 573 876	3 681 093	3 791 526
21058011080 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Tchologo, Ferké	3 573 875	3 681 091	3 791 524
21058011083 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Denguélé, Odiénné	3 573 875	3 681 092	3 793 526
21058011088 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de la Marahoué, Bouaflé	3 594 926	3 702 773	3 813 856
21058011097 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Worodougou, SEGUELA	3 573 874	3 681 089	3 791 522

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21058 Administration Générale	4 115 869 857	4 480 179 734	4 832 369 488
21058011110 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Sud-Comoé, ABOISSO	3 573 875	3 681 090	3 791 523
21058011123 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Bas-Sassandra, SAN PEDRO	4 698 440	4 839 393	4 984 574
21058011134 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Fromager, Gagnoa	3 594 929	3 702 776	3 813 860
21058011135 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Haut-Sassandra, DALOA	3 615 978	3 724 456	3 836 192
21058011143 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Sud-Bandama, DIVO	3 591 419	3 699 160	3 810 134
21058011155 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de l'Agnéby, AGBOVILLE	3 573 875	3 681 092	3 791 525
21058011162 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Moyen-Cavally, Guiglo	3 564 875	3 671 820	3 781 975
21058011163 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Bafing, Touba	3 573 875	3 681 091	3 791 525
21058011170 Mettre en oeuvre la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures routières	62 000 000	63 860 000	65 775 800
21058011171 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région des Lacs, YAMOOUSSOUKRO	3 632 912	3 741 898	3 854 156
21058011190 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région des Montagnes, MAN	3 644 050	3 753 372	3 865 975
21058011198 Recruter des experts pour assister le Cabinet (Régie/Convention BNETD)	175 000 000	180 250 000	185 657 500
21058011207 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du N'zi-Comoé, DIMBOKRO	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21058011223 Organiser des formations sur les procédures des Marchés publics	4 000 000	4 120 000	4 243 600
2105802 Gestion des ressources financières, Matérielles et humaines	3 682 006 667	4 033 298 659	4 372 082 035
1 - Personnels	1 807 416 920	1 818 858 834	1 830 362 698
21058020012 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 807 416 920	1 818 858 834	1 830 362 698
2 - Biens et services	1 599 007 589	1 752 043 395	1 864 998 593
21058020004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	491 479 148	557 819 101	634 845 670
21058020007 Elaborer, suivre et évaluer la mise en oeuvre du DPPD-PAP/CDMT	18 000 000	20 600 000	21 218 000
21058020008 Gérer la commande publique du Ministère	7 500 000	28 325 000	29 174 750
21058020011 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	38 000 000	39 140 000	40 314 200
21058020013 Gérer les ressources financières et Matérielles du ministère	40 500 000	41 715 000	42 966 450
21058020020 Gérer les ressources humaines du ministère	15 200 000	15 656 000	16 125 680
21058020022 Prendre en charge les Dépenses liées aux salaires des agents contractuels du Ministère	880 000 000	927 000 000	954 810 000
21058020026 Prendre en charge les Dépenses liées à l'entretien et au maintien des locaux de la DAF	67 000 000	69 010 000	71 089 500
21058020027 Prendre en charge les Dépenses liées à l'organisation des cérémonies de réception des agents du Ministère	21 328 441	27 028 294	27 931 843
21058020028 Organiser des séminaires et conférences sur l'élaboration du RAP	10 000 000	15 450 000	15 913 500
21058020029 Renforcer les capacités des agents du Ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
3 - Transferts	25 761 960	26 534 819	27 330 863
21058020030 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	25 761 960	26 534 819	27 330 863
4 - Investissements	249 820 198	435 861 611	649 389 881
Trésor	249 820 198	435 861 611	649 389 881
21058020005 Réhabilitation des locaux des Directions territoriales (projet)	249 820 198	435 861 611	649 389 881

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21058 Administration Générale	4 115 869 857	4 480 179 734	4 832 369 488
2105803 Planification, programmation et suivi-évaluation	23 595 157	24 303 012	25 032 102
2 - Biens et services	23 595 157	24 303 012	25 032 102
21058030001 Organiser la planification, le suivi et l'évaluation des activités du ministère	23 595 157	24 303 012	25 032 102
2105804 Gestion du domaine public de l'Etat	12 321 795	12 691 448	13 072 192
2 - Biens et services	12 321 795	12 691 448	13 072 192
21058040001 Gérer l'occupation et l'exploitation du Domaine Public de l'Etat	12 321 795	12 691 448	13 072 192
2105805 Information et communication	21 907 265	22 566 484	23 241 415
2 - Biens et services	21 907 265	22 566 484	23 241 415
21058050001 Gérer le parc et le système informatique du ministère	3 838 754	3 953 917	4 072 532
21058050002 Réaliser les activités de documentation et d'archivage du ministère	7 768 511	8 003 567	8 241 613
21058050003 Organiser la communication des activités du Ministère	7 300 000	7 519 000	7 744 570
21058050005 Mener des campagnes de sensibilisation des populations à la préservation et à l'entretien des infrastructures routières	3 000 000	3 090 000	3 182 700

II.2.2 Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art	Action 2.1. : Coordination des activités pour la réalisation des infrastructures routières et ouvrages d'art
	Action 2.2. : Construction de nouvelles routes
	Action 2.3. : Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art
	Action 2.4. : Construction des ouvrages d'art

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	2020	2021	2022	Méthode de calcul et Moyen de vérification
OS 1 : Améliorer le cadre légal et l'opérationnalité des structures du secteur routier	Nombre de projets de textes adoptés	1	1	1	0	Dénombrement Source : Rapport / DGIR
	Taux de satisfaction des usagers sur le réseau routier	70%	70%	75%	75%	Nombre de personnes satisfaites / Nombre de personnes enquêtées Source : Rapport / DPE / OSER

Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	2020	2021	2022	Méthode de calcul et Moyen de vérification
OS 2 : Améliorer la qualité des infrastructures routières	Linéaires de routes construites	397	920	573	538	Dénombrement (km) Source : Rapport / AGEROUTE
	Linéaires de routes renforcées	257	637	450	503	Dénombrement (km) Source : Rapport / AGEROUTE
	Nombre d'ouvrages réalisés	3	15	15	19	Dénombrement Source : Rapport / AGEROUTE
	Nombre d'études réalisées	1	6	5	5	Dénombrement Source : Rapport / AGEROUTE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : synthèse du budget-programme

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS	609 177 441 785	564 741 041 706	424 786 944 268
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	265 056 053	219 447 812	225 932 188
Transferts	12 080 968 823	12 078 657 200	12 079 790 449
Investissements	596 831 416 909	552 442 936 694	412 481 221 631
Trésor	164 456 943 822	220 874 836 691	246 329 921 626
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	432 374 473 087	331 568 100 003	166 151 300 005

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	609 177 441 785	564 741 041 706	424 786 944 268
2205901 Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières et ouvrages d'art	3 046 024 876	5 008 798 380	7 324 181 082
2 - Biens et services	265 056 053	219 447 812	225 932 188
22059010001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme	3 281 399	3 379 842	3 481 237
22059010077 Coordonner les activités du programme des infrastructures routières et ouvrages d'art	7 847 749	8 083 181	8 325 677
22059010078 Suivre la mise en œuvre de la Réglementation en vigueur dans le domaine routier	3 220 988	3 317 616	3 417 144
22059010079 Contrôler l'application des lois et règlements en vigueur dans le secteur routier	1 632 524	1 681 500	1 731 945
22059010080 Surveiller le réseau routier national	3 883 217	3 999 714	4 119 706
22059010081 Superviser la réalisation des projets d'investissement dans le domaine routier	1 050 000	1 081 500	1 113 945
22059010082 Mettre en œuvre la politique d'exploitation et de développement du réseau des routes Rurales	10 100 000	10 403 000	10 715 090
22059010084 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Yamoussoukro)	2 990 000	3 079 700	3 172 091

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	609 177 441 785	564 741 041 706	424 786 944 268
22059010085 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dimbokro)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010086 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouaké I)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010087 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Touba)	2 990 000	3 079 820	3 172 091
22059010088 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Odiénné)	2 990 000	3 079 700	3 172 090
22059010089 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Ferke)	2 990 000	3 079 700	3 073 092
22059010090 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bondoukou)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010091 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Daloa)	2 990 000	3 079 700	3 172 094
22059010092 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Gagnoa)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010093 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Guiglo)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010094 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Toulepleu)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010095 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tiassalé)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010096 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de San-Pedro)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010097 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Abengourou)	2 990 000	3 079 700	3 172 090
22059010098 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Aboisso)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010099 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Agboville)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010100 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Toumodi)	3 250 000	3 347 500	3 447 925
22059010101 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bongouanou)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010102 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Mankono)	3 250 000	3 347 500	3 447 926
22059010103 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Korhogo)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010104 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouna)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010105 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Issia)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010106 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Oumé)	2 990 000	3 079 700	3 172 090
22059010107 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouaflé)	2 990 000	3 079 700	3 172 089
22059010108 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Man)	2 990 000	3 079 700	3 172 093
22059010109 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Divo)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010110 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sassandra)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010111 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Agnibilékrou)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010112 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Adzopé)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010113 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Abidjan II)	2 990 000	3 079 700	3 172 093
22059010114 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tiébissou)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010115 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Daoukro)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010116 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dabakala)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010117 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Séguéla)	2 990 000	3 079 700	3 172 090
22059010118 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tanda)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010119 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Danané)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010120 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Lakota)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010121 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Soubré)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010122 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Grand-Bassam)	5 000 000	5 149 998	5 304 499

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	609 177 441 785	564 741 041 706	424 786 944 268
22059010123 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bocanda)	2 990 000	3 079 700	3 172 092
22059010124 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Vavoua)	2 990 000	3 079 660	3 172 091
22059010125 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sinfra)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010126 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tabou)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010127 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Grand-Lahou)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010128 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de M'Bahiakro)	2 990 000	3 079 700	3 172 090
22059010129 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Boundiali)	2 990 000	3 079 700	3 172 093
22059010130 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Biankouma)	3 016 000	3 106 480	3 199 674
22059010131 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dabou)	2 990 000	3 079 700	3 172 093
22059010132 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sakassou)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010133 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tengrela)	2 990 000	3 079 700	3 172 090
22059010134 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Duekoué)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010135 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Alépé)	3 015 213	3 105 669	3 198 839
22059010136 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bangolo)	2 990 000	3 079 700	3 172 090
22059010137 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Jacquville)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010138 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Béoumi)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010139 Superviser, suivre et évaluer les travaux routiers et d'ouvrages d'art dans la DTIR. Abidjan II/Entretien Autoroute du Nord	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010140 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Zuénoula)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010141 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bloléquin)	2 990 000	3 079 700	3 172 091
22059010142 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Adiaké)	3 048 963	3 140 432	3 234 646
22059010143 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Katiola)	2 990 000	3 079 700	3 172 093
22059010144 Coordonner la mise en oeuvre de la politique et stratégie en matière de recherche et de qualité en matière d'infrastructures routière(DGQIR)	20 000 000	0	0
22059010145 Mettre en place le Système de Management de la Qualité	16 000 000	0	0
22059010146 Elaborer la stratégie de recherche appliquée au secteur routier	13 500 000	0	0
22059010147 Initier des partenariats entre les structures de recherche appliquée dans le secteur routier et celles de l'étranger	2 500 000	0	0
3 - Transferts	80 968 823	78 657 200	79 790 449
22059010052 Apporter un appui au Programme d'auscultation des Infrastructures géré par le LBTP	80 968 823	78 657 200	79 790 449
4 - Investissements	2 700 000 000	4 710 693 368	7 018 458 445
Trésor	2 700 000 000	4 710 693 368	7 018 458 445
22059010021 Désenclavement, développement et entretien des routes rurales	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22059010026 Inventaire du Réseau Routier National	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22059010067 Indemnisation des travaux routiers/AGEROUTE	2 600 000 000	4 536 223 244	6 758 515 539
2205902 Construction de nouvelles routes	326 796 376 240	455 658 548 388	331 074 453 290
4 - Investissements	326 796 376 240	455 658 548 388	331 074 453 290
Trésor	69 841 911 806	139 430 748 385	164 923 153 285
22059020001 Aménagement de la route pt ComoÉ-Abengourou	1 650 000 000	2 617 051 871	3 899 143 580
22059020002 Bitumage axe Ferké-Kong	100 000 000	174 470 124	259 942 906

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	609 177 441 785	564 741 041 706	424 786 944 268
22059020003 Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	865 318 022	1 509 721 433	2 249 332 807
22059020006 Bitumage axe Agboville-Cechi	2 000 000 000	3 489 402 495	5 198 858 107
22059020007 Bitumage axe odienné -Gbéléban	1 205 255 762	1 841 106 044	2 743 062 487
22059020008 Aménagement du bord de Mer de l'Autoroute Abidjan-Grand-Bassam	1 030 000 000	1 448 102 036	2 157 526 114
22059020009 Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	4 600 000 000	8 025 625 738	11 957 373 646
22059020010 Aménagement de l'autoroute Abidjan Grand- Bassam	1 000 000 000	1 395 760 998	2 079 543 243
22059020011 Bitumage Axe Mankono-Tenningboue	2 521 300 000	2 000 008 705	0
22059020012 Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	3 000 000 000	5 234 103 743	7 798 287 160
22059020013 Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguéla Mankono	1 010 000 000	1 762 148 260	2 625 423 343
22059020014 Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ahoussoukro-Koliakro	59 415 515	103 662 323	154 446 416
22059020015 Projet de route Bouna Doropo frontière BF	1 661 684 958	2 899 143 820	4 319 432 158
22059020016 Projet Facilitation Commerce Transport Abj-Lagos (PFCTCAL)	3 000 000 000	1 800 191 972	0
22059020017 Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou	275 000 000	218 087 656	324 928 631
22059020018 Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	4 404 251 120	7 684 102 425	11 448 538 320
22059020019 Aménagement route Kokonou Aproponou/Yamoussoukro-Bouaflé-Daloo	16 335 704 548	24 640 040 962	23 250 399 166
22059020020 Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	3 044 931 881	5 312 496 452	7 915 084 398
22059020023 Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route Bouaké-satama-sokoro et voirie et brételle de satama-sokoro	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020024 Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route N'golodougou-kong et de la voirie à N'golodougou	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020025 Bitumage de routes Boundiali-Dianra	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020026 Bitumage de routes dans la ville d'Ouangolodougou	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020027 Bitumage de routes dans la ville de Korhogo	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020028 Bitumage de routes dans les villes de Sinématiali-Gbon et Kolia	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020030 Travaux de réhabilitation des voiries de NOE	715 450 000	1 248 246 508	1 859 761 516
22059020031 Travaux de construction de la route de TIAPOUM	700 000 000	697 880 500	1 039 771 622
22059020032 Construction de la route Odienné-Frontière du Mali et de la Guinée	100 000 000	174 470 124	259 942 906
22059020033 Aménagement de la route Boundiali- Tengréla-Mali	218 600 000	381 391 693	568 235 191
22059020034 Travaux de bitumage de la route Tionoriadougou-Guimbé-Dikodougou	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020035 Construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020036 Travaux d'élargissement de la traversée de Bingerville et son prolongement à Ebrah	5 000 000	8 723 506	12 997 145
22059020038 Travaux de bitumage de la route Kabala-Salonkourani	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020047 Travaux de bitumage de la route Korhogo-M'bengué	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059020055 Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: bkou-soko-frontière Ghana	980 000 000	1 709 807 223	2 547 440 472
22059020056 Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (PABC)	15 000 000 000	55 971 514 713	59 700 000 000
22059020057 Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	2 250 000 000	3 402 167 433	5 068 886 654
22059020058 Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Economiques Secondaires (PIDUCAS)	2 000 000 000	3 489 402 496	5 198 858 107
22059020059 Bitumage de l'axe Touba-Saoula et renforcement de routes dans la région de l'Ouest	10 000 000	17 447 012	25 994 290
Financement extérieur	256 954 464 434	316 227 800 003	166 151 300 005

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	609 177 441 785	564 741 041 706	424 786 944 268
22059020003 Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	1 879 729 730	0	0
22059020009 Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	69 889 750 277	115 268 000 000	30 000 000 000
22059020012 Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	18 629 915 968	11 630 000 000	0
22059020013 Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguéla Mankono	10 869 437 561	10 292 000 000	4 750 000 000
22059020015 Projet de route Bouna Doropo frontière BF	11 691 054 783	5 460 000 000	0
22059020018 Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	16 171 138 986	10 000 000 000	0
22059020020 Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	9 588 300 000	0	0
22059020032 Construction de la route Odienné-Frontière du Mali et de la Guinée	30 000 000 000	0	0
22059020055 Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: bkou-soko-frontière Ghana	4 273 000 000	0	0
22059020056 Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (PABC)	17 483 137 129	36 583 100 000	3 533 000 000
22059020057 Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	52 953 000 000	88 000 000 000	22 291 000 000
22059020058 Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Economiques Secondaires (PIDUCAS)	13 526 000 000	0	0
22059020060 Travaux de construction de l'Échangeur d'ABATTA	0	5 000 000 000	11 000 000 000
22059020061 Projet de construction de 4 Échangeurs et 15 ponts et tabliers métalliques en Côte d'Ivoire	0	16 645 800 000	75 228 000 000
22059020062 Travaux de construction d'un Fly-over sur le boulevard NANGUI ABROGOUA	0	17 348 900 003	19 349 300 005
2205903 Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art	109 542 880 935	53 576 651 699	52 359 117 273
3 - Transferts	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000
22059030005 Prendre en charge le loyer du pont HKB/ SOCOPRIM	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000
4 - Investissements	97 542 880 935	41 576 651 699	40 359 117 273
Trésor	41 515 872 274	41 576 651 699	40 359 117 273
22059030003 Infrastructures Route/ 2ème C2D	25 287 787 000	25 287 787 000	25 287 787 000
22059030004 Réhabilitation Autoroute du Nord	350 306 512	611 180 209	910 596 925
22059030006 Projet de renaissance des Infrastructures de CI (PRICI)	3 000 000 000	10 200 311 822	6 000 000 000
22059030007 Aménagement du Boulevard de Marseille	2 179 433 000	3 279 049 099	4 885 452 744
22059030012 Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké	9 088 345 762	0	0
22059030013 Réhabilitation de la route Akoupé-Kotobi	950 000 000	1 395 760 998	2 079 543 243
22059030014 Aménagement voiries de Kouto	600 000 000	697 880 499	1 039 771 621
22059030019 Travaux de réhabilitation de la voirie de Yamoussoukro	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059030020 Renforcement du réseau routier des sections: Bouaké-M'Bahiakro; Kotobi-Arrah-Bonahouin; M'Bahiakro-Daoukro et Bongouanou-Dimbokro	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059030021 Renforcement du réseau routier des sections: Gagnoa-Issia Bondoukou-Bouna Sinfra-Gagnoa Issia-Guéssabo	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059030022 Renforcement du réseau routier des sections: Boundiali-Korhogo Ouangolo-Frontière Mali et Séguéla-Kani	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059030023 Travaux de bitumage des voiries de Séguéla et de Kong	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22059030024 Travaux de bitumage des voiries de Boundiali et Tengréla	10 000 000	17 447 012	25 994 290
Financement extérieur	56 027 008 661	0	0
22059030007 Aménagement du Boulevard de Marseille	13 869 532 204	0	0
22059030012 Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké	42 157 476 457	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	609 177 441 785	564 741 041 706	424 786 944 268
2205904 Construction des ouvrages d'arts	169 792 159 734	50 497 043 239	34 029 192 623
4 - Investissements	169 792 159 734	50 497 043 239	34 029 192 623
Trésor	50 399 159 742	35 156 743 239	34 029 192 623
22059040001 Projet Transport Urbain Abidjan	47 350 000 000	30 000 000 000	26 346 164 819
22059040002 Construction des ouvrages métalliques	252 555 684	303 326 229	451 925 516
22059040003 Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonais	1 379 161 431	2 406 224 670	3 585 032 293
22059040005 Réhabilitation des Ponts FHB	537 742 627	938 200 232	1 397 823 808
22059040006 Construction de 03 ouvrages d'art dans les départements de Man-Guiglo-Tai	69 700 000	95 784 098	142 708 655
22059040007 Construction du Pont HKB	800 000 000	1 395 760 998	2 079 543 242
22059040008 Construction d'ouvrages d'arts à tablier métalliques en Côte d'Ivoire	10 000 000	17 447 012	25 994 290
Financement extérieur	119 392 999 992	15 340 300 000	0
22059040001 Projet Transport Urbain Abidjan	102 831 700 000	15 340 300 000	0
22059040002 Construction des ouvrages métalliques	9 061 299 992	0	0
22059040003 Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonais	7 500 000 000	0	0

II.2.3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		147 085 600 000	151 862 000 000	166 435 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	147 085 600 000	151 862 000 000	166 435 000 000
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2022
23187 Comptes Spéciaux du Trésor	147 085 600 000	151 862 000 000	166 435 000 000
2318701 Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrage d'art	147 085 600 000	151 862 000 000	166 435 000 000
3 - Transferts	147 085 600 000	151 862 000 000	166 435 000 000
23187010001 Prendre en charge le transfert au profit du FER	147 085 600 000	151 862 000 000	166 435 000 000

**SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du rendement du système éducatif ;
- les problèmes liés à l'accès ;
- les problèmes liés à l'encadrement ;
- l'insuffisance de matériel didactique ;
- l'insuffisance et l'obsolescence des équipements ;
- le déficit en personnels enseignant et administratif ;
- le décrochage scolaire important, décrochés sans aucun savoir-faire ni aucune qualification ;
- la non-adéquation des programmes de formation aux besoins du marché ;
- le taux élevé d'analphabétisme (43,8% en 2017).

I.1.2. Réponses apportées

- l'amélioration de la qualité des apprentissages dispensés à l'enseignement de base en augmentant la fourniture des intrants pédagogiques, la formation et la motivation des enseignants, l'encadrement des élèves, etc. ; ainsi que par l'amélioration d'une offre d'accueil de qualité pour la petite enfance ;
- l'accueil de tous les enfants de 6 à 11 ans dans des structures de l'enseignement primaire (six ans de scolarité complète) ; favoriser l'accès d'une très grande majorité des sortants du primaire au collège qui disposera de tous les intrants pédagogiques nécessaires, d'enseignants formés et d'infrastructures équitablement répartis sur toute l'étendue du territoire ;
- l'amélioration de l'offre de l'enseignement général, technique et de la formation professionnelle afin de pouvoir doter le marché du travail de qualifications répondant à ses besoins et permettre l'insertion de jeunes dans des formations adaptées à leurs besoins. Ce segment contribuera fortement à la mise en œuvre de la réforme de l'école obligatoire, particulièrement pour les jeunes de 14 à 16 ans qui ne vont pas poursuivre une scolarité au collège ;
- la maîtrise des flux d'élèves à l'entrée du second cycle du secondaire général et technique pour permettre de consacrer plus de moyens au renforcement des apprentissages plus particulièrement dans les disciplines scientifiques et technologiques ;
- le développement de l'alphabétisation de façon à fournir les aptitudes de base nécessaires à une meilleure insertion socioéconomique, tout en mettant l'accent sur les catégories défavorisées.

I.1.2. Défis et priorités

- assurer l'éducation primaire universelle pour tous les enfants des deux sexes, de tous les milieux socioéconomiques y compris les enfants à besoins spéciaux ;
- bâtir un système qui assure la réussite pour tous en mettant en place des passerelles entre les différents ordres d'enseignements ;
- transformer le dispositif actuel de formation professionnelle et technique en un véritable outil de développement des compétences professionnelles.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- une politique rénovée de recrutement et de gestion des carrières enseignantes, utilisant toutes les possibilités des grilles statutaires d'emplois et privilégiant à la fois les recrutements initiaux dans les échelons les plus modestes et des progressions plus ouvertes ;

- des parcours scolaires facilités et régulés dans tout le cycle de base ;
- des mécanismes pour faciliter les transitions sans rupture entre les cycles scolaires ;
- des passerelles entre l'enseignement général et les formations professionnelles ;
- une politique de la qualité orientée vers une gestion administrative et pédagogique centrée sur des normes ;
- une politique d'assainissement de l'environnement des formations et des apprentissages ;
- une politique d'optimisation de l'emploi des ressources en enseignants (formation des enseignants bivalents) ;
- l'adoption de nouveaux modes de fonctionnement des établissements autorisant la double vacation.

I.2.2. Résultats stratégiques

- une couverture de 25 % des enfants de 4 à 5 ans en 2025 ;
- la prise en compte de 27% des effectifs préscolarisés dans les écoles maternelles existantes qui seront restructurées en réduisant de trois à deux ans la durée de l'encadrement ;
- le développement d'une offre de pré-primaire à l'intention des enfants de 5 ans dans les écoles primaires par la prise en compte de 27% des effectifs préscolarisés ;
- la prise en compte d'environ 18 % des effectifs préscolarisés dans une formule communautaire encadrée au plan pédagogique et dont l'État assure l'essentiel des charges ;
- un taux brut de scolarisation de 110 %;
- un taux de redoublement de 10 % ;
- le développement de classes passerelles (éducation alternative) pour 30 000 enfants par an dont l'âge est compris entre 10 et 14 ans et qui sont en dehors du Système éducatif ;
- le recrutement exclusif d'Instituteurs Adjoints (IA), parmi lesquels 20 % pourront devenir Instituteurs Ordinaires (IO) après 5 ans ;
- la promotion, après formation, de 15% du stock initial d'IO dans le corps des professeurs de collège ;
- l'adoption d'une enveloppe représentant 1,3% des Dépenses courantes pour stimuler ;
- la demande d'éducation ;
- la multiplication par 6,5 des Dépenses de fonctionnement par élève au niveau des écoles ;
- l'optimisation de la gestion et l'utilisation des salles de classes (1,5 division pédagogique par salle de classe en 2025 au lieu de 1,4 en 2013) et du service hebdomadaire effectif des enseignants (21 heures en 2025 au lieu de 16,63 en 2018) ;
- la réduction du redoublement à 8% contre 12,9% en 2018;
- la poursuite du processus de réforme des collèges ;
- la baisse de la part des effectifs du privé à 40% en 2025 contre 47,73% en 2018;
- le passage de la taille moyenne des divisions de 75 en 2018 à 50 en 2025 ;
- la multiplication par 1,6 les Dépenses de fonctionnement par élève au niveau des établissements d'ici à 2020 ;
- une diminution du taux de transition passant de 55,62% en 2018 à 25 % en 2025;
- une maîtrise des flux d'élèves à l'entrée du secondaire général et technique pour permettre de consacrer plus de moyens au renforcement des apprentissages plus particulièrement dans les disciplines scientifiques et technologiques ;
- une multiplication par 1,6 des Dépenses de fonctionnement par élève au niveau des établissements ;
- une stabilisation du niveau actuel de la part des effectifs du privé (50%) ;
- la capacité de traitement des centres de 22 000 à 50 000 par an ;
- une progression du taux de transition transversal du niveau 1 au niveau 2 de 42% à 80% ;
- le maintien du pourcentage d'adultes alphabétisés après le niveau 2 à 70% ;
- une progression du taux de transition transversal du niveau 2 au niveau post-alpha de 38 à 50%.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Éducation Nationale

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement dans les domaines de l'enseignement primaire et secondaire général, notamment le programme École obligatoire de 6 à 16 ans;
- gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement primaire et secondaire général ;
- organisation des examens, concours scolaires et pédagogiques ;
- alphabétisation des populations et formation permanente des adultes;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies en matière d'Enseignement et de Formation, en liaison avec le Ministère en charge des TIC;
- conception, élaboration, production et diffusion de documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement privé au niveau du primaire et du secondaire général ;
- définition, élaboration et suivi d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement primaire et secondaire général
- assistance aux collectivités territoriales pour le suivi et le Contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- intégration de l'information et de l'éducation en matière de VIH/ SIDA dès le premier cycle ;
- réhabilitation et reconstruction des infrastructures éducatives ;
- mise à niveau de la scolarité sur l'ensemble du territoire ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale d'orientation des élèves à partir du cycle primaire ;
- tutelle des établissements privés d'enseignement primaire et secondaire général ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- élaboration, expérimentation et promotion des programmes d'enseignement en langues nationales ;
- scolarisation des filles.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire ;
- Programme 3 : Enseignement Secondaire Général;
- Programme 4 : Alphabétisation et Éducation non Formelle.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

Programmes	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	DSPS, DAF, DREN, DDEN, DEEP, Commission Nationale UNESCO, DRH, IGEN, DPFC, Antennes pédagogiques, DECO, CNMS, DELC, DMOSS, Commission Nationale de "Préparation de la rentrée scolaire (CNPRS), Cabinet, Secrétariat Général du ministère, DAPS-COGES ; DVS, SCDA, DCEP, DTSI, DAJ, Secrétariat Permanent CCEN, CONFEMEN Cellule Genre, TASK-FORCE, Cellule Passation des Marchés Publics, DVSP, Direction des Filières, de l'innovation et de la Qualité, Direction de l'Égalité et de l'Équité du Genre.		<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des Infrastructures Scolaires - Renforcement Dispositif collecte des données statistiques - Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Éducation 	
Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire	EPP, CAFOP, COGES, IEP, IGEN primaire, DCS SNAPS Inspection COGES (DAPS-COGES)		<ul style="list-style-type: none"> - Prog Dév. Educ., Format° et Insert° Jeunes (Composante Educ. Base) /C2D - Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires (PIPES) /PAM-CI - Projet éducation de base / UNICEF - Acquisition de manuels scolaires - Réhabilitation Établissements d'enseignement primaire - Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Éducation (PAPSE) Projet Dév éducatif/Commune 	
Programme 3 : Enseignement Secondaire Général	Collèges et Lycées d'enseignement général et technique, IGEN secondaire, DET, DOB, CIO		<ul style="list-style-type: none"> - Projet Dév éducatif/Conseil. Général. - Éducation de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D - Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam - Construction et équipement de collèges et lycées - Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/ BID - Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID 	
Programme 4: Alphabétisation et Éducation Non Formelle	DAENF		<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie Nationale d'Alphabétisation 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats Stratégiques (RS)	Indicateurs de Performance (IP)	Méthode de calcul des indicateurs et source de collecte
<p>OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante, axée sur les résultats de développement.</p>	<p>RS1.1 : Le cadre institutionnel du secteur est amélioré</p>	<p>IP 1.1.1 : Nombre de texte portant réforme de l'enseignement général pris</p> <p>IP 1.1.2: Nombre de texte portant réforme de l'enseignement technique et professionnel pris</p> <p>IP 1.1.3 : Texte instituant des centres d'alphabétisation au niveau des écoles pris et mis en œuvre</p>	<p>Dénombrement Sources : Rapports d'activités (DRH ; DSPS)</p>
	<p>RS1.2 : Amélioration de la gestion financière, des ressources humaines et Matérielles</p>	<p>IP 1.2.1 : Proportion des actes engagés rejetés dans le circuit de la dépense publique.</p> <p>IP 1.2.2 : Proportion des actes mandatés rejetés dans le circuit de la dépense publique.</p> <p>IP 1.2.3 : Proportion des actes engagés différés dans le circuit de la dépense publique</p> <p>IP 1.2.4 : Proportion des actes mandatés différés dans le circuit de la dépense publique</p> <p>IP 1.2.5 : Taux d'exécution du budget</p> <p>IP 1.2.6 : la durée moyenne de délivrance des actes produits par la DRH (en jour)</p> <p>IP 1.2.7 : Nombre d'heure de cours hebdomadaires dispensés par les enseignants du secondaire 1er cycle (Norme : 21h)</p>	<p>Nombre des actes engagés rejetés / nombre total des actes engagés soumis au visa</p> <p>Nombre des actes mandatés rejetés / nombre total des actes mandatés soumis au visa</p> <p>Nombre des actes engagés différés / nombre total des actes engagés soumis au visa</p> <p>Nombre des actes mandatés différés / nombre total des actes mandatés soumis au visa</p> <p>Budget ordonnancé / budget actuel</p> <p>Dénombrement</p> <p>Dénombrement</p>

OG 2 : Favoriser l'accès à l'éducation préscolaire et primaire sur toute l'étendue du territoire national	RS 2.1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire	IP 2.1.1 : Ratio élève-maître au primaire IP 2.1.2: Taux de succès au CEPE IP 2.1.3: Taux de redoublement au primaire	Effectif élève / Effectif enseignant Diviser le nombre d'élèves admis CEPE par le nombre de candidats Nombre des redoublants dans une classe donnée au cours de l'année scolaire n+1 / nombre des élèves qui étaient inscrits dans la même classe au cours de l'année n Sources : Rapports d'activités DSPS
	RS 2.2 : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	IP 2.2.1 : Le taux brut de préscolarisation IP 2.2.2 : Indice de parité entre les sexes au primaire IP 2.2.3: Taux d'achèvement au primaire IP 2.2.4 : Taux brut de scolarisation au primaire IP 2.2.5 : Taux net d'admission au primaire IP 2.2.6 : Taux net de scolarisation au primaire	Nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement préscolaire / population scolarisable (âgé de 3 à 5ans). Diviser la valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin par la valeur du même indicateur chez les individus de sexe masculin. Le rapport entre les nouveaux inscrits au CM2 et le nombre total des enfants ayant l'âge de 11 ans multiplié par 100. Diviser le nombre des élèves inscrits au primaire, quel que soit leur âge, par la population scolarisable de 6 à 11 ans multiplié par 100. Le rapport du nombre de nouveaux inscrits de 6 ans au CP1 sur la population scolarisable de 6 ans. Le rapport entre le nombre d'élèves de 6 à 11 ans dans le primaire sur la population scolarisable de 6 à 11 ans multiplié par 100.
OG 3 : contribuer à l'accroissement de l'accès au secondaire du fait de l'insuffisance de capacités d'accueil de ce cycle scolaire, des taux de redoublement assez importants constatés.	RS 3.1 : la qualité de l'enseignement secondaire général est améliorée	IP 3.1.1 : Taux de succès au BEPC IP 3.1.2 : Taux de succès au BAC IP 3.1.3 : Taux Brut d'Admission dans le 1er cycle IP 3.1.4 : Taux d'accès en seconde (transition 3é/2nd)	Nombre d'élèves admis au BEPC / nombre d'élèves candidats Nombre d'élèves admis au BAC / nombre d'élèves candidats Diviser les nouveaux inscrits en 6eme quel que soit leur âge sur la population scolarisable de 12 ans. Nombre d'inscrits en seconde en année N / nombre total d'élèves en classe de 3ème en année N-1 Sources : Rapports d'activités DSPS
	RS 3.2 : l'accès à l'enseignement secondaire général est amélioré	IP 3.2.1 : Taux brut de scolarisation au 1er cycle IP 3.2.2 : Taux brut de scolarisation au 2nd cycle IP 3.2.3 : Taux d'achèvement du 1er cycle du secondaire IP 3.2.4 : Taux d'achèvement du 2nd cycle du secondaire	Diviser le nombre des élèves inscrits au 1er cycle du secondaire général, quel que soit leur âge, par la population scolarisable de 12 à 15 ans multiplié par 100. Diviser le nombre des élèves inscrits au 2nd cycle du secondaire général, quel que soit leur âge, par la population scolarisable de 16 à 18 ans multiplié par 100. Nombre de nouveaux inscrits en 3eme sur la population scolarisable de 15 ans Nombre de nouveaux inscrits en Terminal sur la population scolarisable de 18 ans
OG 5 : Réduire le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire	RS 5 : Le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit.	IP 5.1. Nombre d'enfants hors du système éducatif inscrits dans les classes passerelles IP 5.2 : Proportion des enfants issus des classes passerelles intégrés dans le système éducatif IP 5.3. Proportion de femmes parmi les apprenants	Dénombrement Nombre d'enfants issus des classes passerelles / nombre d'enfants intégrés dans le système éducatif Nombre de femmes apprenantes / nombre total d'apprenants Sources : Cabinet / DFPI / DPEM / DPS / I G

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	955 931 905 483	1 022 194 882 122	1 173 459 609 641
1.1 Ressources Intérieures	934 446 005 483	961 268 582 122	1 061 853 297 641
1.1.1 Budget Etat	934 446 005 483	961 268 582 122	1 061 853 297 641
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	21 485 900 000	60 926 300 000	111 606 312 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	21 485 900 000	60 926 300 000	111 606 312 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	955 931 905 483	1 022 194 882 122	1 173 459 609 641
2.1 Personnel	753 830 900 319	789 299 316 767	881 308 182 192
2.1.1 Solde y compris EPN	753 830 900 319	789 299 316 767	881 308 182 192
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	34 487 496 836	35 333 132 969	37 126 561 586
2.3 Transferts	126 275 432 276	128 975 149 207	132 004 460 887
2.4 Investissements	41 338 076 052	68 587 283 179	123 020 404 976
Trésor	19 852 176 052	7 660 983 179	11 414 092 976
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	21 485 900 000	60 926 300 000	111 606 312 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion du système d'information et de communication
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel du secteur	Nombre de texte portant réforme de l'enseignement général pris	0	1	1	1	Dénombrement
	Nombre de texte portant réforme de l'enseignement technique et professionnel pris	0	1	1	1	Dénombrement
	Texte instituant des centres d'alphabétisation au niveau des écoles pris et mis en œuvre	0	1	1	1	Dénombrement
OS 2 : Amélioration de la gestion financière et des ressources humaines	Proportion des actes engagés rejetés dans le circuit de la dépense publique.	5,28%	3%	3%	2%	Nombre des actes engagés rejetés / nombre total des actes engagés soumis au visa
	Proportion des actes mandatés rejetés dans le circuit de la dépense publique.	2,57%	2,5%	2,5%	2%	Nombre des actes mandatés rejetés / nombre total des actes mandatés soumis au visa
	Proportion des actes engagés différés dans le circuit de la dépense publique	4,86%	3%	3%	2%	Nombre des actes engagés différés / nombre total des actes engagés soumis au visa
	Proportion des actes mandatés différés dans le circuit de la dépense publique	4,07%	3,5%	3%	2,5%	Nombre des actes mandatés différés / nombre total des actes mandatés soumis au visa
	Taux d'exécution du budget	99%	100%	100%	100%	Budget ordonnancé / budget actuel
	la durée moyenne de délivrance des actes produits par la DRH (en jour)	5	2	2	2	Dénombrement
	Nombre d'heure de cours hebdomadaires dispensés par les enseignants du secondaire 1er cycle (Norme : 21h)	16,63	18,1	18,75	19	Dénombrement

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		37 578 938 300	38 696 290 903	39 985 059 866
	Dépenses de personnel	2 072 555 000	2 082 796 445	2 110 906 857
	Dépenses en biens et services	10 151 044 024	11 088 437 885	12 154 383 006
	Transferts (1)	25 128 339 276	25 129 009 391	25 129 699 609
	Investissements	227 000 000	396 047 182	590 070 394
	Trésor	227 000 000	396 047 182	590 070 394
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21060 Administration Générale	37 578 938 300	38 696 290 903	39 985 059 866
2106001 Coordination et animation du ministère	32 796 681 247	33 767 679 335	34 881 389 659
2 - Biens et services	7 518 341 971	8 376 964 757	9 361 775 693
21060010001 Suivre les activités de la Conférence des Ministres d'Education des pays ayant le français en partage au plan national	7 568 286	7 795 337	8 029 197
21060010002 Exécuter les activités de Pilotage de l'Ecole Obligatoire	17 581 577	18 109 024	18 652 295
21060010003 Promouvoir, Encadrer et suivre la gestion administrative et pédagogique des écoles, des établissements secondaire général et technique et des CAFOP	6 877 236	7 083 554	7 296 061
21060010004 Exécuter les programmes de l'UNESCO en Côte d'Ivoire en matière d'Education, de Sciences, de Culture, de Communication et d'Information	10 011 336	10 311 677	10 621 027
21060010005 Mettre en oeuvre la politique du Gouvernement en matière d'éducation, d'enseignement technique et de formation professionnelle	41 307 751	42 456 984	43 640 694
21060010012 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Yamoussoukro	8 257 178	8 504 895	8 760 043
21060010013 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIMBOKRO	2 379 978	2 451 378	2 524 920
21060010014 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAKE 1	2 325 132	2 394 886	2 466 731
21060010015 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SEQUELA	2 765 468	2 848 434	2 933 886
21060010016 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de TOUBA	7 356 788	7 577 491	7 804 816
21060010017 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ODIENNE	2 246 213	2 313 598	2 383 006
21060010018 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KORHOGO	2 522 889	2 598 577	2 676 534
21060010019 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONDOUKOU	2 772 075	2 855 238	2 940 895
21060010020 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DALOA	3 500 636	3 605 654	3 713 824
21060010021 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GAGNOA	2 901 719	2 988 769	3 078 432
21060010022 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAFLE	2 848 287	2 933 735	3 021 748
21060010023 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MAN	8 410 124	8 662 427	8 922 298
21060010024 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GUIGLO	2 224 684	2 291 427	2 360 170

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21060 Administration Générale	37 578 938 300	38 696 290 903	39 985 059 866
21060010025 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIVO	2 962 212	3 051 078	3 142 610
21060010026 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SAN PEDRO	2 497 272	2 572 189	2 649 353
21060010027 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABENGOUROU	2 445 178	2 518 535	2 594 092
21060010028 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABOISSO	2 623 305	2 702 005	2 783 066
21060010029 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'AGBOVILLE	2 728 384	2 810 234	2 894 540
21060010030 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 1	2 575 358	2 652 618	2 732 195
21060010031 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DAOUKRO	2 193 589	2 259 396	2 327 179
21060010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KATIOLA	2 414 369	2 486 798	2 561 402
21060010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MANKONO	7 525 332	7 751 091	7 983 626
21060010034 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MINIGNAN	1 995 088	2 054 941	2 116 592
21060010035 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUNDIALI	7 522 008	7 747 667	7 980 095
21060010036 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUNA	7 422 826	7 645 511	7 874 879
21060010037 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DUEKOUÉ	2 449 053	2 522 526	2 598 201
21060010038 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ADZOPE	7 984 818	8 224 362	8 471 093
21060010039 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONGOUANOU	7 412 575	7 634 952	7 864 002
21060010040 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU	7 523 803	7 749 519	7 982 004
21060010041 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SOUBRE	8 292 140	8 540 904	8 797 131
21060010042 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 2	2 651 898	2 731 456	2 813 402
21060010043 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAKE 2	2 783 100	2 866 592	2 952 590
21060010044 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SASSANDRA	2 375 716	2 446 989	2 520 398
21060010045 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DABOU	2 305 636	2 374 806	2 446 052
21060010046 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 3	2 973 107	3 062 299	3 154 170
21060010047 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 4	2 598 538	2 676 496	2 756 794
21060010048 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département d'ISSIA	2 410 447	2 482 761	2 557 244
21060010049 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de SINFRA	2 368 088	2 439 131	2 512 305
21060010050 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de GRAND-BASSAM	2 673 917	2 754 134	2 836 760
21060010051 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de DANANE	3 432 968	3 535 957	3 642 037
21060010052 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de TIIASSALE	2 513 160	2 588 554	2 666 211
21060010054 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'AGBOVILLE	1 077 271	1 109 589	1 142 877
21060010055 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de YAMOISSOUKRO	1 119 276	1 152 853	1 187 439
21060010056 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIMBOKRO	880 315	906 725	933 925
21060010057 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAKÉ	671 935	692 093	712 856
21060010058 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Séguéla	642 759	662 041	681 901
21060010059 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ODIÉNNÉ	633 344	652 344	671 915
21060010060 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KORHOGO	961 100	989 934	1 019 634
21060010061 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONDOUKOU	1 107 611	1 140 839	1 175 064
21060010062 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DALOA	1 685 900	1 736 476	1 788 570
21060010063 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Bouaflé	1 145 047	1 179 400	1 214 782

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21060 Administration Générale	37 578 938 300	38 696 290 903	39 985 059 866
21060010064 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MAN	1 213 256	1 249 656	1 287 145
21060010065 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GUIGLO	792 528	816 303	840 792
21060010066 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIVO	1 209 451	1 245 737	1 283 111
21060010067 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SAN PEDRO	946 620	975 020	1 004 273
21060010068 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABENGOUROU	917 174	944 688	973 029
21060010069 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABOISSO	1 017 866	1 048 402	1 079 855
21060010070 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de TOUBA	566 027	583 007	600 497
21060010071 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Soubré	1 140 764	1 174 988	1 210 235
21060010072 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN	990 763	1 020 487	1 051 101
21060010073 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Mankono	669 592	689 680	710 370
21060010074 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MINIGNAN	510 543	525 857	541 632
21060010075 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Bouna	606 607	624 807	643 552
21060010076 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Duékoué	919 364	946 944	975 354
21060010077 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DUEKOUÉ	667 548	687 574	708 200
21060010078 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DAOUKRO	774 953	798 200	822 147
21060010079 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Katiola	760 252	783 059	806 550
21060010080 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ADZOPE	951 923	980 481	1 009 895
21060010081 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU	668 651	688 710	709 372
21060010082 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SASSANDRA	696 671	717 571	739 097
21060010083 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONGOUANOU	600 303	618 313	636 860
21060010084 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ABIDJAN 2	1 034 053	1 065 075	1 097 028
21060010085 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ABIDJAN 2	1 108 201	1 141 448	1 175 691
21060010086 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DABOU	838 288	863 435	889 336
21060010087 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ABIDJAN 3	1 215 616	1 252 083	1 289 646
21060010088 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ABIDJAN 4	1 003 868	1 033 982	1 065 002
21060010090 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21060010092 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD (RÉGIE/Convention BNETD)	46 104 478	47 487 612	48 912 240
21060010095 Préparer les examens et concours de l'Éducation Nationale; initier les réformes en matière d'examens et concours; établir et délivrer les diplômes.	28 100 532	28 943 548	29 811 855
21060010096 Réaliser et suivre les activités pédagogiques l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire général et technique; organiser la formation continue du personnel enseignant	94 977 647	97 826 977	100 761 789
21060010097 Réaliser les activités pédagogiques et la formation continue des personnels d'encadrement des structures d'enseignement	10 014 228	10 314 655	10 624 095
21060010098 Promouvoir l'entrepreneuriat et la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive	35 163 154	36 218 049	37 304 590
21060010099 Organiser les activités relatives à la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive DVS	4 903 133	5 050 228	5 201 734
21060010100 Organiser l'assistance et réaliser des actions sociales et sanitaires au bénéfice des agents du Ministère DMOSS	7 323 143	7 542 838	7 769 120
21060010101 Renforcer les capacités des enseignants à l'utilisation des matériels scientifiques	13 222 864	13 619 551	14 028 135
21060010109 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GAGNOA	1 175 254	1 210 512	1 246 826
21060010135 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	7 000 100 856	7 843 266 400	8 812 156 376
3 - Transferts	25 128 339 276	25 129 009 391	25 129 699 609
21060010093 Transférer les crédits de biens et services au BNETD (Convention BNETD)	22 337 154	23 007 269	23 697 487

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21060 Administration Générale	37 578 938 300	38 696 290 903	39 985 059 866
21060010134 Transférer les crédits de Biens et Services à la Direction des Examens et Concours de l'éducation nationale	25 106 002 122	25 106 002 122	25 106 002 122
4 - Investissements	150 000 000	261 705 187	389 914 357
Trésor	150 000 000	261 705 187	389 914 357
21060010133 Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education	150 000 000	261 705 187	389 914 357
2106002 Planification, programmation et suivi-évaluation	579 888 986	634 037 935	714 313 206
1 - Personnels	195 720 000	183 311 880	188 281 594
21060020018 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Bureau d'Exécution des Projets (BEP)	168 720 000	158 023 607	162 307 738
21060020019 Prendre en charge les primes et indemnités du personnel lors de la Commission Renouvellement des Bourses	4 000 000	3 746 411	3 847 979
21060020020 Prendre en charge les primes et indemnités du personnel lors de la Commission Orientation	23 000 000	21 541 862	22 125 877
2 - Biens et services	307 168 986	316 384 060	325 875 575
21060020001 Réaliser les activités informatiques de la Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques	3 030 676	3 121 596	3 215 244
21060020002 Produire l'annuaire statistique de l'Education Nationale du MENET	40 302 095	41 511 158	42 756 493
21060020004 Mettre en oeuvre le CDMT	40 000 000	41 200 000	42 436 000
21060020005 Suivre l'insertion des formés et déterminer le niveau de satisfaction des entreprises	31 024 339	31 955 070	32 913 721
21060020006 Suivre et évaluer le Plan Sectoriel de l'Education par la TASK-FORCE	28 669 489	29 529 573	30 415 461
21060020007 Exécuter, suivre et évaluer les projets du Ministère de l'Education Nationale (MEN) à financements extérieurs non dotés d'unité de gestion	20 597 954	21 215 893	21 852 369
21060020008 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	18 838 780	19 403 942	19 986 061
21060020009 Suivre la gestion administrative des structures privés d'enseignement à travers la délivrance des autorisations de création, d'ouverture et d'enseigner; élaborer et suivre les décisions et les états de paiements	6 191 811	6 377 566	6 568 892
21060020010 Evaluer les acquis et les compétences des élèves et suivre les réformes du système éducatif	25 013 009	25 763 403	26 536 303
21060020011 Superviser, évaluer et promouvoir les activités des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires	22 844 292	23 529 621	24 235 509
21060020012 Contrôler tous les services et structures sous tutelle du Ministère	15 717 316	16 188 836	16 674 500
21060020013 Auditer et Contrôler toutes les structures centrales du Ministère	27 408 483	28 230 737	29 077 658
21060020014 Organiser la planification générale des activités, réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	27 530 742	28 356 665	29 207 364
4 - Investissements	77 000 000	134 341 995	200 156 037
Trésor	77 000 000	134 341 995	200 156 037
21060020017 Renforcement Dispositif collecte des données statistiques	77 000 000	134 341 995	200 156 037
2106003 Information et communication	119 121 155	122 694 797	126 375 640
2 - Biens et services	119 121 155	122 694 797	126 375 640
21060030001 Réaliser les activités de communication, de documentation et d'archivage du Ministère	7 880 040	8 116 442	8 359 933
21060030002 Réaliser, développer et piloter le système intégré d'information global du MENET	33 557 253	34 563 973	35 600 893
21060030005 Produire un magazine d'information sur l'école ivoirienne	19 778 485	20 371 840	20 982 995
21060030006 Exécuter les activités préparatoires de la rentrée scolaire (Cabinet/CPNRS)	3 720 993	3 832 623	3 947 602
21060030007 Promouvoir le dialogue social et gérer les crises entre les membres de la communauté éducative à travers le Conseil Constatif de l'Education Nationale	5 870 320	6 046 432	6 227 825

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21060 Administration Générale	37 578 938 300	38 696 290 903	39 985 059 866
21060030008 Organiser le Festival National des Arts et de la Culture en Milieu Scolaire	48 314 064	49 763 487	51 256 392
2106004 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	4 083 246 912	4 171 878 836	4 262 981 361
1 - Personnels	1 876 835 000	1 899 484 565	1 922 625 263
21060040058 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel aux Examens et Concours - Ministère de l'éducation Nationale	1 876 835 000	1 899 484 565	1 922 625 263
2 - Biens et services	2 206 411 912	2 272 394 271	2 340 356 098
21060040001 Organiser des cérémonies de décoration des agents du ministère	649 383	668 865	688 930
21060040004 Gérer la commande publique du Ministère	7 666 996	7 897 005	8 133 915
21060040005 Organiser les activités de la commission nationale d'affectation et mutation des agents du Ministère l'Education Nationale	14 935 535	15 113 600	15 297 008
21060040007 Appuyer les structures responsables de la gestion des ressources humaines du ministère	23 926 735	24 644 538	25 383 874
21060040008 Réaliser les activités informatiques de la Direction des Ressources Humaines	2 748 000	2 830 440	2 915 353
21060040009 Gérer les ressources humaines du ministère	59 990 619	61 790 338	63 644 047
21060040010 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de FERKESSEDUGOU	875 097	901 349	928 390
21060040011 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de ABIDJAN 2	1 353 292	1 393 891	1 435 707
21060040012 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de ADZOPE	1 245 837	1 283 211	1 321 705
21060040013 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de DAOUKRO	1 014 220	1 044 647	1 075 986
21060040014 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de SOUBRÉ	1 492 975	1 537 764	1 583 897
21060040015 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de DUÉKOUÉ	1 203 295	1 239 393	1 276 575
21060040016 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de MINIGNAN	668 171	688 215	708 859
21060040017 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de MANKONO	876 329	902 620	929 699
21060040018 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de TOUBA	740 791	763 014	785 904
21060040019 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de KATIOLA	994 889	1 024 737	1 055 480
21060040020 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de BOUNDIALI	873 657	899 866	926 864
21060040021 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de BOUAKE	879 395	905 777	932 950
21060040022 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de GAGNOA	1 538 120	1 584 262	1 631 791
21060040023 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de ABIDJAN 1	1 296 664	1 335 564	1 375 632
21060040024 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de ABOISSO	1 332 136	1 372 099	1 413 261
21060040025 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de ABENGOUROU	1 202 255	1 238 323	1 275 473
21060040026 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de SAN-PEDRO	1 238 893	1 276 059	1 314 340
21060040027 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de DIVO	1 582 875	1 630 362	1 679 275
21060040028 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de GUIGLO	1 037 225	1 068 342	1 100 391
21060040029 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de DALOA	2 206 431	2 272 623	2 340 802
21060040030 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de BONDOUKOU	1 449 591	1 493 078	1 537 870
21060040031 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de KORHOGO	1 257 846	1 295 582	1 334 450
21060040032 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de ODIENNE	828 890	853 756	879 370
21060040033 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de DIMBOKRO	1 152 117	1 186 679	1 222 280

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21060 Administration Générale	37 578 938 300	38 696 290 903	39 985 059 866
21060040034 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de AGBOVILLE	1 409 883	1 452 181	1 495 747
21060040035 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de BOUAFLE	1 498 584	1 543 542	1 589 850
21060040036 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de SEQUELA	841 212	866 448	892 440
21060040037 Prendre en charge les Dépenses centralisées liées structures centrales du Ministère	1 872 695 732	1 928 936 604	1 986 864 702
21060040038 Gérer les ressources financières du ministère	134 327 706	138 357 537	142 508 262
21060040039 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire du MEN	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21060040041 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de MAN	1 587 854	1 635 491	1 684 556
21060040042 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de YAMOOUSSOUKRO	1 464 859	1 508 806	1 554 070
21060040045 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire du MEN	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21060040046 Superviser au plan opérationnel la mise en oeuvre de la politique éducative	1 384 273	1 425 803	1 468 577
21060040047 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de SASSANDRA	911 773	939 129	967 305
21060040048 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de ABIDJAN 3	1 590 937	1 638 666	1 687 825
21060040049 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de DABOU 1	1 097 114	1 130 026	1 163 926
21060040050 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de BOUAKE II	1 450 364	1 493 877	1 538 693
21060040051 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de BONGOUANOU	785 651	809 221	833 498
21060040052 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de ABIDJAN 4	1 313 816	1 353 230	1 393 826
21060040053 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veuiller à la régularité des Dépenses des structures de la région de BOUNA	793 895	817 711	842 243

II.2.2. Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire	Action 2.1 : Gestion des écoles préscolaires et primaires
	Action 2.2: Suivi pédagogique, Contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire
	Action 2.3 : Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire
	Action 2.4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
		2018	2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire	Ratio élève-maître	44	42,2	41,7	41,2	Effectif élèves / Effectif enseignants Source : Rapports d'activités DSPS
	Taux de succès au CEPE	83,57%	85%	88%	90%	Nombre d'élèves admis au CEPE / nombre de candidats Source : Rapports d'activités DSPS
	Taux de redoublement au primaire	11%	10,5%	10,3%	10%	Diviser le nombre des redoublants dans une classe donnée au cours de l'année scolaire t+1 par le nombre des élèves qui étaient inscrits dans la même classe au cours de l'année scolaire précédente t
OS 2 : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	Taux brut de préscolarisation	9%	10,3%	10,9%	11,7%	Le nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement préscolaire rapporté à la population scolarisable (âgé de 3 à 5 ans).
	Indice de parité entre les sexes au primaire	0,98	0,99	0,99	0,99	Diviser la valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin par la valeur du même indicateur chez les individus de sexe masculin
	Taux d'achèvement au primaire	77,70%	81,4%	83,2%	85,0%	Le rapport entre les nouveaux inscrits au CM2 et le nombre total des enfants ayant l'âge de 11 ans multiplié par 100
	Taux brut de scolarisation au primaire	100,60%	100,40%	100,30%	100,20%	Diviser le nombre des élèves inscrits au primaire, quel que soit leur âge, par la population scolarisable de 6 à 11 ans multiplié par 100
	Taux net d'admission au primaire	72,10%	74,13%	75,07%	76%	Le rapport du nombre de nouveaux inscrits de 6 ans au CP1 sur la population scolarisable de 6 ans
	Taux net de scolarisation au primaire	91,06%	91,28%	91,39%	91,50%	Le rapport entre le nombre d'élèves de 6 à 11 ans dans le primaire sur la population scolarisable de 6 à 11 ans multiplié par 100

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME II : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE		567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
	Dépenses de personnel	516 503 948 331	535 861 516 417	578 954 320 168
	Dépenses en biens et services	18 411 082 307	18 910 415 364	19 477 930 384
	Transferts	16 724 493 000	17 226 227 786	17 743 014 608
	Investissements	16 003 073 542	12 369 549 799	18 900 720 287
	Trésor	3 010 373 542	5 169 549 799	7 702 108 287
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	12 992 700 000	7 200 000 000	11 198 612 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
2206101 Gestion des écoles préscolaires et primaires	548 833 845 497	571 357 136 699	621 189 626 122
1 - Personnels	516 424 683 960	535 787 277 194	578 878 068 267
22061010470 Prendre en charge les salaires du personnel du préscolaire et primaire fonctionnaire	516 424 683 960	535 787 277 194	578 878 068 267
2 - Biens et services	12 901 568 537	13 286 876 175	13 685 445 038
22061010001 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bocanda	2 923 788	3 011 501	3 101 846
22061010002 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Toulepleu	2 830 700	2 915 621	3 003 090
22061010003 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUNAHIRI	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010007 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de COCODY AKOUEDO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010010 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koun-FAO	2 832 357	2 917 327	3 004 847
22061010011 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouaflé CENTRE	2 829 690	2 914 580	3 002 018
22061010012 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TEAPLEU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061010015 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vavoua I	2 945 310	3 033 669	3 124 679
22061010016 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SAN PEDRO BARDOT	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010017 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Satamassokoura	2 832 100	2 917 062	3 004 574
22061010019 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bongouanou	2 904 602	2 991 739	3 081 490
22061010020 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SAGO	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010021 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bodokro	2 831 452	2 916 396	3 003 888
22061010022 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Assuefry	2 833 199	2 918 195	3 005 741
22061010023 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Lahou	1 485 332	1 529 893	1 575 791
22061010026 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiassalé I	2 907 816	2 995 050	3 084 903
22061010027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Attecoubé	2 879 019	2 965 390	3 054 352
22061010028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sinfra	2 929 819	3 017 714	3 108 245

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010029 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SELMER	1 375 438	1 416 701	1 459 202
22061010030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de LOMOKANKRO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010031 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de OUPOYO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061010032 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tai	1 289 876	1 328 574	1 368 431
22061010033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BAYOTA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sakassou	2 911 953	2 999 312	3 089 291
22061010035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON SIDECI	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Anyama II	2 926 634	3 014 434	3 104 866
22061010037 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sinématiali	2 931 142	3 019 077	3 109 649
22061010038 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zuenoula	2 933 431	3 021 433	3 112 076
22061010039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MBENGUE	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010040 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kanzra	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010045 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sirasso	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061010046 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonguera	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061010047 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Belleville	2 913 432	3 000 835	3 090 860
22061010048 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Toumodi	2 887 088	2 973 701	3 062 912
22061010049 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIEOUZON	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010050 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de San-Pedro SEWEKE	2 883 433	2 969 936	3 059 034
22061010051 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dania	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vridi	2 830 784	2 915 708	3 003 179
22061010055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sandegué	2 832 943	2 917 931	3 005 469
22061010057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de COCODY ATTOBAN	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabou II	2 907 516	2 994 742	3 084 584
22061010063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Béoumi II	2 831 880	2 916 836	3 004 341
22061010064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tanguelan	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010067 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo AVOCATIER	2 914 399	3 001 831	3 091 886
22061010068 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de PRIKRO	2 829 800	2 914 693	3 002 135
22061010069 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AYAOU - SRAN	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Confreville	2 906 855	2 994 061	3 083 882
22061010071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouellé	2 922 208	3 009 874	3 100 170
22061010072 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de iablé	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yakassé Attobrou	2 829 101	2 913 975	3 001 395
22061010077 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tabagne	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010079 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SEGUELON	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010080 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Odienné I	2 829 212	2 914 089	3 001 511
22061010081 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kolia	2 927 424	3 015 246	3 105 704
22061010082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Issia II	2 931 686	3 019 637	3 110 226
22061010083 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bondoukou II	3 102 974	3 196 063	3 291 945
22061010085 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabakala	2 906 944	2 994 153	3 083 978

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Soubré I	2 951 915	3 040 473	3 131 687
22061010088 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIABO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010091 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Issia I	2 878 861	2 965 227	3 054 185
22061010092 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Andé	2 832 737	2 917 719	3 005 251
22061010093 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUAN - HOULE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010094 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mankono	2 890 544	2 977 261	3 066 579
22061010096 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Anyama I	2 911 919	2 999 277	3 089 255
22061010097 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Diégonéfla	2 901 259	2 988 296	3 077 945
22061010099 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo AGBEKOI	2 926 008	3 013 788	3 104 201
22061010100 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KORHOGO CENTRE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010102 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de RUBINO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010104 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bondoukou I	2 875 375	2 961 636	3 050 485
22061010105 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiéningboué	2 874 593	2 960 831	3 049 656
22061010106 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Akoupé	2 879 307	2 965 686	3 054 657
22061010108 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Lakota II	2 900 505	2 987 520	3 077 145
22061010109 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daoukro	2 922 023	3 009 684	3 099 974
22061010110 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Béréby	2 887 499	2 974 124	3 063 347
22061010111 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gagnoa LONACI	2 852 723	2 938 305	3 026 453
22061010114 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - FONDATION	2 893 115	2 979 907	3 069 304
22061010118 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOBA	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010119 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dimbokro	2 899 755	2 986 749	3 076 351
22061010120 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de OUYOYO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010121 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ABOBO BANCO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010122 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guéyo	2 829 454	2 914 338	3 001 769
22061010125 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TEHINI	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010126 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA DIOLABOUGOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010128 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koumassi REMBLAIS	2 927 067	3 014 880	3 105 327
22061010129 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Alépé	2 886 853	2 973 460	3 062 664
22061010130 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIGNAGO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010131 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouaflé SUD	2 915 754	3 003 226	3 093 323
22061010132 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA SUD	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010134 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grabo	2 831 966	2 916 925	3 004 432
22061010135 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Boundiali	2 920 757	3 008 380	3 098 631
22061010136 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BENGASSOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010137 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Danané	2 911 814	2 999 169	3 089 144
22061010139 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YAKASSE - FEYASSE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010141 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Didievi	2 914 668	3 002 108	3 092 171
22061010142 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon ANDOKOI	2 877 081	2 963 394	3 052 295

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010143 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AMELEKIA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010146 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Niangon	2 833 019	2 918 009	3 005 549
22061010147 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIANRA	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010149 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ferké NORD	2 927 380	3 015 201	3 105 657
22061010151 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tankessé	2 829 774	2 914 667	3 002 108
22061010156 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON CENTRE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010159 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de LOBAKUYA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010160 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Jacquerville	2 829 299	2 914 177	3 001 603
22061010162 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GRAND MORIE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010164 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Brobo	2 832 406	2 917 378	3 004 899
22061010167 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Hiré	2 920 015	3 007 616	3 097 846
22061010168 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Botro	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010169 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bin-Houyé	2 832 099	2 917 062	3 004 573
22061010172 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guiglo	2 872 947	2 959 135	3 047 909
22061010173 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KARAKORO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010175 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KORO	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010176 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de FRONAN	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010177 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIEHOUZON	2 838 874	2 924 041	3 011 762
22061010178 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouibly	2 837 249	2 922 367	3 010 039
22061010179 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de WOROFLA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010181 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de u Plateau	2 836 445	2 921 538	3 009 185
22061010184 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TEAPLEU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010185 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - MOROFE	3 137 041	3 231 152	3 328 087
22061010186 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gbonné	2 834 069	2 919 091	3 006 664
22061010187 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koko	2 881 026	2 967 458	3 056 481
22061010188 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonoua	2 893 486	2 980 291	3 069 700
22061010189 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'ZECREZESSOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010191 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GONATE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010193 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Port-Bouet	2 910 159	2 997 465	3 087 388
22061010194 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zoukougbeu	2 900 064	2 987 066	3 076 678
22061010196 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de OGOUDOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010197 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ZONE INDUSTRIELLE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010198 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon ANANERAIE	2 930 152	3 018 056	3 108 597
22061010200 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abengourou CENTRE	2 876 042	2 962 324	3 051 194
22061010201 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro -SINZIBO	2 895 981	1 243 459	1 243 249
22061010203 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouangolo	2 911 704	2 999 056	3 089 028
22061010204 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dokui	2 931 309	3 019 247	3 109 826
22061010205 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tabou	2 934 408	3 022 440	3 113 113
22061010206 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BONIEREDOUGOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010207 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Béoumi I	2 924 846	3 012 592	3 102 970
22061010208 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo HOUANTOUE	2 830 417	2 915 328	3 002 789
22061010210 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon SIPOREX	2 829 080	2 913 952	3 001 371
22061010211 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ZAGUIETA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010212 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Saïoua	2 876 613	2 962 912	3 051 799
22061010214 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guézon	2 875 651	2 961 922	3 050 779
22061010216 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BOUAKE SOKOURA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010219 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Biankouma	2 897 341	2 984 261	3 073 790
22061010220 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DUEKOUÉ 2	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010222 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KANIASSO	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010223 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GBELEBAN	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010226 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA KENNEDY	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010228 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUASSI-KOUASSIKRO	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010229 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zikisso	2 832 088	2 917 051	3 004 562
22061010230 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Minignan	2 829 421	2 914 303	3 001 732
22061010231 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Biétry	2 832 804	2 917 789	3 005 323
22061010232 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Nassian	2 831 561	2 916 507	3 004 002
22061010233 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gagnoa DIOULABOUGOU	2 883 273	2 969 770	3 058 864
22061010238 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SEMIEN	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010241 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Oumé	2 941 175	3 029 410	3 120 293
22061010243 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabou I	2 903 160	2 990 254	3 079 962
22061010245 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MORONDO	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010248 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gadouan	2 890 277	2 976 985	3 066 295
22061010250 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIAWALA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010251 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bingerville	2 925 182	3 012 936	3 103 323
22061010252 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo Agnissankoi	2 919 190	3 006 766	3 096 969
22061010253 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa GBEULVILLE	2 937 105	3 025 218	3 115 974
22061010256 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ABOISSO COMOÉ	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010257 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Niamezaria	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010259 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gohitafla	2 831 811	2 916 766	3 004 269
22061010260 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tafiré	2 832 627	2 917 606	3 005 135
22061010263 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIKODOUGOU	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010266 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bédiala	2 923 576	3 011 284	3 101 622
22061010267 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Odiénné II	2 828 496	2 913 351	3 000 751
22061010270 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mahapleu	2 829 442	2 914 326	3 001 756
22061010271 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zaranou	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010272 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sikensi	2 933 878	3 021 894	3 112 551
22061010275 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adzopé II	2 829 239	2 914 116	3 001 539
22061010276 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ATTIEGOUAKRO	2 500 000	2 575 000	2 652 251

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010277 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIFIE	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010278 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Iboguhé	2 832 918	2 917 906	3 005 443
22061010279 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Séguéla	2 875 170	2 961 425	3 050 268
22061010283 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kononfla	2 933 515	3 021 520	3 112 165
22061010284 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AGOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010285 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUETINFLA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010287 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUMASSI PRODOMO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010288 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIFILOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010289 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Laoudiba	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010294 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo MUNICIPALITE	2 949 887	3 038 383	3 129 535
22061010296 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Bassam	2 829 497	2 914 381	3 001 812
22061010297 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guity	2 882 578	2 969 055	3 058 127
22061010298 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tengréla	2 830 204	2 915 110	3 002 564
22061010299 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tanda	2 903 177	2 990 273	3 079 980
22061010300 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiapoum	2 831 106	2 916 039	3 003 521
22061010301 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON GESCO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010305 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo EST	2 889 926	2 976 624	3 065 923
22061010310 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agnibilekrou	2 878 460	2 964 813	3 053 756
22061010311 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TAOUDI	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010313 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vavoua II	2 869 811	2 955 905	3 044 581
22061010315 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Seitifla	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010316 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SERIHIO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010317 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kokoumbo	2 829 758	2 914 651	3 002 092
22061010318 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa TAZIBOUO	2 887 596	2 974 224	3 063 450
22061010319 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NAHIO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010320 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Djébonoua	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010322 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zouan-Hounien	2 931 846	3 019 802	3 110 396
22061010325 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Kouté	2 831 076	2 916 008	3 003 490
22061010326 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Fresco	2 933 028	3 021 019	3 111 649
22061010327 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bangolo I	2 837 900	2 923 038	3 010 729
22061010328 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouto	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010330 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Air France	2 829 421	2 914 303	3 001 732
22061010331 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Madinani	2 831 632	2 916 582	3 004 078
22061010332 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Man - LIBREVILLE	2 898 304	2 985 252	3 074 808
22061010334 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GNAGBODOUGNOA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010335 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de M'bahiakro	2 828 505	2 913 360	3 000 760
22061010336 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville I	2 904 971	2 992 121	3 081 885
22061010337 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUMBALA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010340 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Doropo	2 120 052	2 183 653	2 249 163

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010341 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon SELMER	2 914 694	3 002 134	3 092 197
22061010342 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Katiola	2 828 366	2 913 217	3 000 614
22061010344 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUIGLO 2	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010346 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Duekoué	2 892 760	2 979 542	3 068 929
22061010347 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Treichville	2 934 145	3 022 169	3 112 835
22061010348 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Facobly	2 829 202	2 914 078	3 001 500
22061010350 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Arrah	2 933 789	3 021 803	3 112 457
22061010351 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KASSERE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010352 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouna	2 893 733	2 980 545	3 069 962
22061010353 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koumassi SICOGLI	2 887 169	2 973 784	3 062 998
22061010356 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa - LABIA	2 918 038	3 005 578	3 095 746
22061010359 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Lahou	2 898 461	2 985 414	3 074 976
22061010360 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouragahio	2 926 828	3 014 634	3 105 072
22061010361 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guibéroua	2 907 059	2 994 272	3 084 100
22061010362 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonon	2 903 561	2 990 668	3 080 388
22061010363 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KREGBE	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010364 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo PLATEAU	2 891 635	2 978 384	3 067 735
22061010365 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Buyo	2 888 868	2 975 535	3 064 801
22061010369 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sangouiné	2 831 410	2 916 352	3 003 843
22061010370 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de OUELLE 2	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010371 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kani	2 931 046	3 018 977	3 109 547
22061010372 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NOFOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010373 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MASSALA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010374 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'DOUCI	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010375 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIRASSO	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010376 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiassalé II	2 908 138	2 995 382	3 085 244
22061010377 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de RAVIART	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010378 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Cocody -DEUX PLATEAUX	2 900 697	2 987 717	3 077 348
22061010380 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiébissou	2 892 083	2 978 845	3 068 211
22061010381 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KONG	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010383 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUEPAHIO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010384 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BUYO 2	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010385 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUEHIEBLY	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010386 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KAEIN	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010389 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Maroc	2 832 520	2 917 496	3 005 021
22061010390 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo SUD	2 885 332	2 971 892	3 061 048
22061010392 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NIOFOIN	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010393 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adjame 220 Logements	2 896 117	2 983 001	3 072 491
22061010396 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Cocody - BLOCKHAUSS	2 893 307	2 980 107	3 069 510

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010397 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Niakara	2 828 920	2 913 787	3 001 202
22061010399 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOGBO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010400 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bété	2 923 224	3 010 921	3 101 248
22061010401 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sassandra	2 765 551	2 848 517	2 933 973
22061010404 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de M'BATTO	2 890 470	2 977 184	3 066 499
22061010405 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOYAGOUINE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010408 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adzopé I	2 884 970	2 971 518	3 060 664
22061010410 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville II	2 932 956	3 020 944	3 111 572
22061010412 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de FERKESSEDOUGOU SUD	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010413 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Zatry	2 926 372	3 014 164	3 104 590
22061010415 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Okrouyo	2 913 225	3 000 622	3 090 641
22061010417 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo III	2 899 018	2 985 988	3 075 567
22061010419 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Touba	2 873 721	2 959 933	3 048 730
22061010420 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adiaké	2 933 210	3 021 207	3 111 844
22061010421 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville III	2 904 625	2 991 764	3 081 516
22061010423 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GALEBOUO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010424 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DJEKANOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010426 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Songon	2 828 355	2 913 206	3 000 602
22061010427 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gabiagui	2 907 536	2 994 762	3 084 605
22061010428 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SARHALA	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010430 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SOROBANGO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010434 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouassi Datekro	2 832 747	2 917 729	3 005 260
22061010435 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Aboisso	2 906 365	2 993 556	3 083 363
22061010436 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon TOIT ROUGE	2 927 898	3 015 735	3 106 207
22061010438 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Man KOKO	2 914 578	3 002 016	3 092 077
22061010439 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GBAPLEU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010440 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Méagui	2 930 216	3 018 122	3 108 666
22061010441 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de EBOUNOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010444 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Taabo	2 831 535	2 916 480	3 003 974
22061010445 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abengourou INDENIE	2 889 845	2 976 541	3 065 838
22061010446 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonguera	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010447 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Marcory	2 828 588	2 913 446	3 000 850
22061010449 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Taï	2 927 335	3 015 155	3 105 611
22061010450 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TIEDIO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010451 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Lakota - COMMERCE	2 830 943	2 915 871	3 003 347
22061010452 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Soubré II	2 860 737	2 946 560	3 034 956
22061010453 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Logoualé	2 830 893	2 915 819	3 003 294
22061010455 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MAYO	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010456 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NAPIE	2 120 052	2 183 653	2 249 163

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010458 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Maféré	2 925 232	3 012 989	3 103 378
22061010459 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouaflé NORD	2 933 046	3 021 037	3 111 668
22061010460 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adjamé-MUNICIPALITE	2 832 219	2 917 187	3 004 704
22061010461 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AZAGUIE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010462 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'Gattakro	2 895 747	2 982 619	3 072 098
22061010464 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Transua	2 831 055	2 915 987	3 003 467
22061010465 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bloléquin	2 926 133	3 013 918	3 104 335
22061010466 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo NORD	2 672 197	2 752 362	2 834 932
22061010468 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ANONKOUA KOUTE	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010469 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DAKPADOU	2 500 000	2 575 000	2 652 251
22061010471 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gbon	2 120 052	2 183 653	2 249 163
22061010473 Exécuter le programme d'installation, d'extension et de suivi des cantines scolaires	7 631 080	7 860 013	8 095 813
22061010474 Acquérir et distribuer les kits scolaires	12 000 000 000	12 360 000 000	12 730 800 000
22061010475 Promouvoir l'enseignement des langues maternelles à l'école primaire	26 361 281	27 152 118	27 966 682
22061010478 Réaliser les activités relatives à l'amélioration du taux d'achèvement des filles dans le primaire MCC / DSPTS	61 535 634	63 381 702	65 283 153
22061010480 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ayamé	2 829 840	2 914 736	3 002 178
3 - Transferts	10 649 493 000	10 968 977 786	11 298 047 108
22061010004 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaflé I	8 149 429	8 393 912	8 645 729
22061010005 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TIASSALE I	13 004 407	13 394 539	13 796 375
22061010006 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABENGOUROU II	6 646 697	6 846 098	7 051 481
22061010008 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Odiénné II	9 507 090	9 792 303	10 086 072
22061010009 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ASSUEFRY	8 669 605	8 929 693	9 197 584
22061010013 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KOKO (Bouaké)	4 660 779	4 800 602	4 944 620
22061010014 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Bouaflé 3	4 334 803	4 464 847	4 598 792
22061010018 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAMOUSSOUKRO	16 067 668	16 549 698	17 046 189
22061010024 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BEDIAA	2 774 273	2 857 501	2 943 226
22061010025 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GRAND-BASSAM	4 681 587	4 822 035	4 966 696
22061010041 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONDOUKOU I	17 454 804	17 978 448	18 517 801
22061010042 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TANKESSE	12 657 623	13 037 352	13 428 473
22061010043 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TRANSUA	7 802 645	8 036 724	8 277 826
22061010044 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KOKOUMBO	4 508 194	4 643 440	4 782 743
22061010052 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BINGERVILLE	866 961	892 970	919 759
22061010053 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MEAGUI	8 785 200	9 048 756	9 320 219
22061010056 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GONFREVILLE (Bouaké)	12 428 747	12 801 609	13 185 657
22061010058 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUMASSI I	1 618 326	1 666 876	1 716 882
22061010059 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Odiénné	5 227 194	5 384 010	5 545 530
22061010060 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SIKENSI	8 842 997	9 108 287	9 381 536
22061010062 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MAN I	5 033 355	5 184 356	5 339 887
22061010065 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO I	13 697 976	14 108 915	14 532 182

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010066 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABOU I	8 091 631	8 334 380	8 584 411
22061010073 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO II	10 981 500	11 310 945	11 650 273
22061010074 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAKASSE ATTOBROU	4 161 410	4 286 252	4 414 840
22061010075 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MADINANI	1 479 035	1 523 406	1 569 108
22061010078 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE JACQUEVILLE	5 721 939	5 893 597	6 070 405
22061010084 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUN-FAO	8 265 024	8 512 975	8 768 364
22061010086 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KANI	5 400 585	5 562 603	5 729 481
22061010089 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE ZUENOULA	14 102 557	14 525 634	14 961 403
22061010090 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KONONFLA	4 797 182	4 941 097	5 089 330
22061010095 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SINFRA	11 328 284	11 668 133	12 018 177
22061010098 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GAGNOA I	20 633 660	21 252 670	21 890 250
22061010101 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA III	11 790 663	12 144 383	12 508 714
22061010103 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (EIP) DE ZOUAN-HOUNIEN	10 715 632	11 037 101	11 368 214
22061010107 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP DIEGONEFLA	12 079 649	12 442 038	12 815 299
22061010112 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TREICHVILLE	3 352 247	3 452 814	3 556 398
22061010113 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YOPOUGON NIANGON	1 040 353	1 071 564	1 103 711
22061010115 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRAND-ZATRY	8 322 821	8 572 506	8 829 681
22061010116 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) d'Alépé	12 195 244	12 561 101	12 937 934
22061010123 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaflé II	4 508 194	4 643 440	4 782 743
22061010124 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Bouaké-AIR FRANCE	5 284 992	5 443 542	5 606 848
22061010127 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AYAME	8 554 010	8 810 630	9 074 949
22061010133 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON V	1 502 732	1 547 814	1 594 248
22061010138 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE M'BATTO	12 310 839	12 680 164	13 060 569
22061010140 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BUYO	5 721 939	5 893 597	6 070 405
22061010144 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOUMODI	10 692 512	11 013 287	11 343 686
22061010145 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Soubré II	9 536 566	9 822 663	10 117 343
22061010148 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUIBLY	11 540 978	11 887 207	12 243 823
22061010150 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Soubré I	12 137 448	12 501 571	12 876 618
22061010152 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DAOUKRO	2 543 083	2 619 375	2 697 956
22061010153 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGO III	6 396 536	6 588 432	6 786 085
22061010154 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LAKOTA II	11 559 474	11 906 258	12 263 446
22061010155 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE FRESCO	10 576 918	10 894 226	11 221 053
22061010157 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUASSI-DATEKRO	9 016 389	9 286 881	9 565 487
22061010158 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Oumé	11 906 258	12 263 446	12 631 349
22061010161 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TIAPOUM	3 988 019	4 107 660	4 230 890
22061010163 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE BOUNDIALI	6 177 383	6 362 704	6 553 585
22061010165 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAMOOUSSOUKRO 3	12 195 244	12 561 101	12 937 934
22061010166 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABENGOUROU I	13 640 178	14 049 383	14 470 864
22061010170 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SONGON	693 568	714 375	735 806

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010171 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOUBA	11 984 862	12 344 408	12 714 740
22061010174 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MAN II	10 098 356	10 401 307	10 713 346
22061010180 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA I	4 681 587	4 822 035	4 966 696
22061010182 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ISSIA I	8 842 997	9 108 287	9 381 536
22061010183 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE M'BAYAKRO	3 017 023	3 107 534	3 200 760
22061010190 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BANGOLO 2	2 080 704	2 143 125	2 207 419
22061010192 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SANDEGUE	6 068 723	6 250 785	6 438 309
22061010195 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO III	13 062 205	13 454 071	13 857 693
22061010199 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP NIANKARA (Bouaké)	4 479 296	4 613 675	4 752 085
22061010202 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MANKONO	11 519 968	11 865 567	12 221 534
22061010209 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONGOUANOU	13 120 002	13 513 602	13 919 010
22061010213 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BETTIE	6 877 887	7 084 224	7 296 751
22061010215 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ISSIA II	10 750 311	11 072 820	11 405 005
22061010217 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Yopougon Kouté	3 469 824	3 573 919	3 681 137
22061010218 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAFIRE	3 288 670	3 387 330	3 488 950
22061010221 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TANDA	12 773 218	13 156 415	13 551 107
22061010224 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONDOUKOU II	19 362 119	19 942 983	20 541 272
22061010225 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BOCANDA	16 819 034	17 323 605	17 843 313
22061010227 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONOUA	6 588 900	6 786 567	6 990 164
22061010234 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GABIADJI	6 588 900	6 786 567	6 990 164
22061010235 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BONON	3 410 045	3 512 346	3 617 716
22061010236 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE II	11 790 663	12 144 383	12 508 714
22061010237 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AKOUBE	10 692 512	11 013 287	11 343 686
22061010239 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ZOUKOUGBEU	7 629 252	7 858 130	8 093 874
22061010240 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON I	3 641 235	3 750 472	3 862 986
22061010242 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ANDE	3 988 019	4 107 660	4 230 890
22061010244 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GUIGLO	10 750 311	11 072 820	11 405 005
22061010246 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TIEBISSOU	7 282 469	7 500 943	7 725 971
22061010247 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaké N'GATTAKRO	7 915 927	8 153 405	8 398 007
22061010249 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OUKROUYO	5 895 331	6 072 191	6 254 357
22061010254 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BEOUMI I	8 988 647	9 258 306	9 536 055
22061010255 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TABOU	10 923 702	11 251 413	11 588 955
22061010258 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABOISSO	14 275 951	14 704 230	15 145 357
22061010261 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGOII	11 097 095	11 430 008	11 772 908
22061010262 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABOU II	8 669 605	8 929 693	9 197 584
22061010264 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GOHITAFLA	7 802 645	8 036 724	8 277 826
22061010265 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SASSANDRA	13 062 205	13 454 071	13 857 693
22061010268 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SATAMA-SOKOURA	2 205 337	2 271 497	2 339 642
22061010269 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SAIIOUA	8 496 213	8 751 099	9 013 632

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010273 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE FACOPLY	8 253 465	8 501 069	8 756 101
22061010274 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAABO	5 895 331	6 072 191	6 254 357
22061010280 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE III	11 675 069	12 025 321	12 386 081
22061010281 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GUITRY	10 923 702	11 251 413	11 588 955
22061010282 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GUEYO	1 560 529	1 607 345	1 655 565
22061010286 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON IV	809 163	833 438	858 441
22061010290 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Danané	7 194 471	7 410 305	7 632 614
22061010291 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MAHAPLEU	3 740 790	3 853 014	3 968 604
22061010292 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGNIBILEKROU	13 351 192	13 751 728	14 164 280
22061010293 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BODOKRO	3 040 141	3 131 345	3 225 285
22061010295 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GADOUAN	9 189 782	9 465 475	9 749 439
22061010302 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRABO	5 895 331	6 072 191	6 254 357
22061010303 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE I	13 293 394	13 692 196	14 102 962
22061010304 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE FERKESSEDOUGOU	8 749 364	9 011 845	9 282 200
22061010306 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE HIRE	4 681 587	4 822 035	4 966 696
22061010307 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GRAND-LAHO	9 478 768	9 763 131	10 056 025
22061010308 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP VRIDI	1 560 529	1 607 345	1 655 565
22061010309 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP IBOGUHE	3 294 450	3 393 284	3 495 083
22061010312 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAÏ	2 774 273	2 857 501	2 943 226
22061010314 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BIANKOUMA	8 911 946	9 179 304	9 454 683
22061010321 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE (IEP) Adiaké	6 068 723	6 250 785	6 438 309
22061010323 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABAKALA	7 476 877	7 701 183	7 932 218
22061010324 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) d'Adzopé	11 270 486	11 608 601	11 956 859
22061010329 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SEGUELA	5 930 010	6 107 910	6 291 147
22061010333 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BOUNA	11 984 862	12 344 408	12 714 740
22061010338 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE NASSIAN	9 536 566	9 822 663	10 117 343
22061010339 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ANYAMA I	7 802 645	8 036 724	8 277 826
22061010343 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SAN-PEDRO I	4 508 194	4 643 440	4 782 743
22061010345 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SANGOUINE	5 508 883	5 674 149	5 844 373
22061010349 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OURAGAHIO	13 177 799	13 573 133	13 980 327
22061010354 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BANGOLO	4 750 943	4 893 471	5 040 275
22061010355 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABOBO II	2 427 490	2 500 315	2 575 324
22061010357 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BIETRY	693 568	714 375	735 806
22061010358 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGO I	12 576 707	12 954 008	13 342 628
22061010366 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ANYAMA II	5 317 357	5 476 878	5 641 184
22061010367 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SINEMANTALI	3 063 736	3 155 648	3 250 317
22061010368 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GUEZON	4 508 194	4 643 440	4 782 743
22061010379 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TIENINGBOUE	7 197 131	7 413 045	7 635 436
22061010382 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SAKASSOU	9 247 579	9 525 006	9 810 756

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061010387 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOULEPLEU	12 195 244	12 561 101	12 937 934
22061010388 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MAFERE	7 976 038	8 215 319	8 461 779
22061010391 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OUANGOLODOUGOU	4 974 041	5 123 262	5 276 960
22061010394 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BROBO	2 706 303	2 787 492	2 871 117
22061010395 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA II	8 496 213	8 751 099	9 013 632
22061010398 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE TENGRELA	4 327 867	4 457 703	4 591 434
22061010403 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE KOLIA	7 102 141	7 315 205	7 534 661
22061010406 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BEOUMI II	5 239 909	5 397 106	5 559 019
22061010407 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Adzopé II	7 282 461	7 500 935	7 725 963
22061010409 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) de Bouaké-BELLE-VILLE	3 619 040	3 727 611	3 839 439
22061010411 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MARCORY	809 163	833 438	858 441
22061010414 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ZIKISSO	4 508 194	4 643 440	4 782 743
22061010416 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE VAVOUA II	6 880 199	7 086 605	7 299 203
22061010418 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BLOLEQUIN	7 455 860	7 679 536	7 909 922
22061010422 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DIDIEVI	9 363 174	9 644 069	9 933 391
22061010425 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ARRAH	9 883 349	10 179 849	10 485 244
22061010429 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRAND-BEREBY	5 721 939	5 893 597	6 070 405
22061010431 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIMBOKRO	10 172 337	10 477 507	10 791 832
22061010432 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MINIGNAN	1 653 005	1 702 595	1 753 673
22061010433 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YAMOOUSSOUKRO II	13 871 368	14 287 509	14 716 134
22061010437 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LAKOTA	7 051 279	7 262 817	7 480 702
22061010442 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TIASSALE II	7 051 279	7 262 817	7 480 702
22061010443 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GBONNE	1 963 207	2 022 103	2 082 766
22061010448 Réaliser la maintenance des mobiliers et l'entretien des écoles primaires publiques de l'Inspection Primaire de KATIOLA à travers le COGES de la circonscription	8 988 647	9 258 306	9 536 055
22061010454 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Port-Bouet	520 176	535 781	551 854
22061010457 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BIN-HOUYE	3 537 199	3 643 315	3 752 614
22061010463 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Duékoué	13 813 571	14 227 978	14 654 817
22061010467 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LOGOUALE	7 878 937	8 115 305	8 358 764
22061010476 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les subventions des Etablissements d'Enseignement Primaire Privé Laïc	1 625 000 000	1 673 750 000	1 723 962 500
22061010477 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les subventions des Etablissements d'Enseignement Primaire Privé Confessionnel	7 724 493 000	7 956 227 790	8 194 914 624
22061010481 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE VAVOUA I	11 282 047	11 620 508	11 969 123
4 - Investissements	8 858 100 000	11 314 005 544	17 328 065 709
Trésor	2 358 000 000	4 114 005 544	6 129 453 709
22061010472 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	2 358 000 000	4 114 005 544	6 129 453 709
Financement extérieur	6 500 100 000	7 200 000 000	11 198 612 000
22061010472 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	6 500 100 000	7 200 000 000	11 198 612 000

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
2206102 Suivi pédagogique, Contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire	720 791 784	742 535 537	764 931 582
2 - Biens et services	720 791 784	742 535 537	764 931 582
22061020555 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa TAZIBOUO	1 558 889	1 605 656	1 653 826
22061020556 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Aboisso	1 431 828	1 474 783	1 519 027
22061020557 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lakota - COMMERCE	1 106 006	1 139 186	1 173 362
22061020558 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Danane	1 775 841	1 829 117	1 883 990
22061020559 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tabou	1 242 002	1 279 263	1 317 641
22061020560 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Djebonoua	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020561 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bondoukou 2	1 852 004	1 907 565	1 964 793
22061020562 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Marcory	1 228 230	1 265 076	1 303 030
22061020563 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tanda	1 453 416	1 497 018	1 541 929
22061020564 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grd-Bereby	1 559 543	1 606 329	1 654 518
22061020565 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bodokro	1 079 487	1 111 871	1 145 228
22061020566 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tankesse	1 166 676	1 201 676	1 237 729
22061020567 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ADJAME- MUNICIPALITE	1 039 703	1 070 895	1 103 023
22061020568 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Toulepleu	1 118 616	1 152 174	1 186 740
22061020569 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Air-France Bouake	1 184 961	1 220 508	1 257 124
22061020570 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bocanda	1 737 336	1 789 456	1 843 139
22061020571 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUEPAHIO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020572 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ANONKOUA KOUTE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020573 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa GBEULIVILLE	1 701 540	1 752 586	1 805 164
22061020574 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonoua	1 519 018	1 564 590	1 611 529
22061020575 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Satamassokoura	1 045 895	1 077 272	1 109 591
22061020576 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 2	1 713 728	1 765 139	1 818 093
22061020577 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Toumodi	1 562 332	1 609 202	1 657 478
22061020578 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Fresco	1 251 349	1 288 889	1 327 556
22061020579 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GALEBOUO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020580 Produire des documents pour les activités pédagogiques des enseignants des IEPP	6 854 330	7 059 960	7 271 757
22061020581 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Port-Bouet	1 406 144	1 448 328	1 491 776
22061020582 Prendre en charge les Dépenses centralisées liées à l'enseignement préscolaire et primaire	271 554 358	279 820 988	288 335 617
22061020583 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kanzra	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020584 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUMASSI PRODOMO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020585 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Belleville Bouaké	1 384 000	1 425 520	1 468 286
22061020586 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Plateau	820 430	845 044	870 397
22061020587 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KAEIN	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020588 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de San-Pedro SEWEKE	1 859 216	1 914 992	1 972 441
22061020589 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa - LABIA	1 757 558	1 810 285	1 864 593
22061020590 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Minignan	1 184 961	1 220 508	1 257 124
22061020591 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouafilé SUD	1 368 272	1 409 318	1 451 598

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061020592 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niambezaria	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020593 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ZAGUIETA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020594 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bondoukou 1	1 641 614	1 690 861	1 741 587
22061020595 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY ATTOBAN	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020596 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kaniasso	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020597 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de EBOUNOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020598 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mankono	1 538 929	1 585 096	1 632 650
22061020599 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SERIHIO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020600 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Hire	1 339 425	1 379 606	1 420 995
22061020601 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Batto	1 539 442	1 585 623	1 633 191
22061020602 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo NORD	2 089 568	2 152 254	2 216 821
22061020603 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro -SINZIBO	1 502 127	1 547 190	1 593 606
22061020604 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Arrah	1 246 187	1 283 572	1 322 079
22061020605 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Akoupé	1 615 000	1 663 453	1 713 355
22061020606 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ourahagio	1 731 736	1 783 690	1 837 201
22061020607 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dianra	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020608 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouna	1 517 342	1 562 862	1 609 747
22061020609 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Treichville	1 243 768	1 281 081	1 319 515
22061020610 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Morondo	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020611 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lakota 2	1 809 063	1 863 335	1 919 235
22061020612 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guitry	1 592 852	1 640 637	1 689 856
22061020613 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Andé	1 012 769	1 043 150	1 074 445
22061020614 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sifie	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020615 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niakara	1 210 968	1 247 296	1 284 715
22061020616 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niablé	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020617 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ayamé	1 163 233	1 198 131	1 234 074
22061020618 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Issia 1	1 618 025	1 666 566	1 716 564
22061020619 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Beoumi 1	1 306 719	1 345 919	1 386 297
22061020620 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON GESCO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020621 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zuenoula	1 712 334	1 763 706	1 816 617
22061020622 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kolia	1 289 273	1 327 951	1 367 790
22061020623 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiberoua	1 427 130	1 469 945	1 514 045
22061020624 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zaranou (Ebilassokro, Zaranou)	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020625 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Napie	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020626 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Madinani	1 070 227	1 102 332	1 135 402
22061020627 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON CENTRE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020628 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo plateau dokui	1 262 985	1 300 874	1 339 901
22061020629 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YAKASSE-FEYASSE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020630 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BONIEREDOUGOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061020631 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Duekoué	1 831 811	1 886 765	1 943 367
22061020632 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Katiola	1 239 769	1 276 963	1 315 271
22061020633 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DJEKANOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020634 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kani	1 264 754	1 302 697	1 341 778
22061020635 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ATTIEGOUAKRO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020636 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiapoum	1 097 538	1 130 464	1 164 379
22061020637 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BAYOTA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020638 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DUEKOUÉ 2	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020639 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Issia 2	1 260 428	1 298 242	1 337 188
22061020640 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zoukougbeu	1 474 491	1 518 725	1 564 286
22061020641 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Biankouma	1 492 917	1 537 705	1 583 837
22061020642 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Nassian	1 073 949	1 106 168	1 139 353
22061020643 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouibly	778 740	802 102	826 165
22061020644 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonon	1 450 812	1 494 336	1 539 166
22061020645 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Odienné 2	1 232 976	1 269 965	1 308 065
22061020646 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Botro	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020647 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Soubre 1	1 658 039	1 707 781	1 759 014
22061020648 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro - FONDATION	1 521 528	1 567 174	1 614 190
22061020649 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abengourou CENTRE	1 637 100	1 686 214	1 736 799
22061020650 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY-BLOCKHAUSS	1 520 228	1 565 833	1 612 809
22061020651 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIEOUZON	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020652 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gagnoa LONACI	1 949 430	2 007 912	2 068 150
22061020653 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gohitafla	1 061 013	1 092 844	1 125 629
22061020654 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bediala	1 315 326	1 354 787	1 395 430
22061020655 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Oumé	1 689 583	1 740 270	1 792 477
22061020656 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man KOKO	1 376 228	1 417 514	1 460 040
22061020657 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tanguelan	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020658 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Seguelon	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020659 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Prikro	1 165 373	1 200 334	1 236 343
22061020660 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sinfra	1 722 939	1 774 628	1 827 867
22061020661 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gagnoa DIOULABOUGOU	1 588 156	1 635 799	1 684 873
22061020662 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Seguela	1 643 010	1 692 301	1 743 069
22061020663 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop Kouté	1 099 122	1 132 095	1 166 058
22061020664 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouangolo	1 395 680	1 437 552	1 480 679
22061020665 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adiake	1 250 098	1 287 600	1 326 228
22061020666 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIVO PLATEAU	1 531 532	1 577 478	1 624 802
22061020667 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Brobo	1 030 075	1 060 976	1 092 804
22061020668 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo EST	1 543 116	1 589 411	1 637 092
22061020669 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gabiadji	1 788 403	1 842 057	1 897 318

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061020670 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop maroc	1 024 167	1 054 893	1 086 539
22061020671 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TIEBISSOU	1 528 509	1 574 365	1 621 597
22061020672 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koro	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020673 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON SIDECI	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020674 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kononfla	1 248 050	1 285 492	1 324 057
22061020675 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 3	1 443 599	1 486 906	1 531 513
22061020676 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bettie	1 317 700	1 357 232	1 397 951
22061020677 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de transua	1 100 284	1 133 292	1 167 292
22061020678 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Logoualé	1 108 611	1 141 868	1 176 125
22061020679 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AYAOU-SRAN	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020680 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi SICOGI	1 561 777	1 608 631	1 656 890
22061020681 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man - LIBREVILLE	1 486 402	1 530 995	1 576 925
22061020682 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abengourou INDENIE	1 543 676	1 589 987	1 637 687
22061020683 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BOUAFLE CENTRE	1 171 000	1 206 130	1 242 313
22061020684 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zouan-Hounien	1 716 985	1 768 494	1 821 550
22061020685 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vavoua 2	1 899 228	1 956 205	2 014 890
22061020686 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbeleban	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020687 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DOUGOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020688 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adzopé 2	1 194 406	1 230 239	1 267 146
22061020689 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ferké NORD	1 730 106	1 782 008	1 835 469
22061020690 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de WOROFLA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020691 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YAMOOUSSOUKRO - MOROFE	1 318 163	1 357 708	1 398 440
22061020692 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOKOUMBO	1 167 512	1 202 538	1 238 614
22061020693 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY AKOUEDO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020694 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUEHIEBLY	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020695 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo SUD	1 853 633	1 909 242	1 966 520
22061020696 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Attecoube	1 616 953	1 665 462	1 715 426
22061020697 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIABO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020698 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Raviart	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020699 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sandegue	1 002 252	1 032 319	1 063 289
22061020700 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mafere	1 304 115	1 343 239	1 383 537
22061020701 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIGNAGO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020702 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Divo 3	1 481 563	1 526 009	1 571 789
22061020703 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adzopé 1	1 576 663	1 623 963	1 672 682
22061020704 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sikensi	1 245 584	1 282 951	1 321 440
22061020705 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Facobly	1 196 405	1 232 298	1 269 266
22061020706 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dimbokro	1 476 584	1 520 882	1 566 509
22061020707 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Odiene 1	1 195 849	1 231 725	1 268 678
22061020708 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sassandra	2 162 566	2 227 443	2 294 267

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061020709 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouassi Datekro	1 012 301	1 042 669	1 073 949
22061020710 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vridi	1 114 333	1 147 763	1 182 196
22061020711 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dikodougou	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020713 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouaflé NORD	1 251 215	1 288 752	1 327 415
22061020714 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop Niangon	998 387	1 028 340	1 059 192
22061020715 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sakassou	1 394 003	1 435 823	1 478 897
22061020716 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Beoumi 2	1 057 433	1 089 156	1 121 830
22061020717 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Assuefry	988 991	1 018 663	1 049 224
22061020718 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bietry	1 009 509	1 039 794	1 070 989
22061020719 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agnibibilekrou	1 620 724	1 669 346	1 719 427
22061020720 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi REMBLAIS	1 291 693	1 330 446	1 370 360
22061020721 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GNAGBODOUGNOA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020722 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Boundiali	1 334 402	1 374 435	1 415 668
22061020723 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de LOMOKANKRO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020724 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gueyo	1 183 239	1 218 737	1 255 299
22061020725 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SARHALA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020726 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Laoudiba	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020727 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Bassam	1 181 100	1 216 533	1 253 031
22061020728 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Alepe	1 563 916	1 610 835	1 659 160
22061020729 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUIGLO 2	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020730 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY-DEUX PLATEAUX	1 470 212	1 514 317	1 559 745
22061020731 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo	1 345 009	1 385 362	1 426 922
22061020732 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AMELEKIA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020733 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kounahiri	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020734 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiglo	1 890 018	1 946 718	2 005 118
22061020735 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koko Bouaké	1 866 288	1 922 277	1 979 945
22061020736 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daoukro	1 325 841	1 365 617	1 406 585
22061020737 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Soubre 2	1 925 888	1 983 664	2 043 173
22061020738 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 1	1 441 273	1 484 512	1 529 047
22061020739 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SEMIEN	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020740 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vavoua 1	1 677 438	1 727 761	1 779 594
22061020741 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MASSALA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020743 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sinematiali	1 264 100	1 302 023	1 341 084
22061020744 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zikisso	1 046 639	1 078 039	1 110 381
22061020745 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Bengue	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020746 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GBAPLEU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020747 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diegonefla	1 466 396	1 510 389	1 555 700
22061020748 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adjamé 220 Logements	1 501 199	1 546 236	1 592 622
22061020749 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon ANDOKOI	1 630 075	1 678 976	1 729 346

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061020750 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tingrela	1 144 345	1 178 675	1 214 036
22061020751 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Touba	1 652 824	1 702 408	1 753 480
22061020752 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tafiré	1 018 582	1 049 139	1 080 613
22061020753 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BOUAKE SOKOURA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020754 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bongouanou	1 443 784	1 487 098	1 531 712
22061020755 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabakala	1 427 919	1 470 757	1 514 880
22061020756 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Songon	1 240 279	1 277 487	1 315 812
22061020757 Inspecter, suivre et évaluer les activités des COGES installés dans les établissements préscolaires et primaires	4 876 121	5 022 405	5 173 077
22061020759 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ABOBO BANCO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020760 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yakasse Attobrou	1 201 616	1 237 663	1 274 791
22061020761 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Didievi	1 375 626	1 416 894	1 459 399
22061020762 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koun-Fao	1 032 681	1 063 662	1 095 571
22061020763 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'Gattakro Bouaké	1 503 712	1 548 823	1 595 288
22061020764 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de FRONAN	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020765 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gonfreville Bouaké	1 790 401	1 844 113	1 899 437
22061020766 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tieningboué	1 646 918	1 696 325	1 747 214
22061020767 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIVO MUNICIPALITE	1 663 992	1 713 912	1 765 331
22061020768 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sago	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020769 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Doba	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020770 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'DOUCI	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020771 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sangouine	1 081 768	1 114 222	1 147 649
22061020772 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Blolequin	1 298 019	1 336 959	1 377 067
22061020773 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabou 1	1 453 507	1 497 111	1 542 025
22061020774 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbonné	943 848	972 163	1 001 328
22061020775 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'ZECREZESSOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020776 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SOROBANGO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020777 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUMBALA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020778 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo AVOCATIER	1 377 438	1 418 761	1 461 324
22061020779 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Meagui	1 721 780	1 773 434	1 826 636
22061020780 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Okrouyo	1 385 395	1 426 956	1 469 764
22061020781 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ZONE INDUSTRIELLE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020782 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiassale	1 419 825	1 462 421	1 506 293
22061020783 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de RUBINO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020784 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bingerville	1 304 440	1 343 573	1 383 880
22061020785 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dania	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020786 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kong	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020787 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Bahiakro	1 232 511	1 269 487	1 307 571
22061020788 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BUYO 2	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020789 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ABOISSO COMOE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020790 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NOFOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061020791 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MAYO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020792 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GRAND MORIE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020793 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KARAKORO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020794 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouelle	1 324 586	1 364 324	1 405 254
22061020795 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon TOIT ROUGE	1 286 061	1 324 642	1 364 381
22061020796 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anyama 2	1 294 623	1 333 462	1 373 464
22061020797 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo AGBEKOI	1 298 856	1 337 822	1 377 956
22061020798 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de seitifla	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020799 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de LOBAKUYA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020800 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TAOUDI	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020801 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DOGBO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020802 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GONATE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020803 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SAN PEDRO BARDOT	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020804 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mahapleu	1 183 935	1 219 454	1 256 037
22061020805 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabou 2	1 424 058	1 466 780	1 510 782
22061020806 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Iboguhe	1 003 459	1 033 561	1 064 566
22061020807 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouto	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020808 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUAN-HOULE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020809 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Buyo	1 550 284	1 596 792	1 644 694
22061020810 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kregbe	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020811 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grabo	1 052 919	1 084 507	1 117 042
22061020812 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grd-Zatry	1 296 389	1 335 281	1 375 338
22061020813 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gadouan	1 540 745	1 586 967	1 634 576
22061020814 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIAWALA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020815 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DAKPADOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020816 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo HOUANTOUE	1 133 225	1 167 223	1 202 241
22061020817 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AZAGUIE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020818 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiassalé 1	1 422 012	1 464 673	1 508 612
22061020819 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MAN DOYAGOUINE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020820 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KORHOGO CENTRE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020821 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bin-Houyé	1 042 357	1 073 629	1 105 837
22061020822 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouassi-Kouassikro	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020823 Contrôler les services et structures de l'Enseignement Préscolaire et Primaire	19 430 487	20 013 402	20 613 804
22061020824 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de doropo	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020825 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TIEDIO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020826 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon ANANERAIE	1 270 801	1 308 926	1 348 194
22061020827 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de FERKE SUD	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020828 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BENGASSOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020829 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KASSERE	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020830 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bangolo 1	1 992 979	2 052 768	2 114 350
22061020831 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anyama 1	1 394 235	1 436 063	1 479 144

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
22061020832 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouelle 2	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020833 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guezon	1 639 751	1 688 944	1 739 611
22061020834 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NAHIO	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020835 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Saioua	1 633 238	1 682 236	1 732 703
22061020836 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NIOFOIN	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020837 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SIPOREX	1 202 687	1 238 768	1 275 931
22061020838 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SIPILOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020839 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbon	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020840 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tabagne	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020841 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA DIOLABOUGOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020842 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Taabo	1 075 250	1 107 507	1 140 733
22061020843 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tehini	1 696 043	1 746 924	1 799 331
22061020844 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AGOU	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020845 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA SUD	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020846 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diéhouzon	694 248	715 076	736 530
22061020847 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA KENNEDY	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020848 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUETINFLA	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22061020850 Superviser, Contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Jacqueline	1 191 336	1 227 075	1 263 888
2206103 Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire	7 363 721 986	7 533 253 652	7 759 371 264
2 - Biens et services	1 288 721 986	1 276 003 652	1 314 403 764
22061030002 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de 1 BOUAKE	31 572 123	32 519 287	33 494 867
22061030003 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de SAN PEDRO	26 704 875	27 506 021	28 331 200
22061030004 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de 2 BOUAKE (ENI)	37 910 796	39 048 122	40 219 566
22061030005 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de GRAND BASSAM	198 684 692	204 645 234	210 784 589
22061030006 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de MAN	28 414 012	29 266 432	30 144 427
22061030007 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de DALOA	45 798 270	47 172 217	48 587 385
22061030008 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de KATIOLA	22 067 043	22 729 055	23 410 927
22061030009 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de GAGNOA	75 748 546	78 021 003	80 361 633
22061030010 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ODIENNE	23 723 278	24 434 976	25 168 026
22061030011 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ABENGOUROU	78 141 402	80 485 645	82 900 214
22061030012 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de BONDOUKOU	26 704 875	27 506 021	28 331 200
22061030013 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ABIDJAN (Cocody)	69 569 654	71 656 744	73 806 446
22061030014 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de KORHOGO	73 504 680	75 709 821	77 981 115
22061030015 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de DABOU	83 020 445	85 511 058	88 076 389
22061030016 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de YAMOOUSSOUKRO	188 096 260	193 739 148	199 551 323
22061030017 Prendre en charge les Dépenses centralisées liées au CAFOP	227 754 686	183 207 327	188 823 548
22061030019 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ABOISSO	43 269 056	44 567 129	45 904 142
22061030020 Produire et actualiser les ouvrages scolaires à travers des activités réalisées par le CNFP	8 037 293	8 278 412	8 526 767
3 - Transferts	6 075 000 000	6 257 250 000	6 444 967 500
22061030021 Prendre en charge les pécules des stagiaires des CAFOP	6 075 000 000	6 257 250 000	6 444 967 500

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	584 367 709 366	635 075 985 447
2206104 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire	10 724 237 913	4 734 783 478	5 362 056 479
1 - Personnels	79 264 371	74 239 223	76 251 901
22061040184 assurer les Charges salariales Service-Programme Alimentaire Mondial (PAM)	79 264 371	74 239 223	76 251 901
2 - Biens et services	3 500 000 000	3 605 000 000	3 713 150 000
22061040182 Acquérir et distribuer des Manuels Scolaires aux élèves du primaire public	2 000 000 000	2 060 000 000	2 121 800 000
22061040183 Equiper les écoles primaires pubilques en Maquettes Pédagogiques	1 500 000 000	1 545 000 000	1 591 350 000
4 - Investissements	7 144 973 542	1 055 544 255	1 572 654 578
Trésor	652 373 542	1 055 544 255	1 572 654 578
22061040015 Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE)	200 000 000	348 940 250	519 885 811
22061040016 Projet éducation de base / UNICEF	25 000 000	43 617 531	64 985 727
22061040138 Réhabilitation Etablissements d'enseignement primaire	280 000 000	488 516 349	727 840 135
22061040155 Projet de Développement de l'Enseignement de Base (PDEB phase I)	147 373 542	174 470 125	259 942 905
Financement extérieur	6 492 600 000	0	0
22061040015 Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE)	3 331 600 000	0	0
22061040016 Projet éducation de base / UNICEF	3 161 000 000	0	0

II.2.3. Programme 3 : Enseignement Secondaire Général

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4. Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Enseignement Secondaire Général	Action 3.1: Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle
	Action 3.2 : Gestion des établissements du secondaire général
	Action 3.3 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Enseignement Secondaire Général						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général	Taux de succès au BEPC	60,14%	61,18%	61,70%	62,23%	Diviser le nombre d'élèves admis au BEPC par le nombre d'élèves candidats au BEPC
	Taux de succès au BAC	46,09%	44,15%	47,08%	50%	Diviser le nombre d'élèves admis au BAC par le nombre d'élèves candidats au BAC
	Taux Brut d'Admission dans le 1er cycle	66,9%	71,38%	73,73%	76,16%	Diviser les nouveaux inscrits en 6eme quel que soit leur âge sur la population scolarisable de 12 ans
	Taux d'accès en seconde (transition 3é/2nd)	52,57%	55,86%	57,58%	59,35%	Nombre d'inscrits en seconde en année N / nombre total d'élèves en classe de 3éme en année N-1
OS .2. Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire général	Indicateur 1 : Taux brut de scolarisation au 1er cycle	66,60%	73,30%	76,65%	80%	Diviser le nombre des élèves inscrits au 1er cycle du secondaire général, quel que soit leur âge, par la population scolarisable de 12 à 15 ans multiplié par 100
	Indicateur 2 : Taux brut de scolarisation au 2nd cycle	35%	44,64%	50,41%	56,93%	Diviser le nombre des élèves inscrits au 2nd cycle du secondaire général, quel que soit leur âge, par la population scolarisable de 16 à 18 ans multiplié par 100
	Indicateur 3 : Taux d'achèvement du 1er cycle du secondaire	54,60%	64,8%	69,9%	75,0%	Nombre de nouveaux inscrits en 3eme sur la population scolarisable de 15 ans
	Indicateur 4 : Taux d'achèvement du 2nd cycle du secondaire	27,70%	34,3%	38,2%	42,5%	Nombre de nouveaux inscrits en Terminal sur la population scolarisable de 18 ans

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME III : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL		350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
	Dépenses de personnel	235 254 396 988	251 355 003 905	300 242 955 167
	Dépenses en biens et services	5 868 290 473	5 275 487 287	5 433 691 990
	Transferts	84 422 600 000	86 619 912 030	89 131 746 670
	Investissements	24 724 002 510	55 151 720 919	102 531 433 537
	Trésor	16 230 802 510	1 425 420 919	2 123 733 537
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	8 493 200 000	53 726 300 000	100 407 700 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
2206201 Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle	325 545 287 461	343 250 403 222	394 808 393 827
1 - Personnels	235 254 396 988	251 355 003 905	300 242 955 167
22062011319 Prendre en charge le salaire du personnel fonctionnaire de l'enseignement secondaire	235 254 396 988	251 355 003 905	300 242 955 167
2 - Biens et services	5 868 290 473	5 275 487 287	5 433 691 990
22062011119 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne BAD Koumassi	2 765 972	2 848 950	2 934 419
22062011120 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mixte 2 de Yamoussoukro	2 906 633	2 993 833	3 083 648
22062011121 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Duekoué	3 595 717	3 703 587	3 814 694
22062011122 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Scientifique Yamoussoukro	501 859 294	310 915 076	320 242 532
22062011123 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Abengourou	2 992 700	3 082 481	3 174 955
22062011124 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de BOUAFLE dans le choix des filières d'orientation	1 253 240	1 290 840	1 329 566
22062011125 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mamie Adjoua Yamoussoukro	160 035 832	164 836 907	169 782 015
22062011126 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne III de Gagnoa	15 924 205	16 401 932	16 893 989
22062011127 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gonate	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011128 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne TSF de Bouaké	10 881 291	11 207 730	11 543 962
22062011129 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouafloukro	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011130 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gagnoa	2 823 170	2 907 866	2 995 101
22062011131 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kregbe	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011132 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kononfla	10 722 907	11 044 595	11 375 933
22062011133 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sériho	2 806 614	2 890 815	2 977 539
22062011134 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de ABIDJAN II dans le choix des filières d'orientation	1 131 735	1 165 687	1 200 658
22062011135 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Semien	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011136 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Koko Bke	12 519 157	12 894 732	13 281 573
22062011137 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Nassian	10 697 162	11 018 077	11 348 619
22062011138 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Tanda	10 533 690	10 849 700	11 175 194
22062011139 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne II Bouaké	13 413 162	13 815 557	14 230 025
22062011140 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Djorobité	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011141 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Morondo	2 806 457	2 890 651	2 977 370
22062011142 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbangbégouiné	2 877 727	2 964 059	3 052 980
22062011143 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 DIVO	17 018 173	17 528 719	18 054 581
22062011144 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de SEGUELA dans le choix des filières d'orientation	703 492	724 597	746 335
22062011145 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assinie-Mafia	14 637 930	15 077 068	15 529 381
22062011146 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Doropo	2 789 031	2 872 701	2 958 883
22062011147 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Taï	2 842 241	2 927 508	3 015 334
22062011148 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de BOUAKE II dans le choix des filières d'orientation	1 212 908	1 249 296	1 286 775
22062011149 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lahoudi-Ba	2 803 301	2 887 400	2 974 021
22062011150 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Sassandra	2 803 655	2 887 763	2 974 397

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011151 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tounvre	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011152 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne BAD Seguela	2 810 494	2 894 809	2 981 654
22062011153 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yaou bonoua	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011154 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Affery	10 548 374	10 864 826	11 190 770
22062011155 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dabakala	2 778 899	2 862 265	2 948 133
22062011156 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bouna	2 841 133	2 926 370	3 014 162
22062011157 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de San- Pédro	3 252 743	3 350 325	3 450 834
22062011158 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Korhogo	13 717 078	14 128 589	14 552 447
22062011159 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée Moderne 1 de Bouaflé	14 680 600	15 121 016	15 574 648
22062011160 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Loupou	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011161 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'AMANVI	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011162 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Danané	3 541 168	3 647 402	3 756 825
22062011163 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Montezo	2 811 082	2 895 416	2 982 279
22062011164 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tiedo	2 806 296	2 890 486	2 977 200
22062011165 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Didievi	10 686 510	11 007 104	11 337 315
22062011166 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Aboisso	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011167 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kokoumbo	2 848 124	2 933 567	3 021 574
22062011168 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Azaguié	19 899 594	20 496 581	21 111 479
22062011169 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bin-Houyé	2 763 152	2 846 047	2 931 428
22062011170 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Nanan Adépra de Bettié	2 885 470	2 972 031	3 061 192
22062011171 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Jenes Filles Man	17 165 638	17 680 607	18 211 024
22062011172 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tougbo	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011173 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DALOA dans le choix des filières d'orientation	1 845 199	1 900 554	1 957 570
22062011174 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Niofoin	2 820 016	2 904 615	2 991 753
22062011175 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUAKE dans le choix des filières d'orientation	735 426	757 488	780 213
22062011176 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 1 Yakro	2 879 192	2 965 568	3 054 535
22062011177 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kaouara	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011178 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Buyo	12 212 947	12 579 337	12 956 718
22062011179 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Oress-krobou	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011180 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boli	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011181 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Divo	3 007 788	3 098 022	3 190 962
22062011182 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nguessankro	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011183 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tiemelekro	2 807 227	2 891 443	2 978 186
22062011184 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gabiadji	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011185 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Karakoro Korhog	2 877 727	2 964 059	3 052 980
22062011186 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne D'Appimandoum	2 815 678	2 900 149	2 987 156
22062011187 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kokomian	2 802 267	2 886 335	2 972 925
22062011188 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Adzopé	40 401 500	41 613 543	42 861 951

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011190 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nahio	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011192 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dania	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011193 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yezimala	2 787 297	2 870 915	2 957 043
22062011194 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sominasse	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011195 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaranou	10 750 011	11 072 511	11 404 686
22062011196 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Adiaké	12 123 908	12 487 624	12 862 253
22062011197 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Dianra	2 853 870	2 939 488	3 027 673
22062011198 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de SASSANDRA dans le choix des filières d'orientation	762 498	785 372	808 933
22062011199 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mnucipal 2 d'ATTECOUBE	2 920 912	3 008 539	3 098 795
22062011200 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de BONGOUANOU dans le choix des filières d'orientation	657 028	676 740	697 040
22062011201 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Agboville	16 387 880	16 879 517	17 385 904
22062011202 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ebilassokro	10 719 047	11 040 618	11 371 837
22062011203 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Méagui	2 628 042	2 706 884	2 788 091
22062011204 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Classique d'Abidjan	32 404 364	33 376 495	34 377 789
22062011205 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Taabo	2 804 875	2 889 020	2 975 691
22062011206 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mahale	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011207 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Péhé	2 805 429	2 889 592	2 976 278
22062011208 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 BAD de Yamoussoukro	10 523 927	10 839 644	11 164 832
22062011209 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne GOHOUNFLA	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011210 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbonkaha	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011211 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Madinani	10 770 365	11 093 477	11 426 280
22062011212 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dimbokro	10 550 387	10 866 897	11 192 903
22062011213 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Fresco	10 700 150	11 021 154	11 351 790
22062011214 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sassandra	11 220 242	11 556 852	11 903 557
22062011215 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ogoudou	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011216 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boguédia	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011217 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Sirasso	10 462 471	10 776 346	11 099 637
22062011218 Pour en charge les Dépenses centralisées liées à l'enseignement secondaire général et technique	599 849 075	514 994 548	530 594 387
22062011219 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kossou	2 796 834	2 880 740	2 967 163
22062011220 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Arrah	16 871 067	17 377 197	17 898 515
22062011221 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Banankoro	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011222 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gomon	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011223 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Zouan-Hounian	2 903 940	2 991 058	3 080 792
22062011224 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement d'Abidjan	4 976 300	5 125 589	5 279 358
22062011225 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bougoussou	3 180 846	3 276 272	3 374 560
22062011226 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bako	2 816 230	2 900 717	2 987 739
22062011227 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kiemou	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011229 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Gouverneur Abdoulaye Fadika Touba	17 320 586	17 840 204	18 375 411

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011230 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Katiola	10 609 849	10 928 146	11 255 992
22062011231 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Assuefry	2 805 439	2 889 603	2 976 291
22062011232 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne II de Grand-Bassam	2 991 694	3 081 445	3 173 890
22062011233 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Copaga Gabiadji	2 792 341	2 876 112	2 962 396
22062011234 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bongo	2 822 935	2 907 624	2 994 852
22062011235 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de ABIDJAN dans le choix des filières d'orientation	1 084 380	1 116 912	1 150 420
22062011236 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Toumodi	18 749 046	19 311 518	19 890 863
22062011237 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sifi Seguela	2 796 994	2 880 903	2 967 329
22062011238 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de SINEMATIALI	23 649 333	24 358 815	25 089 580
22062011239 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Teguela	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011240 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Guibéroua	13 394 144	13 795 968	14 209 847
22062011241 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Vavoua	2 968 092	3 057 135	3 148 849
22062011242 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée BAD de Tiennigboué	2 876 852	2 963 158	3 052 052
22062011243 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nanadi	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011244 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ONDEFIDOUO	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011245 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sorobango	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011246 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée moderne II d'Odienné	10 489 221	10 803 897	11 128 014
22062011247 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de DIVO	3 050 508	3 142 023	3 236 283
22062011248 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yele	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011249 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement de Daloa	2 575 728	2 653 001	2 732 592
22062011250 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ABONGOUA	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011251 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bécouefin	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011252 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alphonse Assamoi de Divo	2 973 327	3 062 527	3 154 402
22062011253 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Djebonoua	2 997 450	3 087 374	3 179 994
22062011254 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bonon	2 917 400	3 004 922	3 095 071
22062011255 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nafoun	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011256 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sankadiokro	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011257 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Sainte Marie Cocody	140 293 296	144 502 096	148 837 157
22062011258 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Daoukro	42 333 849	43 603 863	44 911 979
22062011259 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanankono	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011260 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaibo	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011261 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Daoukro	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011262 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ahouanou	2 782 722	2 866 204	2 952 189
22062011263 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diamarakro	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011264 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbeleban	14 574 608	14 921 845	15 279 503
22062011265 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Grabo	10 521 642	10 837 293	11 162 412
22062011266 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KOONAN	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011267 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne II Yakro	2 761 370	2 844 209	2 929 535

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011268 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Belleville Bouaké	2 798 065	2 882 006	2 968 467
22062011269 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Téapleu	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011270 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne D'Issia	16 172 209	16 657 376	17 157 097
22062011271 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Yakassé-Attobrou (Adzopé)	2 999 722	3 089 714	3 182 405
22062011272 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Houphouët Boigny Korhogo	202 158 561	208 223 319	214 470 018
22062011273 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Charles Boza Donwahi de Soubré	2 987 382	3 077 003	3 169 312
22062011274 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Port-Bouët	20 386 504	20 998 101	21 628 044
22062011275 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Gagnoa	19 921 507	20 519 153	21 134 729
22062011276 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Logoualé	2 855 103	2 940 756	3 028 979
22062011277 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanoroba	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011278 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de TOUBA dans le choix des filières d'orientation	619 511	638 096	657 238
22062011279 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de MINIGNAN dans le choix des filières d'orientation	558 776	575 539	592 804
22062011280 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD Ouangolodougou	10 516 957	10 832 468	11 157 441
22062011281 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Abobo	3 523 904	3 629 624	3 738 512
22062011282 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Hiré	2 610 096	2 688 399	2 769 050
22062011283 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kongasso	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011284 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne UCADA Akoupé	10 650 455	10 969 969	11 299 069
22062011285 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Djibo Sounkalo Bouaké	48 600 368	50 058 379	51 560 131
22062011286 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 de SAN-pedro	2 638 807	2 717 971	2 799 509
22062011287 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Sandégué	2 811 973	2 896 331	2 983 220
22062011288 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de MAN dans le choix des filières d'orientation	1 327 898	1 367 736	1 408 770
22062011289 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sinematiali	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011290 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ouaninou	14 892 304	15 339 074	15 799 246
22062011291 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Filles Bke	15 333 333	15 793 334	16 267 136
22062011292 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ferke	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011293 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de ABIDJAN IV dans le choix des filières d'orientation	1 098 719	1 131 680	1 165 633
22062011294 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Attigouakro Bke	2 770 819	2 853 944	2 939 563
22062011295 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Tiapani Dominique de Dabou	10 751 517	11 074 062	11 406 283
22062011296 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ouamelhoro	8 499 220	8 754 197	9 016 823
22062011297 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouakro Absso	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011298 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Abdoulaye Diallo de Djékanou	22 964 374	23 653 306	24 362 904
22062011299 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Départemental d' Abengourou	3 027 251	3 118 067	3 211 609
22062011300 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne NANGUI ABROGOUA 1 d'ADJAME	2 728 982	2 810 851	2 895 177
22062011301 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Nanan Kouakou Kouao de Niablé	2 808 451	2 892 703	2 979 483
22062011303 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Gadié Pierre 2 de Yopougon	3 083 112	3 175 605	3 270 873
22062011304 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dignago	2 817 651	2 902 181	2 989 246
22062011305 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD de Kouibly	2 827 055	2 911 866	2 999 222
22062011306 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Aboisso	17 960 056	18 498 860	19 053 825

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011307 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Touleupleu	2 836 906	2 922 014	3 009 674
22062011308 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Samango	11 764 250	12 117 176	12 480 694
22062011309 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de BONDOUKOU	2 854 593	2 940 231	3 028 438
22062011310 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Agboville	2 975 269	3 064 528	3 156 464
22062011311 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lavononkaha	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011312 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Filles Bingerville	198 046 149	203 987 533	210 107 160
22062011313 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KFW de Gueyo	10 833 710	11 158 721	11 493 482
22062011314 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guiendé	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011315 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yacolidabouo	2 813 076	2 897 468	2 984 393
22062011316 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tioniaradougou Bke	8 196 099	8 441 982	8 695 241
22062011317 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Andé	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011318 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Napié	2 796 521	2 880 418	2 966 831
22062011320 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KFW San pedro	2 782 328	2 865 798	2 951 773
22062011321 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Natio-Kobadara	2 877 727	2 964 059	3 052 980
22062011322 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bianouan	2 777 047	2 860 357	2 946 166
22062011323 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Issia	2 993 328	3 083 128	3 175 622
22062011324 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Daloa	2 769 029	2 852 100	2 937 662
22062011325 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Yakro	10 475 943	10 790 221	11 113 926
22062011326 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Odienné	10 700 150	11 021 154	11 351 790
22062011328 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diangokro	2 877 727	2 964 059	3 052 980
22062011329 Organiser des missions de Contrôle des effectifs des élèves affectés dans le privé	5 470 610	5 634 728	5 803 770
22062011330 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tiassalé	22 798 276	23 482 223	24 186 691
22062011331 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jeunes Filles Bouaké	79 059 570	81 431 356	83 874 300
22062011332 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bocanda	2 824 271	2 908 998	2 996 269
22062011333 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne jeunes filles seg	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011334 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaguieta	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011335 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouna	2 877 727	2 964 059	3 052 980
22062011336 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Manfia Bfé	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011337 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gboné	2 806 612	2 890 813	2 977 537
22062011338 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de ABENGOUROU dans le choix des filières d'orientation	1 003 836	1 033 952	1 064 969
22062011339 Contrôler les services et structures de l'Enseignement Secondaire Général et Technique	16 967 848	17 476 883	18 001 189
22062011340 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Molonoublé	10 718 869	11 040 434	11 371 648
22062011341 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tienko	8 342 917	8 593 205	8 851 000
22062011342 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Brobo	10 467 484	10 781 508	11 104 952
22062011343 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jeunes Filles Yopougou	15 567 634	16 034 662	16 515 703
22062011344 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Séguéla	10 831 401	11 156 344	11 491 035
22062011345 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne kombolokoura	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011346 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Zuénoula	2 955 994	3 044 674	3 136 015

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011347 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bonoua	3 035 649	3 126 719	3 220 521
22062011349 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Daloa	14 862 918	15 308 806	15 768 071
22062011350 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 Attecoubé	3 542 474	3 648 750	3 758 216
22062011351 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Simpourgo	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011352 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal M'Bengué	8 111 425	8 354 767	8 605 412
22062011353 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de BOUNA dans le choix des filières d'orientation	663 925	683 842	704 358
22062011354 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Annapé	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011355 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Martin Luther King Bouaké	2 818 436	2 902 990	2 990 080
22062011356 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Treichville	17 971 429	18 510 571	19 065 889
22062011357 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Tabou	2 832 162	2 917 127	3 004 640
22062011358 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ono Aboisso	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011359 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tienkoikro	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011360 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mayo	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011361 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Zikisso	2 824 320	2 909 051	2 996 323
22062011362 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Camille Alliali Toumodi	2 584 526	2 662 062	2 741 921
22062011363 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD Ayamé	10 692 559	11 013 335	11 343 736
22062011364 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de MANKONO dans le choix des filières d'orientation	732 858	754 843	777 489
22062011365 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guiembé	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011524 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Bouaflé	2 898 557	2 985 513	3 075 079
22062011525 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bazré	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011526 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Facobly	10 564 889	10 881 835	11 208 290
22062011527 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KHALIL de Daloa	10 743 804	11 066 117	11 398 099
22062011528 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Adjamé	2 971 675	3 060 826	3 152 650
22062011529 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tafiré	2 970 681	3 059 801	3 151 595
22062011530 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Sinfra	13 240 847	13 638 073	14 047 216
22062011531 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Henri Konan-Bédié de Niakaramadougou	2 834 305	2 919 333	3 006 910
22062011532 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Boundiali	46 916 120	48 323 603	49 773 310
22062011533 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Massala	2 816 067	2 900 548	2 987 564
22062011534 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de BONDOUKOU dans le choix des filières d'orientation	1 212 267	1 248 633	1 286 092
22062011535 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Kong	24 501 358	25 236 400	25 993 493
22062011536 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sikensi	12 451 238	12 824 775	13 209 519
22062011537 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de ABOISSO dans le choix des filières d'orientation	1 114 043	1 147 464	1 181 889
22062011538 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guéyo	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011539 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Grand-Lahou	3 181 751	3 277 204	3 375 520
22062011540 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bengassou	2 826 241	2 911 030	2 998 362
22062011541 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tambi	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011542 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yaou	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011543 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouan-Houlé	3 180 847	3 276 273	3 374 561

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011544 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Katiola	10 713 874	11 035 290	11 366 349
22062011545 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Zadi Zahourou 1 de Soubré	10 827 992	11 152 832	11 487 416
22062011546 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sarhala	2 797 861	2 881 796	2 968 251
22062011547 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DAOUKRO dans le choix des filières d'orientation	848 173	873 619	899 828
22062011548 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Saïoua	12 148 603	12 513 062	12 888 454
22062011549 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Agnibilekrou	17 058 111	17 569 854	18 096 950
22062011550 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Man	2 793 722	2 877 533	2 963 859
22062011551 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Oghlwapo	2 801 332	2 885 373	2 971 935
22062011552 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ganaoni	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011553 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dambasso	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011554 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Adzopé	10 763 071	11 085 963	11 418 542
22062011555 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ABIDJAN III dans le choix des filières d'orientation	1 330 474	1 370 389	1 411 501
22062011556 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Man	19 250 610	19 828 128	20 422 971
22062011557 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonvayo	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011558 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne N'guyakro	2 802 267	2 886 335	2 972 925
22062011559 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne YAKASSE-ME	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011560 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 Zadi Zahourou de Soubré	2 715 970	2 797 449	2 881 372
22062011561 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bocanda	13 499 068	13 904 039	14 321 159
22062011562 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de San-Pedro	10 286 749	10 595 354	10 913 214
22062011563 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Mankono	15 196 639	15 652 539	16 122 115
22062011565 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Départemental Agnibilekrou	2 796 394	2 880 286	2 966 694
22062011566 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gadouan	2 787 937	2 871 575	2 957 722
22062011567 Organiser les séances de la commission d'attribution et de renouvellement des bourses des élèves de l'enseignement secondaire général et technique	10 433 406	10 746 408	11 068 800
22062011568 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Eba Abongoua	2 799 362	2 883 345	2 969 845
22062011570 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Gadié Pierre 1 de Yopougon	3 525 965	3 631 743	3 740 695
22062011571 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonieredougou	2 765 538	2 848 504	2 933 959
22062011572 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Gagnoa	2 894 906	2 981 754	3 071 207
22062011573 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Booko	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011574 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tanda	2 978 279	3 067 627	3 159 656
22062011575 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gboguhé	2 774 840	2 858 086	2 943 830
22062011576 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Abengourou	20 135 315	20 739 374	21 361 556
22062011577 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Bahiakro	10 432 774	10 745 757	11 068 128
22062011578 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tiémé	10 750 175	11 072 680	11 404 861
22062011579 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne I de Grand-Bassam	15 286 682	15 745 282	16 217 639
22062011580 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ebonou	2 820 407	2 905 019	2 992 170
22062011581 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Baya	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011582 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assikoi	2 790 137	2 873 842	2 960 057

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011583 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Raviart	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011584 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tahoudi	2 804 087	2 888 211	2 974 857
22062011585 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assie-koumassi	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011587 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement de Bouaké	2 575 762	2 653 036	2 732 628
22062011588 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Adjamé Harris	10 824 493	11 149 230	11 483 706
22062011590 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bad Gohitafla	2 554 988	2 631 637	2 710 586
22062011591 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Téhini	2 877 727	2 964 059	3 052 980
22062011592 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne GUITRY	2 649 571	2 729 056	2 810 928
22062011593 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tabagne	10 502 743	10 817 826	11 142 362
22062011594 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanzra	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011595 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Minignan	19 369 693	19 950 785	20 549 307
22062011596 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de ODIENNE dans le choix des filières d'orientation	693 185	713 982	735 401
22062011597 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Godiabre	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011598 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Iriéfla	2 802 267	2 886 335	2 972 925
22062011599 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alassane Ouattara d'Anyama	35 767 550	36 840 578	37 945 795
22062011600 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouatinfla	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011601 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Cocody	11 091 338	11 424 078	11 766 801
22062011602 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de GAGNOA dans le choix des filières d'orientation	1 286 302	1 324 890	1 364 636
22062011604 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bougou	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011605 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de KORHOGO dans le choix des filières d'orientation	1 051 912	1 083 470	1 115 973
22062011606 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boron	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011607 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Katogo	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011608 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Podiagouiné	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011609 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Bioléquin	2 761 990	2 844 850	2 930 196
22062011610 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Marandallah	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011611 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Sangouiné	2 767 587	2 850 616	2 936 135
22062011612 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de KATIOLA dans le choix des filières d'orientation	832 010	856 971	882 681
22062011613 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Brihi	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011614 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Séguélon	10 844 902	11 170 250	11 505 356
22062011615 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouandougou	13 020 684	13 411 305	13 813 645
22062011617 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mahapleu Danan	2 771 527	2 854 675	2 940 314
22062011618 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tortiya	2 808 031	2 892 272	2 979 041
22062011619 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tanry	2 786 509	2 870 105	2 956 209
22062011620 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Kounahiri	2 784 930	2 868 476	2 954 530
22062011621 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Man	2 877 727	2 964 059	3 052 980
22062011622 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Amélékia	10 744 625	11 066 962	11 398 972
22062011623 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Grand-Bereby	2 621 315	2 699 954	2 780 952
22062011624 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Agou	10 637 267	10 956 385	11 285 078

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011625 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dinguira	2 790 845	2 874 570	2 960 807
22062011626 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Odienne	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011627 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Guiglo	18 095 033	18 637 884	19 197 021
22062011628 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bediala	2 771 611	2 854 761	2 940 405
22062011629 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Toupah	2 834 534	2 919 569	3 007 155
22062011630 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Sipilou Danane	2 816 941	2 901 448	2 988 490
22062011631 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Iboguhe	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011632 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouaasi-N'dawa	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011633 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de GUIGLO dans le choix des filières d'orientation	867 412	893 434	920 236
22062011634 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Akpa Gnagne de Dabou	14 841 161	15 286 396	15 744 988
22062011635 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assikoun	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011636 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Satamasokoro	8 264 865	8 512 810	8 768 194
22062011637 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 de Koumassi	2 919 640	3 007 230	3 097 447
22062011638 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guezon	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011639 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Transua	11 281 947	11 620 406	11 969 019
22062011640 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zagne	2 810 316	2 894 625	2 981 464
22062011641 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Soubre	8 680 847	8 941 273	9 209 511
22062011642 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boroko Bondkou	2 799 674	2 883 663	2 970 173
22062011643 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 d'Abobo	34 181 863	35 117 320	36 080 840
22062011644 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de DIVO dans le choix des filières d'orientation	1 323 731	1 363 443	1 404 345
22062011645 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lomokankro	2 825 850	2 910 625	2 997 944
22062011646 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Anoumaba	10 531 897	10 847 855	11 173 289
22062011647 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbanhui	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011650 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de AGBOVILLE dans le choix des filières d'orientation	1 179 057	1 214 430	1 250 865
22062011651 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de NIELLE	2 866 869	2 952 876	3 041 463
22062011652 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grand-Bassam	2 987 135	3 076 749	3 169 052
22062011654 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Kaunet Moussa de Kani	2 851 545	2 937 090	3 025 203
22062011655 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Oumé	18 497 862	19 052 796	19 624 380
22062011656 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Pritti 2	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011657 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Akoboissué	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011659 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bieby	2 819 699	2 904 289	2 991 417
22062011660 Organiser les séances de la commission d'orientation dans les classes de 2 nd e et d'affectation en 6 ^e	44 017 373	45 337 893	46 698 030
22062011661 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ettrokro	2 782 172	2 865 635	2 951 605
22062011662 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 de KOUMASSI	2 774 393	2 857 623	2 943 350
22062011664 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Damé	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011665 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Samatiguila	10 703 972	11 025 089	11 355 841
22062011666 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mixte 1 Yamoussoukro	14 745 257	15 187 613	15 643 245
22062011667 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de DIMBOKRO dans le choix des filières d'orientation	963 491	992 396	1 022 169

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011668 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Adjouan	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011669 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Feremandougou	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011670 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kotouba	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011671 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Jacquenville	10 581 389	10 898 831	11 225 796
22062011672 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bongouanou	34 416 197	35 448 683	36 512 144
22062011673 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tiebissou	10 692 437	11 013 210	11 343 606
22062011674 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Ouragahio	10 775 267	11 098 525	11 431 481
22062011675 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ohigbé-koffikro	2 814 054	2 898 476	2 985 430
22062011676 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kpouèbo	10 723 351	11 045 052	11 376 403
22062011677 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bondo	2 819 383	2 903 965	2 991 085
22062011678 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Santa	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011679 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 San-Pedro	2 659 893	2 739 692	2 821 882
22062011680 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Diegonefla	2 785 662	2 869 231	2 955 308
22062011681 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Daloa	2 833 261	2 918 258	3 005 807
22062011682 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Djédji Amondji Pierre d'Adjamé 220 Logements	23 830 213	24 545 122	25 281 477
22062011683 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Abobo	2 837 748	2 922 881	3 010 567
22062011684 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 4 de Daloa	2 836 647	2 921 746	3 009 399
22062011685 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Etueboué	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011686 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Daloa	2 915 973	3 003 452	3 093 556
22062011687 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Akoupé	25 734 224	26 506 250	27 301 435
22062011688 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne BAD N'douci	26 786 410	27 590 001	28 417 701
22062011689 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne koumbala	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011690 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Agnia	2 816 861	2 901 366	2 988 407
22062011692 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diarabana	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011693 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Solognougo	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011694 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ayaou sokpa	2 802 267	2 886 335	2 972 925
22062011696 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Simone Elivet Gbagbo de Yopougon Niangon	12 006 911	12 367 119	12 738 132
22062011697 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ASSINDI	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011698 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bodokro	2 799 438	2 883 422	2 969 923
22062011699 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Becedi-brignan	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011700 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Antoine Gauze Daloa	17 026 402	17 537 195	18 063 311
22062011701 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de FERKE dans le choix des filières d'orientation	731 830	753 784	776 396
22062011702 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Boga Doudou Emile (Lakota)	11 035 116	11 366 169	11 707 154
22062011703 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Hiango	2 802 267	2 886 335	2 972 925
22062011704 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Batto	22 964 535	23 653 471	24 363 075
22062011705 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de SOUBRE dans le choix des filières d'orientation	1 248 548	1 286 005	1 324 585
22062011706 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Zoukougbeu	11 455 369	11 799 030	12 153 001
22062011707 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Korhogo	11 492 918	11 837 706	12 192 837

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011708 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Angoda	2 790 529	2 874 245	2 960 473
22062011709 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kebi	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011710 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Leboutou Dabou	37 167 836	38 282 872	39 431 358
22062011711 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Dawala	2 831 000	2 915 932	3 003 410
22062011712 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal PRIKRO	6 743 957	6 946 276	7 154 665
22062011713 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Blapleu	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011714 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Aboisso	14 502 593	14 937 670	15 385 801
22062011715 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de 1 ^{re} de la région de YAMOOUSSOUKRO dans le choix des filières d'orientation	1 225 035	1 261 788	1 299 642
22062011716 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Départemental de Lakota (Divo)	2 824 888	2 909 635	2 996 923
22062011717 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grd-Akoudzin	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011718 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Apronpronou	2 770 504	2 853 620	2 939 229
22062011719 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal kasseré	19 430 178	20 013 083	20 613 477
22062011720 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Sakassou	18 759 770	19 322 564	19 902 241
22062011721 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Aniassue Abgr	2 997 769	3 087 702	3 180 333
22062011722 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Daoukro	2 928 164	3 016 009	3 106 492
22062011723 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sohoo	10 374 064	10 685 286	11 005 844
22062011724 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lahata	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011725 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Cite du Port	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011726 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nambonkaha	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011727 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Yopougon Andokoi	3 568 063	3 675 105	3 785 360
22062011728 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tankessé	2 914 709	3 002 150	3 092 215
22062011729 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne TIENY-SIABLY	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011730 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Afiénou	2 788 559	2 872 215	2 958 381
22062011731 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kpata	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011732 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sapli-sépingo	10 395 017	10 706 869	11 028 075
22062011733 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Krindjabo	2 784 379	2 867 910	2 953 947
22062011734 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Molonou	2 820 883	2 905 509	2 992 676
22062011735 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dimbokro	20 134 603	20 738 640	21 360 799
22062011736 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Koumassi	3 304 743	3 403 886	3 506 002
22062011737 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dar-es-salam	2 766 567	2 849 563	2 935 050
22062011738 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Cocody-Angré (La Djibi)	13 849 863	14 265 359	14 693 319
22062011739 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bangolo	2 880 462	2 966 878	3 055 885
22062011740 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Anyama	3 119 021	3 212 592	3 308 971
22062011741 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonikro	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011742 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Adrien Kouassi Tollah de Ouellé	12 223 437	12 590 138	12 967 842
22062011743 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Gbon	25 876 541	26 652 837	27 452 421
22062011744 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gnangbodoug	2 802 037	2 886 098	2 972 681
22062011745 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bingerville	16 356 187	16 846 875	17 352 281

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011746 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Diabo	10 756 727	11 079 428	11 411 810
22062011747 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bayota	2 814 501	2 898 935	2 985 902
22062011748 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tiapoum	2 765 144	2 848 099	2 933 544
22062011749 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne N'Zécrézéssou	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011750 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Galebre	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011751 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée ZIGUITIE de Kouto	15 353 718	15 814 330	16 288 760
22062011752 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dioulatiedougou	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011753 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Fronan	2 821 593	2 906 241	2 993 429
22062011754 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Niambézaria	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011755 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Botro	10 740 944	11 063 172	11 395 067
22062011756 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Aboisso-Comoé	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011757 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Garçons Gnaléga Mémé Jérémie de Bingerville	77 242 325	79 559 593	81 946 380
22062011758 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Kouassi-Datédro	2 885 332	2 971 891	3 061 046
22062011759 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dufrebo	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011760 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouafle	10 299 682	10 608 673	10 926 933
22062011761 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Goulia	8 287 885	8 536 521	8 792 617
22062011762 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Bondoukou	19 130 671	19 704 591	20 295 728
22062011763 Affecter les élèves dans le secondaire 1er cycle et orienter les élèves dans le secondaire 2nd cycle; Attribuer et renouveler les bourses des élèves	14 468 154	14 902 200	15 349 266
22062011764 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tanguelan	10 707 692	11 028 921	11 359 789
22062011765 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Biankouma	2 673 349	2 753 550	2 836 155
22062011766 Informer et Assister les élèves de 3è et de 1Ie de la région de BOUNDIALI dans le choix des filières d'orientation	730 316	752 225	774 790
22062011767 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Danané	2 991 653	3 081 401	3 173 843
22062011768 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yakassé feyass	2 822 809	2 907 493	2 994 718
22062011769 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Worofla	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011770 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Marcory	3 074 443	3 166 677	3 261 677
22062011771 Informer et Assister les élèves de 3è et de 1Ie de la région de DUEKOUE dans le choix des filières d'orientation	1 006 231	1 036 419	1 067 511
22062011772 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Maféré	2 785 467	2 869 030	2 955 102
22062011773 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Youndouo	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011774 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Seitifla Vavoua	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011776 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne M'pouto	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011777 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Korhogo	21 407 682	22 049 909	22 711 408
22062011778 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gouméré	11 726 840	12 048 646	12 380 107
22062011779 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gouekanguine	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011780 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal de Koro	14 840 439	15 285 653	15 744 224
22062011781 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sinfra	16 431 179	16 924 117	17 431 840
22062011782 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nouamou	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011783 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonoufla	2 802 267	2 886 335	2 972 925

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011784 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Man	2 825 494	2 910 259	2 997 568
22062011785 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bondoukou	10 517 500	10 833 027	11 158 019
22062011786 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de SAN PEDRO dans le choix des filières d'orientation	1 036 069	1 067 152	1 099 167
22062011787 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kouamé Téléphore de Taabo	6 544 964	6 741 312	6 943 549
22062011788 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Ferké	23 305 551	24 004 717	24 724 860
22062011789 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dribouo	2 818 751	2 903 313	2 990 413
22062011790 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Autoroute	3 058 927	3 150 694	3 245 216
22062011791 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Songon	2 791 713	2 875 465	2 961 730
22062011792 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Torossaguehi	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011793 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Pogo	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011795 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 3 de DALOA	3 080 221	3 172 628	3 267 806
22062011797 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dualla	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011798 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Borotou-koro	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011799 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bessio-Dabou	10 694 217	11 015 045	11 345 497
22062011800 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Agboville	13 526 092	13 931 877	14 349 833
22062011801 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Didievi	19 459 567	20 043 354	20 644 654
22062011802 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Akoupé-Zeudi	2 877 726	2 964 058	3 052 979
22062011803 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Kolia	18 733 912	19 295 930	19 874 808
22062011804 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Plateau	11 021 526	11 352 172	11 692 736
22062011805 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Nimbo Bouaké	11 513 108	11 858 501	12 214 257
22062011806 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grand-zatry	2 768 943	2 852 011	2 937 572
22062011807 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Songon	10 316 692	10 626 197	10 944 982
22062011808 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal DiKodougou	8 190 917	8 436 646	8 689 746
22062011810 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne NANGUI ABROGOUA 2 d'ADJAME	2 857 562	2 943 289	3 031 587
22062011811 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Namassi	2 802 267	2 886 335	2 972 925
22062011812 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nézobli	2 802 267	2 886 335	2 972 925
22062011813 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sianhala	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011814 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alépé	11 220 084	11 556 686	11 903 385
22062011815 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne et Classique Bouaké	61 453 108	63 296 700	65 195 602
22062011816 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Rubino	10 357 380	10 668 103	10 988 146
22062011817 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouko	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011818 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Noé	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011819 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne sucre ivoir Bfé	2 006 388	2 066 580	2 128 579
22062011820 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Port Bouët	3 293 189	3 391 985	3 493 744
22062011821 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KIMBRILA Sud	2 006 429	2 066 623	2 128 623
22062011822 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Béoumi	14 174 063	14 599 286	15 037 263
22062011823 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tingréla	10 482 636	10 797 115	11 121 027
22062011824 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Agnibilékrou	2 877 726	2 964 059	3 052 981

Programme / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	398 402 124 141	497 339 827 364
22062011825 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Kouassi-kouassikro	2 770 573	2 853 691	2 939 302
22062011826 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de DABOU dans le choix des filières d'orientation	917 496	945 022	973 375
22062011829 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Soundel Tiédèkr	2 788 637	2 872 297	2 958 467
22062011830 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Bonoua	2 910 669	2 997 989	3 087 929
22062011831 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Languibonou	2 802 267	2 886 335	2 972 925
22062011832 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD KOUN - FAO	2 629 389	2 708 270	2 789 518
22062011833 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ketesso	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011834 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tindara	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011835 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de ADZOPE dans le choix des filières d'orientation	1 041 871	1 073 128	1 105 323
22062011836 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Depoungbe	2 544 062	2 620 384	2 698 996
22062011837 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Abobo	3 511 934	3 617 293	3 725 814
22062011838 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kotogouanda	3 180 847	3 276 273	3 374 561
22062011839 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement au Lycée d'Excellence de Grand-Bassam	446 400 000	0	0
3 - Transferts	84 422 600 000	86 619 912 030	89 131 746 670
22062011189 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire général en CI	1 100 000 000	1 133 000 000	1 166 990 000
22062011586 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé Confessionnel	5 727 900 000	5 564 371 030	5 644 539 440
22062011658 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé Laïc	77 594 700 000	79 922 541 000	82 320 217 230
2206203 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général et technique	24 724 002 510	55 151 720 919	102 531 433 537
4 - Investissements	24 724 002 510	55 151 720 919	102 531 433 537
Trésor	16 230 802 510	1 425 420 919	2 123 733 537
22062030008 Construction et d'équipement de collèges et lycées	14 700 000 000	0	0
22062030027 Construction et Equipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID	350 000 000	436 175 312	649 857 263
22062030028 Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	800 802 510	727 540 420	1 083 961 916
22062030037 Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam	380 000 000	261 705 187	389 914 358
Financement extérieur	8 493 200 000	53 726 300 000	100 407 700 000
22062030027 Construction et Equipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID	1 000 000 000	289 000 000	2 343 000 000
22062030028 Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	4 000 000 000	4 405 000 000	0
22062030037 Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam	3 493 200 000	0	0
22062030038 Projet de création de 7 établissements de l'enseignement technique	0	49 032 300 000	98 064 700 000

II.2.4. Programme 4 : Alphabétisation et Éducation Non Formelle

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en action

Programme	Action
Programme 4: Alphabétisation et Éducation non Formelle	Action 4.1: Gestion de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Alphabétisation et Éducation Non Formelle						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2020	2021	2022	
OS.1. : Redynamiser et rendre accessible l'alphabétisation et l'éducation non formelle	Nombre d'enfants hors du système éducatif inscrits dans les classes passerelles	30 000	70 000	80 000	85 000	Dénombrement
	Proportion des enfants issus des classes passerelles intégrés dans le système éducatif	100%	100%	100%	100%	Ratio élèves intégrés en année N / Élèves inscrits en classe passerelle en N-1
	proportion de femmes parmi les apprenants	57%	65%	70%	75%	Ratio femmes / Total des inscrits

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME IV : ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE		441 080 032	728 757 712	1 058 736 964
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	57 080 032	58 792 433	60 556 206
	Transferts	0	0	0
	Investissements	384 000 000	669 965 279	998 180 758
	Trésor	384 000 000	669 965 279	998 180 758
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22064 Alphabétisation et Éducation non formelle	441 080 032	728 757 712	1 058 736 964
2206401 Gestion de l'alphabétisation	441 080 032	728 757 712	1 058 736 964
2 - Biens et services	57 080 032	58 792 433	60 556 206
22064010001 Développer des actions de lutte contre l'analphabétisme et conduire des programmes d'éducation non formelle	57 080 032	58 792 433	60 556 206
4 - Investissements	384 000 000	669 965 279	998 180 758
Trésor	384 000 000	669 965 279	998 180 758
22064010002 Stratégie Nationale d'Alphabétisation	384 000 000	669 965 279	998 180 758

SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- des insuffisances constatées dans la loi n°95-696 du 7 septembre 1995 relative à l'Enseignement ;
- l'absence d'une loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- le faible financement des activités de la recherche et de l'innovation ;
- la faiblesse du mécanisme de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique ;
- l'insuffisance des personnels enseignant-chercheurs, chercheurs, (discipline, spécialité, rang) et personnels administratifs et techniques ;
- l'insuffisance des infrastructures académiques et administratives (amphis, salles (TD, TP), Bibliothèque, bureaux des personnels, etc.) ;
- l'insuffisance des infrastructures sportives, culturelles et sociales ;
- l'insuffisance du matériel pédagogique et didactique ;
- l'absence d'un système d'informations et de gestion intégré ;
- l'absence de textes réglementaires pour l'application de la carte universitaire ;
- la faible utilisation des TICE ;
- l'insuffisance des équipements de laboratoire de recherche ;
- la faible valorisation et vulgarisation des résultats de la recherche ;
- la faible insertion professionnelle des diplômés ;
- l'insuffisance de l'enveloppe allouée aux bourses d'études et secours financiers;
- le faible niveau de développement de l'assurance qualité ;
- la persistance de la violence en milieu universitaire ;
- l'insuffisance de financement pour la mise en œuvre des quatorze (14) programmes nationaux de recherche élaborés depuis 2017.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau de la gouvernance du système

- l'élaboration de nouveaux textes réglementaires et de nouveaux documents de politique :
 - l'avant-projet de Loi relatif à l'Enseignement Supérieur ;
 - l'avant-projet de Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
 - la politique nationale de l'enseignement supérieur ;
 - la politique de coopération internationale ;
 - la révision de la politique nationale de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ;
 - les plans d'orientation stratégiques des IES dans le cadre des CDP.

I.1.2.2. Au niveau du renforcement des infrastructures

- la réhabilitation et les équipements des Universités, des Grandes Ecoles, des CROU, des Centres et des Instituts de Recherche ;
- la réalisation de la première phase des travaux d'extension et d'équipement des Universités Jean Lorougnon GUEDE à Daloa, Péléforo Gon COULIBALY à Korhogo et de Man;
- l'identification de nouveaux sites pour la construction des universités (à Abengourou, Odienné et Daoukro) ;

- la réalisation des études topographiques, les plans parcellaires et les dossiers de purge des sites d'Adiaké, d'Odienné et de Daoukro ;
- la livraison des équipements de laboratoires et didactiques dans les universités et grandes écoles publiques ;
- la mise en place et l'équipement du Centre National de Calcul ;
- le développement du Centre de Ressources Biologiques (Bio-banque) de l'Institut Pasteur de CI ;
- la construction et l'équipement des laboratoires P3 et P4 en cours de réalisation.

I.1.2.3. Au niveau de l'amélioration de la qualité et de la pertinence de la formation

- le renforcement du dispositif en matière d'utilisation des TICE ;
- la réalisation d'une étude bilan de la mise en œuvre du LMD 7 ans après le basculement intégrale ;
- l'évaluation des établissements privés de l'enseignement supérieur suite à l'élaboration des référentiels d'évaluation institutionnelle, d'évaluation des programmes et des offres de formation.

I.1.2.4. Au niveau de l'insertion professionnelle des diplômés, le MESRS :

- la mise en place de l'Observatoire de l'Insertion Professionnelle des Diplômés de l'Enseignement Supérieur ;
- l'existence de deux (02) centres d'excellence africains dans les domaines mines et environnement minier (INP-HB), changement climatique, biodiversité et agriculture durable (UFHB).

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis transversaux au secteur

- l'amélioration de la gouvernance et le financement du Système d'ESRS
- l'assurance de la certification et l'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et de recherche ;
- la dématérialisation des actes administratifs ;
- la pacification de l'environnement universitaire ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du département ministériel.

I.1.3.2. En matière d'enseignement supérieur

- l'adoption d'une Loi spécifique à l'enseignement supérieur ;
- l'adoption de la Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur (PNES) ;
- l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur ;
- l'amélioration de l'équité dans l'enseignement supérieur ;
- le développement du numérique éducatif ;
- l'amélioration de l'employabilité et l'insertion professionnelle des diplômés ;
- la normalisation des années académiques.

I.1.3.3. En matière de recherche scientifique et de l'innovation

- l'adoption de la Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- l'amélioration de la gouvernance de la recherche ;
- l'actualisation du document de Politique Nationale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique ;
- le développement des compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques ;

- la valorisation et la vulgarisation des résultats de la recherche ;
- le renforcement du financement de la recherche.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement des infrastructures de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- le renforcement de la gouvernance du MESRS et des Institutions d'Enseignement Supérieur et Recherche ;
- l'amélioration de la qualité et de la pertinence de la formation en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés ;
- l'organisation d'une recherche scientifique et technologique d'excellence au service du développement ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs de la communauté universitaire ;
- la promotion de l'émergence d'une communauté universitaire responsable et engagée pour le développement de l'enseignement et de la recherche.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le projet de Loi relatif à l'enseignement supérieur est élaboré et adopté ;
- le projet de Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation est élaboré et adopté ;
- un mécanisme de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique est mis en place ;
- les contrats d'établissement (contrat de performance) sont signés entre les universités, les structures de recherche, les grandes écoles publiques et l'Etat ;
- les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique sont certifiés ;
- le ratio d'encadrement des étudiants est amélioré ;
- le Système d'Informations et de Gestion Intégré est fonctionnel ;
- l'enveloppe allouée aux bourses d'études est pour la prise en compte de tous les étudiants méritants ;
- la réhabilitation, l'extension et l'équipement de l'INPHB sont réalisés ;
- toutes les résidences universitaires ainsi que les infrastructures sportives, culturelles et sociales existantes sont réhabilitées et opérationnelles ;
- de nouvelles infrastructures sportives, culturelles et sociales sont construites ;
- l'extension et l'équipement des Universités JEAN LOROUGNON GUEDE, PELEFORO GON COULIBALY et MAN sont réalisés ;
- la première phase de la construction des universités de Bondoukou et San-Pédro est achevée ;
- les Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche Publiques sont interconnectées à travers le RITER ;
- les capacités techniques de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire sont renforcées ;
- l'harmonisation du Système LMD est effective dans toutes les universités et grandes écoles ;
- l'environnement universitaire est pacifié ;
- l'Ecole Supérieure des Métiers de l'Aéronautique à vocation régionale est créée à l'INP-HB de Yakro en accord avec l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) de Toulouse pour former le personnel navigant et le personnel au sol.
- l'INP-HB est un pôle d'excellence régional avec plus de 3 000 étudiants en formation initiale ;
- les compétences scientifiques et technologiques sont développées dans les Centres d'Excellence Africains ;
- les quatorze (14) programmes nationaux de recherche créés sont mis en œuvre ;
- les moyens communautaires de la recherche (le Centre National de Calcul, le Centre d'Analyse, les observatoires de recherche) sont opérationnels ;
- les incubateurs d'entreprises, les start-ups et les unités de recherche industrielle sont fonctionnels ;
- les produits de la recherche et de l'innovation sont valorisés et vulgarisés ;
- la création des PSI dans les universités pour en faire des institutions entrepreneuriales est effective ;

- la réhabilitation, l'extension, la construction et l'équipement des centres et instituts de recherche sont réalisés ;
- les mécanismes de financement de la recherche sont mis en place ;
- les projets de recherche sont financés.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a pour missions la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Enseignement supérieur

- mise en œuvre et suivi de la politique d'éducation et de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
- tutelle des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- organisation des examens et concours des niveaux post-baccalauréat, y compris le Brevet de Techniciens Supérieur ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- promotion et Contrôle des grandes écoles supérieures publiques et privées ;
- promotion de la formation continue dans l'enseignement supérieur ;
- promotion de la professionnalisation universitaire ;
- gestion des aides et bourses universitaires ivoiriennes ;
- gestion des aides et bourses étrangères, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères.

I.3.2. En matière de Recherche scientifique

- promotion et orientation de la recherche ;
- valorisation et vulgarisation de la recherche ;
- coordination, mise en œuvre, Contrôle et suivi des opérations de recherche ;
- planification et mise en œuvre d'une politique de formation, d'insertion et de promotion des chercheurs de toutes disciplines ;
- gestion des institutions et centres de recherche ;
- diffusion des informations relatives aux projets scientifiques nationaux et internationaux ;
- conservation et protection du patrimoine scientifique national ;
- mise en œuvre des projets de coopération internationale en matière de recherche scientifique, technologique et technique ;
- élaboration et mise en œuvre d'un programme de soutien des initiatives visant à promouvoir les innovations technologiques ;
- détection et promotion des talents en matière de technologie ;
- incitation à l'innovation technologique.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Enseignement supérieur ;
- Programme 3 : Œuvre universitaire et vie étudiante ;
- Programme 4 : Recherche scientifique et innovation.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	CABINET, IGESR, DRCRM, DFP, DP, DRH, DCRP, DSIESRS, DGQE, DECA, DAQN, CPMP			
Programme 2 : Enseignement supérieur	DGESIP, DEXCO, DESUP DIP, CELLULE DE SUIVI DE CONSTRUCTION DES UNIVERSITES	UFHB, UNA, UAO, UJLG, UPGC, UMAN, UVCI, UIGB, INP-HB ENS	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignement supérieur / 2ème C2D - Mise en Œuvre du Télé-Enseignement - Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody - Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Korhogo - Renforcement et Equipement des Infrastructures Université Daloa - Renforcement et Equipement des Infrastructures Université Bouaké - Renforcement des Equipements Université NANGUI ABROGOUA - Réhabilitation et équipement INPHB Yamoussoukro - Renforcement des Infrastructures Techniques et Administratifs de l'ENS - Renforcement des Equipements Pédagogiques de l'ENS - Projet de Centre d'Excellence d'Enseignement Supérieur en Afrique (CEA) - Programme de Développement Education, Formation, et Insertion des jeunes / C2D - Construction, réhabilitation et Equipement des Universités/SIMDCI - Extension Université de Daloa - Extension Université de Korhogo - Construction Université de Man 	
Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	DB, DVAG	CROU A1, CROU A2 CROU B, CROU D CROU K	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Daloa - Construction et équipement Restaurant CROU-Bouaké - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-Bouaké - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-A2 - Réhabilitation et équipement Centres médicaux des CROU 	
Programme 4 : Recherche scientifique et innovation scientifique	DGRI, DR, DVI	IPCI, CRO CIREs (CAPEC), CRE CEMV, CNF, LAMTO Géo, GRTO, PASRES Société Math, CNRA IRD, CSRS	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre Prog, Recherche des Pôles de compétences - Mise en réseau Internet des Structures de Recherche - Réhabilitation Bâtiment et Equipement LAMTO ECOLOGIE - Réhabilitation et équipement STATION LAMTO - Création des Fermes Agro-Pastorale - Réhabilitation et Equipement Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4) - Réhabilitation et Equipement CRO - Centre National de Calcul (CNC) ; - Réhabilitation et équipement CEMV - Réhabilitation et équipement CNF 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et efficace, axée sur les résultats et la performance	RS 1 : Une administration moderne, efficace et performante est réalisée	IP 1.1 : Nombre d'usagers satisfaits	Sondage ou enquête Source: Rapport DP
OG 2 : Assurer une formation de qualité du capital humain en vue d'une insertion professionnelle des diplômés	RS 2 : Une formation de qualité est assurée en vue d'une insertion professionnelle réussie	IP 2.1 : Nombre d'étudiants ayant bénéficié d'une formation en vue d'insertion professionnelle des diplômés du supérieur	Enquête Source: Rapport OIPDES
OG 3 : Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants	RS 3 : Les conditions de vie et travail des étudiants sont améliorées	IP 3.1 : Nombre d'étudiants satisfaits par rapport aux prestations sociales	Enquête de satisfaction auprès des étudiants Source: Rapport DP/DVAG
OG 4 : Développer une recherche scientifique et d'innovation technologique d'excellence au service du développement du pays	RS 4 : Une recherche scientifique et une innovation technologique diversifiée sont au service du développement du pays	IP 4.1 : La part des Dépenses de recherche et de développement dans le PIB	Dépense de R&D sur le PIB réel Source: Rapport DR (IPST)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	259 844 657 558	342 750 461 612	343 315 041 142
1.1 Ressources Intérieures	232 240 160 297	315 163 545 480	317 815 041 142
1.1.1 Budget État	232 240 160 297	315 163 545 480	317 815 041 142
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	27 604 497 261	27 586 916 132	25 500 000 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	27 604 497 261	27 586 916 132	25 500 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	259 844 657 558	342 750 461 612	343 315 041 142
2.1 Personnel	88 141 962 417	93 221 365 682	98 580 123 432
2.1.1 Solde y compris EPN	88 141 962 417	93 221 365 682	98 580 123 432
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	8 779 857 245	9 036 758 773	9 828 296 769
2.3 Transferts	103 543 017 566	110 615 961 159	113 656 409 546
2.4 Investissement*	59 379 820 330	129 876 375 998	121 250 211 395
Trésor	31 775 323 069	102 289 459 866	95 750 211 395
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	27 604 497 261	27 586 916 132	25 500 000 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4: Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et Animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.5 : Développement de la démarche qualité

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la Gouvernance et le Pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Proportion de services certifiés (CIAQ)	0	50%	75%	100%	Nombre de services certifiés / Nombre total de services x 100 Source : DGQN
	Nombre de cellules internes d'assurance qualité mises en place dans l'administration centrale	0	10	15	18	Dénombrement Source : DGQN
	Nombre d'outils de gestion conçus	2	6	8	10	Dénombrement Source : Rapport DP
OS 2 : Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, Matérielles et financières	Taux d'encadrement	26	25	25	25	Nombre d'enseignants / Nombre d'étudiants x 100 Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel x 100 Source : Rapport DFP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
21093 Administration Générale		16 505 652 811	21 522 591 135	26 751 296 462
	Dépenses de personnel	8 406 821 877	12 733 775 302	17 073 114 829
	Dépenses en biens et services	6 099 155 934	6 636 239 423	7 356 717 648
	Transferts	1 869 675 000	1 925 765 250	1 983 538 208
	Investissements	130 000 000	226 811 160	337 925 777
	Trésor	130 000 000	226 811 160	337 925 777
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21093 Administration Générale	16 505 652 811	21 522 591 135	26 751 296 462
2109301 Coordination et animation	4 811 732 744	5 342 916 547	6 018 103 771
2 - Biens et services	4 811 732 744	5 342 916 547	6 018 103 771
21093010016 Renforcer la coopération et les relations avec les autres ministères	31 577 581	32 525 008	33 500 656
21093010017 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique	60 365 052	62 176 004	64 041 284
21093010025 Régler les conflits et tenir les rencontres avec les structures et organes du Ministère	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21093010027 Inspecter les services du Ministère	85 000 000	30 900 000	31 827 000
21093010030 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, électricité et téléphone des EPN	4 604 790 111	5 186 415 535	5 856 907 831
2109302 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	11 347 370 067	15 766 901 928	20 203 721 419
1 - Personnels	8 406 821 877	12 733 775 302	17 073 114 829
21093020031 Prendre en charge les salaires de l'administration centrale	8 267 321 877	12 603 119 226	16 938 916 574
21093020040 Prendre en charge la masse salariale de la gestion des Dépenses centralisées	21 000 000	19 668 657	20 201 888
21093020043 Prendre en charge les indemnités de la Commission Évaluation Établissements Supérieurs Privés	10 000 000	9 366 027	9 619 947
21093020044 Prendre en charge les indemnités d'organisation des examens et concours .DESUP	108 500 000	101 621 392	104 376 420
2 - Biens et services	1 070 873 190	1 107 361 376	1 147 068 382
21093020009 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21093020013 Renforcer le dialogue intersectoriel éducation/formation (Task Force)	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21093020019 Gérer la commande publique du MESRS	21 000 000	21 630 000	22 278 900
21093020022 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	131 210 800	135 155 364	139 210 025

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21093 Administration Générale	16 505 652 811	21 522 591 135	26 751 296 462
21093020023 Mettre en œuvre le CDMT	40 000 000	41 200 000	42 436 000
21093020024 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des structures sous-tutelle	58 000 000	59 740 000	61 532 200
21093020025 Gérer les ressources humaines du Ministère	18 950 000	19 518 500	20 104 055
21093020028 Organiser les sessions de recrutement des Assistants du supérieur (CNRES)	25 180 000	25 935 400	26 713 462
21093020029 Prendre en charge les Dépenses centralisées du MESRS	263 277 493	116 364 048	119 854 970
21093020032 Prendre en charge les abonnements (Eau, électricité et téléphone) de l'Admin. Centrale du MESRS	77 154 897	84 635 064	93 145 280
21093020034 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	250 000 000	257 500 000	265 225 000
21093020036 Prendre en charge les missions hors-CI du MESRS	115 000 000	118 450 000	122 003 500
21093020037 Renforcer les capacités des personnels du MESRS	32 100 000	33 063 000	34 054 890
21093020038 Organiser les Journées du forum social du personnel du MESRS	10 000 000	72 100 000	74 263 000
21093020039 Mettre en place un système de gestion intégrée des personnels du MESRS	10 000 000	102 500 000	106 090 000
3 - Transferts	1 869 675 000	1 925 765 250	1 983 538 208
21093020030 Apurer les passifs des frais de scolarité des établissements privés du MESRS	1 869 675 000	1 925 765 250	1 983 538 208
2109303 Planification, programmation et suivi-évaluation	207 500 000	269 551 160	381 953 127
2 - Biens et services	77 500 000	42 740 000	44 027 350
21093030002 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	77 500 000	42 740 000	44 027 350
4 - Investissements	130 000 000	226 811 160	337 925 777
Trésor	130 000 000	226 811 160	337 925 777
21093030001 Assurer le suivi de la mise en œuvre de la carte universitaire/PDU (projet)	100 000 000	174 470 123	259 942 905
21093030004 Réhabiliter et équiper la direction de la Planification (DP)	30 000 000	52 341 037	77 982 872
2109304 Gestion des systèmes d'information et de communication	45 000 000	46 350 000	47 740 500
2 - Biens et services	45 000 000	46 350 000	47 740 500
21093040001 Gérer les ressources logicielles et Informatiques et Assurer l'équipement et la maintenance informatique	25 000 000	25 750 000	26 522 500
21093040002 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	20 000 000	20 600 000	21 218 000
2109305 Développement de la démarche qualité du système d'ESRS	94 050 000	96 871 500	99 777 645
2 - Biens et services	94 050 000	96 871 500	99 777 645
21093050001 Coordonner la politique d'assurance qualité, de certification et d'accréditation des institutions d	35 000 000	36 050 000	37 131 500
21093050002 Organiser les sessions de la commission d'Établissements d'Enseignement Supérieur	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21093050003 Définir et mettre en œuvre les critères d'évaluation, de certification et d'accréditation des inst.	22 000 000	22 660 000	23 339 800
21093050004 Définir et mettre en œuvre la politique d'assurance qualité des établissements d'enseignements supérieur	22 050 000	22 711 500	23 392 845

II.2.2. Programme 2 : Enseignement supérieur

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Enseignement supérieur	Action 2.1 : Gestion des universités et des grandes écoles
	Action 2.2 : Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur
	Action 2.3 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et des grandes écoles publiques
	Action 2.4 : Construction, extension et équipement des infrastructures des universités et des grandes écoles publiques

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement supérieur						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la qualité des formations et de l'orientation des étudiants dans l'Enseignement Supérieur	Taux d'admissibilité à l'examen du BTS	71%	72%	74%	75%	Nombre de candidats admissibles / Nombre total de candidats inscrits x 100 Source : Rapport DEXCO
	Pourcentage de bacheliers orientés dans les universités publiques	43%	47%	48%	50%	Nombre de bacheliers orientés dans les universités publiques / Nombre total de bacheliers x 100 Source : Rapport DSI
	Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours	25%	30%	50%	60%	Nombre d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours / Nombre total d'UFR x 100 Source : Rapport DESUP
OS 2 : Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	800	810	830	850	Nombre d'étudiants x Nombre d'habitants / 100 000 Source : Rapport DP
	Pourcentage de capacité d'accueil théorique	33%	50%	60%	70%	Capacité d'accueil / Capacité d'accueil réel x 100 Source : Rapport DP
	Ratio d'étudiants par salles de TD (Universités et grandes écoles publiques)	60	45	35	30	Nombre d'étudiants/nombre de salles de TD Source : Rapport DP
	Ratio étudiants/salles de TP (Universités et grandes écoles publiques)	60	45	30	25	Nombre d'étudiants / nombre de salles de TP Source : Rapport DP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
22094 Enseignement supérieur		201 743 378 430	275 898 487 263	271 174 711 891
	Dépenses de personnel	76 473 164 083	77 189 843 695	78 168 420 637
	Dépenses en biens et services	257 550 000	265 276 500	273 234 795
	Transferts	68 212 379 132	72 824 870 212	74 846 857 482
	Investissements	56 800 285 215	125 618 496 856	117 886 198 977
	Trésor	30 273 187 954	100 031 580 724	92 386 198 977
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	26 527 097 261	25 586 916 132	25 500 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22094 Enseignement supérieur	201 743 378 430	275 898 487 263	271 174 711 891
2209401 Gestion des universités et des grandes écoles	144 542 306 225	149 998 900 818	153 119 516 294
1 - Personnels	76 473 164 083	77 189 843 695	78 168 420 637
22094010108 Transférer les crédits de personnel à l'UFHB	37 975 271 887	38 433 555 847	38 901 777 238
22094010110 Transférer les crédits de personnel à l'UNA	6 176 624 454	6 251 163 694	6 327 319 244
22094010111 Transférer les crédits de personnel à l'UAO	10 569 513 996	10 697 066 440	10 827 384 731
22094010112 Transférer les crédits de personnel à l'UJLG	3 823 273 849	3 869 412 955	3 916 552 541
22094010113 Transférer les crédits de personnel à l'UPGC	4 873 651 633	4 932 466 653	4 992 557 018
22094010114 Transférer les crédits de personnel à UMAN	558 374 876	565 113 320	571 997 881
22094010115 Transférer les crédits de personnel à l'UVCI	48 000 000	48 579 262	49 171 085
22094010117 Transférer les crédits de personnel à l'INPHB	7 163 534 508	7 249 983 737	7 338 307 531
22094010118 Transférer les crédits de personnel à l'ENS	2 552 598 609	2 583 403 260	2 614 875 879
22094010119 Prendre en charge les salaires du service autonome des examens	2 732 320 271	2 559 098 527	2 628 477 489
2 - Biens et services	257 550 000	265 276 500	273 234 795
22094010055 mettre en œuvre et suivre la politique d'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur	22 500 000	23 175 000	23 870 250
22094010056 Coordonner la politique nationale en matière d'enseignement supérieur	40 000 000	41 200 000	42 436 000
22094010057 Améliorer l'organisation des examens, des concours et l'orientation des bacheliers	50 050 000	51 551 500	53 098 045
22094010059 Mettre en œuvre et suivre la politique nationale en matière d'Enseignement Supérieur et Contrôler l'exécution des activités d'enseignement supérieur, professionnel, technique et académique dans les institutions d'enseignement supérieur	25 000 000	25 750 000	26 522 500
22094010060 Organiser les inspections des stagiaires de l'ENS	120 000 000	123 600 000	127 308 000

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22094 Enseignement supérieur	201 743 378 430	275 898 487 263	271 174 711 891
3 - Transferts	67 671 592 142	72 299 522 448	74 313 940 795
22094010053 Faire l'entretien des Universités et CROU/SMDCI	7 500 000 000	7 725 000 000	7 956 750 000
22094010064 Prendre en charge les frais de scolarité des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur Technique privé laïc	34 300 682 000	35 329 702 460	36 389 593 534
22094010065 Organiser les sessions de l'Examen du BTS	3 686 097 852	3 899 680 787	4 016 671 212
22094010066 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Félix Houphouët Boigny	1 575 000 000	1 530 034 458	1 552 078 356
22094010067 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Nangui Abougoua	733 422 311	712 483 434	722 748 505
22094010068 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Alassane Ouattara	1 335 000 000	1 296 886 350	1 315 571 178
22094010069 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Lorougnon Guédé	650 000 000	631 442 792	640 540 274
22094010070 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Péléforo Gon Coulibaly	1 202 700 000	3 785 788 976	3 899 362 466
22094010071 Transférer les crédits de biens et services à l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	1 725 000 000	1 602 893 241	1 625 986 850
22094010072 Transférer les crédits de biens et services à l'Ecole Normale Supérieure	555 000 000	539 154 999	546 922 849
22094010073 Transférer les crédits de biens et services à l'Université de Man	1 420 000 000	1 379 459 638	1 399 334 137
22094010074 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	1 100 000 000	1 068 595 495	1 083 991 234
22094010075 Transférer les crédits de subvention de l'Etat à l'Université Internationale de Grand Bassam	250 000 000	242 862 612	246 361 644
22094010076 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Félix Houphouët Boigny	400 000 000	412 000 000	424 360 000
22094010077 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Nangui Abougoua	255 410 000	263 072 300	270 964 469
22094010078 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Alassane Ouattara	300 000 000	309 000 000	318 270 000
22094010079 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Lorougnon Guédé	125 000 000	128 750 000	132 612 500
22094010080 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Péléforo Gon Coulibaly	199 489 000	205 473 670	211 637 880
22094010081 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université de Man	125 000 000	128 750 000	132 612 500
22094010082 Prendre en charge les heures supplémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	206 000 000	212 180 000	218 545 400
22094010083 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	460 000 000	473 800 000	488 014 000
22094010084 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Félix Houphouët Boigny	4 373 659 180	4 505 868 955	4 640 015 024
22094010085 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Nangui Abougoua	650 490 000	669 500 000	689 585 000
22094010086 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Alassane Ouattara	1 562 445 000	1 609 318 350	1 657 597 901
22094010087 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Lorougnon Guédé	740 517 000	762 732 510	785 614 485
22094010088 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Péléforo Gon Coulibaly	524 051 000	539 772 530	555 965 706
22094010090 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	250 000 000	257 500 000	265 225 000
22094010091 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Ecole Normale Supérieure	528 837 820	544 702 955	561 044 043
22094010092 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université de Man	70 000 000	72 100 000	74 263 000
22094010093 Prendre en charge les kits de l'université virtuelle	0	618 000 000	636 540 000
22094010102 Prendre en charge les contributions de la CI Ecole Inter-états d'ingénieurs, d'équipement Rural (EIE)	50 000 000	48 572 522	49 272 329
22094010104 Transférer les crédits de biens et services de l'Ecole d'Application ENS	20 820 979	20 226 549	20 517 962
22094010106 Prendre en charge les contributions de la CIV aux Centre, Ecole et institut de formation	125 000 000	121 431 306	123 180 822
22094010107 Prendre en charge les pécules stagiaires ENS (en responsabilité de classe)	671 970 000	652 785 559	662 190 535
4 - Investissements	140 000 000	244 258 175	363 920 067
Trésor	140 000 000	244 258 175	363 920 067
22094010094 Mettre en œuvre le télé-enseignement (équipe l'université virtuelle)	100 000 000	174 470 125	259 942 905
22094010105 Evaluer le projet du CEA Mines et Environnement Minier	40 000 000	69 788 050	103 977 162

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22094 Enseignement supérieur	201 743 378 430	275 898 487 263	271 174 711 891
2209402 Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés	25 286 000 000	31 785 143 513	42 285 563 397
3 - Transferts	30 000 000	29 143 513	29 563 397
22094020002 Prendre en charge la formation des diplômés au Programme de Gest° de la Politique Econ (GPE)	30 000 000	29 143 513	29 563 397
4 - Investissements	25 256 000 000	31 756 000 000	42 256 000 000
Trésor	16 756 000 000	16 756 000 000	16 756 000 000
22094020001 Transférer les crédits d'investissement du programme de développement éducation formation et insertion des jeunes (Composante ENS. Sup)	1 756 000 000	1 756 000 000	1 756 000 000
22094020005 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR / 2ème C2D	15 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
Financement Extérieur	8 500 000 000	15 000 000 000	25 500 000 000
22094020004 Mettre en œuvre le PADES	8 500 000 000	15 000 000 000	25 500 000 000
2209403 Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publiques	450 100 000	785 290 032	1 170 003 016
4 - Investissements	450 100 000	785 290 032	1 170 003 016
Trésor	450 100 000	785 290 032	1 170 003 016
22094030068 Renforcement équipement pédagogiques et académiques de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	45 000 000	78 511 556	116 974 307
22094030069 Renforcement des infrastructures techniques et Administratifs de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	35 000 000	61 064 544	90 980 017
22094030070 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UAO-BOUAKE	80 100 000	139 750 570	208 214 267
22094030075 Renforcer les Equipements des Infrastructures de l'UNIV/UJLoG-DALOA	60 000 000	104 682 075	155 965 743
22094030076 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UNA-AboboAdjamé	70 000 000	122 129 087	181 960 034
22094030077 Réhabilitation et équipement des infrastructures de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	100 000 000	174 470 125	259 942 905
22094030079 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UPGC-Kohogo	60 000 000	104 682 075	155 965 743
2209404 Construction, extension et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publique	31 464 972 205	93 329 152 900	74 599 629 184
3 - Transferts	510 786 990	496 204 251	503 353 290
22094040014 Animer la Cellule Suivi Construction Universités	510 786 990	496 204 251	503 353 290
4 - Investissements	30 954 185 215	92 832 948 649	74 096 275 894
Trésor	12 927 087 954	82 246 032 517	74 096 275 894
22094040007 Construction de l'Université de Man	3 500 000 000	20 500 000 000	21 384 857 251
22094040010 Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody	230 000 000	401 281 287	597 868 682
22094040011 Extension des infrastructures de l'Université Lorougnon Guédé/UJLoG	1 544 246 476	25 456 200 000	16 826 957 698
22094040012 Extension des infrastructures de l'Université Péléforo Gon Coulibaly/UPGC	1 000 000 000	23 000 000 000	27 230 045 255
22094040013 Construction de l'Université de Bondoukou	1 052 841 478	5 899 722 376	0
22094040015 Construction de l'Université de San-Pedro	600 000 000	0	0
22094040016 Construction de l'Université d'Adiaké	2 000 000 000	3 566 140 923	4 633 859 077
22094040020 CONSTRUCTION DE L'UNIVERSITE D'ODIENNE	3 000 000 000	3 422 687 931	3 422 687 931
Financement Extérieur	18 027 097 261	10 586 916 132	0
22094040013 Construction de l'Université de Bondoukou	18 027 097 261	10 586 916 132	0

II.2.3. Programme 3 : Œuvre universitaire et vie estudiantine

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Œuvre universitaire et vie estudiantine	Action 3.1 : Gestion des œuvres universitaires
	Action 3.2 : Pacification de l'environnement universitaire
	Action 3.3 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires
	Action 3.4 : Construction, extension et équipement des infrastructures des œuvres universitaires

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Œuvre universitaire et vie estudiantine						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gestion des œuvres universitaires	Pourcentage des bourses dans le budget de fonctionnement du MESRS	6.91%	7%	10%	12%	Budget bourses/Budget de fonctionnement x 100 Source : Rapports DB/DFP
	Pourcentage d'étudiants boursiers	10%	10%	12%	15%	Effectif des boursiers/ Effectif total des étudiants x 100 Source : Rapports DB/DFP
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence tenue	1	3	4	5	Dénombrement Source : Rapports DOUVAG /DP
OS 2 : Accroître les capacités d'accueil des œuvres universitaires	Ratio étudiants par lit	20%	10%	8%	5%	Nombre de lits / Nombre d'étudiants Source : Rapport CROU
	Taux de satisfaction des demandes en chambres dans les résidences universitaires	10%	15%	15%	15%	Nombre de demandes satisfaites / Nombre total de demandes formulées x 100 Source : Rapport DOUVAG/CROU
	Nombre de repas servis par jour	17.000	22.000	28.000	30.000	Dénombrement Source : Rapport CROU

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
22095 Œuvres universitaires et vie étudiante		29 074 949 110	30 260 951 542	31 323 915 016
	Dépenses de personnel	1 136 699 250	1 146 821 723	1 161 459 103
	Dépenses en biens et services	2 323 151 311	2 032 242 850	2 092 254 326
	Transferts	25 280 963 434	26 498 921 018	27 201 641 060
	Investissements	334 135 115	582 965 951	868 560 527
	Trésor	334 135 115	582 965 951	868 560 527
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22095 Œuvres universitaires et vie étudiante	29 074 949 110	30 260 951 542	31 323 915 016
2209501 Gestion des œuvres universitaires	28 725 713 995	29 662 535 591	30 439 440 989
1 - Personnels	1 136 699 250	1 146 821 723	1 161 459 103
22095010040 Transférer les crédits de personnel au CROU Abidjan 1	686 488 265	694 772 776	703 236 929
22095010041 Transférer les crédits de personnel au CROU Abidjan 2	4 575 000	4 630 211	4 686 619
22095010042 Transférer les crédits de personnel au CROU Bouaké	336 675 985	340 738 976	344 890 070
22095010043 Transférer les crédits de personnel au CROU Korhogo	6 100 000	6 173 615	6 248 825
22095010044 Transférer les crédits de personnel au CROU Daloa	5 220 000	5 282 995	5 347 355
22095010051 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CROU Man	50 000 000	50 603 398	51 219 880
22095010052 Prendre en charge les indemnités des membres de la Commission des Bourses	47 640 000	44 619 752	45 829 425
2 - Biens et services	2 308 051 311	2 016 792 850	2 076 340 826
22095010001 Organiser les travaux d'attribution des bourses aux étudiants/COMMISSION DES BOURSES	23 422 311	24 124 980	24 848 730
22095010003 Définir et suivre la mise en œuvre de la politique des œuvres universitaires, de la vie associative e	25 000 000	25 750 000	25 566 690
22095010029 Suivre et Contrôler l'ensemble des opérations de gestion des bourses et des secours financiers	41 129 000	42 362 870	43 633 756
22095010030 Prendre en charge les frais de transport des étudiants boursiers à l'étranger	2 200 000 000	1 905 500 000	1 962 665 000
22095010037 Tenir la commission d'orientation des bacheliers et organiser les missions de Contrôle des effectifs des étudiants dans les établissements privées	18 500 000	19 055 000	19 626 650
3 - Transferts	25 280 963 434	26 498 921 018	27 201 641 060
22095010017 Animer le CROU D	950 000 000	825 732 882	837 629 589
22095010018 Transférer les crédits de biens et services au CROU-A1	1 300 000 000	1 262 885 584	1 281 080 549
22095010019 Transférer les crédits de biens et services au CROU A2	1 550 000 000	1 408 603 152	1 428 897 535

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22095 Œuvres universitaires et vie étudiante	29 074 949 110	30 260 951 542	31 323 915 016
22095010020 Transférer les crédits de biens et services au CROU B	1 757 674 327	1 544 606 215	1 566 860 055
22095010021 Transférer les crédits de biens et services au CROU K	970 000 000	874 305 405	886 901 918
22095010022 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A1	330 000 000	339 900 000	350 097 000
22095010023 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A2	94 000 000	96 820 000	99 724 600
22095010024 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU B	102 000 000	105 060 000	108 211 800
22095010025 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU K	64 524 777	66 460 520	68 454 336
22095010026 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU D	80 000 000	61 800 000	63 654 000
22095010031 Prendre en charge les bourses aux étudiants en CIV	12 023 564 330	13 671 771 260	14 081 924 398
22095010032 Prendre en charge les bourses aux étudiants ivoiriens hors CIV	5 759 200 000	5 931 976 000	6 109 935 280
22095010033 Prendre en charge les bourses d'excellence aux étudiants	300 000 000	309 000 000	318 270 000
2209502 Pacification de l'environnement universitaire	15 100 000	15 450 000	15 913 500
2 - Biens et services	15 100 000	15 450 000	15 913 500
22095020001 Organiser des campagnes de sensibilisation à la non-violence	15 100 000	15 450 000	15 913 500
2209503 Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires	284 135 115	495 730 889	738 589 074
4 - Investissements	284 135 115	495 730 889	738 589 074
Trésor	284 135 115	495 730 889	738 589 074
22095030003 Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU D	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22095030007 Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU B	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22095030008 Renforcement des infrastructures et équipements du CROU-A2	144 135 115	251 472 715	374 669 006
22095030009 Renforcement et équipement des infrastructures du CROU-A1	40 000 000	69 788 050	103 977 162
2209504 Construction, extension et équipements des infrastructures des œuvres universitaires	50 000 000	87 235 062	129 971 453
4 - Investissements	50 000 000	87 235 062	129 971 453
Trésor	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22095040002 Construction et équipement Restaurant CROU-Bouaké	50 000 000	87 235 062	129 971 453

II.2.4. Programme 4 : Recherche scientifique et innovation

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	Action 4.1: Gestion des centres et instituts de recherche et de l'innovation
	Action 4.2: Réhabilitation et équipement des infrastructures des centres et instituts de recherche
	Action 4.3: Construction, extension et équipement des infrastructures des centres et instituts de recherche

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Recherche scientifique et innovation technologique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer une meilleure gestion de la recherche et l'innovation	La part du budget de la recherche-développement (R-D) dans le PIB	0,35%	0,40%	0,50%	1%	Budget de la R-D / le PIB x 100 Source: IPST/DGRI
	Proportion de programmes Nationaux de Recherche élaborés	100%	100%	100%	100%	Nombre de Programmes élaborés / Nombre total de programmes prévus x 100 Source: Rapport DR
	Proportion de programmes nationaux de recherche (PNR) mis en œuvre	0%	7.14%	14.28%	21.42%	Nombre de PNR mise en œuvre / Nombre total de PNR x 100 Source: Rapport DR
	Nombre de résultats de recherche valorisés	20	25	30	35	Dénombrement / Source : Rapport DVI
	Nombre de Brevets acquis	23	30	32	35	Dénombrement / Source : Rapport DVI
	Nombre de résultats de recherche vulgarisés	5	7	8	10	Dénombrement / Source : Rapport DVI
OS 2 : Accroître les capacités infrastructurelles et Matérielles (plateaux techniques) du système de recherche et d'innovation	Nombre de structures de recherche réhabilitées et équipées	03	03	03	03	Dénombrement / Source : Rapport DP
	Nombre de moyens communautaires fonctionnels	0	2	3	4	Dénombrement Source: Rapport DGRI
	Nombres d'unité de production Agropastorales fonctionnels	00	02	03	05	Dénombrement Source : Rapport DP

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
22096 Recherche scientifique et innovation		12 520 677 207	15 068 431 672	14 065 117 773
	Dépenses de personnel	2 125 277 207	2 150 924 962	2 177 128 863
	Dépenses en biens et services	100 000 000	103 000 000	106 090 000
	Transferts	8 180 000 000	9 366 404 679	9 624 372 796
	Investissements	2 115 400 000	3 448 102 031	2 157 526 114
	Trésor	1 038 000 000	1 448 102 031	2 157 526 114
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 077 400 000	2 000 000 000	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22096 Recherche scientifique et innovation	12 520 677 207	15 068 431 672	14 065 117 773
2209601 Gestion des centres et instituts de recherche et l'innovation	10 525 277 207	11 829 693 790	12 219 523 145
1 - Personnels	2 125 277 207	2 150 924 962	2 177 128 863
22096010046 Transférer les crédits de personnel à l'IPCI	1 362 440 512	1 378 882 386	1 395 680 786
22096010047 Transférer les crédits de personnel au CRO	762 836 695	772 042 576	781 448 077
2 - Biens et services	100 000 000	103 000 000	106 090 000
22096010016 mettre en œuvre et suivre la politique de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation des instituts et centres de recherche	30 000 000	30 900 000	31 827 000
22096010019 Mettre en œuvre et suivre la politique de recherche dans les instituts et centres de recherche	20 000 000	20 600 000	21 218 000
22096010024 Coordonner la politique nationale de recherche scientifique et de l'innovation (DGRI)	25 000 000	25 750 000	26 522 500
22096010027 Organiser les sessions de la commission des programmes	25 000 000	25 750 000	26 522 500
3 - Transferts	8 180 000 000	9 366 404 679	9 624 372 796
22096010002 Transférer les crédits de biens et services au CAPEC	10 000 000	9 714 504	9 854 466
22096010003 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'IPCI	100 000 000	103 000 000	106 090 000
22096010004 Prendre en charge les heures supplémentaires de CRO	60 000 000	61 800 000	63 654 000
22096010005 Transférer les crédits de biens et services de la Société Mathématique	100 000 000	97 145 045	98 544 658
22096010006 Transférer les crédits de biens et services du CNRA	4 500 000 000	4 635 000 000	4 774 050 000
22096010007 Transférer les crédits de biens et services de l'IPCI	325 000 000	315 721 396	320 270 137
22096010008 Transférer les crédits de biens et services du GRTO	5 000 000	4 857 252	4 927 232
22096010009 Transférer les crédits de biens et services du CSRS	80 000 000	77 716 036	78 835 726
22096010010 Transférer les crédits de biens et services du CRO	500 000 000	485 725 225	492 723 288
22096010011 Transférer les crédits de biens et services CEMV	125 000 000	121 431 306	123 180 822
22096010012 Transférer les crédits de biens et services de l'IRD (Ex Ostrom)	5 000 000	4 857 252	4 927 232
22096010013 Transférer les crédits de biens et services au PASRES	280 000 000	272 006 126	275 925 041
22096010014 Transférer les crédits de biens et services au LAMTO Géo	40 000 000	38 858 018	39 417 863
22096010015 Transférer les crédits de biens et services au CNF	5 000 000	4 857 250	4 927 235
22096010018 Transférer les crédits de biens et services au CIRES (Université des nations Unies)	5 000 000	4 857 252	4 927 233
22096010023 Transférer les crédits de biens et services du Comité Bipartie ADRAO/CI	5 000 000	4 857 252	4 927 233
22096010030 Financer les activités de la recherche (FONSTI)	2 000 000 000	3 090 000 000	3 182 700 000
22096010041 Transférer les crédits de biens et services de la ferme aquacole de Grand-Lahou***	30 000 000	29 143 513	29 563 397
22096010048 Prendre en charge les abonnements dans les revues scientifiques (Réseau d'Information Scientifique/	5 000 000	4 857 252	4 927 233
4 - Investissements	120 000 000	209 364 149	311 931 486
Trésor	120 000 000	209 364 149	311 931 486
22096010028 Création des Fermes Agro-Pastorale	70 000 000	122 129 087	181 960 034
22096010029 suivre et mettre en oeuvre les programmes de pôles de compétences	50 000 000	87 235 062	129 971 452

Programme / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22096 Recherche scientifique et innovation	12 520 677 207	15 068 431 672	14 065 117 773
2209602 Réhabilitation et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche	310 000 000	540 857 386	805 823 007
4 - Investissements	310 000 000	540 857 386	805 823 007
Trésor	310 000 000	540 857 386	805 823 007
22096020001 Réhabilitation et équipement du CEMV	70 000 000	122 129 087	181 960 034
22096020003 Réhabilitation et équipement Station géophysique Lamto	60 000 000	104 682 075	155 965 743
22096020005 Réhabilitation et équipement du centre national de floristique	60 000 000	104 682 075	155 965 743
22096020010 Réhabilitation et Equipement du CRO	70 000 000	122 129 087	181 960 034
22096020011 Réhabilitation et Equipement des Bâtiments de LAMTO ECOLOGIE	50 000 000	87 235 062	129 971 453
2209603 Construction, extension et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche	1 685 400 000	2 697 880 496	1 039 771 621
4 - Investissements	1 685 400 000	2 697 880 496	1 039 771 621
Trésor	608 000 000	697 880 496	1 039 771 621
22096030001 Construction et Equipement de l'Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4)	458 000 000	436 175 312	649 857 263
22096030002 Equipement du Centre National de Calcul	150 000 000	261 705 184	389 914 358
Emprunt	1 077 400 000	2 000 000 000	0
22096030002 Equipement du Centre National de Calcul	1 077 400 000	2 000 000 000	0

SECTION 335: MINSTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la couverture insuffisante du territoire national en établissements de santé et en services de santé maternelle, néonatale et infantile ;
- l'insuffisance de plateaux techniques aux normes dans les établissements hospitaliers ;
- la faible densité en matière des ressources humaines ;
- le déséquilibre de la répartition du personnel de santé ;
- la faiblesse de la coordination de la gestion des acteurs du système de santé ;
- la faible coordination des interventions à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ;
- la non perception des redevances liées à la gratuité ciblée.

I.1.2. Réponses apportées

- la construction, la réhabilitation et la mise aux normes des centres de santé et des établissements hospitaliers ;
- la validation d'un plan de développement des ressources humaines 2018-2022;
- le regroupement des partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre du compact national;
- l'intégration des cadres de planification opérationnelle dans la gestion du ministère;
- la mise en œuvre du cadre de redevabilité verticale et horizontale et le Contrôle des animateurs du système ;
- le déploiement du logiciel DHIS 2 dans les 20 régions sanitaires.

I.1.3. Défis et priorités

- l'archivage des données du MSHP ;
- la coordination des interventions à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ;
- la poursuite de la redevabilité verticale et horizontale et le Contrôle des animateurs du système ;
- le Contrôle de l'installation des établissements sanitaires privés ;
- l'amélioration du fonctionnement des organes de gestions des établissements sanitaires, des ECD et des ERS ;
- le renforcement de la collaboration des acteurs et une meilleure coordination des interventions de santé ;
- l'amélioration de la qualité des prestations offertes ;
- l'amélioration des plateaux techniques des services d'urgences et des CHR ;
- la répartition rationnelle des RHS sur toute l'étendue du territoire pour un équilibre de l'offre de service ;
- la poursuite du déploiement du logiciel DHIS 2 dans les autres régions sanitaires ;
- l'intégration des données sanitaires des CHU, des structures sanitaires privées et des EPN hospitaliers dans le SNIS ;
- l'amélioration de la distribution des médicaments et des intrants dans les structures sanitaires ;
- le renforcement des capacités de stockage dans les Directions Régionales Sanitaires (DRS).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- un système de santé performant et intégré ;
- un système de santé garantissant une santé optimale à toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire ;
- un système de santé soutenant la croissance et le développement durable du pays.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur de la santé publique est améliorée,
- l'offre et la qualité des services de santé sont accrues,
- la lutte contre la maladie est renforcée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Santé et d'Hygiène Publique. A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de santé :

- élaboration et suivi de l'application des textes en matière de santé ;
- protection sanitaire des populations ;
- organisation des soins ;
- formation professionnelle des agents de santé ;
- promotion de la recherche médicale, notamment pour les endémies, en liaison avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- lutte contre les grandes endémies, notamment le paludisme, la tuberculose, le VIH-SIDA, les infections sexuellement transmissibles, les maladies liées à la lèpre et à l'ulcère de Buruli ;
- prise en charge thérapeutique des maladies du VIH-SIDA, prévention thérapeutique de la transmission mère-enfant ;
- lutte contre la toxicomanie, l'alcoolisme, le tabagisme et autres addictions ;
- lutte contre le cancer ;
- développement de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé du Travail ;
- développement de la prévention des maladies et des soins de santé primaires ;
- surveillance épidémiologique et veille sanitaire ;
- mise à disposition des différents secteurs du développement, de données épidémiologiques sur l'infection à VIH-SIDA ;
- renforcement du système de santé ;
- renforcement de la sécurité sanitaire ;
- autorisation de création et Contrôle des établissements sanitaires privés ;
- facilitation de l'installation des acteurs de santé dans le secteur privé ;
- développement du système national de gestion de l'information sanitaire ;
- développement d'un réseau national de services d'urgence et de transport des malades ;

- développement d'un réseau national de laboratoires de biologie médicale ;
- Réglementation et Contrôle des médicaments et des services pharmaceutiques ;
- autorisation de création et promotion de l'industrie pharmaceutique, en liaison avec le Ministre en charge de l'Industrie ;
- promotion du médicament générique, notamment dans le domaine du traitement du SIDA ;
- organisation et promotion de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles ;
- coordination de l'aide humanitaire en matière de Santé ;
- assistance aux collectivités locales pour le suivi et le Contrôle de l'implantation des formations sanitaires publiques ;
- promotion de la prise en charge des coûts et frais de santé par les populations à travers notamment les mutuelles et les assurances maladies, en liaison avec le Ministre en charge des Affaires Sociales ;
- promotion des associations de malades chroniques, notamment celles des malades du diabète, de l'hypertension artérielle, de l'asthme, de l'épilepsie, de la drépanocytose, du SIDA, et les associations des malades sous dialyse ;
- élaboration et mise en œuvre de programmes de santé spécifiques aux groupes vulnérables, notamment aux populations carcérales, déplacées, en situation de précarité, en liaison avec le Ministre en charge des Affaires Sociales ;
- mise en place et suivi d'un comité national d'éthique pour les sciences de la vie et la santé ;
- définition et mise en œuvre d'un plan de lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé des Ressources Animales et Halieutiques ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la Réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison avec les Ministres en charge du Commerce et de l'Industrie ;
- lutte contre les maladies transmissibles et les maladies tropicales et négligées.

I.3.2. En matière d'Hygiène Publique :

- élaboration et suivi de la Réglementation en matière d'Hygiène Publique ;
- conception, mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière de déchets médicaux, en liaison avec le Ministre chargé de la Salubrité et de l'Environnement ;
- évaluation et suivi de la Réglementation des produits alimentaires et médicamenteux, en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture, des Ressources Animales et halieutiques ;
- proposition et mise en œuvre de mesures d'incitation, d'encouragement ou de sanctions pour les populations et les responsables de collectivités locales dans la réalisation des opérations d'hygiène publique ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la Réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison notamment avec les Ministres chargés du Commerce et l'Industrie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins ;
- Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie ;
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSE -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJET PIP	PROJET HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IGS), DAF, DRH, DPPS, DIIS, DCRP, Services rattachés, Cellule de passation des Marchés, DGSH, DFRS, Directions Régionales, Directions Départementales, DIEM, DMHP, DEPS, DSC, DPML, SIM		<ul style="list-style-type: none"> - Achèvement Equipement Carte Sanitaire (DIPE) - Construction bâtiment Police Sanitaire - Prog PHAM/PADEHA - Projet Promotion de l'Hygiène Publique 	-
Programme 2 : Amélioration de l'offre et de l'accessibilité aux soins	<ul style="list-style-type: none"> - Centre de Santé Rural (CSR) - Centre de Santé Urbain (CSU) - Centre de Santé Urbain Spécialisé (CSUS) - Formation Sanitaire Urbaine (FSU) - Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) - Maternité Urbaine (MU) - Dispensaire Urbain (DU) - Dispensaire Rurale (DR) - Maternité Rurale (MR) - Centre de Diagnostic et de Traitement (CDT) - Centre Antituberculeux (CAT) - Centre Hospitalier Régional (CHR) - Hôpitaux Généraux (HG) - Hôpitaux psychiatrique (HP) 	<ul style="list-style-type: none"> - Centre Hospitalier Universitaire (CHU) - Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) - Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) - Institut Raoul Follereau (IRF) - Institut National de la Santé Publique (INSP) - Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) - Laboratoire Nationale de la Santé Publique(LNSP) - Institut National de l'Hygiène Publique (INHP), - Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie - Centre National de Prévention et de Traitement des Insuffisances Rénales - Institut de Formation des Agents de Santé (INFAS) - Autorité Nationale de Régulation de la Sécurité Nucléaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Prog, Constr. Equip. Nouveaux Districts, - Réhab. Equip. DR, - DAF-Logistique Urgences-Epidémie - Réhab. des Infrastruct. Hosp et Appui aux soins de base - Acquisition de véhic./DAF - Construction CHR de Yopougon - Prog. Special réhab. Equip. Des HG - Réhab équip INSP - Equipdu CNTS - Réhab équip laboratoire - Réhab équip CHU-Treich - Réhab équip CHU de Cocody - Réhab équip CHU de YOP - Réhab équip CHU de BOUAKE - Equip CCTOS CHU COCODY - Equip. Ext ICA - Réhab, rééquip SAMU - Réfection et rééquip IRF - Conseils Régionaux. - Communes - Réfection et Equi INFAS - PRSS/ECHO - PARSSI 	- -

PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ETRÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJET PIP	PROJET HORS PIP
Programme 3 : La lutte contre la maladie et les problèmes de sante prioritaires	DHES	FNLS	<ul style="list-style-type: none"> - PNN - PNLP - PNLUB - PEV - PNSI - PNSSU - PNEVG_EA - PNLT - PNPSBD - PNLCE - PNLTHA - PNPMT - PNMNT - PNPMT - PNLT - PSN - PNPEC 	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur de la santé	RS 1.1 : La gouvernance du secteur de la santé publique est améliorée	IP 1.1 : Taux de complétude et de promptitude nationale des formulaires des rapports SIG	Nombre de données retraitées / total des données (taux de complétude) Délai de production des données / délai prévisionnel des données (taux de promptitude) Source : Rapport Annuel de Statistique de la Santé (RASS)
		IP 1.2 : Proportion du Budget de l'Etat alloué au ministère de la santé	SC 1.2: DAF MSHP
OG 2 : Améliorer l'offre et la qualité des prestations des services de santé	RS 2.1 : L'offre et la qualité des services de santé sont accrues	IP 2.1 : Pourcentage de population vivant à moins de 5 km d'un centre de santé	Population vivant à moins de 5 km d'un centre de santé / population totale Source : RASS
		IP 2.2 : Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	Nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié / Nombre total d'accouchements Source : RASS
OG 3 : Lutte contre les maladies et les problèmes de santé prioritaires.	RS 3.1 : La lutte contre la maladie est renforcée	IP 3.1.1 : Nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral IP 3.1.2 : Nombre de cas de paludisme confirmé positif ayant reçu une CTA, conformément à la politique nationale, dans les établissements de santé IP 3.1.3 : Proportion de malades de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	Dénombrement Source : Système National d'Information Sanitaire (SNIS) Dénombrement Source : PNL Nombre de malades de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement / nombre total de malades suivis Source : PNL

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	446 035 223 013	419 432 685 247	447 586 313 676
1.1 Ressources Intérieures	343 146 005 001	363 874 236 919	398 952 713 676
1.1.1 Budget Etat	343 146 005 001	363 874 236 919	398 952 713 676
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	102 889 218 012	55 558 448 328	48 633 600 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	102 889 218 012	55 558 448 328	48 633 600 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	446 035 223 013	419 432 685 247	447 586 313 676
2.1 Personnel	184 843 524 015	197 754 594 111	210 688 197 431
2.1.1 Solde y compris EPN	184 843 524 015	197 754 594 111	210 688 197 431
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	48 466 304 201	50 486 578 629	53 149 493 931
2.3 Transferts	34 623 930 027	33 110 557 035	33 667 425 375
2.4 Investissement*	178 101 464 770	138 080 955 472	150 081 196 939
Trésor	75 212 246 758	82 522 507 144	101 447 596 939
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	102 889 218 012	55 558 448 328	48 633 600 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé pour accroître son efficacité	Pourcentage des Directions régionales disposant d'un plan opérationnel	N/D	100%	100%	100%	Nombre de Directions régionales disposant d'un plan opérationnel (numérateur) / Nombre total de Directions Régional (dénominateur) Source de vérification : Rapports annuel de planification opérationnelle (DPPS)
OS 2 : Améliorer le cadre gestionnaire du système de santé en vue d'une utilisation efficiente des ressources	Pourcentage des structures de ministère de la santé en conformité avec les règles de gestion financières	N/D	50%	75%	95%	Total des établissements en conformité (numérateur)/ Total des structures (dénominateur) Source de vérification : Rapport Annuel de Mission de Contrôle de Gestion (DAF)
OS 3 : Améliorer l'articulation des orientations stratégiques avec la programmation budgétaire	Pourcentage des plans d'actions annuels cadrés sur les orientations stratégiques	N/D	100%	100%	100%	Nombre d'unités du MSHP disposant d'un plan opérationnel découlant du PNDS (numérateur) / Nombre total d'unités du MSHP (dénominateur)
OS 4 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire en vue de la mise en place du processus de décisions basées sur les résultats	Pourcentage de Régions Sanitaires disposant à temps d'un Rapport Régional Annuel sur la Situation Sanitaire	N/D	100%	100%	100%	Nombre de Rapports Annuels sur la situation Sanitaire (numérateur) / Nombre de Régions sanitaires (Dénominateurs) Source : RASS (DIIS)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
	Dépenses de personnel	149 627 227 693	162 113 385 994	174 612 771 773
	Dépenses en biens et services	18 081 747 796	19 326 620 445	21 041 570 577
	Transferts (1)	215 262 963	209 117 302	212 130 150
	Investissements	32 447 516 743	31 587 387 828	32 242 324 294
	Trésor	29 835 016 743	29 974 887 828	30 135 424 294
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	2 612 500 000	1 612 500 000	2 106 900 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21067 Administration Générale	200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
2106701 Coordination et animation du ministère	38 930 328 354	37 857 012 443	38 545 667 344
1 - Personnels	148 976 185	139 531 498	143 314 289
21067010292 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Sud- Comoé	2 160 000	2 023 062	2 077 908
21067010293 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Moyen-Comoé	1 080 000	1 011 531	1 038 954
21067010294 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Bas -Sassandra	2 160 000	2 023 062	2 077 908
21067010295 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région des Montagnes	2 160 000	2 023 062	2 077 908
21067010296 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région du Fromager	2 160 000	2 023 062	2 077 908
21067010297 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région du Zanzan	2 160 000	2 023 062	2 077 908
21067010298 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Savanes	2 160 000	2 023 062	2 077 908
21067010299 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Vallée Bandama	2 160 000	2 023 062	2 077 908
21067010300 Prendre en charge les salaires des agents du Secrétariat Technique Coordination Opération	2 400 000	2 247 846	2 308 787
21067010301 Prendre en charge les honoraires du personnel des Campagnes de sensibilisation	3 000 000	2 809 808	2 885 984
21067010302 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Direction des Etablissements et des Professions Sanitaires	7 200 000	6 743 539	6 926 361
21067010303 Prendre en charges les Dépenses de salaires liées aux charges centralisées	1 895 903	1 775 708	1 823 848
21067010304 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat dans les services de mise en œuvre de la Carte Sanitaire	3 527 708	3 304 061	3 393 637
21067010305 Prendre en charge les Dépenses salariales de l'unité de Pilotage du programme hospitalier (UPPH) 2018-2020	112 592 574	105 454 509	108 313 454
21067010306 Prendre en charge les Dépenses salariales de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) Abj Nord	2 160 000	2 023 062	2 077 908
2 - Biens et services	6 306 394 206	6 248 668 643	6 436 127 905
21067010001 Achever la Réforme Hospitalière	9 727 507	10 019 333	10 319 913
21067010002 Évaluer et accréditer des structures (CRESAC)	164 359 791	169 290 585	174 369 302
21067010003 Elaborer une loi d'orientation en matière de santé publique	51 255 130	52 792 784	54 376 568

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21067 Administration Générale	200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
21067010004 Développer la médecine de proximité et de famille	11 247 260	11 584 677	11 932 218
21067010005 Superviser la qualité des soins infirmiers et maternels en Côte d'Ivoire	20 179 237	20 784 614	21 408 152
21067010006 Développer la médecine hospitalière	52 979 237	54 568 614	56 205 672
21067010011 Mettre en place un système de supervision intégré des Directions régionales et départementales	62 415 165	64 287 620	66 216 249
21067010012 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Construction Urbanisme	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010013 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min du Plan et Développement	2 595 000	2 672 850	2 753 035
21067010014 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Ministère de la Salubrité Urbaine	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010015 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. de l'Intérieur	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010016 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/MIN. Education Nationale	1 432 500	1 475 475	1 519 739
21067010017 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010018 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Tourisme	2 595 000	2 672 850	2 753 034
21067010019 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Intégration Africaine	4 498 972	4 633 941	4 772 958
21067010020 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère chargé des Ex Combattants et des Victimes de Guerre	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010021 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de la Communication	3 297 500	3 396 425	3 498 318
21067010022 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Ressources Animales et Halieutiques	1 797 500	1 851 425	1 906 967
21067010023 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Infrastructures Economiques	2 297 500	2 366 425	2 436 518
21067010024 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère des NTIC	1 432 500	1 475 475	1 519 739
21067010025 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Transports	1 865 000	1 920 950	1 978 578
21067010026 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Justice et droit de l'homme	1 365 000	1 405 950	1 448 128
21067010027 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010028 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Industrie Dévpt Secteur privé	2 662 500	2 742 375	2 824 645
21067010029 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Jeunesse et Service Civique	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010030 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Economie et Finances	1 297 500	1 336 425	1 376 518
21067010031 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min.Mines et Energies	2 162 500	2 227 375	2 294 195
21067010032 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Primature	2 000 000	2 060 000	2 121 800
21067010033 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / MIN. Culture et Francophonie	2 865 000	2 950 950	3 039 478
21067010034 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Agriculture	4 467 200	4 601 216	4 739 252
21067010035 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Affaires Etrangères	3 595 000	3 702 850	3 813 935
21067010036 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Commerce	2 297 500	2 366 425	2 437 417
21067010037 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Sports et Loisirs	4 874 272	5 020 500	5 171 116
21067010038 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Eaux et Forêts	1 865 000	1 920 950	1 978 579
21067010039 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de la Promotion du Logement	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010040 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Reforme Administrative	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010041 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Artisanat et Promotion des PME	1 730 000	1 781 900	1 835 356
21067010042 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Défense	2 662 500	2 742 375	2 824 645
21067010043 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Santé et Hygiène Publique	13 094 724	13 487 564	13 892 192

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21067 Administration Générale	200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
21067010044 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Ens.Tech. et Formation Professionnelle	2 733 600	2 815 608	2 900 076
21067010137 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yamoussoukro	6 947 977	7 156 420	7 371 109
21067010138 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adzopé - Akoupé	6 593 754	6 791 566	6 995 316
21067010139 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abobo Ouest	6 566 868	6 763 872	6 966 793
21067010140 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gagnoa	6 678 271	6 878 619	7 084 979
21067010141 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de GRAND-LAHOUE	7 455 384	7 679 045	7 909 419
21067010142 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo	8 578 898	8 836 264	9 101 354
21067010143 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Toumodi	6 978 574	7 187 932	7 403 569
21067010144 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Agnibilékro	5 959 428	6 138 211	6 322 358
21067010145 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de SIKENSI	6 036 531	6 217 628	6 404 157
21067010146 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de TANDA	6 958 913	7 167 679	7 382 712
21067010147 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de GRAND-BASSAM	6 842 329	7 047 599	7 259 027
21067010148 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Jacqueline	9 536 956	9 823 065	10 117 757
21067010149 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bocanda	5 251 141	5 408 675	5 570 936
21067010150 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Mankono	9 948 770	10 247 234	10 554 650
21067010151 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dabou	7 071 442	7 283 585	7 502 094
21067010152 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Port Bouët et Vridi	7 041 524	7 252 768	7 470 352
21067010153 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de M'bahiakro	2 741 293	2 823 532	2 908 238
21067010154 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gueyo	5 692 237	5 863 004	6 038 895
21067010155 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouna	8 958 911	9 227 678	9 504 511
21067010156 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Alépé	7 640 379	7 869 590	8 105 679
21067010157 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bongouanou	5 087 870	5 240 507	5 397 722
21067010158 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tiassalé	6 907 494	7 114 717	7 328 161
21067010159 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guiglo	6 702 750	6 903 833	7 110 948
21067010160 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abobo Est	7 120 400	7 334 013	7 554 033
21067010161 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bettié	4 805 037	4 949 188	5 097 664
21067010162 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Prikro	7 626 544	7 855 340	8 091 001
21067010163 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo	7 680 282	7 910 690	8 148 014
21067010164 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zuénoula	7 082 543	7 295 019	7 513 870
21067010165 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Daloa	7 319 046	7 538 617	7 764 776
21067010166 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Man 2	7 369 403	7 590 484	7 818 200
21067010167 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Lakota	6 801 069	7 005 101	7 215 255
21067010168 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tengréla	9 535 860	9 821 936	10 116 596
21067010169 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ferkessédougou	6 958 911	7 167 679	7 382 710
21067010170 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Man 1	7 500 291	7 725 299	7 957 060
21067010171 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Aboisso	6 527 037	6 722 845	6 924 534
21067010172 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'ANYAMA	6 240 536	6 427 752	6 620 584
21067010173 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Didiévi	6 791 800	6 995 555	7 205 422

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21067 Administration Générale	200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
21067010174 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental deToulepleu	5 792 254	5 966 020	6 145 005
21067010175 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Duékoué	7 108 565	7 321 821	7 541 478
21067010176 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ouangolodougou	6 830 570	7 035 486	7 246 550
21067010177 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de BEOUMI	3 861 483	3 977 328	4 096 647
21067010178 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Est	3 768 642	3 881 701	3 998 152
21067010179 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Boundiali	6 584 780	6 782 323	6 985 794
21067010180 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Buyo	5 909 089	6 086 361	6 268 954
21067010181 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Méagui	5 909 089	6 086 361	6 268 954
21067010182 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de San-Pédro	6 680 448	6 880 862	7 087 286
21067010183 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Odiénné	11 277 747	11 616 079	11 964 562
21067010184 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Ouest	4 140 059	4 264 261	4 392 190
21067010185 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Fresco	7 093 931	7 306 750	7 525 953
21067010186 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Adiaké	6 005 269	6 185 427	6 370 991
21067010187 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yopougon Est	8 514 744	8 770 187	9 033 292
21067010188 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adjamé-Plateau	7 965 345	8 204 305	8 450 434
21067010189 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental deTouba	6 958 911	7 167 678	7 382 710
21067010190 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bangolo	7 426 931	7 649 738	7 879 232
21067010191 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sinfra	6 687 085	6 887 697	7 094 329
21067010192 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Agboville	6 989 553	7 199 240	7 415 217
21067010193 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yopougon Ouest-Songon	9 323 455	9 603 158	9 891 253
21067010194 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Niankaramadougou	7 253 746	7 471 358	7 695 501
21067010195 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de NASSIAN	6 958 911	7 167 678	7 382 710
21067010196 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de BLOLEQUIN	11 497 620	11 842 551	12 197 825
21067010197 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zouan-Hounien	7 248 356	7 465 804	7 689 779
21067010198 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Soubré	5 519 576	5 685 163	5 855 718
21067010199 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de SAKASSOU	4 239 113	4 366 286	4 497 277
21067010200 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Oumé	5 725 008	5 896 759	6 073 662
21067010201 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tabou	6 591 789	6 789 543	6 993 229
21067010202 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Vavoua	5 510 693	5 676 014	5 846 294
21067010203 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaflé	7 520 718	7 746 340	7 978 731
21067010204 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adzopé	6 958 914	7 167 681	7 382 712
21067010205 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Sud	4 329 136	4 459 010	4 592 781
21067010206 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sassandra	9 864 057	10 159 978	10 464 779
21067010207 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abidjan - Est	7 271 528	7 489 671	7 714 366
21067010208 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de MINIGNAN	9 773 019	10 066 210	10 368 196
21067010209 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Famille et Affaires Sociales	1 332 100	1 372 063	1 413 224
21067010210 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dimbokro	4 872 059	5 018 221	5 168 768
21067010211 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guitry	8 405 078	8 657 229	8 916 945

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21067 Administration Générale	200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
21067010212 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région des Lacs (YAMOUSOUKRO)	9 265 247	9 543 205	9 829 501
21067010213 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région N'zi-Comoé (DIMBOKRO)	7 903 946	8 141 064	8 385 297
21067010214 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	18 706 751	19 267 954	19 845 992
21067010215 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Worodougou (SEGUELA)	9 278 547	9 556 903	9 843 612
21067010216 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Denguélé (Odiénné)	9 274 592	9 552 830	9 839 415
21067010217 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région des Savanes (KORHOGO)	9 278 546	9 556 902	9 843 611
21067010218 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	9 708 969	10 022 898	10 323 585
21067010219 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	9 353 374	9 633 975	9 922 994
21067010220 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Fromager (Gagnoa)	9 461 873	9 745 729	10 038 104
21067010221 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région des Montagnes (MAN)	9 521 454	9 807 097	10 101 312
21067010222 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	9 458 332	9 742 082	10 034 345
21067010223 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	7 542 561	7 768 837	8 001 904
21067010224 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	9 254 602	9 532 239	9 818 210
21067010225 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Sud-Comoé (ABOISSO)	9 833 443	10 128 447	10 432 302
21067010226 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région de l'Agnéby (AGBOVILLE)	9 754 759	10 047 402	10 348 826
21067010227 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Hambol	11 148 727	11 483 189	11 827 685
21067010228 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	10 695 806	11 016 681	11 347 183
21067010229 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région du Moyen-Cavally (Guiglo)	9 503 027	9 788 113	10 081 763
21067010230 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région des Lagunes 1 (Abidjan)	9 332 391	9 612 363	9 900 734
21067010231 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en oeuvre des plans au niveau de la Région des Lagunes 2 (Abidjan)	9 332 391	9 612 363	9 900 734
21067010233 Contrôler les services paramédicaux dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 355	6 950 806	7 159 330
21067010234 Réaliser le Contrôle en matière de services administratifs et financiers dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 354	6 950 804	7 159 328
21067010235 Réaliser le Contrôle en matière de services pharmaceutiques dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 258	6 950 706	7 159 227
21067010236 Réaliser le Contrôle en matière de services médicaux dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 354	6 950 804	7 159 328
21067010237 Réaliser l'audit dans les établissements et services relevant du ministère	5 909 091	6 086 364	6 268 957
21067010240 Organiser la communication des activités du ministère	25 000 000	25 750 000	26 522 500
21067010241 Suivre et évaluer les indicateurs sanitaires du secteur	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21067010242 Élaborer et suivre la mise en oeuvre des normes et standard des équipements et des infrastructures sanitaires	50 283 162	51 791 655	53 345 408
21067010243 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	20 000 000	20 600 000	21 218 000
21067010244 Prendre en charge la contribution de l'Etat au CIRBA -CORRIDOR	48 235 722	49 682 794	51 173 277
21067010245 Apporter une assistance au ministère (Organes Consultatifs)	5 237 890	5 395 026	5 556 877
21067010246 Veiller à l'application de la Réglementation relative aux professions de santé, à l'exclusion des professions de pharmacie	32 134 430	33 098 463	34 091 418
21067010247 Veiller au respect de la Réglementation en matière d'enregistrement des médicaments dans les secteurs publics et privés	18 145 763	18 690 132	19 250 841
21067010248 Élaborer la politique de formation et de recherche dans le secteur de la santé	13 000 000	13 390 000	13 791 700
21067010249 Coordonner et suivre les activités des ONG	12 230 970	12 597 898	12 975 837

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21067 Administration Générale	200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
21067010250 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	78 851 100	81 216 633	83 653 132
21067010251 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	201 949 040	208 007 511	214 247 737
21067010254 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	65 000 000	66 950 000	68 958 500
21067010255 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21067010257 Gérer la commande publique	38 594 345	39 752 175	40 944 741
21067010259 Élaborer la politique, promouvoir et sensibiliser en matière d'hygiène publique	35 162 199	36 217 062	37 303 576
21067010260 Prendre en charge les émoluments des internes des hôpitaux	10 475 779	10 790 051	11 113 752
21067010262 Gérer les fonds du CD-PEFAR alloué au ministère de la santé	22 582 700	23 260 180	23 957 985
21067010263 Prendre en charge les Dépenses liées aux charges centralisées	263 960 229	65 879 036	67 855 406
21067010264 Prendre en charge les Dépenses liées aux charges centralisées	4 058 907 794	4 139 735 016	4 263 927 067
21067010265 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL)/Abj Sud	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010266 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) à Abj Nord	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010267 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de l'Agneby	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010268 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Sud Comoé	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010269 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Moyen-Comoé	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010270 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Bas-Sassandra	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010271 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Sud Bandama	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010272 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Moyen Cavally	12 530 527	12 906 442	13 293 638
21067010273 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région des Montagnes	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010274 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Marahoué	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010275 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Fromager	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010276 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Haut Sassandra	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010277 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Zanzan	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010278 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Savanes	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010279 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Denguelé	3 027 500	3 118 325	3 211 875

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21067 Administration Générale	200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
21067010280 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Bafing	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010281 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Worodougou	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010282 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Vallée Bandama	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010283 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la région de N'zi Comoé	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010284 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en oeuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région des Lacs	3 027 500	3 118 325	3 211 875
21067010285 Apporter un appui technique national à travers le PBF	5 454 546	5 618 183	5 786 730
21067010286 Apporter un appui technique aux structures de l'Unité de Pilotage du Programme Hospitalier (UPPH)	7 090 909	7 303 636	7 522 746
21067010288 Gérer la coopération internationale du ministère	5 387 544	5 549 170	5 715 647
21067010289 Apporter un appui juridique au ministère	7 692 388	7 923 159	8 160 855
3 - Transferts	215 262 963	209 117 302	212 130 150
21067010253 Organiser des campagnes de sensibilisation en matière de santé	215 262 963	209 117 302	212 130 150
4 - Investissements	32 259 695 000	31 259 695 000	31 754 095 000
Trésor	29 647 195 000	29 647 195 000	29 647 195 000
21067010009 Renforcer le Système de Santé (Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS)/2ème C2D)	29 647 195 000	29 647 195 000	29 647 195 000
Financement extérieur	2 612 500 000	1 612 500 000	2 106 900 000
21067010256 Apporter un Appui à la redynamisation du secteur santé (Projet d'Appui à la Redynamisation du Secteur de la Santé (PARSSI))	2 612 500 000	1 612 500 000	2 106 900 000
2106702 Planification, programmation et suivi-évaluation	302 720 642	311 802 257	321 156 328
2 - Biens et services	302 720 642	311 802 257	321 156 328
21067020012 Produire annuellement le RASS et l'annuaire statistique	58 584 775	60 342 318	62 152 587
21067020013 Suivre et évaluer le PNDS	84 632 357	87 171 327	89 786 469
21067020014 Mettre en œuvre la Carte Sanitaire	159 503 510	164 288 612	169 217 272
2106703 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	160 971 714 244	174 894 115 397	189 030 188 662
1 - Personnels	149 478 251 508	161 973 854 496	174 469 457 484
21067030156 Gérer le personnel des programmes	149 478 251 508	161 973 854 496	174 469 457 484
2 - Biens et services	11 346 762 736	12 664 313 228	14 179 394 936
21067030001 Gérer les ressources humaines du ministère	55 951 238	57 629 775	59 358 670
21067030003 Réaliser des missions de Contrôle	15 292 388	15 751 159	16 223 695
21067030004 Mettre en œuvre la gratuité ciblée - Fonds d'action sanitaire	700 000 000	721 000 000	742 630 000
21067030007 Contrôler et auditer le système d'évaluation, du secteur de la santé	63 856 400	65 772 091	67 745 255
21067030009 Direction du Patrimoine/ Gestion Abonnements EPN Santé	3 178 028 109	3 554 510 794	3 986 199 076
21067030010 Elaborer les manuels de procédures de gestion des ressources financières	204 214 031	210 340 451	216 650 665
21067030011 Direction du Patrimoine/ Prendre en charge les Dépenses liées aux patrimoines	6 944 245 022	7 848 578 146	8 894 134 830
21067030013 Faire le suivi et l'évaluation des outils de pilotage de la GAR (CDMT/MAB/BUD-PROG/DPPD-PAP/RAP)	51 997 817	53 557 751	55 164 484

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21067 Administration Générale	200 371 755 195	213 236 511 569	228 108 796 794
21067030014 actualiser annuellement le CDMT	44 896 175	46 243 060	47 630 352
21067030061 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Issia	6 770 311	6 973 420	7 182 625
21067030067 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Katiola	7 065 139	7 277 093	7 495 408
21067030070 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Treichville	6 985 804	7 195 378	7 411 240
21067030071 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tiébissou	6 703 084	6 904 177	7 111 299
21067030073 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abengourou	7 711 857	7 943 213	8 181 508
21067030075 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Séguéla	12 026 321	12 387 111	12 758 726
21067030080 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Divo	7 705 549	7 936 715	8 174 817
21067030081 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bondoukou	6 958 910	7 167 677	7 382 709
21067030084 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Daoukro	5 061 517	5 213 362	5 369 764
21067030091 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Biankouma	6 958 911	7 167 678	7 382 710
21067030095 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dabakala	7 375 240	7 596 497	7 824 392
21067030132 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Danané	6 958 913	7 167 680	7 382 711
4 - Investissements	146 700 000	255 947 673	381 336 242
<i>Trésor</i>	146 700 000	255 947 673	381 336 242
21067030008 Appuyer les activités institutionnelles du MSHP	146 700 000	255 947 673	381 336 242
2106704 Information et communication	166 991 955	173 581 472	211 784 460
2 - Biens et services	125 870 212	101 836 317	104 891 408
21067040003 Réaliser la Coordination Nationale pour le Développement et l'Utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans le domaine de la Santé (CNDTIC-SANTE)	40 920 411	42 148 022	43 412 465
21067040004 Elaborer annuellement les Comptes de la Santé (CS)	84 949 801	59 688 295	61 478 943
4 - Investissements	41 121 743	71 745 155	106 893 052
<i>Trésor</i>	41 121 743	71 745 155	106 893 052
21067040001 Mettre en œuvre l'archivage électronique	41 121 743	71 745 155	106 893 052

II.2.2. Programme 2 : Amélioration de l'offre et de l'accessibilité aux soins

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	Action 2.1 : Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires
	Action 2.2 : Construction et équipement des infrastructures sanitaires
	Action 2.3 : Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques
	Action 2.4: Réalisation de la prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire
	Action 2.5 : Formation et renforcement des capacités des agents de santé

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS1 : Accroître l'offre des services de santé	Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un centre de santé	67%	70%	75%	80%	Population à charge située entre 0 et 5 Km d'un établissement sanitaire / Population totale Source : RASS
OS2 : Maintenir la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité	Taux de disponibilité d'intrants stratégiques	92%	92%	92%	92%	Nombre d'intrants stratégiques disponibles / Nombre total d'intrants stratégiques sollicités Source : Rapport d'activités DPM
	Nombre de poches de sang collectées	170 500	190 000	210 000	230 000	Dénombrement Source : Rapport de COGES du CNTS
	Taux de disponibilité des médicaments essentiels	100%	100%	100%	100%	Rapport d'activités DPM/PNDAP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME II : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS		114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
	Dépenses de personnel	35 214 796 322	35 639 690 015	36 073 889 062
	Dépenses en biens et services	13 084 556 405	13 340 958 184	13 754 353 354
	Transferts	32 821 378 464	31 270 925 616	31 721 459 986
	Investissements	33 319 589 076	45 304 877 512	61 073 123 732
	<i>Trésor</i>	28 357 589 076	42 127 677 512	57 895 923 732
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	4 962 000 000	3 177 200 000	3 177 200 000

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
2206801 Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires	20 545 013 081	22 992 923 752	27 814 564 455
2 - Biens et services	33 769 465	34 782 544	35 826 037
22068010020 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructure de l'Equipeement et de la Maintenance du Hambol	4 325 000	4 454 750	4 588 393
22068010021 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipeement et de Maintenance de Bondoukou	4 782 699	4 926 179	5 073 967
22068010022 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipeement et de Maintenance de Daloa	4 982 700	5 132 181	5 286 149
22068010023 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipeement et de Maintenance de Man	4 882 699	5 029 179	5 180 056
22068010024 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipeement et de Maintenance de San-Pedro	4 930 969	5 078 897	5 231 267
22068010025 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipeement et de Maintenance de Abengourou	4 982 699	5 132 179	5 286 148
22068010026 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructure de l'Equipeement et de la Maintenance de Yamoussoukro	4 882 699	5 029 179	5 180 057
4 - Investissements	20 511 243 616	22 958 141 208	27 778 738 418
Trésor	15 549 243 616	19 780 941 208	24 601 538 418
22068010002 Réhabiliter et rééquiper 600 Etablissements Sanitaires de Premier Contacts (ESPC)	2 034 451 255	3 549 509 642	5 288 411 700
22068010010 Programme de Mise à niveau des Etablissements Sanitaires	10 281 000 000	10 589 430 000	10 907 112 900
22068010011 Equiper et faire l'Extension de l'Institut de Cardiologie d'ABIDJAN (ICA)	62 867 109	109 684 324	163 418 590
22068010012 Rééquiper et faire la Réfection de l'Institut Raoul Follereau (IRFCI)	60 000 000	104 682 075	155 965 743
22068010013 Améliorer les services de Cardiologie de Bouaké en C.I (PASCBI-CI)	200 000 000	348 940 250	519 885 811
22068010016 Acquérir 100 Véhicules de supervisions	31 404 888	54 792 147	81 634 778
22068010027 Réhabiliter et rééquiper le CHU de Yopougon	62 788 623	109 547 389	163 214 571
22068010028 Réhabiliter et rééquiper le CHU de COCODY	62 788 623	109 547 389	163 214 571
22068010029 Réhabiliter et rééquiper le CHU de TREICHHVILLE	141 274 403	246 481 627	367 232 788
22068010030 Réhabiliter et rééquiper le CHU de Bouaké	54 940 046	95 853 967	142 812 752
22068010031 Réhabiliter et rééquiper le CHU d'Angré	1 500 000 000	2 617 051 871	3 899 143 580
22068010032 Réhabiliter et rééquiper le SAMU	62 788 623	109 547 389	163 214 571
22068010033 Réhabiliter et rééquiper l'INSP	90 000 000	157 023 112	233 948 615
22068010034 Réhabiliter et rééquiper le LNNSP	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22068010035 Réhabiliter et rééquiper de l'INHNP	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22068010036 Réhabiliter et rééquiper le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22068010037 Réhabiliter et rééquiper l'INFAS	354 940 046	619 264 341	922 641 468
22068010038 Rehabiliter et equiper les structures sanitaires en CI/BIDC	400 000 000	697 880 499	1 039 771 621

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
<i>Financement extérieur</i>	4 962 000 000	3 177 200 000	3 177 200 000
2206801 Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires	200 000 000	0	0
2206801 Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires	4 762 000 000	3 177 200 000	3 177 200 000
2206803 Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques	18 130 353 000	27 268 322 288	38 020 293 478
3 - Transferts	5 643 353 000	5 482 237 809	5 561 222 888
22068030001 Liquider la PSP	250 000 000	242 862 612	246 361 644
22068030003 Approvisionner l'Institut d'hygiène publique en Vaccin	200 000 000	194 290 090	197 089 315
22068030004 Garantir la qualité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques	250 000 000	242 862 612	246 361 644
22068030006 Approvisionner la NPSP en médicament	1 443 353 000	1 402 145 921	1 422 347 271
22068030008 Réaliser des missions de prévention sur l'hygiène publique	600 000 000	582 870 270	591 267 945
22068030009 Réaliser une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins	900 000 000	874 305 405	886 901 918
22068030010 Réaliser une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins / Gestion des produits sanguins / CNTS	2 000 000 000	1 942 900 899	1 970 893 151
4 - Investissements	12 487 000 000	21 786 084 479	32 459 070 590
<i>Trésor</i>	12 487 000 000	21 786 084 479	32 459 070 590
22068030005 Appuyer la NPSP en médicament	359 000 000	626 347 748	933 195 030
22068030007 Réaliser la couverture de nouveaux de GAVI (appui initiative indépendance vaccinale)	12 128 000 000	21 159 736 731	31 525 875 560
2206804 Prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire	68 225 598 499	68 565 410 962	69 959 818 169
1 - Personnels	35 214 796 322	35 639 690 015	36 073 889 062
22068043532 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Bouaké	3 781 631 877	3 827 268 449	3 873 894 605
22068043533 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Cocody	5 401 333 909	5 466 516 976	5 533 113 473
22068043534 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Treichville	4 877 023 458	4 935 879 169	4 996 011 107
22068043535 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Yopougon	5 654 778 628	5 723 020 255	5 792 741 634
22068043536 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Angré	3 340 447 297	3 380 759 672	3 421 946 181
22068043537 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au SAMU	747 440 865	756 460 949	765 676 625
22068043538 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INSP	1 204 603 750	1 219 140 857	1 233 993 186
22068043539 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au LNNSP	327 049 750	330 996 572	335 028 978
22068043540 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INHSP	2 783 976 511	2 817 573 421	2 851 898 846
22068043541 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNTS	1 787 320 689	1 808 889 999	1 830 927 018
22068043542 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INFAS	1 240 253 238	1 255 220 561	1 270 512 436
22068043543 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'ICA	2 098 739 013	2 124 066 506	2 149 943 200
22068043544 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'IRF	478 355 230	484 128 000	490 025 948
22068043545 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNOR	463 365 863	468 957 742	474 670 876
22068043546 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNPTIR	1 027 456 368	1 039 855 668	1 052 523 834
22068043548 Prendre en charge les Salariales du personnel de l'Hôpital Général de Tabou	1 019 876	955 219	981 115
2 - Biens et services	12 983 958 257	13 222 153 783	13 631 898 404
22068040020 Réaliser la prise en charge curative des personnes vivants avec le VIH/SIDA Gestion des Anti Retroviraux (ARV)	5 261 997 000	5 419 856 910	5 582 452 617
22068040024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouaké - SUD	2 198 489	2 264 444	2 332 377
22068041058 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Worodougou (Séguéla)	66 867 077	68 873 089	70 939 282
22068041059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de BOLONA	3 186 467	3 282 059	3 380 521

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068041060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Banneu	2 412 347	2 484 716	2 559 258
22068041061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tieme	7 435 132	7 658 185	7 887 930
22068041062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Niellé	6 046 585	6 227 981	6 414 821
22068041063 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kani	12 529 289	12 905 166	13 292 323
22068041064 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Issia	36 410 576	37 502 894	38 627 983
22068041065 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Zeriberi	2 177 933	2 243 272	2 310 570
22068041066 Faire la prise en charge curative dans le CSU Konankokorékro	2 932 553	3 020 530	3 111 146
22068041067 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Céchi	3 747 576	3 860 003	3 975 802
22068041068 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine d'Adjamé 220 Logements	16 874 839	17 381 084	17 902 518
22068041069 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	15 274 808	15 733 052	16 205 044
22068041070 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ganaoni	3 181 122	3 276 556	3 374 851
22068041071 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) YOPOUGON SANTE	11 602 183	11 950 249	12 308 756
22068041072 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Gueyo	10 472 668	10 786 853	11 110 457
22068041073 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Daoukro	70 595 838	72 507 713	74 364 946
22068041074 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Didoko	3 792 464	3 906 238	4 023 425
22068041075 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Azaguié	4 529 809	4 665 703	4 805 674
22068041076 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de M'bahiakro	15 504 364	15 969 496	16 448 583
22068041077 Faire la prise en charge curative dans le Formations Sanitaires de la Commune de PORT-BOUET	64 583 581	66 521 088	68 516 720
22068041078 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Dominique OUATTARA de Ferkessedougou	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068041079 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de ZARANOU	4 938 445	5 086 601	5 239 197
22068041080 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de PACOBO	4 228 135	4 354 981	4 485 628
22068041081 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Béoumi	4 752 407	4 894 982	5 041 829
22068041082 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bocanda	12 113 623	12 477 033	12 851 344
22068041083 Faire la prise en charge curative dans le CSU Olibribouo	2 605 061	2 683 212	2 763 709
22068041084 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de BROUDOUME	1 347 309	1 387 726	1 429 358
22068041085 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Andé	2 979 894	3 069 294	3 161 370
22068041086 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Buyo	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068041087 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Adzopé	9 520 316	9 805 927	10 100 103
22068041089 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de kanorba	4 475 832	4 610 107	4 748 410
22068041090 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SOHOUO	4 226 843	4 353 647	4 484 256
22068041092 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Yamoussoukro	24 314 786	25 044 229	25 795 556
22068041093 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Badikaha	3 233 062	3 330 052	3 429 952
22068041094 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Djékanou	31 184 150	32 119 674	33 083 268
22068041095 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Maminigui	1 884 669	1 941 209	1 999 445
22068041096 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Urbain Ouragahio	4 572 614	4 709 794	4 851 085
22068041097 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kpouébo	7 075 968	7 288 246	7 506 894
22068041098 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de GUIGLO	8 233 661	8 480 674	8 735 094
22068041099 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koun Fao	8 830 825	9 095 746	9 368 620
22068041100 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de BROBO	4 464 458	4 598 393	4 736 343

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068041101 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Abengourou	4 228 318	4 355 169	4 485 823
22068041102 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Toumodi	3 848 438	3 963 890	4 082 808
22068041103 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Sandegue	11 460 208	11 804 010	12 158 132
22068041104 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Méagui	8 886 418	9 153 005	9 427 597
22068041105 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain de KANGANDI	5 206 986	5 363 196	5 524 092
22068041106 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dakpadou	2 958 115	3 046 856	3 138 263
22068041107 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sanhala	6 015 808	6 196 281	6 382 171
22068041108 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Yakasse Attobrou	16 627 743	17 126 573	17 640 371
22068041109 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guintéguélé	4 238 306	4 365 456	4 496 419
22068041110 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yakasseme	3 491 159	2 909 830	2 997 124
22068041111 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Moyen-Cavally (Guiglo)	49 771 194	51 264 327	52 802 260
22068041112 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kahanso	12 267 340	13 614 450	14 335 184
22068041113 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de TOUIH	7 004 616	7 214 753	7 431 195
22068041114 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zikisso	6 360 237	6 551 047	6 747 576
22068041115 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gabiagui	5 695 667	5 866 539	6 042 538
22068041116 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbon	5 111 064	5 264 394	5 422 326
22068041117 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Krindjabo	4 580 303	4 717 710	4 859 241
22068041118 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Olodio	2 861 982	2 947 841	3 036 274
22068041119 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	48 163 794	49 608 707	51 096 969
22068041120 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbapleu	8 529 172	8 785 046	9 048 596
22068041121 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Yopougon	13 668 721	14 078 785	14 501 147
22068041122 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sapli	5 394 825	5 556 668	5 723 368
22068041123 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'ASSIE KOUMASSI	6 671 892	6 872 050	7 078 211
22068041124 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Gagnoa	27 739 287	28 571 466	29 428 608
22068041125 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Konahiri	5 876 704	6 053 004	6 234 596
22068041127 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tabou	21 090 348	20 603 060	21 131 149
22068041128 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de ZOUAN-HOUNIEN	3 964 244	4 083 172	4 205 667
22068041129 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé-Maternités-Dispensaires Ruraux du District de Bouaké-Est	12 343 558	12 713 867	13 095 281
22068041130 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Brofodoumé	5 370 070	5 531 171	5 697 108
22068041131 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Dabakala	3 311 840	3 411 194	3 513 529
22068041132 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gbéléban	6 807 865	7 012 102	7 222 467
22068041133 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tienkoikro	3 523 201	3 628 897	3 737 763
22068041134 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Korhogo	5 683 327	5 853 827	6 029 440
22068041135 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Yamoussoukro	6 811 520	7 015 869	7 226 346
22068041136 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Noé	4 567 687	4 704 716	4 845 857
22068041137 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouaflé	38 471 473	24 175 616	24 900 886
22068041138 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Youndouo	4 404 000	4 536 122	4 672 205
22068041139 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niablé	4 886 245	5 032 832	5 183 818
22068041140 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouna	13 606 294	14 014 482	14 434 918

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068041141 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kregbé	7 018 735	7 229 297	7 446 177
22068041142 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME - CENTRE	2 615 389	2 693 853	2 774 668
22068041143 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Iboguhé	5 854 410	6 030 044	6 210 943
22068041144 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de MINIGNAN	9 940 427	10 238 644	10 545 801
22068041145 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional de la Marahoué (Bouafilé)	54 510 490	56 145 805	57 830 179
22068041146 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'AKOUEPE	30 053 982	30 955 602	31 884 270
22068041147 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de GRABO	4 199 132	4 325 104	4 454 858
22068041148 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de DOKE	7 339 414	7 559 597	7 786 385
22068041149 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Oumé	39 927 889	41 125 728	42 359 500
22068041150 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Abeanou	3 394 018	3 495 839	3 600 713
22068041151 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbapleu	6 200 000	7 100 000	8 100 000
22068041152 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Duékoué	34 887 594	35 934 220	37 012 247
22068041154 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Danané - ZOUAN-HOUNIEN	32 124 418	33 088 150	34 080 795
22068041155 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Transua	6 544 485	6 740 821	6 943 048
22068041157 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Affiénou	4 506 691	4 641 891	4 781 146
22068041158 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MINIGNAN	9 946 370	10 244 761	10 552 104
22068041159 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Assakra	1 812 213	1 866 579	1 922 576
22068041160 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Katiola	6 984 222	7 193 746	7 409 559
22068041161 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Kouto	10 273 843	10 582 059	10 899 520
22068041162 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Sinématiali	11 895 583	12 252 450	12 620 024
22068041163 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Boundiali	2 797 375	2 881 294	2 967 733
22068041164 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire de Daloa	5 402 934	5 565 022	5 731 973
22068041165 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Diawala	6 992 156	7 201 920	7 417 978
22068041166 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Danoa	6 488 954	6 683 622	6 884 131
22068041167 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kolia	4 142 293	4 266 561	4 394 557
22068041168 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Lagunes (ABIDJAN)	9 394 483	9 676 318	9 966 608
22068041169 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Ferkessedougou	7 081 482	7 293 928	7 512 743
22068041170 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Aniassué	4 186 099	4 311 681	4 441 031
22068041171 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Niéméné	3 917 687	4 035 218	4 156 275
22068041172 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Boundiali	22 712 133	23 393 497	24 095 303
22068041174 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Ferkessedougou	3 624 528	3 733 261	3 845 259
22068041175 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Assuéfry	6 255 339	6 442 995	6 636 289
22068041176 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux de District de Divo	22 646 500	23 325 894	24 025 672
22068041177 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Vouéboufla	1 635 314	1 684 372	1 734 904
22068041178 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) Djibrosso	3 714 349	3 825 778	3 940 550
22068041179 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Akouédo	5 735 290	5 907 349	6 084 569
22068041180 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouassi Datékro	5 644 664	5 814 000	5 988 422
22068041181 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé - Maternités -Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan -Sud 3	10 000 000	11 100 000	12 500 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068041182 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général d'ADJAME	65 412 586	68 251 251	70 645 960
22068041183 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BILIMONO	4 228 135	4 354 980	4 485 630
22068041185 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gboguhé	3 171 105	3 266 237	3 364 223
22068041186 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Daloa	4 470 609	4 604 729	4 742 869
22068041187 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dabakala	10 294 430	10 603 261	10 921 360
22068041188 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bolequin	14 800 832	15 244 860	15 702 205
22068041189 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire d'Adzopé	4 987 379	5 137 002	5 291 110
22068041190 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Urbain Bayota	3 523 664	3 629 374	3 738 255
22068041191 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Mahandiana	3 871 814	3 987 967	4 107 606
22068041192 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zéo	3 953 483	4 072 089	4 194 249
22068041193 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternité - Dispensaire Ruraux du District de YAMOUSSOKRO - DIDIEVI	22 015 862	22 676 336	23 356 627
22068041194 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diamarakro	2 686 180	2 766 765	2 849 767
22068041195 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de YAKASSE FEYASSE	4 007 041	4 127 251	4 251 068
22068041196 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Bonoua	2 076 727	2 139 028	2 203 199
22068041197 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diézoukouamékro	5 140 692	5 294 914	5 453 759
22068041198 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Morofé	5 864 098	6 040 023	6 221 222
22068041199 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de BIN HOUYE	16 997 256	17 507 176	18 032 389
22068041200 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Zaïbo	7 843 195	8 078 491	8 320 846
22068041201 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire de Divo	4 149 467	4 273 950	4 402 169
22068041202 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Séguéla	6 766 666	6 969 666	7 178 756
22068041203 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sirasso	5 509 876	5 675 172	5 845 427
22068041204 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Yorobodi	4 266 118	4 394 101	4 525 922
22068041205 Faire la prise en charge curative dans le Maternité M. de Daloa	7 398 376	7 620 326	7 848 935
22068041207 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Agnibilekro	36 797 536	17 301 462	17 820 505
22068041208 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kanakono	5 513 210	5 678 604	5 848 964
22068041209 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kouibly	10 310 350	10 619 661	10 938 248
22068041210 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Guibéroua	7 779 799	8 013 190	8 253 587
22068041211 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine d' Afféry	13 727 180	14 138 993	14 563 164
22068042270 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile (PMI) d'ABOISSO	3 947 980	4 066 421	4 188 413
22068042271 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire Universitaire de Grand Lahou	985 892	1 015 468	1 045 934
22068042272 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Soubré	42 272 860	43 541 047	44 847 279
22068042273 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tafiré	5 920 602	6 098 219	6 281 167
22068042274 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Sokoura (Bouaké)	5 372 450	5 533 621	5 699 632
22068042275 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Grand-Bassam	3 763 384	3 876 287	3 992 574
22068042276 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gbagba de Bingerville	6 724 940	6 926 686	7 134 489
22068042277 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Sassandra	25 286 971	26 129 579	26 888 468
22068042278 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'ABIDJAN SONGON	2 257 008	2 324 716	2 394 459
22068042279 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de KOUMASSI	3 711 274	3 822 612	3 937 291

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042280 Faire la prise en charge curative dans le Formation sanitaire Urbaine d'Abobo Doumé/Locodjro	45 221 946	25 978 602	26 757 963
22068042281 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Koulousson	1 321 003	1 360 633	1 401 452
22068042282 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokorodougou	7 413 303	7 549 301	7 689 379
22068042283 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Séguéla	27 180 569	27 995 987	28 835 866
22068042284 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de BOTRO	2 538 987	2 615 156	2 693 610
22068042285 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Odienné	7 437 612	7 660 737	7 890 561
22068042286 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Teapleu	5 035 008	5 186 055	5 341 638
22068042287 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Divo	7 386 978	7 608 589	7 836 848
22068042288 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Tièkpé	4 110 400	4 233 714	4 360 725
22068042289 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guézon	6 905 295	7 112 452	7 325 826
22068042290 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gonaté	4 914 581	5 062 017	5 213 878
22068042291 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjamé bingerville	8 001 256	8 241 298	8 488 533
22068042292 Faire la prise en charge curative dans le Protection Paternelle et Infantile (PMI) Korhogo	2 755 464	2 838 128	2 923 272
22068042293 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de BOUAFLE	11 279 946	11 618 345	11 966 897
22068042294 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Fresco	2 604 212	2 682 339	2 762 809
22068042295 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bagohouo	2 755 936	2 838 613	2 923 772
22068042296 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Tiebissou	17 459 820	17 983 616	18 523 125
22068042297 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Taabo	23 744 773	24 457 118	25 190 829
22068042298 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine de Boundiali	2 688 389	2 769 039	2 852 110
22068042299 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (D.U) Korhogo	8 044 643	8 285 981	8 534 563
22068042300 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire du PLATEAU	1 824 345	1 879 074	1 935 447
22068042301 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Aboudé	3 190 634	3 286 355	3 384 945
22068042302 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Prikro	15 801 913	16 275 972	16 764 249
22068042303 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dabakala	13 798 188	14 212 132	14 638 497
22068042304 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Djouroutou	3 513 515	3 618 920	3 727 487
22068042305 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sipilou	3 106 092	3 199 276	3 295 254
22068042306 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ouangolodougou	15 768 832	16 241 899	16 729 158
22068042307 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de GOULALEU	2 431 543	2 504 491	2 579 625
22068042308 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Niakaramandougou	2 730 467	2 812 382	2 896 754
22068042309 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koonan	3 617 760	3 726 294	3 838 082
22068042310 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bangolo	17 245 810	17 763 187	18 296 081
22068042311 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile Issia	3 000 000	3 600 000	4 400 000
22068042312 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Vavoua	17 195 134	17 710 987	18 242 319
22068042313 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sassandra	26 203 864	26 989 984	27 799 682
22068042314 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Koumbala	12 211 186	13 367 522	13 528 547
22068042315 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Man	4 073 238	4 195 436	4 321 298
22068042316 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Toumodi	6 263 323	6 451 223	6 644 761
22068042317 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tioniaradougou	3 422 967	3 525 653	3 631 423
22068042318 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Adaou	2 457 379	2 531 100	2 607 031

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042319 Faire la prise en charge curative dans le Service de santé scolaire et universitaire de Biankouma	4 276 732	4 405 036	4 537 186
22068042320 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Adiaké	16 776 822	17 280 126	17 798 526
22068042321 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tengréla	2 819 051	2 903 622	2 990 730
22068042322 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiebissou	39 491 799	40 676 557	41 896 851
22068042323 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouakro	2 444 323	2 517 652	2 593 181
22068042324 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Raviart	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042325 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tiassalé	12 165 298	12 530 256	12 906 165
22068042326 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Grand-Bassam	3 129 253	3 223 130	3 319 823
22068042327 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Duékoué	5 382 278	5 543 745	5 710 058
22068042328 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital général de Gagnoa	49 709 590	51 200 876	52 736 905
22068042329 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lomokankro	2 990 539	3 080 259	3 172 664
22068042330 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiobli	10 508 508	10 823 761	11 148 476
22068042331 Faire la prise en charge curative dans le SSSU NimboBouaké	3 520 586	3 626 204	3 734 989
22068042332 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiédo	3 430 021	3 532 919	3 638 909
22068042333 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Pehe	2 393 896	2 465 716	2 539 686
22068042334 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de MARCORY	3 521 693	3 627 345	3 736 165
22068042335 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bledy-Dieya	6 299 531	6 488 517	6 683 174
22068042336 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Mankono	3 067 375	3 159 396	3 254 178
22068042337 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Marcory	43 486 640	44 791 240	46 134 977
22068042339 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Apprompronou	3 294 225	3 393 051	3 494 844
22068042340 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Kani	3 563 622	3 670 531	3 780 647
22068042341 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Agnibilekro	10 633 394	10 952 394	11 280 966
22068042342 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Songon	5 620 531	5 789 146	5 962 822
22068042343 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain d'ANYAMA	14 244 494	14 785 058	15 486 607
22068042344 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé-Maternités-Dispensaires Ruraux du District de Bouaké-Ouest	8 403 579	8 655 687	8 915 359
22068042345 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TOGONIERE	4 227 842	4 354 678	4 485 319
22068042346 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Jacquenville	6 258 964	6 446 736	6 640 136
22068042347 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nahio	4 170 952	4 296 078	4 424 961
22068042348 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adiaké	44 019 071	45 339 643	46 699 832
22068042349 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ondefidouo	4 110 400	4 233 714	4 360 724
22068042350 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Alépé	9 786 325	10 079 914	10 382 311
22068042351 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kasseré	5 238 923	5 396 089	5 557 971
22068042352 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bodokro	1 668 504	1 718 558	1 770 114
22068042353 Faire la prise en charge curative dans le SSSU d'Akoupé	3 523 203	3 628 899	3 737 766
22068042354 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Sinfra	3 912 587	4 029 963	4 150 862
22068042355 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bonguéra	3 242 741	3 340 021	3 440 222
22068042356 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bonon	7 297 288	7 516 204	7 741 693
22068042357 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de SIKENSI	6 713 517	6 914 922	7 122 373
22068042358 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Daro Didizo	3 208 608	3 304 866	3 404 013

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042359 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé urbain (CSU) de Baya	2 457 410	2 531 134	2 607 067
22068042360 Faire la prise en charge curative dans le CSU Quartier Air-France de Bouaké	4 584 798	4 722 339	4 864 010
22068042361 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Memni	3 859 559	3 975 347	4 094 607
22068042362 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Agou	3 675 843	3 786 118	3 899 702
22068042363 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Bettié	10 471 726	10 785 878	11 109 455
22068042364 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Belle-Ville	4 459 554	4 593 340	4 731 140
22068042365 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile de Biankouma	4 110 400	4 233 713	4 360 725
22068042366 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yopougon SANTAÏ	5 322 015	5 481 677	5 646 127
22068042367 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Jacquerville	1 008 841	1 039 106	1 070 279
22068042368 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Aboisso Comoé -Alépé	4 202 007	4 328 067	4 457 909
22068042369 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Alépé	3 394 019	3 495 842	3 600 713
22068042370 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NAFANA	3 213 709	3 310 121	3 409 423
22068042371 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Anyama	100 881 752	104 292 206	107 877 971
22068042372 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire (SSSU) de Sassandra	1 899 802	1 956 797	2 015 499
22068042373 Faire la prise en charge curative dans le SSSU Quartier Commerce	2 851 510	2 937 056	3 025 165
22068042374 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Fombolo	5 138 426	5 292 579	5 451 357
22068042375 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Taoudi	3 782 280	3 895 748	4 012 620
22068042376 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bondoukou	10 200 000	11 500 000	13 100 000
22068042378 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de San Pedro	15 021 222	15 471 857	15 936 013
22068042379 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de ZUENOULA	2 690 562	2 771 280	2 854 416
22068042380 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Worofla	4 517 100	4 652 611	4 792 188
22068042381 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Abongoua	6 273 910	6 462 127	6 655 993
22068042382 Faire la prise en charge curative dans leCentre Hospitalier Régional Sud Bandama (Divo)	62 254 755	64 122 399	66 046 070
22068042383 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lolobo	4 946 786	5 095 193	5 248 046
22068042384 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Rubino (CSU)	3 899 326	4 016 306	4 136 795
22068042385 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Nambonkaha	4 697 600	4 838 529	4 983 688
22068042386 Faire la prise en charge curative dans le Centre Médical Universitaire de COCODY	3 523 203	3 628 899	3 737 766
22068042387 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) d'Odienné	8 411 967	8 664 325	8 924 256
22068042388 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dioulabougou	4 110 006	4 233 305	4 360 305
22068042389 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Abengourou	11 591 037	11 938 768	12 296 931
22068042391 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Assinie-Mafia	3 869 086	3 985 157	4 104 711
22068042392 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Eboundou	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042393 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de YOPOUGON	3 580 937	3 688 367	3 799 017
22068042394 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Oumé	2 636 096	2 715 178	2 796 631
22068042395 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Adzopé - AKOUPÉ	9 200 000	10 400 000	12 000 000
22068042396 Faire la prise en charge curative dans le Service deSanté Scolaire et Universitaire - Santé des Adolescents et des Jeunes (SSSU-SAJ) d'Ouangolodougou	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042397 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Fronan	6 384 846	6 576 392	6 773 683
22068042398 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) d'Adzopé	2 914 791	3 002 235	3 092 301

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042399 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dimbokro	8 244 242	8 491 568	8 746 315
22068042400 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Grand-Zattry	4 954 617	5 103 254	5 256 352
22068042401 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) d'Agnibilékro	3 307 481	3 406 707	3 508 907
22068042402 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toupah (Dabou)	8 515 557	4 651 023	4 790 552
22068042403 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MADINANI	7 800 971	8 035 003	8 276 051
22068042404 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'AKOUBE-ANYAMA	3 748 134	3 860 578	3 976 394
22068042405 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bondoukou	5 005 318	5 155 475	5 310 139
22068042406 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bako	8 043 511	8 284 814	8 533 358
22068042407 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé d'ATTOBROU	2 802 669	2 886 750	2 973 350
22068042408 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire d'Agboville	3 666 894	3 776 903	3 890 209
22068042409 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Dioulakro-Abengourou	6 243 846	6 431 161	6 624 094
22068042410 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koudouliélé	8 206 715	8 452 917	8 706 503
22068042411 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nidrou	6 997 320	7 207 239	7 423 458
22068042412 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bonikro	5 253 801	5 411 415	5 573 757
22068042413 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Attingué	5 491 006	5 655 736	5 825 408
22068042414 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lovoguié	3 104 845	3 197 989	3 293 930
22068042417 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nzèkrèzessou	3 361 238	3 462 075	3 565 938
22068042418 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Okrouyo	3 699 113	3 810 087	3 924 389
22068042419 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan-Est	14 056 691	14 478 391	14 912 744
22068042420 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gnagbodougnoa	2 830 639	2 915 558	3 003 024
22068042421 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Guiglo	5 181 195	5 336 631	5 496 730
22068042422 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Opouyo	5 063 592	5 215 501	5 371 966
22068042423 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Toulepleu	29 579 828	30 467 222	31 381 240
22068042424 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Garango	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042425 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Miadzin	1 270 286	1 308 395	1 347 644
22068042427 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Molonou	3 545 612	3 651 981	3 761 541
22068042428 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Zoukougbeu	11 115 508	11 448 975	11 792 443
22068042429 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Timbé	6 067 820	6 249 855	6 437 354
22068042430 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Oumé	10 045 670	10 347 039	10 657 451
22068042431 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Bouafé	3 848 062	3 963 505	4 082 409
22068042432 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Nassian	15 466 016	15 929 997	16 407 896
22068042433 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Affalikro	2 000 000	2 200 000	2 600 000
22068042434 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KATOGO	2 418 658	2 491 221	2 565 955
22068042435 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Founbesso	3 394 018	3 495 839	3 600 713
22068042436 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile de Séguéla	2 067 289	2 129 308	2 193 187
22068042437 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Aboisso	2 932 654	3 020 634	3 111 252
22068042438 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Morokro	3 523 202	3 628 900	3 737 764
22068042439 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diarrabana	5 131 236	5 285 174	5 443 728
22068042440 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Montagnes (MAN)	9 018 407	9 288 960	9 567 630

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042441 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Koumassi	63 891 354	34 908 091	35 955 333
22068042442 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guessabo	4 871 898	5 018 054	5 168 594
22068042443 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Seguela	6 805 903	7 010 078	7 220 382
22068042444 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de TANDA - KOUN - FAO	9 448 843	9 732 310	10 024 278
22068042445 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tortiya	7 893 140	8 129 935	8 373 833
22068042448 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Okro Modou (Fresco)	1 994 641	2 054 480	2 116 114
22068042449 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bingerville	3 339 427	3 439 611	3 542 799
22068042450 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Seitfla	3 817 549	3 932 075	4 050 037
22068042451 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kossou	4 653 161	4 792 760	4 936 540
22068042452 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune d'ATTECOUBE	34 957 634	36 006 359	37 086 550
22068042453 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Galebré	3 813 616	3 928 026	4 045 864
22068042454 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SOUNGASSOU	4 228 135	4 354 980	4 485 629
22068042455 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Vavoua	18 976 145	19 545 430	20 131 792
22068042456 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district d'Arrah	8 984 891	9 254 439	9 532 075
22068042457 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Sakassou	11 264 411	11 602 344	11 950 412
22068042458 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de DAME	3 213 087	3 309 481	3 408 763
22068042459 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	11 614 211	11 962 633	12 321 513
22068042460 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dikodougou	6 042 322	6 223 588	6 410 297
22068042461 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional des Lacs (YAMOOUSSOUKRO)	73 568 756	75 775 819	78 049 093
22068042462 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Taï	6 047 351	6 228 773	6 415 637
22068042463 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (MU) de Kafetou	3 135 853	3 229 929	3 326 826
22068042465 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bobi	3 114 402	3 207 833	3 304 068
22068042466 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculeux Koumassi	12 181 527	12 546 972	12 923 379
22068042467 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toulepleu	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042468 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zou	4 436 486	4 569 582	4 706 670
22068042469 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bondossou	3 932 037	3 947 998	3 964 442
22068042470 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Ananguié	4 815 168	4 959 626	5 108 414
22068042471 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Abobo-Sud	54 182 459	55 807 933	57 482 171
22068042472 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Niakaramandougou	11 189 182	11 524 859	11 870 602
22068042473 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Toumodi	25 246 318	26 003 708	26 783 819
22068042474 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NAFANA	2 802 668	2 886 748	2 973 350
22068042475 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Toumodi	3 912 587	4 029 963	4 150 862
22068042476 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gregbeu	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042477 Faire la prise en charge curative dans le CSU Méo	3 248 972	3 346 442	3 446 834
22068042478 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de la Djibi-Angré	6 535 625	6 731 693	6 933 644
22068042479 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire & Universitaire Issia	9 906 784	10 293 988	10 692 806
22068042480 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'ANOUMABA	5 096 446	5 249 341	5 406 821
22068042481 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé d'EBILASSOKRO	4 334 370	4 464 402	4 598 333
22068042482 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guezon	1 926 189	1 983 975	2 043 494

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042483 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Intégré de Tabou	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042484 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bakoubly	1 124 201	1 157 929	1 192 665
22068042485 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Santa	9 521 096	9 806 730	10 100 931
22068042486 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Savanes (KORHOGO)	9 064 810	9 336 753	9 616 858
22068042487 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lauzoua	3 375 262	3 476 520	3 580 816
22068042489 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de N'DJEBONOUA	2 145 717	2 210 087	2 276 392
22068042490 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de la Maison d'Arrêt et de Correction de Seguela	3 121 819	3 215 474	3 311 938
22068042491 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Cocody-Bingerville	6 984 222	7 193 746	7 409 559
22068042492 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Tiapoum	25 358 617	26 119 375	26 902 960
22068042493 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Toumoukoro	4 252 819	4 380 402	4 511 814
22068042494 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Béoumi	3 915 872	4 033 347	4 154 346
22068042495 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Napiédougou	10 164 311	10 469 237	10 783 314
22068042497 Faire la prise en charge curative dans la protection Maternelle et infantile (PMI) de Sinfra	2 802 668	2 886 748	2 973 350
22068042498 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	8 092 559	8 335 336	8 585 396
22068042499 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Podiagouiné	3 014 549	3 104 988	3 198 134
22068042500 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Buyo	9 793 298	10 087 097	10 389 710
22068042501 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sikensi	25 314 156	26 073 581	26 855 789
22068042502 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Zanzan (BONDOUKOU)	41 630 311	42 879 220	44 165 598
22068042503 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tieningboué	7 328 835	7 548 702	7 775 161
22068042504 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Intégré de Tengrela	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042505 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zuénoula	21 383 101	22 024 596	22 685 335
22068042506 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de SOUBRE	4 945 563	5 093 931	5 246 747
22068042507 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bouaflé	5 379 520	5 540 907	5 707 134
22068042508 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Haut-Sassandra (DALOA)	79 767 638	82 160 667	84 625 487
22068042509 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de TANGUELA	2 147 209	2 211 626	2 277 974
22068042510 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Famienkro	3 760 256	3 873 062	3 989 255
22068042511 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Zuenoula	12 740 241	13 122 451	13 516 124
22068042512 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kongasso	4 644 746	4 784 087	4 927 608
22068042513 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Daloa	22 657 441	23 337 166	24 037 281
22068042514 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Aby	3 092 139	3 184 902	3 280 449
22068042515 Faire la prise en charge curative dans le Service de santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Odienné	3 640 850	3 750 076	3 862 580
22068042516 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kimbirila Nord	1 724 103	1 775 826	1 829 100
22068042517 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Divo	9 542 926	9 829 212	10 124 090
22068042519 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Oglhwapo	2 988 215	3 077 864	3 170 199
22068042520 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ABOBO - NORD	3 727 414	3 839 239	3 954 414
22068042521 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sinfra	22 884 293	23 570 820	24 277 947
22068042522 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Man	34 496 165	20 081 050	20 683 482
22068042524 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Transua	27 253 987	22 921 606	23 609 256
22068042525 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Bettié	3 424 551	3 527 287	3 633 106

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042526 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokoura	3 739 960	3 852 156	3 967 722
22068042527 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Booko	4 000 000	4 600 000	5 400 000
22068042528 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Broukro	3 786 553	3 900 150	4 017 153
22068042529 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) du Quartier yacouba de Zouan-Hounien	3 964 245	4 083 172	4 205 668
22068042530 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yabayo	4 486 553	4 621 146	4 759 782
22068042531 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Delafosse	6 871 903	7 078 057	7 290 398
22068042532 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouassi-Kouassikro	3 659 566	3 769 353	3 882 433
22068042533 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bazré	4 384 975	4 516 522	4 652 017
22068042534 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Ahouanou	2 685 481	2 766 047	2 849 028
22068042535 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Prépréssou	9 065 420	9 337 382	9 617 503
22068042536 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Alépé	19 725 722	20 317 494	20 927 022
22068042537 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) d'Aboisso	7 376 594	7 597 888	7 825 826
22068042538 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Fadiadougou	3 367 098	3 468 108	3 572 153
22068042697 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Fresco	5 910 033	6 087 333	6 269 952
22068042698 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kalamon	4 404 000	4 536 122	4 672 205
22068042699 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Séguélon	5 790 026	5 963 726	6 142 638
22068042700 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Bettié	4 451 854	4 585 409	4 722 971
22068042701 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BORON	2 757 511	2 840 235	2 925 443
22068042702 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tabou	17 102 400	17 615 471	18 143 938
22068042703 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dar-Es-Salam Bouaké	5 586 803	5 754 406	5 927 037
22068042704 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tienko	4 806 008	4 950 187	5 098 691
22068042705 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Zéaglo	5 824 833	5 999 578	6 179 564
22068042706 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NABINGUE	3 056 854	3 148 559	3 243 016
22068042707 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME - NORD	2 518 438	2 593 993	2 671 811
22068042708 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Annepe	2 092 339	2 155 108	2 219 761
22068042709 Faire la prise en charge curative dans le PMI Bondoukou	3 523 202	3 628 899	3 737 763
22068042710 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dabou	5 343 615	5 503 924	5 669 042
22068042711 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niofoin	4 301 120	4 430 154	4 563 056
22068042712 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Facobly	4 977 450	5 126 774	5 280 575
22068042713 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ouéllé	4 820 905	4 965 531	5 114 499
22068042714 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Sud - Comoé (Aboisso)	82 816 414	85 300 906	87 859 934
22068042716 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Nouamou	3 495 203	3 600 059	3 708 059
22068042717 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koboko Goumeré	10 548 511	10 864 969	11 190 916
22068042718 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Tieny-Seably	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042719 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de COCODY	2 709 472	2 790 756	2 874 477
22068042720 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ananda	4 323 548	4 453 253	4 586 853
22068042721 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME -EST	1 219 502	1 256 085	1 293 769
22068042722 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de PORT - BOUET	3 523 202	3 628 898	3 737 765
22068042723 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Blessegué	2 976 999	3 066 309	3 158 298

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042724 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TINDARA	2 790 789	2 874 513	2 960 746
22068042725 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Niamoin	4 404 000	4 536 122	4 672 205
22068042726 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Koro	6 380 686	6 572 107	6 769 271
22068042727 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Amanvi	5 540 277	5 706 486	5 877 678
22068042728 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Soubré	16 610 361	17 108 675	17 621 933
22068042729 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de NEGUEPIE	2 938 332	3 026 482	3 117 276
22068042730 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guehieby	6 312 928	6 502 317	6 697 386
22068042731 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Lakota	19 707 314	20 298 534	20 907 490
22068042732 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BECOUEFIN	4 110 403	4 233 715	4 360 728
22068042733 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Pakouabo	2 941 990	3 030 249	3 121 156
22068042734 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BOUGOU	2 079 257	2 141 635	2 205 883
22068042735 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dapéoua	3 113 158	3 206 552	3 302 747
22068042736 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Yopougon	34 110 067	35 133 370	36 187 373
22068042737 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Yakro II	3 478 885	3 583 253	3 690 753
22068042738 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Kossihouen	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042739 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dopah	3 043 818	3 135 135	3 229 189
22068042740 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Goudouko	2 940 777	3 029 002	3 119 869
22068042741 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zouan-Hounien	16 253 771	16 741 382	17 243 625
22068042742 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Karakoro	3 886 829	4 003 432	4 123 535
22068042743 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Méagui	8 886 418	9 153 005	9 427 597
22068042744 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculose de Abidjan - Nord	11 246 551	11 583 944	11 931 466
22068042745 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) San-Pédro	4 000 000	4 600 000	5 400 000
22068042746 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Appoisso	4 353 637	4 484 246	4 618 774
22068042747 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KAMALO	2 498 163	2 573 107	2 650 299
22068042748 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) d'Abengourou	3 198 422	3 519 375	3 940 956
22068042749 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sorobango	4 404 681	4 536 820	4 672 927
22068042750 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Para	3 267 756	3 365 788	3 466 761
22068042751 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ayaou Sokpa	2 307 665	2 376 896	2 448 200
22068042753 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SAN	3 730 094	3 841 997	3 957 255
22068042754 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MAN - FACOBLY	6 675 016	6 875 267	7 081 525
22068042755 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dioulabougou	4 110 006	4 233 307	4 360 306
22068042756 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mahapleu	4 481 458	4 615 899	4 754 379
22068042757 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Jacquerville	21 541 286	22 187 525	22 853 151
22068042758 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Dimbokro	7 696 008	7 926 886	8 164 693
22068042759 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Sakassou	3 114 702	3 208 144	3 304 387
22068042760 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dignango	4 216 419	4 342 912	4 473 198
22068042761 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Didiévi	19 440 948	20 024 177	20 624 902
22068042762 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Fréso	13 040 921	13 432 148	13 835 111
22068042763 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mayo	3 300 875	3 399 899	3 501 896

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042764 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Bouna	3 917 393	4 034 915	4 155 965
22068042765 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Zuénoula	2 594 947	2 672 796	2 752 977
22068042766 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Koumassi 2	3 711 273	3 822 611	3 937 290
22068042767 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Sandégué	3 581 267	3 688 701	3 799 366
22068042768 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Yaakro	2 190 333	2 256 043	2 323 723
22068042769 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Yankafis	2 224 794	2 291 540	2 360 283
22068042770 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Tiassalé	4 015 545	4 136 012	4 260 091
22068042771 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Barouhio	2 385 781	2 457 356	2 531 077
22068042772 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Papara	2 800 862	2 884 887	2 971 433
22068042773 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbegbessou	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042774 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kong	4 225 689	4 352 462	4 483 034
22068042775 Faire la prise en charge curative dans le Centres de santé, Maternités, Dispensaires ruraux District Niakara	6 977 724	7 187 055	7 402 667
22068042776 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bingerville	52 719 845	54 301 442	55 930 487
22068042777 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Gagnoa	6 717 050	6 918 560	7 126 114
22068042778 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Séguéla	8 306 486	8 555 682	8 812 353
22068042779 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Minignan	4 012 803	4 133 186	4 257 182
22068042780 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koffi Amonkro	3 834 880	3 949 927	4 068 424
22068042781 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'AKOUEDO ATTIE	5 963 074	6 141 967	6 326 226
22068042782 Faire la prise en charge curative dans leCentre Hospitalier Régional des Montagnes (MAN)	53 391 449	54 993 191	56 642 990
22068042783 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital général de Maféré	46 026 513	47 407 309	48 829 532
22068042784 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Mbatto	9 522 441	9 808 116	10 102 359
22068042785 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Téhini	4 895 976	5 042 856	5 194 143
22068042786 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Daoukro	6 805 310	7 009 470	7 219 754
22068042787 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de DAR-ES-SALAM	5 517 522	5 683 046	5 853 538
22068042788 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Danané	14 283 664	14 712 172	15 153 538
22068042789 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Béoumi	27 213 482	28 029 889	28 870 784
22068042790 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bongouanou	35 434 457	36 497 496	37 592 419
22068042791 Faire la prise en charge curative dans le Centres de santé ruraux du District de Kounahiri	5 755 432	5 928 095	6 105 941
22068042792 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Anyama	3 680 330	3 790 742	3 904 464
22068042794 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbanwegouené	3 043 155	3 134 452	3 228 483
22068042795 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (MU) de Bouafilé-Dioulabougou	5 635 204	5 804 260	5 978 387
22068042796 Faire la prise en charge curative dans le CSU Kaouara	5 092 346	5 245 115	5 402 468
22068042797 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Buyo-Plateau	3 510 672	3 615 993	3 724 473
22068042798 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kodrobo	4 988 177	5 137 822	5 291 956
22068042799 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Bondoukou	6 764 703	6 967 642	7 176 673
22068042800 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niambezaria	5 200 038	5 356 038	5 516 722
22068042801 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ogoudou	4 230 440	4 357 351	4 488 073
22068042802 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Korhogo	3 860 350	3 916 158	3 973 644
22068042803 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dania	5 036 681	5 187 782	5 343 415

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042804 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boguédia	4 218 962	4 345 532	4 475 897
22068042805 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Bondoukou	8 792 058	9 055 822	9 327 497
22068042806 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Mankono	15 594 577	16 062 417	16 544 289
22068042807 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Ira (Dabou)	2 946 498	3 034 890	3 125 939
22068042808 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Intégré de Grabo	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068042809 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bonoua	23 557 695	24 264 426	24 992 358
22068042810 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koko-Ton	8 539 264	9 885 441	10 242 004
22068042811 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Attégouakro	4 871 448	5 017 593	5 168 119
22068042812 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Abobo II	3 006 356	3 096 546	3 189 446
22068042813 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adzopé	37 395 146	38 516 999	39 672 511
22068042814 Faire la prise en charge curative dans le Formations Sanitaires de la Commune du PLATEAU	64 001 479	24 721 519	25 463 165
22068042815 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Satama-Sokoura	3 466 113	3 570 097	3 677 199
22068042816 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Grand-Bassam	2 439 328	2 512 506	2 587 881
22068042817 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ketesso	4 659 560	4 799 346	4 943 327
22068042818 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile de Guitry	3 303 353	3 402 454	3 504 525
22068042819 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Vavoua	3 430 526	3 533 441	3 639 443
22068042820 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bassawa	3 922 473	4 040 146	4 161 351
22068042821 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Molonoublé	3 984 673	4 104 213	4 227 338
22068042822 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiassalé	21 500 770	22 145 790	22 810 164
22068042823 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	8 808 004	9 072 244	9 344 412
22068042824 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Abata	2 802 669	2 886 750	2 973 350
22068042825 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gohitafla	4 217 563	4 344 086	4 474 408
22068042826 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Oreskobrou	3 937 631	4 055 759	4 177 434
22068042827 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) d'Agboville	6 984 221	7 193 746	7 409 558
22068042828 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tankessé	7 094 514	7 307 347	7 526 569
22068042829 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de BOGOUINE	2 802 669	2 886 750	2 973 350
22068042830 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Gueyo	4 461 481	4 595 329	4 733 187
22068042831 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Issia	6 227 790	6 414 624	6 607 063
22068042832 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yézimala	4 563 347	4 700 248	4 841 254
22068042833 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Totodrou	2 211 022	2 277 352	2 345 673
22068042834 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de DIMBOKRO	6 811 520	7 015 868	7 226 346
22068042835 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de TREICHVILLE	3 658 077	3 767 819	3 880 855
22068042836 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sarhala	6 015 807	6 196 281	6 382 170
22068042837 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gbepleu	6 970 513	7 179 628	7 395 017
22068042838 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KOKO	9 410 697	9 693 016	9 983 806
22068042839 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouetinfla	4 182 381	4 307 853	4 437 088
22068042840 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Seydougou	3 635 514	3 744 575	3 856 914
22068042841 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique Saint Vincent de Paul de Yamoussoukro	63 201 993	65 098 053	67 050 995
22068042842 Faire la prise en charge curative dans le centre de santé urbain (CSU) d'IROBO	4 009 847	4 130 141	4 254 046

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068042843 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Daloa	2 932 464	3 020 438	3 111 051
22068042844 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU 3) d'Abobo PK 18	2 356 702	2 567 403	2 978 425
22068042845 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbagbam	4 784 024	4 927 544	5 075 371
22068042846 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Blapleu	3 054 186	3 145 813	3 240 185
22068042847 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général Houphouët Boigny d'Abobo-Nord	66 843 971	68 849 290	70 914 769
22068042848 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain de BIANNOUAN	4 413 070	4 545 462	4 681 827
22068042849 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de LOMARA	3 210 165	3 306 469	3 405 663
22068042850 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bondo	2 611 690	2 690 041	2 770 740
22068042851 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dabou	21 988 180	22 647 828	23 327 262
22068042852 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dianra	6 396 284	6 588 171	6 785 817
22068042853 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Saïhoua	7 668 667	7 898 730	8 135 689
22068043230 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Massala	4 685 840	4 826 414	4 971 206
22068043231 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Ayamé	35 503 377	36 568 479	37 665 534
22068043232 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Biéby	3 523 203	3 628 898	3 737 768
22068043233 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Grand Bassam	43 782 375	45 095 846	46 448 722
22068043234 Faire la prise en charge curative dans l'ONG Pétro Bolini Odiénné	3 229 602	3 326 490	3 426 285
22068043235 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tougbo	3 396 475	3 498 372	3 603 324
22068043236 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Yakassé Attobrou	5 328 526	5 488 382	5 653 037
22068043237 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Tiassalé	3 087 552	3 180 182	3 275 587
22068043238 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gouméré	6 908 802	7 116 066	7 329 548
22068043239 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tabagne	8 406 377	8 658 567	8 918 325
22068043240 Faire la prise en charge curative dans le CSU Dassioko	3 324 074	3 423 795	3 526 509
22068043241 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Odiénné	30 410 826	31 323 154	32 262 848
22068043242 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et universitaire (SSSU) d'Agnibilekro	2 991 028	3 080 758	3 173 181
22068043243 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Languibonou	1 571 705	1 618 855	1 667 421
22068043245 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Lakota	25 496 729	26 261 630	27 049 481
22068043246 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé urbain (CSU) de Kokomian	5 054 064	5 205 686	5 361 859
22068043248 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kanzra	2 581 997	2 659 459	2 739 240
22068043249 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Toumodi	63 203 199	65 099 298	67 052 276
22068043250 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de GENIE 2000	5 395 385	5 557 244	5 723 964
22068043251 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Hermankono Garo	7 535 149	7 761 201	7 994 038
22068043252 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toumodi-Sakassou	1 569 489	1 616 571	1 665 069
22068043253 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaïbo	7 843 195	8 078 491	8 320 846
22068043254 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire (SSSU) de Soubré	2 814 160	2 898 585	2 985 540
22068043255 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Vavoua	3 189 179	3 284 856	3 383 401
22068043256 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'HOUGNANSOU	4 992 597	5 142 375	5 296 644
22068043257 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Mankono	17 042 389	17 553 661	18 080 271
22068043258 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guesseguié	3 834 716	3 949 758	4 068 251
22068043259 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KATIALI	1 683 824	1 734 339	1 786 370

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068043260 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Katiola	21 611 802	22 260 156	22 927 962
22068043261 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'guessan	3 043 216	3 134 512	3 228 548
22068043262 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Hiré	10 495 933	10 810 807	11 135 132
22068043263 Faire la prise en charge curative dans le Protection maternelle et Infantile (PMI) de BEOUMI	4 000 000	4 600 000	5 400 000
22068043265 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Touba	3 058 842	3 150 608	3 245 127
22068043266 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Akabreboua	2 344 282	2 414 611	2 487 048
22068043267 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouan Houlé	1 591 261	1 638 999	1 688 170
22068043269 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'zuessy	6 802 012	7 006 067	7 216 251
22068043270 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (D.U) Danané	4 691 297	4 832 038	4 976 999
22068043271 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kokoumbo	8 850 325	9 115 833	9 389 311
22068043272 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Goulia	5 382 963	5 544 451	5 710 784
22068043273 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique de BINGERVILLE	131 372 299	135 313 466	139 372 873
22068043274 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Grand - Lahou	5 175 194	5 330 454	5 490 366
22068043275 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SIKOLO	4 521 735	4 657 388	4 797 110
22068043276 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Satama-Sokoro	3 827 441	3 942 265	4 060 533
22068043277 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d' Ettuéboué	4 500 000	5 600 000	6 800 000
22068043278 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Borotou	7 136 624	7 350 725	7 571 247
22068043280 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Quartier Garage de DALOA	9 618 479	9 907 030	10 204 243
22068043281 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain spécialisé de la MACA	11 884 331	12 240 861	12 608 084
22068043282 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bocanda	15 880 020	16 356 422	16 847 115
22068043283 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Tingréla	3 402 009	3 504 071	3 609 193
22068043284 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Katiola	8 168 429	8 413 481	8 665 887
22068043285 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Yamoussoukro	4 000 000	4 900 000	5 900 000
22068043286 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ferkessédougou	26 172 509	26 957 685	27 766 415
22068043287 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Allosso 2	678 803	699 168	720 143
22068043288 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Akoboissué	2 735 001	2 817 050	2 901 561
22068043289 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Guépahouo	8 603 607	8 711 715	8 823 064
22068043290 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjin	2 802 669	2 886 750	2 973 350
22068043291 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Morondo	3 128 037	3 221 880	3 318 534
22068043292 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Danané	4 323 440	4 453 143	4 586 735
22068043293 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bangolo Carrefour	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068043294 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Dimbokro	4 541 759	4 678 012	4 818 354
22068043295 Faire la prise en charge curative dans leCentre Hospitalier Régional des Savanes (KORHOGO)	95 488 234	98 352 881	101 303 467
22068043296 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Guitry	14 347 955	14 778 394	15 221 747
22068043297 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Man	8 282 840	8 531 325	8 787 267
22068043298 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Duffrebo	3 911 876	4 029 234	4 150 111
22068043299 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Boundiali	7 463 888	7 687 805	7 918 438
22068043300 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Grand -Bassam	17 860 934	18 396 763	18 948 665
22068043301 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé Urbain (CSU) de Samango	1 915 970	1 973 450	2 032 650

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068043302 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'ASSAHARA	4 521 735	4 657 388	4 797 109
22068043303 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile Gagnoa	5 181 193	5 336 631	5 496 730
22068043304 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Sominassé	4 110 400	4 233 715	4 360 726
22068043305 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dogbo	4 152 412	4 276 983	4 405 295
22068043306 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire & Universitaire San-Pedro	3 762 547	3 875 423	3 991 685
22068043307 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bouko	4 404 000	4 536 122	4 672 205
22068043308 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Diégonéfla	6 974 248	7 183 473	7 398 976
22068043309 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de MADINANI	15 392 132	15 853 895	16 329 514
22068043310 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Grand-Lahou	41 618 719	42 867 284	44 153 303
22068043311 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) Dualla	3 070 853	3 162 980	3 257 869
22068043312 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Sinfra	6 936 952	7 145 060	7 359 411
22068043313 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Amélékia	2 930 425	3 018 336	3 108 886
22068043314 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Koro	10 536 233	10 852 318	11 177 889
22068043315 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bongouanou	17 585 754	18 113 328	18 656 728
22068043316 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Agboville	14 222 725	14 649 407	15 088 888
22068043317 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ettrokro	2 419 481	2 492 065	2 566 827
22068043318 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire (SSSU) de M'Bahiakro	2 927 283	3 015 101	3 105 554
22068043319 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Danguira	3 858 643	3 974 403	4 093 634
22068043320 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Tanda	11 757 791	12 110 525	12 473 842
22068043321 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Angoda	3 025 932	3 116 707	3 210 210
22068043322 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbaine de Kanhankro	1 626 896	1 675 702	1 725 973
22068043323 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) d'Agboville	3 081 101	3 173 536	3 268 743
22068043324 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tanda	30 185 149	31 090 706	32 023 428
22068043325 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Yamoussoukro	3 566 266	3 673 256	3 783 454
22068043326 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bouna	16 812 139	17 316 505	17 835 999
22068043327 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de NASSIAN	6 504 423	6 699 556	6 900 545
22068043328 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Duékoué	3 523 200	3 628 896	3 737 760
22068043329 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Guitri	11 409 691	11 751 982	12 104 541
22068043330 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tengréla	24 552 903	25 289 492	26 048 175
22068043331 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Daleu	3 746 117	3 858 500	3 974 256
22068043332 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Vavoua	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068043333 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bécédi-Brignan	3 711 896	3 823 252	3 937 949
22068043334 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lovoguié	3 104 845	3 197 991	3 293 930
22068043335 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Allokoï	2 802 669	2 886 750	2 973 350
22068043336 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Tabou	1 511 566	1 556 913	1 603 620
22068043337 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boniééré	3 484 672	3 589 211	3 696 888
22068043338 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Sinematiali	8 838 941	9 104 112	9 377 234
22068043339 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Débrimou	2 431 492	2 504 436	2 579 570
22068043340 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Tengréla	2 729 296	2 811 175	2 895 511

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068043341 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Treichville	36 692 150	37 792 915	38 926 703
22068043342 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Assikoi	3 463 487	3 567 392	3 674 412
22068043343 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KOUA	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068043344 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diayé Bernard	2 715 434	2 796 896	2 880 802
22068043345 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Issia	15 728 872	16 200 740	16 686 763
22068043346 Faire la prise en charge curative dans le CSU Marrantallah	4 360 151	4 490 954	4 625 681
22068043347 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Guinglo-Taouaké	2 624 940	2 703 687	2 784 801
22068043348 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zata	5 507 159	5 672 372	5 842 543
22068043349 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de DIABO	3 390 467	3 492 177	3 596 944
22068043350 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Biankouma	13 745 437	14 157 802	14 582 536
22068043351 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire & Universitaire Gagnoa	3 352 822	3 453 408	3 557 011
22068043352 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique de Bouaké	59 923 622	62 021 329	64 181 974
22068043353 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gadouan	5 345 662	5 506 030	5 671 213
22068043354 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Touba	2 205 129	2 271 286	2 339 421
22068043355 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sériho	2 963 778	3 052 691	3 144 270
22068043356 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Zagné	8 998 960	9 328 929	9 668 797
22068043358 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'Zianouan	4 297 292	4 426 213	4 558 997
22068043359 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de M'bahiakro	11 367 061	11 708 072	12 059 313
22068043360 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de BLOLEQUIN	20 297 688	20 816 621	21 351 120
22068043361 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Samatiguila	9 108 420	9 381 678	9 663 126
22068043362 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Abongoua	4 758 788	4 901 552	5 048 598
22068043363 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de YOPOHUE	1 892 764	1 949 545	2 008 031
22068043364 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé Urbain (CSU) de Kimbirila Sud	1 844 965	1 900 315	1 957 322
22068043365 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bouandougou	6 034 786	6 215 828	6 402 304
22068043366 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de KOKOMAN	1 926 189	1 983 976	2 043 495
22068043367 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dandrou	3 394 018	3 495 839	3 600 713
22068043368 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gogo	4 404 000	4 536 122	4 672 205
22068043369 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouadioblékro	3 523 203	3 628 899	3 737 766
22068043370 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bingerville	3 602 161	3 710 227	3 821 533
22068043371 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gnamangui	794 980	818 829	843 394
22068043372 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sago	3 716 265	3 827 751	3 942 584
22068043373 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune de COCODY	22 169 685	22 834 773	23 519 816
22068043374 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sakassou	25 518 857	26 284 421	27 072 959
22068043375 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Andékekrenou	1 650 393	1 699 905	1 750 901
22068043376 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Guiglo	5 373 736	5 534 945	5 700 995
22068043377 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'ANYAMA	19 508 433	20 093 686	20 696 497
22068043378 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Guiglo	7 847 301	8 082 721	8 325 203
22068043424 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokoro	3 813 742	3 928 154	4 046 000
22068043425 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général d'Arrah	22 036 647	22 547 750	23 074 182

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068043426 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Attoutou A	1 376 911	1 418 219	1 460 764
22068043427 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Katiola	2 345 674	2 416 045	2 488 525
22068043428 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zahia	3 189 834	3 285 530	3 384 095
22068043429 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kpata	4 551 334	4 687 874	4 828 511
22068043430 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koutouba	4 472 780	4 606 961	4 745 168
22068043431 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Binao (Gbollouville)	3 640 641	3 749 861	3 862 357
22068043432 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'Douci	4 604 699	4 742 841	4 885 127
22068043433 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) d'Ouangolodougou	7 541 194	7 767 429	8 000 452
22068043434 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dahiri	2 804 820	2 888 966	2 975 636
22068043435 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Tié-N'Diékro	3 982 095	4 101 557	4 224 606
22068043436 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tabou	8 893 832	9 160 646	9 435 466
22068043437 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Man	6 140 524	6 324 738	6 514 481
22068043438 Faire la prise en charge curative dans le Maternité M. Gagnoa	5 434 890	5 597 934	5 765 875
22068043439 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Doropo	8 370 621	8 621 740	8 880 391
22068043440 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Danané	34 562 000	35 598 861	36 666 828
22068043441 Faire la prise en charge curative dans le service de santé Scolaire et universitaire (SSSU) de Daoukro	2 802 669	2 886 750	2 973 350
22068043442 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bangolo	7 376 737	7 598 036	7 825 977
22068043443 Faire la prise en charge curative dans le CSU -Bacanda (Grand-Lahou)	3 818 291	3 932 840	4 050 825
22068043444 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Sifé	18 989 720	9 259 413	9 537 196
22068043445 Faire la prise en charge curative dans leCentre Hospitalier Régional du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	53 812 281	55 426 650	57 089 449
22068043446 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bouna	11 559 416	11 906 200	12 263 385
22068043447 Faire la prise en charge curative dans leCentre Hospitalier Régional du Denguélé (Odiénné)	54 467 446	56 101 470	57 784 514
22068043448 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Abradinou	3 784 464	3 897 997	4 014 937
22068043449 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tiémélékro	3 495 157	3 600 013	3 708 013
22068043450 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ouianinou	6 936 161	7 144 246	7 358 573
22068043451 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain San-Pedro	9 485 244	9 769 801	10 062 895
22068043452 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculeux d'Abobo	5 154 998	5 309 647	5 468 938
22068043454 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Tapéguia	4 323 866	4 453 581	4 587 188
22068043455 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Tonla	3 062 459	3 154 333	3 248 961
22068043456 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Grand-Morié	3 692 606	3 803 386	3 917 486
22068043457 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Lopou	8 900 952	9 167 979	9 443 021
22068043458 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de DIVO	4 865 413	5 011 373	5 161 713
22068043459 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjouan	2 624 385	2 703 118	2 784 209
22068043460 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SEMIEN	3 966 828	4 085 833	4 208 408
22068043461 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yakpabo-Sakassou	3 998 785	4 118 751	4 242 312
22068043462 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Assié Akpéssé	4 347 454	4 477 878	4 612 215
22068043463 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Domagbé	2 816 291	2 900 781	2 987 805
22068043464 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Siempurgo	3 164 139	3 259 063	3 356 835
22068043465 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Didia	3 069 727	3 161 820	3 256 674

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068043466 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune d'ADJAME	25 815 533	26 590 000	27 387 701
22068043467 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Biankouma	20 114 606	20 718 048	21 339 588
22068043468 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Konoufla	5 534 643	5 700 681	5 871 702
22068043469 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de M'Batto	3 201 147	3 297 180	3 396 097
22068043470 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Bafing (Touba)	27 313 483	28 829 887	31 270 784
22068043471 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Tiékélezo	4 655 923	4 795 599	4 939 467
22068043472 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de PRIKRO	9 458 195	9 741 940	10 034 197
22068043473 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Dabou	2 389 024	2 460 695	2 534 514
22068043474 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Touba	18 526 664	19 082 464	19 654 937
22068043475 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yocolidabouo	3 291 140	3 389 873	3 491 570
22068043476 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de CHIEPO	4 168 737	4 293 797	4 422 612
22068043477 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kaniasso	7 037 394	7 248 519	7 465 974
22068043478 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculose de la Région du Fromager (Gagnoa)	7 454 182	7 677 807	7 908 141
22068043479 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Daoukro	11 406 607	11 748 805	12 101 270
22068043480 Faire la prise en charge curative dans le CSU Krakro	4 404 000	4 536 122	4 672 205
22068043481 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Affikro	4 031 154	4 152 090	4 276 652
22068043482 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du N'Zi - Comoé (Dimbokro)	30 092 200	30 994 966	31 924 815
22068043483 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Fromager (Gagnoa)	69 222 482	71 299 156	73 438 131
22068043484 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bédiala	4 249 486	4 376 972	4 508 280
22068043485 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guiembé	4 410 489	4 542 802	4 679 085
22068043486 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Gran-Béréby	4 471 754	4 605 908	4 744 085
22068043487 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Abengourou	3 307 481	3 406 707	3 508 907
22068043488 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mbengué	6 273 063	6 461 251	6 655 091
22068043489 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire de Dimbokro	2 689 152	2 769 825	2 852 920
22068043490 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouban	6 121 363	6 305 002	6 494 152
22068043491 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Logoualé	11 985 769	12 495 343	12 939 199
22068043492 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sangouiné	10 612 151	12 105 899	12 589 078
22068043493 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yocoboué	5 685 467	5 856 032	6 031 714
22068043494 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (M.U) Petit Paris Korhogo	9 607 431	9 895 654	10 192 524
22068043495 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbonné	7 499 868	7 724 864	7 956 608
22068043496 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaguiéta	3 683 561	3 794 064	3 907 887
22068043497 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bouna	4 215 057	4 341 508	4 471 756
22068043498 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yaou	5 797 758	5 971 689	6 150 840
22068043499 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dabouyo	4 643 352	4 782 650	4 926 128
22068043500 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bongo	3 241 420	3 338 661	3 438 823
22068043501 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Laoudi-Ba	4 081 455	4 203 901	4 330 017
22068043502 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Ferkessedougou	3 184 999	3 280 548	3 378 965
22068043503 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Sankadiokro	4 790 730	4 934 450	5 082 485
22068043504 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'OUME	2 130 026	2 193 928	2 259 746

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068043505 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbeggessou	1 926 189	1 983 975	2 043 494
22068043506 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Katiola	3 099 036	3 192 002	3 287 763
22068043507 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Diéouzon	3 569 642	3 676 732	3 787 033
22068043508 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TIEGBA	4 950 217	5 098 725	5 251 687
22068043509 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ahigbe Koffikro	4 163 448	4 288 350	4 417 000
22068043510 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bengassou	3 598 449	3 706 404	3 817 595
22068043511 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de WAGANA	4 226 115	4 352 899	4 483 486
22068043512 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dimandougou	2 133 936	2 197 952	2 263 891
22068043513 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Boundiali	4 229 708	4 356 597	4 487 296
22068043514 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Moussadougou	2 730 559	2 812 476	2 896 851
22068043515 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gomon (Dabou)	4 047 710	4 169 144	4 294 216
22068043516 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Yop II	3 301 422	3 400 467	3 502 478
22068043517 Faire la prise en charge curative dans le CSU Debété	2 222 736	2 289 420	2 358 101
22068043518 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NIMBO	4 072 667	4 194 844	4 320 690
22068043519 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokala Sobara	2 877 478	2 963 801	3 052 716
22068043520 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Marabadjassa	1 790 217	1 843 923	1 899 240
22068043521 Faire la prise en charge curative dans le PMI d'OUANGOLODOUGOU	3 581 266	3 688 704	3 799 366
22068043522 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de QUARTIER COLOMBIE	5 951 270	6 129 810	6 313 701
22068043523 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Duékoué	18 519 093	19 074 665	19 646 904
22068043524 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Aboisso	23 960 315	24 679 123	25 419 496
22068043525 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Toulepleu	5 915 401	5 996 864	6 080 772
22068043526 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district d'Ouangolodougou	3 637 301	3 746 422	3 858 815
22068043531 faire la prise dans le centre Hospitalier régional de l'Agneby (Agboville)	43 380 188	44 681 592	46 022 041
22068043549 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Andokoi	9 153 148	10 200 000	11 400 000
3 - Transferts	19 705 498 460	19 142 915 339	19 418 715 979
22068040001 Réaliser la radioprotection et la securite nucleaire	700 000 000	680 015 315	689 812 603
22068040002 Réaliser la prise en charge curative 5Croix Bleue)	8 577 938	8 333 042	8 453 100
22068040003 Réaliser la prise en charge curative (CROIX ROUGE)	57 525 927	55 883 588	56 688 728
22068040004 Réaliser la prise en charge curative (Evacuation Sanitaire)	2 500 000 000	2 428 626 124	2 463 616 439
22068040006 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital confessionnel)	403 398 465	391 881 620	397 527 636
22068040007 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Cocody	700 000 000	680 015 315	689 812 603
22068040008 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Yopougon	600 000 000	582 870 270	591 267 945
22068040009 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Angré	3 000 000 000	2 914 351 349	2 956 339 727
22068040010 Réaliser la prise en charge curative (DON ORIONE)	10 000 000	9 714 504	9 854 466
22068040011 Réaliser la prise en charge curative du Couple Mère-Enfant à l'Hôpital Mère-Enfant de Bingerville	1 800 000 000	1 748 610 809	1 773 803 836
22068040012 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Bouaké	748 788 646	727 411 067	737 891 207
22068040014 Réaliser la prise en charge des malades de la lèpre (IRF)	700 000 000	680 015 315	689 812 603
22068040015 Réaliser la prise en charge curative (ONG Les Amis de Thérèse HAURY)	9 039 789	8 781 707	8 908 229
22068040017 Faire la prise en charge des malades du cancer (CNOR)	1 574 936 744	1 529 973 008	1 552 016 021

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	125 556 451 327	142 622 826 134
22068040018 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital protestant)	16 068 333	15 609 589	15 834 484
22068040021 Faire la prise en charge des maladies du cœur (ICA)	967 301 031	939 685 021	953 223 489
22068040022 Réaliser la prise en charge curative (AIBEF)	9 861 587	9 580 043	9 718 067
22068040023 Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse (SAMU)	400 000 000	388 580 180	394 178 630
22068043527 Faire la Prévention et le Traitement de l'Insuffisance Rénale (CNPTIR)	200 000 000	194 290 090	197 089 315
22068043528 Faire la prise en charge des malades au niveau CHU de Cocody / CCTOS	100 000 000	97 145 045	98 544 658
22068043529 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Treichville	700 000 000	680 015 315	689 812 603
22068043530 Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse / CNPTIR/Kits de Dialyse	4 500 000 000	4 371 527 023	4 434 509 590
4 - Investissements	321 345 460	560 651 825	835 314 724
Trésor	321 345 460	560 651 825	835 314 724
22068043547 Réaliser la riposte aux épidémies (urgences épidémies)	321 345 460	560 651 825	835 314 724
2206805 Former et renforcer les capacités des agents de santé	7 539 355 687	6 729 794 325	6 828 150 032
2 - Biens et services	66 828 683	84 021 857	86 628 913
22068050005 Réaliser la Politique Nationale de Formation Continue	66 828 683	84 021 857	86 628 913
3 - Transferts	7 472 527 004	6 645 772 468	6 741 521 119
22068050001 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (ETUDIANTS HOSPITALIERS)	1 630 567 568	1 584 015 597	1 606 837 226
22068050002 Renforcer les capacités des ressources humaines de santé et réaliser des recherches en santé publique	376 262 882	365 520 746	370 786 969
22068050003 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (INTERNES DES HÔPITAUX)	997 184 712	355 298 287	360 417 231
22068050004 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (ELEVES INFAS)	3 850 000 000	3 740 084 231	3 793 969 316
22068050006 Former les agents de santé	618 511 842	600 853 607	609 510 377

II.2.3. Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Tableau de déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Action 3.1 : Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose
	Action 3.2 : Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées
	Action 3.3 : Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles
	Action 3.4 : Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Maitriser les risques liés à la grossesse par la prévention et la prise en charge des problèmes de santé de la femme en âge de procréer	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	64,5	69,9	74,8	79,9	(Nombre d'accouchements pratiqués par un personnel qualifié / nombre de naissances attendues) x 100
OS 2 : Améliorer la couverture en services de prévention et de prise en charge des maladies de l'enfant	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	32	42	50	60	Nombre d'enfant ayant reçu un le vaccin DTC-Hép B Hib3 PEV
OS 3 : Accroître la couverture nationale en services de prévention et de prise en charge du VIH/sida	Nombre de PVVIH sous ARV (File active)	225 839	272 978	331 643	392 182	Nombre de PVVIH qui sont séropositive/ Nombre de PVVIH qui ont besoin traitement (DIPE/ONUSIDA 2009)
OS 4 : Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge du paludisme	Pourcentage de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine (SP)	35,20%	90	90	90	RASS
OS 5 : Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge de la tuberculose	Proportion de malades de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	85	86	87	88	Rapport d'activité du programme tuberculose/SNIS PNLT
OS 6 : Intensifier les interventions de nutrition	Proportion d'enfants malnutris aigus pris en charge et guéris	ND	100	100	100	Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge et guéris/ nombre d'enfants dépistés malnutris aigus*100

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE		129 873 147 551	79 239 722 351	75 354 690 748
	Dépenses de personnel	1 500 000	1 518 102	1 536 596
	Dépenses en biens et services	17 300 000 000	17 819 000 000	18 353 570 000
	Transferts	237 288 600	230 514 117	233 835 239
	Investissements	112 334 358 951	61 188 690 132	56 765 748 913
	Trésor	17 019 640 939	10 419 941 804	13 416 248 913
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	95 314 718 012	50 768 748 328	43 349 500 000

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	129 873 147 551	79 239 722 351	75 354 690 748
2206901 Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose	65 618 747 696	38 535 031 652	36 629 830 475
1 - Personnels	1 500 000	1 518 102	1 536 596
22069010012 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au FNLS	1 500 000	1 518 102	1 536 596
2 - Biens et services	5 800 000 000	5 974 000 000	6 153 220 000
22069010004 Mettre en œuvre la Gratuité Lutte contre le Paludisme / DAF	5 800 000 000	5 974 000 000	6 153 220 000
3 - Transferts	237 288 600	230 514 117	233 835 239
22069010001 Mobiliser les ressources additionnelles en faveur de la lutte contre le sida	89 436 876	86 883 493	88 135 264
22069010010 Elaborer et mettre en œuvre le plan d'action du FNLS	147 851 724	143 630 624	145 699 975
4 - Investissements	59 579 959 096	32 328 999 433	30 241 238 640
Trésor	11 752 455 141	4 221 499 433	4 891 738 640
22069010002 renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	3 790 550 195	1 250 670 000	1 282 628 100
22069010006 Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	1 694 294 316	206 000 001	212 180 001
22069010007 Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	5 583 207 247	1 570 750 000	1 617 872 500
22069010009 Coordonner les activités de la lutte contre le Sida/Tuberculose/Paludisme par le Fonds Mondial	184 403 383	321 728 808	479 343 512
22069010011 Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS)	500 000 000	872 350 624	1 299 714 527
Financement extérieur	47 827 503 955	28 107 500 000	25 349 500 000
22069010002 renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	8 062 050 354	0	8 741 400 000
22069010006 Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	1 607 400 000	1 643 600 000	611 000 000
22069010007 Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	31 658 053 601	26 463 900 000	15 997 100 000
22069010011 Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS)	6 500 000 000	0	0
2206902 Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées	19 940 033 652	4 313 306 311	5 715 847 480
4 - Investissements	19 940 033 652	4 313 306 311	5 715 847 480
Trésor	3 686 693 611	4 313 306 311	5 715 847 480
22069020002 Renforcer le Programme Elargi de Vaccination	2 100 000 000	1 545 000 000	1 591 350 000
22069020003 Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles (STEPS)	25 469 900	44 437 366	66 207 199
22069020004 Renforcer le Programme National de Lutte contre le Cancer	35 262 895	61 523 215	91 663 396
22069020005 Lutter contre le Cancer du Sein/Access Roche	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22069020006 Renforcer le Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales	82 297 716	143 584 927	213 927 073
22069020007 Lutter contre l'Hépatite Virale/ Access Roche	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22069020008 Renforcer le Programme de Lutte contre le Diabète	24 656 354	43 017 972	64 092 444
22069020009 Renforcer le Programme National de Lutte contre le Tabagisme	47 773 072	83 349 739	124 182 712
22069020010 Renforcer le Programme National de Lutte contre la schistosomiase, les Géo helminthiases et la filariose lymphatique	311 370 014	543 247 647	809 384 259
22069020011 Renforcer le Programme de Lutte contre la lèpre	46 207 133	80 617 640	120 112 164
22069020012 Renforcer le Programme de Lutte contre la santé oculaire et l'Onchocercose ; PNSOLO	34 484 652	60 165 417	89 640 408
22069020013 Renforcer le Programme de Lutte contre la Trypanosomiase Humaine Africaine ; PNETHA	33 000 000	57 575 141	85 781 159
22069020014 Renforcer le Programme de Lutte contre l'Ulcère Buruli	133 610 688	233 110 733	347 311 505
22069020015 Eradiquer le Ver de Guinée / Eau et Assainissement (PNEV/EA)	35 000 000	61 064 543	90 980 017
22069020016 Renforcer Programme de Promotion de la Médecine Traditionnelle	72 000 000	125 618 488	187 158 891

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	129 873 147 551	79 239 722 351	75 354 690 748
22069020017 Renforcer le Programme National de Développement de l'Activités Pharmaceutiques	52 475 201	91 553 549	136 405 563
22069020018 Renforcer le Programme National de Promotion Santé Bucco-Dentaire (PNPSBD)	20 210 364	35 261 048	52 535 408
22069020019 Renforcer le système de santé et se Préparer à la lutte contre Ebola (CA & CB)	215 441 100	375 880 356	560 023 855
22069020020 Renforcer le Programme National Santé Mentale	32 875 622	57 358 139	85 457 848
22069020021 Renforcer le système de santé et se Préparer à la lutte contre Ebola (CB)	284 558 900	496 470 267	739 690 673
Financement extérieur	16 253 340 041	0	0
22069020002 Renforcer le Programme Elargi de Vaccination	13 470 300 000	0	0
22069020019 Renforcer le système de santé et se Préparer à la lutte contre Ebola (CA & CB)	1 755 805 163	0	0
22069020021 Renforcer le système de santé et se Préparer à la lutte contre Ebola (CB)	1 027 234 878	0	0
2206903 Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles	4 111 876 728	504 701 469	751 954 341
4 - Investissements	4 111 876 728	504 701 469	751 954 341
Trésor	289 276 728	504 701 469	751 954 341
22069030001 Renforcer le Programme National de Nutrition	230 800 889	402 678 599	599 950 540
22069030002 Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF: Survie de l'Enfant /Santé Nutrition	15 000 000	26 170 520	38 991 440
22069030003 Renforcer le Projet de Promotion de l'Hygiène Publique	38 475 839	67 128 844	100 015 216
22069030004 Renforcer le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)/Santé	5 000 000	8 723 506	12 997 145
Financement extérieur	3 822 600 000	0	0
22069030002 Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF: Survie de l'Enfant /Santé Nutrition	3 822 600 000	0	0
2206904 Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes	40 202 489 475	35 886 682 919	32 257 058 452
2 - Biens et services	11 500 000 000	11 845 000 000	12 200 350 000
22069040007 Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Césarienne / DAF	5 650 000 000	5 819 500 000	5 994 085 000
22069040009 Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Accouchement / DAF	5 850 000 000	6 025 500 000	6 206 265 000
4 - Investissements	28 702 489 475	24 041 682 919	20 056 708 452
Trésor	1 291 215 459	1 380 434 591	2 056 708 452
22069040001 Renforcer le Programme National de Santé Infantile (PNSI)	88 917 350	155 134 208	231 134 342
22069040002 Renforcer le Programme de Santé Scolaire et Universitaire (PNSSU)	39 740 000	69 334 427	103 301 312
22069040004 Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Côte d'Ivoire	468 105 000	816 703 378	1 216 805 736
22069040005 Améliorer la santé de la reproduction /Planification Familiale	108 528 820	189 350 364	282 112 969
22069040008 Appuyer la Prévention & la Prise en Charge des Violences Sexuelles	3 924 289	6 846 712	10 200 911
22069040010 Améliorer le continuum des soins de santé Maternelle et néonatale	82 000 000	143 065 502	213 153 182
22069040011 Améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé et réduire la mortalité maternelle et infantile	500 000 000	0	0
Financement extérieur	27 411 274 016	22 661 248 328	18 000 000 000
22069040004 Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Côte d'Ivoire	8 538 400 000	0	0
22069040010 Améliorer le continuum des soins de santé Maternelle et néonatale	500 787 797	0	0
22069040011 Améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé et réduire la mortalité maternelle et infantile	18 372 086 219	22 661 248 328	18 000 000 000

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		1 350 000 000	1 400 000 000	1 500 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	1 350 000 000	1 400 000 000	1 500 000 000
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
23201 Comptes Spéciaux du Trésor	1 350 000 000	1 400 000 000	1 500 000 000
2320101 Gestion des comptes spéciaux du ministère	1 350 000 000	1 400 000 000	1 500 000 000
3 - Transferts	1 350 000 000	1 400 000 000	1 500 000 000
23201010001 Renforcer la lutte contre le tabac, alcoolisme et autres addictions / Fonds National de lutte contre le SIDA (FNLS)	945 000 000	980 000 000	1 050 000 000
23201010002 Renforcer la lutte contre le tabac, alcoolisme et autres addictions / Programme National de Lutte contre le Tabagisme, Alcoolisme et les autres Addictions (PNLTAT)	405 000 000	420 000 000	450 000 000

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- faiblesse de vitalité économique des entreprises opérant dans ce secteur ;
- insuffisance et la faiblesse de la qualité des productions ;
- faiblesse de capacités opérationnelles ;
- retard dans la migration vers la TNT ;
- faiblesse de viabilité économique des entreprises opérant dans ce domaine ;
- faible capacité managériale des promoteurs et difficile adaptation à l'évolution technologique ;
- défaillance du Système de distribution ;
- absence de régulation et de Réglementation des nouveaux médias et le coût élevé de production ;
- Anarchie dans le secteur ;
- inadaptation du cadre juridique et institutionnel du Conseil Supérieur de la Publicité (CSP) ;
- absence de moyens de coercition et d'une brigade de Contrôle de l'activité publicitaire ;
- absence de régulation dans le secteur des nouveaux média ;
- insuffisance de formation continue des acteurs ;
- insuffisance d'encadrement et faiblesse de capacité de répression dans l'usage des nouveaux médias ;
- absence de textes réglementaires et juridiques et l'hébergement des médias numériques hors de la Côte d'Ivoire.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Sous-secteur de l'Audiovisuel

- migration vers la télévision numérique terrestre est effective ;
- érection de l'Institut des Sciences et Techniques de la Communication (ISTC) en polytechnique entraînant la reconnaissance de ses diplômes par le CAMES ;
- diffusion de la RTI sur internet ;
- libéralisation maîtrisée, programmée avec la radio, la télévision en tenant compte des potentialités du marché ;
- Deux (02) bouquets TNT ;
- organe de régulation indépendant ;
- Amélioration du taux de couverture nationale en télé et radio.

I.1.2.2 Sous-secteur de la a presse

- réhabilitation de l'imprimerie de la Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI) en cours et l'adoption du plan de restructuration ;
- existence d'une soixantaine d'entreprises de presse ;
- financement public d'accompagnement ;
- presse abondante et plurielle ;
- cadre légal et réglementaire avant-gardiste ;

- protection des journalistes assurée par la loi ;
- organe de régulation indépendant ;
- organisations socio-professionnelles expérimentées.

I.1.2.3. Sous-secteur de la Publicité

- Démantèlement des Affichages anarchiques ;
- Création de la brigade publicitaire ;
- Développement accru du secteur (271 sociétés inscrites au CSP, 183 régies publicitaires et 88 agences-conseils).

I.1.2.4. Sous-secteur des Nouveaux Médias

- Secteur dynamique (plus de 13 millions d'abonnés mobiles et fixes, 4.300.000 utilisateurs du réseau social Facebook, 640 000 utilisateurs actifs d'Instagram et plus de 300.000 utilisateurs de Twitter.)

I.1.3. Défis et priorités

- rendre opérationnel les directions régionales du MINCOM ;
- produire l'annuaire statistique du MINCOM ;
- rendre opérationnel la brigade de la communication publicitaire ;
- achever le basculement à la TNT ;
- Réhabiliter des installations électriques de la RTI ;
- libérer l'espace télévisuel en autorisant la création de chaînes de télévisions privées ;
- assainir le secteur de l'affichage publicitaire ;
- Réhabiliter les bâtiments de l'ISTC ;
- rénover les équipements de la SNPECI.
- mettre en place d'une cartographie numérique et un Système d'Information Géographique (SIG) de l'Affichage publicitaire pour une gestion optimale des emplacements et des dispositifs d'affichage ;
- archivage et numérisation du fonds documentaire de la SNPECI ;
- opérationnalisation de l'incubateur des médias en Côte d'Ivoire ;
- ratifier la convention de Florence et des accords de Nairobi par le gouvernement, relatifs à l'exonération des taxes sur les intrants d'impression des journaux.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion de l'action gouvernementale auprès des populations ;
- le redéploiement et l'utilisation efficiente du personnel ;
- l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la presse ivoirienne est économiquement viable et contribue pleinement au développement et à la cohésion sociale ;
- le sous-secteur de l'audiovisuel est diversifié, professionnel et a une vitalité économique accrue ;
- le sous-secteur des nouveaux médias est bien régulé ;
- la communication publicitaire bénéficie d'un bon encadrement juridique, économique et opérationnel.

I.3. Missions du ministère

Selon les dispositions du décret n°2018-648 du 1^{er} août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement, le Ministère de la Communication et des Médias a en charge la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de communication et des médias sur l'ensemble du territoire.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'élaboration des projets de lois et de règlements en matière de communication et des médias ;
- la promotion et vulgarisation d'une information libre, neutre, favorisant l'éducation de la population, l'unité, la paix et la cohésion nationale ;
- la vulgarisation des lois et règlements sur la presse et l'audiovisuel ;
- le Contrôle, suivi et évaluation du respect de la déontologie dans la diffusion de l'information écrite et audiovisuelle, et dans tout enregistrement sonore et filmé ainsi que dans tout message à caractère publicitaire ;
- le renforcement du rôle des Autorités de Régulation ;
- le respect de la neutralité et de l'impartialité dans la diffusion de l'information ;
- la contribution à la création des conditions de l'autonomie Financière des médias ;
- le développement et promotion de la presse écrite et des médias audiovisuels privés ;
- la gestion technique des sondages ;
- le suivi des relations avec la presse nationale et internationale ;
- la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur en liaison avec les Ministres en charge des Affaires Etrangères, du Tourisme et de la Culture ;
- la création d'un cadre favorable à la libéralisation des médias audiovisuels et à la pluralité de la presse ;
- la constitution d'une documentation à caractère promotionnel ;
- la réhabilitation, extension et Contrôle du fonctionnement des infrastructures techniques.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Communication et Médias ;
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES – PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet du Ministre ; IG ; DAF ; DPS ; DAJCI ; DRH ; CPMP ; SI ; SDA	CAIDP	Projet e-collecte communication	
Programme 2 : Communication et Médias	DPDM; CPC ; DCP ; DCRP, BCP	SNPECI, SIDT, EDIPRESSE FSDP, FSP, RTI ; ISTC; HACA; CSP; IDT, RADIO DE LA PAIX, CAMPAGNE NATION BRANDING AIP, FSDP, SNPECI ; CIJP; CNP	-Projet équipement RTI - Renouvellement des équipements de Fraternité Matin -Réhabilitation des installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et Plateau -Equipement en matériels et rénovation de l'ISTC -Mise en place de la Télévision Numérique Terrestre -Projet CSP sur la cartographie publicitaire -Projet réhabilitation des CPC -Réhabilitation des bâtiments à usage administratif et technique de l'ISTC -Renouvellement des équipements de Fraternité Matin	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place un dispositif de gestion susceptible d'amener tous les acteurs et animateurs à l'adoption de la culture de résultat	RS 1 : La culture de résultat est adoptée	IP 1.1 : Ratio des services ayant produit des rapports trimestriels	Nombre de rapports trimestriels produits / Nombre total de rapports à produire Source : DPS
	RS 2 : Le personnel est utilisé de façon efficiente	IP 2.1 : Existence de postes de travail sectoriel	Dénombrement Source : Rapport DRH
OG2 : Garantir l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations	RS 3 : L'information est accessible	IP 3.1 : Taux de couverture des postes AIP par département IP 3.2 : Taux de Couverture du territoire national en radio nationale, en radio rurale, télévision et en hall d'information.	Nombre de départements couverts / Nombre total de départements Source : Rapports AIP/ RTI/DECODEM
	RS 4: La qualité de l'information est assurée	IP 4.1 : Nombre de manquement dans l'audiovisuel et dans la presse IP 4.2 : Taux d'accroissement de la professionnalisation des médias	Dénombrement Nombre de cartes professionnelles distribuées / Nombre total de cartes professionnelles disponibles Source : Rapport HACA /CIJP

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	30 801 754 054	24 492 958 064	26 257 557 278
1.1 Ressources Intérieures	30 801 754 054	24 492 958 064	26 257 557 278
1.1.1 Budget Etat	30 801 754 054	24 492 958 064	26 257 557 278
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	30 801 754 054	24 492 958 064	26 257 557 278
2.1 Personnel	4 205 279 298	4 247 594 036	4 292 830 182
2.1.1 Solde y compris EPN	4 205 279 298	4 247 594 036	4 292 830 182
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 524 293 085	2 271 323 723	2 328 278 145
2.3 Transferts	16 451 481 671	17 429 693 518	18 825 427 086
2.4 Investissement*	8 620 700 000	544 346 787	811 021 865
Trésor	8 620 700 000	544 346 787	811 021 865
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.3: Information et Communication
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre Institutionnel du secteur de la communication et des médias	Nombre de textes élaborés législatifs et réglementaires du secteur de la communication et des médias	05	06	07	07	Dénombrement Source : Rapport DAJCI
OS 2 : Renforcer la gestion des ressources financières, humaines et Matérielles	Taux d'exécution du plan de formation	100 %	10%	100%	100%	Nombre d'agents formés / Nombre d'agents à former Source: Rapport DRH
	Taux d'exécution du budget	97,78%	100%	100%	100%	Budget exécuté/ Crédits autorisés du budget actuel Source: Rapport DAF
OS 3 : Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique du secteur	Taux d'exécution des activités planifiées	70%	100%	100%	100%	Nombre d'activités exécutées / Nombre total d'activités prévues Source: Rapport DPS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		2 665 948 649	3 295 950 276	3 370 027 340
	Dépenses de personnel	1 519 261 379	1 530 938 574	1 542 749 471
	Dépenses en biens et services	935 293 085	1 534 873 723	1 569 734 543
	Transferts (1)	181 394 185	177 796 942	179 560 454
	Investissements	30 000 000	52 341 037	77 982 872
	Trésor	30 000 000	52 341 037	77 982 872
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2020	2021	2022
21077 Administration Générale	2 665 948 649	3 295 950 276	3 370 027 340
2107701 Renforcement de la politique et du cadre législatif et réglementaire du secteur de la communication et de médias	941 058 294	1 233 007 352	1 252 910 531
1 - Personnels	358 952 000	363 283 817	367 709 566
21077010062 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel la CAIDP	358 952 000	363 283 817	367 709 566
2 - Biens et services	456 106 294	747 320 778	761 034 696
21077010010 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de communication et de médias	13 000 000	39 140 000	40 314 200
21077010011 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du cabinet	42 000 000	94 760 000	97 602 800
21077010012 Organiser les visites du ministre auprès des différents médias (médias tour)	15 000 000	30 900 000	31 827 000
21077010013 Organiser la communication gouvernementale au plan national en coordination avec toutes les entités institutionnelles publiques et structures privées	30 000 000	154 500 000	159 135 000
21077010014 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21077010015 Prendre en charge les missions hors CI	32 000 000	32 000 000	32 000 000
21077010016 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	254 190 162	254 190 162	254 190 162
21077010017 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	4 450 000	4 583 500	4 721 005
21077010018 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de l'inspection générale	5 550 000	4 583 500	4 721 005
21077010019 Organiser la cérémonie annuelle de décoration dans l'ordre du mérite de la Communication	2 000 000	20 600 000	21 218 000
21077010020 Elaborer les projets de textes juridiques du secteur de la communication et des médias	1 700 000	2 781 000	2 864 430
21077010021 Gérer les contentieux administratifs	700 000	2 575 000	2 652 250
21077010022 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DAJCI	7 350 000	10 969 500	11 298 585
21077010023 Participer aux négociations internationales relatives à la Réglementation des médias et des services de la société de l'information	1 850 000	4 532 000	4 667 960
21077010024 Apporter un appui technique et diffuser les informations juridiques à l'ensemble des services et structures sous tutelle du ministère	2 400 000	4 892 500	5 039 275
21077010025 Organiser la communication gouvernementale (conseils de gouvernement et de ministre) au palais présidentiel à Abidjan	6 500 000	27 295 000	28 113 850
21077010026 Organiser la communication du gouvernement dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire lors des Déplacements des conseils des ministres et de gouvernement	3 500 000	24 205 000	24 931 150
21077010043 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR YAKRO)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21077010044 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ABENG)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21077010045 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR MAN)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21077010046 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR KORHOGO)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21077010047 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BEOUMI)	3 916 132	4 033 616	4 154 624
21077010048 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ABIDJAN)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010049 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DIMBOKRO)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010050 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ODIENNE)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010055 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BOUAKE)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010056 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BONDOUKOU)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010057 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR SEGUELA)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010058 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR GAGNOA)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010059 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DABOU)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010060 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DALOA)	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21077010061 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR SAN-PEDRO)	1 000 000	1 030 000	1 060 900

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2020	2021	2022
21077 Administration Générale	2 665 948 649	3 295 950 276	3 370 027 340
3 - Transferts	126 000 000	122 402 757	124 166 269
21077010007 Faciliter l'accès à l'information d'intérêt publique	126 000 000	122 402 757	124 166 269
2107702 Amélioration de la gestion des ressources humaines, Matérielles et Financières	1 646 890 355	1 896 247 887	1 921 349 317
1 - Personnels	1 160 309 379	1 167 654 757	1 175 039 905
21077020001 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 160 309 379	1 167 654 757	1 175 039 905
2 - Biens et services	431 186 791	673 198 945	690 915 227
21077020006 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	182 186 791	191 638 117	201 807 574
21077020019 Prendre en charge les activités liées aux contrats de prestations extérieures de main d'oeuvre, de gardiennage, d'entretien des locaux et téléphone	110 166 186	247 380 000	248 801 400
21077020020 Prendre en charge les activités liées au renforcement du parc automobile du ministère	25 000 000	72 100 000	74 263 000
21077020021 Prendre en charge les activités liées au renforcement des capacités opérationnelles du ministère	14 833 814	15 278 828	15 737 193
21077020022 Organiser trois (03) séminaires d'actualisation, d'élaboration et de validation du DPPD - PAP	20 000 000	30 900 000	31 827 000
21077020023 Gérer la commande publique du ministère	2 150 000	2 214 500	2 280 935
21077020024 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la cellule de passation des Marchés publics	7 850 000	8 085 500	8 328 065
21077020035 Gérer les ressources humaines du ministère	5 700 000	12 051 000	12 412 530
21077020036 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du personnel du MINCOM	8 300 000	22 969 000	23 658 070
21077020037 Organiser la rentrée budgétaire avec l'ensemble des RPROG, RBOP et RUO	2 450 000	3 296 000	3 394 880
21077020038 Gérer les ressources financières du ministère	2 650 000	6 077 000	6 259 310
21077020039 Organiser les conférences budgétaires internes	3 800 000	5 613 500	5 781 905
21077020040 Gérer les ressources Matérielles du ministère	3 950 000	4 068 500	4 190 555
21077020041 Créer un logiciel de gestion électronique du patrimoine du ministère	3 200 000	3 811 000	3 925 330
21077020042 Organiser un séminaire de formation des acteurs budgétaires du ministère aux nouvelles procédures d'élaboration et d'exécution du budget	2 050 000	7 004 000	7 214 120
21077020043 Renforcer les capacités opérationnelles de la direction des affaires financières	6 900 000	10 712 000	11 033 360
21077020044 Prendre en charge les séminaires et conférences en CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000
3 - Transferts	55 394 185	55 394 185	55 394 185
21077020025 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	55 394 185	55 394 185	55 394 185
2107703 Amélioration du système informatique, de la planification et du suivi-évaluation du Ministère	78 000 000	166 695 037	195 767 492
2 - Biens et services	48 000 000	114 354 000	117 784 620
21077030004 Réaliser l'archivage électronique et physique des documents du ministère	1 400 000	1 442 000	1 485 260
21077030005 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la SDA	8 600 000	8 882 000	9 148 460
21077030006 Organiser la communication des activités du ministère (DCRP)	4 900 000	49 337 000	50 817 110
21077030007 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DCRP	9 100 000	13 493 000	13 897 790
21077030008 Organiser la planification générale des activités du ministère	4 900 000	7 107 000	7 320 210
21077030009 Elaborer l'annuaire statistique du ministère	1 800 000	5 974 000	6 153 220
21077030010 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction	7 300 000	12 669 000	13 049 070
21077030011 Elaborer le schéma de développement du réseau informatique du ministère	2 000 000	7 210 000	7 426 300
21077030012 Renforcer les capacités opérationnelles et technique du Service informatique	8 000 000	8 240 000	8 487 200
4 - Investissements	30 000 000	52 341 037	77 982 872
Trésor	30 000 000	52 341 037	77 982 872
21077030013 Acquérir et installer des équipements pour le système intégré de gestion	30 000 000	52 341 037	77 982 872

II.2.2. Programme 2 : Communication et Médias

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Communication et Médias	Action 2.1: Développement de la production et de la diffusion de l'information
	Action 2.2: Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuel
	Action 2.3: Régulation du secteur de la communication et des médias
	Action 2.4: Appui au développement du secteur de la presse et de la communication audiovisuelle

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Communication et Médias						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la production et la diffusion de l'information	Taux de Couverture du territoire en radio	65,45%	80%	90%	95%	Couverture territoriale radio/couverture totale du territoire Source : Rapport RTI
	Taux de Couverture du territoire en télé nationale	43,83%	65%	85%	95%	Couverture territoriale télé /couverture totale du territoire Source : Rapport RTI
	Taux de couverture départemental de l'AIP	56,48%	67%	70%	80%	Nombre de départements couverts / Nombre total de départements (102 départements) Source : Rapport AIP
OS 2 : Professionnaliser les acteurs du secteur des médias	Taux de professionnalisation des acteurs des médias	2,63%	3,5%	5%	8%	Nombre d'acteurs professionnels de médias / Nombre total d'acteurs de médias Source : Rapport CIJP
OS 3 : Améliorer l'environnement du secteur de la communication et des médias	Nombre de manquements de la presse écrite	390	250	170	100	Dénombrement Source : Rapport CNP
OS 4 : Améliorer les capacités techniques des structures du secteur	Taux de couverture en radio rurale	19,35%	19,35%	25%	35%	Couverture territoriale en radio rurale / Couverture totale du territoire Source : Rapport DCODEM

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : COMMUNICATION ET MEDIAS		15 985 805 405	7 847 007 788	8 187 529 938
	Dépenses de personnel	2 686 017 919	2 716 655 462	2 750 080 711
	Dépenses en biens et services	589 000 000	736 450 000	758 543 602
	Transferts	4 120 087 486	3 901 896 576	3 945 866 632
	Investissements	8 590 700 000	492 005 750	733 038 993
	<i>Trésor</i>	8 590 700 000	492 005 750	733 038 993
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2020	2021	2022
22078 Communication et médias	15 985 805 405	7 847 007 788	8 187 529 938
2207801 Développement de la production et de la diffusion de l'information	10 917 781 135	2 694 179 048	2 865 927 415
3 - Transferts	2 434 081 135	2 388 856 331	2 411 027 331
22078010003 Organiser la couverture médiatique quotidienne de l'actualité (AIP)	110 000 000	106 859 549	108 399 123
22078010004 Étendre le réseau de collecte de l'information (AIP/Abonnement fil d'actualité)	199 800 000	194 095 800	196 892 226
22078010005 Réguler et encadrer les activités de la presse (ANP)	315 000 000	306 006 892	310 415 672
22078010007 Organiser la communication institutionnelle nationale à travers la diffusion des messages de paix et de cohésion nationale	850 000 000	850 000 000	850 000 000
22078010017 Louer des satellites analogique et numérique	182 021 600	176 824 965	179 372 562
22078010018 Retransmettre les grands événements internationaux	206 000 000	200 118 793	203 001 995
22078010019 Prendre en charge les cotisations sociales de la RTI	183 768 095	178 521 599	181 093 640
22078010020 Organiser la retransmission satellitaire au plan mondial (RTI MONDE)	233 491 440	226 825 364	230 093 340
22078010021 Développer les capacités techniques, Matérielles et événementielles de la SNPECI	154 000 000	149 603 369	151 758 773
4 - Investissements	8 483 700 000	305 322 717	454 900 084
Trésor	8 483 700 000	305 322 717	454 900 084
22078010008 Renouveler les équipements de la SNPECI	25 000 000	43 617 531	64 985 726
22078010009 Réhabiliter les installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et du Plateau	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22078010010 Réhabiliter les installations des centres émetteurs de la RTI (équipement RTI)	100 000 000	174 470 124	259 942 905
22078010011 Mettre en place de la télévision numérique terrestre	8 308 700 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2020	2021	2022
22078 Communication et médias	15 985 805 405	7 847 007 788	8 187 529 938
2207802 Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle	1 383 662 725	1 449 024 582	1 557 888 117
1 - Personnels	572 662 725	577 796 387	585 164 730
22078020005 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ISTC	549 112 725	555 739 394	562 509 756
22078020006 Prendre en charge les indemnités des membres de la Commission Carte d'Identité Professionnelle des Journalistes	23 550 000	22 056 993	22 654 974
2 - Biens et services	11 000 000	11 330 000	11 670 001
22078020001 Produire les cartes et les annuaires des journalistes professionnels et des professionnels de la Communication et des Médias	1 875 000	1 931 250	1 989 288
22078020004 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la CIJP	9 125 000	9 398 750	9 680 713
3 - Transferts	693 000 000	673 215 162	682 914 477
22078020002 Former aux métiers de la communication	693 000 000	673 215 162	682 914 477
4 - Investissements	107 000 000	186 683 033	278 138 909
Trésor	107 000 000	186 683 033	278 138 909
22078020003 Equiper en matériel technique et rénovation l'ISTC POLYTECHNIQUE	107 000 000	186 683 033	278 138 909
2207803 Régulation du secteur de la communication et des médias	2 269 861 545	2 304 944 411	2 334 582 649
1 - Personnels	2 113 355 194	2 138 859 075	2 164 915 981
22078030011 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au FSDP	264 166 262	267 354 209	270 611 284
22078030012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AIP	312 872 746	316 648 481	320 506 089
22078030013 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la HACA	879 523 714	890 137 769	900 981 978
22078030014 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ANP	656 792 472	664 718 616	672 816 630
2 - Biens et services	64 000 000	76 220 000	78 506 601
22078030003 Organiser (04) sessions de validation des messages publicitaires	500 000	2 266 000	2 333 980
22078030004 Contrôler l'affichage publicitaire	654 835	1 704 480	1 755 615
22078030005 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du CSP	52 845 165	61 949 520	63 808 006
22078030007 Organiser des missions de Contrôle et actions d'investigation sur toute l'étendue du territoire	3 500 000	3 605 000	3 713 150
22078030008 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la BCP	6 500 000	6 695 000	6 895 850
3 - Transferts	92 506 351	89 865 336	91 160 067
22078030002 Réguler le secteur de l'audiovisuel	92 506 351	89 865 336	91 160 067
2207804 Appui au développement du secteur de la communication et des médias	1 414 500 000	1 398 859 747	1 429 131 757
2 - Biens et services	514 000 000	648 900 000	668 367 000
22078040035 Vulgariser la plateforme des acteurs de la presse	2 000 000	5 150 000	5 304 500
22078040036 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DPDM	12 000 000	25 750 000	26 522 500
22078040037 Organiser la communication autour des activités gouvernementales à l'extérieur	500 000 000	618 000 000	636 540 000
3 - Transferts	900 500 000	749 959 747	760 764 757
22078040004 Apporter un appui aux radios privées non commerciales et médias privés pour le renforcement de leurs capacités opérationnelles, techniques et financières	798 500 000	650 871 801	660 249 206
22078040005 Apporter un appui aux entreprises de presse	102 000 000	99 087 946	100 515 551

II.2. 3. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		12 150 000 000	13 350 000 000	14 700 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	12 150 000 000	13 350 000 000	14 700 000 000
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
23206 Comptes Spéciaux du Trésor	12 150 000 000	13 350 000 000	14 700 000 000
2320601 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	12 150 000 000	13 350 000 000	14 700 000 000
3 - Transferts	12 150 000 000	13 350 000 000	14 700 000 000
23206010001 Suivre et Contrôler le recouvrement des taxes de publicité	1 150 000 000	1 350 000 000	1 500 000 000
23206010002 Suivre et Contrôler le reversement des redevances à la RTI	11 000 000 000	12 000 000 000	13 200 000 000

SECTION 337 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTÈRE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible prise en compte de la satisfaction de l'utilisateur-client ;
- la mauvaise répartition géographique des fonctionnaires ;
- le relâchement des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'Administration publique ;
- l'insuffisance des fonctions de Contrôle, d'inspection et d'évaluation ;
- la complexité des procédures administratives et la lenteur dans la production des actes administratifs ;
- l'insuffisance de la couverture sociale ;
- l'inégale répartition des salaires, accessoires de salaire et indemnités entre les familles d'emplois et les administrations ;
- l'inadéquation entre les diplômes et les grades ;
- la non prise en compte des diplômes acquis en cours de carrière dans la promotion du fonctionnaire ;
- la faiblesse du montant des pensions servies selon l'ordonnance de 2012 ;
- la méconnaissance des procédures disciplinaires et des distinctions honorifiques ;
- la méconnaissance de la procédure de la commission de réforme relativement aux accidents de travail, aux maladies professionnelles et à la pension de retraite ;
- l'insuffisance de sensibilisation des fonctionnaires sur leurs droits et obligations professionnelles ;
- l'insuffisance de système d'archivage et de système statistique ;
- l'absence de redevabilité et d'imputabilité dans l'exécution du budget ;
- l'absence de plan de formation continue adapté aux besoins des services ;
- la faible prise en compte du Genre ;
- la faible opérationnalité du CED-CI ;
- l'inadaptation des curricula de formation à l'ENA ;
- la longue durée de traitement des dossiers du nouveau fonctionnaire pour le premier mandatement ;
- l'inadaptation de l'indice référentiel de base par rapport au coût de la vie ;
- l'inadéquation entre le poste de travail et l'emploi, d'une part et entre le profil des postes et les fonctions exercées, d'autre part ;
- l'inexistence d'une habilitation à donner aux Directeurs Régionaux du Ministère de la Fonction Publique.

I.1.2. Réponses apportées

- la Création du Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (SIGFAE) par le décret n° 2015 – 68 du 04 février 2015 et le Fichier Unique de Référence (FUR) par l'arrêté n°027/PM/CAB du 15 janvier 2015 ;
- l'institution des Directions des Ressources Humaines dans tous les Ministères (décret n° 2011-290 du 12 Octobre 2011) ;
- la réforme des horaires de travail (décret n° 2012 – 04 du 11 janvier 2012) ;
- la déconcentration de l'Administration avec la création des Directions Régionales du Ministère et l'organisation des concours administratifs dans les régions ;
- les inscriptions en ligne aux concours administratifs ;
- les compositions assistées par ordinateur ;
- la révision du statut général de la Fonction Publique ;
- la révision du décret n° 95-92 du 01 février 1995 portant organisation de la formation professionnelle ;
- l'élaboration du Référentiel des Emplois et des Compétences (REC) ;

- la mise en place du Comité du Dialogue Social dans la Fonction Publique (CDS – FP) ;
- la numérisation des archives à travers le projet Gestion Electronique des Documents (GED) ;
- le déblocage des avancements ;
- l'instauration de nouveaux profils de carrières ;
- la revalorisation progressive des salaires ;
- la réalisation de l'audit Genre ;
- l'organisation des concours de promotion.

I.1.3.Défis et priorités

- la Sécurisation et la pérennisation du SIGFAE ;
- la révision du statut général de la Fonction Publique ;
- la dématérialisation des procédures administratives de la Fonction Publique ;
- la mise en place d'un système de management de la qualité ;
- l'instauration d'une culture de Contrôle, de redevabilité et de suivi-évaluation ;
- le profilage et la codification des postes de travail au sein de la Fonction Publique.

I.2.Politique sectorielle

I.2.1.Principales orientations

- Gouvernance du Ministère de la Fonction Publique;
- Renforcement des moyens et la qualité des services publics.

I.2.2.Résultats stratégiques

- les stratégies en vue de renforcer la gouvernance du secteur sont mises en place ;
- la gestion des ressources humaines de l'Etat est efficace et efficiente.

I.3.Missions du ministère

Le Ministre de la Fonction Publique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- recrutement et gestion des personnels des Administrations de l'Etat, des établissements publics et des personnels engagés par contrat ;
- gestion prévisionnelle et Contrôle des effectifs ;
- mise en œuvre, suivi et évaluation de la politique générale de la fonction publique ;
- moralisation de la fonction publique ;
- formation et le perfectionnement des cadres de l'Administration et des Agents de l'Etat, en liaison avec le Ministre chargé de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation de Service Public ;
- réforme et le suivi de l'application du Statut Général de la Fonction Publique ;
- continuité, organisation efficace et bon fonctionnement du Service Public, en liaison avec le Ministre chargé de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation de Service Public.

I.4.Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Fonction Publique.

II.DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, IG, CD, SOMFP, DAFP, DRH, DCRP, DPSE, DAJC, DQ, CPM, DSI		- Construction, Réhabilitation et Equipement des Directions Régionales et Antennes de la Fonction Publique ; - Projet de numérisation des archives.	
P2 : Fonction publique	DGFP, DC, DFRC, DGAPCE, DPCE, DCSSE, DR	- Ecole Nationale d'Administration (ENA) ; - Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI)	- Réhabilitation et Equipement de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) - Construction et équipement des salles multimédias	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL/ SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place des stratégies en vue de renforcer la gouvernance du Ministère	RS 1 : Les stratégies en vue de renforcer la gouvernance du secteur sont mises en place	IP 1.1 : Proportion des agents du Ministère satisfaits de la qualité de gestion	Nombre d'agents satisfaits / Nombre total d'agents du Ministère interrogés Source : Cabinet / DPSE
OG 2 : Promouvoir une gestion efficace et efficiente des ressources humaines de l'Etat	RS 2 : La gestion des ressources humaines de l'Etat est efficace et efficiente	IP 2.1:Taux de satisfaction des fonctionnaires et agents de l'Etat	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat satisfaits / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat interrogés Source : Cabinet / DPSE / DQ

II.1.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	22 790 306 938	22 821 427 953	23 723 553 316
1.1 Ressources Intérieures	22 790 306 938	22 821 427 953	23 723 553 316
1.1.1 Budget Etat	22 790 306 938	22 821 427 953	23 723 553 316
1.1.2 Recettes propres (structures)			
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	22 790 306 938	22 821 427 953	23 723 553 316
2.1 Personnel	8 314 069 801	8 371 309 469	8 429 016 719
2.1.1 Solde y compris EPN	8 314 069 801	8 371 309 469	8 429 016 719
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	9 377 643 689	9 074 316 792	9 345 584 500
2.3 Transferts	4 403 593 448	4 430 173 615	4 540 061 551
2.4 Investissement*	695 000 000	945 628 077	1 408 890 546
Trésor	695 000 000	945 628 077	1 408 890 546
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation du Ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, Financières et Matérielles
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du Système d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la transparence en matière de gestion administrative et budgétaire	Taux de couverture des besoins en ressources humaines	70%	100%	100%	100%	Besoins en ressources humaines satisfaits / besoins exprimés Source: DRH
	Taux de couverture des besoins en ressources Financières et Matérielles	90%	95%	98%	100%	Besoins en ressources Financières et Matérielles satisfaits / besoins exprimés Source: DAFP
	Taux de couverture des structures intégrées dans la planification et la redevabilité	100%	100%	100%	100%	Nombre de structures couvertes / nombre total de structures Source: Cabinet/DPSE
OS 2 : Renforcer le Système de planification, d'information et de communication du Ministère	Nombre de grandes plateformes informatiques existantes inter-reliées au SIGFAE	2	2	2	2	Dénombrement Solde et IPS –CGRAE Source: DSI

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	16 119 458 264	16 556 392 727	17 024 288 962
Dépenses de personnel	7 511 066 250	7 558 615 306	7 606 421 812
Dépenses en biens et services	8 374 904 306	8 639 924 604	8 917 274 790
Transferts	66 487 708	66 487 708	66 487 708
Investissements	167 000 000	291 365 109	434 104 652
Trésor	167 000 000	291 365 109	434 104 652
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21042 Administration Générale	16 119 458 264	16 556 392 727	17 024 288 962
2104201 Coordination et animation du ministère	500 400 000	512 502 000	524 967 060
2 - Biens et services	500 400 000	512 502 000	524 967 060
21042010005 Procéder au Contrôle administratif et financier des services, établissements sous tutelle du MFP et Directions Régionales	28 000 000	28 840 000	29 705 200
21042010010 Gérer les procédures disciplinaires des fonctionnaires et agents de l'Etat	32 000 000	32 960 000	33 948 800
21042010013 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique	219 600 000	226 188 000	232 973 640
21042010016 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/MFP	97 000 000	97 000 000	97 000 000
21042010019 Gérer la politique de la qualité des services du MFP	11 100 000	11 433 000	11 775 990
21042010023 Gérer les activités du Cabinet	55 000 000	56 650 000	58 349 500
21042010025 Gérer la politique de lutte contre le SIDA au Ministère de la Fonction Publique	6 000 000	6 180 000	6 365 400
21042010031 Gérer les contentieux et les affaires juridiques	20 000 000	20 600 000	21 218 000
21042010036 Gérer la distinction honorifique des fonctionnaires et agents de l'Etat	31 700 000	32 651 000	33 630 530
2104202 Gestion des ressources (humaines, financières et Matérielles)	15 111 058 264	15 401 295 618	15 703 450 350
1 - Personnels	7 511 066 250	7 558 615 306	7 606 421 812
21042020018 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	7 511 066 250	7 558 615 306	7 606 421 812
2 - Biens et services	7 533 504 306	7 776 192 604	8 030 540 830
21042020001 Prendre en charge médicalement le personnel du MFP et MMAISP	24 700 000	25 441 000	26 204 230
21042020002 Gérer les séminaires et les conférences du ministère hors de la Côte-d'Ivoire	80 000 000	80 000 000	80 000 000
21042020004 Gérer les ressources humaines du Ministère	20 100 000	20 703 000	21 324 090
21042020005 Gérer les charges exceptionnelles des agents	6 186 444 000	6 372 037 320	6 563 198 440
21042020006 Gérer les Dépenses centralisées du MFP	410 000 000	422 300 000	434 969 000
21042020007 Gérer les séminaires et les conférences du ministère en Côte-d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21042020008 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21042020011 Gérer les ressources financières et Matérielles du Ministère	200 000 000	206 000 000	212 180 000
21042020012 Mettre en œuvre le CDMT	40 000 000	40 000 000	40 000 000
21042020013 Gérer le renforcement des capacités du personnel du Cabinet	196 172 255	196 172 255	196 172 255
21042020014 Gérer la commande publique du ministère	24 600 000	25 338 000	26 098 140
21042020016 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	322 488 051	359 201 029	401 394 675
3 - Transferts	66 487 708	66 487 708	66 487 708
21042020009 Gérer les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	66 487 708	66 487 708	66 487 708
2104203 Planification, programmation et suivi-évaluation	130 000 000	205 370 125	291 769 905
2 - Biens et services	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21042030001 Organiser la planification générale des activités et réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	30 000 000	30 900 000	31 827 000
4 - Investissements	100 000 000	174 470 125	259 942 905
Trésor	100 000 000	174 470 125	259 942 905
21042030002 Modernisation des Processus Métiers	100 000 000	174 470 125	259 942 905

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21042 Administration Générale	16 119 458 264	16 556 392 727	17 024 288 962
2104204 Gestion du système d'information et de communication	378 000 000	437 224 984	504 101 647
2 - Biens et services	311 000 000	320 330 000	329 939 900
21042040001 Gérer le SIGFAE	240 000 000	247 200 000	254 616 000
21042040002 Gérer la base de données des fonctionnaires	22 000 000	22 660 000	23 339 800
21042040003 Organiser la communication des activités du Ministère	49 000 000	50 470 000	51 984 100
4 - Investissements	67 000 000	116 894 984	174 161 747
Trésor	67 000 000	116 894 984	174 161 747
21042040004 Projet de numérisation des archives	67 000 000	116 894 984	174 161 747

II.2.2. Programme 2: Fonction publique

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Fonction Publique	Action 2.1: Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat
	Action 2.2: Formation et perfectionnement des Agents de l'Administration Publique

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2: Fonction publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Maîtriser les effectifs des fonctionnaires et agents de l'Etat	Taux de couverture en personnel de l'Administration Publique	80%	90%	95%	100%	Nombre de besoins en personnels satisfaits / nombre de besoins exprimés Source: DGFP/DPCE
OS 2 : Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique	Taux de couverture en formation de l'Administration Publique	70%	75%	80%	85%	Nombre de besoins en formation satisfaits / nombre de besoins exprimés Source: DFRC/ENA/CED-CI

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME II : FONCTION PUBLIQUE		6 670 848 674	6 265 035 226	6 699 264 354
	Dépenses de personnel	803 003 551	812 694 163	822 594 907
	Dépenses en biens et services	1 002 739 383	434 392 188	428 309 710
	Transferts	4 337 105 740	4 363 685 907	4 473 573 843
	Investissements	528 000 000	654 262 968	974 785 894
	Trésor	528 000 000	654 262 968	974 785 894
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22043 Fonction Publique	6 670 848 674	6 265 035 226	6 699 264 354
2204301 Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat	2 232 239 383	2 337 717 313	2 468 973 265
2 - Biens et services	382 239 383	412 247 188	405 500 360
22043010001 Coordonner la mise en œuvre de la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat	22 000 000	22 660 000	23 339 800
22043010002 Gérer la politique de recrutement des agents de l'Etat	25 000 000	25 750 000	26 522 500
22043010003 Gérer les effectifs des ressources humaines de l'Etat	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22043010004 Gérer les actes administratifs des fonctionnaires et agents de l'Etat	39 425 895	40 608 672	41 826 932
22043010007 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans l'Agneby-Tiassa	8 000 000	26 780 000	8 487 200
22043010008 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Tchologo	8 000 000	8 240 023	8 487 199
22043010009 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans les Grand Ponts	9 000 000	9 270 000	9 548 100
22043010010 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Guémon	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010011 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Gbêkè	8 000 000	8 240 000	8 469 200
22043010012 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sassandra	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010013 Coordonner les activités du ministère dans le District Autonome de Yamoussoukro	9 200 000	9 476 000	9 760 280
22043010014 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gontougo	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010015 Coordonner et suivre les activités des services extérieurs	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22043010016 Coordonner les activités du ministère dans la région du Worodougou	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010017 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010018 Coordonner les activités du ministère dans la région du N'Zi	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010019 Coordonner les activités du ministère dans la région du Béliér	8 000 000	8 240 000	8 487 800
22043010020 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gboklè	10 500 000	10 815 000	11 139 450
22043010021 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Nawa	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010022 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing	8 000 000	8 240 000	8 487 200

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22043 Fonction Publique	6 670 848 674	6 265 035 226	6 699 264 354
22043010023 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Bagoué	8 500 000	8 755 000	9 017 650
22043010024 Coordonner les activités du ministère dans la région de San-Pédro	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010025 Coordonner les activités du ministère dans la région du Folon	10 100 000	10 403 000	10 715 090
22043010026 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010027 Coordonner les activités du ministère dans la région du Marahoué	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010028 Coordonner les activités du ministère dans la région du Tonpki	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010029 Coordonner les activités du ministère dans la région du Loh-Djiboua	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010030 Coordonner les activités du ministère dans la région du Moronou	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010031 Coordonner les activités du ministère dans la région du Béré	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010032 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Indénié-Djuablin	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010033 Coordonner les activités du ministère dans la région du Hambol	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010034 Coordonner les activités du ministère dans la région du Cavally	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010035 Coordonner les activités du ministère dans la région du Kabadougou	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010036 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sanwi	11 513 488	11 859 493	12 214 659
22043010037 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bounkani	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010038 Coordonner les activités du ministère dans la région du Goh	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010039 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Iffou	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22043010040 Coordonner les activités du ministère dans le District Autonome d'Abidjan	8 000 000	8 240 000	8 487 200
3 - Transferts	1 700 000 000	1 751 000 000	1 803 530 000
22043010005 Gérer les concours administratifs	1 700 000 000	1 751 000 000	1 803 530 000
4 - Investissements	150 000 000	174 470 125	259 942 905
Trésor	150 000 000	174 470 125	259 942 905
22043010041 Réhabilitation et Équipement des Directions Régionales et des antennes de la Fonction Publique	150 000 000	174 470 125	259 942 905
2204303 Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat	4 438 609 291	3 927 317 913	4 230 291 089
1 - Personnels	803 003 551	812 694 163	822 594 907
22043030008 Transférer les crédits de personnel à l'ENA	643 726 872	651 495 340	659 432 260
22043030009 Transférer les crédits de personnel au CED-CI	159 276 679	161 198 823	163 162 647
2 - Biens et services	620 500 000	22 145 000	22 809 350
22043030007 Gérer le renforcement des capacités des agents de l'administration publique ivoirienne	620 500 000	22 145 000	22 809 350
3 - Transferts	2 637 105 740	2 612 685 907	2 670 043 843
22043030001 Prendre en charge les Dépenses liées à la bourse des auditeurs de l'ENA	1 532 616 810	1 578 595 314	1 625 953 174
22043030002 Gérer la formation des fonctionnaires et agents de l'Etat	609 488 930	543 515 773	551 346 450
22043030003 Gérer la formation des auditeurs en présentiel et par vidéoconférence	155 000 000	150 574 820	152 744 219
22043030006 Gérer les stages hors de la Côte d'Ivoire des fonctionnaires et agents de l'Etat	340 000 000	340 000 000	340 000 000
4 - Investissements	378 000 000	479 792 843	714 842 989
Trésor	378 000 000	479 792 843	714 842 989
22043030004 Projet de délocalisation du CED-CI	168 000 000	139 576 100	207 954 324
22043030005 Réhabilitation et Équipement Ecole Nationale d'Administration	210 000 000	340 216 743	506 888 665

SECTION 338 : MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la baisse de la production liée à la déplétion naturelle des champs et les grèves du personnel;
- l'insuffisance des textes réglementaires et lois relatifs au secteur ;
- la faible capacité de stockage du gaz butane ;
- l'engorgement du dépôt de TPAV par les camions de l'hinterland ;
- les difficultés d'accostage des navires pétroliers au niveau des quais pétroliers ;
- la vétusté des équipements et la saturation des ouvrages du réseau électrique ;
- la fraude dans le secteur de l'électricité ;
- la dominance thermique du mix énergétique;
- le faible taux d'électrification en milieu rural et en zone périurbaine.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption d'un nouveau contrat type de Partage de Production ;
- la réalisation des puits d'injections pour l'augmentation de la production des champs déplétés ;
- l'augmentation des capacités de stockage en gaz butane avec la construction du centre emplisseur de la société ORY ;
- le transfert de l'export terre à Yamoussoukro pour désengorger le dépôt TPAV ;
- le Déplacement des quais pétroliers sur la rive EST du canal de Vridi ;
- la réalisation du barrage hydroélectrique de Soubré ;
- la mise en service de la centrale d'AZITO III ;
- la mise en œuvre de la deuxième tranche de la centrale CIPREL 4 ;
- la mise en œuvre de la centrale thermique de Bassam ;
- la mise en œuvre de plusieurs projets de Petite Centrale Hydroélectrique (PCHE), de biomasse et de centrale solaire ;
- la mise en œuvre du Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation (PNDLBC) ;
- le suivi des facturations des bâtiments publics ;
- l'installation des batteries de condensateurs dans les bâtiments publics ayant un mauvais facteur de puissance;
- les audits énergétiques des bâtiments publics les plus énergivores ;
- la mise en œuvre du Programme National d'Électrification Rurale (PRONER) ;
- la mise en œuvre du Programme Électricité Pour Tous (PEPT) ;
- l'adoption d'un nouveau code de l'Électricité.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration de la gouvernance dans le secteur ;
- la valorisation des potentiels pétroliers et gaziers ;
- la distribution de l'énergie de qualité et à moindre coût aux populations ;
- le développement de la recherche et de la production pétrolière.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la satisfaction de la demande en produits pétroliers des pays du golfe de Guinée en faisant de la Côte d'Ivoire le « Hub Pétrolier Régional » ;
- l'adéquation de l'offre et de la demande d'électricité afin de favoriser la croissance industrielle et répondre à l'aspiration des populations au mieux-être ;
- la satisfaction des besoins nationaux et régionaux en produits pétroliers et gaziers ;
- la distribution d'une énergie abondante, de qualité et à moindre coût aux populations.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la recherche et la production pétrolière sont accrues ;
- la disponibilité des produits pétroliers est assurée ;
- la gouvernance du secteur de l'énergie est améliorée ;
- les populations bénéficient de services énergétiques de qualité.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Pétrole et d'Energie

- planification et mise en œuvre des projets en vue d'assurer l'équilibre de l'offre et de la demande en Pétrole et en énergie ;
- Sécurisation des approvisionnements de la Côte d'Ivoire en pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers et en énergie ;
- contribution à la création des conditions de l'équilibre financier et du développement des capacités d'investissement dans le secteur de l'énergie ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources énergétiques ;
- promotion, orientation, Réglementation, coordination et Contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production, d'exportation et d'importation du pétrole brut, de gaz naturel et des autres hydrocarbures, du charbon, de la tourbe ainsi que toutes formes d'énergies fossiles ;
- développement de la transformation des hydrocarbures et produits connexes en produits finis et semi - finis ;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines du pétrole et de l'énergie ;
- élaboration et gestion des normes et spécifications des produits pétroliers, Contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude sur lesdits produits ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence en vue du développement des secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- Réglementation et Contrôle de la constitution et de la gestion des stocks de sécurité des produits pétroliers ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative aux secteurs du pétrole et de l'énergie en Côte d'Ivoire et dans le monde ;
- mise en œuvre et suivi d'un programme de couverture totale du territoire national en électricité, notamment le programme de couverture totale du territoire national en électricité, notamment le programme national d'électrification rurale, dénommé PRONER ;
- intensification des actions de mise en œuvre et de suivi de programmes énergétiques conventionnels ou non en faveur du monde rural, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- Réglementation, Contrôle et orientation de la production, du transport et de la distribution des énergies conventionnelles ;
- développement des ressources humaines dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion et sensibilisation à l'utilisation du gaz butane et du gaz naturel comme source d'énergie domestique ;
- suivi des programmes de lutte contre la fraude dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion d'une politique d'économie de l'énergie au niveau national et en particulier dans les services publics ;

- mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'économie d'énergie, en liaison notamment avec les Ministres chargés de l'Environnement, de l'Agriculture et des Eaux et Forêts ;
- promotion de la coopération internationale en matière d'interconnexions de réseaux électriques et les échanges d'expériences ;
- suivi-évaluation des conventions et contrats dans les secteurs du pétrole et de l'énergie.

I.3.2. En matière d'Energies Renouvelables

- préparation, incitation, promotion, mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'énergies renouvelables, en liaison avec les Ministres chargés du Développement Durable, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- orientation, Réglementation et Contrôle de la production, du transport et de la distribution des énergies nouvelles et renouvelables ;
- maîtrise d'ouvrage, conception et suivi de la réalisation des infrastructures de production, transport et distribution d'énergie de source renouvelable ;
- élaboration des plans et programmes de développement des énergies alternatives propres à procurer à l'économie nationale une réduction substantielle du poids des énergies conventionnelles ;
- veille technologique et valorisation des acquis scientifiques et choix technologique en adéquation avec les sources d'énergies renouvelables, notamment solaire, hydraulique, éolienne, biomasse ;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines des énergies renouvelables.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Hydrocarbures ;
- Programme 3 : Energie ;
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de programmation pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP*
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, SG, IG, DAAF, DPS, DRH, CPMP, CN-ITIE, SCD, DR, DD		- Projet d'Informatisation du Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables - Mise en œuvre des activités du Doing Business	-
Programme 2 : Hydrocarbures	DGH, DEPH, DARD, DSRH, LH, SESES	SIR, PETROCI, SMB, GESTOCI	- Equipement du Laboratoire d'analyse des produits pétroliers de la DGH	- Construction du dépôt pétrolier de Ferkessédougou - Exploration de blocs pétroliers et gaziers Ivoiriens et du bloc 50 du sultanat d'Oman - Construction du pipeline Abidjan-Ferkessédougou - Construction du dépôt pétrolier de San Pedro - Construction du Gazoduc Abidjan-Takoradi - Augmentation de la capacité de stockage du dépôt pétrolier d'Abidjan - Sécurisation de l'approvisionnement en gaz naturel de la Côte d'Ivoire : Construction du Gazoduc Est et Installation d'une Unité Flottante de Stockage et de Regazéification - Gazoduc Est et Installation d'une Unité Flottante de Stockage et de Regazéification - Construction de sphères, centres emplisseurs et d'une ligne 12" de butane.

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP*
Programme 3 : Energie	DGE, DER, DENR, DSRE :	CI-ENERGIES, ANARE,	<p>Appui aux Branchements électriques sociaux</p> <p>Projet de transport et d'accès à l'électricité</p> <p>Projet d'accès à l'électricité</p> <p>Projet Développement et Réhabilitation Réseaux électriques en CI (CNEEC/SINOMAC)</p> <p>Projet ENERGOS 1</p> <p>Interconnexion des réseaux électriques Côte d'Ivoire/Mali</p> <p>Projet de renforcement des réseaux de Transport et Distribution (PRETD)</p> <p>Programme National d'Electrification Rurale (PRONER)</p> <p>Programme d'Electrification pour Tous (PEPT)</p> <p>Aménagement hydroélectrique de Gribo-Popoli</p> <p>Projets ENERGOS 2</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Organe de supervision Ayamé 1 et 2 - Poste 225/33 kV de PK24 (Akoupé Zeudji) - Fourniture et installation de 14 Transformateurs avec les cellules et câbles - Poste 225/20-15kV Bingerville - Poste 225/20-15kV Bassam 2 - Ligne 225kV de Laboa-Boundiali-Ferké - Création de 135 Postes Préfabriqués H59 - Création de 16 Départs au Poste de Djibi Purado Zanzan - Création de 6 Départs au Poste de PK24 (Akoupé Zeudji) - Création de 09 Départs au Poste de Bassam 2 - Electrification de 40 Localités (CLSG) - Programme National Electrification Rurale BAD (252 Localités) - Programme d'Urgence (PURADO) Electrification 81 Localités - Poste 225/20-15kV ANANI - Création de 10 Départs au Poste d'ANANI - Projet complémentaire BOAD - Construction du Poste 90/33/15kV d'Adzopé - Projet de renforcement des capacités en Transport et Distribution d'Energie Electrique de Côte d'Ivoire - Projet de Réhabilitation des capacités en Transport de Buyo et de renforcement des réseaux de Distribution - Centrale Thermique de Songon - Réseau d'Evacuation associé à la Centrale de Songon - Centrale Thermique de CIPREL Phase 5 - Centrale Thermique d'AZITO Phase 4 - Barrage Singrobo-Ahouaty (44MW) Bandama - Centrale à charbon – S.Energies (350MWx2) Broto - Réseau d'Evacuation associé à Centrale de Broto Korhogo Solaire 25MWc par Reca - Projet de Centrales à Biomasse 46MW par Biokala - Tayaboui (100MW) sur le Sassandra et Gao (74MW) sur le Bafing (Platinum Power) - Centrales à Charbon – Taqa (350MWx2) - Centrale Solaire 50MWc par Canadian Solaire

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Valoriser les potentiels pétroliers et gaziers	RS 1 : la recherche et la production pétrolière sont accrues	IP 1.1 : Nombre de demandes de permis de recherche IP 1.2 : Nombre de permis de recherche octroyés	Dénombrement Source : Rapport DGH
	RS 2: la disponibilité des produits pétroliers est assurée	IP 2.1 : Taux de couverture nationale en produits pétroliers	Volume des besoins nationaux satisfaits /Volume total des besoins en produits pétroliers Source : Rapport DGH

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût	RS 3 : la gouvernance du secteur de l'énergie est améliorée ;	IP 3.1 : Taux de satisfaction en matière de gestion de l'énergie	Volume des besoins nationaux satisfaits /Volume total des besoins en énergie Source : Rapport DGE
	RS 4 : les populations bénéficient de services énergétiques de qualité.	IP 4.1 : Taux de satisfaction des usagers	Enquête d'opinions Source : Rapport DGE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	335 752 890 175	263 486 786 648	177 919 643 164
1.1 Ressources Intérieures	131 619 319 909	148 575 267 328	172 574 643 164
1.1.1 Budget Etat	131 619 319 909	148 575 267 328	172 574 643 164
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	204 133 570 266	114 911 519 320	5 345 000 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	204 133 570 266	114 911 519 320	5 345 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	335 752 890 175	263 486 786 648	177 919 643 164
2.1 Personnel	2 405 446 153	2 421 247 653	2 437 154 343
2.1.1 Solde y compris EPN	2 405 446 153	2 421 247 653	2 437 154 343
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 240 085 386	1 918 597 036	1 777 550 583
2.3 Transferts et subventions	118 273 788 370	128 358 641 285	144 705 133 853
2.4 Investissement*	213 833 570 266	130 788 300 674	28 999 804 385
Trésor	9 700 000 000	15 876 781 354	23 654 804 385
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	204 133 570 266	114 911 519 320	5 345 000 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du Programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Cibles				Méthode de calcul et Moyen de vérification
		Situation de référence 2018	2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et Matérielles	Taux de satisfaction des besoins en personnel	94%	0	0	0	Besoins satisfaits/ besoins total Source : Rapport DAF
	Taux d'exécution budgétaire	100%	0	0	0	Budget exécuté / budget total Source : Rapport DAF/SIGFIP
	Taux d'exécution des modules de formation	85%	0	0	0	(Nombre de modules réalisés) / (Nombre de modules prévues) *100 Source : Rapport DAF
	Taux de couverture des besoins en matériels	85%	0	0	0	(Besoins satisfaits/ besoins total exprimés) *100 Source : Rapport DAF
OS 2 : Améliorer le système de gestion de l'information et du suivi-évaluation	Pourcentage de structures centrales et déconcentrée (DR et DD) interconnectées	75%	0	0	0	(Nombre de structures centrales et déconcentrée interconnectées / Nombre total de structures) *100 Source : Rapport MMPE
	Taux d'applicatifs métiers opérationnels	70%	0	0	0	(Nombre d'applicatifs opérationnels / Nombre total d'applicatifs) *100 Source : Rapport MMPE
	Pourcentage de structures évaluées	100%	0	0	0	(Nombre de structures évaluées/ Nombre total de structures) * 100

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du Programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		4 005 648 208	4 777 552 961	4 693 075 433
	Dépenses de personnel	2 405 446 153	2 421 247 653	2 437 154 343
	Dépenses en biens et services	1 075 202 055	1 768 968 742	1 577 163 390
	Transferts (1)	425 000 000	412 866 441	418 814 795
	Investissements	100 000 000	174 470 125	259 942 905
	Trésor	100 000 000	174 470 125	259 942 905
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du Programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21035 Administration Générale	4 005 648 208	4 777 552 961	4 693 075 433
2103501 Gestion des ressources humaines	2 417 446 153	2 432 040 857	2 446 714 583
1 - Personnels	2 305 446 153	2 320 040 857	2 334 714 583
21035010003 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	2 305 446 153	2 320 040 857	2 334 714 583
2 - Biens et services	38 081 000	39 223 430	40 400 136
21035010001 Contrôler la mise en œuvre de la couverture médicale du personnel	3 000 000	3 000 000	3 000 000
21035010004 Prendre en charge les missions hors CI du MPEER	65 000 000	65 000 000	65 000 000
21035010007 Gérer les ressources humaines du ministère	6 000 000	6 000 000	6 000 000
21035010009 Prendre en charge les Dépenses communes (études, séminaires, etc.) du Cabinet	8 000 000	8 000 000	8 000 000
21035010013 Prendre en charge les missions en CI MPEER	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2103502 Gestion des ressources financières	96 389 486	110 746 171	102 658 556
2 - Biens et services	96 389 486	110 746 171	102 658 556
21035020002 Mettre en œuvre le CDMT	27 500 000	30 000 000	30 000 000
21035020003 Gérer la commande publique du ministère	7 000 000	7 000 000	7 000 000
21035020004 Gérer les ressources financières du ministère	61 889 486	73 746 171	65 658 556
2103503 Gestion des ressources Matérielles	222 097 164	244 785 802	264 818 065
2 - Biens et services	222 097 164	244 785 802	264 818 065
21035030001 Prendre en charge les Dépenses liées aux entretiens et gardiennages du ministère	110 500 000	118 965 000	122 533 950
21035030002 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Ministère	111 597 164	125 820 802	142 284 115
2103504 Mise en place d'un système d'information	111 600 000	186 070 125	271 542 905
2 - Biens et services	111 600 000	111 600 000	111 600 000
21035040001 Organiser la communication des activités du Ministère	11 600 000	11 600 000	11 600 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21035 Administration Générale	4 005 648 208	4 777 552 961	4 693 075 433
4 - Investissements	100 000 000	174 470 125	259 942 905
Trésor	100 000 000	174 470 125	259 942 905
21035040002 Projet d'Informatisation du Ministère des Mines & Énergie	100 000 000	174 470 125	259 942 905
2103505 Mise en place d'un système de planification et de suivi-évaluation	1 158 115 405	1 803 910 006	1 607 341 324
1 - Personnels	100 000 000	101 206 796	102 439 760
21035050038 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au Conseil National Initiative Transparence. Industrie. Extractive (CN-ITIE)	100 000 000	101 206 796	102 439 760
2 - Biens et services	633 115 405	1 289 836 769	1 086 086 769
21035050001 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	15 000 000	57 600 000	32 600 000
21035050002 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables	137 500 000	153 500 000	143 500 000
21035050003 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21035050004 Organiser la planification générale des activités, réaliser les études et la production des statistiques du ministère	7 000 000	7 000 000	7 000 000
21035050008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Séguéa	5 200 000	90 950 000	15 250 000
21035050009 Coordonner les activités du Ministère dans la Région d'Abengourou	10 800 000	85 950 000	69 250 000
21035050010 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Daloa	18 110 000	94 500 000	66 850 000
21035050011 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Man	26 452 537	21 952 537	48 602 537
21035050012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département d'Aboisso	20 800 000	19 820 000	18 220 000
21035050013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Guiglo	9 200 000	9 800 000	10 300 000
21035050014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Gagnoa	37 300 000	31 500 000	24 000 000
21035050015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Boundiali	7 500 000	11 450 000	43 350 000
21035050016 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Bondoukou	11 300 000	31 400 000	33 620 000
21035050017 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Mankono	4 400 000	13 600 000	11 850 000
21035050018 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Korhogo	16 300 000	17 650 000	55 250 000
21035050019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Touba	7 634 232	37 784 232	37 384 232
21035050020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Bouake	17 900 000	55 000 000	25 000 000
21035050021 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Bouna	29 961 938	34 200 000	32 380 000
21035050022 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département d'Agboville	33 555 500	54 330 000	42 230 000
21035050023 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Katiola	8 600 000	17 900 000	20 000 000
21035050024 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Divo	14 546 980	16 700 000	40 950 000
21035050025 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Soubre	40 200 000	91 550 000	33 650 000
21035050026 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de San Pedro	28 254 218	45 950 000	16 150 000
21035050027 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Duekoue	14 000 000	70 850 000	47 150 000
21035050028 Coordonner les activités du Ministère dans la Région d'Odienné	12 500 000	19 400 000	19 550 000
21035050032 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Yamoussoukro	15 100 000	45 500 000	18 000 000
21035050034 Prendre en charge les salaires des contractuels	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21035050035 Animer les activités du Service Informatique	30 000 000	100 000 000	120 000 000
3 - Transferts	425 000 000	412 866 441	418 814 795
21035050033 Réaliser le transfert pour la mise en œuvre des activités du CN-ITIE	250 000 000	242 862 612	246 361 644
21035050036 Réaliser le transfert pour la prise en charge du personnel technique du cabinet	175 000 000	170 003 829	172 453 151

II.2.2. Programme 2 : Hydrocarbures

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Hydrocarbures	Action 2.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des Hydrocarbures
	Action 2.2: Sécurisation de l'approvisionnement des Marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers
	Action 2.3: Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du Programme

Programme 2 : Hydrocarbures						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Projections			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Accroître la recherche et la production pétrolière	Proportion de surface de blocs attribués	49,28%	0	0	0	100*(surface de blocs attribués/surface de blocs disponibles) Source : DGH
	Taux d'évolution de la production gaze naturelle	-9,19	0	0	0	100* [Production (n) - production (n-1)]/ production (n-1) Source : DGH
	Taux d'évolution de la production de pétrole brute	-5,27%	0	0	0	100* [Production (n) - production (n-1)]/ production (n-1) Source : DGH
OS 2 : Assurer la disponibilité des produits pétroliers	Taux d'évolution de la capacité de stockage en GPL b en Butane	0%	0	0	0	100* [capacité (n) - capacité (n-1)]/ capacité (n-1) Source : DGH
	Taux d'évolution de la capacité de stockage en produits pétrolier liquide	0%	0	0	0	100* [capacité (n) - capacité (n-1)]/ capacité (n-1) Source : DGH
	Taux de couverture du stock de sécurité des produits pétroliers	19,16%	0	0	0	100*(Nombre de jours de consommation du stock de sécurité /60 jours) Source : DGH
	Taux de sous-préfecture abritant au moins une station-service fonctionnelle	46,17%	0	0	0	100*(Nombre des sous-préfectures abritant au moins une station-service fonctionnelle / Nombre des sous-préfectures du pays) (Source : DGH)
OS 3 : Renforcer la gouvernance du secteur des hydrocarbures	Nombre de station-service non autorisées	554	0	0	0	Somme des stations non autorisées Source : Rapport DGH
	Taux d'exécution des modules de formation	9,26	0	0	0	(Nombre de modules réalisés/nombre de modules prévus)*100 Source : Rapport de la DGH
	Taux d'évolution des fraudes sur la qualité des produits pétroliers	3,35%	0	0	0	100*Nombre de fraudes /nombre de points contrôlés Source : Rapport de la DGH
	Taux de consommation des ressources allouées au renforcement de capacité	30,21	0	0	0	100* [somme des frais (annuels de formations /somme des ressources annuelles allouées à la formation] Source : Rapport de la DGH
OS 3 : Renforcer la gouvernance du secteur des hydrocarbures	Taux d'évolution de la production de pétrole brute	-5,27%	0	0	0	100* [Production (n) - production (n-1)]/ production (n-1) Source : DGH

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du Programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : HYDROCARBURES		265 000 000	420 418 544	593 323 004
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	65 000 000	71 478 294	73 437 193
	Transferts	0	0	0
	Investissements	200 000 000	348 940 250	519 885 811
	<i>Trésor</i>	200 000 000	348 940 250	519 885 811
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du Programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22036 Hydrocarbures	265 000 000	420 418 544	593 323 004
2203601 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des hydrocarbures	247 900 000	402 426 360	574 790 125
2 - Biens et services	47 900 000	53 486 110	54 904 314
22036010001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Hydrocarbures	12 500 000	13 261 250	13 659 091
22036010002 Élaborer et suivre la mise en œuvre de la Réglementation en matière d'hydrocarbures	10 000 000	11 139 450	11 473 635
22036010003 Contrôler la qualité des hydrocarbures	6 000 000	6 000 000	6 000 000
22036010004 Réaliser le Suivi Économique et des Statistiques des Hydrocarbures	7 400 000	7 850 660	8 086 181
22036010005 Élaborer, éditer et diffuser l'annuaire statistique des Hydrocarbures	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22036010007 Suivre et Contrôler les champs pétroliers	7 000 000	10 084 750	10 380 907
4 - Investissements	200 000 000	348 940 250	519 885 811
Trésor	200 000 000	348 940 250	519 885 811
22036010006 Équipement Laboratoire d'analyse des produits pétroliers	200 000 000	348 940 250	519 885 811
2203602 Sécurisation de l'approvisionnement des Marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers	8 500 000	9 017 650	9 288 181
2 - Biens et services	8 500 000	9 017 650	9 288 181
22036030001 Suivre l'exploration et la production des Hydrocarbures	8 500 000	9 017 650	9 288 181

II.2.3. Programme 3 : Énergie

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Énergie	Action 3.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie
	Action 3.2: Renforcement des infrastructures de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique
	Action 3.3: Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie
	Action 3.4 : Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du Programme

Programme 3 : Énergie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer la disponibilité de l'énergie	Contribution des ENR dans le mix énergétique	40%	0	0	0	Puissance de source ENR/Puissance total installée Source : Rapport DGE
	Nombre de kilomètre de ligne BT countries	22 000	0	0	0	Somme des longueurs de lignes BT construites Source : Rapport DGE
	Nombre de kilomètre de ligne HT countries	5 453	0	0	0	Somme des longueurs de lignes HT construites Source : Rapport DGE
	Puissance de production installée	2.199	0	0	0	Somme des puissances d'unités de production d'énergie électrique Source : Rapport DGE
	Taux de perte	17,25	0	0	0	(100-consommation total /énergie injectée) *100 Source CI énergies
	Taux de réserves à la pointe	36,87%	0	0	0	100-[puissance de pointe /puissance total installée]/pourcentage Source Rapport DGE
	Temps moyen de coupure	22,35h	0	0	0	Somme de temps de coupures /12 Source Rapport DGE
OS 2 : Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques de qualité	Taux d'accès à l'électricité	89,5%	0	0	0	Nombre personnes vivants dans les localités électrifiées / population totale) *100 Source : Rapport DGE
	Taux de couverture	58%	0	0	0	Nombre de localités électrifiées / Nombre total de localité) *100 Source Rapport DGE
OS 3 : Renforcer la gouvernance du secteur de L'Énergie	Nombre de textes légaux et réglementaires adaptés pris	3	0	0	0	Nombre de textes disponibles Source : Rapport DGE

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du Programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : ENERGIE		228 065 341 967	144 363 815 143	42 569 244 727
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	99 883 331	78 150 000	126 950 000
	Transferts	14 431 888 370	14 020 774 844	14 222 319 058
	Investissements	213 533 570 266	130 264 890 299	28 219 975 669
	<i>Trésor</i>	9 400 000 000	15 353 370 979	22 874 975 669
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	204 133 570 266	114 911 519 320	5 345 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du Programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22037 Énergie	228 065 341 967	144 363 815 143	42 569 244 727
2203701 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie	14 483 496 370	14 047 374 844	14 273 219 058
2 - Biens et services	51 608 000	26 600 000	50 900 000
22037010001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du Programme Énergie	14 300 000	12 100 000	12 100 000
22037010002 Contrôler et suivre la Réglementation en matière d'Énergie	9 808 000	12 000 000	36 300 000
22037010003 Développer les énergies renouvelables	25 000 000	0	0
22037010006 Élaborer, éditer et diffuser les statistiques du secteur de l'énergie	2 500 000	2 500 000	2 500 000
3 - Transferts	14 431 888 370	14 020 774 844	14 222 319 058
22037010004 Réaliser le transfert de la subvention d'équilibre au secteur électricité	14 400 000 000	13 988 886 474	14 190 430 688
22037010005 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	31 888 370	31 888 370	31 888 370
2203702 Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique	162 340 402 000	110 341 848 303	18 715 889 184
4 - Investissements	162 340 402 000	110 341 848 303	18 715 889 184
Trésor	7 700 000 000	12 561 848 983	18 715 889 184
22037020001 Projet Développement et Réhabilitation réseau électrique en C. I	5 500 000 000	9 595 856 862	14 296 859 794
22037020002 Projet de Renforcement du Réseau de Transport et Distribution (PRETD)	2 195 200 000	2 957 617 555	4 406 552 131
22037020003 Projet de transport et d'accès à l'électricité	4 800 000	8 374 566	12 477 259

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22037 Énergie	228 065 341 967	144 363 815 143	42 569 244 727
<i>Financement extérieur</i>	154 640 402 000	97 779 999 320	0
22037020001 Projet Développement et Réhabilitation réseau électrique en C. I	19 000 402 000	0	0
22037020003 Projet de transport et d'accès à l'électricité	67 731 000 000	23 290 999 320	0
22037020005 Aménagement Hydroélectrique de Gribopoli (Projet)	67 909 000 000	74 489 000 000	0
2203703 Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie	37 900 000	39 500 000	39 000 000
2 - Biens et services	37 900 000	39 500 000	39 000 000
22037030001 Réaliser la maîtrise de l'énergie	7 900 000	9 500 000	9 000 000
22037030004 Réaliser les économies d'énergie dans les bâtiments administratifs	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2203704 Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques	51 203 543 597	19 935 091 996	9 541 136 485
2 - Biens et services	10 375 331	12 050 000	37 050 000
22037040001 Réaliser l'électrification rurale	10 375 331	12 050 000	37 050 000
4 - Investissements	51 193 168 266	19 923 041 996	9 504 086 485
<i>Trésor</i>	1 700 000 000	2 791 521 996	4 159 086 485
22037040002 Projet ENERGOS 1	1 000 000 000	1 570 231 123	2 339 486 148
22037040003 Programme National d'Électrification Rurale (PRONER) / Projet	400 000 000	697 880 499	1 039 771 621
22037040007 Programme d'Électrification Pour Tous (PEPT)	300 000 000	523 410 374	779 828 716
<i>Financement extérieur</i>	49 493 168 266	17 131 520 000	5 345 000 000
22037040002 Projet ENERGOS 1	24 713 700 000	0	0
22037040004 Projet d'accès à l'électricité	24 779 468 266	17 131 520 000	5 345 000 000

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		103 416 900 000	113 925 000 000	130 064 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	103 416 900 000	113 925 000 000	130 064 000 000
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
23203 Comptes Spéciaux du Trésor	103 416 900 000	113 925 000 000	130 064 000 000
2320301 Gestion des Comptes Spéciaux du Trésor	103 416 900 000	113 925 000 000	130 064 000 000
3 - Transferts	103 416 900 000	113 925 000 000	130 064 000 000
23203010002 réaliser les transferts au profit de la SIR pour la Taxe Spécifique Unique (TSU)	61 247 900 000	67 540 000 000	79 040 000 000
23203010001 réaliser les transferts pour la TVA sur secteur électricité	42 169 000 000	46 385 000 000	51 024 000 000

SECTION 339 : MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la non mise en œuvre des recommandations des réunions et assemblées tenues;
- une faible dotation financière, notamment au niveau des investissements ;
- un chevauchement des actions du Ministère avec celles de plusieurs Ministères ;
- un chevauchement des politiques des institutions communautaires à l'intérieur de la région ouest africaine ;
- des entraves à la libre circulation des marchandises et la méconnaissance du schéma de libéralisation des échanges ;
- des entraves à la libre circulation des personnes entraînant des plaintes régulières des citoyens communautaires ;
- la difficulté pour évaluer l'impact des projets communautaires sur les populations ;
- une difficulté d'importation et d'exportation de marchandises au sein de la région Afrique de l'Ouest ;
- la menace de perturbation du commerce communautaire face à l'existence de plusieurs régimes d'exportation au sein de la CEDEAO ;
- la méconnaissance du profil et des compétences des Ivoiriens de l'extérieur ;
- la difficulté d'avoir des interlocuteurs représentatifs capables de dialoguer avec l'administration au nom du plus grand nombre des ivoiriens de l'extérieur ;
- le paiement irrégulier des bourses d'études ;
- la présence insuffisante des ivoiriens dans les institutions internationales ;
- l'absence d'un instrument économique et juridique pour attirer les investissements de la diaspora ;
- la faible collaboration des ivoiriens de l'extérieur avec les ambassades ;
- la forte propension des ivoiriens à l'émigration irrégulière ;
- la difficulté pour identifier les ivoiriens parmi les milliers de clandestins prétendant être de nationalité ivoirienne.

I.1.2. Réponses apportées

- la création d'un nouveau site internet ;
- la collaboration avec les autres ministères sur les questions de migration et la formulation d'une stratégie « migration et développement » ;
- la sensibilisation et la formation des opérateurs économiques sur les Schémas de Libéralisation des Échanges (SLE) de la CEDEAO, de l'UEMOA et de l'Union du Fleuve Mano ;
- la réalisation des études pour la construction des centres régionaux de transit aux frontières et la recherche de financement pour la construction du port sec de Ferkessédougou ;
- la mise en œuvre de la phase pilote du programme pour la Mobilité des Talents (TMP) financé par la Banque mondiale ;
- l'organisation de quatre forums sectoriels;
- la concertation et la collaboration des institutions communautaires dans la mise en œuvre des programmes similaires ;
- la poursuite du rapatriement des ivoiriens de la Lybie;
- les sensibilisations à Abidjan, à l'intérieur et à l'extérieur du pays sur les dangers de la migration irrégulière ;
- l'organisation biannuelle du forum de la diaspora.

I.1.3. Défis et priorités

- l'accroissement des parts de marché des produits ivoiriens dans la région CEDEAO et dans les autres régions du continent;
- l'élimination des entraves à la libre circulation des personnes, des services, des biens et des capitaux ;

- le regroupement de la diaspora ivoirienne autour de valeurs communes ;
- la contribution au développement économique et social de la Côte d'Ivoire ;
- la contribution au rayonnement international de la Côte d'Ivoire ;
- la lutte contre la migration irrégulière qui est une préoccupation majeure pour les pays africains et européens ;
- le projet d'investissement le plus important du MIAIE demeure la construction du Port sec de Ferkessédougou. Les différentes composantes (terminal d'hydrocarbure, abattoir régional, marché à bétail et plateforme logistique) de ce projet d'environ 263 Milliards CFA ont été elles-mêmes priorisées de sorte à démarrer par les plus rentables, avec l'appui financier du secteur privé.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la Côte d'Ivoire joue un rôle accru dans l'intégration régionale ;
- les opérateurs économiques tirent profit des accords régionaux et internationaux ;
- les ivoiriens de l'étranger contribuent au rayonnement et au développement de la Côte d'Ivoire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les retombées de l'intégration africaine sont capitalisées ;
- les ivoiriens de l'étranger sont répertoriés et contribuent à l'amélioration du PIB.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Étranger est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'intégration régionale, de relations techniques et économiques avec l'Union Africaine et concernant les Ivoiriens de l'Étranger.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Intégration africaine

- participation, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, au suivi et à l'harmonisation des instruments techniques et économiques d'intégration sous régionale et africaine, notamment l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA), la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Communauté des Etats Sahélo-sahariens (CEN-SAD), le Conseil de l'Entente, l'Union du Fleuve Mano, l'Autorité du Bassin du Niger, l'Autorité du Bassin de la Volta, le NEPAD et l'Accord de Partenariat Economique, en abrégé APE ;
- coordination et promotion des politiques sectorielles en matière d'Intégration Africaine, en vue d'une meilleure cohérence des propositions nationales;
- coordination, suivi et promotion de la coopération africaine, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères, et appui à la coopération africaine ;
- participation à la définition et au suivi de la mise en œuvre de la politique d'immigration et d'émigration africaine en liaison avec le Ministre en charge de l'Intérieur;
- participation à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires, notamment dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- participation, en liaison avec le ministre chargé du budget et du portefeuille de l'Etat et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires relatifs aux politiques sectorielles cohérentes, en vue d'un développement harmonisé et équilibré des Etats membres, notamment dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- suivi de la mise en œuvre de la politique d'intégration des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intérieur ;
- suivi des initiatives de développement au niveau régional et continental, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères.

I.3.2. Au titre des Ivoiriens de l'Extérieur

- assistance aux ivoiriens qui vivent à l'étranger en encourageant et en coordonnant les initiatives visant leur regroupement ;
- aide à la réinsertion économique, sociale et culturelle des Ivoiriens de l'Extérieur lors de leur retour en Côte d'Ivoire ;
- facilitation de l'accès des Ivoiriens de l'Extérieur au logement en Côte d'Ivoire ;
- soutien à la réalisation des projets d'investissements des Ivoiriens de l'Extérieur en Côte d'Ivoire ;
- coordination des questions de migration des ivoiriens vers l'extérieur, en liaison avec les ministères en charge de l'intérieur et des affaires étrangères.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Intégration Africaine ;
- Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

Programmes	Services Centraux et Régionaux	Organisme sous tutelle directe (EPN, SODE, SEM)	Projets PIP	Projets hors PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DAJI, SCRP, SCV, SPS, SIDA, Secrétariat Permanent des Organes Spécialisés et Consultatifs (Comité APE, Comité Ecoute, Comité Agrément) Secrétariat du Comité National de Pilotage du Mécanisme de Suivi de la libre circulation des véhicules de transport, des personnes et des biens.		Schéma directeur informatique	
Programme 2 : Intégration Africaine	DGIA, DPCCLC, DPCMF, DPCITIC, DPCPHDD.	Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine	Construction du Port Sec de Ferkessedougou Construction du siège du Bureau de l'Intégration Bibliothèque de l'Intégration Construction d'une usine de Bio larvicides	Programme de Mobilité des Talents Etude de faisabilité pour le développement intégré du Wassoulou,
Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur	DGIE, DAOSAR, DMCD, DRPOEIE, DASI.			Centre d'accueil, d'Information, d'Orientation et d'Accompagnement des Migrants en Côte d'Ivoire

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP1.1 : Taux de réalisation des activités planifiées	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités planifiées Source : SPS
		IP1.2 : Nombre de réponses apportées aux sollicitations des usagers/ temps moyen mis pour répondre aux sollicitations des usagers	Nombre de demandes traitées / Nombre total de demandes Source : Service de l'information, de la documentation et des archives
OG 2 : Tirer profit du renforcement de l'intégration africaine	RS 2 : les retombées de l'intégration africaine sont capitalisées	IP2.1 : Pourcentage des exportations de la Côte d'Ivoire à destination des pays de la CEDEAO	Exportations vers la CEDEAO / Exportations totale de Côte d'Ivoire Source : SPS, CEDEAO
		IP2.2 : Taux moyen de couverture des échanges de la Côte d'Ivoire à la CEDEAO	Exportations vers la CEDEAO / Importations en provenance de la CEDEAO Source : Rapport d'activités DGIE
OG 3 : Faire de l'ivoirien de l'extérieur un citoyen mieux intégré dans le pays d'accueil et partenaire du développement économique et social de son pays d'origine	RS 3 : Les ivoiriens de l'extérieur sont répertoriés et contribuent à l'amélioration du PIB	IP3.1 : Nombre d'ivoiriens de l'extérieur cartographiés par la DGIE	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
		IP3.2 : Proportion des transferts de la diaspora dans le PIB	Montant des transferts de la diaspora / PIB Source : Données BCEAO, DGIE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	2 636 546 302	2 734 351 750	2 877 829 283
1.1 Ressources Intérieures	2 636 546 302	2 734 351 750	2 877 829 283
1.1.1 Budget État	2 636 546 302	2 734 351 750	2 877 829 283
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	2 636 546 302	2 734 351 750	2 877 829 283
2.1 Personnel	652 671 298	657 498 697	662 376 040
2.1.1 Solde y compris EPN	652 671 298	657 498 697	662 376 040
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 238 961 665	1 228 476 222	1 186 483 438
2.3 Transferts	544 913 339	499 436 583	509 083 993
2.4 Investissements	200 000 000	348 940 248	519 885 812
Trésor	200 000 000	348 940 248	519 885 812
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Système d'Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer une meilleure participation de la Côte d'Ivoire aux réunions à caractère régionales	Pourcentage de réunions en Afrique ayant fait l'objet de consultation préalable avec le MIAIE	10%	80%	80%	85%	Nombre d'activités réalisées / Ensemble des activités planifiées (environ 100 activités inscrites au bilan + PAP) Source : Cabinet
	Nombre de rapports finaux de réunion collecté par le MIAIE	10%	50%	50%	55%	Ensemble des rapports issus des 100 (environs réunion en Afrique). Source : Cabinet, SGG
	Proportion des réunions en Afrique faisant l'objet de compte rendu en Conseil de Ministre	ND	25%	30%	37%	Source : SGG
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et Matérielles du ministère	Taux d'exécution budgétaire	94%	95%	95%	95%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport d'activités DAF
	Ratio personnel / équipement	60%	80%	85%	85%	Nombre de personnes équipées / Effectif personnel Source : Rapport DAF
	Pourcentage d'agents ayant bénéficié par an d'au moins une formation	55%	65%	70%	70%	Nombre d'agents formés par an / Effectif total du ministère dans l'ordre de 150 agents sur la base de la liste de présence personnes formées. Source : Rapports d'activités DRH
OS 3 : Mettre en place un système performant de planification, de suivi-évaluation et de communication sur les activités du Ministère	Proportion des Directions ou Services ayant des plans d'actions	50%	80%	90%	90%	Directions ou services dotés d'un plan d'actions / Directions totales Source : Rapport d'activités SPS
	Proportion de services rédigeant des rapports d'activités trimestrielles	ND	60%	70%	70%	Nombre de service ayant rédigé un rapport trimestriel / Nombre total de service Source : service de la Communication et des Relations Publiques
	Pourcentage des services ayant des activités médiatisées	75%	80%	90%	90%	Nombre de services ayant médiatisé leurs activités / Nombre total de service

I.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2020	2021	2022
21144 Administration Générale		1 634 397 588	1 658 931 741	1 657 310 707
	Dépenses de personnel	531 424 898	534 789 101	538 171 519
	Dépenses en biens et services	900 310 669	879 665 696	827 208 597
	Transferts	152 662 021	157 241 882	161 959 138
	Investissements	50 000 000	87 235 062	129 971 453
	Trésor	50 000 000	87 235 062	129 971 453
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21144 Administration Générale	1 634 397 588	1 658 931 741	1 657 310 707
2114401 Coordination et animation du ministère	420 349 751	385 305 950	318 018 958
2 - Biens et services	420 349 751	385 305 950	318 018 958
21144010002 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21144010003 Apporter un appui juridique aux services du ministère	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21144010004 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	170 000 000	175 100 000	80 353 000
21144010006 Coordonner les activités des organes spécialisés et consulaire du ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21144010023 Mettre en œuvre les résolutions du forum 2019	50 000 000	20 600 000	21 218 000
21144010025 Mettre en œuvre et suivre les activités du Comité national de négociation des APE	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21144010026 Suivre les questions se rapportant à la prévention et la gestion des conflits	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21144010031 Élaborer et suivre le calendrier des réunions et conférences du ministère	3 600 000	3 708 000	3 819 240
21144010038 coordonner et superviser les activités du ministère	133 650 000	119 119 500	141 789 285
21144010039 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	32 099 751	34 848 450	37 951 533
2114402 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	1 130 497 837	1 151 834 229	1 173 727 101
1 - Personnels	531 424 898	534 789 101	538 171 519
21144020015 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	531 424 898	534 789 101	538 171 519
2 - Biens et services	446 410 918	459 803 246	473 596 444
21144020002 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	45 000 000	46 350 000	47 740 500
21144020007 Gérer la commande publique du ministère	2 850 000	2 935 500	3 023 565
21144020013 Gérer la RÉGIE / Convention BNETD	100 468 991	103 483 061	106 587 553

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21144 Administration Générale	1 634 397 588	1 658 931 741	1 657 310 707
21144020025 Gérer les ressources humaines du ministère	8 500 000	8 755 000	9 017 650
21144020026 Renforcer les capacités des agents du Ministère	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21144020029 Mettre en œuvre le CDMT	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21144020033 Gérer le budget et le patrimoine du ministère	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21144020037 Gérer les Dépenses centralisées du ministère	254 591 927	262 229 685	270 095 676
3 - Transferts	152 662 021	157 241 882	161 959 138
21144020032 Transférer la subvention au BNETD	152 662 021	157 241 882	161 959 138
2114403 Planification, programmation et suivi-évaluation	26 450 000	27 243 500	28 060 805
2 - Biens et services	26 450 000	27 243 500	28 060 805
21144030003 Organiser la planification générale des activités du Ministère	18 000 000	18 540 000	19 096 200
21144030009 Inspecter et Contrôler les services du Ministère	8 450 000	8 703 500	8 964 605
2114404 Système d'information et communication	57 100 000	94 548 062	137 503 843
2 - Biens et services	7 100 000	7 313 000	7 532 390
21144040001 Apporter un appui en matière TIC aux services du ministère	3 600 000	3 708 000	3 819 240
21144040003 Organiser la communication des activités du Ministère	3 500 000	3 605 000	3 713 150
4 - Investissements	50 000 000	87 235 062	129 971 453
Trésor	50 000 000	87 235 062	129 971 453
21144040002 Mettre en œuvre le schéma directeur informatique	50 000 000	87 235 062	129 971 453

II.2.2. Programme 2 : Intégration Africaine

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Intégration Africaine	Action 2.1 : Libre circulation et intégration monétaire
	Action 2.2 : Infrastructures et politiques communautaires de développement durable
	Action 2.3 : Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Intégration Africaine						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS.1. : Profiter de l'intégration commerciale et monétaire	Nombre d'Entreprises bénéficiant d'un agrément au SLE	250	300	300	350	Dénombrement Source : Rapport DGIA
	Nombre de produits agréés	1000	1	1100	1100	Dénombrement Source : Rapport DGIA
	Variation de la capitalisation boursière/proportion de capitalisation boursière régionale détenue par les entreprises ivoiriennes	ND	15%	15%	17%	Source : BVR.
	Ratio des critères de convergence de premier rang UEMOA / CEDEAO respectés par la Côte d'Ivoire	6/9	8/9	8/9	8/9	Transaction Boursières ivoiriennes / transactions globales. Source : rapports d'activités BVRM, DGIA.
OS 2: Bénéficier des programmes et projets communautaires de développement	Nombre de projets communautaires mis en œuvre en Côte d'Ivoire (NEPAD/PCD/PER)	7	9	11	11	Dénombrement des projets de développement initiés par les organisations communautaires (UA-NEPAD, CEDEAO, UEMOA) Source : Rapport d'activités
	Taux de réalisation des programmes communautaires de développement destiné à la CI	35%	65%	75%	80%	Montant des Décassements / Dotation global des crédits accordés. Source : les rapports financiers des partenaires.
OS.3. : Veiller à la mise en œuvre des politiques communautaires	Nombre de textes communautaires retranscrits ou ratifiés dans le droit ivoirien	60	65	70	70	Dénombrement des textes de l'UA et de la CEDEAO Source : UA, CEDEAO (98 textes au total recensés en 2016)
	Ratio de politiques communautaires déclinées en programmes ou projets par la Côte d'Ivoire	13/20	20/30	25/40	30/40	Nombre de politiques communautaires déclinées / Nombre de politiques identifiées Source : DGIA

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections		
	2020	2021	2022
22145 Intégration Africaine	599 071 749	713 746 141	851 175 443
Dépenses de personnel	121 246 400	122 709 596	124 204 521
Dépenses en biens et services	185 574 031	191 141 252	196 875 489
Transferts	142 251 318	138 190 107	140 181 074
Investissements	150 000 000	261 705 186	389 914 359
Trésor	150 000 000	261 705 186	389 914 359
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22145 Intégration Africaine	599 071 749	713 746 141	851 175 443
2214501 Libre circulation et intégration monétaire	75 684 031	77 954 552	80 293 188
2 - Biens et services	75 684 031	77 954 552	80 293 188
22145010006 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaire du et de la libre circulation	18 400 000	18 952 000	19 520 560
22145010007 Organiser des séminaires et réaliser des prestations relatives aux commerces	15 000 000	15 450 000	15 913 500
22145010008 Suive la mise en œuvre des APEI CI/ UE et CI / RU et de leurs programmes d'appui APE ainsi que la négociation d'un APEI globale	14 619 000	15 057 570	15 509 297
22145010009 Mettre en place les bases de données économiques et financières, et des programmes projets sectoriels communautaires à forte valeur ajoutée nationale	9 046 000	9 317 380	9 596 901
22145010011 Veiller au dialogue CI - UEMOA - CEDEAO sur le respect des critères de convergence au niveau des états membres	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22145010012 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires économiques et financières	14 619 031	15 057 602	15 509 330
2214502 Infrastructures et politiques communautaires de développement durable	207 890 000	314 184 874	435 944 569
2 - Biens et services	67 890 000	69 926 700	72 024 501
22145020011 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires en matière d'infrastructures et des TIC	13 990 000	14 409 700	14 841 991
22145020012 Renforcer les capacités des acteurs nationaux sur les dispositions communautaires en matière de transport	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22145020013 Sécuriser et la maintenir le parc informatique de la DGIA	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22145020014 Mettre en œuvre le système régional intégré d'information agricole de la CEDEAO (ECOAGRIS) : Réalisation d'un profil de moyen d'existence des populations de la zone ouest CI05 (Manioc riz café)	18 000 000	18 540 000	19 096 200
22145020015 Mettre en œuvre et suivre les politique communautaire en matière de promotion humaine et de développement durable	20 900 000	21 527 000	22 172 810
4 - Investissements	140 000 000	244 258 174	363 920 068
Trésor	140 000 000	244 258 174	363 920 068
22145020016 Construire le port sec de Ferlé	130 000 000	226 811 162	337 925 777
22145020017 Construire une usine régionale de biolarvicides	10 000 000	17 447 012	25 994 291
2214503 Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine	315 497 718	321 606 715	334 937 686
1 - Personnels	121 246 400	122 709 596	124 204 521
22145030018 Transférer les subventions équilibre personnel au BIPIA	121 246 400	122 709 596	124 204 521
2 - Biens et services	42 000 000	43 260 000	44 557 800
22145030011 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Intégration Africaine	32 000 000	32 960 000	33 948 800
22145030012 Organiser une conférence avec les parties prenantes sur l'état d'avancement de l'Intégration Africaine	10 000 000	10 300 000	10 609 000
3 - Transferts	142 251 318	138 190 107	140 181 074
22145030017 Transférer les crédits de la promotion de l'Intégration régionale au BIPIA	142 251 318	138 190 107	140 181 074
4 - Investissements	10 000 000	17 447 012	25 994 291
Trésor	10 000 000	17 447 012	25 994 291
22145030014 Suivre la mise en œuvre du Plan stratégique de l'intégration régionale	10 000 000	17 447 012	25 994 291

II.2.3. Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur	Action 3.1 : Assistance et facilitation du retour de la diaspora ivoirienne
	Action 3.2 : Lutte contre la migration irrégulière
	Action 3.3 : Mobilisation des compétences et ressources de la diaspora ivoirienne
	Action 3.4 : Coordination des actions en faveur des ivoiriens de l'extérieur

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : favoriser le retour et une meilleure réinsertion des ivoiriens de l'extérieur	Nombre d'ivoiriens candidats au retour rapatrié	1500	2000	1000	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur en situation de détresse ayant reçu une assistance	100	200	200	150	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
OS 2 : Organiser et faciliter la migration légale	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur déclarés dans leur ambassade	30 809	40 809	40 809	45 809	Dénombrement Source : statistiques des Ambassades européennes
OS 3 : Faire de la diaspora ivoirienne un acteur du développement économique et social	Nombre d'entreprises créées dans le cadre du mécanisme d'appui aux investissements de la diaspora	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Direction Générale de l'Economie / BCEAO
	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur recensés dans le compendium de la diaspora	300	1000	1.500	2.000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
OS 4 : favoriser le dialogue entre le Gouvernement ivoirien et la diaspora	Nombre d'associations recensées auprès des Ambassades et Consulats	200	500	500	1000	Dénombrement Source : Statistiques de la DGIE
	Pourcentage des associations déclarées transmettant leurs rapports d'activité annuel	5%	25%	25%	30%	Nombre d'associations transmettant leurs rapports / Nombre total d'associations déclarées dans le monde Source : Statistiques de la DGIE
	Nombre d'ivoiriens de la diaspora participant aux forums	ND	ND	2500	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2020	2021	2022
22146 Ivoiriens de l'extérieur		403 076 965	361 673 868	369 343 133
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	153 076 965	157 669 274	162 399 352
	Transferts	250 000 000	204 004 594	206 943 781
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22146 Ivoiriens de l'extérieur	403 076 965	361 673 868	369 343 133
2214601 Assistance et facilitation du retour de la diaspora ivoirienne	303 626 965	259 240 368	263 836 628
2 - Biens et services	53 626 965	55 235 774	56 892 847
22146010008 Valider le plan de retour des migrants	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22146010009 Héberger le site de la cartographie	24 000 000	24 720 000	25 461 600
22146010016 Suivre le point de la réinsertion des migrants de retour	9 226 965	9 503 774	9 788 887
22146010022 Élaborer et valider le plan de réinsertion des migrants	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22146010023 Mettre en œuvre et suivre les actions de réintégration des ivoiriens de l'extérieur	7 400 000	7 622 000	7 850 660
3 - Transferts	250 000 000	204 004 594	206 943 781
22146010005 Transférer les crédits en vue d'assister les ivoiriens de l'extérieur en détresse	250 000 000	204 004 594	206 943 781
2214602 Lutte contre la migration irrégulière	25 600 000	26 368 000	27 159 040
2 - Biens et services	25 600 000	26 368 000	27 159 040
22146020002 Lutter contre la migration irrégulière	25 600 000	26 368 000	27 159 040
2214603 Mobilisation des compétences et ressources de la diaspora ivoirienne	43 000 000	44 290 000	45 618 700
2 - Biens et services	43 000 000	44 290 000	45 618 700
22146030013 Prospector, évaluer et recenser les ivoiriens de l'extérieur possédant des compétences	23 000 000	23 690 000	24 400 700
22146030014 Rechercher et aider à la réalisation, en Côte d'Ivoire, des projets d'investissement des ivoiriens de l'extérieur	20 000 000	20 600 000	21 218 000
2214604 Coordination des actions en faveur des ivoiriens de l'extérieur	30 850 000	31 775 500	32 728 765
2 - Biens et services	30 850 000	31 775 500	32 728 765
22146040007 Mettre en place le centre d'appel	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22146040010 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Ivoiriens de l'Extérieur	27 850 000	28 685 500	29 546 065

SECTION 340: MINSTERE DES TRANSPORTS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Sous-secteur terrestre

- l'insuffisance de l'offre de service de transport urbain ;
- l'absence de statistiques fiables ;
- la gestion approximative du fret engendrant des pertes de recettes fiscales pour l'Etat ;
- le nombre élevé des accidents de la route ;
- l'état de dégradation avancée de l'axe ferroviaire existant ;
- l'insuffisance de régulation du Transport urbain à Abidjan.

I.1.1.2. Sous-secteur aérien

- le caractère non opérationnel de quatre (4) aérodromes de l'intérieur du pays;
- l'inexistence de cadre de traitement d'accidents et d'incidents graves d'aviation en Côte d'Ivoire.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Sous-secteur terrestre

- la relecture du code de la route et de la convention de concession de SITARAIL ;
- l'adoption par le parlement de la loi d'orientation des transports terrestres ;
- la résolution du conflit de leadership au sein de l'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC) ;
- la mise en place d'un système de gestion intégrée de l'ensemble des activités du transport routier ;
- le démarrage de l'opération du renouvellement du parc automobile ;
- l'annulation de la TVA sur les véhicules neufs de transport public ;
- l'organisation des transporteurs par l'élection des délégués de transporteurs et du Président des délégués ;
- la réduction des barrages routiers (lutte contre le racket) ;
- la concession, du démarrage de la construction et de l'exploitation de la gare routière d'Abidjan ;
- l'acquisition d'autobus et de bateaux-bus pour la SOTRA;
- la réalisation des études du prolongement des voies ferrées Abidjan- Ouagadougou-Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;
- la réalisation des études du train urbain dans la ville d'Abidjan;
- la libéralisation du transport lagunaire ;
- la construction des postes juxtaposés de Noé et Laleraba.

I.1.2.2. Sous-secteur aérien

- l'ouverture du ciel ivoirien par l'augmentation du nombre de compagnies aériennes ;
- la création de la compagnie ivoirienne "Air Côte d'Ivoire" ;
- l'extension et de la modernisation de l'aérogare de fret d'Abidjan ;
- la réhabilitation des aérodromes de l'intérieur ;

- les attributions des Marchés pour l'acquisition d'équipements techniques et électriques des aérodromes ;
- les attributions des Marchés pour la réhabilitation des aires de manœuvre et des voies de services des aérodromes;
- la création du Bureau Enquête Accident à Abidjan.

I.1.3. Défis et priorités

- la classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA ;
- la réhabilitation et la modernisation des aéroports et aérodromes ;
- la réhabilitation du chemin de fer Abidjan- Ouagadougou–Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;
- la construction du train urbain d'Abidjan ;
- la réalisation du chemin de fer Man - San Pedro ;
- la régulation du transport urbain à Abidjan ;
- la construction des postes juxtaposés de CI-Guinée et de CI-Mali ;
- la modernisation des cinq aérodromes réhabilités ;
- la réhabilitation et la modernisation des quatre autres aérodromes ;
- la gestion intelligente du trafic à Abidjan;
- l'amplification du renouvellement du parc auto;
- la professionnalisation des transporteurs et conducteurs.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance dans le secteur des services de transport ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté ferroviaire et routière ;
- la compétitivité et la facilitation des échanges économiques et commerciaux ;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services de transport de qualité.

I.2.2. Résultats stratégiques

- L'administration des transports est moderne et performante ;
- les conditions d'accès des populations (usagers) à des services de transport routier et ferroviaire de qualité sont améliorées ;
- la compétitivité des services du transport aérien est accrue ;

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Transports est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de transports.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- maîtrise d'ouvrage des infrastructures des aérodromes, des aéroports, des gares routières, des chemins de fer nationaux et urbains;
- promotion, organisation et Contrôle du transport privé routier, ferroviaire, aérien;
- promotion, organisation, Réglementation et Contrôle des transports collectifs urbains, interurbains et en milieu rural ;
- promotion, organisation, Réglementation et Contrôle du transport privé;
- initiation, application et Contrôle de la Réglementation relative à la sécurité des transports routier, aérien, ferroviaire;
- contribution à la formation de l'ensemble des acteurs des transports.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Transport Terrestre ;
- Programme 3 : Transport Aérien ;

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSE -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, Secrétariat General, Inspection General des Transports, Direction des Affaires Juridiques et Contentieuses , Direction des Affaires Financières, Direction de la Planification des Statistiques et de la Prospective, Direction de la Formation et de la Coopération Internationale, Direction des Ressources Humaines, Service de la Communication et des Relations Publiques , Service de l'Informatique des Archives et de la Documentation, Cellule de Passation des Marches Publics, Directions Régionales (20), Directions Départementales (07)	-	- Mise en place d'un système de suivi-évaluation projets/programmes/statistiques des transports Mise en place d'un système de gestion des projets programmes et statistiques des transports la DPEP	-
Programme 2 Transport Terrestre	DGTTTC (Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation), DC (Direction de la Circulation), DTRF (Direction des Transports Routiers et Ferroviaires), DPET (Direction de la Promotion des Entreprises de Transport), DCRE (Direction de la Coordination des transports terrestres et des Relations Extérieures), DGUA (Direction du Guichet Unique Automobile), OFT (Observatoire de la Fluidité des Transports)	OSER (Office de Sécurité Routière), SIFP (Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire), SOTRA (Société des Transports Abidjanais), FDTR (Fonds de Développement du Transport Routier)	- Construction de postes frontaliers juxtaposés de Laléraba ; - Acquisition d'autobus et de bateau-bus ; - Construction infrastructure du train urbain d'Abidjan ; - Construction d'un site bus rapide transit (30 Km) ; - Construction du poste juxtapose de Gbapleu ; - Construction du poste juxtapose de Prollo ; - Construction du poste juxtapose de Nigouni ; - PAMOSSET (projet d'appui à la modernisation du secteur des transports et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan - Ouagadougou). -Acquisition des simulateurs et de véhicule d'enseignement de la conduite automobile	-Construction du chemin de fer San Pedro - Man -Touba - Odienné-Frontière du Mali ; -Construction de chemin de fer Ouangolo - Nielle - Sikasso – Bougouni ; -Construction d'un centre de formation aux métiers ferroviaires ; -Gare routière d'Abidjan ; -Massification du renouvellement du parc automobile avec l'instauration "d'une prime" à la casse (camions de transport de marchandises) ; -Création de l'Autorité organisatrice du Transport Urbain à Abidjan

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 Transport Aérien	DTA, BEA	ANAC, SODEXAM	- Modernisation et extension de l'aérogare de fret de l'aéroport FHB d'Abidjan ; - Création du centre de médecine aéronautique et aéroportuaire ; - Réhabilitation des aéroports de l'intérieur (Odienné, Korhogo, Bouna, Bondoukou, Man, Daloa, San Pedro, Yamoussoukro) ; Réhabilitation de l'aéroport de San-Pedro.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 .1: l'Administration des transports est moderne et performante	IP 1.1.1: Taux annuel de satisfaction des usagers de l'Administration Publique des Transports	Dénombrement Nombre d'usagers interrogés et satisfaits / nombre total d'usagers interrogés) x100 Enquêtes de satisfaction. Source : INS -DPSP
OG 2 : Améliorer les conditions d'accès des populations (usagers) à des services de transport routier et ferroviaire de qualité	RS 2.1. : les conditions d'accès des populations (usagers) à des services de transport routier et ferroviaire de qualité sont améliorées	IP 2.1.2 : Taux de satisfaction annuel des usagers par rapport au transport terrestre	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête Source: INS
OG 3 : Accroître la compétitivité des services du transport aérien	RS 3.1 : la compétitivité des services du transport aérien est accrue	IP 3.1.1 : Taux de croissance du trafic aérien en Côte d'Ivoire	(Nombre de passagers de l'année en cours - nombre de passagers de l'année précédente) / nombre de passagers de l'année précédente Source : SODEXAM
		IP 3.1.2 : Nombre de compagnies fréquentant les aéroports de Côte d'Ivoire	Dénombrement. Source : SODEXAM

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	39 588 469 978	51 151 405 376	54 758 250 678
1.1 Ressources Intérieures	39 588 469 978	51 151 405 376	54 758 250 678
1.1.1 Budget Etat	39 588 469 978	51 151 405 376	54 758 250 678
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	39 588 469 978	51 151 405 376	54 758 250 678
2.1 Personnel	6 774 389 318	6 818 456 673	6 863 588 302
2.1.1 Solde y compris EPN	6 774 389 318	6 818 456 673	6 863 588 302
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 223 651 859	1 267 415 421	1 312 059 756
2.3 Transferts et subventions	3 957 815 844	3 661 272 568	3 685 814 610
2.4 Investissement*	27 632 612 957	39 404 260 714	42 896 788 010
Trésor	27 632 612 957	39 404 260 714	42 896 788 010
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Animation et coordination
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports	L'annuaire statistique est disponible et actualisé	0	1	1	1	Dénombrement Source : DPSP
	Taux annuel de couverture des besoins en formation exprimés.	45%	50%	65%	80%	Nombre de besoins satisfaits / Nombre total de besoins exprimés Source : DRH - DFCI
OS 2 : Élaborer et mettre en œuvre un plan de communication interne et externe	Nombre de bulletins d'information trimestriels	0	4	4	4	Dénombrement Source : SCRIP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	7 665 592 102	7 820 283 356	7 988 131 155
Dépenses de personnel	6 464 124 399	6 504 447 491	6 545 753 665
Dépenses en biens et services	1 063 651 859	1 102 415 421	1 142 315 756
Transferts (1)	37 815 844	38 950 319	40 118 829
Investissements	100 000 000	174 470 125	259 942 905
Trésor	100 000 000	174 470 125	259 942 905
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21112 Administration Générale	7 665 592 102	7 820 283 356	7 988 131 155
2111201 Coordination et animation	487 247 920	499 117 597	510 104 310
2 - Biens et services	449 432 076	460 167 278	469 985 481
21112010001 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21112010003 mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de transports	90 240 076	92 947 278	95 735 697
21112010004 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	132 792 000	132 792 000	132 792 000
21112010005 Archiver les données du Ministère	2 000 000	2 060 000	2 121 800
21112010039 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (YAMOOUSSOUKRO)	8 000 000	8 240 000	8 487 200
21112010040 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DIMBOKRO)	3 875 000	3 991 250	4 110 988
21112010041 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUAKE)	10 400 000	10 712 000	11 033 360
21112010042 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SEGUELA)	3 875 000	3 991 250	4 110 988
21112010043 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (TOUBA)	3 875 000	3 991 250	4 110 988
21112010044 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ODIENNE)	13 000 800	14 626 824	15 065 629
21112010045 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (KORHOGO)	8 400 000	8 652 000	8 911 560
21112010046 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BONDOUNKOU)	8 200 000	8 446 000	8 699 380
21112010047 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DALOA)	8 200 000	8 446 000	8 699 380
21112010048 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (GAGNOA)	15 799 200	16 273 176	16 761 371
21112010049 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (MAN)	3 875 000	3 991 250	4 110 988
21112010050 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DIVO)	3 875 000	3 991 250	4 110 988
21112010051 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SAN PEDRO)	8 200 000	8 446 000	8 699 380
21112010052 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ABENGOUROU)	8 200 000	8 446 000	8 699 380
21112010053 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ABOISSO)	8 200 000	8 446 000	8 699 380
21112010054 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DIMBOKRO)	5 000 000	5 150 000	5 304 140
21112010055 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (KATIOLA)	7 200 000	7 416 000	7 638 480
21112010056 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (SEGUELA)	5 000 000	5 150 000	5 304 140
21112010057 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUNA)	3 875 000	3 991 250	4 110 988
21112010058 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (MAN)	5 000 000	5 150 000	5 304 140
21112010059 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DIVO)	5 000 000	5 150 000	5 304 140
21112010060 Coordonner les activités du Ministère au niveau déconcentré (DEPARTEMENT TOUBA)	5 000 000	5 150 000	5 304 140
21112010061 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (AGBOVILLE)	9 000 000	9 270 000	9 548 100
21112010062 Contrôler les services et les structures sous tutelle du Ministère	12 000 000	12 360 000	12 730 800
21112010063 Mettre en œuvre le système de Management de la Qualité et l'Archivage moderne des Documents au sein de la DAF	4 400 000	4 532 000	4 667 960
21112010064 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	12 000 000	12 360 000	12 730 800
21112010066 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DR ABIDJAN)	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21112010067 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUAFLE)	8 200 000	8 446 000	8 698 480
21112010068 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (BOUNA)	5 000 000	5 150 000	5 304 140
21112010069 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DR KATIOLA)	3 875 000	3 991 250	4 110 988
21112010070 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SOUBRE)	3 875 000	3 991 250	4 110 988

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21112 Administration Générale	7 665 592 102	7 820 283 356	7 988 131 155
3 - Transferts	37 815 844	38 950 319	40 118 829
21112010065 Exécuter la convention BNETD	37 815 844	38 950 319	40 118 829
2111202 Planification, programmation et suivi-évaluation	112 000 000	186 830 125	272 673 705
2 - Biens et services	12 000 000	12 360 000	12 730 800
21112020003 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	12 000 000	12 360 000	12 730 800
4 - Investissements	100 000 000	174 470 125	259 942 905
Trésor	100 000 000	174 470 125	259 942 905
21112020002 Mettre en place un système de gestion des Projets Programmes et des statistiques des Transports	100 000 000	174 470 125	259 942 905
2111203 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	7 029 764 182	7 097 459 583	7 167 394 026
1 - Personnels	6 455 544 399	6 496 411 440	6 537 499 751
21112030004 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	6 455 544 399	6 496 411 440	6 537 499 751
2 - Biens et services	574 219 783	601 048 143	629 894 275
21112030001 Gérer la commande publique du Ministère	12 000 000	12 360 000	12 730 800
21112030002 Prendre en charge les frais d'abonnement et de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	184 119 783	199 245 143	216 037 185
21112030005 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP / CDMT	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21112030006 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	200 000 000	206 000 000	212 180 000
21112030007 Gérer les ressources financières du ministère	45 600 000	46 968 000	48 377 040
21112030008 Gérer les ressources humaines du ministère	17 500 000	18 025 000	18 565 750
21112030011 Prendre en charge l'organisation des conférences et missions en côte d'ivoire	20 000 000	20 600 000	21 218 000
21112030014 Élaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités des acteurs du transport	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21035030002 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Ministère	55 000 000	56 650 000	58 349 500
2111204 Information et communication	36 580 000	36 876 051	37 959 114
1 - Personnels	8 580 000	8 036 051	8 253 914
21112040005 Assurer la masse salariale du Service de la Communication et des Relations Publiques	8 580 000	8 036 051	8 253 914
2 - Biens et services	28 000 000	28 840 000	29 705 200
21112040002 Réaliser la maintenance du parc informatique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21112040004 Organiser la communication des activités du ministère	18 000 000	18 540 000	19 096 200

II.2.2. Programme 2 : Transport Terrestre

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Transport terrestre	Action 2.1: Coordination et suivi des activités du transport terrestre
	Action 2.2: Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre
	Action 2.3: Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire
	Action 2.4: Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Transport Terrestre						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Coordonner le développement des activités du transport terrestre	Rapport de suivi et d'évaluation des activités des transports Terrestres	0	1	1	1	Dénombrement Source : DGTTTC
OS 2 : Offrir des services routiers et ferroviaires durables, de qualité et sécurisés	Nombre de nouveaux bureaux opérationnels par an Centre de Gestion Intégrée (CGI)	0	3	5	5	Dénombrement Source : DGTTTC
	Taux annuel de régression des accidents routiers	100	5 %	7 %	10 %	(Nombre total d'accidents de l'année en cours – nombre d'accidents de l'année précédente) / nombre d'accidents de l'année précédente Source : OSER
	Nombre annuel des incidents ferroviaires	49	46	42	38	Dénombrement Source : SIFP
OS 3 : Faciliter la mobilité terrestre des personnes et des biens	Nombre de barrages routiers au 100km	4	3	3	3	Dénombrement Source : OFT

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : TRANSPORT AERIEN	22 468 052 737	29 122 291 676	31 030 709 149
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	87 000 000	89 610 000	92 298 300
Transferts	3 020 000 000	2 893 734 413	2 906 610 849
Investissements	19 361 052 737	26 138 947 263	28 031 800 000
Trésor	19 361 052 737	26 138 947 263	28 031 800 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22113 Transport aérien	22 468 052 737	29 122 291 676	31 030 709 149
2211301 Coordination et suivi des activités du transport aérien	37 000 000	36 353 513	36 989 697
2 - Biens et services	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22113010001 Faire appliquer les orientations de la politique en matière de transport aérien	7 000 000	7 210 000	7 426 300
3 - Transferts	30 000 000	29 143 513	29 563 397
22113010005 Rendre opérationnel le dispositif de recherche et sauvetage <<Search and Rescue>> (SAR)	30 000 000	29 143 513	29 563 397

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22113 Transport aérien	22 468 052 737	29 122 291 676	31 030 709 149
2203602 Sécurisation de l'approvisionnement des Marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers	8 500 000	9 017 650	9 288 181
2 - Biens et services	8 500 000	9 017 650	9 288 181
2211302 Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires	20 351 052 737	27 003 538 163	28 908 847 452
3 - Transferts	990 000 000	864 590 900	877 047 452
22113020001 Suivre la réalisation des activités aéroportuaire et météorologique	990 000 000	864 590 900	877 047 452
4 - Investissements	19 361 052 737	26 138 947 263	28 031 800 000
Trésor	19 361 052 737	26 138 947 263	28 031 800 000
22113020002 Réhabiliter les aéroports de l'intérieur (Bouaké Daloa, Man, Odiéne et Yamoussoukro (projet)	3 000 000 000	8 000 000 000	12 000 000 000
22113020003 Construire et faire l'extension des aéroports de Korhogo Kong Daoukro Séguéla (projet)	15 000 000 000	17 000 000 000	16 031 800 000
22113020005 Moderniser et étendre l'aérogare fret de l'aéroport international FHB (projet, financement BID e	1 361 052 737	1 138 947 263	0
2211303 Renforcement de la sécurité et de la sûreté	80 000 000	82 400 000	84 872 000
2 - Biens et services	80 000 000	82 400 000	84 872 000
22113030002 Réaliser les enquêtes techniques sur les accidents et incidents graves d'aviation	35 000 000	36 050 000	37 131 500
22113030003 Analyser et instruire des incidents aériens -prévention des risques aériens	45 000 000	46 350 000	47 740 500
2211304 Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3 - Transferts	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
22113040001 Renforcer la flotte Air Côte d'Ivoire	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000

II.2.3. Programme 3 : Transport Aérien

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Transport aérien	Action 3.1: Coordination et suivi des activités du transport aérien
	Action 3.2: Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires
	Action 3.3: Renforcement de la sécurité et de la sûreté
	Action 3.4: Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 Performance du programme

Programme 3 : Transport Aérien						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Coordonner le développement des activités du Transport Aérien	Nombre de rapports de suivi-évaluation des activités de transport aérien	4	4	4	4	Dénombrement Source : DTA/MT
OS 2 : Etendre et moderniser l'aérogare fret de l'aéroport international FHB et les infrastructures des aéroports de l'intérieur	Taux d'accroissement du fret aérien	24.112	27.320 (soit une augmentation de 10% par rapport à 2019)	32.783 (soit une augmentation de 20% par rapport à 2020)	34 422 (soit une augmentation de 05% par rapport à 2021)	(Tonnage de l'année en cours – tonnage de l'année précédente) / tonnage de l'année précédente Source : SODEXAM
	Nombre d'aéroports opérationnels (07 aéroports à Réhabiliter et 05 à construire)	7	10	12	12	Dénombrement Source : SODEXAM
OS 3 : Obtenir la Classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA	Certificats OACI et FAA	0 (Préparation audit OACI)	1 (Certificat OACI)	2 (Certificats FAA et OACI)	2 (Certificats FAA et OACI)	Dénombrement Source : ANAC
OS 4 : Développer les vols intérieurs	Nombre annuel de passagers des aéroports de l'intérieur	76 324	92 352	106 205	122 136	Dénombrement Source : SODEXAM, Compagnie Air Côte d'Ivoire
	Nombre annuel de vols à destination des aéroports de l'intérieur	3 255	3780	4100	4100	Dénombrement Source : SODEXAM et Compagnie Air Côte d'Ivoire

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : TRANSPORT TERRESTRE	9 454 825 139	14 208 830 344	15 739 410 374
Dépenses de personnel	310 264 919	314 009 182	317 834 637
Dépenses en biens et services	73 000 000	75 390 000	77 445 700
Transferts	900 000 000	728 587 836	739 084 932
Investissements	8 171 560 220	13 090 843 326	14 605 045 105
Trésor	8 171 560 220	13 090 843 326	14 605 045 105
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22113 Transport aérien	22 468 052 737	29 122 291 676	31 030 709 149
2211301 Coordination et suivi des activités du transport aérien	37 000 000	36 353 513	36 989 697
2 - Biens et services	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22113010001 Faire appliquer les orientations de la politique en matière de transport aérien	7 000 000	7 210 000	7 426 300
3 - Transferts	30 000 000	29 143 513	29 563 397
22113010005 Rendre opérationnel le dispositif de recherche et sauvetage <<Search and Rescue>> (SAR)	30 000 000	29 143 513	29 563 397
2203602 Sécurisation de l'approvisionnement des Marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers	8 500 000	9 017 650	9 288 181
2 - Biens et services	8 500 000	9 017 650	9 288 181
2211302 Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires	20 351 052 737	27 003 538 163	28 908 847 452
3 - Transferts	990 000 000	864 590 900	877 047 452
22113020001 Suivre la réalisation des activités aéroportuaire et météorologique	990 000 000	864 590 900	877 047 452
4 - Investissements	19 361 052 737	26 138 947 263	28 031 800 000
Trésor	19 361 052 737	26 138 947 263	28 031 800 000
22113020002 Réhabiliter les aéroports de l'intérieur (Bouaké Daloa, Man, Odiéne et Yamoussoukro (projet)	3 000 000 000	8 000 000 000	12 000 000 000
22113020003 Construire et faire l'extension des aéroports de Korhogo Kong Daoukro Séguéla (projet)	15 000 000 000	17 000 000 000	16 031 800 000
22113020005 Moderniser et étendre l'aérogare fret de l'aéroport international FHB (projet, financement BID e	1 361 052 737	1 138 947 263	0
2211303 Renforcement de la sécurité et de la sûreté	80 000 000	82 400 000	84 872 000
2 - Biens et services	80 000 000	82 400 000	84 872 000
22113030002 Réaliser les enquêtes techniques sur les accidents et incidents graves d'aviation	35 000 000	36 050 000	37 131 500
22113030003 Analyser et instruire des incidents aériens -prévention des risques aériens	45 000 000	46 350 000	47 740 500
2211304 Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3 - Transferts	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
22113040001 Renforcer la flotte Air Côte d'Ivoire	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000

SECTION 342 : MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INNOVATION DU SERVICE PUBLIC

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible prise en compte de la satisfaction de l'utilisateur client ;
- la forte concentration de l'Administration à Abidjan ;
- le relâchement des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'Administration Publique ;
- la complexité des procédures administratives et la lenteur dans la production des actes administratifs ;
- l'insuffisance de système d'archivage et de système statistique ;
- l'absence de redevabilité et d'imputabilité ;
- la persistance de la fraude et de la corruption ;
- la faible promotion de l'utilisation de la technologie de l'information et de la communication ;
- les Déplacements récurrents souvent coûteux, longs et risqués des citoyens vers les grandes villes pour des démarches administratives ;
- la collecte manuelle des procédures administratives qui impacte négativement la qualité du service offert à l'utilisateur client ;
- les difficultés d'effectuer des appels téléphoniques et d'accéder à internet pour certaines administrations entraînent une insuffisance de productivité ;
- la faible interconnexion des différentes entités administratives, occasionne de nombreux abonnements parallèles avec des coûts élevés et de multiples contrats d'entretien et de maintenance ;
- l'insuffisance d'équipements TIC dans les administrations et la méconnaissance de leur utilité affectent le rendement et la qualité des services offerts aux usagers clients ;
- l'inexistence d'une plateforme web pour la collecte des informations en temps réel issues des consultations régionales rendant difficile l'exploitation de ces données ;
- la maîtrise insuffisante des techniques d'audit interne ;
- l'absence de données fiables et centralisées à même de permettre une meilleure prise de décision ;
- le déficit de compétence de personnel de Contrôle.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place de l'e-Démarche administrative afin de réduire, considérablement, les pertes de dossiers et actes administratifs ;
- la mise en place de la Commission Nationale de la Modernisation de l'Administration (CNMA) ;
- la mise en place de l'Observatoire du Service Public (OSEP) ;
- l'institution d'un département en charge de la planification et des statistiques au sein des ministères (Décret n° 2012-1159 du 19 décembre 2012) ;
- l'élaboration de la Politique Nationale d'Informatisation de l'Administration ;
- l'interconnexion des services du ministère par Voix sur IP.

I.1.3. Défis et priorités

- la dématérialisation des procédures administratives ;
- la déconcentration des services publics ;
- l'amélioration du système de management de la qualité ;
- le profilage et la codification des postes de travail de l'Administration centrale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la recherche de l'efficacité à travers la création, l'organisation des services publics et la valorisation des ressources humaines de l'État ;
- la recherche de la transparence et de la célérité à travers la simplification de la vie des usagers;
- la moralisation de l'Administration à travers le renforcement de la déontologie et de l'éthique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur est renforcée ;
- une administration moderne et compétitive est mise en place.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public.

À ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- coordination, au niveau interministériel, des travaux conduits par les administrateurs en vue de moderniser l'action de l'Administration publique, notamment afin d'améliorer le fonctionnement des services déconcentrés de l'État et le service rendu aux usagers du service public ;
- participation à la mise en œuvre de la politique d'informatisation de l'Administration ;
- simplification des relations entre les usagers et les administrations de l'État, et entre celles-ci et les autres autorités administratives ;
- promotion de la transparence dans la gestion publique ;
- adaptation de la formation à l'évolution des missions de l'Administration ;
- élaboration de la politique d'informatisation de l'Administration ;
- élaboration de propositions permettant d'assurer l'adaptation des services déconcentrés des administrations de l'État au développement de la décentralisation ;
- études sur les mutations de l'Administration notamment en matière de formation et de moralisation ;
- renforcement du suivi-évaluation et de l'imputabilité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DRH, DSI, DPSE, DAJC, OSEP			
Programme 2 : Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public.	<ul style="list-style-type: none"> - Direction Générale de l'Innovation et de la Modernisation Administrative (DGIMA), - Direction de la Modernisation de l'organisation Administrative (DMOA), - Direction de la Transformation Digitale de l'Administration et de l'Innovation (DTDAI), - Direction des Systèmes de Gestion et de l'Appui à l'Ethique (DSGAE) 		Projet de système de production de données statistiques de modernisation de l'Administration Publique	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations Régionales sur la modernisation de l'Administration Publique - Projet Portail du citoyen « Miliê »

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : renforcer la gouvernance du secteur	RS 1 : la gouvernance du secteur est renforcée	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités planifiées du ministère	Nombre d'activités planifiées réalisées / Nombre total d'activités planifiées Source : CABINET/DPSE
OG 2 : bâtir une administration moderne et performante au service des populations	RS 2 : Une administration moderne et performante est mise en place	IP 2.1 : Proportion de ministères ciblés disposant d'une démarche qualité	Nombre de Ministères pratiquant la démarche qualité/ Nombre de Ministères ciblés Source : DGIMA/DSGAE
		IP 2.2 : Proportion de procédures administratives dématérialisées et accessibles en ligne	Nombre de procédures administratives dématérialisées et accessibles en ligne / Nombre total de procédures recensées Source : DGIMA/DSGAE

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	3 103 959 536	3 215 830 664	3 660 123 304
1.1 Ressources Intérieures	3 103 959 536	3 215 830 664	3 660 123 304
1.1.1 Budget Etat	3 103 959 536	3 215 830 664	3 660 123 304
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	3 103 959 536	3 215 830 664	3 660 123 304
2.1 Personnel	966 663 390	972 782 884	978 935 513
2.1.1 Solde y compris EPN	966 663 390	972 782 884	978 935 513
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 386 689 742	1 374 907 622	1 425 929 383
2.3 Transferts et subventions	80 606 404	83 024 596	85 515 334
2.4 Investissements	670 000 000	785 115 562	1 169 743 074
Trésor	670 000 000	785 115 562	1 169 743 074
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du Ministère
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles du Ministère
	Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4 : Gestion du système d'information et de communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la coordination et le suivi des activités du Ministère	Taux d'exécution des activités planifiées par les Directions et services	60%	70%	80%	90%	Nombre d'activités planifiées et exécutées par les Directions et services/ Nombre total d'activités planifiées par les Directions et services Revue documentaire Source : Cabinet/ DPSE
	Proportion de directions produisant des rapports périodiques dans les délais	42%	75%	90%	100%	Nombre de directions produisant des rapports périodiques dans les délais / Nombre total de directions Revue documentaire Source : DPSE
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et Matérielles du ministère	Taux d'exécution budgétaire	77,7%	100%	100%	100%	Budget exécuté/Budget octroyé (Rapport d'activités) Source : DAFP
	Pourcentage d'agents ayant participé aux sessions de formations continues	30%	50%	60%	70%	Nombre d'agents ayant participé aux sessions de formations continues /Nombre total d'agents Rapport d'activités Source : DRH

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		2 312 312 536	2 150 918 692	2 202 189 928
	Dépenses de personnel	966 663 390	972 782 884	978 935 513
	Dépenses en biens et services	1 115 042 742	1 095 111 212	1 137 739 081
	Transferts (1)	80 606 404	83 024 596	85 515 334
	Investissements	150 000 000	0	0
	Trésor	150 000 000	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
Administration générale	2 312 312 536	2 150 918 692	2 202 189 928
2106501 Coordination et animation du ministère	385 949 860	242 908 356	250 095 606
2 - Biens et services	235 949 860	242 908 356	250 095 606
21065010004 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21065010005 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Publique	179 949 860	185 348 356	190 908 806
21065010006 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministères	28 000 000	28 840 000	29 725 200
21065010007 Apporter un appui juridique aux services du ministère	24 000 000	24 720 000	25 461 600
4 - Investissements	150 000 000	0	0
Trésor	150 000 000	0	0
21065010010 Réhabilitation et équipement de bâtiments administratifs	35 000 000	0	0
21065010011 mise en œuvre du "MILIE"	80 000 000	0	0
21065010012 Mise en œuvre du projet E-TREE	35 000 000	0	0
2106502 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles du ministère	1 876 062 676	1 856 201 336	1 898 731 052
1 - Personnels	966 663 390	972 782 884	978 935 513
21065020003 Prendre en charge les salaires de l'Administration	966 663 390	972 782 884	978 935 513
2 - Biens et services	828 792 882	800 393 856	834 280 205
21065020001 Gérer les ressources humaines du Ministère	46 500 000	47 895 000	49 331 850
21065020005 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21065020007 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la Régie Convention BNETD	146 172 255	150 557 423	155 074 145
21065020011 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21065020012 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	120 492 253	132 644 208	146 498 068
21065020013 Gérer les ressources financières du Ministère	93 000 000	95 790 000	98 663 700
21065020014 Prendre en charge les Dépenses centralisées du ministère	329 628 374	277 717 225	286 048 742
21065020016 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	28 000 000	28 840 000	29 705 200
21065020019 Gérer la commande publique	5 000 000	5 150 000	5 304 500
3 - Transferts	80 606 404	83 024 596	85 515 334
21065020018 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	80 606 404	83 024 596	85 515 334
2106503 Planification, programmation et suivi-évaluation	25 000 000	25 750 000	26 522 500
2 - Biens et services	25 000 000	25 750 000	26 522 500
21065030003 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	25 000 000	25 750 000	26 522 500
2106504 Gestion du système d'information	25 300 000	26 059 000	26 840 770
2 - Biens et services	25 300 000	26 059 000	26 840 770
21065040003 Organiser les systèmes d'information du ministère	25 300 000	26 059 000	26 840 770

II.2.2. Programme 2 : Modernisation de l'Administration

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	Action 2.1: Développement de l'e-Administration
	Action 2.2: Renforcement de la politique de Modernisation de l'Administration
	Action 2.3: Rationalisation de la création, de l'organisation des services de l'Administration centrale et simplification des procédures administratives
	Action 2.4: Mise en place d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) dans les Administrations publiques et parapubliques

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Vulgariser les procédures administratives dématérialisées	Nombre de procédures dématérialisées accessibles en ligne	36	66	ND	ND	Dénombrement Rapport d'activité Source : DGIMA/DSGAE
	Nombre de campagnes d'informations et de sensibilisation des Ministères et du grand public organisé	0	1	2	2	Dénombrement Rapport d'activités Source : DGIMA/DSGAE
OS 2 : Renforcer la qualité des services d'accueil et d'orientation	Proportion de ministères ciblés ayant les postes profilés et codifiés	12.5%	50%	75%	100%	Nombre de ministères ayant des postes de travail profilés et codifiés/ le nombre de ministères ciblés Source : DGIMA/DMOA
	Nombre de ministères ciblés disposant d'un service d'accueil et d'orientation des usagers	0	1	5	10	Dénombrement Rapport d'activités Source : DGIMA/ DSGAE
	Proportion d'usagers satisfaits de l'accueil et de l'orientation dans l'Administration Publique	10%	40%	60%	70%	Enquête Source : DGIMA/DSGAE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		791 647 000	1 064 911 972	1 457 933 376
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	271 647 000	279 796 410	288 190 302
	Transferts	0	0	0
	Investissements	520 000 000	785 115 562	1 169 743 074
	<i>Trésor</i>	520 000 000	785 115 562	1 169 743 074
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
Modernisation de la gestion publique	791 647 000	1 064 911 972	1 457 933 376
2206601 Développement de l'e-administration	365 100 000	482 628 312	697 703 853
2 - Biens et services	45 100 000	46 453 000	47 846 590
22066010003 Mettre en œuvre la politique nationale d'informatisation de l'Administration	45 100 000	46 453 000	47 846 590
4 - Investissements	320 000 000	436 175 312	649 857 263
Trésor	320 000 000	436 175 312	649 857 263
22066010001 Projet E-démarche Administrative	320 000 000	436 175 312	649 857 263
2206602 Renforcement de la politique de modernisation de l'administration	170 047 000	175 148 410	180 402 862
2 - Biens et services	170 047 000	175 148 410	180 402 862
22066020001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie de Modernisation de l'Administration	22 400 000	23 072 000	23 764 160
22066020005 Faire la promotion de l'Observatoire du Service Public	147 647 000	152 076 410	156 638 702
2206603 Rationalisation de la création, de l'organisation des services de l'administration centrale et simplification des procédures administratives	217 000 000	366 450 250	537 921 111
2 - Biens et services	17 000 000	17 510 000	18 035 300
22066030004 Élaborer et faire appliquer les normes de création et de gestion des structures publiques déconcentrée	17 000 000	17 510 000	18 035 300
4 - Investissements	200 000 000	348 940 250	519 885 811
Trésor	200 000 000	348 940 250	519 885 811
22066030005 Projet de profilage et de codification des postes de travail dans l'Administration Publique	200 000 000	348 940 250	519 885 811
2206604 Mise en place d'un système de management de la qualité (SMQ) dans les administrations publiques et parapubliques	39 500 000	40 685 000	41 905 550
2 - Biens et services	39 500 000	40 685 000	41 905 550
22066040002 Promouvoir l'éthique et la déontologie dans l'Administration publique	39 500 000	40 685 000	41 905 550

SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance du cadre réglementaire et institutionnel (décrets d'application du code de l'environnement non élaborés) ;
- la réduction du couvert forestier qui est passé de 12 millions d'ha en 1960 à 2,802 millions ha en 2007, soit une perte de plus de 75% en moins d'un demi-siècle ;
- la dégradation des forêts ;
- les déclassements inappropriés et des infiltrations clandestines dans les forêts classées, parcs nationaux et réserves ;
- le faible taux de reboisement ;
- urbanisation galopante non maîtrisée ;
- des feux de brousse et de la pression démographique ;
- la perte de la biodiversité liée à la forte pression anthropique (déforestation, braconnage) ;
- la pollution des écosystèmes marins et lagunaires liée à l'utilisation des produits toxiques pour la pêche continentale ;
- la pollution des baies lagunaires (Cocody, Banco) qui résulte des rejets d'effluents industriels et domestiques sans traitement préalable ;
- la destruction des réseaux d'observations hydrologiques est très préjudiciable à la qualité des données et tout particulièrement au Contrôle de l'étalonnage des stations hydrométriques ;
- l'absence d'un mécanisme d'évaluation et de gestion des déchets industriels et dangereux tels que ceux déversés par le navire Probo Koala en 2006 ;
- la non prise en compte du développement durable dans les politiques et plans sectoriels ;
- l'absence d'une fiscalité environnementale incitative ;
- la faible capacité de mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes environnementaux ;
- l'insuffisance d'une masse critique de ressources humaines qualifiées en matière d'environnement et de développement durable.

I.1.2. Réponses apportées

- les textes d'application du code de l'environnement ont été identifiés et sont en cours d'élaboration;
- la Sécurisation du périmètre du Parc National du Banco avec l'appui du Japon ;
- le rééquipement de l'OIPR en matériel roulant ;
- l'opérationnalisation des Directions Régionales;
- la création de cinq (5) programmes prioritaires couvrant les domaines suivants :
 - atténuation et Adaptation au changement climatique ;
 - gestion des ressources naturelles ;
 - gestion du littoral côtier ;
 - gestion des déchets ;
 - gestion des produits chimiques.
- la dépollution de la baie de Cocody ;
- la mise en place d'une fiscalité environnementale incitative ;
- la dépollution complémentaire des sites contaminés par le Probo Koala ;
- l'aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques en liaison avec les collectivités décentralisées ;
- l'accroissement de l'effectif du MINEDD avec la mise à disposition par la Fonction Publique de nouveaux agents spécialisés en environnement.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'environnement ;
- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur forestier ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière de protection de l'environnement ;
- la reconstitution du patrimoine forestier et la stabilisation du couvert à la norme internationale ;
- le renforcement de la capacité du Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) en laboratoires et équipements
- le renforcement de la lutte contre l'érosion côtière ;
- le renforcement de la lutte contre les effets du changement climatique ;
- le renforcement de préservation de la biodiversité ;
- le renforcement des filières vertes et le développement durable ;
- le renforcement de la protection durable de l'environnement ;
- le renforcement de la gestion des risques de catastrophe ;
- le renforcement du système d'information environnementale ;
- la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et un cadre approprié pour le partenariat Public-Privé ;
- la mise en place d'une fiscalité environnementale et incitative ;
- la contribution et investissement dans les technologies et les pratiques pauvres en carbone.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la poursuite du renforcement du cadre institutionnel et juridique ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des actions des populations en matière de l'environnement ;
- la reconstitution du patrimoine forestier et la stabilisation du couvert à la norme internationale ;
- le renforcement de la capacité du Centre Ivoirien Antipollution en laboratoire et équipement ;
- le renforcement de la lutte contre l'érosion cotière ;
- le renforcement de la préservation de la biodiversité ;
- le renforcement des filières vertes et le développement durable ;
- le renforcement de la protection durable de l'environnement ;
- le renforcement de la gestion des risques de catastrophe ;
- la mise en place des systèmes d'alertes précoces multirisques et un cadre approprié pour le partenariat public-privé ;
- la contribution et l'investissement dans les technologies et les pratiques pauvres en carbone ;
- la promotion de la gestion rationnelle des ressources forestières ;
- la promotion du développement durable et de la gestion rationnelle des ressources naturelles
- la promotion de la gestion rationnelle des substances chimiques dangereuses ;
- la prévention et la lutte contre les pollutions et nuisances ;
- la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques ;
- la prévention et la réponse aux catastrophes naturelles et risques technologiques ;
- la promotion de l'économie verte et de la responsabilité sociétale ;
- la mise en place d'un système national d'information, d'éducation, de communication ;
- le renforcement des capacités techniques, Matérielles et financières des acteurs du secteur dans l'exécution de leurs missions ;
- le renforcement des capacités humaines des structures en charge de la gestion du secteur.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le cadre juridique, institutionnel et réglementaire de l'environnement et du développement durable est renforcé ;
- les populations sont sensibilisées en matière de l'environnement et du développement durable ;
- le patrimoine forestier est reconstitué et le couvert stabilisé à la norme internationale ;
- la préservation de la biodiversité est renforcée ;
- la lutte contre l'érosion côtière et les effets pervers du changement climatique sont renforcés ;
- les filières vertes et le développement durable sont renforcées ;
- la protection et la préservation de l'environnement sont prises en compte dans les projets et programmes de développement ;
- les ressources humaines qualifiées sont disponibles ;
- le profil de carrière des agents de l'environnement est renforcé avec la création de nouveaux emplois ;
- la protection durable de l'environnement est renforcée ;
- la transition vers une économie verte est effective en Côte d'Ivoire ;
- les risques de catastrophes sont réduits ;
- les ODD sont atteints :
- les populations changent de comportement et adoptent des gestes d'éco-citoyenneté ;
- la fiscalité environnementale incitative est disponible ;
- les taxes et redevances environnementales sont instaurées ;
- les populations de végétaux aquatiques envahissantes sont réduites par la mise en œuvre d'actions de prévention et de lutte intégrée ;
- un Comité permanent de suivi évaluation de mise en œuvre des ODD est mis en place et est fonctionnel ;
- les Comités de DD (CDD) sont mis en place dans toutes les organisations ;
- le PND (2016 – 2020) est verdi en 2018 ; les collectivités territoriales ont élaboré leur Agenda 21 local ;
- le rapport DD DE LA Côte d'Ivoire est élaboré, validé et disponible chaque année.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Protection de l'Environnement et de Développement Durable.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Environnement

- Planification et Contrôle de la politique en matière d'Environnement : évaluation, études et plans ;
- Mise en œuvre du code de l'Environnement et de la législation en matière de protection de la nature et de l'environnement ;
- mise en œuvre du Code de l'Environnement et de la législation en matière de Protection de l'environnement, en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- gestion et suivi des projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial, en abrégé FEM, et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, en abrégé PNUÉ ;
- mise en valeur des services environnementaux du réseau des parcs nationaux et réserves naturelles, en liaison avec les Ministres chargés du Tourisme et des Eaux et Forêts ;
- protection et mise en valeur des écosystèmes aquatiques, fluviaux, lagunaires et littoraux et des zones humides ;
- gestion des parcs nationaux et réserves naturelles en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- Contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- coordination de la gestion des risques naturels majeurs ;
- information, éducation et sensibilisation dans le domaine de l'environnement en liaison avec les Ministres chargés de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Communication ;
- renforcement des moyens de suivi et du Contrôle des déchets industriels ;

- participation au Contrôle du fonctionnement des réseaux d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement et de la Salubrité ;
- participation à l'élaboration des politiques d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement et de la Salubrité ;
- supervision et suivi de la gestion des déchets industriels, agricoles, toxiques ou dangereux.

I.3.2. En matière de Développement Durable

- élaboration et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Développement Durable ;
- préparation et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement et de promotion des technologies vertes participant à l'amélioration de la qualité de l'environnement par la réduction des rejets toxiques dans l'eau, l'air et le sol ainsi qu'à la diminution de la consommation énergétique ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique ;
- promotion d'une gestion durable des ressources rares ;
- participation aux négociations internationales sur le climat ;
- Contrôle de l'intégration des objectifs de développement durable dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques conduites par le Gouvernement ainsi que de leur évaluation environnementale ;
- contribution au développement de la politique destinée à associer les citoyens à la détermination des choix concernant les projets ayant une incidence importante sur l'environnement ;
- contribution au développement de l'éducation, de la formation et de l'information des citoyens en matière d'environnement ;
- élaboration, animation et coordination de la politique de protection de la biodiversité.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale ;
- **programme 2** : Environnement et Développement Durable.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DAJC, DEPE, SCRIP, SI, SCMFE, CPP, CPMP, DR, DD			
Programme 2 : Environnement et Développement Durable	DGEDD, DEPR, DDISC, DLCC, DEVRS, CNDD, DGE, DEPNI, DQEPR, DGDD, DPSDD, DPEDD, Secrétariat REDD+	ANDE, CIAPOL, OIPR	- Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques ; - Gestion intégrée des aires protégées en Côte d'Ivoire avec pour site pilote le Parc National du Banco ; - Projet de conservation du Parc National de la Comoé ; - Projet de conservation biodiversité/ complexe Parc National de Taï- forêt de Grèbo-Sapo ; - Aménagement et gestion du Parc National de Taï ;	- Projet de construction du siège de l'Agence Nationale de l'Environnement ; - Projet de conservation des ressources naturelles (CORENA / OIPR) /C2D ; -Maison de l'Environnement

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			<ul style="list-style-type: none"> - Projet d'appui à la Côte d'Ivoire au processus du Plan National d'Adaptation (PNA) aux changements climatiques ; - Programme de restauration des forêts et de lutte contre la déforestation en Côte d'Ivoire par une agriculture zéro déforestation dans le cadre de la REDD+ ; - Mise en place d'un système d'information environnementale ; - Gestion des Pesticides Polluants Organiques Persistants (GEPPOPs) ; - Projet de gestion des pesticides obsolètes en Côte d'Ivoire (PROGEP-CI) ; - Projet de renforcement des capacités en surveillances spatiales des terres ; - Renforcement des capacités et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique centrale et de l'Ouest ; - Appui de l'ONU-REDD au processus de préparation à la REDD+ de la Côte d'Ivoire ; - Projet de préparation de la Côte d'Ivoire à l'accès aux financements climatiques ; - Appui de la Banque Mondiale au processus de préparation de la REDD+ en Côte d'Ivoire ; -Gestion des émissions non intentionnelles des polluants organiques persistants et des polybromodiphényléthers (PBDE) des déchets industriels en Côte d'Ivoire, (UPOP-CI) ; -NDC support programme en Côte d'Ivoire ; -Projet d'Investissement Forestier (PIF) ; - Projet activités Habilitantes pour la préparation du 2^{ème} rapport biennal actualisé (BUR2 en anglais) sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ; -Projet activités Habilitantes pour la préparation de la 4^{ème} communication nationale sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ; -Projet transparent Monitoring ; -Renforcement du Système de transparence pour une action climatique renforcée en Côte d'Ivoire ; -Programme de réduction des émissions (PRE) ; -Lutte contre la Pollution Marine Lagunaire et Hydrocarbure ; - Conservation des ressources naturelles (CORENA-FPRCI) /C2D; - Projet de conservation des ressources naturelles (CORENA MINESUDD) /C2D ; -Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA) ; -Projet d'appui à la mise en œuvre de CDN de la Côte d'Ivoire et du Sénégal dans le secteur des déchets ; -Approche de durabilité et de mise à l'échelle de la transformation de la gestion, de la restauration et de la conservation des paysages forestiers et la biodiversité en Côte d'Ivoire ; -Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire ; -Projet d'amélioration de la résilience des coopératives agricoles de San-Pedro ; -Filière agricole durable de C.I (FADCI) - FPRCI / 2ème C2D ; - Filière agricole durable de C.I (FADCI) - MINEDD / 2ème C2D 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Assurer la gestion efficace de la coordination administrative	RS 1 : La gouvernance du ministère est assurée	IP 1.1 : Taux de production de rapport d'activité des structures	Nombre de rapports d'activité produits des structures / Nombre d'activités planifiés Source : DEPS
OG 2 : Préserver l'environnement et promouvoir le développement durable dans tout le corps social	RS 2 : Un environnement sain est préservé dans le respect des principes du développement durable	IP 2.1 : Quantité totale annuelle des eaux de surface renouvelables	Volume des ressources en eau de surface renouvelables / Volume total des ressources en eau Source : CIAPOL
		IP 2.2 : Taux de réduction de la consommation des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO)	Consommation de base - consommation actuelle / Consommation de base Source : CIAPOL
		IP 2.3 : Nombre d'études nationales sur les changements climatiques	Dénombrement Source : DLCC
		IP 2.4 : Superficie des terres affectées par des produits chimiques toxiques	Dénombrement Source : CIAPOL
		IP 2.5 : Superficie d'aires protégées dégradées	Dénombrement Source : OIPR

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	17 882 646 630	18 617 942 841	20 825 051 141
1.1 Ressources Intérieures	8 986 094 122	9 683 242 841	10 740 951 141
1.1.1 Budget Etat	8 986 094 122	9 683 242 841	10 740 951 141
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	8 896 552 508	8 934 700 000	10 084 100 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	8 896 552 508	8 934 700 000	10 084 100 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	17 882 646 630	18 617 942 841	20 825 051 141
2.1 Personnel	5 674 058 866	5 734 959 086	5 797 043 900
2.1.1 Solde y compris EPN	5 674 058 866	5 734 959 086	5 797 043 900
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 330 347 977	1 247 787 156	1 291 953 138
2.3 Transferts et subventions	804 287 279	781 325 238	792 582 145
2.4 Investissements	10 073 952 508	10 853 871 361	12 943 471 958
Trésor	1 177 400 000	1 919 171 361	2 859 371 958
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	8 896 552 508	8 934 700 000	10 084 100 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.3: Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.4 : Information et Communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre de coordination et le fonctionnement des structures	Taux de satisfaction des activités réalisés	60%	70%	80%	80%	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités programmées par les structures x100 Source : Cabinet
	Taux de satisfaction de traitement des problématiques environnements	20%	30%	40%	50%	Nombre de problématiques environnementales traités/nombre total de problématique environnementale recensée x 100
OS 2 : Rechercher les ressources humaines, techniques, Matérielles et financières et en assurer la gestion efficace	Taux de satisfaction des structures en matière d'équipement	60%	80%	80%	80%	Nombre d'équipements acquis / Nombre d'équipements demandés x100
	Taux de satisfaction des dossiers administratifs du personnel	56%	70%	80%	80%	Nombre de dossiers administratifs satisfaits /Nombre de dossiers administratifs du personnel exprimés x 100
	Taux d'exécution du budget	70%	70%	70%	70%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel x 100
OS 3 : Améliorer le système de planification et de suivi évaluation	Taux de suivi des activités planifiées	80%	100%	100%	100%	Nombre d'activités suivis / Nombre total d'activités prévues x 100
	Taux des indicateurs environnementaux mis à jour	60%	90%	100%	100%	Nombre d'indicateurs actualisés / Nombre d'indicateurs prévus x 100
	Taux de personnel formé sur les outils de planification	70	90	90	90	Nombre de personnes formées/Effectif total du Ministère

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		2 555 631 630	2 525 114 893	2 628 315 690
	Dépenses de personnel	1 320 118 653	1 328 475 708	1 336 878 012
	Dépenses en biens et services	1 170 512 977	1 083 233 606	1 122 474 790
	Transferts	0	0	0
	Investissements	65 000 000	113 405 579	168 962 888
	<i>Trésor</i>	65 000 000	113 405 579	168 962 888
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21079 Administration Générale	2 555 631 630	2 525 114 893	2 628 315 690
2107901 Coordination et animation	1 035 133 101	943 792 339	975 981 276
2 - Biens et services	1 035 133 101	943 792 339	975 981 276
21079010056 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ABENGOUROU	4 300 000	4 429 000	4 561 870
21079010057 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'AGBOVILLE	4 300 000	4 429 000	4 561 870
21079010058 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SOUBRE	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010059 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUAKE	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010061 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUNA	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010063 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ADZOPE	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010064 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de MAN	4 300 000	4 429 000	4 561 870
21079010065 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de MINIGNAN	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010067 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de KORHOGO	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010068 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DIMBOKRO	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010070 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de GUIGLO	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010072 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SAN PEDRO	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010073 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de KATIOLA	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010075 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ABOISSO	6 300 000	4 429 000	4 561 870
21079010076 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ABIDJAN	4 300 000	4 429 000	4 561 870
21079010079 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUAFLE	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010081 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BONGOUANOU	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010084 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DABOU	7 300 000	4 429 000	4 561 870

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21079 Administration Générale	2 555 631 630	2 525 114 893	2 628 315 690
21079010085 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DALOA	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010086 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010087 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de GAGNOA	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010088 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de TOUBA	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010089 Prendre en charges les frais de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21079010091 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DIVO	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010093 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DUEKOUÉ	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010094 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de TOUMODI	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010098 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de YAMOUSSOUKRO	9 800 000	7 828 000	8 062 840
21079010100 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DAOUKRO	4 300 000	4 429 002	4 561 869
21079010104 Mettre en œuvre la politique du Ministère en matière d'Environnement et de Développement Durable au niveau de la DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT SASSANDRA	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010105 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de MANKONO	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010106 Coordonner les actions des Programmes, Projets et Conventions	7 722 494	7 954 169	8 192 794
21079010108 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ODIENNE	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010109 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SEGUELA	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010112 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BONDOUKOU	6 500 000	4 429 000	4 561 870
21079010117 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	69 596 435	75 172 573	81 428 908
21079010118 Participer aux activités de développement et de renforcement de la coopération internationale	4 490 000	4 624 700	4 763 441
21079010119 Suivre les processus de ratification et d'adhésion et de paiement des contributions dans le cadre des accords internationaux	800 000	824 000	848 720
21079010120 Coordonner les activités du ministère au cabinet	110 100 000	49 440 000	50 923 200
21079010121 Gérer les courriers	18 000 000	18 540 000	19 096 200
21079010122 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	3 683 334	3 793 836	3 907 652
21079010123 Mettre en application la discipline et l'application des textes législatifs et réglementaires	2 833 333	2 918 329	3 005 886
21079010125 Contribuer à l'élaboration des projets de textes réglementaires en matière d'environnement et du développement durable	2 815 000	2 899 450	2 986 434
21079010126 Vulgariser le dispositif juridique du ministère	750 000	772 500	795 675
21079010127 Gérer la commande publique du ministère	3 315 000	3 414 450	3 516 884
21079010128 Faire le suivi de l'exécution des Marchés publics et des conventions de délégations de services publics	2 000 000	2 060 000	2 121 800
21079010129 Apporter un appui technique aux directions et services du ministère sur la législation environnementale	1 750 000	1 802 500	1 856 575
21079010134 Contribuer à la mise en œuvre des initiatives de lutte contre les changements climatiques	30 323 385	31 233 086	32 170 080
21079010135 Réaliser la gestion intégrée des produits chimiques conformément aux Réglementations internationales en vigueur en Côte d'Ivoire	6 738 530	6 940 686	7 148 907
21079010136 Contribuer à une gestion écologiquement rationnelle des Déchets en Côte d'Ivoire en liaison avec les ministères et les structures concernés	6 738 530	6 940 686	7 142 907
21079010137 Contribuer à une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles vivantes	6 738 530	6 940 686	7 148 907
21079010138 Contribuer à la mise en œuvre des initiatives en matière de gestion du littoral ivoirien	6 738 530	6 940 686	7 148 907
21079010139 Prendre en charge les conférences et missions en Côte d'Ivoire en matière d'environnement et de Développement Durable	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21079010140 Participer aux conférences et séminaires du ministère en matière d'environnement et de développement durable hors Côte d'Ivoire	51 000 000	52 530 000	54 105 900
21079010141 Appuyer les services en besoins de renforcement de capacités techniques	461 600 000	475 448 000	489 711 440
21079010144 Suivre la mise en œuvre du plan de formation	2 500 000	2 575 000	2 652 250

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21079 Administration Générale	2 555 631 630	2 525 114 893	2 628 315 690
2107902 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	1 434 868 529	1 446 668 075	1 458 616 158
1 - Personnels	1 320 118 653	1 328 475 708	1 336 878 012
21079020008 Gérer les Dépenses de personnels du Ministère	1 320 118 653	1 328 475 708	1 336 878 012
2 - Biens et services	114 749 876	118 192 367	121 738 146
21079020009 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	78 540 000	80 896 200	83 323 086
21079020010 Contrôler et évaluer les activités techniques et la gestion du personnel	3 483 333	3 587 829	3 695 471
21079020011 Gérer les ressources humaines	4 244 995	4 372 344	4 503 514
21079020012 Préparer et exécuter le budget du ministère et tenir la comptabilité	10 500 000	10 815 000	11 139 450
21079020013 Améliorer les conditions de l'environnement du travail	2 166 548	2 231 544	2 298 491
21079020015 Gérer le patrimoine du Ministère	6 300 000	6 489 000	6 683 670
21079020018 Contribuer à la mise en place de la fiscalité environnementale et suivre les recettes	4 200 000	4 326 000	4 455 780
21079020021 Élaborer le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP)	5 315 000	5 474 450	5 638 684
2107903 Gestion des systèmes d'information et de communication	80 315 000	129 180 029	188 079 572
2 - Biens et services	15 315 000	15 774 450	19 116 684
21079030001 Apporter un appui à l'utilisation optimale des outils informatiques	750 000	772 500	795 675
21079030002 Organiser la communication des activités du ministère	3 500 000	3 605 000	6 582 150
21079030003 Assurer la couverture médiatique des activités du Ministère	6 500 000	6 695 000	6 895 850
21079030004 Assurer l'informatisation du Ministère	2 815 000	2 899 450	2 986 434
21079030007 Archiver les documents du Ministère	1 750 000	1 802 500	1 856 575
4 - Investissements	65 000 000	113 405 579	168 962 888
Trésor	65 000 000	113 405 579	168 962 888
21079030008 Développer et mettre en ligne les applicatifs de gestion des données et informations environnementales	13 000 000	22 681 115	33 792 578
21079030009 Susciter les structures et les parties prenantes à s'approprier les outils de gestions des données et informations environnementales	19 500 000	34 021 674	50 688 866
21079030010 Mettre en place des dispositifs de collecte de données dans le cadre de la mise en œuvre d'un système d'Information environnementale	32 500 000	56 702 790	84 481 444
2107905 Planification, programmation, documentation et suivi évaluation	5 315 000	5 474 450	5 638 684
2 - Biens et services	5 315 000	5 474 450	5 638 684
21079050001 Organiser la planification générale des activités du Ministère	5 315 000	5 474 450	5 638 684

II.2.2. Programme 2. : Environnement et Développement Durable

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Environnement et Développement durable	Action 2.1: Lutte contre la pollution des matrices environnementales, l'érosion côtière et les changements climatiques
	Action 2.2: Intégration des principes, enjeux et stratégies de développement durable dans les politiques, plans, programmes et projets sectoriels et organisations
	Action 2.3 Protection des matrices environnementales et conservation des ressources naturelles
	Action 2.4 Evaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Environnement et Développement Durable						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Maitriser les impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales	Taux d'inspections réalisées dans les installations classées	60%	70%	80%	90%	Nombre de Contrôles effectués dans les installations classées / Nombre total d'installations classées x 100 Source : CIAPOL
	Taux d'intégration des Changements Climatiques dans les Programmes de développement Sectoriels	20%	30%	40%	50%	Nombre de Programmes de Développement Sectoriel intégrant les changements climatiques/ nombre total de Programmes de développement Sectoriel existants x 100 Source : DLCC
	Nombre d'initiatives mises en œuvre en matière de Changements Climatiques	12	20	30	40	Dénombrement Source : DLCC
OS 2 : Assurer la prise en compte des principes du développement durable dans les politiques, plans et programmes sectoriels	Nombre d'entreprises ayant adoptée une démarche de responsabilité sociétale	20	50	60	70	Nombre d'entreprises disposant d'un RSE / Nombre total d'entreprises Source : DEVRSO
	Taux de réduction de l'empreinte écologique de l'état	10%	30%	40%	50%	Variation de la consommation énergétique et d'eau d'une année à une autre Source : DEVRSO
	Nombre de documents de politique intégrant les principes de développement durable	0	20	30	40	Dénombrement Source : CNDD
OS 3 : Conserver et élargir le réseau des aires protégées	Taux de conservation des parcs nationaux et réserves	50	70	80	90	Nombre d'activités suivis / Nombre total d'activités prévues x 100
OS 4 : Assurer la veille environnementale	Taux de satisfaction de demandes d'audit et études impact environnemental	10	50	50	70	Nombre d'indicateurs actualisés / Nombre d'indicateurs prévus x 100

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	15 327 015 000	16 092 827 948	18 196 735 451
Dépenses de personnel	4 353 940 213	4 406 483 378	4 460 165 888
Dépenses en biens et services	159 835 000	164 553 550	169 478 348
Transferts	804 287 279	781 325 238	792 582 145
Investissements	10 008 952 508	10 740 465 782	12 774 509 070
Trésor	1 112 400 000	1 805 765 782	2 690 409 070
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	8 896 552 508	8 934 700 000	10 084 100 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22080 Environnement et développement durable	15 327 015 000	16 092 827 948	18 196 735 451
2208001 Lutte contre la pollution des matrices environnementales, l'érosion côtière et les changements climatiques	4 240 564 229	7 958 269 457	8 016 925 876
1 - Personnels	586 668 758	593 748 652	600 982 065
22080010065 Transférer des subventions équilibre personnel au CIAPOL	586 668 758	593 748 652	600 982 065
2 - Biens et services	84 575 000	87 035 750	89 635 011
22080010002 mettre en œuvre et suivre les actions de lutte contre les changements climatiques	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22080010006 Organiser des manifestations officielles de sensibilisation en faveur de la préservation de l'environnement	30 000 000	30 900 000	31 827 000
22080010020 Coordonner les actions des programmes, projets et conventions des zones côtières	1 965 000	2 023 950	2 084 669
22080010021 Sensibiliser, informer et former le comité interministériel et la population de l'environnement côtier	3 350 000	3 374 000	3 474 220
22080010023 Assurer la coordination des activités des directions en charge des questions environnementales	15 000 000	15 450 000	15 913 500
22080010024 Contribuer à la mise en place du cadre de gestion des risques et catastrophes	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22080010025 Renforcer les capacités des acteurs en matière de gestion de l'environnement	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22080010026 Renforcer le cadre réglementaire en matière de préservation de la qualité des matrices environnementales	2 815 000	2 899 450	2 986 435
22080010029 Susciter la recherche et promouvoir les technologies appropriées pour la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques auprès des entreprises	5 315 000	5 474 450	5 638 684
22080010033 Suivre et évaluer les engagements de la Côte d'Ivoire à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et Accord de Paris	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22080010037 Mettre à jour les bases d'évaluation des projets de Mécanisme de Développement Propre	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22080010038 Sensibiliser les porteurs de projet existant et potentiel à l'importance de la mise en œuvre de projet du Mécanisme de Développement Propre	3 815 000	3 929 450	4 047 334
22080010061 Suivre, le Contrôler et évaluer de la mise en œuvre du processus REDD+	5 315 000	5 474 450	5 627 869
22080010064 mettre en place des actions de prévention et de gestions des catastrophes en CI	5 000 000	5 150 000	5 304 500
3 - Transferts	173 267 963	168 321 240	170 746 321
22080010039 Réaliser les inspections des installations classées en vue de lutter contre la pollution dans les unités industrielles / CIAPOL	103 267 963	100 319 709	101 765 061
22080010062 Participer aux négociations de la conférence des Partis (COP) sur la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements Climatiques	70 000 000	68 001 531	68 981 260
4 - Investissements	3 396 052 508	7 109 163 815	7 155 562 479
Trésor	598 500 000	909 163 815	1 354 562 479
22080010049 Renforcer les capacités techniques pour le fonctionnement de l'unité de coordination du projet	25 000 000	43 617 531	64 985 726
22080010050 Acquérir des matériels de lutte contre les déversements d'hydrocarbure sur les côtes de la Côte d'Ivoire	73 400 000	128 061 072	190 798 093
22080010054 Renforcer les capacités techniques en méthodologie et techniques des données satellitaires d'observation de la terre	36 600 000	63 856 066	95 139 103
22080010055 Assurer le fonctionnement et la gestion du projet REDD+	150 000 000	261 705 185	389 914 355
22080010059 Assurer le fonctionnement et la gestion du projet WACA	163 500 000	150 218 777	223 810 842
22080010060 Assurer le fonctionnement et la gestion du PROGEPCI	150 000 000	261 705 184	389 914 360
Financement extérieur	2 797 552 508	6 200 000 000	5 801 000 000
22080010055 Assurer le fonctionnement et la gestion du projet REDD+	878 552 508	0	0
22080010059 Assurer le fonctionnement et la gestion du projet WACA	1 500 000 000	6 200 000 000	5 801 000 000
22080010060 Assurer le fonctionnement et la gestion du PROGEPCI	419 000 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22080 Environnement et développement durable	15 327 015 000	16 092 827 948	18 196 735 451
2208002 Intégration des principes, enjeux et stratégies de développement durable dans les politiques, plans, programmes et projets sectoriels et organisations	69 945 000	72 043 350	74 204 653
2 - Biens et services	69 945 000	72 043 350	74 204 653
22080020016 Coordonner les activités des structures en charge des questions du développement durable	9 000 000	9 270 000	9 548 100
22080020017 Suivre et évaluer la prise en compte des objectifs du Développement Durable (ODD) en Côte d'Ivoire	22 500 000	23 175 000	23 870 250
22080020018 Elaborer et mettre en œuvre des guides méthodologique pour le verdissement des plans de développement durable	13 500 000	13 905 000	14 322 150
22080020019 Mettre en place et suivre les stratégies de promotion du développement durable dans toutes les composantes de la société	2 500 000	2 575 000	2 652 250
22080020020 Identifier les us et coutumes conformes au développement durable et en encourager la promotion	2 815 000	2 899 450	2 986 434
22080020021 Réaliser les campagnes d'information d'éducation et de communication pour un changement de comportement en matière de développement durable	2 815 000	2 899 450	2 986 434
22080020022 Concevoir et éditer un guide/manuel sur le développement durable et les eco-gestes	1 000 000	1 030 000	1 060 900
22080020023 Développer des outils pédagogiques pour les systèmes éducatifs formels et non formels	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22080020024 Identifier et promouvoir les métiers, les investissements et l'entreprenariat verts	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22080020025 Susciter la mise en place d'une économie circulaire en Côte d'Ivoire	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22080020026 Inciter la population et les organisations à l'adoption de mode de consommation et de production durable et responsable	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22080020027 Promouvoir les objectifs de développement durable	2 815 000	2 899 450	2 986 435
22080020028 Faciliter l'intégration du développement durable dans les stratégies, plan et programmes nationaux	2 500 000	2 575 000	2 652 250
2208003 Protection des matrices environnementales et conservation des ressources naturelles	10 705 886 756	7 754 405 414	9 793 408 624
1 - Personnels	3 610 719 630	3 654 293 640	3 698 812 510
22080030039 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'OIPR	3 610 719 630	3 654 293 640	3 698 812 510
2 - Biens et services	5 315 000	5 474 450	5 638 684
22080030008 Suivre et évaluer les activités relatives aux parcs nationaux et réserves	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22080030009 Promouvoir et suivre la mise en valeur des sites et des paysages naturels	1 000 000	1 030 000	1 060 900
22080030010 Suivre la mise en œuvre des politiques de conservation du réseau des parcs nationaux et réserves naturelles, de la faune sauvage et d'élaborer les stratégies pour leur gestion durable	2 815 000	2 899 450	2 986 434
3 - Transferts	476 952 126	463 335 357	470 010 839
22080030029 Renforcer la protection des parcs nationaux et réserves naturelles	14 000 000	13 600 306	13 796 252
22080030030 Appuyer le développement des communautés riveraines des aires protégées	250 000 000	242 862 612	246 361 644
22080030032 Entretien manuellement les pistes et limites des aires protégées	12 952 126	12 582 349	12 763 628
22080030033 Prendre en charge la couverture sociale du personnel en charge de la gestion des parcs et réserves	200 000 000	194 290 090	197 089 315

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22080 Environnement et développement durable	15 327 015 000	16 092 827 948	18 196 735 451
4 - Investissements	6 612 900 000	3 631 301 967	5 618 946 591
Trésor	513 900 000	896 601 967	1 335 846 591
22080030013 Renforcer la gestion des aires protégées en mettant un accent particulier sur le Parc National du Banco	74 186 370	129 433 052	192 842 206
22080030014 Assurer les charges de fonctionnement du projet de gestion des aires protégées	9 813 630	17 121 853	25 509 835
22080030020 Assurer le fonctionnement et la gestion du PIF	233 700 000	407 736 677	607 486 570
22080030021 Réhabiliter les infrastructures du parc national de la Comoé	27 900 000	48 677 165	72 524 071
22080030022 Renforcer la surveillance et le suivi écologique	21 700 000	37 860 017	56 407 610
22080030023 Apporter un appui au développement socio-économique de la zone périphérique	6 200 000	10 817 148	16 116 460
22080030024 Assurer les charges de fonctionnement du projet Comoé	6 200 000	10 817 148	16 116 460
22080030025 Conserver la biodiversité dans le complexe du parc national de Tai forêts de Grébo-Sapo	53 897 500	94 035 036	140 102 728
22080030026 Assurer les charges de fonctionnement du projet de conservation de la biodiversité	80 302 500	140 103 871	208 740 651
Financement extérieur	6 099 000 000	2 734 700 000	4 283 100 000
22080030013 Renforcer la gestion des aires protégées en mettant un accent particulier sur le Parc National du Banco	649 000 000	732 800 000	0
22080030020 Assurer le fonctionnement et la gestion du PIF	2 500 000 000	1 500 000 000	3 995 200 000
22080030024 Assurer les charges de fonctionnement du projet Comoé	1 650 000 000	0	0
22080030025 Conserver la biodiversité dans le complexe du parc national de Tai forêts de Grébo-Sapo	1 300 000 000	501 900 000	287 900 000
2208004 Évaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations	310 619 015	308 109 727	312 196 298
1 - Personnels	156 551 825	158 441 086	160 371 313
22080040010 Transférer des subventions équilibre personnel à l'ANDE	156 551 825	158 441 086	160 371 313
3 - Transferts	154 067 190	149 668 641	151 824 985
22080040001 Réaliser les Etudes d'impact environnemental et sociales, les audits environnementaux des entreprises et les évaluations environnementales stratégiques des politiques, plans et programmes sectoriels	154 067 190	149 668 641	151 824 985

SECTION 344 : MINISTERE DES SPORTS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du cadre réglementaire et institutionnel ;
- l'insuffisance, l'inadaptation et la vétusté des infrastructures sportives civiles, scolaires et universitaires ;
- la baisse de notoriété des événements sportifs scolaires et universitaires ;
- la baisse de motivation et d'implication des acteurs du mouvement sportif scolaire et universitaire ;
- l'utilisation à d'autres fins des horaires destinés à l'EPS et à la préparation aux compétitions OISSU dans l'enseignement secondaire ;
- la méconnaissance des infrastructures sportives privées ;
- la baisse du niveau de compétitivité des disciplines sportives ayant jadis remportées des victoires (boxe, Judo, Handball, Rugby...) ;
- l'insuffisance de compétences des formateurs au regard du système LMD en cours à l'INJS ;
- la pratique sportive de type amateur uniquement ;
- le nombre élevé de disciplines sportives peu performantes ;
- l'absence d'une véritable industrie du sport ;
- la quasi-inexistence des droits de publicité et de retransmission télé ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au sport ;
- l'insuffisance du budget des compétitions OISSU ;
- la faible implication du secteur privé dans le financement du sport ;
- le faible niveau d'informatisation des services et l'insuffisance d'équipements de communication ;
- la faible organisation du mouvement sportif ;
- le caractère embryonnaire du dispositif du système de production statistique et de communication.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de la loi n° 2014-856 du 22 décembre 2014 relative au Sport ;
- la prise de six (06) décrets d'application de la loi relative au sport ;
- l'adoption de la politique nationale des sports (PNS) ;
- la mise en place du conseil national du sport (CNAS) par décret n° 2014-527 du 15 septembre 2014 ;
- la restructuration de l'office ivoirien des sports scolaires et universitaires (OISSU) par décret n° 2013-714 du 18 octobre 2013 ;
- la restructuration de l'institut national de la jeunesse et des sports (INJS) par décret n° 2013-713 du 18 octobre 2013 ;
- la restructuration de l'office national du sport (ONS) par décret n° 2014-130 du 20 mars 2014 ;
- l'étude sur la professionnalisation du sport disponible depuis janvier 2017 ;
- la réalisation de plusieurs études relatives à la construction des infrastructures de la CAN 2023 ;
- la mise en œuvre du programme de réhabilitation, d'équipement et de construction des infrastructures sportives (PRECIS) ;
- la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation et d'équipement des infrastructures sportives en milieu scolaire ;
- la mise en œuvre de la formalisation du mouvement sportif scolaire et universitaire ;
- la mise en œuvre du format des compétitions prenant en compte les différents niveaux et formes de pratique du sport en milieu scolaire et universitaire,
- la construction d'infrastructures aux normes internationales dans le cadre de la préparation de la CAN 2023 ;
- la construction du centre sportif, culturel et des TIC ivoiro-coréen ;

- la rénovation de l'INJS, du stade Félix Houphouët-Boigny, du stade Champroux et du palais des sports de Treichville ;
- la mise en œuvre du programme d'appui à la promotion du sport pour tous et du sport de masse (PAPMAS) ;
- la mise en place d'un programme de préparation des athlètes de haut niveau dénommé « Team Ivoire Olympique » ;
- l'institutionnalisation de parcours de santé hebdomadaire dans chaque localité du pays dans le cadre du PSGouv ;
- la mise en place d'une plateforme de collaboration entre le Ministère des Sports et les Ministères du secteur éducation-formation
- la mise en œuvre du programme de recensement des infrastructures sportives publiques et privées ;
- la mise en place d'un système de collecte des données statistiques ;
- la promotion de la recherche en Master et Doctorat à travers des appuis financiers au profit des enseignants et étudiants.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la construction des infrastructures en vue de l'organisation de la CAN 2023 ;
- la mise en œuvre du programme « PRECIS SPECIAL » qui consiste à la réhabilitation des stades construites à la faveur des fêtes tournantes de l'indépendance et à doter certaines capitales provinciales en complexes sportifs ;
- la mise en œuvre du programme de duplication des salles sportives multifonctionnelles du projet AGORA ;
- la promotion du sport pour tous (PSGouv) ;
- la poursuite de la professionnalisation du sport en Côte d'Ivoire ;
- la mise en place de la filière économique du sport ;
- la couverture de l'ensemble du territoire des compétitions OISSU ;
- la création de pôles de développement du sport ;
- la construction du lycée sport-études de Bouaké ;
- le développement de stratégies de financement du sport.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre réglementaire du sport ;
- le développement de l'offre des infrastructures sportives ;
- la promotion de la pratique du sport ;
- la promotion de l'industrie du sport ;
- le financement du sport ;
- le développement de l'offre de formation.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les infrastructures sont adaptées aux activités sportives ;
- les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Sports est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Sports.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion de la pratique du sport d'élite et du sport de masse ;
- Réglementation des sports civils et scolaires ;
- organisation, Réglementation, Contrôle et évaluation de l'enseignement de l'éducation physique et du sport à l'école, des fédérations et associations sportives ;
- appui à la formation du personnel enseignant en éducation physique et sportive ;
- promotion de la professionnalisation de la vie sportive ;
- promotion du Genre dans le domaine du sport ;
- promotion, Contrôle et suivi des infrastructures sportives publiques et privées ;
- contribution à la promotion de la culture de la paix à travers des manifestations sportives ;
- organisation et dynamisation des équipes nationales pour les compétitions internationales ;
- participation à la recherche et à la mise en place de nouveaux systèmes de finances du sport.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale
- Programme 2 : Sport
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, IG DAF, DRH DPPS, DAJCCI, CPMP, DCID, DR(34), DD (75)	INJS CNAS		
Programme 2 : Sport	DGS, DVFSHN, DSMG, DPES, DST	ONS OISSU CNSE-CNLAD	<ul style="list-style-type: none"> - Programme Réhabilitation Equipement Construction Infrastructures Sportives (PRECIS) - Construction du stade Olympique d'Abidjan - PROJET CAN 2023 - Construction du centre sportif et culturel ivoiro-coréen - Programme d'urgence équipement et réhabilitation infrastructures sportives - Construction du Lycée Sportif de Bouaké (OISSU) (Phase d'étude) 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national répondant aux besoins du sport.	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	Nombre de textes réglementaires pris	Dénombrement Source : DAJCCI
		Nombre d'accords / conventions signés	
		Nombre de structures évalués/contrôlés par an	Dénombrement Source : IG
		Nombre de plans/projets/programmes évalués par an	Dénombrement Source : DPPS / IG
OG 2 : Créer les conditions appropriées pour la pratique des activités physiques et sportives et de leur promotion au profit des populations	RS 2 : les infrastructures sont adaptées à la pratique des activités physiques et sportives	Nombre / type d'infrastructures sportives civiles réhabilitées et construites	Dénombrement Source : ONS
		Nombre d'infrastructures sportives scolaires et universitaires réhabilitées	Dénombrement Source : OISSU
	RS 3 : les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.	Nombre / type de compétitions sportives scolaires et universitaires organisées par an	Dénombrement Source : OISSU
		Nombre d'athlètes de haut niveau préparés aux grands événements sportifs par an	Dénombrement Source : DVFSHN / INJS
		Nombre d'équipes engagées dans des compétitions régionales, continentales et mondiales par an	Dénombrement Source : DVFSHN / ONS
		Nombre de médailles remportées aux compétitions internationales par an	Dénombrement Source : DVFSHN
		Nombre de participants aux activités d'animation sportive par région et par an	Dénombrement Source : DSMG / DST

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	133 984 786 107	144 703 392 373	24 940 422 683
1.1 Ressources Intérieures	133 984 786 107	144 703 392 373	24 940 422 683
1.1.1 Budget Etat	133 984 786 107	144 703 392 373	24 940 422 683
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	133 984 786 107	144 703 392 373	24 940 422 683
2.1 Personnel	8 455 374 284	8 521 200 469	8 587 803 952
2.1.1 Solde y compris EPN	8 455 374 284	8 521 200 469	8 587 803 952
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 787 115 581	1 754 155 936	1 805 064 291
2.3 Transferts et subventions	14 048 202 274	13 925 214 090	14 235 622 954
2.4 Investissements	109 694 093 968	120 502 821 878	311 931 486
Trésor	109 694 093 968	120 502 821 878	311 931 486
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Promotion et coordination de la politique du secteur
	Action 1.2 : Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques
	Action 1.3 : Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines
	Action 1.4 : Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5: Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur	Nombre de textes réglementaires pris	7	0	0	0	Dénombrement
	Nombre d'accords / conventions signés	2	0	0	0	Source : Rapport d'activités / DAJCCI / IG
	Nombre de structures évalués/contrôlés par an	111	129	129	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / IG
	Nombre de plans/projets/programmes évalués par an	5	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DPPS / IG
	Existence du répertoire du patrimoine du MS	Non	Oui	Oui	Oui	Disponibilité du répertoire Source : Rapport d'activités / DAF / DPPS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 021	2 021	2 022
PROGRAMME I: ADMINISTRATION GENERALE	10 122 202 605	9 942 139 794	10 048 217 293
Dépenses de personnel	7 715 901 350	7 772 803 607	7 830 289 656
Dépenses en biens et services	1 247 542 255	1 212 333 187	1 260 924 637
Transferts	1 158 759 000	957 003 000	957 003 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21081 Administration Générale	10 122 202 605	9 942 139 794	10 048 217 293
2108101 Promotion et coordination de la politique du secteur	3 472 672 651	3 244 686 435	3 302 385 186
1 - Personnels	1 404 198 962	1 421 144 775	1 438 458 041
21081010155 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INJS	1 404 198 962	1 421 144 775	1 438 458 041
2 - Biens et services	909 714 689	866 538 660	906 924 145
21081010001 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière des sports	44 650 000	45 989 500	47 369 185
21081010002 Encadrer les procédures de passation des Marchés publics du ministère	10 220 850	10 527 476	10 843 300
21081010003 Assister le ministre sur les questions relatives aux sports	33 000 000	33 990 000	35 009 700
21081010004 Apporter un appui juridique aux services du ministère et promouvoir les accords de coopération	7 711 292	7 942 633	8 180 909
21081010006 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère	20 347 000	20 957 410	21 586 132
21081010007 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21081010010 Organiser la communication des activités du ministère	10 751 120	11 073 654	11 405 863
21081010016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département TIEBISSOU	13 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010017 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de odiéné	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010019 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Didiévi	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010020 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Bocanda	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010021 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gbèkè (BOUAKE)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010022 Coordonner les activités du ministère dans la région de Zanzan (Bondoukou)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010023 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'adiaké	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010024 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Gagnoa	184 118 018	205 042 378	229 055 361
21081010025 Coordonner les activités du ministère dans la région du Grand Pont (DABOU)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010026 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouibli	4 500 000	4 635 000	4 774 050
21081010028 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de vavoua	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010029 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Koun-fao	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010030 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sakassou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010031 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro (Korhogo)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010032 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing (Touba)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010035 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de TOULEPLEU	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010036 Coordonner les activités du ministère dans la région Lôh-Djiboua (DIVO)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010037 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de MADIANI	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010038 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BANGOLO	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010039 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Béoumi	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010040 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Gueyo	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010041 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Abidjan	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010042 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de kani	3 000 000	3 092 000	3 182 700
21081010043 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de AGNIBILEKRO	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010044 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de m'bayakro	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010046 Coordonner les activités du ministère dans la région Guémon (DUEKOUÉ)	4 100 000	4 223 000	4 349 690

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21081 Administration Générale	10 122 202 605	9 942 139 794	10 048 217 293
21081010047 Coordonner les activités du ministère dans la région de Tchologo (FERKESSEDOUGOU)	5 500 000	5 665 000	5 834 950
21081010048 Coordonner les activités du ministère dans la région Bagoué (BOUNDIALY)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010050 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tengrela	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010051 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zouan-Hounien	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010052 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de grand bassam	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010053 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tabou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21081010054 Coordonner les activités du ministère dans la région Haut Sassandra (DALOA)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010055 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé (ADZOPE)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010056 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de LAKOTA	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010057 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tiassale	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010059 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Marahoué (BOUAFLE)	4 100 000	4 223 000	4 349 660
21081010061 Coordonner les activités du ministère dans la région Iffou (DAOUKRO)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010062 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tiapoum	4 560 000	4 696 800	4 837 704
21081010063 Coordonner les activités du ministère dans la région de N'Zi (Dimbokro)	10 870 292	4 223 000	4 349 690
21081010065 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes (Abidjan)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010067 Coordonner les activités du ministère dans la région de Cavally (Guiglo)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010068 Coordonner les activités du ministère dans la région Indenier Djuablin (ABENGOUROU)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010069 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tanda	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010070 Coordonner les activités du ministère dans la région Agneby Tiassa (Agboville)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010071 Coordonner les activités du ministère dans la région de SAN PEDRO	14 439 337	4 223 000	4 349 690
21081010072 Coordonner les activités du ministère dans la région de Moronou (BONGOUANOU)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010073 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de yakassé-attobrou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
21081010076 Coordonner les activités du ministère dans la région de Folon (MINIGNAN)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010077 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Danané	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010078 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sud Comoé (ABOISSO)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010079 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de OUME	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010081 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional / MAN	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010082 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zougougbeu	4 680 000	4 820 400	4 965 012
21081010084 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Grand-Lahou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010086 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gôh (GAGNOA)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010087 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Fresco	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010088 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional /BOUNA	6 100 000	6 283 000	6 471 490
21081010089 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional /KATIOLA	10 890 989	4 223 000	4 349 690
21081010090 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BLOLEQUIN	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010092 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BETIE	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010093 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de SINFRA	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010095 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de jacqueville	3 000 000	3 090 000	3 182 700

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21081 Administration Générale	10 122 202 605	9 942 139 794	10 048 217 293
21081010097 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de KOUNAHIRI	18 425 000	4 120 000	4 243 600
21081010098 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Nassian	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010099 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Biankouma	4 600 000	4 738 000	4 880 140
21081010100 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de guitry	4 600 000	4 738 000	4 880 140
21081010101 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sikensi	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010105 Coordonner les activités du ministère dans la région de Gbôklé (SASSANDRA)	26 887 744	4 223 000	4 349 690
21081010106 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Prikro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
21081010109 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Issia	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010111 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de dabakala	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010112 Coordonner les activités du ministère dans la région de Worodougou (Séguéla)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010113 Coordonner les activités du ministère dans la région Nawoua (SOUBRE)	6 100 000	6 283 000	6 471 490
21081010114 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département Bouake	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010115 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Alepe	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010116 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Akoupé	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010119 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lacs (YAMOOUSSOKRO)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010120 Coordonner les activités du ministère dans la région du Belier (TOUMODI)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010121 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes (ABIDJAN SUD)	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010122 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de OUANINOU	4 800 000	4 944 000	5 092 320
21081010123 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional/Mankono	4 100 000	4 223 000	4 349 690
21081010124 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de KORO	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010125 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zuenoula	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010126 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de kaniasso	3 750 000	3 862 500	3 978 375
21081010128 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de TAÏ	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010129 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Gbéléban	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010130 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Djékanou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010131 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Dianra	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010132 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Samatiguila	3 750 000	3 862 500	3 978 375
21081010133 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouto	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010134 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Séguélon	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010135 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Méagui	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010136 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de M'bengué	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010137 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sinématiali	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010138 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Doropo	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010139 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Botro	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010140 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Dikodougou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010141 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Téhini	3 000 000	3 090 000	3 182 700

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21081 Administration Générale	10 122 202 605	9 942 139 794	10 048 217 293
21081010142 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Niakaramandougou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010143 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Buyo	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010144 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Ouangolodougou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010145 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sandégué	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010146 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de M'batto	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010147 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Taabo	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010148 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kong	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010149 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Transua	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010150 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Facobly	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010151 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Arrah	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010152 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouassi-Kouassikro	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21081010154 Prendre en charge le salaire du personnel sous-contrat	111 676 409	111 676 409	111 676 409
21081010156 Coordonner et superviser la mise en oeuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional Mankonoo	8 886 638	0	0
3 - Transferts	1 158 759 000	957 003 000	957 003 000
21081010153 Effectuer le transfert de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)	1 158 759 000	957 003 000	957 003 000
2108102 Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques	15 681 550	16 151 997	16 636 558
2 - Biens et services	15 681 550	16 151 997	16 636 558
21081020002 Organiser la planification générale des activités du ministère	15 681 550	16 151 997	16 636 558
2108103 Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines	58 137 988	58 393 340	58 656 350
2 - Biens et services	58 137 988	58 393 340	58 656 350
21081030002 Gérer les ressources humaines	8 511 700	8 767 052	9 030 062
21081030003 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21081030004 Prendre en charge les séminaires et conférence en Côte d'Ivoire	19 626 288	19 626 288	19 626 288
2108104 Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine	6 575 710 416	6 622 908 022	6 670 539 199
1 - Personnels	6 311 702 388	6 351 658 832	6 391 831 615
21081040007 Gérer les ressources humaines du ministère	6 311 702 388	6 351 658 832	6 391 831 615
2 - Biens et services	264 008 028	271 249 190	278 707 584
21081040001 Elaborer le budget de l'année N+1	22 636 000	22 636 000	22 636 000
21081040002 Gérer les ressources financières du ministère	22 205 818	22 871 993	23 558 152
21081040003 Prendre en charge les Dépenses centralisées	219 166 210	225 741 197	232 513 432

II.2.2. Programme 2 : Sport

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4: Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Sports	Action 2.1: Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives
	Action 2.2 : Promotion des Sports Scolaires, Universitaires, de Masse et du sport pour tous
	Action 2.3 : Encadrement de la vie fédérale et Promotion des Sports de Haut Niveau

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programme 2 : Sport						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS1 : Développer l'offre d'infrastructures adaptées aux activités sportives	Nombre / type d'infrastructures sportives civiles réhabilitées et construites	08	15	19	25	Dénombrement Source : Rapport d'activités / ONS / OISSU
	Nombre d'infrastructures sportives scolaires et universitaires réhabilitées	02	05	08	11	
OS2 : Promouvoir les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau	Nombre / type de compétitions sportives scolaires et universitaires organisées par an	21 698	22 500	23 000	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / OISSU
	Nombre d'athlètes de haut niveau préparés aux grands événements sportifs par an	1 067	2 000	2 500	ND	Dénombrement Source : Source : Rapport d'activités / DVFSHN / INJS
	Nombre d'équipes engagées dans des compétitions régionales, continentales et mondiales par an	140	121	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DVFSHN / ONS
	Nombre de médailles remporté aux compétitions internationales par an	1 303	1 800	2 000	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DVFSHN
	Nombre de participant aux activités d'animation sportive par région et par an	NR	800 000	1 500 000	2 000 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DSMG / DST

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 021	2 021	2 022
PROGRAMME II : SPORT		120 362 583 502	131 161 252 579	10 992 205 390
	Dépenses de personnel	739 472 934	748 396 862	757 514 296
	Dépenses en biens et services	539 573 326	541 822 749	544 139 654
	Transferts	9 389 443 274	9 368 211 090	9 378 619 954
	Investissements	109 694 093 968	120 502 821 878	311 931 486
	Trésor	109 694 093 968	120 502 821 878	311 931 486
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22082 Sport	120 362 583 502	131 161 252 579	10 992 205 390
2208201 Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives	110 101 623 505	120 904 594 776	719 167 047
1 - Personnels	144 719 537	146 466 006	148 250 346
22082010012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONS	144 719 537	146 466 006	148 250 346
3 - Transferts	262 810 000	255 306 892	258 985 215
22082010010 Entretien des installations sportives	64 260 000	62 425 406	63 324 797
22082010011 Effectuer le transfert de l'Office National des Sports (ONS)	198 550 000	192 881 486	195 660 418
4 - Investissements	109 694 093 968	120 502 821 878	311 931 486
Trésor	109 694 093 968	120 502 821 878	311 931 486
22082010003 Construire, Réhabiliter et Renforcer le parc d'infrastructures sportives	40 633 268	70 892 913	105 623 297
22082010004 Equiper et Réhabiliter les infrastructures sportive de l'OISSU	33 474 147	58 402 386	87 013 670
22082010005 Construire le Stade Olympique d'Ebimpe	8 000 000 000	0	0
22082010006 Créer des infrastructures sportives pour la CAN 2021	101 574 093 968	120 293 457 728	0
22082010007 Construire le Centre Sportif Ivoir-Coréen	45 892 585	80 068 851	119 294 519
2208202 Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous	1 076 254 397	1 070 782 788	1 085 171 911
1 - Personnels	594 753 397	601 930 856	609 263 950
22082020120 effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'oissu	594 753 397	601 930 856	609 263 950
2 - Biens et services	18 746 000	19 308 380	19 887 631
22082020005 Promouvoir le sport pour tous	9 020 000	9 290 600	9 569 318
22082020006 Promouvoir le sport de masse	9 726 000	10 017 780	10 318 313

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22082 Sport	120 362 583 502	131 161 252 579	10 992 205 390
3 - Transferts	462 755 000	449 543 552	456 020 330
22082020118 effectuer le transfert de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires	114 622 000	111 349 593	112 953 857
22082020119 Exécuter le programme des compétitions sportives scolaires et universitaires	348 133 000	338 193 959	343 066 473
2208203 Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau	9 184 705 600	9 185 875 015	9 187 866 432
2 - Biens et services	520 827 326	522 514 369	524 252 023
22082030001 Promouvoir et développer les activités des fédérations sportives	8 334 750	8 584 793	8 842 337
22082030002 Mettre en oeuvre la Professionnalisation du Sport	7 900 000	8 137 000	8 381 110
22082030013 Coordonner la mise en oeuvre de la stratégie du programme Sports	40 000 000	41 200 000	42 436 000
22082030016 Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	464 592 576	464 592 576	464 592 576
3 - Transferts	8 663 878 274	8 663 360 646	8 663 614 409
22082030003 Apporter un appui à la formation des athlètes de haut niveau par l'octroi de bourses	80 000 000	80 000 000	80 000 000
22082030006 Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	2 125 747 424	2 125 747 424	2 125 747 424
22082030007 Prendre en charge la participation des clubs qualifiés aux compétitions internationales	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
22082030008 Soutenir les équipes nationales pendant les compétitions	2 928 000	2 844 407	2 885 388
22082030009 Lutter contre Anti-Dopage	2 736 000	2 657 888	2 696 182
22082030010 Prendre en charge la participation de l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des Nations et Coupe du Monde	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
22082030014 Préparer les athlètes de haut niveau en vue des grands événements sportifs	240 000 000	240 000 000	240 000 000
22082030015 Prendre en charge l'animation sportive	12 466 850	12 110 927	12 285 415

II.2.3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 021	2 021	2 022
PROGRAMME III : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		3 500 000 000	3 600 000 000	3 900 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	3 500 000 000	3 600 000 000	3 900 000 000
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
23199 Comptes Spéciaux du Trésor	3 500 000 000	3 600 000 000	3 900 000 000
2319902 Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau	3 500 000 000	3 600 000 000	3 900 000 000
3 - Transferts	3 500 000 000	3 600 000 000	3 900 000 000
23199020001 Mettre en œuvre le développement du sport	3 500 000 000	3 600 000 000	3 900 000 000

SECTION 345 : MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le faible niveau d'investissement dans le secteur des eaux et forêts ;
- l'insuffisance de coordination entre les différents ministères intervenant dans le domaine des forêts, de la faune et des ressources en eau ;
- l'absence de mécanisme de financement pérenne des activités du secteur des Eaux et Forêts ;
- la grande instabilité institutionnelle de l'administration forestière ;
- la clarification insuffisante des régimes Fonciers (absence de plan d'aménagement du territoire et conflit entre droit coutumier et droit moderne) ;
- l'insuffisance de suivi écologique de la faune sauvage ;
- le braconnage, cause de diminution des effectifs de la grande faune sauvage ;
- la recrudescence des conflits hommes-faune ;
- le manque de compétences spécifiques à la faune ;
- la méconnaissance du potentiel des ressources en eau disponibles et exploitables pour tous les secteurs d'activité ;
- les conflits de compétences entre les acteurs ;
- l'insuffisance des compétences des agents du ministère en ressources en eau ;
- la non disponibilité des décrets d'application du code de l'eau ;
- la méconnaissance de la quantité et de la qualité des ressources en eau ;
- la mise en péril des périmètres de protection des eaux souterraines et cours d'eau ;
- l'érosion des berges et ensablement des cours d'eau.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de nouvelles orientations de la politique forestière en septembre 1999 dans le cadre de gestion durable des ressources (faune et flore) ;
- l'élaboration en 2005 d'un Programme National de Reboisement;
- l'élaboration en 2004 de la stratégie de gestion durable des éléphants en Côte d'Ivoire ;
- la validation en 2006 de normes nationales de gestion durable pour les forêts de Côte d'Ivoire ;
- l'ouverture de la gestion des forêts au secteur privé ;
- l'adoption de la loi n° 2014 – 427 du 14 juillet 2014 portant Code forestier ;
- la réalisation du bilan de la mise en œuvre du couvert forestier ;
- la réalisation de l'étude sur la révision de la fiscalité forestière;
- l'organisation du forum des états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau ;
- l'élaboration des décrets d'application du nouveau code forestier et leur soumission au Secrétariat Général du Gouvernement ;
- la révision en cours de la loi portant protection de la faune et exercice de la chasse ;
- l'élaboration en cours d'un Plan de Développement Stratégique (PDS) de la forêt, de la faune et des ressources en eau (2017-2045) ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité de l'Inventaire forestier national en 2017 ;
- l'adoption d'une nouvelle politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts en 2018 ;
- l'adhésion au processus d'Application des Règlementations Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux (FLEGT) ;

- la prise du décret n° 2013-507, portant périodicité d'inventaire des ressources en eau;
- la soumission au Gouvernement des décrets d'application de la loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant code de l'eau;
- l'élaboration du plan directeur de gestion intégrée des ressources en eau janvier 2001 ;
- l'établissement du bilan et la définition des perspectives, gestion intégrée des ressources en eau, en octobre 2003 ;
- la réalisation de l'état des lieux des ressources en eau en mars 2010 ;
- la formulation de la vision nationale de l'eau à l'horizon 2040 en mai 2010 ;
- l'élaboration et la validation du Plan d'Actions National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (Plan GIRE) en juin 2012 ;
- l'élaboration et la validation de l'étude complémentaire sur le mécanisme de financement de la GIRE en mai 2014 ;
- l'élaboration et la validation de l'étude sur la mise en place de l'Observatoire des Ressources en Eau de Côte d'Ivoire en mai 2014.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite du renforcement du cadre institutionnel, législatif et réglementaire des secteurs forêt, faune et ressources en eau ;
- le renversement de la tendance à la déperdition des ressources forestières et fauniques ;
- la gestion durable des ressources en eau ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des structures chargées de la gestion des eaux et forêts ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de Développement Stratégique (PDS) de la forêt, de la faune et des ressources en eau (2019-2045) ;
- la mise en place des mécanismes de financement pérenne du secteur forestier, du secteur de la faune et du secteur des ressources en eau ;
- la mise en œuvre la stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts, en cours de définition ;
- le développement et la mise en œuvre d'une stratégie d'intégration de l'arbre dans les systèmes agricoles et les paysages urbains ;
- la finalisation de l'avant-projet de loi relative à la protection de la faune et à l'exercice de la chasse ;
- l'opérationnalisation du système informatisé de gestion et de suivi-évaluation des programmes et projets ;
- la réalisation de l'inventaire forestier national ;
- la mise en œuvre la stratégie de gestion différentielle des forêts classées centrée sur les taux de dégradation ;
- la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des espèces menacées ;
- l'organisation de la réouverture et l'exercice de la chasse ;
- la mise en œuvre d'une stratégie durable d'atténuation des conflits hommes faunes ;
- l'évaluation de la disponibilité et la qualité des ressources en eau sur tout le territoire national ;
- la protection et la mise en place des outils de régulation des ressources en eau ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des systèmes d'allocation des ressources en eau entre usagers.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- compléter à très court terme, le dispositif législatif et réglementaire de protection des arbres et massifs forestiers en introduisant dans le code forestier un nouveau concept, celui de l'agro-forêt ;
- protéger de façon stricte les forêts classées conservées à plus de 75% et surclasser en aires protégées celles qui s'y prêteraient ;
- faire respecter strictement la logique des forêts classées et les textes applicables dans les forêts classées peu dégradées ;
- réaménager les forêts classées dégradées à plus de 75 % en agro-forêts ;
- appliquer le système d'agro-forêt à tous les massifs forestiers résiduels du domaine rural qui s'y prêtent, dans le respect des droits fonciers acquis, coutumiers ou modernes ;
- identifier et mettre à disposition par contrats, notamment à proximité des agglomérations, grandes consommatrices de bois énergie, des espaces propices à la plantation de « forêts utiles » sur le plan économique (bois d'œuvre, bois énergie) mais également aussi utile que possible sur le plan écologique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les performances de l'agriculture et de la foresterie sont améliorées ;
- les ressources forestières nécessaires au maintien et au développement durable d'une industrie du bois compétitive sont constituées ;
- le cadre institutionnel et réglementaire propice à la gestion durable des ressources forestières, fauniques et en eau est opérationnel ;
- les structures chargées de l'exécution de la politique du ministère sont devenues performantes ;
- le système de financement pérenne du secteur est fonctionnel ;
- le domaine forestier permanent est géré de façon durable par les acteurs publics et privés ;
- les forêts du domaine rural sont gérées de façon durable par les propriétaires publics et privés ;
- les ressources fauniques sont gérées de façon formelle et durable ;
- la gestion participative est devenue une approche nationale de la gestion durable des ressources forestières et fauniques ;
- les ressources forestières sont mieux valorisées ;
- un appui scientifique et technique soutenu est apporté au développement des activités du secteur forestier ;
- la plantation d'arbre dans les systèmes agricoles et les paysages urbains se fait de manière systématique ;
- le potentiel forestier et faunique est évalué et connu.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Eaux et Forêts est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Protection des eaux et forêts. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Gestion durable des forêts, de la faune et de la flore

- promotion des conditions d'exploitation durable des ressources forestières ;
- définition et mise en œuvre du plan national de reboisement ;
- Incitation au développement du domaine forestier par les collectivités publiques et par les opérateurs privés ;
- Contrôle de l'exploitation forestière ;
- Contrôle de la transformation et de la commercialisation des produits ligneux, en liaison avec les Ministères intéressés ;
- Contrôle et recouvrement des taxes forestières, en liaison avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;
- gestion des ressources cynégétiques ;
- mise en œuvre des politiques nationales relatives à la gestion durable de la faune sauvage et de son exploitation rationnelle, en liaison avec le Ministre chargé de l'Environnement ;
- mise en œuvre du Code Forestier.

I.3.2. En matière de Gestion durable et de Protection des eaux

- mise en œuvre du Code de l'eau, en liaison avec les Ministres chargés de l'Hydraulique, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Agriculture, de la Santé et des Ressources Animales et Halieutiques.

I.3.3. En matière de Protection de la faune et de la flore

- maintien de l'intégrité du domaine forestier de l'Etat ;
- lutte contre les feux de brousse et défense des forêts, en liaison avec les Ministres chargés de la Défense et de l'Agriculture ;
- mise en œuvre des conventions et traités dans le domaine de la protection de la faune et de flore ;
- protection des sols et des eaux, en liaison avec les Ministères chargés de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques, en liaison avec les collectivités territoriales.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières ;
- Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques ;
- Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	DAFP,DRHF,CABINET,Inspection Générale,DGFF,DAJC,DREF,DISAD,SERCOM,DEPE,DPFE,BSSI,DGC ATEF		- Dépenses d'investissement LPSI - Eaux et Forêts -Projet FADC/C2D/MINEF /Appui institutionnel - Projet de mise en œuvre opérationnelle de système national d'informations pour la gestion durable des ressources forestières -Mise en œuvre activités du Doing Business / MINEF	
Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	DRCF, JBB, Jardin d'état de Yamoussoukro, Chef de projet, DPIF, SCNDFLCFB, APV FLEGT DDEF, CEF, PEF	SODEFOR	- Aménagement réserves forestières Côte d'Ivoire Ghana/ SODEFOR - Restauration des forêts dégradées - Aménagement du jardin botanique de Bingerville - Plantation d'arbres d'alignement artères District de Yakro - Plantation d'arbres d'alignement artères District d'Abidjan -Projet de Reboisement par les Etablissements Scolaires	- Projet de création de la muraille verte (PROPACOM) - Projet de reboisement des flancs de montagnes dans la région du Tonkpi
Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	DFRC, ZOO NATIONAL D'ABIDJAN		- Gestion des Conflits Homme-Faune -Projet de renforcement des mécanismes de protection de la faune sauvage - Etude des éléphants en conflit avec les hommes en Côte-d'Ivoire - Projet d'amélioration de la conservation des espèces animales sauvages - Réhabilitation du Zoo d'Abidjan	
Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	DGRE, DEPH, DPARE	-	- Projet pilote d'opérationnalisation de l'observatoire des ressources en eau	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante.	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes réglementaires pris	Dénombrement SC : Codes, Décrets, Arrêtés disponibles Source : DAJC
OG 2 : Reconstituer et stabiliser le patrimoine forestier	RS 2.1 : le patrimoine forestier est reconstitué et stabilisé à au moins 20% du territoire national	IP 2.1 .1: Taux de couverture forestière	Superficie forestière couverte / superficie du territoire national à couvrir Source : Direction du Reboisement et du Cadastre Forestier
OG 3 : Reconstituer et préserver la biodiversité faunique	RS 3.1 : les sites de biodiversité faunique sont créés et préservés	IP 3.1.1 : Le nombre de sites créés	Dénombrement Source : DFRC
OG 4 : Assurer une gestion rationnelle des ressources en eau pour la satisfaction des besoins des différents usagers	RS 4.1 : Le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé	IP 4.1 .1 : Nombre de périmètre de protection de la ressource en eau IP 4.1.2 : Taux de satisfaction des différents usagers	Dénombrement Source : DGRE Enquête de satisfaction Source : Rapport Enquête

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	35 738 607 847	38 815 019 488	42 504 633 106
1.1 Ressources Intérieures	31 660 802 962	34 815 019 488	38 569 733 106
1.1.1 Budget Etat	31 660 802 962	34 815 019 488	38 569 733 106
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	4 077 804 885	4 000 000 000	3 934 900 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	4 077 804 885	4 000 000 000	3 934 900 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	35 738 607 847	38 815 019 488	42 504 633 106
2.1 Personnel	21 033 731 201	21 164 626 760	21 299 118 934
2.1.1 Solde y compris EPN	21 033 731 201	21 164 626 760	21 299 118 934
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	6 428 893 335	6 536 202 416	6 765 593 266
2.3 Transferts	204 378 426	198 543 513	201 404 020
2.4 Investissements	8 071 604 885	10 915 646 799	14 238 516 886
Trésor	3 993 800 000	6 915 646 799	10 303 616 886
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	4 077 804 885	4 000 000 000	3 934 900 000

II.2. Projet Annuel de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale.

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gestion des ressources humaines, techniques, Matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en personnel	ND	8,24%	8,24%	8,24%	Besoin en personnel satisfait / Besoin en personnel exprimé Source : DRH
OS 2 : Renforcer le cadre de coordination des structures du MINEF	Délais de mise en application des textes	ND	6 mois	3 mois	1 mois	Dénombrement Source : Rapports d'activités DAJC
OS 3 : Améliorer le système d'informations, de planification et de suivi-évaluation	Nombre de mission de suivi des activités planifiées	1	2	3	4	Dénombrement Source : Rapports de missions DEPE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	26 266 585 911	26 586 271 486	26 916 805 457
Dépenses de personnel	21 001 331 201	21 134 280 833	21 267 950 307
Dépenses en biens et services	5 265 254 710	5 451 990 653	5 648 855 150
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21088 Administration Générale	26 266 585 911	26 586 271 486	26 916 805 457
2108801 Coordination et animation	21 212 511 095	21 351 786 127	21 491 990 097
1 - Personnels	21 001 331 201	21 134 280 833	21 267 950 307
21088010588 Prendre en charge les salaires des agents du Ministère	21 001 331 201	21 134 280 833	21 267 950 307
2 - Biens et services	211 179 894	217 505 294	224 039 790
21088010312 Organiser la planification générale des activités du Ministère des Eaux et Forêts	5 000 000	5 150 001	5 304 500
21088010561 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de Ifou (Daoukro)	5 000 000	5 150 002	5 304 502
21088010562 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 150 001	5 304 501
21088010563 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de la NAWA (Soubre)	5 000 000	5 150 001	5 304 501
21088010564 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Cavalé (Guiglo)	5 000 000	5 150 000	5 304 501
21088010565 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bounkani (Bouna)	5 000 000	5 150 000	5 304 501
21088010566 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Tchologo (Ferkessedougou)	5 000 000	5 149 999	5 304 500
21088010567 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du N'zi (Dimbokro)	5 000 000	5 150 001	5 304 501
21088010568 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région des Lagunes (Abidjan)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088010569 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de l'Agneby Tiassa (Agboville)	5 000 000	5 150 002	5 304 502
21088010571 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	5 000 000	5 149 998	5 304 499
21088010572 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de San-Pedro (San-Pedro)	5 000 000	5 140 001	5 304 501
21088010573 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de Loh-Djiboua (Divo)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088010574 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Guémon (Duekoue)	5 000 000	5 150 001	5 304 501
21088010575 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Tonkpi (Man)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088010576 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088010577 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	5 000 000	5 150 000	5 304 530
21088010578 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	5 150 000	5 304 501
21088010579 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Poro (Korhogo)	5 000 000	5 150 001	5 304 503
21088010580 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Kédougou (Odienné)	5 000 000	5 150 000	5 304 501
21088010581 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bafing (Touba)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088010582 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088010583 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gbêkê (Bouaké)	5 000 000	5 150 000	5 304 501
21088010584 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Béliér (Yamoussoukro)	5 000 000	5 150 001	5 304 499
21088010586 Contrôler le bon fonctionnement et la performance des structures du Ministère	18 051 064	18 592 596	19 150 374
21088010587 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de protection des eaux et Forêts	56 709 516	58 410 801	60 162 127
21088010589 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21088010624 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Sud-Comoé (Aobisso)	5 000 000	5 150 001	5 304 502
21088010626 Renforcer le cadre institutionnel en matière de gestion durable des ressources forestières, fauniques et en eau	7 419 314	7 641 887	7 871 142
2108802 Planification, programmation, et suivi-évaluation	10 000 000	10 300 000	10 609 000
2 - Biens et services	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21088020001 Suivre et Evaluer les activités du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	10 300 000	10 609 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21088 Administration Générale	26 266 585 911	26 586 271 486	26 916 805 457
2108803 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	4 900 789 321	5 076 601 297	5 262 194 777
2 - Biens et services	4 900 789 321	5 076 601 297	5 262 194 777
21088030001 Gérer les ressources et le patrimoine du Ministère des Eaux et Forêts	110 143 516	113 447 820	116 851 257
21088030002 Prendre en charge les missions hors CI	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21088030003 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088030004 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BENETD	38 866 768	40 032 771	41 233 754
21088030005 Prendre en charge les factures des structures centrales du Ministère (Eau, Electricité)	369 571 183	409 446 614	455 025 453
21088030006 Gérer la commande publique du Ministère	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088030007 Gérer et suivre les carrières des agents du ministère	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088030008 Prendre en charge les Dépenses liées aux services du Ministère des Eaux et Forêts	276 726 373	285 028 165	293 579 009
21088030009 Payer les baux administratifs des logements de fonction	3 700 000 000	3 811 000 000	3 925 330 000
21088030011 Prendre en charge les Dépenses liées à la mise en œuvre du CDMT	65 000 000	66 950 000	68 958 500
21088030015 Gérer les baux et les tenues des agents Techniques des Eaux et Forêts	5 000 000	5 150 001	5 304 500
21088030016 Acquérir et distribuer les effets d'habillement du personnel	100 354 870	103 365 516	106 466 482
21088030019 Gérer les ressources humaines du Ministère des Eaux et Forêts	11 951 821	12 310 376	12 679 687
21088030020 Gérer les formations des agents du Ministère des Eaux et Forêts	178 174 790	183 520 034	189 025 635
2108804 Information et communication	125 911 634	129 688 984	133 579 653
2 - Biens et services	125 911 634	129 688 984	133 579 653
21088040008 Gérer le parc informatique et la connexion au réseau internet des services	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088040009 Organiser la communication des activités du Ministère des Eaux et Forêts	103 511 634	106 616 984	109 815 493
21088040011 Participer à l'organisation du SARA/SITA	17 400 000	17 922 000	18 459 660
2108805 Protection, Contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau.	17 373 861	17 895 078	18 431 930
2 - Biens et services	17 373 861	17 895 078	18 431 930
21088050001 Contrôler et surveiller la gestion des ressources naturelles (Forêt, Faune, Eau)	8 115 750	8 359 223	8 609 999
21088050002 Conduire des interventions pour la protection des ressources naturelles dans les domaines ruraux et classés	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21088050003 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de luttes contre les feux de brousse et incendies de forêts	4 258 111	4 385 855	4 517 431

II.2.2. Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	Action 2.1 : Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'État
	Action 2.2 : Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural
	Action 2.3 : Protection, Contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières.
	Action 2.4 : Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Protéger le couvert forestier existant et restaurer les zones forestières dégradées	Taux de surfaces forestières aménagées	ND	ND	ND	ND	Superficie aménagée / superficie totale devant être aménagée Source : Cartes des forêts classées, Rapports d'activités SODEFOR
	Réduction du taux d'agression des forêts classées	ND	ND	ND	ND	Source : Rapports d'activités, données statistiques SODEFOR
	Superficie reboisée	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapports d'activités, rapport d'enquêtes, base de données, DCDF
	Réduction des infractions forestières	ND	25%	50%	75%	Source : PV de constatation des infractions Police Forestière
OS 2 : Garantir l'exploitation rationnelle de bois et assurer le développement économique de la Forêt	Taux d'organisations professionnelles du secteur bois opérationnelles	20%	50%	60%	80%	Source : Rapport d'études, rapport d'enquêtes, DPIF
	Taux de périmètres d'exploitation forestière gérés suivant un plan simple de gestion	0%	5%	15%	40%	Périmètres d'exploitation forestière gérés suivant un plan simple de gestion / périmètres d'exploitation à gérer suivant un plan simple de gestion Source : Rapport d'activités, données statistiques, rapports d'enquêtes DPIF
	Réduction du taux des pertes de transformation du bois	40%	30%	25%	20%	Source : Base de données, rapports d'activités, enquêtes de terrain DPIF, entreprises de transformation du bois

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME II : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIERES	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
Dépenses de personnel	2 400 000	2 247 846	2 308 787
Dépenses en biens et services	861 083 540	861 160 026	886 994 830
Transferts	204 378 426	198 543 513	201 404 020
Investissements	3 738 800 000	6 470 747 983	9 640 762 475
Trésor	3 738 800 000	6 470 747 983	9 640 762 475
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
2208901 Gestion différencielle des forêts du domaine permanent de l'Etat	3 838 178 426	6 491 247 869	9 574 530 942
2 - Biens et services	30 000 000	5 150 000	5 304 500
22089010004 Préparer, Organiser et Superviser la mise en œuvre des activités inscrites dans le Cadre d'Actions Communes	30 000 000	5 150 000	5 304 500
3 - Transferts	204 378 426	198 543 513	201 404 020
22089010003 Transférer les crédits à la SODEFOR	204 378 426	198 543 513	201 404 020
4 - Investissements	3 603 800 000	6 287 554 356	9 367 822 422
Trésor	3 603 800 000	6 287 554 356	9 367 822 422
22089010007 Dépenses d'investissement LPSI - Eaux et Forêts (Projet)	3 603 800 000	6 287 554 356	9 367 822 422
2208902 Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural	242 782 076	293 985 012	387 048 685
1 - Personnels	2 400 000	2 247 846	2 308 787
22089020015 Assurer la masse salariale du Jardin Botanique de Bingerville	2 400 000	2 247 846	2 308 787
2 - Biens et services	105 382 076	108 543 539	111 799 845
22089020001 Aménager le jardin botanique de Bingerville	50 121 626	51 625 275	53 174 033
22089020002 Aménager le jardin d'Etat de Yamoussoukro	20 635 121	21 254 175	21 891 800
22089020003 Suivre les activités de reboisement	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22089020004 Organiser la journée de l'arbre	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22089020005 Organiser la journée nationale de lutte contre les feux de brousse	24 625 329	25 364 089	26 125 012
4 - Investissements	135 000 000	183 193 627	272 940 053
Trésor	135 000 000	183 193 627	272 940 053
22089020007 Aménagement du Jardin botanique de Bingerville (Projet)	45 000 000	78 511 556	116 974 308
22089020008 Projet de reboisement des flancs de montagnes dans la région du Tonkpi	20 000 000	34 894 024	51 988 582
22089020011 Projet de reboisement par les établissements scolaires	50 000 000	34 894 023	51 988 583
22089020012 Restauration des forêts dégradées (Projet)	20 000 000	34 894 024	51 988 580
2208903 Protection, Contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières.	538 532 334	554 682 284	571 322 754
2 - Biens et services	538 532 334	554 682 284	571 322 754
22089030004 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tiémélékro	1 405 920	1 448 098	1 491 540
22089030005 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ahou Anou	1 465 180	1 509 135	1 554 409
22089030006 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Da padou	1 478 715	1 523 076	1 568 769
22089030007 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Mégalo (Bloléquin)	1 493 940	1 538 758	1 584 920
22089030008 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Daleau	1 286 730	1 325 332	1 365 091
22089030009 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanzra	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030011 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tortiya (Niakaramandougou)	1 367 640	1 408 669	1 450 930
22089030012 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Koumassi Kouassikro	1 438 110	1 481 253	1 525 690
22089030013 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yapo	1 305 000	1 344 150	1 384 474
22089030015 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gonaté	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030016 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gouméré	1 362 420	1 403 293	1 445 390

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030017 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kongasso	1 392 522	1 434 298	1 477 326
22089030019 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ananda	1 362 420	1 403 293	1 445 390
22089030021 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gomon	1 362 420	1 403 293	1 445 390
22089030022 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakassé-Mé	1 367 640	1 408 669	1 450 930
22089030024 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dogbo	1 324 575	1 364 312	1 405 241
22089030025 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ogodou	1 398 170	1 440 122	1 483 326
22089030026 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ettrokro	1 465 515	1 509 480	1 554 765
22089030027 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Raviart	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030028 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Séguié	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030029 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Aboisso-Comoé	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030030 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gabiadji	1 287 165	1 325 780	1 365 552
22089030031 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lozoua	1 347 282	1 387 700	1 429 332
22089030032 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guézon	1 422 972	1 465 661	1 509 630
22089030033 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbonné	1 324 575	1 364 312	1 405 241
22089030034 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bédiala	1 362 420	1 403 293	1 445 390
22089030035 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tagadi	1 286 730	1 325 332	1 365 092
22089030038 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Molonou	1 422 972	1 465 661	1 509 630
22089030040 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zikisso	1 385 127	1 426 681	1 469 480
22089030041 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Péhé	1 438 110	1 481 253	1 525 690
22089030043 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gadouan	1 324 575	1 364 312	1 405 241
22089030045 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lomokankro	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030048 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Amélékia	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030049 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbagbame (Fresco)	1 339 713	1 379 904	1 421 300
22089030050 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bagne	1 309 437	1 348 720	1 389 180
22089030051 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Logoualé	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030052 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bonon	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030053 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diégonéfla	1 350 862	1 391 388	1 433 129
22089030054 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Belle Ville	1 324 575	1 364 312	1 405 241
22089030055 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sirasso	1 324 575	1 364 312	1 405 242
22089030056 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djoulatiendougou	1 362 420	1 403 293	1 445 391
22089030057 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djibrosso	1 460 730	1 504 552	1 549 690
22089030058 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BoniéréDougou	1 498 140	1 543 084	1 589 377
22089030061 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Orescroubou	1 430 280	1 473 188	1 517 384
22089030062 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Nouanou	1 808 730	1 862 992	1 918 882
22089030065 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gnamezaria (Lakota)	1 438 110	1 481 253	1 525 691
22089030066 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbapleu (Duekoue)	1 438 110	1 481 253	1 525 691
22089030069 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dignago	1 362 420	1 403 293	1 445 391
22089030073 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tafiré	1 347 282	1 387 700	1 429 331

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030075 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Rubino	1 434 195	1 477 221	1 521 538
22089030076 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bianouan	1 400 265	1 442 273	1 485 541
22089030078 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yocoboue (Divo)	1 415 403	1 457 865	1 501 600
22089030080 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kononfla (Sinfra)	1 316 510	1 356 005	1 396 686
22089030081 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Galebré	1 324 575	1 364 312	1 405 241
22089030082 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Samatiguila	1 245 766	1 283 138	1 321 634
22089030083 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sarhala	1 381 125	1 422 559	1 465 234
22089030084 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Satama Sokoura	1 362 420	1 403 293	1 445 391
22089030086 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakpabo (Sakassou)	1 491 093	1 535 826	1 581 899
22089030093 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bayota	1 324 575	1 364 312	1 405 242
22089030094 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouassi-Datérokro	1 324 575	1 364 312	1 405 241
22089030096 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Koutouba	1 347 282	1 387 697	1 429 331
22089030098 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kokumbo (Toumodi)	1 434 195	1 477 221	1 521 537
22089030101 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Hiré	1 362 420	1 403 293	1 445 392
22089030103 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gohitafla	1 362 420	1 403 293	1 445 391
22089030104 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ouragahio	1 400 265	1 442 273	1 485 541
22089030105 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Saïoua	1 835 265	1 890 323	1 947 031
22089030107 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guentéguéla	1 362 420	1 403 293	1 445 392
22089030108 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Fougbesso	1 362 420	1 403 293	1 445 391
22089030109 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tiéningboué	1 362 420	1 403 293	1 445 391
22089030111 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Azaguié	1 460 010	1 503 810	1 548 925
22089030113 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niablé	1 362 420	1 403 293	1 445 392
22089030125 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bassawa	1 305 000	1 344 150	1 384 474
22089030126 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Danguira	1 305 000	1 344 150	1 384 474
22089030128 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zaranou	1 305 000	1 344 150	1 384 474
22089030129 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niamoin	1 305 000	1 344 150	1 384 474
22089030130 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Napeledougou	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030132 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Satama-Sokoro	1 305 000	1 344 150	1 384 474
22089030133 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ayaou-sran	1 305 000	1 344 150	1 384 474
22089030135 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gueyo	2 240 250	2 307 458	2 376 681
22089030136 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Doropo	2 195 010	2 260 860	2 328 687
22089030137 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bolequin	2 195 010	2 260 860	2 328 686
22089030138 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grand-Bereby	2 043 630	2 104 939	2 168 087
22089030139 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ouangolodougou	2 043 630	2 104 939	2 168 088
22089030140 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sakassou	1 816 560	1 871 057	1 927 187
22089030141 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ouélé	1 927 746	1 985 578	2 045 146
22089030142 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sipilou	1 776 366	1 829 657	1 884 547
22089030143 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Bengué	2 285 838	2 354 413	2 425 046

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030144 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Batto	1 927 746	1 985 578	2 045 146
22089030146 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Maféré	2 043 630	2 104 939	2 168 088
22089030147 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sinematiali	2 028 492	2 089 347	2 152 028
22089030148 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kani	1 778 045	1 831 386	1 886 328
22089030150 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guitry	1 774 800	1 828 044	1 882 885
22089030151 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kouto	1 758 469	1 811 223	1 865 560
22089030152 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sikensi	1 922 352	1 980 024	2 039 424
22089030153 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dikodougou	1 877 112	1 933 425	1 991 428
22089030154 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kong	2 043 630	2 104 939	2 168 088
22089030155 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kounahiri	1 907 388	1 964 610	2 023 547
22089030157 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Pri kro	1 815 854	1 870 330	1 926 442
22089030158 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Yakassé-Attrobou	1 756 008	1 808 688	1 862 948
22089030159 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Buyo (Dept Soubré)	1 967 940	2 026 978	2 087 788
22089030160 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouna	2 013 180	2 073 575	2 135 783
22089030161 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de de Kaniasso (Odienné)	1 717 380	1 768 901	1 821 969
22089030162 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Niakaramadougou	1 990 560	2 050 277	2 111 785
22089030163 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Koun-Fao	1 892 250	1 949 018	2 007 489
22089030164 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bettié	1 892 250	1 949 018	2 007 488
22089030165 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Toulépleu	2 422 080	2 494 742	2 569 586
22089030166 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Vavoua	2 762 685	2 845 566	2 930 932
22089030167 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Tiassalé	2 003 709	2 063 821	2 125 735
22089030168 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Minignan	1 964 112	2 023 035	2 083 727
22089030169 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Bahiakro	1 854 405	1 910 037	1 967 337
22089030170 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Grand-Lahou	1 740 870	1 793 096	1 846 890
22089030171 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tabou	1 665 180	1 715 135	1 766 590
22089030172 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tengrela	1 740 870	1 793 096	1 846 889
22089030173 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dabakala	1 740 870	1 793 096	1 846 889
22089030174 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Daoukro	1 816 560	1 871 057	1 927 187
22089030175 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Dabou	1 786 110	1 839 693	1 894 884
22089030176 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sassandra	2 043 630	2 104 939	2 168 086
22089030177 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Duékoué	2 043 630	2 104 939	2 168 086
22089030178 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Danané	2 599 560	2 677 547	2 757 874
22089030179 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zuénoula	2 043 630	2 104 939	2 168 088
22089030180 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ferkessedougou	2 270 700	2 338 821	2 408 987
22089030181 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Ouaninou	1 778 715	1 832 076	1 887 039
22089030182 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Béoumi	1 932 042	1 990 003	2 049 704
22089030183 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bongouanou	2 110 620	2 173 939	2 239 157

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030184 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tiébissou	1 816 560	1 871 057	1 927 189
22089030185 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Alépé	1 801 335	1 855 375	1 911 037
22089030186 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Adzopé	2 195 010	2 260 860	2 328 686
22089030187 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Agnibilékrou	1 665 180	1 715 135	1 766 589
22089030188 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Soubré	2 535 615	2 611 683	2 690 034
22089030189 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Lakota	1 854 405	1 910 037	1 967 339
22089030190 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bangolo	1 967 940	2 026 978	2 087 788
22089030191 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Biankouma	1 930 095	1 987 998	2 047 639
22089030192 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sinfra	1 818 507	1 873 062	1 929 255
22089030193 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Oumé	1 839 267	1 894 445	1 951 279
22089030194 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Issia	1 930 095	1 987 998	2 047 639
22089030195 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tanda	2 005 785	2 065 959	2 127 938
22089030196 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Boundiali	2 043 630	2 104 939	2 168 088
22089030197 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Mankono	1 839 267	1 894 445	1 951 279
22089030198 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Katiola	2 043 630	2 104 939	2 168 088
22089030199 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bocanda	1 930 095	1 987 998	2 047 639
22089030200 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Toumodi	1 930 095	1 987 998	2 047 639
22089030201 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Abidjan	1 608 195	1 656 441	1 706 134
22089030202 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Agboville	1 778 715	1 832 076	1 887 039
22089030203 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Aboisso	1 892 250	1 949 018	2 007 489
22089030204 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Abengourou	1 930 095	1 987 998	2 047 639
22089030205 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de San-Pedro	1 933 662	1 991 672	2 051 422
22089030206 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Divo	1 854 405	1 910 037	1 967 339
22089030207 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guiglo	1 778 715	1 832 076	1 887 038
22089030208 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Man	2 190 225	2 255 932	2 323 609
22089030209 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouaflé	1 907 388	1 964 610	2 023 547
22089030210 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gagnoa	1 740 870	1 793 096	1 846 889
22089030211 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Daloa	1 930 095	1 987 998	2 047 639
22089030212 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bondoukou	1 930 095	1 987 998	2 047 639
22089030213 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Korhogo	2 119 320	2 182 900	2 248 388
22089030214 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Odienné	1 986 645	2 046 244	2 107 632
22089030215 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Touba	1 928 355	1 986 206	2 045 792
22089030216 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Séguéla	1 922 787	1 980 471	2 039 885
22089030217 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouaké	2 407 377	2 479 598	2 553 987
22089030218 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dimbokro	1 778 715	1 832 076	1 887 039
22089030219 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Yamoussoukro	1 930 095	1 987 998	2 047 637
22089030220 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Dabou	2 570 902	2 648 029	2 727 471
22089030221 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département d'Akoupé	2 471 670	2 545 820	2 622 195

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030222 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bongouanou	2 464 710	2 538 651	2 614 810
22089030223 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Sassandra	2 825 508	2 910 273	2 997 581
22089030224 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tanda	2 572 590	2 649 768	2 729 261
22089030225 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Mankono	2 923 905	3 011 622	3 101 972
22089030226 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Toumodi	2 546 490	2 622 885	2 701 571
22089030227 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Danané	2 925 375	3 013 136	3 103 532
22089030228 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bouaflé	2 675 424	2 755 687	2 838 356
22089030230 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Boundiali	2 724 840	2 806 585	2 890 782
22089030231 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Minignan	2 961 750	3 050 603	3 142 121
22089030232 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Katiola	3 177 379	3 272 701	3 370 881
22089030236 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bakanda	1 355 112	1 395 765	1 437 639
22089030238 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Danoa	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030239 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Doba	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030240 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Boihia	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030241 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Irobo (Grand-Lahou)	1 513 800	1 559 214	1 605 991
22089030242 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bingerville	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030243 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guedehio	1 250 000	1 281 500	1 319 945
22089030244 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Mahapleu	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030245 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Vaou (Vavoua)	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030246 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tabagne	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030247 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diawala	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030248 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Pacobo	1 641 600	1 690 848	1 741 574
22089030249 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Liliyo	1 362 420	1 403 293	1 445 390
22089030250 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sominace (Bouna)	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030251 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanoroba	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030252 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diabo	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030253 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Songon	1 513 800	1 559 214	1 605 989
22089030254 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Oupouyo	1 362 420	1 403 293	1 445 391
22089030255 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d' Iboguhé	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030256 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d' Assuéffry	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030257 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Brobo	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030259 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sago	1 430 280	1 473 188	1 517 383
22089030260 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouan Houlé	1 286 730	1 325 332	1 365 091
22089030261 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Pélézi	1 400 265	1 442 273	1 485 540
22089030262 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kalamon	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030263 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bodokro	1 347 282	1 387 700	1 429 332
22089030264 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Taï	2 195 010	2 260 860	2 328 687
22089030266 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kpouebo	1 362 420	1 403 293	1 445 391

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030268 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dairo-Didizo	1 218 000	1 254 540	1 292 176
22089030269 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Adaou	1 927 000	1 984 810	2 044 355
22089030270 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Noé	1 840 000	1 895 200	1 952 056
22089030271 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Assinie Mafia	1 218 000	1 254 540	1 292 176
22089030274 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djébonoua	1 400 265	1 442 273	1 485 540
22089030275 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sangouiné	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030276 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Semien	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030277 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Méagui	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030278 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Soubré (Buyo)	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030279 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de M'Bahiakro	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030280 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Grand Bassam	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030281 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tabou	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030282 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bangolo	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030283 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Doropo	2 995 689	3 085 559	3 178 126
22089030284 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tiassalé	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030285 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Ouangolodougou	2 610 000	2 688 300	2 768 948
22089030286 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Lakota	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030287 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Toulepleu	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030288 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Biankouma	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030289 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Madinani	2 195 689	2 261 559	2 329 405
22089030290 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Vavoua	2 195 689	2 261 559	2 329 406
22089030291 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département d'Agnibilékrou	2 195 693	2 261 564	2 329 411
22089030292 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Béoumi	2 195 689	2 261 559	2 329 405
22089030293 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Brofodoumé	1 566 000	1 612 980	1 661 368
22089030294 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Krégbé	1 566 000	1 612 980	1 661 368
22089030295 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grand Zatry	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030296 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de GRABO	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030297 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Transua	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030298 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sandegué	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030299 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Taabo	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030300 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Nassian	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030301 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Jacquerville	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030302 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de ZouanHounien	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030303 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kouibly	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030304 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Niellé	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030305 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Facobly	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030306 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bonoua	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030307 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bottro	1 371 204	1 412 340	1 454 710

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030308 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Amié	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030309 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zoukougbeu	1 371 208	1 412 344	1 454 715
22089030310 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Adiaké	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030311 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dania	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030312 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Arrah	1 371 204	1 412 341	1 454 710
22089030313 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Koro	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030314 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dianra	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030315 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Fresco	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030316 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Didiévi	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030317 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dufrebo	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030318 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Attiégouakro	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030319 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Madinani	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030320 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gbeleban	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030321 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guibéroua	1 371 204	1 412 340	1 454 710
22089030322 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Séguélon	1 347 282	1 387 700	1 429 331
22089030323 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Anyama	1 512 854	1 558 240	1 604 987
22089030324 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Méaguy	1 972 290	2 031 459	2 092 402
22089030325 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Akoupé	1 438 110	1 481 253	1 525 690
22089030326 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de TIAPOUM	2 373 781	2 444 994	2 518 344
22089030327 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Tiapoum	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22089030328 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Djékanou	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22089030329 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Tehini	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22089030330 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Grand Bassam	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22089030331 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ABONGOUA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030332 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AFFERY	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030333 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AGOU	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030334 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AKOBOISSUE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030335 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANDE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030336 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANDO KEKRENOU	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030337 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANIASSUE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030338 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANOUMABA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030339 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de APPIMADOU	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030340 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BAKO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030341 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BAZRA NATIS	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030342 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BILIMONO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030343 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BIN HOUYE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030344 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BONGO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030345 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BOOKO	1 250 000	1 287 500	1 326 125

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030346 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BORON	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030347 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BOROTOU	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030348 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BOUKO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030349 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DABOUYO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030350 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DANANON	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030351 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DAPEOUA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030352 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DIAMARAKRO	1 250 000	1 287 500	1 326 135
22089030353 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DIAMBA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030354 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DJOUROUTOU	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030355 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DOKE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030356 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de EBILASSOKRO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030357 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ETUEBOUE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030358 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FENGOLO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030359 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FOUMBOLO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030360 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FRONAN	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030361 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GANAONI	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030362 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GBONGAHA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030363 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GNABODOUGNOUA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030364 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GOULIA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030365 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUESSABO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030366 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUEZON 1	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030367 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUIEMBE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030368 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KANAKORO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030369 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KARAKORO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030370 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KATOGO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030371 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOLIA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030372 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KONDOSSO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030373 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KONDROBO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030374 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOONAN	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030375 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOSSOU	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030376 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOTOBI	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030377 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LAOUDI BA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030378 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LATAHA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030379 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LOLOBO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030380 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de MASSALA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030381 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de MORONDO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030382 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de NAFANA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030383 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de N'DOUCI	1 822 000	1 876 660	1 932 960

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	7 532 699 368	10 731 470 112
22089030384 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de N'GUESSANKRO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030385 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de NIOFOIN	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030386 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de OKROUYO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030387 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de OLODIO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030388 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ONDEFIDOUO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030389 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de PAPARA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030390 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SETIFLA	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030391 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SIFIE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030392 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SIKOLO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030393 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SOKORO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030394 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SOROBANGO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030395 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TANGUELAN	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030396 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TANKESSE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030397 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestière de TEAPLEU	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030398 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TENDENE BAMBARASSO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030399 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIENKO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030400 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIENKOIKRO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030401 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIMBE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030402 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOGONIERE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030403 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOUGBO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030404 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOUMOKORO	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030405 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de YAKASSE - FEYASSE	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030406 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestière YAOU	1 250 000	1 287 500	1 326 125
22089030407 Réaliser les activités de Contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de YOROBODI	1 250 000	1 287 500	1 326 125
2208904 Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	152 169 130	156 734 203	161 436 231
2 - Biens et services	152 169 130	156 734 203	161 436 231
22089040001 Mettre en œuvre le processus APV-FLEGT	147 169 130	151 584 203	156 131 731
22089040002 Gérer et promouvoir les activités d'exploitation forestière	5 000 000	5 150 000	5 304 500
2208905 Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières	35 000 000	36 050 000	37 131 500
2 - Biens et services	35 000 000	36 050 000	37 131 500
22089050001 Mettre en œuvre la politique des Forêts	35 000 000	36 050 000	37 131 500

II.2.3. Programme 3: Gestion Durable des Ressources Fauniques

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion Durable des Ressources Fauniques	Action 3.1 : Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques
	Action 3.2 : Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer la conservation de la faune sauvage et réorganiser l'exercice de la chasse	Nombre de personnes sensibilisées sur la préservation de la faune	ND	50 000	300 000	500 000	Dénombrement Source : Rapports d'activités DFRC
	Nombre d'espèces animales sauvages élevées	01	01	02	03	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFRC
	Nombre de sites aménagés à des fins cynégétiques	0	0	1	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFRC
	Taux d'augmentation du nombre d'individus/espèce/site	ND	15%	25%	35%	Source : Rapport d'activités DFRC
OS.2 : Gérer et entretenir les espèces fauniques des parcs zoologiques	Augmentation du nombre de visiteurs	20.000	25.000	30.000	40.000	Dénombrement Source : Rapport d'activités ZOO
	Nombre de personnes formées à la gestion d'un parc zoologique	0	20	30	50	Dénombrement Source : Rapport d'activités ZOO

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME III : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FAUNIQUES	359 555 085	336 135 920	410 329 758
Dépenses de personnel	30 000 000	28 098 081	28 859 840
Dépenses en biens et services	249 555 085	168 461 737	173 515 588
Transferts	0	0	0
Investissements	80 000 000	139 576 102	207 954 330
<i>Trésor</i>	80 000 000	139 576 102	207 954 330
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22090 Gestion durable des ressources fauniques	359 555 085	336 135 920	410 329 758
2209001 Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques	65 000 000	109 832 077	161 270 249
2 - Biens et services	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22090010001 Renforcer le dispositif de protection des ressources fauniques	5 000 000	5 150 000	5 304 500
4 - Investissements	60 000 000	104 682 077	155 965 749
Trésor	60 000 000	104 682 077	155 965 749
22090010003 Projet d'amélioration de la Conservation des Espèces Animales Sauvages	20 000 000	34 894 026	51 988 584
22090010005 Gestion des conflits homme faune	25 000 000	43 617 531	64 985 727
22090010010 Promotion de l'élevage des espèces de faune sauvage	15 000 000	26 170 520	38 991 438
2209002 Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses	278 304 042	209 565 269	231 818 777
1 - Personnels	30 000 000	28 098 081	28 859 840
22090020005 Assurer les charges salariales du Zoo d'Abidjan	30 000 000	28 098 081	28 859 840
2 - Biens et services	228 304 042	146 573 163	150 970 356
22090020002 Protéger les espèces animales et promouvoir les activités récréatives	228 304 042	146 573 163	150 970 356
4 - Investissements	20 000 000	34 894 025	51 988 581
Trésor	20 000 000	34 894 025	51 988 581
22090020001 Réhabiliter le Parc Zoologique d'Abidjan	20 000 000	34 894 025	51 988 581
2209003 Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques	16 251 043	16 738 574	17 240 732
2 - Biens et services	16 251 043	16 738 574	17 240 732
22090030001 Mettre en œuvre la politique de Gestion durable des ressources fauniques	16 251 043	16 738 574	17 240 732

II.2.4. Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Action 4.1 : Evaluation, protection et régulation des ressources en eau

II.2.4.2.

Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 4 : Gestion Intégrées des Ressources en Eau						
Objectif spécifique	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Protéger et gérer les ressources en eaux	Quantité d'eau de surface et souterraine disponible sur le territoire ivoirien	10%	20%	40%	50%	Mesure du niveau d'eau disponible Source : Rapport d'évaluation DGRE
	Nombre de périmètres de protection de la ressource en eau	Le décret relatif aux périmètres de protection pris en juin 2013	5	10	20	Dénombrement Source : Rapport d'activité DGRE
	Nombre d'outils de régulation	0	3	10	20	Dénombrement Source : Rapport d'activité DGRE

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME IV : GESTION INTEGREES DES RESSOURCES EN EAU	4 305 804 885	4 359 912 714	4 446 027 779
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	53 000 000	54 590 000	56 227 698
Transferts	0	0	0
Investissements	4 252 804 885	4 305 322 714	4 389 800 081
<i>Trésor</i>	175 000 000	305 322 714	454 900 081
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	4 077 804 885	4 000 000 000	3 934 900 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22091 Gestion intégrée des ressources en eau	4 305 804 885	4 359 912 714	4 446 027 779
2209101 Évaluation, protection et régulation des ressources en eau.	60 000 000	79 667 530	102 117 225
2 - Biens et services	35 000 000	36 050 000	37 131 499
22091010002 Protéger et aménager les Ressources en Eau	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22091010003 Evaluer le patrimoine hydraulique	5 000 000	5 150 000	5 304 499
22091010005 Organiser la journée mondiale de l'eau	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22091010006 Organiser la semaine nationale de l'eau	20 000 000	20 600 000	21 218 000
4 - Investissements	25 000 000	43 617 530	64 985 726
Trésor	25 000 000	43 617 530	64 985 726
22091010007 Projet pilote d'opérationnement de l'observatoire des ressources en eau	25 000 000	43 617 530	64 985 726
2209102 Mise en œuvre des activités du programme gestion intégrée des ressources en eau	4 245 804 885	4 280 245 184	4 343 910 554
2 - Biens et services	18 000 000	18 540 000	19 096 199
22091020001 Mettre en œuvre la politique de gestion intégrée des ressources en eau	18 000 000	18 540 000	19 096 199
4 - Investissements	4 227 804 885	4 261 705 184	4 324 814 355
Trésor	150 000 000	261 705 184	389 914 355
22091020002 Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le bassin du Niger (PIDACC)	150 000 000	261 705 184	389 914 355
Financement extérieur	4 077 804 885	4 000 000 000	3 934 900 000
22091020002 Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le bassin du Niger (PIDACC)	4 077 804 885	4 000 000 000	3 934 900 000

SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au titre de la gouvernance et de la coopération culturelle

- l'absence de décrets d'application des lois votées ;
- l'insuffisance de suivi et d'évaluation des activités majeures du ministère ;
- le manque de statistiques culturelles à jour ;
- le sous équipement des structures opérationnelles (ONAC-CI, CNAC, OIPC, SPSEC, CNF).

I.1.1.2. Au titre de l'animation culturelle et industrie culturelle et créative

- le piratage et contrefaçon des œuvres de l'esprit ;
- le faible niveau de structuration du sous-secteur de l'animation et de l'industrie culturelle ;
- l'insuffisance d'espaces et de cadres d'expressions de la diversité culturelle ;
- l'insuffisance d'appuis financiers pour accompagner les opérateurs culturels.

I.1.1.3. Au titre du patrimoine culturel

- l'insuffisance de ressources financières affectées à l'inventaire systématique du patrimoine culturel ;
- l'insuffisance d'outils techniques et financiers de suivi et de gestion des monuments et sites classés.

I.1.1.4. Au titre de l'enseignement artistique et culturel

- l'insuffisance et inégal accès des populations aux structures de formation artistique et culturelle ;
- l'insuffisance d'enseignants dans le supérieur ;
- le stock élevé des arriérés des heures de vacation des enseignants du supérieur.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au titre de la gouvernance

- l'adoption de la loi relative à la politique culturelle nationale (Loi n°2014-425 du 14 juillet 2014) ;
- l'adoption de la loi relative à l'industrie cinématographique (Loi n°2014-426 du 14 juillet 2014 relative à l'industrie cinématographique ;
- l'adoption de la loi relative à l'industrie du livre (Loi n° 2015-540 relative à l'industrie du livre du 20 juillet 2015) ;
- l'adoption de la loi relative au droit d'auteur et droit voisin (Loi n° 2016-555 du 26 juillet 2016 relative au droit d'auteur) ;
- la production de l'annuaire des statistiques culturelles 2014 et 2017 et l'étude portant impact socio-économique de la culture sur le développement de la Côte d'Ivoire réalisée en 2016 permettant au secteur de disposer de statistiques.
- la signature de conventions avec la SNDI, le CIRES et l'université Senghor en CI pour le renforcement de capacités des cadres ;
- la contribution à l'amélioration des conditions de vie des acteurs culturels par les actions suivantes :
 - assurance maladie et pension de retraite des artistes sociétaires du BURIDA ;
 - octroi d'un montant de 300 000 FCFA par mois à 59 anciennes Gloires de la culture.

I.1.2.2. Au titre de l'animation culturelle et des industries culturelles et créatives

- la restructuration du BURIDA permettant d'accroître l'assiette de recouvrement des droits d'auteurs et la distribution de 1,4 milliards FCFA à 5000 artistes en 2015 ;
- la diversité et la qualité des festivals internationaux organisés tels que le MASA, le FEMUA, le FASSA, la SNAC, Ivoire Ciné Tour, Clap Ivoire, le POPO CARNAVAL, l'ABISSA, le FICAD ;
- le dynamisme des productions cinématographiques avec la sortie de plusieurs films, dont L'Interprète II de Khady Touré, Camissa de Guy Kalou, Amour et argent de Suzanne Kouamé et Frap de Hollywood Academy ;
- le dynamisme des productions musicales avec la sortie de plusieurs albums et la tenue de plusieurs concerts ;
- le dynamisme de l'industrie du livre avec la tenue du SILA (Salon International du Livre d'Abidjan), du Salon du Livre pour enfants et du Prix Ivoire pour la littérature africaine ;
- l'appui financier des différentes productions et activités à travers le Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC) pour le Cinéma et le Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA) pour les autres arts ;
- l'ouverture de chantiers d'infrastructures : la Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan (BRAA) avec les travaux de délocalisation de la DECO en juillet 2018 et les Centres Culturels Intégrés (CCI) des localités d'Odienné, de Man, de Gagnoa, de Dimbokro et de Daloa avec les travaux de construction des clôtures.

I.1.2.3. Au titre du patrimoine culturel

- l'élaboration de projet de décret d'application de la loi de 1987 portant protection du patrimoine culturelle nationale ;
- le fonctionnement effectif de l'Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC) qui a permis l'inscription du Zaouli sur la liste du Patrimoine immatériel de l'Unesco en 2017 ;
- l'inventaire du patrimoine culturel immatériel par l'OIPC et la Direction du Patrimoine Culturel en partenariat avec l'UNESCO ;
- l'inscription de quatre (04) biens culturels au Patrimoine mondial de l'Unesco : le Gbofé d'Afounkaha de Katiola en 2008, la Ville historique de Grand-Bassam en 2012, le Balafon pentatonique Djéguélé des Sénoufos en 2012 et le Zaouli en 2018 ;
- la traduction de la bible en plusieurs langues nationales (Baoulé, Sénoufo, Bété, Agni, Koulango, Malinké...) ;
- l'instauration de l'enseignement de langues nationales dans certaines régions (phase expérimentale) ;
- le projet de la route de la mémoire (la route de l'esclave et de la route du fer) avec la construction de stèles à Kanga Nianzé (Tiassalé) pour matérialiser et retracer le passage des esclaves pendant la traite négrière ;
- les fouilles archéologiques en cours dans plusieurs régions du pays avec des études sur la réhabilitation de certains monuments tels les mosquées de type soudanais.

I.1.2.4. Au titre de l'enseignement artistique et culturel

- la construction du Lycée d'Enseignement Artistique (LEA) de Yamoussoukro dont les travaux sont en cours ;
- la construction du Centre Technique des Arts Appliqués (CTAA) de Korhogo précisément à Napié dont les travaux ont effectivement démarrés ;
- la réhabilitation et l'extension de l'INSAAC dont les travaux sont en cours ;
- la réforme des curricula dans l'enseignement supérieur culturel, passant du système classique au système Licence Master Doctorat (LMD).

I.1.2.5. Au titre de la coopération culturelle et de la francophonie

- la signature du Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) avec le Burkina Faso dont un volet dédié au renforcement de la coopération culturelle à travers des coproductions de films ;
- la signature des conventions avec le Maroc pour le renforcement des capacités des acteurs culturels ;
- la signature d'une convention tripartite dans le cadre de la création d'une zone économique spéciale (ZES-SKBO) ;
- l'appui financier de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour la mise en place d'un Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC) auquel est associé dix (10) Centres de Lectures Publiques et d'Animations Culturelles (CLAC) déployés dans le nord la Côte d'Ivoire ;
- le Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) avec le Burkina Faso avec un volet dédié au renforcement de la coopération culturelle à travers des coproductions de films ;
- les Conventions avec le Maroc pour le renforcement des capacités des acteurs culturels ;
- la Convention tripartite signée le 14 mai 2018 dans le cadre de la création d'une zone économique spéciale (ZES-SKBO) visant à coordonner et renforcer la coopération culturelle et économique entre les villes de Korhogo en Côte d'Ivoire, Bobo-Dioulasso au Burkina Faso et Sikasso au Mali ;

- l'appui financier de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour la mise en place d'un Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC) auquel est associé dix (10) Centres de Lectures Publiques et d'Animations Culturelles (CLAC) déployés dans le nord de la Côte d'Ivoire.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire dans le domaine des arts et de la culture ;
- la création des conditions de la mise en valeur du Patrimoine Culturel National ;
- l'aménagement du territoire national en infrastructures culturelles ;
- l'insertion des jeunes diplômés ;
- l'intensification des actions d'initiation et de promotion des activités de l'industrie culturelle et créative en vue de lutter contre la pauvreté ;
- le renforcement de la coopération culturelle internationale et de la francophonie.

I.1.3.2. Priorités

- l'élaboration et l'actualisation du cadre législatif et réglementaire dans le domaine des arts et de la culture surtout la signature d'un décret d'application relatif à la perception effective de la copie privée ;
- l'inventaire systématique du patrimoine culturel national ;
- la dotation de toutes les régions d'infrastructures culturelles ;
- l'organisation d'événements culturels et artistiques en région ;
- la promotion des industries culturelles et créatives ;
- l'encadrement et l'appui technique et financier des initiatives culturelles privées ;
- la révision des curricula en adéquation avec le bassin de l'emploi ;
- le renforcement du positionnement de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone et dans le monde.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du secteur, la coopération culturelle et la Francophonie ;
- l'amélioration de la rentabilité économique des industries culturelles et créatives ;
- l'amélioration de la gestion du patrimoine culturel national ;
- l'amélioration de l'enseignement artistique et culturelle.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur et la coopération culturelle sont renforcées ;
- la rentabilité économique des industries culturelles et créatives est améliorée ;
- la connaissance et la gestion du patrimoine culturel national sont améliorées ;
- l'enseignement artistique et culturel est performant et accessible.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Culture et de la Francophonie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de Culture et de Francophonie. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de culture

- promotion de la création littéraire et artistique, des arts et des traditions populaires ;
- formation dans les domaines des arts et activités culturelles ;
- développement des infrastructures culturelles ;
- préservation et valorisation du patrimoine culturel national ;
- protection des œuvres de l'esprit ;
- promotion de l'édition et de la diffusion du livre ;
- promotion des échanges internationaux en matière culturelle ;
- promotion de la production cinématographique ;
- promotion d'une industrie culturelle nationale ;
- promotion d'une économie de la culture ;
- promotion des langues nationales ;
- valorisation des conventions des pratiques traditionnelles de régulation sociale ;
- promotion des artistes nationaux à l'étranger ;
- renforcement de l'unité nationale par l'organisation d'activités culturelles.

I.3.2. En matière de francophonie

- représentation de la Côte d'Ivoire dans les organes de la francophonie ;
- suivi de l'évolution juridique et institutionnelle de la francophonie ;
- organisation de la participation de la Côte d'Ivoire aux instances des divers sommets de la francophonie ;
- renforcement des relations culturelles avec les Ambassades et organismes francophones en Côte d'Ivoire ;
- Contrôle de la mise en œuvre des décisions des sommets de la francophonie ;
- promotion et vulgarisation de la francophonie auprès des populations ;
- contribution au suivi et à l'évaluation des opérations de coopération culturelle francophones en Côte d'Ivoire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives ;
- Programme 3 : Patrimoine culturel ;
- Programme 4 : Enseignement artistique et culturel
- Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUEL DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II. 1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	- Cabinet, SG, IG, DAF, DRH, RC, SPSEC, SCD, CPMP, DFCC, Fonds de Soutien à la culture, DR (32), CCSC	CNF : Commission Nationale de la Francophonie	- Mise en place du schéma directeur informatique - Mise en place d'un système informatique de collecte et de gestion des données	
P2 : Animation Culturelle et Industrie Culturelle et créative	DLL, DC, DICC, DIEC, DPAC, CCJAB, CACAB, CENATELPAC, Brigade Culturelle FONSIC	-CNAC, PCBD, ONAC- CI :	- Construction et Equipement de centres culturels intégrés - Construire le Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC) - Equipement l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire - Construction d'une bibliothèque de la renaissance africaine d'Abidjan (Site disponible).	
P3 : Patrimoine culturel	DPC, BNCI Musées (07)	OIPC	- Sauvegarde et la valorisation de la ville historique de Grand Bassam - Restauration de la ville historique de Grand Bassam - Inventaire du patrimoine culturel national - Construction mémoriaux commémoratif de l'esclavage - Proposition d'inscription des mosquées de type soudanais du Nord et du Nord-est de la Côte d'Ivoire - Pôle de développement de la cité de Kong/phase 1 - Réhabilitation de la maison du patrimoine de Grand-Bassam - Sauvegarde et valorisation du parc archéologique d'Ahouakro	
P4 : Enseignement Artistique et Culturel	DFAC, CRAMA, CTAA, LEA	INSAAC, IRES, RDEC	- Construction et équipement du LTPEA de Yamoussoukro ; - Construction et équipement du CTAA de Korhogo ; - Construction et équipement du CTAA Bingerville ; - Réhabilitation de l'INSAAC (en 2018) ; - Travaux d'extension de l'INSAAC (en 2020). - Construction d'une Lutherie au CTAA de Bingerville	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Renforcer la gouvernance du secteur, la coopération culturelle et la Francophonie	RS 1 : la gouvernance du secteur et la coopération culturelle sont renforcées	IP 1.1 : Pourcentage de filières culturelles structurées IP 1.2 : Nombre d'accords de coopération et de traités signés	1. Nombre de filières structurées / Nombre total de filières dans le secteur x 100 Source : Rapport de la DRC 2. Dénombrement Source : Rapports DFCC/ CNF
OG 2 : Améliorer la rentabilité économique des industries culturelles et créatives	RS 2 : La rentabilité économique des industries culturelles et créatives est améliorée	IP 2.1 : Part des industries culturelles et créatives dans le PIB IP 2.2 : Taux de couverture nationale en manifestations culturelles	2. Volume des richesses produites par les industries culturelles et créatives / PIB Source : INS/Comptabilité nationale1. Nombre de régions ayant abrité au moins une (01) manifestation culturelle de dimension nationale ou internationale / Nombre total de régions x 100 Source : Rapport DPAC
OG 3 : Améliorer la gestion du patrimoine culturel national	RS 3 : La gestion du patrimoine culturel national est améliorée	IP 3.1 : Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel dans le financement global du MCF	Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel / Financement total du MCF Source : Rapport d'activités des structures en charge du patrimoine / DAF/ SPSEC
OG 4 : Améliorer la performance du système éducation-formation artistique et culturelle	RS 4 : L'enseignement artistique et culturel est performant	IP 4.1 : Taux d'admissions dans les différents cycles de formation	Nombre d'admis dans un cycle de formation / Nombre total d'inscrits dans ce cycle x 100 Source : Rapport d'activités DFAC

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	14 324 805 011	13 635 487 155	14 358 911 009
1.1 Ressources Intérieures	14 324 805 011	13 635 487 155	14 358 911 009
1.1.1 Budget Etat	14 324 805 011	13 635 487 155	14 358 911 009
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	14 324 805 011	13 635 487 155	14 358 911 009
2.1 Personnel	6 414 207 582	6 465 108 258	6 516 976 847
2.1.1 Solde y compris EPN	6 414 207 582	6 465 108 258	6 516 976 847
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 786 563 339	1 830 905 925	1 902 188 260
2.3 Transferts	5 744 467 090	4 808 094 546	5 148 045 592
2.4 Investissement*	379 567 000	531 378 426	791 700 310
Trésor	379 567 000	531 378 426	791 700 310
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projet Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et la coordination	Nombre de textes bénéficiant d'un décret d'application	4	5	6	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRC
	Part de la richesse créée par la culture dans la richesse nationale	3,80%	4,50%	4.75 %	5.25%	Ratio entre le montant de la richesse créée par la culture / Richesse nationale x 100 Source : Rapport d'activités SPSEC
OS 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, Matérielles et financières.	Taux de renforcement de capacités du personnel	15 %	20 %	22%	50%	Nombre de fonctionnaires et d'agents de l'Etat bénéficiaires d'une action de formation ou un stage / Nombre total de fonctionnaires et d'agents de l'Etat du ministère x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution budgétaire	90 %	97 %	98%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel x 100 Source : Rapport d'activités DAF/SIGFIP
	Taux d'exécution du plan de passation des Marchés	28 %	60 %	90 %	95%	Nombre de Marchés passés / Nombre de Marchés prévus x 100 Source : Rapport d'activités CPMP/ DAF
OS 3 : Assurer le rayonnement de la culture ivoirienne dans l'espace francophone et dans le monde	Nombre d'évènements culturels internationaux organisés en CI	8	9	10	11	Dénombrement Source : Rapport d'activités PAC/CNF/DFCC
	Nombre de foires et évènements culturels internationaux ayant enregistré la participation de la CI	6	8	9	10	Dénombrement Source : Rapport d'activités PAC/CNF/DFCC

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		6 343 427 446	6 440 695 359	6 545 342 909
	Dépenses de personnel	4 917 909 671	4 951 024 763	4 984 397 514
	Dépenses en biens et services	1 331 024 297	1 386 276 103	1 443 617 383
	Transferts (1)	79 493 478	77 223 975	78 336 576
	Investissements	15 000 000	26 170 518	38 991 436
	Trésor	15 000 000	26 170 518	38 991 436
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
21097 Administration Générale	6 343 427 446	6 440 695 359	6 545 342 909
2109705 Coordination et animation du ministère	398 548 639	411 402 586	426 655 103
1 - Personnels	115 084	107 788	110 710
21097050055 Prendre en charge les Dépenses du personnel de la Direction de la Culture de la Région du Haut - Sassandra (Daloa)	115 084	107 788	110 710
2 - Biens et services	313 940 077	325 347 317	335 210 672
21097050001 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de francophonie	18 399 103	18 951 076	19 519 608
21097050002 Contrôler les services du ministère	11 000 000	11 330 000	11 669 900
21097050004 Coordonner les activités administratives du ministère	3 403 500	3 505 605	3 610 773
21097050007 Lutter contre la fraude des œuvres de l'esprit	8 007 824	8 248 059	8 495 500
21097050008 Promouvoir la politique de la francophonie et de la coopération culturelle	9 000 000	9 269 999	9 548 100
21097050009 Suivre les travaux des Infrastructures et des Équipements Culturelles (DIEC)	10 000 000	10 509 000	10 927 270
21097050012 Apporter un appui juridique aux services du ministère	7 888 406	8 125 058	8 368 811
21097050016 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gbôklé(Sassandra)	4 416 304	5 012 293	5 162 602
21097050017 Coordonner les activités du ministère dans la région duTonkpi(Man)	4 999 999	5 407 274	5 569 492
21097050018 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Nawa(Soubré)	4 416 303	4 548 792	4 685 256
21097050019 Coordonner les activités du ministère dans la région du Hambol(Katiola)	4 416 304	4 548 793	4 685 257
21097050020 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes(Abidjan)	4 999 999	5 149 999	5 304 499
21097050023 Coordonner les activités du ministère dans la région de (DR Gôh, Gagnoa)	4 316 304	4 445 793	4 579 167
21097050024 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lacs(Yamoussoukro)	4 416 304	4 548 793	4 685 257
21097050025 Coordonner les activités du ministère dans la région de Moronou(Bongouanou)	4 416 304	4 548 794	4 685 258
21097050026 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Bagoué(Boundiali)	4 416 306	4 548 795	4 685 259

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
21097 Administration Générale	6 343 427 446	6 440 695 359	6 545 342 909
21097050027 Coordonner les activités du ministère dans la région du Kabadougou (Odiénné)	4 462 233	4 596 100	4 733 983
21097050028 Coordonner les activités du ministère dans la région du Lôh Djiboua (Divo)	4 999 999	5 149 999	5 304 499
21097050029 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sud Comoé(Aboisso)	4 416 303	4 548 792	4 685 256
21097050030 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Agnéby-Tiassa(Agboville)	4 416 303	4 548 792	4 685 256
21097050031 Coordonner les activités du ministère dans la région de Bounkani(Bouna)	4 636 766	4 775 869	4 919 145
21097050032 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Indénié-Djuablin(Abengourou)	4 416 305	4 548 794	4 685 258
21097050033 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing(Touba)	4 415 896	5 298 634	5 457 593
21097050034 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro (Korhogo)	4 416 304	4 857 793	5 003 527
21097050035 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé (Adzopé)	4 416 304	4 548 792	4 685 255
21097050036 Coordonner les activités du ministère dans la région des N'Zi (Dimbokro)	4 416 304	4 548 793	4 685 257
21097050037 Coordonner et animer la politique culturelle dans la région du Grand pont(Dabou)	4 999 999	5 149 998	5 304 498
21097050038 Coordonner les activités du ministère dans la région de San Pedro (San Pedro)	4 416 304	4 548 793	4 685 257
21097050039 Coordonner les activités du ministère dans la région de Cavally Guiglo)	4 416 303	4 548 792	4 685 256
21097050040 Coordonner les activités du ministère dans la région Gbèkè (Bouaké)	4 416 303	4 548 794	4 685 255
21097050041 Coordonner les activités du ministère dans la région du Folon (Minignan)	4 416 305	4 548 794	4 685 258
21097050042 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gontougo (Bondoukou)	4 416 303	4 548 793	4 685 255
21097050043 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Marahoué (Bouaflé)	4 416 304	4 548 793	4 685 256
21097050044 Coordonner les activités du ministère dans la région du Guemon (Duékoué)	4 416 303	4 548 793	4 685 256
21097050045 Coordonner les activités du ministère dans la région du Tchologo(Ferkessédougou)	4 940 000	5 088 200	5 240 846
21097050046 Coordonner les activités du ministère dans la région du Haut Sassandra (Daloa)	4 494 642	4 629 483	4 768 367
21097050047 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Agnéby-Tiassadu Béré(Mankono)	4 416 305	4 548 795	4 685 258
21097050048 Coordonner les activités du ministère dans la région du Iffou(Daoukro)	4 416 303	4 548 792	4 685 255
21097050049 Coordonner les activités du ministère dans la région du Worodougou (Séguéla)	4 443 861	4 577 176	4 714 491
21097050053 Participer au sommet de la Francophonie	1 021 050	1 051 681	1 083 232
21097050054 Organiser les manifestations culturelles à l'étranger	100 768 115	103 791 159	106 904 894
3 - Transferts	79 493 478	77 223 975	78 336 576
21097050050 Mettre en œuvre la politique de la Francophonie	79 493 478	77 223 975	78 336 576
4 - Investissements	5 000 000	8 723 506	12 997 145
Trésor	5 000 000	8 723 506	12 997 145
21097050014 Création du schéma directeur	5 000 000	8 723 506	12 997 145
2109706 Planification, programmation et suivi-évaluation	20 000 000	27 747 012	36 603 291
2 - Biens et services	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21097060001 Organiser la planification générale des activités du Ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
4 - Investissements	10 000 000	17 447 012	25 994 291
Trésor	10 000 000	17 447 012	25 994 291
21097060002 Mise en place d'un système informatisé de collecte et de gestion de données statistiques culturelles	10 000 000	17 447 012	25 994 291
2109707 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	5 725 908 495	5 800 030 827	5 877 967 786
1 - Personnels	4 726 824 275	4 757 642 041	4 788 657 275
21097070013 Prendre en charge les Dépenses de Personnel	4 570 927 354	4 599 863 762	4 628 956 844

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
21097 Administration Générale	6 343 427 446	6 440 695 359	6 545 342 909
21097070022 Transférer les subventions équilibre personnel au Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	55 000 000	55 663 738	56 341 868
21097070023 Transférer les subventions équilibre personnel au Marché des Arts et du Spectacle Africain (MASA)	100 896 921	102 114 541	103 358 563
2 - Biens et services	999 084 220	1 042 388 786	1 089 310 511
21097070001 Gérer les ressources humaines du ministère	10 337 835	10 647 969	10 967 407
21097070002 Prendre en charge les Dépenses d'abonnement	256 977 544	279 788 915	305 602 645
21097070004 Apporter un appui financier aux activités culturelles privées	30 376 929	31 288 237	32 226 884
21097070005 Organiser les manifestations culturelles	29 442 028	30 325 288	31 235 047
21097070007 Prendre en charge les Dépenses centralisées du ministère	452 755 579	466 338 245	480 328 392
21097070008 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	91 805 500	94 559 665	97 396 455
21097070009 Élaborer le DPPD-PAP	27 008 763	27 819 024	28 653 595
21097070010 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	35 000 000	35 000 000	35 000 000
21097070011 Gérer la commande publique du ministère	9 608 187	9 896 433	10 193 326
21097070012 Gérer les ressources financières et Matérielles du ministère	31 271 855	32 210 010	33 176 310
21097070014 Prendre en charge les séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21097070016 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21097070018 Organiser les jeux de la Francophonie	500 000	515 000	530 450
2109708 Information et communication	198 970 312	201 514 934	204 116 729
1 - Personnels	190 970 312	193 274 934	195 629 529
21097080002 Transférer les subventions équilibre personnel à la CNF	190 970 312	193 274 934	195 629 529
2 - Biens et services	8 000 000	8 240 000	8 487 200
21097080001 Organiser la communication des activités du ministère	8 000 000	8 240 000	8 487 200

II.2.2. Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Animation culturelle et industrie culturelle et créative	Action 2.1 : Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles
	Action 2.2 : Promotion du Livre et de la Lecture publique
	Action 2.3 : Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Animation culturelle et industrie culturelle et créative						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des industries culturelles et créatives	Montant des recettes d'exportation des produits culturels	700.000.000	1.500.000.000	1.700.000.000	1.800.000.000	Dénombrement Source : Service statistiques de la Douane/SPSEC
	Nombre de productions artistiques et culturelles réalisées	25	30	35	40	Dénombrement Source : BNCI, SPSEC, BURIDA, ONAC-CI
OS 2 : Améliorer l'expression des diversités culturelles	Nombre de salles de spectacles artistiques publics fonctionnels compris en 300 et 1500 places	4	5	5	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIE /DPAC /Burida
	Nombre de festivals organisés	8	10	11	12	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPAC
OS 3 : Accroître les centres culturels du territoire	Nombre de régions disposant d'un centre culturel public fonctionnel	6	12	15	20	Dénombrement Source : Direction régionale/MAIRIE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : ANIMATION CULTURELLE ET INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES		2 809 375 187	1 708 042 206	1 829 547 752
	Dépenses de personnel	394 346 513	399 105 469	403 967 620
	Dépenses en biens et services	294 887 159	259 043 976	266 817 295
	Transferts	2 007 141 515	852 741 520	865 027 354
	Investissements	113 000 000	197 151 241	293 735 483
	Trésor	113 000 000	197 151 241	293 735 483
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	2 809 375 187	1 708 042 206	1 829 547 752
2209801 Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles	839 521 902	874 887 328	942 803 882
1 - Personnels	174 509 748	176 615 724	178 767 366
22098010007 Transférer des subventions équilibre personnel à l'ONACCI	174 509 748	176 615 724	178 767 366
2 - Biens et services	7 471 363	7 695 503	7 928 369
22098010001 Promouvoir la politique cinématographique	7 471 363	7 695 503	7 928 369
3 - Transferts	590 540 791	573 681 117	581 946 400
22098010005 Mettre en oeuvre la politique cinématographique nationale	105 991 303	102 965 299	104 448 766
22098010006 Soutenir financièrement la production, la distribution et l'exploitation de films	484 549 488	470 715 818	477 497 634
4 - Investissements	67 000 000	116 894 984	174 161 747
Trésor	67 000 000	116 894 984	174 161 747
22098010004 Equipement de l'office National du Cinéma (ONA CI)	67 000 000	116 894 984	174 161 747
2209802 Promotion du livre et de la lecture publique	129 830 436	163 544 923	203 952 780
2 - Biens et services	44 830 436	46 175 349	47 560 610
22098020001 Promouvoir la politique de la lecture publique	7 388 408	7 610 060	7 838 362
22098020004 Organiser le salon du livre pour Enfant et Adolescents	29 442 028	30 325 289	31 235 048
22098020005 Contrôler et suivre les centres de lecture publique	8 000 000	8 240 000	8 487 200
3 - Transferts	40 000 000	38 858 018	39 417 863
22098020008 Organiser le Salon international du livre d'Abidjan	40 000 000	38 858 018	39 417 863
4 - Investissements	45 000 000	78 511 556	116 974 307
Trésor	45 000 000	78 511 556	116 974 307
22098020002 Construction d'un centre National Technique de Lecture Publique et de l'Animation Culturelle (CENATELPAC)	45 000 000	78 511 556	116 974 307
2209803 Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants	1 840 022 849	669 609 955	682 791 090
1 - Personnels	219 836 765	222 489 745	225 200 254
22098030046 Transférer des subventions équilibre personnel au CNAC	89 747 369	90 830 436	91 936 989
22098030047 Transférer des subventions équilibre personnel au PCA	130 089 396	131 659 309	133 263 265
2 - Biens et services	242 585 360	205 173 124	211 328 316
22098030016 Concevoir et promouvoir la politique des industries culturelles et créatives	9 566 087	9 853 070	10 148 662
22098030018 Organiser le festival des arts sacrés de Korhogo	20 609 420	21 227 703	21 864 534
22098030019 Gérer le Culturel Jacques Aka de Bouaké	19 488 935	20 073 603	20 675 811
22098030021 Gérer le centre culturel d'Abobo - Gare (CACAB)	13 929 614	14 347 504	14 777 927
22098030022 Organiser le festival du Zanzan	23 553 623	24 260 232	24 988 039
22098030024 Mettre en œuvre la politique d'animation culturelle	7 888 406	35 535 259	36 601 317
22098030027 Organiser la fête de la musique	11 776 812	12 130 116	12 494 020
22098030028 Organiser le festival national vacance culture	35 330 435	36 390 348	37 482 058
22098030029 Organiser la semaine nationale des arts et de la culture	29 442 028	30 325 289	31 235 048
22098030042 Contribuer à l'organisation du festival des musiques des urbaines d'Anomambo	71 000 000	1 030 000	1 060 900

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	2 809 375 187	1 708 042 206	1 829 547 752
3 - Transferts	1 376 600 724	240 202 385	243 663 091
22098030030 Promouvoir les arts vivants en Côte d'Ivoire et à l'étranger	108 935 507	105 825 447	107 350 123
22098030032 Programmer et diffuser les spectacles et activités culturelles	50 000 000	48 572 522	49 272 329
22098030038 Organiser le Marché des Arts du Spectacle Africain	1 200 000 000	68 643 533	69 632 511
22098030045 Apporter un appui financier aux associations à caractère culturel	17 665 217	17 160 883	17 408 128
4 - Investissements	1 000 000	1 744 701	2 599 429
Trésor	1 000 000	1 744 701	2 599 429
22098030017 Constructions Centres Culturels Intégrés	1 000 000	1 744 701	2 599 429

II.2.3. Programme 3 : Patrimoine culturel

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Patrimoine Culturel	Actions 3.1 : Inventaire du patrimoine culturel national
	Actions 3.2 : Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national
	Actions 3.3 : Protection du patrimoine culturel et archéologique national

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Patrimoine Culturel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Sauvegarder les biens du patrimoine culturel national	Nombre d'éléments culturels (expressions culturelles) nationaux inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO	4	4	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPC/OIPC
OS 2 : Exploiter les biens du patrimoine culturel sauvegardés	Taux de croissance du nombre de visiteurs nationaux dans les musées, les bibliothèques	35 %	40%	45%	50%	Nombre de visiteurs de l'année N - nombre de visiteurs de l'année N-1 / Nombre de visiteurs de l'année N-1 x 100 Source : Rapport d'activités des musées/DPC/Bibliothèque
	Taux de croissance du nombre de visiteurs internationaux dans les musées, les bibliothèques	35%	40%	45%	50%	
	Taux de croissance des ressources générées par l'exploitation du patrimoine culturel	2 %	3.5 %	5%	6%	Ressources générées en année N - ressources générées en année N-1 / Ressources générées en année N-1 x 100 Source : Rapport d'activités des structures en charge du patrimoine

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : PATRIMOINE CULTUREL		470 707 714	496 201 549	506 987 249
	Dépenses de personnel	254 664 455	257 466 060	260 653 005
	Dépenses en biens et services	108 440 361	132 271 478	136 262 379
	Transferts	105 102 898	102 102 257	103 573 291
	Investissements	2 500 000	4 361 754	6 498 574
	Trésor	2 500 000	4 361 754	6 498 574
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22099 Patrimoine culturel	470 707 714	496 201 549	506 987 249
2209901 Inventaire du patrimoine culturel national	192 522 209	192 144 053	196 316 438
2 - Biens et services	87 419 311	90 041 796	92 743 147
22099010001 Conserver les œuvres du patrimoine culturel au musée de Zaranou	2 722 800	2 804 484	2 888 619
22099010002 Conserver les œuvres du patrimoine culturel Musée des civilisations de Côte d'Ivoire	35 000 000	36 049 905	37 131 500
22099010003 Conserver les œuvres du patrimoine culturel Musée National du Costume de Grand Bassam	23 663 855	24 373 771	25 104 984
22099010005 Promouvoir la politique patrimoniale culturelle nationale	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22099010006 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel Musée Jean Marie de Bété	2 722 800	2 804 484	2 888 618
22099010009 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel Musée de Korhogo	15 309 856	15 769 152	16 242 226
3 - Transferts	105 102 898	102 102 257	103 573 291
22099010014 gérer la ville historique de Grand-Bassam	5 000 000	4 857 252	4 927 233
22099010015 Mettre en œuvre la politique du patrimoine culturel nationale	100 102 898	97 245 005	98 646 058
2209902 Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel nationale	25 121 050	46 473 803	48 282 128
1 - Personnels	3 600 000	3 371 770	3 463 181
22099020005 Prendre en charge les Dépenses du Centre Technique des Arts Appliqués de BINGERVILLE	3 600 000	3 371 770	3 463 181
2 - Biens et services	21 021 050	42 229 682	43 519 232
22099020001 Conserver et diffuser les œuvres d'esprit (dépôt légal)	20 000 000	20 600 000	21 218 000
22099020002 Protéger les œuvres patrimoniales	1 021 050	1 051 682	1 083 232
22099020004 Conserver et diffuser les œuvres d'esprit (Bibliothèque de Korhogo)	0	20 578 000	21 218 000
4 - Investissements	500 000	872 351	1 299 715
Trésor	500 000	872 351	1 299 715
22099020003 Sauvegarder et valoriser la ville historique de Grand Bassam	500 000	872 351	1 299 715

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22099 Patrimoine culturel	470 707 714	496 201 549	506 987 249
2209903 Protection du patrimoine culturel et archéologique du patrimoine culturel national	253 064 455	257 583 693	262 388 683
1 - Personnels	251 064 455	254 094 290	257 189 824
22099030004 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OIPC	251 064 455	254 094 290	257 189 824
4 - Investissements	2 000 000	3 489 403	5 198 859
Trésor	2 000 000	3 489 403	5 198 859
22099030001 Sauvegarde et valorisation des mosquées de styles soudanais du Nord et du Sud -est de la CI (PROJET)	500 000	872 351	1 299 715
22099030002 Construction mémoriaux commémoratifs de l'esclavage	500 000	872 351	1 299 715
22099030003 Pôle de Développement Culturel de la Cité de Kong Phase1	1 000 000	1 744 701	2 599 429

II.2.4. Programme 4 : Enseignement artistique et culturel

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Enseignement artistique et culturel	Action 4.1 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel
	Action 4.2 : Coordination de l'enseignement artistique et culturel
	Action 4.3 : Développement du système de formation artistique et culturelle

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Enseignement artistique et culturel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer l'accessibilité à l'éducation-formation artistique et culturelle	Nombre d'établissements d'enseignement artistique et culturel fonctionnels	07	09	10	12	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFAC
	Pourcentage de régions disposant d'infrastructures d'enseignement artistique et culturel	6,25%	12,50%	15%	20%	Nombre de régions disposant d'infrastructures d'enseignement artistique et culturel / Nombre total de régions x 100 Source : Rapport d'activités DFAC

Programme 4 : Enseignement artistique et culturel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 2 : Améliorer la qualité de la formation artistique et culturelle	Nombre de curricula révisés/an	1	2	2	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFAC
	Taux d'admissions au Baccalauréat artistique et culturel	92,77%	96%	97%	99%	Nombre d'admis au Baccalauréat / Nombre total d'élèves inscrits à l'examen du Baccalauréat x 100 Source : Rapport d'activités DFAC
	Pourcentage d'étudiants en art et culture par enseignant	10,70%	13%	15%	15%	Nombre d'étudiants / Nombre d'enseignants x 100 Source : Rapport d'activités DFAC
	Taux d'enseignants qualifiés en arts et en culture	55 %	68 %	80%	90%	Nombre d'enseignants qualifiés / Nombre total d'enseignants x 100 Source : Rapport d'activités DFAC

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV : ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL		2 401 294 664	2 490 548 041	2 677 033 099
	Dépenses de personnel	847 286 943	857 511 966	867 958 708
	Dépenses en biens et services	52 211 522	53 314 368	55 491 203
	Transferts	1 252 729 199	1 276 026 794	1 301 108 371
	Investissements	249 067 000	303 694 913	452 474 817
	<i>Trésor</i>	249 067 000	303 694 913	452 474 817
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22100 Enseignement artistique et culturel	2 401 294 664	2 490 548 041	2 677 033 099
2210001 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel.	249 067 000	303 694 913	452 474 817
4 - Investissements	249 067 000	303 694 913	452 474 817
Trésor	249 067 000	303 694 913	452 474 817
22100010001 Construire et équiper le LEA de Yamoussoukro (Poursuivre la construction des bâtiments)	148 567 000	259 205 031	386 189 376
22100010002 Poursuivre la construction et l'équipement du centre technique des arts appliqués (CTAA) de Korhogo à Napié	500 000	872 351	1 299 715
22100010003 Rénovation et équipement de l'INSAAC	100 000 000	43 617 531	64 985 726
2210002 Coordination de l'enseignement artistique et culturel	1 110 415 680	1 120 355 837	1 131 594 220
1 - Personnels	847 286 943	857 511 966	867 958 708
22100020007 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INSAAC	847 286 943	857 511 966	867 958 708
2 - Biens et services	14 295 737	14 724 610	15 166 348
22100020001 Coordonner les activités des établissements artistiques et culturels	8 295 737	8 544 610	8 800 948
22100020002 Organiser les examens et concours artistiques et culturels	6 000 000	6 180 000	6 365 400
3 - Transferts	248 833 000	248 119 261	248 469 164
22100020005 Payer les bourses enseignement Artistique et Culturel	223 833 000	223 833 000	223 833 000
22100020006 Développer des partenariats DFAC/ IRES -RDEC Lomé pour le financement des études inter-universitaire	25 000 000	24 286 261	24 636 164
2210003 Développement du système de formation artistique et culturelle	1 041 811 984	1 066 497 291	1 092 964 062
2 - Biens et services	37 915 785	38 589 758	40 324 855
22100030001 Dispenser la formation secondaire technique en arts	13 368 672	13 306 232	14 282 824
22100030002 Dispenser la formation professionnelle et technique en arts	19 547 114	20 133 528	20 737 533
22100030003 Dispenser la formation professionnelle artistique	4 999 999	5 149 998	5 304 498
3 - Transferts	1 003 896 199	1 027 907 533	1 052 639 207
22100030005 Dispenser la formation supérieure en arts et culture	1 003 896 199	1 027 907 533	1 052 639 207

II.2.5. Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME V : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		2 300 000 000	2 500 000 000	2 800 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	2 300 000 000	2 500 000 000	2 800 000 000
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2022
23195 Comptes Spéciaux du Trésor	2 300 000 000	2 500 000 000	2 800 000 000
2319501 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	2 300 000 000	2 500 000 000	2 800 000 000
3 - Transferts	2 300 000 000	2 500 000 000	2 800 000 000
23195010001 Recueillir les fonds pour le soutien de la culture	2 300 000 000	2 500 000 000	2 800 000 000

SECTION 347: MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au niveau du sous-secteur Commerce Intérieur

- l'insuffisance et l'inadaptation du cadre réglementaire du Commerce Intérieur ;
- la prédominance du secteur informel ;
- la faible visibilité sur le circuit de distribution ;
- l'absence de visibilité sur les structures de prix et les marges sur les produits de grande consommation ;
- la présence massive sur le marché de produits frauduleux, contrefaits et non conformes aux normes en vigueur en raison de la porosité des frontières ;
- l'absence des agents de Contrôle du Ministère aux corridors douaniers en vue du Contrôle-qualité des produits entrants ;
- l'absence d'une base de données et de cartographie des acteurs du secteur ;
- l'insuffisance et l'inadaptation de véhicules de transports dédiés aux denrées alimentaires ;
- l'absence d'un laboratoire de Contrôle qualité propre au Ministère ;
- les difficultés dues à la non-prise en compte des normes sécuritaires modernes dans la construction des infrastructures de mise à marché ;
- l'absence d'infrastructures adaptées de conservation des produits vivriers ;
- l'insuffisant approvisionnement des Marchés en produits vivriers ;
- la réticence des opérateurs à s'acquitter du droit de certificat de provenance sur les produits vivriers ;
- l'absence d'un document de stratégie pour le développement et la modernisation du commerce intérieur ;
- l'insuffisance et/ou la non-performance des infrastructures commerciales existantes ;
- la méconnaissance de l'activité métrologique légale par la population et certains opérateurs économiques ;
- l'absence d'infrastructures d'accueil des produits saisis ;
- la faiblesse du système d'informations sur les stocks et les approvisionnements en produits vivriers ;
- la présence insuffisante des jeunes ivoiriens dans le secteur du commerce.

I.1.1.2. Au niveau du sous-secteur Commerce Extérieur

- les difficultés d'ordre institutionnel, opérationnel et financier dans le cadre de la mise en œuvre de la SNE ;
- la méconnaissance des Marchés porteurs ;
- l'exploitation insuffisante des opportunités offertes par les Marchés communautaires UEMOA et CEDEAO ;
- l'absence de culture à l'exportation ;
- le faible taux de représentation commerciale dans le monde ;
- l'absence de veille stratégique et d'outils d'intelligence économique en matière de Commerce extérieur ;
- l'absence de synergie dans les processus de négociation des accords commerciaux ;
- le nombre restreint de partenaires commerciaux en raison des difficultés qu'éprouvent les exportateurs ivoiriens à s'adapter aux normes techniques (OTC) et aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales ;
- le déficit de vulgarisation des accords bilatéraux et multilatéraux ;
- la non-conformité du TEC CEDEAO avec les tarifs consolidés au niveau de l'OMC ;

- les difficultés dans la régularité de la production des statistiques du commerce extérieur ;
- la non-opérationnalisation du dispositif de Contrôle de la qualité des produits à l'Import/Export ;
- l'absence de cadre réglementaire relatif au transfert de compétences dans le cadre du GUCE ;
- la non-standardisation des procédures de fonctionnement interne des services du Commerce Extérieur ;
- la complexité des procédures liées aux échanges commerciaux.

I.1.1.3. Au niveau du sous-secteur de l'Industrie

- le climat des affaires jugé peu attractif pour les investissements ;
- l'insuffisance de terrains à usage industriel viabilisés ;
- la non-satisfaction de plusieurs demandes de terrain industriel ;
- l'inadéquation des ressources humaines avec les besoins réels du secteur privé industriel ;
- la faible compétitivité des entreprises industrielles ;
- les difficultés d'accès aux Marchés extérieurs ;
- la propriété intellectuelle peu développée ;
- l'insuffisance du capital technologique du fait de la faiblesse de la recherche appliquée par rapport aux pays émergents d'Afrique et d'Asie ;
- les difficultés d'accès du secteur industriel, en particulier les Petites et Moyennes Industries (PMI) aux financements de leurs activités notamment en matière de crédits à long terme ;
- la faiblesse du niveau de la qualité des produits industriels du fait du peu d'intérêt des entreprises industrielles pour la démarche qualité (environ 3% d'entreprises certifiées et 5% inscrites à la démarche qualité).

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au titre du sous-secteur commerce intérieur

- la création et l'opérationnalisation du Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère pour coordonner la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Vie Chère ;
- la surveillance du marché national par le Contrôle de la qualité des produits, du respect de la Réglementation et de la loyauté dans les transactions commerciales, au démantèlement des pratiques anticoncurrentielles et au relevé des prix pratiqués ;
- la saisie et la destruction de produits de contrefaçon ou impropres à la consommation ;
- l'organisation régulière de la campagne périodique de vérification des instruments de mesure ;
- le retrait et la destruction d'instruments de mesure «truqués» ou défaillants du marché ;
- la verbalisation de stations-services pour non-conformité de la quantité de carburant servie à la pompe aux clients ;
- la réalisation des missions de surveillance du marché en vue du Contrôle du respect des prix de vente du gaz butane aux ménages, du Contrôle de conformité des produits tels que le tabac, l'alcool, l'huile, la tomate et le lait ;
- l'encadrement des ventes soldes et ventes promotionnelles au profit des populations ;
- le renforcement du cadre juridique et réglementaire à travers la prise d'une ordonnance relative à la concurrence et de trois lois relatives à la répression des fraudes, au système national de métrologie et à la consommation ;
- la sensibilisation des commerçants et le renforcement des capacités des consommateurs ;
- le renforcement des capacités des Associations de consommateurs sur la structure des prix de certains produits de consommation et sur la surveillance du marché ;
- la sensibilisation des commerçants à l'utilisation d'instruments de mesure conventionnels.

I.1.2.2. Au titre du sous-secteur commerce extérieur :

- la création du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) ;
- la prise de décision portant création d'une structure dédiée à l'accompagnement des exportateurs dénommée Côte d'Ivoire-Export et la mise en place d'une assurance-crédit à l'Export ;
- la promotion des produits du Commerce à travers notamment la mise en œuvre d'une stratégie de conquête du marché Américain (Stratégie AGOA) et l'encadrement des foires et salons nationaux ;
- la mise en œuvre du projet Verification of Conformity (VOC) afin de s'assurer de la qualité des produits entrant sur le territoire ivoirien.

I.1.2.3. Au niveau du sous-secteur de l'Industrie

- la contribution à l'amélioration de l'environnement des affaires :
 - l'adoption du Code des Investissements de 2012 et son actualisation ;
 - la mise en place du Guichet Unique de facilitation des formalités des entreprises, notamment pour la création d'entreprise en 48 heures ;
 - la prise du décret n° 2012-1151 du 19 décembre 2012 portant sur le Partenariat Public/Privé ;
 - la contribution à la promotion et au suivi des réformes sur le Doing Business ;
 - l'adhésion de la Côte d'Ivoire à l'Open Government Partnership.
- la promotion de la transformation des matières premières agricoles :
 - l'adoption de la stratégie de relance de la filière textile ;
 - la mise en œuvre du Programme de relance de l'industrie textile ;
 - la mise en œuvre de la Stratégie de restructuration des entreprises de la filière textile (COTIVO, FTG) ;
 - la mise en œuvre de la Stratégie de transformation de l'anacarde ;
 - l'adoption de la loi sur le Système de Récépissé d'Entreposage (SRE) ;
 - l'étude sur la deuxième transformation de l'hévéa et des fruits et légumes.
- le renforcement des instruments de gestion des zones industrielles :
 - la réalisation de l'étude monographique de la zone industrielle de Yopougon, celles de Koumassi et Vridi étant en cours ;
 - la création de l'Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (AGEDI) ;
 - la mise en place du Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI), avec la revalorisation de la redevance des terrains industriels ;
 - la réhabilitation de la zone industrielle de Yopougon, les études techniques de celles de Koumassi et Vridi étant en cours ;
 - la mise en œuvre du Programme d'urgence de 62 ha sur le site de PK 24 ;
 - la réalisation des études techniques pour l'aménagement de 280 ha dont 100 ha en Partenariat Public Privé (PPP).
- la restructuration et la mise à niveau des entreprises industrielles :
 - l'achèvement du programme pilote de l'UEMOA (2008-2013), avec 5 entreprises bénéficiaires ;
 - l'adoption et la mise en œuvre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau des entreprises industrielles, avec la création de l'Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries (ADCI) ;
 - la mise en œuvre du Projet d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI) ;
 - la création du Fonds de Restructuration et de Mise à niveau des Entreprises Industrielles (FREMIN) ;
 - la création des Centres d'Appui à la Compétitivité et au Développement Industriel (CACDI) ;
 - la création des Centres d'Appui à la Technologie et l'innovation (CATI).
- le renforcement des normes en matière de la qualité des produits industriels :
 - l'adoption de trois lois relatives à la Normalisation et la promotion de la qualité, à la lutte contre la contrefaçon à la protection et aux Droits de Propriété Intellectuelle et leurs textes subséquents ;
 - la création du Comité Ivoirien de Normalisation ;

- la création du Comité National de Lutte contre la Contrefaçon ;
- l'opérationnalisation du Système Ouest-Africain d'Accréditation, dont le siège se trouve à Abidjan.
- le développement de l'industrie manufacturière légère:
 - la mise en place d'une stratégie de développement de l'industrie manufacturière légère notamment la promotion d'unité de textile et d'habillement, des unités d'assemblage et de montage.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- Sous-secteur du commerce
 - la professionnalisation du secteur du commerce intérieur ;
 - l'Institution de politique pérenne de lutte contre la vie chère ;
 - l'amélioration de la compétitivité des entreprises commerciales sur le plan international ;
 - la modernisation de la législation commerciale et des procédures de Contrôle;
 - l'innovation et l'appropriation des TIC dans la formulation des politiques commerciales ;
 - le développement du commerce électronique ou l'e-commerce;
 - la migration du Commerce vers une économie verte axée sur la formulation de projets vert favorisant le développement durable ;
 - la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'UE.
- Sous- secteur de l'Industrie
 - la transformation des matières premières agricoles, notamment pour les filières anacarde, hévéa, coton, cacao, palmier à huile, fruits et légumes, par la levée des contraintes et le développement des chaînes de valeur ; la transformation des ressources naturelles non agricoles, notamment les mines (or, diamant, manganèse, fer, bauxite, etc.) ;
 - le développement des industries structurantes, notamment la métallurgie et l'aciérie, la cimenterie, la chimie, etc. pour soutenir le développement des autres secteurs ;
 - le développement des produits de consommations pour servir la demande régionale (textile, emballage, plasturgie, médicaments génériques, bois à repositionner vers l'industrie du meuble, etc.) ;
 - le positionnement de la Côte d'Ivoire dans le domaine des industries manufacturières légères, notamment avec l'émergence d'industries d'assemblage et de montage (ordinateur, radio, télévision, climatiseur, mobilier) et la fabrication de petits équipements industriels ;
 - la promotion de l'industrie ivoirienne par l'organisation de symposiums.

I.1.3.2. Priorités

- La surveillance accrue du marché national à travers notamment des campagnes périodiques de vérification des instruments de mesure, des relevés de stocks et de prix sur les Marchés et des saisies-enlèvements de produits ne répondant pas aux normes de qualité ;
- la mise en œuvre d'une stratégie performante de conquête des Marchés régional et international dénommée Stratégie Nationale d'Exportation (SNE) ;
- la création du Conseil National des Exportations (CNE) ;
- la réalisation d'infrastructures adaptées aux nouvelles exigences de normes et d'hygiène ;
- l'engagement de l'Etat ivoirien dans un vaste chantier de réformes structurelles dans le secteur de la transformation.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

I.2.1.1. Au niveau du sous-secteur Commerce intérieur

- La surveillance du marché afin d'y déceler les dysfonctionnements liés aux pratiques anticoncurrentielles ;
- l'interdiction des ententes anticoncurrentielles et des abus de positions dominantes ;
- l'approvisionnement régulier du marché (cas des produits vivriers) ;

- le suivi et le Contrôler de la mise en place des infrastructures commerciales ;
- la protection du consommateur ivoirien.

I.2.1.2. Au niveau du sous-secteur Commerce extérieur

- L'accroissement des transactions commerciales du pays avec l'extérieur.

I.2.1.3. Au niveau du sous-secteur Industrie

- La forte contribution du Secteur Privé ;
- l'utilisation des avantages comparatifs ;
- l'appui ciblé de l'Etat en matière d'accompagnement (qualité, normes, restructuration, accès au crédit et aux zones industrielles, avantages fiscaux ciblés, etc.).

I.2.2. Résultats stratégiques

- Une administration moderne et performante axée sur les résultats est promue ;
- la contribution du Commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses est accrue ;
- le Commerce extérieur est développé ;
- la transformation des matières premières agricoles est renforcée et la valeur ajoutée est accrue ;
- les nouveaux pôles de développement dans les secteurs d'activités industrielles sont créés ;
- les zones industrielles, économiques et zones franches sont créées, gérées et mises à la disposition des investisseurs.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Commerce et de l'industrie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Commerce et d'industrie.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Commerce

I.3.1.1. En matière de Commerce Extérieur

- promotion et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché international ;
- initiation et coordination des négociations et suivi des conventions et accords commerciaux bilatéraux, notamment en matière de produits de base à l'exportation ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine du commerce ;
- information périodique du Gouvernement sur la situation des matières premières, produits finis et semi-finis destinés à l'exportation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- amélioration de l'environnement des exportations ;
- participation à l'animation des activités des attachés et conseillers commerciaux des ambassadeurs ivoiriens et suivi des représentations commerciales étrangères en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- réglementation portant définition et Contrôle du régime du commerce extérieur ;
- gestion des importations et des exportations des produits soumis à la Réglementation ;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique tarifaire et non tarifaire d'entrée et de sortie.

I.3.1.2. En matière de Commerce Intérieur

- promotion et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché national ;
- organisation des activités commerciales ;
- mise en œuvre d'une Réglementation en matière d'implantation commerciale, de Marchés d'intérêt national ou régional, de Marchés de détail, de Marchés spécialisés, de magasins généraux, d'hyperMarchés et superMarchés ;

- gestions des équipements commerciaux nationaux ;
- amélioration des circuits de distribution et d'approvisionnement des centres urbains et ruraux ;
- organisation des consommateurs ;
- promotion, incitation, formation et encadrement des nationaux à l'exercice des professions commerciales ;
- participation aux mécanismes de distribution et de fixation des prix des produits et services soumis à la Réglementation ;
- promotion de la loyauté dans les transactions commerciales et protection des consommateurs ;
- définition et mise en œuvre d'une métrologie moderne et Contrôle des instruments de mesure dans le secteur du commerce ;
- mise en œuvre et suivi de la concurrence et des prix ;
- répression de la fraude et de la contrefaçon ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Urbanisme, à la mise en œuvre d'une Réglementation en matière d'urbanisme commercial, à la création et à l'animation de la commission d'urbanisme commercial ;
- mise en œuvre d'une politique de gestion des équipements commerciaux d'intérêts national ou régional.

I.3.2. En matière d'Industrie

- mise en œuvre de la stratégie industrielle ;
- élaboration de la loi de règlements en matière d'industrie ;
- gestion des terrains industriels, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- recherche des opportunités de création et de développement de productions industrielles, en vue de répondre aux évolutions de la demande nationale et internationale, et soutien à ces opportunités ;
- conception et mise en œuvre de nouveaux instruments de développement industriel, notamment de zones franches, de centrales d'exportation, de zone et parcs industriels et d'assurance à l'exportation ;
- prospection des opportunités d'implantation d'unités industrielles ;
- promotion de la transformation en produits finis ou semi-finis des matières premières importées ou de produits du cru ;
- modernisation de l'industrie du bois et promotion de l'agro-industrie ;
- adaptation et valorisation des résultats de la recherche appliquée ;
- suivi et évaluation des accords et processus de transfert de technologies ;
- promotion, coordination et suivi des activités industrielles ;
- élaboration, mise en œuvre et Contrôle des normes industrielles ;
- gestion de la propriété industrielle et des brevets ;
- sensibilisation, assistance-conseil en matière de démarche qualité ;
- Contrôle de la qualité des produits industriels nationaux et internationaux ;
- participation à l'incitation à l'initiative privée des nationaux ;
- participation à la définition d'un cadre incitatif pour le développement du secteur privé ;
- conception, mise en œuvre et gestion d'une banque de données ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des actions visant l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Commerce Intérieur ;
- Programme 3 : Commerce Extérieur ;
- Programme 4 : Développement Industriel.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG DAF, DAJC, DRH, DPSP, DSI, SCRIP, SDA, SMP SQ, CPMP, - Directions Régionales Commerce et Industrie (32)	ECG, CCI-CI, ARRE	<ul style="list-style-type: none"> - Équipement du Ministère - Mise en place du système d'informations du Ministère - Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines - Mise en œuvre des activités du Doing Business / MCIPPME - Renforcement des capacités Open Government Partnership - Réhabilitation et Equipement structures Min Industrie et Mines 	
Programme 2 : Commerce Intérieur	DGCI, DMRFCQ, DCCLVC, DIPAC	OCPV, CC, CNLVC	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du Marché de Gros de Bouaké 	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et délivrance de la Carte de Commerçant - Construction et gestion du Parc d'exposition d'Abidjan - Construction et Gestion des Marchés de Gros d'Abidjan, Abengourou, Daloa, Soubré, Korhogo et 7 chefs lieux de régions et la réhabilitation ou la construction de marches de détails
Programme 3 : Commerce Extérieur	DGCE, DCISR, DPAAE, DRE, DCPB	CNE, APEX-CI	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre Accord AGOA / Commission - Construction et aménagement de dépôts et de stockage spécialisés aux frontières de la Côte d'Ivoire ; (programmé pour 2021) - Construction et aménagement de la maison des exportations ; (programmé pour 2020) 	Appui à l'amélioration des conditions d'accès au marché et de facilitation du commerce en Côte d'Ivoire auprès du TradeCom II
Programme 4: Développement Industriel	DGI, DPIC, DITCI, DPQN, DASII, DISI	LANEMA, OIPI, CODINORM, CDT, I2T, CIN, CNLC, SOAC, Côte d'Ivoire Engineering, AGEDI, ADCI, ARRE	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration politique d'innovation et de vulgarisation des technologies - Projet d'appui à la valorisation industrielle des inventions et innovations ; - Programme de développement intégré de la filière textile et confection ; - Programme national de développement de la filière anacarde - Projet de renforcement des capacités technologiques de CDT ; - Réhabilitation et mise à niveau équipement I2T ; - Construction Laboratoires / LANEMA ; - Equipement LANEMA ; - Equipement du laboratoire aéronautique LANEMA - Valorisation des farines locales (I2T) - Equipement de l'OIPI ; - Projet d'appui à la lutte contre la contrefaçon et le piratage - Appui au Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC) - Programme de Restructuration et de Mise à Niveau des entreprises Industrielle en Côte d'Ivoire ; - Projet d'appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel. 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante, axée sur les résultats	RS 1 : une administration moderne et performante axée sur les résultats est promue	IP 1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés et validés	Dénombrement Source : Rapport annuel / DAJC
OG 2 : Accroître la contribution du commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses	RS 2 : la contribution du Commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses est accrue	IP 2.1 : Contribution du Commerce intérieur au PIB	Dénombrement Source : Rapport / INS
OG 3 : Développer le commerce extérieur	RS 3 : le Commerce extérieur est développé	IP 3.1 : Evolution de la balance commerciale	Différence entre exportations et importations Sour : Rapport / CONAHSCE
OG 4 : Améliorer la transformation des matières premières agricoles	RS 4 : la transformation des matières premières agricoles est renforcée et la valeur ajoutée est accrue	IP 4.1 : Taux de transformation des matières premières agricoles	Volume de produits transformés / Volume total de la production Source : Rapport / DPIC
OG 5 : Améliorer l'environnement des affaires	RS 5 : les nouveaux pôles de développement dans les secteurs d'activités industrielles sont créés	IP 5.1 : Nombre d'entreprises créées dans le secteur industriel	Dénombrement Source : Rapport / DGPSP
OG 6 : Créer et gérer les zones industrielles, économiques et zones franches	RS 6 : Les zones industrielles, économiques et zones franches sont créées, gérées et mises à la disposition des investisseurs	IP 6.1 : Taux d'occupation des zones industrielles, économiques et zones franches	Nombre d'espaces occupés / Nombre total d'espaces aménagés Source : Rapports périodiques / AGEDI, FODI, CARF

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	12 008 891 027	13 807 932 945	16 286 596 052
1.1 Ressources Intérieures	12 008 891 027	13 807 932 945	16 286 596 052
1.1.1 Budget Etat	12 008 891 027	13 807 932 945	16 286 596 052
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	12 008 891 027	13 807 932 945	16 286 596 052
2.1 Personnel	4 613 374 775	4 510 451 769	4 550 639 167
2.1.1 Solde y compris EPN	4 613 374 775	4 510 451 769	4 550 639 167
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 700 127 148	2 715 989 319	2 841 026 791
2.3 Transferts	2 021 389 104	1 916 160 723	1 944 056 805
2.4 Investissement*	2 674 000 000	4 665 331 134	6 950 873 289
Trésor	2 674 000 000	4 665 331 134	6 950 873 289
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gouvernance des secteurs du commerce et de l'Industrie	Nombre de textes législatifs et réglementaires transmis au SGG	12	4	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de satisfaction des requêtes des usagers	49,37%	75%	80%	80%	Nombre de requêtes satisfaites / Nombre total de requêtes Source : Messagerie / service communication
	Taux de réalisation des missions d'inspection	80%	80%	80%	80%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapport d'activités / IG
	Nombre d'études réalisées	5	5	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPSP
OS 2 : Renforcer les systèmes d'informations et de communication du Ministère	Taux de couverture des services en internet	80%	80%	80%	80%	Nombre des Services connectés / Ensemble des Services du Ministère Source : Rapport d'activités / DSI
	Nombre de visiteurs à la FOMCI	10.000	15.000	ND	20.000	Dénombrement Source: rapport d'activité
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, Matérielles et financières	Nombre de formations réalisées	1	ND	ND	ND	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux d'agents de Contrôle assermentés	ND	80%	80%	80%	Nombre d'agents de Contrôle assermentés / Nombre d'agents de Contrôle Source : Rapport d'activités / DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		7 098 708 428	8 081 930 750	9 406 796 973
	Dépenses de personnel	3 447 868 908	3 354 122 569	3 375 916 741
	Dépenses en biens et services	1 913 052 749	1 956 802 683	2 059 064 562
	Transferts	338 786 771	330 168 452	335 214 425
	Investissements	1 399 000 000	2 440 837 046	3 636 601 245
	<i>Trésor</i>	1 399 000 000	2 440 837 046	3 636 601 245
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses/ Activités	2 020	2 021	2 022
21101 Administration Générale	7 098 708 428	8 081 930 750	9 406 796 973
2110101 Coordination et animation	592 458 232	458 887 389	482 081 204
1 - Personnels	115 140 000	0	0
21101010089 Assurer les charges salariales du Bureau Permanent auprès de l'ONUDI à Vienne	115 140 000	0	0
2 - Biens et services	477 318 232	458 887 389	482 081 204
21101010036 Secrétariat Fonds Ivoirien de l'Innovation (FII)	22 000 000	22 660 000	23 339 800
21101010047 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Boundiali)	8 559 088	8 815 861	9 080 337
21101010048 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (San-Pedro-Gboklé (San-Pedro))	8 574 393	8 831 625	9 096 574
21101010049 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Marahoué (Bouaflé))	8 568 548	8 825 605	9 090 372
21101010050 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Grands Ponts (Dabou))	8 573 750	8 830 963	9 095 891
21101010051 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Sud Comoé (Aboisso))	8 369 647	8 620 737	8 879 358
21101010052 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Soubré)	8 495 155	8 750 010	9 012 510
21101010053 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gontougo-Boukani (Bondoukou))	8 802 537	9 066 614	9 338 612
21101010054 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gôh (Gagnoa))	8 597 079	8 854 991	9 120 641
21101010055 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Poro (Korhogo))	8 554 262	8 810 890	9 075 217
21101010056 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Katiola)	8 225 152	8 471 907	8 726 064

Programmes / Actions / Natures de dépenses/ Activités	2 020	2 021	2 022
21101 Administration Générale	7 098 708 428	8 081 930 750	9 406 796 973
21101010057 Coordonner les activités du ministère de l'industrie au niveau régional (Bafing (Touba))	8 575 987	8 833 267	9 098 265
21101010058 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Nord)	8 525 625	8 781 394	9 044 836
21101010059 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Belier (Yamoussoukro))	8 402 217	8 654 284	8 913 912
21101010060 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Mé (Adzopé))	8 039 722	8 280 914	8 529 341
21101010061 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gbêkê (Bouaké))	8 361 750	8 612 603	8 870 981
21101010062 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (l'AGNEBY(Agboville))	8 572 500	8 829 675	9 094 565
21101010063 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Iffou (Daoukro))	8 503 683	8 758 793	9 021 557
21101010064 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gboklé (Sassandra))	17 389 938	8 765 237	9 028 194
21101010065 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Séguéla)	8 583 662	8 841 172	9 106 407
21101010066 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (l'Indénié-Djuablin (Abengourou))	8 339 722	8 589 914	8 847 611
21101010067 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Centre)	7 576 833	7 804 138	8 038 262
21101010068 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Tonkpki (Man))	8 514 916	8 770 363	18 581 574
21101010069 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (N'zi Moronou (Dimbokro))	8 505 675	8 760 845	9 023 671
21101010070 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Kabadougou-Folon (Odienné))	8 525 625	8 781 394	9 044 836
21101010071 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Lôh-Djiboua (Divo))	8 575 768	8 833 041	9 098 032
21101010072 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Cavally-Guémon (Guiglo))	8 559 843	8 816 638	9 081 137
21101010073 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan sud 2)	8 572 250	8 829 418	9 094 300
21101010074 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Sud)	8 521 249	8 776 887	9 040 193
21101010075 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Guémon (Duékoué))	8 574 175	8 831 400	9 096 342
21101010076 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Ferkessedougou)	8 558 338	8 815 088	9 079 541
21101010077 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Centre 2)	8 573 750	8 830 963	9 095 891
21101010078 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Haut Sassandra (Daloa))	8 553 149	8 809 744	9 074 036
21101010079 Élaborer et suivre les procédures Qualité	7 596 451	7 824 346	8 059 076
21101010080 Organiser et suivre les manifestations de promotion commerciales et industrielle du ministère	9 411 418	9 693 761	9 983 673
21101010081 Mettre en oeuvre la politique du Gouvernement en matière de commerce, de l'industrie et de la promotion des PME	80 160 292	79 475 102	81 859 355
21101010082 Prendre en charge les Dépenses liées à la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21101010086 Mettre en oeuvre le plan Open Government Partnership (OGP)	32 999 516	13 595 501	14 003 367
21101010087 Apporter un appui juridique aux services du ministère	9 900 000	10 197 000	10 502 910
21101010088 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	31 024 567	31 955 304	32 913 963

Programmes / Actions / Natures de dépenses/ Activités	2 020	2 021	2 022
21101 Administration Générale	7 098 708 428	8 081 930 750	9 406 796 973
2110102 Planification, programmation et suivi-évaluation	15 312 630	15 491 818	15 948 454
1 - Personnels	3 000 000	2 809 808	2 885 984
21101020006 Assurer la masse salariale de la Direction de la Planification et de la Coopération Min. Ind	3 000 000	2 809 808	2 885 984
2 - Biens et services	12 312 630	12 682 010	13 062 470
21101020002 Organiser la planification générale des activités du ministère	12 312 630	12 682 010	13 062 470
2110103 Gestion des systèmes d'information et de communication	335 220 933	566 084 512	830 963 539
2 - Biens et services	26 270 933	27 059 061	27 869 933
21101030006 Gérer le système d'information du ministère	9 770 933	10 064 061	10 365 083
21101030008 Organiser la communication des activités du Ministère	8 250 000	8 497 500	8 752 425
21101030009 Organiser la documentation et les archives du Ministère	8 250 000	8 497 500	8 752 425
4 - Investissements	308 950 000	539 025 451	803 093 606
Trésor	308 950 000	539 025 451	803 093 606
21101030004 Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines	59 900 000	104 507 605	155 705 800
21101030007 Mise en place du Système d'information du Ministère du Commerce	249 050 000	434 517 846	647 387 806
2110104 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	6 155 716 633	7 041 467 031	8 077 803 776
1 - Personnels	3 329 728 908	3 351 312 761	3 373 030 757
21101040025 Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	3 241 728 908	3 262 250 781	3 282 883 769
21101040042 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCICI)	88 000 000	89 061 980	90 146 988
2 - Biens et services	1 397 150 954	1 458 174 223	1 536 050 955
21101040021 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD (Entreprenariat)	219 650 850	226 240 376	233 027 587
21101040024 Gérer les ressources financières du ministère	13 833 844	14 248 859	14 676 325
21101040026 Gérer la commande publique du ministère	7 600 000	7 828 000	8 062 840
21101040027 Prendre en charge les Dépenses liées aux activités du ministère	327 997 371	327 537 292	337 363 411
21101040028 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	115 000 000	118 450 000	122 003 500
21101040031 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	254 100 000	261 723 000	269 574 690
21101040032 Gérer les ressources Matérielles du ministère	31 410 208	32 352 514	33 323 089
21101040033 Élaborer et mettre en œuvre le CDMT	18 000 000	18 540 000	19 096 200
21101040035 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	384 558 681	425 504 182	472 400 813
21101040036 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 750 000	26 522 500
3 - Transferts	338 786 771	330 168 452	335 214 425
21101040019 Transférer la dotation à l'Ecole de Commerce et de Gestion	250 786 771	243 626 921	247 136 965
21101040020 Prendre en charge les salaires des Agents de la CCI-CI	70 000 000	68 001 531	68 981 260
21101040041 Transférer les crédits de la Convention Bnetd	18 000 000	18 540 000	19 096 200
4 - Investissements	1 090 050 000	1 901 811 595	2 833 507 639
Trésor	1 090 050 000	1 901 811 595	2 833 507 639
21101040016 Réhabilitation et Equipement structures Min Industrie et Mines	449 000 000	783 370 860	1 167 143 645
21101040034 Equipement du Ministère du Commerce	541 100 000	944 057 845	1 406 551 060
21101040038 Renforcer les capacités du ministère dans le cadre de l'OGP	99 950 000	174 382 890	259 812 934

II.2.2. Programme 2 : Commerce Intérieur

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Commerce Intérieur	Action 2.1 : Promotion des activités commerciales et de l'insertion
	Action 2.2 : Renforcement des Contrôles en matière de concurrence commerciale, de consommation et de stratégie de lutte contre la vie chère

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Commerce Intérieur						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Moderniser les activités du commerce intérieur	Nombre de commerçants identifiés	00	5 000	20 000	50 000	Recensement Source : Rapport d'activités / DIPAC/DGCI
	Nombre de Marché de Gros construits	1	1	1	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DIPAC/DGCI
	Nombre d'infrastructures de collecte et de groupage de produits vivriers construites	1	1	1	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DIPAC/DGCI
OS 2: Renforcer la surveillance du marché et réduire le coût de la vie	Nombre de missions effectuées	250	275	300	325	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGCI / CC
	Statistiques d'évolution des prix	24	24	24	24	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DCCLVC
	Indice du Coût de la vie	ND	ND	ND	ND	Source : Rapport d'activités / CNLVC
	Taux de réalisation physique de la Stratégie de lutte contre la Vie Chère (%)	ND	ND	ND	ND	Nombre d'actions de la Stratégie de lutte contre la Vie Chère réalisées / Ensemble des actions de la Stratégie de lutte contre la Vie Chère prévues Source : Rapport Commission Nationale de la lutte contre la Vie Chère

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : COMMERCE INTERIEUR		1 422 831 950	1 326 887 166	1 353 091 447
	Dépenses de personnel	327 370 957	331 321 656	335 358 022
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	537 185 289	501 800 849	516 854 873
	Investissements	558 275 704	493 764 661	500 878 552
	<i>Trésor</i>	558 275 704	493 764 661	500 878 552
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22102 Commerce intérieur	1 422 831 950	1 326 887 166	1 353 091 447
2210201 Promotion des activités commerciales et de l'insertion	529 456 003	524 428 057	531 605 569
1 - Personnels	234 840 957	237 675 008	240 570 512
22102010006 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'OCPV	234 840 957	237 675 008	240 570 512
2 - Biens et services	9 378 892	9 660 259	9 950 066
22102010003 Promouvoir les Activités Commerciales et l'insertion des jeunes ivoiriens dans le commerce (DIPAC)	9 378 892	9 660 259	9 950 066
3 - Transferts	285 236 154	277 092 790	281 084 991
22102010002 Transférer les crédits à l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV)	285 236 154	277 092 790	281 084 991
2210202 Renforcement des Contrôles en matière de la concurrence commerciale et de la consommation	893 375 947	802 459 109	821 485 878
1 - Personnels	92 530 000	93 646 648	94 787 510
22102020015 Transférer les subventions équilibre personnel à la CCLVC	92 530 000	93 646 648	94 787 510
2 - Biens et services	527 806 397	492 140 590	506 904 807
22102020001 Organiser la campagne nationale de répression des fraudes	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22102020004 Réaliser les enquêtes, les missions de Contrôle et de surveillance	6 300 000	6 489 001	6 683 670
22102020005 Élaborer, mettre en œuvre et suivre la politique de gouvernement en matière de concurrence, de consommation et de lutte contre la Vie Chère	9 800 000	10 094 000	10 396 820
22102020006 Organiser les campagnes nationales de vérification et de surveillance des instruments de mesures	21 797 577	22 451 504	23 125 049
22102020008 Mettre en oeuvre et suivre la stratégie de Lutte contre la Vie Chère (CNLVC)	432 850 000	394 335 500	406 165 565

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22102 Commerce intérieur	1 422 831 950	1 326 887 166	1 353 091 447
22102020009 Organiser les campagnes nationales de vérification et de surveillance des instruments de mesures	14 000 000	14 420 000	14 852 600
22102020010 Mettre en oeuvre la métrologie légale, Contrôler la qualité des produits et lutter contre la fraude en matière commerciale	19 608 820	20 197 085	20 802 998
22102020011 Coordonner la mise en oeuvre de la stratégie du programme Commerce Intérieur	12 450 000	12 823 500	13 208 205
3 - Transferts	273 039 550	216 671 871	219 793 561
22102020003 Examiner et émettre un avis sur les questions relatives à la concurrence	273 039 550	216 671 871	219 793 561

II.2.3. Programme 3 : Commerce Extérieur

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Commerce Extérieur	Action 3.1 : Modernisation des services du commerce extérieur
	Action 3.2 : Promotion des échanges commerciaux et assistance aux structures d'import/export

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Commerce Extérieur						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthodes de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Disposer de données fiables et actualisées sur le commerce extérieur	Taux d'implémentation des modules	80%	90%	95%	100%	Nombre de modules implémentés / Nombre total de modules
	Nombre de code import/export délivrés	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DRE
	Nombre de visiteurs du portail	10 000	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / Cellule PWIC
OS 2 : Tirer profit de la mise en œuvre des accords commerciaux	Nombre de participations aux négociations	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DCISR
OS 3 : Renforcer la compétitivité des entreprises nationales à l'exportation	Nombre d'entreprises accompagnées à l'exportation	50	200	250	300	Dénombrement Source : Rapports d'activités DPAE / APEX-CI
	Nombre de déclarations (obstacles rapportés et obstacles résolus) faites sur le MAOC	ND	50	30	20	Dénombrement Source : www.obstaclesaucommerce.org/cotedivoire

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III: COMMERCE EXTERIEUR	471 129 587	602 199 790	761 665 923
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	91 129 587	93 863 475	96 679 379
Transferts	200 000 000	194 290 090	197 089 315
Investissements	180 000 000	314 046 225	467 897 229
Trésor	180 000 000	314 046 225	467 897 229
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22103 Commerce extérieur	471 129 587	602 199 790	761 665 923
2210301 Modernisation des services du commerce extérieur	62 695 148	64 576 003	66 513 283
2 - Biens et services	62 695 148	64 576 003	66 513 283
22103010001 Réguler des Echanges commerciaux extérieurs	9 631 194	9 920 130	10 217 734
22103010003 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Commerce Extérieur	12 250 000	12 617 500	12 996 025
22103010005 Élaborer et harmoniser les statistiques du commerce extérieur	9 838 954	10 134 123	10 438 146
22103010006 Mettre en oeuvre les activités de facilitation des échanges commerciaux	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22103010007 Suivre et évaluer le GUCE	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22103010008 Analyser, Préparer et soutenir les négociations commerciales entre la CI et OMC	9 975 000	10 274 250	10 582 478
2210302 Promotion des échanges commerciaux et assistance aux structures d'import/export	408 434 439	537 623 787	695 152 640
2 - Biens et services	28 434 439	29 287 472	30 166 096
22103020001 Mettre en oeuvre les actions de la stratégie nationale d'exportation	9 623 011	9 911 701	10 209 052
22103020002 Mettre en oeuvre et suivre les accords commerciaux	9 050 000	9 321 500	9 601 145
22103020003 Suivre la commercialisation des Produits de base (DOCPB)	9 761 428	10 054 271	10 355 899
3 - Transferts	200 000 000	194 290 090	197 089 315
22103020007 Faire le transfert de la dotation du Conseil National des Exportations (CNE)	120 000 000	116 574 054	118 253 589
22103020008 Faire le transfert de la dotation de l'APEXCI	80 000 000	77 716 036	78 835 726
4 - Investissements	180 000 000	314 046 225	467 897 229
Trésor	180 000 000	314 046 225	467 897 229
22103020006 Construction et Aménagement de dépôts spécialisés aux frontières terrestres de la Côte d'Ivoire	180 000 000	314 046 225	467 897 229

II.2.4. Programme 4 : Développement Industriel

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Développement Industriel	Action 4.1 : Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité
	Action 4.2: Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels
	Action 4.3 : Promotion de l'innovation et du développement technologique
	Action 4.4 : Développement des infrastructures industrielles

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Développement industriel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1:Améliorer la compétitivité des entreprises industrielles	Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau	50%	79%	100%	100%	Nombre d'entreprises restructurées / 120)*100 Source : Rapport d'activités ADCI
	Taux de transformation de l'anacarde	50%	90%	90%	90%	Quantité transformée / Quantité produite Source : Rapport d'activités / DPIC
	Taux de transformation du caoutchouc	15%	50%	50%	50%	Quantité transformée / Quantité produite Source : Rapport d'activités / DPIC
	Taux de transformation du cacao au niveau local	.30%	.35%	.40%	50%	Quantité transformée / Quantité produite Source : Rapport d'activités / DPIC/CCC
	Taux de produits conformes en termes de Contrôle qualité	ND	ND	ND	ND	Nombre de produits conformes / Nombre de produits contrôlés Source : Rapport d'activités LANEMA
	Nombre de secteur couvert par les normes	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / CODINORM
	Nombre de produits certifiés NI	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DPQN
OS2 : Promouvoir l'investissement privé dans le secteur industriel	Taux des investisseurs nationaux dans le secteur industriel	ND	ND	ND	ND	Montant des investissements nationaux dans le secteur industriel/montant des investissements total dans le secteur industriel Source: Rapport d'activités / DASII
	Part de l'investissement industriel dans l'investissement privé	ND	ND	ND	ND	montant des investissements dans le secteur industriel/montant de l'investissement privé Source: Rapport d'activités / DASII
	Nombre d'accords de partenariat dans le domaine industriel signé	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source: Rapport d'activités / DITCI
OS 3 : Développer les Instruments et infrastructures industriels	Taux de satisfaction des demandes de terrains Industriels	45%	95%	ND	ND	Nombre de demandes satisfaites / Nombre total de demandes formulées Source : Rapport d'activités / AGEDI / DISI
	Taux d'exécution des travaux de réhabilitation des ZI existantes	20%	60%	ND	ND	Superficie réhabilitée / superficie totale p Réhabiliter Source : Rapport d'activités AGED / DISII
	Superficie des nouvelles ZI aménagées	33%	100%	ND	ND	Dénombrement (Source : Rapport d'activités / AGEDI / DISI)

Programme 4 : Développement industriel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 4: Promouvoir l'innovation et la recherche technologique	Nombre de technologies mises au point	100%	100%	ND	ND	Nombre de technologies mises au point / Nombre de plans disponibles Source : Rapport d'activités / I2T / CDT / CI-
	Taux de technologies vulgarisées	55%	75%	100%	100%	Nombre de technologies vulgarisées / Nombre de technologies mises au point Source : Rapport d'activités I2T / CDT / CI-ENGINEERING
	Taux de technologies dupliquées	60%	90%	75%	75%	Nombre de technologies dupliquées / Nombre de technologies mises au point Source : Rapport d'activités / I2T / CDT / CI-ENGINEERING

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL		3 016 221 062	3 796 915 239	4 765 041 709
	Dépenses de personnel	838 134 910	825 007 544	839 364 404
	Dépenses en biens et services	158 759 523	163 522 312	168 427 977
	Transferts	924 326 629	897 937 520	910 874 513
	Investissements	1 095 000 000	1 910 447 863	2 846 374 815
	Trésor	1 095 000 000	1 910 447 863	2 846 374 815
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22104 Développement industriel	3 016 221 062	3 796 915 239	4 765 041 709
2210401 Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité	1 238 714 694	1 589 501 317	2 032 605 574
1 - Personnels	364 837 664	345 998 567	354 519 843
22104010065 Assurer la masse salariale du Comité National de la lutte contre la contrefaçon	307 982 000	288 456 771	296 277 037
22104010066 effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AGEDI	56 855 664	57 541 796	58 242 806
2 - Biens et services	142 370 704	146 641 828	151 041 079
22104010001 Mettre en oeuvre la politique nationale de Normalisation	8 500 000	8 755 000	9 017 650
22104010008 Organiser le Forum sur l'Industrie dans la CEDEAO	90 000 000	92 700 000	95 481 000
22104010011 Mettre en œuvre la politique Industrielle (DGI)	12 225 778	12 592 552	12 970 327

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22104 Développement industriel	3 016 221 062	3 796 915 239	4 765 041 709
22104010012 Promouvoir la transformation des matières premières agricoles (DPCI)	8 210 000	8 456 300	8 709 989
22104010023 Appuyer et suivre les investissements industriels (DAS2I)	8 237 931	8 485 070	8 739 621
22104010024 Promouvoir l'innovation technologique et la coopération industrielle (DITCI)	7 822 215	8 056 882	8 298 588
22104010026 Développer les infrastructures et assurer la sécurité Industrielle (DISI)	7 374 780	7 596 024	7 823 904
3 - Transferts	232 006 326	225 382 650	228 629 839
22104010003 Lutter Contre la Contrefaçon et le piratage	60 466 756	58 740 457	59 586 758
22104010005 Transférer les crédits à l'Association Ivoirienne des Actions Inventives	10 217 989	9 926 270	10 069 282
22104010006 Transférer les crédits au Comité National des Indicateurs Géographiques et Marques Collectives	10 557 093	10 255 693	10 403 451
22104010028 Transférer les crédits à l'AGEDI	70 764 488	68 744 194	69 734 622
22104010063 Transférer les crédits à l'Autorité de régulation du Système de Récépissé d'entreposage' (ARRE)	80 000 000	77 716 036	78 835 726
4 - Investissements	499 500 000	871 478 272	1 298 414 813
Trésor	499 500 000	871 478 272	1 298 414 813
22104010007 Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI)	400 000 000	697 880 498	1 039 771 622
22104010009 Prog. National Dévpt filière anacarde et acajou	99 500 000	173 597 774	258 643 191
2210403 Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels	1 137 093 136	1 512 788 207	1 953 300 387
1 - Personnels	401 815 242	406 664 331	411 618 568
22104030014 effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au LANEMA	401 815 242	406 664 331	411 618 568
2 - Biens et services	16 388 819	16 880 484	17 386 898
22104030001 Suivre la politique de Normalisation et de la qualité industrielle (DPQN)	9 388 819	9 670 484	9 960 598
22104030002 Promouvoir le prix ivoirien de la qualité	7 000 000	7 210 000	7 426 300
3 - Transferts	213 389 075	207 296 913	210 283 534
22104030005 Transférer les crédits à CODINORM	53 389 075	51 864 841	52 612 081
22104030006 Réaliser les analyses, les essais de Contrôle qualité et de métrologie (LANEMA)	100 000 000	97 145 045	98 544 658
22104030012 Transférer au LANEMA la dotation du Laboratoire Aéronautique	60 000 000	58 287 027	59 126 795
4 - Investissements	505 500 000	881 946 479	1 314 011 387
Trésor	505 500 000	881 946 479	1 314 011 387
22104030003 Construction du laboratoire LANEMA	100 000 000	174 470 125	259 942 905
22104030007 Restructuration et mise à niveau des industries	200 000 000	348 940 250	519 885 811
22104030008 Dévpt Intégré filière Textile et Confection	25 000 000	43 617 531	64 985 726
22104030010 Appui au Système Ouest-Africain d'Accréditation (SOAC)	180 500 000	314 918 573	469 196 945

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22104 Développement industriel	3 016 221 062	3 796 915 239	4 765 041 709
2210404 Promotion de l'innovation et du développement technologique	640 413 232	694 625 715	779 135 748
1 - Personnels	71 482 004	72 344 646	73 225 993
22104040010 effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OIPI	71 482 004	72 344 646	73 225 993
3 - Transferts	478 931 228	465 257 957	471 961 140
22104040002 Transférer les crédits à l'Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)	200 497 936	194 773 810	197 580 005
22104040004 Réaliser des démonstrations et évaluer la performance des machines	53 433 292	51 907 795	52 655 655
22104040008 Transférer les crédits à Côte d'Ivoire Engineering	175 000 000	170 003 829	172 453 151
22104040009 Transférer les crédits à l'Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle(OIPI)	50 000 000	48 572 523	49 272 329
4 - Investissements	90 000 000	157 023 112	233 948 615
Trésor	90 000 000	157 023 112	233 948 615
22104040005 Renforcement des capacités technologiques CDT	90 000 000	157 023 112	233 948 615

SECTION 348 : MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible production de données géo-scientifiques (cartes et rapports géologiques);
- l'inaccessibilité en temps réel aux données géo-scientifiques disponibles ;
- l'inexistence de programme de promotion du potentiel géologique et minier ;
- l'inadéquation entre l'évolution du secteur, le recrutement et la professionnalisation du personnel technique dans l'Administration ;
- l'insuffisance d'infrastructures de base pour la mise en valeur des gisements déjà identifiés ;
- l'absence d'investissements publics et privés nationaux liée au manque de tradition minière et de stratégies ;
- l'insuffisance de structures de transformation de produits miniers ;
- le manque d'encadrement et de suivi des exploitants miniers autorisés ;
- le déficit de formation des artisans miniers.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier et ses textes subséquents ;
- la modernisation de l'infrastructure géologique et minière (acquisition d'outils modernes de données);
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage (PNRO) ;
- le renforcement des capacités des agents de l'Administration des Mines ;
- le recrutement d'agents techniques spécialisés ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement Minier Intégré de l'Ouest (PDMIO) ;
- la production des rapports à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Processus de Kimberley (PK) sur le diamant;
- la mise en œuvre du programme de modernisation du cadastre minier ;
- la mise en application des procédures d'instruction des dossiers de demande de titres miniers et d'autorisations ;
- l'élaboration de la banque de données géo-scientifiques.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- absence de fondamentaux : le défaut d'infrastructure géologique et géophysique, ainsi que de laboratoire national d'études minérales et d'analyses géologiques ;
- dysfonctionnements en matière de collecte des recettes fiscales ;
- lacunes en matière de Contrôle et de traçabilité de la production ;
- retards accusés par des projets miniers clés ;
- ravages de l'orpaillage clandestin ;
- insuffisances des ressources humaines ;

- difficultés d'approvisionnement en énergie électrique (le cas de Tongon SA et d'Agbaou, notamment) ;
- insuffisance des infrastructures routières et ferroviaires qui impactent le PDMIO ;
- réforme juridique inachevée ;
- coût élevé de l'étude d'impact environnemental et social ;
- retard de la réforme du cadastre minier ;
- difficultés d'exportation des métaux de base.

I.1.3.2. Priorités

- saisine du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) pour la conduite des études de pré faisabilité et de faisabilité pour la réalisation de l'infrastructure géologique et la construction du laboratoire national d'études et d'analyses géologiques ;
- audit du cadastre minier ;
- ouverture d'un chantier-école pour l'exploitation minière artisanale et semi-industrielle à Bozi (Bouaflé). Plusieurs chantiers-écoles sont prévus sur toute l'étendue du territoire ivoirien ;
- élaboration du document de politique de contenu local, accompagné de son plan d'actions stratégiques pour la période 2019-2021 ;
- restructuration de la Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI) ;
- élaboration d'un plan pluriannuel de formation et de renforcement des capacités des personnels de l'administration minière ;
- Contrôle des sociétés minières ;
- préparation d'une opération de déguerpissement sur l'ensemble du territoire national ;
- ouverture de négociations pour la redynamisation des projets miniers clés.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion d'une administration moderne et performante ;
- le renforcement de la gouvernance minière et géologique ;
- la valorisation du potentiel minier et géologique ;
- la diversification de l'exploration et de l'exploitation minière et minérale

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur minier est efficiente ;
- le cadastre minier est moderne
- la contribution du secteur mines et géologie au PIB passe de 2% en 2016 à 4% en 2020

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Mines et de la géologie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement ivoirien en matière de mines. A ce titre, et en liaison avec les différents départements intéressés, il a l'initiative entre autres des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Mines

- élaboration des lois et règlements en matière de mines ;
- sécurité des approvisionnements en substance minérales ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources minérales ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et Contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production des substances minérales ;

- développement de la transformation des substances minérales en produits semi-finis et finis ;
- gestion des normes et spécification des produits miniers, Contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude ;
- élaboration et application des lois et règlements en matière d'utilisation des substances explosives et des équipements sous pression ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légale pour renforcer la compétitivité et la concurrence, en vue du développement du secteur des mines ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifiques et techniques relative au secteur des mines en Côte d'Ivoire et dans le monde ;
- développement des ressources humaines dans le secteur des mines ;
- élaboration, suivi-évaluation des conventions dans le secteur des mines.

1.3.2 En matière de Géologie

- élaboration, mise en œuvre, Contrôle et évaluation de l'application de la politique de développement de la cartographie géologique et geoscientifique ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et Contrôle des activités de collecte des données géologique pour l'élaboration des cartes géologiques ;
- renforcement de la collecte des données de terrain et toutes autres données d'observations constituant des informations géologiques, geoscientifique et techniques -nécessaire à l'élaboration de l'infrastructure géologique ;
- exécution ou suivi des travaux de recherche géologiques et geoscientifique pour fournir à la collectivité les connaissances relatives à la répartition spéciale des roches, des matériaux meubles, des substances de carrière, des ressources en eau souterraine et les caractéristiques du sol et du sous-sol du territoire national ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour le développement de la cartographie géologique et geoscientifique ;
- gestion des normes, des spécifications et de la nomenclature des codes des cartes thématiques et géologique ;
- promotion et valorisation des cartes géologiques, données et autres documents geoscientifique ;
- promotion du potentiel géologique et valorisation des matériaux de construction ;
- développement des ressources humaines dans le secteur de la géologie ;
- développement des relations de coopération international dans le secteur de la géologie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Développement des Mines et de la Géologie.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1 Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, SC DAJC, DAFM, DRH, DPESEI, DCSPCI, CPMP			
Programme 2 : Développement des mines et de la géologie	DEMAC, DDM, DIMCM, DCT, DCGPG, DLEG, DVPIG, BRICM Secrétariat permanent de la Représentation du P K SPRPK, DR, DD	SODEMI, CML	- Programme national de restructuration de l'orpaillage.	- Projet de renforcement de la banque de données géo scientifiques ; - Projet d'exploration pour le phosphate à Eboinda ; -Projet des travaux cartographiques, géologique et géochimiques ; -Projet de création d'une usine d'affinage d'or

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	R S 1 : le cadastre minier est moderne	IP 1.1.1 : Taux de satisfaction des opérateurs économiques miniers	Nombre d'opérateurs économiques satisfaits / Nombre total d'opérateurs Source : Rapport DP
OG 2 : Valoriser les potentiels minier et géologique	R S 2 : La contribution du secteur mines et géologie au PIB passe de 2% en 2016 à 4% en 2020	IP 2.2.1 Taux de croissance de la production minière IP 2.2.2 : Part du secteur minier dans le PIB	Production année N- production année N-1/ production année N-1 Production du secteur minier/ PIB Source : DGMG

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	3 271 450 473	3 313 166 301	3 372 888 945
1.1 Ressources Intérieures	3 271 450 473	3 313 166 301	3 372 888 945
1.1.1 Budget Etat	3 271 450 473	3 313 166 301	3 372 888 945
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	3 271 450 473	3 313 166 301	3 372 888 945
2.1 Personnel	2 220 653 387	2 232 724 064	2 247 400 373
2.1.1 Solde y compris EPN	2 220 653 387	2 232 724 064	2 247 400 373
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 050 797 086	1 080 442 237	1 125 488 572
2.3 Transferts	0	0	0
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur minier	Nombre de projet de textes juridiques élaborés et transmis au SGG	15	16	16	16	Dénombrement Source : Rapport Cabinet
	Nombre de textes réglementaires signés	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport Cabinet
	Taux de réalisation des missions d'inspection	175%	100%	100%	100%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapport IG
	Nombre de projets et protocoles d'accords de coopérations élaborés et transmis	00	04	04	04	Dénombrement Source : Rapport DCSPCI
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines financières et Matérielles	Taux d'assermentation du personnel technique	39%	100%	100%	100%	Nombre d'agents assermentés / Nombre total de personnel techniques Source : Rapport DRH
	Taux de satisfaction de besoin en formation du personnel	50%	100%	100%	100%	Nombre de besoins satisfaits en formation du personnel / Nombre de besoins exprimés Source : Rapport DRH
	Taux de satisfaction de besoins en personnel	6%	6%	6%	6%	Nombre de besoins satisfaits en formation du personnel / Nombre de besoins exprimés Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution budgétaire	99%	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport DAF
	Taux d'approbation des Marchés publics	100%	100%	100%	100%	Nombre de Marchés approuvés / Nombre de Marchés passés * 100 Rapport de la CPMP

	Taux de service du MMG réhabilité	ND	ND	ND	ND	Nombre de services réhabilités /Nombre total de services
	Nombre de véhicules acquis	ND	ND	ND	ND	Evolution du nombre de véhicules prévus
	Nombre de DR et DD disposant du kit de matériels technique de travail	ND	ND	ND	ND	Evolution du nombre de DR et DD disposant du kit de matériels technique de travail
OS 3 : Moderniser le fonctionnement et le suivi-évaluation des services	Nombre d'outils de planification vulgarisés	8	8	8	8	Dénombrement Source : Rapport DPESEI
	Taux de déploiement du logiciel de gestion électronique de document	0%	25%	50%	100%	Nombre de structures bénéficiaires / Nombre total de structures Source : Rapport DPESEI
	Nombre de bulletins d'information statistiques trimestriels produits	0	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport DPESEI
	Nombre de magazines trimestriels produits	01	04	04	04	Dénombrement Source : Rapport Service de Communication
	Nombre de reportages télé	12	12	12	12	

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GÉNÉRALE		3 271 450 473	3 313 166 301	3 372 888 945
	Dépenses de personnel	2 220 653 387	2 232 724 064	2 247 400 373
	Dépenses en biens et services	1 050 797 086	1 080 442 237	1 125 488 572
	Transferts (1)	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21106 Administration Générale	3 271 450 473	3 313 166 301	3 372 888 945
2110601 Coordination et animation du ministère	757 747 286	785 089 949	814 592 240
2 - Biens et services	757 747 286	785 089 949	814 592 240
21106010001 Réaliser la promotion, l'orientation, la réglementation, la coordination et le Contrôle de la recherche, de l'extraction et de la production dans les secteurs des mines et de la géologie	9 762 190	10 055 055	10 356 708
21106010002 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de mine et géologie	92 735 252	95 517 309	98 382 829
21106010003 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	18 763 002	19 325 892	19 905 669
21106010004 Prendre en charge les contrats d'experts extérieurs au ministère pour assister le Cabinet	116 403 116	116 403 116	116 403 116
21106010005 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21050010007 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABIDJAN LAGUNES)	8 232 676	8 921 260	9 188 897
21106010008 Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et conférences hors Côte d'Ivoire	51 664 337	53 214 267	54 810 695
21106010009 Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et conférences en Côte d'Ivoire	17 426 463	17 949 257	18 487 735
21106010010 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	102 020 633	105 081 252	108 233 690
21106010013 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	8 426 678	8 679 479	8 939 863
21106010014 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des savanes (Korhogo)	12 740 623	13 122 842	13 516 527
21106010015 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Tortya	8 205 232	8 451 389	8 704 931
21106010016 coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moyen Comoé (Abengourou)	8 592 547	8 850 324	9 115 834
21106010017 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	8 349 263	8 599 741	8 857 734
21106010018 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud-Bandaman (Divo)	8 503 735	8 758 847	9 021 612
21106010019 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Marahoué (Bouaflé)	8 324 491	8 574 226	8 831 452
21106010020 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Haut Sassandra (Daloa)	8 461 425	8 715 268	8 976 726
21106010021 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Fromager (Gagnoa)	8 798 579	9 062 537	9 334 413
21106010022 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Guiglo	7 313 499	7 532 903	7 758 891
21106010023 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Bouna	7 529 191	7 755 067	7 987 719
21106010024 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Danané	7 544 794	7 771 138	8 004 272
21106010025 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Montagnes (Man)	9 211 060	9 487 393	9 772 014
21106010026 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud-Comoé (Aboisso)	8 398 462	8 650 416	8 909 929
21106010027 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Mankono	7 417 205	7 639 720	7 868 914
21106010028 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Guémon (Duekoué)	10 796 306	11 120 195	11 453 801
21106010029 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bafing (Touba)	8 634 012	8 893 032	9 159 823
21106010030 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	8 502 239	8 757 306	9 020 025
21106010031 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du BÉlier (Yamoussoukro)	8 323 551	8 573 257	8 830 455
21106010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du DenguÉlé (OdiennÉ)	8 876 382	9 142 674	9 416 954
21106010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Zanzan (Bondoukou)	9 688 361	9 979 012	10 278 382
21106010027 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Mankono	7 417 205	7 639 720	7 868 914

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21106 Administration Générale	3 271 450 473	3 313 166 301	3 372 888 945
21106010028 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du GuÉmon (DuekouÉ)	10 796 306	11 120 195	11 453 801
21106010029 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bafing (Touba)	8 634 012	8 893 032	9 159 823
21106010030 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bas-Sassandra (San-PÉdro)	8 502 239	8 757 306	9 020 025
21106010031 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du BÉlier (Yamoussoukro)	8 323 551	8 573 257	8 830 455
21106010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du DenguÉIÉ (OdiennÉ)	8 876 382	9 142 674	9 416 954
21106010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Zanzan (Bondoukou)	9 688 361	9 979 012	10 278 382
21106010034 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Katiola	7 517 134	7 742 648	7 974 927
21106010035 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de N'Zi ComoÉ (Dimbokro)	8 742 423	9 004 695	9 274 836
21106010036 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département SoubrÉ	7 607 076	7 835 289	8 070 347
21106010037 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Boundiali	7 492 834	7 717 619	7 949 147
21106010038 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Worodougou (SÉguÉla)	8 935 442	9 203 510	9 479 615
21106010039 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'Électricité et de téléphone	100 405 993	111 640 505	124 551 403
21106010043 Mettre en œuvre la politique du ministère en matière de coordination, de suivi des projets et de coopération internationale	11 330 000	11 669 900	12 019 997
2110602 Planification, programmation et suivi-Évaluation des activités du ministère	38 081 000	39 223 430	40 400 136
2 - Biens et services	38 081 000	39 223 430	40 400 136
21106020001 Élaborer et vulgariser les documents de la chaîne PPPDSE	13 081 000	13 473 430	13 877 636
21106020002 Mettre en œuvre le Cadre des Dépenses ‡ Moyen Terme (CDMT)	25 000 000	25 750 000	26 522 500
2110603 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	2 457 259 898	2 469 939 769	2 498 416 021
1 - Personnels	2 220 653 387	2 232 724 064	2 247 400 373
21106030003 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	2 192 153 387	2 206 030 887	2 219 983 525
21106030009 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel de la Direction de la Cartographie et de la prospection géologique	28 500 000	26 693 177	27 416 848
2 - Biens et services	236 606 511	237 215 705	251 015 648
21106030001 Élaborer et suivre l'exécution du budget du ministère	35 000 000	36 049 999	37 131 500
21106030002 Gérer les ressources humaines du Ministère des Mines et de la Géologie	14 663 713	15 103 625	15 556 734
21106030004 Gérer la commande publique du ministère	7 310 764	7 530 087	7 755 789
21106030007 Prendre en charge les Dépenses liées à l'Équipement du Ministère	179 632 034	178 531 994	190 571 625
2110604 Information et communication	18 362 289	18 913 153	19 480 548
2 - Biens et services	18 362 289	18 913 153	19 480 548
21106040001 Mettre en place un système intégré de gestion des données	7 703 830	7 934 945	8 172 994
21106040002 Produire et diffuser un magazine trimestriel d'information	10 658 459	10 978 208	11 307 554

II.2.2. Programme 2. Développement Minier et géologique

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Développement des mines et de la géologie	Action 2.1 : Contrôle et suivi de l'application de la législation
	Action 2.2 : Gestion des informations géologiques et minières
	Action 2.3 : Assainissement de l'exploitation minière

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Développement des Mines et de la géologie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du secteur	Taux de Contrôles effectués au niveau des activités minières	100%	100%	100%	100%	Nombre de Contrôles effectués / Nombre de Contrôles prévus Source : Rapport DGMG
	Conformité de la Côte d'Ivoire au processus de Kimberley	Oui	Oui	Oui	Oui	Production année n – production année n-1 / Production année n-1 Source : Rapport DGMG
	Conformité de la Côte d'Ivoire à l'ITIE	Oui	Oui	Oui	Oui	
	Taux de dossiers de demande traités	100%	100%	100%	100%	Nombre de dossiers de demande traités/Nombre de dossiers de demande reçus*100 Source : Rapport
	Nombre de CDLM installé	11	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport DDM
OS 2 : Développer la recherche minière	Taux de réalisation des investissements prévus pour l'exploration	100%	100%	100%	100%	Investissement réalisé / Investissement total prévu Source : Rapport DGMG
	Taux de couverture en cartes géologiques du territoire national à différentes échelles (1/200000, 1/1000000)	17% ; 82% ; 75% 79%	14% 86%	14% 93%	14% 100%	Nombre de degré carré couverts /33 Source : Rapport DCGPG
	Taux de réalisation des activités de réédition de la carte 1/1000000	25%	25%	25%	25%	(Nombre de cadrans couverts/ 4) Source : Rapport DGMG
	Taux de vectorisation des cartes photogéologiques disponibles	26%	38%	43%	49%	Nombre de cartes vectorisées / Nombre total de cartes à vectoriser Source : Rapport DCGPG

Programme 2 : Développement des Mines et de la géologie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 3 : Créer un environnement propice à l'essor de l'exploitation minière et minière et de transformation des produits miniers	Taux de réalisation des investissements prévus pour l'exploitation	60%	70%	75%	80%	Investissement réalisé / Investissement total Source : Rapport DGMG
	Nombre de permis d'exploitation attribué	16	2	2	2	Dénombrement Source : DGMG
	Nombre d'autorisations d'exploitation artisanale et semi-industrielle délivrées	24100	35	40	50	Dénombrement Source : DGMG
	Nombre d'autorisation de substances de carrières délivrées	80	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport DEMAC (S/D Carrière)

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME II : DÉVELOPPEMENT DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE		763 989 023	618 500 398	854 406 790
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	140 650 975	141 607 164	143 883 926
	Transferts	0	0	0
	Investissements	623 338 048	476 893 234	710 522 864
	<i>Trésor</i>	623 338 048	476 893 234	710 522 864
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22107 Développement des mines et de la géologie	763 989 023	618 500 398	854 406 790
2210701 Contrôle et suivi de l'application de la législation	75 496 217	74 497 763	74 761 245
2 - Biens et services	75 496 217	74 497 763	74 761 245
22107010004 Suivre le processus de Kimberley	40 000 000	37 736 662	37 103 311
22107010008 Mettre en œuvre un système d'information géo scientifique (SIG)	25 006 686	25 756 887	26 529 593
22107010009 Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à la gestion des titres miniers	10 489 531	11 004 214	11 128 341
2210702 Gestion des informations géologiques et minières	402 588 758	54 166 421	55 791 412
2 - Biens et services	48 140 020	0	0
22107020007 Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à l'exploitation minière semi industrielle, artisanale et des carrières	10 407 999	10 720 239	11 041 846
22107020008 Contrôler l'application de la législation et de Réglementation relatives aux Équipements sous pressions, aux métaux et pierres précieuses	10 506 000	10 821 180	11 145 815
22107020010 Réaliser des analyses et Études minéralogiques, pétrographiques et métallographiques	10 506 000	10 821 180	11 145 815
22107020012 Gérer et actualiser le cadastre minier	10 662 759	10 982 642	11 312 121
22107020013 Assurer la gestion et la valorisation des informations géo scientifiques et géo physiques	10 506 000	10 821 180	11 145 815
4 - Investissements	350 000 000	0	0
Trésor	350 000 000	0	0
22107020015 Construction du Laboratoire d'Analyse Géologique	150 000 000	0	0
22107020016 Construction de l'Infrastructure géologique et du Système d'Information Géophysique	200 000 000	0	0
2210703 Assainissement de l'exploitation minière	285 904 048	489 836 214	723 854 133
2 - Biens et services	12 566 000	12 942 980	13 331 269
22051030002 Constituer les réserves foncières pour les Grands Projets de l'État	12 566 000	12 942 980	13 331 269
4 - Investissements	273 338 048	476 893 234	710 522 864
Trésor	273 338 048	476 893 234	710 522 864
22107030044 Poursuivre les opérations de déguerpissement d'exploitants illégaux de substances de carrières	171 938 048	299 980 527	446 940 758
22107030046 Mener la lutte contre le trafic de substances minérales	101 400 000	176 912 707	263 582 106

SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. En matière de Tourisme

- la faible qualité des prestations des opérateurs ;
- la faible organisation et structuration des professionnels du secteur ;
- l'insuffisance organisationnelle des populations des différentes localités;
- les difficultés d'accès à certains sites touristiques ;
- le faible niveau d'aménagement des sites ;
- l'absence de réceptifs à proximité de certains sites touristiques ;
- l'absence de réserves foncières d'utilité touristique ;
- l'insuffisance en qualité et en quantité de l'offre d'hébergement ;
- la menace terroriste ;
- la faible durée moyenne de séjour des touristes en Côte d'Ivoire ;
- la faible visibilité des produits touristiques sur les Marchés des pays émetteurs de touristes ;
- l'absence d'une culture de la pratique du tourisme par les nationaux ;
- l'insuffisance de la politique de promotion du tourisme interne ;
- l'insuffisance de stratégie de communication et marketing touristique ;
- l'absence de la destination Côte d'Ivoire des Agenda des Tours Operators et agences de voyages.

I.1.1.2. En matière de Loisir

- l'absence d'un cadre légal et réglementaire propre au loisir ;
- l'instabilité institutionnelle et conflits de compétences ;
- l'insuffisance de politique de programmation et de maintenance des infrastructures et autres sites ;
- le désintérêt des élus locaux ;
- l'inexistence de mesures incitatives à l'investissement dédié au loisir ;
- l'insuffisance d'infrastructures publiques dédiées à la pratique des loisirs ;
- le faible niveau de coopération entre le public et le privé ;
- l'insuffisance d'espaces privés aménagés pour la pratique des loisirs ;
- la dégradation et vétusté des infrastructures utilisées à des fins de loisirs ;
- l'insuffisance d'appréciation par les populations des valeurs des loisirs ;
- l'insuffisance des moyens matériels et financiers ;
- l'insuffisance de la promotion de la pratique des activités de loisirs en milieu rural ;
- l'absence d'un profil type pour les animateurs des loisirs en Côte d'Ivoire ;
- l'insalubrité et insécurité sur les sites destinés aux loisirs ;
- la faible accessibilité aux infrastructures modernes par certaines couches sociales.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. En matière de Tourisme

- l'organisation et renforcement du secteur avec la Loi n°2014-139 du 24 mars 2014 portant Code du Tourisme ;
- l'assainissement de l'environnement fiscal et financier des entreprises touristiques par des mesures d'allègement fiscales et parafiscales ;
- l'adoption en Conseil des Ministres d(e):
 - le décret n° 2013-841 du 11 décembre 2013 portant institution et perception de frais sur les actes et services liés aux activités du tourisme ;
 - le document de Politique Générale du Tourisme ;
 - le décret n°2014-08 du 8 janvier 2014 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial dénommé Côte d'Ivoire Tourisme.
- l'adoption du décret n° 2014-524 du 15 septembre 2014 portant Organisation du Ministère du Tourisme ;
- la réhabilitation de six (6) hôtels haut de gamme répondant aux normes internationales ;
- la construction de nouveaux réceptifs hôteliers de haut standing ;
- la mise en service de nouveaux réceptifs hôteliers ;
- la restauration de l'image de la destination Côte d'Ivoire par la participation aux foires et salons touristiques internationaux ;
- l'appui technique et financier à l'organisation de manifestations culturelles à caractère touristique.

I.1.2.2. En matière de Loisir

- l'élaboration d'une Politique Nationale des Loisirs (PNL) en cours d'adoption ;
- l'appui matériel au fonctionnement de certains centres de loisirs ;
- le renforcement des capacités des responsables des services socioculturels ;
- la réalisation d'études monographiques sur les loisirs (jeux traditionnels y compris) ;
- l'organisation des centres aérés d'Etat ;
- l'organisation des sorties-détente ou Journées de loisirs pour les personnes âgées, les femmes vivant en milieu rural, les jeunes, etc.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. En matière de Tourisme

- la mise en place d'une filière nationale de formation touristique de haut niveau ;
- l'actualisation du cadre institutionnel et la modernisation de l'administration du secteur du tourisme ;
- la restructuration du Fonds de Développement Touristique (FDT) ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan Aérien Ciblé pour le Tourisme ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'accès aux soins sur les zones phares touristiques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de Sécurisation des zones phares touristiques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'infrastructures touristiques prioritaires ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'accès au foncier pour les zones phares touristiques ;
- la refonte du dispositif de promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la promotion de l'investissement privé en milieu touristique ;
- le positionnement de la destination Côte d'Ivoire sur les Marchés émetteurs.

I.1.3.2. En matière de Loisir

- le financement des loisirs ;
- l'adoption de la Politique Nationale des Loisirs ;
- la construction d'infrastructures de loisir de proximité ;
- la construction de 15 centres intégrés de loisirs.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- faire de la Côte d'Ivoire le co-leader africain du tourisme d'affaires ;
- devenir la base de divertissement domestique de la sous-région ;
- capter un tourisme international avide de dépaysement authentique ;
- développer l'entrepreneuriat touristique social et territorial ivoirien.

I.2.2. Résultats stratégiques

- un moteur de croissance du PIB touristique et des loisirs est développé et les recettes fiscales sont démultipliées ;
- un réservoir d'emplois qualifiés et non qualifiés dans le secteur du tourisme et des loisirs est créé ;
- le développement territorial du tourisme et des loisirs hors Abidjan est assuré.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Tourisme et des Loisirs est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion du Tourisme et des Loisirs.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de tourisme

- développement et promotion des produits, services et activités touristiques ;
- Réglementation et Contrôle des équipements et des établissements touristiques et hôteliers ;
- promotion de la qualité dans les établissements touristiques et hôteliers ;
- aménagement, exploitation à des fins touristiques des parcs nationaux, des réserves, des jardins botaniques, et autres aires protégées ainsi que du littoral, en liaison avec les Ministres concernés ;
- développement des centres, zones et circuits touristiques ;
- réhabilitation du patrimoine hôtelier de l'Etat en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- recensement, aménagement et exploitation des sites et monuments d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- promotion et formation des personnels des métiers du tourisme et de l'hôtellerie ;
- évaluation de l'activité touristique et de l'impact du tourisme sur l'économie ;
- promotion du tourisme aux plans national, régional et international, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- développement de la coopération et promotion des investissements touristiques ;
- promotion des manifestations traditionnelles d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- participation à la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères et de la Communication ;
- définition d'un cadre incitatif pour le développement touristique.

I.3.2. En matière de Loisirs

- élaboration du cadre juridique et institutionnel du développement des loisirs ;
- sensibilisation de la population à la vulgarisation des loisirs ;
- mise en œuvre d'un plaidoyer et promotion des loisirs auprès des populations, des entreprises, des groupements sociaux et des structures administratives et politiques ;
- promotion et valorisation des jeux traditionnels et des danses en tant que loisirs, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Offre de services du tourisme ;
- Programme 3 : Promotion du tourisme ;
- Programme 4 : Loisirs ;
- Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	CNT, Cabinet, IG, DCDA, DAJ DPAP, DAF, DRH, DCP DR (12) DD (20)		<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un compte satellite du Tourisme - Création du centre d'Application aux métiers du tourisme et de l'Hôtellerie de DAOUKRO - Création de l'institut Supérieur de Tourisme et d'Hôtellerie de Yamoussoukro 	
P2 : Offre de services du Tourisme	DAT, DGU, DST	SPDC, SODERTOUR-LACS, FDT	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des 7 principaux sites touristiques de la Région du Poro - Aménagement et valorisation du site du pont de lianes de Lieupleu dans la Région du Tonkpi - Réhabilitation hôtel des parlementaires - Réhabilitation hôtel Président - Construction du Relais Paillotes de Jacquerville 	
P3 : Promotion du tourisme	BTE (11)	CIT		
P4 : Loisirs	DL			

II.2.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national	RS 1 : Une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national est mise en place	IP 1.1. Délais de traitement des dossiers d'agrément et autres actes administratifs	Date de délivrance - date de réception du dossier Source : Rapport d'activités DGU et DAF (Régie de recettes)
		IP 1.2. Nombre de services du Ministère fonctionnelles	Dénombrement Source : Rapports d'inspection de l'IG
		IP 1.2. Taux d'équipement en TIC	Nombre Total des équipements TIC / Nombre total d'agents par Direction Source : Sous-direction du Budget et Patrimoine (DAF)
		IP 1.3. Pourcentage des agents du Ministère ayant une bonne maîtrise des TIC	Nombre d'agents ayant une bonne maîtrise des TIC/nombre total des agents du Ministère * 100
OG 2 : Améliorer l'environnement et l'offre de services du tourisme	RS 2 : L'environnement et l'offre de services du tourisme sont améliorés	IP 2.1. Volume des investissements	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGU
		IP 2.2. Nombre d'actes administratifs délivrés	
OG 3 : Améliorer la visibilité et l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire	RS 3 : La promotion de la destination Côte d'Ivoire est améliorée	IP 3.1. Nombre total d'arrivées de touristes internationaux	Enquête spécifique Source : Bulletin des statistiques du tourisme (DPAP)
		IP 3.2. Taux de croissance des recettes du tourisme international récepteur	(Recettes année N – Recettes année N-1) /Recettes année N-1)*100 Source : Bulletin des statistiques du tourisme (DPAP)
OG 4 : Promouvoir les pratiques de loisir	RS 4 : Les pratiques de loisir sont promues	IP 4.1. Nombre total d'infrastructures créés et de personnes pratiquant un loisir sain	Dénombrement Source : Rapport d'activités D-Loisirs
		IP 4.2. Nombre d'adolescents participant aux camps de loisirs et communautaires par an	

II.2.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	10 566 267 207	11 068 757 988	11 906 788 006
1.1 Ressources Intérieures	10 566 267 207	11 068 757 988	11 906 788 006
1.1.1 Budget Etat	10 566 267 207	11 068 757 988	11 906 788 006
1.1.2 Recettes propres (structures)	0		
1.2 Ressources Extérieures	0		
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0		
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0		
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0		
2. CHARGES	10 566 267 207	11 068 757 988	11 906 788 006
2.1 Personnel	1 431 513 338	1 442 113 339	1 452 823 356
2.1.1 Solde y compris EPN	1 431 513 338	1 442 113 339	1 452 823 356
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 342 896 289	2 338 711 021	2 437 158 007
2.3 Transferts et subventions	6 346 857 580	6 781 970 267	7 262 972 218
2.4 Investissements	445 000 000	505 963 361	753 834 425
Trésor	445 000 000	505 963 361	753 834 425
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Information et communication
	Action 1.3 : Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et le cadre institutionnel du secteur du Tourisme	Taux de diffusion des textes au public	70%	80%	90%	90%	Nombre de textes diffusés / Nombre total de textes produits * 100 Source: Rapport d'activités DAJ
	Nombre de documents de politique ou de stratégies adoptées	4	4	4	4	Dénombrement Source : DPAP/ (PND 2016-2020, DPPD-PAP, Pol-Nat-Tour, PAP)
OS 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et Matérielles	Taux d'exécution du budget	87,92 %	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel * 100 Source : Rapport d'activités DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		3 432 325 352	3 455 368 013	3 584 388 161
	Dépenses de personnel	1 163 491 047	1 170 856 566	1 178 261 965
	Dépenses en biens et services	2 237 934 305	2 230 600 178	2 325 803 838
	Transferts	0	0	0
	Investissements	30 900 000	53 911 269	80 322 358
	Trésor	30 900 000	53 911 269	80 322 358
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21108 Administration Générale	3 432 325 352	3 455 368 013	3 584 388 161
2110801 Coordination et animation	971 439 525	1 030 594 821	1 114 592 073
2 - Biens et services	940 539 525	976 683 552	1 034 269 715
21108010001 coordonner les activités du ministère	118 596 857	122 154 763	125 819 406
21108010002 élaborer les textes de lois et réglementaire du secteur	20 801 035	21 425 066	22 067 818
21108010004 inspecter les services du ministère	26 454 431	27 248 065	28 065 506
21108010006 renforcer les capacités des acteurs du secteur et nouer des partenariats de coopération	28 500 000	29 355 000	30 235 650
21108010050 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Bouna)	24 499 876	25 234 872	25 991 918
21108010051 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Danané)	12 620 208	12 998 814	13 388 779
21108010052 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (ferkessédougou)	10 025 258	10 326 016	10 635 796
21108010053 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Dabou)	20 254 251	20 861 879	21 487 735
21108010054 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Agboville)	10 104 238	10 407 365	10 719 586
21108010055 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Seguela)	18 028 168	18 569 013	19 126 083
21108010056 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Yamoussoukro)	24 580 000	25 317 400	26 076 922
21108010057 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Bouaké)	33 392 907	34 394 694	35 426 535
21108010058 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Bouaflé)	13 930 104	14 348 007	14 778 447
21108010059 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Daloa)	22 637 577	23 316 704	24 016 205
21108010060 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Gagnoa)	16 805 768	17 309 941	17 829 239
21108010061 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Grand Bassam)	24 141 866	24 866 122	25 612 106
21108010062 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Dimbokro)	33 914 629	34 932 068	35 980 030
21108010063 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Adzope)	23 973 250	24 692 448	25 433 221
21108010064 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Katiola)	18 740 020	19 302 221	19 881 287
21108010065 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Boundiali)	24 998 062	25 748 004	26 520 444
21108010066 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Sassandra)	10 345 935	10 656 313	10 976 002
21108010067 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Touba)	15 715 203	16 186 659	16 672 259
21108010068 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Boundoukou)	16 498 268	16 993 216	17 503 013
21108010069 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Guiglo)	11 384 369	11 725 900	12 077 677
21108010070 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Abidjan Nord)	9 124 568	9 398 305	9 680 254
21108010071 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Soubre)	14 100 000	14 523 000	14 958 690
21108010072 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Korhogo)	65 596 861	67 564 767	69 591 710
21108010073 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Mankono)	10 979 098	11 308 471	11 647 725
21108010074 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Odienné)	19 000 691	19 570 712	20 157 833
21108010075 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Abengourou)	35 148 088	36 202 531	37 288 605
21108010077 Gérer les activités d'abonnement du ministère	108 635 396	119 823 097	132 615 327

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21108 Administration Générale	3 432 325 352	3 455 368 013	3 584 388 161
21108010079 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (District d'Abidjan)	31 242 207	32 178 673	33 139 557
21108010080 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Divo)	8 420 000	8 672 600	8 930 978
21108010081 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Abidjan Sud)	9 500 000	9 785 000	29 172 950
21108010084 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Man)	22 038 752	22 699 915	23 380 912
21108010085 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (San-Pedro)	16 782 346	17 285 816	17 804 391
21108010087 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Daoukro)	9 029 238	9 300 115	9 579 119
4 - Investissements	30 900 000	53 911 269	80 322 358
21108010088 Création d'un compte satellite	30 900 000	53 911 269	80 322 358
2110802 Information et communication	27 091 341	27 904 082	28 741 204
2 - Biens et services	27 091 341	27 904 082	28 741 204
21108020002 Organiser la communication des activités du Ministère	27 091 341	27 904 082	28 741 204
2110803 Planification, programmation et suivi évaluation	35 491 339	36 556 080	37 652 762
2 - Biens et services	35 491 339	36 556 080	37 652 762
21108030001 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	35 491 339	36 556 080	37 652 762
2110804 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	2 398 303 147	2 360 313 030	2 403 402 122
1 - Personnels	1 163 491 047	1 170 856 566	1 178 261 965
21108040001 prendre en charge les salaires des personnels en centrale	1 163 491 047	1 170 856 566	1 178 261 965
2 - Biens et services	1 234 812 100	1 189 456 464	1 225 140 157
21108040003 élaborer et exécuter le budget du ministère	77 080 968	79 393 397	81 775 199
21108040004 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21108040005 Gérer la commande publique du ministère	13 380 619	13 782 038	14 195 499
21108040007 élaborer, suivre et évaluer la mise en oeuvre du DPPD-PAP	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21108040011 prendre en charge des loyers et charges locatives des locaux du ministère	320 544 726	330 161 068	340 065 900
21108040013 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	150 000 000	72 100 000	74 263 000
21108040014 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	40 000 000	41 200 000	42 436 000
21108040015 prendre en charge les frais de Déplacement des agents des bureaux du tourisme à l'étranger	31 626 289	32 575 078	33 552 330
21108040018 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	328 040 000	337 881 200	348 017 636
21108040024 Prendre en charge les Dépenses liées aux activités du ministère	74 985 808	77 235 382	79 552 443
21108040025 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	123 814 992	127 529 442	131 355 325
21108040026 prendre en charge des frais de gardiennage des locaux du ministère	29 500 000	30 385 000	31 296 550
21108040027 gérer les ressources humaines du ministère	26 838 698	27 643 859	28 473 175

II.2.2. Programme 2 : Offre de service du tourisme

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Offre de service du tourisme	Action 2.1: Suivi de la Réglementation, Contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur
	Action 2.2 : Mobilisation de l'investissement privé dans le secteur
	Action 2.3 : Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Offre de service de tourisme						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer l'environnement du secteur du tourisme	Taux d'établissements bénéficiant d'un acte d'exploitation	20%	25%	35%	50%	Nombre d'établissements bénéficiant d'1 acte / Nombre total d'établissements répertoriés * 100 Source: Rapport d'activités DGU
	Nombre d'actes délivrés	306	400	700	1200	Dénombrement Source: Rapport d'activités DGU
OS 2 : Améliorer l'offre de service du tourisme	Taux d'Occupation (TO)	58,67%	60%	63%	65%	Nombre total de chambres occupées / Nombre total de chambres disponibles * 100 Source: Rapport d'activités DPAP/DAT
	Durée Moyenne de Séjour (DMS)	3	5	5	5	Moyenne pondérée du séjour des clients des hôtels Source: Rapport d'activités DPAP/DAT
	Nombre total de nuitées vendues	14.260.320	15.500.000	15.500.000	16.000.000	Dénombrement Source: Rapport d'activités DPAP/DAT
	Nombre d'établissements mis aux normes qualité	10	100	300	500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAT
	Nombre d'établissements d'hébergement d'au moins 1 étoile	ND	300	500	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPAP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : OFFRE DE SERVICE DE TOURISME		767 307 567	799 081 138	1 026 612 181
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	66 702 414	68 703 486	70 764 591
	Transferts	286 505 153	278 325 560	282 335 523
	Investissements	414 100 000	452 052 092	673 512 067
	Trésor	414 100 000	452 052 092	673 512 067
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22109 Offre de services du tourisme	767 307 567	799 081 138	1 026 612 181
2210901 Suivi de la Réglementation, Contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur	266 702 414	262 993 576	267 853 907
2 - Biens et services	66 702 414	68 703 486	70 764 591
22109010001 Rendre opérationnel la police touristique en vue de la Sécurisation des sites et établissements de tourisme et des loisirs	19 500 000	20 085 000	20 687 550
22109010002 Organiser des opérations de Contrôle et de mise en conformité des établissements de tourisme et de loisirs	22 500 000	23 175 000	23 870 250
22109010003 Assister les opérateurs du secteur dans leurs différentes démarches administratives	24 702 414	25 443 486	26 206 791
3 - Transferts	200 000 000	194 290 090	197 089 316
22109010005 Transférer la subvention pour la gestion du patrimoine hôtelier de l'Etat et l'aménagement de nouveaux sites dans le district d'Abidjan, à Daoukro et à Katiola	100 000 000	97 145 045	98 544 658
22109010009 Transférer la subvention pour la gestion du patrimoine hôtelier de l'Etat et l'aménagement de nouveaux sites touristiques dans la région des lacs	100 000 000	97 145 045	98 544 658
2210902 Mobilisation de l'investissement privé dans le secteur	86 505 153	84 035 470	85 246 207
3 - Transferts	86 505 153	84 035 470	85 246 207
22109020002 Transférer la subvention au FDT pour faciliter l'accès au financement des opérateurs	86 505 153	84 035 470	85 246 207
2210903 Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur	414 100 000	452 052 092	673 512 067
4 - Investissements	414 100 000	452 052 092	673 512 067
22109030002 Réhabilitation hôtel président Yamoussoukro	80 000 000	0	0
22109030008 Construction d'un relais paillotes de jacqueville	214 000 000	242 513 473	361 320 638
22109030010 Création du centre d'application des métiers du tourisme et de l'hotellerie et de la restauration de Daoukro	120 100 000	209 538 619	312 191 429

II.2.3. Programme 3 : Promotion du tourisme

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 3 : Promotion du tourisme	Action 3.1: Développement du tourisme récepteur et interne

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion du tourisme						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Promouvoir le tourisme national et international récepteur	Taux d'occupation dans les hôtels	58,67%	60%	63%	65%	Nombre de chambres louées / Nombre de chambres disponibles * 100 Source : Rapport de conjoncture hôtelière DPAP
	Nombre total d'arrivées de touristes internationaux	1.964.699	2.144.076	2.323.453	2.502.830	Enquêtes Source : Rapport de conjoncture hôtelière DPAP
	Nombre de touristes internes	1.974.273	2.033.501	2.092.729	2.151.958	Enquêtes spécifiques aux principales gares routières Source : Rapport de conjoncture hôtelière DPAP-

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : PROMOTION DU TOURISME		2 528 374 718	2 554 901 480	2 615 198 086
	Dépenses de personnel	268 022 291	271 256 773	274 561 391
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	2 260 352 427	2 283 644 707	2 340 636 695
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2020	2021	2022
22110 Promotion du tourisme	2 528 374 718	2 554 901 480	2 615 198 086
2211001 Développement du tourisme récepteur et interne	2 528 374 718	2 554 901 480	2 615 198 086
1 - Personnels	268 022 291	271 256 773	274 561 391
22110010005 transférer les subventions équilibre personnel au CIT	268 022 291	271 256 773	274 561 391
3 - Transferts	2 260 352 27	2 283 644 707	2 340 636 695
22110010002 réaliser les activités de promotion de la destination Cote d'Ivoire et le tourisme interne	760 352 427	738 644 707	749 286 695
22110010003 apporter un appui aux activités et manifestations socio-culturelles à caractère touristique	1 500 000 000	1 545 000 000	1 591 350 000

II.2.4. Programme 4 : Loisir

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 4 : Loisir	Action 4.1: Organisation des activités de loisir

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Loisirs						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Moderniser et vulgariser la pratique des loisirs pour la population de tout âge	Nombre de centres (écoles) et de clubs (universités) de loisirs créés	5	20	30	40	Dénombrement Source: Rapport d'activités DPAP-DL
	Nombre de centres communautaires de loisirs éducatifs construits	3	3	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPAP-DL
	Taux d'accroissement des personnes sensibilisées à la pratique des activités sportives et de loisirs	5%	10%	20%	20%	[Nombre de personnes pratiquant l'activité en année t - nombre de personnes pratiquant l'activité en année t-1] / Nombre de personnes pratiquant l'activité en année t-1 * 100 Source : Rapport d'activités DPAP-DL

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV : LOISIR		38 259 570	39 407 357	40 589 578
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	38 259 570	39 407 357	40 589 578
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22111 Loisirs	38 259 570	39 407 357	40 589 578
2211101 Organisation des activités de loisir	38 259 570	39 407 357	40 589 578
2 - Biens et services	38 259 570	39 407 357	40 589 578
22111010004 sensibiliser les populations à la pratique des activités de loisirs	11 950 000	12 308 500	12 677 755
22111010005 mettre en œuvre et suivre les activités des centres de loisirs	14 609 570	15 047 857	15 499 293
22111010006 renforcer les capacités des acteurs du secteur	11 700 000	12 051 000	12 412 530

II.2.5. Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME V : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		3 800 000 000	4 220 000 000	4 640 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	3 800 000 000	4 220 000 000	4 640 000 000
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
23192 Comptes Spéciaux du Trésor	3 800 000 000	4 220 000 000	4 640 000 000
2319201 Gestion des comptes spéciaux du ministère	3 800 000 000	4 220 000 000	4 640 000 000
3 - Transferts	3 800 000 000	4 220 000 000	4 640 000 000
23192010002 transférer la Taxe pour le Développement du Tourisme au Fonds de Développement Touristique	1 200 000 000	1 320 000 000	1 440 000 000
23192010001 Transférer la Taxe d'Embarquement sur les Titres de Transports Aériens pour la Promotion du tourisme en Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire Tourisme)	2 600 000 000	2 900 000 000	3 200 000 000

SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au niveau du secteur de la gouvernance

- l'insuffisance du renforcement des capacités de l'administration centrale et déconcentrée ;
- l'inadaptation de la formation par rapport aux besoins du secteur ;
- le manque de programmes concertés de recherche sur les différents systèmes d'exploitation
- le faible niveau de formation et d'organisation des opérateurs du secteur ;
- l'absence de statistiques fiables ;
- l'insuffisance des ressources humaines et Matérielles ;
- le problème de Sécurisation foncière nécessaire pour la réalisation d'investissements à moyen et long terme.

I.1.1.2. Au niveau du sous-secteur élevage

- la résurgence des maladies animales et la menace des épizooties ;
- la présence de glossines dans les principales zones d'élevage ;
- l'installation anarchique des élevages en zone urbaine et périurbaine ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment les aménagements pastoraux, les Marchés à bétail, les postes de Contrôle sanitaire aux frontières et les abattoirs ;
- les conflits agriculteurs/éleveurs inhérents à la coexistence sur l'espace rural ;
- l'insuffisante organisation de la production et de l'approvisionnement en intrants pour améliorer la compétitivité des produits sur les Marchés ;
- la faible productivité du matériel génétique ;
- la faible compétitivité des productions locales vis-à-vis des produits importés ;
- la faible valorisation des produits et sous-produits animaux.

I.1.1.3. Au niveau du sous-secteur pêche et aquaculture

- le plateau continental relativement étroit ;
- la grande dispersion géographique des activités de pêches et d'aquaculture ;
- la prolifération des diverses pollutions aquatiques et industrielles ;
- l'insuffisance de la surveillance des pêches liée à l'absence d'un système de suivi Contrôle des pêcheries en Côte d'Ivoire ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment, les ports de pêches, les débarcadères, et les stations d'alevinage ;
- la vétusté de la flottille thonière de la Côte d'Ivoire ;
- le taux élevé des pertes post-captures dans la pêche artisanale ;
- la pratique de la pêche illicite non déclarée et non réglementée (ou Pêche INN) ;
- la disponibilité limitée et le coût élevé des intrants de productions pour l'aquaculture ;
- le faible niveau de transformation des produits de la pêche artisanale.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau du secteur de la gouvernance

- l'exécution d'un projet de réhabilitation et de construction des services extérieurs du Ministère ;
- la délivrance d'agrément d'exercer et des Autorisations Préalables d'Importation (API) de produits vétérinaires aux opérateurs du secteur ;
- la formation des agents à la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et le nouveau cadre de gestion budgétaire ;
- la formation des agents à l'inspection des établissements manipulant les Denrées Animales et d'Origine Animale (DAOA) ;
- la réalisation régulière des inspections zoo sanitaires des Etablissements du secteur manipulant les DAOA;
- la contribution de l'Etat à l'installation de dix-sept (17) vétérinaires privés bénéficiaires de mandats sanitaires pour la prophylaxie du cheptel ;
- l'élaboration et l'adoption par le gouvernement d'un Plan Stratégique de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PSDEPA 2014-2020) ;
- la mise en place en d'un comité sectoriel de Partenariat Public Privé (PPP) ;
- la contribution à l'élaboration et la promulgation de la Loi d'Orientation Agricole de Côte d'Ivoire ;
- l'adoption et promulgation de la loi relative à la transhumance et aux Déplacements du bétail;
- l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Stratégique de Relance de l'Aviculture moderne (PSRA) 2012-2021.

I.1.2.1. Au niveau du sous-secteur élevage

- la construction d'un centre d'amélioration génétique du porc ;
- la création et l'entretien de pâturages artificiels ;
- l'installation de promoteurs d'élevage de bovins, d'ovins, de volailles, de porcs, de lapins, d'abeille, d'aulacode ;
- le repeuplement des stations d'élevage et du ranch à partir d'acquisition de nouvelles matrices et des mises bas sur les stations ;
- la formation des éleveurs et auxiliaires d'élevage dans le cadre de la lutte contre les tiques, vecteurs de graves maladies du bétail (cowdriose, etc.) ;
- la réalisation de missions de sensibilisation des agriculteurs et éleveurs pour une cohabitation pacifique ;
- l'appui à la structuration des filières en interprofession ;
- l'organisation de campagnes de vaccinations obligatoires contre la PPCB, la PPR, la Rage canine, la maladie de New Castel, le charbon bactérien ;
- la collecte d'informations géo sanitaires sur la surveillance de la grippe aviaire et de leurs transfères dans la base de données WAHIS de l'OIE ;
- l'installation des Groupement de Défense Sanitaire (GDS) dans la filière porcine ;
- le renforcement de Contrôle sanitaire aux frontières ;
- la rénovation de la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC) en cours ;
- la réhabilitation de l'abattoir de Port-Bouët avec la contribution du District Autonome d'Abidjan ;
- l'appui à l'organisation d'événements promotionnels des filières.

I.1.1.3. Au niveau du sous-secteur pêche et aquaculture

- l'élaboration de plans de gestion participative des plans d'eau et des pêcheries ;
- la délivrance de licences de pêche ;
- la réhabilitation des stations d'alevinages de Jacquville, de Mopoyem et d'Abengourou;
- la réhabilitation des stations piscicoles de Dompleu (Man), Natiokobadara (Korhogo) et de Loka(Bouaké) ;
- la multiplication d'alevins de qualité importée du Brésil ;
- la formation des agents des pêches sur le Code de Conduite pour une Pêche Responsable (CCPR) et sur la Pêche Illégitime non déclarée et non réglementée (PINN);
- la formation de Marins pêcheurs au métier d'observateur sur les bateaux ;
- l'octroi d'équipement de pêche aux acteurs de la pêche artisanale ;
- l'octroi de carburant détaxé aux acteurs de la pêche artisanale ;

- la création d'une zone franche pour les entreprises transformatrices des produits halieutiques ;
- l'installation de trois (3) Comités de cogestion des plans d'eau à Tiassalé, Taabo et à Kossou pour l'application du code de bonnes pratiques de pêche ;
- l'appui à la structuration des pêcheurs et des aquaculteurs ;
- la construction de points de débarquement de la pêche artisanale ;
- l'installation de four amélioré pour la transformation du poisson.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la mise en œuvre des actions inscrites dans le PND 2016-2020 et dans le PNIA 2018-2025;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du personnel et des structures du ministère ;
- la prise de textes d'application relatifs aux lois promulguées (la loi sur la transhumance, la loi sur la pêche et l'aquaculture, ...) ;
- la mise en œuvre des plans de développement sectoriels (PSRA 2012-2021, PSDEPA 2014 2020, ...);
- la surveillance des eaux territoriales de la Zone Economique Exclusive (ZEE) ;
- l'amélioration du fonctionnement des centres d'alevinage et des stations d'élevage;
- la mise à la disposition aux éleveurs et aquaculteurs respectivement des matrices performantes et des alevins de qualité ;
- la réduction des pertes post capture et post abattage ;
- la réhabilitation ou la construction des infrastructures de transformation et d'accès aux Marchés des produits animaux et halieutiques (marché à bétail, poste de Contrôle vétérinaires aux frontières, les débarcadères, abattoirs modernes...);
- la création des agences de développement de l'élevage et celui de la pêche et de l'aquaculture ;
- le renforcement du fonds de développement de l'Élevage en incluant la pêche et l'aquaculture ;
- l'accès aux crédits pour les acteurs du secteur ;
- la réhabilitation et la restauration du potentiel de production animale et halieutique détruit du fait de la crise ;
- la réponse aux besoins alimentaires supplémentaires d'une population qui croît très rapidement (taux d'accroissement annuel de 2,81 %) ;
- la défense de la place de la Côte d'Ivoire et la reconquête des parts de marché mondiaux ;
- l'organisation de l'ensemble des filières animales et halieutiques au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation ;
- la protection des ressources halieutiques de la zone économique exclusive de la Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre les épizooties ;
- le renforcement du cadre législatif et réglementaire du secteur des ressources animales et halieutiques.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion du développement rural ;
- l'amélioration de la productivité et la compétitivité des productions animales et halieutiques ;
- l'approvisionnement du marché national en protéines animales et halieutiques de qualité ;
- la promotion de la coopération internationale en matière agricole.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la productivité et la compétitivité des filières animales sont améliorées ;
- les capacités des parties prenantes au développement du secteur de l'élevage sont renforcées ;

- les ressources halieutiques sont mieux gérées ;
- les conflits en matière de ressources halieutiques sont mieux gérés ;
- les maladies animales et les zoonoses émergentes et ré-émergentes sont atténuées durablement ;
- la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière des Ressources Animales et Halieutiques. A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- planification, promotion et développement des ressources animales et l'aquaculture et de la pêche ;
- Réglementation et Contrôle de la qualité des aliments du bétail ;
- amélioration, Contrôle de la santé animale et de la veille sanitaire ;
- Réglementation, promotion et Contrôle des médicaments, produits et matériels vétérinaires, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et Contrôle des établissements animaliers ;
- identification et suivi de la mise en œuvre des aménagements pastoraux et l'exploitation de l'espace rural y afférent, en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- promotion des infrastructures de commercialisation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- aménagement et gestion des infrastructures de pêche et d'aquaculture ;
- participation au Contrôle et à la surveillance de la zone économique exclusive ;
- promotion, Réglementation et Contrôle de la transformation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- participation aux formations professionnelles initiale et continue dans le secteur des ressources animales et halieutiques, en liaison avec les Ministres chargés des Eaux et Forêts et de l'Agriculture ;
- formation et encadrement des exploitants avec notamment la mise à la disposition des éleveurs, pêcheurs et aquaculteurs de conseils en matière technique et de gestion ;
- promotion des organisations professionnelles d'élevage, d'aquaculture et de pêche ;
- appui à la modernisation des exploitations et des structures de production animale et d'aquaculture ;
- participation à l'élaboration et au suivi des programmes de développement des ressources animales et halieutiques ;
- élaboration et suivi de la Réglementation en matière d'hygiène publique vétérinaire et de qualité, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- Contrôle et suivi de la sécurité alimentaire des denrées animales et d'origine animale au niveau de la production, de la transformation et de la distribution, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et Contrôle des normes zootechniques ;
- négociations et suivi des conventions et accords internationaux dans les domaines des ressources animales et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- inspection et Contrôle sanitaire vétérinaire aux frontières, des animaux, des denrées animales et d'origine animale ainsi que des produits de pêche et aliments pour animaux et poissons ;
- participation à la lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale ;
- **Programme 2** : Développement de l'Elevage ;
- **Programme 3** : Gestion durable des Ressources Halieutiques ;
- **Programme 4** : Amélioration de la Santé animale, du bien être animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMME	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DRH, DPSP, DAJUCIREP, CPMP ; DF2VP, DOPAF DR (20), DD (57), PERH (164), CPM	CAPPAJ Représentation du MIRAH au Japon (Tokyo) Représentation du MIRAH en Belgique (Bruxelles) Représentation Technique du MIRAH au Brésil (Brasilia) ; Représentation Technique du MIRAH auprès de la FAO, du PAM et du FIDA	- Projet de construction des services extérieurs du MIRAH (PCSE-MIRAH) ; - Projet de réhabilitation des services extérieurs du MIRAH (PRSE-MIRAH) ;	
Programme 2 : Développement de l'élevage	DPE, DNAGEP	SIVAC, Ranch de la Marahoué,	- Projet d'appui au développement de l'Élevage en Côte d'Ivoire (PADE-CI) ; - Projet de Gestion Intégrée des Ranches et Stations (PROGIRS) ; - Relance de la filière porcine ivoirienne par l'amélioration génétique (PREFI Porc) ; - Projet de Réhabilitation de l'Abattoir de la SIVAC (PRA-SIVAC) - Projet d'insertion des Jeunes et des Femmes en Aviculture en Côte D'ivoire (PIJFACI) ; - Projet SIM Bétail Viande	
Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	DAP	Opération régime franc	- Appui à la mise en œuvre de l'Approche Eco-systémique des Pêches Phase II (AEP-NANSEN II); - Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques (PAGDRH) ; - Projet de développement durable des ressources génétiques du Tilapia du Nil dans le bassin de la Volta, phase 2 (TIVO II) ; - Projet de Développement Durable des Pêches et de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PDDPA-CI) ; - Projet de construction et de gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro) ; - Projet de construction et de gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou) ; - Projet de Relance de La Pisciculture Continentale En Côte D'ivoire (PREPICO); - Projet de construction et d'aménagement d'un point de débarquement aménagé et de construction d'un marché central à Sassandra ; - Projet d'appui au renforcement des moyens d'existence des communautés de pêche du lac de Buyo, en zone périphérique du parc national de tai – patrimoine mondial et réserve de biosphère (Projet Buyo) -- Projet d'appui à la prévention des pertes après captures/abattage des produits halieutiques et animaux (PAPAC) - Projet Aquaponie ; - Projet GEF FAO	
Programme 4 : Amélioration de la santé animales, du bien-être animale et de l'hygiène publique vétérinaire	DSV		Projet d'Amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV)	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Développer une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1 : nombre de textes pris	Dénombrement Source : DAJUCIREP
OG 2 : Accroître la production nationale en viandes, lait et produits dérivés et améliorer le revenu des éleveurs par la modernisation des élevages Créer deux lignes	RS 2 : la productivité et la compétitivité des filières animales sont améliorées ; RS 3 : les capacités des parties prenantes au développement du secteur de l'élevage sont renforcées ;	IP 2.1 : Taux d'amélioration de la couverture nationale des besoins en viande et en lait IP 2.2 : Taux de croissance du cheptel (ruminants, porcins et volailles)	Production année N-1 / Consommation année N-1 Cheptel année n - Cheptel année n-1 / Cheptel année n-1 Source : DPSP
OG 3 : Assurer une gestion durable et non conflictuelle des ressources halieutiques	RS 4 : les ressources halieutiques sont mieux gérées RS 5 : les conflits en matière de ressources halieutiques sont mieux gérés	IP 3.1 : Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques IP 3.2 : Taux d'infractions constatées dans le Contrôle des pêches	Production ressources halieutiques année N / Consommation ressources halieutiques année N 1 Nombre d'embarcation en infraction/ Nombre total d'embarcation en activité Source : DPSP
OG 4 : Mettre aux normes l'environnement sanitaire des animaux et garantir la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale en Côte d'Ivoire	RS 6 : Les maladies animales et les zoonoses émergentes et ré-émergentes sont atténuées durablement ; RS 7 : la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie	IP 4.1 : Taux de couverture sanitaire du cheptel ; IP 4.2 : Niveau de performance des services vétérinaires	Cheptel bénéficiant de traitement sanitaire / Cheptel national Source : DVS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	8 506 705 519	9 052 070 954	9 747 030 598
1.1 Ressources Intérieures	8 506 705 519	9 052 070 954	9 747 030 598
1.1.1 Budget Etat	8 506 705 519	9 052 070 954	9 747 030 598
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	8 506 705 519	9 052 070 954	9 747 030 598
2.1 Personnel	5 882 605 905	5 919 462 941	5 956 519 537
2.1.1 Solde y compris EPN	5 882 605 905	5 919 462 941	5 956 519 537
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 973 811 814	2 491 871 389	3 057 915 781
2.3 Transferts	480 687 800	466 964 379	473 692 147
2.4 Investissements	169 600 000	173 772 245	258 903 133
Trésor	169 600 000	173 772 245	258 903 133
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1. : Coordination et animation
	Action 1. 2 : Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques
	Action 1. 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1. 4: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1: Améliorer la gouvernance du secteur	Proportion des structures inspectées et contrôlées	ND	15%	30%	50%	Nombre de structures inspectées / Nombre total de structures- Source : IG
	Nombre de textes, d'accords/conventions signés	10	12	12	12	Dénombrement Source : DAJUCIREP / JORCI
	Représentations extérieures du MIRAH fonctionnels	2	03	02	02	Dénombrement Source : les représentations extérieures
	Pourcentage de conférences, séminaires et salons internationaux suivis	90	100%	100%	100%	Nombre de conférences, séminaires et salons internationaux effectivement suivis / Nombre total de conférences, séminaires et salons internationaux prévus Source : Rapport DAJUCIREP
OS.2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, Matérielles et financières	Nombre d'agents du MIRAH formés	45	45	45	45	Dénombrement Source : DRH
	Taux d'exécution du budget (%)	91,05	93	94	95	Budget effectivement exécuté / Montant total de la dotation budgétaire Source : DAF
	Nombre de documents élaborés/actualisés	02	03	02	02	Dénombrement Source : DPSP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		8 556 705 519	9 134 542 454	9 870 737 848
	Dépenses de personnel	5 882 605 905	5 919 462 941	5 956 519 537
	Dépenses en biens et services	2 023 811 814	2 574 342 889	3 181 623 031
	Transferts (1)	480 687 800	466 964 379	473 692 147
	Investissements	169 600 000	173 772 245	258 903 133
	<i>Trésor</i>	169 600 000	173 772 245	258 903 133
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21132 Administration Générale	8 556 705 519	9 134 542 454	9 870 737 848
2113201 Coordination et animation	1 567 509 878	1 969 100 111	2 364 048 774
1 - Personnels	60 500 000	60 500 000	60 500 000
21132010105 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire (Japon-Tokyo)	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21132010106 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire (Belgique-Bruxelles)	30 500 000	30 500 000	30 500 000
2 - Biens et services	1 026 322 078	1 441 635 732	1 829 856 627
21132010015 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de ressources animales et halieutiques	121 000 000	156 202 367	203 063 077
21132010017 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	35 000 000	34 300 000	63 500 000
21132010018 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21132010019 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Abidjan)	15 000 000	25 350 000	32 955 000
21132010023 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	100 000 000	100 000 000	100 000 000
21132010024 Apporter un appui juridique et organiser la communication des services du ministère	28 000 000	30 600 000	55 000 000
21132010027 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Soubré	4 950 000	8 288 000	11 424 400
21132010028 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Adiaké	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010029 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ M'Bahiakro	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010030 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Didiévi	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010031 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Bongouanou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010032 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Madinani	4 950 000	8 788 000	11 424 400

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21132 Administration Générale	8 556 705 519	9 134 542 454	9 870 737 848
21132010033 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Tiassalé	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010034 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/AgnibilÈkro	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010035 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/OumÈ	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010036 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Duékoué	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010037 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ SAN Pedro	10 000 000	13 942 500	18 125 250
21132010038 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dabakala	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010039 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Kong	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010040 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bouna	4 950 000	12 844 000	16 697 200
21132010041 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sakassou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010042 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dabou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010043 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Touba	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010044 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Botro	4 950 000	13 466 008	17 505 810
21132010045 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Nassian	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010046 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Guiglo	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010047 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Vallée du Bandaman	10 000 000	15 294 500	19 882 250
21132010048 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ouangolodougou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010049 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/TÈhini	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010050 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Aboisso	10 000 000	15 294 500	19 652 850
21132010051 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Bouaflé	11 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010052 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Daloa	11 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010053 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Minignan	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010054 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bangolo	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010055 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sassandra	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010056 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Grand-Bassam	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010057 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental de Bocanda	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010058 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Niakaramadougou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010059 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Vavoua	4 950 000	8 450 000	10 982 000
21132010060 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Boundiali	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010061 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Yamoussoukro	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010062 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Konahiri	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010063 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Alépé	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010064 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tiebissou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010065 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dikodougou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010066 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Koro	4 950 000	8 788 000	11 424 400

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21132 Administration Générale	8 556 705 519	9 134 542 454	9 870 737 848
21132010067 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Kounfao	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010068 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Toulepleu	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010069 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ferlé	4 950 000	12 844 000	16 697 200
21132010070 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Man	10 000 000	14 534 000	19 882 850
21132010071 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Prikro	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010072 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ AdzopÈ	4 950 000	20 048 492	26 063 040
21132010073 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Grand-Lahou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010074 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tengréla	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010075 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ouaninou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010076 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Guitry	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010077 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Bondoukou	11 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010078 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Katiola	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010079 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Lakota	4 950 000	8 787 000	11 424 400
21132010080 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Odienné	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010081 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Issia	4 950 000	9 633 000	12 522 900
21132010082 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Daoukro	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010083 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tanda	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010084 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Abengourou	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010085 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Danané	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010086 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Korhogo	11 000 000	15 292 500	19 882 850
21132010087 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dianra	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010088 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Biankouma	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010090 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Mankono	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010091 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sinfra	4 950 000	9 058 000	11 424 400
21132010092 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Agboville	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010093 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Toumodi	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010094 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Jacquenville	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010095 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Séguéla	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010096 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tabou	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010097 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Taabo	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010098 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bettié	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010099 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Gagnoa	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010100 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Béoumi	4 950 000	8 788 000	11 424 400
21132010101 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Zuénoula	4 950 000	8 788 000	11 424 400

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21132 Administration Générale	8 556 705 519	9 134 542 454	9 870 737 848
21132010102 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Divo	10 000 000	15 294 500	19 879 850
21132010103 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Dimbokro	10 000 000	15 294 500	19 882 850
21132010104 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	247 172 078	277 459 865	312 443 050
3 - Transferts	480 687 800	466 964 379	473 692 147
21132010020 Transférer les crédits aux Représentations extérieures du MIRAH/Japon-Tokyo	110 000 000	106 859 549	108 399 123
21132010021 Transférer les crédits aux Représentations extérieures du MIRAH/Belgique-Bruxelles	100 500 000	97 630 770	99 037 381
21132010022 Transférer les crédits en vue d'organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	170 187 800	165 329 015	167 710 985
21132010026 Transférer les crédits en vue de participer au Salon International de l'Agriculture (SIA)	100 000 000	97 145 045	98 544 658
2113202 Appui a la valorisation et a la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques	55 000 000	118 144 000	97 390 000
2 - Biens et services	55 000 000	118 144 000	97 390 000
21132020001 Promouvoir, réglementer et Contrôler la transformation et la commercialisation des produits animaux et halieutiques	30 000 000	58 000 000	58 000 000
21132020002 Promouvoir et suivre le mouvement coopératif et associatif des filières animales et halieutiques	25 000 000	60 144 000	39 390 000
2113203 Planification, programmation et suivi-Evaluation	50 000 000	82 471 500	123 707 250
2 - Biens et services	50 000 000	82 471 500	123 707 250
21132030002 Planifier, programmer, suivre et Evaluer les activités du Ministère	50 000 000	82 471 500	123 707 250
2113204 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	6 884 195 641	6 964 826 843	7 285 591 824
1 - Personnels	5 822 105 905	5 858 962 941	5 896 019 537
21132040016 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	5 822 105 905	5 858 962 941	5 896 019 537
2 - Biens et services	892 489 736	932 091 657	1 130 669 154
21132040001 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	37 000 000	48 100 000	62 530 000
21132040005 Prendre en charge les missions Hors Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
21132040006 Gérer les ressources humaines	75 000 000	106 000 000	106 000 000
21132040007 Réaliser la formation professionnelle des agents du secteur	15 000 000	44 500 000	40 500 000
21132040008 Gérer les ressources Matérielles du ministère	375 500 000	420 550 000	546 715 000
21132040011 Elaborer et suivre l'exécution du budget	188 819 731	130 441 657	169 574 154
21132040012 Elaborer et suivre le DPPD- PAP	116 520 005	93 000 000	118 850 000
21132040013 Gérer la commande publique du ministère	44 650 000	49 500 000	46 500 000
4 - Investissements	169 600 000	173 772 245	258 903 133
Trésor	169 600 000	173 772 245	258 903 133
21132040004 Projet de Construction des Services Extérieurs du MIRAH (PCSE-MIRAH)	59 000 000	102 937 374	153 366 314
21132040010 Projet de Réhabilitation des Services Extérieurs du MIRAH (PRSE-MIRAH)	110 600 000	70 834 871	105 536 819

II.2.2. Programme 2 : Développement de l'élevage

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Développement de l'élevage	Action 2.1. Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance
	Action 2.2. Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Développement de l'élevage						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Accroître la production des ressources animales	Nombre de missions de sensibilisation réalisées	01	17	17	10	Dénombrement Source : DAJUCIREP/ DNAGEP
	Nombre d'agrément de fabrication et d'importation d'aliment de bétail délivrés	29	70	70	70	Dénombrement Source : DNAGEP
	Nombre de ferme de reproducteurs et couvoirs agréés	23	28	30	35	Dénombrement Source : DPE
	Nombre de fermes installées et suivies en aviculture traditionnelle améliorée	330	750	750	750	Dénombrement Source : PIJFACI
	Nombre de Promoteurs d'élevages installées et suivies	20	31	31	40	Dénombrement / Source : PADECI
	Superficie de pâturage artificiel exploité (ha)	250	290	300	350	Evaluation des productions / Source : PROGIRS
	Superficie de champs semenciers exploités (ha)	19,5	24.5	25	27	Evaluation des productions / Source : PROGIRS
	Quantité de semences fourragères produites par an (kg)	680	750	800	800	Evaluation des productions / Source : PROGIRS
	Nombre de Matrices disponibles /an/espèce					
	Bovins :					
	- Ndama :	52	81	102	120	Dénombrement Source : PROGIRS
	- Métis :	50	78	98	110	
	Ovins : - Djallonké :	118	184	230	240	
	Caprins : - Djallonké :	28	44	55	70	
Nombre d'abattages contrôlés par la SIVAC	24 201	28 000	30 000	30 000	Dénombrement / source : SIVAC	
Nombre de géniteurs porcins améliorés produits et diffusés par an	135	300	350	500	Dénombrement Source : PREFIPORC	
Taux de réhabilitation de l'abattoir	25%	50%	75	100	Nombre de structures de l'abattoir réhabilité / Nombre total de structures de l'abattoir à Réhabiliter Source : PRASIVAC	

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME II : DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE		1 452 102 886	1 547 121 759	1 894 552 112
	Dépenses de personnel	211 297 000	197 901 340	203 266 583
	Dépenses en biens et services	150 000 000	442 240 780	448 527 680
	Transferts	235 000 000	228 290 855	231 579 945
	Investissements	855 805 886	678 688 784	1 011 177 904
	<i>Trésor</i>	855 805 886	678 688 784	1 011 177 904
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22133 Développement de l'Élevage	1 452 102 886	1 547 121 759	1 894 552 112
2213301 Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance	670 246 480	868 307 904	1 004 259 763
1 - Personnels	211 297 000	197 901 340	203 266 583
22133010005 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du ranch de la Marahoué	211 297 000	197 901 340	203 266 583
2 - Biens et services	125 000 000	412 190 780	416 277 680
22133010001 Animer le Ranch de la Marahoué	100 000 000	349 166 600	353 433 500
22133010002 Promouvoir la qualité des denrées destinées à l'alimentation animale et gérer les plans d'aménagement pastoraux et les parcours	25 000 000	63 024 180	62 844 180
4 - Investissements	333 949 480	258 215 784	384 715 500
Trésor	333 949 480	258 215 784	384 715 500
22133010004 Projet de Gestion intégrée des Ranchs et Stations (PROGIRS)	333 949 480	258 215 784	384 715 500
2213303 Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage	781 856 406	678 813 855	890 292 349
2 - Biens et services	25 000 000	30 050 000	32 250 000
22133030001 Suivre la mise en œuvre des politiques de développement de l'élevage et l'approvisionnement des Marchés en produits de qualité	25 000 000	30 050 000	32 250 000
3 - Transferts	235 000 000	228 290 855	231 579 945
22133030002 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Centre International de Recherche-Développement sur l'élevage en zone Sub-humide (CIRDES)	25 000 000	24 286 261	24 636 164
22133030003 Transférer les crédits à la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC)	210 000 000	204 004 594	206 943 781

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22133 Développement de l'Elevage	1 452 102 886	1 547 121 759	1 894 552 112
4 - Investissements	521 856 406	420 473 000	626 462 404
Trésor	521 856 406	420 473 000	626 462 404
22133030005 Projet d'Appui au Développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire	291 856 406	193 661 839	288 536 624
22133030006 Projet de relance de la de la filière porcine par l'Amélioration Génétique	25 000 000	43 617 531	64 985 728
22133030007 Projet de Réhabilitation de l'Abattoir de la SIVAC	10 000 000	17 447 012	25 994 291
22133030008 Projet d'insertion des Jeunes et Femmes en Aviculture en Côte d'Ivoire (PIJFACI)	120 000 000	34 894 024	51 988 582
22133030009 Système d'Information des Marchés Bétails-Viandes de Côte d'Ivoire (SIM BV-CI)	75 000 000	130 852 594	194 957 179

II.2.3. Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques

.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques	Action 3.1. Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques
	Action 3.2. Préservation et gestion des ressources halieutiques

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance

Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques						
Objectif spécifique :	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
Accroître la production halieutique	Nombre de pré- géniteurs (souche Brésil) diffusés par an	500	1500	1000	1000	Dénombrement / Source : PDDPA
	Nombre d'alevins de tilapia (souche Brésil) diffusés par an	500 000	700 000	800 000	1 000 000	Dénombrement/ Source : PDDPA
	Nombre d'alevins de tilapia diffusés par an	594 000	1 000 000	1 500 000	1 750 000	Dénombrement / Source : PAGDRH
	Nombre d'alevins de silure diffusés par an	0	300 000	350 000	400 000	Dénombrement / Source : PAGDRH
	Nombre d'alevins de mâchoirons diffusés par an	0	600 000	650 000	700 000	Dénombrement / Source : PAGDRH
	Centre de Surveillance des Pêches (CSP) mis en place et fonctionnelle	oui	oui	oui	oui	enquête / Source : PAGDRH
	Nombre de missions de surveillance des activités de pêche organisées dans la ZEE ivoirienne	2	6	6	6	Dénombrement Source : PAGDRH
	Proportion d'unités de pêche ayant des engins avec des mailles réglementaires (%)	35	70	80	85	Nombre d'unité de pêche ayant des engins avec des mailles réglementaires /Nombre total d'engins de pêche Source : AEP-NANSEN /DAP

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections Finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME III : GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUE	9 557 190 458	7 326 297 946	8 522 425 488
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	1 440 000 000	1 488 000 000	1 485 300 000
Transferts	65 440 458	63 572 162	64 488 075
Investissements	8 051 750 000	5 774 725 784	6 972 637 413
<i>Trésor</i>	1 271 500 000	2 024 725 784	3 016 637 413
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	6 780 250 000	3 750 000 000	3 956 000 000

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22134 Gestion durable des ressources halieutiques	9 557 190 458	7 326 297 946	8 522 425 488
2213401 Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques	8 046 190 458	6 378 417 461	7 307 653 871
2 - Biens et services	1 440 000 000	1 488 000 000	1 485 300 000
22134010003 Apurer les passifs de l'Etat vis-à-vis des entreprises franches	1 420 000 000	1 420 000 000	1 420 000 000
22134010010 Mettre en œuvre la politique de développement et de l'approvisionnement des Marchés en produits halieutiques de qualité	20 000 000	68 000 000	65 300 000
3 - Transferts	65 440 458	63 572 162	64 488 075
22134010001 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Comité des Pêches du Centre Ouest du Golfe de Guinée (CPCO)	65 440 458	63 572 162	64 488 075
4 - Investissements	6 540 750 000	4 826 845 299	5 757 865 796
Trésor	760 500 000	1 326 845 299	1 976 865 796
22134010002 Projet de construction et gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou)	200 000 000	348 940 250	519 885 809
22134010004 Projet de construction et gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro)	90 000 000	157 023 113	233 948 618
22134010006 Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale (PREPICO)	90 000 000	157 023 113	233 948 616
22134010007 Projet de construction du débarcadère et du marché central de Sassandra (Projet Sassandra)	250 000 000	436 175 310	649 857 261
22134010008 Projet du système intégré de pisciculture et de production maraichère (Aquaponie / MIRAH)	25 500 000	44 489 882	66 285 441
22134010009 Projet de développement durable des pêches et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire avec la coopération brésilienne	105 000 000	183 193 631	272 940 051
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 780 250 000	3 500 000 000	3 781 000 000
22134010002 Projet de construction et gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou)	263 900 000	0	0
22134010006 Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale (PREPICO)	343 200 000	0	0
22134010007 Projet de construction du débarcadère et du marché central de Sassandra (Projet Sassandra)	5 173 150 000	3 500 000 000	3 781 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22134 Gestion durable des ressources halieutiques	9 557 190 458	7 326 297 946	8 522 425 488
2213402 Préservation et gestion des ressources halieutiques	1 511 000 000	947 880 485	1 214 771 617
4 - Investissements	1 511 000 000	947 880 485	1 214 771 617
Trésor	511 000 000	697 880 485	1 039 771 617
22134020001 Projet d'appui à la mise en œuvre de l'approche Écosystémique des pêches (Projet AEP-NANSEN)	35 000 000	61 064 543	90 980 016
22134020003 Projet de Renforcement des moyens d'existence des communautés de Pêche du lac de Buyo (Projet Buyo)	75 000 000	130 852 591	194 957 179
22134020004 Projet de développement durable des ressources génétiques du Tilapia du Nil dans le bassin de la volta (TIVO)	40 000 000	69 788 046	103 977 161
22134020006 Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	361 000 000	436 175 305	649 857 261
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 000 000 000	250 000 000	175 000 000
22134020006 Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	1 000 000 000	250 000 000	175 000 000

II.2.4. Programme 4 : Amélioration de la Santé Animale, du bien être animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Amélioration de la santé animale, du bien-être animal et de l'hygiène publique vétérinaire	Action 4. 1 : Amélioration de la Santé animale et de la lutte contre les Epizooties
	Action 4. 2 : Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance

Programme 4 : Amélioration de la Santé animale, du bien être animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire						
Objectifs spécifiques :	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la santé animale, l'hygiène publique et la qualité des denrées alimentaires d'origine animale	Taux de couverture vaccinale contre la PPCB par an	40,9	25	24	34	Nombre d'animaux vaccinés / Effectif national de l'espèce
	Taux de couverture vaccinale contre la PPR par an	5,5	13%	9	9	
	Taux de couverture vaccinale contre la maladie de Newcastle par an	0,2	11,6	16	10	
	Taux de couverture vaccinale contre le charbon bactérien (%)	10,7	10	12	17,7	Sources : DSV
	Taux d'animaux vaccinés contre la rage	10%	10	12	17,06	Dénombrement Source : Rapport DSV
	Nombre d'établissements agréés pour l'importation des médicaments, aliments médicamenteux et produits vétérinaires	12	18	21	24	Dénombrement Source : Rapport : DSV

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections Finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME IV : AMELIORATION DE LA SANTE ANIMAL, DU BIEN ETRE ANIMAL ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE VETERINAIRE	572 203 070	1 348 547 079	1 873 875 462
Dépenses de personnel	19 721 490	18 471 200	18 971 968
Dépenses en biens et services	215 000 000	900 905 000	904 905 000
Transferts	6 896 200	6 699 317	6 795 837
Investissements	330 585 380	422 471 562	943 202 657
<i>Trésor</i>	205 697 880	297 471 562	443 202 657
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	124 887 500	125 000 000	500 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22135 Amélioration de la santé animale, du bien-être animal et de l'hygiène publique vétérinaire	572 203 070	1 348 547 079	1 873 875 462
2213501 Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les Epizooties	372 203 070	541 547 079	1 062 875 462
1 - Personnels	19 721 490	18 471 200	18 971 968
22135010006 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de la Direction des services vétérinaires	19 721 490	18 471 200	18 971 968
2 - Biens et services	15 000 000	93 905 000	93 905 000
22135010001 Lutter contre les pathologies animales d'origine vectorielle	15 000 000	93 905 000	93 905 000
3 - Transferts	6 896 200	6 699 317	6 795 837
22135010002 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation Internationale des Epizooties (OIE)	6 896 200	6 699 317	6 795 837
4 - Investissements	330 585 380	422 471 562	943 202 657
Trésor	205 697 880	297 471 562	443 202 657
22135010003 Projet d'Amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV)	85 697 880	88 107 413	131 271 170
22135010005 Projet d'assistance technique de lutte contre la Peste Porcine Africaine dans les régions du Poro et du Tchologo de la Côte d'Ivoire (TCP/PPA)	120 000 000	209 364 149	311 931 487
Financement extérieur	124 887 500	125 000 000	500 000 000
22135010005 Projet d'assistance technique de lutte contre la Peste Porcine Africaine dans les régions du Poro et du Tchologo de la Côte d'Ivoire (TCP/PPA)	124 887 500	125 000 000	500 000 000
2213502 Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments	200 000 000	807 000 000	811 000 000
2 - Biens et services	200 000 000	807 000 000	811 000 000
22135020001 Promouvoir la santé, le bien-être animal et l'hygiène publique vétérinaire	200 000 000	807 000 000	811 000 000

SECTION 352 MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.2. Problèmes majeurs

- la faible institutionnalisation de l'approche genre ;
- l'insuffisance de l'offre et de la qualité de formation des femmes et des jeunes filles déscolarisées et non scolarisées ;
- la recrudescence du phénomène des enfants en rupture avec la cellule familiale ;
- la persistance du phénomène du travail des enfants ;
- l'insuffisance de la réponse dans la prise en charge de la malnutrition chez les enfants de moins de 05 ans ;
- la faiblesse des mécanismes nationaux de lutte contre les violences, abus, exploitations et maltraitements des enfants ;
- l'insuffisance et la répartition non optimale des structures d'action sociale sur l'étendue du territoire national ;
- la faiblesse du système de collecte d'information et de planification.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place d'un système intégré de Collecte des Données Statistiques (SICDS) ;
- l'organisation de vingt (20) visites d'évaluation et de supervision dans les Etablissements de Protection de l'Enfant publics et privés ;
- l'octroi d'équipements et de cinq (5) prix aux meilleurs élèves filles de l'EMPT ;
- le démarrage du processus de Budgétisation Sensible au Genre (BSG) en 2016 ;
- la mise en place du comité multisectoriel BSG;
- la lutte contre les Violence Basée sur le Genre (VBG) ;
- le démarrage en 2016 du processus d'élaboration de la Politique Nationale de la Famille (PNF);
- l'adoption du Document de Politique Nationale de Protection de l'Enfant (PNPE) en 2013 ;
- la promotion des valeurs familiales lors des célébrations de la journée de la Famille.

I.1.3. Défis et priorités

- la sensibilisation des populations et des institutions aux changements de mentalité, de comportement et de pratiques indispensables à la réduction des inégalités liées au sexe ;
- la poursuite des réformes juridiques sensibles au genre ;
- la promotion d'un modèle de famille responsable, avec des valeurs familiales et communautaires positives et socialisantes ;
- l'intensification des interventions de protection de l'enfant et des adolescents vulnérables ;
- le développement d'un meilleur partenariat et coordination avec le secteur privé, la société civile, les collectivités locales et les partenaires au développement ;
- la mise en œuvre de la stratégie d'appui à la planification/budgétisation sensible au genre ;
- le renforcement des capacités des familles et des communautés sur leurs rôles respectifs dans la construction de la Nation ;
- le renforcement des mécanismes communautaires, institutionnels et législatifs de protection sociale, administrative et judiciaire des enfants ;
- le renforcement de l'offre de service aux populations cibles.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion de la femme, de l'équité, du bien-être familial et de la protection de l'enfant ;
- l'accélération du développement du capital humain et la promotion du bien-être social;
- la promotion du genre pour sa prise en compte dans les politiques publiques;
- la participation à l'atteinte des résultats sur l'offre d'éducation formelle ;
- la protection sociale des populations, l'amélioration des états de santé et les progrès vers l'atteinte du dividende démographique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le dispositif de promotion des bonnes valeurs familiales est renforcé ;
- le dispositif institutionnel et communautaire de protection de l'enfant est renforcé.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion, de la Femme et de la Famille et de protection de l'Enfant.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de promotion de la Femme et de la Famille :

- promotion économique, sociale et juridique de la femme ;
- promotion du Genre ;
- lutte contre les violences exercées sur les femmes et les filles, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de la femme ;
- assistance et conseil aux femmes et aux filles en difficulté, notamment aux filles-mères, aux femmes victime de violences conjugales ;
- promotion, coordination et suivi des activités socio-économiques concernant la femme ;
- promotion, coordination et suivi des mouvements coopératifs et mutualistes féminins en milieu urbain et rural, en liaison avec les Ministères concernés ;
- gestion et coordination des institutions publiques et privées d'éducation féminine ;
- mise en œuvre des mesures favorisant la protection et l'épanouissement des citoyens dans le cadre de la famille ;
- promotion des valeurs sociales et morales dans la famille ;
- développement de la prise de conscience, de la responsabilité réciproque et du respect des droits et obligations de chacun des membres de la famille ;
- sensibilisation des populations aux programmes de planification et de bien-être familial ;
- sensibilisation des femmes sur la prévention du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.3.2. En matière de Protection de l'enfant

- élaboration et suivi des lois et règlements en matière de Protection de l'enfant, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice ;
- lutte contre les violences exercées sur les enfants, en liaison avec le Ministres de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de l'enfant ;
- mise en œuvre des programmes d'éducation et d'assistance aux enfants mineurs en difficulté et aux enfants de la rue, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- lutte contre les abandons et négligence d'enfants ;
- participation à la coordination, à l'identification, à la mise en œuvre et au suivi des mesures dans le domaine de la lutte contre la traite, l'exploitation et les pires formes de travail des enfants, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires Sociales ;
- sensibilisation des enfants sur la prévention du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Promotion de la femme et du genre ;
- Programme 3 : Promotion et consolidation de la famille ;
- Programme 4 : Protection des enfants et adolescents vulnérables.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJET ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRALES ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DGFPEF, DRH, DAF, DAJCI, DEPS, DCPCOC, CPM, SCR.P. SQ, SADI, Service de Coordination des Etablissements et Services à Caractère Social de Protection de la Petite Enfance et des Complexes Socio-Educatifs, DR		<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et équipement DR DIVO - Renforcement du Système de Collecte des Données Statistiques 	
Programme 2 : Promotion de la Femme et du Genre	DPAF, Comité Nationale de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Enfants, Programme Eau, femmes et Développement Durable et Paix, DIFE/Organisation des examens de fin de formation, Comité de Gestion Novatrice du Fonds Femmes et Développement, Centre PAVVIOS, Conseil National de la Femme, Direction de la promotion du genre et de l'équité, DPAF, Direction égalité & promotion genre/Chaire UNESCO, 120 IFEF, Fonds de développement des nations unies pour la femme, ONEG.		<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la promotion du genre, femme et famille ; - Appui au renforcement de la capacité nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). 	<p>Projet d'Anticipation et de Prévention de la Vulnérabilité des Femmes, des Jeunes et de leurs Communautés face aux Violences</p> <p>Ouverture de Maison Digitale</p>
Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille	Commission Nationale de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, Direction de la Famille, Comité de placement familial, tous les CSE, Centre d'Education Spécialisée de Yamoussoukro.		<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et équipement de 4 CSE (Adjamé 220lgts, Cocody Nord, Port-Bouet Vridi, Béoumi) 	
Programme 4 : Protection des Enfants et Adolescents Vulnérables	Direction de la Protection de l'Enfant, Direction d'Encadrement de la Petite Enfance, Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables (PPEAV), PNOEV Comité National de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants, Cellule de réflexion sur les orphelins du SIDA et les enfants vulnérables, CPPE, CACE, Garderies et crèches, orphelinats, pouponnières, centre éducatif de la Zone 4C.		<ul style="list-style-type: none"> - Programme National de prise en charge des OEV (PNOEV)-Vih/Sida ; - Programme de coopération CI-UNICEF de protection enfants et adolescents ; - Programme de Prise en charge des Enfants et Adolescents Vulnérables ; - Réhabilitation et équipement du centre Educatif de la Zone 4C ; 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Asseoir une administration performante et efficiente	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1 : dispositif de coordination, de suivi et évaluation opérationnelle	Manuel de procédure Source : Cabinet
OG 2 : Promouvoir la famille ivoirienne en tant que cellule de base naturelle et culturelle favorable au développement citoyen	RS 2 : le dispositif de promotion des bonnes valeurs familiales est renforcé	IP 2.1 : Nombre de textes pris et appliqués	Dénombrement Source : Cabinet
OG 3 : Renforcer les mécanismes de protection communautaires et institutionnels des enfants	RS 3 : le dispositif institutionnel et communautaire de protection de l'enfant est renforcé	IP 3.1 : Nombre de services formels d'assistance fonctionnels IP 3.2 : Nombre des localités disposant d'un mécanisme communautaire de protection des enfants	Dénombrement Source : Système d'Information sur la Protection de l'Enfant (SIPE)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	18 988 723 606	19 510 398 794	20 583 497 601
1.1 Ressources Intérieures	16 246 023 606	19 010 398 794	20 583 497 601
1.1.1 Budget Etat	16 246 023 606	19 010 398 794	20 583 497 601
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	2 742 700 000	500 000 000	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	2 742 700 000	500 000 000	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	18 988 723 606	19 510 398 794	20 583 497 601
2.1 Personnel	11 359 817 450	11 710 578 347	12 061 339 246
2.1.1 Solde y compris EPN	11 359 817 450	11 710 578 347	12 061 339 246
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	3 379 281 623	4 834 167 546	4 994 831 779
2.3 Transferts	316 610 794	307 571 695	312 003 021
2.4 Investissements	3 933 013 739	2 658 081 206	3 215 323 555
Trésor	1 190 313 739	2 158 081 206	3 215 323 555
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	2 742 700 000	500 000 000	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.3 : Information et communication
	Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme 1

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la coordination et animation des activités du Ministère	Annuaire statistique disponible	0	1	1	1	Dénombrement / ource : document d'annuaire de données statistiques
	Proportion des structures supervisées	35,41%	40%	45%	60%	Services visités / total des services existants / Source : IG
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	Proportion des chefs de services formés à la bonne exécution du budget	55%	65 %	75%	85%	Chef de services formés / total des chefs de service Source : DAF
	Proportion des directeurs ou chefs de service formés à gestion administrative	19%	24%	35%	50%	Directeurs ou Chef de services formés / total Directeurs ou des chefs de service Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	12 956 535 865	13 410 345 746	13 839 774 676
Dépenses de personnel	11 359 817 450	11 710 578 347	12 061 339 246
Dépenses en biens et services	1 581 718 415	1 673 596 880	1 739 443 994
Transferts	0	0	0
Investissements	15 000 000	26 170 519	38 991 436
Trésor	15 000 000	26 170 519	38 991 436
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21118 Administration Générale	12 956 535 865	13 410 345 746	13 839 774 676
2111801 Coordination et animation du ministère	598 125 999	633 589 572	673 366 465
2 - Biens et services	598 125 999	633 589 572	673 366 465
21118010001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	8 100 000	8 343 000	8 593 290
21118010002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Denguélé (Odiénné)	3 800 000	3 914 000	4 031 420
21118010003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lagunes (Abidjan)	6 200 000	6 386 000	6 577 580
21118010004 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Fromager (Gagnoa)	4 950 000	5 098 500	5 251 455
21118010005 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tonkpi (Man)	6 160 000	6 344 800	6 535 144
21118010006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Poro (Korhogo)	3 300 000	3 399 000	3 500 970
21118010007 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Nawa (Soubré)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
21118010009 Coordonner les activités du Ministère	90 700 000	93 241 000	96 223 630
21118010010 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	15 100 000	15 553 000	16 019 590
21118010011 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	7 750 000	7 982 500	8 221 975
21118010012 Suivre la Mise en œuvre du système qualité dans les services du Ministère	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21118010013 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21118010014 Coordonner les structures socio-éducatives de base	6 700 000	6 901 000	7 108 030
21118010015 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	4 950 000	5 098 500	5 251 455
21118010016 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Agnéby (Agboville)	4 950 000	5 098 500	5 251 455
21118010017 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Boukani (Bouna)	3 460 000	3 563 800	3 670 714
21118010018 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bas Sassandra (San Pedro)	4 650 000	4 789 500	4 933 185
21118010019 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	4 200 000	4 326 000	4 455 780
21118010020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Colugo (Ferkessédougou)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21118010021 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Béré (Mankono)	3 250 000	3 347 500	3 447 925
21118010022 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Folon (Minignan)	3 800 000	3 914 000	4 031 420
21118010023 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bandama (Bouaké)	4 950 000	5 098 500	5 251 455
21118010024 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Zanzan (Bondoukou)	4 920 000	5 067 600	5 219 628
21118010025 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Guemon (Duékoué)	4 600 000	4 738 000	4 880 140
21118010026 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Moyen Comoe (Abengourou)	8 700 000	8 961 000	9 229 830
21118010027 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Iffou (Daoukro)	10 564 000	10 880 920	11 207 348
21118010028 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du N'ZI Comoé (Dimbokro)	4 720 000	4 861 600	5 007 448
21118010029 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Hambol (Katiola)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21118010030 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Marahoué (Bouaflé)	4 950 000	5 098 500	5 251 455
21118010031 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Loh Djiboua (Divo)	6 300 000	6 489 000	6 683 670
21118010032 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la MÈ (Adzope)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21118010033 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	4 620 000	4 758 600	4 901 358

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21118 Administration Générale	12 956 535 865	13 410 345 746	13 839 774 676
21118010034 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Cavally (Guiglo)	4 500 000	4 635 000	4 774 050
21118010035 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Worodougou (Séguéla)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
21118010036 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gboklé (Sassandra)	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21118010037 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bafing (Touba)	3 700 000	3 811 000	3 925 330
21118010038 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	197 951 999	221 590 352	248 821 868
21118010040 Recruter les experts pour assister le Cabinet du Ministère / Convention BNETD	119 250 000	122 827 500	126 512 325
21118010041 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	3 900 000	4 017 000	4 137 510
2111802 Planification, programmation et suivi Evaluation	29 800 000	41 414 519	54 692 756
2 - Biens et services	14 800 000	15 244 000	15 701 320
21118020001 Organiser la planification générale des activités du Ministère, les suivre et les Evaluer	14 800 000	15 244 000	15 701 320
4 – Investissements	15 000 000	26 170 519	38 991 436
Trésor	15 000 000	26 170 519	38 991 436
21118020002 Renforcer le système de collecte et de gestion des données statistiques	15 000 000	26 170 519	38 991 436
2111803 Information et communication	10 000 000	10 300 000	10 609 000
2 - Biens et services	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21118030001 connecter le Ministère au réseau internet	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21118030003 Organiser la communication des activités du ministère (couverture médiatique, interview, conception de	5 000 000	5 150 000	5 304 500
2111804 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	12 318 609 866	12 725 041 655	13 101 106 455
1 – Personnels	11 359 817 450	11 710 578 347	12 061 339 246
21118040014 Gérer les Dépenses de personnels du Ministère	11 359 817 450	11 710 578 347	12 061 339 246
2 - Biens et services	958 792 416	1 014 463 308	1 039 767 209
21118040001 Gérer les ressources humaines du ministère	14 950 000	15 398 500	15 860 455
21118040002 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD/-PAP/CDMT	40 000 000	41 200 000	42 436 000
21118040003 Acquérir des Kits Pédagogiques pour les auditrices des IFEF et les centres de protection de la petite enfance	23 500 000	24 205 000	24 931 150
21118040004 Organiser les Journées statutaires du ministère	234 000 000	241 020 000	248 250 600
21118040005 Gérer les ressources financières et Matérielles du Ministère	39 660 000	40 849 800	42 075 294
21118040006 Organiser des Campagnes de sensibilisation sur les différentes thématiques du ministère	21 900 000	22 557 000	23 233 710
21118040007 Prendre en charge les Dépenses centralisées du MFFE	456 932 416	497 547 508	507 343 935
21118040009 Gérer la commande publique du Ministère	6 150 000	6 334 500	6 524 535
21118040010 Prendre en charge les missions hors CI	60 000 000	61 800 000	63 654 000
21118040011 Prendre en charge les missions en CI	61 700 000	63 551 000	65 457 530

II.2.1. Programme 2 : Promotion de la femme et du genre

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de la femme et du genre	Action 2.1 : Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre
	Action 2.2 : Développement des approches de lutte contre les VBG

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la Femme et du Genre						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et juridique en matière de promotion du genre et de justice sociale	Nombre d'instruments juridiques et réglementaires institutionnels adoptés	1	1	1	1	Dénombrement Source : DAJCI
	Proportion de cellules genre ministérielles fonctionnelles	33%	35%	40%	50%	Cellules genres fonctionnelles / cellules genres installées Source : DPGE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME II : PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE	1 531 880 000	1 785 006 050	1 740 921 257
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	216 200 000	119 686 000	123 276 580
Transferts	256 680 000	249 351 898	252 944 425
Investissements	1 059 000 000	1 415 968 152	1 364 700 252
Trésor	525 000 000	915 968 152	1 364 700 252
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	534 000 000	500 000 000	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
2211919 Promotion de la Femme et du genre	1 531 880 000	1 785 006 050	1 740 921 257
2211901 Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre	1 175 005 000	1 352 300 939	1 105 472 570
2 - Biens et services	116 200 000	119 686 000	123 276 580
22119010001 Coordonner les projets et activités de promotion du genre	4 450 000	4 583 500	4 721 005
22119010002 Apporter un appui à la promotion du genre	9 350 000	9 630 500	9 919 415
22119010004 Promouvoir le genre	7 100 000	7 313 000	7 532 390
22119010005 Veiller à la prise en compte du genre dans les politiques, plans et programmes	5 300 000	5 459 000	5 622 770
22119010006 Organiser la Journée internationale de la Femme	90 000 000	92 700 000	95 481 000
3 - Transferts	236 680 000	229 922 892	233 235 495
22119010009 Assister les femmes en détresses	230 000 000	223 433 603	226 652 712
22119010010 Apporter un appui au Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)	6 680 000	6 489 289	6 582 783
4 - Investissements	822 125 000	1 002 692 047	748 960 495
Trésor	288 125 000	502 692 047	748 960 495
22119010008 Appui promotion du genre femme et famille	288 125 000	502 692 047	748 960 495
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	534 000 000	500 000 000	0
22119010008 Appui promotion du genre femme et famille	534 000 000	500 000 000	0
2211902 Développement des approches de lutte contre les VBG	256 875 000	432 705 111	635 448 687
3 - Transferts	20 000 000	19 429 006	19 708 930
22119020004 Coordonner les projets et activités de lutte contre les Violences Basées sur le Genre	13 050 000	12 677 427	12 860 077
22119020005 Prendre en charge des victimes de VBG	6 950 000	6 751 579	6 848 853
4 - Investissements	236 875 000	413 276 105	615 739 757
Trésor	236 875 000	413 276 105	615 739 757
22119020003 Appui Renforcement capacité Nationale lutte contre les Violences Basées sur le Genre	236 875 000	413 276 105	615 739 757
2211904 Renforcement de l'autonomisation de la femme	100 000 000	0	0
2 - Biens et services	100 000 000	0	0
22119040001 Fond d'amitié et de coopération Ivoir-Burkinabé pour la promotion de la femme (FACIBF)	100 000 000	0	0

II.2.3. Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille	Action 3.1 : Promotion des conditions de bien-être familial.
	Action 3.2 : Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Promouvoir et consolider les familles	Nombre de ménages formés à la gestion des ressources familiales	200	400	600	800	Dénombrement Source : Direction de la Famille
	Nombre de familles sensibilisées à la promotion des valeurs morales	4 000	6 000	8 000	10 000	Dénombrement Source : Direction de la Famille

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME III : PROMOTION ET CONSOLIDATION DE LA FAMILLE	432 121 949	575 223 076	657 196 002
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	295 429 000	379 263 511	390 641 415
Transferts	55 000 000	53 429 775	54 199 562
Investissements	81 692 949	142 529 790	212 355 025
<i>Trésor</i>	81 692 949	142 529 790	212 355 025
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22120 Promotion et consolidation de la Famille	432 121 949	575 223 076	657 196 002
2212001 Promotion des conditions de bien-être familial	409 907 949	552 342 656	633 629 170
2 - Biens et services	273 215 000	356 383 091	367 074 583
22120010001 Soutenir les ménages vulnérables	45 000 000	46 350 000	47 740 500
22120010002 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de SIRASSO	4 800 000	4 944 000	5 092 320
22120010003 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BONGOUANOU	4 400 000	4 532 000	4 667 960
22120010004 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de KORHOGO	4 150 000	4 274 500	4 402 735
22120010005 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social AVENUE 1 TREICHVILLE	4 250 000	4 377 500	4 508 825
22120010006 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de DALOA	4 400 000	4 532 000	4 667 960
22120010007 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'ISSIA	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22120010008 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de DIMBOKRO	4 900 000	5 047 000	5 198 410
22120010009 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Soubré	4 400 000	4 532 000	4 667 960
22120010010 Superviser les activités d'éducatifs et de protection des enfants dans le Complexe Social d'ABOBO GARE	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22120010011 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social ADJAME 220 LOGEMENTS	6 650 000	6 849 500	7 054 985
22120010012 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de GRAND BEREBY	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22120010013 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Yopougon Port Bouet II	3 750 000	3 862 500	3 978 375
22120010014 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de MAN	4 200 000	4 326 000	4 455 780
22120010015 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d' ADZOPE	3 650 000	3 759 500	3 872 285
22120010016 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de DABAKALA	3 850 000	3 965 500	4 084 465
22120010017 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BONDOUKOU	12 000 000	12 360 000	12 730 800
22120010018 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de ODIENNE	4 900 000	5 047 000	5 198 410
22120010019 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Dévoué	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22120010020 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social KOUMASSI CENTRE	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22120010021 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Grand Gbapleu (EX CACE)	4 400 000	4 532 000	4 667 960
22120010022 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de GUIGLO	4 500 000	4 635 000	4 774 050
22120010023 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe socio-éducatif de BoniErEdougou (Dabakala)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22120010024 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BOUNA	4 400 000	4 532 000	4 667 960
22120010025 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif PORT-BOUET	4 400 000	4 532 000	4 667 960
22120010026 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'ADJAME SANTE	4 600 000	4 738 000	4 880 140

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22120 Promotion et consolidation de la Famille	432 121 949	575 223 076	657 196 002
22120010027 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social COCODY NORD	4 600 000	4 738 000	4 880 140
22120010028 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de BEOUMI	4 400 000	4 532 000	4 667 960
22120010029 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de TABOUI	3 950 000	4 068 500	4 190 555
22120010030 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Oumé	3 865 000	78 952 590	81 321 168
22120010031 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de BOUAKE	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22120010033 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de DIVO	4 900 000	5 047 000	5 198 410
22120010035 Apporter un appui technique au Ministère	4 900 000	5 047 000	5 198 410
22120010038 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de Yamoussoukro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22120010042 Apporter un soutien aux populations en difficulté	70 000 000	72 100 001	74 263 000
3 - Transferts	55 000 000	53 429 775	54 199 562
22120010039 Soutenir les ménages vulnérables	55 000 000	53 429 775	54 199 562
4 - Investissements	81 692 949	142 529 790	212 355 025
Trésor	81 692 949	142 529 790	212 355 025
22120010040 Construire et Réhabiliter les CSE (Port- Bouet, Koumassi, Cocody, Adjamé 220 Lgts, Dabakala)	56 692 949	98 912 259	147 369 299
22120010041 Construire des bâtiments au CSE Treichville Avenue 1	25 000 000	43 617 531	64 985 726
2212002 Renforcement du cadre règlementaire et institutionnel de protection des familles	22 214 000	22 880 420	23 566 832
2 - Biens et services	22 214 000	22 880 420	23 566 832
22120020001 Coordonner les activités en lien avec la thématique famille	7 600 000	7 828 000	8 062 840
22120020002 Prendre en charge les enfants privés de cellule familiale	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22120020003 coordonner les activités sectorielles de lutte contre le VIH/SIDA	5 364 000	5 524 920	5 690 667
22120020004 Finaliser la Politique Nationale de la Famille (PNF) et son plan d'actions	7 250 000	7 467 500	7 691 525

II.2.4. Programme 4 : Protection des Enfants et Adolescents Vulnérables

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protection des enfants et des adolescents vulnérables	Action 4.1 : Renforcement de la lutte contre la traite, l'exploitation et la violence faite aux enfants
	Action 4.2 : Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protection des enfants et adolescents vulnérables						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Renforcer les mécanismes de protections communautaires et institutionnelles des enfants.	Nombre de localités disposant d'un mécanisme communautaire de protection des enfants	700	800	900	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités de la DPE ; DEPE
	Nombre d'intervenants sociaux formés en soins et soutien aux OEV et leurs familles	150	170	200	300	Dénombrement Source : Rapport d'activités de la DPE ; DEPE

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME IV : PROTECTION DES ENFANTS ET ADOLESCENTS VULNERABLES	4 068 185 792	3 739 823 922	4 345 605 666
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	1 285 934 208	2 661 621 155	2 741 469 790
Transferts	4 930 794	4 790 022	4 859 034
Investissements	2 777 320 790	1 073 412 745	1 599 276 842
Trésor	568 620 790	1 073 412 745	1 599 276 842
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	2 208 700 000	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22121 Protection des Enfants et adolescents vulnérables	4 068 185 792	3 739 823 922	4 345 605 666
2212101 Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables	2 832 481 584	1 122 792 655	1 642 039 593
2 - Biens et services	60 230 000	62 036 900	63 898 007
22121010002 Organiser des séances de sensibilisation de masse et de proximité sur la traite des enfants	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22121010003 Renforcer le fonctionnement de la Ligne verte 116 Enfants en détresse	7 000 000	7 210 000	7 426 300
22121010008 Apporter un soutien social aux pensionnaires Centre d'Educatif zone IV C	44 550 000	45 886 500	47 263 095
22121010010 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE de Bileoulekro	3 680 000	3 790 400	3 904 112
3 - Transferts	4 930 794	4 790 022	4 859 034
22121010012 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnières privées	3 410 794	3 313 417	3 361 155
22121010013 Prendre en charge les hospitalisations et obsèques des enfants poupons	1 520 000	1 476 605	1 497 879

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22121 Protection des Enfants et adolescents vulnérables	4 068 185 792	3 739 823 922	4 345 605 666
4 - Investissements	2 767 320 790	1 055 965 733	1 573 282 552
Trésor	558 620 790	1 055 965 733	1 573 282 552
22121010004 Programme de coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents	225 000 000	392 557 777	584 871 536
22121010009 Réhabiliter et Equiper le centre éducatif zone 4c	120 000 000	34 894 025	51 988 581
22121010019 Prendre en charge les enfants et orphelins du SIDA	213 620 790	628 513 931	936 422 435
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	2 208 700 000	0	0
22121010004 Programme de coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents	583 600 000	0	0
22121010019 Prendre en charge les enfants et orphelins du SIDA	1 625 100 000	0	0
2212102 Renforcement de la lutte contre la traite l'exploitation et les violences faites aux enfants	1 235 704 208	2 617 031 267	2 703 566 073
2 - Biens et services	1 225 704 208	2 599 584 255	2 677 571 783
22121020001 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE Yakassé- Feyassé (Abengourou)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020002 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE ROSA D'ABOISSO	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020003 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Bouaké	171 775 685	235 019 968	242 070 566
22121020005 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE D'ANANGUIE (ADZOPE)	21 916 800	3 708 000	3 819 240
22121020006 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'Adaou	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020008 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE DE L'INDENIE DJUABLIN	3 600 000	3 708 000	3 819 240
22121020009 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance de Koumassi Nord Est Mamie Adjoua	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020010 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE P»RE OSCAR DE MAFERE (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020011 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE LES MOINEAUX D'AYAME (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020012 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE REVE D'ENFANTS de Moossou	4 180 000	4 305 400	4 434 562
22121020013 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE de KOUTO	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020014 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans la garderie d'enfants de Toumanguie-village	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020015 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE DE DJAKO DJOMAN D'AZITO	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020016 Apporter un soutien social aux pensionnaires de l'Orphelinat de BINGERVILLE	134 808 000	670 868 417	690 994 469
22121020017 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la petite enfance de Grand-Bassam	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020018 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE FOUMBOLO	3 450 000	3 553 500	3 660 105
22121020019 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE FRAMBO (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020020 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de Niablé	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020021 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de TIAPOUM	8 680 000	8 940 400	9 208 612
22121020022 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE ZINZENOU (ABENGOUROU)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020023 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance COCODY SUD	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020024 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de ZOUAN HOUNIEN	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020025 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'aboisso	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020026 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CACE de Bokala Niampondougou (Dabakala)	2 980 000	3 069 400	3 161 482
22121020027 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (C P P E) Mamie ADJOUA	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020028 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de Affiënou	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020029 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre de Protection de la Petite Enfance YOPOUGON ATTIE	3 680 000	3 790 400	3 904 112

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22121 Protection des Enfants et adolescents vulnérables	4 068 185 792	3 739 823 922	4 345 605 666
22121020030 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre D'ACTION COMMUNAUTAIRE POUR L'ENFANCE DE ZANZANSOU	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020031 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE Grace d'Ahoutoue (Alépé)	3 150 000	3 244 500	3 341 835
22121020032 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE POL AMEWE D'ABIATY (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020033 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance Eboinda (Tiapoum)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020034 Apporter un encadrement aux enfants de 2à5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de N'douci	3 980 000	4 099 400	4 222 382
22121020035 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Yopougon	165 589 300	363 991 803	374 911 558
22121020037 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'Agboville	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020038 Apporter un soutien social aux activités de l'Orphelinat de Grand-Bassam	150 458 480	346 305 034	356 694 185
22121020039 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de OGHLEWAPO	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020040 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance Tiassalé	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020041 Organiser la Journée de l'Enfant Africain	22 600 000	23 278 000	23 976 340
22121020042 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) les hameaux de la Palmeraie	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020043 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de Samo	5 780 000	5 953 400	6 132 002
22121020044 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance N'dakro (Koun-Fao)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020046 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE D'ASSE-ASSASSO (BONGOUANOU)	3 100 000	3 193 000	3 288 790
22121020047 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE SAYKRO (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020048 Apporter un soutien social aux pensionnaires CPPE DE NOE (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020050 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE LES PAPILLONS D'ADIAKE (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020051 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE KOTOAGNUAN (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020052 Gérer les activités de la Pouponnière MTHB	172 998 599	284 855 769	293 401 442
22121020053 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de Memni (Alépé)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020054 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la GARDERIE D'ENFANTS DE VIEIL AKLOJ (DABOU)	2 800 000	2 884 000	2 970 520
22121020055 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE Grand Moucho (Agboville)	19 430 000	110 858 900	114 184 667
22121020056 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) Aka Aouélé d'Aboisso	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020057 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Dabou	167 787 344	356 408 164	367 100 410
22121020058 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance d' Anono	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020059 Coordonner les interventions en matière de protection de l'enfant	6 750 000	6 952 500	7 161 075
22121020060 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE EJAMBO (ABOISSO)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020061 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de TIEDIO	3 050 000	3 141 500	3 235 745
22121020062 Animer le CPPE de N'guiémé (TIAPOUM)	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22121020064 Contribuer à la lutte contre les violences sur les enfants dans les établissements de remplacements	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22121020065 Promouvoir les droits de l'enfant et suivre la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Enfant	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22121020067 Apporter un appui au fonctionnement du Parlement des enfants	4 360 000	4 490 800	4 625 524
4 - Investissements	10 000 000	17 447 012	25 994 290
Trésor	10 000 000	17 447 012	25 994 290
22121020007 Prog. Prise en charge des enfants et adolescents vulnérables	10 000 000	17 447 012	25 994 290

SECTION 354 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA RIZICULTURE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le manque de cohérence et de constance des politiques mises en place ;
- la difficulté de soutenir d'un côté la filière et de baisser, de l'autre, la fiscalité sur les importations ;
- l'inadaptabilité des techniques ;
- le manque de confiance entre les acteurs de la filière.

I.1.2. Réponses apportées

- la modernisation et l'industrialisation du secteur de la transformation afin d'améliorer la qualité du riz local et concurrencer durablement le riz importé ;
- la création de l'Office National pour le Développement de la Riziculture (ONDR) ;
- la création de l'Agence pour le Développement de la Filière Riz (ADERIZ).

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire dans le domaine de la riziculture ;
- l'amélioration de la couverture des besoins en semences et intrants ;
- la promotion de la mécanisation et le développement de la recherche et de l'investissement privé.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la renforcement des capacités de l'interprofession rizicole ;
- la réalisation des investissements en infrastructures rizicoles ;
- la mise en place d'un mécanisme pérenne de couverture des besoins nationaux en semences de riz certifiées et en variétés améliorées

I.2.2. Résultats stratégiques

- la stratégie nationale de développement de la filière riz est développée ;
- l'augmentation de la production nationale de riz est assurée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Promotion de la Riziculture est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de riziculture.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- d'organiser le cadre de concertation des acteurs de la filière riz ;
- de réguler la production nationale, les importations et les exportations du riz ;
- d'apporter un appui au système de production du riz ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre un mécanisme durable et pérenne de production et de diffusion semencière ;
- de coordonner et de suivre les investissements en matière d'infrastructures rizicoles, notamment la réhabilitation des sites aménagés et la réalisation d'aménagements hydro-agricoles ;

- de mettre en place et de gérer un système d'information sur la filière riz ;
- de mettre en place un mécanisme de Sécurisation foncière des sites aménagés et à aménager ;
- d'apporter un appui à la mécanisation de la culture du riz ;
- de renforcer la recherche et le conseil agricole en matière rizicole ;
- de soutenir le transfert de technologie en matière rizicole ;
- de favoriser la transformation et la mise en marché rizicole ;
- de labelliser et de promouvoir le riz local.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Promotion de la riziculture

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG)			
P2 : Promotion de la riziculture	ND	Office National pour le Développement de la Riziculture (ONDR) ; Agence pour le Développement de la Filière Riz (ADERIZ)		

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : mettre en œuvre les politiques de développement de la filière du riz	RS 1 : la stratégie nationale de développement de la filière riz est développée	ND	ND
	RS 2 : l'augmentation de la production nationale de riz est assurée	ND	ND

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	1 703 826 598	1 337 453 550	1 437 267 421
1.1 Ressources Intérieures	1 703 826 598	1 337 453 550	1 437 267 421
1.1.1 Budget Etat	1 703 826 598	1 337 453 550	1 437 267 421
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	1 703 826 598	1 337 453 550	1 437 267 421
2.1 Personnel	1 072 326 598	1 085 267 390	1 098 488 789
2.1.1 Solde y compris EPN	1 072 326 598	1 085 267 390	1 098 488 789
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	451 500 000	0	0
2.3 Transferts	80 000 000	77 716 036	78 835 726
2.4 Investissements	100 000 000	174 470 124	259 942 906
Trésor	100 000 000	174 470 124	259 942 906
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du système d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Non déterminé	Non déterminé	ND	ND	ND	ND	Non déterminé

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du budget programme

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I: ADMINISTRATION GENERALE		451 500 000	0	0
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	451 500 000	0	0
	Transferts (1)	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21209 Administration générale	451 500 000	0	0
2120901 Coordination et animation	229 000 000	0	0
2 - Biens et services	229 000 000	0	0
21209010001 Coordonner les activités du ministère	75 000 000	0	0
21209010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	0	0
21209010003 Inspecter les services du ministère	20 000 000	0	0
21209010004 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	35 000 000	0	0
21209010005 Gérer les Dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	0	0
21209010006 Gérer les Dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	0	0
21209010007 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	0	0
2120902 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	190 000 000	0	0
2 - Biens et services	190 000 000	0	0
21209020001 gérer les ressources humaines du ministère	17 500 000	0	0
21209020002 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	140 500 000	0	0
21209020003 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	21 000 000	0	0
21209020004 Coordonner la passation des Marchés publics du ministère et suivre leur exécution	11 000 000	0	0
2120903 Information et communication	32 500 000	0	0
2 - Biens et services	32 500 000	0	0
21209030001 Elaborer et mettre en oeuvre la stratégie de Communication du ministère	11 000 000	0	0
21209030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	8 000 000	0	0
21209030003 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	0	0

II.2.2. Programme 2. Promotion de la Riziculture

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de la Riziculture	ND
	ND

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la Riziculture						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du secteur	ND					
	ND					

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : PROMOTION DE LA RIZICULTURE		1 252 326 598	1 337 453 550	1 437 267 421
	Dépenses de personnel	1 072 326 598	1 085 267 390	1 098 488 789
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts (1)	80 000 000	77 716 036	78 835 726
	Investissements	100 000 000	174 470 124	259 942 906
	<i>Trésor</i>	100 000 000	174 470 124	259 942 906
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22214 Promotion de la riziculture	1 252 326 598	1 337 453 550	1 437 267 421
2221401 Production et sécurité alimentaire	1 202 326 598	1 250 218 488	1 307 295 968
1 - Personnels	1 072 326 598	1 085 267 390	1 098 488 789
22214010005 Transférer les subventions équilibre personnel à l'ADERIZ	1 072 326 598	1 085 267 390	1 098 488 789
3 - Transferts	80 000 000	77 716 036	78 835 726
22214010001 Transférer les crédits en vue de suivre la production de la filière Riz (ADERIZ)	80 000 000	77 716 036	78 835 726
4 - Investissements	50 000 000	87 235 062	129 971 453
Trésor	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22214010003 Projet de production et de traitement des semences certifiées de riz en CI	50 000 000	87 235 062	129 971 453
2221402 Développement rural	50 000 000	87 235 062	129 971 453
4 - Investissements	50 000 000	87 235 062	129 971 453
Trésor	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22214020001 Projet d'Aménagement des Plaines Alluviales dans le District du Denguelé	50 000 000	87 235 062	129 971 453

SECTION 356: MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau du secteur de l'Economie Numérique

- une offre de services et réseaux larges bandes insuffisante (réseau national, accès international) ;
- une offre de contenus locaux quasi marginale ;
- des ressources humaines faiblement qualifiées ;
- la qualité/ coût des services offerts à la population reste à améliorer ;
- faible utilisation par la population des TIC ;
- la difficulté pour la population d'accéder aux équipements terminaux TIC ;
- des problèmes récurrents de cyber escroc.

Au niveau secteur de la Poste

- la mise en œuvre effective des textes ;
- les difficultés structurelles de gestion ;
- inadaptation des services et des ressources humaines de la Poste CI ;
- déficit financier ;
- la lenteur dans la réhabilitation des bureaux de postes.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau du sous- secteur Economie Numérique

- la prise de la loi n°2013-450 relative à la protection des données à caractère personnel;
- la prise de la loi n°2013-546 du 30 juillet 2013 relative aux transactions électroniques;
- le déploiement de 2 000 km de fibre optique sur 7000 Km prévus du projet de maillage du pays en fibre optique ;
- la connectivité Internationale à deux câbles sous-marins supplémentaires ;
- l'octroi de trois licences pour la fourniture de la téléphonie 4G ;
- le Contrôle de mesures de la qualité de service des opérateurs de téléphonie mobile;
- l'identification des abonnés à l'internet et à la téléphonie mobile ;
- la mutualisation des infrastructures TIC par les opérateurs ;
- le déploiement effectif du projet e-agriculture ;
- lancement des travaux d'aménagement de la zone franche du VITIB SA ;
- la prise de la loi n°2013-451 relative à la Lutte contre la Cybercriminalité;
- la poursuite du projet d'équipement des universités en couverture wifi.

I.1.2.2. Au niveau du sous-secteur de la Poste

- l'adoption et mise en œuvre par le gouvernement du plan de redressement de la Poste de Côte d'Ivoire ;
- l'adoption et mise en œuvre de la loi n° 2013-762 du 10 octobre 2013 portant nouveau code postal par l'Assemblée Nationale;
- la création d'une structure de régulation postale dont la gestion est confiée à l'ARTCI ;
- le rééquilibrage des comptes de la Poste de Côte d'Ivoire;
- la mise en œuvre du courrier hybride ;
- le lancement de nouvelles activités telles que la vente en ligne, la livraison à domicile, le courrier en ligne et le cash-cash;
- l'installation de la Conférence des Postes des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CPEAO) ;
- l'exécution du mécanisme de départ volontaire à la retraite des agents en âge avancé de la Poste de Côte d'Ivoire;
- la réhabilitation de 32 bureaux de poste dans la zone ex-CNO.

I.1.3. Défis et priorités

- la réforme et la numérisation du sous-secteur de la poste;
- la restructuration de la société Poste de CI ;
- la mise en œuvre effective du nouveau cadre réglementaire ;
- le développement d'infrastructures de Télécommunications /TIC ;
- le développement de l'accessibilité aux services de Télécommunications /TIC ;
- le développement de l'offre de contenu ;
- la formation d'une expertise nationale en matière de Télécommunications/TIC et en matière de services postaux ;
- le développement d'une économie numérique.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

I.2.1.1. Au niveau du sous-secteur Economie Numérique

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre législatif et réglementaire adéquat au développement d'une société numérique en Côte d'Ivoire ;
- le développement d'une infrastructure large bande en adéquation avec les enjeux de développement d'une société numérique ;
- la promotion de l'accessibilité à l'usage des Technologies de l'information et de la Communication, en générale, et à l'Internet en particulier ;
- l'incitation au développement de contenus locaux au profit des populations ;
- le développement d'une expertise nationale en matière de TIC.

I.2.1.2. Au niveau du sous-secteur de la Poste

- la réforme du cadre réglementaire ;
- la mise en place d'une Autorité de régulation du sous-secteur de la Poste ;
- l'élaboration d'un plan de redressement de la société la Poste de Côte d'Ivoire.

I.2.2. Résultats stratégiques

En vue d'atteindre les résultats stratégiques quatre objectifs ont été définis :

- doter les secteurs de l'économie numérique et de la poste d'un cadre législatif et réglementaire adéquat;
- développer et favoriser l'accessibilité au TIC ;
- promouvoir le développement de contenus locaux ;
- restructurer le secteur postal.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Economie Numérique et de la Poste est chargé de la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'Economie numérique et de poste.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Economie Numérique :

- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière d'Economie Numérique ;
- mises en œuvre de stratégies et de plans d'action pour le développement d'un environnement numérique ;
- développement de l'accès au réseau numérique ;
- mises en œuvre d'une politique visant à réduire la fracture numérique ;
- mises en œuvre de la politique d'informatisation de l'Administration, en liaison avec le Ministre chargé de la Fonction Publique ;
- promotion et vulgarisation de l'Economie Numérique ;
- promotion des ressources humaines et développement d'une expertise nationale en matière d'Economie Numérique, en liaison avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique ;
- promotion de la formation et de la recherche scientifique et technologique en matière d'Economie Numérique ;
- Contrôle de la programmation, de la mise en œuvre de la politique d'exploitation et de maintenance des infrastructures techniques du secteur public ;
- promotion et incitation au développement de l'industrie dans le domaine de l'Economie Numérique, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- participation aux négociations des accords et suivi des engagements internationaux en matière d'Economie Numérique, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- initiation et promotion de la coopération en matière d'Economie Numérique ;
- Contrôle de la programmation et de la réalisation des infrastructures et des équipements du secteur des Télécommunications ainsi que leur maintenance ;
- Contrôle de la réglementation en matière de Télécommunications ;
- suivi des concessions dans les différents secteurs d'infrastructures de Télécommunication.

I.3.2. En matière de Poste

- élaboration et suivi de, l'application de la réglementation en matière de Poste ;
- réalisation des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- maintenance des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- maintenance des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- Contrôle de la réglementation en matière postale ;
- promotion de la formation et de la recherche scientifique en matière postale.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale ;
- **Programme 2** : Economie Numérique et Poste
- **Programme 3** : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, D.A.F, DAJCI, DRH, SDA, SERCOM, DPS,			
Programme 2 : Economie Numérique et Poste	DPTIC, DCP	ANSUT, VITIB SA. , BCCA, ESATIC, AIGF, ARTCI, La Poste CI, EMSP, SNDI	<ul style="list-style-type: none"> -Travaux d'aménagement de la zone franche de Grand-Bassam -Réhabiliter et équiper l'ESATIC -Créer et équiper des laboratoires (télécoms, électronique, informatique...) -Construire et équiper des bâtiments et dortoirs (dortoirs de 120 places, amphithéâtre de 300 places, hôtel pour les enseignants...) -Réouverture des 66 bureaux de poste dans les zones ex-CNO -Projet solutions Numériques pour le Désenclavement des zones rurales et l'E-agriculture (PSNDEA) 	<ul style="list-style-type: none"> -Phase pilote par la création de 12 cyber-centres dans les villages (ANSUT) -Création de 5000 cyber centres dans les villages (ANSUT) -Mise en place d'un Réseau National Haut Débit Fibre Optique (ANSUT) - Interconnexion des Universités et Grandes écoles publiques et privés (ANSUT) -Mise en place d'un réseau national CDMA (ANSUT) ; -Réaliser le projet des Télécommunications d'Urgence (ANSUT) -Poursuivre la mise en œuvre du projet de gouvernance électronique (E-GOUV) (ANSUT) -Mise en œuvre du Projet un citoyen un ordinateur + une connexion Internet pour 500 000 foyers (ANSUT) -Mettre en Place un Système de Veille Technologique (système d'ingénierie du Spectre) (AIGF) - Assurer une meilleure planification du spectre (AIGF) -Réaménager les bandes GSM et les RRI (AIGF) - Acquérir les outils de prédiction pour la coordination et le Contrôle des fréquences et des implantations (AIGF) - Implanter 15 stations de Contrôle des fréquences sur le territoire national et assurer la mise à niveau de la station d'Abidjan (AIGF) -Restaurer le système de gestion et de Contrôle automatisés du spectre(SGCAS) (AIGF) - Réaliser le projet de Centre Régional de Tests de Conformité et d'interopérabilité (AIGF) - Mettre en œuvre les Campagnes annuelles de mesures Rayonnement Non Ionisant (RNI) (AIGF) - Mettre en place des mesures et des dispositifs de Sécurisation des transactions électroniques (ARTCI) -- Protéger les Infrastructures Télécoms/TIC Critiques de l'Etat(ARTCI) - Renforcement de la cellule de lutte contre la cybercriminalité (ARTCI) - Construire et équiper une annexe de l'ESATIC au sein du VITIB - Récupérer la totalité du patrimoine de l'ESATIC - Créer un incubateur TIC à l'ESATIC - Achever l'aménagement des 180 premiers hectares de terrain (VITIB) - Poursuivre l'aménagement de la zone franche (zone de 62 Ha complémentaire) (VITIB)

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place un dispositif de gestion susceptible d'amener tous les acteurs et animateurs à l'adoption de la culture de résultat	RS 1 : La gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1 : Nombre de textes réglementaires mis en œuvre	Dénombrement Source: Rapport Cabinet
OG 2 : Favoriser le développement harmonieux des TIC pour le bien-être des populations et le développement d'infrastructures adéquates à la Poste Côte d'Ivoire	RS 2 : La couverture nationale en internet est améliorée	IP 2.1 : Taux de couverture du territoire national en matière d'économie numérique	Nombre de localités nationales couvertes / Nombre total de localités identifiées Source : Rapport de la DPTIC
	RS 3 : L'accessibilité de la population aux outils TIC est effective	IP 3.1 : Proportion de la population ayant accès aux TIC	Population ayant accès aux outils TIC / Population totale ciblée Source : Rapport de la DPTIC
	RS 4 : La fonctionnalité de la poste est améliorée	IP 4.1: Taux de réhabilitation des bureaux de poste dans les zones ex CNO IP 4.2: Taux d'apurement de la dette mandat	- Nombre de bureaux de poste réhabilités / Nombre de bureaux de poste à Réhabiliter - Montant de la dette mandat payée /Montant à payer Source : Rapport de la DPTIC

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	49 503 512 042	79 466 817 536	88 557 766 857
1.1 Ressources Intérieures	39 314 512 042	72 865 817 536	81 888 766 857
1.1.1 Budget Etat	39 314 512 042	72 865 817 536	81 888 766 857
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	10 189 000 000	6 601 000 000	6 669 000 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	10 189 000 000	6 601 000 000	6 669 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	49 503 512 042	79 466 817 536	88 557 766 857
2.1 Personnel	1 555 784 908	1 531 691 887	1 555 016 790
2.1.1 Solde y compris EPN	1 555 784 908	1 531 691 887	1 555 016 790
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	4 258 768 323	2 968 345 341	3 041 243 389
2.3 Transferts	30 045 818 051	33 844 904 835	37 965 696 547
2.4 Investissements	13 643 140 760	41 121 875 473	45 995 810 131
Trésor	3 454 140 760	34 520 875 473	39 326 810 131
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 189 000 000	6 601 000 000	6 669 000 000

II. 2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre Institutionnel et Juridique des secteurs de l'économie numérique et de la Poste	Nombre de textes législatif et réglementaire des secteurs de la Poste et des TIC	2	5	3	3	Dénombrement Source : Rapport de la DAJCI
	Nombre de campagnes de sensibilisation sur les textes	2	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport de la DAJCI
OS 2 : Renforcer la gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	Taux d'agents formés	95%	100%	100%	100%	Nombre d'agents formés / Nombre d'agents ciblés Source : Rapport de la DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	90%	90%	90%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport de la DAF
OS 3 : Améliorer le système d'information, de communication et d'archivage du ministère	Taux d'élaboration de répertoires de documents	40%	60%	80%	90%	Nombre de répertoires réalisés / Nombre de répertoires identifiés Source : Rapport du SDA
	Taux de numérisation des cartons	10%	60%	70%	80%	Nombre de cartons numérisés / Nombre total des cartons ciblés Source : Rapport du SDA
OS 4 : Amélioration de la planification des activités du ministère	Taux de projets suivis et évalués	30%	40%	50%	70%	Nombre de projets suivi / Nombre total de projets existants Source : Rapport de la DPSIS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections Finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	2 199 192 770	2 116 156 255	2 141 702 305
Dépenses de personnel	1 003 276 341	972 515 670	989 028 342
Dépenses en biens et services	1 195 916 429	1 143 640 585	1 152 673 963
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21125 Administration Générale	2 199 192 770	2 116 156 255	2 141 702 305
2112501 Coordination et animation du ministère	524 974 950	462 694 200	450 795 026
2 - Biens et services	524 974 950	462 694 200	450 795 026
21125010006 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'économie numérique et de poste	161 800 000	115 124 000	118 547 721
21125010009 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	260 251 200	268 058 736	276 100 498
21125010010 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	43 000 000	38 390 000	13 791 700
21125010011 Renforcer la gouvernance des Directions et Services rattachés au cabinet et les structures sous tutelles	7 000 000	7 210 000	7 426 300
21125010012 Apporter un appui juridique aux services du ministère	38 007 500	18 547 726	19 104 157
21125010013 Coordonner la coopération internationale dans le secteur de l'Economie Numérique et de la Poste	4 070 000	4 192 100	4 317 863
21125010014 Elaborer les Contrats et accords de coopération et gérer les contentieux	10 846 250	11 171 638	11 506 787
2112502 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	1 496 793 923	1 481 015 441	1 513 286 067
1 - Personnels	1 003 276 341	972 515 670	989 028 342
21125020001 Prendre en charge le salaire du personnel	471 036 341	474 018 252	477 016 308
21125020021 Assurer la masse salariale de la poste de Côte d'Ivoire	532 240 000	498 497 418	512 012 034
2 - Biens et services	493 517 582	508 499 771	524 257 725
21125020005 Exécuter les Dépenses d'abonnement du ministère (Dir Patrimoine)	68 112 993	72 553 045	77 452 596
21125020007 Prendre en charge les missions hors CI	70 000 000	70 000 000	70 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
21125 Administration Générale	2 199 192 770	2 116 156 255	2 141 702 305
21125020008 Prendre en charge les missions en CI	40 000 000	41 200 000	42 436 000
21125020010 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	25 450 403	26 213 915	27 000 333
21125020011 Gérer les ressources financières du ministère	21 800 000	22 454 000	23 127 620
21125020012 Suivre l'exécution du Budget du Ministère	16 700 000	17 201 000	17 717 030
21125020013 Gérer les ressources Matérielles du ministère	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21125020014 Prendre en charge les Dépenses liées aux renforcements des capacités Matérielles, techniques et opérationnelles des services du ministère	156 463 765	161 157 678	165 992 408
21125020015 Organiser 2 séminaires de formation des acteurs du ministère à l'appropriation des nouvelles procédures du Budget programme	29 650 000	30 539 500	31 455 685
21125020016 Gérer les ressources humaines du ministère	24 734 941	25 476 989	26 241 299
21125020017 Renforcer les capacités du personnel du ministère	21 800 000	22 454 000	23 127 620
21125020018 Gérer la commande publique du ministère	6 805 480	7 009 644	7 219 934
21125020019 Suivre l'exécution des Marchés du Ministère	4 500 000	4 635 000	4 774 050
21125020020 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
2112503 Information et communication	132 723 897	126 405 614	130 198 982
2 - Biens et services	132 723 897	126 405 614	130 198 982
21125030001 Organiser la communication des activités du ministère (SERCOM)	101 223 897	104 260 614	107 388 432
21125030002 Gérer les archives du ministère	27 000 000	17 510 000	18 036 500
21125030003 Produire des recueils de textes législatifs et réglementaires du secteur	4 500 000	4 635 000	4 774 050
2112504 Planification, programmation et suivi-Evaluation	44 700 000	46 041 000	47 422 230
2 - Biens et services	44 700 000	46 041 000	47 422 230
21125040001 Organiser la planification générale des activités du MENUP	30 500 000	31 415 000	32 357 450
21125040002 Assurer le fonctionnement du réseau et des applicatifs et fournir l'assistance au personnel du ministère	5 200 000	5 356 000	5 516 680
21125040003 Réaliser les Etudes et la production des statistiques du ministère	9 000 000	9 270 000	9 548 100

II.2.2 : Programme 2 : Economie Numérique et Poste

II.2.2.1 : Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Economie Numérique et Poste	Action 2.1: Développement du secteur de l'Economie Numérique et du secteur de la poste
	Action 2.2: Développement de la zone franche de Grand Bassam

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Economie Numérique et Poste						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Promouvoir et vulgariser les TIC sur le territoire national	Taux de pénétration de haut débit	40%	47%	50%	60%	Nombre d'abonnés d'internet haut débit / Population totale Source : ARTCI
	Taux de couverture de la population en internet et DATA	80%	95%	98%	100%	Population couverte en internet et DATA / population totale estimée Source : ARTCI
OS 2 : Moderniser les infrastructures TIC	Nombre de kilomètres de fibre optique déployé	5.000 km	ND	ND	ND	Comptage Source : ANSUT
OS 3 : Promouvoir la création d'unités industrielles en matière de TIC et Biotechnologie en Zone Franche	Taux d'exécution des projets d'infrastructures et d'équipements	60%	ND	ND	ND	Nombre de projets exécutés / Nombre total de projets à exécuter Source : UEPZFBTIC
	Taux de croissance du chiffre d'affaires global des entreprises maintenu dans la zone franche	5%	5%	5%	5%	Taux de croissance du CA de l'année N / Taux de croissance du CA de l'année N-1 Source : VITIB
	Nombre de projets incubés	5	10	15	20	Dénombrement Source : VITIB

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
PROGRAMME II : ECONOMIE NUMERIQUE ET POSTE		19 979 319 272	45 750 661 281	51 441 064 552
	Dépenses de personnel	552 508 567	559 176 217	565 988 448
	Dépenses en biens et services	3 062 851 894	1 824 704 756	1 888 569 426
	Transferts	2 720 818 051	2 244 904 835	2 990 696 547
	Investissements	13 643 140 760	41 121 875 473	45 995 810 131
	<i>Trésor</i>	3 454 140 760	34 520 875 473	39 326 810 131
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	10 189 000 000	6 601 000 000	6 669 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22126 Economie numérique et poste	19 979 319 272	45 750 661 281	51 441 064 552
2212601 Développement du secteur de l'Economie numérique	13 244 841 659	10 890 565 164	12 409 314 663
1 - Personnels	552 508 567	559 176 217	565 988 448
22126010032 effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ESATIC	552 508 567	559 176 217	565 988 448
2 - Biens et services	62 851 894	65 051 711	67 328 524
22126010017 Equiper trois salles multimédias au profit des personnes en situation d'handicapé dans le cadre du Programme E - Handicap (Accessibilité et développement inclusif de l'ENUM)	23 000 000	23 805 000	24 638 175
22126010018 Mettre gratuitement à la disposition du grand public certains contenus pédagogiques et didactique via internet	5 052 500	5 229 338	5 412 365
22126010019 Organiser un atelier de formations des parties prenantes dans le cadre de la création des infrastructures de développement du capital humain de base autour de l'IOT dédié aux villes intelligentes	5 532 886	5 726 537	5 926 966
22126010020 Reformuler la réglementation et le code postal	2 621 000	2 712 735	2 807 682
22126010021 Elaborer une stratégie nationale de développement de l'Economie numérique et mettre en place un plan numérique pour chaque ministère	2 570 000	2 659 950	2 753 049
22126010022 Organiser les Journées nationales de l'Economie numérique	20 575 508	21 295 651	22 040 999
22126010023 Organiser les Journées inter-Ecoles dédiées aux Etudiants en Télécommunications et en informatique	3 500 000	3 622 500	3 749 288
3 - Transferts	766 340 438	744 461 763	755 187 560
22126010016 Former des spécialistes dans le domaine des Technologies de l'information et de la Communication	516 340 438	501 599 151	508 825 916
22126010024 Renforcer les capacités des agents de l'Etat à l'utilisation des outils informatiques	250 000 000	242 862 612	246 361 644
4 - Investissements	11 863 140 760	9 521 875 473	11 020 810 131
Trésor	1 674 140 760	2 920 875 473	4 351 810 131
22126010001 Réhabiliter et Equiper l'ESATIC	874 140 760	1 525 114 475	2 272 266 888
22126010031 intégrer le digital dans le secteur agricole	800 000 000	1 395 760 998	2 079 543 243
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 189 000 000	6 601 000 000	6 669 000 000
22126010031 intégrer le digital dans le secteur agricole	10 189 000 000	6 601 000 000	6 669 000 000
2212602 Développement de la zone franche de Grand Bassam	1 629 329 743	872 350 624	1 299 714 527
3 - Transferts	129 329 743	872 350 624	1 299 714 527
22126020010 Suivre l'exécution technique et financière et l'Evaluation des projets sur le site de la zone franche	129 329 743	872 350 624	1 299 714 527
4 - Investissements	1 500 000 000	0	0
Trésor	1 500 000 000	0	0
22126020017 Aménager la zone franche de Grand Bassam	1 500 000 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
22126 Economie numérique et poste	19 979 319 272	45 750 661 281	51 441 064 552
2212603 Développement du secteur du secteur poste	5 105 147 870	33 987 745 493	37 732 035 362
2 - Biens et services	3 000 000 000	1 759 653 045	1 821 240 902
22126030015 Organiser le 27ème congrès de l'Union Postale Universelle	3 000 000 000	1 759 653 045	1 821 240 902
3 - Transferts	1 825 147 870	628 092 448	935 794 460
22126030008 Réaliser le service postal au niveau national et international	1 700 147 870	314 046 224	467 897 230
22126030011 Former des spécialistes dans le domaine de la Poste	125 000 000	314 046 224	467 897 230
4 - Investissements	280 000 000	31 600 000 000	34 975 000 000
Trésor	280 000 000	31 600 000 000	34 975 000 000
22126030009 Poursuivre la réhabilitation des bureaux de postes dans les zones ex-cno	280 000 000	31 600 000 000	34 975 000 000

II.2.3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections Finales		
	2020	2021	2022
PROGRAMME III : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	27 325 000 000	31 600 000 000	34 975 000 000
Dépenses de personnel	0,00	0,00	0,00
Dépenses en biens et services	0,00	0,00	0,00
Transferts	27 325 000 000	31 600 000 000	34 975 000 000
Investissements	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
23203 Comptes Spéciaux du Trésor	27 325 000 000	31 600 000 000	34 975 000 000
2320301 Gestion des Comptes Spéciaux du Trésor	27 325 000 000	31 600 000 000	34 975 000 000
3 - Transferts	27 325 000 000	31 600 000 000	34 975 000 000
23205010001 Soutenir l'activité de régulation du secteur des télécommunications	3 325 000 000	3 600 000 000	3 975 000 000
23205010002 Transférer la Taxe pour le Développement des nouvelles technologies en zones rurales (ANSUT)	24 000 000 000	28 000 000 000	31 000 000 000

SECTION 357: MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence d'un cadre national de concertation et de coordination des programmes et des différentes politiques ;
- l'insuffisance d'Institutions Socio-éducatives (ISE) de Jeunesse ;
- la montée relativement importante du phénomène des jeunes filles-mères au sein de la société ;
- la prolifération du phénomène des fumeurs à Abidjan ;
- la forte prévalence de certaines pratiques néfastes chez les adolescentes, notamment l'excision, les mariages précoces et forcés ;
- les grossesses et harcèlements en milieux scolaires ;
- l'augmentation du taux de prévalence du VIH/Sida en milieu jeune ;
- la démission des apprenants et des formateurs du système éducation / formation ;
- la non scolarisation des jeunes filles dans certaines communautés ;
- l'inadéquation des compétences des jeunes aux besoins en main d'œuvre qualifiée des Entreprises ;
- l'offre de formation du système éducatif non adaptée aux compétences spécifiques et opérationnelles recherchées par les employeurs ;
- la précarité des emplois occupés par les jeunes ;
- la faible qualité de l'entrepreneuriat jeune.

I.1.2. Réponses apportées

- la création d'un ministère dédié aux problématiques de la jeunesse ;
- la création de l'Agence Emplois Jeunes ;
- la création du Conseil National des Jeunes (CNJCI) ;
- la mise en place de financements des projets de la jeunesse ;
- la mise en place de projets de promotion et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs ;
- l'organisation de campagnes thématiques pour le changement de comportement (CCC), à l'endroit des jeunes ;
- la mise en place d'une plate-forme technologique dénommée U-report d'échange entre les jeunes eux-mêmes, et les jeunes et les spécialistes dans divers domaines d'intérêt ;
- l'élaboration d'un projet de construction, réhabilitation et équipement d'ISE dénommé « Projet ISE 2019-2023 » ;
- l'élaboration d'un projet de loi d'orientation de la jeunesse ;
- l'élaboration d'un document de Politique Nationale de la Jeunesse 2016-2020 ;
- l'organisation de formations des jeunes à l'insertion professionnelle ;
- la relance du programme carte jeune.

I.1.3. Défis et priorités

- l'adhésion des fédérations de jeunesse au CNJCI ;
- la réduction de la vulnérabilité des jeunes face aux fléaux sociaux ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement de l'ensemble des Institutions Socio-Educatives (ISE) ;
- l'amélioration de l'offre de service public d'emploi et de l'insertion des jeunes ;
- l'accroissement des ressources pour le financement des projets et programmes d'insertion des jeunes.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Promotion et de la Protection de la Jeunesse ;
- la promotion de l'emploi des jeunes en œuvre de la Stratégie Nationale d'Insertion d'Emplois Jeunes et d'Autonomisation de la Jeunesse.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse est amélioré ;
- l'environnement socio-éducatif des jeunes est amélioré ;
- les jeunes ont accès à un emploi productif et durable.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Promotion de la Jeunesse

- mise en œuvre de politiques spécifiques en faveur des jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de Promotion de la jeunesse ;
- éducation, formation permanente et promotion des jeunes non scolarisés et déscolarisés ;
- préparation des jeunes à l'autonomie individuelle ;
- organisation, réglementation, tutelle, Contrôle et évaluation des organisations et mouvements de jeunesse ;
- formation du personnel enseignant en éducation permanente ;
- développement de la coopération internationale en matière de jeunesse.

I.3.2. En matière d'Emploi des Jeunes

- définition et orientation de la politique nationale en matière d'Emploi des Jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière d'Emploi des Jeunes ;
- élaboration, en relation avec les Ministères concernés, des stratégies et des programmes en faveur de l'Emploi des Jeunes ;
- Contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'Emploi des Jeunes ;
- identification de mesures visant la création d'emplois en faveur des jeunes ;
- conception de l'employabilité et la facilitation de l'insertion professionnelle des jeunes.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion de la Jeunesse ;
- Programme 3 : Emploi des Jeunes.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ETRÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAFP, DRH, DPSD, DAJC, DCRP, SI, SQN, DR, DD, FNJ Liquidation, AGEPE Liquidation.			
Programme 2 : Promotion de la Jeunesse	DPJ, DVARCJ, DISE.	Associations Fédérations de Jeunesse ; CNJCI		- Promotion sante sexuelle et de la reproduction et renforcement des compétences des adolescents et des jeunes / DPJ ; - Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ) de la CONFEJES / DVARCJ
Programme 3 : Emploi des Jeunes	DAEJC	- Agence Nationale pour l'Insertion et l'Emploi des Jeunes (AEJ) ; - Bureau de Coordination des Programmes Emploi (BCP-Emploi)	-Appui projets jeunes - AEJ - Mise en œuvre de la stratégie de relance de l'emploi - Construction et équipement des antennes de l'Agence Emploi Jeunes (Daloa, Korhogo, Seguella, Béoumi) - Renforcement des capacités de l'agence emploi jeunes - Projet d'insertion des jeunes dans l'agribusiness Enable Youth Côte d'Ivoire / Etude - Emploi jeunes / 2ème C2D -Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (PEJEDEC) / Phase 2	- Fonds de l'amitié et de la coopération ivoiro-burkinabé pour l'insertion des jeunes (FACIBIJ) / AEJ - Mise en place d'un dispositif de suivi de l'emploi dans les investissements publics et privés / Etude / AEJ

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur jeunesse.	RS 1 : La gouvernance du secteur jeunesse est améliorée.	IP 1.1 : Nombre de documents de politique et textes juridiques élaborés et mis en œuvre	Dénombrement Source : Rapport d'activité DAJC / IG / Cabinet
		IP 1.2 : Nombre de rapports de suivi-évaluation	Dénombrement Source : Rapport d'activité / IG / DPSD
		IP 1.3 : Nombre d'agents ayant bénéficié de sessions de renforcements de capacité.	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DRH
		IP 1.4 : Taux d'exécution budgétaire	Montant exécuté / Dotation budgétaire Source : Rapport d'activité / DAFP

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Assurer un meilleur encadrement de la jeunesse	RS 2 : L'environnement socio-éducatif des jeunes est amélioré	IP 2.1 : Nombre de fédérations de jeunesse affiliées au CNJCI	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DVARCJ
		IP 2.2 : Nombre de jeunes ayant bénéficié de sessions de renforcement de capacité	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DVARCJ
		IP 2.3 : Proportion de jeunes touchés par les campagnes pour le changement de comportement (CCC)	Nombre de jeunes touchés / Nombre de jeunes prévus Source : Rapport d'activité / DPJ
		IP 2.4 : Nombre d'ISE construites, réhabilitées et équipées	Dénombrement Source : PV de réception / DISE
OG 3 : Permettre aux jeunes d'avoir accès à un emploi productif et durable	RS 3 : Les jeunes ont accès à un emploi productif et durable	IP 3.1 : Proportion de jeunes ayant effectivement bénéficié de programmes d'insertion.	Nombre de bénéficiaires effectifs / Nombre de bénéficiaires prévus Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-E

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	18 172 738 347	12 887 844 106	12 808 755 337
1.1 Ressources Intérieures	12 161 338 347	12 427 941 762	12 808 755 337
1.1.1 Budget Etat	12 161 338 347	12 427 941 762	12 808 755 337
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	6 011 400 000	459 902 344	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	6 011 400 000	459 902 344	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	18 172 738 347	12 887 844 106	12 808 755 337
2.1 Personnel	3 525 450 133	3 557 699 628	3 590 463 602
2.1.1 Solde y compris EPN	3 525 450 133	3 557 699 628	3 590 463 602
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 833 443 504	1 841 241 869	1 897 820 717
2.3 Transferts	672 369 772	653 173 918	662 584 492
2.4 Investissement*	12 141 474 938	6 835 728 691	6 657 886 526
Trésor	6 130 074 938	6 375 826 347	6 657 886 526
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	6 011 400 000	459 902 344	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination de la politique du secteur jeunesse
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.3 : Information et communication
	Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse	Nombre de textes pris	1	7	10	10	Dénombrement Source : Rapport d'activité / Cabinet / DAJC
	Nombre d'accords et de conventions signés et exécutés	5	10	15	15	Dénombrement Source : Rapport Cabinet / DAJC
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	Nombre d'agents du Ministère ayant bénéficié d'une formation au niveau national	102	200	200	200	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DRH / Service Informatique / Cellule Genre
	Nombre de cadres du Ministère ayant bénéficié d'une formation à l'étranger	10	10	10	10	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DRH
	Taux d'exécution budgétaire	82,02%	70%	70%	70%	Budget exécuté / Crédits autorisés au budget actuel Source : Rapport d'activité / DAF
OS 3 : Améliorer la visibilité du Ministère	Nombre d'exemplaires de bulletins d'informations trimestrielles produits et distribués	500	500	500	500	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DCRP
	Nombre d'activités couvertes		30	30	30	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DCRP
OS 4 : Améliorer le dispositif de planification, programmation et de suivi-évaluation du Ministère	Nombre de missions d'inspections effectuées	2	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport d'activité / IG
	Nombre de rapports de suivi-évaluation produits	4	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DPSD

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		3 423 373 539	3 433 026 364	3 493 064 437
	Dépenses de personnel	1 844 444 153	1 856 407 340	1 868 445 117
	Dépenses en biens et services	1 536 686 501	1 535 582 155	1 582 991 213
	Transferts	42 242 885	41 036 869	41 628 107
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21127 Administration Générale	3 423 373 539	3 433 026 364	3 493 064 437
2112701 Coordination de la politique du secteur jeunesse	629 925 944	650 028 779	670 871 238
2 - Biens et services	629 925 944	650 028 779	670 871 238
21127010001 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Toumodi	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010002 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Issia	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010003 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Iffou (Daoukro)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Niakaramadougou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Toulepleu	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Grand-Lahou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Dabakala	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zoun Hounien	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bouaflé	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sakassou	3 500 000	3 605 000	3 713 150

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21127 Administration Générale	3 423 373 539	3 433 026 364	3 493 064 437
21127010012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de JACQUEVILLE	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tengrela	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sinématiali	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010015 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Lagunes (ABIDJAN)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010016 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Akoupé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010017 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Worodougou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010018 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Moronou (Bongouanou)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bangolo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010020 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bocanda	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010021 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bettié	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010022 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'bahiakro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010023 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Montagnes	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010024 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiassalé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010025 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Alépé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010026 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Yakassé Attobrou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010027 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Grand-Bassam	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010028 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Djékanou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010029 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Madinani	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010030 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Facobly	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010031 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gôh (GAGNOA)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010032 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gbôkle (Sassandra)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010033 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouto	3 500 000	3 605 000	3 713 150

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21127 Administration Générale	3 423 373 539	3 433 026 364	3 493 064 437
21127010034 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Arrah	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010035 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Méagui	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010036 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Buyo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010037 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Tchogolo (Ferké)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010039 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Sud Comoé (ABOISSO)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010040 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kani	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010041 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sinfra	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010042 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Abidjan	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010043 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiebissou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010044 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Folon	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010045 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Ouangolo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010046 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Dianra	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010047 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Bere (Mankono)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010048 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouibly	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010049 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bottro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010050 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'bengué	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010051 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Ouaninou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010052 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Danané	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010053 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Vavoua	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010054 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Blolequin	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010055 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kounahiri	3 500 000	3 605 000	3 713 150

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21127 Administration Générale	3 423 373 539	3 433 026 364	3 493 064 437
21127010056 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Haut-Sassandra (DALOA)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010057 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Biankouma	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010058 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouassikouassikro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010059 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Nawa (Soubré)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010060 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Adiaké	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010061 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Prikro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010062 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Poro (Korhogo)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010063 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de l'Indiénié Djuablin (ABENGOUROU)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010064 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Boukani (Bouna)	4 000 000	4 120 000	4 243 560
21127010065 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de la Mé (Adzopé)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010066 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Koun-Fao	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010067 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Agnibilekro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010068 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de l'Agnéby Tiassa (AGBOVILLE)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010069 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sandégué	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010070 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Béoumi	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010071 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Koro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010072 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Hambol Katiola	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010073 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Fresco	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010074 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiapoum	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010075 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Didiévi	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010076 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	4 000 000	4 120 000	4 243 600

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21127 Administration Générale	3 423 373 539	3 433 026 364	3 493 064 437
21127010077 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tanda	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010078 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Nassian	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010079 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zuénoula	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010080 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Grands Ponts (DABOU)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010081 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Samatiguila	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010082 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du BAFING (TOUBA)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010083 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du N'Zi (Dimbokro)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010084 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kong	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010085 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gbèkè (Bouaké)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010086 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de San-Pedro (SAN PEDRO)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010088 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de la Bagoué (Boundiali)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010089 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Lôh-Djiboua (DIVO)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010090 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zoukougbeu	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010091 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Lakota	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010092 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Guemon (Duekoué)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010093 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Cavally (Guiglo)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010094 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Guitry	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010096 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Gueyo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010098 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Gbéléban	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010099 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'batto	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010100 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Denguélé (Odiénné)	4 000 000	4 120 000	4 243 600

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21127 Administration Générale	3 423 373 539	3 433 026 364	3 493 064 437
21127010101 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gontougou (BONDOUKOU)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010102 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de TABOU	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010103 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sikensi	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010104 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Oumé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010105 Accompagner le processus qualité et de normalisation au niveau des différents services du ministère	5 543 249	5 709 546	5 880 833
21127010106 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	160 000 000	164 800 000	169 743 999
21127010107 Apporter un appui juridique aux services du ministère	23 000 000	23 690 000	24 400 700
21127010108 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21127010109 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère	26 000 000	26 780 000	27 583 400
21127010110 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	31 882 695	34 044 233	36 407 196
21127010112 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Taabo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010113 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tai	3 500 000	3 605 000	3 713 150
21127010115 Promouvoir le genre dans le ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
2112702 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	2 705 801 271	2 692 721 871	2 729 209 214
1 - Personnels	1 844 444 153	1 856 407 340	1 868 445 117
21127020013 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire du Ministère	1 794 444 153	1 805 803 942	1 817 225 237
21127020021 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au FNJ-Liquidation	25 000 000	25 301 699	25 609 940
21127020022 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel l'AGEPE-Liquidation	25 000 000	25 301 699	25 609 940
2 - Biens et services	819 114 233	795 277 662	819 135 990
21127020001 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	158 628 282	163 387 130	168 288 744
21127020003 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 750 000	26 522 500
21127020005 Prendre en charge les Dépenses liées aux charges centralisées	488 869 092	455 125 165	468 778 920
21127020006 Actualiser le DPPD-PAP/CDMT	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21127020011 Gérer les ressources financières du ministère	50 019 040	51 519 613	53 065 199
21127020015 Gérer la commande publique du ministère	13 597 819	14 005 754	14 425 927
21127020017 Gérer les ressources humaines du ministère	23 000 000	23 690 000	24 400 700
21127020020 Gérer les conférences et missions hors CI	30 000 000	30 900 000	31 827 000
3 - Transferts	42 242 885	41 036 869	41 628 107
21127020010 Prendre en charge la liquidation de l'AGEPE	21 121 443	20 518 435	20 814 054
21127020014 Prendre en charge la liquidation du FNJ	21 121 442	20 518 434	20 814 053

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21127 Administration Générale	3 423 373 539	3 433 026 364	3 493 064 437
2112703 Information et communication	33 000 000	33 990 000	35 009 700
2 - Biens et services	33 000 000	33 990 000	35 009 700
21127030001 Organiser la communication des activités du ministère	23 000 000	23 690 000	24 400 700
21127030002 Réaliser le développement informatique et apporter un appui aux structures du ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
2112704 Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation	54 646 324	56 285 714	57 974 285
2 - Biens et services	54 646 324	56 285 714	57 974 285
21127040001 Organiser la planification générale des activités du ministère	25 000 000	25 750 000	26 522 500
21127040002 Gérer la documentation du ministère	29 646 324	30 535 714	31 451 785

II.2.2. Programme 2 : Promotion de la jeunesse

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de la jeunesse	Action 2.1. : Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes
	Action 2.2. : Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la jeunesse						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer un meilleur encadrement de la jeunesse	Nombre de fédérations de jeunesse affiliées au CNJCI	8	8	8	8	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DVARCJ
	Taux d'affiliation des associations de jeunesse aux 8 fédérations reconnues par le Ministère	ND	10%	15%	25%	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DVARCJ
	Nombre de jeunes affiliés aux associations	30 000	35 000	40 000	45 000	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DVARCJ
	Nombre de nouveaux inscrits sur la plateforme d'information « U-Report »	243 962	200 000	200 000	200 000	Dénombrement Source : Plateforme U-Report / DPJ
	Nombre de jeunes touchés à travers les campagnes nationales sur la communication pour le changement de comportement (CCC)	769 437	1 100 000	1 100 000	1 100 000	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DPJ

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : PROMOTION DE LA JEUNESSE		361 757 003	367 457 354	377 148 103
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	273 757 003	281 969 714	290 428 804
	Transferts	88 000 000	85 487 640	86 719 299
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22128 Promotion de la jeunesse	361 757 003	367 457 354	377 148 103
2212801 Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes	301 625 653	305 522 063	313 354 754
2 - Biens et services	213 625 653	220 034 423	226 635 455
22128010001 Encadrer les associations et renforcer les capacités des jeunes	23 000 000	23 690 000	24 400 700
22128010002 Organiser les Centres de Vacances	23 743 335	24 455 635	25 189 304
22128010003 Apporter un appui au CNJCI	100 000 000	103 000 000	106 090 000
22128010004 Gérer la plateforme technologie U-report	30 000 000	30 900 000	31 827 000
22128010009 Organiser les Journées statutaires de jeunesse	36 882 318	37 988 788	39 128 451
3 - Transferts	88 000 000	85 487 640	86 719 299
22128010007 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de la CONFEJES	8 000 000	7 771 604	7 883 573
22128010010 Apporter un appui aux fédérations et organisations de jeunesse	80 000 000	77 716 036	78 835 726
2212802 Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes	60 131 350	61 935 291	63 793 349
2 - Biens et services	60 131 350	61 935 291	63 793 349
22128020001 Mettre en œuvre le programme de promotion de la santé sexuelle et de la reproduction	14 131 350	14 555 291	14 991 949
22128020003 Élaborer et mettre en œuvre les programmes spécifiques en matière de protection de la jeunesse	23 000 000	23 690 000	24 400 700
22128020004 Gérer les institutions socio-éducatives du ministère	23 000 000	23 690 000	24 400 700

II.2.3. Programme 3 : Emploi des Jeunes

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Emploi des jeunes	Action 3.1: Amélioration de la gouvernance du secteur de l'Emploi Jeune
	Action 3.2: Emploi et insertion socio-professionnelle des jeunes

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la jeunesse						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la représentativité de l'AEJ sur toute l'étendue du territoire national.	Taux de couverture en antenne régionale	ND	75%	88%	100%	Pourcentage de régions possédant au moins une antenne régionale de l'AEJ Source : PV de réception de travaux / AEJ
	Taux de couverture en guichets emplois (un guichet par commune)	ND	38%	69%	100%	Pourcentage de communes procédant au moins un guichet emploi Source : PV d'installation / Cabinet
OS 2 : Développer des programmes de formation et d'insertion socio-professionnelle des Jeunes	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme FCQ	1 178	700	540	416	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme FCQ de l'année précédente	ND	25%	35%	50%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Apprentissage	712	2000	3352	5618	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme Apprentissage de l'année précédente	ND	20%	34%	56%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Chantiers Ecoles	0	2267	2937	3804	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme Chantiers Ecoles de l'année précédente	ND	25%	32%	42%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Stages de qualification	5 742	2 361	2 068	2 075	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme Stages de qualification de l'année précédente	ND	25%	34%	46%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi

OS 2 : Développer des programmes de formation et d'insertion socio-professionnelle des Jeunes	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Stages Ecole	2 450	3 600	4 364	5 290	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme Stages Ecole de l'année précédente	ND	25%	30%	37%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme THIMO	6 024	2 109	1 248	738	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Pourcentage de bénéficiaires du programme THIMO	ND	50%	55%	60%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme AGR	19 702	24 833	27 880	31 300	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Pourcentage de bénéficiaires du programme AGR	ND	22%	25%	28%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme MPE	400	1 600	3 200	6400	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Pourcentage de bénéficiaires du programme MPE	ND	25%	30%	35%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Placement direct	739	1 500	2 137	3 045	Dénombrement Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Pourcentage de bénéficiaires du placement direct	ND	21%	30%	43%	Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-Emploi
	Proportion de chômeurs ayant effectivement bénéficié de l'allocation au chômage	6%	14%	22%	35%	Nombre de bénéficiaires effectifs / Nombre de bénéficiaires prévus Source : Rapport d'activité / AEJ

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : EMPLOI DES JEUNES		14 387 607 805	9 087 360 388	8 938 542 797
	Dépenses de personnel	1 681 005 980	1 701 292 288	1 722 018 485
	Dépenses en biens et services	23 000 000	23 690 000	24 400 700
	Transferts	542 126 887	526 649 409	534 237 086
	Investissements	12 141 474 938	6 835 728 691	6 657 886 526
	Trésor	6 130 074 938	6 375 826 347	6 657 886 526
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	6 011 400 000	459 902 344	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22129 Emploi des jeunes	14 387 607 805	9 087 360 388	8 938 542 797
2212901 Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune	462 126 887	464 398 389	487 681 009
3 - Transferts	442 126 887	429 504 364	435 692 428
22129010006 Effectuer le transfert de l'Agence Emploi Jeune	306 000 000	297 263 838	301 546 653
22129010007 Effectuer le règlement des allocations chômage	136 126 887	132 240 526	134 145 775
4 - Investissements	20 000 000	34 894 025	51 988 581
Trésor	20 000 000	34 894 025	51 988 581
22129010005 Renforcement des capacités de l'AEJ	20 000 000	34 894 025	51 988 581
2212902 Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes	13 925 480 918	8 622 961 999	8 450 861 788
1 - Personnels	1 681 005 980	1 701 292 288	1 722 018 485
22129020011 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AEJ	1 681 005 980	1 701 292 288	1 722 018 485
2 - Biens et services	23 000 000	23 690 000	24 400 700
22129020009 Définir et veiller à la mise en oeuvre de politique générale et de stratégie de promotion de l'emploi des jeunes	23 000 000	23 690 000	24 400 700
3 - Transferts	100 000 000	97 145 045	98 544 658
22129020010 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire dans le cadre du FACIBIJ (TAC CI-BF)	100 000 000	97 145 045	98 544 658
4 - Investissements	12 121 474 938	6 800 834 666	6 605 897 945
Trésor	6 110 074 938	6 340 932 322	6 605 897 945
22129020002 Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (PEJEDEC) (part bailleurs)	5 800 074 938	5 800 074 938	5 800 074 938
22129020004 Réaliser le plan de vulgarisation de la Stratégie Nationale d'Insertion et d'Emploi des Jeunes	80 000 000	139 576 099	207 954 325
22129020005 Mettre en œuvre le programme Enable Youth-CI	30 000 000	52 341 037	77 982 871
22129020006 Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (PEJEDEC) (part bailleurs)	200 000 000	348 940 248	519 885 811
Financement extérieur	6 011 400 000	459 902 344	0
22129020006 Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (PEJEDEC) (part bailleurs)	6 011 400 000	459 902 344	0

SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance de commodités dans les quartiers ;
- l'absence d'une politique publique urbaine ;
- les lotissements anarchiques ;
- le phénomène des quartiers spontanés et précaires ;
- le non-respect des règles d'urbanisme ;
- la dégradation physique des bâtiments administratifs ;
- de nombreuses constructions sans permis ;
- l'insuffisance de bâtiments administratifs pour abriter les services de l'Etat ;
- l'absence d'une situation exhaustive du patrimoine immobilier de l'Etat en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- la non-Sécurisation du patrimoine immobilier déjà répertorié ;
- l'absence d'harmonie dans l'architecture des villes ;
- le déficit en logement estimé à au moins 600 000 logements ;
- le manque de financement des acquéreurs par les banques ;
- le coût élevé des matériaux de construction ;
- l'absence de suivi et de Contrôle des constructions.

I.1.2. Réponses apportées

- le renforcement du cadre législatif, réglementaire et les outils de planification du Foncier et de l'Urbanisme ;
- la constitution des réserves foncières pour les grands projets de l'État ;
- l'aménagement des parcelles;
- l'amélioration du fonctionnement de l'administration en matière de traitement des demandes d'actes ;
- l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- la restructuration des quartiers précaires et l'adressage des villes de Côte d'Ivoire ;
- la reconstruction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics ;
- le recensement et la Sécurisation du patrimoine immobilier de l'état.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration du niveau de l'urbanisation;
- l'assainissement du secteur du foncier urbain ;
- la réduction du délai d'obtention des actes ;
- le logement décent des services de l'Etat ;
- l'immatriculation et la Sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- l'assurance d'une maintenance suffisante des bâtiments administratifs ;
- la promotion du civisme au niveau des bâtiments administratifs pour leur bonne utilisation ;

- la réalisation des grands projets de construction d'Abidjan ;
- la réalisation de l'adressage, la gestion et la restructuration urbaine.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la production de terrains accessibles à tous;
- l'amélioration du fonctionnement de l'administration publique en matière de traitement des demandes d'actes;
- l'élaboration des outils de planification urbaine;
- le développement d'une politique de rénovation Urbaine;
- la reconstruction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics;
 - le recensement et la Sécurisation du patrimoine immobilier de l'État;
 - la production de logements sociaux;
 - l'application des nouvelles règles de copropriété.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée;
- le domaine du foncier et de l'urbanisme est assaini;
- la politique en matière de construction et de maintenance est renforcée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Construction, de Logement et d'Urbanisme. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Construction :

- élaboration, mise en œuvre et Contrôle de l'application des politiques, de la législation et de la Réglementation en matière en construction ;
- gestion et maintenance du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, de l'Economie et des Finances et Budget ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière de Construction ;
- prise en compte des personnes à mobilité réduite dans les normes de construction immobilière ;
- reconstruction et réhabilitation des bâtiments publics détruits ou endommagés ;
- élaboration et mise en œuvre de la promotion de la qualité architecturale ;
- maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de l'Etat ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de la construction et de l'architecture, en liaison avec le Ministre chargé de l'Artisanat et des PME ;
- instruction et délivrance du permis de construire.

I.3.2. En matière de Logement

- définition de la stratégie de l'Etat en matière de logement et d'habitat ;
- promotion de l'aménagement foncier ;
- promotion de l'accession à la propriété immobilière ;
- élaboration, mise en place d'un cadre institutionnel, réglementaire et financier permettant l'émergence d'un véritable marché du logement ;

- facilitation de l'accès au logement en milieu urbain et en milieu rural ;
- encadrement des promoteurs immobiliers ;
- élaboration, mise en œuvre et Contrôle de l'application des politiques et de la législation en matière d'habitat ;
- promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction immobilière ;
- définition et mise en œuvre des programmes de relogement de populations déguerpies et appui technique à la réinstallation de populations déplacées, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'habitat.

I.3.3. En matière d'Urbanisme

- élaboration et Contrôle de la mise en œuvre des politiques, de la législation et de la Réglementation en matière d'urbanisme, domaniale et le foncière urbaine ;
- gestion du domaine urbain ;
- gestion technique du foncier urbain ;
- participation à la gestion des terrains industriels, touristiques et artisanaux respectivement, en liaison avec les Ministres chargés de l'Industrie, du Tourisme et de l'Artisanat ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'adressage ;
- élaboration, approbation et promotion des outils de planification urbaine, notamment des schémas directeurs d'urbanisme, en liaison avec le Ministre de la Ville ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'urbanisme, notamment en matière foncière, de rénovation et de restructuration des quartiers urbains ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'urbanisme et du foncier ;
- modernisation de la gestion foncière des communautés villageoises ;
- promotion de l'accès à la propriété foncière ;
- purge des droits coutumiers ;
- constitution et gestion des réserves foncières pour le compte de l'Etat ;
- participation à la gestion du domaine public, en liaison avec les autres départements ministériels concernés.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Foncier et Urbanisme ;
- Programme 3 : Construction et Maintenance.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, INSPECTION GENERALE, DRH, DAF, DAJC, SCPCI, DPES, CPMP, SPSTD, SECTEURS, DD, DR.		- Informatisation de la chaîne de traitement des actes - Étude du Schéma Directeur de la Simplification et de la Transformation Digitale - Réhabilitation et équipement des structures déconcentrées du MCLU	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Foncier et Urbanisme	DGUF, SRFGPE, DU, DDU, DTC, GUF, SETAM, GUPC.	AGEF	<ul style="list-style-type: none"> - Redressement des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan - Constitution des réserves foncières – AGEF ; - Purges/indemnités d'éviction ; - Déconcentration du Guichet Unique du Foncier ; - Elaboration des plans d'urbanisme directeurs des chefs-lieux de région et de département ; - Elaboration des plans d'urbanisme de détails des schémas directeurs d'urbanisme et des plans d'urbanisme directeurs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et exploitation d'un guichet unique virtuel d'octroi du permis de construire via un système d'information géographique (PPP). - Projet d'identification unique des parcelles. - Projet d'aménagement des quartiers restructurés d'Abidjan (PAQRA). - Adressage du district d'Abidjan et des villes de Bondoukou, Bouake, Daloa, Korhogo, Odienné, San-Pedro, Abengourou, Man, Yamoussoukro; - Élaboration d'une politique publique urbaine. - Production de terrains aménagés (SETAM).
Programme 3 : Construction et Maintenance	DGCAM, DAM, DCM	SOGEPIE, SONITRA, ONAD, SGMT	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du bâtiment EECI EX-Direction Régionale du centre ; - Projet de rénovation de l'immeuble des 40 logements en bureau au Plateau ; - Réhabilitation de l'immeuble Industrie à Abidjan - Plateau ; - Sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat dans le District d'Abidjan ; - Réhabilitation bâtiment SOGEPIE 2ème phase ; - Réhabilitation des Tour A et B ; - Réhabilitation de la CITAD (Tours C, D, E) ; - Sécurisation de la Cité administrative ; - Construction de la tour F - Construction de la cité des cadres de Kong 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et -exploitation de l'immeuble BICICI (PPP) ; - Réhabilitation de l'immeuble la Pyramide (PPP) ; - Construction et exploitation du complexe « Place de la Nation » (PPP) ; - Construction et exploitation d'un hôtel cinq étoiles sur le site de l'AIP (PPP); - Construction de la Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan ; - Réhabilitation de la cité financière ; - Réhabilitation et aménagement du forum de la cité administrative ; - Réhabilitation de l'Immeuble Symphonie ; - Construction du Palais des Hôtes ; - Réalisation d'un hôtel Ritz Carlton sur le site de l'actuel BNETD.

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du ministère	RS 1 .1: la gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1.1 : taux de couverture des besoins en personnels des services du ministère	Besoins satisfaits / besoins exprimés Source : DRH
		IP 1.1.2 : nombre de structures déconcentrées réhabilitées ou équipées	Dénombrement Source : Rapports d'activités DRH ; DPS
		IP 1.1.3 : nombre de documents de planification élaborés et disponibles	Dénombrement Source : Rapports d'activités DPS
OG 2 : Assainir le domaine du foncier et de l'urbanisme	RS 2 .1: le domaine du foncier et de l'urbanisme est assaini	IP 2.1 .1: nombre de lotissements irréguliers redressé IP 2.1.2 : nombre de schémas directeurs réalisés et actualisés IP 2.1.3 : nombre de services du guichet unique du foncier déconcentrés	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGUF
OG 3 : Renforcer et promouvoir la politique en matière de construction et de maintenance	RS 3.1 : la politique en matière de construction et de maintenance est renforcée	IP 3.1.1 : nombre de bâtiments construits, réhabilités et entretenus. IP 3.1.2 : nombre de constructions suivies et évaluées.	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGCAM

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	43 582 684 018	49 202 664 175	51 707 979 915
1.1 Ressources Intérieures	43 582 684 018	49 202 664 175	51 707 979 915
1.1.1 Budget Etat	43 582 684 018	49 202 664 175	51 707 979 915
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	43 582 684 018	49 202 664 175	51 707 979 915
2.1 Personnel	3 754 425 121	3 462 660 624	3 490 507 126
2.1.1 Solde y compris EPN	3 754 425 121	3 462 660 624	3 490 507 126
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	8 580 191 592	10 197 969 937	10 837 954 140
2.3 Transferts	15 175 138 782	19 286 041 252	20 063 386 237
2.4 Investissements	16 072 928 523	16 255 992 362	17 316 132 412
Trésor	16 072 928 523	16 255 992 362	17 316 132 412
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi évaluation.
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles.
	Action 1.4: Information et communication.

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la performance des structures	Taux de couverture des besoins en personnels des services du ministère	55 %	70 %	80 %	90 %	Nombre de postes pourvus / Nombre de poste à pourvoir Source : DRH
	Nombre de structures déconcentrées réhabilitées ou équipées	14	28	65	65	Dénombrement Source : DAFM
	Nombre de documents de planification élaborés et disponibles	6	6	6	6	Dénombrement Source : DPES
OS2 : Mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, Matérielles et financières du ministère	Taux de satisfaction du personnel	50%	60 %	65%	70%	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête / DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	8 833 935 601	10 115 894 803	10 903 175 728
Dépenses de personnel	3 212 790 443	2 920 149 417	2 940 338 085
Dépenses en biens et services	5 128 459 285	6 576 775 986	7 084 152 248
Transferts (1)	88 827 743	88 827 743	88 827 743
Investissements	403 858 130	530 141 657	789 857 652
Trésor	403 858 130	530 141 657	789 857 652
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21070 Administration Générale	8 833 935 601	10 115 894 803	10 903 175 728
2107001 Coordination et animation en matière de politique extérieure	1 052 038 488	2 214 019 957	2 238 923 909
2 - Biens et services	1 052 038 488	2 214 019 957	2 238 923 909
21050010001 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MANKONO)	9 385 518	9 462 840	9 746 725
21050010003 Coordonner les activités du MCLU au niveau Régional (DR KORHOGO)	6 783 083	21 836 000	22 491 080
21050010004 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BLOLEQUIN)	9 696 415	12 657 426	12 972 646
21050010005 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR GAGNOA)	6 887 504	65 920 000	67 897 600
21050010006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau de SONGON	8 158 786	8 435 602	8 658 670
21050010007 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABIDJAN LAGUNES)	8 232 676	8 921 260	9 188 897
21050010008 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ODIENNE)	6 969 728	13 596 000	14 003 880
21050010009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KANI)	5 664 980	7 618 800	7 802 963
21050010010 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR AGBOVILLE)	7 279 340	18 295 878	18 844 754
21050010011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD VAVOUA)	4 718 558	5 113 220	5 266 614
21050010012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TIEBISSOU)	10 526 525	11 256 510	11 443 747
21050010013 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BONGOUANOU)	6 339 076	20 926 410	21 554 203
21050010014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SINEMATIALI)	5 894 414	6 387 425	6 579 046
21050010015 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR GUIGLO)	11 348 933	27 194 990	28 010 840
21050010016 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BUYO)	3 627 948	3 931 392	4 049 330
21050010017 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR ANYAMA)	2 924 133	6 269 487	6 457 570
21050010018 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BOTRO)	5 664 980	6 488 800	6 672 963
21050010019 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Construction, de Logement et d'Urbanisme	152 329 166	222 633 347	229 312 348
21050010020 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BATTO)	4 752 500	6 788 200	6 940 846
21050010021 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD PRIKRO)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010022 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BENGUE)	5 664 980	11 237 770	11 421 902
21050010023 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR FERKESSEDOUGOU)	7 276 421	64 121 620	66 045 270
21050010024 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SEGUELON)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010025 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUN-FAO)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010026 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ADZOPE)	6 641 659	11 742 000	12 094 260
21050010027 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DANANE)	6 582 721	5 579 393	5 746 774
21050010028 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BONON)	2 950 656	3 197 450	3 293 372
21050010029 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TABOU)	5 148 750	5 579 394	5 746 774
21050010030 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD OUME)	15 030 624	7 982 153	7 191 615
21050010031 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD NIAKARAMADOUGOU)	5 141 570	7 571 613	7 738 759
21050010032 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD AGNIBILEKRO)	4 861 954	5 268 610	5 426 667
21050010033 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIKODOUGOU)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010034 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR OUANGOLODOUGOU)	5 664 980	6 138 800	6 322 963

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21070 Administration Générale	8 833 935 601	10 115 894 803	10 903 175 728
21050010035 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUAKE)	6 298 171	77 979 366	80 228 747
21050010036 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BIANKOUA)	6 295 928	6 822 522	7 027 195
21050010037 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUNA)	7 276 421	41 055 800	42 287 474
21050010038 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUTO)	10 216 721	12 121 251	12 453 387
21050010039 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD NASSIAN)	4 861 954	6 468 610	6 626 666
21050010040 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BONDOUKOU)	6 832 415	67 060 480	69 072 294
21050010041 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	39 997 890	98 192 827	59 938 611
21050010042 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TAABO)	5 664 980	9 338 800	9 522 963
21050010043 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR YAMOUSSOUKRO)	7 284 642	10 478 913	10 793 281
21050010044 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIDIEVI)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010045 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ARRAN)	4 144 180	7 890 800	8 025 523
21050010046 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010047 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZUENOULA)	5 545 000	6 008 786	6 189 048
21050010048 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DABAKALA)	5 148 748	5 579 392	5 746 771
21050010049 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KONG)	5 664 980	7 558 800	7 742 963
21050010050 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MAN)	11 697 970	23 331 460	24 031 404
21050010051 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DJEKANOU)	5 105 729	5 532 774	5 698 756
21050010052 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR FACOBLY)	3 699 646	4 009 087	4 129 356
21050010053 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	54 922 125	198 122 228	198 205 299
21050010054 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SIFILOU)	5 664 980	9 138 800	9 322 963
21050010055 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TEHINI)	5 664 790	9 098 594	9 282 751
21050010056 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUNAHIRI)	5 664 980	6 138 800	6 322 962
21050010057 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR AZAGUIE)	4 421 726	4 791 560	4 935 306
21050010058 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR KATIOLA)	7 325 755	17 623 443	18 152 146
21050010059 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SAKASSOU)	5 578 942	6 045 567	6 226 931
21050010060 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ISSIA)	5 148 750	7 615 394	7 782 773
21050010061 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TOULEPLEU)	5 148 748	5 579 392	5 746 774
21050010062 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SAN PEDRO)	7 284 642	39 502 460	40 687 534
21050010063 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUNDIALI)	6 618 635	11 864 602	12 220 540
21050010064 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TANDA)	5 112 899	5 540 544	5 706 760
21050010065 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUAFLE)	14 882 477	16 127 251	16 611 067
21050010066 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MINIGNAN)	7 276 420	10 455 210	10 768 866
21050010067 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BINGERVILLE)	2 924 133	5 952 387	6 130 958
21050010068 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ASSINIE)	4 421 726	4 791 560	4 935 306
21050010069 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SASSANDRA)	5 549 734	46 047 497	47 428 921
21050010070 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BAHIAKRO)	5 127 238	5 556 083	5 722 762
21050010071 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SANDEGUE)	5 664 980	6 638 800	6 822 963
21050010072 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR NIABLE)	4 421 726	4 791 560	4 935 306

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21070 Administration Générale	8 833 935 601	10 115 894 803	10 903 175 728
21050010073 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD LAKOTA)	5 109 314	5 536 659	5 702 757
21050010074 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KANIASSO)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010075 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KORO)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010076 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUIBLY)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010077 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ALEPE)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010078 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DOROPO)	5 664 980	9 098 800	9 282 964
21050010079 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABENGOUROU)	7 336 361	84 448 429	86 981 882
21050010080 Mettre en oeuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BROFODOUME)	4 421 726	4 791 560	4 935 306
21050010081 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD FRESCO)	5 664 980	6 438 800	6 622 963
21050010082 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DALOA)	6 709 285	19 664 338	20 254 268
21050010083 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BONOUA)	4 471 456	4 845 450	4 990 812
21050010084 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BANGOLO)	10 182 449	13 201 393	13 596 434
21050010085 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GRAND LAHOU)	5 109 313	5 765 858	5 938 834
21050010086 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ADIAKE)	5 155 918	5 587 161	5 754 773
21050010087 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD AKOUPÉ)	7 944 995	8 609 517	8 867 799
21050010088 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BEOUMI)	7 946 600	8 743 794	9 006 106
21050010089 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD MADINANI)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010090 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABOISSO)	7 340 350	11 840 365	12 195 576
21050010091 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TRANSUA)	5 664 980	7 838 800	8 022 963
21050010092 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIANRA)	5 664 980	6 508 800	6 692 963
21050010093 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TIASSALE)	7 586 123	4 655 957	4 795 633
21050010094 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TENGRELA)	5 148 750	5 579 394	5 746 774
21050010095 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ATTIEGOUAKRO)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010096 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BOCANDA)	5 108 599	5 535 884	5 701 960
21050010097 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DUEKOUÉ)	7 325 754	10 280 327	10 588 737
21050010098 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SIKENSI)	13 787 311	15 390 487	15 838 699
21050010099 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GRAND BASSAM)	5 148 749	6 529 393	6 696 772
21050010100 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SOUBRE)	7 276 422	16 922 179	17 429 844
21050010101 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SINFRA)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010102 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZOUAN-HOUNIEN)	5 557 432	6 472 879	6 644 563
21050010103 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZOUKOUGBEU)	5 664 980	6 138 800	6 322 964
21050010104 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BETIE)	5 664 980	6 138 801	6 322 963
21050010105 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DIMBOKRO)	5 969 073	35 020 302	36 070 911
21050010106 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR TOUMODI)	6 832 415	8 998 012	9 267 953
21050010107 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUASSI-KOUASSIKRO)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010108 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SEGUÉLA)	7 268 240	11 689 652	12 040 342
21050010109 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental	8 074 765	8 074 765	8 074 765
21050010110 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SAMATIGUILA)	5 664 980	7 138 800	7 322 964

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21070 Administration Générale	8 833 935 601	10 115 894 803	10 903 175 728
21050010112 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD YAKASSE-ATTOBROU)	5 664 980	7 198 800	7 382 964
21050010113 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DABOU)	17 054 399	7 881 956	8 118 414
21050010114 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD MEAGUI)	3 627 947	3 931 391	4 049 329
21050010115 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DIVO)	6 628 913	12 434 041	12 807 062
21050010116 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TIAPOUM)	10 099 965	11 344 730	11 673 070
21050010117 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DAOUKRO)	7 326 576	8 500 590	8 755 608
21050010118 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GUEYO)	5 664 980	6 138 800	6 322 964
21050010119 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR TOUBA)	15 103 454	19 733 046	20 325 037
21050010120 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD OUANINOU)	5 664 980	6 138 800	6 322 963
21050010121 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GUITRY)	5 468 302	5 925 672	6 103 441
21050010122 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ATTECOUBE)	2 906 993	17 030 926	17 541 854
21050010123 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE WILLIAMSVILLE)	2 938 946	17 030 926	17 541 854
21050010124 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE COCODY SUD)	2 938 566	17 030 926	17 541 854
21050010125 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE COCODY NORD)	2 900 926	17 030 926	17 541 854
21050010126 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE KOUMASSI)	2 938 946	17 029 278	17 541 854
21050010127 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE TREICHVILLE-PLATEAU)	2 938 946	17 030 926	17 010 504
21050010128 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE MARCORY)	2 900 926	17 030 926	17 541 854
21050010129 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE YOPOUGON OUEST)	2 938 946	17 030 926	17 541 854
21050010130 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ABOBO 2)	2 942 368	17 030 926	17 541 854
21050010131 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ADJAME)	2 934 079	43 810 926	45 125 254
21050010132 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ABOBO 1)	2 938 946	17 030 926	26 541 854
21050010133 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE PORT BOUET-VRIDI)	2 938 946	17 030 926	17 541 854
21050010134 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE YOPOUGON EST)	2 942 368	17 030 926	17 541 854
21050010136 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
2105002 Planification, programmation et suivi-évaluation	43 907 643	46 034 888	73 771 806
2 - Biens et services	43 907 643	46 034 888	73 771 806
21050020001 Planifier, programmer, suivre, Évaluer les projets et produire les statistiques du MCLU	43 907 643	46 034 888	73 771 806
2105003 Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	7 122 543 859	7 353 493 583	7 901 098 732
1 - Personnels	3 212 790 443	2 920 149 417	
21050030008 Prendre en charge les salaires du personnel	3 131 240 443		5 665 495 649
21050030017 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	81 550 000		27 454 222 208
2 - Biens et services	3 739 067 543	4 201 698 441	4 659 148 503
21050030002 Élaborer, suivre et Évaluer le DPPD-PAP/CDMT	29 119 992	29 993 592	17 200 000
21050030003 Gérer les ressources humaines du MCLU	24 240 935	37 140 940	13 685 610
21050030004 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire (MCU)	13 950 000	13 950 000	322 877 550
21050030005 Prendre en charge les Dépenses communes du MCLU	555 450 146	621 156 605	120 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21070 Administration Générale	8 833 935 601	10 115 894 803	10 903 175 728
21050030006 Gérer la commande Publique du MCLU	23 330 660	50 354 738	510 000 000
21050030007 Gérer les ressources financières du MCLU	65 584 569	75 500 073	200 000 000
21050030009 Prendre en charge les missions hors Cote d'Ivoire (Logement)	30 000 000	30 000 000	100 000 000
21050030010 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'Électricité et de téléphone du MCLU	2 668 573 411	3 041 999 919	3 476 043 940
21050030011 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire (Logement)	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21050030012 Prendre en charge les missions hors Cote d'Ivoire (MCU)	75 000 000	43 500 000	75 000 000
21050030015 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD du MCLU (MCLU)	142 824 788	147 109 532	156 068 502
21050030016 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD du MCLU (Logement)	85 993 042	85 993 042	85 993 042
3 - Transferts	88 827 743	88 827 743	88 827 743
21050030013 Exécuter la convention BNETD (MCLU)	66 719 598	66 719 598	66 719 598
21050030014 Exécuter la convention BNETD (Logement)	22 108 145	22 108 145	22 108 145
4 - Investissements	81 858 130	142 817 982	212 784 401
Trésor	81 858 130	142 817 982	212 784 401
21050030001 Réhabilitation et Équipement Structures Déconcentrée du MCU	81 858 130	142 817 982	212 784 401
2105004 Information et communication	615 445 611	502 346 375	689 381 281
2 - Biens et services	293 445 611	115 022 700	112 308 030
21050040001 Entretien des installations informatiques	42 667 726	40 895 408	47 623 557
21050040002 Mettre en oeuvre l'informatisation des services	39 023 810	72 627 292	63 184 473
21050040004 Organiser la communication des activités du MCLU	211 754 075	1 500 000	1 500 000
4 - Investissements	322 000 000	387 323 675	577 073 251
Trésor	322 000 000	387 323 675	577 073 251
21050040003 Projet de Simplification et de transformation digitale du MCLU	322 000 000	387 323 675	577 073 251

II.2.2. Programme 2 : Foncier et Urbanisme

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2: Foncier et Urbanisme	Action 2.1: Conception et suivi des politiques de planification urbaine
	Action 2.2: Gestion du foncier

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Foncier et Urbanisme						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Moderniser les villes ivoiriennes	Nombre de lotissements irréguliers redressés	14	36	36	36	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DTC
	Nombre de schémas et plans d'urbanisme directeurs réalisés et actualisés	15	25	35	35	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DU
	Nombre de plans d'urbanisme de détails du schéma directeur du grand Abidjan réalisés et actualisés	0	5	5	0	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DU
OS 2 : Faciliter l'accès à la propriété foncière	Nombre de services du guichet unique du foncier déconcentrés	74	83	83	83	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGUF

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6: Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : FONCIER ET URBANISME		1 648 789 868	1 720 635 121	2 435 220 703
	Dépenses de personnel	75 000 000	70 245 202	72 149 599
	Dépenses en biens et services	346 658 094	294 527 145	342 972 193
	Transferts	50 000 000	0	0
	Investissements	1 177 131 774	1 355 862 774	2 020 098 911
	<i>Trésor</i>	1 177 131 774	1 355 862 774	2 020 098 911
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7. : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22051 Foncier et urbanisme	1 648 789 868	1 720 635 121	2 435 220 703
2205101 Conception et suivi des politiques de planification urbaine	280 715 020	352 626 665	429 534 623
2 - Biens et services	247 414 465	294 527 145	342 972 193
22051010002 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme foncier et urbanisme	27 173 017	33 584 000	62 399 048
22051010005 Mettre en œuvre les politiques de planification urbaine	46 227 875	50 990 000	54 300 000
22051010006 Gérer le foncier urbain	47 391 381	59 900 000	64 450 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22051 Foncier et urbanisme	1 648 789 868	1 720 635 121	2 435 220 703
22051010007 Élaborer les Études topographiques	76 638 725	79 858 820	82 228 820
22051010008 Suivre l'Élaboration des Études des plans d'urbanisme des chefs-lieux de Région	14 339 717	22 854 325	26 244 325
22051010009 Restructurer les villes	35 643 750	47 340 000	53 350 000
4 - Investissements	33 300 555	58 099 520	86 562 430
Trésor	33 300 555	58 099 520	86 562 430
22051010001 Redressement des Lotissements irréguliers ‡ Abidjan	33 300 555	58 099 520	86 562 430
2205102 Traitement des demandes d'actes	215 330 567	231 090 163	311 792 384
1 - Personnels	75 000 000	70 245 202	72 149 599
22051020005 Prendre en Charge les salaires du personnel du Guichet Unique du Permis de Construire (GUPC)	75 000 000	70 245 202	72 149 599
2 - Biens et services	48 140 020	0	0
22051020001 Gérer le Guichet Unique du Foncier	23 762 500	0	0
22051020003 Contrôler et vérifier les actes du foncier	24 377 520	0	0
4 - Investissements	92 190 547	160 844 961	239 642 785
Trésor	92 190 547	160 844 961	239 642 785
22051020004 Déconcentration du Guichet Unique du Foncier de l'Habitat	92 190 547	160 844 961	239 642 785
2205103 Mise à disposition de terrains urbains sécurisés	1 152 744 281	1 136 918 293	1 693 893 696
2 - Biens et services	51 103 609	0	0
22051030002 Constituer les réserves foncières pour les Grands Projets de l'État	22 636 039	0	0
22051030004 Aménager les espaces urbains	28 467 570	0	0
3 - Transferts	50 000 000	0	0
22051030005 Constituer les réserves foncières - AGEF	50 000 000	0	0
4 - Investissements	1 051 640 672	1 136 918 293	1 693 893 696
Trésor	322 000 000	1 136 918 293	1 693 893 696
22051030001 Purgés/ Indemnités d'Éviction	972 027 064	998 016 332	1 486 943 770
22051030003 Constituer les réserves foncières/AGEF	79 613 608	138 901 961	206 949 926

II.2.3. Programme 3 : Construction et Maintenance

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Construction et Maintenance	Action 3.1: Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs
	Action 3.2: Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs
	Action 3.3: Réglementation et mise en œuvre des réformes en matière de permis de construire

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau .5 : Performance du programme

Programme 3 : Construction et Maintenance						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Faire le suivi évaluation des travaux de construction et de réhabilitation	Nombre de constructions suivies et évaluées.	233	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGCAM
	Nombre de bâtiments réhabilités suivis et évalués	233	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGCAM
OS 2 : Assurer une meilleure gestion des baux administratifs et du patrimoine immobilier de l'Etat	Nombre de biens immobiliers de l'État actualisé	32 761	32 761	32 761	32 761	Dénombrement Source : Rapport d'activités / SOGEPIE
	Nombre de biens immobiliers de l'État sécurisé	0	ND	ND	ND	Dénombrement source : Rapports d'activités / SOGEPIE
	Taux d'apurement des arriérés de baux	ND	ND	ND	ND	Montant des paiements / Montant total dû Source : SOGEPIE
OS 2 : Faire respecter la Réglementation en matière de construction	Délai de traitement au niveau du guichet unique	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / GUPC
	Nombre de constructions contrôlées	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / Brigade / GUPC

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6: Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : CONSTRUCTION ET MAINTENANCE		33 099 958 549	37 366 134 251	38 369 583 484
	Dépenses de personnel	466 634 678	472 266 005	478 019 442
	Dépenses en biens et services	3 105 074 213	3 326 666 806	3 410 829 699
	Transferts	15 036 311 039	19 197 213 509	19 974 558 494
	Investissements	14 491 938 619	14 369 987 931	14 506 175 849
	Trésor	14 491 938 619	14 369 987 931	14 506 175 849
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7. : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22052 Construction et maintenance	33 099 958 549	37 366 134 251	38 369 583 484
2205201 Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs	203 970 166	323 133 119	398 782 130
2 - Biens et services	120 720 166	177 886 740	182 379 662
22052010003 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme construction et maintenance	34 017 602	71 088 130	73 220 773
22052010006 Faire respecter les normes architecturales	26 685 858	31 606 436	32 554 629
22052010007 Faire le suivi des chantiers de construction	22 732 360	32 989 359	32 989 359
22052010008 faire la maîtrise d'œuvre et le suivi des chantiers de construction et de réhabilitation des bâtiments	37 284 346	42 202 815	43 614 901
4 - Investissements	83 250 000	145 246 379	216 402 468
Trésor	83 250 000	145 246 379	216 402 468
22052010004 Projet de Sécurisation de la Cité Administrative	83 250 000	145 246 379	216 402 468
2205202 Gestion du patrimoine immobilier de l'État et des baux administratifs	32 386 932 285	36 576 553 404	37 504 353 626
1 - Personnels	466 634 678	472 266 005	478 019 442
22052020024 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel de la SOGEPIE	466 634 678	472 266 005	478 019 442
2 - Biens et services	2 475 297 949	2 682 332 338	2 762 002 309
22052020002 Entretien des bâtiments administratifs	2 475 297 949	2 682 332 338	2 762 002 309
3 - Transferts	15 036 311 039	19 197 213 509	19 974 558 494
22052020001 Prendre en charge le loyer des bureaux du Postel 2001	3 565 710 000	3 565 710 000	3 565 710 000
22052020009 Gérer les bâtiments administratifs	66 349 455	64 455 208	65 383 843
22052020012 Apurer les baux administratifs	1 500 000 000	5 484 194 006	5 484 194 006
22052020013 Sécuriser les bâtiments administratifs	428 918 498	416 673 068	422 676 265
22052020014 Gérer le patrimoine immobilier de l'État	575 333 086	558 907 586	566 960 019
22052020015 Gérer les baux administratifs	8 900 000 000	9 107 273 641	9 869 634 361
4 - Investissements	14 408 688 619	14 224 741 552	14 289 773 381
Trésor	14 408 688 619	14 224 741 552	14 289 773 381
22052020004 Réhabilitation Tour A et B	13 212 928 523	12 766 589 871	12 117 274 306
22052020018 Réhabilitation palais des hÔtes/SOGEPIE	413 000 000	580 985 515	865 609 875
22052020019 Réhabilitation de l'immeuble Industrie ‡ Abidjan-Plateau/SOGEPIE	206 237 991	220 247 580	328 146 701
22052020020 Réhabilitation Bâtiments/SOGEPIE	476 522 105	656 918 586	978 742 499
22052020025 Réhabilitation Immeuble Ex-EECI Bouaké/SOGEPIE	100 000 000	0	0
2205203 Réglementation et mise en œuvre des réformes en matière de permis de construire	509 056 098	466 447 728	466 447 728
2 - Biens et services	509 056 098	466 447 728	466 447 728
22052030001 Traiter les demandes de permis de construire	457 147 728	466 447 728	466 447 728
22052030004 Vulgariser les règles de copropriété tant en milieu urbain que rural	19 342 174	0	0
22052030005 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Logement et cadre de vie	32 566 196	0	0

SECTION 360 : MINISTRE DE L'ARTISANAT

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible organisation des artisans ;
- l'insuffisance des infrastructures dédiées aux activités de l'artisanat ;
- l'absence d'informations statistiques fiables pour l'élaboration d'une stratégie claire de développement du secteur ;
- la faiblesse des mécanismes de financement ;
- le faible niveau de qualification des acteurs ;
- l'accès limité à la commande publique au regard des procédures jugées lourdes, complexes et coûteuses et du délai de paiement très long ;
- l'inexpérience des dirigeants des secteurs de l'Artisanat aux plans managérial et comptable ;
- le manque de compétitivité des artisans ;
- les difficultés d'accès au foncier et aux sites artisanaux ;
- l'absence d'un organisme national de promotion de l'artisanat ;
- l'inexistence de centre de ressources professionnelles de l'artisanat ;
- la prédominance de l'informel dans l'activité artisanale ;
- l'insuffisance et l'inadaptation de zones d'implantation des artisans ;
- l'insuffisance de professionnalisme des opérateurs du secteur de l'artisanat ;
- les contraintes relatives à la protection de l'environnement, et à la promotion du développement durable ;
- l'insuffisance d'actions de promotion, de traçabilité, de distribution et de commercialisation des produits et services du secteur de l'Artisanat ;
- la faiblesse du système de protection sociale pour les acteurs du secteur de l'Artisanat ;
- la faible culture entrepreneuriale ;
- l'insuffisance de soutien au développement de l'innovation par les pouvoirs publics.

I.1.2. Réponses apportées

- la célébration, chaque année, d'une journée nationale de promotion des produits de l'Artisanat ;
- la promotion de l'innovation et de la qualité en matière d'artisanat, la formation des acteurs et le renforcement de l'apprentissage au sein du secteur ;
- l'adoption en 2014 d'un Code de l'Artisanat Ivoirien (Loi n° 2014-338 du 5 juin 2014 relative à l'Artisanat), d'un code communautaire de l'Artisanat ;
- l'élaboration d'une politique et d'un mécanisme de financement adaptés au secteur de l'artisanat ;
- le regroupement et le recasement des artisans occupant illégalement certaines zones sur des sites appropriés ;
- l'élaboration des textes recommandés par les dispositions réglementaires en collaboration avec l'UEMOA ;
- la recherche des sites dédiés à l'artisanat en collaboration avec les collectivités déconcentrées ;
- la révision du texte régissant le cadre électoral et l'organisation de la Chambre Nationale des métiers de Côte d'Ivoire (CNM-CI).

I.1.3. Défis et Priorités

- la réalisation d'une étude technique en vue de l'élaboration du plan stratégique de développement de l'artisanat ;
- l'identification et la réalisation d'infrastructures adaptées aux nouvelles exigences de normes et d'hygiène du marché (sites d'exposition et de promotion des produits artisanaux) ;
- la construction d'infrastructures dédiées à l'exposition et à la promotion des produits artisanaux ;
- le développement de la commercialisation et de l'exportation des produits artisanaux et la valorisation du métier d'artisan ;
- la création d'une synergie d'actions entre tous les acteurs et usagers du Ministère ;
- l'organisation, tous les deux ans, du Marché international Ivoirien de l'Artisanat (MIVA), salon international de promotion de l'Artisanat, journée promotionnelle de l'artisanat ;
- le parrainage et la collaboration dans le cadre d'organisation de caravanes de sensibilisation à l'entrepreneuriat ou de compétitions de business plan et la célébration d'entrepreneurs méritants ;
- le renforcement des capacités opérationnelles et techniques de toutes les structures du Ministère ;
- la professionnalisation du secteur de l'artisanat ;
- la mise sur pied d'une stratégie en vue de la professionnalisation et de l'organisation de l'artisanat ;
- la mise en place des instruments de financement et de crédit afin d'aboutir à une dynamisation du secteur.

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la création, l'aménagement et l'exploitation des zones artisanales ;
- la création d'un fonds de garantie, d'une mutuelle et d'une banque pour le secteur ;
- le renforcement et l'amélioration du niveau de qualification des acteurs ;
- l'information, la sensibilisation et l'assistance technique aux acteurs dans la création d'entreprises et de coopératives ;
- le renforcement des capacités des acteurs ainsi que celles des structures aux techniques de gestion moderne ;
- l'organisation de manifestations promotionnelles pour la valorisation des produits et services de l'artisanat.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les acteurs de l'artisanat sont installés sur des sites appropriés et dans des conditions desente ;
- les acteurs ont accès à un financement pour la mise en œuvre de leurs activités ;
- le niveau de qualification professionnelle des artisans est amélioré ;
- les acteurs de l'artisanat bénéficient d'un appui institutionnel pour la création d'entreprises et de coopératives ;
- les acteurs sont formés sur les techniques managériales de Contrôle de leurs activités ;
- la promotion du secteur de l'artisanat est effective ;
- la capacité de création d'emplois et de revenus est accrue.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'artisanat est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'artisanat.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion de l'artisanat et des entreprises artisanale ;
- définition et mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire relatif aux activités artisanales ;
- définition et mise en œuvre d'une politique de financement des entreprises artisanales, en liaison avec les Ministres chargés de l'Economie et des Finances, et du Budget ;
- aménagement et exploitation des sites artisanaux d'intérêt national ;
- promotion de l'apprentissage et de la formation continue ;

- organisation et promotion de la commercialisation des produits artisanaux ivoiriens au plan national et au plan international ;
- mise en œuvre d'une politique d'encadrement et de modernisation du secteur informel.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale ;
- **Programme 2** : Artisanat.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	Cabinet du ministre, Inspection Générales (IG), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction des Etudes et de la Planification (DEP), Direction de la Communication des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives (DCRPDA), Direction des Systèmes d'Information (DSI), Direction Régionales (DR), Direction Départementale (DD)			
Programme 2 : Artisanat	Direction de l'Encadrement, de l'Apprentissage et de la Formation Continue (DEAFC), Direction de la Promotion de l'Artisanat, de la Commercialisation des Produits Artisanaux (DPACPA), Direction de l'Aménagement et de l'Exploitation des Sites Artisanaux (DAESA), Direction des Financements des Activités et des Entreprises Artisanales (DFAEA).	Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI),	Caravane de recyclage des chauffeurs professionnels Renforcement des capacités de la Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire Recasement des ferrailleurs- casse moderne N'dotré Opération recasement des artisans (Sagbé) Installation du marché moderne de vannerie à Modeste (Grand-Bassam) Construction du siège de la Chambre Artisanale des Métiers.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante axée sur les résultats pour le développement de l'Artisanat	RS 1 .1: la promotion d'une administration moderne et performante est une réalité	IP 1.1.1: Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés et mis en œuvre IP.1.1.2. : Taux de satisfaction des usagers	Dénombrement Source : Cabinet Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête
OG 2 : Professionnaliser le secteur de l'Artisanat	RS 2.1. la professionnalisation du secteur de l'Artisanat est effective et la capacité de création de création d'emplois et de revenus, est accrue	IP 2.1.1 : Nombre d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées IP 2.1.2. : Taux d'artisans formés IP 2.1.3. : Taux d'artisans installés sur les sites appropriés IP 2.1.4. : Taux d'artisans financés IP 2.1.5. : Taux de produits labellisés	Dénombrement Source : DISA Nombre d'artisans formés / Nombre total d'artisans programmés Source : DEAA Nombre d'artisans installés sur les sites appropriés / Nombre d'artisans programmés Source : DEAA Nombre d'artisans financés / Nombre d'artisans demandeurs Source : DEAA Nombre de produits labellisés / Nombre total de produits à labelliser Source : DPAM

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	3 088 028 256	7 953 938 976	8 493 573 787
1.1 Ressources Intérieures	3 088 028 256	7 953 938 976	8 493 573 787
1.1.1 Budget Etat	3 088 028 256	7 953 938 976	8 493 573 787
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	3 088 028 256	7 953 938 976	8 493 573 787
2.1 Personnel	444 451 601	447 265 217	450 094 066
2.1.1 Solde y compris EPN	444 451 601	447 265 217	450 094 066
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	752 845 393	5 946 301 594	6 118 023 985
2.3 Transferts	405 639 108	395 257 375	400 346 914
2.4 Investissements	1 485 092 154	1 165 114 790	1 525 108 822
Trésor	1 485 092 154	1 165 114 790	1 525 108 822
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en action

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines financières et Matérielles.
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et source de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur, de l'artisanat	Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés et mis en œuvre	7	5	5	5	Dénombrement Source : Service juridique et JORCI
	Taux de satisfaction des fédérations et associations de consommateurs	50%	60%	75%	80%	Enquêtes de satisfaction Source : Rapport d'enquête
OS 2 : Renforcer les systèmes de planification, d'informations et de communication du Ministère	Taux de couverture des services en internet	50%	100%	100%	100%	Services couverts en internet / Nombre total de services à couvrir
	Nombre d'études réalisées	3	1	1	1	Dénombrement Source : DSI
	Taux de fréquentation du site web du Ministère	15%	30%	50%	60%	Service communication
	Taux de dématérialisation des procédures	25%	50%	100%	100%	Nombre de procédures dématérialisées / Nombre total de procédures à dématérialiser Source : DSI
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, Matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en formation	20%	40%	50%	60%	Nombre de besoins en formation satisfaits / Nombre de besoins en formation exprimés Source : DRH
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	20%	40%	50%	60%	Nombre de besoins en personnel satisfaits / Nombre de besoins en personnel exprimés Source : DRH

II 2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		1 026 883 271	1 755 068 890	1 814 955 190
	Dépenses de personnel	444 451 601	447 265 217	450 094 066
	Dépenses en biens et services	540 431 670	1 265 803 673	1 322 861 124
	Transferts	42 000 000	42 000 000	42 000 000
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21116 Administration Générale	1 026 883 271	1 755 068 890	1 814 955 190
2111601 Coordination et animation	728 258 399	1 027 834 523	1 047 064 691
1. Personnels	444 451 601	447 265 217	450 094 066
21116010046 Gérer les Dépenses de personnels du ministère	444 451 601	447 265 217	450 094 066
2. Biens et services	283 806 798	580 569 306	596 970 625
21116010027 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures, d'électricité et de téléphone	32668952	34937625	37429994
21116010029 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'Artisanat	80010000	123600000	127308000
21116010030 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	11000000	115360000	118820800
21116010031 Gérer le système informatique du Ministère	10000000	154500000	159135000
21116010032 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	12727846	13109681	13502971
21116010033 prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4000000	4000000	4000000
21116010034 coordonner les activités du ministère au niveau de la direction du béliér (yamoussoukro)	5300000	5459000	5622770
21116010035 coordonner les activités du ministère au niveau de la région du N'zi (Dimbokro)	5300000	5459000	5622770
21116010036 coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbékê (Bouaké)	5300000	5459000	5622770
21116010037 coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gontougo (Bondoukou)	5300000	5459000	5622770
21116010039 coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Haut-Sassandra (Daloa)	5300000	5459000	5622770
21116010040 coordonner les activités du Ministère au niveau de la région San-Pedro	5300000	5459000	5622770
21116010041 coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Tonkpi (Man)	6500000	6695000	6895850
21116010042 coordonner les activités du Ministère au niveau du district d'Abidjan	5300000	5459000	5622770
21116010043 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Kabadougou (Odiénné)	5300000	5459000	5622770
21116010044 coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du poro (Korhogo)	6500000	6695000	6895850
21116010045 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	78000000	78000000	78000000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21116 Administration Générale	1 026 883 271	1 755 068 890	1 814 955 190
2111602 Planification programmation et suivi -évaluation	11 885 248	12 241 805	12 609 060
2 - Biens et services	11 885 248	12 241 805	12 609 060
21116020004 Organiser la planification générale des activités du Ministère	11885248	12241805	12609060
2111603 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	276 900 000	512 296 308	546 504 297
2 - Biens et services	234 900 000	470 296 308	504 504 297
21116030015 Gérer les ressources humaines du Ministère	10500000	179761821	185154676
21116030016 Gérer les ressources financières du Ministère	60400000	95790000	98663700
21116030017 Élaborer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT,	15000000	52118000	53681540
21116030018 Gérer la commande publique du Ministère	9000000	9270000	9548100
21116030019 Prendre en charge les Dépenses liées aux activités interne du Ministère	60000000	53356487	77456281
21116030020 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	45000000	45000000	45000000
21116030023 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	35000000	35000000	35000000
3 - Transferts	42 000 000	42 000 000	42 000 000
21116030022 Transférer à l'assistante technique du BNETD	42000000	42000000	42000000
2111604 Information et communication	9 839 624	202 696 254	208 777 142
2 - Biens et services	9 839 624	202 696 254	208 777 142
21116040002 Organiser la communication des activités du Ministère	9839624	202696254	208777142

II.2.2. Programme 2 : Artisanat

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Artisanat	Action 2.1 : Coordination, encadrement et appui à l'artisanat
	Action 2.2 : Promotion de l'artisanat et de la mutualité
	Action 2.3 : Réalisation d'infrastructures et des sites artisanaux

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Artisanat						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et source de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Moderniser le secteur de l'Artisanat	Nombre de textes élaborés	7	12	2	2	Dénombrement Source : JORCI et Service juridique
	Nombre de textes vulgarisés	2	1	1	1	Dénombrement Source : JORCI et Service juridique
	Nombre d'artisans sensibilisés	500 000	2 000	3 000	5 000	Dénombrement Source : Rapport DEAA
OS 2 : Promouvoir le secteur de l'artisanat	Taux d'artisans financés	ND	10%	15%	30%	Nombre d'artisans ayant obtenu un financement / Nombre d'artisans demandeurs Source : DEAA
	Nombre d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées	ND	2	3	4	Dénombrement Source : DISA
	Taux d'artisans installés sur les sites appropriés	ND	15%	35%	55%	Nombre d'artisans installés / Nombre d'artisans programmés Source : DISA
	Taux d'artisans formés	15	10%	20%	35%	Nombre d'artisans formés / Nombre d'artisans programmés Source : DEAA
	Taux de produits labellisés	ND	10%	20%	35%	Nombre de produits labellisés / Nombre de produits à labelliser Source : DPAM
	Taux de participation aux salons	ND	25%	26%	27%	Nombre de participations effectives / Nombre de salons programmés Source : DPAM

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : ARTISANAT		2 061 144 985	6 198 870 086	6 678 618 597
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	212 413 723	4 680 497 921	4 795 162 861
	Transferts	363 639 108	353 257 375	358 346 914
	Investissements	1 485 092 154	1 165 114 790	1 525 108 822
	Trésor	1 485 092 154	1 165 114 790	1 525 108 822
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22117 Artisanat	2 061 144 985	6 198 870 086	6 678 618 597
2211701 Coordination, encadrement et appui à l'artisanat	494 492 046	982 120 966	1 046 195 756
2 - Biens et services	80 852 938	83 278 526	85 776 881
22117010007 Mettre en œuvre et suivre la stratégie nationale de développement de l'Artisanat	10 352 938	10 663 526	10 983 431
22117010012 Apporter un appui technique et financier aux artisans et aux entreprises artisanales	70 500 000	72 615 000	74 793 450
3 - Transferts	363 639 108	353 257 375	358 346 914
22117010023 Transférer à la chambre nationale de métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	363 639 108	353 257 375	358 346 914
4 - Investissements	50 000 000	545 585 065	602 071 961
Trésor	50 000 000	545 585 065	602 071 961
22117010013 Encadrer les artisans à basculer de l'informel vers le formel	0	82 400 000	84 872 000
22117010014 Renforcer les capacités des artisans mécaniciens	0	41 200 000	42 436 001
22117010015 Former les artisans en gestion	0	61 800 000	63 654 001
22117010016 Renforcer les capacités des artisans coiffeurs et esthéticiens	0	61 800 000	63 654 001
22117010017 Mettre en place une stratégie nationale de développement de l'artisanat	0	72 100 001	74 263 001
22117010018 Renforcer les capacités des artisans en bâtiment	0	36 050 000	37 131 501
22117010019 Renforcer les capacités des artisans en maintenance électronique	0	30 900 001	31 827 001
22117010020 Renforcer les capacités des artisans en chimie agroalimentaire	0	41 200 000	42 436 001
22117010021 Renforcer les capacités des artisans en froid et climatisation	0	30 900 001	31 827 001
22117010024 Construction de Siège de la Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	20 000 000	34 894 025	51 988 581
22117010025 Renforcer les capacités de la Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	10 000 000	17 447 012	25 994 291
22117010065 Caravane de recyclage des chauffeurs professionnels	20 000 000	34 894 025	51 988 581
2211702 Promotion de l'artisanat et de la mutualité	244 560 785	4 363 245 321	4 512 523 955
2 - Biens et services	109 560 785	4 267 286 752	4 369 555 357
22117020005 Organiser le marché ivoirien de l'artisanat	98560785	1512580749	1557958173
22117020008 Promouvoir l'artisanat et la commercialisation des produits	11000000	11330001	11669902
22117020009 Organiser le salon internationale de la mode et du design	0	1390499999	1432215000
22117020010 organiser les journées promotionnelles de l'artisanat	0	154500002	159135001
22117020011 Organiser les masters de la restauration	0	136938499	141046655
22117020012 Organiser les expositions tournantes dans les institutions, les ambassades en Côte d'Ivoire et à l'Étranger	0	46349999	47740500
22117020013 Organiser la semaine des métiers de l'artisanat	0	144200002	148526001
22117020014 Prendre en charge la participation des artisans lors des manifestations promotionnelles	0	845887501	871264125
22117020015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau de la promotion de l'Artisanat	0	25000000	0

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22117 Artisanat	2 061 144 985	6 198 870 086	6 678 618 597
4 - Investissements	135 000 000	95 958 569	142 968 598
Trésor	135 000 000	95 958 569	142 968 598
22117020007 Recasement des ferrailleurs-casse moderne N'dotré	135 000 000	95 958 569	142 968 598
2211703 Réalisation d'infrastructures et des sites	1 312 092 154	755 653 799	1 019 113 386
2 - Biens et services	12 000 000	232 082 643	239 045 123
22117030011 Suivre les travaux d'infrastructure de sites artisanaux	12 000 000	12 360 001	12 730 800
22117030014 Identifier les zones artisanales	0	189 828 999	195 523 871
22117030016 Suivre et Évaluer les activités du Ministère liées à l'acquisition des sites	0	29 893 643	30 790 452
4 - Investissements	1 300 092 154	523 571 156	780 068 263
Trésor	1 300 092 154	523 571 156	780 068 263
22117030007 Installation marché moderne de Vannerie à Modeste (Grand Bassam)	50 092 154	87 395 844	130 211 000
22117030010 Opération recasement des Artisans Sagbé	250 000 000	436 175 312	649 857 263
22117030021 Construction et Equipement de cinq(5) centres d'apprentissage	1 000 000 000	0	0
2211704 Financement de l'activité artisanale	10 000 000	97 850 000	100 785 500
2 - Biens et services	10 000 000	97 850 000	100 785 500
22117040001 Effectuer des missions de prospections pour le financement des activités artisanales	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22117040004 organiser des sessions de formation sur les outils et les mécanismes innovants de financement	0	36 050 000	37 131 500
22117040005 Organiser des tables rondes avec des partenaires financiers et techniques	0	30 900 000	31 827 000
22117040006 Organiser des ateliers d'information et de sensibilisation sur les sources de financement	0	20 600 000	21 218 000

SECTION 361 : MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence de stratégies complètes de facilitation des investissements ;
- l'environnement des affaires peu favorable au développement de l'initiative privée ;
- la faible contribution du secteur privé national à l'économie ;
- l'insuffisance de mobilisation des Investissements Directs Etrangers (IDE) ;
- l'absence d'identification et faiblesse dans la mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- l'absence de coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur en liaison avec les Ministères concernés ;
- la faible contribution à la création et à la gestion des zones industrielles, économiques et zones franches.

I.1.2. Réponses apportées

- l'amélioration de l'environnement des affaires ;
- la mise en place d'un code d'investissement privé attractif ;
- le développement de partenariat public-privé ;
- la création et la gestion de zones industrielles, de zones économiques et de zones franches.

I.1.3. Défis et priorités

- le développement du secteur privé ;
- la promotion de l'investissement privé.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la Gouvernance des structures d'appui à la compétitivité et à l'efficacité des investissements privés ;
- le développement d'une chaîne de production et de gestion des informations multisectorielles sur l'investissement privé ;
- le renforcement du dialogue bilatéral et multilatéral entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers en matière de promotion de l'investissement privé.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance des structures d'appui est renforcée ;
- les investissements privés sont accrus ;
- la promotion de l'entrepreneuriat national est assurée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de promotion de l'investissement privé.

A ce titre, en liaison avec les départements ministériels concernés, et sous l'autorité du Premier Ministre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration et mise en œuvre des stratégies adaptées pour faciliter les investissements ;
- amélioration de la compétitivité de l'environnement des affaires et promotion des initiatives privées ;
- promotion du secteur privé national et des investissements privés étrangers ;
- identification et mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en liaison avec les Ministères concernés ;
- contribution à la création et à la gestion des zones industrielles, économiques et des zones franches.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion de l'Investissement Privé.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DAAF, CPMP			
Programme 2 : Promotion de l'Investissement Privé		CEPICI, INIE	- Projet des réformes informatiques Doing Business -Projet d'Informatisation Doing Business - Mise en œuvre des activités Doing Business) -Projet CLONIX	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Renforcer la Gouvernance des structures du Ministère	RS 1 : La gouvernance des structures d'appui est renforcée	IP 1.1 : Taux de réalisation du plan d'action annuel	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activité Cabinet
		IP 1.2 : Taux de réalisation des diligences issues des réunions de cabinet	Nombre de diligences réalisées / Nombre de diligences prévues Source : Compte rendu des réunions de cabinet
		IP 1.3 Proportion d'agent ayant reçu des renforcements de capacité	Nombre d'agents formés par an/ Nombre total d'agents Source : Rapport de formation
		IP 1.4 Taux d'exécution globale du budget (Hors personnel et abonnement)	Mandat ordonnancé/ Budget actuel Source : Rapport évaluation des DAAF

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG2 : Promouvoir l'investissement privé et l'entrepreneuriat national	RS 2 : L'investissement privé et de l'entrepreneuriat national sont accrues	IP 2.1 : Le rang de la Côte d'Ivoire dans le classement annuel du Doing Business de la Banque Mondiale	Rapport annuel de la Banque Mondiale / Classement Doing Business Source : Rapport Cabinet
		IP 2.2 : La part de l'investissement privé dans le PIB	Investissement privé / PIB Source: Rapport Cabinet
		IP 2.3 : Nombre d'entreprises créées sur le portail unique CEPICI	Dénombrement Source : Rapport d'activité du CEPICI
		IP 2.4 : Nombre de promoteurs accompagnés par l'INIE	Dénombrement Source : Rapport d'activité de l'INIE
		IP 2.5 : Nombre de campagnes menées	Dénombrement Source : Rapport d'activité de l'INIE
		IP 2.6 : Nombre d'entreprises encadrées	Dénombrement Source : Rapport d'activité de l'INIE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	11 213 012 055	9 075 917 896	8 330 198 261
1.1 Ressources Intérieures	11 213 012 055	9 075 917 896	8 330 198 261
1.1.1 Budget Etat	11 213 012 055	9 075 917 896	8 330 198 261
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	11 213 012 055	9 075 917 896	8 330 198 261
2.1 Personnel	2 297 408 472	2 323 509 600	2 350 147 554
2.1.1 Solde y compris EPN	2 297 408 472	2 323 509 600	2 350 147 554
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	982 380 426	795 966 457	840 654 689
2.3 Transferts	2 633 223 157	2 558 045 820	2 594 900 743
2.4 Investissements	5 300 000 000	3 398 396 019	2 544 495 275
Trésor	5 300 000 000	3 398 396 019	2 544 495 275
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du Secrétariat d'Etat
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
Assurer une meilleure coordination et animation des activités du Secrétariat d'État	Taux de réalisation du plan d'action annuel	ND	70	80	90	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévus
	Élaboration du plan stratégique	ND	Oui	Oui	Oui	Plan stratégique élaboré Source : Rapport d'activité du cabinet
Assurer une meilleure gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	Nombre d'agents ayant bénéficié d'une formation au niveau national	ND	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport de formation
	Taux d'exécution globale du budget (Hors personnel et abonnement)	89,13%	100% (du montant exécutable)	100% (du montant exécutable)	100% (du montant exécutable)	Mandat ordonnancé/ Budget actuel Voir rapport évaluation des DAAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
21136 Administration Générale		1 598 249 474	1 417 643 887	1 468 237 299
	Dépenses de personnel	615 869 048	621 677 430	627 582 610
	Dépenses en biens et services	982 380 426	795 966 457	840 654 689
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
21136 Administration Générale	1 598 249 474	1 417 643 887	1 468 237 299
2113601 Coordination et animation	486 898 207	388 619 771	421 087 602
2 - Biens et services	486 898 207	388 619 771	421 087 602
21136010001 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'investissement privé	160 300 000	164 699 410	177 462 270
21136010002 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21136010003 Promouvoir le code des investissements 2019	20 000 000	20 600 000	21 218 000
21136010004 Promouvoir l'investissement privé dans les Pôles Economiques Compétitifs (PEC)	0	20 600 000	21 218 000
21136010005 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	112 598 207	127 100 361	143 900 732
21136010006 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	100 000 000	51 500 000	53 045 000
21136010007 Promouvoir l'investissement privé dans les 31 régions	90 000 000	0	0
2113602 Gestion des ressources humaines Matérielles et financières	1 111 351 267	1 029 024 116	1 047 149 697
1 - Personnels	615 869 048	621 677 430	627 582 610
21136020003 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	283 036 273	284 828 043	286 629 515
21136020011 Transférer des subventions équilibre personnel à Institut Ivoirien de l'Entreprise	332 832 775	336 849 387	340 953 095
2 - Biens et services	495 482 219	407 346 686	419 567 087
21136020001 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21136020002 Prendre en charge les Dépenses liées aux activités du Secrétariat d'Etat	208 297 069	166 635 686	171 634 756
21136020004 Élaborer et mettre en œuvre les DPPD-PAP	30 000 000	30 900 000	31 827 000
21136020005 Gérer les ressources financières du Secrétariat d'Etat	83 485 150	30 900 000	31 827 000
21136020006 Gérer les ressources humaines du Secrétariat d'Etat	30 000 000	30 900 000	31 827 001
21136020008 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	36 000 000	37 080 000	38 192 400
21136020009 Assurer la maintenance des équipements et infrastructures de l'ensemble des unités administratives du SEPMPPI	58 000 000	59 740 000	61 532 200
21136020010 Gérer la commande publique du Secrétariat d'Etat	19 700 000	20 291 000	20 899 730

II.2.2. Programme 2 : Promotion de l'investissement privé

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme 2	Actions
Promotion de l'investissement privé	Action 2.1 : Accompagnement et suivi des activités des nouveaux entrepreneurs
	Action 2.2 : Promotion des Partenariats Publics Privés
	Action 2.3 : Promotion des investissements privés

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de l'investissement privé						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
Promouvoir l'entrepreneuriat	Nombre de promoteurs accompagnés par l'INIE	300	1000	1500	2000	Dénombrement Source : Rapport d'activité de de l'INIE
	Nombre d'actions de sensibilisation menées par l'INIE	5	10	15	20	Dénombrement Source : Rapport d'activité de de l'INIE
	Nombre d'entreprises encadrées par l'INIE	125	1500	2000	2500	Dénombrement Source : Rapport d'activité de de l'INIE
Promouvoir l'investissement privé	Part de l'investissement privé dans le PIB	13,80%	15,20%	16,60%	17,20%	Investissement privé / PIB Source : Rapport Cabinet
	Nombre d'entreprises créées sur le portail unique CEPICI	14 812	20 236	23 048	25 860	Dénombrement Source : Rapport d'activité du CEPICI
	Rang de la Côte d'Ivoire dans le classement annuel du Doing Business de la Banque Mondiale	122ème	100ème	90ème	85ème	Rapport annuel de la Banque Mondiale / Classement Doing Business Source : Rapport Cabinet

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2020	2021	2022
22137 Promotion de l'investissement privé		9 614 762 581	7 658 274 009	6 861 960 962
	Dépenses de personnel	1 681 539 424	1 701 832 170	1 722 564 944
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	2 633 223 157	2 558 045 820	2 594 900 743
	Investissements	5 300 000 000	3 398 396 019	2 544 495 275
	Trésor	5 300 000 000	3 398 396 019	2 544 495 275
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
22137 Promotion de l'investissement privé	9 614 762 581	7 658 274 009	6 861 960 962
2213701 Accompagnement et suivi des activités des nouveaux entrepreneurs	728 723 157	939 893 678	1 202 312 483
3 - Transferts	428 723 157	416 483 304	422 483 767
22137010001 Transférer les crédits à l'INIE	428 723 157	416 483 304	422 483 767
4 - Investissements	300 000 000	523 410 374	779 828 716
Trésor	300 000 000	523 410 374	779 828 716
22137010002 Projet clonix	300 000 000	523 410 374	779 828 716
2213703 Promotion des investissements privés	8 886 039 424	6 718 380 331	5 659 648 479
1 - Personnels	1 681 539 424	1 701 832 170	1 722 564 944
22137030007 Transférer les subventions équilibre personnel au CEPICI	1 681 539 424	1 701 832 170	1 722 564 944
3 - Transferts	2 204 500 000	2 141 562 516	2 172 416 976
22137030001 Transférer les crédits au CEPICI	642 557 438	624 212 712	633 206 027
22137030002 Transférer les crédits relatifs à la promotion de l'investissement	734 242 219	713 279 934	723 556 480
22137030003 Transférer les crédits relatifs aux activités du Doing Business	827 700 343	804 069 870	815 654 469
4 - Investissements	5 000 000 000	2 874 985 645	1 764 666 559
Trésor	5 000 000 000	2 874 985 645	1 764 666 559
22137030004 Mise en œuvre activités du Doing Business / CEPICI	3 700 000 000	1 642 848 940	1 008 380 891
22137030005 Projet d'Informatisation/Doing Business	1 300 000 000	1 232 136 705	756 285 668

SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. En matière d'Emploi

- la difficulté d'insertion socio-professionnelle des personnes vulnérables, y compris les personnes vivant avec un handicap et les femmes ;
- la prédominance de l'emploi informel (93,9%) ;
- la persistance du sous-emploi et des emplois précaires ;
- l'inadaptation du profil des demandeurs d'emploi à l'offre d'emplois ;
- la faible création d'emplois au niveau des entreprises ;
- le manque de qualification et d'expérience des demandeurs d'emplois ;
- la demande de salaires non réalistes.

I.1.1.2. En matière de Travail

- la persistance du travail des enfants de moins de 14 ans et des pires formes de travail des enfants ;
- le non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité des travailleurs dans les entreprises ;
- la méconnaissance des dispositions du Code du Travail de 2015 par des employeurs, des employés et des acteurs censés faire de l'arbitrage des conflits dans le milieu du travail ;
- les mouvements récurrents de grève dans le secteur privé et le secteur public ;
- le non-respect de l'application du SMIG ;
- l'insuffisance des moyens de mobilité pour inspecter les lieux de travail ;
- l'accessibilité limitée des usagers aux Inspections du Travail ;
- l'inexistence d'un système de protection des travailleurs de l'économie informelle;
- l'inexistence d'une base de données statistique sur le travail.

I.1.1.3. En matière de Protection Sociale

- la difficulté des personnes vulnérables à surmonter les chocs sociaux ;
- la faible couverture de la population pour ce qui concerne la maladie;
- la difficulté d'insertion éducative, socio-professionnelle et culturelle des personnes vivant avec un handicap ;
- l'inexistence d'une couverture sociale pour les travailleurs du secteur informel ;
- le non-respect de la législation communautaire en matière de mutualité sociale ;
- l'inexistence d'une politique nationale pour les personnes âgées ;
- l'insuffisance des services sociaux de base ;
- l'insuffisance de travailleurs sociaux publics ;
- la couverture limitée des risques (retraite, décès, accidents de travail et maladies professionnelles et prestations familiales) ;
- le faible niveau de connaissance de la sécurité sociale de la part des animateurs du secteur privé informel.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. En matière d'Emploi

- l'actualisation du Plan d'Actions Stratégique (PAS) 2018-2020 de la PNE 2016-2020;
- l'évaluation d'une dizaine de projets;
- la restitution des résultats préliminaires de l'étude sur l'Emploi des Personnes Handicapées;
- l'élaboration du document de Stratégie de Promotion de l'emploi des couches vulnérables;
- la réalisation de la cartographie des initiatives d'emplois sur l'ensemble du territoire ;
- l'adoption par le Gouvernement d'une Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2016-2020;
- le financement projets collectifs et de projets individuels portés par des personnes vulnérables;
- l'édition de l'ensemble des décrets d'application se rapportant au titre I du Code du Travail ;
- l'organisation de séances de sensibilisation à l'endroit des élus locaux à la prise en compte de l'approche THIMO;
- la mise en œuvre du Plan Stratégique de Développement du Système d'Information sur le Marché du Travail ;
- la collecte des données relatives à l'Enquête Emploi 2017 ;
- l'opérationnalisation du projet Carte ;
- l'actualisation et la disponibilité régulière du Tableau de Bord Emploi ;
- la réalisation de l'étude sur la situation de l'emploi des personnes handicapées.

I.1.2.2. En matière de Travail

- l'examen de projets de décrets d'application du Code du Travail par la Commission Consultative du Travail et leur transmission au Secrétariat Général du Gouvernement;
- l'adoption par le gouvernement de décrets du titre I, dont le décret relatif aux travaux interdits aux femmes et aux femmes enceintes et le décret portant modalités particulières en cas de grève dans le secteur privé;
- la finalisation du document de formulation du PPTD 2017-2020 de la Côte d'Ivoire;
- la révision, par arrêtés, de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants;
- la détermination de la liste des travaux légers autorisés aux enfants dont l'âge est compris entre 13 et 16 ans;
- l'élaboration d'un projet de document de Politique Nationale du Travail;
- la vulgarisation du Code du Travail de 2015 à l'endroit des Magistrats et des Inspecteurs du travail;
- l'élaboration du barème des salaires 2015 consécutivement à la revalorisation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG);
- la ratification des Conventions n° 150, n° 155, n° 160, n° 161, n° 171, et n° 187 de l'OIT;
- l'instauration d'un dialogue social effectif entre les partenaires sociaux ;
- l'actualisation de la base de données syndicales du pays;
- la sensibilisation du Gouvernement et des partenaires sociaux sur les bonnes pratiques du dialogue social ;
- la promotion de la santé et sécurité au Travail ;
- l'application du cadre juridique relatif au travail décent ;
- la lutte contre le travail des enfants ;
- la création d'un Observatoire National des Accidents du Travail et Maladies Professionnelles indemnisables (ONATMP) ;
- la révision de la liste des maladies professionnelles indemnisables.

I.1.2.3. En matière de Protection Sociale

- le renforcement du dispositif de mise en œuvre des actions de protection/ Promotion en matière de protection sociale ;
- l'assistance, le soutien et la prise en charge des indigents et des personnes vulnérables ;
- la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
- le renforcement de la mutualité sociale ;
- le renforcement de la gouvernance des institutions de prévoyance sociale ;
- le renforcement de la prévoyance sociale des fonctionnaires et agents de l'Etat.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- En matière d'Emploi
 - la mise à disposition annuelle de l'information sur l'emploi dans les délais requis ;
 - l'amélioration de la qualité de l'emploi ;
 - la création d'un observatoire de l'emploi ;
 - l'amélioration considérable de l'accessibilité des personnes handicapées, des femmes et des jeunes à l'emploi.
- En matière de travail
 - l'éradication des pires formes de travail des enfants ;
 - le respect des règles d'hygiène et de sécurité au travail dans toutes les entreprises ;
 - l'application effective du SMIG dans toutes les entreprises ;
 - l'accroissement de l'accessibilité des travailleurs au service d'inspection du travail ;
 - le renforcement des capacités Matérielles des inspecteurs du travail ;
 - la revalorisation du Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) ;
 - l'organisation des élections professionnelles ;
 - le maintien d'une trêve sociale durable ;
 - une large diffusion du Code du Travail de 2015 auprès des parties prenantes ;
 - la révision de la Convention Collective Interprofessionnelle de 1977.
- En matière de protection Sociale
 - le démarrage effectif des prestations de la CMU avec toutes les personnes enrôlées ;
 - le développement de la mutualité sociale ;
 - la mise en place d'un système viable de production et de gestion de l'information sur le secteur social ;
 - l'accroissement du nombre de structures d'action sociale (centres sociaux et institutions spécialisées) ;
 - la signature des décrets d'application de la loi n°98-594 du 10 novembre 1998 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;
 - la mise en place d'une stratégie de prise en charge des personnes âgées ;
 - le développement d'un système de protection des travailleurs du secteur informel.

I.1.3.2. Priorités

- En matière d'Emploi
 - la mise en œuvre des projets d'emploi ;
 - la réalisation d'études sur la situation de l'emploi ;
 - la création d'un observatoire de l'emploi ;
 - l'élaboration de textes juridiques et de documents de référence de l'emploi ;
 - la production d'informations statistiques sur l'emploi.

- En matière de Travail
 - la sensibilisation des populations sur le travail des enfants ;
 - l'installation des comités locaux de lutte contre le travail des enfants ;
 - la mise en œuvre du plan de renaissance des infrastructures des services en charge du travail ;
 - la formation des parties prenantes sur le Code du Travail de 2015 ;
 - l'élaboration d'un document de référence du domaine ;
 - le suivi de l'application des normes de santé et sécurité au travail ;
 - l'élaboration des textes du dispositif légal et institutionnel du travail ;
 - le suivi de l'application des normes nationales et internationales du travail ;
 - le règlement des conflits collectifs ou individuels dans les milieux professionnels public et privé ;
 - la mise en place d'une base de données statistique sur le travail ;
 - la vulgarisation des bonnes pratiques et partage d'expériences ;
 - la conception d'un dispositif d'amélioration des conditions de travail dans l'économie informelle ;
 - la commémoration des Journées statutaires du domaine du travail ;
 - l'organisation des élections de représentativité des organisations syndicales.

- En matière de Protection Sociale
 - la construction/réhabilitation et équipement des structures sociales (INFS, centres sociaux, centres d'éducation spécialisée...)
 - la réalisation d'études sur la protection sociale dans notre pays ;
 - l'élaboration de textes juridiques et de documents de la protection sociale ;
 - la production d'informations statistiques de la protection sociale ;
 - la formation des animateurs du secteur social ;
 - l'assistance et octroi d'aides aux personnes vulnérables, y compris les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les indigents ;
 - la sensibilisation des mutuelles sociales sur la nécessité de se constituer en mutuelle sociale ;
 - le recensement des mutuelles sociales ;
 - la vulgarisation des bonnes pratiques et partage d'expériences
 - la mise en place d'une base de données statistique sur la protection sociale ;
 - la poursuite de la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
 - le suivi de la mise en place du Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la lutte contre le chômage par la création d'emplois ;
- la lutte contre le travail des enfants;

- la promotion d'un travail décent ;
- la protection des populations vulnérables et le respect des droits humains.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les populations en âge de travailler accèdent à un emploi décent ;
- les populations en âge de travailler accèdent à un travail décent ;
- les populations, les plus vulnérables surmontent les chocs sociaux.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Emploi et de la Protection Sociale.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'emploi :

- application, Contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'emploi ;
- identification des mesures visant la création d'emplois, en particulier pour les populations défavorisées, notamment les femmes et les handicapés, en liaison avec le Ministre chargé de l'Emploi des Jeunes ;
- formulation d'actions de mise en adéquation de la formation et de l'emploi ;
- assistance aux chômeurs et handicapés du travail ;
- Contrôle de l'application des normes, des lois et règlements en matière de travail ;
- prévention et gestion des conflits collectifs de travail ;
- élaboration, suivi et Contrôle de l'application des normes, lois et règlements en matière de travail des enfants, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et de l'Enfant ;
- coordination, identification et mise en œuvre des mesures dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants ;
- renforcement de la protection des travailleurs, notamment de ceux atteints de l'infection du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- élaboration, suivi et Contrôle de la Réglementation de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- renforcement de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.3.2. En matière de Protection sociale

- promotion, mise en œuvre et suivi de la politique de sécurité sociale ;
- renforcement et harmonisation du cadre institutionnel et de la prévoyance sociale ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- coordination et supervision de la politique des affaires sociales ;
- formation professionnelle des travailleurs sociaux ;
- mise en œuvre d'une politique cohérente d'encadrement et de formation des handicapés ainsi que de leur insertion dans le tissu social, notamment dans le monde du travail ;
- mise en œuvre et renforcement du plaidoyer en faveur de la prévention des handicaps résultant des accidents de travail et de la voie publique, auprès des populations et des institutions ;
- mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Emploi ;
- Programme 3 : Travail ;
- Programme 4 : Protection Sociale.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES – PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD–PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

TABLEAU 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	-Cabinet, IG, DAJ, SCRIP, SQN, DCSP, DPEI, DAF, DRH, CPMP, Comité sectoriel			
Programme 2 : Emploi	DGE, CNCISE, DSPE, DSEPE, DOEM, CSPE		-Production et diffusion de statistiques du travail -Projet de Promotion Emploi couches vulnérables	
Programme 3 : Travail	DGT, DIT, DRT, CCT, DSST, DLTE, CNDS, SMHT, DRT29 DR, 1 DDT, 08 IT		-Réhabilitation et équipement des services de l'administration du travail -Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI)	
Programme 4 : Protection Sociale	DGPS, DPPH, DAS, DSSM, CNSS, CMU CCS-CMU, DRPS (29 DR), PNPS, INIPA, CEFPPH, EclS, CDPH, CNPPH, CNAS, CLc le Vih-sida, CAHG -(CS) (94), Ensemble des centres pour handicapés à Abidjan.	-Institut National de Formation Sociale (INFS) -Agence Ivoirienne de Régulation de la Mutualité Sociale (AIRMS) -IPS-Caisse Nationale d'Assurance Maladie (IPS-CNAM)	-Construction et équipement de Centres Sociaux -Réhabilitation et équipement des centres sociaux -Réhabilitation des bâtiments de l'INFS -Couverture Maladie Universelle (CMU) -CMU/ soutien aux indigents -Réhabilitation et équipement du centre d'éducation socio-professionnelle pour personnes handicapées (CESPPH) de Danané -Projet National d'Assistance aux Personnes Agées -Construction et équipement des fermes-écoles	

II.1.2. Performance globale du ministère

TABLEAU 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats stratégiques (RS)	Indicateurs de performance (IP)	Méthode de calcul/source de collecte
OG 1 : Améliorer l'accessibilité des populations en âge de travailler à un emploi décent	RS 1.les populations en âge de travailler accèdent à un emploi décent	Réduction du taux de chômage	Nombre de chômeurs / Effectif des personnes en âge de travailler Source : Enquête emploi
		Pourcentage de travailleurs du secteur informel	Nombre de travailleurs du secteur informel / Effectif des travailleurs Source : Enquête emploi
OG 2 : Garantir l'accessibilité des populations en âge de travailler à un travail décent	RS 2.les populations en âge de travailler accèdent à un travail décent	Pourcentage de travailleurs accédant à un emploi décent	Nombre de travailleurs accédant à un emploi décent / Nombre total de demandes d'emploi Source : DGE
		Pourcentage des entreprises privées offrant un emploi décent	Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées qui observent effectivement les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail / Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées dans l'observance des règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail Source : Cadre des résultats de la DSSM et de la DIT
		Proportion d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés	Nombre d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés / effectif des enfants de 5 à 13 ans Source : Enquête emploi

Objectifs Globaux (OG)	Résultats stratégiques (RS)	Indicateurs de performance (IP)	Méthode de calcul/source de collecte
OG 3 : Garantir aux populations, notamment les plus vulnérables, l'accessibilité à la protection sociale	RS 3.les populations les plus vulnérables ont accès à la protection sociale	Taux d'accroissement du nombre de Centres Sociaux et des établissements spécialisés du MEPS	Nombre de nouveaux Centres Sociaux et établissements spécialisés du MEPS créés au cours d'une année / Nombre total de Centres Sociaux et établissements spécialisés existants au cours d'une année
		Taux de la population ayant accès à la protection sociale	Population bénéficiant de la protection sociale / Population totale Source : DGPS
		Nombre de personnes enrôlées à la CMU	Dénombrement Source : Données de SNEDAI / CNAM
		Nombre de mutuelles sociales immatriculées Proportion de travailleurs affiliés à une mutuelle sociale	Dénombrement Nombre total de travailleurs affiliés à une mutuelle / Nombre total de travailleurs Source : AIRMS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	33 320 885 113	33 732 405 714	34 652 287 879
1.1 Ressources Intérieures	33 320 885 113	33 732 405 714	34 652 287 879
1.1.1 Budget Etat	33 320 885 113	33 732 405 714	34 652 287 879
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	33 320 885 113	33 732 405 714	34 652 287 879
2.1 Personnel	15 747 449 475	15 851 905 742	15 957 090 693
2.1.1 Solde y compris EPN	15 747 449 475	15 851 905 742	15 957 090 693
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	3 058 702 535	2 828 719 286	2 922 809 342
2.3 Transferts	2 364 733 103	2 390 135 254	2 450 057 675
2.4 Investissements	12 150 000 000	12 661 645 432	13 322 330 169
Trésor	12 150 000 000	12 661 645 432	13 322 330 169
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer la coordination générale en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale	Proportion d'entités fonctionnelles inspectées	12%	27%	40%	48%	Nombre d'entités fonctionnelles ayant été inspectés / Nombre total d'entité fonctionnelle à inspecter Source : Cabinet /IG
	Nombre de travailleurs du secteur privé décorés	2572	6300	6600	6900	Dénombrement Source : Cabinet / SMHT
OS 2 : Améliorer la planification et le système de suivi-évaluation des programmes, projets et activités	Disponibilité des informations actualisées ; Mise en ligne des informations statistiques actualisées	OUI	OUI	OUI	OUI	Existence d'une base de données annuelles actualisées (oui / non) Source : Annuaire statistique de l'année antérieure du Ministère. Cabinet /DPEI
	Taux de réalisation des programmes, projets et activités programmés	45%	65%	70%	75%	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités programmées Source : DPEI
OS 3 : Améliorer la gestion humaine, financière et matérielle	Taux des administrateurs de crédit formés en matière de gestion des finances publiques	55%	65%	70%	75%	Nombre d'administrateurs de crédits formés / effectif total des administrateurs de crédits à former Source : Rapport de la formation / DAF
	Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	12%	25%	30%	35%	Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité / effectif total de personnel du ministère Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21150 Administration Générale		17 129 471 679	17 294 084 070	17 461 581 531
	Dépenses de personnel	14 916 674 091	15 011 104 597	15 106 046 387
	Dépenses en biens et services	1 262 498 669	1 304 171 586	1 347 363 021
	Transferts	950 298 919	978 807 887	1 008 172 123
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7. Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21150 Administration Générale	17 129 471 679	17 294 084 070	17 461 581 531
2115001 Coordination et animation	1 309 540 565	1 352 624 739	1 397 269 768
2 - Biens et services	359 241 646	373 816 852	389 097 645
21150010001 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	127 050 000	130 861 500	134 787 345
21150010003 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'emploi, de travail et de protection sociale	70 000 000	72 100 000	74 263 000
21150010004 Contrôler les services et structures sous-tutelle du Ministère	16 000 000	16 480 000	16 974 400
21150010005 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21150010006 Suivre la mise en oeuvre du Système Qualité dans les services du Ministère	2 000 000	2 060 000	2 121 800
21150010007 Elaborer les projets de texte réglementaires et gérer les contentieux	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21150010012 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	116 191 646	123 475 352	131 239 700
21150010013 Sensibiliser le personnel sur le phénomène du VIH SIDA	2 000 000	2 060 000	2 121 800
21150010014 Organiser la décoration dans l'ordre du mérite du travail	10 000 000	10 300 000	10 615 200
21150010015 Assister les personnes et communautés en détresse	2 000 000	2 060 000	2 121 800
3 - Transferts	950 298 919	978 807 887	1 008 172 123
21150010010 Apporter un appui institutionnel aux centrales syndicales	800 000 000	824 000 000	848 720 000
21150010011 Prendre en charge les honoraires des agents sous la Convention du BNETD	150 298 919	154 807 887	159 452 123

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21150 Administration Générale	17 129 471 679	17 294 084 070	17 461 581 531
2115002 Planification, programmation et suivi - évaluation	28 000 000	28 840 000	29 705 200
2 - Biens et services	28 000 000	28 840 000	29 705 200
21150020001 Elaborer et suivre l'exécution des projets du MEPS	14 000 000	14 420 000	14 852 600
21150020002 Organiser la planification générale des activités du Ministère	14 000 000	14 420 000	14 852 600
2115003 Gestion des ressources humaines Matérielles et financières	15 777 931 114	15 898 199 331	16 019 753 963
1 - Personnels	14 916 674 091	15 011 104 597	15 106 046 387
21150030005 Prendre en charges les Salaires du personnel fonctionnaire	14 916 674 091	15 011 104 597	15 106 046 387
2 - Biens et services	861 257 023	887 094 734	913 707 576
21150030001 Gérer les ressources humaines du Ministère	14 000 000	14 420 000	14 852 600
21150030002 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	170 000 000	175 100 000	180 353 000
21150030003 Gérer les ressources financières du Ministère	48 000 000	49 440 000	50 923 200
21150030006 Elaborer le DPPD-PAP / CDMT, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre	23 000 000	23 690 000	24 400 700
21150030007 Prendre en charge les Dépenses liées aux contrats et aux équipements centralisés	82 710 653	85 191 973	87 747 732
21150030009 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	270 000 000	278 100 000	286 443 000
21150030010 Organiser la fête du travail le 1er Mai	243 546 370	250 852 761	258 378 344
21150030011 Gérer la commande publique du ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
2115004 Gestion des systèmes d'information et de communication	14 000 000	14 420 000	14 852 600
2 - Biens et services	14 000 000	14 420 000	14 852 600
21150040001 Organiser la communication des activités du ministère	14 000 000	14 420 000	14 852 600

II.2.2. Programme 2 : Emploi

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Emploi	Action 2.1 : Coordination de la Politique de l'emploi
	Action 2.2 : Élaboration et suivi-évaluation des projets et des programmes d'emploi
	Action 2.3 : Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 2 : Emploi						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer la coordination nationale en matière d'Emploi	Taux d'emplois vulnérables	73,3%	68%	66,75%	64%	Enquête Emploi Source : Rapport d'enquête / DGE
	Taux de sous-emploi lié au temps de travail	16,6%	13,18%	12,70%	12,16%	Enquête Emploi Source : Rapport d'enquête / DGE
OS 2 : Améliorer la planification et contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi	Disponibilité des Résultats de l'Enquête Emploi	OUI	OUI	OUI	OUI	Résultats de l'enquête disponibles (oui/ non) Source : DGE
	Système d'information sur la situation du marché du travail, fonctionnel	NON	OUI	OUI	OUI	Système d'information fonctionnel et disponible (oui / non) Source : DGE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22151 Emploi		332 600 000	336 326 982	404 805 124
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	57 000 000	58 710 000	60 471 300
	Transferts	150 000 000	145 717 567	147 816 986
	Investissements	125 600 000	131 899 415	196 516 838
	Trésor	125 600 000	131 899 415	196 516 838
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7. Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22151 Emploi	332 600 000	336 326 982	404 805 124
2215101 Coordination de la politique de l'emploi	150 600 000	157 649 415	223 039 338
2 - Biens et services	25 000 000	25 750 000	26 522 500
22151010001 Rédiger les rapports sur les statistiques de l'Emploi	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22151010002 Coordonner les projets et les activités des structures de l'Emploi	16 000 000	16 480 000	16 974 400
22151010004 Suivre la mise en oeuvre de la politique de l'emploi	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22151010006 Organiser des sessions consultatives sur la mise en oeuvre de la politique Emploi	2 000 000	2 060 000	2 121 800
4 - Investissements	125 600 000	131 899 415	196 516 838
Trésor	125 600 000	131 899 415	196 516 838
22151010003 Production et diffusion de statistiques du travail	80 000 000	52 341 037	77 982 872
22151010007 Projet de Promotion emploi des couches vulnérables	45 600 000	79 558 378	118 533 966
2215102 Elaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi	32 000 000	32 960 000	33 948 800
2 - Biens et services	32 000 000	32 960 000	33 948 800
22151020001 Suivre et évaluer les projets et programmes d'emploi	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22151020002 Faire de l'observation de l'Emploi	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22151020003 Élaborer les stratégies et les programmes d'emploi	11 000 000	11 330 000	11 669 900
2215103 Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables	150 000 000	145 717 567	147 816 986
3 - Transferts	150 000 000	145 717 567	147 816 986
22151030002 Former et insérer les jeunes selon les réalités socio-économiques du territoire	150 000 000	145 717 567	147 816 986

II.2.3. Programme 3 : Travail

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Travail	Action 3.1 : Gouvernance du secteur du travail;
	Action 3.2 : Elaboration et suivi de la réglementation du travail
	Action 3.3 : Dialogue social
	Action 3.4 : Lutte contre le travail des enfants

Tableau 5. Performance du programme

Programme 3 : Travail						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du Secteur du Travail	Politique Nationale du Travail disponible	NON	OUI	OUI	OUI	Document de politique Nationale du Travail disponible (oui / non) Source : DGT
	Base de données statistiques du travail fonctionnelle	NON	NON	OUI	OUI	Base de données fonctionnelle et disponible (oui / non) Source : DGT
	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Cabinet
	Nombre d'acteurs du secteur de l'emploi formés dans des domaines d'intérêt de leurs interventions	110	110	110	110	Dénombrement Source : Rapport d'activités de formation / DGT
	Proportion annuelle des entreprises privées inspectées	44%	55%	60%	65%	Nombre d'entreprises privées inspectées / Nombre total d'entreprises privées à inspecter Source : Rapport d'activités / DIT
OS 2 : Promouvoir la santé et sécurité au travail	Taux des entreprises du secteur privé formel impliquées observant les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail	5%	20%	40%	50%	Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées observant les normes d'hygiène de santé et de sécurité au travail / Nombre total de structures impliquées Source : Rapport d'activités / DSST
	Institut National de Santé et de Sécurité au Travail fonctionnel	NON	NON	OUI	OUI	Institut fonctionnel (oui ou non) Source : DSST
	Nombre de partenaires sociaux formés à l'application des normes d'hygiène, de santé et sécurité au travail	0	100	200	300	Dénombrement Source : DSST
OS 3 : Renforcer la lutte contre le travail et la traite des enfants	Nombre de DR ou DD disposant d'une cellule chargée de la lutte contre les Pires formes de Travail et la Traite des Enfants fonctionnelle	26	33	42	ND	Dénombrement Source : Rapport d'installation des cellules
	Nombre de départements disposant d'un système d'observation et de suivi du travail des enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI)	8	14	18	ND	Dénombrement Source : Rapport d'installation des SOSTECI
	Proportion d'enfants de 5 à 17 ans économiquement occupés	28,2%	ND	ND	ND	Nombre d'enfants de 5-17 ans économiquement occupés / Nombre total d'enfants de 5 à 17 ans Source : DLTE
	Proportion d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés	20,9%	ND	ND	ND	Nombre d'enfants de 5-13 ans économiquement occupés / Nombre total d'enfants de 5 à 13 ans Source : DLTE

Programme 3 : Travail						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 4 : Promouvoir le dialogue social	Nombre de partenaires sociaux formés sur le dialogue social	0	50	100	150	Dénombrement Source : Rapport d'activités / CNDS
	Nombre de conflits collectifs majeurs réglés	4	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités du CNDS
	Nombre d'avis émis sur les licenciements collectifs pour motif économique	197	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / CNDS

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22152 Travail		339 300 000	422 587 124	520 880 915
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	239 300 000	248 117 000	260 938 010
	Transferts	0	0	0
	Investissements	100 000 000	174 470 124	259 942 905
	<i>Trésor</i>	100 000 000	174 470 124	259 942 905
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22152 Travail	339 300 000	422 587 124	520 880 915
2215201 Gouvernance du secteur du travail	179 000 000	205 721 038	235 874 272
2 - Biens et services	149 000 000	153 380 000	157 891 400
22152010003 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans le District Autonome de Yamoussoukro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010004 coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la région du N'ZI Comoe	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010005 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gbêkê (Bouake)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010006 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Poro (Korhogo)	4 000 000	4 120 000	4 243 600

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22152 Travail	339 300 000	422 587 124	520 880 915
22152010007 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Kabadougou (Odiene)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010008 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gontougou (Bondoukou)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010009 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010010 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Goh (Gagnoa)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010011 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Tonkpi (Man)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010012 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Moyen Cavally (Guiglo)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010013 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de San Pedro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010014 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de l'Indenie Djuablin (Abengourou)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010015 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Sud Comoe (Aboisso)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010016 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de l'Agneby Tiassa (Agboville)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010017 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail du District Autonome d'Abidjan	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010018 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Touba	7 000 000	7 120 000	7 243 600
22152010019 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Bouafle	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010020 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Divo	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010021 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Seguela	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010022 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Duekoue	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010023 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Dabou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010024 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Toumodi	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010025 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Katiola	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010026 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Bouna	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010027 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région d'Adzope	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010028 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Daoukro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010029 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Boundiali	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010030 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Soubre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010031 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Ferkessedougou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010032 coordonner la mise en oeuvre de la politique gouvernementale du travail dans le Département de Grand Bassam	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22152010037 Apporter un appui technique en matière de travail aux entités fonctionnelles	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22152010038 Coordonner la mise en oeuvre de la stratégie du programme Travail	16 000 000	16 480 000	16 974 400
22152010042 Élaborer un système statistique des services en charge du travail	5 000 000	5 150 000	5 304 500
4 - Investissements	30 000 000	52 341 038	77 982 872
Trésor	30 000 000	52 341 038	77 982 872
22152010040 Réhabilitation et équipement des services de l'administration du Travail	30 000 000	52 341 038	77 982 872
2215202 Elaboration et suivi de la Réglementation du travail	60 200 000	63 734 000	67 891 520
2 - Biens et services	60 200 000	63 734 000	67 891 520
22152020002 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Koumassi	3 400 000	3 718 000	4 110 340
22152020003 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Marcory	3 400 000	3 718 000	4 110 340
22152020004 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail du Plateau	3 400 000	3 718 000	4 110 340

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22152 Travail	339 300 000	422 587 124	520 880 915
22152020005 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Treichville	3 400 000	3 718 000	4 110 340
22152020006 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Vridi	3 400 000	3 718 000	4 110 340
22152020007 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Yopougon	3 400 000	3 718 000	4 110 340
22152020008 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de d'Abobo Adjamé	3 400 000	3 718 000	4 110 340
22152020009 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Cocody	3 400 000	3 718 000	4 110 340
22152020010 Elaborer et faire appliquer les textes législatifs et réglementaires en matière du Travail	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22152020011 Coordonner les activités des Inspections du travail	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22152020012 Suivre l'application de la Réglementation de la prévention des risques professionnels	11 000 000	11 330 000	11 669 000
2215203 Dialogue social	19 100 000	19 673 000	23 485 190
2 - Biens et services	19 100 000	19 673 000	23 485 190
22152030002 Organiser des rencontres avec les secteurs privés et public	17 100 000	17 613 000	18 501 390
22152030004 Coordonner les activités de Dialogue social	2 000 000	2 060 000	4 983 800
2215204 Lutte contre le travail des enfants	81 000 000	133 459 086	193 629 933
2 - Biens et services	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22152040001 Lutter contre le travail des enfants	11 000 000	11 330 000	11 669 900
4 - Investissements	70 000 000	122 129 086	181 960 033
Trésor	70 000 000	122 129 086	181 960 033
22152040002 Projet/Système d'observation et de suivi du Travail des Enfants (Projet SOSTECI)	70 000 000	122 129 086	181 960 033

II.2.4. Programme 4 : Protection Sociale

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protection sociale	Action 4.1 : Gouvernance du secteur de la protection sociale
	Action 4.2 : Protection des groupes vulnérables
	Action 4.3 : Promotion de la sécurité sociale et mutualité
	Action 4.4 : Formation des travailleurs sociaux

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 4 : Protection Sociale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gouvernance de la Protection Sociale	Existence du Rapport annuel d'activités	OUI	OUI	OUI	OUI	Rapport annuel d'activités disponible (oui / non) Source : DGPS
	Existence de données annuelles actualisées	OUI	OUI	OUI	OUI	Existence de donnée (oui / non) Source : Rapport d'activités / DGPS
	Plateforme Nationale de Protection Sociale fonctionnelle	NON	OUI	OUI	OUI	Existence de plate-forme (oui / non) Source : Rapport d'activités du DGPS
	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Cabinet
OS 2 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière d'action sociale et de promotion des personnes handicapées	Nombre de personnes handicapées diplômés bénéficiaires du recrutement dérogatoire à la fonction publique	1237	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPS, DPPH, Ministère de la Fonction Publique
	Taux d'accroissement du nombre de Centres Sociaux et des établissements spécialisés du MEPS	9%	15%	19%	24%	Nombre de Centres Sociaux et des établissements spécialisés réalisés / nombre de Centres Sociaux et des établissements spécialisés prévus x 100 Source : CABINET/DGP
OS 3 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière de sécurité sociale	Nombre de personnes vulnérables enrôlées à la CMU	896.536	4.715.748	5.840.868	ND	Dénombrement Source : CNAM, DGPS, DSSM
	Nombre de bénéficiaires des prestations de la CMU	54 320	ND	ND	ND	Dénombrement Source : CNAM, DGPS, DSSM
	Nombre de mutuelles sociales immatriculées	24	93	150	350	Dénombrement Source : Rapport d'activités AIRMS - DGPS - DSSM
	Décrets portant création des régimes complémentaires de retraite par capitalisation des travailleurs du secteur formel (public et privé) disponibles et mis en œuvre	NON	OUI	OUI	OUI	Décrets disponibles et mis en œuvre (oui / non) Source : DGPS /DSSM/CNPS/CGRAE SGG
	Textes portant RSTI et RCTI disponibles et appliqués	NON	OUI	OUI	OUI	Vérification de l'existence et de l'application desdits textes Source : Rapports d'activités DGPS /DSSM/CNPS, SGG

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6. Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22153 Protection sociale		15 519 513 434	15 679 407 538	16 265 020 309
	Dépenses de personnel	830 775 384	840 801 145	851 044 306
	Dépenses en biens et services	1 499 903 866	1 217 720 700	1 254 037 011
	Transferts	1 264 434 184	1 265 609 800	1 294 068 566
	Investissements	11 924 400 000	12 355 275 893	12 865 870 426
	Trésor	11 924 400 000	12 355 275 893	12 865 870 426
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7. : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22153 Protection sociale	15 519 513 434	15 679 407 538	16 265 020 309
2215301 Gouvernance du secteur de la protection sociale	138 580 000	142 600 000	146 740 600
2 - Biens et services	138 580 000	142 600 000	146 740 600
22153010001 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Lagunes I (Abidjan)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010002 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Tcologo (Ferkessedougou)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010003 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Marahoué (Bouaflé)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010004 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Goh (Gagnoa)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010005 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Denguélé (Odienné)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010006 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Gbêke (Bouake)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010007 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Lagunes II (Abidjan)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010008 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du N'ZI Comoé (Dimbokro)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010009 Organiser les rencontres de la plateforme nationale de Protection Sociale	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22153010010 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010012 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de San Pedro (San Pedro)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010013 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Bounkani (Bouna)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010014 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Cavally (Guiglo)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010015 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Nawa (Soubré)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010016 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Tonkpi (Man)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010017 Coordonner la politique générale en matière de Protection Sociale	16 000 000	16 480 000	16 974 400
22153010018 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de l'Indenié Djuablin (Abengourou)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010019 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Hambol (Katiola)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010020 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Worodougou (Séguéla)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010021 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de l'Agnebi-Tiassa (Abgenville)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010022 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Savanes (Korhogo)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010023 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010024 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Mé (Adzopé)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010025 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Iffou (Daoukro)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010026 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010027 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Béré (Mankono)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010028 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	8 580 000	8 700 000	8 823 600
22153010029 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Bélier (Yamoussoukro)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010030 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010031 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Guémon (Duekoué)	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153010032 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Zanzan (Bondoukou)	4 000 000	4 120 000	4 243 600

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22153 Protection sociale	15 519 513 434	15 679 407 538	16 265 020 309
2215302 Protection des groupes vulnérables	1 643 723 866	1 434 921 024	1 616 736 391
2 - Biens et services	1 347 323 866	1 060 700 700	1 092 443 811
22153020005 Coordonner les activités des Institutions Spécialisées et les interventions en faveur des personnes Handicapées	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22153020012 Formuler des recommandations sur les questions relatives à la Promotion des Personnes Handicapées	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22153020013 Apporter un appui institutionnel aux Associations des Personnes en situation de handicap	85 500 000	88 065 000	90 706 950
22153020014 Eduquer et prendre en charge les enfants déficients visuels	263 720 000	170 516 500	175 631 995
22153020015 Eduquer et prendre en charge les enfants déficients auditifs	379 011 866	164 532 200	169 468 016
22153020017 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et /ou Indigents	200 500 000	206 515 000	212 710 450
22153020018 Organiser l'insertion socio-économique des personnes vivant avec un handicap	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22153020020 Mettre à la disposition des personnes handicapées la documentation adaptée à leurs besoins	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22153020023 Formuler des recommandations sur les questions relatives à l'action sociale	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22153020024 Mettre en œuvre et suivre les activités de protection et de promotion sociales	11 000 000	11 330 000	11 669 900
22153020025 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Lahou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020026 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Noé	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020027 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Korhogo II	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020028 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Mankono	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020029 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de San Pedro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020030 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zaranou	6 592 000	6 712 000	6 835 600
22153020031 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social doumé	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020032 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Didiévi	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020033 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Taoudi	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020034 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kounahiri	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020035 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boniérédougou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020036 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sakassou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020037 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Prikro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020038 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Botro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020039 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Maca Yopougon	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020040 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Touba	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020041 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de M'Batto	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020042 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Guiémé / Tiapoum	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020043 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Ayamé	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020044 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boundiali	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020045 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiapoum	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020046 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sinfra	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020047 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gagnoa	4 000 000	4 120 000	4 243 600

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22153 Protection sociale	15 519 513 434	15 679 407 538	16 265 020 309
22153020048 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Aboisso	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020049 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bonoua	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020050 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiassalé	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020051 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Daoukro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020052 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Anono	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020053 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bocanda	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020054 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Vavoua	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020055 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Garage Daloa	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020056 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Jacqueline	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020057 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sorobango	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020058 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bouaflé	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020059 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Aniassué	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020060 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toumodi	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020061 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Anyama	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020062 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Saïoua	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020063 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Okrouyo	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020064 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Guessankro / Bongouanou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020065 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kong	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020066 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Dabou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020067 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Abengourou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020068 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gouméré	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020069 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Lopou / Dabou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020070 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bodokro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020071 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Pouto	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020072 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toupah / Dabou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020073 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Bassam	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020074 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Akoupé Anyama	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020075 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de M'Bahiakro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020076 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tabagne	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020077 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Agboville	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020078 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Abongoua	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020079 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ouragahio	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020080 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Samatiguila	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020081 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bloléquin	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020082 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zuénoula	4 000 000	4 120 000	4 243 600

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22153 Protection sociale	15 519 513 434	15 679 407 538	16 265 020 309
22153020083 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ettrokro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020084 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gboguhé	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020085 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Zècrèzèssou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020086 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Séguéla	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020087 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Djébonoua	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020088 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kani	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020089 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Buyo	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020090 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Brobo	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020091 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Maféré	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020092 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de l'Aby	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020093 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Treichville Habitat	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020094 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sandegué	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020095 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Attécoubé	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020096 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Jean Folly Port Bouet	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020097 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bangolo	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020098 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Yamoussoukro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020099 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zoukougbeu	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020100 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Satama Sokoro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020101 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Lakota	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020102 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tieningboué	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020103 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Adiaké	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020104 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Méagui	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020105 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Zatry	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020106 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tanda	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020107 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Biankouma	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020108 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kouadioblékro / Bocanda	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020109 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Niangon Sud	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020110 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de la Zone Industrielle de Bouaké	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020111 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ferkessedougou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020112 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Agnibilékrou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020113 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Danané	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020114 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bléniméouin	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020115 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sapli Sépingo	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020116 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Katiola	4 000 000	4 120 000	4 243 600

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22153 Protection sociale	15 519 513 434	15 679 407 538	16 265 020 309
22153020117 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toulepleu	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020118 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sassandra	4 000 000	4 120 000	4 243 600
22153020120 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Séguélon	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22153020131 Assister et prendre en charge les personnes vulnérables de Napiéladougou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
3 - Transferts	72 000 000	69 944 431	70 952 154
22153020127 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et / ou Indigents	7 000 000	6 800 153	6 898 126
22153020128 Apporter un appui institutionnel aux Associations des personnes en situation de handicap	50 000 000	48 572 522	49 272 329
22153020129 Former les personnes handicapées	10 000 000	9 714 504	9 854 466
22153020130 Organiser la formation professionnelle des personnes vivant avec un handicap visuel	5 000 000	4 857 252	4 927 233
4 - Investissements	224 400 000	304 275 893	453 340 426
Trésor	224 400 000	304 275 893	453 340 426
22153020001 Projet National d'Assistance aux Personnes Âgées	22 800 000	39 779 186	59 266 981
22153020002 Construction et Equipement des Centres Sociaux	91 600 000	159 814 633	238 107 702
22153020003 Réhabilitation et Equipement des Centres Sociaux	100 000 000	87 235 062	129 971 453
22153020021 Réhabilitation et Equipement CESPPH de DANANE	10 000 000	17 447 012	25 994 290
2215303 Promotion de la sécurité sociale et mutualité	12 267 030 341	12 609 677 449	12 979 092 478
1 - Personnels	172 730 341	174 814 843	176 944 546
22153030007 Prendre en charge le salaire du personnel de l'AIRMS	172 730 341	174 814 843	176 944 546
2 - Biens et services	14 000 000	14 420 000	14 852 600
22153030002 Formuler les orientations sur les questions relatives à la Sécurité Sociale	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22153030004 Coordonner le processus de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22153030005 Coordonner les activités en matière de sécurité sociale	10 000 000	10 300 000	10 609 000
3 - Transferts	380 300 000	369 442 606	374 765 332
22153030006 Coordonner les activités de Mutualité sociale	380 300 000	369 442 606	374 765 332
4 - Investissements	11 700 000 000	12 051 000 000	12 412 530 000
Trésor	11 700 000 000	12 051 000 000	12 412 530 000
22153030001 Couverture Maladie Universelle	3 000 000 000	3 090 000 000	3 182 700 000
22153030003 CMU/Soutien aux Indigents	8 700 000 000	8 961 000 000	9 229 830 000
2215304 Formation des travailleurs sociaux	1 470 179 227	1 492 209 065	1 522 450 840
1 - Personnels	658 045 043	665 986 302	674 099 760
22153040006 Prendre en charge le salaire du personnel de l'INFS	658 045 043	665 986 302	674 099 760
3 - Transferts	812 134 184	826 222 763	848 351 080
22153040001 Prendre en charge les Bourses des étudiants de l'Institut National de Formation Sociale	636 634 184	655 733 210	675 405 206
22153040003 Organiser la formation initiale et continue des étudiants dans le domaine social	175 500 000	170 489 553	172 945 874

SECTION 365 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES PME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs.

- la faiblesse du cadre réglementaire du secteur ;
- l'insuffisance d'agents mis à la disposition du Secrétariat d'Etat disposant d'une certaine technicité sur les questions de management de projet et de Promotion des PME ;
- la démotivation des agents en raison des conditions de travail difficiles ;
- l'insuffisance de la formation continue des agents ;
- l'insuffisance de moyens matériels ;
- l'insuffisance de la vulgarisation des textes régissant les activités du secteur ;
- l'inexistence des systèmes de planification, de statistiques et d'information ;
- la faible visibilité des activités du secteur dans les médias nationaux et internationaux ;
- l'inexistence d'un système de documentation et d'archivage ;
- l'instabilité institutionnelle ;
- l'environnement des affaires encore peu favorable pour les PME (cadre juridique et réglementaire inapproprié, complexité des procédures administratives de création d'entreprises) ;
- les difficultés persistantes d'accès au financement et l'inadaptation des dispositifs financiers existants ;
- l'accès limité à la commande publique au regard des procédures jugées lourdes, complexes et coûteuses et du délai de paiement important ;
- les difficultés d'accès au foncier et aux zones industrielles des PME ;
- l'inadaptation des mesures fiscales à la spécificité des PME (fiscalité jugée encore trop contraignante par les PME) ;
- l'insuffisance de statistiques sur le secteur ;
- les dirigeants de PME souvent peu expérimentés, insuffisamment outillés aux plans managérial et comptable ;
- la faible productivité à laquelle s'ajoutent la qualité approximative des produits et des services proposés et le manque d'innovation ;
- l'insuffisante concertation entre les PME et le secteur Public ;
- le cadre de concurrence peu favorable aux PME face aux grandes entreprises ;
- la faible culture entrepreneuriale : l'activité entrepreneuriale a été longtemps considérée comme une « voie de garage » pour ceux qui n'ont pas réussi à s'insérer dans le cursus académique et professionnel ;
- le manque de formation et de qualification des entrepreneurs : de nombreuses personnes s'aventurent dans ce domaine sans être suffisamment outillées ;
- le problème du soutien au développement de l'innovation par les politiques : les efforts consentis pour impulser le développement de l'innovation en Côte d'Ivoire restent faibles par comparaison aux autres pays de la sous-région ;
- la difficulté de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement des PME ;
- l'inexistence d'une stratégie nationale de développement de l'entrepreneuriat ;
- l'inexistence d'un institut national de formation en entrepreneuriat (centre de formation) ;
- l'absence de coordination des organisations publiques, parapubliques et privées d'encadrement et des initiatives en faveur des PME ;
- les contraintes relatives à la protection de l'environnement et à la promotion du développement durable ;
- l'insuffisance d'actions de promotion, de traçabilité, de distribution et de commercialisation des produits et services du secteur PME ;
- la faiblesse du système de protection sociale pour les acteurs du secteur PME.

I.2.1. Réponses apportées

I.2.1.1. Au niveau du cadre législatif et réglementaire

- l'adoption d'une loi d'orientation de la politique nationale de développement des PME (Loi n°2014-140 du 24 mars 2014) ;
- l'adoption de loi sur le développement du crédit-bail (Loi n°2017-802 du 07 décembre 2017 relative au crédit-bail) ;
- la signature du décret n°2015-525 du 15 juillet 2015 modifiant le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant code des Marchés publics, tel que modifié par le décret n°2014-306 du 27 mai 2014 ; fixant un quota des Marchés publics aux PME et introduisant d'une marge de préférence 5% pour la sous-traitance locale ;
- la signature du décret n° 2015-525 du 15 juillet 2015 prévoyant des mesures de facilitation de l'accès des PME à la commande publique ;
- la signature du décret n° 2016-112 du 24 février 2016 portant modalités d'acquisition et de perte de la qualité des PME ;
- l'adoption du décret n° 2016-1102 du 07 décembre 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'agence en charge de la promotion des petites et moyennes entreprises, dénommée « Agence Côte d'Ivoire PME » ;
- l'adoption du décret n°2016-852 du 19 octobre 2016 déterminant les conditions de création et de fonctionnement des structures d'accompagnement et d'aide aux porteurs de projets et aux créateurs d'entreprises ;
- la signature de l'arrêté n°112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016 portant procédures concurrentielles simplifiées ;
- l'adoption du projet de loi portant création, organisation, et fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ;
- la mise en place de dispositions avantageuses spécifiques aux PME, contenues dans le nouveau Code des Investissements (Ordonnance n°2012-487 du 07 juin 2012) ;
- la signature de la Charte de sous-traitance et de cotraitance des PME par les représentants des grandes entreprises, ceux des petites entreprises et 4 Ministres;
- l'élaboration d'un texte encadrant le secteur des incubateurs.

I.2.1.2. Au niveau du cadre institutionnel et organisationnel

- l'adoption d'un document de Stratégie de Développement des PME, baptisé « Programme Phœnix pour les PME »;
- l'opérationnalisation de l'Agence Côte d'Ivoire PME chargée de faire la promotion des PME ivoiriennes;
- le renforcement de l'ancrage institutionnel de l'Agence Côte d'Ivoire PME par la mise en place de son Conseil de surveillance ;
- la création de la caisse de dépôt et de consignation ;
- la mise en œuvre du crédit d'impôt en 2016 ;
- la création du bureau d'information sur le crédit dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- la signature de la convention cadre avec la Banque Publique d'Investissement de France (Bpifrance) ;
- l'adoption d'une CCM relative au projet de création du Fonds de Garantie des PME;
- la mise en place d'une plateforme collaborative entre le Secrétariat d'Etat et la DMP ;
- la mise en place d'une plateforme collaborative entre le Secrétariat d'Etat et la DGTPC;
- la signature d'une convention cadre avec l'Incubateur Régional d'Aquitaine de Bordeaux (IRA) ;
- l'opérationnalisation de l'Incubateur d'Abidjan baptisé « DREAM FACTORY » ;
- la mise en œuvre du Programme d'action pour la promotion et le financement des PME dans l'UEMOA (PAPF-PME) 2013-2015 ;
- l'organisation annuelle d'une journée nationale de promotion des PME;
- l'organisation des caravanes de sensibilisation à l'entrepreneuriat, des compétitions de business plan et la célébration d'entrepreneurs ;
- la création du Comité d'Identification des Structures d'Appui ;
- la signature d'une convention avec la Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI) et Coris Bank et le Ministère en charge des PME ;
- le développement en cours d'une plateforme électronique complète d'information et de réalisation des formalités à destination des PME ;
- l'organisation des sessions de formation spécifiques avec les responsables des PME vertes et les Banques ;
- l'opérationnalisation de la Cour d'Appel Tribunal de Commerce ;
- l'installation de 13 nouveaux Conseillers consulaires;

- la restructuration de la Commission de la Concurrence ;
- la mise en place d'une plateforme collaborative avec le Ministère de l'Education;
- la réalisation en cours des études relatives au programme pluriannuel de renforcement de capacité des cadres et dirigeants des PME, à l'amorçage et au Business Angel et à la plateforme électronique d'identification des PME.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- l'amélioration de l'accès aux financements et aux Marchés des PME ;
- le renforcement des capacités techniques et managériales des acteurs du secteur ;
- la forte implication du Ministère dans la plateforme relative à l'amélioration du climat des affaires des PME ;
- le développement de la culture entrepreneuriale et de l'innovation ;
- la réorganisation et la rationalisation institutionnelles par l'opérationnalisation effective des Structures comme l'Agence Côte d'Ivoire et l'Observatoire des PME;
- le renforcement des organisations et fédérations professionnelles des PME ;
- la signature de partenariats avec les bailleurs publics, privés et des acteurs d'excellence.

I.1.3.2. Priorités

- la promotion, l'assistance et l'amélioration de l'écosystème des PME ;
- la promotion de l'entrepreneuriat et de l'ingénierie d'entreprise ;
- la facilitation de l'accès au financement des acteurs du secteur des PME ;
- l'opérationnalisation de la Stratégie relative au développement et à la compétitivité des PME.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre de la stratégie de développement des PME ;
- la poursuite de la mise en place d'un cadre incitatif réglementaire favorable aux activités des PME ;
- les mesures d'aide et de soutien de l'Etat et des Collectivités aux PME.
- la promotion, l'assistance et l'amélioration de la compétitivité des PME ;
- la promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Ingénierie d'Entreprise ;
- la facilitation de l'accès au financement des acteurs du secteur des PME ;
- la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Appui au Développement des PME (Programme Phœnix).

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur et la gestion efficiente des ressources humaines, Matérielles et financières sont améliorées ;
- les PME sont promues et plus compétitives au niveau national et international.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion des PME.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements intéressés, il a l'initiative entre autres des actions suivantes :

En matière de promotion, d'assistance et de compétitivité des PME :

- proposer des politiques et des mesures visant à assurer une meilleure expansion du secteur des PME ;
- définir un cadre institutionnel et réglementaire pour soutenir les stratégies de promotion des PME;

- mettre en place un organisme de promotion du secteur des PME, en collaboration avec les opérateurs économiques et les organismes de soutien nationaux et internationaux ;
- promouvoir la transformation et la compétitivité des produits ivoiriens ;
- mettre en œuvre et assurer le suivi des politiques visant à la compétitivité des PME ;
- assurer les missions de conseil, de formation et d'assistance aux PME.

En matière d'ingénierie d'entreprise, il est chargé de :

- favoriser et promouvoir la création d'entreprises ;
- accueillir, enregistrer, encadrer et mettre en œuvre un programme d'information des promoteurs;
- réaliser les études permettant d'identifier les opportunités de création des PME ;
- assurer l'analyse, l'évaluation économique et financière des projets ;
- mettre en place des outils d'accompagnement des entreprises ;
- aider le secteur informel à mieux s'organiser et à migrer vers le secteur formel;
- renforcer les aptitudes entrepreneuriales des nationaux par des formations à la création et à la gestion d'entreprises ;
- développer les formations au processus de montage et de gestion des projets.

En matière de développement du partenariat, de l'accès aux financements et aux Marchés :

- proposer et suivre les partenariats en faveur du développement des PME ;
- participer à la mise en place du suivi du dispositif d'appui et d'assistance des PME;
- assurer la coordination et le suivi technique des programmes d'appui financier au secteur des PME ;
- promouvoir l'accès des PME aux financements et aux Marchés en relation avec les partenaires nationaux et internationaux ;
- promouvoir les investissements dans le secteur des PME.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion des PME.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, SJ, SI, SCRPDA, CPM			
Programme 2 : Promotion des PME	DPAC-PME, DIE, DPAFM	Agence Côte d'Ivoire PME (ACIPME)	- Appui à l'Agence Côte d'Ivoire PME ; - Appui à l'accès des PME aux financements et aux Marchés ; - Création des Incubateurs d'Entreprises ; - Mise en œuvre la stratégie de développement des PME (Programme Phœnix).	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL/ SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur	RS 1 : la gouvernance du secteur et la gestion efficiente des ressources humaines, Matérielles et financières sont améliorées	IP 1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés et validés	Dénombrement Source : Rapport annuel Service Juridique
OG 2 : Promouvoir et rendre plus compétitives les PME	RS 2 : Les PME sont promues et plus compétitives au niveau national et international	IP 2.1 : Nombre de PME créées IP 2.2 : Nombre de PME assistées IP 2.3 : Nombre d'emplois créés dans le secteur des PME IP 2.4 : Contribution des PME au PIB	Dénombrement Source : Rapports ACIPME/DIE/DPAFM/DPAC-PME/INS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	2 272 202 606	2 323 161 960	2 630 155 065
1.1 Ressources Intérieures	2 272 202 606	2 323 161 960	2 630 155 065
1.1.1 Budget Etat	2 272 202 606	2 323 161 960	2 630 155 065
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	2 272 202 606	2 323 161 960	2 630 155 065
2.1 Personnel	403 642 219	406 426 986	409 234 685
2.1.1 Solde y compris EPN	403 642 219	406 426 986	409 234 685
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	959 210 829	947 089 265	988 427 215
2.3 Transferts	459 349 558	446 235 334	452 664 449
2.4 Investissements	450 000 000	523 410 375	779 828 716
Trésor	450 000 000	523 410 375	779 828 716
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des systèmes d'information et de Communication
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur des PME	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés, validés et soumis en vue d'adoption effective	12	4	ND	ND	Dénombrement : Source : Rapport Service Juridique
	Taux de satisfaction des faïtières et/ou fédérations et associations de PME	60%	75%	80%	80%	Nombre de fédérations et associations de PME satisfaites / Nombre total de fédérations et associations enquêtées x 100 Source : Rapport d'enquête
	Taux de réalisation des missions d'inspection	80%	80%	80%	80%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues x 100 Source : Rapport d'activités IG
OS 2 : Renforcer les systèmes d'informations et de communication du Secrétariat d'Etat	Taux de couverture des services en internet	85%	85%	85%	90%	Nombre des Services connectés / Nombre total de services du Ministère x 100 Source : Rapport d'activités SI
	Nombre d'actions de communication liées au secteur	3	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités SERCOM
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, Matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en formation du personnel	40%	50%	60%	70%	Nombre de formations réalisées/ Nombre total de formations prévues x 100 Source : Rapport d'activités DAAF
	Taux d'actions sociales réalisées	ND	40%	40%	40%	Nombre d'actions sociales réalisées / Nombre d'actions sociales survenues x 100 Source : Rapport d'activités la DAAF
	Taux d'exécution du budget	ND	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel x 100 Source : Rapport DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21140 Administration Générale		1 265 853 048	1 305 106 251	1 347 799 600
	Dépenses de personnel	403 642 219	406 426 986	409 234 685
	Dépenses en biens et services	862 210 829	898 679 265	938 564 915
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme 1

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21140 Administration Générale	1 265 853 048	1 305 106 251	1 347 799 600
2114001 Coordination et animation	434 392 000	460 125 871	488 954 920
2 - Biens et services	434 392 000	460 125 871	488 954 920
21140010001 Contrôler les Services et structures sous tutelle du Secrétariat d'Etat	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21140010002 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21140010008 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Promotion des PME	174 000 000	179 220 000	184 596 600
21140010011 Apporter un appui juridique aux services du Secrétariat d'Etat	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21140010012 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités de projet du Secrétariat d'Etat	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21140010013 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	166 392 000	185 555 871	207 617 820
21140010014 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21140010015 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	15 000 000	15 000 000	15 000 000
2114002 Gestion des systèmes d'information et de communication du ministère	62 726 554	64 608 351	66 546 601
2 - Biens et services	62 726 554	64 608 351	66 546 601
21140020005 Organiser la communication des activités du Secrétariat d'Etat	47 726 554	49 158 351	50 633 101
21140020010 Apporter un appui en matière de TIC aux services du Secrétariat d'Etat	15 000 000	15 450 000	15 913 500

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21140 Administration Générale	1 265 853 048	1 305 106 251	1 347 799 600
2114003 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	768 734 494	780 372 029	792 298 079
1 - Personnels	403 642 219	406 426 986	409 234 685
21140030006 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	363 642 219	365 944 268	368 258 781
21140030014 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au Comité de Suivi du Programme Promo,MPME dans l'UEMOA	40 000 000	40 482 718	40 975 904
2 - Biens et services	365 092 275	373 945 043	383 063 394
21140030004 Elaborer et évaluer la mise en oeuvre du DPPD-PAP	20 000 000	20 600 000	21 218 000
21140030007 Gérer les ressources humaines du Secrétariat d'Etat	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21140030009 Gérer la commande publique du Secrétariat d'Etat	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21140030012 Gérer les ressources Matérielles du secrétariat d'Etat	67 613 106	69 641 499	71 730 744
21140030013 Prendre en charge les Dépenses liées aux activités du Secrétariat d'Etat	182 479 169	187 953 544	193 592 150
21140030016 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	70 000 000	70 000 000	70 000 000

II.2.2. Programme 2 : Promotion des PME

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion des PME	Action 2.1 : Promotion, assistance et amélioration de la compétitivité des PME
	Action 2.2 : Opérationnalisation de l'Agence Côte d'Ivoire PME

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion des PME						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1: Développer et rendre compétitive les PME	Nombre de PME créées	0	10.000	10.000	20.000	Dénombrement Source : Rapport d'enquête

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
22141 Promotion des PME	1 006 349 558	1 018 055 709	1 282 355 465
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	97 000 000	48 410 000	49 862 300
Transferts	459 349 558	446 235 334	452 664 449
Investissements	450 000 000	523 410 375	779 828 716
Trésor	450 000 000	523 410 375	779 828 716
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22141 Promotion des PME	1 006 349 558	1 018 055 709	1 282 355 465
2214101 Promotion, assistance et amélioration de la compétitivité des pme	165 202 450	134 094 309	136 781 102
2 - Biens et services	77 000 000	48 410 000	49 862 300
22141010007 Promouvoir l'entrepreneuriat et l'auto-emploi	15 000 000	15 450 000	15 913 500
22141010008 Assister et promouvoir les PME	15 000 000	15 450 000	15 913 500
22141010009 Suivre le dispositif d'appui financier des PME	15 000 000	15 450 000	15 913 500
22141010021 Identifier et suivre les structures d'Appui et d'Encadrement des PME	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22141010029 Organiser la journée Mondiale de PME	30 000 000	0	0
3 - Transferts	88 202 450	85 684 309	86 918 802
22141010028 Transférer les crédits au comité de suivi du programme Promo MPME dans l'UEMOA	88 202 450	85 684 309	86 918 802
2214102 Opérationnalisation de l'agence côte d'ivoire pme	841 147 108	883 961 400	1 145 574 363
2 - Biens et services	20 000 000	0	0
22141020012 Assurer la mise en œuvre de la filière économique du sport	20 000 000	0	0
3 - Transferts	371 147 108	360 551 025	365 745 647
22141020011 Prendre en charge le transfert à l'agence Côte d'Ivoire PME	371 147 108	360 551 025	365 745 647
4 - Investissements	450 000 000	523 410 375	779 828 716
Trésor	450 000 000	523 410 375	779 828 716
22141020007 Appui à l'agence Ci-PME	245 454 546	428 244 853	638 041 678
22141020008 Appui à l'accès des PME aux financements et aux Marchés	27 272 727	47 582 761	70 893 519
22141020009 Mise en œuvre de la stratégie de développement des PME (Phoenix)	16 363 636	28 549 656	42 536 111
22141020010 Création des incubateurs d'entreprises	160 909 091	19 033 105	28 357 408

SECTION 366: MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

SECTION 366: MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au niveau institutionnel et juridique :

- l'insuffisance des textes réglementaires et législatifs (lois, codes, décrets, politiques) ;
- la non application des textes réglementaires et législatifs ;
- la non actualisation des textes réglementaires et législatifs ;
- l'insuffisance des ressources humaines qualifiées ;
- la dispersion des structures du ministère ;
- la faible capacité de mobilité liée à l'absence de moyens de Déplacement.

I.1.1.2. Au niveau de l'assainissement :

- l'insuffisance du système actuel de recouvrement de la taxe pour garantir l'entretien et la maintenance du réseau collectif d'assainissement ;
- la pollution des baies lagunaires (Cocody, Banco) qui résulte des rejets d'effluents industriels et domestiques sans traitement préalable ;
- l'insuffisance d'ouvrages d'assainissement ;
- l'insuffisance de l'entretien des systèmes d'assainissement collectifs et des réseaux de drainage des eaux pluviales ;
- l'absence d'un mécanisme d'évaluation et de gestion des boues de vidange dans la plupart des villes du pays ;
- l'insuffisance des installations d'assainissement améliorées tant en milieu urbain qu'en milieu rural avec de fortes disparités au niveau régional ;
- le manque d'installations d'assainissement améliorées, dans certains établissements scolaires et centres de santé.

I.1.1.3. Au niveau de la salubrité

- l'absence d'infrastructures de récupération, de recyclage et autres formes de valorisation de déchets ;
- l'absence d'un mécanisme de caractérisation et de gestion des déchets industriels, sanitaires, équipements électriques et électroniques ;
- l'occupation illégale des voies et des espaces publics ;
- l'affichage publicitaire informel et anarchique dans la ville ;
- la production quotidienne de bruits nuisibles aussi bien dans les quartiers commerciaux que dans les cités dortoirs ;
- la prolifération des sachets plastiques.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau institutionnel et juridique

- l'élaboration de la politique nationale de gestion de déchets ;
- la création de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) ;
- l'élaboration et la validation de l'avant-projet de loi portant code de la salubrité ;
- l'existence d'un avant-projet de loi portant gestion des déchets ;
- l'adoption du décret N°2016-791 du 12 octobre 2016 portant Réglementation des émissions de bruits de voisinage ;
- la prise du décret portant gestion écologiquement rationnelle des Déchets d'Équipement Électrique et Électronique (DEEE) ;
- l'adoption d'une communication en conseil des ministres relative à l'identification d'un Opérateur (Groupement SGS/SAR) pour la gestion écologique et rationnelle des DEEE et Pneus usagés.

I.1.2.2. Au niveau de l'assainissement

- l'entretien des ouvrages primaires de drainage des eaux pluviales du District d'Abidjan;
- l'élaboration du plan national de l'assainissement et du drainage et des schémas directeurs d'assainissement dans le district d'Abidjan et à l'intérieur du pays ;
- la construction et la réhabilitation des ouvrages d'assainissement et de drainage dans les communes d'Abidjan ;
- la réalisation et la livraison de travaux complémentaires d'assainissement et de drainage d'eaux usées, d'appui à la gestion des déchets, d'aménagement et d'éclairage et de pavage des digues ;
- la mise en place, dans le cadre du 2ème C2D, d'un programme prioritaire d'assainissement et de drainage du District d'Abidjan et d'une campagne de branchements sociaux;
- la poursuite de l'installation officielle du groupe sectoriel Eau-Hygiène-Assainissement (EHA) ;
- la mise en œuvre du programme de travaux prioritaires d'urgence ;
- l'adoption effective du décret portant approbation du Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage (SDAD) du District d'Abidjan ;
- l'élaboration d'un texte règlementant les emprises des ouvrages d'eau potables, d'assainissement et des réseaux électriques ;
- le lancement des études relatives à l'élaboration des schémas directeurs d'assainissement de 17 Chefs-lieux de Région ;
- l'installation et la formation à l'utilisation du SIG Web du District d'Abidjan.

I.1.2.3. Au niveau de la salubrité

- la mise en œuvre des opérations de salubrité dans le District d'Abidjan incluant Grand-Bassam et les villes de Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo et San Pedro;
- la mise en œuvre des délégations des services de propreté d'Abidjan (nouvelle organisation de collecte et de transport des DSMA) ;
- la construction et l'exploitation d'un Centre de Valorisation et d'Enfouissement Technique (CVET);
- la signature et l'approbation des conventions de délégation des services de propreté (sous-forme de Partenariat Public Privé) au titre de la délégation des services de propreté d'Abidjan;
- la signature et l'approbation d'une convention de délégation (sous-forme de Partenariat Public Privé) de conception, la construction, le financement et l'exploitation du centre d'enfouissement technique de Kossihouen, entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'opérateur CLEAN EBURNIE en vue de la fermeture définitive de la décharge d'Akouédo ;
- la mise en œuvre du programme spécial d'appui aux collectivités territoriales et à l'assistance aux ONG et aux organisations de la société civile ;
- les opérations de déguerpissement de sites d'occupation anarchique du domaine public ;
- l'organisation d'un atelier de sensibilisation, d'information et de vulgarisation du décret règlementant les bruits de voisinage et des rencontres de sensibilisation, d'information;
- la réalisation d'activités d'information, de sensibilisation, d'inspection et de répression avec toutes les faitières du secteur de la plasturgie dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de lutte contre les sachets plastiques ;
- la réalisation d'inspections mixtes de sensibilisation composées des agents des ministères en charge de la salubrité, de l'industrie, du commerce et de la défense dans plusieurs entreprises de la plasturgie ;
- le développement de plusieurs initiatives dans le cadre de l'éducation au changement de comportement ;
- la structuration et la modernisation de la gestion des déchets solides ménagers d'Abidjan et la réalisation en cours dans le District de Yamoussoukro pour le traitement des déchets organiques et des déchets agricoles;
- la réalisation d'études en vue de la création de filières des autres types de déchets tels que les déchets industriels, les déchets issus des hôpitaux, les huiles usagées ;
- l'élaboration des schémas directeurs en vue de la modernisation et de la maîtrise du système de gestion des déchets solides dans 10 pôles économiques (Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo, San Pedro, Man, Daloa, Odienné, Abengourou, Aboisso et Bondoukou).

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite du renforcement du cadre juridique, institutionnel et la définition d'un cadre de planification clair ;
- la mobilisation et la pérennisation du ministère de ressources et de moyens conséquents ;
- l'extension à d'autres localités du réseau collectif d'assainissement et des infrastructures de gestion des déchets ;
- l'entretien du réseau collectif d'assainissement et des infrastructures de gestion des déchets ;

- l'extension de l'assainissement amélioré à l'ensemble du territoire national ;
- la prévention et la lutte contre les nuisances, pollutions et le désordre ;
- la professionnalisation de la filière des déchets liquides, solides et dangereux ;
- le développement d'une politique de communication renforcée à l'endroit des populations.

1.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'assainissement et de la salubrité ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière d'assainissement, de salubrité et de nuisance ;
- la réalisation d'un programme de développement des infrastructures d'assainissement et drainage ;
- la conduite d'une gestion écologique et rationnelle des différentes catégories de déchets solides ;
- le renforcement de la lutte contre l'insalubrité et les nuisances ;
- la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et d'un cadre approprié pour le partenariat Public-Privé.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la coordination du ministère est assurée ;
- l'assainissement et le drainage tant en milieu urbain que rural sont réalisés ;
- la gestion des déchets est assurée et les nuisances (nuisances sonores, olfactives, visuelles, auditives) sont réduites.

1.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Assainissement et de la Salubrité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'assainissement, de drainage, de salubrité et de lutte contre les nuisances.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'assainissement

- élaboration, mise en œuvre et Contrôle de l'application de la politique et de la législation en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la ville et de l'Intérieur ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la Ville, de l'Intérieur et de l'Urbanisme;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'assainissement et du drainage ;
- Contrôle du bon fonctionnement des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville et de l'Environnement ;
- élaboration, approbation et promotion des schémas directeurs d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la Ville, de l'Urbanisme et de l'Intérieur.

I.3.2. En matière de Salubrité

- élaboration des lois et règlements en matière de salubrité ;
- maîtrise d'ouvrage, approbation et suivi de la réalisation des infrastructures d'élimination des ordures ménagères et assimilés et tous types de déchets hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres concernés ;
- supervision et suivi de la gestion de tous types de déchets hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres chargés de la ville, de l'Intérieur, de l'Industrie, de l'agriculture, de la Santé et de l'Environnement ;
- Réglementation et Contrôle de la salubrité, notamment en matière de prévention des risques liés aux déchets ménagers ;

- élaboration de la Réglementation en matière de la propreté, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et de la ville ;
- prévention et alertes en matière de pollutions en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville, de l'Environnement, de l'Industrie et des Mines ;
- lutte contre les nuisances et pollutions, en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville, de l'Industrie, de l'Environnement et des Mines ;
- promotion de la propreté et de l'esprit civique en matière de salubrité et de confort de vie, en liaison avec les Ministres chargé de l'Intérieur, de la Ville et du Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique ;
- encadrement des acteurs économiques du secteur de la salubrité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Assainissement et Drainage ;
- Programme 3 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, DAF, DAJC, DSPS, DRH, SCRIP, IG, SCMFE, SOQ, SI, CPMP, DR,			
Programme 2 : Assainissement et Drainage	DAUD, DAMR	ONAD, FNAD, UGBVG	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de gestion intégrée du bassin versant du Gourou-Phase d'urgence ; - Programme d'assainissement ville d'Abidjan (Contrat d'affermage) ; - Assainissement d'Abidjan/district d'Abidjan - Projet de latinisation des écoles dans les villages déclarés fin de défécation a l'air libre (plev-fdal) - Programme d'amélioration durable de la situation de l'assainissement et du drainage de la ville d'Abidjan. - Projet C2D/17 projets de réhabilitation des stations de pompages et de dégrillage - Développement urbain-construction, assainissement, et urbanisme C2D - Programme d'amélioration durable de la situation d'assainissement et de drainage de la ville d'Abidjan - Programme de promotion de l'hygiène de l'assainissement du renforcement de l'accès à l'eau potable pour l'amélioration du statut nutritionnel des populations (PPHAREN) - Projet d'amélioration Durable de la situation de l'Assainissement et du drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan(PADSAD). - Projet C2D/ 10 projets de réhabilitation de réseaux d'eaux usées - Projet C2D/ 3 projets de réseaux d'eaux pluviales - Projet de gestion intégrée du bassin versant du Gourou 	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances	DGSLN, DISVD, DOSLN,	ANAGED	<ul style="list-style-type: none"> - Professionnalisation de la filière des déchets solides et ménagers pour une gestion participative créatrice d'emplois dans les villes de l'intérieur du pays ; - Mise en place d'une unité de compostage à Yamoussoukro ; - Construction ponts bascules/ANAGED ; - Ouverture décharge d'ordures ménagères district d'Abidjan ; - Mise en œuvre du protocole d'accord dans le cadre de la réhabilitation de la décharge publique d'Akouédo 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante pour la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'assainissement et de salubrité	RS 1.1 : le développement de l'assainissement et du drainage tant en milieu urbain que rural est planifié	IP 1.1.1 : Linéaire du système d'assainissement et du drainage	Dénombrement Source : MINASS / DAUD - DAMR
	RS 1.2 : les programmes d'investissement et de mise à niveau des infrastructures d'assainissement et de drainage sont mis en œuvre	IP 1.2.1 : Proportion de la population ayant accès à un assainissement amélioré	Nombre de personne ayant accès à un assainissement amélioré / Population totale Source : MINASS / DAUD- ONAD-DAMR
		IP 1.2.2 : Nombre de réseaux et d'ouvrages d'assainissement et de drainage Réhabilité	Dénombrement Source : MINASS / DAUD- ONAD-DAMR
OG 2 : Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'assainissement et du drainage	RS 2.1 : les nuisances (déchets, nuisances sonores, olfactives, visuelle, auditives) sont réduites	IP 2.1.1 : Nombre de PV et de saisines	Dénombrement Source : MINASS /DGSLN -DOSLN - DISVD - Coordination Grand Ménage - ANAGED
		IP 2.1.2 : Nombre d'infrastructures modernes de traitement et valorisation des déchets urbains construites	Dénombrement Source : MINASS/DISVD
	RS 2.2 : la protection du domaine public et la promotion de la qualité du cadre de vie sont assurés	IP 2.2.1 : Pourcentage des communes ayant reçu des actions de grand ménage	Nombre de communes ayant reçu des actions de grand ménage / Nombre total de communes Source : MINASS/Coordination grand ménage
OG 3 : Assurer une meilleure coordination des efforts pour l'élimination des déchets ménagers et assimilés et de lutter contre les nuisances	RS 3.1 : la lutte contre les nuisances est assurée	IP 3.1.1 : Taux de plaintes satisfaisantes	Nombre de plaintes satisfaites / nombre total de plaintes enregistrées x 100 Source : MINASS / DAUD- ONAD-DAMR
	RS 3.2 : la coordination pour l'élimination des déchets ménagers et assimilés est assurée	IP 3.2.1 : Taux de collecte de déchets par localité	Nombre de déchet collecté / nombre de localités concernés x 100 Source : MINASS / DAUD- ONAD-DAMR
		IP 3.2.1 : Nombre d'infrastructures modernes de valorisation et de traitement des déchets urbains construites	Dénombrement Source : MINASS / DAUD- ONAD-DAMR

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	138 757 358 802	262 784 565 231	284 510 574 039
1.1 Ressources Intérieures	88 152 058 802	89 205 913 559	98 198 044 787
1.1.1 Budget Etat	88 152 058 802	89 205 913 559	98 198 044 787
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	50 605 300 000	173 578 651 672	186 312 529 252
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	50 605 300 000	173 578 651 672	186 312 529 252
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	138 757 358 802	262 784 565 231	284 510 574 039
2.1 Personnel	2 068 894 364	2 087 644 232	2 106 689 060
2.1.1 Solde y compris EPN	2 068 894 364	2 087 644 232	2 106 689 060
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 564 523 319	2 523 811 686	2 534 268 435
2.3 Transferts et subventions	72 023 552 619	77 168 597 770	85 191 026 834
2.4 Investissements	62 100 388 500	181 004 511 543	194 678 589 710
Trésor	11 495 088 500	7 425 859 871	8 366 060 458
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	50 605 300 000	173 578 651 672	186 312 529 252

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer la coordination du ministère	Nombre de procédure de management élaborée et mise en œuvre	02	12	16	20	Dénombrement Source : MINASS/SOQ
	Nombre de rapports de mission d'assistance en informatique produits	04	04	04	04	Dénombrement Source : MINASS/SI
	Nombre de rapports de suivi-évaluation élaborés	01	03	03	03	Dénombrement Source : MINASS/DSPS
	Nombre de rapports d'activité de communication	04	04	04	04	Dénombrement Source : MINASS/Service de communication
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	75	80	85	90	Nombre de besoins de personnel satisfaits / Nombre total de besoins exprimés Source : MINASS/DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	70%	70%	70%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : MINASS/DAF-DGBF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		2 891 937 053	2 858 085 615	2 875 439 703
	Dépenses de personnel	1 083 667 695	1 090 527 890	1 097 425 229
	Dépenses en biens et services	1 808 269 358	1 767 557 725	1 778 014 474
	Transferts (1)	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21147 Administration Générale	2 891 937 053	2 858 085 615	2 875 439 703
2114701 Coordination et animation	322 627 736	322 627 736	322 627 736
2 - Biens et services	322 627 736	322 627 736	322 627 736
21147010001 Mettre en œuvre la politique du ministère en matière d'assainissement et de salubrité	80 467 642	80 467 642	80 467 642
21147010002 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	31 000 000	31 000 000	31 000 000
21147010003 Promouvoir les textes législatifs et réglementaires du ministère	14 400 000	14 400 000	14 400 000
21147010004 Réaliser les activités de développement, de renforcement de la coopération internationale et de mobilisation des financements extérieurs	15 000 000	15 000 000	15 000 000
21147010005 Concevoir, et mettre en œuvre le système de management intégré	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21147010006 Prendre en charge de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21147010007 Gérer la commande publique du ministère	16 900 000	16 900 000	16 900 000
21147010013 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du haut Sassandra (Daloa)	13 218 718	13 218 718	13 218 718
21147010014 Coordonner les activités du Ministère au niveau du District de Yamoussoukro	15 313 150	15 313 150	15 313 150
21147010015 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de San -Pédro	13 237 515	13 237 515	13 237 515
21147010016 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de la Mé (Adzopé)	14 140 711	14 140 711	14 140 711
21147010018 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Gbêkê (Bouaké)	14 900 000	14 900 000	14 900 000
21147010020 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Tonkpi (Man)	13 900 000	13 900 000	13 900 000
21147010022 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Cavally (Guiglo)	12 900 000	12 900 000	12 900 000
21147010029 Assurer le suivi, l'évaluation et le Contrôle des observatoires du Ministère	22 650 000	22 650 000	22 650 000
21147010030 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	15 600 000	15 600 000	15 600 000
2114702 Gestion des ressources humaines	2 176 734 317	2 142 882 879	2 160 236 967
1 - Personnels	1 083 667 695	1 090 527 890	1 097 425 229
21147020008 Prendre en charge les salaires du personnel en central	1 083 667 695	1 090 527 890	1 097 425 229
2 - Biens et services	1 093 066 622	1 052 354 989	1 062 811 738
21147020001 Gérer les ressources humaines du personnel	34 400 000	34 400 000	34 400 000
21147020003 Gérer les ressources financières et Matérielles du Ministère	35 000 000	35 000 000	35 000 000
21147020005 Prendre en charge les Dépenses centralisées du ministère	533 311 028	533 311 028	533 311 028
21147020006 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	263 900 000	213 900 000	213 900 000
21147020009 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	99 992 108	109 280 475	119 737 224
21147020010 Élaborer, éditer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP du ministère	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21147020011 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	101 463 486	101 463 486	101 463 486

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21147 Administration Générale	2 891 937 053	2 858 085 615	2 875 439 703
2114703 Planification, programmation et suivi évaluation	186 850 000	186 850 000	186 850 000
2 - Biens et services	186 850 000	186 850 000	186 850 000
21147030002 Organiser la planification générale des activités du Ministère	16 650 000	16 650 000	16 650 000
21147030003 Réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	4 200 000	4 200 000	4 200 000
21147030004 Prendre en charge les missions hors CI-MEDD	51 000 000	51 000 000	51 000 000
21147030005 Prendre en charge les missions hors CI-MSUA	60 000 000	60 000 000	60 000 000
21147030006 Prendre en charge les missions en CI des Agents-MEDD	15 000 000	15 000 000	15 000 000
21147030007 Prendre en charge les missions en CI des Agents-MSUA	40 000 000	40 000 000	40 000 000
2114704 Gestion des systèmes d'information	205 725 000	205 725 000	205 725 000
2 - Biens et services	205 725 000	205 725 000	205 725 000
21147040004 Organiser la communication des activités du Ministère	176 000 000	176 000 000	176 000 000
21147040005 Gérer le parc informatique	16 025 000	16 025 000	16 025 000
21147040006 Apporter un appui techniques des Agents en TIC	13 700 000	13 700 000	13 700 000

II.2.2. Programme 2 : Assainissement et Drainage

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme 2	Actions
Programme 2 : Assainissement et Drainage	Action 2.1: Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural
	Action 2.2: Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Assainissement et Drainage						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1: Promouvoir et planifier l'assainissement et drainage tant en milieu urbain que rural	Linéaire du système d'assainissement et de drainage	1 225 000	1 232 000	1 240 000	1 225 000	Dénombrement Source : MINASS / DAUD
	Nombre des réseaux d'assainissement réalisés	65	85	105	200	Dénombrement Source : DAUD
	Taux d'ouvrages d'assainissement et de drainage réhabilités	15%	00%	00%	00%	ouvrages d'assainissement et de drainage réhabilités / ouvrages d'assainissement et de drainage programmé Source : MINASS/DAUD- ONAD-DAR
	Taux de réseau et d'ouvrages d'assainissement et de drainage réalisé	12 ,30 %	00%	00%	00%	réseau et d'ouvrages d'assainissement et de drainage réalisé/ réseau et d'ouvrages d'assainissement et de drainage programmé Source : MINASS/DAUD-ONAD

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE		62 401 342 461	181 268 230 442	194 899 572 218
	Dépenses de personnel	0,00	0,00	0,00
	Dépenses en biens et services	350 953 961,00	350 953 961,00	350 953 961,00
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	62 050 388 500,00	180 917 276 481,00	194 548 618 257,00
	<i>Trésor</i>	11 445 088 500,00	7 338 624 809,00	8 236 089 005,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	50 605 300 000,00	173 578 651 672,00	186 312 529 252,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2022
22148 Assainissement et drainage	62 401 342 461	181 268 230 442	194 899 572 218
2214801 Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural	41 392 353 961	159 075 273 223	174 747 058 831
2 - Biens et services	310 953 961	310 953 961	310 953 961
22148010002 Gérer les réseaux d'assainissement en saison de pluie	285 953 961	285 953 961	285 953 961
22148010003 Mettre en place un programme de réalisation des travaux d'assainissement et de drainage en milieu urbain	25 000 000	25 000 000	25 000 000
4 - Investissements	41 081 400 000	158 764 319 262	174 436 104 870
Trésor	5 081 400 000	685 667 590	1 021 575 618
22148010001 Programme d'Aménagement et de Gestion Intégrée du Bassin versant du Gourou	993 000 000	685 667 590	1 021 575 618
22148010004 Projet de construction de latrines en milieu scolaire	4 088 400 000	0	0
Financement Extérieur	36 000 000 000	158 078 651 672	173 414 529 252
22148010001 Programme d'Aménagement et de Gestion Intégrée du Bassin versant du Gourou	36 000 000 000	158 078 651 672	135 388 588 000
22148010007 Projet d'amélioration de la gestion des matières de vidange (PAGEMV) dans le district d'Abidjan et dans onze (11) chefs-lieux de région de Côte d'Ivoire	0	0	38 025 941 252
2214802 Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage	21 008 988 500	22 192 957 219	20 152 513 387
2 - Biens et services	40 000 000	40 000 000	40 000 000
22148020004 Veiller à la conformité des réalisations des travaux et promouvoir l'assainissement et le drainage en milieu rural	40 000 000	40 000 000	40 000 000
4 - Investissements	20 968 988 500	22 152 957 219	20 112 513 387
Trésor	6 363 688 500	6 652 957 219	7 214 513 387
22148020001 Assainissement / 2ème C2D	5 506 688 500	5 506 688 500	5 506 688 500
22148020003 Assainissement d'Abidjan/District d'Abidjan	250 000 000	436 175 312	649 857 263
22148020005 Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan(PADSAD)	607 000 000	710 093 407	1 057 967 624
Financement Extérieur	14 605 300 000	15 500 000 000	12 898 000 000
22148020005 Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan(PADSAD)	14 605 300 000	15 500 000 000	12 898 000 000

II.2.3 Programme 3 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances	Action 3.1: Lutte contre l'insalubrité et les nuisances
	Action 3.2: Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS1 : Assurer la gestion des déchets et réduire les nuisances	Nombre d'infrastructures modernes de valorisation et de traitement des déchets urbains construits	01	98	150	200	Dénombrement Source : MINASS/ DISVD
	Taux de collecte de déchets par localité	40%	50%	60%	75%	Quantité de déchet collecté / Quantité de localités concernés x 100 (Source : MINASS/DISVD)
	Taux de plaintes satisfaisantes	30%	35%	40%	60%	Nombre de plaintes satisfaites / nombre total de plaintes enregistrées x 100 Source : MINASS / DAUD- ONAD-DAMR

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III : SALUBRITE ET LUTTE CONTRE LES NUISANCES		1 614 079 288	1 658 249 174	1 715 562 118
	Dépenses de personnel	985 226 669	997 116 342	1 009 263 831
	Dépenses en biens et services	405 300 000	405 300 000	405 300 000
	Transferts	173 552 619	168 597 770	171 026 834
	Investissements	50 000 000	87 235 062	129 971 453
	Trésor	50 000 000	87 235 062	129 971 453
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22149 Salubrité et lutte contre les nuisances	1 614 079 288	1 658 249 174	1 715 562 118
2214901 Lutte contre l'insalubrité et les nuisances	556 852 619	551 897 770	554 326 834
2 - Biens et services	383 300 000	383 300 000	383 300 000
22149010001 Coordonner la mise en œuvre des activités de propretés sur le territoire national	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22149010002 Promouvoir les stratégies de lutte contre les nuisances et les occupations anarchiques	30 000 000	30 000 000	30 000 000
22149010009 Promouvoir la qualité du cadre de vie	12 200 000	12 200 000	12 200 000
22149010010 Coordonner et suivre les activités des comités de salubrité et d'hygiène	11 700 000	11 700 000	11 700 000
22149010011 Promouvoir le respect des règles et normes de salubrités	279 400 000	279 400 000	279 400 000
3 - Transferts	173 552 619	168 597 770	171 026 834
22149010003 Assurer une assistance technique dans lutte contre l'insalubrité et les nuisances	173 552 619	168 597 770	171 026 834
2214902 Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets	1 057 226 669	1 106 351 404	1 161 235 284
1 - Personnels	985 226 669	997 116 342	1 009 263 831
22149020007 Transférer les crédits de subventions d'équilibre personnel à l'ANAGED	985 226 669	997 116 342	1 009 263 831
2 - Biens et services	22 000 000	22 000 000	22 000 000
22149020006 Contrôler la construction des ouvrages de gestion des déchets sur le territoire national	22 000 000	22 000 000	22 000 000
4 - Investissements	50 000 000	87 235 062	129 971 453
Trésor	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22149020003 Ouverture décharge d'ordures ménagères	50 000 000	87 235 062	129 971 453

II.2.4 Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME IV : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		71 850 000 000	77 000 000 000	85 020 000 000
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	71 850 000 000	77 000 000 000	85 020 000 000
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
23204 Comptes Spéciaux du Trésor	71 850 000 000	77 000 000 000	85 020 000 000
2320401 Gestion des Compte spécial du trésor	71 850 000 000	77 000 000 000	85 020 000 000
3 - Transferts	71 850 000 000	77 000 000 000	85 020 000 000
23204010003 Gérer l'Assainissement et le Drainage / ONAD	12 690 000 000	14 100 000 000	15 604 000 000
23204010001 Transférer les Taxes d'enlèvement des ordures ménagère/ANAGED	8 400 000 000	6 500 000 000	7 000 000 000
23204010002 Transférer les Fonds de financement de la Salubrité Urbaine/ANAGEDD	50 760 000 000	56 400 000 000	62 416 000 000

SECTION 369 : MINISTRE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la fragilisation des mécanismes traditionnels de solidarité et des dispositifs d'entraide communautaire ;
- les faiblesses des mécanismes de consolidation de la paix ;
- l'insuffisance et la répartition non optimale des structures d'action sociale sur l'étendue du territoire national ;
- la faiblesse du système de collecte d'information et de planification ;
- la faible réduction du niveau de la pauvreté.

I.1.2. Réponses apportées

- le retour de plusieurs centaines de réfugiés du Libéria et du Ghana dont des responsables politiques de l'ancien régime ;
- la fourniture d'une aide d'urgence ponctuelle aux personnes en situation précaire du fait des conflits armés et autres catastrophes ;
- le renforcement de la cohésion sociale à travers l'organisation de dialogues intercommunautaires dans plusieurs localités ;
- la réintégration dans l'administration de plusieurs réfugiés fonctionnaires et agents de l'Etat retournés ;
- l'opérationnalisation du plan d'action d'urgence du Mont Péko a permis la sensibilisation des personnes infiltrées au respect de la chose publique et leur évacuation effective depuis le 30 juillet 2016 ;
- la prise en charge intégrée de 16 enfants et adolescents victimes de violences corporelles et sexuelles, 139 personnes pour aide financière, médicale, écoute, 58 enfants pour interventions médicales, chirurgicale ou délivrance d'actes médicaux.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- la consolidation la solidarité et la cohésion sociale à travers des approches communautaires ;
- la mise en œuvre le fonds d'indemnisation des victimes des crises survenues ;
- le renforcement de la solidarité au profit des personnes vulnérables et des pupilles de l'Etat et des pupilles de la nation ;
- le développement d'un meilleur partenariat et coordination avec le secteur privé, la société civile, les collectivités locales, et les partenaires au développement ;
- le maintien de la cadence des transferts aux bénéficiaires et le renforcement des structures opérationnelles pour le suivi de ces derniers comme cela a été relevé au cours de la revue à mi-parcours ;
- l'élargissement de la zone de couverture du projet et augmenter le nombre de ménages bénéficiaires.

I.1.3.2. Priorités

- le renforcement de l'offre de service aux populations cibles ;
- la mise en place un cadre cohérent et inclusif de développement, de sauvegarde et de promotion de la solidarité et de la cohésion sociale ;
- le renforcement la lutte contre la pauvreté.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'instauration d'un climat de confiance et de paix au sein des populations ;
- l'accélération du développement du capital humain ;
- la promotion du bien-être.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le dispositif d'assistance aux personnes en détresse est renforcé ;
- le Projet Filets Sociaux Productifs est amplifié.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Solidarité :

- promotion et mise en œuvre des actions de solidarité ;
- maintien et renforcement de la solidarité entre toutes les composantes de la Nation Ivoirienne ;
- mise en œuvre des actions en faveur des communautés en détresse ;
- mise en œuvre, suivi et coordination des activités des associations et organisations nationales et internationales à but humanitaire ;
- évaluation des stratégies et actions de solidarité ;
- développement et renforcement du plaidoyer et de la sensibilisation auprès des populations en faveur des victimes de crises, de catastrophes naturelles, de sinistres et de traites des personnes ;
- prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- mise en œuvre de la politique d'assistance aux pupilles de la Nation et aux pupilles de l'Etat ;
- prévention du phénomène de la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- coordination et coopération dans la lutte contre la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- recensement et évaluation des préjudices des victimes des crises, des sinistres et catastrophes naturelles ;
- proposition et mise en œuvre de mesures de réparation des préjudices des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles ;
- proposition de mesures et de modalités de mise en œuvre des réparations des préjudices ;
- réparation et indemnisation des préjudices subis par les victimes des crises survenues en Côte d'Ivoire ;
- mobilisation de ressources financières et de moyens pour la prise en charge de la réparation des préjudices des victimes des crises, des sinistres, des sinistres et des catastrophes naturelles.

I.3.2. En matière de Cohésion Sociale

- Mise en œuvre de la politique de renforcement et de promotion de l'unité nationale ;
- promotion et œuvre des actions de cohésion sociale et de la réconciliation nationale ;
- maintien et renforcement de la cohésion entre toutes les composantes de la Nation ivoirienne ;
- évaluation des stratégies et actions de cohésion sociale ;
- renforcement du cadre juridique de promotion de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale ;

- contribution à la réduction des conflits, des tensions et des violences ;
- proposition au Gouvernement de mesures visant à lutter contre les injustices, les inégalités de toutes natures, l'exclusion ainsi que la haine sous toutes ses formes ;
- promotion de l'éducation à la culture de la paix, au dialogue et à la coexistence pacifique ;
- promotion des moyens de prévention, gestion et résolution pacifiques de conflits ;
- promotion de la culture de l'équité ;
- suivi et évaluation des activités de cohésion sociale et de réconciliation nationale ;
- création, coordination et renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures de paix.

I.3.3. En matière de Lutte contre la pauvreté

- suivi et évaluation de la politique nationale de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé du Plan et du Développement ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- appui ou renforcement des initiatives locales de lutte contre la pauvreté ;
- coordination des initiatives de lutte contre la pauvreté.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Solidarité et cohésion sociale ;
- Programme 3 : Lutte contre la pauvreté.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DGS, DRH, DAF, DAJCI, DEPS, DCPCOC, CPM, SCRIP, SADI, SQ			
Programme 2 : Solidarité et Cohésion Sociale	DSCS, DAVC, DAPEPN	Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS).	Programme National de Cohésion Sociale	
Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté	ND	ND	- Projet filets sociaux productif Banque Mondiale - Programme national de développement communautaire. - Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende au Sahel (SWED)	

II.1.2 Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux :	Résultats stratégiques	Indicateurs de performance	Méthode de calcul/source de collecte
OG1 : Asseoir une administration performante et efficiente	RS 1 : L'administration est moderne et performante	Dispositif de coordination, de suivi - évaluation opérationnel	Manuel de procédure Source : DEPS
OG2 : Renforcer la solidarité et la cohésion sociale	RS 2 : le dispositif d'assistance aux personnes en détresse est renforcé	Proportion de personnes en détresse identifiées et assistées	Nombre de personnes en détresse assistées / l'ensemble des personnes en détresse identifiées Source : DSCS
OG3 : améliorer le pouvoir d'achat des ménages	RS 3 : le Projet Filets Sociaux Productifs est amplifié.	Nombre de ménages ayant bénéficié d'allocations trimestrielles	Dénombrement Source : projet filets sociaux

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	30 606 281 906	35 066 581 795	35 341 836 221
1.1 Ressources Intérieures	11 145 081 906	14 721 581 795	15 341 836 221
1.1.1 Budget Etat	11 145 081 906	14 721 581 795	15 341 836 221
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	19 461 200 000	20 345 000 000	20 000 000 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	19 461 200 000	20 345 000 000	20 000 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	30 606 281 906	35 066 581 795	35 341 836 221
2.1 Personnel	1 228 586 361	1 236 393 229	1 244 243 367
2.1.1 Solde y compris EPN	1 228 586 361	1 236 393 229	1 244 243 367
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 934 180 788	1 988 536 992	2 073 135 026
2.3 Transferts	1 039 411 986	1 026 131 115	1 045 411 941
2.4 Investissements	26 404 102 771	30 815 520 459	30 979 045 887
Trésor	6 942 902 771	10 470 520 459	10 979 045 887
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	19 461 200 000	20 345 000 000	20 000 000 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1. : Coordination et animation
	Action 1.2. : Planification, programmation, suivi et évaluation
	Action 1.3. : Information et communication
	Action 1.4. : Gestion des Ressources humaines, financières et Matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale							
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles				Méthode de calcul/source de collecte
			2019	2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la coordination et le système de suivi -évaluation	Délai de production de données statistiques	1 an	06 Mois	06 Mois	06 Mois	06 Mois	Dénombrement Source : annuaire de données statistiques / DEPS
	Proportion des structures supervisées	35,41%	40%	45%	60%	70%	Structures visitées / total des structures prévues Source : IG
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	Proportion des chefs de services formés à la bonne exécution du budget	55%	65 %	75%	85%	90%	Nombre de chefs de services formés / total de chefs de services à former (Source : DRH)
	Proportion des directeurs ou chefs de service formés à la gestion administrative	19%	24%	35%	50%	60%	Nombre de chefs de services ou Directeurs formés / total des chefs de services ou Directeurs à former Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	2 471 746 165	2 588 647 059	2 672 722 152
Dépenses de personnel	1 223 486 361	1 231 231 682	1 239 018 939
Dépenses en biens et services	1 248 259 804	1 357 415 377	1 433 703 213
Transferts (1)	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21122 Administration Générale	2 471 746 165	2 588 647 059	2 672 722 152
2112201 Coordination et animation du ministère	1 552 524 778	1 551 880 302	1 573 836 814
1 - Personnels	1 223 486 361	1 231 231 682	1 239 018 939
21122010011 Gérer les ressources humaines du ministère	1 223 486 361	1 231 231 682	1 239 018 939
2 - Biens et services	329 038 417	320 648 620	334 817 875
21122010004 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	13 508 651	20 913 911	14 331 327
21122010006 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21122010007 Mesurer la performance et la qualité des services faits	6 036 679	7 697 629	5 868 558
21122010008 apporter un appui juridique aux services du ministère	10 000 000	7 519 000	7 744 570
21122010009 prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	141 813 087	146 067 480	150 449 504
21122010010 Coordonner les activités du ministère	88 700 000	67 521 000	76 396 630
21122010013 Développer le partenariat et les projets de coopération	7 440 000	7 663 200	7 893 096
21122010014 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'AGNEBY-TIASSA	5 754 000	5 926 620	6 104 419
21122010015 Coordonner les activités du ministère dans la région du PORO	5 754 000	5 926 620	6 104 419
21122010033 Coordonner les activités du ministère dans la région de la BAGOUE	5 754 000	5 926 620	6 104 419
21122010034 Coordonner les activités du ministère dans la région du BOUNKANI	5 754 000	5 926 820	6 104 419
21122010035 Coordonner les activités du ministère dans la région du CAVALLY	5 754 000	5 926 620	6 104 419
21122010036 Coordonner les activités du ministère dans la région du GBEKE	5 754 000	5 926 620	6 104 419
21122010037 Coordonner les activités du ministère dans la région du GÔH	5 754 000	5 926 620	6 104 419
21122010038 Coordonner les activités du ministère dans la région du HAUT SASSANDRA	5 754 000	5 926 620	6 104 419
21122010039 Coordonner les activités du ministère dans la région du KABADOUGOU	5 754 000	5 926 620	6 094 419
21122010040 Coordonner les activités du ministère dans la région du TONKPI	5 754 000	5 926 620	13 204 419
2112202 Planification, programmation, suivi et évaluation	19 207 764	19 561 889	18 603 744
2 - Biens et services	19 207 764	19 561 889	18 603 744
21122020001 Organiser la planification des activités, réaliser les études et produire les statistiques du ministère	10 054 325	10 355 955	10 666 633
21122020002 Coordonner, suivre la mise en oeuvre des programmes du ministère	9 153 439	9 205 934	7 937 111
2112203 Information et communication	17 194 463	17 710 298	18 241 605
2 - Biens et services	17 194 463	17 710 298	18 241 605
21122030001 Organiser la communication des activités du ministère	10 154 325	10 458 955	10 772 723
21122030002 Organiser les archives, la documentation et le parc informatique du ministère	7 040 138	7 251 343	7 468 882

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21122 Administration Générale	2 471 746 165	2 588 647 059	2 672 722 152
2112204 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	882 819 160	999 494 570	1 062 039 989
2 - Biens et services	882 819 160	999 494 570	1 062 039 989
21122040003 Gérer la commande publique du ministère	3 277 162	3 375 477	3 476 741
21122040004 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP/CDMT du ministère	22 460 000	23 133 800	23 827 814
21122040005 prendre en charge les Dépenses centralisées du ministère	313 112 447	376 635 820	376 415 195
21122040006 Prendre en charge les missions hors CI	49 031 120	50 502 053	52 017 116
21122040007 Gérer les ressources humaines du ministère	10 959 170	11 133 445	11 467 448
21122040008 gérer les ressources financières du ministère	47 069 199	46 936 270	48 344 363
21122040009 Prendre en charge les missions en Cote d'Ivoire	51 905 909	53 463 086	55 066 979
21122040010 Prendre en charge les abonnements et consommations	385 004 153	434 314 619	491 424 333

II.2.2 programme 2 : Solidarité et cohésion sociale

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Solidarité et cohésion sociale	Action 2.1. : Renforcement des ressorts de la solidarité et de la cohésion sociale
	Action 2.2. : Assistance aux personnes et communautés en détresse

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programme 2 : solidarité et cohésion social						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul/source de collecte
			2020	2021	2022	
OS 1 : Renforcer la solidarité et la cohésion sociale	Proportion des localités à risque touchées par les activités de cohésion sociale	45%	60%	60%	75%	Localités à risque touchées / ensemble des localités à risque répertoriées Source : DSCS
	Proportion des personnes en détresses assistées	35%	40%	45%	55%	Nombre de personnes en détresse assistées / ensemble des personnes sollicitant une aide Source : DAVC

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE		1 775 728 884	1 866 986 072	2 031 758 595
	Dépenses de personnel	5 100 000	5 161 547	5 224 428
	Dépenses en biens et services	558 270 118	573 988 223	591 207 869
	Transferts	1 039 411 986	1 026 131 115	1 045 411 941
	Investissements	172 946 780	261 705 187	389 914 357
	<i>Trésor</i>	172 946 780	261 705 187	389 914 357
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22123 Solidarité et cohésion sociale	1 775 728 884	1 866 986 072	2 031 758 595
2212301 Renforcement des ressorts de la solidarité et de la cohésion sociale	1 107 676 276	1 115 053 310	1 141 748 092
1 - Personnels	5 100 000	5 161 547	5 224 428
22123010015 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OSCS	5 100 000	5 161 547	5 224 428
2 - Biens et services	382 576 276	394 053 565	405 875 171
22123010002 Coordonner les actions de solidarité et de cohésion sociale	18 221 950	18 768 609	19 331 667
22123010005 Organiser la journée nationale de la paix	55 000 000	56 650 000	58 349 500
22123010006 Organiser la journée nationale de la solidarité	65 000 000	66 950 000	68 958 500
22123010008 Cordonner le renforcement des ressorts de la solidarité	12 177 163	12 542 478	12 918 752
22123010011 Coordonner la mise en oeuvre du processus de Réconciliation nationale	220 000 000	226 600 000	233 398 000
22123010013 Assurer la coordination des activités de la Direction	12 177 163	12 542 478	12 918 752
3 - Transferts	720 000 000	715 838 198	730 648 493
22123010012 Appuyer le processus de Réconciliation nationale	280 000 000	288 400 000	297 052 000
22123010014 Prendre en charge le fonctionnement de l'OSCS	440 000 000	427 438 198	433 596 493

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22123 Solidarité et cohésion sociale	1 775 728 884	1 866 986 072	2 031 758 595
2212302 Assistance aux personnes et communautés en détresse	668 052 608	751 932 762	890 010 503
2 - Biens et services	175 693 842	179 934 658	185 332 698
22123020004 Coordonner l'assistance aux victimes	16 533 287	17 029 286	17 540 165
22123020016 Coordonner les activités de la direction des Pupilles	10 786 346	10 079 936	10 382 335
22123020020 Apporter une assistance aux victimes de catastrophes naturelles	140 064 868	144 266 814	148 594 818
22123020021 gérer l'unité médico sociale	8 309 341	8 558 622	8 815 380
3 - Transferts	319 411 986	310 292 917	314 763 448
22123020014 Prendre en charge les pupilles de l'Etat et les pupilles de la Nation	150 000 000	145 717 567	147 816 986
22123020019 Prendre en charge les victimes des crises intercommunautaires	169 411 986	164 575 350	166 946 462
4 - Investissements	172 946 780	261 705 187	389 914 357
Trésor	172 946 780	261 705 187	389 914 357
22123020007 Renforcer la mise en oeuvre du PNCS	172 946 780	261 705 187	389 914 357

II.2.3. Programme 3 : Lutte contre la pauvreté

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	Action 3.1. : Amélioration des conditions de vie des populations

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance

Programme 3 : lutte contre la pauvreté						
Objectif Spécifique	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul / source de collecte
			2020	2021	2022	
OS 1 : Opérationnaliser les stratégies de lutte contre la pauvreté	Le taux de mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté	ND	ND	ND	ND	Nombre de programmes réalisés / nombre de programmes prévus
	Le taux de réussite de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté	ND	ND	ND	ND	Nombre de programmes réussis / nombre de programmes mis en œuvre

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature et par Dépenses

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME III: LUTTE CONTRE LA PAUVRETE		26 358 806 857	30 610 948 664	30 637 355 474
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	127 650 866	57 133 392	48 223 944
	Transferts	0	0	0
	Investissements	26 231 155 991	30 553 815 272	30 589 131 530
	<i>Trésor</i>	6 769 955 991	10 208 815 272	10 589 131 530
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	19 461 200 000	20 345 000 000	20 000 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22124 Lutte contre la pauvreté	26 358 806 857	30 610 948 664	30 637 355 474
2212401 Amélioration des conditions de vie des populations	26 358 806 857	30 610 948 664	30 637 355 474
2 - Biens et services	127 650 866	57 133 392	48 223 944
22124010005 Coordonner les activités du programme	78 850 866	19 416 392	19 998 884
22124010013 Assurer la coordination et le suivi des projets et programmes en lien avec les filets sociaux	12 200 000	9 440 500	6 706 265
22124010014 Elaborer et mettre à jour une cartographie de la pauvreté à échelle nationale	12 200 000	9 425 500	8 106 265
22124010015 coordonner et apporter un appui aux mécanismes nationaux, régionaux et locaux de lutte contre la pauvreté	12 200 000	9 425 500	6 706 265
22124010016 Mobiliser les ressources et moyens en vue de la réduction de la pauvreté	12 200 000	9 425 500	6 706 265
4 - Investissements	26 231 155 991	30 553 815 272	30 589 131 530
Trésor	6 769 955 991	10 208 815 272	10 589 131 530
22124010002 Programme national de développement communautaire	444 955 991	776 315 272	1 156 631 530
22124010003 Projet filets sociaux productifs- banque mondiale	6 325 000 000	9 432 500 000	9 432 500 000
Financement extérieur	19 461 200 000	20 345 000 000	20 000 000 000
22124010003 Projet filets sociaux productifs- banque mondiale	19 461 200 000	20 345 000 000	20 000 000 000

SECTION 377: MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la vétusté des locaux des directions territoriales et de certaines directions centrales ;
- l'absence de bases de données fiables du patrimoine hydraulique ;
- la vétusté des installations de production ;
- l'insuffisance de Sécurisation et de mobilisation des ressources en eau ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur de l'hydraulique humaine ;
- la faiblesse de maintenance et de gestion des ouvrages en milieu rural ;
- l'insuffisance de sensibilisation des populations pour qu'elles s'approprient les ouvrages réalisés.

I.1.2. Réponses apportées

- l'initiation d'un vaste programme de réhabilitation des directions territoriales ;
- la signature de tous les actes relatifs au poste de responsabilité ;
- la Sécurisation des ressources en eau mobilisable ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- le développement d'infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- la réalisation de la deuxième phase d'adduction d'eau potable à partir de la nappe de Bonoua pour un prélèvement de 80 00m³/j ;
- l'identification de nouvelles sources en eau notamment l'eau du fleuve Bandama, la lagune Aghienou ou encore le fleuve Comoé ; la création de la Cellule Nationale de Coordination des Comités Villageois de Gestion des Pompes Hydrauliques à motricité Humaine ;
- l'appui en équipement au Laboratoire de Contrôle et de la Qualité de l'Eau (LACQUE) de l'ONEP ;
- la construction des 1430 nouveaux points d'eau et la réalisation de 95 nouveaux HVA ;
- la réhabilitation de 8 000 pompes villageoises défectueuses et la réhabilitation de 40 HVA défectueux ;
- l'entretien et la maintenance de 17 000 pompes à motricité humaine ;
- la prise de décrets relatifs au secteur de l'hydraulique ;
- la communication en Conseil des Ministres en Aout 2017 du programme « Eau pour Tous » ;
- la signature en 2014 d'une convention-cadre de délégation de maîtrise d'ouvrage ou mission de maîtrise d'œuvre dans le secteur de l'eau potable entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Office National de l'Eau Potable (ONEP).

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- la création ou la mise en place d'une base de données du patrimoine du ministère ;
- la réhabilitation des directions territoriales du ministère ;
- la poursuite de la mise en place du programme de réhabilitation et de développement des infrastructures d'hydrauliques ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- le financement du sous-secteur hydraulique ;
- le renforcement de la capacité de production et de distribution d'eau potable ;

- l'extension du service public de distribution d'eau potable à toutes les localités de plus de 4 000 habitants et à tous les chefs-lieux de sous-préfecture ;
- l'équipement en système d'hydraulique villageoise améliorée (HVA) de toutes les localités de 2 000 à 4 000 habitants ;
- la création de points d'eau villageois pour les localités de 100 à 2 000 habitants ;
- la Sécurisation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- la mobilisation des ressources en eau potable.

I.1.3.2. Priorités

- l'accroissement de l'accès à l'eau potable de l'ensemble de la population ;
- l'accroissement et le maintien des infrastructures hydrauliques ;
- l'amélioration de la gouvernance des sous-secteurs ;
- la diversification des sources de production en eau potable en vue de pérenniser les ressources naturelles.

I.2 Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations stratégiques retenues

- la Sécurisation des ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- la construction des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité ;
- la promotion des innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- le renforcement des capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable.

I.2.2. Résultats Stratégiques

- l'administration du ministère est moderne et performante ;
- le niveau d'accès à l'eau potable des populations est accru.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Hydraulique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'hydraulique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- participation au suivi et à la protection des ressources en eau ;
- gestion des infrastructures d'alimentation en eau potable en milieu urbain et rural ;
- développement des d'alimentation en eau potable en milieu urbain et rural ;
- élaboration et suivi de la Réglementation en matière de réalisation et d'exploitation des ouvrages d'hydraulique humaines.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJET ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, SAJ, SI, SC, IG, CPMP, DRH, DAFP, CNC-CGPE			
Programme 2 : Infrastructures de l'Hydraulique Humaine	DGIHH, DPS, DHNRQ, DTH	ONEP	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PREMU) - Programme hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM) - Indemnisation des travaux hydrauliques - Immatriculation foncière des sites des ouvrages d'Hydraulique humaine ; - Réhabilitation des digues et seuil de retenues d'eau - Alimentation Eau Potable péri-urbain des villes de l'intérieur - Projet d'alimentation en eau potable dans le District des Montagnes - Projet d'AEP dans la région de l'Est (Bouna et Bondoukou) - AEP localités Nord-Est-Ouest (Programme Hydraulique Rurale) - Alimentation de la ville d'Adzopé (Fonds Koweïtien) - AEP régions du Goh et Marahoué (RPE) - AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé à Daloa - Exploitation champ captant de Bonoua/Gvt chinois Phase2 - Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes ; - Renforcement AEP de la ville d'Aboisso et des localités environnantes - Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, Hygiène et Assainissement (PADEHA) - Renforcement de l'AEP de la ville d'Odienné à partir du fleuve baoulé et desserte des localités de Kimbirila sud, Tiémé - Renforcement du système d'AEP de la ville de Sassandra et alimentation des localités de Pauly brousse et Dakpadou - Renforcement du système d'AEP des localités de Ferké, Korhogo, Sinematiali, Waranienne, Tongoniera à partir de Ferké - Renforcement du système d'AEP de la ville de Soubré et des localités d'Okrouyo, de Méagui et de Grand Zattri - Renforcement du système d'AEP des localités d'Oumé, Diégonéfla, Hiré, Kokoumbo, Toumodi - Renforcement du système d'AEP des localités de Yamoussoukro, Didiévi, Tiébissou à partir du fleuve Bandama - Renforcement du système d'AEP de la ville de Bouaflé et de sa région à partir de la Marahoué - Projet de renforcement de l'AEP de la ville de Tanda et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé à Amapo - Alimentation en eau potable de 31 villes secondaires - Projet de renforcement et d'Alimentation en Eau Potable de la ville d'Abengourou - Programme Régional d'Aménagement Hydraulique Multi-usages - Opération d'Entretien et de Maintenance des Pompes à Motricité Humaine - Programme de Renforcement du réseau d'eau potable de la ville d'Abidjan (BEI) - Développement Urbain-Eau/C2D - Eau potable/2eme C2D 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : L'administration du Ministère est moderne et performante	IP 1.1 : Nombre de textes appliqués	Dénombrement Source : DAJ
OG 2 : Accroître l'accessibilité à l'eau potable	RS 2 : Le niveau d'accès à l'eau potable des populations est accru	IP 2.1 : Proportion de la population ayant accès d'une façon durable à une source d'eau potable	Proportion de la population ayant accès d'une façon durable à une source / Population totale Source : ONEP

II.1.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	113 689 977 723	130 376 481 999	640 452 099 127
1.1 Ressources Intérieures	47 684 540 341	52 467 437 087	66 346 224 055
1.1.1 Budget Etat	47 684 540 341	52 467 437 087	66 346 224 055
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	66 005 437 382	77 909 044 912	574 105 875 072
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	66 005 437 382	77 909 044 912	574 105 875 072
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	113 689 977 723	130 376 481 999	640 452 099 127
2.1 Personnel	774 607 251	779 510 929	784 441 157
2.1.1 Solde y compris EPN	774 607 251	779 510 929	784 441 157
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 602 265 090	1 320 026 852	1 389 925 238
2.3 Transferts et subventions	154 796 682	150 377 306	152 543 860
2.4 Investissements	111 158 308 700	128 126 566 912	638 125 188 872
Trésor	45 152 871 318	50 217 522 000	64 019 313 800
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	66 005 437 382	77 909 044 912	574 105 875 072

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1. : Coordination et animation
	Action 1.2. : Gestion des ressources financières, Matérielles et humaines
	Action 1.3. : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Tableau de performance

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures hydrauliques	Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	2	2	2	2	Dénombrement Source : DAJ
OS 2 : Assurer une gestion efficace, moderne et efficiente des ressources humaines, Matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget	80	85	90	90	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : DAFP
OS3 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de satisfaction de la population par rapport aux actions du Ministère	80	85	90	90	Nombre de personnes enquêtées / Nombre total de personnes à enquêter Source : Service de Communication

II.2.1.3. Financement du Programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		2 346 861 916	2 068 627 044	2 142 528 334
	Dépenses de personnel	774 607 251	779 510 929	784 441 157
	Dépenses en biens et services	1 572 254 665	1 289 116 115	1 358 087 177
	Transferts (1)	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21130 Administration Générale	2 346 861 916	2 068 627 044	2 142 528 334
2113001 Coordination et animation du ministère	229 351 950	236 231 328	243 318 151
2 - Biens et services	229 351 950	236 231 328	243 318 151
21130010001 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'hydraulique humaine	60 190 000	61 995 700	63 855 571
21130010002 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	15 000 000	15 450 000	15 913 500
21130010015 Planifier, suivre et évaluer les activités du Ministère et de ses différentes structures	10 003 475	10 303 579	10 612 687
21130010016 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bélier	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010018 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de N'Zi	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010019 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbêkê	4 005 000	4 125 150	4 248 903
21130010020 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Wôrôdougou	4 005 000	4 125 150	4 248 903
21130010021 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bafing	4 005 000	4 125 150	4 246 904
21130010022 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Kabadougou	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010023 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Pôrô	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010024 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gontougo	4 005 000	4 124 470	4 248 903
21130010025 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Haut- Sassandra	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010026 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gôh	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010027 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Marahoué	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010028 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Tonkpi	4 005 000	4 125 150	4 248 906
21130010029 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Cavally	4 005 000	4 125 150	4 248 907
21130010030 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Lôh- Djiboua	4 005 000	4 125 150	4 248 995
21130010031 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de San-Pedro	4 005 000	4 125 150	4 248 884
21130010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Indénié- Djuablin	4 005 000	4 125 150	4 248 905
21130010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud- Comoé	4 005 000	4 125 150	4 248 885
21130010034 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Mé	4 005 000	4 125 150	4 248 905
21130010035 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Lagunes	4 005 000	4 125 150	4 249 523
21130010036 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Iffou	4 005 000	4 125 150	4 248 903
21130010037 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Hambol	4 005 000	4 125 150	4 248 902
21130010038 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Béré	4 005 000	4 125 150	4 248 906
21130010039 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Tchologo	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010040 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bounkani	4 005 000	4 125 150	4 248 905
21130010041 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Guémon	4 005 000	4 125 150	4 248 905
21130010042 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbôklé	4 005 000	4 125 150	4 248 905
21130010043 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Agnéby-Tiassa	4 005 000	4 125 150	4 248 906
21130010044 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Grands Ponts	4 005 000	4 125 150	4 248 906
21130010045 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moronou	4 005 000	4 125 150	4 248 904
21130010046 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Bagoué	4 005 000	4 124 650	4 248 903
21130010047 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Nawa	4 005 000	4 125 150	4 248 906
21130010050 Apporter un appui juridique aux services du ministère	10 003 475	10 303 579	10 612 687
21130010051 Gérer le système informatique du ministère	5 000 000	5 150 000	5 304 500
21130010052 Rechercher des opportunités d'investissement pour le financement des activités d'hydraulique humaine	5 000 000	5 150 000	5 304 500

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21130 Administration Générale	2 346 861 916	2 068 627 044	2 142 528 334
2113002 Gestion des ressources financières, Matérielles et humaines	2 105 209 966	1 819 726 716	1 886 161 113
1 - Personnels	774 607 251	779 510 929	784 441 157
21130020011 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	774 607 251	779 510 929	784 441 157
2 - Biens et services	1 330 602 715	1 040 215 787	1 101 719 956
21130020002 Gérer les ressources financières et Matérielles du ministère	141 500 000	145 745 000	150 117 350
21130020004 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	31 827 000	32 781 810
	362 323 359	218 693 060	225 253 852
21130020007 Gérer la commande publique du ministère	6 100 000	6 283 000	6 471 490
21130020008 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	90 000 000	81 576 000	95 481 000
21130020012 Prendre en charges les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	157 031 356	177 875 727	202 051 974
21130020015 Gérer les ressources humaines du ministère	16 200 000	16 686 000	17 186 580
21130020016 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	200 000 000	206 000 000	212 180 000
21130020017 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	297 448 000	124 630 000	128 368 900
21130020020 Prendre en charge la participation aux conférences et missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 900 000	31 827 000
2113003 Information et communication	12 300 000	12 669 000	13 049 070
2 - Biens et services	12 300 000	12 669 000	13 049 070
21130030002 Organiser la communication des activités du ministère	8 800 000	9 064 000	9 335 920
21130030004 Gérer la documentation et les archives du Ministère	3 500 000	3 605 000	3 713 150

II.2.2. Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine	Action 2.1. : Sécurisation des ressources en eau
	Action 2.2: Système d'Hydraulique Urbain
	Action 2.3. : Système d'Hydraulique villageoise
	Action 2.4. : Système d'Hydraulique villageoise amélioré

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre légal et l'opérationnalité du secteur de l'eau	Nombre de projets de textes adoptés	1	1	1	1	Dénombrement Source : DGIHH/ONEP
	Nombre de rapport de suivi et évaluation	22	25	25	25	Dénombrement Source : ONEP

Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 2 : Améliorer l'accès des populations à l'eau potable	Nombre de zones sécurisées	10	10	10	10	Dénombrement Source : ONEP
	Taux de la population urbaine ayant accès à une source d'eau potable	85%	90%	95%	95%	Proportion de populations ayant accès à un point d'eau (branchement, bornes fontaines) / Population totale de la zone Source : ONEP
	Taux de la population rurale ayant accès à une source d'eau potable	85%	90%	95%	95%	

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II: INFRASTRUCTURE DE L'HYDRAULIQUE HUMAINE		111 343 115 807	128 307 854 955	638 309 570 793
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	30 010 425	30 910 737	31 838 061
	Transferts	154 796 682	150 377 306	152 543 860
	Investissements	111 158 308 700	128 126 566 912	638 125 188 872
	<i>Trésor</i>	45 152 871 318	50 217 522 000	64 019 313 800
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	66 005 437 382	77 909 044 912	574 105 875 072

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	111 343 115 807	128 307 854 955	638 309 570 793
2213101 Sécurisation des ressources en eau	2 372 308 817	3 889 939 345	5 729 764 999
2 - Biens et services	10 003 475	10 303 579	10 612 687
22131010078 Réaliser les activités hydrologiques	10 003 475	10 303 579	10 612 687
3 - Transferts	132 305 342	128 528 084	130 379 846
22131010050 Transférer des crédits à l'Office National de l'Eau Potable (ONEP)	132 305 342	128 528 084	130 379 846
4 - Investissements	2 230 000 000	3 751 107 682	5 588 772 466
Trésor	2 230 000 000	3 751 107 682	5 588 772 466
22131010035 Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable (Projet)/ONEP	380 000 000	523 410 374	779 828 717
22131010058 Indemnisation Travaux hydrauliques / ONEP	1 700 000 000	2 965 992 121	4 419 029 391
22131010074 Appui au Laboratoire de Contrôle Qualité de l'Eau (LACQUE/ONEP)	150 000 000	261 705 187	389 914 358
2213102 Système d'hydraulique urbaine	92 749 528 365	114 729 106 613	615 838 447 144
2 - Biens et services	20 006 950	20 607 158	21 225 374
22131020038 Elaborer et mettre en oeuvre la politique d'approvisionnement en Eau Potable des populations	10 003 475	10 303 579	10 612 687
22131020039 Suivre la mise en oeuvre des projets du Ministère	10 003 475	10 303 579	10 612 687
4 - Investissements	92 729 521 415	114 708 499 455	615 817 221 770
Trésor	34 243 184 033	44 318 554 543	55 230 446 698
22131020001 AEP à partir de la ME (PFO/VEOLIA)	2 724 260 000	7 227 927 777	11 285 822 592
22131020003 AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	818 000 000	1 078 225 372	1 606 447 155
22131020005 AEP District des Montagnes	1 081 346 923	1 886 627 326	2 810 884 608
22131020009 AEP de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	2 000 000 000	3 489 402 495	5 198 858 107
22131020015 Alimentation en eau potable des quartiers périurbains d'Abidjan et des villes de l'intérieur	325 000 000	392 557 780	584 871 537
22131020017 Adduction Eau Gagnoa et Sinfra	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
22131020019 AEP Aboisso et localités	199 500 000	348 067 900	518 586 096
22131020024 Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	500 000 000	872 350 624	1 299 714 527
22131020025 Alimentation en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué	945 600 000	1 649 789 500	2 458 020 113
22131020027 Réhabilitation des Dignes et Seuils des retenues d'Eau d'AEP	150 000 000	261 705 187	389 914 357
22131020028 AEP des villes de Bouna et Bondoukou	1 999 477 110	3 488 490 208	5 197 498 891
22131020033 Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	300 000 000	523 410 374	779 828 715
22131020041 Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Gueyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan	100 000 000	0	0
22131020042 Adduction en eau potable / 2ème C2D	16 100 000 000	16 100 000 000	16 100 000 000

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	111 343 115 807	128 307 854 955	638 309 570 793
<i>Financement extérieur</i>	58 486 337 382	70 389 944 912	560 586 775 072
22131020003 AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	7 243 600 000	2 789 000 000	0
22131020005 AEP District des Montagnes	1 484 900 000	0	0
22131020009 AEP de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	7 807 000 000	0	0
22131020019 AEP Aboisso et localités	3 000 000 000	611 000 000	0
22131020024 Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	15 000 000 000	34 080 000 000	142 820 000 000
22131020025 Alimentation en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué	7 936 537 382	336 700 000	0
22131020028 AEP des villes de Bouna et Bondoukou	5 014 300 000	9 685 000 000	0
22131020033 Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	10 000 000 000	7 950 000 000	0
22131020041 Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Gueyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan	1 000 000 000	5 000 000 000	12 782 000 000
22131020043 Projet de production d'eau potable à partir du Bandama (par un producteur indépendant)	0	0	175 000 000 000
22131020044 Projet structurant d'AEP dans les régions de l'IFFOU, du MORONOU et d'une partie du N'ZI et réalisation de 4000 forages munis de pompes à motricité humaine dans diverses régions	0	0	125 000 000 000
22131020045 Renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de SAN-PEDRO à partir du barrage de FAYE et desserte des villes de grand BEREBY et GABIADJI	0	9 938 244 912	29 984 775 072
22131020046 Remplacement de 10000 pompes à motricité humaine par 10000 pompes à alimentation solaire	0	0	75 000 000 000
2213103 Système d'hydraulique villageoise	11 874 219 811	6 294 632 021	13 237 308 554
3 - Transferts	22 491 340	21 849 222	22 164 014
22131030020 Sensibiliser et Encadrer les Comités villageois de gestion des Pompes à Motricité Humaine	22 491 340	21 849 222	22 164 014
4 - Investissements	11 851 728 471	6 272 782 799	13 215 144 540
Trésor	7 502 528 471	1 923 582 799	2 865 944 540
22131030017 Programme National Hydraulique	225 000 000	392 557 781	584 871 537
22131030018 AEP Localités Nord-Est Nord-Ouest (Projet d'Hydraulique Rurale)	877 528 471	1 531 025 018	2 281 073 003
22131030019 Réhabilitation et Entretien des Pompes à Motricité Humaine	6 400 000 000	0	0
Financement extérieur	4 349 200 000	4 349 200 000	10 349 200 000
22131030005 Réalisation de 200 forages/Dons Saoudien	1 570 000 000	1 570 000 000	7 570 000 000
22131030018 AEP Localités Nord-Est Nord-Ouest (Projet d'Hydraulique Rurale)	2 779 200 000	2 779 200 000	2 779 200 000
2213104 Système d'hydraulique villageoise améliorée	4 347 058 814	3 394 176 976	3 504 050 096
4 - Investissements	4 347 058 814	3 394 176 976	3 504 050 096
Trésor	1 177 158 814	224 276 976	334 150 096
22131040013 Renforcement AEP Tafiré et localités environnantes (BIDC et BOAD)	1 177 158 814	224 276 976	334 150 096
Financement extérieur	3 169 900 000	3 169 900 000	3 169 900 000
22131040012 Projet Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire	3 169 900 000	3 169 900 000	3 169 900 000

SECTION 378 : MINISTERE DE LA VILLE

I. Présentation générale du ministère

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'incivisme ;
- le désordre urbain ;
- l'absence d'une politique de la ville ;
- la transversalité du secteur de la ville laissant interagir une multiplicité d'acteurs (publics et privés) dont les frontières de responsabilités ne sont toujours pas bien définies et délimitées ;
- l'obsolescence de certains textes législatifs et réglementaires relatifs aux documents d'urbanisme ;
- l'insuffisance des textes réglementaires et législatifs (décrets, lois, codes, politiques) en matière de ville ;
- la méconnaissance ou le non-respect des textes qui régissent le cadre de vie urbain ;
- l'absence d'un cadre de concertation et de réflexion sur les enjeux et défis de la ville ;
- la faible capacité de mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes de la ville ;
- l'insuffisance des ressources humaines qualifiées sur les problématiques de la ville ;
- la non représentativité du Ministère au niveau régional, départemental et à des échelons inférieurs ;
- l'inexistence de structure de Contrôle de conformité des actions et/ou activités urbaines ;
- l'absence de structure technique et opérationnelle capable de conduire les opérations et projets urbains ;
- l'obsolescence des outils de planification urbaine ;
- l'inexistence d'un observatoire national des données urbaines.
- des espaces verts devenus rares, mal entretenus et utilisés à d'autres fins ;
- un vieillissement des façades de certains bâtiments de quartiers et d'édifices ;
- des constructions disharmonieuses ;
- une insuffisance d'infrastructures d'assainissement adéquates dans certains Marchés, établissements scolaires et centres de santé ;
- des canalisations mal ou pas faites souvent transformées en dépotoirs ;
- une floraison des bidonvilles et l'installation pérenne des populations dans des zones à risques souvent sans infrastructures de base ;
- une urbanisation croissante en déphasage avec le développement industriel et économique ;
- des populations vivant, de plus en plus, dans des maisons ou plutôt des abris inconfortables, construites avec des matériaux de fortune ;
- une recrudescence des congestions dans les grandes villes ;
- la pollution (air, eau, nuisances sonores) ;
- des entrées de villes non attrayantes ;
- une insuffisance de logements.

I.1.2. Réponses apportées

- l'installation des structures qui le composent ;
- l'appropriation de ses missions et attributions ;
- la formalisation de son organisation par décret n°2018-947 du 18 décembre 2018 portant organisation du Ministère de la Ville ;
- la prise de mesures incitatives pour attirer l'attention des élus sur les problématiques de la ville (Prix national d'excellence de la lutte contre le désordre urbain, Prix national d'excellence de la plus belle entrée de ville, Prix national de la plus belle ville) ;

- les travaux préparatoires menés dans le cadre de la définition de la politique de la ville en Côte d'Ivoire ;
- l'élaboration et la transmission au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) du décret portant création de l'Agence Nationale des Opérations et Projets Urbains (ANOPUR) ;
- la mise en place, par arrêté interministériel, d'un comité de réflexion sur la définition de nouveaux outils de planification urbaine fonctionnel ;
- les travaux préparatoires pour la définition de nouveaux outils de planification urbaine ;
- les visites d'imprégnation effectuées sur certains sites à Abidjan et à l'intérieur du pays (Yamoussoukro, San-Pédro, Korhogo,...) en vue de faire un état des lieux et proposer des solutions adaptées et durables ;
- aux défis actuels des villes de Côte d'Ivoire.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire dans le domaine de la ville ;
- le développement des stratégies de restructuration et de rénovation des quartiers précaires ;
- l'embellissement de l'espace urbain.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- élaborer et implémenter une politique de restructuration, rénovation et revitalisation des quartiers précaires ;
- identifier les zones sensibles ou quartiers défavorisés et leur apporter des appuis substantielles ;
- définir et mettre en œuvre la politique d'embellissement de l'espace urbain ;
- promouvoir un développement urbain viable et durable.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le civisme urbain est restauré et les citoyens ont un comportement citoyen vis-à-vis de la ville ;
- la politique de la ville est disponible ;
- l'ANOPUR et sa brigade de Contrôle de conformité des actions et/ou activités urbaines sont créées ;
- les structures qui composent le Ministère sont installées à Abidjan et leur capacité opérationnelle renforcée ;
- les Directeurs régionaux sont nommés et les services régionaux sont installés et opérationnels ;
- de nouveaux outils de planification urbaine adaptés aux réalités du moment sont disponibles et vulgarisés ;
- les stratégies de restructuration, rénovation, et revitalisation des quartiers précaires sont développées ;
- l'étude de faisabilité pour l'équipement des quartiers sous-équipés est réalisée ;
- la cartographie des zones sensibles dans le Grand-Abidjan est disponible ;
- la cartographie des espaces verts du Grand-Abidjan est disponible ;
- les stratégies d'embellissement sont élaborées ;
- le dispositif législatif et réglementaire est actualisé et renforcé (décrets, arrêtés, lois, codes...) ;
- les textes qui régissent le cadre de vie urbain sont vulgarisés ;
- le comité de réflexion sur la définition des nouveaux outils de planification urbaine est fonctionnel ;
- le cadre de concertation et de réflexion sur les thématiques de la ville est créé et opérationnel ;
- le document de politiques sectorielles en matière de ville est élaboré ;
- des ressources conséquentes sont mobilisées pour le financement des projets urbains ;

- le MDV dispose d'un capital humain adéquat ;
- quelques entrées de villes sont réaménagées ;
- l'observatoire des données urbaines est créé.
- l'environnement et les espaces verts urbains sont sécurisés et promus ;
- les façades de bâtiments et édifices vieillissants sont revitalisées ;
- les dix plans d'urbanisme de détail du Grand-Abidjan sont élaborés ;
- les quartiers défavorisés, identifiés dans le cadre de l'étude d'identification des zones sensibles, sont dotés en infrastructures de base ;
- les quartiers défavorisés, identifiés dans le cadre de l'étude d'identification des zones sensibles ou quartiers défavorisés, sont restructurés, rénovés et/ou réhabilités ;
- les populations vivant dans des zones à risques et non constructibles sont déguerpies et relogées ;
- les populations vivent dans des maisons relativement confortables, construites avec des matériaux de qualité ;
- des actions de lutte contre la pollution (eau, air, nuisances sonores...) sont menées ;
- la qualité de l'air est mesurée et les alertes lancées ;
- les occupations anarchiques sur le domaine public sont démantelées ;
- les potentialités économiques des quartiers défavorisés, identifiés dans le cadre de l'étude d'identification des zones sensibles ou quartiers défavorisés, sont développées.

I.3. Missions du ministère

Dans le cadre de ses attributions, le Ministère de la Ville (MDV) est chargé de la mise œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de ville conformément au décret n°2018-648 du 1^{er} août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement.

- l'assistance et conseil aux villes ;
- la lutte contre la précarité de l'habitat et des exclusions dans les villes ;
- l'embellissement des villes ;
- promotion des parcs et jardins urbains ;
- la sensibilisation des populations à la participation aux développements urbains ;
- les échanges d'expériences internationales en matière de développement urbain ;
- le suivi de la Réglementation et du Contrôle de la conformité de l'habitat en milieu urbain ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique en faveur des quartiers défavorisés en vue de réduire les disparités et discriminations entre les villes ivoiriennes.
- l'élaboration et approbation des outils de planification urbaine, en liaison avec le Ministère en charge du plan et le Ministère en charge de la construction et de l'urbanisme et les acteurs locaux ;
- le Contrôle des schémas-directeurs, des plans d'urbanisation et de développement des villes et des programmes de restructuration urbaine, en liaison avec le Ministère en charge de la construction et de l'urbanisme ;
- le suivi de la politique de décentralisation, en liaison avec le Ministère de l'Intérieur ;
- la coopération internationale entre les villes ivoiriennes et étrangères, en liaison avec le Ministère en charge de la décentralisation et le Ministère en charge des Affaires Etrangères ;
- le suivi de la politique du logement dans la ville, en liaison avec le Ministère en charge du logement ;
- l'appui technique au relogement des populations déguerpies et à la réinstallation des populations déplacées, en liaison avec le Ministère en charge du logement et le Ministère en charge de la solidarité ;
- la participation à la Réglementation de la gestion du domaine public urbain, en liaison avec le Ministère en charge de l'équipement et de l'entretien routier ;
- la participation au développement des infrastructures socioculturelles urbaines, en liaison avec les Ministères en charge de la culture, des sports, de la construction et de l'urbanisme ;
- participation à l'adressage des rues et à l'embellissement des rues, en liaison avec le Ministère en charge de la construction et de l'urbanisme ;
- la participation à la définition du programme d'insertion des publics fragiles dans les quartiers défavorisés des villes, en liaison avec les Ministères en charge de l'emploi, de la solidarité et de cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté ;

- la participation à la définition des zones d'activités réservées, en liaison avec le Ministère en charge de la construction, du logement et de l'urbanisme ;
- la participation à l'élaboration de la Réglementation en matière de voirie et d'assainissement en milieu urbain, en liaison avec le Ministère en charge de l'équipement et de l'entretien routier, le Ministère en charge de l'assainissement et de la salubrité ;
- la participation au Contrôle du financement des réseaux d'assainissement et de drainage en milieu urbain, en liaison avec les Ministères en charge de la construction et de l'assainissement ;
- la participation à l'élaboration des politiques d'assainissement et de drainage en milieu urbain, en liaison avec les Ministères en charge de la construction et de l'assainissement ;
- la participation à la Réglementation de la gestion du domaine urbain, en liaison avec les Ministères en charge de l'équipement et de l'entretien routier, de la construction, du logement et de l'urbanisme ;
- la participation à l'élaboration de la politique d'adressage, en liaison avec le Ministère en charge de la construction et de l'urbanisme.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale
- **Programme 2** : Cadre de vie urbain

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG) DAF, DRH, DCRP, DRCC	-	-	-
Programme 2 : Cadre de vie urbain	DPUUPS, DDUD, DCPFV, DR.			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	RS 1.1 : la gouvernance du Ministère est améliorée	IP 1.1.1 Proportion des structures centrales du MDV disposant plan d'actions	Les structures centrales disposant d'un plan d'action sur le nombre total des structures centrales Source : Cabinet
		IP 1.1.2 : Taux de production des rapports d'activités des structures du Ministère	Le nombre rapports produits sur Rapports prévus Source : Rapport général élaboré par l'Inspection Générale
		IP 1.1.3: Document de la politique de la Ville disponible	Bordereau de transmission e l'avant-projet de loi sur la politique de la ville Source : Cabinet
		IP 1.1.4: Taux de réalisation des activités du Plan de travail annuel du MDV	Nombre d'activités du Plan de travail annuel réalisées sur nombre d'activités prévues Source : Cabinet
OG 2 : Améliorer le cadre de vie urbain	RS 2.1 : le cadre de vie urbain est amélioré	IP 2.1.1 : Nombre d'outils de planification	Dénombrement Source : DPUS
		IP 2.1.2 : Pourcentage de villes disposant de nouveaux outils de planification urbaine	Nombre de villes disposant de nouveaux outils sur le nombre total des villes Source : DPUS
		IP 2.1.3 : Nombre de citoyens bénéficiaires du programme de restructuration et rénovation urbaine	Dénombrement Source : DDUD
		IP 2.1.4 : Nombre d'accords de coopération signés	Dénombrement Source : DCFV

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 020	2 021	2 022
1. RESSOURCES	1 544 647 621	1 826 676 613	1 859 066 669
1.1 Ressources Intérieures	1 544 647 621	1 826 676 613	1 859 066 669
1.1.1 Budget Etat	1 544 647 621	1 826 676 613	1 859 066 669
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	1 544 647 621	1 826 676 613	1 859 066 669
2.1 Personnel	120 000 000	120 759 664	121 523 442
2.1.1 Solde y compris EPN	120 000 000	120 759 664	121 523 442
2.1.2 Contractuels hors solde	0		
2.2 Biens et services	1 395 647 621	1 677 744 886	1 708 965 276
2.3 Transferts	29 000 000	28 172 063	28 577 951
2.4 Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.3 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et la coordination du Ministère	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis au SGG	05	10	15	20	Dénombrement Source : rapport d'activité de la DRCC
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	Taux d'équipement des structures en mobiliers et matériels de bureau	50%	70 %	90%	100 %	Nombre de besoins satisfaits / Nombre de besoins exprimés Source : Rapport de la DAF (Sous-direction des Moyens Généraux)
	Taux d'exécution du budget	65%	70 %	70 %	70 %	Montant de la dotation budgétaire exécutée / Dotation budgétaire annuelle Source : Rapport de la DAF (Sous-direction du Budget et de la Comptabilité)
	Nombre de thématiques de formation développés	01	03	05	07	Nombre de personnes formées sur les thématiques identifiés Source : Rapport de la DRH
OS 3 : Renforcer la communication sur les enjeux du secteur de la ville	Proportion de localités sensibilisées sur les enjeux du secteur de la Ville	00	02	03	04	Nombre de localités atteints / nombre total de localités Source : Rapport de la Direction communication
	Nombre d'outils d'information et de communication disponible	01	02	03	04	Dénombrement Source : Direction de la Communication et des Relations Publiques

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		1 212 647 621	1 198 728 752	1 219 887 199
	Dépenses de personnel	120 000 000	120 759 664	121 523 442
	Dépenses en biens et services	1 063 647 621	1 049 797 025	1 069 785 806
	Transferts	29 000 000	28 172 063	28 577 951
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21092 Administration Générale	1 212 647 621	1 198 728 752	1 219 887 199
2109202 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	189 622 387	198 599 149	208 833 186
1 - Personnels	120 000 000	120 759 664	121 523 442
21092020003 Prendre en charge les salaires du personnel	120 000 000	120 759 664	121 523 442
2 - Biens et services	69 622 387	77 839 485	87 309 744
21092020007 Prendre en charge les frais d'abonnement, de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	69 622 387	77 839 485	87 309 744
2109204 Coordination, suivi des activités et renforcement du cadre organisationnel, réglementaire et institutionnel du ministère	115 000 000	122 570 000	126 247 100
2 - Biens et services	115 000 000	122 570 000	126 247 100
21092040001 Élaborer la politique du Gouvernement en matière de Ville	78 000 000	82 400 000	84 872 000
21092040002 Effectuer des visites de terrain	12 000 000	12 360 000	12 730 800
21092040003 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	23 000 000	25 750 000	26 522 500
21092040004 Réaliser le Contrôle et le suivi des projets urbains	1 000 000	1 030 000	1 060 900
21092040005 Elaborer un manuel des procédures de Contrôle des structures	1 000 000	1 030 000	1 060 900

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21092 Administration Générale	1 212 647 621	1 198 728 752	1 219 887 199
2109205 Amélioration de la gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	877 025 234	844 517 203	850 773 241
2 - Biens et services	848 025 234	816 345 140	822 195 290
21092050002 Gérer les ressources financières et Matérielles du ministère	87 000 000	89 310 000	91 689 300
21092050004 Élaborer et mettre en oeuvre le DPPD-PAP	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21092050005 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21092050006 Prendre en charge les Dépenses centralisées	267 025 234	268 507 991	270 035 231
21092050007 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	152 000 000	111 740 149	111 740 149
21092050008 Apporter un appui financier à la Régie relative aux impondérables	258 000 000	258 000 000	258 000 000
21092050009 Gérer la commande publique du ministère	27 000 000	27 810 000	28 644 300
21092050010 Gérer les ressources humaines	30 100 000	33 990 000	35 009 700
21092050011 Apporter un appui technique au personnel du Ministère	2 900 000	2 987 000	3 076 610
3 - Transferts	29 000 000	28 172 063	28 577 951
21092050012 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Fonds Mondial du Développement des Villes (FMDV)	29 000 000	28 172 063	28 577 951
2109206 Renforcement de la communication sur les enjeux et défis du secteur de la ville	31 000 000	33 042 400	34 033 672
2 - Biens et services	31 000 000	33 042 400	34 033 672
21092060001 Organiser la communication des activités du Ministère	28 500 000	30 467 400	31 381 422
21092060002 Vulgariser les activités et les enjeux du MDV au public	2 500 000	2 575 000	2 652 250

II.2.2. Programme 2 : Cadre de vie urbaine

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en action

Programme	Actions
Programme 2 : cadre de vie urbain	Action 2.1 : Planification urbaine
	Action 2.2 : Cadre de vie urbain
	Action 2.3 : Cadre normatif et cadre de coopération
	Action 2.4 : Financement des villes

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

PROGRAMME 2 : CADRE DE VIE URBAIN						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS1 : Maîtriser durablement l'urbanisation	Taux de réalisation des tâches relatives à la définition de nouveaux outils de planification	20%	80%	100%	100%	Nombre de tâches exécutées sur le nombre total de tâches prévues Source : Rapport DPUPS
	Nombre de villes disposant de nouveaux outils de planification urbaine	0	10	20	30	Dénombrement Source : Rapport DPUPS
OS 2 : Améliorer durablement le cadre de vie des citoyens	Nombre de programmes élaborés dans le cadre de restructuration, réhabilitation, revitalisation et rénovation	0	1	2	3	Dénombrement Source : Rapports d'activités DDUD
	Nombre de collectivités territoriales sensibilisées sur l'ODD11	0	2	6	10	Dénombrement Source : Rapports d'activités DDUD
	Nombre d'espaces verts restaurés	0	0	1	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités DDUD
	Nombre de toilettes publiques installées	0	0	50	162	Dénombrement Source : Rapport d'activités DDUD
OS3 : Améliorer le cadre normatif et de coopération	Nombre de cas d'assistance et de contentieux traités	8	18	28	38	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRCC
	Nombre de contrats de ville élaborés	0	01	03	06	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRCC
OS 4 : Renforcer la coopération et le financement des villes	Nombre de conventions de coopération et d'accords signés	01	02	03	04	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCPFV
	Montant des financements mobilisés	0	0	ND	ND	Cumul des montants mobilisés Source : Rapport d'activités DCPFV
	Montant des ressources extérieures dans le budget des Collectivités	0	0	ND	ND	Cumul des montants mobilisés en faveur des collectivités Source : Rapport d'activités DCPFV

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
PROGRAMME II : CADRE DE VIE URBAIN		332 000 000	627 947 861	639 179 470
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	332 000 000	627 947 861	639 179 470
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22154 Cadre de vie urbain	332 000 000	627 947 861	639 179 470
2215401 Amélioration de la planification urbaine	30 000 000	200 975 000	201 979 250
2 - Biens et services	30 000 000	200 975 000	201 979 250
22154010011 Promouvoir de nouveaux outils de planification urbaine et les documents de référence	27 500 000	30 900 000	31 827 000
22154010012 Mettre en œuvre la politique d'assistance et de conseil aux villes en matière de planification urbaine	2 500 000	2 575 000	2 652 250
22154010013 Opérationnaliser 5 Directions Régionales	0	167 500 000	167 500 000
2215402 Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain	158 000 000	280 485 294	288 899 853
2 - Biens et services	158 000 000	280 485 294	288 899 853
22154020016 Promouvoir le Développement Urbain Durable	29 000 000	41 200 000	42 436 000
22154020017 Promouvoir l'ODD11, installer et rendre fonctionnel le Comité de Développement Durable	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22154020018 Organiser la semaine nationale de la ville et pré-sommet Afrique - France	8 000 000	236 195 294	243 281 153
22154020025 Organiser la semaine nationale de la ville	58 000 000	0	0
22154020026 Organiser le pré-sommet France-Afrique sur la ville	60 000 000	0	0
2215403 Réglementation, Contrôle et gestion des contentieux	27 000 000	27 840 900	28 644 300
2 - Biens et services	27 000 000	27 840 900	28 644 300
22154030002 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	23 000 000	23 690 000	24 400 700
22154030008 Elaborer le document cadre des contrats de ville	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22154030014 Gérer les contentieux du MDV	1 000 000	1 060 900	1 060 900

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22154 Cadre de vie urbain	332 000 000	627 947 861	639 179 470
2215404 Renforcement de la coopération et financement des villes	117 000 000	118 646 667	119 656 067
2 - Biens et services	117 000 000	118 646 667	119 656 067
22154040003 Apporter un appui technique aux collectivités locales en matière de gestion des partenariats et de recherche de financement	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22154040009 Elaborer et mettre en œuvre la politique de coopération national villes à villes	28 000 000	29 526 667	30 412 467
22154040010 Mettre en œuvre les engagements internationaux de la Côte d'Ivoire en matière de développement urbain	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22154040012 Prendre en charge les missions en CI	45 000 000	45 000 000	45 000 000
22154040013 Prendre en charge des missions hors CI	40 000 000	40 000 000	40 000 000

SECTION 381 : MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA COORDINATION DES GRANDS PROJETS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1 Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- les difficultés à mettre en œuvre les grands projets de l'Etat ;
- l'absence de base de données fiable de l'ensemble des grands projets ;
- la non maîtrise des projets structurants repartis dans plusieurs ministères ;
- l'état de vieillissement des projets structurants de l'Etat ;
- le déficit dans la maintenance des grands projets.

I.1.2. Les réponses apportées

- la programmation efficiente de la mise en œuvre des grands projets ;
- la constitution d'une base de données fiable de l'ensemble des projets structurants ;
- le regroupement des grands projets dans un seul ministère ;
- la maintenance régulière des Grands projets ;
- la réhabilitation des infrastructures vieillissantes de l'Etat.

I.1.3 Défis et priorités

- la mise en place des différentes structures du ministère ;
- le recrutement de personnel qualifié ;
- la poursuite des grands chantiers de l'Etat ;
- le développement, l'entretien et la réhabilitation des projets structurants de l'Etat ;
- la prise et l'adoption des textes réglementaires relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat ;
- la recherche de financement des grands projets ;
- l'instauration d'une source de motivation des agents ;
- la définition de profil de carrière des fonctionnaires.
- le recensement des projets existants ;
- la planification de la mise en œuvre des projets non encore réalisés ;
- l'accroissement et la maintenance des infrastructures ;
- l'instauration d'une gouvernance du ministère ;

I.2. Politique sectorielle

I.2.1 Principales orientations

- le renforcement des cadres légaux et réglementaires des services des infrastructures ;
- la mise en œuvre des grands projets de l'Etat ;
- la réhabilitation des projets structurants de l'Etat ;
- la construction des infrastructures routières de qualité ;
- le renforcement des capacités des acteurs du secteur des grands projets.

I.2.2 Résultats stratégiques

- l'administration du Ministère est moderne et performante ;
- le niveau des grandes Infrastructures est amélioré.

I.3. Missions du ministère

NON DEFINIE

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1 Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, DRH, DP, DI	ND	ND	ND-
P2 : Grands projets	ND	ND	ND	ND-

II.1.2 Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	R S1 : L'administration du Ministère est moderne et performante	IP 1.1 : Nombre de textes appliqués	ND
OG 2 : assurer un meilleur niveau de service des infrastructures	R S2 : Le niveau des Infrastructures routières et Ouvrage d'art est amélioré	IP 2.1 : Taux d'accroissement des projets structurants	ND

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	1 000 000 000	0	0
1.1 Ressources Intérieures	1 000 000 000	0	0
1.1.1 Budget Etat	1 000 000 000	0	0
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	1 000 000 000	0	0
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 000 000 000	0	0
2.3 Transferts	0	0	0
2.4 Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projet Annuel de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2. : Gestion des ressources financières, humaines et Matérielles
	Action 1.3. : Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	2020	2021	2022	Méthode de calcul et moyen de vérification
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières	Nombre de textes légaux et réglementaires adoptés	ND	ND	ND	ND	
OS 2 : Améliorer le système de planification et de suivi évaluation des activités du ministère	Cartographie du domaine public élaboré	ND	ND	ND	ND	
	Nombre de rapport d'évaluation produit	ND	ND	ND	ND	
OS 3 : Assurer une gestion efficace moderne et efficiente des ressources humaines, Matérielles et financières du ministère	Nombre de formations annuelles	ND	ND	ND	ND	
	Taux d'exécution du budget	ND	ND	ND	ND	
OS 4 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de satisfaction de la population par rapport aux actions du Ministère	ND	ND	ND	ND	

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : synthèse du budget-programme

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21217 Administration Générale		1 000 000 000	0	0
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	1 000 000 000	0	0
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21217 Administration Générale	1 000 000 000	0	0
2121701 Coordination et animation	229 000 000	0	0
2 - Biens et services	229 000 000	0	0
21217010001 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	0	0
21217010002 Gérer les Dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	0	0
21217010003 Gérer les Dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	0	0
21217010004 Mettre en œuvre le CDMT	35 000 000	0	0
21217010006 Coordonner les activités du ministère	75 000 000	0	0
21217010007 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	0	0
21217010008 Inspecter les services du ministère	20 000 000	0	0
2121702 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	738 500 000	0	0
2 - Biens et services	738 500 000	0	0
21217020001 Gérer les ressources humaines du ministère	17 500 000	0	0
21217020002 Préparer et suivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelles	21 000 000	0	0
21217020003 Coordonner la passation des Marchés publics du ministère et suivre leur exécution	11 000 000	0	0
21217020004 Gérer les Dépenses centralisées du ministère	689 000 000	0	0
2121703 Information et communication	32 500 000	0	0
2 - Biens et services	32 500 000	0	0
21217030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication du ministère	11 000 000	0	0
21217030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	8 000 000	0	0
21217030003 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	0	0

**SECTION 534 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE
L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE
LA FORMATION PROFESSIONNELLE, CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du rendement du système éducatif ;
- les problèmes liés à l'accès ;
- les problèmes liés à l'encadrement ;
- l'insuffisance de matériel didactique ;
- l'insuffisance et l'obsolescence des équipements ;
- le déficit en personnels enseignant et administratif ;
- le décrochage scolaire important, décrochés sans aucun savoir-faire ni aucune qualification ;
- la non-adéquation des programmes de formation aux besoins du marché.

I.1.2. Réponses apportées

- l'amélioration de la qualité des apprentissages dispensés à l'enseignement de base en augmentant la fourniture des intrants pédagogiques, la formation et la motivation des enseignants, l'encadrement des élèves, etc. ; ainsi que par l'amélioration d'une offre d'accueil de qualité pour la petite enfance ;
- l'amélioration de l'offre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle afin de pouvoir doter le marché du travail de qualifications répondant à ses besoins et permettre l'insertion de jeunes dans des formations adaptées à leurs besoins ;
- la maîtrise des flux d'élèves à l'entrée à l'enseignement technique pour permettre de consacrer plus de moyens au renforcement des apprentissages plus particulièrement dans les disciplines scientifiques et technologiques.

I.1.2. Défis et priorités

- une politique rénovée de recrutement et de gestion des carrières enseignantes, utilisant toutes les possibilités des grilles statutaires d'emplois et privilégiant à la fois les recrutements initiaux dans les échelons les plus modestes et des progressions plus ouvertes ;
- des parcours scolaires facilités et régulés dans tout le cycle de base ;
- des mécanismes pour faciliter les transitions sans rupture entre les cycles scolaires ;
- des passerelles entre l'enseignement général et les formations professionnelles ;
- une politique de la qualité orientée vers une gestion administrative et pédagogique centrée sur des normes ;
- une politique d'assainissement de l'environnement des formations et des apprentissages ;
- une politique d'optimisation de l'emploi des ressources en enseignants (formation des enseignants bivalents) ;
- l'adoption de nouveaux modes de fonctionnement des établissements autorisant la double vacation.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le partenariat école- entreprise et l'insertion professionnelle ;
- l'accès à la formation ;
- l'offre de formation ;
- la certification des compétences ;
- la gouvernance du système ;
- l'assainissement et l'encadrement des établissements privés ;
- le financement du système d'ETFP.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'adoption d'une nouvelle gouvernance des établissements d'ETFP autorisant la gestion en autonomie et en partenariat ;
- la modernisation des infrastructures et équipements des structures de FPT ;
- la formation initiale et continue des personnels de la FPT ;
- l'implication des professionnels dans l'évaluation et la certification des formés et des formations de la FPT ;
- la mise en place de nouveaux mécanismes et dispositifs d'orientation pour tous les jeunes, notamment ceux qui ne poursuivront pas des études au collège vers des formations professionnelles ;
- l'amélioration du taux de transition de 4% en 2018 à 10% en 2025 vers les lycées techniques ;
- la réduction de la part des effectifs dans le privé technique de 95% à 84% ;
- la formation de 300 000 jeunes en 2025 dont 5% dans l'apprentissage amélioré ;
- le renforcement du partenariat entre l'école et le milieu professionnel ;
- la diversification de l'offre de formation professionnelles et son adaptation à l'évolution technologique et aux besoins de l'économie nationale.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, exerce, par délégation du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, les attributions de celui-ci relatives à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Enseignement Technique

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement secondaire technique ;
- définition d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement technique ;
- gestion administration et pédagogique des établissements d'enseignement technique ;
- assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le Contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement technique ;
- élaboration des documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement technique privé ;
- tutelle des écoles d'enseignement technique privé ;
- suivi des écoles d'enseignement technique privées ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement technique ;
- organisation des examens et des concours dans l'enseignement technique.

I.3.2. En matière de formation professionnelle

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes de formation professionnelle ;
- définition d'un cadre réglementaire pour le développement de la formation professionnelle ;
- gestion administrative et pédagogique des établissements de formation professionnelle ;
- assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le Contrôle de l'implantation des établissements de formation professionnelle ;
- élaboration des documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de la formation professionnelle privée ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans la formation professionnelle, en liaison avec le Ministre en charge des TIC ;
- promotion de l'apprentissage et de la formation continue.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Formation Professionnelle
- Programme 3 : Enseignement Secondaires Technique
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

Programmes	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	Cabinet ; Inspection Générale (IG) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction de la Planification et des Statistiques (DPS) ;			
Programme 2: Enseignement Technique et Formation Professionnelle	Direction de l'Enseignement Technique (DET) Direction des Projets, de l'équipement et de la Maintenance (DPEM) ; Direction de la Formation Professionnelle initiale (DFPI) ; Direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses (DECOB) ; Direction de la Pédagogie et du Développement des Programmes (DPDP) Direction de la Formation Qualifiante, de l'Apprentissage et de l'Insertion (DFQAI) ; Direction de la Formation Continue et des relations avec le Secteur Privé Productif (DFCRSP) ; Direction des filières, de l'Innovation et de la Qualité (DFIQ) ; Les Unités Mobiles de Formation (UMF) ; Les Ateliers d'Application et de Production (AAP) ; Tous les établissements de Formation Professionnelle, publics.	IPNETP AGEFOP EIBMA CIDFOR CPNTIC	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des référentiels de qualification - Opérationnalisation des branches professionnelles - Construction Onze Ets d'Enseignement Technique - Construction et Equipment CDI / CIDFOR - Réhabilitation et Equipment Lycée Hôtelier d'Abidjan - Système Intégré de Gestion du Patrimoine de l'ETFP (SIGPAT) - Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers - Programme de Réhabilitation d'Établissements de l'Enseignement Technique et Professionnelle - Rénovation et Equipment des bureaux DR Abj Nord - Formation Professionnelle / 1er C2D - Formation Professionnelle / 2ème C2D - Projet de formation et d'insertion des personnes handicapées - Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia) - Projet Dév Système Formation Professionnelle Partenariat Flux Inverses/BID - Construction et Equipment du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien - PEJEDEC/Convention AGEFOP 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats Stratégiques (RS)	Indicateurs de Performance (IP)	Méthode de calcul des indicateurs et source de collecte
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS1.1 : L'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : durée moyenne de délivrance des actes produits par la DRH (en jour) IP 1.1.2: taux de couverture des besoins en personnels des services du ministère	Moyenne Besoins satisfaits / besoins exprimés Sources : Rapports d'activités (DRH ; DSPS)
OG 2 : Développer l'accès à l'enseignement Technique et la qualité de la formation professionnelle et favoriser une insertion socioprofessionnelle durable	RS 2 : l'Enseignement Technique et la formation professionnelle sont accessibles et de qualité et l'insertion socioprofessionnelle des apprenants est améliorée.	IP 2.1 : Nombre d'infrastructures construites sur la période 2016-2021 (28 à construire) IP 2.2. Proportion des infrastructures Réhabilitées (75 structures à Réhabiliter) IP 2.3. Proportion des infrastructures équipées IP 2.4. Taux d'accroissement des effectifs des établissements de la Formation Professionnelle IP 2.5 Proportion des acteurs formés IP 2.6. Proportion de curricula de formation élaboré IP 2.7. Proportion des apprenants ayant bénéficiés d'une aide à l'insertion	Dénombrement Source : Rapports d'activités DSPS Nombre d'infrastructures réhabilitées / Nombre d'infrastructures à Réhabiliter. Sources : Rapports d'activités DSPS Nombre d'infrastructures équipées / Nombre d'infrastructures à équiper Evolution du Niveau d'effectifs entre les années n- 1 et n : $(n+1) - n / n$ Source : Rapports d'activités DSPS Nombre d'acteurs formés / nombre d'acteurs à former Nombre de curricula de formation élaboré / nombre de curricula de formation à élaborer Nombre d'apprenants ayant bénéficié d'une aide à l'insertion / nombre total d'apprenants Source de vérification : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	114 247 710 534	117 564 699 545	120 319 589 293
1.1 Ressources Intérieures	103 643 936 403	107 400 699 545	113 186 589 293
1.1.1 Budget Etat	103 643 936 403	107 400 699 545	113 186 589 293
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	10 603 774 131	10 164 000 000	7 133 000 000
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	10 603 774 131	10 164 000 000	7 133 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	114 247 710 534	117 564 699 545	120 319 589 293
2.1 Personnel	39 998 220 179	41 159 511 006	42 362 287 499
2.1.1 Solde y compris EPN	39 998 220 179	41 159 511 006	42 362 287 499
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 553 879 419	1 858 793 776	1 914 677 626
2.3 Transferts	47 335 578 143	49 852 838 306	53 432 174 573
2.4 Investissements	24 360 032 793	24 693 556 457	22 610 449 595
Trésor	13 756 258 662	14 529 556 457	15 477 449 595
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 603 774 131	10 164 000 000	7 133 000 000

II.2. Projets Annuels De Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Assurer la coordination générale en matière d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle	Nombre de texte portant réforme de l'enseignement technique et professionnel pris	1	1	1	1	Dénombrement
OS 2 : Améliorer la gestion financière, matérielle et des ressources humaines	Proportion de personnels affectés et exerçant effectivement sur le lieu d'affectation	60%	70%	80%	90%	Mode de calcul : (Nombre de personnels affectés exerçant effectivement/Nombre total de personnel affecté) x 100 Source de vérification : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
21210 Administration générale	1 343 260 567	740 696 310	763 127 197
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	1 343 260 567	740 696 310	763 127 197
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21210 Administration générale	1 343 260 567	740 696 310	763 127 197
2121001 Coordination et animation	327 600 874	101 558 901	104 605 667
2 - Biens et services	327 600 874	101 558 901	104 605 667
21210010001 Coordonner les activités du Ministère	75 000 000	0	0
21210010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	0	0
21210010003 Inspecter les services du Ministère	20 000 000	0	0
21210010004 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	35 000 000	0	0
21210010005 Gérer les Dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	0	0
21210010006 Gérer les Dépenses des conférences et missions hors Cote d'Ivoire	20 000 000	0	0
21210010007 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	50 000 000	0	0
21210010008 Prendre en charge les honoraires des agents de la formation professionnelle sous contrats BNETD (Régie Convention BNETD/Min. Ens. Technique)	95 829 180	98 704 055	101 665 177
21210010009 Elaborer les stratégies relatives à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	2 771 694	2 854 846	2 940 490
2121002 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	921 905 182	576 045 263	593 536 621
2 - Biens et services	921 905 182	576 045 263	593 536 621
21210020001 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des Structures sous tutelle	21 000 000	0	0
21210020002 Coordonner la Passation des Marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	11 000 000	0	0
21210020003 Gérer le personnel du Ministère	17 500 000	0	0
21210020004 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	140 500 000	0	0
21210020005 Prendre en charge les Dépenses centralisées liées à la formation professionnelle	648 187 596	489 816 150	504 720 635
21210020006 Organiser la séance de la commission nationale d'affectation et mutation des agents de la Formation Professionnelle	2 147 823	2 212 257	2 278 624
21210020007 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire de l'ETFP	25 000 000	25 750 000	26 522 500
21210020008 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire de l'ETFP	56 569 763	58 266 856	60 014 862
2121003 Information et communication	77 039 091	45 875 264	47 251 521
2 - Biens et services	77 039 091	45 875 264	47 251 521
21210030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	11 000 000	0	0
21210030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	8 000 000	0	0
21210030003 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	0	0
21210030004 Organiser les Journées promotionnelles de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	42 427 323	43 700 143	45 011 147
21210030005 Promouvoir l'accès des filles à l'Enseignement Technique et à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles CELLULE GENRE	2 111 768	2 175 121	2 240 374
2121004 Planification, programmation et suivie -évaluation	16 715 420	17 216 882	17 733 388
2 - Biens et services	16 715 420	17 216 882	17 733 388
21210040001 Produire l'annuaire statistique formation professionnelle du MENET DPS	16 715 420	17 216 882	17 733 388

II.2.2. Programme 2 : Formation Professionnelle

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Formation Professionnelle	Action 2.1: Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue
	Action 2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle
	Action 2.3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Formation professionnelle						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	Taux d'accroissement des effectifs des établissements de la Formation Professionnelle	10%	20%	25%	30%	Mode de calcul : Evolution du Niveau d'effectifs entre les années n- 1 et n : $((n+1) - n)/n \times 100$ Source de vérification : CABINET/ DFPI /DPEM/DPS/IG
	Taux d'accroissement des effectifs des établissements de la Formation Professionnelle	5%	20%	25%	30%	Évolution du Niveau d'effectifs entre les années n- 1 et n : $((n+1) - n)/n$ Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG
OS 2 : Administrer une Formation Professionnelle de qualité à un plus grand nombre de demandeurs en vue de faciliter leur accès à l'enseignement supérieur.	Proportion des acteurs formés	10%	50%	75%	100%	Nombre d'acteurs du système formés / nombre total des acteurs du système Enquête de routine Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG
	Proportion de curricula de formation élaboré	10%	40%	60%	80%	Nombre de curricula élaborés / nombre total de curricula à élaborer Sources : CABINET/ DFPI /DPEM/DPS/IG
	Proportion des formés ayant bénéficié d'une aide à l'insertion	10%	25%	30%	50%	Nombre de formés ayant bénéficié d'une aide à l'insertion / nombre total des formés Sources : CABINET/ DFPI /DPEM/DPS/IG

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections		
		2 020	2 021	2 022
22063 Formation professionnelle		75 052 553 208	106 676 549 574	109 104 584 824
	Dépenses de personnel	39 998 220 179	41 159 511 006	42 362 287 499
	Dépenses en biens et services	1 152 924 026	1 058 671 796	1 090 341 988
	Transferts	9 541 376 210	39 764 810 315	43 041 505 742
	Investissements	24 360 032 793	24 693 556 457	22 610 449 595
	<i>Trésor</i>	13 756 258 662	14 529 556 457	15 477 449 595
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	10 603 774 131	10 164 000 000	7 133 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	76 676 549 574	76 104 584 824
2206301 Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue	47 653 684 831	49 084 895 029	50 549 612 750
1 - Personnels	37 162 231 565	38 341 595 312	39 500 352 888
22063010088 Prendre en charge le salaire du personnel fonctionnaire de la formation professionnelle	37 154 741 462	38 334 580 061	39 493 147 450
22063010122 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Tiapoum	770 000	721 184	740 736
22063010123 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Hiré 2	428 665	401 489	412 373
22063010124 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Sikensi	428 665	401 489	412 373
22063010125 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile d'Adzopé	3 740 708	3 503 557	3 598 542
22063010126 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Maféré	770 000	721 184	740 736
22063010127 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Hiré	428 665	401 489	412 373
22063010128 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Méo (Toulepleu)	923 400	864 859	888 305
2 - Biens et services	950 077 056	978 489 402	1 007 754 120
22063010001 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Lakota	4 623 189	4 761 886	4 904 743
22063010002 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de GAGNOA	29 218 668	30 095 229	30 998 086
22063010003 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Ouangolodougou	5 932 679	6 110 660	6 293 981

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	76 676 549 574	76 104 584 824
22063010004 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Bondoukou	7 625 218	7 853 975	8 089 595
22063010005 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Beoumi-Atofobi	22 206 941	22 873 150	23 559 346
22063010007 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de DABOU	3 138 139	3 232 282	3 329 249
22063010008 Organiser la séance de la commission nationale d'orientation, d'affectation et d'attribution de bourses aux élèves de la formation professionnelle	14 711 127	15 152 460	15 607 033
22063010009 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Enseignement Technique Féminin de Bouaké	14 989 504	15 439 190	15 902 368
22063010010 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Worodougou (SEGUELA)	7 666 350	7 896 341	8 133 232
22063010011 Organiser des séances de certification des Manuels de la Formation Professionnelle CNAMETFP	2 001 077	2 061 110	2 122 943
22063010013 Encadrer et certifier les stagiaires de l'IPNETP sur le terrain; (DEXC/examen et certification) DECO	5 385 442	5 547 005	5 713 415
22063010014 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Boundiali	2 721 017	2 802 650	2 886 731
22063010015 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de ABOISSO	2 160 582	2 225 401	2 292 162
22063010016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Moyen-Comoe (ABENGOUROU)	27 524 228	28 349 956	29 200 455
22063010017 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers de l'Imprimerie	9 244 308	9 521 638	9 807 288
22063010019 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de AGBOVILLE	2 198 292	2 264 243	2 332 168
22063010020 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers du Bois	4 966 295	5 115 283	5 268 741
22063010021 Renforcer les équipements des établissements formant au BTS lors des examens	29 433 719	30 316 732	31 226 234
22063010022 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Denguele (Odiénné)	5 609 308	5 777 588	5 950 915
22063010023 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Gbon	11 432 679	11 775 659	12 128 929
22063010024 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Ceramique de Katiola	10 151 118	10 455 651	10 769 322
22063010026 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de JACQUEVILLE	39 051 088	40 222 621	41 429 302
22063010027 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Katiola	2 264 299	2 332 229	2 402 194
22063010028 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique des Métiers de Brimbresso	11 829 437	12 184 319	12 549 850
22063010029 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Dimbokro	2 987 206	3 076 821	3 169 126
22063010030 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de DALOA	2 821 319	2 905 956	2 993 134

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	76 676 549 574	76 104 584 824
22063010031 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Savanes (KORHOGO)	6 329 102	6 518 975	6 714 545
22063010032 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Ecole de Boulangerie de Yamoussoukro	8 196 046	8 441 926	8 695 185
22063010033 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Bouaké	8 711 441	8 972 784	9 241 969
22063010035 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de SAN-PEDRO	3 934 355	4 052 385	4 173 958
22063010036 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Ferkessedougou	2 161 187	2 226 023	2 292 805
22063010037 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Sassandra	2 243 638	2 310 951	2 380 278
22063010038 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Adzopé	2 853 856	2 939 476	3 027 657
22063010039 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent des Métiers de l'Automobile	7 026 664	7 237 465	7 454 590
22063010040 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de MINIGNAN	2 160 580	2 225 402	2 292 161
22063010041 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Soubré	2 315 130	2 384 587	2 456 125
22063010042 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de MANKONO	2 875 900	2 962 180	3 051 045
22063010043 Contrôler les services et structures de la Formation Professionnelle	5 935 489	6 113 553	6 296 962
22063010044 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Guiglo	6 899 484	7 106 469	7 319 663
22063010045 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Katiola	6 542 328	6 738 598	6 940 756
22063010047 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Collège d'Enseignement Industriel et Commercial de Tingrela	5 330 958	5 490 887	5 655 614
22063010048 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Duékoué	2 164 290	2 229 222	2 296 099
22063010049 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) DALOA	9 284 928	9 563 476	9 850 381
22063010050 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Daloa	5 398 155	5 560 099	5 726 903
22063010051 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement aux Métiers de la Mécanique et de l'Electricite	8 044 863	8 286 209	8 534 796
22063010052 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Montagnes (MAN)	8 252 730	8 500 313	8 755 323
22063010053 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de DIVO	2 355 736	2 426 410	2 499 201
22063010054 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique Féminin de Port-Bouet	9 411 060	9 693 394	9 984 196
22063010055 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement aux Métiers du Bâtiment	7 631 874	7 860 831	8 096 656

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	76 676 549 574	76 104 584 824
22063010057 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	6 069 593	6 251 681	6 439 232
22063010059 Concevoir, réaliser et implanter les curricula/développer les programmes (DPDP)	4 999 999	5 149 998	5 304 498
22063010060 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Hôtelier d'Abidjan	19 554 810	20 141 455	20 745 701
22063010064 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bongouanou	2 909 913	2 997 208	3 087 123
22063010065 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de BONDOUKOU	3 101 724	3 194 773	3 290 615
22063010066 Coordonner les activités de formation professionnelle Continue dans les établissements publics de formation professionnelle en relation avec le secteur productif (DFCRSP)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22063010068 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ODIENNE	2 807 839	2 892 071	2 978 832
22063010070 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ABENGOUROU	3 311 613	3 410 961	3 513 288
22063010072 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ABIDJAN SUD	2 921 523	3 009 170	3 099 444
22063010073 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Gagnoa	8 219 287	8 465 866	8 719 843
22063010074 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Electronique et d'Informatique Appliquée	6 448 057	6 641 500	6 840 746
22063010075 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de YAMOOUSSOUKRO	3 053 669	3 145 276	3 239 633
22063010077 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Collèges d'Enseignement Technique Industriel d'Abidjan	12 505 944	12 881 122	13 267 555
22063010078 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de Mankono	25 205 256	25 961 412	26 740 255
22063010079 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre Multisectoriel Mohamed VI de Yopougon	101 199 606	104 235 591	107 362 661
22063010080 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers de la Technique et de l'Industrie	7 705 885	7 937 064	8 175 177
22063010081 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique Horloger d'Abidjan	7 408 388	7 630 640	7 859 559
22063010082 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du COLLEGE d'Enseignement Technique de Bouaké	34 102 499	35 125 574	36 179 345
22063010083 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de DAOUKRO	2 569 802	2 646 899	2 726 306
22063010084 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	8 336 844	8 586 950	8 844 559
22063010085 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de la Région du Bas-Sassandra (SAN-PEDRO)	9 199 346	9 475 328	9 759 588
22063010086 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre des Métiers du Bâtiment de Daoukro	12 708 725	13 089 987	13 482 687
22063010089 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Boundiali	5 782 622	5 956 102	6 134 786

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	76 676 549 574	76 104 584 824
22063010090 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Lacs (YAMOOUSSOUKRO)	18 551 293	19 107 833	19 681 071
22063010091 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de KORHOGO	2 962 109	3 050 969	3 142 497
22063010092 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Collège d'Enseignement Technique Commercial de Treichville	7 991 166	8 230 903	8 477 832
22063010093 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Bongouanou	7 299 237	7 518 213	7 743 759
22063010094 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Ferkéssédougou II	4 820 057	4 964 660	5 113 601
22063010095 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ABIDJAN NORD	3 410 895	3 513 224	3 618 622
22063010096 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bouaflé	2 511 685	2 587 037	2 664 648
22063010098 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de MAN	9 757 398	10 050 121	10 351 626
22063010099 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de TOUBA	2 627 312	2 706 132	2 787 317
22063010100 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bouna	2 644 617	2 723 956	2 805 675
22063010101 Réaliser et suivre la formation professionnelles initiales dans les établissements publics de formation professionnelle	4 999 998	5 149 995	5 304 496
22063010102 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre des Métiers de Peche de GRAND LAHOU	35 295 467	36 354 330	37 444 963
22063010103 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de GUIGLO	2 602 014	2 680 076	2 760 478
22063010104 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de BOUAKE	20 586 508	21 114 104	21 657 531
22063010105 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de MAN	2 812 343	2 896 714	2 983 615
22063010107 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de YOPOUGON	10 538 945	10 855 114	11 180 768
22063010108 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement de Bureautique de Commerce et de Gestion de Treichville	7 191 163	7 406 897	7 629 103
22063010109 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Grand-Bassam	5 539 301	5 705 479	5 876 643
22063010110 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	6 582 650	6 780 130	6 983 534
22063010111 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de GAGNOA	2 952 719	3 041 298	3 132 536
22063010112 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de Ferkéssédougou I	26 751 995	27 554 555	28 381 192
22063010113 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de SEGUELA	3 100 541	3 193 556	3 289 362
22063010115 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Kouto	4 535 192	4 671 247	4 811 385
22063010116 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Enseignement Technique Féminin d'Agboville	10 386 935	10 698 544	11 019 499

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	76 676 549 574	76 104 584 824
22063010117 Suivre la gestion administrative des structures privés de la formation professionnelle à travers la délivrance des autorisations de création, d'ouverture et d'enseigner; élaborer et suivre les décisions et les états de paiements	6 739 973	6 942 171	7 150 437
22063010118 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle d'Adzopé	10 640 407	10 959 620	11 288 410
22063010119 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Cocody	9 860 645	10 156 463	10 461 158
22063010120 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Relais Yopougon (Lycée d'enseignement professionnel de ODIENNE)	9 465 792	9 749 768	10 042 263
22063010121 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Kolia	3 842 732	3 958 015	4 076 756
3 - Transferts	9 541 376 210	9 764 810 315	10 041 505 742
22063010006 Prendre en charge les heures complémentaires des Enseignants de l'IPNETP	150 000 000	154 500 000	159 135 000
22063010012 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des affectés de l'Etat dans la formation professionnelle privée	2 185 325 000	2 250 884 750	2 318 411 293
22063010018 Transférer les crédits de Biens et Services à la Direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses	1 150 900 026	1 185 427 027	1 220 989 838
22063010025 Prendre en charge les bourses des élèves inscrits en Formation Professionnelle à l'étranger (Bourse FP Hors CI)	3 355 882 765	3 456 559 248	3 560 256 025
22063010034 Transférer les crédits de Biens et Services au CIDFOR (Renforcement des capacités des enseignants)	14 669 111	14 250 314	14 455 625
22063010046 Transférer les crédits de Biens et Services à l'AGEFOP	557 149 936	541 243 556	549 041 496
22063010056 Prendre en charge les pécules des stagiaires de l'enseignement professionnel et élèves en fin de formation BT en Côte d'Ivoire, surtout ceux des filières industrielles à l'aide de pécules et indemnités	50 000 000	51 500 000	53 045 000
22063010061 Transférer les crédits de Biens et Services à l'EIBMA	94 719 977	92 015 764	93 341 477
22063010062 Prendre en charge les heures supplémentaires des Enseignants de l'IPNETP	100 000 000	103 000 000	106 090 000
22063010067 Transférer les crédits de Biens et Services (Confection des diplômes de la formation professionnelle-DAF)	9 424 523	9 155 457	9 287 364
22063010069 Transférer les crédits de Biens et Services à l'IPNETP	163 589 744	158 919 330	161 208 953
22063010071 Transférer les crédits de Biens et Services au CIDFOR	109 928 399	106 789 993	108 328 564
22063010087 Prendre en charge les pécules de stage pratique aux stagiaires de l'IPNETP en responsabilité de classe	67 230 000	69 246 900	71 324 307
22063010097 Prendre en charge les bourses des Etudiants stagiaires de l'IPNETP	184 320 000	189 849 600	195 545 088
22063010106 Transférer les crédits de Biens et Services au CPNTIC	123 236 729	119 718 376	121 443 212
22063010114 Prendre en charge les bourses des élèves inscrits en Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire	1 225 000 000	1 261 750 000	1 299 602 500
2206302 Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle	24 331 374 603	24 639 738 681	22 527 736 135
2 - Biens et services	5 341 810	5 502 066	5 667 128
22063020017 Exécuter, suivre et évaluer les projets de la Formation Professionnelle à financements extérieurs non dotés d'unité de gestion	5 341 810	5 502 066	5 667 128

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	76 676 549 574	76 104 584 824
4 - Investissements	24 326 032 793	24 634 236 615	22 522 069 007
Trésor	13 722 258 662	14 470 236 615	15 389 069 007
22063020014 Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers	100 000 000	174 470 125	259 942 905
22063020016 Système Intégré de Gestion du Patrimoine de l'ETFP (SIGPAT)	125 000 000	218 087 656	324 928 632
22063020019 Construction et Equipement CDI / CIDFOR	100 000 000	174 470 125	259 942 905
22063020020 Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia)	352 575 885	523 410 371	779 828 714
22063020021 Réhabilitation et Equip Lycée Hotelier d'Abidjan	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22063020022 Projet Dév Système Formation Professionel Partenariat Flux Inverses/BID	200 000 000	348 940 250	519 885 810
22063020024 Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien	200 000 000	348 940 249	519 885 811
22063020026 Formation Professionnelle / 2ème C2D	12 594 682 777	12 594 682 777	12 594 682 777
Financement Extérieur	10 603 774 131	10 164 000 000	7 133 000 000
22063020020 Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia)	993 600 000	443 000 000	0
22063020022 Projet Dév Système Formation Professionel Partenariat Flux Inverses/BID	6 000 000 000	7 000 000 000	7 133 000 000
22063020023 Création et Rénovation d'Ets Enseig Tech & Prof / Fonds Saoudien	943200000	0	0
22063020024 Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien	2 292 000 000	2 721 000 000	0
22063020028 Equipement Complémentaire Lycée Professionnel de Man/Projet BADEA 3	374974131	0	0
2206303 Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage	3 067 493 774	2 951 915 864	3 027 235 939
1 - Personnels	2 835 988 614	2 817 915 694	2 861 934 611
22063030021 Transférer les crédits de personnel au IPNETP (subvention d'équilibre du personnel)	1 080 553 415	1 093 593 487	1 106 916 321
22063030022 Transférer les crédits de personnel à l'AGEFOP (subvention d'équilibre du personnel)	764 448 744	773 674 079	783 099 456
22063030023 Transférer les crédits de personnel à l'EIBMA (subvention d'équilibre du personnel)	183 791 903	186 009 896	188 275 984
22063030024 Transférer les crédits de personnel au CIDFOR (subvention d'équilibre du personnel)	26 221 832	26 538 276	26 861 582
22063030025 Transférer les crédits de personnel au CPNTIC (subvention d'équilibre du personnel)	87 971 618	89 033 256	90 117 914
22063030026 assurer les Charges Salariales Commision Nationale d'Agrément Manuels Enseigt Techn. & FP.	1 678 292	1 571 893	1 614 508
22063030027 assurer les Charges Salariales de la Commision Nationale d'Oriental°, d'Affectat° & d'Attribut° Bourses.	33 590 242	31 460 711	32 313 633
22063030028 assurer les Charges salariales Direction des Examens et Concours de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	566 860 843	530 923 393	545 317 100
22063030029 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Lycée d'enseignement professionnel de GAGNOA	6 741 000	6 313 639	6 484 806
22063030030 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Centre de formation professionnelle de Ferkéssédoudou I	2 340 000	2 191 650	2 251 067
22063030031 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Centre des Métiers de Peche de GRAND LAHOU	42 487 200	39 793 626	40 872 459
22063030032 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Atelier d'application et de production d'Odienné	3 614 239	3 385 106	3 476 879
22063030033 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Atelier d'application et de production d'Adzopé	6 287 708	5 889 084	6 048 742
22063030034 assurer les Charges salariales DEXC/Organisation Examens & certificat° diplômes	24 982 658	23 398 825	24 033 183
22063030035 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Ouélié	843 000	789 556	810 961

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	76 676 549 574	76 104 584 824
22063030036 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Kouassi-Datékro	924 000	865 421	888 883
22063030037 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Gohitafla	924 000	865 421	888 883
22063030038 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité Mobile de Man	1 727 920	1 618 375	1 662 250
2 - Biens et services	197 505 160	74 680 328	76 920 740
22063030002 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Man	2 403 021	2 475 113	2 549 366
22063030003 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Gohitafla	2 531 110	2 607 045	2 685 257
22063030004 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à ADZOPE	2 501 466	2 576 512	2 653 808
22063030005 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à TINGRELA	2 350 977	2 421 508	2 494 154
22063030007 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Nassian	2 984 963	3 074 513	3 166 748
22063030008 Developpemer des formations par apprentissage et apporter un appui à l'insertion des formés	4 999 998	5 149 997	5 304 496
22063030009 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Tiapoum	3 499 411	3 604 394	3 712 526
22063030010 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Sikensi	3 151 036	3 245 568	3 342 935
22063030011 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Ouéllé	2 881 848	2 968 304	3 057 353
22063030012 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Tafiré	2 897 980	2 984 921	3 074 469
22063030014 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Kouassi-Datékro	2 925 901	3 013 680	3 104 091
22063030015 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à ODIENE	2 707 251	2 788 469	2 872 125
22063030016 Réaliser le projet pilote de la formation par apprentissage (Cellule AIFPA) 481270101 CAIFA	2 752 841	2 835 429	2 920 490
22063030017 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Maféré	2 806 158	2 890 344	2 977 054
22063030018 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Méo (Toulepleu)	2 880 416	2 966 827	3 055 831
22063030020 Réaliser, Suivre et évaluer la mise en oeuvre de la réforme de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	28 230 783	29 077 704	29 950 037
22063030039 DAIP/Mettre en place le dispositif de certification des compétences par la valorisation des Acquis de l'expérience (VAE)	125 000 000	0	0
4 - Investissements	34 000 000	59 319 842	88 380 588
Trésor	34 000 000	59 319 842	88 380 588
22063030019 Projet de formation et d'insertion des personnes handicapées	34 000 000	59 319 842	88 380 588

II.2.3. Programme 3 : Enseignement Secondaire Technique

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 3 : Enseignement Secondaire Technique	Action 3.1: Gestion des établissements techniques du secondaire technique

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement Secondaire Technique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	Taux d'accroissement des effectifs des établissements de l'Enseignement Technique	5%	20%	25%	30%	Évolution du Niveau d'effectifs entre les années n- 1 et n : $((n+1) - n)/n$ Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22219 Enseignement secondaire technique		9 851 896 759	10 147 453 661	10 451 877 272
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	57 694 826	59 425 670	61 208 441
	Transferts	9 794 201 933	10 088 027 991	10 390 668 831
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22219 Enseignement secondaire technique	9 851 896 759	10 147 453 661	10 451 877 272
2221901 Gestion des établissements du secondaire technique	9 851 896 759	10 147 453 661	10 451 877 272
2 - Biens et services	57 694 826	59 425 670	61 208 441
22219010003 Superviser, suivre et évaluer les activités des établissements d'enseignement secondaire technique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
22219010005 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique de de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	30 123 363	31 027 063	31 957 874
22219010006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique de Yopougon	6 226 808	6 413 613	6 606 022
22219010007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique d'Abidjan	11 344 655	11 684 994	12 035 545

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
22219 Enseignement secondaire technique	9 851 896 759	10 147 453 661	10 451 877 272
3 - Transferts	9 794 201 933	10 088 027 991	10 390 668 831
22219010001 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire technique HORS CI	1 754 459 933	1 807 093 731	1 861 306 543
22219010002 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	7 872 225 000	8 108 391 750	8 351 643 503
22219010004 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire technique en CI	167 517 000	172 542 510	177 718 785

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections		
	2 020	2 021	2 022
23191 Comptes Spéciaux du Trésor	28 000 000 000	30 000 000 000	33 000 000 000
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	28 000 000 000	30 000 000 000	33 000 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
23191 Comptes Spéciaux du Trésor	28 000 000 000	30 000 000 000	33 000 000 000
2319101 Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue	28 000 000 000	30 000 000 000	33 000 000 000
3 - Transferts	28 000 000 000	30 000 000 000	33 000 000 000
23191010001 Apporter un appui à la formation professionnelle (FDFP)	28 000 000 000	30 000 000 000	33 000 000 000

SECTION 540 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES

SECTION 540 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- La stagnation des capacités d'accueil des ports ivoiriens ;
- la suspension de la mise en œuvre du Projet de Développement Intégré du Système Fluvio-lagunaire ;
- la congestion des dessertes portuaires au niveau d'Abidjan ;
- la dégradation des accès terrestres dans la zone portuaire de San Pedro ;
- l'insuffisance d'encadrement de certaines activités maritimes ;
- la saturation du domaine portuaire à Abidjan ;
- l'existence du phénomène de piraterie et des actes illicites dans les eaux sous juridiction ivoirienne ;
- l'insuffisance de l'offre de service de transport lagunaire ;
- l'insuffisance des investissements au niveau des ports ;
- l'inexistence de compagnies maritimes privées ivoiriennes ou de navires battant pavillon ivoirien.

I.1.2. Réponses apportées

- l'organisation des états généraux de la mer et de l'adoption du code maritime ;
- la relocalisation en Côte d'Ivoire du siège de l'Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAO) ;
- l'acquisition de vedettes de mer pour la surveillance et le sauvetage en mer ;
- la réalisation d'un réseau de radiocommunication maritime HF/VHF pour les services opérationnels de la DGAMP ;
- la réhabilitation du bâtiment abritant le Centre Secondaire de Recherche et de Sauvetage Maritime (MRSC) d'Abidjan ;
- l'équipement du MRSC d'Abidjan en matériels techniques offerts par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) ;
- l'équipement du Centre Médical des Gens de Mer de Vridi ;
- l'acquisition d'un système d'identification automatique ;
- l'acquisition de simulateurs de navigation, machines et pêche par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) ;
- la densification et la modernisation des infrastructures et équipements portuaires ;
- la certification du port d'Abidjan à la norme ISO 9001 version 2008 et au Code ISPS ;
- la réalisation des travaux de dragage du chenal d'accès et du bassin du port, des travaux de rejointoiement de blocs de quai, du bitumage de voiries intérieures ;
- la réhabilitation du poste de transformation n°02 ;
- l'acquisition d'un radar en vue de répondre aux exigences des normes du code ISPS.

I.1.3. Défis et priorités

- l'extension et la modernisation des infrastructures et l'élargissement du Port d'Abidjan avec l'approfondissement du canal de Vridi ;
- le programme de développement du port de San- Pedro ;
- l'accroissement de la flotte de transport maritime et lagunaire de personnes et de marchandises ;
- le renforcement de la sécurité et la sûreté dans les espaces maritimes, portuaires et lagunaires.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement des capacités des acteurs du secteur du transport maritime ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté portuaire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration des transports maritimes est moderne et performante ;
- la compétitivité des services du transport maritime est accrue
- l'accès des populations aux services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires maritimes, est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière des Affaires Maritimes.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- maîtrise d'ouvrage des infrastructures portuaires et fluviales ;
- promotion, organisation et Contrôle du transport fluvio-lagunaire et maritime ;
- promotion, organisation, Réglementation et Contrôle des transports collectifs urbains et interurbains;
- promotion, organisation, Réglementation et Contrôle du transport privé;
- initiation, application et Contrôle de la Réglementation relative à la sécurité des transports fluvio-lagunaire et maritime ;
- contribution à la formation de l'ensemble des acteurs des transports.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Transport Maritime et fluvio-lagunaire.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG)			
P2 : Transport Maritime et fluvio-lagunaire	DGAMP, IGSAM, DISM, DSASM, DSGM, DRHDIM, DAGMRE, DTMVIP, DRAJC, DMG, AM (08), DRM (02).	PAA, PASP, ARSTM, ISMI	<p>Réhabiliter un bâtiment technique et construire un quai pour la Garde Côtière ivoirienne (Centre SAR) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquérir 05 vedettes de mer pour la Garde Côtière ivoirienne ; - Acquérir du matériel de sûreté et de sécurité maritime et réaliser un réseau de radiocommunication et de surveillance maritime pour les Points de Contacts ISPS, les Arrondissements maritimes et la Garde Côtière ; - Construire les salles polyvalentes de l'ARSTM ; - Acquérir du matériel de surveillance et de Sécurisation des activités balnéaires ; - Construire et équiper le centre médical des Gens de mer de San Pedro ; - Construire et équiper les Arrondissements Maritimes ; <p>Dépenses d'investissement LPSI Affaires Maritimes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire et équiper un amphithéâtre, un campus de la formation continue, des salles de classes et une salle de sport polyvalente à l'ARSTM ; - Construire et équiper l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) ; - Construire le pont Vridi-Marcory et les voies d'accès (Désengorgement PAA). 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 .1: l'Administration des transports maritime et fluvio-lagunaire est moderne et performante	IP 1.1.1: les manuels de procédures élaborés et actualisés tous les deux ans	Dénombrement Source : DGAMP,
OG 4 : Améliorer l'accès des populations a des services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité	RS 4.1 : l'accès des populations aux services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité est amélioré	IP 4.1 .1 : Accroissement du nombre d'utilisateurs du transport lagunaire de 45% à l'horizon 2021	(Nombre de passagers de l'année en cours - nombre de passagers de l'année précédente) / nombre de passagers de l'année précédente Source : SOTRA, STL, CITRANS, DGAMP
		IP 4.1.2 : Accroissement du trafic marchandises global de 5% en 2021	(Nombre de passagers de l'année en cours - nombre de passagers de l'année précédente) / nombre de passagers de l'année précédente Source : PAA, PASP

II.1.3.Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	19 509 880 617	14 395 847 605	1 892 064 651
1.1 Ressources Intérieures	3 509 880 617	1 491 147 605	1 892 064 651
1.1.1 Budget Etat	3 509 880 617	1 491 147 605	1 892 064 651
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	16 000 000 000	12 904 700 000	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	16 000 000 000	12 904 700 000	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	19 509 880 617	14 395 847 605	1 892 064 651
2.1 Personnel	10 000 000	9 366 027	9 619 947
2.1.1 Solde y compris EPN	10 000 000	9 366 027	9 619 947
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	775 000 000	384 705 000	396 246 050
2.3 Transferts	321 129 108	311 961 016	316 455 580
2.4 Investissements	18 403 751 509	13 689 815 562	1 169 743 074
Trésor	2 403 751 509	785 115 562	1 169 743 074
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	16 000 000 000	12 904 700 000	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du système d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Non déterminé	NB	NB	NB	NB	NB	Non déterminé

II.2.1.3 : Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21213 Administration générale		401 500 000	0	0
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	401 500 000	0	0
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2022
21213 Administration générale	401 500 000	0	0
2121301 Coordination et animation	174 000 000	0	0
2 - Biens et services	174 000 000	0	0
21213010001 Coordonner les activités du Ministère	75 000 000	0	0
21213010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	0	0
21213010004 Gérer les Dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	0	0
21213010005 Gérer les Dépenses des conférences et missions hors Cote d'Ivoire	20 000 000	0	0
21213010006 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	50 000 000	0	0
2121302 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	195 000 000	0	0
2 - Biens et services	195 000 000	0	0
21213020001 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des Structures sous tutelle	21 000 000	0	0
21213020002 Coordonner la Passation des Marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	11 000 000	0	0
21213020003 Gérer le personnel du Ministère	17 500 000	0	0
21213020004 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	110 500 000	0	0
21213020005 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	35 000 000	0	0
2121303 Information et communication	32 500 000	0	0
2 - Biens et services	32 500 000	0	0
21213030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	11 000 000	0	0
21213030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	8 000 000	0	0
21213030003 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	0	0

II. 2 2 : Programme 2 Transport maritime et fluvio-lagunaire

II.2 2 1 : Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire	Action 4.1: Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes
	Action 4.2: Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime et portuaire
	Action 4.3: Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritimes

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer l'accès des populations a des services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité	Nombre de personnes transportées par voie lagunaire	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Fiche d'embarquement /DGAMP
OS 2 : Accroître la mobilité des personnes et des biens par voie maritime et fluvio-lagunaire dans les meilleures conditions de sécurité et de sûreté	Nombre de missions de surveillance maritime et lagunaire par an	854	939 624	1 033 936	1 137	Dénombrement Source : Fiche d'embarquement /DGAMP
	Nombre de personnes transportées par voie lagunaire	23 500 000	25 500 033	28 000 038	31 000 000	Dénombrement Source : Fiche d'embarquement /DGAMP
OS 3 : Améliorer la compétitivité des ports ivoiriens	Trafic conteneurs en EVP	924 596	916 939 690,478 EVP	935 478711,193 EVP	961 193	Dénombrement Source : Fiche d'embarquement /DGAMP
	Trafic global de marchandises	28 300 000	2 900 000 023,4 millions (t)	2 930 000 024 millions (t)	9 700 000	Dénombrement Source : Fiche d'embarquement /PAA
	Trafic navires (nombre d'escale)	5 436	57 935 428 escales	59 345 590 escales	6 110	Dénombrement Source : Fiche d'embarquement /DGAMP

II.2.2. 3 : Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire		19 108 380 617	14 395 847 605	1 892 064 651
	Dépenses de personnel	10 000 000	9 366 027	9 619 947
	Dépenses en biens et services	373 500 000	384 705 000	396 246 050
	Transferts	321 129 108	311 961 016	316 455 580
	Investissements	18 403 751 509	13 689 815 562	1 169 743 074
	<i>Trésor</i>	2 403 751 509	785 115 562	1 169 743 074
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	16 000 000 000	12 904 700 000	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	19 108 380 617	14 395 847 605	1 892 064 651
2211501 Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes	704 629 108	706 032 043	722 321 577
1 - Personnels	10 000 000	9 366 027	9 619 947
22115010043 Assurer la masse salariale des Affaires Maritimes et Portuaires	10 000 000	9 366 027	9 619 947
2 - Biens et services	373 500 000	384 705 000	396 246 050
22115010009 Acquérir les moyens nécessaires à la prise en charge adéquate des marins	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010021 Mettre en œuvre et suivre la politique sectorielle en matière de promotion et de protection de l'économie bleue	8 000 000	8 240 000	8 487 200
22115010022 LPSI - Animer les structures opérationnelles de la DGAMP	305 500 000	314 665 000	324 104 850
22115010023 Gérer et maintenir le patrimoine mobilier et immobilier de la DGAMP	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010025 Contrôler et vérifier la conformité des navires, installations portuaires et plates formes offshore ivoiriens aux normes de sûreté du code ISPS	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010028 Contrôler les engins nautiques dans le cadre de la sécurité de la Navigation	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010034 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(Adiake)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010035 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Gd Lahou)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010036 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Jacqueville)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010037 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (San Pedro)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010038 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(Tabou)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010039 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Gd Bassam)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010040 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Abidjan)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22115010042 Contrôler les activités des auxiliaires du transport maritime	5 000 000	5 150 000	5 304 500
3 - Transferts	321 129 108	311 961 016	316 455 580
22115010031 Mettre en oeuvre la politique de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime Inter-régional	21 129 108	20 525 881	20 821 607
22115010033 Former les acteurs et artisans du transport maritime et Fluvio lagunaire	300 000 000	291 435 135	295 633 973
2211502 Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime	1 953 751 509	0	0
4 - Investissements	1 953 751 509	0	0
Trésor	1 953 751 509	0	0
22115020015 Acquisition de cinq (05) vedettes maritimes pour la garde côtière ivoirienne (DGAMP)	953 751 509	0	0
22115020016 Dépenses d'investissement LPSI - affaires maritimes et portuaire	1 000 000 000	0	0
2211503 Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime	450 000 000	785 115 562	1 169 743 074
4 - Investissements	450 000 000	785 115 562	1 169 743 074
Trésor	450 000 000	785 115 562	1 169 743 074
22115030003 Construction et équipement de l'institut de sécurité maritime interrégionale (ismi)	350 000 000	610 645 437	909 800 169
22115030004 Construction de classes polyvalentes a l'arstm	100 000 000	174 470 125	259 942 905
2211504 Réhabilitation et développement des infrastructures et services portuaires	16 000 000 000	12 904 700 000	0
4 - Investissements	16 000 000 000	12 904 700 000	0
Financement Extérieur	16 000 000 000	12 904 700 000	0
22115040001 Construction du Poste Céréaliier du Port Autonome d'Abidjan	16 000 000 000	12 904 700 000	0

SECTION 542 : SECRETARIAT D'ETAT AU RENFORCEMENT DES CAPACITES

I. Présentation générale du ministère

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le manque de performance des administrations publiques ;
- l'absence d'une politique de renforcement des capacités des cadres ;
- l'absence d'un cadre de concertation et de réflexion sur les enjeux et défis de formation et d'amélioration des compétences des agents publics ;
- l'amélioration des outils et méthodes de travail dans le secteur public ;
- l'ajustement, la capitalisation et l'évaluation des procédures ;
- la structuration de la veille stratégique ;
- l'insuffisance des textes réglementaires et législatifs (décrets, lois, codes, politiques) en matière de renforcement de capacités.

I.1.2. Réponses apportées

- l'installation des structures qui le composent ;
- l'appropriation de ses missions et attributions ;
- accompagnement de l'administration publique dans le processus d'amélioration continue ;
- formulation d'une stratégie nationale pour doter le pays d'axes prioritaires ;
- accélération du développement d'un capital humain consistant, de capacités institutionnelles et opérationnelles efficaces qui caractérisent les économies émergentes.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire dans le domaine du renforcement des capacités ;
- le développement des stratégies de formations et d'évaluations des procédures ;
- renforcement des capacités et la formation des agents publics en particulier des cadres supérieurs et intermédiaires des administrations partenaires.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- actualisation du cadre stratégique de modernisation de l'administration publique ;
- soutien à l'opérationnalisation de la Commission Nationale de Modernisation de l'Administration ;
- appui à la réorganisation et à la rationalisation des structures administratives ;
- appui au renforcement des capacités des agents publics et de l'efficacité du travail gouvernemental ;
- appui à la révision du cadre juridique de la fonction publique ;
- évaluation du cadre juridique, réglementaire et institutionnel de la décentralisation ;
- soutenir la mise en œuvre des actions en vue de la maîtrise et de la protection de l'information stratégique utile pour les acteurs politiques et économiques afin d'aider le pays à faire face à un environnement mondial et sous régional de plus en plus globalisé et compétitif.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le pilotage du processus de modernisation de l'administration publique est consolidé ;
- l'efficacité de l'action gouvernementale est renforcée ;
- les capacités des acteurs de la décentralisation sont améliorées ;
- les capacités nationales en matière d'intelligence stratégique sont renforcées ;
- les capacités du pouvoir législatif sont améliorées ;
- la gouvernance est améliorée et la lutte contre la corruption renforcée ;
- la participation citoyenne est renforcée ;
- la prise en compte du genre dans la gestion des affaires publiques est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Dans le cadre de ses attributions, le Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités est chargé. A ce titre, en liaison les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie nationale de renforcement des capacités conformément au programme de développement économique et social du gouvernement ;
- de coordonner au plan national les activités de renforcement des capacités ;
- d'assurer la coordination opérationnelle des interventions des partenaires au développement pour toutes les questions liées au renforcement des capacités.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale
- **Programme 2** : Renforcement de Capacités

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DRH, DAF, DAJR ; DSEMR ;	ND	ND	ND
Programme 2 : Environnement et Développement Durable	DVPC ; DPRCN ; DPRC ;	ND	ND	ND

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante.	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes réglementaires pris	Dénombrement SC : Codes, Décrets, Arrêtés disponibles Source : DAJC
OG 2 : Reconstituer et stabiliser le patrimoine forestier	RS 2.1 : le patrimoine forestier est reconstitué et stabilisé à au moins 20% du territoire national	IP 2.1 .1: Taux de couverture forestière	Superficie forestière couverte / superficie du territoire national à couvrir Source : Direction du Reboisement et du Cadastre Forestier
OG 3 : Reconstituer et préserver la biodiversité faunique	RS 3.1 : les sites de biodiversité faunique sont créés et préservés	IP 3.1.1 : Le nombre de sites créés	Dénombrement Source : DFRC
OG 4 : Assurer une gestion rationnelle des ressources en eau pour la satisfaction des besoins des différents usagers	RS 4.1 : Le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé	IP 4.1 .1 : Nombre de périmètre de protection de la ressource en eau IP 4.1.2 : Taux de satisfaction des différents usagers	Dénombrement Source : DGRE Enquête de satisfaction Source : Rapport Enquête

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	6 443 151 439	5 810 946 802	6 159 160 294
1.1 Ressources Intérieures	5 933 551 439	5 810 946 802	6 159 160 294
1.1.1 Budget Etat	5 933 551 439	5 810 946 802	6 159 160 294
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	509 600 000	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	509 600 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	6 443 151 439	5 810 946 802	6 159 160 294
2.1 Personnel	173 695 000	175 791 144	177 932 740
2.1.1 Solde y compris EPN	173 695 000	175 791 144	177 932 740
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	401 500 000	0	0
2.3 Transferts	510 170 053	574 943 338	583 226 806
2.4 Investissements	5 357 786 386	5 060 212 320	5 398 000 748
Trésor	4 848 186 386	5 060 212 320	5 398 000 748
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	509 600 000	0	0

II.2. Projet Annuel de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale.

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer la gestion des ressources humaines, techniques, Matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en personnel	ND	8,24%	8,24%	8,24%	Besoin en personnel satisfait / Besoin en personnel exprimé Source : DRH
OS 2 : Renforcer le cadre de coordination des structures du MINEF	Délais de mise en application des textes	ND	6 mois	3 mois	1 mois	Dénombrement Source : Rapports d'activités DAJC
OS 3 : Améliorer le système d'informations, de planification et de suivi-évaluation	Nombre de mission de suivi des activités planifiées	1	2	3	4	Dénombrement Source : Rapports de missions DEPE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21208 Administration générale		401 500 000	0	0
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	401 500 000	0	0
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21208 Administration générale	401 500 000	0	0
2120801 Coordination et animation	209 000 000	0	0
2 - Biens et services	209 000 000	0	0
21208010001 Coordonner les activités du ministère	75 000 000	0	0
21208010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	0	0
21208010004 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	0	0
21208010005 Gérer les Dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	0	0
21208010006 Gérer les Dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	0	0
21208010007 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	35 000 000	0	0
2120802 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	160 000 000	0	0
2 - Biens et services	160 000 000	0	0
21208020001 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	21 000 000	0	0
21208020002 Coordonner la passation des Marchés publics du ministère et suivre leur exécution	11 000 000	0	0
21208020003 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	110 500 000	0	0
21208020004 gérer les ressources humaines du ministère	17 500 000	0	0
2120803 Information et communication	32 500 000	0	0
2 - Biens et services	32 500 000	0	0
21208030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du ministère	11 000 000	0	0
21208030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	8 000 000	0	0
21208030003 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	0	0

II.2.2. Programme 2 : Renforcement des capacités

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Renforcement des capacités	Action 1 : Renforcement des capacités

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programme 2 : Renforcement des capacités						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
Non déterminé		ND	ND	ND	ND	

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22221 Renforcement des capacités		6 041 651 439	5 810 946 802	6 159 160 294
	Dépenses de personnel	173 695 000	175 791 144	177 932 740
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	510 170 053	574 943 338	583 226 806
	Investissements	5 284 506 386	5 060 212 320	5 398 000 748
	<i>Trésor</i>	4 848 186 386	5 060 212 320	5 398 000 748
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	509 600 000	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22221 Renforcement des capacités	6 041 651 439	5 810 946 802	6 159 160 294
2222101 Renforcement des capacités	6 041 651 439	5 810 946 802	6 159 160 294
1 - Personnels	173 695 000	175 791 144	177 932 740
22221010007 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel au Secrétariat National au Renforcement des Capacités	173 695 000	175 791 144	177 932 740
3 - Transferts	510 170 053	574 943 338	583 226 806
22221010004 Transférer les crédits au secrétariat national au renforcement des capacités (SNRC)	477 670 053	543 371 198	551 199 792
22221010005 Transférer les crédits au CONAFIP / SNRC	32 500 000	31 572 140	32 027 014
4 - Investissements	5 357 786 386	5 060 212 320	5 398 000 748
Trésor	4 848 186 386	5 060 212 320	5 398 000 748
22221010001 Programme pays de renforcement des capacités	241 200 000	420 821 941	626 982 288
22221010002 Prime	180 280 000	172 725 424	257 343 476
22221010003 PACARC	55 000 000	95 958 569	142 968 598
22221010006 Fonds d'Etudes-Renforcement des Capacités / 2ème C2D	4 370 706 386	4 370 706 386	4 370 706 386
Financement extérieur	509 600 000	0	0
22221010001 Programme pays de renforcement des capacités	349 600 000	0	0
22221010002 Prime	160 000 000	0	0

**SECTION 552 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA
FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT, CHARGE DE
L'AUTONOMISATION DES FEMMES**

<p style="text-align: center;">SECTION 552 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT, CHARGE DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES</p>

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisante opérationnalisation des dispositifs de promotion des droits des femmes ;
- la faible représentativité des femmes aux postes de décision ;
- la faible participation des femmes au processus de développement ;
- la faible accessibilité des femmes aux ressources de production ;
- la persistance des violences exercées sur les femmes.

I.1.2. Réponses apportées

- le démarrage du processus de Budgétisation Sensible au Genre (BSG) en 2016 ;
- la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- l'autonomisation de la Femme à travers des activités d'éducation et de formation, en 2017 ;
- la promotion de l'entrepreneuriat féminin au profit de 10 044 femmes;
- la promotion des droits des femmes et la sensibilisation sur les faits de société.

I.1.3. Défis et priorités

- le développement des stratégies de création des conditions favorables à la valorisation du potentiel des femmes ;
- le renforcement et la mise en œuvre des cadres stratégiques d'intervention visant la protection, la promotion, la valorisation et l'autonomisation de la femme.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion de la femme, de l'équité, du bien-être familial et de la protection de l'enfant ;
- la promotion du genre pour sa prise en compte dans les politiques publiques.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le dispositif de protection de la Femme est renforcé.

I.3. Mission du secrétariat d'État

Autonomisation des femmes

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Autonomisation des Femmes

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet			
P2 : Autonomisation des Femmes	ND		- Projet Promotion et Autonomisation de la femme rurale - Réhabilitation et équipement des IFEF (Adiaké, Lakota, Grand-Lahou, Issia, Tiassalé, Dabakala, Montézo).	- Projet « Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique au Sahel» (SWEDD)

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir et protéger les droits de la Femme	RS 1 : le dispositif de protection de la Femme est renforcé	IP 1.1 : Nombre de femmes victimes de violences ayant bénéficiées d'une prise en charge psychosociale IP 1.1 : Nombre de Plates-formes de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (PFVBG) installées	Dénombrement Source : Système de Gestion de l'Information sur les Violences Basées sur le Genre en Côte d'Ivoire (GBVIMS CI)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	1 720 334 370	987 180 087	1 155 205 117
1.1 Ressources Intérieures	1 213 134 370	987 180 087	1 155 205 117
1.1.1 Budget Etat	1 213 134 370	987 180 087	1 155 205 117
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	507 200 000	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	507 200 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	1 720 334 370	987 180 087	1 155 205 117
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	821 979 100	639 711 473	658 956 377
2.3 Transferts	46 425 000	45 099 587	45 749 357
2.4 Investissements	851 930 270	302 369 027	450 499 383
Trésor	344 730 270	302 369 027	450 499 383
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	507 200 000	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du système d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
Non déterminé		ND	ND	ND	ND	

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21211 Administration générale		401 500 000	0	0
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	401 500 000	0	0
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21211 Administration générale	401 500 000	0	0
2121101 Coordination et animation	209 000 000	0	0
2 - Biens et services	209 000 000	0	0
21211010001 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	0	0
21211010002 Gérer les Dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	0	0
21211010003 Gérer les Dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	0	0
21211010004 Mettre en oeuvre le CDMT du ministère	35 000 000	0	0
21211010006 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	0	0
21211010007 Coordonner les activités du ministère	75 000 000	0	0
2121102 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	160 000 000	0	0
2 - Biens et services	160 000 000	0	0
21211020001 Gérer les ressources humaines du ministère	17 500 000	0	0
21211020002 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	110 500 000	0	0
21211020003 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	21 000 000	0	0
21211020004 Coordonner la passation des Marchés publics du ministère et suivre leur exécution	11 000 000	0	0
2121103 Information et communication	32 500 000	0	0
2 - Biens et services	32 500 000	0	0
21211030001 Elaborer et mettre en oeuvre la stratégie de Communication du ministère	11 000 000	0	0
21211030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	8 000 000	0	0
21211030003 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	0	0

II.2.2. Programme 2 : Autonomisation des Femmes

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Autonomisation des Femmes	Action 2.1 : Développement de stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieu urbain et rural
	Action 2.2 : Renforcement de l'autonomisation de la Femme

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la Femme et du Genre						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer les mécanismes d'intégration et de réinsertion des Femmes et des jeunes filles dans le tissu socio-économique	Proportion d'auditrices ayant terminé leur cycle de formation	ND	ND	ND	ND	Nombre d'auditrices en fin de formation / Effectif total d'auditrices inscrites en 1 ^{ère} année, en année N-3 Source : DIFEF/Organisation des examens de fin de formation
	Nombre de groupements agricoles féminins équipés	120	120	120	120	Dénombrement Source : Comité de Gestion Novatrice du Fonds Femmes et Développement

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22218 Autonomisation des femmes		1 318 834 370	987 180 087	1 155 205 117
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	420 479 100	639 711 473	658 956 377
	Transferts	46 425 000	45 099 587	45 749 357
	Investissements	851 930 270	302 369 027	450 499 383
	<i>Trésor</i>	344 730 270	302 369 027	450 499 383
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	507 200 000	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
22218 Autonomisation des femmes	1 318 834 370	987 180 087	1 155 205 117
2221801 Développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural	555 883 451	864 587 494	988 815 407
2 - Biens et services	386 151 400	604 353 942	622 538 120
22218010001 Organiser les examens de fin de formation des IFEF	36 554 200	37 650 826	38 780 351
22218010002 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Sainte Thérèse de l'Enfant Jesus-Cocody	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010003 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Princesse Grâce de Monaco de Zébizekou	5 450 000	5 613 500	5 781 905
22218010004 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF TANGUELAN	2 900 000	2 987 000	3 076 610
22218010005 Mettre en oeuvre et Coordonner les activités de formation et d'éducation de la Femme IFEF NASSIAN	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010006 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Agboville	12 850 000	13 235 500	13 632 565
22218010007 Mettre en oeuvre et Coordonner les activités de formation et d'éducation de la Femme IFEF Prikro	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010008 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Divo	3 350 000	3 450 500	3 554 015
22218010009 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF ISSIA	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010011 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF TREICHVILLE	2 800 000	2 884 000	2 970 520
22218010012 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Aboisso	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010014 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre d'Alphabétisation Père Antonino Celona- Port Bouet	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010016 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF de Cocovico Cocody	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010017 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF M'BATTO	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010018 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Bonoua	3 800 000	3 914 000	4 031 420
22218010019 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF de Yakassé-Attobrou	2 850 000	2 935 500	3 023 565
22218010020 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF BONDOUKOU	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010021 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Guiglo	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010022 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Affery	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010023 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Bouaké Koko	2 750 000	2 832 500	2 917 475
22218010024 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF KAHANKRO	2 700 000	2 781 000	2 864 430
22218010025 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF ANOUMABO ESPOIR	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010026 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF TINGRELA	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010027 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Transua	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010028 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF YOPOUGON SOLIC III	3 680 000	3 790 400	3 904 112
22218010029 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF CAMP GALLIENI	2 550 000	2 626 500	2 705 295
22218010030 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF RIVIERA STE FAMILLE	2 600 000	2 678 000	2 758 340

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
22218 Autonomisation des femmes	1 318 834 370	987 180 087	1 155 205 117
22218010031 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Zuénoula	3 750 000	3 862 500	3 978 375
22218010032 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Gagnoa	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010033 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF DABOU	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010034 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Oumé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
22218010035 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF ABOBO-SOGEFIHA	3 050 000	3 141 500	3 235 745
22218010036 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF ABOBO-DOUME	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010037 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Bongouanou	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22218010038 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF ATTECOUBE	2 700 000	2 781 000	2 864 430
22218010039 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Agnibilékro	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010040 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre de formation polyvalente de Kaniasso	2 750 000	2 832 500	2 917 475
22218010041 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF AGBAN	3 250 000	3 347 500	3 447 925
22218010042 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF TAI	2 530 000	2 605 900	2 684 077
22218010043 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF ANYAMA	2 650 000	2 729 500	2 811 385
22218010044 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF de Songon	3 750 000	3 862 500	3 978 375
22218010045 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF daloa commune	2 650 000	2 729 500	2 811 385
22218010046 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Daoukro	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010047 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF KOUASSI-DATEKRO	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010048 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Tiébissou	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010049 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF botro	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010050 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Grand Lahou	2 650 000	2 729 500	2 811 385
22218010051 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF LOPOU	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010052 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Toumodi	2 650 000	2 729 500	2 811 385
22218010053 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme INSTITUTION MARIE-THERESE H.B.	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010054 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Odiéné	2 800 000	2 884 000	2 970 520
22218010055 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF ASSUEFRY	3 550 000	3 656 500	3 766 195
22218010056 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF KOUTO	2 700 000	2 781 000	2 864 430
22218010057 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Notre Dame de l'incarnation Cocody	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010058 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Institut de Formation et d'éducation Féminine (IFEF) de Bouaké-Air France	2 570 000	2 647 100	2 726 513
22218010059 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Money Gram UWW Adiopodoumé	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010060 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF YOPOUGON MAIRIE	2 650 000	2 729 500	2 811 385

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
22218 Autonomisation des femmes	1 318 834 370	987 180 087	1 155 205 117
22218010061 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF MOOSSOU	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010062 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Bloléquin	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010063 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Bouaflé	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010064 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF AKOUEDO	3 600 000	3 708 000	3 819 240
22218010065 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Daloa 2ème Bataillon	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010066 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF de Zikisso	4 150 000	4 274 500	4 402 735
22218010067 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF TIIASSALE	3 050 000	3 141 500	3 235 745
22218010068 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Ferkéssédougou	3 650 000	3 759 500	3 872 285
22218010069 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF PORT-BOUET	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010070 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF VAVOUA	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010071 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Guibéroua	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010072 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF de Satama-Sokoro	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010073 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Arrah	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010074 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF San Pédro	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010075 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF M'BAHIKRO	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010076 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Abengourou	2 600 000	2 678 000	2 811 900
22218010077 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF BOUNDIALI	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010078 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Duékoué	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010080 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF de Tabou	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010081 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF FRONAN	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010082 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF KATIOLA	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010083 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Didiévi	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010085 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Grand Bassam	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010086 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF OURAGAHIO	2 950 000	3 038 500	3 129 655
22218010087 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF DABAKALA	6 680 000	6 880 400	7 086 812
22218010089 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF de Togoniéré	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010090 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF MONTEZO	2 650 000	2 729 500	2 811 385
22218010091 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF ZOUKOUGBEU	2 850 000	2 935 500	3 023 565
22218010092 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF BINGERVILLE	2 700 000	2 781 000	2 864 430
22218010093 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF MARCORY	2 700 000	2 781 000	2 864 430
22218010094 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF DIMBOKRO	4 040 000	4 161 200	4 286 036

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
22218 Autonomisation des femmes	1 318 834 370	987 180 087	1 155 205 117
22218010095 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF LOGOUALE	3 350 000	3 450 500	3 554 015
22218010096 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Korhogo	3 787 200	3 900 816	4 017 840
22218010097 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF JACQUEVILLE	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010098 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF KOUMASSI	4 850 000	4 995 500	5 145 365
22218010099 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Guity	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010100 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Tanda	3 500 000	3 605 000	3 713 150
22218010101 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF YAMOUSSOUKRO	2 700 000	2 781 000	2 864 430
22218010102 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Tiedo	2 930 000	3 017 900	3 108 437
22218010103 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF TOULEPLEU	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010104 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Soubré	5 150 000	5 304 500	5 463 635
22218010105 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF SINFRA	2 850 000	2 935 500	3 023 565
22218010106 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Man	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010107 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Institut de Formation et d'Education Féminine (IFEF) de Hiré	2 850 000	2 935 500	3 023 565
22218010108 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF BIN HOUYE	3 100 000	3 193 000	3 288 790
22218010109 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Adzopé	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010110 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Yakassé-Féyassé	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010111 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF TAABO	3 530 000	3 635 900	3 744 977
22218010112 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Lakota	2 800 000	2 884 000	2 970 520
22218010114 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF de Kong	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010115 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre de formation Nazareth couture et arts menagers de Daloa	3 350 000	3 450 500	3 554 015
22218010116 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Sassandra	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010117 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF YOPOUGON ST MARC	3 200 000	3 296 000	3 394 880
22218010118 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre Kimou N'guessan Faustin	3 000 000	3 090 000	3 182 700
22218010120 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BOCANDA	12 600 000	219 596 000	226 183 880
22218010121 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Bouna	2 600 000	2 678 000	2 758 340
22218010122 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Marie Eugénie Cocody Angré	2 600 000	2 678 000	2 758 340

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
22218 Autonomisation des femmes	1 318 834 370	987 180 087	1 155 205 117
3 - Transferts	46 425 000	45 099 587	45 749 357
22218010123 Apporter un appui à l'achat des titres de transport SOTRA des auditrices	46 425 000	45 099 587	45 749 357
4 - Investissements	123 307 051	215 133 965	320 527 930
Trésor	123 307 051	215 133 965	320 527 930
22218010013 Réhabiliter, construire et équiper des IFEF Lakota	16 854 676	29 406 374	43 812 534
22218010079 Réhabiliter, construire et équiper des IFEF Issia	23 394 461	40 816 345	60 812 242
22218010084 Réhabiliter, construire et équiper des IFEF Tiassalé	24 628 822	42 969 936	64 020 875
22218010119 Réhabiliter et équiper IFEF Adiaké	33 500 000	58 447 492	87 080 873
22218010124 Construire la clôture de l'IFEF Songon	24 929 092	43 493 818	64 801 406
2221802 Renforcement de l'autonomisation de la femme	84 327 700	122 592 593	166 389 710
2 - Biens et services	34 327 700	35 357 531	36 418 257
22218020001 Apporter un appui financier aux femmes pour la création d'AGR	9 700 000	9 991 000	10 290 730
22218020002 Faciliter l'accès à l'eau potable aux femmes en milieu rurale	1 500 000	1 545 000	1 591 350
22218020003 Organiser la Journée mondiale de la femme rurale	15 086 500	15 539 095	16 005 268
22218020004 Piloter le conseil national de femme	3 041 200	3 132 436	3 226 409
22218020005 Promouvoir l'entrepreneuriat féminin	5 000 000	5 150 000	5 304 500
4 - Investissements	50 000 000	87 235 062	129 971 453
Trésor	50 000 000	87 235 062	129 971 453
22218020006 Projet Autonomisation de la Femme rurale	50 000 000	87 235 062	129 971 453
2221803 Amélioration des conditions de vie des populations	678 623 219	0	0
4 - Investissements	678 623 219	0	0
Trésor	171 423 219	0	0
22218030001 Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende au sahel	171 423 219	0	0
Financement Extérieur	507 200 000	0	0
22218030001 Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende au sahel	507 200 000	0	0

SECTION 559 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME, CHARGE DU LOGEMENT SOCIAL

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- déficit de logements ;
- insuffisance de financement des acquéreurs par les banques ;
- coût élevé des matériaux de construction ;
- insuffisance de suivi et de Contrôle des programmes immobiliers ;
- insuffisance du foncier pour les logements sociaux ;
- coût élevé du logement social ;
- insuffisance de main d'œuvre qualifiée ;
- non utilisation des matériaux et des techniques de construction rapides ;
- coût élevé du loyer ;
- insuffisance des textes réglementaires de la copropriété ;
- détérioration du cadre de vie ;
- absence de plans types pour les logements sociaux.

I.1.2. Réponses apportées

- renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'habitat ;
- constitution des réserves foncières pour le logement ;
- production de logements sociaux ;
- amélioration du cadre réglementaire et juridique de la copropriété ;

I.1.3. Défis et priorités

- faire la promotion des constructions en hauteur ;
- faciliter l'accès au logement tant en milieu urbain que rural ;
- régler de façon efficace la copropriété ;
- vulgariser les règles de copropriété ;
- faire le suivi et le Contrôle des programmes immobiliers ;
- rendre efficace la viabilisation des terrains destinés à la production de logements sociaux et économiques ;
- promouvoir davantage les matériaux de construction écologiques et durables ;
- réaliser des projets de construction d'envergure ;
- privilégier la commande d'Etat auprès des constructeurs professionnels.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- assister les promoteurs pour la purge des droits coutumiers des réserves foncières constituées;
- réaliser les travaux de VRD (Voirie et Réseaux Divers) primaires des terrains destinés à la production des logements sociaux;
- poursuivre le programme de construction de logements sociaux et économiques ;
- commercialiser par l'Etat les logements livrés ;
- mobiliser le financement ;
- élaborer un projet de loi sur la copropriété ;
- encadrer la profession de syndic de copropriété (gestionnaire) ;
- poursuivre les campagnes de sensibilisation en vue de réactiver et redynamiser les syndicats de copropriété existants et encourager la mise en place de nouveaux syndicats de copropriété.

I.2.2. Résultats stratégiques

- mise en place d'une nouvelle stratégie pour densifier la production de logements sociaux et améliorer le cadre de vie, afin d'appliquer la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétariat d'Etat auprès du ministre de la Construction, du logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Logement social.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- définition de la stratégie de l'Etat en matière de logement et d'habitat ;
- promotion de l'aménagement foncier ;
- promotion de l'accession à la propriété immobilière ;
- élaboration, mise en place d'un cadre institutionnel, réglementaire et financier permettant l'émergence d'un véritable marché du logement ;
- facilitation de l'accession au logement en milieu urbain et en milieu rural ;
- encadrement des promoteurs immobiliers ;
- élaboration, mise en œuvre et Contrôle de l'application des politiques et de la législation en matière d'habitat ;
- promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction immobilière ;
- définition et mise en œuvre des programmes de relogement de populations déguerpies et appui technique à la réinstallation de populations déplacées, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'habitat.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Logement social.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, INSPECTION GENERALE,			
Programme 2 : Logement social	Direction Générale du Logement (DGL), Direction du Logement (DL), Direction de la Copropriété (DC) ; Centre de Promotion du Logement Social (CPLS).	Société Ivoirienne de construction et de Gestion Immobilières (SICOGI), Compte De Mobilisation pour l'Habitat (CDMH), Fonds de Soutien de l'Habitat (FSH	- Réalisation des VRD pour la production de 150 000 logements sociaux et économiques ; - Projet de ravalement des façades des bâtiments privés et publics.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé

II.1.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	38 518 865 072	10 884 318 412	10 912 292 117
1.1 Ressources Intérieures	38 518 865 072	10 884 318 412	10 912 292 117
1.1.1 Budget Etat	38 518 865 072	10 884 318 412	10 912 292 117
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	38 518 865 072	10 884 318 412	10 912 292 117
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	459 312 761	76 506 546	92 841 740
2.3 Transferts	831 552 311	807 811 866	819 450 377
2.4 Investissements	37 228 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
Trésor	37 228 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi évaluation.
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et Matérielles.
	Action 1.4: Information et communication.

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21212 Administration générale		401 500 000	0	0
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	401 500 000	0	0
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépense / Activités	2 020	2 021	2 022
21212 Administration générale	401 500 000	0	0
2121201 Coordination et animation	209 000 000	0	0
2 - Biens et services	209 000 000	0	0
21212010001 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	0	0
21212010002 Gérer les Dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	0	0
21212010003 Gérer les Dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	0	0
21212010004 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	35 000 000	0	0
21212010006 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	0	0
21212010007 Coordonner les activités du ministère	75 000 000	0	0
2121202 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	160 000 000	0	0
2 - Biens et services	160 000 000	0	0
21212020001 Coordonner la passation des Marchés publics du ministère et suivre leur exécution	11 000 000	0	0
21212020002 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	21 000 000	0	0
21212020003 Gérer les Dépenses centralisées du Ministère	110 500 000	0	0
21212020004 Gérer les ressources humaines du ministère	17 500 000	0	0
2121203 Information et communication	32 500 000	0	0
2 - Biens et services	32 500 000	0	0
21212030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du ministère	11 000 000	0	0
21212030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	8 000 000	0	0
21212030003 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	0	0

II.2.2. Programme 2 : Logement social

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Logement social	Action 2.1: Production et accès au logement
	Action 2.2: Amélioration du cadre de vie

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 2 : Logement social						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Faciliter l'accès au logement abordable et à la propriété immobilière	Nombre de logements livrés	8782	16782	66782	116782	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLCV
	Nombre de logements construits	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLCV
	Taux de réalisation des voiries et réseaux divers primaires	ND	130	200	275	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLCV
	Volume de crédit accordé à l'habitat	ND	ND	ND	ND	Source : Rapport d'activités / BCEAO
OS 2 : Améliorer le cadre de vie des populations	Nombre de syndicats créés et mis en place	150	150	200	250	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLCV

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22220 Logement social		38 117 365 072	10 884 318 412	10 912 292 117
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	57 812 761	76 506 546	92 841 740
	Transferts	831 552 311	807 811 866	819 450 377
	Investissements	37 228 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
	Trésor	37 228 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22220 Logement social	38 117 365 072	10 884 318 412	10 912 292 117
2222001 Aide à la production et à l'accès au logement	38 117 365 072	10 884 318 412	10 912 292 117
2 - Biens et services	57 812 761	76 506 546	92 841 740
22220010001 Contrôler et suivre la réalisation des projets immobiliers	19 792 761	24 506 546	25 241 740
22220010005 Encadrer les activités des agences ou sociétés de gestion immobilière	38 020 000	52 000 000	67 600 000
3 - Transferts	831 552 311	807 811 866	819 450 377
22220010003 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à SHELTER AFRIQUE	315 722 438	306 708 704	311 127 595
22220010004 Restructurer la SICOGI	20 000 000	19 429 009	19 708 932
22220010007 Financer la construction de logements	495 829 873	481 674 153	488 613 850
4 - Investissements	37 228 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
Trésor	37 228 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
22220010006 Réalisation des VRD pour logements Sociaux	37 228 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000

**SECTION 572 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES
SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME,
CHARGE DES DROITS DE L'HOMME**

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse des moyens humains, financiers et matériels du Secrétariat d'Etat et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDH-CI) ;
- la faible appropriation de la notion de Droits de l'Homme par de nombreux agents en situation d'autorité ;
- l'insuffisance du cadre juridique de protection des droits de l'homme.

I.1.2. Réponses apportées

- la formation et le renforcement des capacités des agents publics en situation d'autorité ;
- le renforcement du cadre juridique de protection des droits de l'homme ;
- la conformité partielle de la CNDH-CI aux principes de Paris relatifs aux institutions nationales des droits de l'homme ;
- la rédaction de l'avant-projet de loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme ;
- la ratification du statut de Rome portant création de la cour pénale internationale ;
- la mise en place des cliniques juridiques.

I.1.3. Défis et priorités

- la surveillance permanente de la situation des droits de l'homme ;
- la promotion des droits de l'homme par des publications ;
- l'encadrement et la protection des victimes de violation de Droits de l'Homme ;
- le renforcement des institutions en charge des Droits de l'Homme ;
- le changement du statut juridique de la Commission Nationale de Droits de l'Homme en une institution nationale conformément aux principes de Paris relatifs aux institutions nationales de droits de l'homme ;
- la mise en place de points focaux des Droits de l'Homme au sein de l'ensemble des juridictions du pays ;
- le renforcement des capacités des magistrats et agents des forces de l'ordre en matière de Droits de l'Homme ;
- le renforcement des capacités des organismes de la société civile sur les activités de protection et de promotion des droits de l'homme ;
- le renforcement des échanges avec les organismes privés de promotion et de protection des droits de l'homme.

I.2. Politique du secteur

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel des droits de l'homme ;
- la protection des droits de l'homme ;
- la promotion des droits de l'homme.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration du Secrétariat d'Etat est moderne et performante ;
- les Droits de l'Homme sont promus et respectés.

I.3. Missions du Ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, chargé des Droits de l'Homme, exerce, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, les attributions de celui-ci relatives aux Droits de l'Homme.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Droits de l'Homme

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DAF, SC, Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires juridiques et de la coopération (DAJC), Direction de la Planification, des statistiques et de la Prospective (DPSP), Service de l'Informatique (SI)			
Programme 2 : Droits de l'Homme	DPR, DPS	CNDH		

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Contribuer à la promotion d'une Administration moderne et performante	RS 1 : l'Administration du Secrétariat d'Etat est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités du Secrétariat	Nombre d'activités réalisées / Total des activités planifiées Source : DPS
OG 2 : Garantir le respect des Droits de l'Homme	RS 2 : Les Droits de l'Homme sont promus et respectés	IP 2.2.1 : Nombre de caravanes de vulgarisation des Droits de l'Homme organisées	Dénombrement Source : DPS
		IP 2.2.2 : Nombre de visites de lieux de détention	Dénombrement Source : DPS
		IP 2.2.3 : Nombre de rapports produits sur la situation des Droits de l'Homme	Dénombrement Source : DPS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	3 285 907 388	3 257 523 386	3 286 613 620
1.1 Ressources Intérieures	3 285 907 388	3 257 523 386	3 286 613 620
1.1.1 Budget Etat	3 285 907 388	3 257 523 386	3 286 613 620
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	3 285 907 388	3 257 523 386	3 286 613 620
2.1 Personnel	2 025 008 491	2 045 676 441	2 066 724 883
2.1.1 Solde y compris EPN	2 025 008 491	2 045 676 441	2 066 724 883
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	995 022 611	968 133 064	972 663 560
2.3 Transferts	265 876 286	243 713 881	247 225 177
2.4 Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.3: Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance de performance

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel en matière de droits de l'homme	Nombre de textes en matière de Droits de l'Homme	1	4	3	2	Dénombrement Source : DPS
OS2 : améliorer la gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	0	15	20	20	Dénombrement Source : DPS
	Nombre des acteurs de la dépense publique formés en matière de gestion des finances publiques	0	14	18	18	Dénombrement Source : DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21142 Administration Générale		1 572 047 687	1 549 324 799	1 557 037 284
	Dépenses de personnel	657 048 491	661 207 958	665 389 947
	Dépenses en biens et services	914 999 196	888 116 841	891 647 337
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21142 Administration Générale	1 572 047 687	1 549 324 799	1 557 037 284
2114201 Coordination et animation	170 750 377	143 868 022	147 398 518
2 - Biens et services	170 750 377	143 868 022	147 398 518
21142010001 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de droits de l'homme	112 500 000	82 500 000	82 500 000
21142010003 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21142010004 Organiser deux (2) rencontres avec les partenaires extérieures	10 000 000	10 000 000	10 000 000
21142010005 Organiser trois (3) rencontres avec les partenaires nationaux	10 000 000	10 000 000	10 000 000
21142010006 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	34 250 377	37 368 022	40 898 518
2114202 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	1 311 297 310	1 315 456 777	1 319 638 766
1 - Personnels	657 048 491	661 207 958	665 389 947
21142020006 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	657 048 491	661 207 958	665 389 947
2114202 Gestion des ressources humaines financières et Matérielles	654 248 819	654 248 819	654 248 819
2 - Biens et services	654 248 819	654 248 819	654 248 819
21142020003 Prendre en charge les Dépenses liées aux activités du Secrétariat d'Etat	274 248 819	274 248 819	274 248 819
21142020004 Prendre en charge les Missions Hors CI	75 000 000	75 000 000	75 000 000
21142020005 Prendre en charge les missions en CI	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21142020007 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	130 000 000	130 000 000	130 000 000
21142020008 Gérer les ressources Humaines du Secrétariat d'Etat	10 000 000	10 000 000	10 000 000
21142020009 Gérer les ressources financières et Matérielles du Secrétariat d'Etat	53 000 000	55 000 000	55 000 000
21142020011 Gérer les ressources humaines du SEDH	15 000 000	15 000 000	15 000 000
21142020012 Organiser des ateliers de renforcement des capacités des agents sur cinq (5) thèmes budgétaires	47 000 000	45 000 000	45 000 000
21142020013 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21142020014 Organiser des ateliers de validation des projets de textes	10 000 000	10 000 000	10 000 000
2114203 Gestion des systèmes d'information et de communication	90 000 000	90 000 000	90 000 000
2 - Biens et services	90 000 000	90 000 000	90 000 000
21142030001 Organiser la communication des activités du Secrétariat d'Etat	11 000 000	11 000 000	11 000 000
21142030002 Apporter un appui juridique aux services du SEDH	15 000 000	15 000 000	15 000 000
21142030003 Organiser la planification générale des activités du SEDH	10 000 000	15 000 000	15 000 000
21142030004 Créer et gérer le site web du SEDH	15 000 000	20 000 000	20 000 000
21142030006 Organiser la couverture médiatique (presse, radio, télévision) des activités du SEDH	5 000 000	5 000 000	5 000 000
21142030007 Mettre en place un plan de communication numérique du SEDH à travers des canaux d'information (site, facebook, twitter)	4 000 000	4 000 000	4 000 000
21142030008 Organiser des campagnes médiatiques relatives au SEDH	5 000 000	5 000 000	5 000 000
21142030009 Créer et gérer la base de données relative aux Droits de l'Homme	15 000 000	10 000 000	10 000 000
21142030010 Créer et gérer le site WEB Secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme	10 000 000	5 000 000	5 000 000

II.2.2. Programme 2 : Droits de l'Homme

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Droits de L'homme	Action 2.1: Promotion et protection des Droits de l'Homme

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Droits de l'Homme						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Vulgariser les droits de l'homme	Nombre de caravanes de vulgarisation des Droits de l'Homme organisées	2	15	15	16	Dénombrement Source : DPS
	Nombre de personnes en situation d'autorité formés (Magistrats, Préfets, OPJ)	200	350	350	350	Dénombrement Source : DPS
	Nombre de leaders communautaires formés	145	250	300	350	Dénombrement Source : DPS
OS 2 : Veiller à l'application rigoureuse de la législation en matière de Droits de l'Homme	Nombre de rapports produits sur la situation des Droits de l'Homme	5	5	5	5	Dénombrement Source : DPS
	Nombre de visite de lieux de détention	25	30	35	35	Dénombrement Source : DPS

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2 020	2 021	2 022
22143 Droits de l'homme	1 713 859 701	1 708 198 587	1 729 576 336
Dépenses de personnel	1 367 960 000	1 384 468 483	1 401 334 936
Dépenses en biens et services	80 023 415	80 016 223	81 016 223
Transferts	265 876 286	243 713 881	247 225 177
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22143 Droits de l'homme	1 713 859 701	1 708 198 587	1 729 576 336
2214301 Promotion des droits de l'homme	305 876 286	283 713 881	287 225 177
2 - Biens et services	40 000 000	40 000 000	40 000 000
22143010001 Suivre le respect des engagements internationaux relatifs aux droits de l'homme	11 000 000	14 000 000	16 000 000
22143010006 Organiser 03 Journées régionales de promotion des Droits de l'Homme	13 000 000	12 000 000	10 000 000
22143010007 Organiser deux (02) ateliers de renforcement de capacités des OPJ, OSC, et un (01) atelier de rédaction de rapport de rédaction	16 000 000	14 000 000	14 000 000
3 - Transferts	265 876 286	243 713 881	247 225 177
22143010004 Transférer des capitaux au profit de la Commission Nationale des Droits de l'Homme	50 876 286	49 423 791	50 135 862
22143010009 Coordonner les activités du CNDHCI	215 000 000	194 290 090	197 089 315
2214302 Suivi et protection des droits de l'homme	1 407 983 415	1 424 484 706	1 442 351 159
1 - Personnels	1 367 960 000	1 384 468 483	1 401 334 936
22143020004 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CNDH	1 367 960 000	1 384 468 483	1 401 334 936
2 - Biens et services	40 023 415	40 016 223	41 016 223
22143020002 Visiter Cinq (05) lieux de détention	14 000 000	16 000 000	15 000 000
22143020003 Mener Dix (10) enquêtes non judiciaires	10 000 000	10 000 000	10 000 000
22143020005 Créer un cadre de lutte contre l'impunité et de suivi de son application	16 023 415	14 016 223	16 016 223

SECTION 579 : SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DU SERVICE CIVIQUE

SECTION 579 : SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DU SERVICE CIVIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la destruction des symboles de la République et l'atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes qui les incarnent ;
- la prolifération des nouvelles formes de violence ;
- la non implication des populations dans les actions communautaires ;
- le non-respect de valeurs démocratiques.

I.1.2. Réponses apportées

- la prise de textes qui encadrent le service civique ;
- l'organisation d'activités d'informations, de formations et de sensibilisations sur les symboles identitaires de la République ;
- l'organisation des campagnes de sensibilisation contre les nouvelles formes de violences ;
- la sensibilisation à la pratique du volontariat, du bénévolat et des valeurs démocratiques.

I.1.3. Défis et Priorités

- le changement de mentalité et de comportement des populations pour l'adoption d'une attitude citoyenne ;
- le renforcement de la culture démocratique en Côte d'Ivoire ;
- l'accélération de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 30 ans, sans diplôme ou sans titre professionnelle, en voie de marginalisation dans les centres de service civique ;
- la paix et la cohésion sociale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre des actions visant la cohésion sociale ;
- l'instauration de la culture démocratique à travers les formations et les sensibilisations ;
- la sensibilisation à la bonne Gouvernance ;
- la mise en œuvre des actions visant le renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité des jeunes ;
- le développement des pratiques de volontariat et de bénévolat en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes ;
- l'engagement citoyen à travers la participation des populations aux activités communautaires.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le Service Civique est institué et dispose d'une administration performante ;
- les Programmes Service Civique sont exécutés ;
- les populations adoptent une culture démocratique.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat chargé du Service Civique assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Service Civique.

A ce titre, en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de service civique, de volontariat et de bénévolat ;
- définition et organisation du service civique ;
- promotion du développement de l'esprit civique des jeunes ;
- réglementation du service civique ;
- mise en œuvre de stratégies et d'actions de formation au civisme ;
- mise en œuvre d'actions éducatives en vue du renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité, de l'esprit et du comportement civiques ;
- éducation à la vie démocratique et à l'exercice de la démocratie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Service civique.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie Administrative des Programmes

PROGAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLES (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DPSI, CPMP, SERCOM, DAJC, DR DAOUKRO, DR ABENGOUROU, DR DALOA, DR BOUAKE, DR MAN, DR KORHOGO, DR BONDOUKOU, DR SAN-PEDRO			
Programme 2 : Service Civique	DSCV (DCC), DVBPC	Office du Service Civique National (OSCN)	Programme National de Volontariat de Cote D'ivoire (PNV-CI)	Insertion sociale professionnelle des jeunes de 18-30 ans sans diplôme ou sans titre professionnelle et en voie de marginalisation

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats stratégiques (RS)	Indicateurs de performance (IP)	Méthode de calcul / source de collecte
OG 1 : améliorer le cadre juridique et institutionnel du Service Civique	RS 1 : le Service Civique est institué et dispose d'une administration performante	IP1.1 : Nombre de textes (Lois, Décrets, Arrêtés) disponibles et appliqués	Dénombrement Source : Service juridique
		IP 1.2 : Nombre de Structures fonctionnelles	Dénombrement Source : DPS
OG 2 : inculquer les valeurs civiques, citoyennes et démocratiques	RS 2.1 : les Programmes Service Civique sont exécutés	IP 2.1 : Nombre de jeunes formés aux valeurs civiques et citoyennes	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
		IP 2.2 : Nombre de populations enregistrées pour le Volontariat et le Bénévolat	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
		IP 2.3 : Nombre de jeunes de 18-30 ans en voie de marginalisation formés et réinsérés	Dénombrement Source : Rapport d'activités SCAD
	RS 2.2 : les populations adoptent une culture démocratique	IP 2.4 : Nombre de conférences, d'ateliers et campagnes nationales de sensibilisation organisés par an	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
		IP 2.5 : Nombre d'actes de violences et d'incivismes enregistrés	Dénombrement Source : DPS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	2 068 043 973	2 228 240 115	2 468 281 153
1.1 Ressources Intérieures	2 068 043 973	2 228 240 115	2 468 281 153
1.1.1 Budget Etat	2 068 043 973	2 228 240 115	2 468 281 153
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	2 068 043 973	2 228 240 115	2 468 281 153
2.1 Personnel	598 194 094	603 789 175	609 476 429
2.1.1 Solde y compris EPN	598 194 094	603 789 175	609 476 429
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	763 803 134	783 911 354	840 236 880
2.3 Transferts	506 046 745	491 599 338	498 682 032
2.4 Investissements	200 000 000	348 940 248	519 885 812
Trésor	200 000 000	348 940 248	519 885 812
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projet Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1. 1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Information et communication
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1. 2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : améliorer le cadre juridique et institutionnel du Service Civique	Nombre de textes signés	2	2	2	2	Dénombrement Source : Cabinet / Service juridique
	Nombre de conventions signées	2	2	2	2	Dénombrement Source : Cabinet du Ministre
	Nombre de séminaires et conférences organisés	3	6	7	7	Dénombrement Source : rapports d'activités / Cabinet
	Nombre de missions d'inspection	3	5	5	5	Dénombrement Source : Rapports d'inspection
	Nombre de rapports d'évaluation	2	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPS
	Nombre d'outil de communication conçus	150	300	350	400	Actions exécutées / Actions prévues Source : SERCOM
OS 2 : rationaliser la gestion des ressources humaines, financières et Matérielles	Nombre de formations organisées	4	5	6	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRH et DSCV
	Nombre d'agents formés	20	25	28	30	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution budgétaire	91%	80%	80%	90%	Budget exécuté / crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport / DAF
	Taux d'exécution de Marchés publics	91%	80%	90%	95%	Marché exécuté / marché autorisé Source : Rapport d'activités CPMP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
21138 Administration Générale		928 439 407	955 097 397	1 001 265 835
	Dépenses de personnel	283 036 273	284 828 043	286 629 515
	Dépenses en biens et services	645 403 134	670 269 354	714 636 320
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21138 Administration Générale	928 439 407	955 097 397	1 001 265 835
2113801 Coordination et animation de la politique du service civique	679 794 194	698 992 829	737 478 131
1 - Personnels	283 036 273	284 828 043	286 629 515
21138010001 Prendre en charge les salaires du Personnel fonctionnaire	283 036 273	284 828 043	286 629 515
2 - Biens et services	396 757 921	414 164 786	450 848 616
21138010002 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de civisme	100 000 000	103 000 000	106 090 000
21138010003 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Secrétariat d'Etat	4 000 000	4 120 000	4 243 600
21138010004 Apporter un appui juridique aux services du Secrétariat d'Etat	24 000 000	24 720 000	43 461 600
21138010005 Contrôler les services et les structures du secrétariat d'Etat	29 000 000	29 870 000	30 766 100
21138010007 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	89 757 921	97 954 786	107 152 316
21138010009 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	100 000 000	103 000 000	106 090 000
21138010010 Prendre en charge les séminaires et conférences en CI	50 000 000	51 500 000	53 045 000
2113802 Information et communication	49 000 000	50 470 000	51 984 100
2 - Biens et services	49 000 000	50 470 000	51 984 100
21138020002 Organiser la communication des activités du Secrétariat d'Etat	29 000 000	29 870 000	30 766 100
21138020004 Organiser la planification générale des activités du Secrétariat d'Etat	20 000 000	20 600 000	21 218 000

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
21138 Administration Générale	928 439 407	955 097 397	1 001 265 835
2113803 Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	199 645 213	205 634 568	211 803 604
2 - Biens et services	199 645 213	205 634 568	211 803 604
21138030001 Gérer les ressources humaines du Secrétariat d'Etat	24 000 000	24 720 000	25 461 600
21138030002 Gérer les ressources financières du Secrétariat d'Etat	50 019 040	51 519 611	53 065 199
21138030003 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du CDMT du Secrétariat d'Etat	25 000 000	25 750 000	26 522 500
21138030004 Gérer les Dépenses liées aux activités du Secrétariat d'Etat	60 626 173	62 444 957	64 318 305
21138030005 Gérer la commande publique du Secrétariat d'Etat	10 000 000	10 300 000	10 609 000
21138030006 Prendre en charge les missions hors CI	30 000 000	30 900 000	31 827 000

II.2.2. Programme 2 : Service Civique

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Service Civique	Action 2.1 : Promotion de la culture civique et citoyenne
	Action 2.2 : Promotion du Volontariat et du Bénévolat

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Service Civique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 1 : Renforcer la culture civique et citoyenne des jeunes	Nombre de jeunes marginalisés insérés	750	1000	1000	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités SCAED
	Nombre de jeunes sélectionnés pour SNJ	800	1100	1100	1100	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
OS 2 : Rendre opérationnels les centres de Service Civique sur l'ensemble du territoire national	Nombre de centres identifiés ;	4	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
	Nombre de centres réhabilités	03	1	1	1	Nombre de centres réhabilités / total des centres identifiés Source : Cabinet/OSCN
	Taux d'équipement des centres.	65%	80%	85%	90%	Equipements livrés / équipements prévus Source : Cabinet/OSCN

Programme 2 : Service Civique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2020	2021	2022	
OS 3 : Promouvoir le volontariat et le bénévolat	Nombre de formations organisées	3	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCC
	Nombre de jeunes bénévoles et volontaires mobilisés	1500	5000	5000	5000	Dénombrement Source : OSCN
	Nombre d'actions communautaires organisées	0	5	6	6	Dénombrement Source : rapport d'activités DVBCP
	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	4	4	4	4	Dénombrement Source : rapport d'activités DVBCP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2 020	2 021	2 022
22139 Service civique		1 139 604 566	1 273 142 718	1 467 015 318
	Dépenses de personnel	315 157 821	318 961 132	322 846 914
	Dépenses en biens et services	118 400 000	113 642 000	125 600 560
	Transferts	506 046 745	491 599 338	498 682 032
	Investissements	200 000 000	348 940 248	519 885 812
	<i>Trésor</i>	<i>200 000 000</i>	<i>348 940 248</i>	<i>519 885 812</i>
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de Dépenses / Activités	2 020	2 021	2 022
22139 Service civique	1 139 604 566	1 273 142 718	1 467 015 318
2213901 Promotion de la culture civique et citoyenne	1 017 804 566	1 074 932 131	1 181 185 440
1 - Personnels	315 157 821	318 961 132	322 846 914
22139010015 Transférer des subventions équilibre personnel à l'OSCN	315 157 821	318 961 132	322 846 914
2 - Biens et services	98 400 000	93 042 000	104 392 560
22139010003 Organiser la semaine nationale du civisme	30 000 000	21 630 000	31 827 000
22139010004 Organiser des missions de sensibilisation des populations sur le civisme et la citoyenneté	30 000 000	31 860 000	31 827 000
22139010007 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région de l'Iffou (DAOUKRO)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
22139010008 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Gkêké (BOUAKE)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
22139010009 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Hautassandra (DALOA)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
22139010010 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Tonkpi (MAN)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
22139010011 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région de San-Pedro (SAN-PEDRO)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
22139010012 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région de l'Indénié-Djuablin (ABENGOUROU)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
22139010013 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Poro (KORHOGO)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
22139010014 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Gontougo (BONDOUKOU)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
3 - Transferts	506 046 745	491 599 338	498 682 032
22139010002 Opérationnaliser l'Office du Service Civique National (SCAD et jeunes en voie de radicalisation)	506 046 745	491 599 338	498 682 032
4 - Investissements	98 200 000	171 329 661	255 263 934
Trésor	98 200 000	171 329 661	255 263 934
22139010006 Organiser des formations au civisme et à la citoyenneté au centre de service civique de Guingréni	98 200 000	171 329 661	255 263 934
2213902 Promotion du volontariat et du bénévolat	121 800 000	198 210 587	285 829 878
2 - Biens et services	20 000 000	20 600 000	21 208 000
22139020003 Organiser des actions de volontariat, de bénévolat et initier des programmes communautaires	20 000 000	20 600 000	21 208 000
4 - Investissements	101 800 000	177 610 587	264 621 878
Trésor	101 800 000	177 610 587	264 621 878
22139020002 Mettre en œuvre le Programme National de Volontariat (PNV-CI) à l'endroit de 1000 jeunes de 18 à 35 ans avec 30% de filles	101 800 000	177 610 587	264 621 878

DEUXIEME PARTIE :
DOTATIONS AUX INTITUTIONS

SOMMAIRE

TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS PAR MISSION.....	5
SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE	7
SECTION 102 : SENAT	11
SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	15
SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	23
SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL	27
SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE	31
SECTION 108 : PRIMATURE	35
SECTION 109 : MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	41
SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	45
SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS.....	51
SECTION 113 : COUR SUPREME	57
SECTION 115 : COUR DES COMPTES	63
SECTION 116 : PARQUET GENERAL	67
SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES DE LA COUR DES COMPTES	73
SECTION 304 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	79
SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.....	83
SECTION 327 : MINISTERE AUPRES DU PRMEMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	91

TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS PAR MISSION

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance	Représentation Nationale	29 030 739 319
	Dotation 1 : Représentation Nationale	29 030 739 319
	Sénat	8 504 423 124
	Dotation 1 : Sénat	8 504 423 124
	Présidence de la République	103 330 336 491
	Dotation 1 : Présidence de la République	66 597 938 964
	Dotation 2 : Inspection Générale d'Etat	3 367 373 741
	Dotation 3 : Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance	2 457 989 725
	Dotation 4 : Conseil National de Sécurité	24 337 114 262
	Dotation 5 : Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics	548 071 445
	Dotation 6 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	6 021 848 354
	Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	5 551 465 473
	Dotation 1 : Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	5 551 465 473
	Conseil Constitutionnel	2 533 931 718
	Dotation 1 : Conseil Constitutionnel	2 533 931 718
	Grande Chancellerie	1 683 633 662
	Dotation 1 : Grande Chancellerie	1 683 633 662
	Primature et Services rattachés	59 277 476 705
	Dotation 1 : Primature	17 813 152 058
	Dotation 2 : Secrétariat Général du Gouvernement	1 687 303 854
Dotation 3 : Inspection Générale des Finances	1 124 219 822	
Dotation 4 : Structures sous-tutelles de la Primature	38 652 800 971	

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance (Suite)	Médiateur de la République	4 048 271 731
	Dotation 1 : Médiateur de la République	4 048 271 731
	Commission Electorale Indépendante	79 915 596 308
	Dotation 1 : Commission Electorale Indépendante	4 057 596 308
	Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Electorales Locales	6 780 000 000
	Dotation 3 : Révision de la liste électorale	12 920 000 000
	Dotation 4 : Organisation des scrutins	56 158 000 000
	Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	4 235 420 516
	Dotation 1 : Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	4 235 420 516
	Cour Suprême	10 079 347 098
	Dotation 1 : Cour Suprême	8 891 657 523
	Dotation 2 : Conseil d'Etat	691 251 857
	Dotation 3 : Conseil Supérieur de la Magistrature	37 200 000
	Dotation 4 : Cour de Cassation	459 237 718
	Cour des Comptes	3 235 053 796
Dotation 1 : Cour des Comptes	3 235 053 796	
Parquet Général	1 039 117 996	
Dotation 1 : Parquet Général	1 039 117 996	
Parquet Général près la Cour des Comptes	1 523 547 260	
Dotation 1 : Parquet Général près la Cour des Comptes	1 523 547 260	
Ministère auprès du Président de la République, chargé des Relations avec les Institutions	923 239 823	
Dotation 1 : Ministère auprès du Président de la République, chargé des Relations avec les Institutions	923 239 823	
Administration Générale et Développement Economique	Ministère de l'Economie et des Finances	2 137 102 103 985
	Dotation 1 : Dette intérieure-Paiement d'intérêts	252 639 577 518
	Dotation 2 : Dette intérieure-Remboursement de capital	1 015 067 386 409
	Dotation 3 : Dette extérieure- Paiement d'intérêts	390 390 565 702
	Dotation 4 : Dette extérieure-Remboursement de capital	479 004 574 356
	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	306 877 107 162
	Dotation 1 : Dépenses Communes	114 031 191 159
Dotation 2 : Divers et imprévus	192 845 916 003	
	TOTAL GENERAL	2 758 890 812 167

SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE

101 : REPRESENTATION NATIONALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La Représentation Nationale est l'une des chambres du Parlement.

Aux termes de l'article 93 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Parlement :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Représentation Nationale

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	29 030 739 319	27 729 586 464	28 521 107 888
1.1 Ressources Intérieures	29 030 739 319	27 729 586 464	28 521 107 888
1.1.1 Budget Etat	29 030 739 319	27 729 586 464	28 521 107 888
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	29 030 739 319	27 729 586 464	28 521 107 888
2.1 Personnel	15 917 754 145	14 770 193 460	14 770 193 460
2.1.1 Solde y compris EPN	15 917 754 145	14 770 193 460	14 770 193 460
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	196 041 833	219 669 192	246 929 879
2.3 Transferts	12 216 943 341	11 518 432 939	11 684 384 212
2.4 Investissement*	700 000 000	1 221 290 873	1 819 600 337
Trésor	700 000 000	1 221 290 873	1 819 600 337
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Représentation Nationale

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13001 Représentation Nationale	29 030 739 319	27 729 586 464	28 521 107 888
1 - Personnels	15 917 754 145	14 770 193 460	14 770 193 460
13001010009 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Assemblée Nationale	15 917 754 145	14 770 193 460	14 770 193 460
2 - Biens et services	196 041 833	219 669 192	246 929 879
13001010008 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	196 041 833	219 669 192	246 929 879
3 - Transferts	12 216 943 341	11 518 432 939	11 684 384 212
13001010002 Faire le transfert à l'Assemblée Nationale	2 780 537 013	2 351 431 769	2 385 309 910
13001010003 Faire le transfert à l'Assemblée Nationale / Allocation viagère Anciens Députés	7 122 820 428	6 919 467 107	7 019 158 999
13001010004 Faire le transfert convention BNETD / l'Assemblée Nationale	13 585 900	13 198 029	13 388 179
13001010006 Faire le transfert appui à l'Assemblée Nationale	2 300 000 000	2 234 336 034	2 266 527 124
4 - Investissements	700 000 000	1 221 290 873	1 819 600 337
13001010007 Réaliser la réhabilitation et équipement de l'Assemblée Nationale	700 000 000	1 221 290 873	1 819 600 337

SECTION 102 : SENAT

102 : SENAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Le Senat est l'une des chambres du Parlement.

Aux termes de l'article 93 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Parlement :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques.

Aux termes de l'article 87 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Senat assure la représentation des collectivités territoriales et des ivoiriens établis à l'étranger.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Senat

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	8 504 423 124	7 761 640 735	7 808 774 197
1.1 Ressources Intérieures	8 504 423 124	7 761 640 735	7 808 774 197
1.1.1 Budget Etat	8 504 423 124	7 761 640 735	7 808 774 197
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	8 504 423 124	7 761 640 735	7 808 774 197
2.1 Personnel	6 189 599 807	5 743 372 197	5 743 372 197
2.1.1 Solde y compris EPN	6 189 599 807	5 743 372 197	5 743 372 197
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	151 678 564	169 457 712	189 954 520
2.3 Transferts	2 163 144 753	1 848 810 826	1 875 447 480
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Représentation Nationale

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13030 Senat	8 504 423 124	7 761 640 735	7 808 774 197
1 - Personnels	6 189 599 807	5 743 372 197	5 743 372 197
13030010006 Assurer les charges salariales du Senat	6 189 599 807	5 743 372 197	5 743 372 197
2 - Biens et services	151 678 564	169 457 712	189 954 520
13030010004 Gérer les abonnements Senat	151 678 564	169 457 712	189 954 520
3 - Transferts	2 163 144 753	1 848 810 826	1 875 447 480
13030010003 Faire le transfert au Senat	2 163 144 753	1 848 810 826	1 875 447 480

SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 54 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Président de la République est le Chef de l'Etat : A ce titre :

- il incarne l'unité nationale ;
- il veille au respect de la Constitution ;
- il assure la continuité de l'Etat ;
- il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des engagements internationaux ;
- il définit la politique économique et sociale ;
- il est détenteur du pouvoir réglementaire;
- il nomme aux emplois civils et militaires en sa qualité de chef de l'Administration.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Présidence de la République

Dotation 2 : Inspection Générale d'Etat (IGE)

Dotation 3 : Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance

Dotation 4 : Conseil National de Sécurité (CNS)

Dotation 5 : Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)

Dotation 6 : Structures Sous-Tutelles de la Présidence de la République

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	103 330 336 491	107 676 240 655	104 426 252 577
1.1 Ressources Intérieures	103 330 336 491	107 676 240 655	104 426 252 577
1.1.1 Budget Etat	103 330 336 491	107 676 240 655	104 426 252 577
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	103 330 336 491	107 676 240 655	104 426 252 577
2.1 Personnel	15 381 265 078	14 008 849 624	14 424 283 788
2.1.1 Solde y compris EPN	15 381 265 078	14 008 849 624	14 424 283 788
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	4 172 477 233	4 708 584 501	5 329 011 218
2.3 Transferts	61 363 289 953	59 611 395 611	60 469 743 959
2.4 Investissement*	22 413 304 227	29 346 910 919	24 202 213 622
Trésor	22 413 304 227	29 346 910 919	24 202 213 622
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Présidence de la République

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13002 Présidence de la République	66 597 938 964	65 613 925 639	54 878 137 969
1 - Personnels	14 289 070 078	12 995 894 378	13 411 328 542
13002010027 Prendre en charge les salaires de personnel fonctionnaire	903 975 078	909 597 090	915 350 083
13002010028 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à la Commission National du Mécanisme	372 195 000	376 686 633	381 275 663
13002010029 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel au Centre National de Télédétection et d'Info.	413 000 000	417 984 066	423 076 207
13002010030 Prendre en charge les salaires de personnel de la Présidence de la République	12 600 000 000	11 291 626 589	11 691 626 589
2 - Biens et services	4 172 477 233	4 708 584 501	5 329 011 218
13002010026 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	4 172 477 233	4 708 584 501	5 329 011 218
3 - Transferts	34 033 675 684	33 062 029 543	33 538 369 156
13002010006 Prendre en charge les visites d'Etat	4 103 650 875	3 986 493 487	4 043 928 702
13002010025 Fonds spéciaux - transferts aux institutions – Présidence de la République	29 330 024 809	29 075 536 056	29 494 440 454
4 - Investissements	14 102 715 969	14 847 417 217	2 599 429 053
13002010023 Réhabilitation Résidences Présidentielles à l'intérieur	1 000 000 000	1 744 701 248	2 599 429 053
13002010024 Faire le transfert réhabilitation esplanade Présidence	13 102 715 969	13 102 715 969	0

II.2. Dotation 2 : Inspection Générale d'Etat (IGE)

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2021	2022
13003 Inspection Générale d'Etat	3 367 373 741	3 257 868 856	3 300 702 234
1 - Personnels	307 000 000	284 367 410	284 367 410
1300301005 Prendre en charge les salaires de personnel de l'Inspection Générale d'Etat (IGE)	307 000 000	284 367 410	284 367 410
3 - Transferts	3 060 373 741	2 973 001 446	3 015 334 834
1300301002 Inspecter et auditer les services de l'Etat concernés	2 960 373 741	2 875 856 401	2 917 290 166
13003010004 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/IGE	100 000 000	97 145 045	98 544 658

II.3. Dotation 3 : Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13004 Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance	2 457 989 725	2 387 815 223	2 422 217 557
3 - Transferts	2 457 989 725	2 387 815 223	2 422 217 557
13002010006 Prendre en charge les visites d'Etat	2 457 989 725	2 387 815 223	2 422 217 557

II.4. Dotation 4 : Conseil National de Sécurité (CNS)

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13005 Conseil National de Sécurité (CNS)	24 337 114 262	29 828 306 976	36 894 785 732
3 - Transferts	16 337 114 262	15 870 696 995	16 099 353 304
13005010001 Subventionner ANSI / Coordination et comités (CNS)	82 073 017	79 729 869	80 878 574
13005010002 Détecter et d'entraver à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national, les activités de terrorisme	1 255 041 245	1 219 210 382	1 236 776 097
13005010003 Veiller à la Sécurisation des Elections	3 000 000 000	2 914 351 349	2 956 339 727
13005010006 Mettre en œuvre la politique de la Présidence en matière de Sécurité National	12 000 000 000	11 657 405 395	11 825 358 906
4 - Investissements	8 000 000 000	13 957 609 981	20 795 432 428
13005010005 Faire le transfert Equipement des structures de défense et de sécurité / CNS	8 000 000 000	13 957 609 981	20 795 432 428

II.5. Dotation 5 : Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13006 Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)	548 071 445	532 424 252	540 095 129
3 - Transferts	548 071 445	532 424 252	540 095 129
13006010001 Mettre en œuvre la politique de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés publics	548 071 445	532 424 252	540 095 129

II.6.Dotation 6 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République

II.6.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13007 Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	6 021 848 354	6 055 899 709	6 390 313 956
1 - Personnels	785 195 000	728 587 836	728 587 836
13007010014 Prendre en charge le Personnel de la Commission Nationale du Mécanisme Africain d'évaluation par les	372 195 000	345 362 298	345 362 298
13007010015 Prendre en charge le personnel du Centre National de Télédétection et d'information Géographique	413 000 000	383 225 538	383 225 538
3 - Transferts	4 926 065 096	4 785 428 152	4 854 373 979
13007010001 Transférer les crédits de MCC/TRESHOLD	328 403 802	319 028 021	323 624 402
13007010002 Coordonner l'Unité de Suivi des indicateurs MCC-Côte d'Ivoire	252 390 943	245 185 295	248 717 790
13007010003 Appuyer le développement économique	54 200 800	52 653 392	53 411 993
13007010004 Transférer les crédits de la Commission National du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (CNMAEP)	269 039 455	261 358 500	265 124 009
13007010005 Mettre en œuvre la stratégie du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)	1 427 676 554	1 386 917 030	1 406 898 971
13007010006 Mettre en œuvre la politique du Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG)	442 443 774	429 812 203	436 004 702
13007010007 Transférer les crédits de la Fondation HOUPHOUET BOIGNY à Yamoussoukro	576 107 832	559 660 212	567 723 490
13007010008 Transférer les crédits de l'Académie des Sciences et de la culture	451 401 596	438 514 283	444 832 157
13007010013 Transférer les crédits au Comité de Pilotage des Partenariats Public-Privé(CNPPP)	1 124 400 340	1 092 299 216	1 108 036 465
4 - Investissements	310 588 258	541 883 721	807 352 141
13007010011 Programme de Valorisation des Compétences Féminines	150 000 000	261 705 187	389 914 358
13007010012 Mise en place Infrastructure Nationale Données Géospaciales	160 588 230	289 178 534	417 437 783

SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 163 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel :

- donne son avis sur les projets de lois, d'ordonnances ou de décrets ainsi que les propositions de lois qui lui sont soumis ;
- donne son avis sur les projets de lois de programme à caractère économique, Social, Environnemental et Culturel qui lui sont soumis;
- conseille le Président de la République, à sa demande, sur tout problème à caractère économique, social, environnemental et culturel.

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Conseil Economique, Social, Environnemental et Social

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	5 551 465 473	5 153 744 095	5 183 105 755
1.1 Ressources Intérieures	5 551 465 473	5 153 744 095	5 183 105 755
1.1.1 Budget Etat	5 551 465 473	5 153 744 095	5 183 105 755
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	5 551 465 473	5 153 744 095	5 183 105 755
2.1 Personnel	3 973 720 054	3 687 242 146	3 687 242 146
2.1.1 Solde y compris EPN	3 973 720 054	3 687 242 146	3 687 242 146
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	99 721 083	108 390 579	118 185 315
2.3 Transferts	1 478 024 336	1 358 111 370	1 377 678 294
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13008 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	5 551 465 473	5 153 744 095	5 183 105 755
1 - Personnels	3 973 720 054	3 687 242 146	3 687 242 146
13008010006 Prendre en charge les salaires du personnel du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	3 973 720 054	3 687 242 146	3 687 242 146
2 – Biens et services	99 721 083	108 390 579	118 185 315
13008010004 Prendre en charge les dépenses liées aux activités d'abonnement	99 721 083	108 390 579	118 185 315
3 - Transferts	1 478 024 336	1 358 111 370	1 377 678 294
13008010003 Mener des études et émettre des avis sur la politique Economique Sociale Environnementale et Culturelle	1 478 024 336	1 358 111 370	1 377 678 294

SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

07 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Aux termes des **articles 126 et 127 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Constitutionnel est une juridiction constitutionnelle. Il est indépendant et impartial. Il est juge de la constitutionnalité des lois. Il est l'organe régulateur du fonctionnement des pouvoirs publics. Le Conseil constitutionnel contrôle la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats. Il est juge du contrôle de l'élection présidentielle et des élections parlementaires.

A ce titre :

- il statue sur l'éligibilité des candidats aux élections présidentielle et législative ;
- il statue sur les contestations relatives à l'élection du Président de la République, des Députés et des Sénateurs ;
- il proclame les résultats définitifs des élections présidentielles ;
- il statue sur la déchéance des Députés et des Sénateurs.

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Conseil Constitutionnel

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	2 533 931 718	2 400 764 723	2 418 634 724
1.1 Ressources Intérieures	2 533 931 718	2 400 764 723	2 418 634 724
1.1.1 Budget Etat	2 533 931 718	2 400 764 723	2 418 634 724
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	2 533 931 718	2 400 764 723	2 418 634 724
2.1 Personnel	1 500 100 000	1 391 953 099	1 391 953 099
2.1.1 Solde y compris EPN	1 500 100 000	1 391 953 099	1 391 953 099
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	36 792 360	40 237 291	44 152 604
2.3 Transferts	997 039 358	968 574 333	982 529 021
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13014 Conseil Constitutionnel	2 533 931 718	2 400 764 723	2 418 634 724
1 - Personnels	1 500 100 000	1 391 953 099	1 391 953 099
13014010007 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire et contractuels du Conseil Constitutionnel	1 500 100 000	1 391 953 099	1 391 953 099
2 – Biens et services	36 792 360	40 237 291	44 152 604
13014010005 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	36 792 360	40 237 291	44 152 604
3 - Transferts	997 039 358	968 574 333	982 529 021
13014010003 Mettre en œuvre la politique du conseil constitutionnel en matière de régulation du fonctionnement.	997 039 358	968 574 333	982 529 021

SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE

05 : GRANDE CHANCELLERIE

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Aux termes de la loi n°60-403 du 10 décembre 1960, modifiée par la loi n°61-207 du 12 juin 1961 qui organise l'Ordre national de la République de Côte d'Ivoire, le Grand Chancelier :

- préside le conseil de l'ordre;
- prépare les rapports, projets de décrets, règlements et décisions relatifs à l'Ordre et les soumet directement au Président de la République;
- vise tous les décrets et règlements relatifs à l'Ordre ;
- présente au Président de la République les candidats proposés par les ministres, par d'autres personnes ou par lui-même pour les nominations ou promotions;
- réunit le conseil de l'Ordre chaque fois qu'il le juge nécessaire et au moins deux fois par an à l'approche des époques de nominations et promotions.

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Grande Chancellerie

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	1 683 633 662	1 612 383 408	1 626 985 770
1.1 Ressources Intérieures	1 683 633 662	1 612 383 408	1 626 985 770
1.1.1 Budget Etat	1 683 633 662	1 612 383 408	1 626 985 770
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	1 683 633 662	1 612 383 408	1 626 985 770
2.1 Personnel	868 237 643	817 396 755	818 350 626
2.1.1 Solde y compris EPN	868 237 643	817 396 755	818 350 626
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	22 274 751	24 508 641	27 056 506
2.3 Transferts	793 121 268	770 478 012	781 578 638
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13009 Grande Chancellerie	1 683 633 662	1 612 383 408	1 626 985 770
1 - Personnels	868 237 643	817 396 755	818 350 626
13009010009 gérer les dépenses de personnel	149 866 483	150 815 219	151 769 090
13009010010 Prendre en charge les salaires du personnel	718 371 160	666 581 536	666 581 536
2 – Biens et services	22 274 751	24 508 641	27 056 506
13009010008 Gérer les activités d'abonnement	22 274 751	24 508 641	27 056 506
3 - Transferts	793 121 268	770 478 012	781 578 638
13009010001 Assurer le fonctionnement de la Grande Chancellerie.	666 621 268	647 589 530	656 919 646
13009010002 Acquérir des médailles de distinction	126 500 000	122 888 482	124 658 992

SECTION 108 : PRIMATURE

108 : PRIMATURE

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 82 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, et, conformément au décret n° 2018-648 du 01 août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement est chargé de mettre en œuvre la politique de la Nation, telle que définie par le Président de la République

A ce titre :

- il anime et coordonne l'activité gouvernementale;
- il préside le Conseil de Gouvernement, réunion préparatoire du Conseil des Ministres, qui réunit l'ensemble des Membres du Gouvernement;
- il exerce son autorité sur les Membres du Gouvernement.

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Primature

Dotation 2 : Secrétariat Général du Gouvernement

Dotation 3 : Inspection Générale des Finances - PM

Dotation 4 : Structures sous-tutelle de la Primature

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	59 277 476 705	96 997 065 843	34 718 971 037
1.1 Ressources Intérieures	41 710 076 705	86 412 225 840	27 742 731 032
1.1.1 Budget Etat	41 710 076 705	86 412 225 840	27 742 731 032
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	17 567 400 000	10 584 840 003	6 976 240 005
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	17 567 400 000	10 584 840 003	6 976 240 005
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	59 277 476 705	96 997 065 843	34 718 971 037
2.1 Personnel	10 372 538 229	9 748 267 432	9 762 885 157
2.1.1 Solde y compris EPN	10 372 538 229	9 748 267 432	9 762 885 157
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	779 022 265	869 824 766	974 460 616
2.3 Transferts	14 540 448 721	12 145 296 830	12 313 935 703
2.4 Investissement*	33 585 467 490	74 233 676 815	11 667 689 561
Trésor	16 018 067 490	63 648 836 812	4 691 449 556
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	17 567 400 000	10 584 840 003	6 976 240 005

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Primature

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13010 Primature	17 813 152 058	15 693 307 696	15 867 834 560
1 - Personnels	8 342 400 000	7 740 970 290	7 740 970 290
13010010023 Prendre en charge les salaires du personnel de la Primature	8 342 400 000	7 740 970 290	7 740 970 290
3 - Transferts	9 063 985 684	7 812 907 338	7 919 127 518
13010010006 Mettre en œuvre la politique de la Nation telle que définie par le Président de la République	7 389 255 868	7 178 295 935	7 281 716 890
13010010010 Transferts au programme cadres dirigeants Côte d'Ivoire émergente	150 000 000	0	0
13010010014 Transférer les crédits au prix de l'excellence	1 084 408 503	194 290 090	197 089 315
13010010015 Régie / convention BNETD	211 800 000	211 800 000	211 800 000
13010010018 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	114 521 313	114 521 313	114 521 313
13010010019 Direction de la Solde/Gestion des conférences et missions	77 000 000	77 000 000	77 000 000
13010010020 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	37 000 000	37 000 000	37 000 000
4 - Investissements	406 766 374	139 430 068	207 736 752
13010010004 Réhabilitation / extension annexe primature	184 432 779	0	0
13010010005 Equipement de la primature	222 333 595	139 430 068	207 736 752

II.2.Dotation 2 : Secrétariat Général du Gouvernement

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13011 Secrétariat Général du Gouvernement	1 687 303 854	1 487 143 310	1 506 643 865
1 - Personnels	144 021 454	133 638 497	133 638 497
13011010008 Prendre en charge les salaires du personnel du Secrétariat Général du Gouvernement	144 021 454	133 638 497	133 638 497
3 - Transferts	1 543 282 400	1 353 504 813	1 373 005 368
13011010004 Coordonner l'action gouvernementale	1 053 252 540	1 023 182 653	1 037 924 108
13011010005 Transférer les crédits au SGG-BGVA	126 096 880	122 496 870	124 261 738
13011010006 Transférer les crédits au SGG-JO	65 256 583	63 393 537	64 306 876
13011010007 Transférer les crédits à l'imprimerie nationale de Côte d'Ivoire	298 676 397	144 431 753	146 512 646

II.3.Dotation 3 : Inspection Générale des Finances

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13012 Inspection Générale des Finances	1 124 219 822	852 911 465	918 204 048
1 - Personnels	73 945 099	68 614 165	68 614 165
13012010014 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Inspection Générale des Finances - PM	66 945 099	62 118 817	62 118 817
13012010015 Prendre en charge les salaires du personnel de IGF/Comité de suivi des recommandations des services	7 000 000	6 495 348	6 495 348
3 - Transferts	831 191 023	670 745 687	680 409 422
13012010005 Contrôler le bon fonctionnement des Services Rattachés, des Directions Centrales et Services Extérieurs	385 278 155	331 534 817	336 311 389
13012010007 Transférer les crédits A L'IGF/Comité de suivi des remboursements des crédits de TVA	10 048 542	6 844 395	6 943 005
13012010008 Transférer à L'IGF / Brigade de lutte contre la corruption	156 725 700	114 073 249	115 716 754
13012010009 Transférer les crédits A L'IGF / Fonds d'appui	142 997 000	120 044 005	121 773 733
13012010010 Transférer à L'IGF / Comité d'identification des recettes non fiscales	7 045 542	6 844 395	6 943 005
13012010011 Transférer les crédits à L'IGF / Comité de suivi des recommandations des services de contrôle et d'Inspection	19 096 084	13 688 790	13 886 010
13012010012 Transférer les crédits à L'IGF / CONAFIP	110 000 000	77 716 036	78 835 726
4 - Investissements	219 083 700	113 551 613	169 180 461
13012010004 Acquisition du siège de la brigade de lutte contre la corruption	219 083 700	113 551 613	169 180 461

II.4. Dotation 4 : Structures sous-tutelles de la Primature

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13013 Structures sous-tutelles de la Primature	38 652 800 971	78 963 703 372	16 426 288 564
1 - Personnels	1 812 171 676	1 805 044 480	1 819 662 205
13013010001 Prendre en charge les salaires du personnel des structures sous-tutelles	678 671 374	682 967 726	687 287 341
13013010040 Prendre en charge le salaire du personnel à l'INCI	389 902 457	394 607 783	399 415 140
13013010041 Prendre en charge le salaire du personnel au CNCMR	311 784 576	315 547 179	319 391 370
13013010042 Transférer les crédits de subventions équilibre personnel au Centre d'Information & Communication Gouvernement	133 545 000	135 156 615	136 803 177
13013010046 Transférer les crédits de prise en charge du salaire du personnel du Comité de privatisation	298 268 269	276 765 177	276 765 177
2 – Biens et services	779 022 265	869 824 766	974 460 616
13013010002 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone des Structures	779 022 265	869 824 766	974 460 616
3 - Transferts	3 101 989 614	2 308 138 992	2 341 393 395
13013010018 Assister le gouvernement dans sa communication gouvernementale	468 031 923	351 190 920	356 250 687
13013010020 Transférer les crédits au comité de privatisation	194 860 000	133 049 854	134 966 763
13013010021 Transférer les crédits à l'ONEG	150 590 000	131 145 810	133 035 287
13013010022 Transférer les crédits au secrétariat permanent du comité interministériel action	255 600 000	179 718 333	182 307 616
13013010025 Transférer les crédits au centre national de coordination du mécanisme de réponse	430 000 000	242 862 613	246 361 644
13013010026 Transférer les crédits à la coordination pour la mise en œuvre du plan d'urgence	201 500 000	195 747 265	198 567 485
13013010027 Transférer les crédits au comité d'organisation de la coupe des nations (COCAN) 2021	1 144 617 691	922 877 927	936 174 247
13013010028 Transférer les crédits à la plateforme nationale de réduction des risques et de gestion	256 790 000	151 546 270	153 729 666
4 - Investissements	32 959 617 416	73 980 695 134	11 290 772 348
Trésor	15 392 217 416	63 395 855 134	4 314 532 343
13013010009 CLP-BOUNA	545 648 203	699 011 419	1 041 456 579
13013010010 CCFP-ZOUHAN-HOUNIEN	293 148 434	212 994 904	317 340 945
13013010017 Programme National Multisectoriel de Nutrition / Secteur Gouvernance Primature	769 795 779	1 236 287 941	1 841 944 456
13013010030 Projet d'appui multi sectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance	488 475 000	745 560 867	1 113 790 363
13013010031 Projet d'urgence infrastructure Abobo	6 000 000 000	60 500 000 000	0
13013010035 Programme de Conversion de Dettes (PCD-CI / Espagne)	7 295 350 000	0	0
Financement Extérieur	17 567 400 000	10 584 840 000	6 976 240 005
13013010009 CLP-BOUNA	1 940 800 000	0	0
13013010010 CCFP-ZOUHAN-HOUNIEN	6 669 200 000	733 000 000	0
13013010017 Programme National Multisectoriel de Nutrition / Secteur Gouvernance Primature	1 061 400 000	1 066 800 000	279 200 000
13013010030 Projet d'appui multi sectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance	7 896 000 000	8 785 040 000	6 697 040 005

SECTION 109 : MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

109 : MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Aux termes **des articles 07 et 08 de la loi organique n°2007-540 du 01 août 2007** fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Organe de médiation dénommé « Le Médiateur de la République », le Médiateur de la République a pour rôle de régler par la médiation, sans préjudice des compétences reconnues par les lois et règlements aux autres Institutions et Structures de l'Etat, les différends de toute nature :

- opposant l'Administration publique aux administrés ;
- opposant les Collectivités territoriales, les Etablissements Publics et tout autre organe investi d'une mission de service public aux administrés ;
- impliquant les communautés urbaines, villageoises ou toute autre entité ;

Le Médiateur de la République a également compétence pour connaître des litiges opposant des personnes privées, physiques ou morales, à des communautés urbaines ou rurales

Le Médiateur de la République a aussi pour rôle d'aider au renforcement de la cohésion sociale

Le Médiateur de la République peut, à la requête du Président de la République, contribuer à toute action de conciliation entre l'administration publique et les Organisations sociales et professionnelles

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Médiature de la République

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	4 048 271 731	3 741 235 642	3 759 736 963
1.1 Ressources Intérieures	4 048 271 731	3 741 235 642	3 759 736 963
1.1.1 Budget Etat	4 048 271 731	3 741 235 642	3 759 736 963
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	4 048 271 731	3 741 235 642	3 759 736 963
2.1 Personnel	3 121 478 257	2 896 441 126	2 896 441 126
2.1.1 Solde y compris EPN	3 121 478 257	2 896 441 126	2 896 441 126
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	49 726 669	55 911 853	63 047 385
2.3 Transferts	877 066 805	788 882 663	800 248 452
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation : Médiateur de la République

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13933 Médiateur de la République	4 048 271 731	3 741 235 642	3 759 736 963
1 - Personnels	3 121 478 257	2 896 441 126	2 896 441 126
13933010006 Prendre en charge les salariales du personnel des fonctionnaires et contractuels de la Médiature	3 121 478 257	2 896 441 126	2 896 441 126
2 – Biens et services	49 726 669	55 911 853	63 047 385
13933010004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	49 726 669	55 911 853	63 047 385
3 - Transferts	877 066 805	788 882 663	800 248 452
13933010002 Conduire la médiation entre l'administration et les administrés, mais également entre les administrés eux	877 066 805	788 882 663	800 248 452

SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Instituée par la Constitution du **1er août 2000 en son article 32 alinéa 4**, la Commission Electorale Indépendante a été créée par **la loi 2001-634 du 9 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante, modifiée par la loi 2004- 542 du 14 décembre 2004** et les Décisions subséquentes n° **2005-06 /PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-11/PR du 29 août 2005** Cette loi a subi deux autres modifications par **la loi 2014-335 du 18 juin 2014 et la loi 2014-664 du 03 novembre 2014**

La Commission Electorale Indépendante est chargée de l'organisation, de la supervision et du contrôle du déroulement de toutes les opérations électorales et référendaires dans le respect des lois et règlements en vigueur

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Commission Electorale Indépendante (CEI)

Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Electorales Locales

Dotation 3 : Révision de la liste électorale

Dotation 4 : Organisation des scrutins

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	79 915 596 308	18 115 695 793	18 538 681 661
1.1 Ressources Intérieures	79 915 596 308	18 115 695 793	18 538 681 661
1.1.1 Budget Etat	79 915 596 308	18 115 695 793	18 538 681 661
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	79 915 596 308	18 115 695 793	18 538 681 661
2.1 Personnel	2 538 748 632	2 355 722 302	2 355 722 302
2.1.1 Solde y compris EPN	2 538 748 632	2 355 722 302	2 355 722 302
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	77 226 847 676	15 498 268 304	15 793 045 001
2.3 Transferts	0	0	0
2.4 Investissement*	150 000 000	261 705 187	389 914 358
Trésor	150 000 000	261 705 187	389 914 358
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Commission Electorale Indépendante

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13017 Commission Electorale Indépendante	4 057 596 308	5 215 695 793	5 408 681 661
1 - Personnels	2 538 748 632	2 355 722 302	2 355 722 302
13017010012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CEI	2 538 748 632	2 355 722 302	2 355 722 302
2 – Biens et services	1 368 847 676	2 598 268 304	2 663 045 001
13017010007 Gérer les activités d'abonnement	607 761 711	665 120 304	729 897 001
13017010010 Assurer la gouvernance de la CEI	761 085 965	1 933 148 000	1 933 148 000
4 - Investissements	150 000 000	261 705 187	389 914 358
13017010011 Acquérir et mettre en place une plateforme de gestion électronique des documents	150 000 000	261 705 187	389 914 358

II.2.Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Electorales Locales

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13932 Fonctionnement des Commissions Electorales Locales	6 780 000 000	6 570 000 000	6 570 000 000
2 – Biens et services	6 780 000 000	6 570 000 000	6 570 000 000
13932010001 Assurer le fonctionnement des commissions électorales locales de la CEI	6 780 000 000	6 570 000 000	6 570 000 000

II.2.Dotation 3 : Révision de la liste électorale

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13971 Révision de la liste électorale	12 920 000 000	6 330 000 000	6 560 000 000
2 – Biens et services	12 920 000 000	6 330 000 000	6 560 000 000
13971010001 Réviser la liste électorale 2016	12 920 000 000	6 330 000 000	6 560 000 000

II.2.Dotation 4 : Organisation des scrutins

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13972 Organisation des scrutins	56 156 000 000	0	0
2 – Biens et services	56 156 000 000	0	0
13972010001 Organiser l'élection du Président de la République 2020	41 690 000 000	0	0
13972010002 Organiser l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale 2020	13 955 000 000	0	0
13972010003 Organiser l'élection des Sénateurs 2020	513 000 000	0	0

SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS

111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

La chambre nationale des Rois et Chefs traditionnels, conformément à la **Loi n° 2014-428 du 14 juillet 2014** portant Statut des Rois et Chefs traditionnels, est chargée de :

I 1 1 Au titre de la gestion des Rois et Chefs traditionnels:

- dresser le répertoire des Rois et Chefs traditionnels;
- dresser le répertoire des us et coutumes;
- favoriser les échanges interculturels;
- veiller au respect du statut des Rois et Chefs traditionnels;
- contribuer à régler les litiges relatifs à la désignation des autorités traditionnelles conformément aux us et coutumes;
- organiser des séances de formation à l'endroit des autorités traditionnelles;
- organiser l'assistance aux autorités traditionnelles et leur prise en charge sociale

I 1 2 Au titre des questions d'ordre national, elle a pour mission de :

- promouvoir le civisme;
- initier des missions de médiation pour la prévention et la gestion des crises et conflits;
- émettre un avis consultatif sur des questions d'intérêt national;
- contribuer à la mobilisation des populations pour les activités de développement;
- veiller à la préservation du patrimoine culturel de la Côte d'Ivoire en relation avec les Institutions étatiques

En outre, la **loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire** renforce, en son article 175, les pouvoirs ci-dessus énumérés en chargeant la chambre notamment :

- de la valorisation des us et coutumes;
- de la promotion des idéaux de paix et de cohésion sociale;
- du règlement non juridictionnel des litiges dans les villages et entre les communautés

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Chambre Nationale des Rois

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	4 235 420 516	152 154 858	171 499 412
1.1 Ressources Intérieures	4 235 420 516	152 154 858	171 499 412
1.1.1 Budget Etat	4 235 420 516	152 154 858	171 499 412
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	4 235 420 516	152 154 858	171 499 412
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	135 420 516	152 154 858	171 499 412
2.3 Transferts	4 100 000 000	0	0
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1.Dotation 1 : Commission Electorale Indépendante

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13020 Chambre Nationale des Rois	4 235 420 516	152 154 858	171 499 412
2 – Biens et services	135 420 516	152 154 858	171 499 412
13020010003 Gérer les abonnements de la chambre des Roi	135 420 516	152 154 858	171 499 412
3 - Transferts	4 100 000 000	0	0
13020010001 Assurer le fonctionnement de la chambre des rois	4 100 000 000	0	0

SECTION 113 : COUR SUPREME

113 : COUR SUPREME

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Aux termes des **articles 147, 148 et 149 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, la Cour suprême veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif : Elle règle les conflits de compétence entre les juridictions des deux ordres.

La Cour suprême comprend :

- la Cour de Cassation;
- le Conseil d'Etat.

La Cour de Cassation est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire. Elle statue souverainement sur les recours en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort par les Cours et tribunaux de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est la plus haute juridiction de l'ordre administratif. Il statue souverainement sur les décisions rendues en dernier ressort par les tribunaux administratifs et par les juridictions administratives spécialisées en matière de contentieux administratif. Il connaît en premier et en dernier ressort des recours en annulations des actes des autorités administratives centrales et des organismes ayant une compétence nationale. Il exerce en outre une fonction consultative. A ce titre, il peut être sollicité par le Président de la République, pour avis, sur toute question de nature administrative.

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Cour Suprême

Dotation 2 : Conseil d'Etat

Dotation 3 : Conseil Supérieur de la Magistrature

Dotation 4 : Cour de Cassation

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	10 079 347 098	10 100 818 671	10 448 158 280
1.1 Ressources Intérieures	10 079 347 098	10 100 818 671	10 448 158 280
1.1.1 Budget Etat	10 079 347 098	10 100 818 671	10 448 158 280
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	10 079 347 098	10 100 818 671	10 448 158 280
2.1 Personnel	7 810 526 455	7 772 164 335	7 812 749 730
2.1.1 Solde y compris EPN	7 810 526 455	7 772 164 335	7 814 750 501
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	157 317 520	175 322 606	196 026 738
2.3 Transferts	1 806 503 123	1 621 197 850	1 644 555 179
2.4 Investissement*	305 000 000	532 133 880	792 825 862
Trésor	305 000 000	532 133 880	792 825 862
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1.Dotation 1 : Cour Suprême

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13024 Cour Suprême	8 891 657 523	9 012 740 097	9 350 026 540
1 - Personnels	7 389 898 962	7 381 861 194	7 424 447 360
13024010001 Prendre en charge les salaires du personnel de la cour suprême	699 020 820	648 626 223	648 626 223
13024010013 Gérer les dépenses de personnel	6 690 878 142	6 733 234 971	6 775 821 137
2 – Biens et services	157 317 520	175 322 606	196 026 738
13024010012 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	157 317 520	175 322 606	196 026 738
3 – Transferts	1 039 441 041	923 422 417	936 726 580
13024010009 Examiner les requêtes, les pourvoir, les enrôlements, les sursis à exécution et autres dossiers	1 039 441 041	923 422 417	936 726 580
4 - Investissements	305 000 000	532 133 880	792 825 862
13024010005 Construction du siège de la Cour Suprême	305 000 000	532 133 880	792 825 862

II.2.Dotation 2 : Conseil d'Etat

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13025 Conseil d'Etat	691 251 857	641 522 211	649 800 013
1 – Personnel	223 933 309	207 789 256	207 789 256
13025010003 Prendre en charge les salaires du personnel	223 933 309	207 789 256	207 789 256
3 – Transferts	467 318 548	435 732 955	442 010 757
13025010002 Mettre en œuvre la politique du Conseil d'Etat en matière contentieuse et consultative	467 318 548	435 732 955	442 010 757

II.2.Dotation 3 : Conseil Supérieur de la Magistrature

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13026 Conseil Supérieur de la Magistrature	37 200 000	36 137 957	36 658 613
3 – Transferts	37 200 000	36 137 957	36 658 613
13026010002 Examiner les questions relatives à l'indépendance de la magistrature et à la déontologie des magistrats	37 200 000	36 137 957	36 658 613

II.2.Dotation 4 : Cour de cassation

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13028 Cour de Cassation	459 237 718	408 418 406	411 673 114
1 – Personnel	196 694 184	182 513 885	182 513 885
13028010004 Prendre en charge les salaires du personnel de la cour de cassation	196 694 184	182 513 885	182 513 885
3 – Transferts	262 543 534	225 904 521	229 159 229
13028010003 Examiner les décisions rendues par les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire	262 543 534	225 904 521	229 159 229

SECTION 115 : COUR DES COMPTES

115 : COUR DES COMPTES

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 152 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, la Cour des Comptes est l'institution suprême de contrôle des finances publiques. La cour des Comptes a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation. La Cour des Comptes contrôle la gestion des comptes des services de l'Etat, des Etablissements publics nationaux, des collectivités territoriales, des Autorités administratives indépendantes et de tout organisme bénéficiant du concours financier de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public ainsi que de tout organisme bénéficiant du concours financier des entreprises publiques et de leurs filiales.

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Cour des Comptes

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	3 235 053 796	3 418 024 489	3 887 378 319
1.1 Ressources Intérieures	3 235 053 796	3 418 024 489	3 887 378 319
1.1.1 Budget Etat	3 235 053 796	3 418 024 489	3 887 378 319
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	3 235 053 796	3 418 024 489	3 887 378 319
2.1 Personnel	741 776 203	688 299 236	688 299 236
2.1.1 Solde y compris EPN	741 776 203	688 299 236	688 299 236
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	116 991 333	131 800 543	148 929 344
2.3 Transferts	1 776 286 260	1 725 574 086	1 750 435 212
2.4 Investissement*	600 000 000	872 350 624	1 299 714 527
Trésor	600 000 000	872 350 624	1 299 714 527
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Cour des Comptes

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13935 Cour des Comptes	3 235 053 796	3 418 024 489	3 887 378 319
1 - Personnels	741 776 203	688 299 236	688 299 236
13935010007 Prendre en charge les salaires du personnel de la Cour des Comptes	741 776 203	688 299 236	688 299 236
2 – Biens et services	116 991 333	131 800 543	148 929 344
13935010006 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone de la Cour des Comptes	116 991 333	131 800 543	148 929 344
3 – Transferts	1 776 286 260	1 725 574 086	1 750 435 212
13935010005 Mettre en œuvre la politique de la Cour des Comptes en matière de Jugement des comptes publics	1 776 286 260	1 725 574 086	1 750 435 212
4 - Investissements	600 000 000	872 350 624	1 299 714 527
13935010008 Construire et Équiper le siège de la Cour des Comptes	600 000 000	872 350 624	1 299 714 527

SECTION 116 : PARQUET GENERAL

116 : PARQUET GENERAL

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Conformément à la **loi n° 60 - 366 du 14 novembre 1960** portant code de procédure pénale, le Procureur Général représente en personne ou par ses substituts le ministère public auprès de la Cour d'Appel et auprès de la Cour d'assises instituée au siège de la Cour d'appel.

Il peut, dans les mêmes conditions, représenter le Ministère public auprès des autres Cours d'assises sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire.

Le Procureur général est chargé de veiller à l'application de la loi pénale sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire.

A cette fin, il lui est adressé tous les mois, par chaque Procureur de la République, un état des affaires de son ressort.

Le Procureur général a, dans l'exercice de ses fonctions, le droit de requérir directement la force publique.

Le ministre de la justice peut dénoncer au Procureur général les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager ou engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le ministre juge opportunes.

Le Procureur général a autorité sur tous les officiers du ministère public du ressort de la Cour d'Appel.

A l'égard de ces magistrats, il a les mêmes prérogatives que celles reconnues au ministre de la justice.

Les officiers et agents de police judiciaire sont placés sous la surveillance du procureur général Il peut les charger de recueillir tous renseignements qu'il estime utiles à une bonne administration de la justice.

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Parquet Général

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	1 039 117 996	999 812 165	1 015 539 461
1.1 Ressources Intérieures	1 039 117 996	999 812 165	1 015 539 461
1.1.1 Budget Etat	1 039 117 996	999 812 165	1 015 539 461
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	1 039 117 996	999 812 165	1 015 539 461
2.1 Personnel	415 604 000	385 641 808	385 641 808
2.1.1 Solde y compris EPN	415 604 000	385 641 808	385 641 808
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	58 442 481	65 231 380	73 049 864
2.3 Transferts	565 071 515	548 938 977	556 847 789
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1.Dotation 1 : Parquet Général

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13029 Parquet Général	1 039 117 996	999 812 165	1 015 539 461
1 - Personnels	415 604 000	385 641 808	385 641 808
13029010005 Prendre en charge les salaires du personnel du Parquet Général	415 604 000	385 641 808	385 641 808
2 – Biens et services	58 442 481	65 231 380	73 049 864
13029010003 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Parquet Général	58 442 481	65 231 380	73 049 864
3 – Transferts	565 071 515	548 938 977	556 847 789
13029010001 Mettre en œuvre la politique du Parquet Général en matière de veille de la bonne application des lois	565 071 515	548 938 977	556 847 789

SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES DE LA COUR DES COMPTES

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions de l'Institution

Aux termes des **articles 42 et 44 de la loi organique n°2015-494 du 07 juillet 2015** déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes, le Procureur général assure les fonctions du Ministère public près la Cour des Comptes. Il assure l'administration et la discipline du Parquet général.

Le Procureur général peut requérir l'application de la loi devant toutes les chambres et en toutes matières.

Il veille à la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour.

Il exerce les fonctions de ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions écrites. Toutefois, il peut faire des observations orales complémentaires devant les différentes formations juridictionnelles.

Les rapports et arrêts définitifs sur les gestions patentes, les saisines pour gestion de fait ou faute de gestion et les recours en révision ou pourvois en cassation lui sont obligatoirement communiqués pour avis.

Il tient l'état des ordonnateurs et des comptables publics ainsi que celui des services de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises ou organismes assujettis au contrôle de la Cour des Comptes.

Il défère à la Cour des Comptes les opérations présumées constitutives de gestion de fait. Il requiert l'application des amendes prévues.

Il suit, en relation avec les services habilités du Ministère en charge des Finances publiques, l'exécution des arrêts définitifs et décisions de la Cour des Comptes.

Le Procureur général exerce un contrôle sur les activités des parquets près les chambres régionales des comptes.

I 2 Identification des dotations

Dotation 1 : Parquet Général près Cour des Comptes

I 3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	1 523 547 260	1 466 083 164	1 486 221 420
1.1 Ressources Intérieures	1 523 547 260	1 466 083 164	1 486 221 420
1.1.1 Budget Etat	1 523 547 260	1 466 083 164	1 486 221 420
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	1 523 547 260	1 466 083 164	1 486 221 420
2.1 Personnel	475 266 472	441 003 025	441 003 025
2.1.1 Solde y compris EPN	475 266 472	441 003 025	441 003 025
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	48 255 554	53 605 176	59 746 953
2.3 Transferts	1 000 025 234	971 474 963	985 471 442
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1.Dotation 1 : Parquet Général près la Cour des Comptes

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13934 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 523 547 260	1 466 083 164	1 486 221 420
1 - Personnels	475 266 472	441 003 025	441 003 025
13934010001 Prendre en charge les salaires du personnel du PGPCC	475 266 472	441 003 025	441 003 025
2 – Biens et services	48 255 554	53 605 176	59 746 953
13934010004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	48 255 554	53 605 176	59 746 953
3 – Transferts	1 000 025 234	971 474 963	985 471 442
13934010003 Mettre en œuvre la politique du Parquet Général près la Cour des Comptes en matière de bonne application	1 000 025 234	971 474 963	985 471 442

SECTION 304 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

304 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Le Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions est chargé du suivi de la politique du Président de la République en matière de dialogue politique et des relations avec les Institutions. A ce titre, il a pour rôle, entre autres:

- d'assurer la représentation du Chef de l'État auprès des institutions de la République que sont l'Assemblée Nationale, le Conseil Constitutionnel, la Cour Suprême, la Cour des comptes, le Conseil Economique et Social, le Médiateur de la République, la Grande Chancellerie, la Commission Electorale Indépendante, les Ordres Nationaux et les structures assimilées;
- de contribuer à une meilleure connaissance des institutions par les Ivoiriens.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	923 239 823	928 581 663	934 581 079
1.1 Ressources Intérieures	923 239 823	928 581 663	934 581 079
1.1.1 Budget Etat	923 239 823	928 581 663	934 581 079
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	923 239 823	928 581 663	934 581 079
2.1 Personnel	182 742 148	183 899 003	185 062 125
2.1.1 Solde y compris EPN	182 742 148	183 899 003	185 062 125
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	740 497 675	744 682 660	749 518 957
2.3 Transferts	0	0	0
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
13023 Ministère auprès du Président de la République chargé des relations avec les Institutions	923 239 823	928 581 663	934 581 079
1 - Personnels	182 742 148	183 899 003	185 062 125
13023010001 Gérer les dépenses de Personnels du Ministère	182 742 148	183 899 003	185 062 125
2 – Biens et services	740 497 675	744 682 660	749 518 957
13023010002 Gérer les dépenses de fonctionnement - MRIR	707 204 903	707 204 903	707 204 903
13023010003 Gérer les Abonnements du ministère chargé des relations avec les Institutions	33 292 772	37 477 757	42 314 054

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

I PRESENTATION GENERALE

I 1 Missions du ministère

(Voir le DPPD-PAP du Ministère)

I 2 Identification des dotations

- Dotation 1 : Dettes intérieures-Paiement d'intérêts
- Dotation 2 : Dettes intérieures-Remboursement de capital
- Dotation 3 : Dettes extérieures-Paiement d'intérêts
- Dotation 4 : Dettes extérieures-Remboursement de capital

I 3 Financement global des dotations

Tableau 1 : Financement global des dotations

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	2 137 102 103 985	1 992 151 999 845	2 337 070 075 624
1.1 Ressources Intérieures	2 137 102 103 985	1 992 151 999 845	2 337 070 075 624
1.1.1 Budget Etat	2 137 102 103 985	1 992 151 999 845	2 337 070 075 624
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
2. CHARGES	2 137 102 103 985	1 992 151 999 845	2 337 070 075 624
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	643 030 143 220	678 097 634 579	723 587 801 976
2.3 Transferts	1 494 071 960 765	1 314 054 365 266	1 613 482 273 648
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Dettes intérieures-Paiement d'intérêts

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
11018 Dettes intérieures- Paiement d'intérêts	252 639 577 518	240 526 735 407	245 706 038 394
2 – Biens et services	252 639 577 518	240 526 735 407	245 706 038 394
11018010005 Payer les intérêts de la dette auprès de la BCEAO - Découverts du Trésor à l'Intérieur du Plafond	6 598 018 281	6 598 018 281	6 598 018 281
11018010006 Payer les intérêts de la dette auprès de la BCEAO - Remboursement allocation DTS	121 234 142	20 440 782	0
11018010008 Payer les intérêts des Divers financements structurés	7 670 611 171	6 820 560 590	4 645 486 600
11018010016 Payer les intérêts des Souscriptions aux Emprunts Obligataires de l'Etat	140 268 669 019	145 418 977 569	148 363 972 126
11018010017 Payer les intérêts des Bons du Trésor	20 275 750 000	15 275 750 000	14 118 650 000
11018010018 Payer les intérêts des Obligations du Trésor	68 271 070 731	57 166 930 312	63 074 121 718
11018010024 Payer les frais et commissions sur titres publics	8 830 500 000	8 830 500 000	8 526 000 000
11018010025 Payer les intérêts des dettes titrisée-Passifs audités	603 724 174	495 557 873	379 789 669

II.2.Dotation 2 : Dettes intérieures-Paiement d'intérêts

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
11973 Dettes intérieures- Remboursement de capital	1 015 067 386 409	840 538 953 334	907 809 812 818
3 – Transferts	1 015 067 386 409	840 538 953 334	907 809 812 818
11973010001 Rembourser le capital de la dette auprès de Atlantique Telecom Titre DTF	414 120 000	0	0
11973010002 Rembourser le capital des dettes titrisées-Passifs audités	1 399 165 127	5 747 731 910	5 852 975 733
11973010003 Rembourser le capital des Titres CFAO	365 400 000	0	0
11973010004 Rembourser le capital de la dette auprès de la BCEAO-Remboursement allocation DTS	3 549 044 336	1 814 698 458	0
11973010005 Rembourser le capital de la dette auprès de la BNI	8 090 395 833	4 531 805 833	4 531 805 833
11973010006 Rembourser le capital des Divers financements structurés	20 588 944 254	31 895 761 789	31 895 761 790
11973010007 Rembourser le capital de la dette auprès de la BACI-titrisation arriérés de créances (18,48 mrd)	6 739 600 000	625 240 000	625 240 000
11973010008 Rembourser le capital des Souscriptions aux Emprunts Obligataires de l'Etat	331 638 896 604	373 820 560 278	423 730 500 941
11973010009 Rembourser le capital des Bons du Trésor	115 204 530 000	202 250 000 000	152 250 000 000
11973010010 Rembourser le capital des Obligations du Trésor	521 337 450 755	215 208 500 566	284 452 477 867
11973010011 Rembourser le capital de la dette auprès de la CNPS-Dette titrisée	740 950 000 000	740 950 000 000	740 950 000 000
11973010012 Rembourser le capital de la dette auprès de SOGEBOURSE restructuration titre RCI/FNI	1 073 870 000	1 073 870 000	900 366 154
11973010013 Rembourser le capital de la dette auprès d'AFRICAIN DE BOURSE restructuration titre RCI/FNI	710 500 000	710 500 000	710 500 000
11973010014 Rembourser le capital de la dette auprès de BABF-titres CIDT	972 370 000	0	0
11973010015 Rembourser le capital de la dette auprès de BICI BOURSE restructuration titre RCI/FNI	122 815 000	0	0
11973010016 Rembourser le capital de la dette auprès de NSIA Banque-titrisation de 3,754 mrd 0% 2017	543 750 000	543 750 000	543 750 000
11973010017 Rembourser le capital de la dette auprès de la BACI-titrisation dette ex BFA (18,04 mrd)	1 575 584 500	1 575 584 500	1 575 584 500

II.3. Dotation 3 : Dettes extérieures- Paiement d'intérêts

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
12019 Dettes extérieures- Paiement d'intérêts	390 390 565 702	437 570 899 172	477 881 763 582
2 – Biens et services	390 390 565 702	437 570 899 172	477 881 763 582
12019010001 Payer les intérêts de la dette auprès de HUAWEI Technologies	42 839 535	18 256 515	0
12019010002 Payer les intérêts de la dette auprès du Fonds Monétaire International (FMI)	7 214 322 044	7 213 273 321	6 702 907 467
12019010003 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD)	2 493 892 302	8 188 993 517	3 561 257 950
12019010004 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Mondiale et IDA	8 644 759 980	10 506 824 752	12 655 386 997
12019010005 Payer les intérêts de la dette auprès des Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	816 058 573	789 721 240	807 530 623
12019010006 Payer les intérêts de la dette auprès de la BOAD	8 625 599 543	8 348 113 157	8 765 408 104
12019010007 Payer les intérêts de la dette auprès du FIDA	124 822 844	91 719 212	123 528 871
12019010008 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	147 837 198	173 598 070	167 285 649
12019010009 Payer les intérêts de la dette au Fonds Kowétien	547 352 246	613 316 873	668 187 432
12019010010 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Islamique de Développement	11 586 468 628	11 586 255 213	16 056 057 914
12019010011 Payer les intérêts de la dette auprès du Fonds Saoudien	387 621 056	376 859 481	336 744 877
12019010012 Payer les intérêts de la dette auprès de la BIDC - CEDEAO	1 775 817 139	1 721 802 758	1 730 018 655
12019010013 Payer les intérêts de la dette auprès du Club de PARIS	1 751 274 107	1 947 967 260	1 997 933 460
12019010014 Payer les intérêts de la dette auprès des autres Créanciers à l'Extérieur	63 477 751 955	69 955 981 075	76 591 700 976
12019010015 Payer les intérêts des titres Eurobonds	252 656 225 427	283 322 328 881	311 654 069 589
12019010016 Payer les intérêts de la dette auprès de la Société Générale Corporate and Investment Bank (SGCIB)	2 268 659 436	6 197 529 762	5 733 856 419
12019010017 Payer les intérêts de la dette auprès de la Vnechtorgbank (VTB)	4 802 003 712	3 620 105 253	2 424 190 861
12019010018 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque commerciale tchèque (XSQB)	2 372 682 891	1 132 019 873	978 557 309
12019010019 Payer les frais financiers, commissions et honoraires aux autres organismes	4 872 000 000	6 090 000 000	5 684 000 000
12019010020 Payer les intérêts de la dette auprès de la BADEA - PAL	737 463 696	767 809 081	740 067 072
12019010021 Payer les intérêts de la dette auprès d'AFREXIMBANK	9 368 783 929	10 151 241 674	8 648 833 363
12019010022 Payer les intérêts de la dette auprès du Crédit Agricole Corporate Investment Bank (CACIB)	699 121 657	983 915 782	965 435 843
12019010023 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)	1 809 334 498	3 200 198 637	3 958 341 659
12019010024 Payer les intérêts de la dette auprès de Bank Of China (BOC)	3 167 873 306	5 603 067 783	6 930 462 492

II.4. Dotation 4 : Dettes extérieures- Remboursement de capital

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2020	2 021	2 022
12974 Dettes extérieures- Remboursement de capital	479 004 574 356	473 515 411 932	705 672 460 830
3 – Transferts	479 004 574 356	473 515 411 932	705 672 460 830
12974010001 Rembourser le capital de la dette auprès de HUAWEI Technologies (HTC)	4 895 946 870	4 868 403 990	0
12974010002 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Monétaire International	87 213 274 846	109 407 751 320	99 092 524 623
12974010003 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD)	0	89 078 818	3 074 271 442
12974010004 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Mondiale et IDA	5 600 875 177	14 075 217 635	25 384 095 919
12974010005 Rembourser le capital de la dette auprès de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	2 010 419 783	2 519 931 886	2 565 921 032
12974010006 Rembourser le capital de la dette auprès de la BOAD	8 915 946 127	18 132 600 888	23 341 985 909
12974010007 Rembourser le capital de la dette auprès du FIDA	431 549 897	431 692 749	431 716 367
12974010008 Rembourser le capital de la dette auprès de la BADEA-PAL	1 094 560 922	1 401 699 422	1 224 177 005
12974010009 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	1 145 800 920	1 097 092 989	2 565 196 311
12974010010 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Kowétien	1 642 507 515	1 064 118 543	1 717 031 828
12974010011 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Islamique de Développement	35 085 969 952	41 844 964 524	53 299 425 696
12974010012 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Saoudien	1 685 588 108	1 889 933 521	2 090 256 428
12974010013 Rembourser le capital de la dette auprès de la BIDC-CEDEAO	1 139 797 848	2 680 211 647	2 683 382 915
12974010014 Rembourser le capital de la dette auprès du Club de Paris	177 746 791 207	152 060 936 450	152 006 623 636
12974010015 Rembourser le capital de la dette auprès des autres créanciers à l'extérieur	42 957 848 706	63 988 557 221	142 516 961 580
12974010016 Rembourser le capital des titres EUROBONDS	57 849 961 021	57 524 517 430	68 586 288 634
12974010017 Rembourser le capital de la dette auprès de la Société Générale Corporate and Investment Bank (SGCIB)	9 733 057 521	35 370 735 802	33 918 616 894
12974010018 Rembourser le capital de la dette auprès de la Vnechtorgbank (VTB)	20 513 600 089	20 513 600 089	20 513 600 089
12974010019 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque commerciale tchèque (XSOB)	6 890 686 008	6 890 686 008	6 890 686 008
12974010020 Rembourser le capital de la dette auprès d'AFREXIMBANK	12 450 391 839	24 900 783 677	24 900 783 677
12974010021 Rembourser le capital de la dette auprès du Crédit Agricole Corporate Investment Bank (CACIB)	0	4 211 944 247	8 423 888 495
12974010022 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)	0	3 108 476 680	11 067 497 807
12974010023 Rembourser le capital de la dette auprès de Bank Of China (BOC)	0	5 442 476 396	19 377 528 535

**SECTION 327 : MINISTERE AUPRES DU PRMEMIER MINISTRE, CHARGE
DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

327 : MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

I PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

(Voir DPPD-PAP du ministère)

I 2 Identification des dotations

- Dotation 1 : Dépenses Communes
- Dotation 2 : Divers et imprévus

I 3 Financement global des dotations

Tableau 1 : Financement global des dotations

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2020	2021	2022
1. RESSOURCES	306 877 107 162	442 050 469 407	565 784 040 614
1.1 Ressources Intérieures	306 877 107 162	442 050 469 407	565 784 040 614
1.1.1 Budget Etat	306 877 107 162	442 050 469 407	565 784 040 614
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0
2. CHARGES	306 877 107 162	442 050 469 407	565 784 040 614
2.1 Personnel	4 882 498 795	4 852 462 014	4 928 099 487
2.1.1 Solde y compris EPN	4 882 498 795	4 852 462 014	4 928 099 487
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	178 581 293 104	173 027 007 351	167 267 770 353
2.3 Transferts	0	0	0
2.4 Investissement*	123 413 315 263	264 171 000 042	393 588 170 774
Trésor	123 413 315 263	264 171 000 042	393 588 170 774
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1.Dotation 1 : Dépenses Communes

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépense / Activités	2020	2 021	2 022
14970 Dépenses Communes	114 031 191 159	73 185 993 337	108 527 560 455
1 – Personnel	1 181 673 092	1 106 758 202	1 136 763 195
14970010035 Assurer les charges salariales des consultants	550 000 000	515 131 482	529 097 059
14970010036 Assurer les charges salariales des personnels contractuels	500 785 338	469 036 897	481 752 817
14970010051 Assurer les charges salariales (Arriérés Indemnités des Conseillers Economiques et Sociaux)	130 887 754	122 589 823	125 913 319
2 – Biens et services	71 536 293 104	0	0
14970010001 DGH / Marquage des produits pétroliers	3 625 916 401	0	0
14970010003 Direction de la Solde - Gestion du Personnel	399 944 016	0	0
14970010006 DGBF/Gestion des Fonds communs	15 310 957 340	0	0
14970010010 DGB - Gestion des dépenses communes	6 200 000 000	0	0
14970010011 DGBF-Suivi évaluation budgétaire Représentations à l'extérieur	86 505 153	0	0
14970010012 Appui à la Formation de Gestion de la politique Economique (GPE)	200 000 000	0	0
14970010016 Provisions pour aval et garantie	3 000 000 000	0	0
14970010017 Direction de la Solde - Gestion du Personnel-Missions	334 052 221	0	0
14970010018 SOTRA/Transport des fonctionnaires (part patronale)	2 271 936 155	0	0
14970010019 Direction de la Solde - Gestion Transport des Etudiants et Elèves (SOTRA)	10 400 671 750	0	0
14970010020 Subvention d'Equilibre SOTRA	8 000 000 000	0	0
14970010021 Apurement des cotisations sociales	600 000 000	0	0
14970010022 IPS CGRAE/Gestion pensions retraite secteur public	1 604 620 701	0	0
14970010023 Fonds d'Indemnisation des Victimes Crise Postélectorale	2 600 000 000	0	0
14970010024 Fonds de Réserves Café-Cacao	1 000 000 000	0	0
14970010025 Fonds de Solidarité Africaine/Souscription au Capital	100 982 765	0	0
14970010026 Fonds de Garantie & Coopération Economique/Souscription au Capital	800 706 602	0	0
14970010027 DGBF - Gestion des Dépenses Ciblées	10 000 000 000	0	0
14970010047 Apurement Arriérés BIDC	5 000 000 000	0	0

Dotations / Natures de dépense / Activités	2020	2 021	2 022
14970 Dépenses Communes	114 031 191 159	73 185 993 337	108 527 560 455
4 – Investissements	41 313 224 963	72 079 235 135	107 390 797 260
14970010029 Opération d'Apurement passifs audités IGF/DGBF	25 000 000 000	43 617 531 190	64 985 726 336
14970010030 Opérations purge des droits coutumiers	1 000 000 000	1 744 701 248	2 599 429 053
14970010031 Souscription à l'Augmentation du Capital de la BAD	6 159 005 922	10 745 625 316	16 009 898 934
14970010032 Souscription au capital SHELTER-AFRIQUE	1 210 630 036	2 112 187 734	3 146 946 889
14970010033 Souscription augmentation capital/Banque d'invest.CDEAO (BIDC)	6 000 000 000	10 468 207 486	15 596 574 321
14970010034 Remboursement FSH/Sheller Afrique	1 140 089 005	1 989 114 709	2 963 580 483
14970010050 Souscription au Capital / CICA-RE	803 500 000	1 401 867 452	2 088 641 244

II.2.Dotation 2 : Divers et imprévus

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépense / Activités	2020	2 021	2 022
15022 Divers et imprévus	192 845 916 003	368 864 476 070	457 256 480 159
1 – Personnel	3 700 825 703	3 745 703 812	3 791 336 292
15022010004 Provision pour Ajustement de la Rémunération du Personnel des EPN	3 700 825 703	3 745 703 812	3 791 336 292
2 – Biens et services	107 045 000 000	173 027 007 351	167 267 770 353
15022010002 Provision Dépenses Communes	30 595 078 601	53 292 138 427	53 704 075 488
15022010005 Provision Divers Imprévus	52 262 876 312	79 734 868 924	73 563 694 865
15022010006 Provision spéciale pour la création de nouveaux services	6 000 000 000	0	0
15022010008 Provision pour Dépenses Exceptionnelles	9 600 000 000	0	0
15022010009 Provisions Appui aux EPN	2 587 045 087	0	0
15022010016 Provision Spéciale pour Dépenses des Institutions	1 000 000 000	0	0
15022010018 Provision Apurement Mandats Annulés	5 000 000 000	0	0
15022010019 Provision pour Dépenses de Fonctionnement à Réaffecter	0	40 000 000 000	40 000 000 000
4 – Investissements	82 100 090 300	192 091 764 907	286 197 373 514
15022010012 Provision pour Dépenses d'Investissement	50 100 090 300	87 409 690 051	130 231 630 306
15022010013 Provision nouveaux projets d'investissement	2 000 000 000	0	0
15022010014 Provisions pour investissements prioritaires	30 000 000 000	52 341 037 428	77 982 871 604
15022010020 Provision pour Dépenses d'Investissement à Réaffecter	0	52 341 037 428	77 982 871 604